

**Ecole Pratique des Hautes Etudes
(IVème Section)
Section des Sciences Historiques et Philologiques**

**Thèse de troisième cycle pour obtenir le grade de
DOCTEUR DE L'ECOLE PRATIQUE DES HAUTES ETUDES**

(Discipline : Histoire)

présentée et soutenue publiquement

par

Christopher E. GOSCHA

le 7 novembre 2000

***Le contexte asiatique de la guerre franco-vietnamienne :
Réseaux, relations et économie***

(d'août 1945 à mai 1954)

(tome I)

soutenue sous la direction de M. le professeur NGUYEN THE ANH

JURY :

M. le Colonel Gilbert BODINIER, Service Historique de l'Armée de Terre

M. le Professeur BUI XUAN QUANG, Professeur à l'Université de Paris-Nanterre

**M. le Professeur Hervé COUTAU-BEGARIE, Directeur d'Etudes à l'Ecole Pratique des
Hautes Etudes**

**M. le Professeur Ralph SMITH, Professeur d'Histoire à la School of Oriental and
African Studies**

**Ecole Pratique des Hautes Etudes
(IVème Section)
Section des Sciences Historiques et Philologiques**

**Thèse de troisième cycle pour obtenir le grade de
DOCTEUR DE L'ECOLE PRATIQUE DES HAUTES ETUDES**

(Discipline : Histoire)

présentée et soutenue publiquement

par

Christopher E. GOSCHA

le 7 novembre 2000

***Le contexte asiatique de la guerre franco-vietnamienne :
Réseaux, relations et économie***

(d'août 1945 à mai 1954)

(tome I)

soutenue sous la direction de M. le professeur NGUYEN THE ANH

JURY :

**M. le Colonel Gilbert BODINIER, Service Historique de l'Armée de Terre
M. le Professeur BUI XUAN QUANG, Professeur à l'Université de Paris-Nanterre
M. le Professeur Hervé COUTAU-BEGARIE, Directeur d'Etudes à l'Ecole Pratique des
Hautes Etudes
M. le Professeur Ralph SMITH, Professeur d'Histoire à la School of Oriental and
African Studies**

Remerciements

Cette thèse n'aurait jamais vu le jour sans l'aide apportée par ma femme, ma famille et de nombreux amis et des collègues éparpillés à travers le monde. Il m'est très difficile d'exagérer ma gratitude envers ces personnes. Ils étaient là pendant des moments difficiles. Ils étaient là quand je me sentais très seul. Ils étaient là quand je me demandais si j'en verrais jamais la fin. Et ils étaient là pour donner un coup de main, un mot gentil et, plus souvent, de leur temps.

Que dire de ma femme, sauf que sans elle je n'aurais jamais terminé cette thèse. Elle était là à chaque phase de ce travail. S'il y a quelque chose de méritoire dans cette thèse, il conviendrait d'ajouter son nom. On a 'pensé' cette thèse ensemble. Ma belle-mère a lu et corrigé toute la thèse, une thèse écrite dans un français bien faible. Elle n'était pas obligée de le faire, mais elle l'a fait et cela m'a beaucoup touché. Je n'oublierai jamais.

Mon directeur de thèse, M. le professeur Nguyễn Thế Anh, a aimablement accepté de diriger notre thèse, un travail qui ne fut jamais facile. J'ai toujours été inspiré par son érudition. Si j'ai un regret, c'est tout simplement que j'aurais voulu lui donner une meilleure thèse que celle que je lui présente aujourd'hui.

A ces noms, on peut ajouter ceux des autres amis qui ont 'subi' cette thèse : Ian Brossat, Monique Delcros, Annick Guennel, François Guillemot, Frédéric Moindrot, Marianna Saad, Benoît de Tréglodé. Ce dernier, directeur du *Groupe d'Etudes sur le Viêt-Nam Contemporain* (Institut d'Etudes Politiques de Paris), a partagé ses sources provenant des archives russes et a imprimé cette thèse. Je lui doit beaucoup.

Nous devons exprimer notre gratitude aux archivistes qui nous ont aidé lors de nos recherches en France, en particulier à Vincennes et à Aix-en-Provence : le colonel Bodinier, Bernard Hamai, Lucette Vachier et Serge Dubuisson et à notre chère amie, Madame Bernard de la salle de lecteur au Service Historique de l'Armée de Terre.

Bien que nous aimions dire un mot de gratitude pour chaque personne qui nous ont aidé, cela mériterait une deuxième thèse. Si je ne note que leur noms ici, c'est néanmoins avec toute ma gratitude que je le fais. Ce sont par ordre alphabétique : le général Bach, Pascal Bourdeaux, Chen Jian, James Chin, Philippe Devillers, Arthur Dommen, William Duiker, David Elliot, Grant Evans, Bernard Gay, Janet Geok Hoon, Andrew Hardy, Steve Heder, Daniel Hémery, Hoàng Nhật Tân, Soren Ivarsson, Kyoichi Tachigawa, Lars Laamann, Lê Mạnh Hùng, Joseph Lee, Li Tana, Jean-Louis Margolin, David Marr, Shawn McHale, Nguyễn Đức Qùy, Nguyễn Hồng Thạch, Nguyễn Văn Ký, Philippe Popovitch, Qiang Zhai,

Sophie Quinn-Judge, Claudine Salmon, Judy Stowe, Martin Stuart-Fox, Keith Taylor, Stan B.H. Tan, Thongchai Winchinikul, Stein Tonnesson, Benoît de Tréglodé, Bill Turley, Jay Veith, J. Vernet, Vinh Sính, Klara Volna, Geoff Wade, Brantly Womack, et Cam et Peter Zinoman.

Table de matières

Remerciements	p. 1
Table de matières	p. 3
Abréviations	p. 6
Termes	p. 9
Les interzones	p. 11
Chronologie	p. 13
Sources et moyens d'en faire usage	p. 27
Introduction	p. 38
Un survol sur « l'intérieur »	p. 54

I. Première Section : « Le contexte indochinois »

A. Partie laotienne

<i>Chapitre 1</i>	p. 65
Le long du Mékong : Les débuts de la politique laotienne de la RDVN (1945-1946)	
<i>Chapitre 2</i>	p. 105
Le déplacement de la politique laotienne de la RDVN à travers le Mékong (1946-1948)	
<i>Chapitre 3</i>	p. 129
La RDVN et la crise du réseau annamitique du Lao Issara (1948-1950)	
<i>Chapitre 4</i>	p. 155
Le long de la Cordillère annamitique : Les réseaux militaires du Viet Minh en Indochine du Nord (1948-1954)	
<i>Chapitre 5</i>	p. 180
La naissance d'un Etat laotien au sein des réseaux vietnamiens en Indochine du Nord	

B. Partie cambodgienne

Chapitre 1 p. 203

La base des réseaux sud indochinois du Viet Minh : Les Viet kieu (1945-1949)

Chapitre 2 p. 226

Les alliés révolutionnaires au Cambodge ? Les Khmers Issaraks (1945-1949)

Chapitre 3 p. 263

La naissance d'un Etat révolutionnaire cambodgien au sein des réseaux vietnamiens en Indochine du Sud (1948-1954)

Chapitre 4 p. 309

La faiblesse militaire du Viet Minh en Indochine du Sud (1950-1954)

II. Deuxième Section : « Etrangers » asiatiques à l'intérieur du Vietnam

A. Les déserteurs japonais et la guerre

Chapitre 1 p. 337

Collaborateurs tardifs : Le ralliement des Japonais au Viet Minh (1945-1950)

Chapitre 2 p. 368

Au service du Viet Minh : Les apports des déserteurs japonais au début de la guerre (1945-1950)

B. Les Huaqiao et la guerre

Chapitre 1 p. 404

Entre les Français et les Vietnamiens : Les réseaux chinois à l'intérieur du Vietnam (1945-1954)

Chapitre 2 p. 427

Alliés ambigus : Les Huaqiao et le Viet Minh dans un moment de guerre (1945-1954)

III. Troisième Section : « Le contexte sud-est asiatique »

Chapitre 1 p. 468

La Thaïlande et la diplomatie anti-colonialiste de la RDVN
en Asie du Sud-Est (1945-1948)

Chapitre 2 p. 518

La Thaïlande et les réseaux du commerce extérieur de la RDVN
en Asie du Sud-Est (1945-1951)

Chapitre 3 p. 563

La Guerre froide et l'isolement de la RDVN de l'Asie du Sud-Est

Chapitre 4 p. 600

La Guerre froide et le déplacement des réseaux sud-est asiatiques vers
l'Indochine intérieure et la Chine méridionale

IV. Quatrième Section : « Le contexte chinois »

Chapitre 1 p. 628

La Chine du Sud et les réseaux commerciaux non-communistes
de la RDVN (1945-1950)

Chapitre 2 p. 657

La victoire du PCC et la sortie de la RDVN de son encerclement

Chapitre 3 p. 698

La Chine communiste et l'aide extérieure à la RDVN
en Indochine septentrionale (1950-1954)

Conclusion p. 734

Bibliographie p. 762

Aperçus biographiques p. 805

Abréviations

1B :	Premier Bureau
2B :	Deuxième Bureau
3B :	Troisième Bureau
AA :	Archives australiennes (Canberra)
ACCPCT :	Archives du Comité central du Parti communiste tchèque (Prague)
AMAER :	Archives du Ministère des Affaires étrangères russe (Moscou)
Ambafrance :	Ambassade de France
ANEU :	Archives nationales des Etats-Unis (Washington, D.C.)
ANT :	Archives nationales thaïes (Bangkok)
ANT :	Archives Nationales de la Thaïlande
AO :	Asie-Océanie (fonds au MAE, Paris)
AP :	Affaires Politiques
APCUS :	Archives du Parti communiste de l'Union soviétique (Moscou)
APV :	<i>Agence presse du Vietnam</i> (Bangkok)
ASE :	Asie du Sud-Est
BAT :	Bureau des Archives techniques
BCRI :	Bureau Central de Renseignements et d'Information
BFD :	Bureau fédéral de la Documentation
BI :	Base d'Indochine
BR :	Bulletin de renseignement
BRM :	Bulletin de renseignement mensuel
BSM :	Bureau des Statistiques militaires
BST :	Brigade de Surveillance du Territoire
BTLC :	Bureau Technique de Liaisons et de Coordination
c :	carton
CCFTANIC :	Commandement en Chef des Forces terrestres, aériennes et navales en Indochine
CD :	Conseiller diplomatique (fonds au CAOM)
CFTC :	Commandement des Forces terrestres du Cambodge
CFTVN :	Commandement des Forces terrestres du Vietnam du Nord
ch. :	chapitre
CLPK :	Comité de libération du Peuple khmer
CLV :	Cambodge-Laos-Vietnam (fonds au MAE)
CM :	Cabinet militaire
Cmb :	Cambodge
CMC :	Commandement Militaire au Cambodge
Comar :	Commandement de la Marine
CP :	Conseiller politique (fonds au CAOM)
CRA :	Comité de résistance et d'administration
CRE :	Comité résistant exécutif
CRFC :	Commissaire de la République française au Cambodge
CRFL :	Commissariat de la République française au Laos
CRT :	Commissariat de la République au Tonkin
CRTNA :	Commissaire de la République pour le Tonkin et le Nord-Annam
CSFFEO :	Commandement Supérieur des Forces Françaises en Extrême-Orient
CTCICN :	Commandant des Troupes de Chine et de l'Indochine du Nord
d :	dossier
DGD :	Direction générale de la Documentation

DGER :	Direction générale des Etudes et Recherches
DJ :	déserteurs japonais
ĐMH :	Đông Minh Hội, <i>Việt Nam Cách Mệnh Đồng Minh Hội</i>
DNEO :	Direction navale en Extrême-Orient
DPSF :	Direction de la Police et de la Sûreté fédérales
DSF :	Direction de la Sûreté fédérale
DSPSNSVN :	Direction des Service de Police et de Sûreté nationales au Sud-Viet Nam
DSS :	Direction des Services de Sécurité
DY :	décryptement [section technique spéciale]
EA :	Etats-Associés (fonds au MAE)
EFEO :	Ecole Française d'Extrême-Orient
EM :	Etat-Major
EMIFT :	Etat-Major Inter-Armées des Forces Terrestres
EMGDN :	Etat-Major général de la Défense Nationale
EVN :	État du Viet-Nam
FBIS :	Foreign Broadcast Information Service
FC :	Forces du Cambodge
FL :	Forces du Laos
FMEO :	Forces Maritimes d'Extrême-Orient
FO :	Foreign Office (fonds au PRO)
FRUS :	Foreign Relations of the United States
FT :	Forces terrestres
FTCVN :	Forces terrestres du Centre Vietnam
FTEO :	Forces Terrestres d'Extrême-Orient
FTL :	Forces terrestres du Laos
GACR :	Groupements administratifs chinois régionaux
GF :	Gouvernement de fait, (fonds au CAOM)
GGIC :	Gouverneur Général de l'Indochine
GM :	Groupe mobile
GMD :	Guomindang (Parti nationaliste chinois)
GOBM :	Groupement opérationnel du Bas-Mékong
GRA :	Gouvernement de la République Annamite
HC :	Haut-Commissariat
HCFICCEO :	Haut-Commissariat de France en Indochine et Commandement-en-Chef en Extrême-Orient
HCI :	Haut Commissariat de l'Indochine (fonds au CAOM)
HCIC :	Haut-Commissariat pour l'Indochine
HCMV :	Ho Chi Minh-Ville
HCRFVN :	Haut-Commissariat de la République française au Viet-Nam
IC :	Indochine (fonds au MAE)
IDEO :	Imprimerie de l'Extrême-Orient
MAE :	Archives du Ministère des Affaires étrangères (France)
MN :	Marine nationale
MT :	Marine au Tonkin
NFIC :	Nouveau fonds, Indochine (fonds au CAOM)
NIAS :	Nordic Institute of Asian Studies
NXB :	Nhà Xuất Bản [Maison d'éditions]
NXBPN :	Nhà Xuất Bản Phụ Nữ [Editions des Femmes]
NXBQĐND :	Nhà Xuất Bản Quân Đội Nhân Dân [Editions de l'Armée populaire]
NXBTN :	Nhà Xuất Bản Thanh Niên [Editions de la Jeunesse]
ONU :	Organisation des Nations Unies
OSS :	Office of Strategic Services

PCC :	Parti communiste chinois
PCF :	Parti communiste français
PCI :	Parti communiste indochinois (Đảng Cộng Sản Đông Dương)
PEFEO :	Publications de l'Ecole française d'Extrême-Orient
PRO :	Public Records Office (Kew Gardens, près de Londres)
PSE :	Police spéciale de l'Est
PUF :	Presses Universitaires de France
RDVN :	République démocratique du Viet-Nam
RSC :	Résident Supérieur du Cambodge (fonds au CAOM)
RSL :	Résident Supérieur du Laos (fonds au CAOM)
s.d. :	sans date
s.l. :	sans lieu
SDECE :	Service de la Documentation extérieure et de la Contre-Espionnage
SDJ :	Section de Recherche des Déserteurs japonais
SE :	Section étrangère
SEAC :	South East Asia Command
Sec. :	section
SEH :	Service des Etudes historiques
SEHAN :	Services des Etudes historiques, Hanoi
SESAG :	Service des Etudes historiques, Saigon
SF :	Sûreté Fédérale
SFCC :	Sûreté fédérale de la Cochinchine
SFT :	Sûreté fédérale du Tonkin
SHAA :	Service Historique de l'Armée de l'Air
SHAT :	Service Historique de l'Armée de Terre
SHE :	Service d'Etudes historiques
SHM :	Service Historique de la Marine
SI :	Section Indochine
SLOTFOM :	Service de Liaisons avec les Originaires des Territoires de la France d'Outre-Mer
SOAS :	School of Oriental and African Studies
SOE :	Special Operations Executive
SPCE :	Service de Protection du Corps expéditionnaire (fonds au CAOM)
SR :	Service de renseignements
SRO :	Service de Renseignements opérationnel
SRT :	Services des Recherches techniques
SSHCC :	Service de Sécurité du Haut-Commissariat au Cambodge
SSM :	Service de Sécurité Militaire
SSMA :	Secteur de surveillance maritime en Annam
TFEO :	Troupes françaises d'Extrême-Orient
TFIS :	Troupes françaises de l'Indochine du Sud
TPHCM :	Thành Phố Hồ Chí Minh
TW :	Trung Ương [Comité central]
UBKCHCNB :	Ủy Ban Kháng Chiến Hành Chính Nam Bộ (Comité de résistance et d'administration du Sud-Vietnam ; voir aussi : CRA)
UBKHxHVN :	Ủy Ban Khoa Học Xã Hội Việt Nam
URSS :	Union des républiques socialistes soviétiques
Val. :	Valeur (du renseignement fourni)
VNQDD :	Việt Nam Quốc Dân Đảng (Parti nationaliste du Viet Nam)
VNS :	Viet Nam News Service (Bangkok)
vol :	volume
ZOT :	Zone opérationnelle du Tonkin

Termes

Bắc Bộ : Nord-Vietnam, connu pendant l'époque coloniale sous le nom de Tonkin.

Ban Cán Sự : « Comité des affaires du Parti ». Organisations secrètes du PCI chargées d'implanter le communisme dans les nouvelles zones comme le Laos et le Cambodge.

Ban Ngoại Vụ : Bureau des Affaires extérieures. Directeur : Nguyen Thanh Son. S'occupait de toutes les questions extérieures du CRA et du PCI hors du Nam Bo. Dirigeait toutes les affaires du Parti au Cambodge, jusqu'à son remplacement par le « Comité des Affaires du Parti pour le Cambodge » en 1950.

Đảng Bộ : section du Parti (PCI).

Deuxième Bureau (2B) : terme général pour désigner des services de renseignement des armées françaises. Chaque Etat-Major de l'Armée de Terre, de l'Air et de la Marine avait un Deuxième Bureau.

Fort Bayard : Base française de Guangzhouwan dans la presqu'île de Leizhou (Guangdong), acquise en 1898, rendue à la Chine après la Seconde Guerre Mondiale.

GMD : Parti Nationaliste Chinois (*Guomindang*).

Huajiao : terme utilisé pour décrire d'une façon générale tous les Chinois vivant à l'extérieur des frontières de l'Etat chinois actuel—au Vietnam, en Thaïlande, en Indonésie, etc., ainsi que les Chinois résidant au Vietnam et en Indochine française. Entre 1945 et 1954, il faut le souligner, les significations exactes de ce terme étaient bien plus ambiguës, ce qui constitue le reflet même de la complexité des intérêts nationaux et des différends juridiques en jeu. En vietnamien, on utilise le mot « Hoa kieu » pour se réfère aux Chinois (Hoa ou nguoi Hoa) vivant dans le pays.

Khet : Terme khmer pour province ou zone.

Khmer Krom : terme employé pour les populations khmères vivant au sein des frontières de l'Etat du Vietnam aujourd'hui. Bien qu'ethniquement khmer et parlant encore le khmer, cette population est rattachée juridiquement à l'Etat vietnamien.

Kominform : Abréviation russe de « Bureau d'information des partis communistes ». Créé en 1947 pour diriger le mouvement communiste dans le contexte de la Guerre Froide. Dissous en 1956.

Komintern : en mars 1919, après la Révolution russe, Lénine organisa une nouvelle Internationale, connue généralement sous le nom d'« Internationale Communiste » ou de Komintern, pour promouvoir la révolution mondiale sur le modèle communiste soviétique.

Lao Động : Nouveau nom donné au Parti Communiste Indochinois en février 1951, le *Đảng Lao Động Việt Nam* ou « Parti des Travailleurs Vietnamiens ».

Liên Khu : inter-zone.

Minh Hương : individu né au Vietnam d'une union mixte sino-vietnamienne.

Nam Bộ : Sud-Vietnam, connu pendant l'époque coloniale sous le nom de Cochinchine.

Nanyang : terme chinois pour les « Mers du Sud ».

PCC : Parti Communiste Chinois.

PCI : Parti Communiste Indochinois, Đảng Cộng Sản Đông Dương.

Phòng Biên Chính : « Bureau administratif de la frontière » ou « Bureau des effectifs administratifs ». Chargé des affaires laotiennes et de toutes les questions extérieures pour le PCI dans les LK IV et V.

Quân khu : Zone militaire ou zone de guerre.

Srok : terme khmer pour délégation.

Sûreté fédérale : service de renseignement civil. En Indochine, elle fut rattachée au Haut-Commissariat de l'Indochine.

Trấn Ninh : nom vietnamien de la province laotienne de Xieng Khouang.

Trung Bộ : Centre-Vietnam, connu pendant l'époque coloniale sous le nom d'Annam.

Việt Kiều : Nous utilisons le terme « Việt Kiều » pour parler d'une façon générale de tous les Vietnamiens vivant à l'extérieur des frontières de l'Etat actuel du Vietnam—en Thaïlande, au Cambodge et au Laos. Dans un cadre juridique plus spécifique, le terme Việt Kiều représente un statut d'émigré qui peut être un « résident » ou un « ressortissant » vivant dans un Etat colonial ou national, mais dans lequel le dit « Việt Kiều » n'est pas forcément considéré comme un « citoyen » du dit Etat.

Việt Nam Mới : « Nouveaux Vietnamiens ». Statut 'juridique' donné par la RDVN aux déserteurs japonais ralliés à la cause vietnamienne.

Xứ ủy : « Comité territorial », section du PCI dans le Sud-Vietnam jusqu'en 1951.

Les interzones du Việt Minh

Fin 1946, la RDVN divisa le Vietnam en 14 zones militaires, basées sur les divisions régionales du pays, à savoir : le Bắc Bộ, Trung Bộ et le Nam Bộ.

— Bắc Bộ : 7 zones (khu) : I, II, III, X, XI, XII, XIV

— Trung Bộ : 4 zones (khu) : IV, V, VI, XV

— Nam Bộ : 3 zones (khu) : VII, VIII, IX

Chaque zone comprenait un Comité de Résistance et d'Administration (CRA) et, pour chaque zone, un quartier général s'occupait des questions militaires.

Le 25 janvier 1948, selon le décret no. 120-SL, ces zones (khu) furent combinées en interzones, *Liên Khu* (LK).

Furent créées les interzones suivantes :

Bắc Bộ : LK I, LK III, LK X

Trung Bộ : LK IV et LK V

Nam Bộ : LK VII, VIII et IX

En novembre 1949, les LK I et X se combinèrent pour former le LK Việt Bắc.

LK I englobait les 10 provinces suivantes : Cao Bằng, Bắc Cạn, Lạng Sơn, Thái Nguyên, Bắc Giang, Bắc Ninh, Phúc Yên, Quảng Yên, Hòn Gai, Hải Ninh. Chefs militaires : Chu Văn Tấn, Lê Hiến Mai.

LK III, le delta du Bắc Bộ : Hải Phòng, Kiến An, Thái Bình, Hưng Yên, Hải Dương, Hà Nội, Hà Đông, Sơn Tây, Hà Nam, Nam Định, Ninh Bình et Hòa Bình. Chefs : Hoàng Sâm et Lê Quang Hòa.

LK IV : Thanh Hóa, Nghệ An, Hà Tĩnh, Quảng Bình, Quảng Trị, Thừa Thiên. Chefs : Nguyễn Sơn et Trần Văn Quang.

LK V : Quảng Nam, Quảng Ngãi, Bình Định, Phú Yên, Khánh Hòa, Ninh Thuận, Bình Thuận, Kôn Tum, Gia Lai, Đắc Lắc et Đồng Nai. Chefs : Nguyễn Thế Lâm, Nguyễn Chánh.

LK VII : Thủ Dầu Một, Biên Hòa, Bà Rịa, Chợ Lớn, Tây Ninh, Gia Định et Sài Gòn. En 1948, le commandement détacha les provinces de Chợ Lớn, Tây Ninh, Gia Định et Sài Gòn et la ville de Saigon pour créer la « zone spéciale Sài Gòn-Chợ Lớn ». En 1951, la zone VII fut incorporée dans la nouvelle interzone de l'Est (*Phần Liên Khu Miền Đông*). Chefs : Nguyễn Bình, Trần Xuân Đô.

LK VIII : Bến Tre, Gò Công, Tân An, Mỹ Tho, Sa Đéc, Vĩnh Long et Trà Vinh. Chefs :
Trần Văn Trà, Nguyễn Văn Vịnh.

LK IX : Cần Thơ, Sóc Trăng, Long Xuyên, Châu Đốc, Hà Tiên, Bạc Liêu et Rạch Giá. Son
premier chef était Võ Văn Đức (Hoàng Đình Giông).

Chronologie, conjonctures et synchronismes

Mi-1945

- juillet Décision de Potsdam : les troupes anglaises doivent désarmer les troupes japonaises au sud du 16^{ème} parallèle en Indochine ; au Nord ce sont les Chinois qui doivent s'en occuper.
- 6 et 9 août : Bombes atomiques américaines sur Hiroshima et Nagasaki.
- 8 août L'URSS déclare la guerre au Japon.
- 14 août Traité d'amitié et d'alliance conclu entre le GMD et l'URSS.
- 13-15 août Réunion nationale du PCI.
- 15 août Capitulation japonaise.
- 15 août Proclamation de l'indépendance de l'Indonésie.
- 16 août Un congrès national se réunit pour 'approuver' les décisions prises par le PCI.
- 19 août Déclenchement de la « Révolution d'août » au Vietnam.
- 20-30 août Les Lao Issara, soutenus par les Viet kieu/PCI, prennent le pouvoir au Laos.
- 2 septembre Ho Chi Minh proclame l'indépendance du Vietnam.
- 15 septembre Le prince Phetsarath proclame l'indépendance du Laos.
- 23 septembre Déclenchement de la guerre franco-vietnamienne dans le Sud ; reprise du Cambodge.
- début octobre Arrestation de Son Ngoc Thanh ; formation du « Comité de l'Indépendance du Cambodge.
- octobre Ho Chi Minh envoie une lettre à Staline pour lui demander son soutien.
- 12 octobre Naissance du gouvernement provisoire du Lao Issara ; les communistes du Sud-Vietnam esquissent une politique de ralliement auprès des déserteurs japonais au Viet Minh.
- 30 octobre Traité militaire Lao-Viet.
- 8 novembre Les DMH/VNQDD menacent de renverser la RDVN.
- 9-11 novembre Réunions secrètes du PCI.
- 11 novembre 'Dissolution' du PCI.

- 13 novembre L'URSS annonce publiquement que la question indonésienne doit être portée devant l'ONU.
- novembre Ho Chi Minh envoie une lettre à Sutan Sjahir lui demandant de faire une déclaration de solidarité et de créer une fédération asiatique ;
 - Ho Chi Minh envoie une lettre à Chiang Kai-shek pour lui demander son soutien.
- mi-novembre Arrivée de Tran Van Giau et de Pham Ngoc Thach à Hanoi.
- 4 décembre Le Ministre de la Défense thaï arrive secrètement en RDVN.
- fin 1945 Les premiers déserteurs japonais prennent le maquis.
- fin 1945 Une unité dispersée du PCC, « Section Spéciale de la Route du Sud », arrive dans le Nord-Vietnam.

- 1946**
- début de l'année Arrivée de Tran Van Giau en Thaïlande ;
 - Création du « Comité national de la libération du Cambodge » à Battambang ;
 - mise sur pied à Bangkok du « Comité de Ravitaillement du Nam Bo » ;
 - formation du « Service des Affaires Huaqiao » à Hanoi ;
 - Ho Chi Minh adresse une seconde lettre à Staline ;
 - Arrivée de la « mission Doubrovine » en Indochine du Sud.
- 10 janvier Cessez-le-feu entre le GMD et le PCC.
- 28 février Accord franco-chinois pour retirer les troupes chinoises de l'Indochine.
- février Arrivée de Tran Van Giau, Son Ngoc Minh et Dung Van Phuc à Bangkok.
- 6 mars Accords franco-vietnamiens.
- mars Nehru exprime son désir de réunir une conférence asiatique sur la décolonisation et la coopération asiatique.
- 10-21 mars Reprise française du Laos ;
 - Déplacement des réfugiés en Thaïlande.
- avril Les déserteurs japonais chez la RDVN sont renommés « Nouveaux Vietnamiens »
- avril-mai Négociations franco-thaïs pour la rétrocession des territoires cambodgiens cédés en 1941 ;

- augmentation des activités du Viet Minh en Thaïlande, surtout dans le Nord-Est.
- mai-juin Création à Bangkok du gouvernement Lao Issara en exil.
- fin mai Ho Chi Minh se rend en France.
- 1 juin Les Français créent une République autonome en Cochinchine.
- juin Formation de l'Ecole militaire Viet Minh à Quang Ngai.
- juin Retrait de la plupart des troupes chinoises.
- juin-septembre Vo Nguyen Giap lance une offensive contre les forces armées non-communistes—VNQDD, DMH et Dai Viet.
- juin-septembre Négociations tendues entre les Thaïs et les Français.
- juin-septembre Création d'une délégation vietnamienne à Bangkok ; Arrivée de Pham Ngoc Thach et de Nguyen Duc Quy.
- juin-septembre Formation de la compagnie commerciale Viet Thang.
- 4 juillet Proclamation d'indépendance des Philippines.
- 5 juillet Le PCI annonce qu'il faut « s'entendre avec tous les pays amis ».
- 6 juillet-10 sept. Négociations à Fontainebleau ;
—Formation de la « Délégation permanente de la République démocratique du Viet Nam ».
- juillet Le GMD lance une offensive générale contre le PCC ; la guerre civile reprend en Chine.
- 25 juillet Formation de la « Section de Recherche des Déserteurs japonais » sous la direction de Saito Hiroo.
- 27 août Modus vivendi franco-laotien ; unité du royaume lao sous Sisavang Vong.
- septembre « Mission Tokyo ».
- septembre Pandit Nehru et de Gandhi invitent Ho Chi Minh à participer à la conférence asiatique de New Delhi en 1947.
- 10 septembre Dernières troupes chinoises retirent de l'Indochine.
- 14 septembre Modus vivendi signé entre Ho Chi Minh et Marius Moutet à Paris.
- 20 octobre Décret no. 53 réglementant la nationalité vietnamienne.
- fin novembre Reprise française de Haiphong et de Lang Son.
- fin novembre Le gouvernement thaï rend les territoires au Laos et au Cambodge.
- novembre Accord de Linggajati en Indonésie.
- début décembre Les délégués de la RDVN contactent des représentants américains à Bangkok.

—19 décembre	Déclenchement de la guerre dans tout le Vietnam.
—1946-1947	Le Viet Minh jouit des conditions favorables en Thaïlande pour mobiliser les Viet Kieu, acheter des armes et développer une politique étrangère.
1947	
—janvier	Via Bangkok, la RDVN demande à l'ONU et aux Américains d'intervenir.
—février	La RDVN forme le « Bureau du Commerce Extérieur ».
—février	Nguyen Duc Quy se rend en Chine pour rencontrer Chang Fa-kwei et lui demander une aide économique et militaire.
—12 mars	« Truman Doctrine » d'endiguement du communisme.
—19 mars	Le GMD occupe la base communiste de Yan'an.
—mars-avril	Conférence Inter-Asiatique de New Delhi ; échec pour la RDVN.
—11 mai	Promulgation de la constitution du Laos.
—mi-1947	Le Viet Minh obtient une quantité importante d'armes en Chine méridionale.
—20 juillet	« Opération de police » néerlandaise contre la République indonésienne.
—15 août	Proclamation d'indépendance de l'Inde.
—8 septembre	Création à Bangkok de la « Ligue de l'Asie du Sud-Est ».
—septembre	Formation du Kominform en Pologne ; —Jdanov divise le monde en deux camps opposés, « démocratique » et « impérialiste », avec l'Union soviétique et les Etats-Unis en tête. — Pham Ngoc Thach se rend à Bern et rencontre l'envoyé spécial de l'URSS en Suisse, M. Koulajenkov. —Création du « Régiment Indépendant de l'armée vietnamienne » (RDVN), consistant en des groupements du PCC et des Huaqiao.
—octobre-nov.	Prise de la frontière sino-vietnamienne par le Corps expéditionnaire ; coupures des liaisons commerciales de la RDVN avec la Chine méridionale.
—7 novembre	Coup d'Etat en Thaïlande ; chute des Seri Thaïs.
—fin 1947	Création du « Comité du Lao Issara de l'Est » sur la frontière vietnamo-laotienne.

- fin 1947 Création du « Comité administratif frontalier » chargé des affaires du Parti au Laos.
- décembre Formation du « Comité mixte Lao Issara-Viet Minh » à Udon Thani ;
- Ouverture de la « Route Ho Chi Minh » entre le LK V et le Nam Bo ;
- Partis communistes de l'Inde et de la Birmanie prennent des résolutions allant dans le sens plus orthodoxe du Kominform.

- 1948**
- 1948 « Front du Cambodge » et « Front du Laos » commencent à paraître.
- janvier Le Hy et Pham Ngoc Thach se déplacent à Rangoon pour assister aux célébrations de l'Indépendance birmane.
- 1 février Création du « Comité de libération du Peuple khmer ».
- 17 février Tran Van Luan arrive à Rangoon et crée une délégation de la RDVN.
- février Congrès de Calcutta : « Conférence de la Jeunesse et des Etudiants du Sud-Est Asiatique ».
- 10 février Lettre de Nguyen Binh à Pibul Songkram.
- 2 mars Création de l'« Armée fédérée vietnamo-cambodgienne ».
- mars —Signature du Traité de Bruxelles signé, ouvrant la voie à la création de l'« Organisation du traité de l'Atlantique Nord » ;
- Laurence Sharkey et Chin Peng, secrétaire general du Parti Communiste Malais, se rencontrent à Singapour; le PCM est mis au courant de la nouvelle ligne du Kominform ;
- Annonce de la nouvelle politique du PCI envers le Laos et le Cambodge ;
- Formation de la légation soviétique à Bangkok ;
- Retour de Pibul Songkram au pouvoir ;
- Révolte communiste en Birmanie ;
- Zhou Enlai envoie auprès du PCI un délégué spécial nommé Zhuang Tien.
- mai L'URSS reconnaît la République indonésienne.
- mai-juin Arrivée de Hoang Van Hoan en Thaïlande.
- mai-juin Arrivée d'une délégation de cadres du PCI en Asie du Sud-Est.
- juin Soulèvement manqué du Parti communiste malais.

- août « Cinquième Réunion de Cadres » du PCI ; Truong Chinh expose la « Révolution de la Nouvelle Démocratie en Indochine ».
- mai-septembre Crise du Lao Issara et relations avec le Viet Minh /PCI.
- 31 mai Le comité de démobilisation des Japonais est officiellement dissous à Tokyo.
- juin Tito et le Parti communiste yougoslave sont expulsés du Kominform.
- juillet Formation en Thaïlande du « Comité des Affaires du Comité central du Parti à l'extérieur ».
- juillet-septembre Mission Cao Hong Lanh et V. Chuong—Tentative de contacter le PCC via la Thaïlande et Hong Kong.
- août Création du « Bureau des Affaires extérieures » pour le Cambodge.
- 30 août Le Hy arrive à Moscou et rencontre des délégués soviétiques.
- septembre Début de la 3^{ème} phase de la Contre-Offensive Générale en Chine ;
 —Chute de Mukden à l'armée rouge ;
 —Les communistes en Indonésie se mobilisent ; action réprimée par le gouvernement.
- 15 septembre Nguyen Duc Quy informe le délégué soviétique à Bangkok que son gouvernement avait rappelé Le Hy de Moscou.
- mars Retour de Pibul Songkram au pouvoir.
- septembre Le soulèvement communiste en Indonésie échoue.

1949

- début de l'année Les relations vietnamiennes avec le prince Souphanouvong se détériorent ;
 —Arrivée de Truong Lai dans le Sud pour s'occuper de la question Huaqiao pour le PCI ;
 —L'agent américain, Hunter, intensifie ses rencontres avec les délégués de la RDVN à Bangkok concernant une amélioration des relations vietnamo-américaines et l'envoi d'un délégué vietnamien à Washington.
- 20 janvier Formation de l'« Armée de libération laotienne ».
- 31 janvier L'Armée populaire de libération entre dans la ville de Beijing
- février « Réunion des Cadres du Laos et du Cambodge ».
 —Traité de sécurité signé entre l'URSS et la Chine communiste.

—8 mars	Accord de l'Elysée donnant une indépendance plus complète à l'Etat-Associé du Viet-Nam.
—20 avril	L'armée rouge chinoise commence à traverser le fleuve Yangtze en direction du Sud de la Chine.
—22 avril	La RDVN apprend que le GMD venait de quitter Nanjing et que l'armée rouge avait déjà commencé à traverser le Yangtze.
—23 avril	Décision est prise par le PCI d'envoyer des troupes en Chine pour attaquer le GMD en collaboration avec le PCC ; Nanjing occupé ce même jour.
—10 mai	« Bureau des Affaires chinoises du Nam Bo » commence à opérer officiellement
—mai	Le PCI prend des mesures contre le « Régiment Doc Lap » et serre son contrôle des Huaqiao vivant sur la frontière.
—juin	Le PCC condamne le Titisme.
—13 juin	Bao Dai devient chef d'Etat de l'Etat-Associé du Vietnam.
—1 juillet	Etablissement officiel de l'Etat-Associé du Vietnam.
—19 juillet	Signature de la convention franco-laotienne, reconnaissance du Laos dans l'Union française.
—10 août	Le PCI demande au PCC une aide militaire.
—27 août	Un délégué des Etats-Unis fait parvenir une lettre au PCI/RDVN sondant la possibilité d'une nouvelle relation diplomatique ; la RDVN refuse.
—28 août	Naissance de la 308 ^{ème} Division sous la direction de Vuong Thua Vu.
—1 octobre	Proclamation de la République populaire de Chine.
—2 octobre	Reconnaissance diplomatique de la RPC par l'URSS.
—12 octobre	Tran Ngoc Danh envoie une lettre au PCUS, dans laquelle il critique sévèrement Ho Chi Minh, le PCI et leur ligne politique « erronée ».
—15 octobre	Canton (Quangzhou) est occupée par le PCC.
—24 octobre	Dissolution du Lao Issara en Thaïlande.
—2 novembre	Proclamation de l'indépendance de l'Indonésie.
—10 novembre	Zhou Enlai confie aux Soviétiques que le gouvernement chinois pensait à envoyer des troupes en Indochine pour attaquer le GMD ; —Staline interdit au PCC d'intervenir en Indochine à la poursuite du GMD par crainte d'une guerre mondiale avec les Etats-Unis.

- 29 novembre Zhou Enlai lance un avertissement aux Français concernant le GMD se repliant en Indochine.
- 5 décembre Lettre de félicitations de Ho Chi Minh à Mao Zedong à l'occasion de la formation de la RPC.
- 9 décembre Le gouvernement nationaliste de Chiang Kai-shek est transféré à Taiwan.
- décembre Tsuchihashi Yuichi arrive à Hanoi pour tenter de faire rentrer les déserteurs japonais restant en Indochine ;
 - Nguyen Thanh Son se rend en Thaïlande pour mettre au point une nouvelle politique auprès du Laos et du Cambodge et pour s'occuper de l'achat des armes ;
 - Le PCI donne des ordres pour se placer à la tête des organisations révolutionnaires pour le Laos et le Cambodge ;
 - Les Etats-Unis demandent aux dirigeants du PCI de considérer une nouvelle relation diplomatique avec les Etats-Unis ; le PCI refuse l'offre américaine ;
 - Le Corps expéditionnaire français désarme soigneusement les réfugiés GMD et les envoie loin de la frontière sino-vietnamienne ;
 - Vo Nguyen Giap donne l'ordre de défendre la frontière contre les nationalistes en déroute ;
 - Luo Guibo fut nommé « représentant du Comité central du PCC auprès du Comité central du PCI »

1950

- début janvier Ho Chi Minh et Hoang Van Hoan arrivent en Chine.
- 6 janvier Reconnaissance diplomatique de la RPC par le Royaume britannique
- 7 janvier Vu Hong Khanh, leader du VNQDD, fait sa soumission à l'Etat du Vietnam.
- 18 janvier Reconnaissance diplomatique de la RDVN par le RPC.
- 21 jan.-3 février Troisième réunion nationale du PCI ;
 - Le PCI déclare son entrée dans le monde communiste sous l'égide de l'Union soviétique et du PCC ;
 - Le PCI déclare que le poids révolutionnaire s'est déplacé vers la Chine ;

- Le PCI déclare son rôle directeur dans la révolution pour toute l'Indochine ;
- Le PCI déclare son rôle directeur sur le champ de bataille indochinois ;
- Décision est prise d'établir des relations avec tous les pays du monde, si possible.
- 25 janvier Reconnaissance diplomatique de la RDVN par l'URSS.
- 31 janvier Les dirigeants du Sud-Vietnam reçoivent de nouvelles instructions de la part de Vo Nguyen Giap au sujet des relations avec les Huaqiao.
- 4 février Reconnaissance diplomatique des Etats-Associés d'Indochine par les Etats-Unis.
- 7 février Le Laos reconnu par les Etats-Unis et le Royaume britannique ;
Le Viet Minh attaque des bandes du GMD sur la frontière sino-vietnamienne
- 14 février Le Traité d'amitié, d'alliance et d'entraide est signé entre Mao Zedong et Staline à Moscou.
- 17 février La France demande l'aide militaire et économique des Etats-Unis.
- 28 février Reconnaissance diplomatique de l'Etat-Associé du Vietnam par la Thaïlande.
- 10 mars Naissance de la 304^{ème} Division sous la direction de Hoang Minh Thao.
- 12 mars « Congrès des Cadres du Cambodge ».
- mars « Comité laotien et cambodgien » sous la direction de Vo Nguyen Giap.
- avril L'île de Hainan est occupée par le PCC.
- avril —Léon Pignon approuve les plans pour développer la coopération navale dans le golfe de Thaïlande ;
—Deux régiments de la 308^{ème} division se rendent au Yunnan pour s'équiper en armement ;
—Le Van Hien envoie une équipe spéciale en Chine pour frapper la nouvelle monnaie vietnamienne ;
—Truong Chinh annonce officiellement que le PCI rejète catégoriquement le Titisme.
- 17-27 avril « Assemblée représentative de tout le Cambodge ».

—début mai	L'aide chinoise commence à travers la frontière sino-vietnamienne pour la première fois.
—19 mai	Formation du régiment 120, responsable du Moyen-Laos.
—25 juin	Début de la guerre de Corée.
—juin	Pibul approuve la formation du « Comité Interministériel » proposé par Pignon et chargé de la répression du trafic d'armes destiné à détruire les réseaux de contrebande Viet Minh en Asie du Sud-Est ; —3.100 cadres vietnamiens auraient reçu une formation en Chine.
—29 juin	« Réunion des Cadres de tout le Laos ».
—1 juillet	Création de l'« Association générale de l'Union pour la libération des Huaqiao du Nam Bo ».
—19 juillet	Truman annonce une augmentation d'aide aux Etats-Associés en Indochine.
—13-15 août	« Congrès du Peuple laotien » ; formation du « gouvernement de résistance laotien ».
—14 septembre	Nguyen Duc Quy informe son gouvernement que l'influence américaine sur les Thaïs rend difficile les opérations en Thaïlande.
—15 septembre	Les forces de l'ONU, dirigées par MacArthur débarquent en Corée.
—16 sept.-14 oct.	La bataille de la RC4 ou Le Hong Phong II ; reprise de Cao Bang et ouverture d'une route internationale entre le Vietnam du Nord et la Chine du Sud.
—septembre	Formation du régiment d'artillerie 95.
—7 octobre	Les troupes de l'ONU traversent la 38 ^{ème} parallèle en Corée ; l'armée chinoise entre en Corée du Nord.
—juillet	Le général Chen Geng arrive au Vietnam du Nord.
—12 août	Tran Dang Ninh rentre de Guangxi avec la délégation militaire chinoise, dirigée par Wei Guoqing, Mei Jiasheng et Deng Yifan.
—25-26 août	Le PCI approuve le changement d'orientation de la « bataille de l'automne » du Nord-Ouest à Cao Bang-Lang Son.
—octobre	L'armée chinoise consolide son contrôle du Tibet.
—juin-novembre	Conférence de Pau des Etats-Associés.
—novembre	—Dung Van Phuc prévient le Sud que le Comité inter-ministériel à Bangkok handicape grandement les opérations de ravitaillement du Viet Minh en Asie du Sud-Est ; — Tran Ngoc Danh et Le Hy sont expulsés du PCI ;

- 27 décembre – Le Van Hien envoie une délégation économique en Chine.
- 31 décembre Naissance de la 312^{ème} Division sous la direction de Le Trong Tan.
- 31 décembre Dissolution du « Comité des Affaires du Comité central du Parti à l'extérieur ».
- 4 décembre Approbation des « Instructions du Bureau permanent du Comité central du Parti au sujet de [notre] position envers les Hoa kieu au Vietnam ».
- fin décembre Création du « Comité des Affaires du Parti pour tout le Cambodge » installé près du Sud-Vietnam ;
- Les autorités thaïes commencent à priver le Viet Minh de leurs réseaux commerciaux en Thaïlande et en Asie du Sud-Est en général ;
- un officier français fait savoir que « le trafic maritime [du Viet Minh] entre le Siam et le Cambodge semble à peu près abandonné ».

- 1951**
- 1951 –Le « Groupement politique de conseil » est formé sous l'égide de Luo Guibo ;
- L'Etat-Major général vietnamien rend ses conseillers japonais (et européen) ;
- L'Inde et l'Indonésie ne reconnaissent ni la RDVN ni l'Etat-Associé du Vietnam ;
- Les autorités françaises et thaïes resserrent leur surveillance de la frontière thaïe-indochinoise ;
- l'éloignement des Vietnamiens du Mékong est à l'étude ;
- Le Comité des Affaires extérieures prend le contrôle des poivrières de la province de Kampot.
- 16 janvier Naissance de la 320^{ème} Division sous la direction de Van Tien Dung.
- janvier Etat-Associé du Vietnam commence à former une légation à Bangkok.
- janvier-mai Echec de la contre-offensive générale.
- janvier Coréens du Nord et armée chinoise entrent à Séoul.
- 11-19 février 2^{ème} Congrès National du PCI ; dissolution réelle du Parti ; création du Parti des Travailleurs du Vietnam.
- février ou mars Création du « Comité central pour la zone du Sud ».

- mars Les fronts du Viet Minh et du Lien-Viet sont combinés pour créer le « Front national Lien Viet ».
- 27 mars Naissance de la 351^{ème} Division.
- 28 avril Hoang Van Hoan devient officiellement ambassadeur de la RDVN en Chine.
- 1 mai Naissance de la 316^{ème} Division sous la direction de Le Quang Ba.
- mai Dissolution des zones VII, VII et IX pour créer deux zones : celle de l'Est du Nam et celle de l'Ouest ;
—Ho Chi Minh signe une loi transformant le Ministère de l'Economie en un Ministère de l'Industrie et du Commerce et le « Service des Echanges du Comité central » pour faciliter la distribution de l'aide chinoise.
- juin Départ de Nguyen Duc Quy de Bangkok.
—Départ de Nguyen Binh pour le Nord.
- septembre Mort de Nguyen Binh et connaissance des plans vietnamiens pour créer une base sud-indochinoise et une nouvelle piste indochinoise terrestre pour remplacer le « route » Ho Chi Minh reliant le Trung Bo au Nam Bo par la côte.
- 20-30 août Traité de Défense mutuelle entre les Etats-Unis et les Philippines.

1952

- déc. 1951-janv. 52 Bataille de Hoa Binh ; le Viet Bac est relié désormais au LK IV par une route périphérique au Delta.
- 1952 Un traité de commerce est signé entre le gouvernement du Vietnam et celui de la Chine ;
—Guerre de Corée.
- début de l'année Luo Guibo, au nom du PCC, suggère que les Vietnamiens doivent arrêter les attaques de grande envergure dans le delta en faveur de la guérilla et que la division 351 soit envoyée en Chine pour un meilleur équipement en artillerie.
- le 28 avril Lors une réunion du 3^{ème} plénum du Comité central, Truong Chinh critique la vision répandue dans le Parti, selon laquelle il faut « attaquer vite pour gagner vite ».
- 28 octobre Ho Chi Minh discute avec Staline et Liu Shaoqi à Moscou des nouvelles opérations en Indochine septentrionale.

—5 décembre Naissance de la 325^{ème} Division.

1953

- début de 1953 L'URSS fournit le matériel pour pourvoir six bataillons de canons anti-aériens de 37mm.
- 5 mars Mort de Staline.
- mars Les Chinois livrent 24 canons de 105 mm au Viet Minh.
- 13 avril-18 mai Bataille du Haut-Laos (Première intervention vietnamienne au Laos).
- avril Pao Sriyanond fait part aux Français de sa volonté de boucler la frontière thaïe-indochinoise.
- avril-juin 15 tonnes d'opium sont exportées par le Viet Minh depuis Sam Neua-Phongsaly, soit un équivalent de 150 millions de piastres.
- juin « Réunion générale des cadres laotiens et vietnamiens » ;
—l'aide communiste permet à l'armée vietnamienne de créer son premier régiment d'artillerie lourde (le régiment 45).
- 27 juillet Signature de l'armistice en Corée.
- 22 octobre Traité franco-laotien d'amitié et d'association.
- 20 novembre Le Corps expéditionnaire occupe Dien Bien Phu.
- 29 novembre Ho Chi Minh déclare qu'il est prêt à discuter de la paix avec la France.
- 8 décembre Discussion sino-vietnamienne sur la façon de se battre à Dien Bien Phu ; tout le monde se range à l'idée de Mei Jiasheng qu'il faut « attaquer rapidement afin de gagner rapidement ».

1954 (jusqu'à la veille des Accords de Genève)

- 5 janvier Vo Nguyen Giap se rend sur le front de Dien Bien Phu, accompagné de Wei Guoqing ; le plan d'attaque dit rapide est approuvé par les autorités militaires vietnamiennes ; l'attaque est prévue pour le 20 janvier 1954.
- 26 janvier Vo Nguyen Giap annule l'attaque de Dien Bien Phu.
- 28 jan-10 fév. Envoi d'une partie de la 308^{ème} dans le Haut-Laos.
- 12 janvier John Foster Dulles déclare la politique des « représailles massives ».
- 31 janvier-4avril Bataille du Bas-Laos (Deuxième invasion du Laos).

—janvier-mai	La Conférence de Berlin débute sur la question allemande mais ouvre la voie à la possibilité des négociations sur la Corée et l'Indochine en avril.
—fin janvier	Envoi de la 308 ^{ème} Division au Laos pour disperser les forces françaises de Dien Bien Phu.
—13 mars-7 mai	Bataille de Dien Bien Phu.
—26 avril	Ouverture de la conférence de Genève.
—29 avril	Zhou Enlai et Nehru signent le Traité sino-indien sur le Tibet.
—8 septembre	Création de « Southeast Asia Treaty Organisation » à Manille.

Sources et moyens d'en faire usage

Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'on ne risque pas de se plaindre d'une pénurie de sources lorsqu'on se met à faire des recherches au sujet de la guerre franco-vietnamienne. De nombreux documents sont disponibles et il y en aura certainement davantage dans les prochaines années.

Au cours des deux dernières décennies, la disponibilité des sources sur la période 1945-1954 a considérablement augmenté. Dans les années 1980 et 1990, l'application de « la règle des trente ou des cinquante ans » dans plusieurs centres d'archives occidentaux a conduit à l'ouverture d'une très riche documentation sur la guerre. Une procédure plus souple pour accéder aux dossiers encore indisponibles (la dérogation) a encore facilité la recherche. L'effondrement du communisme en Europe de l'Est a récemment, d'une manière inattendue, permis l'ouverture d'archives auparavant très fermées. Grâce à cette documentation, des volumes de nouveaux matériaux sur différentes facettes des guerres concernant le Vietnam restent à explorer.

Ce processus d'ouverture ne se limite pas à l'Occident. Même dans des pays encore communistes tels que la Chine et le Vietnam, de nouvelles sources émergent. Depuis les années 1980, une explosion de publications de documents historiques, de télégrammes, d'échanges diplomatiques de haut niveau a permis aux historiens chinois de réécrire une grande partie de leur histoire contemporaine. Certains de ces nouveaux matériaux ont commencé à apparaître en traduction anglaise ou dans des livres en anglais sur le Parti Communiste Chinois, l'Etat et ses relations diplomatiques.¹ Bien qu'il doivent se contenter de sources plus restreintes, des Vietnamiens de tous bords politiques ont continué à écrire de manière prolifique sur l'histoire de leur propre pays. Pour ce qui concerne la guerre franco-vietnamienne seule, il ne serait pas difficile de dénombrer au moins 500 mémoires (*hoi ky*), histoires du Parti et récits militaires. Il existe désormais une histoire du Parti et des récits militaires pour chaque région, province et district du Vietnam. Quelles que soient ses limites d'un point de vue qualitatif, la quantité même de production historique aujourd'hui sur la guerre franco-vietnamienne demeure impressionnante.

L'existence et la disponibilité de cette masse croissante de sources de première ou de seconde main sur les guerres concernant le Vietnam nous a convaincus qu'il était possible de tenter d'écrire une histoire sur le contexte asiatique de la guerre. En effet, l'intérêt que

¹ Voir : Thomas KAMPEN, *Mao Zedong, Zhou Enlai and the evolution of the Chinese communist leadership*, Copenhagen, NIAS, 2000 ; QIANG ZHAI, *China & the Vietnam wars, 1950-1975*, Chapel Hill, North Carolina

nous portons à une démarche qui consiste à repenser la guerre dans un contexte régional plus vaste a émergé, souvent presque littéralement, en explorant ce « territoire vierge » de documentation. Les sources vietnamiennes et françaises ont été pour nous d'une grande valeur, en sus de celles explorées principalement dans les archives de Londres, de Washington, de Bangkok, de Prague et de Moscou. Bien sûr, ces sources ne sont pas sans receler de sérieux dangers méthodologiques qu'il nous faut évoquer ici.

Sources vietnamiennes: avantages et dangers

Les historiens chinois qui utilisent des matériaux récemment publiés ont permis de pousser les frontières de l'enquête historique en Chine communiste, bien davantage que leurs camarades vietnamiens ne l'ont osé. L'historiographie chinoise, comme celle du Vietnam, se concentre sur les principaux thèmes nationalistes : « la résistance », « la construction de la Nation », « les grands hommes » (et « quelques grandes femmes »), « les guerres d'indépendance nationale », celle menée contre les « fascistes japonais », les « impérialistes américains », ainsi que ses missions « internationalistes » en Corée et au Vietnam. Les historiens chinois sont allés plus loin en élaborant des structures analytiques et critiques d'écriture historique. Il suffit de songer au récent ouvrage de Qiang Zhai sur les relations sino-vietnamiennes entre 1950 et 1970 pour mieux s'en rendre compte. Sans se préoccuper de ceux qui pourront objecter qu'il accorde une trop grande confiance aux sources chinoises, on peut noter qu'il fait un véritable effort pour être objectif et les Chinois sont autant critiqués que les Vietnamiens.²

Ce phénomène n'est pas limité aux historiens chinois écrivant en anglais, en sécurité, hors de Chine. En Chine même, des auteurs ont pu explorer des sujets aussi sensibles que le « Grand Bond en Avant », la « Révolution Culturelle » et même les « erreurs » de Mao Zedong. Par une ironie de l'histoire, les horreurs et la douleur des années 1960 ont forcé les dirigeants chinois, particulièrement ceux qui sont revenus au pouvoir après la mort de Mao en 1976, à autoriser une enquête plus approfondie sur ce qui était arrivé au Parti lui-même. Des millions d'habitants moururent à cause des décisions que Mao et le PCC prirent dans les années 1950 et 1960. Si cette approche plus souple dans l'exploration du passé était motivée par le besoin du PCC de rétablir la légitimité historique qu'il avait perdue sous Mao Zedong lui-même, elle permit aussi à des historiens d'étudier l'histoire, leur propre histoire, d'une nouvelle manière. Bien sûr, l'histoire de la Chine évolue

University Press, 2000 ; et pour en savoir plus : Tony SAICH et Hans VAN DE VEN, eds., *New perspectives on the Chinese communist revolution*, Londres, M.E. Sharpe, 1995.

² QIANG ZHAI, *China & the Vietnam wars, 1950-1975*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2000 et sur la Guerre de Corée, voir : Chen Jian, *China's road to the Korean war: The making of the Sino-American confrontation*, New York, Columbia University Press, 1994.

aujourd'hui en fonction des directives du Parti et du besoin qu'il a de se légitimer. Les critiques excessives sur Mao et la Révolution Culturelle furent bridées lorsque le PCC célébra son 50^{ème} anniversaire, l'an dernier, pour s'assurer qu'un second Tiananmen, même 'historiographique', n'aurait pas lieu.³ Cela dit, le champ historique qui fut constitué dans les années 1980 a continué à porter ses fruits pour les études chinoises.⁴

Au Vietnam, il a été bien plus important et bien plus facile d'assurer l'union dans la « Victoire » que de se préoccuper de la destruction de grands pans du passé par un « Grand Bond en Avant » ou une « Révolution Culturelle ». Même avant sa mort, Ho Chi Minh était déjà devenu un objet de vénération pour les communistes vietnamiens. L'idée que les historiens officiels vietnamiens pourraient critiquer les méfaits de Ho Chi Minh constitue toujours un blasphème au Vietnam. Ainsi le mythe nationaliste au Vietnam a-t-il pu être maintenu en vie, de même que les formes plus critiques d'écriture de l'histoire ont été tenues à distance. En ce qui concerne la période de l'après Seconde Guerre Mondiale, les historiens officiels fixent d'un regard franc le « glorieux combat » contre les Français, les Américains et, plus récemment, contre les Chinois. Ce n'est pas seulement plus facile, c'est aussi un moyen pour le Parti de garder le contrôle sur « l'Histoire » nationaliste. Comme ailleurs dans le monde communiste, la « vérité » était ce que le Parti définissait comme telle. Alors qu'on évolue lentement vers des conceptions plus critiques de l'histoire et de la méthodologie historique, il serait naïf de croire que le grand nombre de récits de résistance et de mémoires personnels publiés depuis 1954 puisse être séparés du contexte officiel et des directives du Parti.

Le zèle avec lequel les *hoi ky*, mémoires ou réminiscences, sont écrits en est un bon exemple. Les mémoires, de manière générale, doivent être utilisés avec précaution. La personne qui écrit a toujours un message à transmettre et est rarement aussi « objective » qu'elle le prétend. De même qu'aucun historien sensé n'accepterait sans aucune critique les versions personnelles de l'Amiral Thierry d'Argenlieu des événements qui menèrent à la guerre d'Indochine en 1946, nous devons penser à deux fois avant d'accepter les yeux fermés les comptes-rendus des mêmes événements de Vuong Thua Vu et de Vo Nguyen Giap. Peu importe qu'un historien puisse être convaincu de la « culpabilité des Français » ou soutienne « la cause des Vietnamiens », le déclenchement de la guerre est un processus complexe et les acteurs qui écrivent à son sujet après coup ont toujours des raisons de le modifier.

³ Pour le meilleur et pour le pire, le PCC a toujours besoin de Mao et de son héritage et il n'autorisera pas l'histoire le détrôner.

⁴ Susan V. LAWRENCE, 'The Party's rule of law' et James MILES, 'The dictates of History', *Far Eastern Economic Review*, (7 octobre 1999).

Bien sûr, étant donné le peu de documentation vietnamienne disponible, les historiens se jettent sur ces nouvelles sources vietnamiennes, autant que les historiens chinois se sont accrochés aux mémoires de Chen Geng, de Zhou Enlai et de Liu Shaoqi pendant la dernière décennie. Mais, il faut garder à l'esprit que ces récits personnels de la résistance établissent souvent une téléologie là où il n'y en existait point. Ils analysent le passé en fonction des problèmes politiques et personnels du présent. Ils oublient des faits capitaux qui se sont déroulés des décennies auparavant. Et ils amplifient ou minimisent la portée de certains événements. Qui plus est, le Parti Communiste Vietnamien continue de contrôler la majeure partie des publications au Vietnam. Parmi les nombreux *hoi ky* édités, ce n'est que récemment que le « journal » d'un communiste vietnamien de haut rang a été publié, celui de Le Van Hien.⁵ Nous ne pouvons qu'espérer que d'autres publications du même type paraîtront, sans contrôle officiel excessif sur le passé. Les mémoires sont une source très importante, mais elles doivent être utilisées avec beaucoup de prudence.

Les « histoires du Parti » (*Lich su Dang*) sont des ouvrages d'histoire officielle publiés aux éditions *Su That* ou *Chinh Tri Quoc Gia* ce que le Parti approuve ou ce qu'il exige. Si *Su That* publie un livre sur les relations avec les Laotiens, on doit immédiatement rechercher les raisons de cette publication dans le présent. La sortie officielle de différentes histoires est très souvent liée à des dates anniversaires et à un désir affiché de légitimer le présent au travers de cette 'coïncidence' avec le passé. Si *Su That* ne publie rien concernant les relations sino-vietnamiennes, il faut aussi se demander 'pourquoi'. Et à chaque fois que les mots « *su that* » (la vérité) apparaissent dans un titre, le lecteur doit prendre garde au fait que ce n'est pas nécessairement « *su that* », pas toujours vrai, mais aussi que la publication a un sens hautement politique. C'est le cas, plus encore qu'ailleurs, lorsqu'il s'agit des « relations sino-vietnamiennes » et des relations asiatiques en général. Etablir la « vérité » sur les relations extérieures du Vietnam est donc tout sauf facile. Comme nous le notons dans notre introduction, les guerres parmi les communistes asiatiques à la fin des années 1970 et 1980 ont transformé l'histoire des relations entre les partis en jeux de « légitimation » et de « délégitimation », en oppositions entre le « vrai et faux », le « bien et le mal ». L'aide des communistes chinois au Vietnam au début des années 1950, a été exclue, jusqu'à fort récemment, du « combat glorieux des Vietnamiens contre les étrangers ». La version a changé parce que des historiens chinois ont commencé à écrire sur leur propre rôle pendant la guerre, forçant la main en quelque sorte, aux communistes vietnamiens obligés de réagir. Les réponses vietnamiennes à ce que les Chinois avaient écrit sur le Vietnam font comprendre à quel point les Vietnamiens furent choqués par la

⁵ LE VAN HIEN, *Nhat ky cua mot bo truong* [Journal d'un ministre], Da Nang, NXB Da Nang, 1995, vols. I-II.

version chinoise, *au moment même où* les relations entre les deux partis communistes s'amélioraient.⁶ Ce que les historiens vietnamiens ne semblent pas saisir, c'est que tous les historiens chinois ne suivent pas les mêmes « règles du Parti » que les communistes vietnamiens croient partager avec leurs « grands frères » communistes. Au Vietnam actuel, le passé doit encore correspondre aux besoins du présent. Si bien que ce qui manque dans les histoires du Parti est parfois aussi important que ce qui s'y trouve.

Les récits militaires constituent une source historique intéressante. Si, eux aussi, doivent obtenir l'aval du Parti avant leur publication, l'armée a une longue tradition historiographique qui n'a pas toujours suivi aveuglément celle du parti. Maintes publications de l'armée au sujet des guerres sont étonnement bien documentées, basées sur des sources venant des archives, et reconnaissent les forces du camp français. Comme en Chine, l'armée a aussi publié quelques études « *noi bo* » (internes) hautement intéressantes, destinées à être distribuées en « interne » seulement, qui fournissent des informations extrêmement importantes sur la guerre. Une semblable industrie en pleine expansion a émergé ayant pour objet des récits militaires systématiques et détaillés des guerres contre les Français et les Américains. Toute zone et région de la guerre possède désormais son abondante histoire officielle couvrant la période 1945-1975.⁷ La valeur de ces récits est évidente ; les historiens peuvent enfin commencer à reconstituer le point de vue des Vietnamiens sur des histoires qui furent surtout vues sous l'angle français et américain. L'agence de Sécurité Nationale des Etats-Unis elle-même, a récemment traduit une publication vietnamienne très intéressante sur le décryptage.⁸

Etant donné la fin de la guerre sur la péninsule indochinoise et les discussions plus ouvertes sur les principaux sujets en Chine et ailleurs, les Vietnamiens se mettront à publier davantage de sources de première main, des collections documentaires, des échanges diplomatiques et de télégrammes, à l'image de ce que fait l'autre pays communiste d'influence de la région, la Chine. Cette appui continu des dirigeants sur le modèle chinois souligne mieux que tout autre chose l'importance de ne pas se laisser trop entraîner par les mythes farouchement nationalistes qui mettent en avant l'opposition séculaire à « l'hégémonisme » et à « l'expansionnisme » chinois. Les communistes vietnamiens et chinois peuvent s'entendre à l'occasion.

⁶ *Su that ve nhung lan xuat quan cua Trung Quoc va quan he Viet-Trung* [La vérité sur le déploiement de l'armée chinoise et les relations sino-vietnamiennes], Da Nang, NXB Da Nang, 1996 fut publié comme une réponse semi-officielle aux publications chinoises sur leur aide aux Vietnamiens pendant les deux guerres du Vietnam.

⁷ *Sach nha xuat ban Quan Doi Nhan Dan, 1947-1997* [Publication des Editions de l'Armée populaire], Hanoi, NXBQĐND, 1997.

⁸ *Essential Matters : A History of the Cryptographic Branch of the People's Army of Viet-Nam, 1945-1975*, traduit par David W. GADDY, publié dans la série *United States cryptologic history*, Special Series, no. 5, Center for Cryptologic History, National Security Agency, [Etats-Unis], 1994.

Mon point central ici est que ces sources sont valables sur le plan historique, mais qu'elles sont dangereuses à traiter méthodologiquement. Au vu du manque de recherches indépendantes sur les archives vietnamiennes, ces sources vietnamiennes constituent d'importantes contributions à notre connaissance de ces guerres. Néanmoins, quiconque cite sans retenue des extraits de *hoi ky* sans les recouper avec d'autres sources ou, peut-être, avec le contexte historique, se laisse embarquer sur une piste qu'il n'avait pas l'intention de suivre. Celui qui utilise ces sources doit aussi connaître les détails, le contexte et ce qui en a été exclu. Pour faire contrepoids à nos sources vietnamiennes, nous les avons comparées à un grand nombre d'informations venant des archives françaises et une large diversité d'autres sources occidentales et asiatiques.

Les sources françaises

De même qu'il serait dangereux de s'appuyer entièrement sur des sources vietnamiennes officielles, il serait inexcusable de ne consulter que les sources françaises pour écrire une histoire des guerres franco-vietnamiennes. Pourtant, une association critique de sources vietnamiennes de seconde main et de sources de première main provenant des archives françaises peut nous permettre de fournir une analyse bien plus complète que si nous nous étions reposés sur une seule version entièrement vietnamienne. En effet, les sources de première main ne se trouvent pas seulement dans les archives « nationales » du pays en question. C'est particulièrement le cas pour le Vietnam. Ce dernier fut une colonie française et il fut engagé dans une double guerre contre les troupes françaises et américaines, mais aussi contre leurs services de renseignement. Aussi existe-t-il de très nombreux documents et télégrammes vietnamiens interceptés par les Français. Il serait limité de croire que toutes les sources vietnamiennes ne peuvent se trouver que dans les Archives Nationales du Vietnam, ou que les sources françaises sont exclusivement dans les Archives françaises. Les historiens peuvent aujourd'hui commencer à recouper leurs sources vietnamiennes avec les sources françaises et vietnamiennes conservées dans les archives françaises et de plus en plus accessibles.

De quel type de sources vietnamiennes de première main parlons-nous donc ? Nous nous sommes principalement appuyés sur trois types de sources vietnamiennes présentes dans les archives françaises : 1) les documents vietnamiens saisis (de préférence dans leur version vietnamienne originale) ; 2) les messages-radios interceptés (presque toujours en traduction française) ; 3) et les journaux et publications saisis. Pour cette dernière source, nous nous sommes aussi fiés, dans une bien moindre mesure, aux analyses des renseignements militaires français.

Nous accédons grâce à ces documents à des matériaux vietnamiens de première main, même si ils sont souvent traduits en français. Ces sources nous ont surtout permis de faire contrepoids au langage hyperbolique et aux manques des sources officielles vietnamiennes. En ce sens, nous nous sommes trouvés dans une position privilégiée comparée à celle des historiens chinois qui doivent référer très largement aux publications du PCC. Grâce aux sources françaises, nous avons pu explorer les sources originales par nous-même librement avec d'autres les comparer avec d'autres sources. Nous ne saurions mésestimer notre gratitude à l'égard du Service Historique des Armées et du CAOM d'Aix-en-Provence pour nous avoir permis de consulter ces sources. Nous avons aussi pu consulter les archives de la RDVN entre 1945 et 1946, saisies par les Français, appelée « Gouvernement de fait », et qui sont rassemblées à Aix-en-Provence.

Il existe toutefois des inconvénients à de tels dépouillements. La valeur de notre recherche sur les différentes zones délimitées pour notre thèse dépend de celle des sources auxquelles nous avons accès. Or l'un des grands inconvénients est que les sources françaises et vietnamiennes sont très silencieuses sur la Chine. Si les Vietnamiens refusent de publier sur ce sujet pour des raisons politiques, le problème avec les sources françaises est lié à la difficulté qu'eurent les services de renseignements à comprendre avec précision ce qui se passait en Chine méridionale. Alors que presque toutes les informations que nous citons concernant les autres parties de nos réseaux sont basées sur des sources sûres, des documents saisis et des messages interceptés, pour la Chine, la confiance que nous pouvons avoir en ces informations diminue considérablement. Par conséquent, nous avons exclu de notre thèse presque toute information qui ne peut être qualifiée de sûre ou d'absolument sûre (A/1 à A/3).⁹ Les Français n'avaient pas de bonnes informations sur les relations sino-vietnamiennes.

Hormis les documents saisis et les messages interceptés, nous avons quasiment éliminé les rapports de la Sûreté française qui datent d'après la Seconde Guerre Mondiale. A l'opposé des renseignements recueillis par le 2^{ème} Bureau, ceux de la Sûreté que nous avons pu dépouiller en nombre à Aix-en-Provence sont très peu fiables. Il serait donc risqué de les citer comme s'ils étaient exacts. Les services politiques du Haut-Commissariat tendaient à exagérer leur analyse pour des raisons politiques et diplomatiques, et ils manquaient cruellement d'esprit critique à l'égard de leurs renseignements. Bien sûr, il serait injuste d'émettre ce jugement indistinctement à

⁹ Voir : Gouvernement Provisoire de la République Française, CGER, CR-TO, 25-6-2, 'Note sur la valeur à donner aux renseignements', Paris, le 1 novembre 1945, d. novembre 1945, c. 10H599, SHAT. « A » veut dire : « Source officielle et document authentique ». « 1 » est « un renseignement que l'on peut considérer comme vrai ». « A/1 » est un renseignement qui « doit être considéré comme absolument sûr et le pays est en droit de faire fond sur ce renseignement et, en poussant les choses à l'extrême, de renverser sa ligne politique sur la simple lecture d'un document A/1 ».

l'encontre de tous les services de la Sûreté, mais tant de rapports de la Sûreté sont si peu dignes de confiance, surtout à partir de 1948, que nous avons préféré utiliser d'autres sources, de meilleure qualité. La seule exception concerne les documents interceptés.

Les documents saisis se sont avérés être d'une grande valeur; ils nous fournissent des sources de première main, indisponibles même au Vietnam. Nous devons admettre que nous n'avons pas pu avoir toujours accès aux documents vietnamiens. Nous avons souvent dû nous contenter de leur traduction française. Et il est vrai que certaines erreurs ont pu se glisser dans la traduction, parfois importantes.¹⁰ Toutefois, l'idée que ces documents soient des faux est invraisemblable, de même qu'affirmer que tout ce qu'ont publié les communistes vietnamiens ne vaut rien n'a pas de sens. Aucun service de renseignement militaire de bon sens ne voudrait falsifier l'une de ses sources d'information majeures sur l'ennemi. Il est également clair, d'après la lecture de milliers de documents, que les Vietnamiens n'ont pas répandu sans cesse de fausses informations pour tromper les Français. Ils n'auraient guère eu le temps ni les ressources de monter une opération d'intoxication si élaborée avant 1950, du moins. Pour ces raisons, les interceptions électroniques des télégrammes français fournissent une source d'information extrêmement valable. Nous avons essayé d'utiliser toutes ces sources dans leur version originale, tout en veillant à ce qu'elles soient dignes de foi. Lorsque les divergences étaient trop grandes, nous avons soit mis cette source de côté, soit éliminée complètement ou encore nous avons souligné ces différences dans les notes de bas de page.

Au cours de notre recherche, nous avons consulté systématiquement environ 500 cartons de documents dans les archives de France suivantes : le Service Historique de l'Armée de Terre, le Service Historique de l'Armée de l'Air, le Service Historique de la Marine, le Ministère des Affaires Etrangères, le Centre des Archives d'Outre-Mer, le Centre des Archives diplomatiques de Nantes. Ces documents ont pu être consultés avec la pleine autorisation des ministères concernés. Cet accès nous a énormément aidé pour reconstituer les réseaux asiatiques, ce que nous n'aurions pas pu faire autrement. Détaillons ces sources.

¹⁰ L'une des fautes de traduction la plus importante concerne le mot vietnamien, *Ban Can Su*. Durant la guerre franco-vietnamienne, les officiers de renseignements civils et militaires traduisaient ce mot par « Comité des Cadres ». Or, si l'on examine de plus près l'origine chinoise de ce mot emprunté par les communistes vietnamiens, on se rend vite compte du fait que le « Can » ne veut pas dire « Can Bo » (cadre) mais plutôt « s'occuper de, traiter avec, s'attacher à ». Le « su » veut dire « affaires, choses ». « Can Su » veut donc dire « s'occuper des affaires de ». Pour les communistes chinois et vietnamiens, « Ban Can Su » voulaient dire « Comité des Affaires du Parti ». Les Vietnamiens eux-mêmes traduisirent en khmer cette expression par « Comité des Affaires du Parti ». Voir : Co Quan Chinh Tri quan tinh nguyen tai Cam-Pu-Chia, *Tu hoc tieng Kho-me* [Apprendre le khmer par soi-même], 1984, p. 106. Nous tenons à remercier David Elliot et Steve Heder pour leur assistance dans la traduction juste de ce terme « Ban can su ». Ils ont consulté le dictionnaire *Yuehan cidian*, Beijing, Shangwu Yinghuguan, 1966. La traduction française faite par les Américains est plus juste : « Comité des affaires civiles du Parti (dans les hameaux nouvellement libérés, villages et associations politiques) ». U.S. Military Assistance Command, Vietnam, *VC/NVA terminology glossary*, deux volumes, 3^{ème} édition, préface datée du 8 juillet 1971, vol. I, p. 66.

Centre des Archives d'Outre-Mer et Service Historique de l'Armée

Notre recherche au CAOM s'est concentrée sur les fonds suivants : Conseiller Politique, Conseiller Diplomatique, Nouveau Fonds/Indochine, Direction Générale de la Documentation, Service des Liaisons avec les Originaires des Territoires de la France d'Outre-Mer (SLOTFOM, série XV), Résidence Supérieur du Cambodge et du Laos, Service de Protection du Corps Expéditionnaire et Gouvernement de fait. Ce dernier fonds rassemble une partie des archives de la RDVN de 1945 à 1947, saisies par les Français entre fin 1945 et début 1946. Ce fonds nous a fourni des documents-clés sur les Huaqiao et l'opium. Pourtant, il est très clair que les Vietnamiens ont retiré les archives les plus sensibles avant le début de la guerre. Ils ont laissé les documents administratifs et bureaucratiques, éléments capitaux pour reconstituer la gestion quotidienne de la RDVN, mais qui ne fournissent guère d'informations sur le contexte asiatique de la guerre. L'une des sources d'information les plus valables est le fonds du Conseiller Politique du HCFIC. Dirigé par Jean de Raymond puis par Léon Pignon, ce fonds contient des masses de télégrammes vietnamiens interceptés sur les activités au Vietnam et, aussi, au Laos, au Cambodge et en Thaïlande. Tout aussi importants sont les dossiers du Service de Protection du Corps Expéditionnaire qui contiennent des documents et des télégrammes d'une valeur inestimable. On peut soutenir que les dossiers les plus importants et les plus fiables de la Sûreté Française se trouvent dans ce fonds. Le fonds du Conseiller Diplomatique a également fourni des documents saisis très importants sur les tentatives du PCI pour prendre contact avec le PCC en 1948 et ses activités au Laos, en particulier.

La source la plus importante de documentation vietnamienne en France se trouve au Service Historique de l'Armée de Terre et, dans une moindre mesure, au Service Historique de la Marine et de l'Air. Grâce aux autorisations du Ministère de la Défense, nous avons pu consulter une grande part des dossiers du Deuxième Bureau sur les activités vietnamiennes en Asie. Ces documents sont conservés dans les séries 10H portant sur la guerre franco-vietnamienne. Les séries 10H500 et 10H600 du 2^{ème} Bureau se sont avérées particulièrement importantes. Ces dossiers nous ont fait accéder à un grand nombre de documents saisis, souvent mais pas toujours, en version originale vietnamienne. L'accès à des milliers de télégrammes vietnamiens que divers services d'information français ont pu déchiffrer fut d'égale importance. Nombre de ces télégrammes peuvent être consultés dans les cartons 528-560.

Le 2^{ème} Bureau put aussi obtenir des milliers de documents vietnamiens, allant du niveau local aux réunions internes du PCI. Le carton 10H620, par exemple, fournit les

versions vietnamiennes et françaises des réunions internes du PCI de 1950 et 1951, y compris des documents internes et des discours de Vo Nguyen Giap, de Truong Chinh entre autres. L'accès à ces sources nous a permis de les comparer avec nos sources vietnamiennes et de mieux comprendre ce qui s'y trouve et ce qui y manque.

Les Archives occidentales

Au cours de notre recherche, nous avons essayé d'accéder à une perspective plus large grâce aux archives américaines et britanniques. Lors de plusieurs visites, nous avons consulté les archives britanniques du Public Record Office à Kew Gardens, près de Londres. De nombreux documents précieux ont pu être obtenus dans les fonds FO370 et FO959 du Ministère des Affaires Etrangères (Foreign Office). Nous avons aussi travaillé aux Archives Nationales des Etats-Unis à Washington, puis au Maryland. Nous avons aussi consulté une grande partie des dossiers des archives diplomatiques du Département d'Etat sur microfilm.¹¹ Une fois encore, ces archives nous ont fourni nombre de précieux documents et ouvert des perspectives problématiques.

Archives asiatiques

Au Vietnam, nous avons travaillé sur la presse à la Bibliothèque Nationale. Nous avons aussi eu la permission de travailler sur les archives militaires de la Librairie du Peuple du Vietnam qui nous a permis d'accéder à certains documents de grande valeur, mais dont la majorité concernait la période post-1954. En plus de ce travail sur les archives vietnamiennes, nous avons également fait une brève visite aux Archives Thaïlandaises qui nous ont révélé l'existence de documents très intéressants sur la réaction des Thaïlandais à la victoire des communistes chinois et sur sa politique à l'égard de la RDVN.

Nous avons lu également des centaines de pages de confessions de Khmers provenant des archives de l'infâme prison de Tuol Seng mise en place par les Khmers Rouges. Nous avons pu le faire grâce aux traductions que Steve Heder a aimablement accepté de partager avec nous. Si ces sources posent bien évidemment des problèmes méthodologiques, elles fournissent néanmoins quelques aperçus intéressants du côté khmer sur ce qui demeure une histoire largement vietnamienne. Malgré une enquête réalisée au cours d'un séjour au Laos, nous n'avons pas pu trouver de nouvelles sources au Laos liées à notre sujet.

¹¹ *Confidential U.S. State Department Central Files*, Frederick, Maryland, University Publications of America—Indochina: Internal Affairs, 1945-1949. 10 bobines et Indochina: Internal Affairs, 1950-1954. 44 bobines.

Archives tchèques et russes

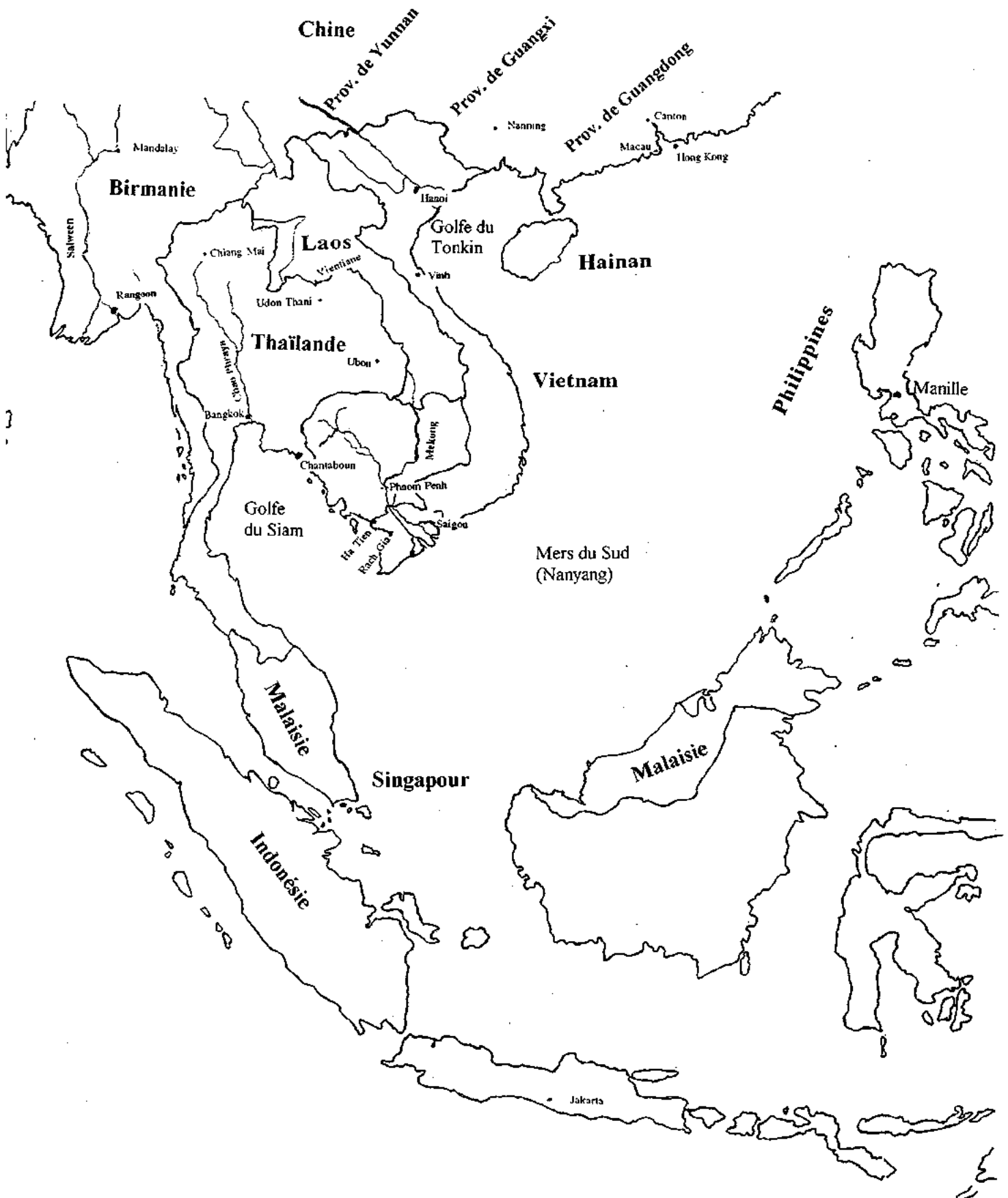
A Prague, nous avons pu travailler (avec un traducteur) sur les archives du Ministère des Affaires Etrangères et du Parti Communiste. Ce séjour nous a permis d'accéder à des documents très précieux sur les réseaux du PCI en Europe de l'Est et sur les doutes qu'on avait dans le monde communiste au sujet de Ho Chi Minh. Plus intéressants encore ont été les documents des archives soviétiques que notre collègue et ami Benoît de Tréglodé nous a fort gentiment permis d'utiliser dans cette thèse. Ils ont été traduits en français et proviennent des anciennes archives du PCUS et du Ministère des Affaires Etrangères. Nous sommes très redevables à Benoît de Tréglodé de nous avoir permis d'utiliser ces sources dans cette thèse.

Note sur la mention des sources

Autant que possible, nous avons indiqué dans sa totalité la source de chaque document cité dans cette thèse. Nous avons aussi indiqué la valeur de cette source et son origine. Si cela a certainement alourdi un dispositif déjà important de notes en bas de page, nous avons pensé qu'il s'agissait d'une nécessité pour être transparent sur toutes nos sources, ce qui est essentiel au vu du caractère polémique de l'historiographie actuelle traitant de la nature des relations du Vietnam communiste avec la région asiatique environnante, surtout la Chine et l'Indochine occidentale.

Lorsqu'il s'agissait de sources basées sur des interrogatoires de prisonniers, nous avons complètement effacé le nom et parfois la date de ces ralliements, indiqués par « x, nom effacé par l'auteur, CEG ». Ce procédé n'est pas seulement exigé par la loi française, il serait aussi irresponsable de citer les noms de ces personnes sans penser aux conséquences pour ceux qui sont toujours vivants ou pour leurs familles. Toutes les sources qui viennent de fonds encore sous dérogation ont été consultées avec la permission formelle et écrite du Ministère de la Défense et du Ministère de la Culture.

Le Vietnam et son contexte asiatique



Introduction

Vers une perspective régionale des guerres *pour* le Vietnam

Ainsi restituée dans sa globalité, et dans une perspective volontairement peu classique, l'histoire d'Asie du Sud-Est devrait pouvoir raisonnablement échapper à l'histoire « polarisée » à laquelle elle est trop souvent confinée (soit une juxtaposition d'histoires « nationales », prenant servilement la suite des précédentes histoires « coloniales » ...) et profiter d'une nouvelle approche qui prennent en compte les synchronismes et les réseaux.

—Denys Lombard¹

« Guerre du Vietnam »—« Guerre d'Indochine » : de quoi parle-t-on ?

On éprouve toujours quelque difficulté à penser les guerres autrement que sous leurs formes nationalistes. On a longtemps été habitué à considérer les guerres *pour* le Vietnam sous le prisme du passé colonial français en ce qui concerne *la guerre d'Indochine* (1945-1954) ; de l'interminable quête des Américains pour répondre à la question *Pourquoi le Vietnam ?* (1955-1975) ; et plus récemment de récits obsessionnels de la résistance nationale du Vietnam contre les Français et les Américains (*lich su khang chien chong Phap Mi*, 1945-1975). Il nous est arrivé plus d'une fois qu'un collègue français proteste lorsque nous avons employé le terme de « guerre d'Indochine » pour désigner la 'période américaine, au lieu de celui de « guerre du Vietnam ». A suivre cette conception du déroulement de la guerre, l'« Indochine » fut 'la' guerre française, le « Vietnam », 'la' guerre américaine. Et pourtant avant 1950 la plupart des batailles du Corps expéditionnaire ne se déroula jamais hors du Vietnam. Ce qui compte ici, c'est une certaine idée de l'« Indochine », de la France et du passé ...

Il n'en a pas été autrement dans l'historiographie américaine de la guerre. Sans qu'il n'y ait aucune commune mesure avec ce qu'a représenté l'« Indochine » pour les Français, « le Vietnam » a pris des proportions presque paranoïaques dans la mémoire américaine, voire dans l'esprit national. En effet, la présence du « Nam » a surtout à voir avec les tentatives américaines pour comprendre la « défaite », la « tragédie », en somme, le « pourquoi » de

'leur' échec. A chaque anniversaire de la guerre, des centaines de journalistes et d'intellectuels de tous bords idéologiques s'expriment 'à la une' sur la douleur de la défaite américaine.² Ce qui compte le plus, c'est l'Amérique et la 'période américaine'. On n'y voit guère les Vietnamiens, même pas ceux qui s'étaient tournés vers les Etats-Unis avant 1954. Lorsque ces auteurs américains font référence à « l'Indochine », ils tendent en nombre croissant à l'associer à la 'période française' et, de plus en plus, au 'colonialisme français'. Si la « guerre d'Indochine » apparaît dans des ouvrages américains sur la guerre, c'est en guise de brève préface, avant d'entamer l'étude du 'vrai' sujet : la « guerre du Vietnam ».³

Tandis que les Américains sont obnubilés par leur 'défaite', les écrits des communistes vietnamiens sur leur victoire glorieuse sont également partiels. A nouveau, le nationalisme règne en maître. L'historiographie de la résistance vietnamienne, pour qui en est familier, établit une continuité dans le temps de la lutte contre l'agression étrangère de 1945 à 1975. Ces guerres sont ainsi officiellement recadrées dans une perspective de longue « tradition de résistance » qui plongerait ses racines dans le passé millénaire anti-chinois qui s'achèverait dans les années 1980. Ces conceptions n'ont rien de surprenant. Après tout, chaque pays écrit sa propre histoire d'un point de vue nationaliste et la guerre en est le meilleur ciment. Les vainqueurs, on le sait bien, écrivent l'histoire, pas les perdants.

A l'évidence, bien des aspects sont mis de côté dans de telles visions de la guerre à sens unique. L'une des conséquences malheureuses de ces approches nationalistes est que si les actions des Français, Américains et Vietnamiens sont de mieux en mieux connues, on ne peut qu'être stupéfait de la minceur de nos connaissances concernant le contexte asiatique de ces guerres. Alors que de récentes études, écrites pour la plupart par des historiens chinois, ont commencé à modifier cet état de choses⁴, les guerres *pour* le Vietnam continuent d'être perçues en dehors de leur cadre régional. Ce manque de perspective plus large est surprenant lorsqu'on considère les années de guerre qui ont marqué ce pays positionné entre l'Asie Orientale et l'Asie du Sud-Est et la façon dont elles ont influencé ses voisins, certains bien plus (et de manière bien pire) que d'autres. On en est encore

¹ Denys LOMBARD, 'Une autre "Méditerranée" dans le Sud-Est Asiatique', *Hérodote*, no. 88, (1^{er} trimestre 1998), p. 193.

² Voir le bilan fascinant fait dans le numéro le plus récent de *Indochina Chronology*, no. 2, vol. XIX, (avril-juillet 2000), pp. 3-14.

³ Stanley KARNOW, *Vietnam: A History*, New York, Viking, 1983 est, selon ce qu'affirme son auteur, la première histoire de deux guerres, et pourtant, il ne consacre à la « période française » qu'un chapitre sur un ouvrage de plus de 700 pages.

⁴ CHEN JIAN, 'China and the first Indochina war, 1950-1954', *The China Quarterly*, no. 133, (mars 1993), pp. 357-87; QIANG ZHAI, *China & the Vietnam wars, 1950-1975*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2000; et Benoît De TREGLODE, 'La victoire communiste chinoise et le déplacement des réseaux diplomatiques de la République démocratique du Viêt Nam vers Beijing, (1950-54)', *Revue Historique des Armées*, à paraître.

d'avantage surpris si l'on se rappelle que les guerres dans la partie orientale de l'Asie du Sud-Est n'ont cessé qu'au terme de la Guerre Froide en Asie, à la fin des années 1990. Autrement dit, le Vietnam fut directement lié à une guerre régionale qui dura bien plus de cinquante ans.

Aucun pays ne peut être considéré comme une île séparée de son environnement, et surtout pas dans un moment de guerre. Alors que le Vietnam et la Corée ont historiquement beaucoup d'aspects en commun—le fait de partager un voisin d'importance, la Chine, n'en est pas le moindre—, le Vietnam est néanmoins unique en ce qu'il se situe aussi dans l'Asie du Sud-Est, caractérisée par une remarquable diversité culturelle, politique et économique. La Corée ne partage pas une longue frontière avec les peuples des hautes-terres et le monde reculé du Theravada qui s'étend à une dizaine de kilomètres de Hue, capitale impériale du Vietnam. Alors que la Corée devint un point stratégique dans la péninsule du Liaotung lorsque le Japon et la Russie étaient entrés en concurrence pour la Manchourie, le Vietnam se trouvait dans une position plus centrale encore, au milieu des routes terrestres et maritimes liant le Sud de la Chine au reste de l'Asie du Sud-Est. Par bien des aspects, le Vietnam était une partie intégrante de « l'Asie Orientale » et de « l'Asie du Sud-Est », au centre de ce que les Chinois appellent les pays des « Mers du Sud » (*Nanyang*). Le Vietnam devait traiter aussi bien avec la Chine qu'avec une variété de pays de l'Asie du Sud-Est aux cultures mixtes, avec la Thaïlande en particulier. Le Vietnam n'est pas la Chine et, à la différence de la Corée, il a toujours dû traiter avec ses voisins à l'ouest de cultures étatiques très différentes.

Ce ne fut pas non plus la première fois que des guerres pour le Vietnam, particulièrement des guerres civiles, furent directement liées à leur environnement régional. La guerre de trente ans qui marqua l'histoire vietnamienne du XVII^{ème} siècle et qui est elle aussi sujette à réécriture nationaliste, ne se déroula pas en dehors du contexte régional. À bien des égards, la guerre civile entre les Nguyen, les Tay Son et les Trinh pour le 'Vietnam' à la fin du XVIII^{ème} siècle (1771-1802) fut une guerre indochinoise au plein sens géographique du terme. Les Chinois établirent un commerce de guerre vital pour les armées de Gia Long, faisant circuler ses bateaux entre Quangzhou, Macao, Ha Tien et la péninsule indochinoise, approvisionnant ses troupes en riz. Pendant ce temps, une mosaïque ethnique de troupes khmères, laotiennes, thaïes et chams se battait dans son corps expéditionnaire, soutenue par une marine « déclassée », souvent constituée de pirates et de contrebandiers malais et chinois, mais dirigée par des capitaines européens. À l'Ouest, Rama I affrontait les Birmans, tandis que les Trinh et les Tay Son attaquaient ses vaisseaux laotiens et cambodgiens à travers la Chaîne annamitique (*Truong Son* en

vietnamien). Si l'armée de Ho Chi Minh, soutenue par la Chine, commença à reprendre le Vietnam en partant de la Chine méridionale en 1950, en 1787, c'est Gia Long qui lança sa reconquête du Vietnam en partant de ses bases dans le Golfe du Siam et avec l'aide des troupes sud-indochinoises.

Pour revenir au passé proche, on peut aussi se demander dans quelle mesure il serait plus intéressant du point de vue géo-historique de penser les guerres dites « d'Indochine » du XX^{ème} siècle comme des guerres plutôt 'péninsulaires'. Après tout, la violence dépassa certainement les frontières de l'« Indochine française » qui regroupait sous les Français le Vietnam, le Laos et le Cambodge. Comme au XVIII^{ème} siècle, ces guerres plus récentes s'étendirent du sud de la Chine à l'ensemble de l'Indochine méridionale dans un bloc situé entre l'est de la Thaïlande et le sud-ouest du Vietnam. Même au sens politique du terme, peut-on vraiment parler de la guerre franco-vietnamienne comme la première « guerre d'Indochine » ? Cette guerre se ramena certainement à une interrogation sur les possibilités de se débarrasser du colonialisme français et d'imposer un communisme calqué selon le même schéma, comme nous allons le voir. Mais on oublie trop souvent que les Vietnamiens ne furent pas les seuls à rivaliser avec les Français pour le contrôle de l'Indochine. On peut s'interroger dans quelle mesure la brève guerre oubliée qui opposa les Français aux Thaïs de 1940 à 1941 peut être considérée théoriquement, au moins, comme la 'première' vraie « guerre d'Indochine ». Après tout, c'est de l'Indochine qu'il s'agissait, mais cette fois-ci de la partie occidentale et non pas de sa moitié orientale. La création de l'Indochine coloniale par les Français put paraître réelle pour les Français et même pour de nombreux nationalistes vietnamiens. Mais les nationalistes Thaï ont déployé des efforts considérables pour défaire sa partie occidentale, même si une telle entreprise impliquait de compter sur la contribution d'un autre puissant acteur asiatique opposé aux Européens : le Japon.⁵ Par bien des manières, en reprenant des 'territoires perdus dans l'ouest de « l'Indochine française », Bangkok voulait créer une 'contre-Indochine' pour donner naissance à un domaine « Thaï » plus large.⁶ Ce n'est sûrement pas un hasard si Bangkok choisit de changer son nom national de « Siam » à « Thaïlande » en 1939. A mettre trop l'accent sur les « Français », les « Vietnamiens » et les « Américains », on se condamne à ne pas voir ces autres acteurs asiatiques directement impliqués dans ces guerres

⁵ Qui ne survinrent pas de nulle part en 1940. L'intérêt des Japonais pour « l'Indochine » avait grandi depuis la guerre russo-japonaise. Il en a été de même pour les Américains. Ce ne fut pas un accident, et c'est une histoire que nous espérons explorer ailleurs.

⁶ Soren IVARSSON, 'Bringing Laos into Existence: Laos Between Siam and Indochina, 1860-1945', Copenhagen, University of Copenhagen, these, 1999 et notre *Indochinese past perfect : Communist Vietnam's revolutionary historiography on Laos (1975-1995)*, paper delivered at the 7th International Conference on Thai Studies, 4-8 July 1999, Amsterdam, Pays Bas.

péninsulaires. Les Thaïs furent toujours 'là', de même que les Chinois et les innombrables autres peuples de la région, qu'il est intéressant de révéler.

Il ne s'agit pas ici d'engager un débat sur l'idée d'« Indochine », mais de suggérer combien la désignation et les délimitations géographiques de ces guerres pour le Vietnam sont en termes de temps et d'espace remarquablement ambiguës et ouvrent la porte à de multiples débats qui ne sont pas forcément centrés sur la nature géo-historique des guerres elles-mêmes. Les structures de pensée coloniales et nationalistes demeurent puissantes dans l'étude de cette « guerre de trente ans » dans la péninsule de l'Asie du Sud-Est. C'est pourtant tout le contexte régional de la guerre, les vastes connexions en termes d'espace et de stratifications temporelles, qui relient le Vietnam à ses voisins, même dans un moment de guerre.

Les limites historiographiques d'une vision plus large

Pourquoi en est-il ainsi ? Le problème résulte en partie du fait que l'étude des relations entre la région et les guerres pour le Vietnam est très loin d'être aisée. Psychologiquement, la douleur et la nostalgie liées à la 'décolonisation' et les amertumes locales issues d'une guerre péninsulaire 'post-coloniale', qui ne s'est achevée, en fin de compte, que fort récemment, n'ont pas facilité une approche 'globale' de la guerre. Malgré une récente détente des relations de Hanoi avec la Chine communiste, la rupture et le conflit militaire avec la Chine et le Cambodge communistes en 1978-1979 restent prégnants dans la mémoire officielle.⁷ Au lendemain du déclenchement de ces violences régionales s'étendant du Golfe de la Thaïlande au Sud de la Chine, les historiens communistes du Vietnam s'efforcèrent d'oublier la Chine et la Thaïlande pour privilégier leurs « relations spéciales » à l'Indochinoise (*quan he dac biet*) avec le Laos et le Cambodge (post-Pol Pot).⁸ La Chine 'redevint' une menace éternelle pour tout ce qui était vietnamien, alors qu'une Indochine dirigée par les Vietnamiens devint une « réalité » historique « immuable ». La mémoire nationaliste, c'est aussi, bien entendu, l'oubli des connexions régionales. Force est de constater que les communistes vietnamiens opportunément mis de côté dans cette fascinante recomposition du passé de la péninsule, furent, dans les années 1920 et 1930, voire jusqu'aux années 1960, plus intimement liés à leurs homologues Chinois du Nord qu'aux éléments radicaux appartenant aux ethnies laotienne ou khmère vivant dans l'ouest de l'Indochine. On oublie l'aide militaire apportée par les Chinois et les

⁷ Voir : Marcel BENICHO, 'Communisme et nationalisme', dans *Ho Chi Minh : L'Homme et son héritage*, Paris, Duong Moi/La voie nouvelle, 1990, pp. 117-150 et sa thèse de doctorat ès-lettres, *Une destruction d'idées reçues : Le Vietnam (1972-1982)*, Montpellier, Université de Paul Valéry, 1986.

⁸ LE DINH THONG, 'Les « relations spéciales » en Indochine', Paris, Université de Nanterre, Paris X, thèse de doctorat, 1994.

Thaïs durant la guerre contre les Français. On omet également le fait que la victoire des communistes Chinois en 1949 permit aux Vietnamiens de se positionner non seulement comme les dirigeants d'un vaste mouvement missionnaire communiste en Indochine, mais aussi dans l'Asie du Sud-Est.

Malgré le violent rejet du modèle indochinois de la part des Khmers Rouges, ainsi que le déclenchement de la « Troisième guerre d'Indochine » à la fin des années 1970, le « Parti Communiste Vietnamien » (PCV) continua à organiser ses relations avec ses deux plus proches voisins de l'Asie du Sud-Est selon la conception française de l'Indochine française.⁹ Dans les années 1980, contredits par la Thaïlande et la Chine, les historiens communistes vietnamiens firent de leur mieux pour rendre l'Indochine « réelle ». Les origines du communisme cambodgien et laotien devaient s'avérer intimement liées au Parti Communiste Vietnamien, sous la direction du père du communisme indochinois, Ho Chi Minh. Les mouvements révolutionnaires et les gouvernements créés en 1950-1951 et en 1955 en étaient le résultat historique naturel. Toute autre approche passait pour une véritable hérésie qui devait être bannie de la mémoire révolutionnaire. Sans perdre de temps, la « clique de Pol Pot » fut éliminée de cette histoire communiste indochinoise, considérée comme une aberration révolutionnaire malsaine.¹⁰ De cette manière, les historiens vietnamiens demeurèrent très focalisés sur le Vietnam et, plus encore, sur le Laos, la seule partie de son « oeuvre indochinoise » à avoir subsisté.

Les Occidentaux qui ont étudié les guerres du Vietnam ont aussi éprouvé quelque difficulté à aller au-delà de « l'Indochine » et du « Vietnam ». Les historiens militaires français et américains utilisent couramment le terme d'« Indochine », même s'ils se consacrent presque toujours à l'étude du seul Vietnam.¹¹ Comme pour les historiens coloniaux qui les précédèrent, « l'Indochine » apparaît la plupart du temps de synonyme de « Vietnam », sans refléter son cadre géographique propre. Si l'on voit le Laos et le Cambodge apparaître (sans même parler de la Chine ou de la Thaïlande), c'est souvent pour décrire le « radicalisme » national des Cambodgiens et des Laotiens mais dans un vase clôt, sans aucun rapport avec ce qui se passait dans l'ensemble communiste et non-communiste en Asie. Souvent ces histoires nationalistes du communisme en Indochine occidentale ont été écrites par des historiens qui furent eux-mêmes idéologiquement

⁹ Sur la conception française de « l'Indochine », voir : Daniel HEMERY, 'Inconstante Indochine ... L'invention et les dérivés d'une catégorie géographique', *Revue française d'Histoire d'Outre-Mer*, nos. 326-327, tome 87, (1^{er} semestre, 2000), pp. 137-158.

¹⁰ Personne ne l'exprime mieux que Truong Chinh lui-même dans 'On Kampuchea', *Vietnam News Agency*, (le 24 novembre 1979), dans *FBIS*, (le 28 novembre 1979), p. K6-K8.

¹¹ Une exception importante est l'ouvrage de Jean Deuve sur le Laos. Voir notre section indochinoise, sous-section laotienne.

investis dans les événements de l'époque.¹² Ces analyses quelque peu schématiques se trouvent renforcées par le fait que l'étude de la « période coloniale » et des « guerres pour le Vietnam » tourne toujours autour de l'opposition entre « colonisateurs » et « colonisés » ou entre « communistes-patriotes-gagnants » et « non-communistes-traîtres-perdants ». Enfin, la Guerre Froide n'a fait qu'empirer les choses en ajoutant un vaste conflit idéologique mondial à un conflit national déjà extrêmement compliqué. Mais, une nouvelle fois, on n'évoque que rarement les connexions intra-régionales dans un contexte géo-historique plus large que l'Etat colonial et l'Etat-Nation ou la Guerre Froide.¹³

L'une des manières de 'redécouvrir' ces relations intra-régionales consiste à penser les moyens déployés par les Vietnamiens pour tisser des liens avec les pays de la région durant « leurs » guerres. Cette thèse propose de resituer la guerre franco-vietnamienne dans son contexte asiatique en observant comment les Vietnamiens s'engagèrent dans la région environnante. Notre point central est que l'on ne peut pas comprendre la complexité historique de cette guerre sans la placer dans son contexte asiatique. Cette thèse qui porte son regard sur le camp vietnamien pendant la guerre avance l'idée que la guerre franco-vietnamienne ne fut ni exclusivement « indochinoise » ni exclusivement « vietnamienne ». Elle fut bien plus que cela. Elle fut régionale. Ce travail qui étudie cette histoire en observant les actions des Vietnamiens violemment opposés aux Français nécessite que l'on dépasse les frontières de l'Etat-nation et de l'Etat colonial afin de voir comment la région asiatique environnante s'est insérée dans la guerre du Vietnam et comment cet environnement a influé sur la situation intérieure du pays. Ni les Français ni les Vietnamiens ne furent les seuls à être engagés dans cette guerre.

Enfin, en situant la guerre dans ce cadre plus large, on pourrait peut-être voir d'une nouvelle façon comment l'Etat-Nation de la RDVN se développait et comment l'Etat français en Indochine se décolonisait au fur et à mesure que la Guerre Froide s'approchait. Ironiquement, les 'communistes' vietnamiens et les 'colonialistes' français avaient du mal à se séparer d'un modèle étatique tout à fait indochinois.

¹² Ben KIERNAN, *How Pol Pot came to power : A history of communism in Kampuchea, 1930-1975*, London, Verso, 1985 et Geoffrey Charles GUNN, *Political struggles in Laos (1930-1954) : Vietnamese communist power and the Lao struggle for national independence*, Bangkok, Editions Duang Kamol, 1988.

¹³ Un tournant est heureusement apparu. Après la disparition du colonialisme et de la guerre idéologique menée par l'URSS, la Chine et les Etats-Unis, la région sud-est asiatique revint vite au premier plan. Voir surtout les études novatrices de BUI XUAN QUANG, *La troisième guerre d'Indochine, 1975-1999 : Sécurité et géopolitique en Asie du Sud-Est*, Paris, L'Harmattan, 2000 et celle de NAYAN CHANDA, *Brother enemy : The war after the war*, Orlando, Harcourt Brace Jovanovich, 1986. Le titre donné par Nayan Chanda est révélateur, « La guerre après la guerre ».

Penser une méthodologie régionale de la guerre

Si l'idée qu'il fallait associer l'Asie dans le tableau analytique nous a semblé au premier abord raisonnable, il est aussi apparu rapidement que le frisson d'excitation provoqué par la navigation en eaux inexplorées pouvait mener tout droit à une vaste tempête tropicale d'informations, capable de faire chavirer notre petit 'bateau de thésard' avant même qu'il ne quittât la côte, voire de nous submerger sous une vague immense. La course d'orientation se trouvait être d'autant plus ardue que bien peu de choses avaient été écrites sur le contexte asiatique de la guerre franco-vietnamienne pour nous guider. Et plus minces encore ont été les tentatives réalisées pour relier les diverses régions de « l'Asie » au « Vietnam » dans un cadre analytique plus large qui soit à même de rapprocher les changements survenus dans une région à d'autres survenus ailleurs, l'une des problématiques que nous avons d'emblée posée.

Une piste valable, toutefois, nous était offerte par l'ouvrage de Ralph Smith, *International History of the Vietnam war*. Dans cette étude, Smith a exposé les avantages méthodologiques d'une approche plus large et l'a mise en œuvre, en analysant la guerre entre Vietnamiens et Américains en termes de prise de décision à l'échelle internationale, régionale et locale et en étudiant les moyens par lesquels ces niveaux étaient reliés. Smith a mis le doigt sur un problème méthodologique qui nous a longtemps fasciné durant notre recherche en montrant l'importance du lien entre les niveaux des relations internationales et nationales de l'histoire de la guerre entre Américains et Vietnamiens : « Aucun mouvement ne peut surgir avant que les choses ne deviennent 'mûres' ; et la maturité peut dépendre de considérations internationales aussi bien que nationales. Les deux voies de l'analyse sont donc interdépendantes, elles ne sont pas exclusives l'une de l'autre ».¹⁴ Il développa sa pensée ainsi :

Mais l'approche globale ne suppose pas que l'on passe sous silence la complexité du Vietnam lui-même qui n'est en aucun cas un petit pays. Les historiens doivent prendre garde de ne pas se fier à la perspective mondiale comme prétexte pour simplifier l'analyse de la politique 'intérieure'. En effet, le Vietnam est un cas où il est particulièrement important d'exposer les mouvements qui mènent des racines politiques profondes à la prise de décision dans les couloirs du pouvoir international. Les événements à l'échelle mondiale et vietnamienne ne peuvent être pleinement compris que si l'on tient compte du caractère mouvant de la situation, situation dans laquelle tout mouvement, à toute échelle, peut avoir d'importantes conséquences. Un spécialiste qui se fixerait pour objectif de ne connaître que le Vietnam courrait le risque de finir par ne rien comprendre, pas même le Vietnam.¹⁵

Les propos de Smith nous ont guidé dans notre approche régionale de la guerre franco-vietnamienne.

¹⁴ R.B. SMITH, *An international history of the Vietnam war: Revolution versus containment, 1955-1961*, New York, St. Martin's Press, 1983, p. 9.

Nous pouvions aussi tirer un enseignement, dur parfois, dans le cadre de nos recherches pour notre maîtrise consacrée aux relations entre la Thaïlande et le Vietnam durant la guerre contre les Français, publié en 1999 sous le titre : *La Thaïlande et les réseaux sud-est asiatiques de la révolution vietnamienne, (1885-1954)*.¹⁶ Ce travail précédant nous a certainement aidé à réduire les échelles bien trop immenses du 'contexte asiatique' pour faire l'objet d'une recherche. Ces recherches nous ont aussi aidé à commencer à entrevoir les interdépendances possibles entre les parties différentes de l'Asie et des réseaux vietnamiens en Asie.

Afin d'aborder 'tout' le contexte asiatique, il s'est avéré nécessaire de choisir entre temps et espace. On s'est bien vite décidé à trancher dans la 'durée' plutôt que dans 'l'espace'. Malgré le plaisir pris à étudier la révolution vietnamienne dans son ensemble et la guerre de la fin du XIXème siècle à 1954 (voire jusqu'aujourd'hui), il aurait été tout simplement désastreux, voire absurde, de vouloir l'entreprendre dans le cadre de cette thèse qui devait durer de trois à quatre ans. Ce que nous avons donc perdu en termes de longue perspective historique, nous espérons l'avoir gagné en élargissant la perspective spatiale pour mieux mettre en lumière l'organisation complexe des réseaux asiatiques. L'Asie sera donc notre espace ; la guerre franco-vietnamienne de 1945 à 1954 sera notre période.

Avant de poursuivre, nous devons préciser qu'en choisissant ce sujet, nous ne prémédions aucune intention secrète de montrer comment le Vietnam fut plus 'asiatique' « qu'occidental » ou « ASEAN »¹⁷ ou quoi que ce soit d'autre. Nous ne cherchions pas non plus à valider l'idée qu'il existe des « valeurs asiatiques » via l'évocation du « contexte asiatique » afin de minimiser les influences occidentales dans cette période où l'on met en valeur la régionalisation asiatique aux dépens des Occidentaux.¹⁸ L'intérêt que nous portons à cette approche provient de l'expérience apportée par le temps que nous avons passé en Asie à la fin des années 1980 et 1990, par notre travail précédent et plus généralement par le charme enfantin qu'exerçait sur nous l'étude des moyens par lesquels les 'choses sont reliées' entre elles à la fois 'sur le terrain' et 'à travers l'espace'. Ce goût s'affirma au début des années 1990 lorsque nous commençons à explorer sérieusement les emprunts faits par les communistes et les non-communistes vietnamiens à l'idée française d'Indochine'.¹⁹

¹⁵ *Ibid.*, p. 9.

¹⁶ Christopher E. GOSCHA, *Thailand and the Southeast Asian networks of the Vietnamese revolution (1885-1954)*, Surrey (Angleterre), Curzon Press, 1999.

¹⁷ Le nom anglais du groupement régional : « Association of South East Asian Nations ».

¹⁸ David CAMROUX et Jean-Luc DOMENACH, *L'Asie retrouvée*, Paris, Editions du Seuil, 1997.

¹⁹ *Vietnam or Indochina ? Contesting concepts of space in Vietnamese nationalism (1885-1954)*, Copenhagen, NIAS, 1995.

L'importance d'une solide méthodologie et d'un itinéraire clair s'est avérée cruciale pour ne pas se trouver perdu en pleine mer. Si nous avons établi le champ 'temporel' (1945-1954) et 'spatial' (le contexte asiatique) de notre étude, il nous est aussi apparu capital d'étudier comment les opérations vietnamiennes à travers l'Asie étaient ou non matériellement reliées entre elles dans cet espace. Sur cet aspect « matériel », reconnaissons l'impact de l'approche géographique de Fernand Braudel sur notre pensée, et plus particulièrement son petit développement intitulé « routes de terre et routes de mer ». D'une certaine manière, cette fascinante réflexion sur les routes et l'histoire nous a aidé à trouver notre chemin. Si Braudel s'intéressa bien sûr aux changements lents, imperceptibles, mais néanmoins importants qui survinrent à travers les siècles et non à notre petite période de dix ans, l'accent qu'il met sur le « matériel », sur ce qui relie l'espace et l'homme de manière concrète à son environnement et l'intérêt qu'il voit à utiliser la géographie en histoire nous ont aidé à conceptualiser les moyens par lesquels l'étude de la guerre pouvait être insérée sur le terrain dans le contexte régional plus large.²⁰ Nous étions en quelque sorte à la recherche des diverses actions qui rendaient le contexte asiatique « réel » aux yeux des Vietnamiens. Nous espérions naïvement qu'on pourrait ainsi éclairer d'une lumière neuve cet aspect qui fut 'inventé' dans le discours historique et politique et qui fut 'réel' à l'époque, sur le terrain. Les Vietnamiens greffèrent-ils véritablement le communisme au Laos et au Cambodge ? « L'Indochine » exista-t-elle vraiment pour eux ? Le Sud-Est Asiatique revêtait-il vraiment une importance économique en temps de guerre ? Comment le commerce régional, les aspects de l'immigration et la diplomatie asiatique se croisaient-ils ? Cet accent mis sur le lien, sur ce que Braudel qualifie de « réseau », semblait pouvoir être appliqué à la fois aux périodes de guerre et de paix. Il nous est apparu qu'il y avait un intérêt potentiel à étudier la guerre en observant comment les différents niveaux de l'expérience humaine (l'économie, l'immigration, le commerce, la diplomatie, et même les mentalités culturelles) ont leur place dans une plus large histoire de la guerre.²¹ C'est une fois ce point atteint qu'il nous a semblé que l'idée de construire un « contexte asiatique » de la guerre franco-vietnamienne pourrait s'avérer réalisable partant de l'aval pour aller en amont, que l'économie de guerre sur le terrain pourrait nous informer sur la diplomatie menée 'en haut'.

L'envie d'écrire une géo-histoire de la guerre s'inspirait encore davantage des travaux d'hommes qui comprirent mieux que quiconque ces liens. Pour ce qui est de la guerre franco-vietnamienne, nous songeons à une poignée d'officiers français du Deuxième

²⁰ Fernand BRAUDEL, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, livre I, Armand Colin Editeur, 9^{ème} édition, (Livres de Poche), pp. 17, 338-358.

²¹ *Ibid.*, pp. 17, 338-358.

Bureau que nous n'avons jamais eu la chance, à une seule exception près, de rencontrer, mais dont la méthodologie et l'analyse des réseaux pendant la guerre et de la géographie nous ont beaucoup appris. Ceux d'entre ces officiers qui connaissaient le mieux leur métier n'auraient guère eu de difficultés à comprendre les liens que Braudel tissait entre la géographie, la nature, l'action humaine et l'histoire, plus particulièrement en temps de guerre. En cette période, l'intelligence résidait dans la capacité de comprendre les mouvements des ennemis dans un vaste contexte. Cela supposait que l'on connaisse la géographie, le terrain, les peuples, le système de transport, bref comment *l'ensemble du réseau* fonctionne d'aval en amont. Et ceci, en retour, explique pourquoi les grands militaires devaient pouvoir planifier des opérations tenant compte de ces facteurs géographiques et ensuite les relier au contexte local, national et régional. Le fait que plusieurs experts vietnamiens d'envergure spécialisés dans l'étude du Cambodge et plus encore du Laos aient été soldats ou surtout des officiers de renseignements doit mettre en évidence le fait qu'il ne s'agit pas uniquement d'un orientalisme spécifiquement 'occidental'. En tout cas, les leçons les plus instructives d'analyse et de méthodologie provenaient d'hommes tels que MM. Keller, Savani, Vitry, Deuve et Guillermez. Ces hommes étaient intégrés dans cette région ; tel était leur métier et ils le faisaient bien. Ils maîtrisaient ses langues, avaient vécu en Asie pendant des années voire des décennies et y étaient souvent liés corps et âme. Ces hommes étaient littéralement immergés en Asie, parfois aussi profondément que leurs adversaires.

Nous avons également une dette méthodologique envers un autre stratège, cette fois-ci un général vietnamien, Nguyen Binh. Après avoir lu et relu ses très longs rapports destinés au Ministère de la Défense sur la stratégie et les tactiques d'une plus grande guerre en 1950, il nous apparut clairement à quel point il serait important de développer une méthodologie qui nous permettrait d'expliquer par quels moyens ce général menant la guerre dans les jungles isolées de la frontière vietnamo-cambodgienne pouvait voir si distinctement comment la victoire communiste chinoise et la guerre de Corée conduiraient les Etats-Unis à déployer ses forces armées dans la région et comment ceci conduirait potentiellement la guerre dans le nord de l'Indochine à se déplacer vers le sud, transformerait ensuite le Cambodge oriental en base-arrière et rendrait nécessaire la création de la « Piste Ho Chi Minh ». Une fois encore, ces conceptions militaires françaises et vietnamiennes qui vont d'aval en amont ont souligné l'importance de lier ce qui se produit 'en haut' à ce qui se produit 'en bas'. L'on ne saurait minimiser l'importance de cette perspective. Et l'histoire militaire, science très géographique, allait devoir être intégrée à cette thèse. Telles furent et demeurent quelques unes des idées que nous avons

élaborées et qui nous ont permis de nous frayer un chemin à travers l'océan de ces trois années de recherche.

Structure de thèse

Organisation géographique

Pour conduire notre analyse, nous dûmes trouver un moyen de bâtir notre récit avec rigueur. D'abord, nous avons organisé notre étude sur la nature régionale de la guerre franco-vietnamienne en distinguant quatre secteurs géographiques principaux. Il s'agit respectivement : 1) de la nature indochinoise de la guerre ; 2) du rôle des étrangers asiatiques au Vietnam ; 3) de la Thaïlande et du contexte sud-est asiatique de la guerre (Inde comprise) ; 4) des rapports de la Chine méridionale avec la guerre franco-vietnamienne en péninsule indochinoise. Ces régions ne sont pas exclusives les unes des autres. Les frontières s'imbriquent les unes dans les autres ; les populations, quant à elles, se déplaçaient d'une zone à l'autre.

Si nous croyons qu'il existe un fondement matériel à ces zones, il n'en est pas moins vrai que ce choix a une part d'arbitraire. C'est vrai, mais tout effort intellectuel exige que l'on élabore un cadre intellectuel et géographique afin d'analyser l'objet de l'étude. Car, sans aucune structure, nous aurions couru le risque de perdre le fil de notre thème et de noyer le lecteur dans une masse de réseaux et de connexions sans rime ni raison. Si le choix de nos secteurs est, dans une certaine mesure, arbitraire, nous pensons que ce sont eux qui font le moins violence au corpus de données et de connexions que nous avons établis dans la préparation de cette thèse.

Les mots

Cela dit, le choix des mots nécessite une explication. Par le terme « d'Asie », nous faisons référence à l'espace qui s'étend grossièrement de l'Inde côté ouest aux Philippines côté est et de la Chine au nord à l'Indonésie au sud. « L'Asie du sud-est » désigne approximativement les dix nations qui constituent aujourd'hui l'ASEAN, à savoir : le Vietnam, le Laos, le Cambodge, la Thaïlande, la Birmanie (Myanmar), la Malaisie, Singapour, l'Indonésie, les Philippines et Brunei. « L'Asie Orientale » fait référence à la Chine, à la Corée, à Taiwan et au Japon. « L'Indochine française » et « l'Indochine » sont utilisés de manière interchangeable pour désigner les trois pays placés sous direction coloniale française en 1887—le Laos, le Cambodge et le Vietnam (divisés ensuite en Tonkin/Bac Bo ; Annam/Trung Bo ; et Cochinchine/Nam Bo). La « péninsule indochinoise » qui correspond à ce que l'on désigne de plus en plus par le terme « d'Asie

du Sud-Est continentale » englobe le Vietnam, le Laos, le Cambodge, la Thaïlande, la Birmanie et, dans une moindre mesure, la Malaisie. Toutefois, en rupture avec une organisation géographique 'conventionnelle' (elle semble être en perpétuel changement) de la région, nous incluons les trois provinces du Sud de la Chine dans ce vaste espace péninsulaire indochinois, à savoir : Yunnan, Guangxi et Guangdong.²² Enfin, nous tentons d'évoquer dans des parties-clés de cette thèse un espace transitoire, un lien abstrait dans les perceptions stratégiques vietnamiennes de la région. Il s'agit de la connexion entre la Thaïlande et l'Asie du Sud-Est d'une part, et la Chine du Sud d'autre part, l'Indochine étant située entre les deux. Une nouvelle fois, si nous sommes pleinement conscients de l'utilité limitée de ces termes et de leur origine très 'moderne', ils n'en ont pas moins été utiles afin d'établir un 'langage minimum' pour évoquer les liens et les réseaux qui constituent l'objet de cette thèse. Force est de constater que quelque chose reliait la guerre à la région. C'est ce que cette thèse cherche à montrer. Cela ne fut point inventé.

Chronologie

Pour clarifier les choses, nous avons suivi le déroulement de cette guerre, commençant en 1945, année marquée par la capitulation japonaise, pour aboutir à la veille des accords de Genève en mai 1954 qui mirent fin à la guerre. Nous avons exclu de cette thèse une étude des accords de Genève, car elle nécessiterait qu'on lui consacre un livre entier pour la mener à bien. En tout cas, la bataille de Dien Bien Phu à la mi-1954 constitue un point final bien plus approprié. Chaque secteur géographique est donc analysé suivant l'ordre chronologique de 1945 à 1954. Tel était le seul moyen d'évoquer méthodiquement point par point, dans le temps et dans l'espace le contexte régional. Cela nous aiderait ensuite à mieux cerner comment toutes ces régions sont reliées entre elles et sont imbriquées dans le temps et l'espace.

Niveaux d'analyses

Cette chronologie et ces divisions spatiales en tête, nous divisons ensuite l'étude de ces zones selon cinq niveaux principaux d'analyse, chacun s'imbriquant avec l'autre dans le temps et l'espace. Ces cinq niveaux d'activités constituent les structures et les connexions matérielles qui font vivre les réseaux de la guerre et c'est grâce à eux que nous pouvons rester axés sur l'étude du terrain dans la majeure partie de cette thèse. Il s'agit : 1) des caractéristiques de l'immigration vietnamienne, chinoise et... japonaise à travers la péninsule ; 2) de l'élaboration par les Vietnamiens d'un commerce de guerre par voie

²² LOMBARD, 'Une autre « Méditerranée » dans le Sud-Est asiatique', pp. 184-193.

terrestre et maritime avec le sud de la Chine et l'Asie du Sud-Est ; 3) de la mise en place de réseaux révolutionnaires et administratifs vietnamiens à travers la région ; 4) des opérations militaires régionales ; et enfin 5) des relations diplomatiques à l'échelle régionale et internationale.

L'idée consiste ici à développer une méthodologie analytique qui nous permette de couper verticalement dans le temps et l'espace à travers les zones géographiques horizontales retenues dans ce travail. Pourtant, du fait que ces niveaux d'analyse sont imbriqués les uns aux autres d'une manière complexe, à différentes périodes et en différentes zones dans la même période, nous nous sommes retenus de traiter chacun d'entre eux dans des chapitres thématiques distincts (l'immigration, le commerce de guerre régional, les réseaux révolutionnaires, les opérations militaires et les relations diplomatiques). Il semblait important de garder la chronologie et les sections géographiques intactes pour montrer comment ces opérations se sont approfondies et élargies dans le temps et l'espace. Ceci, nous l'espérons, nous aidera à mettre le doigt sur certaines conjonctures et synchronismes clés des opérations qui font l'objet de notre étude, particulièrement l'année 1950 et la relation ténue entre l'axe sud-est asiatique des opérations de la RDVN d'une part et ses activités dans la Chine du Sud d'autre part. Qui plus est, nous pensons que ce cadre analytique nous permet de mieux 'voir' comment une guerre véritablement 'indochinoise' et un processus révolutionnaire de construction étatique en Indochine n'ont réellement émergé qu'en 1950, lorsque les réseaux de l'Asie du Sud-Est furent poussés vers l'intérieur par la victoire communiste chinoise. Par bien des aspects, l'identification des conjonctures et des synchronismes à travers les réseaux que nous étudions peut nous permettre de porter un regard nouveau sur la compréhension de la guerre franco-vietnamienne, de son contexte asiatique souvent en des lieux dont nous ne nous serions peut-être pas douté.

Faits et analyses

Nous avons essayé, plutôt que de séparer l'histoire dite « événementielle » de ce cadre géo-historique, d'intégrer les deux à notre récit. Dangereuse était la tentation de recourir à une 'perspective régionale' pour avoir une vue générale au détriment de l'observation du rôle des événements historiques locaux. Il est bien trop facile de généraliser sur ces vastes espaces et ces longues durées tant qu'une masse d'informations n'existe pas pour contredire de telles généralisations.²³ Nous avons tenté de réconcilier le 'macro' et le

²³ Nguyễn Thế Anh exprime le mieux ce point dans son article soulignant les dangers inhérents à l'application des idées de F. Braudel à l'ensemble du XVIII^{ème} siècle en Asie du sud-est. NGUYEN THE ANH, 'Dans quelle mesure le XVIII^{ème}

'micro', l'histoire problématique et l'histoire événementielle. La raison pour laquelle il est important d'intégrer ces deux niveaux est qu'on s'offre ainsi l'un des meilleurs moyens de relier les mutations locales et internationales que Nguyen Binh et des officiers français de renseignements ont si bien compris à l'époque. Pour comprendre les connexions des réseaux, nous devons donc porter une attention particulière aux événements locaux, à leur chronologie et aux relations entre eux et les événements-clés nationaux, régionaux et internationaux. Cela signifiait que le plaisir éprouvé à imbriquer des espaces entre eux serait atténué par le rude travail qui consiste à faire une histoire militaire, politique et diplomatique à la mode d'antan. C'est, bien sûr, ce qui risque de nous faire perdre le soutien de certains Braudeliens (et d'autres) qui s'opposent à l'idée que, pour étudier l'Asie du sud-est au XXème siècle, il est nécessaire de vérifier la validité de généralisations larges et globales en les confrontant à une solide recherche factuelle, aussi ennuyeuse et assommante qu'elle puisse paraître. C'est précisément le cas lorsqu'on traite des guerres pour le Vietnam. Les recherches sur l'Asie en sont encore au stade embryonnaire. De plus, aucun auteur qui étudie l'histoire régionale des guerres pour le Vietnam ne peut faire appel à la même quantité et à la même qualité de monographies et de traductions dont on dispose par exemple pour un travail sur l'histoire de l'Europe contemporaine ou même au XVIIème siècle. Si les Braudeliens peuvent aller loin dans leurs propos sur l'Europe et la Méditerranée, c'est parce qu'ils peuvent se fier sans crainte à de nombreuses bases de données, accumulées avant eux.

Plutôt que de séparer l'événementiel de la problématique en sections distinctes, nous avons donc tenté de les associer. On peut étudier l'événement d'une façon problématique, aussi infime pouvait-il sembler à l'échelle de la « Grande histoire ». Combiner le global et le factuel nous permet d'élaborer un moyen de repérer les changements au sommet à partir d'un changement au niveau international et d'essayer de voir comment il engendre un effet de vague à travers nos réseaux jusqu'en bas. Comment repérer l'effet de la victoire communiste chinoise en octobre 1949, par exemple, sur le centre de gravité des niveaux de l'ensemble des réseaux asiatiques de la RDVN ? Nous avons essayé de montrer notamment qu'une chaîne d'événements mis en mouvement par la victoire chinoise, suivie des réactions américaines et françaises, conduisirent effectivement à une surveillance accrue du contrôle du Golfe de Thaïlande par la marine française et thaïlandaise et à la fermeture des réseaux de guerre du Viet Minh en Asie du Sud-Est. A l'autre extrémité, comment relier l'échec retentissant des Vietnamiens à implanter le communisme sur le terrain au

siècle a-t-il été une période de crise dans l'histoire de la péninsule indochinoise?', dans NGUYEN THE ANH et Alain FOREST, eds., *Guerre et paix en Asie du Sud-Est*, Paris, L'Harmattan, 1998, pp. 159-173.

Laos et au Cambodge Theravada compte-tenu des ordres venus du sommet à partir de la fin de l'année 1949 incitant les communistes vietnamiens à la révolution indochinoise ?

Pour répondre à des questions si complexes, il nous semble qu'il est capital de pouvoir se fier à une solide compréhension de ce qui se passait sur le terrain. Ce fut sans aucun doute la partie la plus difficile de notre travail, la plus passionnante et, peut-être, la plus contestable. Mais nous pensons qu'elle est cruciale. Sans une solide base factuelle, les réseaux que nous essayons de traiter se délitent, les liens que nous nous efforçons de montrer entre la diplomatie asiatique au sommet et les niveaux plus profonds de l'économie régionale se muent en de grossières généralisations sans base historique 'réelle'.

Une perspective régionale et géographique semble constituer le seul moyen de 'libérer' notre étude consacrée à cette guerre *pour* le Vietnam de cette camisole nationaliste rigide, de ce passé archaïque de l'Indochine française et de cette obsession américaine exclusive tournée vers l'interrogation éternelle : « pourquoi le Vietnam ? ». Ceci, en retour, peut nous permettre de voir comment le Vietnam en temps de guerre fut connecté matériellement à un vaste monde asiatique en plusieurs zones frontalières, et non une seule.

Un survol sur « l'intérieur »

La République Démocratique du Vietnam

(1945-1946)

Nous nous sommes proposé, au commencement de ce travail, de mettre en lumière l'importance du contexte asiatique dans la guerre franco-vietnamienne. Une telle approche ne peut cependant laisser totalement de côté l'aspect proprement national du conflit, la situation à l'intérieur du pays étant étroitement liée aux prises de position extérieures. Arrêtons-nous donc un moment sur le Vietnam de 1945-1946 et examinons les débuts militaires, politiques et économiques de la guerre.

La prise du pouvoir du Viet Minh

Lors de la conférence de Potsdam en juillet 1945, les Alliés décidèrent en même temps que le désarmement des Japonais, la division de l'Indochine en deux zones de part et d'autre du 16^{ème} parallèle : le Nord fut confié au gouvernement nationaliste de Chiang Kai-shek, alors que le Sud fut remis aux Anglais sous la direction du général Douglas Gracey. Le 13 août, deux jours avant la capitulation japonaise, une réunion extraordinaire du Parti Communiste Indochinois (PCI) se tint dans le village de Tan Trao, une base clandestine dans le Nord du Vietnam. Les principaux dirigeants du Nord et du Centre-Vietnam y étaient présents, aussi que des représentants du Parti au Laos et en Thaïlande. Un seul délégué sudiste put arriver à temps pour participer à cette conférence. Quelques jours plus tard, Ho Chi Minh présida sur un « Congrès National », qui esquissait les grandes lignes directrices du soulèvement envisagé, jetait la base d'un gouvernement provisoire révolutionnaire et annonçait comment le Viet Minh comptait négocier avec les Alliés une fois au pouvoir. Le 19 août, c'est-à-dire après la capitulation japonaise mais avant l'arrivée des Alliés au Vietnam, le PCI, grâce à son front national créé sur la frontière chinoise en 1941, le « Viet Minh »¹, fut porté au pouvoir par une lame de fond populaire.² Au bout d'une semaine, des groupements nationalistes se disant loyaux au Viet Minh avaient pris le dessus dans les districts et provinces de ce qu'ils appelaient le Bac Bo (Tonkin) et le Trung Bo (Annam). Le 24 août, l'Empereur Bao Dai

¹ Nom abrégé de « Việt Nam Độc Lập Đồng Minh ».

² Sur la révolution d'août, voir : David G. MARR, *Vietnam 1945: The quest for power*, Berkeley: University of California Press, 1995.

abdiqua et remit les symboles de son pouvoir au Viet Minh. Le 2 septembre 1945, à Hanoi, devant une foule, Ho Chi Minh annonça la formation de la « République Démocratique du Viet Nam » (RDVN) et nomma son nouveau cabinet.

La RDVN dut affronter de nombreux défis dès sa naissance. A l'intérieur, le gouvernement mêlait des partisans différents et des intérêts concurrentiels. Si les communistes tenaient les positions clés dans le cabinet, ils ne pouvaient s'assurer le monopole politique en cette fin 1945. La fragilité du nouveau gouvernement se trouva même accentuée par l'arrivée des forces d'occupation de Chiang Kai-shek au Tonkin. Les nationalistes non-communistes, en particulier le « Parti Nationaliste du Viet-Nam » (*Viet Nam Quoc Dan Dang*) sous l'égide de Vu Hong Khanh et l'« Alliance Révolutionnaire du Viet-Nam » (*Viet Nam Cach Menh Dong Minh Hoi*) de Nguyen Hai Than, connaissaient très bien et depuis longtemps Ho Chi Minh, ses hommes et ses attaches communistes au Komintern. Devancés par les communistes dans le course pour le pouvoir en août, ces hommes comptaient sur les nationalistes chinois pour renverser la RDVN, ou, faute de mieux, faire pression sur Ho pour qu'il admît leur participation dans un gouvernement plus large. A partir de la fin septembre, les non-communistes commencèrent à créer leurs propres journaux pour gagner le soutien populaire et faire connaître l'importante composante communiste du Viet Minh. Le 11 novembre, craignant un coup d'état de l'opposition et avec l'aval des Chinois, Ho Chi Minh annonça l'« auto-dissolution » du PCI au nom de l'« Union nationale » (sur l'importance de cet événement, voir : sec. chinoise, ch. 2). En réalité, le PCI ne fut jamais dissous, seulement 'mis en veille', 'retiré' dans la clandestinité. Les communistes vietnamiens évitèrent un coup d'Etat 'contre-révolutionnaire', et gardèrent ainsi le pouvoir.

Dans le Sud, la situation révolutionnaire était encore plus compliquée. En effet, depuis 1940, date de la répression par les français du 'soulèvement de Nam Ky', les dirigeants sudistes du PCI étaient relativement peu nombreux. Réunis à Saigon après la défaite japonaise, ils restaient très divisés. Par ailleurs, les communistes étaient loin d'être les seuls nationalistes à revendiquer le pouvoir national et à chercher à se rallier les Japonais. De nombreux autres nationalistes non-communistes et religieux, tels que les Cao Dai et les Hoa Hao, en faisaient autant. Ainsi, les Cao Dai furent-ils encadrés et peut-être même armés par les Japonais vers la fin de la guerre. Néanmoins, le 23 août, le dirigeant communiste le plus connu du sud, Tran Van Giau, réussit à obtenir une certaine union nationale très précaire. Il s'empara de la sorte du pouvoir à Saigon au nom d'un « Comité de Résistance du Peuple » (*Uy Ban Khang Chien Nhan Dan*), qui allait finir par être subordonné au PCI à Hanoi avec l'arrivée des communistes du Nord, dont Hoang Quoc Viet et Cao Hong Lanh. Mais comme

Vo Van Duc, l'un des délégués spéciaux envoyé par Ho Chi Minh dans le Sud, l'expliquait en mars 1946, tous ces groupements étaient « en rivalité perpétuelle et cela amenait des frictions regrettables ».³ Il fallut attendre au moins deux ans avant que le PCI ne pût enfin établir sa mainmise sur les groupements communistes. En avril 1947, Le Duan, l'un des communistes les plus importants envoyés en Indochine méridionale, forma le « *Xu uy Nam Bo* » ou le « Comité territorial du Nam Bo ». Cette organisation représentait le PCI dans le Sud du Vietnam et au Cambodge. Le Duan dirigeait le « Comité territorial » jusqu'à sa dissolution en 1951. Le Duc Tho fut son député. Pham Hung fut son bras droit dans les affaires policières. En 1947 le « Comité de Résistance et d'Administration du Nam Bo » (*Uy Ban Khang Chien Hanh Chinh Nam Bo* ; CRA) fut créé pour gérer les affaires administratives et économiques de la résistance. Un avocat sudistes formé en France, Pham Van Bach s'occupa des questions de l'Etat dans le Sud.⁴

La présence chinoise au Nord n'était pas forcément une mauvaise chose. Plus soucieux de leurs propres intérêts économiques et stratégiques, les commandants militaires chinois étaient largement opposés sur place au retour immédiat des troupes françaises en Indochine du Nord. Il n'est pas sûr non plus que le renversement de la RDVN eût arrangé des choses. C'est seulement après la conclusion des accords diplomatiques de février et mars 1946 que les Chinois se décidèrent à quitter l'Indochine (leur départ ne devait s'achever complètement qu'en septembre 1946). Quels que pussent être les différends historiques entre Chinois et Vietnamiens, la présence chinoise au Nord-Vietnam permettait à la RDVN de 'respirer'—de consolider son Etat révolutionnaire, d'agrandir et d'améliorer son armée, d'éliminer ses ennemis dans le VNQDD et le DMH et d'essayer de gagner des alliés tant en Asie qu'en Occident.

Encore une fois, la situation était tout autre en Indochine méridionale. La réoccupation s'y déroulait de façon entièrement différente. En effet, une fois sur place, les Anglais facilitèrent le retour des Français en Cochinchine. Le 23 septembre, un coup de force écarta le Viet Minh de Saigon, repoussant rapidement les communistes, les Hoa Hao et Cao Dai vers le Sud et le Sud-Ouest, au fur et à mesure que le Corps expéditionnaire français reprenait les villes et les axes de communication. Placés désormais devant une véritable guerre dans le Sud, Vo Nguyen Giap et Ho Chi Minh décidèrent de remplacer Tran Van Giau par Nguyen Binh. Le 20 novembre 1945, Nguyen Binh se présentait dans le Nam Bo en tant que « délégué du

³ Voir le télégramme décrypté : 'Adressé à Président Hồ par Võ Văn Đức', daté du 29 mars 1946, dans CSTFEO, EM/2B, no. 2110/2, le 1 avril 1946, d. 128, CP, CAOM.

⁴ *Lịch sử Sài Gòn, Chợ Lớn, Gia Định kháng chiến (1945-1975)* [Histoire de la résistance à Sài Gòn, Chợ Lớn, Gia Định (1945-1975)], Saigon, NXBTPHCM, 1994, pp. 130-31, 137.

comité central ». Le même jour, au cours d'une réunion militaire, les Sudistes approuvèrent les lignes directrices pour unifier les forces armées méridionales (Zones VII, VIII et IX), consolider le pouvoir révolutionnaire et commencer la guérilla. Nguyen Binh devint le « Commandant en chef » de l'armée dans le Sud, secondé par Vu Van Duc.⁵ Chargé de l'est du Nam Bo, Nguyen Binh prit très vite en main toute la direction militaire du Nam Bo et fut nommé général de division en 1948. Moins concerné que Tran Van Giau par les applications théoriques du marxisme-léninisme dans les villes, Nguyen Binh travailla à la création d'une armée sudiste pour se battre contre le Corps expéditionnaire.

Dans le Centre du Vietnam, le PCI créa le « Comité territorial du Trung ky » (*Xu uy Trung Ky*) sous la direction de Hoang Quoc Viet, membre du comité central du PCI. Nguyen Chi Thanh, général et membre du comité central du Parti, dirigea le « Comité populaire du Viet Minh du Trung Bo » (*Uy Ban Viet Minh Trung Bo*), et fit partie du *Xu uy*. La mainmise du PCI dans le Centre-Vietnam était particulièrement forte, si on fait abstraction des zones catholiques qui fonctionnaient en quasi vase clos. Le 15 octobre 1945, Ho Chi Minh dépêcha au Centre deux anciens communistes formés en Chine, Le Thiet Hung et Ho Tung Mau, pour qu'ils s'occupent des questions militaires et administratives. Ho Tung Mau devint le président d'un nouveau « Comité de résistance et d'administration » de Liên Khu IV (inter-zone IV), comprenant les provinces de Thanh Hoa, Nghe An, Ha Tinh, Thua Thien, etc. (voir note sur les zones). Le LK V fut formé pour encadrer les provinces du Trung Bo méridional.⁶ En 1947, le général Nguyen Son remplaça Le Thiet Hung pour s'occuper des affaires militaires du LK IV.⁷ En février 1946, au moment où les GMD se retirait de l'Indochine du Nord, le PCI dissout les deux *Xu uy* du Centre et du Nord. A leur place furent créés des « Comités du Parti de zone ».⁸ Les LK IV et V étaient en même temps chargés de relier le Nord au Sud. Déjà en guerre à la fin de 1945, le Nam Bo avait grandement besoin d'armes et d'hommes. Le Centre allait jouer un rôle particulièrement important dans le ravitaillement, l'envoi d'hommes de troupes, les célèbres détachements appelés *Nam Tien* (Mouvement vers le Sud).⁹

L'« Armée populaire du Viet Nam » avait pris corps au début des années 1940, lorsque le Viet Minh mit sur pied ses premières unités de guérilla dans les montagnes situées à cheval sur la frontière sino-vietnamienne. Elle fut renforcée par les armes parachutées par les Américains opérant dans le Sud de la Chine. Les officiers de renseignement américains (OSS)

⁵ *Ibid.*, pp. 72-73, 97-98.

⁶ *Quân khu IV: Lịch sử kháng chiến chống thực dân Pháp xâm lược, (1945-1954)* [Zone de guerre IV : Histoire de la résistance contre les envahisseurs français (1945-1954)], Hanoi, NXBQĐND, 1990, p. 156.

⁷ *Ibid.*, p. 110.

⁸ *Ibid.*, p. 78.

⁹ *Ibid.*, pp. 69-71.

aidèrent même le Viet Minh à fonder une première école militaire, appelée l'« Ecole Politico-Militaire de Résistance contre les Japonais » (*Truong Quan-Chinh Khang Nhat*). Cependant, cette résistance contre les Japonais était très limitée et le temps pour former des cadres et des officiers insuffisant. Une fois transférée à Hanoi, cette école militaire fut rebaptisée l'« Ecole Politico-Militaire du Viet-Nam » (*Truong Quan-Chinh Viet-Nam*), tandis que l'« Armée de Libération Vietnamiennne » (*Viet-Nam Giai Phong Quan*) devint l'« Armée de Défense nationale » (*Ve Quoc Doan*).

En 1945, l'Armée nationale vietnamienne se développa sous l'impulsion de Vo Nguyen Giap, à la tête du Ministère de la Défense, et de Hoang Van Thai, son chef d'Etat-Major. Quant aux effectifs, en janvier 1947, l'armée vietnamienne pouvait s'appuyer sur 2.000 guérilleros formés en Chine au début des années 1940, sur environ 4.000 ex-tirailleurs et scouts vietnamiens formés par les Japonais et/ou les Français, sur des soldats rapatriés de France en 1945-46, et enfin sur des recrues prises parmi les diasporas vietnamiennes du Nord-Est de la Thaïlande et du Sud de la Chine. Au total, il y avait environ 28.000 hommes de troupes dans l'armée vietnamienne à la fin de l'année 1946. Un an plus tard, ce chiffre s'élevait à 40-45.000 hommes.¹⁰ Une histoire militaire récente donne le total de 85.000 hommes de troupes en octobre 1946.¹¹ A cela, il faut ajouter de nombreux groupes de milice, en particulier les *tu ve* et les « Volontaires de la mort ». Tant au Nord qu'au Sud, ces milices étaient mal encadrées mais profondément endoctrinées. En 1945-1946, elles constituaient une force militaire très importante pour le Viet Minh, en attendant de pouvoir mettre sur pied une armée régulière au vrai sens du terme.¹²

Le déclenchement de la guerre dans tout le Vietnam

La RDVN suivait de très près les actions tant politiques que militaires de la France. Pour les stratèges vietnamiens, la réoccupation morceau par morceau de l'Indochine *ante bellum* tout au long de l'année 1946 signifiait que les autorités militaires sur place allaient finir par essayer de reprendre le Nord du Vietnam à la RDVN. Militairement faible, le gouvernement essayait d'abord de négocier une solution qui permettrait de sauver l'Etat. Au début de mars 1946, le PCI adopta la politique de « paix afin d'avancer ». Leur but était d'éviter une guerre prématurée (contre les Chinois, Français et nationalistes vietnamiens non-

¹⁰ CSTFEO, EM/2B, no. 4806, 'Note sur l'armée vietnamienne', le 10 octobre 1946, pp. 1-2, d. 9, c. 10H530, SHAT.

¹¹ Bộ Tổng Tham Mưu, *Lịch sử bộ tổng tham mưu trong kháng chiến chống Pháp (1945-1954)* [Histoire de l'Etat-Major général pendant la résistance contre la France], Hanoi, Bộ Tổng Tham Mưu, 1991, p. 97.

¹² A la veille du déclenchement de la guerre au Nord Vietnam en 1946, les milices étaient estimées à 8.000 individus à Hanoi. VUONG THUA VU, *Trương thành trong chiến đấu : Hồi ký* [Mûri dans la lutte : Mémoires], Hanoi, NXBQĐND, 1979, p. 93.

communistes), de renforcer leurs forces militaires, de faciliter la sortie des troupes chinoises et de détruire l'opposition vietnamienne anti-communiste. Les Français qui étaient sur place signèrent pour des raisons tout aussi complexes des accords avec Ho Chi Minh le 6 mars 1946. Ces accords, qui reconnaissaient la RDVN comme un « Etat libre », permettaient aux Français de revenir dans le Nord-Vietnam et ouvraient la voie à un référendum pour unifier le pays.

Ce n'est pas notre propos de reprendre les événements qui allaient provoquer une guerre dans tout le Vietnam en décembre 1946. Ce sujet a déjà été bien étudié.¹³ Nous rappelons les étapes essentielles qui ont conduit au déclenchement d'une guerre franco-vietnamienne qui allait avoir des retombées importantes sur le reste de l'Asie. Bien que les Français aient reconnu l'Etat du Vietnam au sein de la Fédération indochinoise, les autorités locales n'avaient pas abandonné l'idée selon laquelle il fallait reprendre toute l'Indochine française d'avant guerre.¹⁴ Après les accords du 6 mars, le Corps expéditionnaire récupéra le territoire du Laos situé au nord du 16^{ème} parallèle. Les autorités françaises à Saigon se tournèrent alors vers la Thaïlande et les territoires cédés en 1941 aux Thaïlandais au Laos et au Cambodge. Dans l'intervalle, à la fin de mai 1946, Ho Chi Minh se rendit en France, sur l'invitation du gouvernement français, pour continuer des négociations qui n'avaient pas réussi à Dalat. Ho allait rester trois mois en France. Pendant que les pourparlers avaient lieu à Fontainebleau, Vo Nguyen Giap décida de détruire une fois pour toute l'opposition anti-communiste, maintenant affaiblie par le départ de la majorité de leurs défenseurs chinois en juin 1946.

Fontainebleau fut un échec. La position française avait commencé à se durcir et la situation complexe dans laquelle se débattaient les partis en métropole les empêchaient de prendre des décisions claires. Les Français repoussèrent les demandes vietnamiennes de fixer une date pour le référendum promis par les accords du 6 mars. Le 10 septembre, les négociations à Fontainebleau tournèrent court. Toutefois, ne voulant pas quitter la France sans un accord, Ho Chi Minh signa un *modus vivendi* quatre jours plus tard. Le 18, le restant chinois se retira de l'Indochine et environ deux semaines plus tard, les Thaïs annoncèrent la rétrocession des provinces laotiennes et cambodgiennes prises en 1941. Les autorités françaises de Saigon et Nguyen Binh protestèrent contre la signature à Paris du *modus vivendi*, sachant qu'il pouvait affaiblir leurs positions dans le Sud. Afin de détourner l'attention de l'échec de la « République Cochinchinoise » (son président s'était suicidé en juin) et la régénération des

¹³ Pour la guerre d'Indochine, voir : Stein TONNESSON, 1946, *le déclenchement de la guerre d'Indochine : Les vèpres tonkinoises du 19 décembre*, Paris, L'Harmattan, 1987; Stein TONNESSON, 'The outbreak of war in Indochina 1946', Oslo, International Peace Research Institute, thèse, 1982 ; et Philippe DEVILLERS, *Paris-Saigon-Hanoi : Archives de la guerre, 1944-1947*, Paris, Éditions Gallimard, 1988.

forces militaires de Nguyen Binh, les autorités de Saigon adoptèrent une politique plus agressive envers le Nord.¹⁵ Le 15 octobre, les Français créèrent un agence de douane à Haiphong sans l'approbation du gouvernement vietnamien, tandis que d'Argenlieu donnait l'ordre de préparer un coup de force contre la RDVN. Le 23 novembre, après qu'un ultimatum inacceptable eut été communiqué au gouvernement de Hanoi et au moment où les Thaïs préparaient leurs retrait de l'Indochine occidentale, les Français prirent le contrôle de la ville de Haiphong.¹⁶

Les Vietnamiens et les Français se préparaient psychologiquement et militairement pour la guerre—bien que Ho Chi Minh fit son possible pour trouver une solution diplomatique afin d'éviter une guerre qui risquait de rayer la RDVN de la scène politique. En décembre, à Hanoi, les tensions montaient de jour en jour, chaque côté attendant que l'autre se décidât à attaquer. Le soir du 19, la guerre éclata entre les Français et les Vietnamiens. Mais elle avait déjà commencé dans le Sud plus d'un an plus tôt.

L'économie de guerre du Việt Minh : Un aperçu

Entre 1946 et 1950, l'économie de guerre du Viet Minh était largement décentralisée. En dépit des efforts du gouvernement central pour suivre une politique économique « interventionniste », la guerre et les perturbations des communications qu'elle entraîna forcèrent rapidement les autorités à abandonner cette ligne en faveur d'un système plus mobile et régional. Les slogans d'« autarcie » et d'« auto-suffisance » reflétaient bien les priorités du gouvernement. Il n'y avait du reste que peu d'alternatives, étant donné les circonstances. Les inter-zones divisant le Vietnam obtinrent beaucoup plus de marge de manœuvre dans la planification de leur politique économique, même si le gouvernement maintenait un contrôle assez strict sur les produits relevant de la défense nationale, au moins en Indochine du Nord. Chaque inter-zone avait ses propres comités économiques et financiers, hiérarchisés jusqu'à l'échelon du village, et chaque comité avait des sous-sections responsables de la production, du ravitaillement, de la distribution et du transport. Chaque inter-zone était, en réalité, autorisée à organiser ses propres comités de commerce extérieur. Des organismes identiques furent formés pour superviser les échanges avec les zones contrôlées par les Français, qui étaient parmi les principaux partenaires commerciaux 'étrangers' du Viet Minh pendant toute la durée de la guerre. De toutes les inter-zones, seule

¹⁴ TONNESSON, *Le déclenchement de la guerre* et DEVILLERS, *Paris-Saigon-Hanoi*, ...

¹⁵ TONNESSON, 'The outbreak of war', pp. 101, 264-66.

¹⁶ TONNESSON, *Le déclenchement de la guerre*, pp. 72-75 et son 'Outbreak of war', pp. 102-105, 339 et note 3.

les LK IV et V, demeurèrent largement inoccupées par les Français de 1946 à 1954 (mais pas à l'abri des raids de l'Armée de l'Air française). Le LK IV était le plus important foyer d'industries et d'armement jusqu'en 1950. Au Nord-Ouest, dans la zone du Viet Bac, le Viet Minh contrôlait des territoires montagneux le long des frontières chinoise, surtout dans la province de Thai Nguyen. Or, le Delta appartenait au Corps expéditionnaire. Dans le Sud, le Viet Minh était implanté dans les régions marécageuses couvertes de jungle dense au Sud de Saigon, s'étendant de Ca Mau à Rach Gia et Ha Tien, toutes des ouvertures maritimes sur la Mer de Chine méridionale et le Golfe de Thaïlande. Le Viet Minh était aussi fortement présent dans l'Est du Nam Bo. Cependant, jusqu'en 1950 (et même jusque dans les années 1960), les communications entre les inter-zones au Vietnam étaient extrêmement difficiles à cause d'une surveillance française efficace et les ressources économiques limitées du Viet Minh. De plus, il ne faut jamais perdre de vue que le Nord demeura largement coupé du Sud pendant toute la durée de la guerre. Situées au Centre du pays, les inter-zones IV et V tendaient ainsi à faire office de centres névralgiques de la Résistance, une sorte de « Yan'an » vietnamien, comme le général Nguyen Son aimait à l'imaginer¹⁷, au moins jusqu'à ce que la victoire communiste chinoise en 1949 transformât la zone Viet Bac en le secteur le plus puissant de tout le champ de bataille indochinois.

La forme du Vietnam en 'S' étroitement plaqué sur la façade orientale de la péninsule indochinoise, ainsi que la domination française des principales routes expliquent que le Viet Minh se soit principalement tourné, pour ses échanges maritimes, vers le littoral et les jonques. Les jonques et les sampans ravitaillaient les régions pauvres en riz (comme le Sud du Trung Bo) à l'aide des greniers du Vietnam au Nam Bo, où un million de tonnes de riz en surplus était annuellement disponible pour l'exportation. Les jonques assuraient également le transport des armes lourdes depuis la zone de guerre IV jusqu'au Nam Bo. Pendant la mousson du Nord-Est de novembre à avril, la plupart du trafic naviguait du Nord au Sud, alors qu'il allait dans le sens inverse pendant la mousson du Sud de mai à octobre. Dans le Golfe du Tonkin cependant, les échanges s'accomplissaient dans les deux directions. Et comme par le passé, les jonques affrétées par le Viet Minh sur la Mer de Chine méridionale étaient souvent (mais pas *toujours*) pourvues d'équipages chinois (sec. chinoise, ch. 1). De manière identique, la nature aquatique des deltas du Sud et du Nord faisait des sampans un maillon vital dans la chaîne d'échanges internes du Viet Minh, pendant que les chariots à bœufs, les bicyclettes, et les chevaux sillonnaient les routes terrestres et montagneuses

¹⁷ NGUYEN HUNG, *Nguyễn Bình : Huyền thoại và sự thật* [Nguyễn Bình : Mythe et réalité], Hanoi, NXB Văn Học, 1995., p. 363.

(jusqu'à l'apparition au Nord au début des années 1950 de camions venant d'Europe de l'Est ; sec. chinoise, ch. 3). Etant donné que les Français contrôlaient les trois principaux ports du Vietnam–Haiphong, Faifoo, et Saigon–le Viet Minh respirait par ses ouvertures maritimes dans la zone de guerre IV (Vinh), dans le Nam Bo du Sud (Ha Tien et Rach Gia), et les îles s'étendant jusqu'à Macao et Quangzhou (Canton). Ses routes terrestres, toujours mouvantes, traversaient le Laos et le Cambodge et, avec plus de difficultés, se rattachaient à la Chine du Sud. Des tronçons du chemin de fer Trans-indochinois, dans les zones de guerre IV et V, transportaient toujours du personnel, des armes, et du matériel (sec. sud-est asiatique, ch. 2 et sec. chinoise, ch. 1).

Mais que ce fût par la mer, la terre, ou le rail, le riz, le sel, les médicaments et les armes étaient les quatre produits stratégiques qui devaient absolument circuler. En dépit d'échecs (financiers) remarquables et méconnus, le Viet Minh put fournir ces produits, surtout les deux premiers, aux populations sous leur contrôle, ce qui est une autre explication à la capacité du Viet Minh de se maintenir contre des forces françaises supérieures entre 1945 et 1950.

Du point de vue financier, cependant, la guerre était une affaire des plus coûteuses. Les Français contrôlaient la structure traditionnelle fiscale et les moyens de perception. La monnaie de la RDVN était souvent à leur merci. A bien des égards, le Viet Minh dut créer un contre-système financier à partir du néant. Dans les zones sous son contrôle, le gouvernement appliqua aux populations toute une variété de taxe de « résistance ». Au Nam Bo, par exemple, la province de Bac Lieu rapporta pour le mois de juin 1948 879.143 piastres, alors que celle de Bien Hoa généra 198.000 piastres pour le mois de juillet de la même année. Entre novembre 1947 et mars 1948, les taxes sur le riz dans les trois provinces de Can Tho, Soc Trang et Bac Lieu firent rentrer 21.300.000 piastres dans les caisses du Viet Minh, ou à peu près 1.400.000 piastres par mois. Le gouvernement autorisa également les inter-zones à émettre des « bons » de résistance. La province de Gia Dinh, par exemple, émit deux séries pour un total de 1.000.000 piastres en octobre 1946 et une troisième en 1947 rapporta 2.500.000 piastres. Mais n'exagérons pas : le budget du gouvernement souffrait d'un déficit chronique pour la simple raison que les dépenses excédaient de loin les recettes. Enfin, la tentation d'émettre plus de monnaie pour couvrir les déficits finit par provoquer un taux d'inflation dont les conséquences s'avéraient aussi dangereuses que les frappes de l'adversaire.¹⁸

Le Viet Minh avait évidemment grandement besoin d'armes pour se battre contre le Corps expéditionnaire. Il pouvait en acheter en Asie, comme nous allons le voir. Mais leur arsenal se

constituait également d'armes prises à l'ennemi et celles fabriquées artisanalement en piratant des modèles étrangers. D'après des documents Viet Minh saisis, il y avait 207 « ateliers » d'armes et d'explosifs au Bac Bo (dont 55 d'importants taille), 93 au Trung Bo (dont 16 importants), et 166 au Nam Bo (5 importants). Au début de 1949, le LK IV avait formé une industrie rudimentaire qui pouvait produire d'impressionnantes quantités mensuelles de matériel : 10 mortiers (60 mm et 80 mm), 2 à 3.000 obus de mortiers, 1.000 mines terrestres, et 10 pistolet-mitrailleurs de type Sten. Les industries de guerre au Bac Bo et au Trung Bo étaient en meilleur état que leurs homologues du Sud, grâce aux nombreuses mines de cuivre, d'argent, de graphite, et de mercure sous le contrôle Viet Minh.¹⁹

L'autre source d'armes, bien entendu, fut à l'extérieur, en Asie et au-delà. Le Viet Minh du Nord se tourna vers les marchés du Sud de la Chine, tandis que les Sudistes virent dans la Thaïlande une porte ouverte sur l'Asie du Sud-Est. Au milieu, le Viet Minh du Centre-Vietnam développa ses liaisons avec les ports maritimes de Macao, Hong Kong et Quangzhou, ainsi qu'avec le Nord-Est de la Thaïlande. Il convient de garder à l'esprit ce contexte politique, militaire et économique fort complexe et difficile alors que nous entrons dans les réseaux asiatiques du Viet Minh. Tournons maintenant notre attention vers le contexte asiatique de cette guerre dans toute ses dimensions : démographique, économique, révolutionnaire et militaire. Partons 'par le bas', avec les réseaux d'immigration vietnamienne qui fournirent au Viet Minh la base de ses réseaux en Asie, surtout en Indochine, le sujet de notre première partie.

¹⁸ CFTEO, EM/2B, no. 3531/2, 'Etude sur l'économie Viet-Minh', le 11 décembre 1948, pp. 7-14, c. C889, SHAA.

¹⁹ *Ibid.*, pp. 7, 14, note 3.

Le contexte asiatique de la guerre franco-vietnamienne :

Réseaux, relations et économie

Première section : « Le contexte indochinois »

Partie laotienne

Le long du Mékong :

Les débuts de la politique laotienne de la RDVN, (1945-1946)

Pour comprendre la naissance des réseaux extérieurs de la « République démocratique du Viet-Nam » (RDVN) et du « Parti Communiste Indochinois » (PCI) en Asie du Sud-Est, il convient d'y arriver par les mêmes voies d'accès que le Viet Minh. En 1945, ce premier contact entre le nouvel Etat vietnamien et les pays à l'Ouest de la Chaîne annamitique se fit d'abord par le Laos en direction du Nord Est de la Thaïlande. Cela s'explique en partie du fait de l'existence de routes reliant le Laos au Vietnam du Centre et du Nord. Mais ce contact était aussi dû à la présence du PCI parmi les « Viet kieu »¹, les populations vietnamiennes au Nord Est de la Thaïlande depuis 1930. Bien avant 1945, les communistes vietnamiens, poussés souvent hors de l'Indochine, durent se réfugier sur ses périphéries pour construire des bases dans le Nord-Est de la Thaïlande et dans le Sud de la Chine. Cette présence communiste étaient particulièrement forte parmi les milliers de Vietnamiens vivant dans les provinces thaïes situées en face du Laos. Le renversement japonais des Français le 9 mars 1945, ainsi que la défaite japonaise quelques mois plus tard, détruisirent la surveillance policière qui avait bloqué les dirigeants du PCI à l'extérieur. Si Ho Chi Minh entra à Hanoi par la frontière sino-vietnamienne, un autre groupe de cadres traversa le Mékong pour mobiliser un soulèvement au Laos et pour retourner au Vietnam. Une fois au pouvoir, la RDVN renvoya des cadres à l'extérieur, en Chine du Sud et à travers le Mékong. Suivons donc le Viet Minh au Laos pour mieux saisir la constitution des réseaux sud-est asiatiques de la RDVN et le PCI à travers le Mékong laotien.

¹ Nous utilisons le terme « Viet kieu » pour parler d'une façon générale de tous les Vietnamiens vivant à l'extérieur des frontières de l'Etat actuel du Vietnam—en Thaïlande, au Cambodge et au Laos. Dans un cadre juridique plus spécifique, le terme *Viet kieu* représente un statut d'émigré qui peut être un « résident » ou un « ressortissant » vivant dans un Etat colonial ou national mais dans lequel le dit « Viet kieu » n'est pas considéré comme un « citoyen » du dit Etat. Il est difficile de trouver ce terme dans les dictionnaires publiés avant la Seconde Guerre Mondiale. Or, nous l'avons trouvé dans un débat portant sur l'identité précisément juridique des « Viet kieu » en Thaïlande à la fin des années trente. Voir : 'Tinh canh Viet kieu o Xiêm' [La situation désespérée des Viet kieu au Siam], *Tieng Dan*, nos. 1062-1063, (les 25-27 mai 1937), p. 1 à chaque fois. Il est bien possible que la construction de ce terme fût liée à l'usage de plus en plus répandu de l'idée *Huaqiao/Hoa kieu*, surtout lors des batailles juridiques entre les autorités françaises et le gouvernement nationaliste chinois sur le statut des « Chinois/Hua/Hoa » vivant en Indochine. Voir aussi sec. asiatiques étrangers, ch. 1, définition de « Hua qiao ».

La reconstitution des réseaux du PCI en Thaïlande après le 9 mars 1945

En 1941 le front national appelé le Viet Minh (*La ligue de l'indépendance du Vietnam ; le Viet Nam Doc Lap Dong Minh*) fut mis sur pied sur la frontière sino-vietnamienne. Créé et dirigé par le Parti Communiste Indochinois (PCI), en août 1945 le Viet Minh prit le pouvoir à Hanoi et les jours suivants dans la plupart des chefs-lieux de province au Centre et au Nord du Vietnam. installa de nombreux « Comités du peuple » à travers le pays. Quant aux réseaux révolutionnaires en Thaïlande, il est important de souligner que le programme du Viet Minh n'arriva sur le Mékong qu'en 1943 au plus tôt.² Au cours de cette année-là, des cadres fuyant la répression franco-japonaise au Vietnam du Centre se rendirent dans le Nord-Est de la Thaïlande, apportant avec eux des copies du programme politique du Viet Minh de 1941. C'était la première fois que des cellules communistes vietnamiennes en Thaïlande eurent connaissance de son existence.³ La diffusion de son programme politique parmi les anciens du PCI en Thaïlande eut vite des effets sur le terrain. On voyait la création des « Associations du salut national » (*Hoi Cuu Quoc*), organisations de masse visant à unir les groupes divers de Vietnamiens-bouddhistes, catholiques, étudiants et artisans dans le front du Viet Minh. Dans le Nord-Est, une « Association du Salut National des Viet kieu » (*Hoi Viet Kieu Cuu Quoc*) se forma parmi les populations vietnamiennes, reliées à des cellules communistes en sommeil depuis la fin des années 1930. Au bout de quelques mois, prétend un ancien militant communiste dans ses souvenirs, cette « Association du Salut » put attirer d'anciens membres du PCI et beaucoup de Viet kieu. Ceci d'autant plus qu'au lieu de prôner une guerre de classe et anti-féodale contre le gouvernement thaï, cette fois-ci le slogan principal était de libérer le Vietnam en « se battant contre les Français et en expulsant les Japonais ». L'union nationale devait primer avant tout.

Le problème se trouvait dans l'absence de contacts entre les communistes vietnamiens en Thaïlande et le Comité central du PCI, récemment reconstitué sous la forme d'un

² LE MANH TRINH, *Cuoc van dong cuu quoc cua Viet kieu o Thai-Lan* (*Gop vao tai lieu lich su cach mang Viet-Nam* [La mobilisation du salut national des Viet kieu en Thaïlande (Contribution à la documentation sur la révolution vietnamienne)], Hanoi, NXBST, 1961, p. 51 et entretien avec HOANG NHAT TAN, le 5 mai 1989, Hanoi. Ce retard était aussi attesté dans les régions au sud Tonkin, où les militants ne savaient que très peu sur le Viet Minh et sa stratégie. D'après David Marr, entre décembre 1940 et juin 1945, il n'y avait pas de « contact direct » entre le Comité régional de la Cochinchine et le Comité central du PCI au Vietnam du Nord. David G. MARR, *Vietnam 1945 : The quest for power*, Berkeley, University of California Press, 1995, p. 191.

³ LE MANH TRINH, *Cuoc van dong*, p. 52 et FURUTA MOTOO, 'The Vietnamese political movement in Thailand : Legacy of the Dong-du movement', dans VINH SINH, ed., *Phan Boi Chau and the Dong-Du movement*, New Haven, The Lac-Viet series, no. 8, 1988, p. 168. Une source laotienne dit que la cellule du PCI à Thakhek a commencé à se reconsolidier en 1943. SISANA SISANE, 'Kansurop thi Thakhek' [La lutte à Thakhek], dans SUPHOT DANTRAKUN,

« Tong Bo » ou Comité général sur la frontière tonkinoise. Il est possible qu'un premier contact fût établi avec le Tong Bo en 1944,⁴ lorsque le Tong Bo ordonnait à ses militants de « se lier intimement avec les révolutions sud-est asiatiques actuelles » et d'autres organisations pour prendre le pouvoir au Vietnam une fois le moment propice venu.⁵ A la fin de 1944, le Tong Bo envoya une lettre à ses adhérents en Thaïlande et en Chine, expliquant que les situations mondiales et régionales changeaient rapidement. Il était désormais impératif de préparer la révolution en unissant les « forces à l'étranger » compte tenu de l'évolution de la situation intérieure. Chose nouvelle : cette lettre demandait aux militants de se préparer pour participer à une réunion nationale au Vietnam.⁶

Toutefois, il ne s'agissait pas d'une liaison continue. Plus que tout autre chose, c'est le coup de force japonais du 9 mars 1945, qui fournissait les conditions favorables pour le rétablissement d'un contact plus sûr entre le Tong Bo et ses organisations orphelines situées encore faiblement sur le Mékong. Ce jour-là, on le sait, les Japonais renversèrent les Français en Indochine. Pour la première fois depuis la fin du XIXe siècle, les anticolonialistes se trouvaient en mesure d'opérer sans craindre la surveillance omnipotente de la Sûreté. Bien sûr, les services de renseignements japonais demeuraient en place. Mais la destruction des réseaux d'espionnage français en Indochine et en Asie, l'incarcération de ses agents et la libération japonaise d'une centaine de détenus politiques ne faisaient que favoriser les activités révolutionnaires tant à l'intérieur de l'Indochine que sur ses périphéries. Déjà les hommes de Ho Chi Minh se déplaçaient dans la province de Yunnan, où l'armée japonaise avait toujours été absente. En Thaïlande, la fermeture de la Légation française à Bangkok et l'arrestation par les Thaïs de l'un des meilleurs espions de la Sûreté, Do Hung, facilitèrent fortement les mouvements clandestins des partisans du PCI et leur capacité de régénérer leurs liens avec le Tong Bo et parmi les Viet kieu.⁷ A la fin de mars, des activistes en Thaïlande organisèrent secrètement parmi les *Viet kieu* des milices armées et même un groupe de combat appelé l'« Armée pour l'indépendance du Vietnam » (*Viet*

Caw Suphanuvong : Phunam patiwat [Le prince Souphanouvong : Un dirigeant révolutionnaire], traduit du lao en thaï, s.l., Nonthaburi, Sataban Withiyasat Sangkhom, 2533 [1990], p. 14.

⁴ TRAN HUY LIEU, *Tai lieu tham khao cach mang thang tam : Tong khoi nghia o Ha Noi va cac dia phuong, quyển II*, [Matériaux pour l'histoire de la révolution d'août : Les soulèvements à Hanoi et dans les campagnes, livre II], Hanoi, NXBSH, 1960, p. 430.

⁵ *Ibid.*, p. 96.

⁶ 'Thu cua Tong Bo Viet Minh gui cho cac doan the cach mang o ngoai nuoc' [Lettre du Tong bo Viet Minh adressée aux associations révolutionnaires à l'étranger], reproduite dans Ban Nghien Cuu Lich Su Dang Trung Uong, *Nhung su kien lich su dang, tap I* [Les événements historiques du parti, volume I], Hanoi, NXBST, 1976, pp. 587-89. Cette lettre est datée du 25 octobre 1944.

⁷ DGER, 'Bulletin de renseignements du Centre [d']Orientation et Liaisons, SIAM', le 3 janvier 1946, vol. 161, IC, AO, MAE.

Nam Doc Lap Quan). Cette force paramilitaire comptait 180 personnes en quelques mois, et fournira bientôt des soldats bien entraînés pour essayer de prendre le pouvoir au Laos (voir *infra*) et pour aider la guerre au Vietnam du Sud en 1945-1946 (sec. indochinoise (Cmb), ch. 1).⁸ De semblables recrutements se faisaient parmi les Viet kieu du Sud de la Chine à la même époque.⁹ La nature régionale de l'immigration vietnamienne à travers la péninsule fournissait des recrues de la Thaïlande jusqu'au Yunnan pour le Viet Minh.

Cependant, tant que l'appareil répressif des Japonais restait en place, les communistes ne pouvaient pas se déplacer librement sur les frontières indochinoises et, comme à la fin des années 1920, le Guomindang (GMD) n'était pas si favorable aux communistes vietnamiens en Chine, ainsi que l'incarcération de Ho Chi Minh en 1942 l'avait bien montré. Deuxièmement, au Laos les communistes vietnamiens n'étaient pas les seuls à s'opposer aux Français. Le Viet Minh devait également faire face aux nationalistes vietnamiens politiquement actifs parmi les populations Viet kieu et fortement soutenus par les Japonais. Depuis quelques années, le parti *Dai Viet* (celui du « Grand Vietnam ») avait visé les centres urbains laotiens où les Vietnamiens demeuraient la majorité urbaine incontestable.¹⁰ Troisièmement, le PCI n'était pas la seule organisation anti-coloniale à revendiquer un nouveau rapport entre voisins péninsulaires. Les gouvernements vietnamiens, laotien et cambodgien déclarés indépendants depuis le 9 mars avaient déjà fait les premiers efforts concrets pour établir de nouvelles relations diplomatiques à travers leurs propres Ministères des Affaires étrangères (sec. Indochinoise (Cmb), ch. 2).¹¹

Et bien entendu, il y avait aussi la question des relations avec les Thaïs. Jusqu'en avril 1945, les communistes dans le Nord-Est de la Thaïlande n'avaient toujours pas pu établir une liaison « directe » avec le Tong Bo maintenant stationné au Vietnam du Nord. Sans des instructions précises, ces militants ne savaient pas comment faire par rapport au gouvernement thaï dirigé par Pibul Songkram, ni aux partis anti-japonais tels que le « Seri

⁸ LE QUOC SAN, 'Chi doi hai ngoai 4 (Chi doi Tran Phu)' [Le détachement d'outre-mer no. 4 (ou le détachement Tran Phu)], dans Bo Quoc Phong, *Vien Lich Su Quan Su Viet Nam, Phong trao Nam Tien (1945-1946)*, Hanoi, NXB QDND, 1997, p. 277 ; TRAN HUY LIEU, *Tong khoi*, p. 430 ; FURUTA MOTOO, 'Vietnamese Political Activities in Thailand', p. 169 ; et LE QUOC SAN, 'Chi doi hai ngoai 4', dans *Mua thu roi, Ngay ham ba* [L'autonme est arrivé : Le jour du 23], vol. II, section III, Hanoi, NXB Chinh Tri Quoc Gia, 1996, p. 249.

⁹ 'Viet kieu o Thuong Hai voi to quoc' [Les Viet kieu à Shanghai et la patrie], *Cuu Quoc*, no. 99, (le 23 novembre 1945), p. 2 et 'Dien-tin cua chinh phu Viet Nam gui dong bao Viet Nam o Con-Minh' [Télégramme du gouvernement vietnamien adressé aux compatriotes vietnamiens à Kunming], *Cuu Quoc*, no. 125, (le 24 décembre 1945), p. 1.

¹⁰ LE MANH TRINH, *Cuoc van dong*, p. 52. Sur le *Dai Viet*, voir : François GUILLEMOT, 'Réflexions sur l'existence du mouvement nationaliste vietnamien: le cas du Dai Viet (années 1940-1950)', Paris, EPHE (IV^e section), DEA, 1998.

¹¹ 'Ngay nay noi chuyen' [La conversation aujourd'hui], *Ngay Nay*, no. 3, (le 19 mai 1945), p. 7 ; 'Le royaume du Cambodge a crée le Ministère des Affaires étrangères', *L'Opinion-impairial*, no. 73, (le 4 juin 1945), p. 1 ; 'Les activités du Ministère des Affaires étrangères du Cambodge', *L'Action*, no. 886, (le 17 juillet 1945), p. 1 ; 'Nho su hop tac chat

Thaï » et le « Lao-pen-Lao » sous l'égide de Pridi Banomyong et ses partisans.¹² Ces militants avaient du mal à savoir comment agir en fonction de nouveaux changements suscités par la défaite des Allemands en Europe et le déplacement intensif de l'attention militaire des Alliés sur les Japonais dans le Pacifique.

La 'collaboration' avec le Seri Thaï et le Lao-pen-Lao

Si Pibul Songkram s'était allié avec le Japon pendant la guerre du Pacifique, Pridi Banomyong était entré en contact clandestin avec les Alliés opposés aux Japonais. Pridi et plusieurs de ses collègues facilitèrent de tels contacts en créant une organisation de résistance appelée le « Seri Thaï », l'acronyme bien connu pour le « Mouvement de Thaï libre » (*Kabuan kan Seri Thai*). Pridi dirigeait ce groupe de militants de sa place à Bangkok comme régent. Tout comme le Viet Minh, le Seri Thaï s'efforçait d'attirer à lui une grande partie de la société thaïe à travers ce front national et, ce faisant, essayait de se placer stratégiquement bien pour prendre le pouvoir une fois les Japonais vaincus par les Alliés.¹³ L'histoire du Seri Thaï a été traitée ailleurs ; nous n'y reviendrons pas.¹⁴ Ce qui nous retient ici, c'est qu'afin de construire son mouvement dans le Nord-Est, Pridi s'appuya fortement sur des alliés ethniquement lao tels Tiang Sirikhan et Thongin Buriphat. Le régent avait également le soutien de certains officiers de la Marine, comme l'Amiral Sangwon Suwannachip. Comme le Viet Minh basé sur la frontière sino-vietnamienne, les dirigeants du Seri Thaï concentrés dans le Nord-Est fournissaient des renseignements aux alliées concernant les installations japonaises, les mouvements de leurs troupes et leur armement. Plus important, les hommes du Seri Thaï protégeaient des équipes de l'OSS (Office of Strategic Services) et de la SEAC (South East Asia Command), leur servant de guide et cachant des armes parachutées par les Anglo-saxons.

Dans ce contexte, Pridi demandait à ses collaborateurs au Nord-Est de créer des 'zones' de résistance anti-japonaises en collaboration avec les Vietnamiens. Apparemment, juste avant la fin de la guerre, le Comité du Seri Thaï au Nord-Est, dirigé par Chamlong Daoruang et Tiang Sirikhan, travaillèrent avec les représentants du Viet Minh le long du Mékong. Thongin Buriphat, un membre ethnique du parlement thaï, recruta Vu Huu Binh

che Nhat-Viet-Lao' [En raison de la collaboration étroite entre le Japon, le Vietnam et le Laos], *Hung Viet*, no. 13, (le 15 août 1945), p. 2.

¹² LE MANH TRINH, *Cuoc van dong*, p. 52.

¹³ VICHITR LULITANOND, 'An open letter from a Free-Thaï : The Free-Thaï movement and the communist party of Thailand', annexe IV de Pridi Banomyong, *Political and military tasks of the Free-Thaï movement to regain national sovereignty and independence, letter to Phra Bisal-Sukhumvit*, s.l., Amarin Press, juin 1979, p. 71.

pour les opérations dans cette région (voir *infra*). D'autres contactèrent Nguyen Chan, un chef du PCI en Thaïlande depuis les années 1930 qui avait été récemment libéré de la prison par Pibul Songkram.¹⁵ Comme nous le verrons à travers notre récit, Vu Huu Binh était une figure particulièrement importante. Ancien sous-lieutenant de la garde indigène au Laos depuis les années 1930, il parlait parfaitement le français, le thaï et le lao. En 1940, peu disposé à se battre pour les Français pendant la guerre contre les Thaïs, il déserta l'armée coloniale et se rendit en Thaïlande, où il devint capitaine dans l'armée thaïe vers 1940-41.¹⁶ Vers 1945 ou 1946, Binh entra dans le PCI comme membre de la section thaïe.¹⁷ Un autre ancien communiste formé par Hoang Van Hoan, Mai Van Quang, était aussi en contact avec Chamlong Daorung. Tous les deux étaient considérés comme des amis de Daorung.¹⁸

Qu'en était-il de la collaboration entre le Viet Minh et le Seri Thaï le long du Mékong ? Dans un entretien, le fils de Hoang Van Hoan nous a confirmé que les Vietnamiens en Thaïlande « ont soutenu Pridi » dans la formation de quelques bases « anti-japonaises », connues sous le nom de « zones de guerre » (*chien khu*) en vietnamien. Pridi soutenait de telles créations à Na Kae, un petit village positionné près de Nakhon Phanom. Sous la direction Vu Huu Binh, ce centre consistait en une vingtaine de jeunes vietnamiens qui fabriquaient des armes et subissaient une formation militaire.¹⁹ Une autre source confirme que vers « le début d'août 1945 », le « Comité territorial Thaï-Lao » (*Xu uy Thaï-Lao*) put ouvrir un autre camp militaire à « Nonghoi » comprenant plus de 400 personnes.²⁰ En septembre 1945, le journal officiel du Tong Bo, le *Cuu Quoc* (Le salut national), annonça dans un article que « pendant la résistance anti-japonaise », les « Viet kieu avait soutenu le peuple siamois d'une façon compétente dans plusieurs batailles de guérilla ».²¹ Or, cette collaboration vietnamo-thaïe contre les Japonais ne dura que quelques mois et était très limitée dans le temps et l'espace. Comme l'a admis Hoang Nhat Tan, cette coopération

¹⁴ Judith A. STOWE, *Siam becomes Thailand*, London, Hurst & Company, 1991, pp. 298-332.

¹⁵ Entretien avec TRAN VAN DINH, le 20 juin 1990, Washington, D.C.

¹⁶ 'Organisation K[hmer] V[iet] M[inh] au Cambodge', no. 479/CA, p. 13, d. 1954, c. 107, SPCE, CAOM.

¹⁷ FL, EM/2B, 'Le parti communiste indochinois (P.C.I.) au Siam', daté de 1947, p. 4, c. G14-2, Laos, 1944-1965, Fonds Jean Deuve, Archives du Mémorial de Caen.

¹⁸ Entretien avec TRAN VAN DINH, le 20 juin 1990, Washington, D.C.

¹⁹ Entretien avec HOANG NHAT TAN, le 5 mai 1989, Hanoi ; TRAN XUAN CAU, 'Cach mang thang tam Lao nam 1945' [La révolution d'août de 1945 au Laos], *Nghien Cuu Lich Su*, no. 163, (juillet-août 1975), pp. 28-46. p. 32 ; et LE MANH TRINH, *Cuoc van dong*, pp. 57-58.

²⁰ LE QUOC SAN, 'Chi doi hai ngoai 4', dans *Mua thu roi*, p. 250.

²¹ 'Quan doi Viet kieu hoat dong o Xiêm-la' [Une armée de Viet kieu se mobilise au Siam], *Cuu Quoc*, no. 40, (le 22 septembre 1945).

comptait finalement « très peu » en termes concrets.²² A notre connaissance, les Seri Thaïs et Viet Minh en Thaïlande ne se battirent jamais ensemble contre les Japonais.

Le plus important était cette prise de contact entre les hommes de Pridi Banomyong et ceux de Nguyen Ai Quoc, un lien qui allait fournir très bientôt une entrée précieuse pour le Viet Minh dans la politique thaïe une fois la guerre terminée et que les membres du Seri Thaï auront pris les rênes du pouvoir à Bangkok. Cette première approche est à mettre en rapport à nouveau avec les contacts que les dirigeants communistes du Viet Minh avaient cultivés parmi le GMD avant la capitulation japonaise. Dans les deux cas, ces entrées dans la politique du Sud de la Chine et du Nord-Est de la Thaïlande allaient donner des liaisons précieuses à la nouvelle république vietnamienne dans ses activités économiques et militaires dans ces deux pays périphériques à l'Indochine.

Que dire des relations du Viet Minh avec le Lao-pen-Lao ? Vers mai 1945, un parti politique regroupant des nationalistes ethniquement lao s'était constitué au sein du Seri Thaï qui visait à établir, une fois la guerre finie, un plus « Grand Laos » unissant le Laos de deux côtés du Mékong. Les dirigeants de ce mouvement étaient des élites du Nord-Est de la Thaïlande, surtout Fong Sithitham, Thong Buriphat et Tiang Sirikhan. Le premier était un député d'Ubon Ratchathani ; Fong était un ancien instituteur d'Oubon et Tiang un député de Sakhon Nakhon, sa province natale. Les deux premiers avaient lancé une propagande 'nationaliste' pour obtenir l'autonomie de l'Isaan vers 1935. Désireux d'exploiter la seconde guerre mondiale, Fong en particulier lança une campagne pour rallier les Laos de la rive gauche du Mékong à son idée d'un plus Grand Etat Lao. A cette fin, il se tourna vers les Japonais et plus tard les Français.²³

Une seconde fraction du Lao-pen-Lao était dirigée par Tiang Sirikhan. Ce dernier désirait également une autonomie pour l'*Isaan*, mais paraissait s'opposer à l'absence totale de collaboration avec les Français pour y arriver, préférant reprendre le « Laos français » pour l'incorporer dans un « Lao thaï ». Dans ce contexte, Tiang penchait plus vers le Viet Minh, leur politique anti-française et peut-être aussi les idées communisantes prônées par certains de ses leaders stationnés en *Isaan*. Ce groupe du Lao-pen-Lao consistait aussi en

²² Entretien avec HOANG NHAT TAN, le 5 mai 1989, Hanoi et TRAN XUAN CAU, 'Cach mang thang tam Lao', p. 32.

²³ Voir surtout Jean DEUVE, *Guérilla au Laos*, Paris, Editions L'Harmattan, 1997, 2ème édition, pp. 222-23 et TFEO, FL, EM, 2B, no. 95/2, 'BR : Ingérences siamoises au Laos', Savannakhet, le 26 mars 1946, pp. 2-3, F19, CAOM.

des Laotiens passées en Thaïlande au cours des hostilités franco-thaïes de 1941, à savoir : Oun Sananikone, Thao Tham et Thao Bong entre autres.²⁴

Ce qui demeure difficile à connaître, c'est si ces contacts très limités entre le Viet Minh d'un côté et le Seri Thai et le Lao-pen-Lao de l'autre en mi-1945 se faisaient avec l'approbation formelle du PCI.

La reprise des réseaux communistes du PCI sur le Mékong à la mi-1945

Ce ne fut qu'en juin 1945 que le PCI put établir une liaison véritablement directe avec ses organisations situées dans le Nord-Est de la Thaïlande. Le Comité central du PCI envoya ce mois-là Nguyen Chinh Cau au Laos pour refonder le « Comité Territorial du Laos » (*Xu Uy Ai-Lao*), formé pour la première fois en 1934 par les Vietnamiens et chargé de diriger les affaires du parti le long du Mékong lao. En même temps, le PCI autorisa la formation d'un « Comité spécial pour le Viet kieu » (*Dac Uy Viet Kieu*) pour administrer les questions du parti sur les deux côtés du Mékong. Or, c'était seulement à partir de juin 1945, comme le confirme l'un des militants présent à l'époque, que « les communistes vietnamiens en Thaïlande sont retombés sous la direction du PCI ».²⁵ Cette prise de contact en juin suggère que les contacts initiaux entre le Viet Minh d'un côté le Seri Thai et le Lao-pen-Lao de l'autre eurent débuté sans l'accord préalable du PCI.

C'est aussi à ce moment qu'un délégué spécial du PCI arriva en Thaïlande pour transmettre les instructions du Tong Bo et pour envoyer des représentants du parti au Laos et de la Thaïlande au Vietnam afin de participer à un congrès du parti à Tan Trao. A la fin de juillet, la branche récemment ressuscitée du PCI en Thaïlande choisit Tran Duc Vinh et un autre délégué nommé Khieu.²⁶ La section laotienne sélectionna Duong Tri Trung.²⁷ Le 13 août 1945, juste deux jours avant que les Japonais n'acceptent les conditions Alliées de leur reddition, un congrès du PCI s'ouvrit à Tan Trao, une base guérilla cachée dans les

²⁴ Tham Bong était greffier au tribunal de Vientiane; Oudone le jeune frère de Oun (dont la femme a été élevée à Bangkok); Maha Sila Viravong, linguiste et professeur de Pali; Bouachan, marchand à Vientiane. Du côté Seri Thai en Isaan dans le « Lao-pen-Lao » : Thongin Buriphat, Oubone; Kouang, instituteur à Nakhon Phanom; Amphone, Udon; le prince Sinouane de Sakhon Nakhon; Lieng Sayakham, instituteur d'Oubon; Comphet, chef de pagode à That Phanom. DEUVE, *Guérillas au Laos*, 2ème édition, p. 224.

²⁵ LE MANH TRINH, *Cuoc van dong*, p. 53 et FURUTA MOTOO, 'Vietnamese political movements in Thailand', p. 168.

²⁶ SON TUNG, *Con nguoi va con duong* [La personne et le chemin], Hanoi, NXBPN, 1976, p. 163; LE MANH TRINH, *Cuoc van dong*, p. 53; HOANG VAN HOAN, *Giot nuoc trong bien ca : Hoi ky cach mang* [Une goutte d'eau dans l'océan : Un souvenir révolutionnaire], Beijing, 1986, p. 254; et 'Le parti communiste indochinois (P.C.I.) au Siam', p. 3, note 2.

²⁷ LE MANH TRINH, *Cuoc van dong*, p. 53; TRAN HUY LIEU, *Tong Khoi*, p. 430; et HOANG VAN HOAN, *Giot nuoc*, p. 254.

jungles du nord Vietnam. Le 15, Ho Chi Minh présida un Congrès National pendant lequel les directives pour prendre le pouvoir, établir un gouvernement provisoire et négocier avec les Alliés furent approuvées. Lors de ces rencontres, Ho émit aussi la possibilité que la réoccupation du Vietnam par les Alliés pouvait donner l'occasion aux Français d'attaquer le tout jeune gouvernement par le Nord-Ouest et le Laos. Evoquant le pire, Ho avertissait de la possibilité d'une réoccupation française avec « l'aval entier » des Américains, Britanniques et Chinois. Face à une telle situation, Ho conseilla une politique de lutte et de négociation, du moins au début.²⁸ Ses soucis n'étaient pas sans fondements. Car le général Marcel Alessandri avait déjà transféré la majorité de ses 3.000 troupes dans le Yunnan après le coup du 9 mars, et était prêt à les utiliser pour restaurer le pouvoir français en Indochine du Nord. On comprend donc pourquoi une résolution fut approuvée à Tan Trao de renforcer les organisations du PCI au Laos. La même attention ne sera pas prêtée au Cambodge, d'autant plus qu'aucun délégué du Cambodge n'était présent au congrès.²⁹ Or, Tran Duc Vinh et Duong Tri Trung avaient pu arriver à temps pour en faire partie, suggérant ainsi que les communistes du Mékong étaient mieux préparés pour agir en août 1945 que leurs homologues au Cambodge.³⁰

Une révolution vietnamienne au Laos ?

En effet, il y a suffisamment de preuves pour avancer l'hypothèse que le Tong Bo a approuvé, voire même peut-être ordonné à Tran Duc Vinh à Tan Trao, de déclencher un soulèvement général et prendre le pouvoir au Laos au nom du PCI et selon le principe d'une « révolution indochinoise ». Il faut bien se rappeler qu'avant la seconde guerre mondiale, le PCI avait déjà une vision post-coloniale de la région qui débordait les frontières traditionnelles du Vietnam en allant dans une direction nettement indochinoise. Avec la création du Viet Minh en 1941, la direction communiste avait simultanément essayé d'établir des organisations nationalistes parallèles au Cambodge et au Laos en créant la « Ligue d'indépendance du Cambodge » (*Cao-mien doc lap Dong Minh*) et la « Ligue d'indépendance du Laos » (*Ai-Lao Doc Lap Dong Minh*). Placés dans un ensemble indochinois avec le Viet Minh, ces trois entités allaient constituer une « Ligue

²⁸ HOANG VAN HOAN, *Giot nuoc*, pp. 255-57.

²⁹ 'Nghị quyết của toàn quốc hội nghị Đảng cộng sản Đông-Dương (14, 15 tháng 8 năm 1945)' [Résolution du Congrès national du PCI (les 14, 15 août 1945)] dans *Lịch sử Đảng cộng sản Việt Nam, Trích văn kiện đảng, Tập I* [Une histoire du parti communiste vietnamien, extraits des documents du parti, volume I], Hanoi, NXB Sách Giáo Khoa Mac-Le-Nin, 1979, p. 399.

³⁰ HOANG VAN HOAN, *Giot nuoc*, p. 254.

d'indépendance indochinoise » (*Dong Duong Doc Lap Dong Minh*).³¹ Comme Hoang Quoc Viet, un dirigeant de premier ordre à l'époque, s'en souviendra en 1951 : « Entièrement conscient des liens réunissant les trois pays, la Ligue du Viet Minh s'est toute de suite donné la tâche de former des relations avec les peuples du Laos et du Cambodge afin de créer une Ligue nationale pour l'indépendance de l'Indochine ». ³²

Ce modèle indochinois visant une plus grande « Ligue indochinoise » ne peut pas être divorcé de la politique nettement indochinoise prônée par le comité central du PCI à ce moment même. En juin 1945, au moment où le PCI rétablissait son emprise directe sur les groupes révolutionnaires en Thaïlande, le théoricien du parti, Truong Chinh, écrivait qu'avec la défaite des Japonais, les communistes vietnamiens visaient à « établir une République démocratique de l'Indochine ». Même dans les ordres de soulèvement général formulés par le PCI à la mi-1945, on retrouve des indications pour un « soulèvement indochinois », et pas exclusivement « vietnamien ». ³³

En vue de ce contexte théorique, il est peu étonnant d'apprendre que dans ce même mois les communistes vietnamiens le long du Mékong ont apparemment reçu des directives formelles du comité central du PCI leur ordonnant de préparer un soulèvement simultané au Laos. Selon un général vietnamien actif au Laos à la fin de 1945, le « Comité régional du Laos » (*Xu uy Ai-Lao*) fit référence aux instructions données par le PCI en juin 1945 pour justifier sa décision de promouvoir « les soulèvements » du 20 au 25 août 1945 dans les villes de Vientiane, Savannakhet et Thakhek. ³⁴ Il dit dans un autre article qu'en juin 1945 le Comité central du PCI donna l'ordre aux communistes dans le *Xu uy Ai-Lao* de « préparer un front pour prendre le pouvoir au Laos ». ³⁵ A en croire ces sources récentes et officielles, le contact direct entre le PCI et le Mékong établi en juin 1945 semble avoir bel et bien donné lieu à des instructions concrètes autorisant les cadres au Laos à prendre le pouvoir au Laos, sans devoir attendre l'autorisation préalable du Comité central du PCI. ³⁶

³¹ TRAN HUY LIEU, *Tai Lieu*, p. 49 ; Stein TONNESSON, *The Vietnamese revolution of 1945 : Roosevelt, Ho Chi Minh and de Gaulle in a world at war*, London, SAGE, 1991, pp. 336-37, 377 et 'Le parti communiste indochinois (P.C.I.) au Siam', p. 5.

³² HOANG QUOC VIET dans une émission radiophonique en morse (en anglais), 18[H]00, le 25 janvier 1951.

³³ *Co Giai Phong*, no. 14, (le 28 juin 1945) et no. 15, (le 17 juillet 1945), cité par Stein TONNESSON, *Vietnamese Revolution*, pp. 336-37 et p. 377 sur la directive no. 1.

³⁴ LE QUOC SAN, 'Chi doi hai ngoai 4 (Chi doi Tran Phu)', p. 277. Né en 1920, le général de brigade Le Quoc San dirigeait en 1945 une unité de combat de Viet kieu à Savannakhet. Une autre source militaire prétend que le 'Comité régional du Laos' lança un «soulèvement» au Laos en août 1945. *Tu dien bach khoa quan su Viet Nam* [Dictionnaire encyclopédique de l'armée vietnamienne], Hanoi, NXBQDND, 1996, p. 413.

³⁵ LE QUOC SAN, 'Chi doi hai ngoai 4', dans *Mua thu roi*, p. 249.

³⁶ A ce sujet, il serait très utile de savoir ce qu'a dit Nguyen Chinh Cau lors de sa visite au Mékong en juin 1945 en tant que représentant du Tong Bo. Il avait été formé dans les écoles révolutionnaires du PCI en *Isaan* avant la guerre et jouera un rôle primordial dans la création d'un parti révolutionnaire laotien en 1948 (sec. indochinoise (Laos), chs. 3 et 5).



**Cadre-coiffeuse vietnamienne mobilisant la 'jeunesse laotienne',
novembre 1948 (Musée révolutionnaire, Hanoi)**



Miliciennes Viet kieu au Laos, 1945

(Binh Minh)

Ceci dit, méfions-nous un peu de ces récits écrits bien après les événements, non sans attaches à une historiographie actuelle qui cherche à valoriser des « relations spéciales vietnamo-laotiennes », qui n'était peut-être pas si évidente en août 1945 qu'après mai 1975. Car, même si les militants du PCI actifs le long du Mékong avaient été autorisés à prendre le pouvoir au Laos en juin 1945, cela ne veut pas forcément dire qu'ils l'ont fait d'une manière si maîtrisée. Selon nos recherches, il est possible que personne ne fût vraiment maître de la situation lorsque les Japonais capitulèrent d'une façon imprévue le 15 août 1945.³⁷ Français, Vietnamiens et Laotiens furent pris largement au dépourvu par la fin de la guerre. N'oublions pas non plus que les révolutionnaires vietnamiens sur place ont probablement agi en fonction de l'épanchement nationaliste *déjà* fort avancé parmi les Viet kieu du Laos, travaillés par à la fois par la propagande anti-coloniale des Japonais et par les slogans nationalistes du parti Dai Viet très actifs depuis le 9 mars.³⁸ Deuxièmement, même si les délégués vietnamiens de la Thaïlande et du Laos avaient réussi à arriver à temps pour participer aux réunions à Tan Trao, il est très invraisemblable qu'ils eussent pu rentrer au Laos avant le 20 août, en raison des longues distances et des problèmes de transports engendrés par la guerre. Tran Duc Vinh ne rentra au Mékong que le 28 août en tant que « délégué spécial au Laos » du Tong Bo et porteur des ordres du Comité central du PCI. Or, les activités patriotiques des Viet kieu dans les villes du Laos se situent entre le 20 et 25.³⁹

Cependant, on est en mesure de se demander si une action communiste au Laos à la mi-août se déroula, grâce aux ordres télégraphiques communiqués instantanément par le PCI depuis Hanoi en direction de ses subordonnés au Laos.⁴⁰ De nombreux Viet kieu du Laos étaient des fonctionnaires dans l'administration coloniale au Laos et auraient donc été parmi les premiers au Laos à apprendre par la radio et le télégraphe le succès au Vietnam du Nord de la révolution le 19 août. Ce qui nous semble le plus plausible est que, au lendemain de la capitulation japonaise, les militants vietnamiens sur place firent au Laos ce qu'ils *pensaient* que le PCI aurait voulu qu'ils fissent en fonction des directives de juin. Dans ses souvenirs, Le Manh Trinh, l'un des chefs communistes actifs sur le Mékong à

³⁷ Ce fut certainement le cas au Vietnam. Voir : MARR, *Vietnam 1945*.

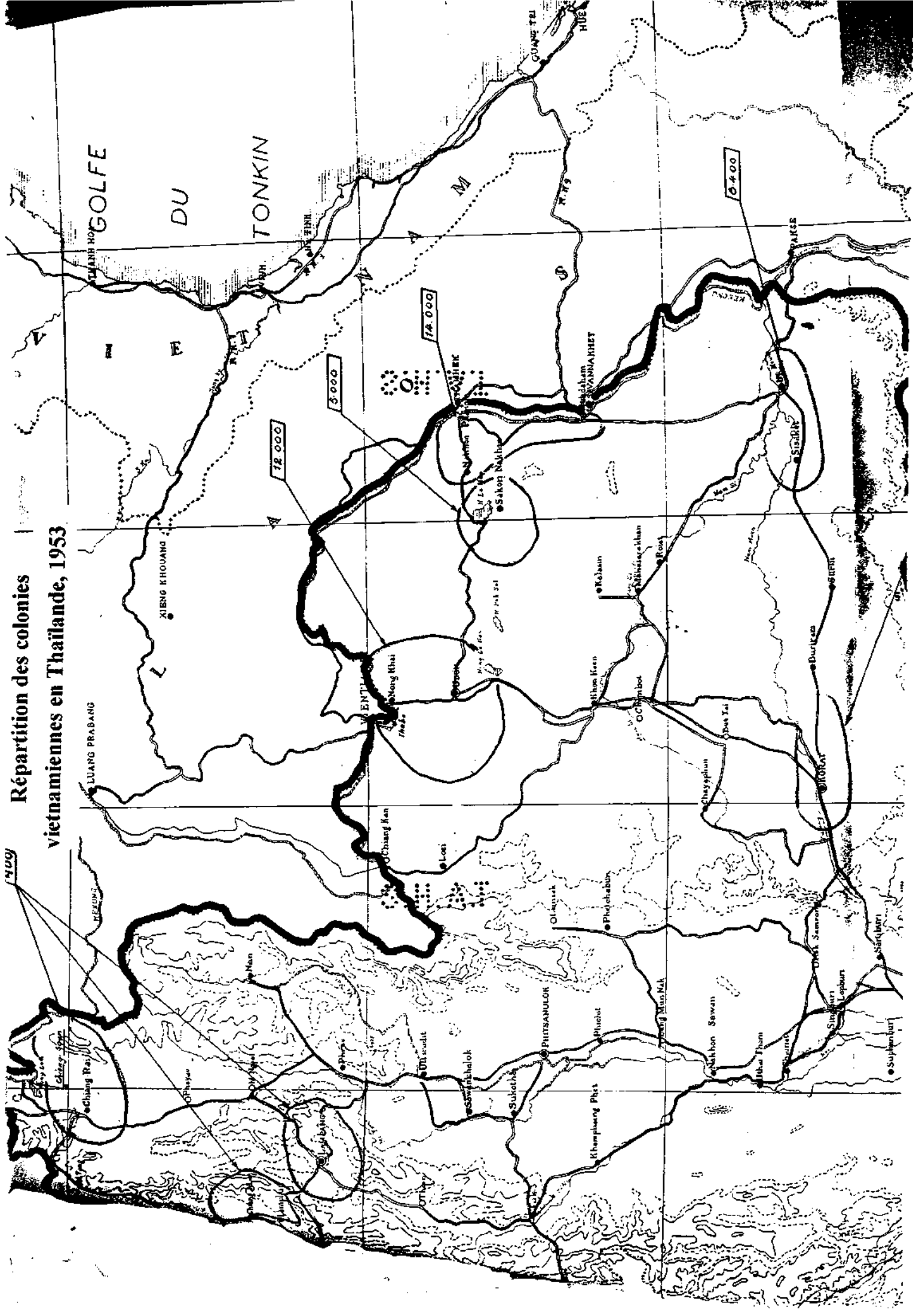
³⁸ Voir, par exemple, le journal *Tin Lao* [Les nouvelles du Laos] de l'été 1945 pour avoir une meilleure idée de la rapidité avec laquelle les nouvelles se répandaient parmi les Viet kieu, c. G14-1, Fonds Jean Deuve, Mémorial de Caen.

³⁹ 'Lao-Viet Hop Tac' [Collaboration vietnamo-laotienne], *Cuu Quoc*, no. 39, (le 10 septembre 1945) et message intercepté le 16 par les Forces du Laos, c. G14-1, Laos-1944-1965, Fonds Jean Deuve, Archives du Mémorial de Caen.

⁴⁰ Ce ne fut qu'en février 1946 qu'un accord entre les gouvernements vietnamien et laotien placera les services généraux de communications au Laos « sous contrôle direct [du] gouvernement Lao ». Voir les télégrammes, 'Dirpost Vientiane à

Répartition des colonies

vietnamiennes en Thaïlande, 1953



cette époque, explique qu'après avoir pris connaissance par radio de la victoire des Russes sur les Japonais en Manchourie, la défaite sans conditions des Japonais et la victoire du Viet Minh à Hanoi le 19 août, les cadres communistes sur place au Laos décidèrent d'agir. Le « Comité spécial des Viet kieu » et l'« Association générale du Salut National des Viet Kieu » conclurent que « le moment était mûr » pour prendre le pouvoir.⁴¹

Or, à la différence de la plupart des révolutions nationales, ce soulèvement au Laos se distingue justement par le fait qu'elle fut largement, sinon totalement, vietnamienne et non pas 'laotienne'. Selon l'évidence disponible, la « Révolution laotienne d'août 1945 » prônée à Hanoi depuis août 1975⁴² fut menée par une minorité de communistes vietnamiens qui se basaient sur une majorité urbaine de Viet kieu pour essayer de prendre le pouvoir au nom d'une population majoritaire qui n'était pas la leur. Outre les quelques contacts avec le Lao-pen-Lao en *Isaan*, le Viet Minh n'avait presque aucun allié laotien pour promouvoir leur révolution indochinoise au Laos au nom des Laotiens. A notre connaissance, il n'y avait même pas un seul membre ethniquement laotien actif dans le PCI ou ses branches thaïs ou lao en août 1945. D'ailleurs, ni Le Manh Trinh ni d'autres sources vietnamiennes ne soufflent un mot quant aux Laotiens eux-mêmes impliqués dans cette prise de pouvoir révolutionnaire au Laos en août.

Ce fut, en effet, une drôle de révolution vietnamienne au Laos en 1945. L'équivalent aurait été une décision prise par la section du Parti communiste chinois au Vietnam d'entreprendre un soulèvement révolutionnaire 'internationaliste', en se basant sur les populations Huaqiao à Hanoi, Haiphong et Saigon, et tout cela au nom du peuple vietnamien (sec. asiatiques étrangers (Huqiao), ch. 1-2). La confiance messianique des communistes vietnamiens en leur mission révolutionnaire en Indochine occidentale et leur dépendance des Viet kieu à l'extérieur pour l'administrer vont réapparaître systématiquement à travers notre analyse des réseaux régionaux de la révolution vietnamienne.

Le contexte laotien

S'il n'est pas étonnant que les historiens au Vietnam actuel martèlent l'idée d'une « révolution d'août » au Laos en 1945, mise en parallèle avec celle du Vietnam à l'intérieur

Receveur PTT Savannakhet', no. 0279, daté du 27 février 1946 et 'Ministre des Travaux publics à Ministre des Affaires étrangères, Thakhek', no. 467/38, le 3 mars 1946, d. 1-10, c. G14-1, fonds Jean Deuve, Mémorial de Caen.

⁴¹ LE MANH TRINH, *Cuoc van dong*, p. 55.

⁴² Pour ce terme, voir : TRAN XUAN CAU, 'Cach mang thang tam Lao', le titre.

du modèle indochinois, ce que l'on oublie, c'est qu'en 1945, et même en août 1945, les Vietnamiens et les Français n'étaient que des acteurs parmi d'autres. Il y avait aussi des Laotiens qui voyaient l'avenir de leur pays autrement que celui de ces deux pays. Comme leurs adversaires 'coloniaux', les 'communistes' vietnamiens d'aujourd'hui écrivent comme si 'leur' œuvre était prédestinée et que son accomplissement était une victoire inévitable. Il est tout à fait remarquable de constater le silence avec lequel des historiens passent sur les activités des Laotiens non-associés avec le Vietnam. En particulier, si les écrits officiels au Laos et au Vietnam aujourd'hui ont beaucoup insisté sur les liens historiques unissant Souphanouvong et Ho Chi Minh pour des raisons idéologiques évidentes, alors que les Français soulignent le roi Sisavang Vong qui a choisi la France, le nationaliste le plus marquant à l'époque était sans aucun doute le prince Phetsarath, oublié tant par les Français que les Vietnamiens. Pour l'historiographie française, sa déclaration d'indépendance et son refus de collaborer avec la France dès août 1945 le transforma vite en 'prince rebelle' et 'homme orgueilleux'. Pour les historiens vietnamiens contemporains, ils buttent sur la méfiance de Phetsarath pour les Vietnamiens dès la fin des années 1920, son refus ultérieur de collaborer avec le gouvernement et le parti dirigés par Ho Chi Minh et surtout l'affirmation de son nationalisme qui n'était ni 'pro-français' ni 'pro-Viet Minh'.

Jusqu'en mars 1945, le Laos était constitué par une succession de petites principautés de *muongs*, dont la plus notable était le royaume de Luang Prabang. Depuis 1941, le roi de ce pays avait étendu son autorité vers les provinces du Nord, à savoir Luang Prabang, Sam Neua (Houaphan), Xieng Khouang (Tran Ninh), Ban Houei Sai, Vientiane et, d'une façon plus difficile, vers les quatre provinces du Sud—Thakhek, Savannakhet, Pakse (Bassac) et Saravane. Quant à la province de Phongsaly au Nord, elle appartenait à la fois au royaume de Luang Prabang et au 5^{ème} territoire militaire relevant du Résident supérieur. Le roi de Luang Prabang, Sisavang Vong, avait accédé au trône en 1904 et étudia ensuite à l'Ecole Coloniale avant de retourner au pays.

Issu de la famille des Tiao Maha Ouphat du royaume de Luang Prabang, Phetsarath est né en 1890. Ayant fait ses études de pâli à Luang Prabang de 1897 à 1904, il partit pour la France où il étudia à Paris de 1905 à 1912, d'abord au Lycée Louis le Grand puis à l'Ecole Coloniale. Il passa même un an à Oxford, ce qui était sans précédent tant pour un Laotien que pour un Vietnamien à l'époque. Revenu au Laos, il fut nommé en 1919 au cabinet du Résident supérieur et chargé de l'examen des questions intéressant l'administration proprement indigène. Il devint en 1923 Inspecteur des Affaires politiques et administrative

du Laos. Le prince fut le premier ministre du roi de Luang Prabang et vice-roi de Vientiane. Il fut aussi l'un des rares membres laotiens du Grand Conseil des intérêts économiques et financiers de l'Indochine en 1932 et 1933. Le prince Phetsarath, à la différence marquante de son demi-frère Souphanouvong ou même du roi de Luang Prabang, avait une connaissance hors pair du Laos, de ses problèmes et de ses peuples. Bien avant Sihanouk, Phetsarath avait déjà quitté le palais pour aller 'vers' le peuple. Ses nombreux voyages en pirogue à moteur et en voiture dans tous les recoins du pays en témoignent. N'ayant jamais caché son désir de régner, il se créa des ennuis tant avec ses concurrents royaux qu'avec les Français. Comme Phetsarath le dira à un Français un jour : « le roi règne, mais celui qui fait marcher la boîte, c'est moi ».⁴³

En 1945, les Vietnamiens avaient raison de s'inquiéter à son sujet. Depuis le début des années trente, il était devenu également le porte-parole de la défense des intérêts proprement 'nationaux' des Laotiens. A la différence frappante des Vietnamiens et leurs partisans, Phetsarath refusait systématiquement la réalité étatique de l'Indochine qui favorisait selon lui une domination vietnamienne larvée.⁴⁴ Les Français déterminés à retourner au Laos et les Vietnamiens convaincus de leur droit révolutionnaire sur le même pays, allaient rencontrer ensemble un adversaire très intelligent et beaucoup plus tenace qu'ils ne le croyaient, au moins au début.

Après le coup japonais du 9 mars 1945, Phetsarath s'était appuyé sur les Japonais pour déclarer le Laos indépendant, même si la question de son unification demeurait encore nébuleuse.⁴⁵ Le prince justifiait ses actions par l'incapacité des Français à défendre le Laos contre l'occupation japonaise, ce qui rendait le 'protectorat' nul et caduc à ses yeux. Le 8 avril, les Japonais obtinrent du roi de Luang Prabang la dénonciation du traité de protectorat. Même après la défaite japonaise, Phetsarath déclara que le Laos resterait indépendant, la fin de la guerre du Pacifique n'ayant rien changé quant au statut du pays. Le 6 septembre, il rédigea même un projet inédit qui visait la « constitution d'un plus grand Etat lao ».⁴⁶ Dans ce document, Phetsarath expliquait son désir de former un Etat

⁴³ Cité dans d. Phetsarath, c. 163, HCI, CAOM.

⁴⁴ A ce sujet, nous nous permettons de citer notre article, 'L'Indochine repenser par les Indochinois : Pham Quynh et les deux débats de 1931 sur l'immigration, le fédéralisme et la réalité de l'Indochine', *Revue française d'Histoire d'Outre-mer*, tome 82, no. 309, (4^e trimestre 1995), pp. 436-37.

⁴⁵ Voir surtout l'étude de Michel CAPLY [Jean DEUVE], 'Le Japon et l'indépendance du Laos (1945)', *Revue d'Histoire de la Deuxième Guerre Mondiale*, (1971), pp. 67-82.

⁴⁶ Le Prince PHETSARATH, 'Pour la constitution d'un Etat Lao', attaché à la lettre du adressé par le Prince Phetsarath de Vientiane au Prince Kindavong', interceptée et traduite par les Français, daté du 6 septembre 1945, dans d. Le Grand Laos, c. 157, EA, MAE. Selon une étude française, le prince Kindavong était le demi-frère de Phetsarath. Après le coup du 9 mars, il s'enfuit du Laos avec les troupes française. Ensuite, « avec l'appui du Gouvernement français, il organisa

ethniquement lao qui englobera à la fois le 'Laos français' et les pays Laos de la 'Thaïlande', s'étendant de la Birmanie jusqu'à la chaîne des Dangrek et les chutes du Khône en passant par tout le Nord-Est de la Thaïlande. Voici ce qu'exprimait le prince Phetsarath au début de septembre, une vision du Laos qui nous rappelle qu'il n'y avait pas que les Français et les Vietnamiens à cette conjoncture de 1945 :

Le Laos actuel, avec le Mekhong [sic] comme frontière et son million d'habitants est une erreur tant géographique que politique [...] C'est donc autant en vue de la reconstitution d'une réalité géographique et ethnique conforme à l'histoire qu'en vue de former un Etat viable politiquement et économiquement et digne de figurer sur la carte du Monde que le présent mémoire a été établi. Il exprime le sentiment profond et intime de tous les Lao, ceux de la rive droite et ceux de la rive gauche du Mekhong [...] Au cas où aucune puissance ne consentirait à accepter cette charge nous sollicitons, après la constitution de l'ancien Etat Lao, la faveur de former une confédération, soit avec la Thaïlande, soit avec le Cambodge, les deux seuls pays de l'Indochine dont les mœurs et coutumes se rapprochent de ceux du Laos.⁴⁷

Ceci ne se produisit pas. Pourtant, le 15 septembre, Phetsarath proclama le rattachement des quatre provinces du Sud au royaume de Luang Prabang, contre le gré du roi qui préférait attendre des discussions avec la France.⁴⁸ Phetsarath avait évidemment son propre projet nationaliste. A ce sujet, au lendemain de la seconde guerre mondiale, vu le contenu vietnamien écrasant des réseaux révolutionnaires du PCI traversant le Mékong, les Vietnamiens n'avaient presque pas de contact avec les nationalistes laotiens en 1945. Coupés du monde internationaliste dirigé par l'Union Soviétique et loin des communistes chinois engagés dans le Nord de la Chine, les communistes vietnamiens en Indochine durent rapidement abandonner leur discours internationaliste envers le Laos en faveur d'une politique anticoloniale qui pouvait attirer des dirigeants clés, tels le Prince Phetsarath et ses partisans.

un gouvernement du LAOS libre ». Présidence du gouvernement provisoire de la République française, Etat-Major de la Défense Nationale, 'Bulletin d'études no. 30 : Historique de la libération de l'Indochine, deuxième fascicule, l'Indochine française après la capitulation japonaise (15 août-15 octobre 1945)', Paris, le 18 juillet 1946, p. 32, IC, AO, d. 104, MAE.

⁴⁷ Le Prince PHETSARATH, 'Pour la constitution d'un Etat Lao', pp. 1, 2-3.

⁴⁸ 'Bulletin d'études no. 30 : Historique de la libération de l'Indochine', p. 39.

La situation stratégique au Laos à la fin de 1945

La menace d'une attaque française sur le flanc laotien du Vietnam adoucit aussi la politique du PCI. En effet, les hommes de troupes françaises étaient bien positionnés pour frapper la RDVN à partir de la frontière sino-vietnamienne et sur les routes occidentales reliant le Laos au Vietnam du Centre. Suite au coup de force japonais le 9 mars, on sait que plus de 3.000 hommes de troupes coloniales sous le commandement du général Major Marcel Alessandri s'étaient réfugiés dans le sud de la province de Yunnan. Toujours situés sur le côté chinois de la frontière tonkinoise en août, ces forces attendaient un feu vert pour pouvoir retourner en Indochine et rétablir la présence française. Le refus des autorités chinoises de permettre leur retour en Indochine les obligeait à demeurer dans une inactivité frustrée.

Or, tel n'était pas le cas au Laos, où de nombreux officiers français entraînés en Inde par les Alliés avaient déjà été parachutés derrière les lignes japonaises depuis le début de 1945. Là, ils avaient mené la plus dure des vies de guérilla en luttant contre les Japonais et en renseignant les Alliés. Après la capitulation japonaise, ces hommes se transformèrent en représentants de la nouvelle France de de Gaulle, autorisés à rétablir la présence française au Laos perdu depuis le 9 mars.⁴⁹ En effet, le 16 août 1945, les commandants français au Laos reçurent l'ordre de réoccuper les centres administratifs du Laos, ce qu'ils essayèrent de faire.⁵⁰ Le 28 août, des membres de ces groupes entrèrent dans la capitale royale de Luang Prabang. Ils obtinrent du monarque Sisavang Vong la reconnaissance de l'autorité française au Laos avant de reprendre brièvement en main l'administration de la ville. Le 6 septembre, le Roi de Luang Prabang proclame le rétablissement du protectorat français sur le Laos dans une déclaration envoyée à toutes les autorités laotiennes. Les activités françaises au Laos ne tardèrent pas à provoquer des avertissements de la part de quelques officiers américains (de l'OSS), récemment arrivés, qui insistaient sur la violation des accords de Potsdam par la présence française dans ces villes.⁵¹ Plusieurs rapports avaient été envoyés au Quartier général américain à Chongqing concernant ces activités françaises au Laos.⁵² Le 14 septembre 1945, sans doute prévenu par les Américains, les autorités britanniques firent savoir au général Gracey à Saigon qu'il fallait se rappeler que « le 16e

⁴⁹ Voir surtout DEUVE, *Guérilla au Laos*, 2ème édition.

⁵⁰ Michel CAPLY [Jean DEUVE], *Guérilla au Laos*, Paris, Presses de la Cité, 1966, première édition, pp. 235-36.

⁵¹ Voir : Arthur J. DOMMEN et George W. DALLEY, 'The OSS in Laos : The 1945 Raven mission and American policy', *Journal of Southeast Asian Studies*, vol. 22, no. 2, (septembre 1991), pp. 327-346 et Lieutenant VALMY, 'Laos 1945 : La rébellion Lao-issarak éclate à Vientiane', *France-Indochine*, no. 98, (juin 1953), p. 170.

parallèle est la zone soumise à l'autorité chinoise et que nous ne pouvons entreprendre aucune action au Nord de cette ligne ».⁵³ Comme nous le verrons ailleurs, cette opposition américaine locale au retour des Français au Laos et leur anticolonialisme favorisant le Viet Minh joueront en faveur de la politique de la RDVN au Laos. Mais ce qui favorisait le plus la politique laotienne du PCI à cette époque était les accords de Potsdam privant les Français du droit de retourner immédiatement dans les territoires laotiens situés au nord du 16^{ème} parallèle.

Cependant, le retard des Chinois à cause des pluies et le départ rapide des Japonais firent entrevoir au Viet Minh la possibilité d'un coup de force français dans l'intervalle. A la mi-septembre 1945, Ho Chi Minh avouait en privé à un officier américain sympathisant du Viet Minh, le major Archimedes Patti, qu'une attaque française sur le Vietnam se préparait au Laos du Sud et sur la frontière sino-vietnamienne. Patti écrira plus tard dans ses souvenirs que Ho croyait que les forces françaises au Laos « tentaient d'infiltrer le Nord du Vietnam via cette zone arrière » et qu'une « guerre non-déclarée » avait effectivement déjà débuté entre les Vietnamiens et les Français au Laos.⁵⁴ Selon un ancien officier Viet Minh stationné au Laos à l'époque, Ho Chi Minh considérait le Laos comme « un tampon » pour la défense du Vietnam du Nord.⁵⁵ Vu le tracé des routes 8 et 9 débouchant sur la côte d'Annam, près de Dong Ha, Vinh et Hue, le Viet Minh attachait une importance particulière à la défense de Napé, Sépone, Savannakhet et, nous le verrons, Thakhek. Pour cette raison, plusieurs détachements militaires vietnamiens situés le long de la route no. 8 attaquèrent les Français à Napé le 4 septembre 1945.⁵⁶ Dans le but de maintenir l'accès à ces routes allant au Laos, un « Front occidental » (*Mat tran mien tay*) fut créé dans la partie occidentale de la province de Nghe Tinh, chargé des questions militaires pour les territoires laotiennes limitrophes.⁵⁷

Plus favorable pour le Viet Minh était l'arrivée des Chinois au Laos. Arrivés vers la mi-septembre au Nord du Laos, ce sont ces Chinois qui mirent fin aux tentatives françaises de reprendre le Laos au fur et à mesure que ces premiers se déplaçaient vers le Sud sur la RC

⁵² TRAN XUAN CAU, 'Cach Mang Thang Tam Lao', p. 33 et Archimedes PATTI, *Why Vietnam ? Prelude to America's albatross*, Berkeley, University of California Press, 1980, pp. 144-47.

⁵³ Commandement Supérieur des Forces Françaises en Extrême-Orient, EM/2B, no. 122/2, le 21 septembre 1945, 'Traduction de télégramme de SACSEA à Commission de contrôle Saigon, le 14 septembre [1945] pour Gracey de la part de Browning', d. Télégrammes et renseignements divers, c. 10H599, SHAT.

⁵⁴ PATTI, *Why Vietnam ?*, p. 348.

⁵⁵ Entretien avec TRAN VAN DINH, le 31 décembre 1989, Washington, D.C.

⁵⁶ *Quan khu 4 : Lịch sử kháng chiến chống thực dân Pháp xâm lược (1945-1954)* [Zone de guerre 4 : Histoire de la résistance contre le colonialisme envahisseur français], Hanoi, NXBQND, 1990, p. 58.

⁵⁷ *Ibid.*, 106, 153.

13 et du Vietnam par la RC9.⁵⁸ En charge de la reddition japonaise la 93^{ème} division chinoise se chiffrait à environ 20.000 hommes et était dirigée par le général Lu Quoc Chang.⁵⁹ En réalité, cette division amalgamait des troupes régulières et irrégulières, ainsi que civils et traînards de toutes sorte qui, tout comme au Vietnam, étaient beaucoup plus souvent concernés par leurs propres intérêts économiques que par la question des Japonais (dont la majorité était vite partie). Ces Chinois au Laos, la plupart originaires de la province d'Yunnan, prêtaient une attention spéciale au trafic d'opium qui s'étendait justement entre le Laos et la Chine du Sud depuis des siècles.⁶⁰

Comme au Tonkin, les Chinois au Laos ne comptaient pas accepter une réoccupation française. Ils écartèrent au fur et à mesure les officiers français installés dans les villes laotiennes. A la fin de l'année, l'Etat-Major chinois ferma les yeux lorsque les anticolonialistes laotiens et surtout les milices vietnamiennes encerclèrent les officiers français barricadés dans un bâtiment à Luang Prabang. N'ayant pas réussi à obtenir une intervention chinoise à Chongqing,⁶¹ le 4 janvier 1946 ces Français durent quitter cette ville, aussi bien que les autres points au-dessus du 16^{ème} parallèle sous contrôle chinois. Bien que les Français aient pu continuer à envoyer des représentants pour s'occuper de leurs civils, la possibilité de reprendre rapidement tout le Laos en août-septembre 1945 fut écartée.⁶²

En bref, ces derniers se heurtaient aux oppositions chinoise, vietnamienne, américaine et à certains milieux politiques laotiens. Sur ces quatre 'oppositions', celle qui comptait le plus à l'époque était sans aucun doute celle des Chinois sur place qui s'opposaient au rétablissement de l'autorité française au Laos. Sans la présence de la 93^{ème} division chinoise, les forces militaires du Viet Minh et leurs alliés laotiens n'auraient jamais pu empêcher une réoccupation française. On aurait vu une action de police semblable à ce qui s'est passé au Cambodge en octobre, mais peut-être beaucoup plus sanglante quand on pense à la mobilisation des *Viet kieu* au Laos.

A beaucoup d'égards, la mise sur pied de la politique laotienne de la RDVN en 1945 se fit grâce à ce parapluie chinois et à son soutien au Viet Minh. L'occupation chinoise du

⁵⁸ Jean Boucher DE CREVECŒUR, *La libération du Laos, 1945-1946*, Vincennes, SHAT, 1985, pp. 40-62 et TRAN XUAN CAU, 'Cach mang thang tam o Lao', p. 33.

⁵⁹ Pour le chiffre de 20.000, voir : DEUVE, *Guérilla au Laos*, 2ème édition, p. 282.

⁶⁰ TFEQ, FL, EM/2B, 'BR no. 4', no. 20/2, le 5 février 1946, c. 10H5636, SHAT.

⁶¹ TRAN XUAN CAU, 'Cach mang thang tam o Lao', p. 40 et MacAlister BROWN et Joseph J. ZASLOFF, *Apprentice revolutionaries : The communist movement in Laos, 1930-1985*, Stanford [E.U.], Hoover Institution Press, 1986, p. 33.

Laos permit aux Vietnamiens d'effectuer les quatre initiatives suivantes : 1) augmenter leur présence militaire au Laos, 2) bâtir de nouvelles relations avec un groupe de Laotiens opposés au retour de la France en Indochine qu'ils ne connaissaient pas avant, 3) reprendre en main les Viet kieu habitant les deux côtés du Mékong et 4) éviter une attaque française sur Hue, Vinh et Lai Chau. Le Président Ho Chi Minh admettait lui-même dans une lettre ouverte publiée en novembre 1945 que la présence chinoise en Indochine du Nord protégeaient les Vietnamiens.⁶³ Au Laos, les Chinois n'ont jamais véritablement contrôlé les activités anti-françaises du Viet Minh. Au contraire, il n'était pas rare à l'époque de voir des commandants chinois coopérer activement avec les agents vietnamiens, soit contre les Français, soit pour leur gain personnel.

Le Laos et le Viet Kieu du Mékong

Si les Chinois du GMD occupant maintenant le Tonkin s'intéressèrent immédiatement aux minorités chinoises d'Hanoi et d'Haiphong, les représentants du Viet Minh envoyés par Hanoi au Laos voulurent reprendre en main la direction des Viet kieu habitant les deux côtés du Mékong. Une fois le Comité central du PCI finalement déplacé à l'intérieur du Vietnam, le Tong Bo eut besoin de ces populations vietnamiennes pour faire une sorte de pont humain entre le Vietnam et la Thaïlande. Il devait s'appuyer sur elles pour contrôler l'administration de ses nouvelles activités commerciales, former une 'armée' pour le Laos et réimplanter le PCI dans ses réseaux du Mékong. Fortement concentrée dans les centres urbains, la population vietnamienne au Laos s'élevait à plus de 30.000 individus en 1945.⁶⁴ Leurs positions le long les deux côtés du Mékong en faisaient aussi une ligne de défense bien placée sur le flanc occidental du Vietnam du Centre.

Depuis la capitulation japonaise, le Viet Minh avait été particulièrement actif parmi les Vietnamiens de Savannakhet, Thakhek, Paksane et Vientiane.⁶⁵ Environ 1.000 militants recrutés parmi les Viet kieu contrôlaient Thakhek au début de septembre 1945.⁶⁶ Les

⁶² 'Raven Mission to Vientiane, French Indo-China [Le rapport du Major Aaron Bank], daté du 8 octobre 1945, pp. 2-3, 13, RG 226, OSS EI54, d. 3019, ANEU ; Aaron BANK, *From OSS to green berets*, New York, Pocket Books, 1986, pp. 124-32 et DE CREVECEUR, *La libération du Laos, 1945-1946*, pp. 32-33.

⁶³ HO CHI MINH, 'Hoa-Viet tinh than doan ket' [Pour un esprit d'unité sino-vietnamienne], *Cuu Quoc* [Le salut national], no. 103, (le 28 novembre 1945), p. 1.

⁶⁴ Dans les six villes majeures du Laos, les Vietnamiens tenaient les positions de premier ordre dans la bureaucratie indochinoise. En 1943, sur une population totale de 51.150 dans ces villes, il y avait environ 30.300 Vietnamiens. BROWN et ZASLOFF, *Apprentice revolutionaries*, p. 27 et notes 29 et 30 sur la page 378.

⁶⁵ 'Historique de la Libération de l'Indochine', p. 37.

⁶⁶ Jean DEUVE, *Le Laos, 1945-1949, Contribution à l'histoire du mouvement Lao Issala*, Montpellier, Université de Paul Valéry, [1992?], p. 110 ; Jean DEUVE, *Guérilla au Laos*, 2ème édition, p. 336 ; et TRAN HUY LIEU, *Tong Khoi*, pp. 438, 444.

Français faisaient aussi état de 1.000 Viet kieu à Thakhek, dont 500 armés par les Japonais.⁶⁷ A Savannakhet, les Vietnamiens avaient été amenés par camions du Vietnam, parfois même par les soins de l'armée chinoise. Retourné au Laos, Vu Huu Binh servait comme chef des milices Viet kieu au Laos, surtout parmi les 10.000 jeunes vietnamiens qu'il enrôla comme forces d'autodéfense à Vientiane. Binh dirigeait simultanément le 2^{ème} Bataillon d'Udon, constitué entièrement de Viet kieu concentrés le long du Mékong et mobilisés depuis mai ou juin 1945.⁶⁸ La nature régionale de cette immigration facilita grandement les activités militaires du Viet Minh.

Opérant toujours via le front national du Viet Minh, le PCI continua à contrôler la politique vietnamienne envers le Viet kieu. Depuis mi-1945, nous le savons, le PCI dirigeait les activités du Viet Minh grâce au « Comité Territorial Laotien » (*Xu Uy Ai Lao*) et le « Comité Spécial des Viet kieu » (*Dac uy Viet kieu*), le premier stationné au Laos, le second en Thaïlande. Vo Nguyen Giap se tenait régulièrement au courant de la situation au Laos grâce à un réseau radiophonique reliant ses commandants à son Etat-Major à Hanoi. Ces contacts instantanés étaient facilités par les fonctionnaires vietnamiens qui continuaient à faire fonctionner le réseau téléphonique et télégraphique en Indochine occidentale bien après 1945.⁶⁹ A la fin d'août 1945, un employé vietnamien de la poste télégraphique à Napé câblait aux représentants du Viet Minh au Nghe Anh pour les tenir au courant des mouvements des Français au Laos.⁷⁰

Le parti envoya un vétéran militant au Mékong en 1945 pour prendre en main les Viet kieu au nom du gouvernement. Cet homme s'appelait Tran Duc Vinh, nous l'avons déjà rencontré. Communiste formé en Thaïlande dans les années vingt et trente, Vinh arriva à Savannakhet le 28 août 1945 en tant que le « Délégué spécial du Tong Bo au Laos » (*dac phai vien cua Tong Bo o Lao*).⁷¹ Le soir même du 28, il présida sur une réunion des chefs respectifs des « Associations du Salut National des Viet Kieu » (*Hoi Viet Kieu Cuu Quoc*) et de l'« Association des Amis Viet Kieu » (*Hoi Viet Kieu Than Ai*) au Laos et en Thaïlande. Ensemble, ils discutèrent des mesures à adopter pour unifier les deux

⁶⁷ 'Renseignements sur l'Indochine', le 13 septembre 1945, d. Renseignements Force 136, c. 10H599, SHAT.

⁶⁸ TRAN VAN DINH, 'The Birth of the Pathet Lao', dans Nina S. ADAMS et Alfred W. MCCOY, eds., *Laos : War and revolution*, New York, Harper and Row, 1970, p. 433 ; 'Raven Mission', p. 22 ; et TFEQ, no. 465, 'Bordereau d'envoi : Agissements siamois à la frontière laotienne', Saigon, le 9 avril 1946, p. 2, c. 10H600, SHAT.

⁶⁹ 'Fiche de renseignements : Communications téléphoniques et télégraphiques', le 20 janvier 1946, d. 2, c. 10H163, SHAT et FL, EM/2B, 'Chronologie du mouvement Lao Issara', p. 2, note 2, d. FT, Laos, 2B, c. 10H5637, SHAT, p. 4.

⁷⁰ *Quan khu 4*, p. 58.

associations en un seul organisme plus efficace le long du Mékong. A la suite d'un débat, la décision fut prise de dissoudre l'ancienne « Association de l'Amitié Viet Kieu » (*Hoi Viet Kieu Than Ai*), datant des années 1920, pour l'incorporer dans l'« Association pour le Salut National des Viet Kieu » (*Hoi Viet Kieu Cuu Quoc*). D'autres réformes subordonnèrent ensuite cette dernière association aux lignes directrices du Tong Bo. Les populations vietnamiennes sur les deux rives du Mékong contribuaient par subventions en argent et recrutement en hommes à ces deux associations.⁷² Le 25 novembre, le Viet Minh demanda que les Viet kieu « se réunissent » (*doan ket*) encore plus que jamais pour la résistance. En échange, leurs intérêts seraient protégés par l'« Association pour le Salut national des Viet kieu ». Ce qui fut sans précédent est que ces populations vietnamiennes au Laos et en Thaïlande avaient pour tâche d'assister militairement les Laotiens au Laos.⁷³

C'était aussi la première fois depuis la période 'précoloniale' que les Vietnamiens et les Laotiens avaient essayé de rétablir leurs relations diplomatiques sans les Français. Une fois la France renversée et le PCI en tête d'un gouvernement à l'intérieur de l'Indochine, la RDVN avait maintenant besoin de bâtir un nouveau rapport avec les Laotiens et vite. En tant que « délégué spécial » du Tong Bo au Laos, Tran Duc Vinh fut chargé de négocier et renforcer les liens vietnamiens avec les nationalistes laotiens opposés au retour du colonialisme français en Indochine. Bien entendu, tout ceci restait considérablement plus facile à dire qu'à faire. Lorsque Tran Duc Vinh arriva au Laos, par exemple, il savait très peu de choses sur la situation politique proprement laotienne. Il est fort probable qu'il ne connût aucun des nationalistes laotiens les plus en vue à cette époque, que ce soit le prince Phetsarath, ou un proche de lui, Khammao Vilay (Xieng Mao). D'ailleurs, en dépit de leur opposition commune pour le colonialisme français, leurs objectifs finaux pouvaient diverger. Si les Vietnamiens se souciaient de la défense de leur flanc occidental et de la possibilité d'exécuter une « révolution laotienne », le prince Phetsarath s'inquiétait, quant à lui, du retour des Français pour des raisons internes à la politique laotienne.

⁷¹ TRAN HUY LIEU, *Tong Khoi*, p. 435 ; DEUVE, *Le Laos*, pp. 25, 33 ; et 'Convention entre la RDVN et le Lao-Issara', le 30 octobre 1945, signé TRAN DUC VINH, Phya KHAMMAO et le prince SOUPHANOUVONG, c. 10H5636, SHAT.

⁷² LE MANH TRINH, *Cuoc van dong*, pp. 55-56 ; SDECE, BI, 'Organisation des rebelles indochinois au Siam', février 1949, livre III, annexe I, p. 3, d. 106, CD, CAOM ; 'Lao-Viet hop tac' [Collaboration lao-viet], *Cuu Quoc*, no. 39, (le 10 septembre 1945) ; SUPHOT DANTRAKUN, *Khabuan kankuchai* [Le mouvement d'indépendance], Bangkok, Catcarnai doi congci iambunset, préface daté de 1979, p. 2 ; et TRAN HUY LIEU, *Tong Khoi*, pp. 435-36. Le Manh Trinh prétend que Tran Duc Vinh arriva à Savannakhet le 23 août pour entraîner des négociations avec les Japonais. C'est difficile à croire.

⁷³ 'Viet Kieu o Ai-Lao voi phong trao quoc gia doc lap' [Les Viet kieu au Laos et le mouvement nationaliste d'indépendance], *Cuu Quoc*, no. 100, (le 25 novembre 1945) et la traduction française des statuts de la 'Hoi Viet Kieu

D'ailleurs, le prince demeurait au fond très réticent à collaborer trop étroitement avec les Vietnamiens. En effet, les activités des populations vietnamiennes au Laos avaient déjà posé de sérieux problèmes pour Phetsarath à la suite du renversement des Français et au fur et à mesure qu'il essayait de reprendre en main l'administration proprement laotienne. Par exemple, le 6 juillet 1945, Phetsarath avait personnellement informé le colonel japonais Ishibashi, Conseiller Suprême auprès du gouvernement royal de Luang Prabang, que les Vietnamiens à Xieng Khouang « [avaient] tenté de régner en maîtres de Xieng Khouang ». Même à Luang Prabang, les Vietnamiens s'agitèrent et tentèrent d'y créer des « Comités du salut publics », sans aucune autorisation du gouvernement royal du Laos. Tout cela bien avant la révolution d'août ... Selon le procès verbal de l'entretien entre Phetsarath et le colonel Ishibashi, ces Vietnamiens avaient provoqué « un trouble et [une] effervescence en ville, ce qui a amené une répression nécessaire » de la part des Japonais.⁷⁴ Au lendemain de la capitulation japonaise, très inquiet de l'armement nippon passé aux mains des Vietnamiens, Phetsarath avait contacté les autorités nippones sur place en les suppliant d'arrêter ce transfert, qui, selon lui, pouvait à terme, susciter un véritable coup de force. Le 24 août, Khammao Vilay condamnait les Vietnamiennes qui troublaient la « tranquillité publique de Vientiane ».⁷⁵ Ce même jour furent formellement interdits tous rassemblements de plus de 10 personnes et toutes circulations en ville de 21 heures à 7 heures du matin.⁷⁶ Tous les Laotiens n'étaient évidemment pas 'pour' la « révolution indochinoise » déclarée par le PCI en juin 1945. Et ces mesures visaient sans aucun doute à contrôler l'effervescence des populations vietnamiennes constituant la majorité de ces centres urbains où les nationalistes laotiens voulaient précisément établir leur autorité. Si le gouvernement vietnamien était fier de l'explosion patriotique des Vietnamiens au Vietnam, la diffusion de la révolution nationale au Vietnam par les Viet kieu à l'ouest pouvait se manifester comme une menace au Laos. Le 17 septembre 1945, Phetsarath fit diffuser un

Cuu Quoc', dans 'Organisation des rebelles indochinois au Siam', annexe I, 'Statuts de l'Association des Emigrés Vietnamiens pour le Salut National', daté de 1945.

⁷⁴ Annexe 2 : 'Relation sommaire pour mémoire des principales questions examinées par S.E. le colonel Ishibashi, Conseiller Suprême auprès du gouvernement royal de Luang Prabang et S.A. le Tiao Maha Oupphat Phetsarath, Premier ministre du Royaume, Entrevue du 6 juillet 1945', copie de l'original dans c. 163, HCI, CAOM.

⁷⁵ 'Chaokhoeung, Vientiane à Chaomuongs', No. 90-CO, Vientiane, le 24 août 1945, signé XIENG MAO [KHAMMAO VILAY], c. G14-1, fonds Jean Deuve, Mémorial de Caen.

⁷⁶ 'Bo [Bao] Cao cung dan chung Lao, Viet va Ngoai Quoc' et 'Proclamation aux populations laotienne, indochinoise et étrangère', Vientiane, le 24 août 1945, signé du Chaokhoueng de Vientiane, G14-1, fonds Jean Deuve, Mémorial de Caen.

AVIS A LA POPULATION

Il m'a été rendu compte que dans la nuit du 16 au 17 Septembre 1945 de nombreux Annamites armés de sabres, de lances et de bâtons se sont rassemblés par groupes importants, dans divers quartiers de la ville.

Ces Annamites se mettent ainsi en contravention à la proclamation en date du 24 août 1945 de S.E. le Chaokhouèng de Vientiane. Cette proclamation ayant été faite sur mes instructions, la contravention précitée constitue une désobéissance caractérisée aux ordres du Gouvernement Royal et, comme telle, mérite de sévères sanctions.

La population est avertie par le présent avis que le Gouvernement Royal est fermement décidé :

- 1° - de ne plus tolérer de désobéissance à ses ordres, désobéissance portant atteinte à son prestige et à son autorité.)
- 2° - de faire respecter ses ordres par tous les moyens dont il dispose, afin que le calme et la tranquillité publique dont il a le plus grand souci, continuent de régner.

Toutes instructions nécessaires ont été données dans ce sens aux Gardes Civiques et aux Agents de la police Municipale chargés d'assurer la sécurité publique.

Vientiane, le 17 Septembre 1945.

Son Altesse le Tiao Maha Qupahat,

Premier Ministre du Gouvernement Royal,

TIAO PHETSARATH

**L'opposition de Phetsarath aux Français
et aux Vietnamiens en 1945**

(Fonds Jean Deuve, Caen)

avertissement en français, lao et vietnamien, soulignant aux populations les dangers représentés par ces groupes armés Viet kieu.⁷⁷

Cette effervescence nationaliste à travers ces populations vietnamiennes au Laos pouvait amener certains Vietnamiens de se croire au Vietnam. D'après les sources disponibles, quelques petites prises de pouvoir vietnamiennes à Sam Neau et Tchépone se seraient produites en 1945.⁷⁸ A Sam Neau, en attendant leur reddition, les Japonais avaient préféré donner leurs armes aux Vietnamiens avant de quitter le lieu, laissant la porte ouverte aux adhérents du Viet Minh pour prendre en mains les affaires locales.⁷⁹ Le 15 septembre, le prince Souphanouvong adressa un message de Hanoi à Sam Neau, en exhortant les populations à se révolter contre les Français (voir *supra*).⁸⁰ Bien qu'il nous manque des documents précis sur ce qui se passa véritablement à Sam Neua en août 1945, des sources vietnamiennes confirment aujourd'hui qu'en octobre 1945, le « front de Sam Neau et Xieng Khouang » fut confié à Le Hien Mai (Duong Quoc Chinh), en tant que délégué politique du gouvernement vietnamien.⁸¹ Il dirigea une unité armée sur Sam Neua et, en collaboration avec quelques Laotiens, put « construire un pouvoir révolutionnaire dans les Houa Phans⁸² » (*xay dung chinh quyên cach mang*).⁸³ On ne sait toujours pas de quel droit juridique et diplomatique Le Hien Mai put faire appel pour pouvoir agir ainsi dans un pays étranger. Le 11 novembre, l'organe officiel du Viet Minh, *Cuu Quoc*, annonça que des Laotiens avaient créé un « Comité Populaire de Sam Neua » (*Uy ban nhan dan Sam Neua*), une organisation révolutionnaire très répandue au Vietnam à cette même époque. Le *Cuu Quoc* déclara même que ce « comité populaire » à Sam Neua existait au sein d'un mystérieux gouvernement de la « République démocratique du Laos » (*chinh phu dan chu cong hoa Ai-lao*).⁸⁴ Enfin, une lettre du chef de la province de Hua Phan (Sam Neua) adressée au gouvernement de la RDVN exprima en janvier 1946 sa gratitude pour « la grande œuvre bienfaisante accomplie dans la province par l'armée du

⁷⁷ Voir : 'Annexe IV : Avis à la population', le 17 septembre 1945, signé Tiao PHETSARATH, original reproduit par DEUVE, *Le Laos*, pp. 294-95 et 'Bo [Bao] Cao cung dan chung' [Avis à la population], Vientiane, ngày 17 tháng 9 1945, signé Hoang Than Tiao Maha Oupahat, thu tuong trieu dinh Luangprabang, Tiao PHETSARATH, G14-1, fonds Jean Deuve, Mémorial de Caen.

⁷⁸ 'Chronologie du mouvement Lao Issara', p. 1, note 2.

⁷⁹ 'Renseignements sur l'Indochine', le 4 septembre 1945, d. Renseignements Force 136, c. 10H599, SHAT.

⁸⁰ 'Chronologie du mouvement Lao Issara', p. 2, notation du 15 septembre 1945 et 'Renseignements sur l'Indochine', le 5 octobre 1945, d. Renseignements Force 136, c. 10H599, SHAT.

⁸¹ *Tu dien bach khoa quan su Viet Nam*, p. 234.

⁸² Sam Neua.

⁸³ DAO VAN TIEN, 'Tinh cam Viet-Lao va uoc mo cua doan quan « Tay Tien »', *Tap Chi Khoa Hoc*, (1991), [no. spécial consacré aux relations vietnamo-laotienne], p. 51.

Viet Nam que votre Excellence a voulu nous envoyée [*sic*] ». L'auteur de cette lettre fut Phoumi Vongvichit, l'un des Laotiens que les Vietnamiens allaient mettre au pouvoir un beau jour.⁸⁵

Outre le modèle indochinois guidant le PCI au Laos dès juin 1945, il existait des raisons structurelles qui avaient facilité ces 'soulèvements' Viet kieu au Laos en 1945. Historiquement, l'administration indochinoise sous les Français marchait sur le terrain au Laos et au Cambodge grâce aux petits commis vietnamiens. Les Vietnamiens avaient servi pendant l'époque coloniale comme ses collaborateurs les plus importants dans l'administration indochinoise au Laos urbain (dans les bureaux des résidences supérieures, dans la garde indigène, comme télégraphistes, facteurs et camionneurs roulant entre le Laos et l'Annam). Les Japonais avaient logiquement préféré garder ces fonctionnaires vietnamiens en place après le 9 mars pour le bon fonctionnement de leur propre machine bureaucratique et leurs intérêts militaires plus larges.⁸⁶ Mais une fois les Français et les Japonais partis, ces Vietnamiens *continuaient* à faire marcher l'Etat de l'ex-Laos français. En quelque sorte, le contenu vietnamien du fonctionnement administratif du 'Laos colonial' d'avant-guerre facilita la tentation vietnamienne de prendre en main le pouvoir au Laos à travers leur bureaux administratifs éparpillés jusque dans les recoins les plus perdus du Laos, laissés sans maîtres après la capitulation japonaise. Il n'est pas étonnant que le premier ministre laotien dût demander au président de la RDVN en novembre 1945 les décisions prises par les Vietnamiens quant à la circulation de la piastre indochinoise et la politique à suivre avec les Chinois. Cela n'avait rien à voir avec une domination vietnamienne quelconque ; en fait, des liens financiers continuaient à relier les pays de l'ancienne Indochine française.⁸⁷

Dans ce sens, il n'est pas étonnant non plus qu'en quittant les villes au Laos au début de septembre 1945, ces Japonais aient donné les leviers de commande et leurs armes aux Vietnamiens, pour la simple raison qu'il n'y avait que très peu de bureaucrates proprement laotiens vers lesquels ils auraient pu se tourner. C'est aussi une autre raison structurelle pour laquelle les communistes du PCI purent s'appuyer sur ces postes avancées de Viet

⁸⁴ 'Dan Lao hoat dong : Uy ban nhan dan Sam Nua' [Le peuple lao se mobilise : Le comité populaire de Sam Neua], *Cuu Quoc*, no. 97, (le 21 novembre 1945), p. 1. « Xiengphan » fut le président ; Thao Soulivong, vice-président ; Thao Muong, secrétaire-général ; Khamphanh, commissaire financier et Xieng Kham, commissaire politique.

⁸⁵ Copie de la lettre, 'Le Chao Koueng, chef de la province de Huaphan à S.E. le MAE de la République du Viet Nam', Sam Neua, le 15 janvier 1946, signé Thao PHOUMI, dans c. G14-1, fonds Jean Deuve, Mémorial de Caen.

⁸⁶ CAPLY [DEUVE], 'Le Japon et l'indépendance du Laos (1945)', p. 76.

⁸⁷ CSFFEO, EM/2B, no. 475/2/A, 'Note d'information : Ecoule radio du 24 octobre 1945, Câble du premier ministre lao au président de la RDVN', p. 22, le 24 novembre 1945, d. de 200 à 400, c. 10H528, SHAT.

PROCLAMATION

AUX POPULATIONS LAOTIENNE, INDOCHINOISE ET ETRANGERE

Conformément aux instructions de SON ALTESSE LE TIAO MAHA OUPAHAT, Premier Ministre du Royaume de Luangprabang,

SONT FORMELLEMENT INTERDITS,

dans les territoires du Muong de Vientiane et jusqu'à nouvel ordre, sauf autorisation spéciale du Chaokhoueng :

- 1°) Tous attroupements et rassemblements de plus de 10 personnes dans les lieux publics et privés;
- 2°) Toutes manifestations sportives et théâtrales;
- 3°) Le port dans la rue d'armes de toutes catégories;
- 4°) Toutes circulations en ville de 21 heures à 7 heures du matin;
- 5°) Le port d'insignes quels qu'ils soient.

Quiconque aura outrepassé ces interdictions seront sévèrement punis: la peine pourra aller jusqu'à la peine capitale. Chacun doit rester tranquille et vaquer à ses occupations habituelles.

SON ALTESSE LE TIAO MAHA OUPAHAT souhaite que chacun aura la sagesse de respecter scrupuleusement les instructions qui précèdent, afin de ne pas encourir des sanctions rigoureuses.

Vientiane, le 24 août 1945

S.E. LE CHAOKHOUENG DE VIENTIANE

BO CAO

CÙNG DÂN CHÚNG LAO VIỆT VÀ NGOẠI QUỐC.

Theo lệnh của đức Hoàng-Thần TIAO MAHA OUPAHAT, Thủ tướng triều đình Luangprabang, cấm ngặt, trong địa hạt Mường Vientiane, cho đến khi có một mệnh lệnh mới, trừ khi có pháp lệnh của ông Chao-Khoueng:

1. — Hội họp, quá 10 người tại một chỗ công hay tư.
 2. — Những cuộc biểu diễn thể thao hay ca kịch.
 3. — Mang khí giới ngoài đường bất cứ là thứ nào.
 4. — Đi lại ngoài đường từ 9 giờ tối cho đến 7 giờ sáng.
 5. — Đeo dấu hiệu riêng, bất cứ là dấu hiệu gì.
- Ái phạm những điều cấm này sẽ bị trừng trị rất nặng, có thể đến án tử hình.
- Mọi người nên bình tĩnh mà chăm lo công việc hằng ngày.

Hoàng-thần mong rằng ai ai cũng nên thận trọng tuân theo mệnh lệnh trên để tránh khỏi những sự trừng phạt nặng nề.

Vientiane, ngày 24 Août 1945

CHAO-KHOUENG Vientiane.

kieu travaillant à Sam Neua et Xieng Khouang au nom du Viet Minh. Et c'est justement ce contenu vietnamien de l'Etat laotien si alarmant pour Phetsarath qui posait un problème aigu aux élites laotiennes désireuses justement d'établir leur mainmise proprement *nationaliste* sur les villes, là où une sorte d'Etat moderne commençait à émerger à leurs yeux à la mi 1945.

Mais cette explication n'est que partielle. De même que les dirigeants français et leurs envoyés dépêchés au Laos étaient convaincus de la justesse de leur mission visant à rétablir l'ordre colonial *ante bellum*, de même les communistes vietnamiens étaient persuadés de leur bon droit moral d'apporter la révolution et la lutte anti-coloniale au Laos pour un meilleur avenir. L'enthousiasme révolutionnaire d'un auteur vietnamien écrivant en 1945 sur le Laos dans le *Cuu Quoc* saisit bien la certitude vietnamienne quant à l'avenir « démocratique » du Laos, et ceci déjà en 1945 : « Les Laotiens se préparent actuellement à avancer vers une République Démocratique, *dit-il*, ils se rendent compte du fait que le régime monarchique ne s'accorde plus avec le temps ».⁸⁸

Ce qui frappe est que déjà en 1945 les Vietnamiens n'arrivaient pas à penser autrement que selon leur vision du Laos et de son avenir révolutionnaire en alliance avec la RDVN. Deuxièmement, il ne nous semble pas que les révolutionnaire Viet kieu au Laos, emportés par leur propre ardeur nationaliste, se demandèrent de quel droit ils pouvaient agir dans un pays qui n'étaient pas le leur. C'est une problématique non sans intérêt, car, comme nous le verrons, les communistes vietnamiens allaient continuer à agir au Laos et au Cambodge au nom d'une plus grande révolution internationaliste et indochinoise qui n'avaient que très peu d'adhérents proprement lao et khmer. Le problème est qu'en 1945, excepté une poignée d'hommes du PCI, les activités des Viet kieu étaient spontanées et non pas dirigées par le comité central. Le mélange de ce droit révolutionnaire divin du PCI en Indochine occidentale et la présence de ces réseaux d'émigrés vietnamiens dans ces zones allaient s'inscrire directement la politique vietnamienne au Laos. Les deux allaient de pair.

Il convient donc de situer le retour de notre « délégué spécial » du Tong Bo, Tran Duc Vinh, dans ce contexte plus complexe. Car c'est en réaction à la méfiance laotienne des Vietnamiens que le Tong Bo donna l'ordre le 30 août aux fonctionnaires vietnamiens dans

⁸⁸ 'Viet kieu o Ai-lao voi phong trao quoc gia doc lap' [Les Viet kieu par rapport au mouvement national pour l'indépendance], *Cuu Quoc*, no. 104, (le 29 novembre 1945), p. 2.

l'administration indochinoise au Laos de céder leurs places aux Laotiens.⁸⁹ Il fallait rassurer rapidement et concrètement les Laotiens sur les bonnes intentions vietnamiennes au moment où le Viet Minh ne pouvait guère se permettre une effusion anti-vietnamienne qui ébranlerait leur présence, déjà fragile, et une politique de collaboration vietnamo-laotienne à peine née. D'ailleurs, il n'échappait à personne qu'une propagande anti-vietnamienne, jusque là systématiquement évitée par les Français au nom de l'entente 'indochinoise' de Vichy, pouvait trouver une résonance bien réelle vers la fin d'août.⁹⁰ Ce même jour, Tran Duc Vinh rencontra certains leaders laotiens à Savannakhet, suivi par un rassemblement pour montrer la solidarité lao-vietnamienne contre le retour des Français. Selon des documents du Viet Minh, environ un millier de personnes y assistaient, défilant avec des bannières proclamant l'indépendance du Laos et soutenant la collaboration lao-vietnamienne. Au nom du Tong Bo au Vietnam, Tran Duc Vinh répéta l'extrême urgence d'une « coopération entre les deux peuples ».⁹¹ Cette collaboration « Lao-Viet » était tout sauf assurée en 1945.

Le début des relations vietnamo-laotiennes

Alors que Tran Duc Vinh s'efforçait d'établir une première politique de collaboration vietnamo-laotienne et de rétablir le contrôle du PCI sur les Viet kieu des deux côtés du Mékong, au Vietnam Ho Chi Minh et Vo Nguyen Giap faisaient leur possible pour jeter les bases d'une alliance plus sûre avec le prince Souphanouvong, demi-frère de Phetsarath. Le prince Souphanouvong naquit le 13 juillet 1909. Éduqué au lycée Albert Sarraut de 1921 à 1931 et à l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées de 1934 à 1937, il entra dans l'Administration des Travaux publics d'Indochine en 1938. Le jeune prince s'était mis à travailler dans la bureaucratie indochinoise à Vinh, Muong Phin et Nha Trang en tant qu'ingénieur. Par un article publié dans le journal vietnamien, *Hai Phong*, nous apprenons que Souphanouvong avait contribué à l'entretien des ponts essentiels à la navigation fluviale au Centre Vietnam au moment où la famine frappait durement.⁹² C'est aussi au

⁸⁹ Geoffrey Charles GUNN, *Political struggles in Laos (1930-1954) : Vietnamese communist power and the Lao struggle for national independence*, Bangkok, Editions Duang Kamol, 1988, p. 122 ; LE MANH TRINH, *Cuoc van dong*, p. 59 et TRAN HUY LIEU, *Tong Khoi*, pp. 435-37.

⁹⁰ Pour un très bon exemple, voir : 'Dien-van cua ong Nguyen Luong Bang' [Discours de M. Nguyen Luong Bang], *Cuu Quoc*, (le 11 novembre 1945), p. 1, signé 'Tong Bo Viet Minh'.

⁹¹ TRAN HUY LIEU, *Tong Khoi*, p. 437 et 'Lao-Viet hop-tac' [Coopération vietnamo-laotienne], *Cuu Quoc*, no. 39, (le 10 septembre 1945), p. 1.

⁹² Voir: 'Nho su hop tac chat che Nhat-Viet-Lao' [Grâce à la coopération nipponne-vietnamo-laotienne], *Hai-Phong*, no. 81, (le 25 juin 1945), p. 1.

Vietnam qu'il se maria en 1938 avec une vietnamienne de grande famille, Madame Le Thi Ky Nam (Viengkham Souphanouvong).⁹³

Le nom du prince avait été avancé au gouvernement vietnamien en août 1945 par le nouveau Ministre des Transports, Dao Trong Kim. Ce dernier était apparemment un ami de longue date du prince : ils avaient fait leurs études ensemble en France avant la guerre.⁹⁴ Il est également possible que Souphanouvong ait rencontré d'autres dirigeants vietnamiens en France dans les années 1930, tels que Le Van Hien, devenu ministre des Finances en 1947, et même Pham Ngoc Thach.

En tout cas, le gouvernement vietnamien télégraphia à ses représentants à Vinh vers la fin d'août pour qu'ils entrent immédiatement en contact avec Souphanouvong, sondent discrètement ses vues quant à la question d'une collaboration vietnamo-laotienne contre le retour du colonialisme français. Selon l'un des membres de l'entourage qui escorta Bao Dai à Hanoi, le « Comité du Peuple du Trung Bo » (*Uy Ban Nhan Dan Trung Bo*) avait « présenté » Souphanouvong à cette délégation dirigée par Hoang Xuan Binh et Le Van Hien. En fait, le prince Souphanouvong se rendit à Hanoi dans la même *Mercury* que Bao Dai, bonne vision du désir vietnamien d'utiliser les monarchies pour souder ses propres alliances indochinoises et priver la France des collaborateurs futurs (sec. indochinoise (Cmb), ch. 2).⁹⁵ A Hanoi, les deux représentants royaux rencontrèrent Ho Chi Minh et Vo Nguyen Giap pour évaluer la possibilité de s'opposer au retour français.⁹⁶ Dans une conversation avec le Major Patti, Souphanouvong concédait ouvertement qu'il était à Hanoi pour « faire des préparatifs » avec Ho Chi Minh pour créer une nouvelle alliance vietnamo-laotienne.⁹⁷

⁹³ 'Opinion d'un retour de France', *Indochine*, no. 133, (le 18 mars 1943), p. 10 ; *Autobiography of prince Souphanouvong*, Kuala Lumpur, Malaysia Mining Corporation Berhad, 1989, pp. 32-34 ; Paul F. LANGER et Joseph J. ZASLOFF, *North Vietnam and the Pathet Lao: Partners in the struggle for Laos*, Cambridge, E.U., Harvard University Press, 1970, pp. 28-31.

⁹⁴ Entretien avec TRAN VAN DINH, le 20 juin 1990, Washington, D.C.

⁹⁵ Selon une étude française, « dans les premiers jours de septembre », la RDVN a télégraphié « au roi de Luang Prabang pour lui demander de maintenir ferme la position d'un Laos indépendant ». Apparemment, le roi n'a pas répondu. 'Bulletin d'études no. 30 : Historique de la libération de l'Indochine', p. 40.

⁹⁶ Sur le voyage de Souphanouvong à Hanoi, voir : CMC, EM, 2B, 'Traduction d'un carnet trouvé sur le nommé Nguyen Van Duc, blessé et capturé le 3 janvier 1947 à Tani', no. 100/2, d. 3, c. 10H606, SHAT ; LE VAN HIEN, *Nhat ky cua moi bo truong* [Journal d'un ministre], volume II, Da Nang, NXB Da Nang, 1995, p. 178 et HOANG XUAN BINH, '1945 : Tu Hue ra Ha Noi' [1945 : De Hue à Hanoi], dans *Giai phong quan hue, 1945* [La libération militaire de Hue, 1945], Hanoi, NXB Lao Dong, 1994, p. 131.

⁹⁷ 'Hoang than Lao se ve Sam Nua' [Le prince laotien va rentrer à Sam Neua], *Cuu Quoc*, (le 18 septembre 1945), p. 2 et 'Interview with Prince Souphanouvong of Laos', le 19 septembre 1945, Office of Strategic Service, China Theatre, SI Branch, APC 627, reproduit dans Hearing before the Committee of Foreign Relations, United States Senate, Ninety-Second Congress, Second Session, les 9-11 mai 1972, *Causes, origins, and lessons of the Vietnam war*, Washington [D.C.], US Government Printing Office, 1973, p. 305. Ho Chi Minh et Bao Dai y étaient présents aussi.

Ayant donné son accord à la formation d'une force armée vietnamo-laotienne,⁹⁸ Souphanouvong retourna à Hue le 30 septembre avec une lettre officielle du gouvernement vietnamien adressée au « Comité du Peuple du Trung Bo », expliquant son nouveau rôle dans la collaboration vietnamo-laotienne. Il parla des ses projets laotiens avec Ho Tung Mau et Nguyen Chi Thanh.⁹⁹ Avant de quitter Hanoi, cependant, le prince laotien était passé à l'antenne vietnamienne pour faire appel aux Laotiens et les inciter à rejeter le retour du protectorat français. Il envoya aussi un câble à Phetsarath, l'informant qu'il s'était engagé dans des pourparlers avec les représentants de la RDVN à Hanoi dans le but de créer « un bloc indochinois opposé au retour du colonialisme ». Si Phetsarath partageait son désir d'empêcher la reconstitution de l'Indochine française d'avant guerre, il n'était pas rassuré par l'existence d'un potentiel concurrent de sang royal soutenu par les Vietnamiens. Il répliqua sèchement à Souphanouvong : « Il y a seize ans que vous avez quitté le Laos. Vous n'êtes au courant de rien en ce qui le concerne [le Laos]. Ne faites rien sans un ordre formel de ma part ».¹⁰⁰

Grâce aux comptes rendus télégraphiés de ses délégués le long du Mékong, le gouvernement vietnamien à Hanoi devait savoir que l'attitude de Phetsarath envers eux demeurait méfiante. Le 13 septembre, au moment où cette hostilité anti-vietnamienne se fit sentir d'une façon aiguë au Laos, Ho Chi Minh informa Phetsarath dans un câble que son gouvernement sympathisait avec le « mouvement de libération laotien ». Allant plus loin, Ho lui garantissait son « soutien » et sa « collaboration ». Le président vietnamien conclut en lui demandant de protéger les intérêts des Viet kieu au Laos afin que les deux pays puissent développer leurs relations d'une manière amicale. Phetsarath lui en donna l'assurance.¹⁰¹ Pour l'amadouer, la RDNV lui fournit 3.000.000 de piastres.¹⁰² Les Vietnamiens visaient évidemment à dissiper au mieux possible les craintes de Phetsarath sur un coup de force vietnamien contre ses propres villes. Tout ceci se passait au moment où les Vietnamiens préparaient le retour de Souphanouvong à Savannakhet.

Si la RDVN ne voulait aucunement rompre avec Phetsarath, Ho Chi Minh et ses conseillers avaient placé l'essentiel de leur confiance en Souphanouvong. Ils comptaient sur son enthousiasme zélé pour la lutte des Vietnamiens, ses anciens contacts avec d'autres

⁹⁸ SISANA SISANE, 'Kan Surop thi Thakhek', p. 15.

⁹⁹ *Autobiography of prince Souphanouvong*, p. 36.

¹⁰⁰ Cité par DEUVE, *Le Laos*, p. 26.

¹⁰¹ Cité dans *Ibid.*, p. 29.



Gouvernement Lao Issara

(CAOM)



① x ② ③ ④ ⑤ ⑥ ⑦ ⑧

**Célébration de l'établissement officiel du gouvernement
Lao Issara à Vientiane, le 1 novembre 1945**

1. Vu Huu Binh
2. Tran Van Dinh
3. Tran Chuong
4. Phaya Khammao
5. Souphanouvong (et son fils)
6. Tran Duc Vinh
7. Officiers Dao et Thanh

élites vietnamiennes maintenant au pouvoir, son propre rêve de jouer un rôle plus important au Laos et son mariage avec une Vietnamiennne liée au Viet Minh. En bref, les dirigeants de la RDVN avaient fait rapidement un 'pari' important sur le prince dès les premiers jours de septembre 1945. Ho Chi Minh comptait utiliser Souphanouvong pour promouvoir ses propres intérêts dans les affaires internes du Laos. Sur les ordres personnels du président Ho, un contingent de garde du corps, bien armé et uniquement composé de Vietnamiens, escorta Souphanouvong au Sud du Laos. Un jeune officier non-communiste de Hue, Tran Van Dinh, faisait partie de ce groupe. Selon ses souvenirs publiés plus tard, l'entourage Viet Minh de Souphanouvong arriva à Savannakhet le 7 octobre 1945, d'où il commença sur-le-champ à bâtir une « armée de libération laotienne », l'idée ayant sans doute été suggérée par Vo Nguyen Giap et Ho à Souphanouvong quelques semaines tôt.¹⁰³

Pouvait-on parler d'une véritable 'armée de libération laotienne' en 1945 ? Les débuts, pas plus. Même les forces armées du Vietnam étaient loin d'être organisées elles-mêmes et efficaces à ce stade. Sans compter le nombre infime de Laotiens qui s'étaient ralliés à l'armée thaïlandaise en 1940-41, les premières unités de combats dites de 'libération' au Laos devaient leur existence aux Viet kieu vivant dans les centres urbains. On sait que la colonisation française s'était largement appuyée sur les Vietnamiens pour créer la *Garde indigène*. Le Viet Minh put donc puiser parmi d'anciens tirailleurs vietnamiens et les Viet kieu au Laos pour construire une armée 'laotienne'. C'est dans ce contexte que Vu Huu Binh, un ancien capitaine de tirailleurs au Laos, retourna à Vientiane vers août 1945 pour recruter, donner des cours militaires et encadrer des jeunes Viet kieu dans une milice urbaine. Les origines de l'armée de libération au Laos se trouvent dans les pourparlers entre Souphanouvong et la RDVN à Hanoi et les premiers recrutements parmi les Viet kieu au Laos.

D'ailleurs, Vu Huu Binh était sans doute plus important dans ces affaires militaires que Souphanouvong et Tran Van Dinh. Ces deux derniers n'avaient absolument aucun entraînement militaire, expérience de combat ou connaissances de la vie rude et dure que les militants du PCI avaient connu en Asie depuis les années 1920. Deuxièmement, comme nous l'avons déjà souligné, les nationalistes laotiens les plus importants à l'époque

¹⁰² 'Historique de la libération de l'Indochine', p. 40. Une autre source prétend que Phetsarth a personnellement envoyé deux délégués à Hanoi et Saigon pour chercher un appui auprès de la RDVN. C'est en fonction de ces contacts que le gouvernement vietnamien lui a fourni un crédit de 3.000.000 de piastres. *Ibid.*, p. 40.

¹⁰³ DEUVE, *Le Laos*, p. 31 et TRAN VAN DINH, 'The birth', pp. 424-28.

n'appréciaient guère la décision unilatérale des Vietnamiens de prendre le mouvement militaire en main au Laos. L'arrivée de Souphanouvong au Laos avec une lettre de Ho Chi Minh et une escorte purement vietnamienne ne pouvait pas manquer de piquer certains esprits laotiens.¹⁰⁴ Outre Phetsarath, Oun Sananikone, un nationaliste laotien qui s'était rendu en Thaïlande en 1940 pour travailler avec le gouvernement et l'armée de Pibul Songkram, était particulièrement méfiant envers Souphanouvong et son entourage vietnamien. Ayant pris en charge la ville de Savannakhet, la dernière chose qu'il voulait permettre était le transfert de son contrôle à Souphanouvong et Viet Minh, d'autant plus que ses défenseurs thaïs se trouvaient maintenant compromis depuis la capitulation japonaise et réticents à s'affirmer dans les affaires intérieures des Laotiens au même niveau que les Vietnamiens.

Vu du côté Viet Minh, la méfiance de Oun Sananikone et son refus de les soutenir privait le Tong Bo, isolé, d'une partie importante de Laotiens qui n'avaient aucun lien avec Souphanouvong. Le Viet Minh avait besoin de lui, de ses contacts parmi l'armée thaïe, dans l'administration du Nord-Est de Thaïlande et avec des contrebandiers desservant tout le Mékong. Souphanouvong n'avait jamais eu des contacts avec des milieux thaïlandais ; ses relations ayant été bornées à la partie orientale de l'Indochine. Le Viet Minh dut trouver une ouverture et vite. Tran Van Dinh prétend qu'il fixa un rendez-vous entre Oun Sananikone et Souphanouvong peu après leur arrivée à Savannakhet pour jeter les bases d'une nouvelle politique de collaboration. Il leur fit comprendre l'importance d'établir une union interne à la direction laotienne. Par ailleurs, les grandes lignes d'un « Quartier Général » pour administrer une armée laotienne furent esquissées.¹⁰⁵ Mais Dinh avait à peine 25 ans à l'époque et eut peut-être plus du mal à sceller cette collaboration qu'il ne le dit dans ses souvenirs. Quoi qu'il en soit, le 8 octobre 1945, lors d'une réunion à Thakhek, une « Armée pour la Libération et de la Défense du Laos » prit corps, avec les hommes d'Oun Sananikone et Souphanouvong pour pivot. A en croire Tran Van Dinh, Souphanouvong devint le « Commandant-en-Chef » et Oun Sananikone le second en charge. Quant à Dinh, il servira par la suite de conseiller au « service de renseignements » du prince, un organisme qui se transforma vite « en une organisation presque indépendante ».¹⁰⁶ En fait, Dinh était probablement son directeur. Dans un câble à ses

¹⁰⁴ Pour plus de détails concernant l'antipathie des Laotiens pour les Vietnamiens, voir : BROWN et ZASLOFF, *Apprentice revolutionaries*, pp. 26-27 et TRAN VAN DINH, 'The birth', p. 429.

¹⁰⁵ TRAN VAN DINH, 'The birth', pp. 424-28.

¹⁰⁶ Plus modeste que son appellation ne le suggère. TRAN VAN DINH, 'The birth', pp. 429-30.

supérieurs à Hanoi, il dit que « les Laotiens ne faisaient que signer » ce qu'il leur donnait.¹⁰⁷

Plusieurs documents originaux saisis par les Français à l'époque confirment les propos de Tran Van Dinh, notamment le fait que Souphanouvong fût devenu le « Commandement en chef de l'Armée de libération et de défense laotienne ». Il était secondé par Oun Sananikone. Leur Etat-Major était dirigé par Phoumi Nosavan (très vite remplacé par Singkapo Chounamani¹⁰⁸). Ces documents confirment par ailleurs que le Viet Minh réussit à forger une alliance entre Souphanouvong et Oun Sananikone. La présence Viet Minh était incarnée aussi par Nguyen Chuong, le garde du corps personnel de Souphanouvong et futur général. Il obtint également une place très marquante dans le « Conseil de Défense » créé aussi à ce moment.¹⁰⁹ En réalité, les Vietnamiens doublaient les officiers laotiens dans chaque branche de cette armée en germe.¹¹⁰ Sous la direction de Souphanouvong et Oun Sananikone, cinq brigades furent mises sur pied, avec Singkapo Chounamani chargé de celle de Thakhek, Phoumi Nosavan à Savannakhet et, éventuellement sous Bounkhong et Seum Manovieng au Bassac (Paksé).¹¹¹ En tout, il y avait environ 572 hommes dont 33 officiers, 188 sous-officiers et une majorité de troupes vietnamiennes.¹¹²

Mais le Viet Minh voulait plus qu'une armée. La RDVN voulait faire surgir un 'gouvernement de résistance' proprement laotien, étroitement allié avec le Vietnam. Le 8

¹⁰⁷ Cité par DEUVE, *Le Laos*, p. 98.

¹⁰⁸ Singkapo Chounamani est né en 1913 à Thakhek, instituteur dans cette ville jusqu'au 9 mars 1945. Il était nommé par les Japonais directeur du groupe scolaire de Thakhek. Après la capitulation japonaise, il devint chef d'Etat-Major Général de l'armée de libération laotienne, commandant la brigade de Thakhek. Il s'est réfugié en Thaïlande où il devint agent de renseignement dirigé de la Thaïlande sur la province Khamouane. 'Bulletin de renseignements', daté du 14 décembre 1950, s.d. Prince Souphanouvong, d. 109, CD, CAOM.

¹⁰⁹ Y émergeaient également les noms de : Tran Van Dinh, Pham Xuan Giai et Nguyen Duc Tue. 'Comité du Laos Indépendant', fait à Savannakhet le 2ème jour de la lune croissante du 11ème mois de l'an 2488 de l'ère bouddhique, le 8 octobre 1945, signé le prince SOUPHANOUVONG, dans Annexe II, 'Chronologie du mouvement Lao Issara', Annexe 2 : Documents saisis dans les papiers personnels de Thao Souphanouvong à Thakhek', dans TFEO, FL, EM, 2B, 'BR no. 18', Savannakhet, no. 127/2, c. 10H5636, SHAT. Phoumi Nosavan sera remplacé en fin octobre par Singkapo, lorsque le gouvernement a été refait en deux comités : Vientiane et Savannakhet. Phoumi Nosavan reprendra ses fonctions en tant que chef de l'Etat-Major de l'armée pendant la préparation de l'offensive sur le Mékong en 1947.

¹¹⁰ Voir : DEUVE, *Le Laos*, p. 96 et 'Organisation du commandement de l'armée lao issara : arrêté du 30 octobre 1945', signé KHAMMAO [VILAY], dans Annexe IV, 'Chronologie du mouvement Lao Issara' et article 11, dans copie d'un document trouvé dans la région de Napé, émanant du prince Souphanouvong et fixant la composition et l'organisation du 'Comité du Laos Indépendant', daté du 8 octobre 1945 et signé par SOUPHANOUVONG, dans TFEO, FL, EM, 2B, no. 446/2-S, d. Sûreté et police, organe de renseignements, 46-47, c. G3, RSL, CAOM. On peut y lire : « L'Etat-Major [de l'Armée de libération et de défense lao] est composée d'officiers laos, doublés de conseillers techniques vietnamiens. Cette armée est actuellement constituée par les troupes lao libre de S.E. Thao Oun Sananikone, grossies par la garde personnelle de S.A. le prince Souphanouvong ». Plus loin : « Les Vietnamiens de l'Armée de Libération et de Défense Lao seront tous considérés comme Lao d'adoption ».

¹¹¹ Ce dernier fut vite remplacé par Sithon Kommadam le 4 décembre 1946, qui allait diriger la 35ème compagnie comprenant des troupes lao-viet. Sécurité Militaire, Bas Laos, no. 79/S, 'Procès-verbal', le 28 juin 1947, s.d. 5, d. 108, CD, CAOM.

¹¹² 'Organisation territoriale du commandement militaire', le 30 octobre 1945,

octobre 1945, les princes Souphanouvong et Phetsarath, travaillant avec les partisans du « Lao-pen-Lao » et du Viet Minh, se mirent d'accord pour former le « Comité du Laos Indépendant » siégeant à Savannakhet. Comme le Viet Minh, ce comité revendiquait l'indépendance et l'unification du Laos et, chose plus intéressante, la formation éventuelle d'une « Fédération des Peuples Indochinois » basée sur d'étroits rapports moraux, culturels et économiques.¹¹³ Par un arrêté du 8 octobre 1945, Souphanouvong jeta les bases de ce « Comité du Laos Indépendant », avec son comité central initialement basé à Savannakhet (dans l'ancienne résidence supérieure), des comités régionaux dans la plupart des provinces et son comité extérieur à Hanoi. Le président d'honneur et le chef de ce comité proto-gouvernemental fut confié à Phetsarath, alors que le président devint Souphanouvong. Oun Sananikone fut nommé gouverneur du Sud du Laos et Khammao Vilay, président du conseil.¹¹⁴ Le 12 octobre, seulement quatre jours après la formation de ce « comité », les diverses factions laotiennes se réunirent pour créer le « Gouvernement Provisoire du Lao Issara ». Phetsarath devint le « Président d'honneur » et Souphanouvong Premier Ministre.¹¹⁵ Le 10 novembre, le roi Sisavang Vong reconnut le nouveau gouvernement et abdiqua, non sans nous rappeler un cas parallèle au Vietnam.

Ce nouveau gouvernement laotien portait le sceau de la collaboration vietnamo-laotienne dès sa conception. En fait, la participation du Viet Minh dans les questions intérieures du Laos dès août 1945 est remarquable. Bien entendu, elle s'explique par les soucis bien fondés des vietnamiens quant à leur flanc occidental, mais aussi par cette propension continue de prendre les choses en main au nom des Laotiens. Dans la photo commémorant la formation du gouvernement provisoire du Lao Issara le 1 novembre 1945, on voit à côté du Prince Souphanouvong et Khammao Vilay, les architectes de la politique laotienne de la RDVN, à savoir : Tran Duc Vinh, Vu Huu Binh, Nguyen Chuong et Tran

¹¹³ Voir documents originaux, et surtout les trois points de l'Article I, du 'Comité du Laos Indépendant', Savannakhet, le 8 octobre 1945, signé par le Prince SOUPHANOUVONG, dans TFEQ, FL EM/2B, no. 446/2-S, d. Sûreté et Police, Organes de renseignements 1946-47, c. G3, RSL, CAOM et 'Chronologie du mouvement Lao Issara', p. 3.

¹¹⁴ Voir l'arrêté signé par Thao OUN, daté du 10 octobre 1945, Annexe I dans 'Chronologie du mouvement Lao Issara' et 'Constitution du gouvernement lao à Vientiane', daté du 12 octobre 1945, dans *Ibid.* Dans les provinces, le Comité du Lao Issara à Savannakhet était commandé par le président d'honneur Chao Khoueng et le président Phoumi. Tran Van Dinh représentait le Viet Minh. A Thakhek, le Comité était représenté par Thao Kamsing (président d'honneur) et Singkapo comme président. A Luang Prabang, c'est Boungnavath qui est chef du comité Lao Issara. En Thaïlande, le Lao Issara a créé des comités d'émigrés laotien (*Lao Ophanob*) s'étendant du nord à Chiang Rai jusqu'à Ubon dans le Sud-Est, modelés sans doute sur les associations récemment ressuscitées, les *Hoi Viet kieu*. Voir : Annexe IV et Annexe VII dans 'Chronologie du mouvement Lao Issara'.

¹¹⁵ Voir les documents originaux dans 'Chronologie du mouvement Lao Issara', pp. 3-4 ; SON TUNG, 'Dan toc Lao da dung day!' [Les Laotiens se sont levés!], *Co Giai Phong*, no. 27, (le 21 octobre 1945), p. 1 ; 'Hoang than Souphanouvong da gui chinh phu Viet Nam Buc Dien Van ...' [Le prince Souphanouvong a envoyé un télégramme à notre gouvernement ...], *Cuu Quoc*, no. 110, (le 6 décembre 1945), p. 1. Pour plus de renseignements sur le Lao Issara,

Van Dinh. En tant que le « délégué spécial » de la RDVN au Laos, Tran Duc Vinh devint lui-même membre du Comité du Lao Issara.¹¹⁶ Quelques jours plus tard, Souphanouvong publia une attaque virulente dans l'organe officiel du Viet Minh, *Cuu Quoc*, dans lequel il critiquait les efforts colonialistes pour diviser les Vietnamiens et les Laotiens et reprendre le Laos.¹¹⁷

Quant à Phetsarath, vers les deux premières semaines d'octobre 1945, il avait perdu considérablement sa marge de manœuvre sur le plan politique, diplomatique et surtout militaire. Politiquement, sa destitution par le roi l'avait affaibli et obligé à se rapprocher des Vietnamiens. Le 10 octobre 1945, le roi l'informa de sa déchéance en tant que premier ministre, ce qui devait le pousser fermement vers la formation d'un gouvernement indépendant contre la France. Comme l'a dit un rapport français, la déchéance de Phetsarath provoqua la rupture entre le prince et la famille royale et marquait également « le début de l'action qu'allait entreprendre Phetsarath contre l'autorité française ».¹¹⁸ Vu le désintérêt des Chinois pour sa cause et les négociations délicates entre les Thaïs et la France, Phetsarath se voyait obliger de s'entendre davantage avec les hommes de Ho Chi Minh. Par ailleurs, face au Viet Minh, la milice de Phetsarath ne comptait guère plus de 200 hommes, dont une partie allait rallier bientôt aux Français.¹¹⁹

Il serait très intéressant de savoir qui, exactement, avait lancé l'idée d'un gouvernement Lao Issara à l'origine. La réponse n'est peut-être pas si évidente que l'on ne le pense. Une étude approfondie de la situation au Laos en 1945-1946 par l'Etat-Major de la Défense nationale française prétend que la création du Lao Issara ne fut pas faite « à l'instigation » de Phetsarath, même si ses débuts ont été « certainement facilités par lui ».¹²⁰ Les Vietnamiens ? Ce n'est pas impossible. Rappelons que le PCI avait donné l'ordre de promouvoir une révolution au Laos en juin 1945 et que des soulèvements patriotiques s'étaient produits vers la fin d'août et même jusqu'en novembre à Sam Neua. D'ailleurs, Tran Duc Vinh n'était pas n'importe qui. Il fut le délégué spécial du Tong Bo, ancien militant communiste formé avant la guerre en Thaïlande et chargé de la politique du PCI au

voir : DEUVE, *Le Laos* et Robert REYERS, 'Phetsarath et le Lao Issara : Une étude des débuts du nationalisme au Laos', Amsterdam, Mémoire de Master's, Universiteit van Amsterdam, 1989 (en néerlandais).

¹¹⁶ Voir le décret signé à ce sujet par Thao OUN, daté du 10 octobre 1945, dans 'Chronologie du mouvement Lao Issara', annexe I.

¹¹⁷ 'Buc thu hoang than Souphanouvong gui cho uy vien chinh phu cong hoa Phap' [Lettre du prince Souphanouvong adressée au représentant gouvernemental de la république française], *Cuu Quoc*, no. 97, (le 21 novembre 1945), pp. 1-2. On y trouve aussi le slogan « Ai-lao doc lap muon nam » [Vive l'indépendance laotienne].

¹¹⁸ 'Activités laotiennes au sujet de Phetsarath', p. 8, d. Phetsarath, c. 163, HCI, CAOM.

¹¹⁹ VALMY, 'Laos 1945', pp. 169-170.

¹²⁰ 'Bulletin d'études no. 30 : Historique de la libération de l'Indochine', p. 41.

Laos et en *Isaan* après la défaite japonaise. Au vu de leur présence dans le nouveau Lao Issara, on aurait tort de conclure trop hâtivement que les communistes vietnamiens avaient soudainement abandonné leur politique révolutionnaire d'un mois plus tôt, d'autant plus que Phetsarath et d'autres ne remplissaient pas vraiment le vide politique. Notons aussi que le troisième but politique exprimées par le gouvernement Lao Issara mentionnant la formation éventuelle d'une « Fédération des peuples indochinois » nous rappelle les idées énoncées par Truong Chinh en juin 1945.¹²¹

Sans plus de preuve à l'appui, nous n'irons pas plus loin. Quelles que fussent les vraies origines du gouvernement Lao Issara, le Viet Minh devait être ravi d'accepter la tentative de Phetsarath et de Khammao Vilay de former un gouvernement indépendant. En somme, ce changement de la position politique interne de Phetsarath, l'absence d'une armée laotienne et les activités politico-militaires des Français au Laos firent pencher la balance en faveur du Viet Minh et Souphanouvong. Avec la présence dans le Lao Issara de Phetsarath et Souphanouvong, les Vietnamiens pouvaient ainsi profiter de leur statuts royaux pour gagner le soutien des populations locales et des pays étrangers afin de légitimer ce nouveau gouvernement nationaliste allié soudain si étroitement avec la RDVN.

A la fin d'octobre 1945, en tant que délégué du Tong Bo au Laos, Tran Duc Vinh, scella cette coopération dans un accord militaire. Suite à des pourparlers, le 30 octobre, Vinh et le premier ministre du Lao Issara, Khammao Vilay, conclurent un « traité » militaire vietnamo-laotien.¹²² Cet accord ou convention permettait à la RDVN de stationner ses hommes de troupes à Thakhek, Vientiane et Savannakhet (clause 1) ; d'administrer les populations vietnamiennes au Laos (clause 2) ; d'entreprendre des opérations vietnamo-laotiennes contre les Français (clause 3) ; et d'administrer un comité de résistance (clause 4).¹²³ Le Prince Souphanouvong, qui avait le plus à gagner de cette réorientation de la politique laotienne vers le Viet Minh, annonça qu'en raison de cet accord militaire, « les unités laotiennes et vietnamiennes seraient combinées pour marcher l'une à côté de l'autre contre leur ennemi commun : le colonialisme français ».¹²⁴ Démarche moins connue, Souphanouvong concéda aussi à la RDVN le droit de choisir ses propres délégués pour

¹²¹ Notre 'L'Indochine repensée par les indochinois', pp. 421-52.

¹²² 'Hai nuoc Lao-Viet ky mot hiep-uoc lien quan de chong vo ke thu chung' [Les deux nations laotienne et vietnamienne ont signé un traité militaire afin d'opposer leur ennemi commun], *Dan Thanh*, (le 6 novembre 1945) ; BROWN et ZASLOFF, *Apprentice revolutionaries*, pp. 31-33 ; et DEUVE, *Le Laos*, pp. 324-35.

¹²³ 'Lao-Viet ky hiep uoc thanh thien' [Le Laos et le Vietnam ont signé un traité d'amitié], *Dan Chu*, no. 62, (le 5 novembre 1945), p. 1. La version originale (en français) de cet accord se trouve dans 'Annexe 2 : Documents saisis dans les papiers personnels de Thao Souphanouvong à Thakhek', dans TFEQ, FL, EM, 2B, no. 127/2, Savannakhet, le 14 avril 1946, 'BR no. 18', c. 10H5636, SHAT.

administrer le « Bureau des Affaires vietnamiennes » dans le gouvernement laotien et de doubler les officiers laotiens dans le « Conseil de Défense laotien » avec des Vietnamiens. « L'indépendance du Laos, dit le prince Souphanouvong, ne peut être séparée de celle du Vietnam ». ¹²⁵ Ce même jour, le prince prit en charge le Commandement de l'Armée Lao Issara, avec Nguyen Chuong et six autres vietnamiens à ses côtés. ¹²⁶ Le 14 janvier 1946, dans ce qui deviendra une politique continue, les Vietnamiens ouvrirent des écoles de cadres pour former des Laotiens à l'art de la guerre, bien qu'ils soient à peine en mesure de donner une instruction pareille à leurs troupes au Vietnam. ¹²⁷

Au début de novembre 1945, bon gré mal gré, le Viet Minh avait réussi à réorienter une bonne partie des anticolonialistes laotiens, formés par les Thaïlandais dès 1940 ou alliés avec Phetsarath, vers le camp vietnamien. Le prince Souphanouvong était devenu l'allié le plus notable de la RDVN. Reflétant bien son orientation extérieure, au début d'octobre il avait déjà créé un « Comité Extérieur du Lao Issara » à Hanoi. Il n'y existait pas un tel bureau à Bangkok avant janvier 1946. ¹²⁸ En mars 1946, il nomma Thao Tay comme son délégué officiel auprès du Comité populaire de Thanh Hoa, chargé des discussions de la défense de la frontière vietnamo-laotienne. ¹²⁹ En janvier 1946, par exemple, Bounlieng et Nguyen Chuong expliquait à Souphanouvong que les autorités de Trung Bo allaient livrer du sel et du sucre au Laos, ainsi que des médicaments qui faisaient défaut chez les Lao Issara. ¹³⁰

La politique étrangère du gouvernement provisoire du Lao Issara

Si le gouvernement du Lao Issara dépendait fortement du Viet Minh pour les raisons énoncées ci-dessus, cette relation ne les empêchait de se tourner aussi vers la Thaïlande. La collaboration pendant la guerre des anciens du « Lao-pen-Lao » avec les leaders du Seri

¹²⁴ Cité par TRAN XUAN CAU, 'Cach mang thang tam o Lao', p. 42.

¹²⁵ 'Comité du Laos Indépendant', le 8 octobre 1945, signé Prince SOUPHANOUVONG, surtout les articles 11 et 22.

¹²⁶ 'Organisation du commandement de l'armée Lao Issara, arrêté du 30 octobre 1945', signé par KHAMMAO, dans 'Chronologie du mouvement Lao Issara', annexe IV. Ces Vietnamiens sont : Nguyen Chuong, Tran Van Dinh, Pham Xuan Giat, Phan Xum Phong, Nguyen Da, Nguyen Duc Tue, Nguyen Pham Thanh, Tran Ngoc Que et Doan Thuan.

¹²⁷ *Quan khu IV*, p. 61 et 'Procès-verbal', le 28 juin 1947, s.d. 5, d. 108, CD, CAOM.

¹²⁸ Voir : 'Comité du Laos indépendant', le 8 octobre 1945, signé le prince SOUPHANOUVONG, article II ; 'Dien van cua thu tuong Lao gui cho truong uy ban lao o Hanoi' [Câble envoyé du premier ministre laotien au chef du comité laotien à Hanoi], *Cuu Quoc*, no. 123, (le 21 décembre 1945), p. 1 ; et les télégrammes décryptés par les Français dans c. 10H290, SHAT et 'Prince Souphanouvong à Ho Chi Minh', no. 81-ALD, Thakhek, le 24 décembre 1945, dans c. G14-1, Fonds Jean Deuve, Mémorial de Caen. Le Comité extérieur du Lao Issara à Bangkok se trouvait au 228, rue Ba Trieu, Hanoi.

¹²⁹ Voir le télégramme décrypté : 'Adressé à Comité extérieur Lao indépendance [Lao Issara], 228 Ba Trieu, Hanoi, et CRA Thanh Hoa par prince Souphanouvong, Ministre des Affaires étrangères', daté du 14 mars 1946, dans CSTFEO, EM/2B, no. 2110/2, le 3 avril 1946, d. 128, CP, CAOM.

Thaï comme Tiang Sirikhan ou les dirigeants militaires de l'armée de Pibul, comme Phin Chunhawan, facilitèrent ces contacts. D'ailleurs, le différend entre la Thaïlande et la France à propos des provinces contestées en 1940-41 assurait que les Thaïs seraient toujours disposés à rencontrer les délégués d'un gouvernement laotien opposé aux Français et dont plusieurs membres de son comité dirigeant leur étaient déjà bien connus. Le Lao Issara voyait dans les Thaïs la possibilité d'une aide directe, à plus forte raison lorsque les relations franco-thaïes se détérioraient. En tant que Ministre des Affaires étrangères, vers le début de 1946, Souphanouvong envoya deux délégués en Thaïlande pour négocier une aide auprès du gouvernement et surtout chez les députés du *isaan* comme Tiang Sirikhan.¹³¹ Le prince rapporta le 8 janvier 1946 que la mission de Thao Kruong¹³² réussit à arracher un « accord » aux Thaïlandais pour aider le Lao Issara.¹³³ A en croire la comptabilité d'un « Comité Régional du Lao Issara », un certain thaï nommé « Nai Vath » servait comme intermédiaire pour l'achat d'armes sur le Mékong pour le compte du Lao Issara.

Quant à la Chine, Souphanouvong autorisa ses représentants d'entrer en contact avec le général chinois A Kong, Chef du Bureau d'Outre-mer du GMD à Bangkok, concernant une cessation d'armes aux Lao Issara.¹³⁴ Toutefois, Souphanouvong préférait ne pas envoyer un délégué à Chongqing. Les deux pays qui comptaient le plus restaient la Thaïlande et le Vietnam.¹³⁵ Dans un télégramme du 14 janvier 1946, le prince expliqua que la « question importante à régler actuellement n'est pas celle de la Chine, c'est au contraire, celle d'entrer en relation avec les gouvernements annamite et thaïlandais ».¹³⁶ C'est à partir de ce moment, d'ailleurs, que Souphanouvong s'efforça de créer un deuxième « Bureau extérieur », cette fois-ci à Bangkok, pour « faciliter la tâche de notre future diplomatie ».¹³⁷ En bref, la politique étrangère du Lao Issara était très limitée.

¹³⁰ Voir le télégramme décrypté : 'Adressé à prince Souphanouvong, Thakhek, par Bou[n]lieng/Chuong, Hanoi', daté du 27 janvier 1946, dans CSTFEO, EM/2B, no. 2374/2, 'Extraits de télégrammes décryptés', d. 128, CP, CAOM.

¹³¹ Télégramme DD56, Vientiane, daté du 21 décembre 1945, dans TFEQ, FL, EM/2B, no. 192/2, Savannakhet, le 6 juin 1946, 'BR', c. 10H290, SHAT.

¹³² un fonctionnaire laotien né à Nakhon Phanom de parents thaïs et Ministre adjoint de l'Economie nationale du Lao Issara.

¹³³ Ces derniers étaient prêts, paraît-il, à leur fournir 100.000 ticaux [bahts] pour acheter des fournitures de bureaux, mais pas forcément des armes. Télégramme intercepté : 'Premier Ministre à Chef de gouvernement mission Luang Prabang, en communication [à] Ministre Affaires Etrangères', daté du 8 janvier 1946, no. 8, TFEQ, FL, EM/2B, no. 192/2, Savannakhet, le 6 juin 1946, 'BR', c. 10H290, SHAT.

¹³⁴ DEUVE, *Le Laos*, pp. 137, 188.

¹³⁵ *Ibid.*, p. 137.

¹³⁶ Télégramme officiel no. 62, AE, Thakhek, le 14 janvier 1946, 'Ministre [des] Affaires Etrangères à Chef [du] gouvernement Luang Prabang, en communication [à] Premier Ministre, Vientiane',

Vers la rupture : La réoccupation française du Laos de 1946

L'un des premiers indices d'un changement dans la balance géo-stratégique apparut au début de février 1946, lorsque les Chinois permirent à environ 2.000 hommes de troupes du général Alessandri de traverser la frontière pour passer par le Laos et s'installer à Lai Chau vers le 8 février.¹³⁷ Alors que les Français multipliaient leurs négociations avec les Chinois à Chongqing, la RDVN faisait de son possible pour obtenir que les Chinois au Laos du Nord restent sur place le plus longtemps possible. Comme l'a dit Tran Van Dinh dans un entretien : « Nous voulions que leur départ soit repoussé. Nous les avons utilisés pour reporter le retour [militaire] des Français [et ainsi] nous donner plus de temps pour consolider [notre position] ». ¹³⁸ Le 20 février, une semaine avant la conclusion de l'accord franco-chinois, le prince Souphanouvong envoya un télégramme à Lou Han à Hanoi, décrivant la présence franco-britannique au Laos nord du 16^{ème} parallèle. Une semaine plus tard, un officier français rencontra Lou Han à Hanoi à propos du refus du général Lu Quoc Chang, commandant de la 93^{ème} division au Laos, de retirer ses troupes.¹⁴⁰ Un accord franco-chinois fut signé le 28 février qui autorisa les Français à remplacer les Chinois dans toute l'Indochine du Nord en échange de la suppression des concessions françaises et du régime d'extraterritorialité. La Chine put gagner des concessions commerciales en Indochine et un droit de regard sur les populations chinoise résidant au Vietnam.

La RDVN avait seulement deux choix après l'accord franco-chinois du 28 février : soit elle pouvait se battre contre les Français, soit elle pouvait adopter une politique de négociation. En raison de sa faiblesse militaire, le PCI opta pour la voie diplomatique. D'ailleurs, une politique de résistance aurait sûrement rencontré la double opposition des Chinois et les Français, qui n'auraient pas hésité à profiter de l'occasion pour imposer un nouveau gouvernement anti-communiste à sa place. La voie diplomatique permettait aux Vietnamiens de rester au pouvoir au Nord et les mettait en mesure de continuer à consolider leur pouvoir interne, éliminer toute opposition, renforcer leur forces militaires et

¹³⁷ Télégramme intercepté : 'Ministre des Affaires Etrangères à Chef gouvernement Luang Prabang en communication de Premier Ministre Vientiane', daté du 16 janvier 1946, TFEO, FL, EM/2B, no. 192/2, 'BR', le 6 juin 1946, c. 10H290, SHAT.

¹³⁸ NGUYEN KIEN GIANG, *Viet-nam : Nam dau tien sau cach mang thang tam (thang tam 1945-thang chap 1946)* [Vietnam : La première année après la révolution d'août (août 1945 à décembre 1946)], Hanoi, NXBST, 1961, p. 160 ; MARR, *Vietnam 1945*, p. 174 ; TONNESSON, *Vietnamese Revolution*, pp. 292-94, 300 ; et 'Chi thi ban chap hanh trung uong dang ve 'Tinh hinh va chu truong' [Instructions du comité central du parti au sujet de la « Situation et politique »], reproduit dans *Van kien dang ve khang chien chong thuc dan Phap, Tap I (1945-1950)* [Documents du parti sur la résistance contre le colonialisme français, volume I (1945-1950)], Hanoi, NXBST, 1986, p. 41.

¹³⁹ TRAN VAN DINH, 'The birth', p. 434.

¹⁴⁰ Voir les câbles dans TFEO, FL, EM/2B, no. 63/2S, 'BR no. 10', le 28 février 1946, p. 1 et pour le télégramme de Souphanouvong à Lou Han, daté du 20 février 1946 et décrypté dans c. 10H5636, SHAT.

mettre les Chinois dehors. Le 5 mars 1946, à la veille de la signature des accords fameux du 6 mars, une réunion du PCI approuva une politique « de paix afin d'avancer » (*hoa de tien*).¹⁴¹ Ho Chi Minh signa le lendemain.

Ironiquement, avant de pouvoir attaquer le Viet Minh au Laos, les Français devaient d'abord s'étendre avec les Vietnamiens au Tonkin pour ne pas provoquer une guerre prématurée et sur deux et peut-être même trois fronts (étant donné que le différend avec la Thaïlande n'avait pas encore été réglé). Le 6 mars 1946, Jean Sainteny signa un accord avec Ho Chi Minh, selon lequel les deux côtés se mettaient d'accord pour prévoir un référendum sur l'unification du Vietnam. Les Français reconnaissaient l'existence de la RDVN en tant qu'Etat libre à condition que le Vietnam reste au sein d'une Fédération indochinoise, ce que Ho concédait. D'ailleurs, les Vietnamiens permettaient, entre d'autres choses, aux Français de stationner 15.000 hommes de troupes au Vietnam du Nord.

Toutefois, au Laos, le retrait des Chinois et les accords franco-vietnamiens équivalaient à la guerre. Nguyen Chuong avait déjà prédit la chute de Savannakhet aux Français.¹⁴² Souphanouvong semble avoir très tardivement tenté de négocier un accord diplomatique avec la France au même plan que Ho Chi Minh.¹⁴³ Mais en vain. Le mieux que le « Bureau Extérieur du Lao Issara » à Hanoi pût communiquer à ses dirigeants au Laos était que les accords du 6 mars n'affectaient que le Vietnam. Dans le journal hebdomadaire du Lao Issara du 15 mars 1946, la nouvelle de l'accord franco-vietnamien passe inaperçue en page 2, sous la rubrique « Nouvelles de la quinzaine » !¹⁴⁴

Et non sans raison. En signant l'accord du 6 mars, Ho Chi Minh avait indirectement permis au Corps expéditionnaire d'entamer la réoccupation totale du Laos par la force et ainsi renverser le gouvernement Lao Issara. Si Souphanouvong pouvait toujours promettre à Ho Chi Minh, même le 14 mars, une « amitié inébranlable » et lui assurer d'une « parfaite compréhension » quant aux accords du 6 mars¹⁴⁵, la signature de Ho ne tarda pas à se mettre à dos ceux du Lao Issara qui s'étaient toujours montrés très méfiants des Vietnamiens.¹⁴⁶ Et là encore ce ne sera pas la dernière fois que les Laotiens et les

¹⁴¹ NGUYEN KIEN GIANG, *Viet Nam nam dau tien*, pp. 162, 170 et 'Tinh hình va chu truong', *Van kien Dang*, pp. 42-45.

¹⁴² Voir son câble dans Document no. 18 daté du 23 janvier 1946, d. janvier 1946, c. 10H600, SHAT.

¹⁴³ Lt.-Colonel ANDRIEU, 'Note sur les mouvements rebelles au Laos', dans Ministère des Relations avec les Etats Associés, DGD, Saigon, le 12 mai 1953, p. 3, c. 10H277, SHAT.

¹⁴⁴ *La Patrie Lao*, no. 2, (le 15 mars 1946), p. 2.

¹⁴⁵ Télégramme intercepté, 'Prince Souphanouvong à MAE, RDVN', no. 140, daté du 14 mars 1946, dans d. 1-10, c. G14-1, Fonds Jean Deuve, Mémorial de Caen.

¹⁴⁶ Dans une lettre acerbe adressée à Souphanouvong en 1949, Katay Don Sasorith écrira que les « membres du Gouvernement [du Lao Issara] n'ont jamais pu avoir communication des diverses conventions qu'il affirme avoir passées

Cambodgiens seront affectés par une décision vietnamienne indépendante de s'entendre avec la France ou les Etats-Unis.

Toutefois, les Vietnamiens étaient tout à fait conscients de cette contradiction entre leur diplomatie et ses retombées sur leurs alliés en Indochine occidentale. Le 9 mars, Tran Duc Vinh intima à Vo Nguyen Giap par un câble de lui expliquer « quelle devra être notre politique vis-à-vis du gouvernement et du peuple laotien » en cas d'attaque française, et surtout par rapport au « traité d'alliance militaire vietnamo-laotien ? ».¹⁴⁷ Le 17 mars 1946, le Ministre de l'Intérieur, Hoang Huu Nam, expliqua ainsi la politique laotienne de la RDVN :

Vis-à-vis des Laotiens, il faut les aider [de] toutes nos forces à condition que tout se fasse entièrement en secret. La troupe ne doit pas porter d'insigne national [du Vietnam]. Dans le cas où une troupe laotienne possède un drapeau vietnamien, il ne faut pas y inscrire les deux mots Viet-Lao. N'étant que des volontaires, vous n'avez aucune attache avec le gouvernement [laotien]. Pour les questions militaires, il faut renforcer les effectifs et bien surveiller les voies de communications.¹⁴⁸

Tran Duc Vinh n'avait guère besoin d'un tel conseil le 17 mars ! Quatre jours après les accord du 6 mars, Alessandri avait débuté son offensive pour reprendre tout le Laos au nord du 16^{ème} parallèle.¹⁴⁹ Fortement armés en troupes, chars d'assaut et avions, Alessandri reprit vite Savannakhet le 10. Bien que le Viet Minh et Lao Issara essayaient de maintenir les villes qu'ils avaient occupées depuis août 1945, leur concentration dans ces centres urbains les transformaient en cibles faciles pour la puissance de feu française. Le 17 mars, le colonel Crèveœur et son homologue chinois, Lou Tsing Koue signèrent un accord

soit avec Ho Chi Minh, soit avec les délégués du Gouvernement vietnamien. Le fait que les Vietnamiens nous ont laissé tomber après le 6 mars 1946 est un précédent inquiétant (attitude et démarches de M. Tran-duc-Vinh à Vientiane). Nous ne savons même pas jusqu'ici à quel point nous sommes engagés vis-à-vis des Vietnamiens, et réciproquement ». Lettre du 12 mai 1949 reproduite par Joseph ZASLOFF dans III. Document, *Approches Asie*, no. 10, nouvelle série, (1989-1990), p. 219. Déjà en février 1946, Tran Duc Vinh avait expliqué au gouvernement à Hanoi qu'à l'intérieur du gouvernement du Laos, « il y [avait] un certain nombre de personnalités très favorables au Vietnam, tandis qu'un certain autre personnage [non-nommé] s'efforce de nuire autant que possible à ceux qui sont favorable au Viet Minh [...] ». Télégramme intercepté : 'Envoyé extraordinaire Tran Duc Vinh à Comité Populaire du Centre Vietnam pour transmettre à Ministre de l'Intérieur [Vo Nguyen Giap], Hanoi', daté du 16 février 1946, d. Note sur les négociations de la commission française à Hanoi, décembre 1946, c. 10H602, SHAT.

¹⁴⁷ Télégramme décrypté : Délégué Tran Duc Vinh à Thakhek au Ministre de l'Intérieur, Hanoi en communication à Vo Nguyen Giap, Chef du Comité de Résistance, daté du 9 mars 1946, dans 'Documents. Ecoutes Radios décryptés', CSTFEO, EM/2B, no. 84/2, 'Note de renseignements', le 6 janvier 1947, s.d. Note sur les négociations de la Commission française à Hanoi, décembre 1946, d. 2, FFEO/2B, c. 10H602, SHAT.

¹⁴⁸ Télégramme intercepté : 'Hoang Huu Nam, Ministre de l'Intérieur, à Tran Duc Vinh à Vientiane', daté du 17 mars 1946, 'Documents. Ecoutes Radios décryptés', CSTFEO, EM, 2B, 'Note de renseignements', no. 84/2, le 6 janvier 1947, s.d. Note sur les négociations de la Commission française à Hanoi, décembre 1946, d. 2, FFEO/2B, c. 10H602, SHAT.

¹⁴⁹ Bien que nous n'ayons aucune preuve écrite, il nous semble vraisemblable que Tran Duc Vinh avait reçu l'ordre formel d'engager des troupes contre les Français à Thakhek. Une telle décision aurait été probablement prise lors des réunions du PCI en février ou début mars 1946. A la conclusion de l'accord franco-chinois en février 1946, le PCI décida de défendre Thakhek en espérant vraisemblablement empêcher une attaque française sur Hue, Dong Ha et Vinh. SISANA SISANE, 'Kan Surop thi Thakhek', p. 17.

permettant aux Français d'attaquer Thakhek.¹⁵⁰ Le 18 mars, désespéré, le gouvernement Lao Issara tentait de se faire reconnaître à nouveau par le roi de Luang Prabang, l'obligeant à remonter sur le trône, dans le but de pouvoir négocier sur une base plus forte avec les Français.¹⁵¹ Sans résultat. Le matin du 21, la réoccupation commença. Selon plusieurs récits, des avions de marque Spitfire mitraillèrent la ville au soutien d'une attaque terrestre. Des milliers de Laotiens et Vietnamiens s'enfuirent en Thaïlande en traversant le Mékong, alors que des combattants vietnamiens et, à un moindre degré, laotiens se battirent pour garder la ville. Leur combats furent inutiles. Des centaines de Vietnamiens furent tués lors de ces durs affrontements.¹⁵² Ayant pris Thakhek, les Français continuèrent leur marche vers le Nord pour reprendre Vientiane, renverser le gouvernement Lao Issara et établir un gouvernement pro-Français à sa place. Avec la prise de Luang Prabang à la mi-mai, les Français achevèrent leur occupation de tout le Laos et infligèrent un échec militaire écrasant au Viet Minh. Comme le Lao Issara, la politique laotienne devait les suivre en Thaïlande.

¹⁵⁰ TFEO, FL, EM, 2B, 'BR no. 14', no [?], le 23 mars 1946, 10H5636, SHAT.

¹⁵¹ 'Chronologie du mouvement Lao Issara', p. 6, notation d'avril 1946.

¹⁵² Sur la "bataille de Thakhek", voir : le général L. M. CHASSIN, *Aviation Indochine*, Paris, Armiot Dumont, 1954, pp. 58-60 ; SISANA SISANE, 'Kan surop thi Thakhek', pp. 17-20 ; GUNN, *Political struggles in Laos*, pp. 169-70 et LE MANH TRINH, *CVDCQ*, pp. 166-67.

Le déplacement de la politique laotienne de la RDVN à travers le Mékong, (1946-1948)

L'éviction du Lao Issara et du Viet Minh du Laos et le déclenchement de la guerre franco-vietnamienne en décembre 1946 donnèrent une tournure sud-est asiatique à la première guerre dite d'« Indochine ». La puissance militaire des Français obligea la RDVN à se retourner vers ses réseaux renaissants en Thaïlande pour prendre les réfugiés vietnamiens en main et sauver l'alliance avec le Lao Issara.¹ Or, si le Viet Minh allait réussir largement sur le premier point, les tentatives qu'il fit pour obtenir la coopération du Lao Issara entre 1946 et 1949 se révélèrent beaucoup plus laborieuses. Une fois en Thaïlande, les délégués vietnamiens se rendirent vite compte que l'idée d'une collaboration vietnamo-laotienne n'allait pas forcément de soi. Les Laotiens continuaient à entretenir leurs propres visions de leur avenir. D'autres acteurs régionaux, asiatiques et occidentaux confondus, qui s'intéressaient au Laos, intervinrent aussi. En Thaïlande, les communistes vietnamiens n'allaient plus opérer en vase clos.

C'est dans ce contexte régional plus complexe qu'on ne l'imagine que doit se situer en particulier l'échec de la politique laotienne de la RDVN/PCI en Thaïlande à la fin des années 1940. Au lieu de tout faire commencer en 1950, continuons plutôt à suivre le Viet Minh de l'autre côté du Mékong en 1946 pour entrer dans le contexte extra-indochinois de sa politique laotienne. Car une compréhension géopolitique de cet insuccès auprès du Lao Issara nous permettra de mieux appréhender la situation critique dans laquelle les communistes vietnamiens créeront un Etat révolutionnaire laotien à partir de 1948. Mais commençons d'abord par l'analyse d'une réussite vietnamienne : l'impressionnante capacité du PCI de prendre en main les bases Viet kieu et les réfugiés vietnamiens qui avaient été poussés dans le Nord-Est de la Thaïlande en 1946.

La réorientation en direction de la Thaïlande en termes Viet kieu

¹ Quant aux questions commerciales du Viet Minh en Thaïlande, voir : sec. sud-est asiatique, ch. 2.

Ce qui comptait le plus pour le Viet Minh dans le Nord-Est de la Thaïlande après leur échec militaire au Laos était de se gagner les milliers de Viet kieu que l'offensive française avait déportés sur la rive droite du Mékong. Au total, on y dénombrait environ 40 à 50.000 réfugiés vietnamiens et environ 4.000 Laotiens.² Etant donnée la nature urbaine de l'immigration vietnamienne au Laos pendant l'époque coloniale, ces exilés se concentraient naturellement dans les régions du Mékong qui faisaient face à leurs anciens lieux de résidence au Laos, dans une zone s'étendant de Sri Chiangmai jusqu'à Nakhon Phanom et Mukdahan en passant par Nong Khai.³ Pour administrer les Laotiens réfugiés sur la rive droite, le Lao Issara créa 18 comités d'émigrés connus sous le nom de *Samakhon Lao Ophanop* ou « Associations des émigrés laotiens », en prenant le modèle vietnamien comme exemple.⁴ Quant au gouvernement du Lao Issara, ses membres se rendirent en Thaïlande le 25 avril, établissant leur siège initial à Udon Thani. Peu après, les principaux dirigeants du Lao Issara, tels Phetsarath et Phaya Khammao, se déplacèrent à Bangkok pour y établir un gouvernement en exil (voir *infra*).⁵ Quant à Souphanouvong, il retourna à Hanoi le 15 juillet 1946 pour mener des pourparlers secrets avec les chefs de la RDVN, sans doute au sujet de la collaboration vietnamo-laotienne contre la France et les implications du déplacement du Lao Issara à Bangkok.⁶

En 1946, les Thaïlandais donnèrent au Viet Minh des facilités pour prendre les Viet kieu en main. Heureusement pour le Viet Minh et le Lao Issara, les Thaïs demeuraient bien disposés à leur cause, leur fournissant un soutien discret et autorisant leur immigration sur leur sol. Au moment de l'arrivée des Vietnamiens en Thaïlande, les Thaïs s'étaient déjà engagés dans des

² Des sources américaines, thaïes, françaises et vietnamiennes fixent le nombre de réfugiés en Thaïlande à environ 50.000. Voir : HOANG GIAO, 'Viet kieu o Xiem, Khang Chien' [Les Viet kieu au Siam, Résistance], *Tieng Sung Khang Dich*, no. 60, (le 10 décembre 1947), pp. 1, 3 ; 'Raid on Tha Baw [Tha Bo] and Situation Vientiane, Nong Khai', le 31 mai 1946, p. 15, Department of State, ANEU ; *Suphap Burut*, (le 29 avril 1946) ; et HOANG VAN HOAN. *Giot nuoc trong bien ca (hoi ky cach mang)* [Une goutte d'eau dans l'océan (Mémoires révolutionnaires)], Beijing, NXB Tin Viet Nam, 1986, p. 287. Peter Poole, qui a fait des recherches très poussées sur l'immigration vietnamienne en Thaïlande, situe le nombre des réfugiés vietnamiens s'enfuyant en Thaïlande à 46.700. Peter A. POOLE, 'Notes and comment, Thailand's Vietnamese refugees : Can they be assimilated?', *Pacific Affairs*, vol. 40, nos 3-4, (automne-hiver 1967-68), p. 324, note 2. Pour le chiffre des réfugiés laotiens, voir : Lt-Colonel ANDRIEU, 'Note sur les mouvements rebelles au Laos', dans Ministère des Relations avec les Etats Associés, DGD, Saigon, le 12 mai 1953, p. 4, c. 10H277, SHAT.

³ Télégramme intercepté : 'Premier Ministre [Khammao Vilay] à Chao Khouang Luang Prabang', no. 380, dans TFEQ, FL, EM/2B, no. 192/2, Savannakhet, le 6 juin 1946, p. 3, c. 10H290, SHAT.

⁴ Jean DEUVE, *Le Laos, 1945-1949, Contribution à l'histoire du mouvement Lao Issara*, Montpellier, Université de Paul Valéry, s.d., p. 207.

⁵ Le chef du gouvernement fut Phetsarath ; Phya Khammao Vilay, le Premier Ministre ; Souphanouvong, Ministre des Affaires étrangères ; Katay Don Sasorith le Ministre de l'Information ; Kruong, le Ministre de la Guerre, etc. Selon une étude française, ce gouvernement en exil se doubla d'un « Comité de Résistance », « ayant Phetsarath comme président, lequel délègue ses pouvoirs à Souphanouvong ». SDECE, BI, 'Organisation des rebelles indochinois au Siam', février 1948, p. 9, d. 106, CD, CAOM.

négociations tendues avec les autorités françaises de Saigon sur l'avenir des territoires contestés. Rappelons que la reconstruction de l'Indochine 'française', *ante bellum*, allait autant à l'encontre des intérêts des Thaïs que de ceux des Vietnamiens et du Lao Issara. Un délégué de la RDVN en Thaïlande à cette époque rapportait à ses supérieurs à Hanoi que « le gouvernement et la population thaïlandais ont porté secours aux évacués [vietnamiens] à tous [les] points de vue [...] ». ⁷ Les hommes de troupes Viet Minh pouvaient conserver leurs fusils, uniformes, radios et continuaient à effectuer des exercices dans leurs camps militaires. Les Thaïs leur fournirent des renseignements au sujet des mouvements des troupes françaises au Laos et des représentants diplomatiques de la France à Bangkok. Ils leur firent des dons en produits médicaux, casques et radios transmetteurs. ⁸ En mai 1946, par exemple, Vo Nguyen Giap reçut un câble d'un de ses lieutenants en Thaïlande, qui lui apprit que « l'armée thaïe s'unit avec la nôtre, [que] le gouvernement thaï se lie strictement intimement avec nous et nous porte secours mieux qu'auparavant ». ⁹ Un mois plus tard, un ancien cadre du PCI en *Isaan*, Mai Van Quang, donna un résumé plus sobre de cette collaboration : « Relations extérieures [de] Bangkok avec nous ont été prises ». ¹⁰ Ce militant communiste devait être néanmoins rassuré, car il put transférer au Nord-Est l'appareil politico-militaire du PCI, y compris le « Comité Territorial du Laos » (*Xu uy Ai-Lao*) du PCI (voir chapitre précédent).

L'une des faveurs les plus notables accordées par le gouvernement thaï était le droit de contrôler et de recruter parmi tous les Viet kieu de Thaïlande. Ces 50.000 Vietnamiens déplacés dans le Nord-Est à la mi-1946, qui comprenaient un noyau de 10.000 individus déjà bien travaillés par le PCI depuis les années 1930, représentaient une ressource militaire précieuse. Après la réoccupation française du Laos, Pridi Banomyong, alors premier ministre, refusa fermement de les replacer sous le contrôle français. Très fidèles à ses alliés du Seri Thai, Pridi donna personnellement des ordres aux fonctionnaires du Nord-Est pour qu'ils

⁶ 'Chronologie du mouvement Lao Issara', p. 6, notation du juin 1946, d. FT, Laos, 2B, c. 10H5637, SHAT, p. 4 et DEUVE, *Le Laos*, p. 209.

⁷ Télégramme intercepté : 'Délégué Viet Kieu Savannakhet à [l']Etat-Major, Hanoi', (CD2/10H), daté du 28 mai 1946, dans TFEQ, FL, EM/2B, no. 192/2, Savannakhet, le 6 juin 1946, p. 5, c. 10H290, SHAT.

⁸ Entretien avec TRAN VAN DINH, le 20 juin 1990, Washington, D.C. et CCFAEO, EM, 2B, no. 2715/FAEO, Saigon, le 27 juin 1950, d. Collusion Siam-Viet Minh, c. C838, SHAA.

⁹ Télégramme intercepté, 'CK2 à l'Etat-Major Hanoi', dans Annexe I, TFEQ, FL, EM/2B, 'BR no 24', Savannakhet, no. 181/2, le 30 mai 1946, c. 10H5636, SHAT. Un autre télégramme adressé à Hanoi se résumait ainsi : « [L']armée thaïlandaise s'unit avec la nôtre. Gouvernement thaïlandais lie strictement intimité ». Voir : TFEQ, FL, EM/2B, no. 192/2, Savannakhet, le 6 juin 1946, p. 4, c. 10H290, SHAT.

¹⁰ Télégramme intercepté, 'CK30, Délégué Lakhone [Nakhon Phanom] à armée Viet Minh, PC armée lao', daté du 25 mai 1946, dans TFEQ, FL, EM/2B, no. 194/2, Savannakhet, le 6 juin 1946, 'BR no. 25, Annexe', c. 10H5636, SHAT.

construisent des abris pour ces réfugiés le long du Mékong et leur trouvent des emplois. Le Viet Minh acquit l'autorisation de nommer ses propres représentants dans les zones où les réfugiés vietnamiens se concentraient ; d'établir des centres d'emplois ; de mener des réunions politiques et patriotiques ; de recruter et d'entraîner des troupes parmi les Viet kieu et de diffuser par radio les nouvelles et la propagande de la RDVN.¹¹ Comparé à la politique beaucoup moins amicale du GMD dans la Chine du Sud au même moment, c'était une grande chance que d'avoir de telles bases, juste à l'extérieur de l'Indochine occidentale.

D'ailleurs, parmi les 50.000 nouveaux arrivés du Laos, beaucoup d'entre eux étaient très instruits, ayant travaillé pendant l'époque coloniale comme secrétaires, opérateurs télégraphiques, interprètes et instituteurs. Ils étaient en général à leur aise, non seulement en français mais aussi en lao, et étaient donc capables de communiquer en thaï sans aucune difficulté (le thaï et le lao sont mutuellement intelligibles). Pour toutes ces raisons, le Viet Minh voulait les prendre en main à tout prix. A cette fin, le « Comité spécial des Viet kieu » (*Dac uy Viet kieu*) à Udon Thani comptait utiliser ses associations patriotiques, tel que le « Tong Hoi Viet kieu », pour les rassembler sous son égide. A Udon Thani, les émissions quotidiennes de la « Radio Viet Nam » (*Dai Tieng Noi Viet Nam*) de Hanoi étaient diffusées par haut-parleurs dans les camps de réfugiés. Le Viet Minh continuait à publier un journal patriotique, *L'Indépendance* (*Doc Lap*). On pouvait y lire les discours de Ho Chi Minh, des lettres de combattants à la guerre et des déclarations gouvernementales. Des exemplaires de la publication, *Le président Ho Chi Minh et les Viet kieu*, circulaient dans les nouvelles salles de classe qui s'ouvraient aux environs de ces camps.¹² Selon les souvenirs de deux vétérans communistes directement impliqués dans ces activités à l'époque, leur accès aux réfugiés et à l'assistance des Thaïlandais ont fortement contribué à améliorer d'abord la situation critique des réfugiés, ensuite la capacité du PCI de prendre en main ces Vietnamiens à des fins militaires.¹³

¹¹ LE MANH TRINH, *Cuoc van dong cuu quoc cua Viet kieu o Thai-Lan* (*Gop vao tai lieu lich su cach mang Viet-Nam* [La mobilisation du salut national des Viet kieu en Thaïlande (Contribution à la documentation sur la révolution vietnamienne)], Hanoi, NXBST, 1961, p. 67 et 'Secret Investigation of Border Fighting, Office of Stragic Service', le 20 mai 1946 et 'Secret Report on the Nakhon Phanom Incident', le 13 mai 1946, tous les deux dans RG 59, Indochina, Politics, d. Relations with Thai, c. 9, ANEU.

¹² 'Dien van cua kieu bao o Xiern gui chinh phu' [Télégramme des Viet kieu au Siam adressé au gouvernement [vietnamien]], *Dan Chu*, no. 313, (le 10 août 1946), p. 1.

¹³ TRAN VAN DINH, 'The Birth of the Pathet Lao', dans Nina S. ADAMS et Alfred W. MCCOY, eds., *Laos : War and revolution*, New York, Harper and Row, 1970, p. 436 et LE MANH TRINH, *Cuoc van dong*, p. 67.

Des difficultés existaient pourtant. La vie de ces réfugiés en Thaïlande était très pénible, d'autant plus qu'il s'agissait de Vietnamiens relativement aisés et donc peu habitués à vivre dans des conditions aussi difficiles. Une fois écartés du Laos par l'armée française, ils étaient coupés de ce monde indochinois d'avant guerre, presque idyllique, dont ils avaient pu profiter, par exemple, grâce aux frais de séjour accordés par le Gouvernement de l'Indochine, pour visiter leurs familles au Vietnam avant de reprendre leur travail au Laos ou au Cambodge. Poussés pour la première fois de l'autre côté du Mékong, beaucoup d'entre eux ne devaient plus jamais revoir leur pays natal, ni au Laos, ni au Vietnam. L'Indochine paisible des fonctionnaires vietnamiens d'avant guerre n'existait plus. Et pour beaucoup, les réseaux sud-est asiatiques du PCI, basés à Udon Thani, cachaient un monde souterrain qui faisait encore plus peur à ceux qui ne voulaient pas marcher dans leur sens idéologique.

Le principal recours pour une reconsolidation des opérations vietnamiennes en Thaïlande était l'aide apportée par les anciens Seri Thai. Sans l'autorisation de rester sur le sol thaïlandais et le droit d'administrer les réfugiés vietnamiens, le Viet Minh aurait perdu l'un des piliers porteurs de leur réseaux sud-est asiatiques et une porte arrière sur l'Indochine occidentale. A la mi-1946, par exemple, le Ministre de l'Intérieur, Tiang Sirikhan, fit une tournée dans le Nord-Est pour rencontrer des autorités provinciales et leur donner des directives sur la manière par laquelle le gouvernement thaï et surtout les autorités sur place comptaient aider les réfugiés vietnamiens. Tiang expliqua à ses délégués locaux que les réfugiés vietnamiens avaient « la liberté de mouvement, résidence et le droit de gagner leur vie », conformément aux déclarations faites antérieurement par Pridi.¹⁴ Ainsi, grâce à Tiang Sirikhan, Nguyen Duc Quy put obtenir 700.000 *baht* du parlement thaï afin d'aider les réfugiés vietnamiens.¹⁵ Une étude thaïe portant sur la présence vietnamienne en Thaïlande confirme que le Ministère de l'Intérieur avait permis aux réfugiés vietnamiens du Laos d'entrer en Thaïlande sans passer par les canaux d'immigration officiels, alors que le Ministère des Transports et des Communications exemptait ces Vietnamiens des droits d'entrée en échange de travaux accomplis sur des routes du Nord-Est.¹⁶ Comme dans un passé plus lointain, le gouvernement thaï leur permettait de travailler en tant que charpentiers et bûcherons près de

¹⁴ LE MANH TRINH, *Cuoc van dong*, p. 67.

¹⁵ 'Prise du bateau Song Lo', Fiche, le 26 septembre 1949, p. 19, d. Direction de la Sûreté, c. 10H279, SHAT.

¹⁶ WICHAN CHAMPISI, *Yuan ophayop kap khammankhong khong chat* [Les réfugiés vietnamiens et la sécurité nationale], Bangkok, Samnakngan Odiator, 2519 [1976], pp. 42-43 et 'Secret Report on the Nakhon Phanom Incident', p. 10.

Nong Khai et d'Ubon ou comme mécaniciens et marchands locaux. Ils étaient autorisés à redevenir des acteurs dynamiques du développement urbain qui s'accélérait dans ces villes le long du Mékong après la seconde guerre mondiale.¹⁷ Les anciens Seri Thai fournirent même plusieurs parcelles de terres aux Vietnamiens. Vers avril 1946, selon les souvenirs de Hoang Van Hoan, l'« Association Générale du Viet Kieu » accepta ces terrains (sans doute loués) pour créer des « camps collectifs » (*trai tap the*) agricoles. C'est l'un de ces centres que Tiang visita en 1946.¹⁸

Le front du Mékong

La mainmise du Viet Minh sur les Viet kieu dévoilait l'importance des questions militaires, surtout le fonctionnement des camps d'entraînement parmi les populations vietnamiennes depuis avril 1945. L'un de ces camps se trouvait encore en 1946 à Kumpwapi, un petit village près d'Udon Thani. D'autres fonctionnaient parmi les Vietnamiens des environs de Nong Khai, Sakon Nakhon et Udon Thani. Grâce à l'aide de Tiang Sirikhan, plusieurs Lao Issara reçurent aussi une formation militaire à Kumpwapi et à Sakon Nakhon, sans doute sous la direction de Vu Huu Binh devenu maintenant le « Chef des forces Viet Minh au Siam ».¹⁹ Ces camps militaires dans le Nord-Est de la Thaïlande ne doivent pas être sous-estimés. Loin des attaques directes de l'armée française, le Viet Minh utilisait ses 'safe bases' pour donner une meilleure formation et armement à ses combattants, surtout pour ceux qui allaient être envoyés dans le Nam Bo en guerre.

Pour ses activités militaires, le Viet Minh divisa ses opérations en Thaïlande en 4 zones. La première et la plus importante étaient à Udon Thani ; la seconde à Nakhon Phanom ; ensuite à Ubon Ratachathani et enfin au Nord à Lampang, Chiangmai et Chiangrai. Les Français estimaient au début de 1948 que le Viet Minh commandait 1.500 réguliers en Thaïlande et environ 10.000 réservistes moins bien encadrés, bien entendu. Selon cette source, Nguyen Van

¹⁷ 'Secret Report on the Nakhon Phanom Incident', p. 10 et OUN SANANIKONE, *Khwaamlang khong Khaphacao Thao Oun "Tinyin" Chananon* [Les expériences ultérieures de Thao Oun ou Sananikone, « Pieds froids »], traduit du lao, Bangkok, Dang Kamon, 2520 [1977], p. 242.

¹⁸ HOANG VAN HOAN, *Giot nuoc*, p. 285.

¹⁹ FL, EM/2B, no. 1029/2/, 'BR no. 86, période du 1 au 15 octobre 1947', le 14 octobre 1947, d. Activités rebelles, 1947-1953, c. 10H5642, SHAT.

Trong²⁰ fut le commandant en chef de cette « armée », le commissaire politique fut Dinh Van Khanh et le chef d'État-Major, Mai Lam.²¹ Ces deux derniers partageaient le pouvoir réel avec Vu Huu Binh, comme nous le verrons.

En même temps, le Viet Minh en Thaïlande avait créé de leurs bases thaïes une nouvelle zone militaire pour l'Indochine occidentale, dénommée le « Front occidental » (*Mat tran Mien Tay*). Cette zone fut dirigée par la section du PCI en Thaïlande (sec. indochinoise (Cmb), ch. 3), transformée en « Comité des Affaires du Comité central du Parti à l'extérieur » (*Ban Can Su Trung Uong o Hai Ngoai*) après la Seconde Guerre Mondiale. Ce Comité du PCI, basé désormais dans le Nord-Est de la Thaïlande, créa à son tour le « Commandement du Front Occidental » (*Bo Tu Lenh mien Tay*) pour diriger la résistance dans quatre zones couvrant le Laos méridional et le Cambodge septentrional. Vu Huu Binh, Mai Van Quang et Cao Van Trong entre autres s'occupaient des questions politico-militaires de ce front.²² Grâce à ce front trans-Mékong, le Viet Minh et le PCI purent pour la première fois vraiment étendre leur influence dans le Sud du Laos et le Nord du Cambodge. La présence du PCI parmi les Viet kieu de l'Isaan, l'hostilité de Bangkok à la reconstruction de l'Indochine française d'avant guerre et le contrôle thaï des provinces 'contestées' dans le Laos *méridional* et le *Nord-Ouest* du Cambodge jusqu'en novembre 1946 expliquent en grande partie pourquoi les premières avances du PCI vers l'Indochine venaient de la Thaïlande, et non pas le Vietnam, et pourquoi cela se passait par la frontière lao-cambodgienne.

La situation militaire du Viet Minh en Thaïlande s'améliora vers mars-avril 1947, lorsque les négociations franco-thaïes au sein de la Commission de conciliation s'ouvrirent (sec. sud-est asiatiques, ch. 1). Déçu par les résultats de ces pourparlers, Thongin Buriphat, le Ministre de l'Intérieur, annonça ce mois-là la formation d'un « Comité Militaire Thai-Lao-Khmer-Vietnam », avec Thongin à sa tête, Souphanouvong chargé de la défense, secondé par Vu Huu Binh.²³ Même si les négociations ne portèrent pas de fruits, ces anciens Seri Thaïs allaient aider les ennemis de la France en Indochine d'une façon plus concrète. Tiang Sirikhan servait de délégué à ces négociations franco-thaïes sur les territoires contestés. Comme Thongin

²⁰ Nguyen Van Trong, dit Benoît Trong, fut à l'origine un propriétaire riziculteur de Vinh Long et officier de réserve de l'Armée française. Il passa en Thaïlande en 1946 de la part du CRA de Vinh Long. 'Renseignements d'archives, Livre II', attaché à SDECE, BI, 'Organisation des rebelles indochinois au Siam', février 1949.

²¹ SDECE, BI, 'Organisation des rebelles indochinois au Siam', février 1948, p. 10.

²² *Quan tinh nguyen Viet Nam o Campuchia, thoi ky 1945-1954* [L'armée de volontaires vietnamiens au Cambodge durant la période 1945-1954], Ca Mau, NXB Mui Ca Mau, 1998, pp. 69-70.

Buriphat, Tiang intensifia son soutien au Viet Minh et Lao Issara durant ces négociations, un soutien qui devait amener certains officiers français à se demander si cet ancien Seri Thai avait, en fait, outrepassé les instructions de Bangkok.²⁴

Grâce à ces conditions favorables, le Viet Minh commença vers juillet 1947 à mettre sur pied une zone d'action militaire appelée le « Front du Mékong » (*Mat tran Cuu Long*). Il nous semble que ce front fut, de toute évidence, une réorganisation du « Front occidental » ; les deux comprenaient le même espace situé sur les deux rives du Mékong, s'étendant du Haut-Laos jusqu'au Nord-Ouest du Cambodge. Une nouvelle idée était d'ouvrir une voie de ravitaillement entre le Nord-Est de la Thaïlande et la zone de guerre IV (Nghe An-Ha Tinh-Thanh Hoa), ce qui signifiait que le centre de gravité du front se plaçait entre Udon et Ubon et dans les zones contrôlées par le PCI depuis très longtemps. Ce front fut également conçu pour montrer au Lao Issara que les Vietnamiens étaient prêts à agir concrètement en leur faveur contre les Français. A cette fin, les Vietnamiens faisaient de leur mieux pour incorporer des Laotiens au sein de ce front du Mékong. Singkapo fut ainsi chargé de la région de Thakhek ; Thao Seng de Vientiane et Vixienne Vongkhlot du Haut-Mékong, près de la Birmanie, où il avait maintenu des contacts avec la 93^{ème} 'division' du GMD et certains Laotiens évacués lors du retrait chinois en 1946.²⁵

Le 25 juillet 1947, une conférence se tint à Udon Thani, à laquelle assistaient des Thaïlandais, Vietnamiens, Cambodgiens et Laotiens, au sujet de l'éventualité d'une action militaire contre l'Indochine. Présidée par Souphanouvong mais organisée par les Vietnamiens, cette réunion visait à mettre au point un plan d'offensive sur le Laos à partir du mois d'août 1947. Du côté thaï, la question de l'aide à apporter au Viet Minh et au Lao Issara fut discutée plus discrètement. La formation en Chine du Sud d'un bataillon lao sous la direction de Vixienne fut aussi mise à l'étude. En fait, la Sûreté fédérale française intercepta des lettres confirmant la mise sur pied de telles unités en Chine et une formation pour certains Laotiens à l'école militaire du GMD à Kiou Chiou. Ces lettres confirmaient également les aides chinoise

²³ DEUVE, *Le Laos*, pp. 236-37 et 'Chronologie du mouvement Lao Issara', p. 8, notation de fin avril 1947.

²⁴ FL, EM/2B, no. 1029/2, 'BR no. 86, période du 1 au 15 octobre 1947', le 14 octobre 1947, d. Activités rebelles, 1947-1953, c. 10H5642, SHAT.

²⁵ 'Organisation du commandement militaire Lao Issara sur le Front Mékong à la date du 1 juillet 1947', décision de Souphanouvong du 1 juillet 1947, dans Annexe IX, 'Chronologie du mouvement Lao Issara'. Sithon demeurait apparemment indépendant de l'organisation militaire du Lao Issara dans le « Front du Mékong ». Certaines sources prétendent qu'il dépendait directement de Souphanouvong et s'occupait du Laos du Sud où il collaborait plus étroitement avec le Viet Minh du LK IV.

et thaïe promises lors de cette conférence à Udon. Même le ministre Chamlong Daoruang s'y était rendu pour traiter la question d'une aide thaïe.²⁶ C'est aussi en juillet-août 1947 que les discussions franco-thaïes se gâtèrent.

Mais le Viet Minh avait créé le Front du Mékong pour leurs propres intérêts militaires au Vietnam. Plus que tout autre chose, les stratèges vietnamiens visaient à protéger le Vietnam contre une attaque dirigée sur le Centre à travers le Laos et espéraient détourner l'attention du Corps Expéditionnaire qui se préparait alors pour attaquer Cao Bang au cours de l'été de 1947 (sec. chinoise, chs. 1 et 3). Déjà en mars 1946, Vo Nguyen Giap avait donné des ordres à ses officiers en *Isaan* de se préparer pour une attaque contre le Laos afin de garantir un accès aux provinces de Lai Chau-Sam Neua-Xieng Khouang.²⁷ D'ailleurs, en 1946 le Viet Minh n'avait que très peu de collaborateurs en Thaïlande parmi le Lao Issara. Il ne pouvait compter que sur 75 Lao Issara actifs à Bangkok, 80 hommes armés sur le plateau de Khorat, 500 hommes « plus ou moins » armés en réserve à Ubon et environ 300 guérilleros dans le Sud du Laos.²⁸ L'armée du Lao Issara de novembre 1945 ne semblait plus exister que sur le papier.²⁹ Et cette attaque venant du Front du Mékong dut être retardée et finalement annulée à cause du coup d'Etat de novembre 1947 en Thaïlande.³⁰

La politique dite laotienne de la RDVN était en cette fin de 1947 extrêmement fragile.

Les réseaux du PCI dans le Nord-Est de la Thaïlande

La politique intérieure du Viet Minh auprès du Lao Issara demeurait fort fragmentée. A ce propos, on ne peut pas comprendre le développement des relations vietnamo-laotiennes ou le transfert du radicalisme au Laos sans revenir sur les réseaux extérieurs du PCI à travers le Mékong. Comme avant la seconde guerre mondiale, à partir de 1946 les bases du PCI au sein des Viet kieu dans la partie supérieure du Nord-Est de la Thaïlande étaient reliées par l'intermédiaire du Laos aux foyers de résistance du Centre Ouest du Vietnam, en particulier

²⁶ HCFIC, DPSF, no. 35/SG, 'Note pour le HCFIC', le 19 août 1947, d. 109, CD, CAOM et DEUVE, *Le Laos*, p. 231.

²⁷ FL, SR, no. 836/SR, 'Synthèse de renseignements', le 14 mars 1947, c. G14-2, fonds Jean Deuve, Mémorial de Caen.

²⁸ 'Jean DARIDAN à MAE', no. 237/AS, le 18 juin 1947, d. 109, CD, CAOM.

²⁹ Le Lao Issara en Thaïlande nomma 5 délégués correspondant à autant de zones au Laos. Ces personnages passaient le plus part de leur temps en Thaïlande. Ce sont : Seng, délégué pour la zone de Paksé ; Phoumi Nosavan pour celle de Savannakhet ; Singkapo pour Thakhek ; Sing Rathanasamay pour Vientiane et Oun Henan au Nord. Le Commandant en chef des forces du Lao Issara fut Kruong. Son chef d'Etat-Major fut Nguyen Manh Chi, installé à Ubon. Ses troupes comprenaient un bataillon à 4 compagnies. 'Organisation des rebelles indochinois au Siam', février 1948, pp. 9, 11.

³⁰ 'Organisation du commandement militaire Lao Issara sur le Front Mékong à la date du 1 juillet 1947', décision de Souphanouvong du 1 juillet 1947, dans Annexe IX, 'Chronologie du mouvement Lao Issara'.

aux zones de guerre interne IV et V. Englobant les provinces de Thanh Hoa, Nghe An et Ha Tinh et largement affranchie du contrôle des forces terrestres françaises, la zone de guerre IV (ou LK pour Lien Khu en vietnamien) était dirigée par au moins cinq des experts du PCI d'avant-guerre opérant à l'extérieur de l'Indochine : Hoang Van Hoan (chargé des questions militaires et révolutionnaires), Nguyen Tai (vice-président du Comité Populaire de Nghe An), Ho Tung Mau (président du Comité de résistance de la zone de guerre IV), Tran To Chan (affaires spéciales) et le général Nguyen Son (responsable des hommes de troupes).³¹ Ces hommes du LK IV avaient été formés dans le Sud de la Chine ou dans le Nord-Est de la Thaïlande avant la guerre. Ils connaissaient de l'intérieur les réseaux asiatiques du PCI en Thaïlande et avaient naturellement gardé leurs contacts dans la reconstruction de leurs opérations clandestines.³² Parmi les plus notables collaborateurs en *Isaan*, il faut noter les noms de Nguyen Chan, Le Manh Trinh (Nguyen Van Tien), Mai Van Quang, Nguyen Van Long (Ly Bach Son) et Dinh Van Khanh. Non seulement ces hommes dirigeaient les affaires du PCI dans le Nord-Est, mais ils seraient aussi amenés à jouer un rôle crucial dans l'introduction du communisme au Laos.

La section du PCI en Thaïlande après la seconde guerre mondiale était ancrée à Udon Thani. Vers 1949, il se chiffrait à environ 1.200 membres, organisés en cellules. Le Comité exécutif du PCI en Thaïlande se plaçait à Udon Thani. Selon une étude française de 1949, Nguyen Van Long en était le président et Nguyen Chan (Tran To Chan) le vice-président.³³ Nguyen Van Long, Nguyen Chan et Dinh Van Khanh détenaient la direction des organisation des Viet kieu.

Nguyen Van Long fut l'un des meilleurs agents du PCI à l'extérieur. Né en Cochinchine, devenu un instituteur, il faisait partie de ces rares sudistes à avoir émigré en Thaïlande. Il y avait reçu les premiers éléments d'une éducation communiste avant d'être envoyé à Moscou pour parfaire ses études révolutionnaires. Il était retourné en Thaïlande en 1936, apparemment

³¹ FTEO, EM/2B, 'Organisation de l'autorité politico-militaire adverse en Indochine', no. 19, le 5 juin 1948, tableau : 'Organisation générale de l'autorité civile et militaire V.M. [Viet Minh]', c. 10H620, SHAT and *Quan khu 4 : Lich su khang chien chong thuc dan Phap xam luoc (1945-1954)* [Zone de guerre 4 : Histoire de la résistance contre le colonialisme envahisseur français], Hanoi, NXBQDND, 1990, pp. 67, 84.

³² Pour un très bon exemple, voir les propos de Le Manh Trinh sur sa rencontre avec le général Nguyen Son et Ho Tung Mau au LK IV en 1948. LE MANH TRINH, 'Tro ve To Quoc' [Retour à la patrie], *Tap Chi Lich Su Dang*, (avril 1991), p. 19.

³³ D'autres membres importants furent : Dinh Quang Thuy, To Thue Rich, Nguyen Van So, Dinh Van Khanh, Vu Huu Binh, Mai Van Quang, Nguyen Van Khieu, Tran Van Hong et Nguyen Hong (Som). SDECE, BI, 'Organisation des rebelles indochinois au Siam', février 1948, p. 2. Dinh Quang Thuy allait travailler à l'Agence de Presse du Vietnam à Rangoon vers

doté d'une lettre de Ho Chi Minh le recommandant aux militants du PCI à Oubon. Véritable polyglotte, Long se mit vite à ressusciter le PCI dans le Nord-Est et à resserrer les liens avec le Parti communiste chinois à Bangkok. Pendant la guerre, en collaboration avec Vu Huu Binh, il put noyauter les organisations révolutionnaires du prince Cuong De et de Duong Van Giau à Bangkok, tout en travaillant pour les Japonais (sec. indochinoise, (Cmb), ch. 1). En 1945, il devint le président du Comité exécutif du PCI en Thaïlande, basé à Udon Thani. Il s'occupa des questions révolutionnaires et dirigea en coulisse les affaires Viet kieu.³⁴

Il était secondé par Nguyen Chan. Né dans le LK IV, ce dernier avait été formé par Ho Chi Minh à Canton vers 1926 avant d'être envoyé en Thaïlande comme Hoang Van Hoan et Le Manh Trinh. Chan allait y devenir un membre du Parti communiste siamois et jouer un rôle clé dans les affaires extérieures du PCI pendant les années trente. Ancien employé des mines de Boneng au Laos avant 1945, il retourna en Thaïlande en 1946, sans doute avec des directives du PCI.³⁵ Quant à Le Manh Trinh, il avait été aussi un membre du PCI et du Parti communiste siamois avant guerre. En 1945, il était devenu le délégué du Comité exécutif central du PCI à Savannakhet avant d'être nommé chef du Comité exécutif du PCI à Nakhon Phanom après l'évacuation du Laos à la mi-1946. Dinh Van Khanh servait comme délégué du PCI à Tha Bo, alors que Mai Van Quang, éduqué personnellement par Hoang Van Hoan au début des années trente, avait été désigné chef du PCI à Ubon au lendemain de la défaite japonaise. Tous ces hommes parlaient le Lao, parfois sans accent. Plusieurs d'entre eux parlaient aussi le Chinois. Même Vu Huu Binh, grâce sans doute à ses contacts avec ces anciens du PCI en *Isaan* et sa connaissance approfondie du Laos et de sa langue, put entrer dans le PCI en 1945.³⁶ Dans le Nord-Est, cette équipe de '*Vietnamiens d'Isaan*' dirigeait étroitement les organisations Viet kieu et ils allaient être les architectes de la politique révolutionnaire du PCI envers le Laos (et le Cambodge en partie) à partir de la fin des années 1940.

1950. 'Notice de documentation: La délégation du Gouvernement de la République Démocratique du Vietnam en Birmanie', p. 10, no. 1598, 10 March 1952, d. W6, c. 274, EA, MAE.

³⁴ FL, EM/2B, 'Le parti communiste indochinois (P.C.I.)', daté de 1947, c. G14-2, Laos, 1944-1965, Fonds Jean Deuve, archives du Mémorial de Caen ; 'Référence votre note no. 37 du 16 janvier 1951', d. Thompson, c. 95, SPCE, CAOM ; 'Renseignements d'archives, Livre II', attaché à SDECE, BI, 'Organisation des rebelles indochinois au Siam', février 1949 et HCFIC, DPSF, no. 8665/SG&, 'Note sur Nguyen Van Long', s.d. 5, d. 108, CD, CAOM.

³⁵ 'Renseignements d'archives, Livre II', attaché à 'Organisation des rebelles indochinois au Siam'.

³⁶ 'Le parti communiste indochinois (P.C.I.)', daté de 1947. A Nong Khai, un certain Tran Van Long aurait pu être le chef du PCI pour cette ville. Né vers 1915, il avait été directeur des Ecoles à Xieng Khouang avant la guerre. Il se rendit en Thaïlande en 1945 et devint président de cellule du PCI à Nong Khai. 'Au sujet de Tran Viet Long', c. G14-6, fonds Jean Deuve, Mémorial de Caen. Nguyen Van So fut un ancien communiste formé en Thaïlande avant la guerre. Il fut aussi un ancien commissaire adjoint de la Sûreté de Battambang.

Cette distinction géo-révolutionnaire est très importante, car les réseaux asiatiques de la révolution vietnamienne n'étaient pas monolithiques. En ce qui concerne le Laos, l'autre point de contact avec le Lao Issara était la délégation vietnamienne à Bangkok, dirigée par Nguyen Duc Quy et Tran Van Giau. Ces hommes ne faisaient aucunement partie des réseaux du PCI jetés par dessus la cordillère annamitique depuis des décennies, ce qui devait déclencher des malentendus notoires (sec. chinoise, ch. 2). Ceci explique en grande partie pourquoi la politique laotienne du PCI avait été presque exclusivement une affaire entre anciens de l'*Isaan* et du LK IV.

La répartition géographique des rapports vietnamo-laotiens en Thaïlande

Il ne serait pas exagéré de dire qu'entre 1946 et 1948 la RDVN et le PCI se trouvaient largement dépourvus d'une 'politique laotienne' cohérente et unifiée après la bataille de Thakhek. Les contacts entre la délégation et le PCI basé à Udon restaient rares. Par ailleurs, le déclenchement de la guerre dans toute l'Indochine depuis décembre 1946 avait effectivement divisé le Vietnam en plusieurs zones autonomes, souvent sans têtes, coupées du gouvernement de la RDVN et du PCI et dépourvues d'ordres clairs quant à la politique à suivre par rapport au Laos ou au Cambodge. Leurs actions oscillaient entre une politique guidée par les exigences militaires et économiques de la guerre du Vietnam, et la nécessité de ne pas perdre le Lao Issara face aux Français sur l'échiquier indochinois. Réconcilier ces deux axes ne devait jamais être facile, les priorités de guerre s'imposant face aux priorités politiques. Fait encore plus déstabilisant, les acteurs locaux tendaient souvent à prendre des décisions sans l'approbation formelle du gouvernement. On avait donc affaire à une politique hétéroclite et très spontanée.

La réoccupation française du Laos canalisa effectivement les contacts vietnamo-laotiens dans quatre directions principales. Premièrement, la plupart des forces vietnamiennes au Laos se replièrent sur leurs bases dans le Nord-Est de la Thaïlande. Des anciens militants du PCI basés à Udon Thani et Ubon Ratchathani essayèrent, en particulier, d'établir des relations avec les Lao Issaras exilés dans cette même région. Un deuxième axe apparut dans la partie occidentale du LK IV et V, où la réoccupation française avait renvoyé plusieurs membres du

Lao Issara positionnés sur la RC 9 dans le Sud du Laos.³⁷ On pense en particulier à l'acheminement de Nouhak Phoumsavan et sans doute de Kaysone au Centre du Vietnam à cette époque. Un troisième groupe de Laotiens préféra rester dans le Sud du Laos, plus en contact avec le bureau du PCI à Ubon Ratchathani. Parmi ces Laotiens figuraient Singkapo, Seum Manovieng, Sithon Kommadon, Seng et Munh Toulane.³⁸ Enfin, la quatrième aile, la moins disposée à collaborer avec le Viet Minh, comptait dans ses rangs Phetsarath, Khammao Vilay, Oun Sananikone et leurs partisans. Au lieu de s'appuyer sur le Viet Minh, ils se rendirent en hâte à Bangkok pour mettre à l'abri leur gouvernement en exil et solliciter une aide thaïe.

Parallèlement à cette explosion géographique du Lao Issara en exil, on peut constater chez le PCI/RDVN l'émergence de trois organismes principaux chargés de traiter avec ces Laotiens, à savoir : 1) une délégation gouvernementale à Bangkok, 2) des comités du PCI à Udon et Ubon et 3) un « Bureau des Effectifs administratifs » (*Phong Bien Chinh*) au LK IV (voir *infra*). C'est seulement en plaçant notre discussion dans ce contexte géopolitique que nous pouvons vraiment apprécier la complexité régionale des contacts vietnamo-laotiens et les difficultés inhérentes à une politique aussi désordonnée. Géographiquement, nous limiterons ici notre discussion au Lao Issara à Bangkok et ceux qui se déplaçaient à l'intérieur des réseaux vietnamiens s'étendant d'Udon et Ubon d'un côté et le LK IV de l'autre, ceux mêmes que nous désignerons désormais comme les 'Lao Issara de la Chaîne annamitique'.

Le Lao Issara de la chaîne annamitique

C'est sur la route allant du LK IV au Nord-Est de la Thaïlande par le Sud du Laos que les communistes vietnamiens, largement en grande majorité originaires des provinces de Nghe An et Ha Tinh, comptaient créer un groupe de Laotiens étroitement alliés avec le Viet Minh et le PCI. C'est justement sur la frontière entre le LK IV et le Laos, à Con Cuong, que naquit le « Comité du Lao Issara de l'Est » pendant la seconde moitié de 1946 ou de 1947. En 1953, l'organe officiel du parti communiste, *Nhan Dan* (*Le peuple*), confirma que le comité de l'Est fut fondé « à la fin de 1947 ».³⁹ Ce « Comité du Lao Issara de l'Est » comprenait des Laotiens

³⁷ Il est même possible que plusieurs d'entre eux aient suivi ou aient été évacués par le Viet Minh au Vietnam en mars.

³⁸ DEUVE, *Le Laos*, p. 261.

³⁹ 'Giai phong Sam-Nua' [La libération de Sam Neau], extrait du *Nhan Dan*, no. 107, (du 16 au 20 avril 1953), dans *Cuoc khang chien than thanh cua nhan dan Viet-Nam* [La résistance sacrée du peuple vietnamien], Hanoi, NXBST, 1960, p. 41.

comme O Anourack, Nouhak Phoumsavan et Som Phommachanh entre autres.⁴⁰ Environ 70 cadres y travaillaient, protégés par un garde de corps de 35 hommes.⁴¹

Qui étaient ces hommes ? Le président du Comité, Nouhak, était probablement originaire de Savannakhet, mais il est possible qu'il naquit à Mukdahan en Thaïlande, ce qui dévoilerait alors la constance 'trans-Mékong' du projet révolutionnaire des Vietnamiens pour le Laos depuis les années 1920. En effet, ce Laotien, si méconnu à l'époque, avait beaucoup bougé dans sa vie. Marié d'abord avec une Laotienne, il se remaria avec une Vietnamiennne. Il avait débuté sa carrière comme chauffeur de camion pour un entrepreneur chinois de Savannakhet pendant la période coloniale. De 1941 à 1945, il s'installa à son propre compte en tant que transporteur en commun. Comme beaucoup de marchands pendant la guerre, il fit un peu de trafic d'or et de devises jusqu'aux événements du 9 mars. Comme tant de commerçants naviguant des deux côtés de l'Indochine, Nouhak parlait couramment le vietnamien. Peu après, se trouvant à Da Nang pour affaires, il se fit recruter par le Viet Minh et fut chargé d'une mission à Hanoi par le prince Souphanouvong (qui avait été lui-même recruté par la RDVN à Vinh). Vers le mois de septembre 1945, Nouhak revint à Savannakhet. Il servit en 1946 comme représentant dans le bureau du Lao Issara à Hanoi, avant de devenir par la suite le chef du « Comité du Lao Issara de l'Est ».⁴² Au sein de ce comité et avec l'aval du LK IV, Nouhak Phoumsavan s'occupait de deux sous-délégations 'administratives', la première s'étendant en théorie sur les provinces de Sam Neua et Xieng Khouang, et l'autre s'occupant de Thakhek et Savannakhet.⁴³ Nouhak entra dans le PCI en 1947.⁴⁴

Quant à Kaysone, il est né le 13 décembre 1920 à Savannakhet. Il était un métis, de père vietnamien et de mère lao. Son père avait été fonctionnaire dans la bureaucratie indochinoise ; sa mère était paysanne. Son nom vietnamien était Quoc. Ayant été élevé dans les deux cultures, il parlait le lao et le vietnamien parfaitement. Il pouvait lire le *quoc ngu* aussi

⁴⁰ Ainsi que Khamfeuan, Faydang et Phya Hom. Sur ce comité important, voir : *Dai Tieng Noi Viet Nam* (La Voix du Vietnam), traduit dans d. 1951, c. 107, SPCE, CAOM ; 'BR', daté du 14 décembre 1950, sous-dossier Prince Souphanouvong, d. 109, CD, CAOM ; DEUVE, *Le Laos*, p. 217 et MacAlister BROWN et Joseph J. ZASLOFF, *Apprentice revolutionaries : The communist movement in Laos, 1930-1985*, Stanford, Hoover Institution Press, 1986, pp. 39-40.

⁴¹ *Nghe An : Lich su khang chien chong thuc dan Phap xam luoc (1945-1954)*, Bo Chi Huy Quan Su Tinh Nghe An, 1997, p. 149.

⁴² Jean DEUVE, *Le royaume du Laos 1949-1965 (Histoire événementielle de l'indépendance à la guerre américaine)*, Paris, EFEO, 1984, p. 353 ; 'BR', daté du 14 décembre 1950 ; et 'Chronologie du mouvement Lao Issara', p. 6, notation du 23 mars 1946.

⁴³ 'BR', daté du 14 décembre 1950.

⁴⁴ Jean DEUVE, *Le royaume du Laos*, p. 353. Sinkapo deviendra, selon les Français, chef de ce comité vers 1950. FL, EM/2B, no. 610/FL/2, 'BR no. 4, avril 1950', le 8 mai 1950, p. 17, d. Laos, 1950, c. 10H4303, SHAT.

aisément que le lao. Outre quelques membres de la famille royale, Kaysone fut l'un des rares Laotiens à avoir fait ses études à l'Université indochinoise de Hanoi entre 1941 et 1945. Selon sa biographie officielle, il avait été actif dans les mouvements patriotiques de jeunesse à Hanoi durant le Front Populaire (1936-1939). Au moment de la défaite japonaise en août 1945, il était à Savannakhet. Pendant cette période, il entra en contact avec le Viet Minh et se déplaça à Hanoi. Il y resta jusqu'au déclenchement de la guerre d'Indochine fin 1946, date à laquelle il fut transféré à la zone 12 pour s'occuper des questions de propagande. Ayant impressionné ses chefs, le 6 janvier 1949, il déposa sa demande d'admission au PCI et devint un membre officiel le 28 juillet de la même année.⁴⁵ Si ses activités à l'intérieur du « Comité du Lao Issara de l'Est » sont restées malheureusement obscures,⁴⁶ nous allons cependant le retrouver auprès de Vo Nguyen Giap au Viet Bac en 1949 (sec. indochinoise (Laos), ch. 4).

Une récente étude vietnamienne confirme que les Vietnamiens du LK IV ont « créé les conditions favorables » pour fonder un « Comité pour la Libération du Laos oriental » (apparemment appelé en vietnamien, *Uy Ban Giai Phong Dong Lao*) sous la présidence de Nouhak Phoumsavan.⁴⁷ Bien que l'orthographe vietnamienne ne corresponde pas fidèlement à la version donnée dans les sources, l'auteur de cette étude s'accorde sur le fait que ce comité avait élargi ses opérations pour diriger deux sous-sections, l'une responsable de la zone de Xieng Khouang et Sam Neua, l'autre d'une zone au Sud délimitée par les routes 8 et 9, suggérant qu'il s'agissait du même comité. Il ajoute que cette organisation laotienne était particulièrement active le long de la frontière entre Laos et LK IV, où la « troupe de Boun Lieng » (*Bo Doi Bounlieng*) opérait.⁴⁸ Le personnage de Mai Van Quang semble avoir été

⁴⁵ Sur Kaysone, voir : SISANA SISANE, *Kaysone Phomvihane : Homme du peuple*, Vientiane, Comité des Sciences Sociales, 1991, (en lao), pp. 29-31 ; 'Brief biography and revolutionary activities of comrade Kaysone Phomvihane', *Pasason*, (le 13 décembre 1990), traduit en anglais dans *Foreign Broadcast Information Service, Southeast Asia*, (le 3 janvier 1991), p. 52 ; et 'Historique du Parti Communiste Lao', étude française datée du 19 décembre 1958, p. 1, c. G14-7, fonds Jean Deuve, Mémorial de Caen. Je tiens à remercier le professeur Grant Evans d'avoir bien voulu traduire des extraits du livre de Sisana Sisane.

⁴⁶ Une étude effectuée par un service de renseignement français à la fin des années 1950 prétend qu'en 1946, Kaysone Phomvihane « a été arrêté [pendant] quelques mois par le Viet Minh lors de l'arrivée du général Leclerc à Hanoi, comme suspect de retourner au Laos ou de [se] rallier à l'autre camp ». C'est à l'issue de « cet emprisonnement qu'il a été soigneusement et définitivement endoctriné communiste ». 'Historique du Parti Communiste Lao', étude datée du 19 décembre 1958, p. 4. Bien entendu, cela reste à confirmer avec des sources sûres. Notons néanmoins que c'est Leclerc qui avait fait arrêter Son Ngoc Thanh à Phnom Penh au début d'octobre 1945.

⁴⁷ NGO DANG TRI, 'Moi quan he giua Thanh-Nghe-Tinh voi Lao trong khang chien chong thuc dan Phap xam luoc (1945-1954)' [Les relations entre [les provinces de] Thanh [Hoa]-Nghe [An]-[Ha]-Tinh et le Laos pendant la résistance contre le colonialisme français (1945-1954)], *Nghien Cuu Dong Nam A*, no. 2 (15), (1994), p. 88. Cet auteur donne la date de « fin de 1947 » pour la formation de ce comité.

⁴⁸ NGO DANG TRI, 'Moi quan he', p. 88. Bounlieng avait été envoyé par Souphanouvong à Hanoi au début de 1946 pour procurer des armes. BROWN et ZASLOFF, *Apprentice revolutionaries*, p. 37. Boun Lieng était à Hanoi en mai 1946,

particulièrement important dans ces activités avec les Lao de la Chaîne annamitique. Militant sûr du PCI à l'extérieur, les communistes du LK IV lui attribuèrent la tâche de collaborer avec Nouhak Phoumsavan dans le « Comité du Lao Issara de l'Est » et les Lao Issara du Sud du Laos, tel Singkapo Chounlamany,⁴⁹ le « Chef des Populations non-lao des montagnes et plateaux des Bolovens », Sithon Kommadam⁵⁰ et Seum Manovieng.⁵¹

Toutefois, ce qui importait le plus à cette époque difficile était de s'allier avec tous ceux qui étaient opposés aux Français. On ne parlait donc que très peu de la 'révolution prolétarienne' ou 'indochinoise', sauf peut-être en privé avec les Laotiens les plus 'avancés politiquement' comme Nouhak ou Kaysone. Pour l'instant, l'anticolonialisme et la stratégie militaire formaient un tronc commun pour le « Comité du Lao Issara de l'Est » et le PCI/RDVN. Le 20 octobre 1946, au moment où les relations militaires franco-vietnamiennes se détérioraient gravement au Viet Bac, la RDVN expliqua à sa délégation à Bangkok les grandes lignes de sa 'politique' envers les Laotiens : « Quel[le que, *sic*] soit l'évolution de la situation, il convient d'appuyer les mouvements politiques au Laos et au Cambodge [contre les Français] ».⁵²

Phetsarath et le Lao Issara en exil à Bangkok

Phetsarath ... ce prince qui avait posé tant de problèmes pour les Français et leurs adversaires vietnamiens depuis 1945 ne cessait de leur en créer d'autres à Bangkok. Si Souphanouvong avait préféré se rendre à Hanoi en juillet 1946 pour discuter avec la RDVN, le prince Phetsarath était allé pour sa part directement à Bangkok pour s'entretenir avec les Thaïs. Cette double trajectoire vers l'Est et l'Ouest du Mékong s'inscrivait dans des points de repère anciens, lorsqu'à l'occasion de luttes dynastiques laotiennes la cour laotienne envoyait des concurrents dans les royaumes voisins. Phetsarath comptait exploiter ses liens personnels avec la famille royale de Bangkok.⁵³ En janvier 1947, dans une lettre adressée à Khammao, le prince Phetsarath signala sa décision de prendre le commandement du gouvernement Lao

collaborant avec Nguyen Chuong. Il communiquait directement avec le prince Souphanouvong. Voir le télégramme décrypté : 'Adressé à prince Souphanouvong, Thakhek, par Bou[n]lieng/Chuong, Hanoi', daté du 27 janvier 1946, dans CSTFEO, EM/2B, no. 2374/2, d. 128, CP, CAOM.

⁴⁹ DEUVE, *Le Laos*, pp. 239, 225 et 'Chronologie du mouvement Lao Issara', p. 9, notation du 28 juillet 1946.

⁵⁰ 'Chronologie du mouvement Lao Issara', p. 8, notation de décembre 1946.

⁵¹ DEUVE, *Le Laos*, p. 239.

⁵² Cité dans CSTFEO, EM, 2B, no. 4771/2, 'Renseignements', source : « Dy » [valeur : A/I], le 18 octobre 1946, d. octobre 1946, c. 10H600, SHAT.

⁵³ L'une des grand-tantes de Phetsarath était la princesse Pra ong chao Praditha Nari, veuve du roi Rama V. Voir : HCFIC, DSS, no. 5469/C/SG.1, le 4 septembre 1951, 'Note pour le Haut-Commissariat', d. Phetsarath, c. 163, HCI, CAOM.

Issara, tout en exigeant une obéissance absolue de ses membres, y compris Souphanouvong.⁵⁴ A Bangkok, il espérait obtenir des Thaïs une aide accrue, sachant bien que le gouvernement thaï n'avait pas abandonné ses visées sur certains territoires en Indochine occidentale et s'était engagé dans des négociations tendues avec les Français. En s'installant à Bangkok, Phetsarath songeait aussi à faire pression sur les Français pour les obliger à négocier avec lui, le 'véritable' chef nationaliste, le futur et présent dignitaire d'un nouveau Laos. Etait également à noter la présence à Bangkok d'Américains, anciens de l'OSS restés pour faire du commerce. Et la légation américaine suivait de près l'évolution des mouvements d'indépendance en Indochine (sec. sud-est asiatique, ch. 1).

Plus que tout, le gouvernement du Lao Issara à Bangkok avait besoin d'argent. Dès 1947, Phetsarath avait commencé à recevoir du gouvernement thaïlandais une subvention mensuelle de 10.000 *bahts*, ainsi qu'une aide beaucoup plus « modeste » de la RDVN.⁵⁵ Elle-même en crise perpétuelle, la délégation vietnamienne à elle seule ne pouvait guère subventionner le Lao Issara, ce qui dénote la fragilité de sa politique laotienne. En juillet 1947, Nguyen Duc Quy dut informer le Ministère de l'Intérieur de son incapacité à fournir les dons promis au Lao Issara. Il fit remarquer en même temps les effets néfastes de ces promesses non tenues, soulignant que l'ambassade française à Bangkok faisait de son mieux pour rallier le gouvernement du Lao Issara, et surtout Phetsarath.⁵⁶

Quant à Phetsarath, il se tenait à distance, recevant ses courtisans de temps en temps. Français, Vietnamiens ne savaient ni les uns ni les autres comment traiter avec ce prince au tempérament parfois volcanique. Si les Français reconnaissaient son intelligence et admettaient même ses exigences nationalistes, ils le considéraient comme un 'rebelle' sans cause à Bangkok, compte tenu de leur décision de s'acheminer vers la création d'un Etat laotien unifié en 1947. Les Vietnamiens, eux aussi, le voyaient comme un vrai nationaliste, un 'rebelle' potentiel au bon sens du terme, c'est-à-dire opposé aux Français. Le problème, pourtant, résidait dans le fait que ce prince se méfiait des Vietnamiens, qu'ils fussent

⁵⁴ FL, EM/2B, no. 501/2, 'BR no. 58', le 28 janvier 1947, c. 10H5636, SHAT. Une autre source prétend que Phetsarath s'est mis d'accord en décembre 1946. 'Chronologie du mouvement Lao Issara', p. 8, notation de décembre 1946.

⁵⁵ DSS, no. 9647/C/SG/1, 'Note pour le HC, Directeur du cabinet, Saigon', le 25 novembre 1950, d. Phetsarath, c. 163, HCI, CAOM.

⁵⁶ Communication interceptée dans HCFIC, BFD, no. 584/D6.Ts, Saigon, le 21 juillet 1947, document daté du 10 juillet 1947, valeur : A, d. 109, CD, CAOM. Un représentant français était déjà entré secrètement en contact avec le Lao Issara à Bangkok en novembre 1946 concernant le traité franco-lao alors à l'étude. 'Copie du journal privé de Thao OUN', dans HCFIC, SDECE, BI, no. 4181/SR, 'BR', le 7 juillet 1948, valeur : A, c. 10H606, SHAT.

communistes ou non. Aussi anti-colonialiste fût-il, Phetsarath restait donc pour eux un révolutionnaire insaisissable et un concurrent potentiellement redoutable sur le plan nationaliste en raison de sa *double* méfiance pour les 'colonialistes' français et pour les 'communistes' vietnamiens.

Paradoxalement, c'est précisément en raison des références nationalistes si impressionnantes de Phetsarath, que chacun avait grand besoin de le rallier à 'sa cause'. Ni les Vietnamiens, ni les Français ne pouvaient laisser la partie adverse récupérer le prince. Le gagner aurait marqué une victoire clé dans cette bataille franco-vietnamienne pour le Laos. Et si le PCI pouvait toujours accuser Sisavang Vong d'être le 'laquis' des Français au Laos, la position non-alignée de Phetsarath ne pouvait que souligner le parti pris de Souphanouvong dans le projet 'indochinois' de la RDVN/PCI.

Les Vietnamiens s'inquiétaient avec raison des efforts accélérés des Français pour réformer leur politique au Laos. Ayant territorialement repris tout le Laos en décembre 1946, les Français s'attaquèrent vite aux questions étatiques et à la réforme politique du Laos. En 1947, ils permirent l'unification du pays, plus ou moins dans le sens souhaité par Phetsarath antérieurement. Afin de priver le PCI de la possibilité de le récupérer, les Français accrurent vigoureusement leurs efforts pour prendre langue avec Phetsarath à Bangkok par l'entremise de leur légation. En août 1947, le Haut-Commissariat de France en Indochine lança une tentative de ralliement auprès du prince en exil.⁵⁷ Les consignes données au représentant de la France à Bangkok, Michaudel, étaient claires : « Votre mission consiste donc essentiellement à amener le prince Phetsarath à quitter le Siam. Vous ne devez en aucun cas promettre à Phetsarath plus qu'une installation matérielle confortable pour l'instant ».⁵⁸ En effet, au cours du mois d'août, Phetsarath expliqua dans un document adressé aux représentants du gouvernement des Laotiens réfugiés en Thaïlande pourquoi lui et d'autres représentants étaient entrés en pourparlers avec la légation française sur le statut du Laos. Le prince révéla qu'il avait rencontré le ministre français à deux reprises, la première fois le 25 juillet 1947, la seconde fois le 4 août 1947, en présence du ministre laotien et de son gendre, le prince Souvanna Phouma. Phetsarath expliquait que la France avait consenti à accorder aux Laotiens

⁵⁷ au moment où le Viet Minh renouait ses liens militaires avec le Seri Thai et mettait le « Front du Mékong » sur pied en préparation pour une 'attaque' sur l'Indochine occidentale.

⁵⁸ Télégramme de HCIC, Hanoi, 'Instruction pour M. Michadel', daté du 17 août 1947, attaché à HCFIC, no. 56/CHA/CHA, le 17 août 1947, d. Phetsarath, c. 163, HCI, CAOM.

leur indépendance « dans le cadre de l'Union Française » et qu'il y aurait des négociations sur les détails d'une « entente » franco-laotienne.⁵⁹ Peu après, le roi du Laos envoya un message aux émigrés laotiens en Thaïlande, les exhortant de rentrer sans armes au Laos pour le bonheur du pays. Appel resté sans réponse, du moins sur le moment.⁶⁰ C'est aussi durant ce mois que les négociations déclenchées par la Commission de Conciliation se dégradèrent et que le Viet Minh esquissa ses plans d'attaquer à partir du Front du Mékong (voir *infra*).

Ces pourparlers entre Phetsarath et la légation française ne conduisirent nulle part, au grand soulagement des délégués vietnamiens à Bangkok, qui s'occupaient des contacts avec le Lao Issara de Bangkok pour Ho Chi Minh. Toutefois, si Phetsarath réussit à galvaniser son image de leader nationaliste toujours sollicité dans ces négociations, sa décision de rencontrer les Français sans consulter les Vietnamiens ne laissait aucun doute quant à son indépendance de vue. Le Viet Minh pouvait déjà entrevoir le danger qu'il faisait courir sur le plan politique, à la différence du prince Souphanouvong. Ces rencontres françaises avec Phetsarath en juillet 1947 coïncidèrent aussi avec la nouvelle nomination d'Emile Bollaert comme Haut-Commissaire de France en Indochine et son discours annonçant que la question indochinoise serait résolue d'une façon rapide.

Ces discussions secrètes entre Phetsarath et les Français à Bangkok aggravèrent notamment les relations déjà très tendues entre Phetsarath et Souphanouvong. C'est à ce tournant que l'on peut voir remonter à la surface le différend entre les deux avec encore plus de virulence. Dans une déclaration intitulée avec pertinence : « Le casse tête indochinois », Souphanouvong dévoilait ses couleurs pro-vietnamiennes tant à Phetsarath qu'au Haut Commissaire Bollaert. Suivant la propagande de la RDVN presque mot à mot, Souphanouvong écrivait que

[Nous les] nationalistes libres, [...] sommes fermement convaincus, que seule l'union de nos efforts à ceux du Vietnam et à ceux du Cambodge, libre ensuite, peut garantir la victoire des trois peuples lao, khmer et vietnamien, laquelle se résume en une indépendance réelle, et non en une liberté fictive couchée sur un *modus vivendi* non-viable, en un mot la collaboration de nos trois peuples indochinois reste et restera inébranlable.⁶¹

⁵⁹ 'S.A. Tiao Phetsarath, chef des Lao Issaras, aux représentants du gouvernement des Lao réfugiés et aux président et membres des mêmes : Au sujet des négociations entre mes délégués et ceux du gouvernement français', attaché à HCFIC, DPSF, no. 10562/SG/1, Saigon, le 2 septembre 1947, 'Activités des Lao Issara au Siam', d. 109, CD, CAOM.

⁶⁰ 'Chronologie du mouvement Lao Issara', p. 9, notation du 28 juillet 1947.

⁶¹ Cité dans 'CD à M. le Ministre de France au Siam, Bangkok', le 23 août 1947, d. 109, CD, CAOM.

Les sources internes du Lao Issara révèlent aussi qu'entre Phetsarath et Souphanouvong, les délégués préféraient confier les dons monétaires de leur gouvernement au second, dont la femme était bien connue du président de la délégation vietnamienne à Bangkok, Nguyen Duc Quy.⁶²

Le retour de Pibul et le renforcement du Lao Issara de la chaîne annamitique

C'est le coup d'Etat de novembre 1947 à Bangkok, suivi par le retour au pouvoir de Pibul Songkram en mars 1948, qui amena le Viet Minh à reconcentrer sa politique laotienne sur les Lao Issara opérant à travers la cordillère annamitique. Opposés à Pibul Songkram, Pridi Banomyong et ses partisans Seri Thai durent s'enfuir après ce coup. Pridi se cacha à Singapour, alors que Tiang Sirikhan et Thongin Buriphat prirent le maquis. Plusieurs d'entre eux devaient trouver la mort des mains de leur ennemis. Ce n'est pas notre propos d'examiner ici en détail ce coup d'Etat qui est traité ailleurs. Soulignons seulement que, de façon soudaine, le Viet Minh et le Lao Issara perdirent leurs alliés Seri Thai les plus notables depuis 1945. Bien entendu, on aurait tort de croire que Pibul et ses partisans étaient forcément opposés à ces groupes, ce qui était faux. Après tout, c'est Pibul Songkram qui avait créé le premier Khmer Issarak et incorporé Oun Sananikone et Vu Huu Binh dans l'armée thaïe en 1940-41. Par ailleurs, Pibul, tout comme le Seri Thai, ne voulut guère restituer les territoires gagnés en 1941 aux Français. Cependant, en raison des alliances politico-économiques entre Pibul et Khuang Aphaiwong, les groupes Khmer Issarak avaient moins à craindre en 1948 que le Lao Issara, dont certains des leaders s'étaient étroitement liés avec Tiang Sirikhan, un ennemi avoué de Pibul.⁶³ Par ailleurs au sein du Viet Minh, la publicité personnelle faite autour des inclinaisons gauchisantes de Tran Van Giau, et son amitié avec Pridi et Tiang en particulier, rendaient les délégués vietnamiens de la capitale thaïe suspects aux yeux de Pibul et aussi de ses supporters tels que Phao Sriyanond et son beau père, Phin Chunhawan.

Quoiqu'il en fût, ce coup fit pencher le poids de la politique laotienne du Viet Minh sur le Mékong et les hommes de la chaîne annamitique. Loin de Bangkok et en contact continu avec

⁶² Sur les fonds fournis à Souphanouvong par les Vietnamiens de Bangkok, voir : 'Note au sujet de la demande de démission du prince Souphanouvong, Ministre des Affaires étrangères et de la Défense nationale', le 12 mai 1949, écrite par Katay Don Sasorith à Bangkok et 'Lettre de Souphanouvong à M. Katay', no. 3280/BK, le 13 mai 1949, signé Tiao SOUPHANOUVONG, reproduites par Joseph ZASLOFF dans III. Document, *Approches Asie*, no. 10, nouvelle série, (1989-1990), pp. 217, 219, 220 et 226.

le LK IV, les communistes vietnamiens du Nord-Est allaient dès ce moment jouer un rôle de plus en plus prépondérant dans les relations avec les Lao Issara actifs en *Isaan*, au Sud du Laos et à proximité du LKIV. Inquiets des retombées du coup sur leurs activités, les membres du PCI en *Isaan* formèrent au début de 1948 un « Comité mixte Lao Issara-Viet Minh » à Udon Thani. Dinh Van Khanh, chef des Viet kieu et représentant du PCI dans cette ville, dirigeait cet organisme. Il était secondé par Mai Van Quang, collaborateur des Lao Issara du Laos du Sud.⁶⁴ En tant que chefs dirigeants de ce « Comité mixte », Khanh et Quang s'efforçaient de maintenir des rapports solides avec les Laotiens restés le long du Mékong, tout en essayant d'éviter qu'ils ne se rallient aux Français. Ils avaient tissé des relations particulièrement solides avec Singakapo Chounlamany, Seum Manovieng et Sithon Kommadan.⁶⁵

Une autre source fait état d'un « Comité Lao-Viet », crée le 16 décembre 1947, à Nong Khai. Selon ce document, étaient présents à sa formation du côté lao, Thao Sing Ratanasamay, Thao Phoumi Nosavan et Thao Tham [Sayasithena] et du côté vietnamien, Pham Ngoc Thach, Vu Huu Binh et un certain « Hung »⁶⁶, probablement Dao Viet Hung du PCI.⁶⁷ Le plan d'action de ce comité visait à envoyer dès que possible des Laotiens stationnés le long du Mékong, comme Boun Lieng, pour subir une formation militaire au LK IV et créer une armée laotienne. En effet, la constitution de ce « comité mixte » cadre chronologiquement avec le départ d'une très importante délégation à destination du LK IV, dirigée par Le Manh Trinh, un proche de Mai Van Quang et Dinh Van Khanh et un camarade de route des chefs communistes et militaires les plus importants du LK IV. Cette délégation comprenait 4 Birmans, 39 Vietnamiens et 28 Laotiens, dont Singakapo, Phoumi Novasan et probablement Boun Lieng. C'est apparemment lors de cette mission que les Birmans donnèrent leur accord pour soutenir

⁶³ Mais depuis 1945, Oun Sananikone s'était allié étroitement avec le groupe de Tiang Sirikhan. C'est cette partie du Lao Issara qui avait le plus à craindre après le coup d'Etat thaï de 1947.

⁶⁴ 'Situation des Lao Issaras depuis novembre 1947', dans Annexe X, 'Chronologie du mouvement Lao Issara'.

⁶⁵ DEUVE, *Le Laos*, p. 261-262 et FL, EM/2B, no. 885/2S, 'Synthèse de renseignements no. 16', Vientiane, le 1^{er} septembre 1947, pp. 3-4, c. G14-2, fonds Jean Deuve, Mémorial de Caen. Phoumi Nosavan comptait effectuer une mission au Muong Sen et Cua Rao à cette époque.

⁶⁶ Selon Brown et Zasloff, « Hung » avait vécu avant la seconde guerre mondiale à Vientiane et avait été incarcéré comme un communiste dans les années 1930 par les Français. BROWN et ZASLOFF, *Apprentice revolutionaries*, p. 37. Il est très important d'établir l'identité véritable de ce « Hung », car il était sans doute un cadre vietnamien très influent dans la création ultérieure du « gouvernement de résistance laotien ». Dao Viet Hung fut apparemment l'un des parrains de Singakapo Sikhotchounnamaly lors de son adhésion au PCI le 15 juin 1945. Le Duy Luong en fut l'autre. SAVENGH PHINITH, *Histoire du pays lao de la préhistoire à la république*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 90. Cette date nous semble beaucoup trop tôt pour être fiable.

⁶⁷ HCFIC, DPSF, no. 14950/SG1, 'Information sur les activités des rebelles Viet Minh au Laos et au Siam', Saigon, le 28 septembre 1948, s.d. 5, d. 108, CD, CAOM.

le Viet Minh et le Lao Issara (voir *infra*).⁶⁸ C'est aussi à ce moment-là que Sithon Kommadan se vit confier 10.000 *baht* provenant du Vietnam pour acheter des armes.⁶⁹

Conscients des implications stratégiques potentiellement graves du coup d'Etat thaïlandais et désireux de piloter une résistance laotienne pro-vietnamienne à tout prix, ces anciens du PCI asiatique allaient transférer le centre de gravité du Lao Issara allié avec le Viet Minh au LK IV, cette zone de guerre jamais entièrement occupée par les forces terrestres françaises. Vu l'incapacité de la délégation vietnamienne à influencer le Lao Issara associé avec le prince Phetsarath et la disparition soudaine du Seri Thai, les militants communistes, qui parlaient couramment le lao, étaient mieux placés pour orienter les affaires laotiennes à travers le « Comité mixte Lao-Viet » à Udon Thani et le « Comité du Lao Issara de l'Est » sur la frontière vietnamienne.

Plus révélatrice de cette réorientation vers la Chaîne annamitique fut la formation d'un bureau spécial pour administrer les affaires laotiennes du PCI à partir du LKIV. Cet organisme ultra secret du Comité central du PCI s'appelait au début en vietnamien le « Phong Ngoai Vu », ou « Bureau des Affaires extérieures ».⁷⁰ Sous la direction d'un « délégué spécial du gouvernement », Tran Duc Vinh lui-même, ce bureau s'occupa de toute question concernant le Laos. A la fin de 1947, ce bureau fut réorganisé et renommé le « Phong Bien Chinh », probablement une abréviation pour « Bureau administratif de la frontière » ou « Bureau des effectifs administratifs ».⁷¹ Cet organisme se tenait caché sur la frontière vietnamo-laotienne à Con Cuong, probablement très près du Comité du Lao Issara de l'Est.⁷² Comme le Ban Ngoai Vu, cette organisation pour les affaires laotiennes étaient dirigées par la section du PCI au LK IV et son CRA.⁷³ Son nouveau directeur était Tran To Chan, de son vrai nom probablement Nguyen Chan. C'était un communiste de la première heure au Nghe An et en Thaïlande que

⁶⁸ LE MANH TRINH, 'Tro ve To Quoc', pp. 18-20 ; CRFL, SF, no. 1153/SF-S, 'Renseignements sur le Viet Minh', Vientiane, le 7 septembre 1948, d. Lao Issara, c. 119, CP, CAOM ; CSTFEO, EM/2B, 'Renseignement', no. 1019/2, Saigon, le 13 avril 1948, d. 28, c. 10H537, SHAT et HCFIC, DPSF, no. 14950/SG1, 'Information sur les activités des rebelles Viet Minh au Laos et au Siam', le 28 septembre 1948, s.d. 5, d. 108, CD, CAOM.

⁶⁹ 'Situation des Lao Issaras depuis novembre 1947', dans Annexe X, 'Chronologie du mouvement Lao Issara'.

⁷⁰ Selon : NGO DANG TRI, 'Moi quan he', p. 88.

⁷¹ NGO DANG TRI, 'Moi quan he', p. 88. Je tiens à remercier M. le professeur Nguyen The Anh pour son aide dans la traduction de ces termes. La signification du « Phong Bien Chinh » demeure encore obscure.

⁷² Confirmé par LE MANH TRINH, 'Tro ve To Quoc', p. 19.

⁷³ Cette hiérarchie se fait sentir dans le télégramme intercepté, 'Bich à Viet Luong, président de l'UBKCHC de Nghe An', daté du 10 janvier 1949, dans CFTEO, EM/2B, no. 299/2, 'Renseignements', le 4 février 1949, d. 36, c. 10H539, SHAT.

nous avons déjà rencontré (voir *supra*).⁷⁴ Retourné au Vietnam en 1945, Ho Chi Minh envoya Tran To Chan au LK IV pour travailler avec ses anciens camarades comme Ho Tung Mau. Avec un budget « assez large » (*kha lon*), il s'attachait à apporter une aide à la résistance laotienne au niveau local. Selon un historien contemporain, cette aide se limitait à la « formation » (*dao tao*) et à l'« entraînement » (*huan luyen*) des cadres, troupes et guérillas laotiens.⁷⁵ Subventionné par LK IV, c'est cet organisme du PCI qui organisa à la fin de 1947 le « Comité du Lao Issara de l'Est » sous la présidence de Nouhak Pounsavan.⁷⁶ On peut voir que les Vietnamiens avaient déjà commencé à créer leur propre organisation laotienne révolutionnaire, indépendamment du Lao Issara associé avec le prince Phetsarath. On peut constater aussi que les communistes du LK IV étaient chargés de diriger les questions laotiennes du PCI par les soins du « Phong Bien Chinh ». En 1949, Pham Van Dong expliquait que le « Phong Bien Chinh » consistait en des comités implantés au Laos, « d'où ils dirigent les affaires laotiennes. A côté de ce service existe un comité de libération de l'est laotien. Ce dernier organisme est rattaché au gouvernement laotien libre [Lao Issara] et a pour mission d'aider le LK IV. Au sein de ce comité de libération existe une cellule du parti [PCI] qui dirige les affaires et est en liaison directe avec la délégation du LK IV. Cet ensemble [Phong Bien Chinh, comité de libération de l'est et cellule du PCI] exerce son autorité de Xieng Khouang jusqu'à la RC 9 ».⁷⁷

Soulignons aussi le contexte régional de ce bureau spécial pour le Laos en rappelant que le Phong Bien Chinh avait un homologue pour les affaires révolutionnaires cambodgiennes. Il s'agissait du *Ban ngoai vu* ou « Bureau des affaires extérieures », dirigé par Nguyen Thanh Son à partir du LK IX près de Ha Tien. C'est ce « Bureau » qui allait créer le premier Etat révolutionnaire du Cambodge. Nguyen Thanh Son, de son vrai nom Nguyen Van Tay, avait été formé, tout comme Tran To Chan, Hoang Van Hoan et Mai Van Quang, dans les réseaux extérieurs du PCI d'avant guerre.

⁷⁴ Voir : 'Dong chi Tran To Chan (1900-1948)' [Camarade Tran To Chan (1900-1948)], *Tap Chi Lich Su Dang*, no. 5, (1994), p. 59. Cette source nous apprend également que Tran To Chan a aussi dirigé un « Comité des forces armées populaires Lao-Viet » (*Ban Dan Quan Viet-Lao*). Selon un renseignement de valeur B/4, Nguyen Tai allait servir comme chef du « Phong Bien Chinh » en 1949, à partir de Do Luong. CCFAEO, EM/2B, SI, no. 1385/FAEO/2S, 'Renseignements', le 5 avril 1950, valeur : B/4, d. 52, c. 10H545, SHAT. C'est possible.

⁷⁵ Communication interceptée dans HCFIC, SDECE, no. 14570/H/9/RG/SD, document daté du 5 juin 1949, valeur : A, 'Service Extérieur/Phong Bien Chinh du LK IV', d. Laos/Emprise Viet Minh, c. 119, CP, CAOM et NGO DANG TRI, 'Moi quan he giua', p. 88.

⁷⁶ NGO DANG TRI, 'Moi quan he', p. 88.

Dans les deux cas, ces « bureaux extérieurs » étaient dirigés entièrement par les Vietnamiens et au sein de leurs réseaux asiatiques. Il n'est plus possible de séparer la naissance du radicalisme laotien de son contexte régional vietnamien. Or, cette volonté vietnamienne de greffer le communisme au Laos à sa façon n'allait pas tarder d'inquiéter des nationalistes laotiens qui ne voyaient pas l'avenir du Laos dans le même sens 'radical'. La politique communisante du PCI et le désir des Vietnamiens de créer leur propre mouvement laotien allaient déclencher une crise au sein des nationalistes laotiens.

⁷⁷ Document intercepté dans CSTFEO, EM, 2B, no. 1584/2, 'Situation des Services Extérieurs du LK IV vu par Pham Van Dong', Saigon, le 21 mai 1949, valeur : A/1, d. 40, c. 10H541, SHAT.

La RDVN et la crise du réseau annamitique du Lao Issara (1948-1950)

Au début de 1948, au fur et à mesure que Pibul Songkram consolidait son retour au pouvoir contre le Seri Thaï, le « Comité mixte » à Udon Thani et le « Phong Bien Chinh » au LK IV comprirent l'importance de réorienter leur politique laotienne vers l'intérieur de l'Indochine. Déterminé à créer un mouvement pro-vietnamien à tout prix, le PCI se concentra secrètement sur un groupe de Laotiens traversant la chaîne annamitique entre *Isaan* et le LK IV. En se mettant derrière un noyau de Laotiens, largement inconnus au-delà de leur villages, les Vietnamiens n'allaient pas tarder à provoquer des scissions à l'intérieur du Lao Issara et susciter même des doutes parmi les alliés laotiens pro-Viet Minh. En bref, la victoire de la révolution laotienne était tout sauf assurée entre 1948 et 1950. Mais on peut voir aussi à quel point les communistes vietnamiens se donnèrent pour créer une 'révolution laotienne', et ceci au moment même où ils s'étaient engagés dans une guerre avec la France pour le Vietnam.

Vers le côté vietnamien de la cordillère

Une nouvelle politique laotienne pour le PCI/RDVN était devenue particulièrement indispensable après la promulgation par le roi au Laos d'une loi d'amnistie pour tous les Lao Issara en Thaïlande au début de 1948, ce qui ne devait pas tarder à gagner des partisans parmi les gens déçus à Bangkok. Plusieurs Laotiens renouèrent le contact avec leurs familles au Laos, rencontrèrent des délégués français à Bangkok ou des représentants du Royaume du Laos pour négocier leur retour au pays. En mai 1948, par exemple, Oun Sananikone fut relevé de ses fonctions dans le Lao Issara pour ce motif. Si bien que le 6 septembre 1948, les Vietnamiens en Thaïlande rapportèrent au gouvernement que Khammao Vilay et ses partisans étaient prêts à se rallier.¹ Les Français espéraient jusqu'en 1949 gagner Sithon Kommadam à leur cause.² Sans résultats.

¹ Jean DEUVE, *Le Laos, 1945-1949, Contribution à l'histoire du mouvement Lao Issara*, Montpellier, Université de Paul Valéry, s.d., pp. 264-265.

² CRFL, Cabinet civil, no. 275/CCS, 'Réfugiés politiques au Siam', le 10 juillet 1947, signé DE RAYMOND, d. 106, CD, CAOM et FL, EM/2B, no. 1136/2, 'Plan et projets du commandement rebelle', le 30 décembre 1949, c. 10H5641, SHAT. Le délégué administratif de Bassac, le capitaine Leweysky, devait rencontrer Kommadam, mais « pour des raisons d'amour propre oriental », dit ce rapport français, ils ne se rencontrèrent jamais.

Pour les Vietnamiens stationnés à Bangkok et Udon, l'existence d'un gouvernement laotien anticolonial n'était plus assurée. A leurs yeux, avec Phibun au pouvoir et les Français plus conciliants que jamais au Laos, le Lao Issara risquait d'exploser à tout moment. Vers juin 1948, les communistes vietnamiens travaillant à travers la cordillère commencèrent en coulisse à mettre en place une nouvelle politique laotienne. Bien que les Vietnamiens n'aient rien publié eux-mêmes au sujet de leur politique laotienne en 1948, nous possédons suffisamment de documents interceptés par les Français pour esquisser les grandes lignes de ce nouveau projet pour le Laos oriental.

D'abord, la refonte des affaires laotiennes par le LKIV et le PCI en pays *Isaan* coïncide avec une tentative faite par quelques Lao Issara en *Isaan* (non nommés dans les documents) pour entrer en contact avec les Vietnamiens du LK IV afin de les sonder au sujet d'une nouvelle politique laotienne. Le 3 juin 1948, une communication vietnamienne attestait la présence de « Laotiens à Udon », désireux de rencontrer les chefs du « Phong Bien Chinh » pour établir une meilleure liaison avec les Vietnamiens et sans doute pour obtenir une aide accrue.³ Dans un câble daté du 24 juin 1948, un délégué vietnamien du Centre Vietnam, « Nhat Can »⁴, informait le « Phong Bien Chinh » que des désaccords se faisaient sentir de jour en jour davantage au sein du gouvernement Lao Issara. Ce cadre ajoutait que pour remédier à cette situation déstabilisante, un « Comité des Affaires laotiennes » venait d'être créé sous la direction de Dinh Van Khanh à Udon Thani.⁵

Bien que complexes, ces communications radiophoniques confirment que les Vietnamiens dans le Nord-Est étaient en train de repenser leur politique. En effet, d'autres câbles indiquent que vers la fin de juin le « Phong Bien Chinh » semblait bien avoir mis sur pied un nouveau comité spécialisé dans les affaires laotiennes.⁶ Ce nouvel organisme, appelé ici le « Comité central de libération laotienne » (*Uy ban giai phong trung uong*), n'était pas sans provoquer immédiatement des inquiétudes parmi les Lao Issara de Bangkok et d'ailleurs quant aux dispositions vietnamiennes. Le 9 juillet 1948, des délégués vietnamiens à Udon Thani informèrent le LK IV que la situation du Lao Issara en Thaïlande était devenue « très confuse » et qu'il « ser[ait] difficile d'arriver à les mettre d'accord ». Or, il semble bien qu'en grande

³ Communication interceptée dans [HCFIC, SDECE], no. 2102/VN/4/S4-H, document daté du 3 juin 1948, valeur : A, 'Au sujet [des] activités laotiennes', d. 109, CD, CAOM.

⁴ Il pourrait s'agir de Nguyen Tai du « Phong Bien Chinh » et un militant formé avec Hoang Van Hoan en Thaïlande depuis les années 1920.

⁵ Télégramme intercepté dans [HCFIC, SDECE], no. 2253/S4-H/VN/9, document daté du 24 juin 1948, valeur [A], d. 109, CD, CAOM.

⁶ 'Au sujet [des] activités laotiennes', p. 1.

partie, cette confusion fût directement issue de ces nouvelles actions vietnamiennes dans le Nord-Est. Car, certains représentants du PCI en *Isaan* demandèrent que ce « Comité central de libération laotienne » « soit rapidement dissous », que « le prince en soit informé », ce qui était une allusion certaine à Phetsarath ou Souphanouvong. En raison de l'existence de ce nouveau Comité, rapporte un document vietnamien, le « gouvernement laotien » à Bangkok « se montr[ait] toujours méfiant à l'égard des Vietnamiens ». ⁷ Le 21 juillet, Ho Tung Mau fit savoir qu'il attendait l'arrivée d'un délégué laotien (Thao Khamluan) « pour faire dissoudre le comité central laotien ». ⁸

Les problèmes s'aggravèrent tellement que Hoang Van Hoan, le délégué suprême du PCI en Thaïlande, dut s'en occuper dès son arrivée sur le Mékong en mai 1948. Répétons que Hoang Van Hoan avait été formé en *Isaan* dans sa jeunesse, qu'il parlait couramment le lao et qu'il connaissait presque tous ces chefs communistes qui se déplaçaient entre le LK IV et Udon Thani. Fait plus remarquable encore : Hoang Van Hoan était le représentant officiel du PCI chargé de toutes les questions gouvernementales et révolutionnaires à l'extérieur du Vietnam, raison pour laquelle il avait créé et dirigé le « Comité des Affaires du Comité central du Parti à l'extérieur » (*Ban Can Su Trung Uong o Hai Ngoai*) (sec. sud-est asiatique, ch. 4).

Dès son arrivée, Hoang Van Hoan s'attacha à résoudre 'le' problème laotien, sans doute sur les ordres de la section du PCI (*Dang bo*) au LK IV. Dans un rapport adressé au LK IV en août 1948, il confirma que le Lao Issara s'acheminait rapidement vers la dissolution. Il ajouta, cependant, qu'« une situation confuse » s'était créée lorsque Phoumi Nosavan et Boun Lieng avaient quitté le LK IV pour entrer en liaison avec « des éléments démocrates de l'extérieur ». Selon son rapport, Phoumi Nosavan et Boun Lieng voulaient rencontrer Phetsarath et Souphanouvong pour leur « poser des conditions qu'ils ne pourraient pas accepter, pour pouvoir se vanter par la suite de les avoir éliminés ». ⁹ Assertion confirmée le 15 août 1948, lorsque Dinh Van Khanh rendit compte que Phoumi Nosavan et Boun Lieng observaient une attitude « fière et séparatiste ». ¹⁰

Que s'était-il passé au juste ? Difficile à dire de façon sûre. Pourtant, il nous paraît fort possible que ces deux Laotiens étaient liés à la création vietnamienne en juin de

⁷ Télégramme intercepté dans [HCFIC, SDECE], no. 2353/S4-H/VN/I, document daté du 9 juillet 1948, valeur : A, d. 109, CD, CAOM.

⁸ Télégramme intercepté dans [HCFIC, SDECE], no. 7699/VN/4, 'Relations Laos-Vietnam', valeur : A/1, source : Vietnam, daté du 21 juillet 1948, s.d. 5, d. 108, CD, CAOM.

⁹ Cité dans HCFIC, SDECE, no. 113409/9/MF/QT, document daté du 19 août 1948, valeur : A, 'Tractation du tour du gouvernement Lao Libre', d. Laos/Emprise Viet Minh, c. 119, CP, CAOM.

¹⁰ Communication interceptée dans [HCFIC, SDECE], no. 8041/VN/4, document daté du 15 août 1948, valeur : A, d. 109, CD, CAOM.

LAOS

TONKIN

THANH HOA

NGHE AN

S/Secteur NORD ou
THANH-NGHE-TINH

HATINH

QUANG BINH

S/Secteur SUD ou
BINH-TRI-THIEN.

QUANG TRI

THUA THIEN

ce « Comité central de libération laotienne », d'autant plus que nous savons de source sûre que Phoumi Nosavan et Boun Lieng avaient fait partie de la délégation menée par Le Manh Trinh au LK IV en mars 1948, forte d'une vingtaine de Lao Issara. Le 'timing' de ces événements suggère bien que le PCI du LK IV prit au sérieux ses tentatives de refaire le Lao Issara sous sa direction pendant le premier semestre de 1948. A la seule condition que ces communistes vietnamiens se montrent suffisamment capables de contrôler 'leurs' Laotiens de la cordillère sans provoquer par mégarde l'auto-destruction du Lao Issara en entier ...

Notre hypothèse est en partie confirmée par les travaux des historiens américains MacAlister Brown et Joseph Zasloff. Selon ceux-ci, Phoumi Nosavan s'était rallié au « Comité du Lao Issara de l'Est » à cette époque pour s'appuyer sur les organes laotiens proches du Vietnam dans le but d'augmenter son influence personnelle.¹¹ La disparition du Seri Thai après le coup de novembre 1947 avait laissé Phoumi sans un soutien puissant proportionnel à ses ambitions. Ceci pourrait aussi expliquer sa présence aux négociations de décembre 1947 avec les Vietnamiens pour créer le « Comité mixte Lao-Viet » sous la direction de Mai Van Quang et Dinh Van Khanh.

Quoiqu'il en fût, cette consolidation d'un nouveau Lao Issara sous la direction du LK IV semblait bien avoir provoqué la méfiance non seulement de Phetsarath mais aussi de Souphanouvong. Les Vietnamiens convinrent eux-mêmes que Souphanouvong avait « protesté contre l'aide que nous accordons au clan Foumi »¹², disant que celle-ci risquait de mettre en péril l'union des Laotiens et leur collaboration avec le Viet Minh. En septembre 1948, Ho Tung Mau, le chef du Comité administratif du LK IV et un ancien militant actif en Thaïlande dans les années 1920, était bien conscient du problème. Il confirmait dans un câble que Phoumi faisait partie du « Comité du Lao Issara de l'Est », ajoutant qu'il était également un membre dirigeant de ce mystérieux « Comité de libération ». Selon Ho Tung Mau, Phoumi Nosavan s'était désolidarisé, dès son retour en Thaïlande, du gouvernement de Phetsarath : « Si les délégués du Viet Minh au Siam ne se montrent pas très habiles, *avertit Mau*, les Laotiens indépendants [c'est-à-dire le Lao Issara non allié avec le Viet Minh] soupçonneront notre gouvernement de les 'laisser tomber'. Et cela serait très préjudiciable surtout dans l'ouest du Laos ».¹³ Ho Tung

¹¹ MacAlister BROWN et Joseph J. ZASLOFF, *Apprentice revolutionaries : The communist movement in Laos, 1930-1985*, Stanford, Hoover Institution Press, 1986, pp. 41-42.

¹² Ici « Foumi » veut dire « Phoumi ». La confusion orthographique s'explique par le fait que les Vietnamiens à l'époque écrivaient souvent 'ph' avec un 'f' en *quoc ngu*.

¹³ 'Compte rendu à la présidence du gouvernement sur la situation laotienne', signé HO TUNG MAU, communication interceptée dans [HCFIC, SDECE], no. 2652/S4.H/VN/4, document daté du 16 septembre 1948, valeur : A, d. 109, CD, CAOM.

Mau a sans doute envoyé ce message à son proche ami, Hoang Van Hoan (voir *infra*).

Cette crise à l'intérieur du Lao Issara était donc très préoccupante et les communistes vietnamiens devaient savoir qu'ils y étaient pour quelque chose en soutenant un organisme laotien concurrent de l'autre côte de la chaîne annamitique. Afin de désamorcer ce qui risquait de miner la collaboration vietnamo-laotienne contre la France, les communistes vietnamiens, sous la direction de Hoang Van Hoan, donnèrent les ordres suivants :

1) manœuvrer de façon à ce que Foumi [Phoumi] ne [pût] rencontrer Phetsarath

2) que le « Comité des Affaires laotiennes »¹⁴ du LK IV adresse immédiatement un télégramme au gouvernement laotien lui affirmant [leur] confiance et un autre télégramme à Foumi, lui demandant de chercher [par] tous les moyens de s'entendre avec le gouvernement [de Phetsarath].¹⁵

Ces deux télégrammes devaient arriver à destination avant le 12 août 1948. « L'un, *poursuit ce document*, sera remis au nom de notre gouvernement au gouvernement laotien [dirigé par Phetsarath à Bangkok] et l'autre sera transmis à Phoumi avant qu'il ne prenne contact avec le gouvernement laotien [de Phetsarath] ». Selon cette communication, « ainsi la tension » entre Phoumi et le gouvernement Lao Issara « sera atténuée ».¹⁶ Le télégramme au gouvernement laotien, rédigé par les Vietnamiens, se lisait ainsi :

Adressons notre salut affectueux au président [Phetsarath] et au gouvernement laotien, et souhaitons [leur] bonne santé dans leurs travaux politiques. Nous exprimons notre confiance au gouvernement et attendons les instructions du gouvernement pour réaliser l'unité d'action qui doit amener à la victoire le mouvement de libération [laotien].

Quant au télégramme adressé à Phoumi, il disait :

Il faut chercher par tous les moyens à montrer votre fidélité envers le gouvernement laotien [de Phetsarath] pour arriver à une union réelle. Toute activité qui amènerait actuellement [à] une scission est nuisible aux intérêts du peuple. Nous espérons que vous suivrez les conseils du Comité des Affaires laotiennes.

Ces télégrammes furent envoyés (et interceptés par les écoutes françaises).¹⁷

¹⁴ *Uy ban van dong Lao*, dans l'original, mieux traduit ici comme « Comité de mobilisation des Laotiens ».

¹⁵ Document intercepté dans [HCFIC, SDECE], no. 2471/S4-H/VN/4, document daté du 6 août 1948, valeur [A], 'Compte rendu de l'association des vietnamiens du Siam, Udon, au sujet [des] rebelles laotiens', d. 109, CD, CAOM.

¹⁶ 'Compte rendu de l'association des vietnamiens du Siam, Udon, au sujet [des] rebelles laotiens', p. 1.

¹⁷ Télégrammes interceptés dans [HCFIC, SDECE], no. 280409/S4-H/2482/VN/4, document daté du 11 août 1948, valeur : A, d. 109, CD, CAOM.

Même Nouhak Phoumsavan, chef du « Comité du Lao Issara de l'Est », envoya un message à Phoumi, lui disant qu'il était « indispensable de prouver par tous les moyens notre loyauté à l'égard du gouvernement [Lao Issara de Phetsarath]; nous devons arriver à une franche collaboration pour unir nos efforts et parvenir à de bons résultats. Maintenant toute séparation est un danger pour notre peuple ». Nouhak Phoumsavan attestait qu'il avait envoyé un message au gouvernement laotien, lui donnant son soutien et une promesse de collaboration : « Nous avons confiance dans les ordres du gouvernement [du Lao Issara à Bangkok] et nous les attendons pour agir ».¹⁸

La situation était donc bel et bien critique.¹⁹ Grâce aux souvenirs de Hoang Van Hoan, nous savons que du 15 au 18 août 1948, ce chef communiste formé en Isaan anima lui-même une « réunion du comité spécial » (*Hoi nghi dac uy*) des cadres du PCI en Thaïlande et des chefs des Viet kieu concernant ces problèmes.²⁰ Il devait diriger à la fin de 1948 une deuxième réunion du « Comité des Affaires du Comité central du Parti à l'extérieur » sur les politiques laotienne et cambodgienne du parti en Thaïlande, pendant laquelle il admit que des problèmes graves avaient surgi sur la politique laotienne. Il affirma même qu'à un moment donné Souphanouvong « avait des doutes » au sujet de la politique vietnamienne (voir *infra*).²¹

La nouvelle politique de Hoang Van Hoan

La nouvelle politique du PCI envers les « révolutions laotienne et cambodgienne » n'aboutirent pas par un succès en 1948. Les communistes vietnamiens n'étaient qu'un acteur parmi d'autres. La politique de ralliements opérée par la Légation française était, tout compte fait, efficace. Les 'résistants' cambodgiens, comme l'admit Hoang Van Hoan dans ses souvenirs, avaient du mal à s'entretenir entre eux. Comme les Français opposant sa politique indochinoise, Hoang Van Hoan concède que beaucoup de ces clans khmers étaient, en réalité, des groupuscules de bandits locaux (à l'image de ceux opérant dans le Sud Vietnam, d'ailleurs).²² Mais la

¹⁸ Télégramme intercepté dans [HCFIC, SDECE], no. 7963/VN/4, document daté du 10 août 1948, valeur : A, d. 109, CD, CAOM.

¹⁹ Si bien que Phoumi Nosavan, Bounlieng et Sing Rathanasamay (tous les trois présent au Comité mixte en décembre 1947) se rallièrent aux Français vers la fin de 1948 ou au début de 1949, selon une étude française. SDECE, BI, 'Organisation des rebelles indochinois au Siam', février 1948, pp. 9, 11, d. 106, CD, CAOM. Les dirigeants du LK IV suivirent leur ralliement de près. CFTEO, EM/2B, no. 299/2, 'Renseignements', Saigon, le 4 février 1949, d. 36, c. 10H539, SHAT.

²⁰ HOANG VAN HOAN, *Giot nuoc trong bien ca : Hoi ky cach mang* [Une goutte d'eau dans l'océan : Mémoires révolutionnaires], Beijing, NXB Tin Viet Nam, 1986, p. 286.

²¹ *Ibid.*, p. 305. Hoan écrit en vietnamien ainsi : « [...] *co luc co thac mac, nhung roi bo qua va tiep tuc su nghiep khang chien den cung* ».

²² *Ibid.*, p. 306.

méfiance du prince Souphanouvong et surtout la crise du réseau annamitique du Lao Issara d'avril à septembre 1948 obligèrent le PCI à repenser les dangers qu'ils courraient en essayant de créer des « révolutions » laotienne et cambodgienne là où il n'y en avait jamais eu et là où les Vietnamiens, en minorité infime, faisaient parfois même l'objet d'un nationalisme anti-vietnamien, semblable au mépris vietnamien dirigé contre les Chinois au Vietnam (voir sec. asiatiques étrangers (Huaqiao), ch. 2).

Lorsque Hoang Van Hoan, représentant du PCI à l'extérieur et homme des réseaux asiatiques du PCI d'avant guerre, arriva dans le Nord-Est de la Thaïlande en mai 1948, il comprit toute de suite les difficultés inhérentes à l'application de la nouvelle politique indochinoise du PCI en terre laotienne et cambodgienne. La crise du Lao Issara de mai 1948, les politiques concurrentielles des Français et des Américains et même la méfiance de Souphanouvong pour les Vietnamiens en Thaïlande, pesaient lourdement sur sa décision d'organiser un « congrès » extraordinaire à Udon Thani pour réviser cette politique. Sous l'égide de son « Comité des Affaires du Comité central du Parti à l'extérieur » en Thaïlande, Hoang Van Hoan dirigea ce congrès à la fin de 1948 au nom des « Cadres du Front occidental ». ²³ Cette réunion reconnaissait les efforts faits par les Vietnamiens de soutenir les résistances lao et khmère. Mais elle critiquait aussi la tendance de la part des militaires vietnamiens de ne penser qu'à eux mêmes, rarement aux questions « politiques » concernant les révolutions laotienne et cambodgienne. Hoan critiquait sévèrement le fait que beaucoup de cadres appliquaient le modèle révolutionnaire utilisé au Vietnam, sans jamais prendre en compte les différences culturelles et sociales en Indochine occidentale. Il critiquait les cadres qui amenaient des programmes pour enseigner le communisme au Laos et au Cambodge, sans prendre en compte son adaptabilité. A cause de cette maladresse, dit-il, de nombreux Lao et Khmer se méfiaient d'eux. Voici une prise de conscience explicite du fait que l'exportation vietnamienne du communisme dans ces deux pays ne serait pas facile.

Hoang Van Hoan envoya les résultats de cette réunion au Comité central au Vietnam. Avec l'approbation du PCI, il se mit au début de 1949 à esquisser une nouvelle politique pour les questions révolutionnaires en Indochine occidentale. La nouvelle politique de Hoan s'appelait « Esquisse des tâches [à accomplir] au Laos et au Cambodge » (*De cuong cong tac Lao, Mien*). ²⁴ Cette nouvelle politique visait à donner un rôle plus important aux Laotiens et Cambodgiens dans l'application des

²³ *Ibid.*, p. 309.

²⁴ *Ibid.*, pp. 309-310.

questions révolutionnaires. Il ne fallait pas que la politique du PCI pour la révolution indochinoise demeure entièrement un fait vietnamien, comme c'était le cas jusque ce point-là. En février 1949, Hoang Van Hoan présenta son nouveau programme devant une réunion du « Comité des Affaires du Comité central » en Thaïlande. Dans ce document fascinant, il commença par une critique sévère des premières trois années d'activités vietnamiennes auprès des Laotiens et des Cambodgiens. Il souligne qu'en dépit des efforts de construire un pouvoir révolutionnaire, il n'y avait encore aucune base populaire. La direction révolutionnaire manquait dans les deux pays, en bref, dit-il, « les bases de résistance au Laos et au Cambodge n'étaient pas stables ». Hoan admit même que les Vietnamiens étaient responsables de la méfiance des amis laotiens et cambodgiens, ayant entraîné un « désordre interne » dans ces deux groupes. Dans une deuxième partie visant à remédier à ces déficiences, Hoan explique que les révolutions dans ces deux pays étaient loin derrière celle du Vietnam, dans la mesure où elles n'étaient que nationales. On ne pouvait pas considérer les révolutions dans ces pays au sens socialiste du terme ou à celui de la nouvelle démocratie, mais seulement dans un cadre national. Hoan souligna trois faiblesses majeures, à savoir : le manque de bases populaires, l'absence de troupes populaires et la faible nature de la direction laotienne et cambodgienne. Il fallait leur créer des bases régionales parmi les populations.

A cette fin, il suggéra qu'il fallait dès lors penser les révolutions cambodgienne et laotienne en termes de bénéfices pour ces deux peuples, et non pas pour les Vietnamiens. On ne pouvait plus prendre des armes aux Laotiens ou attaquer Siemreap afin de porter des denrées au Vietnam du Sud. Il critiqua en particulier le fait que LK V avait même pris les troupes de Sithon pour les utiliser au Vietnam. Hoang Van Hoan donna l'ordre d'organiser le peuple, construire un pouvoir central, et créer une armée. Les trois allaient de pair. Il fallait donc des bases populaires solides. Les participants de cette réunion approuvèrent ses suggestions pour guider leurs activités ultérieures en Indochine occidentale. Son programme fut envoyé au Comité central au Vietnam et approuvé.

Néanmoins, il semble que les efforts de Hoang Van Hoan réussirent, du moins provisoirement, à sauver la collaboration Viet Minh-Lao Issara. Le 28 décembre 1948, le *Vietnam News Service* put publier en anglais un message de Phetsarath à Ho Chi Minh à l'occasion du deuxième anniversaire du déclenchement de la guerre à Hanoi en 1946, soulignant l'« amitié lao-vietnamienne ». Souphanouvong s'y accorda dans une lettre simultanée adressée à Vo Nguyen Giap : « [J]e suis

convaincu qu'une collaboration sincère et une étroite coopération entre nos deux peuples et vous serait la seule garantie d'un succès complet et durable ».²⁵ Mais on semble y sentir tout de même un avertissement voilé aux Vietnamiens.

Et non sans raison. A différents égards, le PCI avait contribué directement à cette scission interne du Lao Issara en 1948 en soutenant, sinon en créant, ses propres organisations laotiennes à travers la cordillère. Et quelle qu'eût été la sincérité de ces télégrammes à Phetsarath en août, elle n'empêcha pas la création le 1 décembre 1948 d'un « Comité résistant et administratif du Laos oriental » (*Uy Ban Khang Chien Hanh Chinh Dong Lao*) sous l'égide du LK IV. S'appuyant sur leurs réseaux révolutionnaires des deux côtés du Mékong et leurs confidents laotiens du Sud du Laos, ils n'avaient fait que transformer le « Comité du Lao Issara de l'Est » dans un sens de plus en plus autonome et pro-vietnamien. Au sein de ce « comité résistant » dit laotien, Nouhak Phoumsavan demeurait le président, O Anourack son député, alors que Singkapo servait comme délégué politique et Thao Boula son équivalent militaire.²⁶

C'est à partir de ce moment qu'il convient de situer ces nouveaux organismes éparpillés à travers la cordillère dans le contexte de la nouvelle politique révolutionnaire pour l'Indochine occidentale, esquissée en mars 1948, elle-même liée aux changements dans la politique révolutionnaire du PCI sur le plan régional et international (sec. chinoise, ch. 2 et sec. sud-est asiatique, ch. 4). En mars, après deux mois d'études très approfondies, le « Commandement général » (*Bo Tong chi uy*) de l'armée vietnamienne prescrivit le nouvel ordre, numéroté « 110/TCU », en vue d'ériger une nouvelle politique pour guider les activités politico-militaires des Vietnamiens dans les fronts du Laos et du Cambodge.²⁷ L'apparition de cette nouvelle ligne coïncidait avec une décision militaire prise par l'Etat-Major général de Giap le 20 janvier 1948 pour étendre le champs de bataille vers le Nord-Ouest du Tonkin²⁸, sujet militaire sur lequel nous reviendrons dans notre prochain chapitre et dans notre section sur la collaboration sino-vietnamienne.

D'un point de vue révolutionnaire, cette nouvelle ligne politique pour l'Indochine occidentale insistait sur l'importance qu'il y avait à aider les deux pays à créer des

²⁵ Cité dans HCFIC, DPSF, no. 0481/SG, 'Relations entre les gouvernements Lao Issara et Viet Minh', le 10 janvier 1949, d. 106, CD, CAOM.

²⁶ *Quan khu 4 : Lich su khang chien chong thuc dan Phap xam luoc (1945-1954)* [Zone de guerre 4 : Histoire de la résistance contre le colonialisme envahisseur français], Hanoi, NXBQDND, 1990, p. 227. Le nom de Phoumi Novasan était absent.

²⁷ Bo Tong Tham Muu, Ban Tong Ket-Bien Soan Lich Su, *Lich su bo tong tham muu trong khang chien chong Phap (1945-1954)* [Histoire de l'Etat-Major général pendant la résistance contre la France], Hanoi, Bo Tong Tham Muu, 1991, p. 244.

²⁸ *Ibid.*, p. 241.

« bases politiques » par le biais d'équipes de propagande armée. Selon une histoire officielle récemment publiée, cette nouvelle politique de mars 1948 était « extrêmement importante », jetant les bases des relations des Vietnamiens avec les Laotiens et les Cambodgiens. Politiquement, cette nouvelle ligne permettait aux « volontaires vietnamiens » de servir comme une force mobilisatrice parmi les peuples laotiens et cambodgiens et comme des « conseillers » (*co van*). Militairement, les Vietnamiens avaient la tâche d'aider ces deux peuples à « établir une armée ».²⁹ En même temps, le PCI soulignait l'intérêt de ne pas provoquer de malentendus avec les Laotiens et Cambodgiens : il était « impératif qu'il n'y ait rien qui puisse amener nos frères laotien et cambodgiens (*anh em*) à penser d'une façon erronée que les Vietnamiens sont venus en tant qu'envahisseurs ».³⁰ Ce qui comptait le plus était l'action politique, l'envoi des cadres parlant les langues de l'Indochine occidentale pour créer des bases « populaires » et solides pour ces deux « peuples ». L'approbation de cette nouvelle politique coïncide parfaitement avec l'envoi de Hoang Van Hoan en Thaïlande en mai 1948.

Notons simplement ici qu'en raison du coup d'Etat en Thaïlande en novembre 1947 et des changements idéologiques et militaires poussant les Vietnamiens vers leur ancien modèle indochinois au début de 1948, le gouvernement du Lao Issara à Bangkok avait tout à fait raison de craindre l'émergence d'un 'nouveau' Lao Issara concurrent et pro-Vietnamien sur l'autre versant de la chaîne annamitique. C'est exactement ce que le PCI et son armée projetaient de faire. Et le prince Phetsarath n'était pas le seul à s'en inquiéter.

Les tergiversations du prince Souphanouvong

Au début de février 1949, au moment où le Lao Issara allié avec Phetsarath glissait rapidement vers l'implosion et où les Vietnamiens faisaient éclore un nouveau noyau Lao Issara au Laos oriental, le prince Souphanouvong quitta Bangkok pour se rendre à Chientoung (Kengtung) et Tachilek, deux centres commerciaux dans la Birmanie du Nord, tout près du Laos. Le prince était accompagné de Thao Bounyavat, Thao Soukan et d'un Thaï, un certain Chareun (Chalern Phuongchan ?). Arrivé à Chientoung, Souphanouvong fit une visite au prince de cette ville pour lui demander l'autorisation d'ouvrir des pharmacies à Chientoung et à Muong Lene et pour solliciter de l'argent et des armes.

²⁹ Cité dans *Ibid.*, p. 244.

³⁰ *Ibid.*, p. 245.

Souphanouvong y renouvela aussi ses contacts avec Vixienne, cet officier laotien antérieurement chargé des troupes du Nord Laos dans le « Front du Mékong ». ³¹

Ce dernier, nous l'avons vu, était aussi un officier laotien associé à la 93^{ème} division depuis 1946. Dans l'automne de 1948, le GMD ouvrit une école militaire pour étrangers à Kaiyuen dans la province de Yunnan. Ce centre militaire, dirigé par le 93^{ème} brigade (l'ex- 93^{ème} division), consistait en une majorité d'officiers du VNQDD sous les ordres de Vu Hong Khanh, des Laotiens et quelques Thaïs sous la direction de Vixienne. En échange d'une promesse de se battre contre les communistes, le GMD fournissait à ce Laotien des armes et lui permettait de monter une compagnie laotienne sur territoire chinois, rapidement déplacée vers la frontière laotienne. Au total, il y avait une quarantaine de recrutés laotiens dans l'école de Kaiyuen. ³² Grâce au soutien des nationalistes chinois, Vixienne put éventuellement 'diriger' environ 500 hommes de troupes, dont 25 Laotiens et ... 470 Chinois, plutôt une mosaïque de brigands, mercenaires et déserteurs de l'ancienne 93^{ème} division en déroute devant l'armée communiste de Mao Zedong. Selon un officier de renseignements thaï, une moitié de ces troupes faisaient plus de commerce d'opium dans ce triangle que de guerre. ³³

Rappelons aussi qu'il y avait des Laotiens dans cette région depuis leur expulsion du Laos du Nord par l'armée française en 1946. Oun Sananikone nous apprend dans son journal privé qu'un « Parti populaire nationaliste lao » existait dans les environs de Chiang Rai, sur la frontière birmane, « indépendant du gouvernement » Lao Issara à Bangkok. ³⁴ D'autres Laotiens, installés à Chientoung et Chiang Rai espéraient qu'un appui birman leur permettrait d'étendre leur influence vers Houei Sai. ³⁵ Dans cette région, ces Laotiens (et d'autres) faisaient des affaires lucratives dans le commerce de l'opium. ³⁶ Souphanouvong cherchait sans doute des moyens financiers plus conséquents au fur et à mesure que ses relations avec le Lao Issara de Bangkok se dégradaient.

³¹ Ce prince birman s'appela « Tiao Pha ».

³² 'Création au Yunnan d'une école militaire pour étrangers', no. 62, Kunming, le 12 septembre 1948, pp. 2-3, dans c. 89, série Bangkok, Archives diplomatiques de Nantes, MAE.

³³ 'Memorandum of Conversation between Colonel Tak Seni Wongse and R. H. Bushner', Bangkok, le 27 juillet 1949 ; FL, EM/2B, no. 68/2, 'BR no. 2, période du 16 au 31 janvier 1949', p. 7, d. Laos ami, 1949, c. 10H4303, SHAT ; HCFIC, DPSE, no. 12971/SG-1, Saigon, le 30 juin 1949, 'Note à M. le CP, Saigon', d. Nord Laos, c. 119, CP, CAOM ; 'Copie du journal privé de Thao OUN', pp. 4-5, écrit en français, dans HCFIC, SDECE, BI, no. 4181/SR, 'BR', le 7 juillet 1948, valeur : A, c. 10H606, SHAT ; et 'Rapport sur les activités de Vixienne Vongkhlot', c. 14-4, Fonds Jean Deuve, Mémorial de Caen.

³⁴ 'Copie du journal privé de Thao Oun', p. 4. Parmi les Lao Issara du Nord de la Thaïlande et de la Birmanie, notons : Phaya Som Boun, Oun Honan, Thao Phoumy [Phoumi ?], Khammongkhoun, Khamliet et Kham Phoui.

³⁵ DPSE, no. 5339/SG-1, 'Activité rebelle sur la frontière lao-birmane', le 18 mars 1949, d. 3, Aide au Viet Minh/Birmanie, c. 128, CD, CAOM.

³⁶ 'Copie du journal privé de Thao Oun', p. 5.

Il est aussi possible que la crise laotienne du PCI à la mi 1948 l'eût conduit à déplacer son attention vers le Laos du Nord. Hoang Van Hoan raconte dans ses souvenirs que vers la fin de 1948 ou au début de 1949, Nguyen Duc Quy, le président de la délégation à Bangkok, lui avait fait savoir que le prince Souphanouvong « voulait quitter Bangkok pour aller ailleurs ». Selon Hoan, le prince aurait été vexé (*bat binh*) par une prise d'armes effectuée sans autorisation par des soldats vietnamiens du LK V sur des Lao Issara dans le Bas-Laos.³⁷

Or, si Souphanouvong avait des problèmes avec le Viet Minh en 1948, il ne faudrait pas en conclure qu'il avait forcément rompu avec les Vietnamiens. Il convient même de mettre son déplacement en Birmanie du Nord en rapport avec une réorientation semblable dans les réseaux extérieurs de la RDVN depuis le coup d'Etat thaï de novembre 1947 et la victoire imminente des communistes chinois. Car, c'est précisément à Thakhileck que nous retrouvons Nguyen Van Long. Membre de ces 'anciens asiatiques' du PCI, Long était parfaitement au courant de la politique du PCI envers le Lao Issara avant qu'il ne se fût implanté dans le Nord de la Birmanie vers 1948. Il créa à Chiang Saen un nouveau Comité mixte Lao-Viet, comprenant un certain Quang et les Laotiens Phoumi Nosavan, Bougnavath et Thit Khampheng à la tête de 47 Laotiens et 108 Vietnamiens. Travaillant avec Dinh Van Khanh, Long était chargé de créer une milice laotienne.³⁸ Comme Souphanouvong, il devait aussi sa présence dans le Nord de la Birmanie au soutien des Birmans, même si périodiquement, ils gênaient les opérations. Sur les ordres du Haut Commandement de l'armée vietnamienne, il avait été chargé de s'y rendre pour commencer à créer une voie de liaison entre le Viet Bac et le Laos du Nord. Il devait sonder par ailleurs la possibilité d'ouvrir un nouveau front au Nord du Laos (sec. sud-est asiatique, ch. 4). De Thakhileck et Chiang Saen, Long dirigeait ses unités sur le Laos dans une zone qu'il allait baptiser vers la fin de 1948 le « Front de l'Ouest du Laos ». Le prince Souphanouvong devint lors de son voyage le « Commandant en chef » de ce front.³⁹ Il se divisait en trois secteurs principaux : 1) les régions de Phongsaly et Muong Sin, 2) Phouphamone et Muong Ngeun et 3) la région de Vientiane.⁴⁰ Suivant

³⁷ HOANG VAN HOAN, *Giot nuoc*, p. 306.

³⁸ DPSF, no. 16455/SGI, 'Une note d'information concernant les activités des rebelles indochinois au Siam et au Laos', Saigon, le 22 octobre 1948, s.d. 5, d. 108, CD, CAOM et les télégrammes interceptés dans [HCFIC, SDECE], no. 9531/VN/1, 'Création d'une milice laotienne', valeur : A/1, daté du 17 novembre 1948 et no. 9229/VN/4, 'Activité Viet Minh à l'étranger', valeur : A/1, daté du 23 novembre 1948, d. 109, CD, CAOM.

³⁹ FL, EM/2B, no. 243/2, 'BR no. 7, période du 1 au 15 avril 1949', p. 10, d. Laos Ami, 1949, c. 10H4303, SHAT.

⁴⁰ 'BR no. 7, période du 1 au 15 avril 1949', p. 10. Pour ce faire, Long collabora avec le commandement militaire du LK X. Cette interzone était responsable de la frontière entre le Nord du Laos et le Viet Bac.

une autre source, le but du Viet Minh était de se fixer dans l'extrême Nord-Laos. En cas de difficulté, le gouvernement Ho Chi Minh songeait s'y établir.⁴¹

En dépit des contradictions, le prince semblait vouloir utiliser les 'effectifs' de Vixienne et l'aval de Long pour consolider sa position 'laotienne' dans cette zone.⁴² Pour gagner Vixienne à sa cause, Souphanouvong le nomma « Commandant en Chef de l'Armée de Libération et Ministre de la Défense » du gouvernement du Lao Issara. Il approuva sa proposition d'attaquer le poste français de Muong Sin avec ses effectifs 'sino-laotiens', ce qui fut fait mais sans grand résultat. Néanmoins, la décision de Souphanouvong de nommer Vixienne « Commandant en Chef » et d'attaquer Muong Sin sans l'autorisation préalable du gouvernement à Bangkok provoqua la colère des chefs gouvernementaux à Bangkok. Apparemment informé par télégraphe, le gouvernement refusa cette nomination et réprimanda cette action « indisciplinée » de Souphanouvong. Impavide, ce dernier continuait dans son projet, accélérant de la sorte lui-même à la fois son exclusion du Lao Issara et une autre scission interne.⁴³

Selon Soukan Vilaysane, qui accompagna Souphanouvong en Birmanie, le prince avait été chargé par Phetsarath d'acheter 3.000 armes auprès des troupes GMD fuyant la Chine du Sud. Phetsarath interdit l'utilisation de ces troupes par le Lao Issara. Or, une fois sur place, Souphanouvong fit savoir qu'il était prêt à employer des troupes chinoises, en dépit des protestations de Soukan qui rentra à Bangkok pour en informer Phetsarath. Souphanouvong amena ces 'troupes' du GMD au Laos du Nord, mais dut se retirer vite en Birmanie devant les forces franco-laotiennes.⁴⁴ Souphanouvong n'avait aucune expérience comme chef militaire d'une bataille rangée.

Politiquement, il n'en sortait pas mieux. En effet, le 16 mai 1949, le gouvernement du Lao Issara à Bangkok releva ce prince si indépendant de ses fonctions parce qu'il avait 1) nommé Vixienne—contre l'avis du gouvernement de Phetsarath et de son propre gouvernement—Ministre de la Défense nationale et

⁴¹ HCFIC, DPSF, no. 16455/SG1, 'Note d'information concernant les activités des rebelles indochinois au Siam et au Laos', le 22 octobre 1948, p. 4, s.d. 5, d. 108, CD, CAOM.

⁴² DEUVE, *Le Laos*, p. 267 et Royaume du Laos, Gouvernement provisoire du Laos Libre et indépendant, MAE, 'Lettre du prince Souphanouvong au prince Phetsarath', no. 3235/KT, Bangkok, le 10 mai 1949, signé Tiao SOUPHANOUVONG, lettre reproduite par Joseph ZASLOFF dans III. Document, *Approches Asie*, no. 10, nouvelle série, (1989-1990), p. 211.

⁴³ HCFIC, DPSF, no. 12971/SG-1, Saigon, le 30 juin 1949, 'Note à M. le CP, Saigon', d. Nord Laos, c. 119, CP, CAOM. En fait, on se demande si Souphanouvong a pris cette décision avec l'intention de provoquer une rupture.

⁴⁴ 'Memorandum of Conversation : Soukan Vilaysane, James Murphy, Peter Lydon, on Early Lao Issara Affairs', le 8 novembre 1968, dans 'Airgram A-412 from American Embassy, Vientiane, to Department of State, le 14 novembre 1968, Record Group 59, File 1967-1969, POL 2 LAOS, carton 2292, ANEU. Nous tenons à remercier M. Arthur Dommen de nous avoir généreusement communiqué un exemplaire de ce document.

général dans l'armée Lao Issara, 2) recruté des officiers et soldats chinois de la 93^{ème} division du GMD et 3) interdit aux Lao Issara de la première zone du Nord d'exécuter les ordres du gouvernement Lao Issara à Bangkok. Le gouvernement avait demandé à Souphanouvong de s'expliquer. Souphanouvong refusa. De retour à Bangkok, il donna sa démission le 10 mai, tout en critiquant le gouvernement et Phetsarath.⁴⁵ Le 16 mai la décision tomba : il était exclu du gouvernement.⁴⁶ La rupture était bel et bien consommée.

Outre sa 'désobéissance' et les histoires personnelles déchirant le Lao Issara depuis longtemps, l'autre point de division demeurait les relations de Souphanouvong avec le Viet Minh et son refus de révéler le détail des subventions qu'il avait reçues de la RDVN. Ses rapports avec Nguyen Van Long ne devaient pas échapper à ses ennemis. Dans la maison de Phetsarath, Souphanouvong aurait été sévèrement critiqué en mai pour ne pas avoir consulté le gouvernement à Bangkok au sujet de fonds reçus des Vietnamiens. Souphanouvong aurait répondu à ces attaques de la façon suivante : « Ces fonds sont employés pour des affaires militaires, donc secrets, donc impossibles à révéler, car je n'ai pas totalement confiance en vous ». Selon ce rapport français, la remarque de Souphanouvong souleva une rupture « totale », surtout avec Katay Don Sasorith qui n'avait que peu de respect pour lui. Souphanouvong partit, lançant : « Je mènerai tout seul la lutte, je sais mon chemin et ce chemin mènera à la victoire ».⁴⁷

Pour dévoiler les sentiers divergents qui mettaient en péril l'unité du Lao Issara, Katay Don Sasorith publia alors son livret provocateur intitulé, « Le Laos pivot idéal pour la lutte contre le communisme en Sud-Est Asie ». Cette publication souleva de très vives protestations de la part de la délégation RDVN à Bangkok et renforça la crainte que les chefs du Lao Issara ne s'allient avec d'autres puissances présentes à Bangkok, notamment les représentants américains gagnés davantage par l'anti-communisme.⁴⁸ De leur côtés, les Français pensaient avoir détecté une meilleure

⁴⁵ 'Le prince Souphanouvong au prince Phetsarath', no. 3235/KT, Bangkok, le 10 mai 1949, dans ZASLOFF, 'III. Document', pp. 206-214.

⁴⁶ Traduction de 'S.A. Tiao Phetsarath, chef d'état du gouvernement provisoire du Lao Libre et indépendant', Royaume du Laos, le 16 mai 1950, no. 2553, signé Tiao PHETSARATH et Phya KHAMMAO, attaché à HCFIC, DPSF, no. 13554/SG-1, le 6 juillet 1949', 'Note pour le CP', s.d. Prince Souphanouvong, d. 109, CD, CAOM et Paul F. LANGER et Joseph J. ZASLOFF, *North Vietnam and the Pathet Lao : Partners in the struggle for Laos*, Cambridge, Harvard University Press, 1970, pp. 38-45.

⁴⁷ Cité dans HCFIC, SDECE, no. 21194/PM/GF, document daté du 16 mai 1949, valeur : B/2, d. Lao Issara, c. 119, CP, CAOM. Sur l'exclusion de Souphanouvong, voir l'excellent analyse de LANGER et ZASLOFF, *North Vietnam and the Pathet Lao*, pp. 38-45 et MacAlister BROWN et Joseph J. ZASLOFF, *Apprentice revolutionaries*, pp. 42-45.

⁴⁸ HCFIC, SDECE, no. 21194/PM/GF, document daté du 16 mai 1949, valeur : B/2, d. Lao Issara, c. 119, CP, CAOM et 'Lettre de Souphanouvong à M. Katay', no. 3280/BK, le 13 mai 1949, reproduite par ZASLOFF dans 'III. Document', p. 227.

interprétation de la « solution Bao Dai » chez Khammao Vilay et Katay Don Sasorith. Khammao Vilay concédait apparemment en privé que « si S.M. Bao Dai réussit [dans ses négociations avec les Français], nous bénéficierons dans un certain sens de ce succès ». ⁴⁹

Si la rupture de Souphanouvong avec le Lao Issara à Bangkok était désormais consommée, il restait à savoir si ce prince coincé et plus occidentalisé pouvait se faire admettre dans les réseaux communistes de la chaîne annamitique, dont les chefs n'étaient pas forcément impressionnés par son curriculum vitae révolutionnaire ou sa collaboration indirecte avec la 93^{ème} brigade du GMD au Nord. Au contraire. Méfions-nous donc des simplifications réductrices et téléologiques, tant à droite qu'à gauche, faisant de Souphanouvong un « prince rouge » dès le début. En 1949, il ne l'était peut-être pas, surtout pas aux yeux du PCI. A la différence de Kaysone Phomvihan et de Nouhak Phoumsavan, il ne sera admis au PCI qu'en 1953 (voir *infra*). Gardons donc à l'esprit la chronologie et la complexité du contexte géopolitique.

Licencié par le Lao Issara à Bangkok, étranger aux coulisses du « Phong Bien Chinh » du LK IV et sans même une 'armée' en Birmanie ou au Laos du Nord, Souphanouvong était bel et bien tout seul. Le 18 mai 1949, il repart pour Chientoung et, après un bref passage de dix jours à Bangkok, il se rendait à Rangoon. ⁵⁰ Ces déplacements continuels reflétaient bien sa position ambiguë en 1949. Si bien qu'en février 1949, alors qu'il était fâché avec les Vietnamiens et en rupture latente avec le Lao Issara de Bangkok, Souphanouvong se déclara chef du « Parti progressiste du Peuple Lao ». Exclu du Lao Issara, en juin Souphanouvong et une quarantaine d'autres représentants du « Parti progressiste » se réunirent au Laos du Nord pour transformer ce parti en « Comité de Libération laotienne ». Le 7 juillet, Souphanouvong déclara au public la formation du dit Comité de libération, établi dans des « zones libérées du Laos », avec son poste de commandement à Chientoung ou à Thackilek. ⁵¹ Dans le communiqué de ce nouveau comité, daté du 31 juillet, Souphanouvong admettait qu'il avait créé cette organisation nationaliste en réponse à la signature de l'accord franco-laotien quelques semaines avant, qu'il condamnait.

⁴⁹ HCFIC, SDECE, no. 21194/PM/GF, document daté du 16 mai 1949, valeur : B/2, d. Lao Issara, c. 119, CP, CAOM.

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ Sur ces activités, nous avons consulté : 'Free Laos, Lao Liberation Committee (L.L.C.)', signé du prince Souphanouvong, daté du 7 juillet 1949, 'Lao Liberated Areas', dans 'Policy Statement and Personnel of « Lao Liberation Committee »', Bangkok, no. 261, Ambassade américaine, le 4 août 1949, 851G.01/8-449, ANEU ; HCFIC, DPSF, no. 12971/SG-1, Saigon, le 30 juin 1949, 'Note à M. le CP, Saigon', d. Nord Laos, c. 119, CP, CAOM ; et 'Parti progressiste populaire lao et activités du prince Souphanouvong', dans 'Note no. 6726/C-SG.1', le 11 août 1950, c. 378, SPCE, CAOM.

Son comité visait à « réaliser un régime démocratique », collaborer étroitement avec la RDVN et le Cambodge et maintenir de bonnes relations avec les Thaïs, Birmans et Chinois.⁵² Dans un article signé de sa main, le prince confirmait la formation dudit comité, ajoutant qu'il avait été conçu « pour résister aux Français » et pour gagner la « reconquête du Laos ». Il soulignait aussi que son comité n'avait « rien de commun avec le gouvernement provisoire du Lao Libre ».⁵³ Ce nouvel organisme laotien comprenait Sukhit Nimmanhemmin, membre thaï du « South East Asia League » et un ancien Ministre de l'Industrie en 1949 ; Thao Bounmi et Thao Prasit.⁵⁴

Quant à sa décision de collaborer avec Vixienne et bâtir le « Comité de la Libération laotienne » en 1949, le prince Souphanouvong n'en demanda pas l'autorisation à ses surveillants vietnamiens. Souphanouvong confia à un officier américain en juillet qu'il n'avait pas sondé les chefs de la RDVN avant d'entrer en contact avec Vixienne et les Chinois de la 93^{ème}, car « cela ne regardait pas la République vietnamienne, c'est une affaire entièrement laotienne ». Souphanouvong concédait même qu'il pouvait y avoir une « divergence de vues » entre lui et le gouvernement vietnamien quant à ce sujet. Or, selon le rapport américain, le prince ne pensait pas que cela pût nuire à ses relations avec la RDVN. En fait, il comptait toujours sur la contre-offensive vietnamienne pour attaquer le Laos.⁵⁵

C'était plus complexe pour les Vietnamiens. En effet, le problème résidait non seulement dans la décision prise par Souphanouvong de s'appuyer sur les hommes de la 93^{ème} brigade groupés sous la direction de Vixienne, mais aussi le fait que ce dernier collaborait avec des chefs du VNQDD, l'ennemi avoué du PCI. En fait, l'ancien chef de la police vietnamienne à cette époque, Le Gian, révélait dans ses souvenirs que le PCI associait Vu Hong Khanh et Nguyen Tuong Tam avec la « 93^{ème} division » en particulier.⁵⁶ En effet, les troupes chinoise de Vixienne mirent en péril les relations de Souphanouvong avec les Vietnamiens, qui ne voulaient

⁵² A ce sujet, nous nous sommes appuyés sur les sources américaines : 'Memorandum of Conversation between Prince Souphanouvong and R. H. Bushner', le 22 juillet 1949 ; 'Transmittal of a Memorandum of Conversation with Prince Souphanouvong, Important Lao Leader', Ambassade américaine, le 29 juillet 1949, 851G.00/7-2949, ANEU et 'Statement no. 1 : Lao Liberation Committee', signé du prince Souphanouvong, daté du 31 juillet 1949, dans 'Policy Statement and Personnel of « Lao Liberation Committee »', Bangkok, no. 261, Ambassade américaine, le 4 août 1949, 851G.01/8-449, ANEU.

⁵³ Traduction d'un article de *Liberty*, (le 4 août 1949), dans d. Gouvernement lao libre, août 1950, c. 74, CP, CAOM.

⁵⁴ HCFIC, SDECE, no. 21598/PM/GF, sans date, d. Gouvernement lao libre, août 1950, c. 74, CP, CAOM et FL, EM/2B, no. 1136/2, 'Plans et projets du commandement rebelle', le 30 décembre 1949, d. FT Laos/2B, c. 10H5641, SHAT et d. Sécurité, c. 74, CP, CAOM. Bounmi et Prasit avaient des contacts politiques et économiques très importants dans le Nord de la Thaïlande. Sukhit était particulièrement proche de Souphanouvong, ayant depuis longtemps ravitaillé ses partisans en denrées et armes.

⁵⁵ 'Memorandum of Conversation between Prince Souphanouvong and R.H. Bushner', daté du 22 juillet 1949, 'Transmittal of a Memorandum of Conversation with Prince Souphanouvong, Important Lao Leader', Ambassade américaine, le 29 juillet 1949, 851G.00/7-2949, ANEU.

⁵⁶ LE GIAN, *Nhung ngay song gio : Hoi ky* [Les jours de tempête : Mémoires], Hanoi, NXBTN, 1985, p. 112.

plus—au moment même de la victoire du PCC—traiter avec les ennemis de Mao Zedong, et surtout pas le long de la frontière sino-indochinoise. N'oublions pas non plus que le PCI avait même envoyé des troupes en Chine du Sud pour se battre avec le PCC contre le GMD *en mai-juillet 1949* ; pour ne rien dire des soucis du PCC par rapport au GMD (sec. chinoise, ch. 3). Par ailleurs, le soutien fourni secrètement par les Thaïs et les Américains à Vixienne, et celui du GMD en général, n'auraient pas pu échapper à un agent aussi expérimenté que Nguyen Van Long. Enfin, il est très difficile de croire que les rencontres entre Souphanouvong et des représentants de l'Ambassade américaine à la veille de la victoire chinoise aient pu échapper à l'attention de Nguyen Van Long.⁵⁷

En tout cas, ce dernier ne tarda pas à montrer sa désapprobation quant à la décision de Souphanouvong de collaborer avec Vixienne.⁵⁸ Il lui prédit les futurs revers d'une telle politique, vu la victoire imminente du PCC. En bref, Long fit pression sur Souphanouvong pour qu'il laissât tomber Vixienne et ses contacts avec le GMD, pour qu'il reprît sa collaboration avec les Vietnamiens et qu'il se rendît auprès de Ho Chi Minh au Viet Bac.⁵⁹ Mais laisser le prince errer ainsi à travers la péninsule devait effrayer le Viet Minh, d'autant plus qu'il n'arrivait pas non plus à rallier Phetsarath. A la fin de juin 1949, dans une action diplomatique très significative, Mai The Chau, passa à Chientoung en venant de Rangoon. Après s'être entretenu avec Long, il rencontra Souphanouvong pour le (re ?) convertir à la cause vietnamienne, tout en lui demandant de s'abstenir d'utiliser les hommes de troupes du GMD et Vixienne en particulier. D'une manière significative, Souphanouvong refusa l'invitation de Mai The Chau de se rendre au Vietnam.⁶⁰ Etant l'un des diplomates les plus importants de la RDVN en Asie, l'invitation de Chau avait dû être approuvée aux échelons les plus élevés du gouvernement, sinon du PCI.

S'il existait des suspicions entre le Viet Minh et Souphanouvong, il semble que Nguyen Van Long pût arranger les choses, du moins provisoirement. Ainsi, le 12 septembre 1949, la délégation du LK IV rendait compte que les Vietnamiens :

⁵⁷ Nguyen Van Long soupçonnait que Vixienne était à la solde des services de renseignements américains, ce qui n'est pas impossible. Document intercepté dans HCFIC, SDECE, no. 12536, 'Activité de Vixienne vue par les Viet Minh', valeur : A/I, daté du 5 mars 1949, d. Emprise Viet Minh, c. 110, CP, CAOM.

⁵⁸ Télégramme intercepté dans [SDECE], no. 7846/VN/8, 'Déplacement de Long au Siam', le 30 juillet 1948, valeur : A, s.d. 5, d. 108, CD, CAOM.

⁵⁹ Selon un officier de renseignement français très bien renseigné sur ces pourparlers, les Vietnamiens « s'efforcent à le convertir à leurs vues. En particulier, il serait désireux qu'il rompe avec les Chinois (débris de l'armée KMT) et Nguyen Van Long serait intervenu dans ce sens auprès du prince qui a été invité à se rendre auprès de Ho Chi Minh. Toujours méfiant, Souphanouvong aurait décliné cette offre ». FL, EM/2B, no. 803/2, 'BR no. 13, septembre 1949', d. Laos ami, 1949, c. 10H4303, SHAT.

⁶⁰ HCFIC, SDECE, no. 21584/PM/YG, 'Entreprise Souphanouvong', renseignements datés du 12 au 15 août 1949, d. Gouvernement lao libre, août 1950, c. 74, CP, CAOM. Mai The Chau se rendit ensuite à Beijing, où il devint un député dans l'ambassade dirigée par Hoang Van Hoan. Voir section chinoise, ch. 2.



Madame Souphanouvong et ses deux fils,
Circa 1949

(CAOM)

gard[aient] toujours une attitude sincère envers Souphanouvong et s'effor[çaient] de le convertir pour lui montrer le danger qu'il court en suivant le chemin qu'il s'[était] tracé avec d'autres Laotiens, tout cela pour anéantir 'la bande 93'.

Un rapport vietnamien expliquait que « Souphanouvong est encore avec nous » et que son attitude restait « correcte ». ⁶¹ Une telle remarque traduit néanmoins de très sérieux doutes antérieurs à son sujet.

Si la confusion et la complexité de tous ces 'comités' est difficile à résumer d'une façon succincte, c'est justement ce désordre persistant qu'il faut souligner en étudiant la politique laotienne du PCI/RDVN de 1946 à 1949. Qu'il s'agisse des Français ou des Vietnamiens, il n'était pas facile ni aux uns ni aux autres de créer leurs Etats associés respectifs.

Vers la dissolution du Lao Issara à Bangkok

Les Vietnamiens avaient raison de s'inquiéter en 1949. Au moment où ils relancèrent leurs invitations à Souphanouvong, le gouvernement du Lao Issara à Bangkok frisait la désintégration totale. Les Français avancèrent leur projet de constitution étatique dont il faut mesurer la portée. A plusieurs égards, c'est la capacité des Français d'obtenir une convention franco-laotienne en juillet 1949, de faire dissoudre le Lao Issara en octobre et de rallier la majorité de ses membres, qui allait faire basculer brusquement la politique laotienne du PCI/RDVN vers l'intérieur, pour l'orienter sur la route révolutionnaire en voie de développement dans le Nord-Est. ⁶² Au début d'octobre les Français et le gouvernement royal du Laos tombèrent d'accord pour accorder une amnistie aux émigrés Issara en Thaïlande. ⁶³

Du point de vue français, le Laos devait réintégrer en tant qu'Etat le sein de l'Indochine. Ni le Laos, ni le Cambodge ne pouvait exister indépendamment de ce modèle indochinois. En août 1946, un *modus vivendi* fut signé, qui jeta les bases provisoires d'un nouvel Etat laotien, auquel une convention franco-laotienne ultérieure, toujours dans le cadre de l'Union française, allait donner sa forme. En mai 1947, le roi du Laos proclama l'unité du Laos, entérinant la fusion de l'ancien royaume de Luang Prabang et des territoires du Sud-Laos. En juillet 1949, une convention franco-laotienne fut signée en France, établissant un Etat laotien au sein de l'Union française. Autorisant une plus grande indépendance qu'autrefois et

⁶¹ Télégramme décrypté : 'De LK IV à Thau [Thua] Thien, SR', dans CCFAEO, EM/2B, SI, no. 3144/FAEO/2S, le 22 septembre 1949, source : DY, valeur : A/1, document daté du 12 septembre 1949, d. Emprise Viet Minh, c. 74, CP, CAOM.

⁶² Oun Sananikone discuta de son ralliement avec un représentant français le 23 février 1949. 'Chef de la Sûreté fédérale au Laos', le 24 février 1949, c. 378, SPCE, CAOM.

⁶³ 'Télégramme à l'arrivée, HCFIC à France Outre-Mer', no. 2161, le 8 octobre 1949, d. Parti rebelle laotien, c. 239, EA, MAE.

honorant l'unité territoriale du Laos, cet accord répondait à beaucoup des desiderata du Lao Issara. Grâce à cet accord, les Français purent également rallier de nombreux partisans éminents du Lao Issara à la mi 1949 et provoquer une crise mortelle au sein du gouvernement provisoire à l'extérieur.

Au début de juillet 1949, lors des préparatifs pour la signature de la convention franco-laotienne à Paris, Souvanna Phouma, membre du gouvernement royal du Laos et frère de Phetsarath, se rendit à Saigon pour discuter de la question du retour des Lao Issara. Souvanna Phouma expliqua à Léon Pignon le désir du Lao Issara de dissoudre le gouvernement de Bangkok en raison de cette convention, mais « à condition de pouvoir invoquer une 'justification morale' de leur décision ». Il affirma qu'il pourrait se porter garant de cette dissolution s'il était présent à la signature de la convention à Paris. Ayant reçu l'autorisation demandée, il partit pour Paris le 5. L'accord signé, Pignon s'acharna encore à dissoudre une fois pour toutes le Lao Issara à Bangkok. Il fallait faire disparaître ce gouvernement épineux qui mettait en cause implicitement le nouvel Etat laotien établi par les accords de juillet. Comme l'a dit Pignon au sujet de la convention franco-laotienne et du Lao Issara :

J'attache, en effet, beaucoup de prix à mettre un terme à cette malheureuse dissidence. Outre que le retour des Lao émigrés constituerait un succès pour notre politique générale en Indochine et pour notre diplomatie, la position intérieure du Laos associé à la France en serait affermie et ce pays pourrait être un facteur de stabilité fort utile dans une conjoncture d'une dangereuse instabilité. Ce serait donc une bonne chose aux yeux de l'opinion publique indochinoise et internationale en même temps qu'une victoire sur le plan politique et moral.⁶⁴

Pignon termina ses instructions, cependant, sur une note restrictive : « Il est toutefois possible que certains obstacles surgissent soit du côté siamois, soit même de celui de Phetsarath, dont la psychologie est commandée encore par un complexe d'orgueil qui rend les rapports avec lui difficiles ».⁶⁵ Pignon ne se trompa pas. Car, s'il pouvait se réjouir de la dissolution du Lao Issara le 25 octobre 1949 et de la rentrée au Laos de la plupart des partisans du Lao Issara⁶⁶, son enthousiasme s'éteignit vite devant les tergiversations de Phetsarath et l'activisme des Vietnamiens pour le 'rallier' à leur contre cause indochinoise.⁶⁷ Phetsarath n'appréciait guère la décision de son ami, Khammao Vilay, de dissoudre le mouvement sans le consulter. Il partageait les réticences quant aux accords de juillet 1949, non sans nous rappeler

⁶⁴ 'Pignon à Léon Marchal', le 9 juillet 1949, signé PIGNON, d. Dissolution du Lao Issara, c. 119, CP, CAOM.

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ Cabinet du Premier Ministre, Gouvernement Provisoire du Laos libre et indépendant, 'Communiqué : Dissolution du gouvernement provisoire du Laos libre et indépendant', Bangkok, le 24 octobre 1949, signé Phaya KHAMMAO et Cabinet du Premier Ministre, no. 2693, 'Circulaire', Bangkok, le 24 octobre 1949, signé Phaya KHAMMAO, dans c. G14-3, fonds Jean Deuve, Mémorial de Caen et d. Parti rebelle laotien, c. 239, EA, MAE.

certaines doutes des chefs cambodgiens du « Parti Démocrate » devant des accords semblables.⁶⁸ Phetsarath visait également à extraire le Laos de son contexte indochinois et à exploiter les négociations franco-vietnamiennes pour obtenir plus de concessions auprès des Français en ce qui concernait l'indépendance réelle du Laos. Comme le dit Phetsarath, « Nous ne voulons être liés à la France que par deux traités : un traité reconnaissant purement et simplement l'indépendance totale du Laos et un traité d'alliance pour une durée de cinquante ans renouvelable ».⁶⁹ Il oublia de dire qu'il voulait aussi reprendre en main l'influence royale au Laos ...

La RDVN suivait de très près l'implosion du Lao Issara. A la fin d'octobre 1949, le gouvernement vietnamien rendit compte au LK IV que la plupart des Lao Issara à Bangkok, excepté Phetsarath, s'étaient ralliés aux Français. Le gouvernement demanda si les Laotiens du LKIV étaient au courant.⁷⁰ Vers la fin de 1949, la politique de la RDVN envers le Lao Issara en Thaïlande était proche de la faillite devant ce qui doit être considérée comme une victoire politico-diplomatique majeure pour les hommes de Léon Pignon.

Vers un Etat laotien associé au Vietnam révolutionnaire ?

A la fin de 1949, compte tenu de la disparition d'un gouvernement Lao Issara à Bangkok et de la propagande française en Indochine et à l'étranger en faveur des Etats-Associés, la RDVN/PCI avait plus que jamais besoin d'alliés laotiens en vue de légitimer un nouveau 'gouvernement de résistance' au Laos. Après tout, les Laotiens liés au LK IV étaient à peine connus à l'extérieur de leur fiefs ou des bureaux du PCI à Udon, Ubon et dans le « Phong Bien Chinh ». Ces hommes n'avaient pas la stature royale nécessaire pour faire jouer l'imaginaire des masses dans un sens nationaliste, indispensable à la création d'un nouvel Etat laotien. Autrement dit, le gouvernement vietnamien avait soudainement grand besoin de Phetsarath et de Souphanouvong qui restaient encore sourds aux offres françaises de ralliement. Déjà en avril 1949, le gouvernement vietnamien s'était exprimé en privé sur l'importance de se « servir du prestige du gouvernement de Phetsarath et Souphanouvong » pour organiser un

⁶⁷ DSS, 'BR : Projet de ralliement du prince Phetsarath', source : SR Bangkok, valeur : B/2, d. Phetsarath, c. 163, HCI, CAOM et HCFIC, no. 4836/C/SG-1, 'Note pour M. le Haut-Commissariat', le 2 août 1951, d. Phetsarath, c. 163, HCI, CAOM.

⁶⁸ Selon nous, on aurait tort de considérer comme 'anti-français' le prince Phetsarath, en simple raison de son refus de se rendre en France ou de se rallier au gouvernement laotien associé avec la France. Voir en particulier les déclarations de Phetsarath sur les propositions françaises dans ce sens. 'Déclaration de Phetsarath', daté du 7 décembre 1949, au sujet de son ralliement, c. G14-3, Fonds Jean Deuve, Mémorial de Caen.

⁶⁹ DPSF, 'Note : Activités Phetsarath', p. 2, d. Phetsarath, c. 163, HCI, CAOM.

⁷⁰ Communication interceptée dans FL, EM/2B, no. 912/2, Vientiane, le 31 octobre 1949, source : sûre, valeur : A, d. Nord Laos, c. 119, CP, CAOM.

mouvement laotien de libération, car « la population est peu évoluée et reste attachée à la royauté ». Quant au modèle étatique envisagé, le PCI se contentait, du moins pour le moment, d'un « régime de monarchie constitutionnelle et progressiste au Laos ». ⁷¹ En fait, ils n'avaient pas le choix.

Ces raisons expliquent en grande partie pourquoi la RDVN devait aplanir les problèmes avec Souphanouvong et lui faire rencontrer Ho Chi Minh à tout prix pour le convaincre de la sincérité vietnamienne et de l'importance de créer un nouveau gouvernement de résistance laotien allié avec le Vietnam et ce le plus vite possible. Le 12 septembre 1949, une communication vietnamienne donna l'ordre aux cadres en Thaïlande de « garder toujours une attitude pleine de franchise » avec le prince Souphanouvong pour éviter « la désagrégation de la résistance » laotienne. Ce document révèle que « les démarches [étaient] en cours pour préparer une entrevue entre Souphanouvong et (une autre personnalité) » du gouvernement de la RDVN, une allusion sans doute à Ho Chi Minh. ⁷²

Les Vietnamiens avaient besoin de Souphanouvong à tout prix. Selon une communication radiophonique provenant du LK IV et datée du 12 décembre 1949, le gouvernement vietnamien approuva les « démarches pour que Souphanouvong aille rencontrer Cu », allusion non voilée à Ho Chi Minh (« cu » étant ici le terme respectueux pour « vénérable »). ⁷³ Cette mention du LK IV suggère aussi que les vraies dispositions pour le transfert des Laotiens non ralliés au Vietnam se préparaient par la route annamitique grâce aux bons soins du « Phong Bien Chinh ». En décembre 1949, les Vietnamiens du LK IV essayèrent d'envoyer « un certaine quantité d'or » pour organiser ces convois de personnes vers l'intérieur de l'Indochine. ⁷⁴ En tout cas, sur l'invitation de Ho Chi Minh, Souphanouvong retourna au Vietnam à la mi décembre 1949 avec une nouvelle fois une escorte vietnamienne bien armée. Le prince arriva au Centre du Vietnam vers le 20 décembre, avant de se rendre au Thai Nguyen pour rencontrer Ho Chi Minh et sceller définitivement son alliance avec les Vietnamiens—sujet à l'approbation des hommes du Comité de l'Est

⁷¹ Communication interceptée dans HCFIC, SDECE, no. 13407/H/4, document daté du 5 avril 1949, valeur : A, 'Directives du gouvernement Viet Minh [Tong Bo] au sujet des affaires laotiennes et de l'organisation du Nord Laos', d. Laos/Emprise Viet Minh, c. 119, CP, CAOM.

⁷² Télégramme intercepté dans 'Politique Viet Minh vis-à-vis de Souphanouvong', dan HCFIC, SDECE, no. 17514/H/4/RG/GF, document daté du 12 septembre 1949, valeur : A, d. Laos/Emprise Viet Minh, c. 119, CP, CAOM.

⁷³ HCFIC, SDECE, no. 18315/4/L/AA/SD, document daté du 12 septembre 1949, valeur : A, 'Attitude Viet Minh à l'égard de Souphanouvong', d. Gouvernement lao libre, août 1950, c. 74, CP, CAOM.

⁷⁴ HCFIC, SDECE, no. 10414/tmf/qt, le 20 décembre 1948, d. Communistes chinois, 5, c. 104, CD, CAOM. Que « Khang » était, en fait, Hoang Van Hoan, voir : HCFIC, SDECE, no. 10913/4/MF/SD, le 10 janvier 1949, valeur : A/1, renseignement daté du 3 octobre 1948, d. Trafic d'armes Panama, d. 34-35, CD, CAOM.

tels Nouhak Phoumsavan et Sinkapo.⁷⁵ Selon l'un des membres de la suite du prince, lors de sa rencontre avec Ho Chi Minh, ce dernier « l'aurait embrassé avec effusion ». ⁷⁶ Il était impératif de regagner la confiance du prince.

Chose remarquable : Souphanouvong n'était toujours pas l'unique cible royale de la RDVN/PCI. Les Vietnamiens voulaient s'attacher également Phetsarath. Ce dernier représentait un emblème nationaliste toujours plus puissant que Souphanouvong, et les Vietnamiens le savaient. Gagné à leur cause, Phetsarath pourrait plus facilement implanter un nouveau contre-Etat 'emi-monarchique' parmi les 'masses', qui connaissaient encore très mal le personnage de Souphanouvong. Ce dernier avait vécu plus longtemps en France, au Vietnam et en Thaïlande qu'au Laos. Le ralliement de Phetsarath au Viet Minh pourrait infliger également un coup très dur au projet français, non seulement au Laos mais aussi sur le plan international. On ne sera donc pas surpris d'apprendre qu'une communication vietnamienne du LK IV insistait sur l'importance de « surveiller » Phetsarath à Bangkok dans ses rapports avec les Français.⁷⁷

Le Haut Commissariat n'était pas dupe. Ayant appris le 9 octobre 1949 que le « gouvernement » Lao Issara allait informer Phetsarath de sa dissolution imminente, Léon Pignon demanda le 12 octobre à la légation française à Bangkok de « reprendre contact » avec Phetsarath « en vue de lui faire connaître que le gouvernement français était prêt à accueillir en France à titre amical, Phetsarath et sa famille ». ⁷⁸ Par les soins de son frère, Souvanna Phouma, Phetsarath avait fait savoir qu'il ne s'opposerait pas forcément à recevoir un représentant français pour en débattre. Le 16 et le 17 octobre, un membre de la légation le rencontra au sujet de l'éventualité d'un voyage en France. Entre temps, les Français conseillèrent aux autres membres du Lao Issara de tenir leur Assemblée générale pour dissoudre officiellement leur

⁷⁵ Voir le récit du chef de son escorte, NGUYEN TU QUY, 'Gap lai hoang than Xuphanuvong tren mot doan duong lich su' [En rencontrant encore une fois le prince Souphanouvong sur une étape historique], *Tap Chi Khoa Hoc*, (le 2 février 1991), pp. 44-45 et 'Parti progressiste populaire lao et activités du prince Souphanouvong', dans 'Note no. 6726/C-SG.1', le 11 août 1950, c. 378, SPCE, CAOM.

⁷⁶ 'Parti progressiste populaire lao et activités du prince Souphanouvong'. En arrivant à Vinh (LK IV), une « réception solennelle » aurait été faite pour le prince, qui avait servi « autrefois dans cette région en qualité de fonctionnaire des travaux publics ». Lors de son déplacement, le prince aurait apparemment rencontré également le général Nguyen Son et Tran Van Giau. Un certain « Prasit » accompagna Souphanouvong au Vietnam et retourna ensuite à Bangkok. 'Référence à ma note no. 391 du 20 juillet 1950', c. 378, SPCE, CAOM. Il s'agit, en fait, du prince thaï Prasit Sithsarithbouth. Né à Khorat, il était devenu ami intime de Souphanouvong depuis 1947, et son bailleur de fonds. HCFIC, DSS, 'Note pour M. le CP', le 12 août 1950, d. Prince Souphanouvong, d. 109, CD, CAOM.

⁷⁷ 'De LK IV à Thua Thien, SR', télégramme intercepté dans CCFAEO, EM/2B, SI, no. 3144/FAEO/2S, le 22 septembre 1949, source : DY, valeur : A/1, document daté du 12 septembre 1949, d. Emprise Viet Minh, c. 74, CP, CAOM.

⁷⁸ 'Copie d'une note en date du 20 octobre 1949 émanant du S.R. Bangkok', le 20 octobre 1949, d. Phetsarath, c. 163, HCI, CAOM.

groupe aussi rapidement que possible.⁷⁹ Le 30 octobre, Pignon avertit le Ministre de la France d'Outre-Mer que Phetsarath avait fait connaître au ministre français à Bangkok qu'il « accepterait de se rendre en France ou en Afrique du Nord si le gouvernement français l'invitait ». Tout à fait conscient du risque qu'il prenait en laissant Phetsarath en pâture aux Vietnamiens, Pignon souligna au gouvernement l'importance de répondre par l'affirmative : « Nous avons un intérêt certain sur le plan de la politique locale comme sur le plan de l'opinion internationale à mettre un terme à la dissidence laotienne ». Pignon ajoutait que la France pouvait « avoir besoin dans l'avenir de celui qui était apparu incontestablement comme 'l'homme fort' du Laos ». Déterminé à mettre un terme final à la dissidence Lao Issara, Pignon sollicita « l'accord ferme » en ce sens.⁸⁰

Il savait aussi, grâce au décryptement des télégrammes vietnamiens, ce que la RDVN espérait faire avec Phetsarath. En novembre 1949, au moment où les Vietnamiens préparaient le voyage de Souphanouvong au Vietnam, le ministre français à Bangkok fut autorisé à « confirmer à Phetsarath l'accord du gouvernement français à sa venue en France et aux facilités qui lui seront données à cet effet s'il accepte de quitter son exil en Thaïlande ». Or, pour des raisons toujours inconnues, Phetsarath fit savoir à cet émissaire français sa « décision d'accepter de diriger personnellement le mouvement de résistance laotien », tout en ajoutant qu'il ne travaillait pas contre la France mais essayait d'« empêcher les Laotiens de suivre des chefs inféodés à l'étranger ».⁸¹ Peut-être était-il sincère en disant cela, mais on se demande aussi s'il n'avait pas voulu non plus se renseigner sur la politique des communistes chinois et la possibilité d'intervention chinoise en Indochine du Nord.

Il était impossible que ces pourparlers eussent échappé aux agents de la RDVN à Bangkok. Ce qui est sûr, cependant, c'est que les Français et les Vietnamiens voulaient chacun de leur côté une décision nette et irrévocable de la part de Phetsarath, sinon ils se détourneraient de lui et chercheraient d'autres partenaires laotiens. Le temps se resserrait donc pour Phetsarath. En décembre 1949, la RDVN l'invita officiellement à se rendre dans le LK IV pour continuer la lutte contre les Français. Très inquiet, le Comité Administratif et Résistant du Nam Bo demanda à Nguyen Duc Quy le 24 d'entrer en relation avec ce prince afin de lui demander de collaborer avec le Viet Minh en raison de l'influence qu'il pouvait exercer parmi les

⁷⁹ *Ibid.*

⁸⁰ HCFIC, 'Lettre [de Léon Pignon] à M. le Ministre de la France d'Outre-mer', no. 179/HCF, le 30 octobre 1949, d. Dissolution du gouvernement Lao Issara, c. 119, CP, CAOM.

⁸¹ 'Léon Marchal à M. le HCFIC, CD, Saigon', le 29 novembre 1949, d. Phetsarath, c. 74, CP, CAOM.

populations locales.⁸² Cela en dépit de leur marque de confiance à Souphanouvong.⁸³ Le 24 décembre 1949, Pham Ngoc Thach, l'un des diplomates vietnamiens les plus influents en Asie du Sud-est, adressa un message de Noël au Prince Phetsarath rédigé ainsi : « 1950 pleine de promesses pour acheminement victoire finale, notre gouvernement comme toujours apportera toute aide possible [au] mouvement lao dans l'esprit de respect, [d']indépendance, [de] liberté réciproques ». Thach alla jusqu'à dire que Phetsarath était pour son gouvernement « le champion incontesté de l'indépendance du Laos ».⁸⁴ Nguyen Duc Quy contacta Phetsarath pour essayer à nouveau de le convaincre de se rendre au Laos et éventuellement au Vietnam pour rencontrer le gouvernement de la RDVN.⁸⁵

Mais le prix à payer était parfaitement clair : en échange d'une aide militaire vietnamienne, Phetsarath devait s'engager à soutenir la lutte anticoloniale et la RDVN, publiquement.⁸⁶ Phetsarath, une fois encore, dit non.⁸⁷ En contraste avec sa décision de 1945, il déclina poliment les invitations de la RDVN. Dans sa réponse à la lettre que Ho Chi Minh lui avait adressée le 22 octobre 1949, Phetsarath écrivit ainsi :

Au nom du gouvernement provisoire du Laos Libre et indépendant et en mon nom personnel, j'ai l'honneur de vous adresser mes sincères remerciements pour vos excellentes intentions. Nous regrettons cependant de ne pas pouvoir envisager actuellement ce transfert [du gouvernement laotien au Vietnam] pour de nombreuses raisons.⁸⁸

⁸² Communication interceptée dans HCFIC, SDECE, no. 11535/4/HV/DS, 'Renseignement', daté du 24 décembre 1949, valeur : A, d. Emprise Viet Minh et Sud Est, c. 34, CP, CAOM et d. Laos, 1950, c. 10H4303, SHAT et 'CRA du Nam Bo à Délégué Viet Minh au Siam', HCFIC, SDECE, no. 11536/4HV/DB, 'Au sujet de Xuong Nhu Phetsarath', le 3 janvier 1950, valeur : A/I, document daté du 24 décembre 1949, d. Laos, 1950, c. 10H4303, SHAT.

⁸³ Cité dans FL, EM/2B, no. 14/2, Vientiane, le 6 janvier 1949, 'BR no. 16 : mois de décembre 1949', pp. 6-7, d. Laos, 1950, c. 10H4303, SHAT. Souphanouvong n'était pas le seul à intéresser les Vietnamiens. En mai 1949, un renseignement « très sûr » rendait compte qu'un « député laotien Phan Phu » serait arrivé au LK IV où il aurait reçu « le meilleur accueil », y compris un message de bienvenue de la part de Ho Chi Minh lui-même. Voir le télégramme intercepté dans HCFIC, SDECE, no. 13730/4/RG/MG, document daté du 8 décembre 1949, valeur : A, 'Arrivé d'un député laotien au LK IV', d. Laos/Emprise Viet Minh, c. 119, CP, CAOM.

⁸⁴ Message intercepté par FL, EM/2B, no. 1129/2, Vientiane, le 27 décembre 1949, valeur : A, d. Phetsarath, c. 74, CP, CAOM.

⁸⁵ FL, EM/2B, no. 2220/FL/2, 'BRM no. 11, mois de novembre 1950 (période du 1/11/1950 au 15/12/1950, sommaire', Vientiane, le 20 décembre 1950, d. Laos, 1950, c. 10H4303, SHAT.

⁸⁶ HCFIC, DPSF, no. 23923/SG.1, 'Note pour le Conseiller Politique', note attachée, le 21 novembre 1949, d. Phetsarath, c. 163, HCI, CAOM.

⁸⁷ Si la politique versatile de Phetsarath déconcertait ses solliciteurs français et vietnamiens, sa façon d'agir serait en grande partie reprise par le prince Sihanouk dix ans plus tard en naviguant entre les mêmes Vietnamiens et les Américains qui auront pris la place des Français. La différence, bien entendu, est que Phetsarath était bloqué à l'extérieur du Laos. Sihanouk comprenait l'importance de rester à l'intérieur, du moins jusqu'en 1970.

⁸⁸ Message intercepté dans HCFIC, SDECE, no. 10929/4/MF/YP, document daté du 20 octobre 1949, valeur : A, d. Laos/Emprise Viet Minh, c. 119, CP, CAOM. Cependant, il est intéressant de noter qu'en décembre 1949, les écoutes françaises avaient décrypté un télégramme faisant état d'un voyage de Phetsarath et de Souphanouvong, ensemble, vers le LK IV pour aller ensuite discuter avec le gouvernement central de la RDVN au Viet Bac. Voir : HCFIC, SDECE, no. 11602/H/9/RG/SC, 'Renseignement', daté du 17 décembre 1949, valeur : A, d. Emprise Viet Minh et Sud Est, c. 34, CP, CAOM. Bien que cela reste à vérifier, cette interception nous permet néanmoins d'avancer l'hypothèse que les Vietnamiens auraient voulu escorter les deux princes *en même temps ou ensemble* au Vietnam à la fin de 1949.

En lisant cette réponse dans un rapport, un observateur français a très justement noté dans son rapport : « prudent ».⁸⁹ Mais ce lecteur français devait remarquer en même temps que Phetsarath refusa simultanément les propositions de la France, ce qui devait lui coûter une marginalisation accrue. Bien que nous n'en ayons pas la preuve écrite, en apprenant la réponse négative de Phetsarath, Ho Chi Minh lui-même dut comprendre qu'il fallait marcher maintenant avec Souphanouvong au sommet et les hommes de la Chaîne annamitique à la base, et cette fois-ci à *l'intérieur de l'Indochine*, au Vietnam si besoin. Bien que Phetsarath ait envoyé certains de ses lieutenants au Vietnam pour sonder la situation, il n'était plus en mesure d'influer sur les décisions des Vietnamiens, maintenant que le centre de gravité penchait rapidement vers le Vietnam occidental.⁹⁰

Ceci explique aussi comment des Lao Issara inconnus jusque-là, des hommes tout à fait ordinaires comme Nouhak, Singkapo et Sithon Kommadam, aient pu commencer à émerger de l'ombre et jouer un rôle de plus en plus important dans les affaires d'un nouveau 'gouvernement' et 'parti' laotien. A la fin de 1949, le « cabinet de Ho Chi Minh » prescrivit au « Phong Bien Chinh » de faire le nécessaire pour que Nouhak Phoumsavan devienne membre du nouveau gouvernement en préparation, tandis que le « Comité d'Administration et de Résistance » du LK IV s'était mis à intensifier la propagande dans les rangs des partisans de Nouhak Phoumsavan.⁹¹ Ce n'était évidemment pas par hasard. Le poids du mouvement Lao Issara allait se porter au LK IV, là où les hommes du « Comité du Lao Issara de l'Est » s'étaient rassemblés et où Souphanouvong venait d'arriver ... au début de 1950. Depuis 1947, les dirigeants vietnamiens du Centre Vietnam avaient déjà demandé au gouvernement central d'ajouter des chiffres et des mots en langue laotienne à la monnaie nationale de la RDVN.⁹²

Mais notons en conclusion ici qu'entre 1946 et 1949, aucune « relation spéciale » n'avait été téléologiquement décrétée à l'avance par une force révolutionnaire quelconque. Ce qui amena un changement dans la situation dite indochinoise dirigée par les communistes vietnamiens fut paradoxalement la victoire des communistes chinois au Nord. A partir de 1950, l'aide chinoise commença à permettre à l'armée

⁸⁹ Message intercepté dans HCFIC, SDECE, no. 10929/4/MF/YP, document daté du 20 octobre 1949, valeur : A, d. Laos/Emprise Viet Minh, c. 119, CP, CAOM.

⁹⁰ FL, EM/2B, no. 912/2, Vientiane, le 31 octobre 1949, source : sûre, valeur : A, d. Nord Laos, c. 119, CP, CAOM. Un certain « Thao Nouram » du « Comité de Libération de l'Est » expliquait le 26 octobre à Phetsarath que Thit Khamphong, Thao May, Thao Khong et d'autres étaient arrivés au Vietnam le 26 octobre.

⁹¹ FL, EM/2B, no. 785/FL/2, 'BR no. 5, mois de mai 1950', le 7 juin 1950, p. 11, d. Laos, 1950, c. 10H4303, SHAT.

⁹² LE VAN HIEN, *Nhat ky cua mot bo truong* [Journal d'un ministre], Da Nang, NXB Da Nang, 1995, vol. I, p. 164.

vietnamienne du général Giap d'introduire la guerre du Vietnam dans un cadre de plus en plus indochinois, et ainsi d'étendre les activités révolutionnaires vers l'Indochine occidentale en général et sa partie Nord en particulier, là où l'armée vietnamienne devenait chaque jour plus forte. Cette réorientation aura des retombées beaucoup plus significatives à partir de 1950 pour la 'révolution' laotienne que pour son homologue au Cambodge ...

Le long de la Cordillère annamitique :

Les réseaux militaires du Viet Minh en Indochine du Nord (1948-1954)

Les réseaux asiatiques de la RDVN/PCI s'étaient détournés de l'Asie du Sud-Est et de la Thaïlande pour se réorienter vers l'Indochine et, nous le verrons, le Sud de la Chine dès 1948-1951 en fonction d'une combinaison de différents événements majeurs : le coup d'Etat de novembre 1947 à Bangkok ; la mise en place par la France des Etats associés au Laos et au Cambodge en 1950 ; et surtout la conjonction de la victoire du Parti communiste chinois en 1949 et l'expansion de la présence américaine en Asie du Sud-Est (et par la Thaïlande en particulier). Dans ces deux derniers chapitres, nous allons tenter de replacer la naissance d'un Etat révolutionnaire laotien dans le double contexte de cette réorientation des réseaux révolutionnaires du PCI vers l'intérieur de l'Indochine à partir de 1948 et des grandes opérations militaires lancées par l'armée vietnamienne dès 1950. Si aujourd'hui l'on imagine le modèle indochinois du communisme vietnamien comme allant de soi, nous croyons devoir insister sur le fait que l'on ne peut pas comprendre l'importation du communisme vietnamien au Laos en particulier sans la mettre en corrélation avec le déroulement des opérations de l'armée vietnamienne et les événements régionaux et internationaux.

1948 : Une nouvelle politique militaire axée sur la Chaîne annamitique

Au point de vue militaire, depuis 1945 le Viet Minh avait prêté une attention toute particulière au Laos, moins pour des raisons idéologiques que dans le but de protéger la RDVN du Nord contre une attaque française. Après la réoccupation du Laos par les Français vers le milieu de 1946, le Viet Minh se tourna vers ses bases politico-militaires parmi les Viet kieu du « Front du Mékong » en Thaïlande pour détourner les Français du Viet Bac et du Nam Bo. Les bases offertes par le Nord-Est de la Thaïlande avaient d'autant plus d'importance que de vastes zones occidentales des LK IV et V se trouvaient hors du contrôle direct de l'armée de terre française. Au début de 1948, toutefois, la situation militaire à laquelle le général Vo Nguyen Giap était confrontée demeurait peu encourageante. Depuis octobre 1947, en effet, les Français avaient pris Cao Bang, fermant de la sorte aux Vietnamiens la porte au commerce avec le Sud de la Chine (sec. chinoise, chs. 1 et 3). Le coup d'Etat de novembre 1947 en

Thaïlande avait bloqué le « Front du Mékong » et du même coup la route terrestre donnant au LK IV l'accès à l'Asie du Sud-Est continentale. En bref, au début de 1948, Giap était préoccupé par la perspective de voir son armée « encerclée » (*bao vay*) de tous les côtés.

Devant cette situation étouffante, les stratèges militaires vietnamiens au Viet Bac et LK IV et V ne purent pas attendre l'arrivée des armées de Mao Zedong sur la frontière septentrionale pour se mettre à consolider leur réseaux indochinois. En effet, la réorientation indochinoise de la politique laotienne de la RDVN/PCI vers l'intérieur date de 1948, du moins en théorie, après que les *stratèges militaires* eurent perdu leurs alliés les plus importants en Thaïlande fin 1947 pour le déploiement d'un front du Mékong, à savoir les Seri Thaï. Ce changement en direction de l'intérieur devait se concrétiser militairement par la dissolution du « Front du Mékong » vers la fin de décembre 1947 et la création presque simultanée de l'autre côté du Mékong d'un nouveau « Front du Laos » (*Mat Tran Lao*), partie intégrante du « Commandement des fronts lao-cambodgien » (*Bo Tu Lenh Mat Tran Lao-Men*). Les Vietnamiens commencèrent à mettre ce front sur pied vers avril 1948, remplaçant en Indochine l'ancien « Front du Mékong ».¹ L'envoi de Hoang Van Hoan à Udon Thani en mai 1948 en qualité de « délégué suprême » du PCI à l'extérieur et la tenue d'une réunion du parti sur les questions militaires pour l'Indochine occidentale devaient renforcer ce nouveau front pour toute l'Indochine occidentale (sec. indochinoise, chs. 3-4).

Dans ses mémoires, Vo Nguyen Giap confirme qu'en mars 1948 les Vietnamiens réorientèrent leur politique vers les affaires politico-militaires pour le Laos et le Cambodge. A cette époque, une nouvelle politique intitulée « Sur la ligne et la direction de [nos] activités sur les fronts laotiens et cambodgiens » (*Ve phuong cham, phuong huong hoat dong tren cac mat tran Lao va Mien*) fut approuvée.² Cette politique insistait sur l'importance qu'il y avait à aider les deux pays à créer des « bases politiques » par le biais d'équipes de propagande armée. Giap dit également que plusieurs « cadres politiques furent envoyés secrètement en

¹ *Tran danh ba muoi nam : Ky su lich su* [Trente ans de batailles : Une chronique historique], vol. I, Hanoi, NXBQDND, 1983, pp. 292-293 et CSTFEO, EM/2B, no. 869/2, 'BR no. 26, mois de mars 1948', le 2 avril 1948, d. 28, c. 10H537, SHAT. Si la date d'avril 1948 est juste, elle coïncide remarquablement bien avec le retour formel de Pibul Songkram au pouvoir en mars de cette même année.

² VO NGUYEN GIAP, *Chien dau trong vong vay. Hoi uc* [Lutter dans une situation d'encerclement : Souvenirs], Hanoi, NXBQDND, 1995, pp. 344-45, confirmé par Hoi Dong Bien Soan Lich Su Nam Trung Bo Khang Chien, *Nam Trung Bo khang chien, 1945-1975* [La résistance dans le Trung Bo méridional, 1945-1975], Hanoi, NXB Chinh Tri Quoc Gia, 1995, 2^{ème} édition, révisée et augmentée, p. 184 et *Quan khu 4 : Lich su khang chien chong thuc dan Phap xam luoc (1945-1954)* [Zone de guerre 4 : Histoire de la résistance contre l'invasion du colonialisme français], Hanoi, NXBQDND, 1990, p. 226.

infiltration dans les zones contrôlées par l'ennemi ». « De la plus grande importance, *écrit-il*, était l'aide apportée à nos amis pour créer des cadres ».³ Il explique qu'à partir de 1948, le Comité central du PCI lui confia la tâche de « diriger » « la révolution laotienne » et de « superviser l'aide donnée à la révolution cambodgienne ».⁴ Sur le plan militaire, c'était en fait Giap qui dirigeait tout le « Front du Laos ».

Selon les directives du « Comité permanent du Comité central du PCI » approuvées à la mi-1948 le Haut-Commandement vietnamien confia au LK X la direction du Haut-Laos ; le LK III celle des provinces de Sam Neua et Tran Ninh ; LK IV les zones de Xieng Khouang, Savannakhet, et Saravane ; et LK V le Bas-Laos.⁵ C'est en suivant militairement et politiquement la consolidation de ce front laotien que l'on peut entrevoir les structures d'une 'Indochine vietnamienne' ancrée sur l'épine dorsale de la Chaîne annamitique, se déployant davantage du Nord au Sud que de l'Est à l'Ouest comme auparavant.

LK V et le Bas-Laos (Khu Ha Lao)

Cette réorientation indochinoise s'effectua au moment où Pibul Songkram retournait au pouvoir en mars 1948. En avril de cette année, Pham Van Dong, le représentant du PCI et de la RDVN pour le Trung Bo du Sud (LK V), rencontra deux représentants du Lao Issara du Sud-Laos, Khamtay Siphandon et Sithon Kommadan. Ils discutèrent de l'aide que le LK V allait leur apporter dans la création de nouvelles « bases révolutionnaires » dans le Laos méridional. Pham Van Dong approuva l'envoi d'une vingtaine de cadres vietnamiens pour travailler avec ces Laotiens dans les collines de Attapeu et Saravane.⁶ En juillet, Thao Seum Manovieng, chargé des zones libres du Sud-Laos pour le Lao Issara, conduisit un groupe de Laotiens du Nord-Est de la Thaïlande jusqu'au LK V pour resserrer les relations avec le Viet Minh de cette interzone.⁷ Il apporta avec lui une lettre du prince Souphanouvong adressée à Pham Van Dong. Dans ce document, le leader laotien demandait aux Vietnamiens de fournir une aide accrue au Laos méridional selon les termes de l'accord militaire lao-viet d'octobre

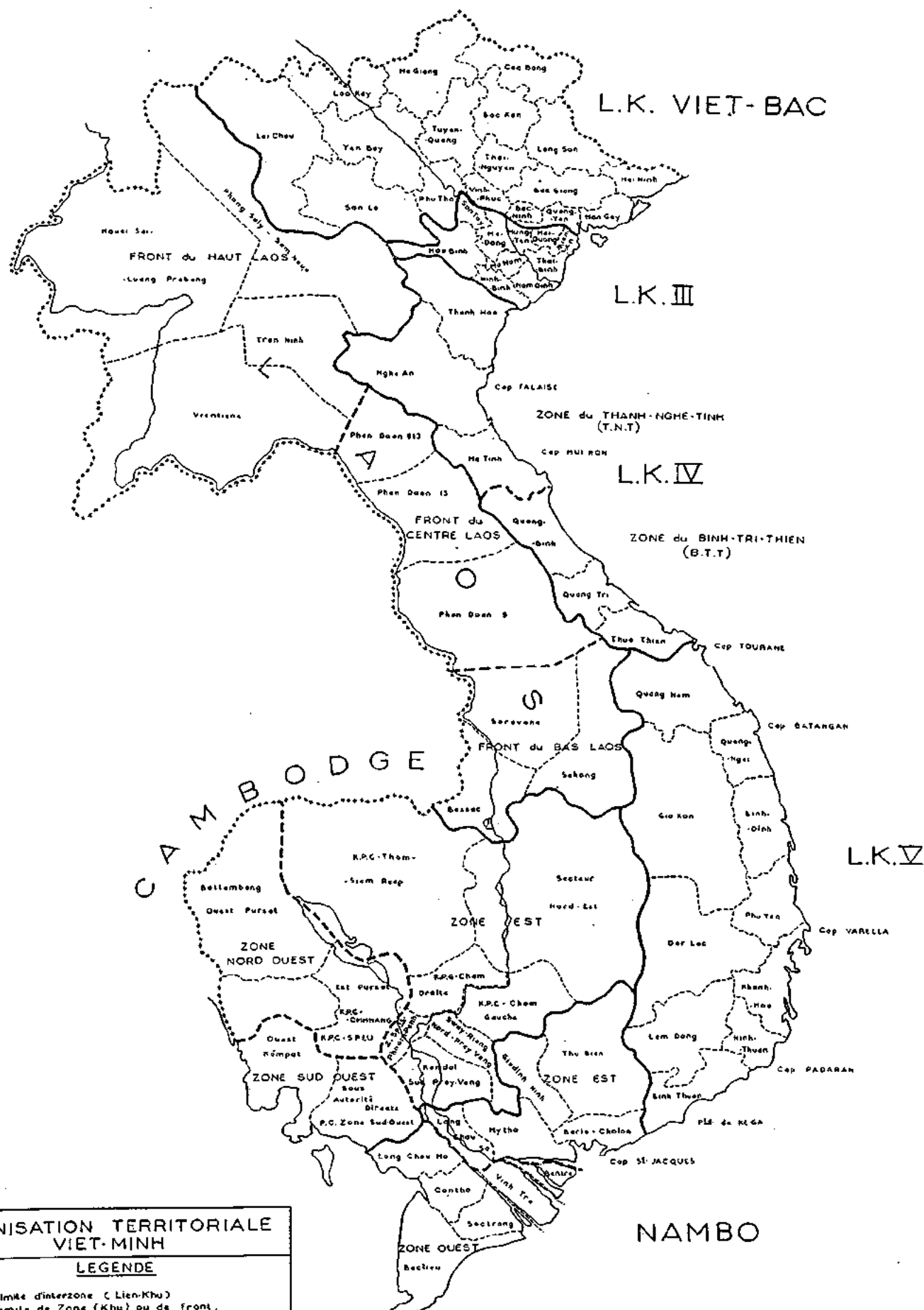
³ VO NGUYEN GIAP, *Chien dau trong vong vay*, pp. 341-44.

⁴ *Ibid.*, p. 341.

⁵ Bo Quoc Phong, *Vien Lich Su Quan Su Viet Nam, Lich su cuoc khang chien chong thuc dan Phap (1945-1954)* [Histoire de la résistance contre le colonialisme français (1945-1954)], Hanoi, NXBQDND, 1994, p. 517.

⁶ *Ibid.*, p. 517.

⁷ Né en 1913 à Champassak, Seum Manovieng fut un ancien chef des Khas. Il était probablement d'origine cambodgienne.



ORGANISATION TERRITORIALE VIET-MINH

LEGENDE

— Limite d'interzone (Lien-Khu)
 - - - Limite de Zone (Khu) ou de front.
 - - - - - Limite de Province
 Echelle: 1/1000.000

1945 (sec. indochinoise (Laos), ch. 1).⁸ Ce renouvellement permit aux Vietnamiens d'augmenter leurs activités au Laos avec des alliés plus disposés à la RDVN que Phetsarath et Katay Don Sasorith. Pham Van Dong discuta avec Thao Seum des modalités d'une assistance apportée par le LK V au « mouvement de résistance dans le Bas-Laos » (*phong trao khang chien o Ha Lao*).⁹ En effet, Pham Van Dong et le LK V comptaient sur le Laos méridional pour développer une nouvelle 'résistance laotienne' pro-vietnamienne. A en croire cette version des faits, le commandement militaire du LK V constitua pour la première fois la « Zone spéciale » (*Khu dac biet*) au Laos méridional « afin de réaliser la politique d'aide aux amis » du Lao Issara (associé avec la RDVN/PCI). Pour les stratèges vietnamiens du LK V, un premier pas était franchi vers la construction d'un tremplin stratégique à Ta Ngo, région située sur la zone frontalière montagneuse entre la province de Quang Nam et le Laos du Sud.¹⁰ Visant les régions montagneuses, des unités politico-militaires vietnamiennes étendirent leur activités organisatrices et mobilisatrices vers les provinces d'Attopeu et Saravane jusqu'au fleuve Sékong, non sans être gênées par les Forces françaises du Laos.¹¹ En février 1949, compte tenu de la perspective d'une aide thaïe plus réduite que jamais et d'un acheminement vers une rupture totale entre les chefs du Lao Issara à Bangkok et Souphanouvong, une section du gouvernement du Lao Issara (sans doute alliée avec Souphanouvong) envoya une « note diplomatique officielle » aux dirigeants vietnamiens du LK V demandant de nouveau une aide plus importante. A nouveau, Pham Van Dong s'en occupa personnellement.

Bien entendu, Souphanouvong n'était pas le seul à être resté en contact avec les Vietnamiens au Laos méridional à cette époque. Khamtay Siphandon tenait aussi lieu de représentant du gouvernement Lao Issara dans la « Zone spéciale », alors que Sithon Kommadan était devenu le commandant en chef militaire de cette zone (*chi huy truong militaire khu Ha Lao*). Entre temps, le chef du « Comité spécial » du PCI en Thaïlande (*Dac*

⁸ *Nam Trung Bo khang chien, 1945-1954*, p. 171 et *Autobiography of prince Souphanouvong*, Kuala Lumpur, Malaysia Mining Corporation Berhad, 1989, p. 2. La lettre de Souphanouvong ne se trouve pas dans ces deux documents. Rappelons qu'un congrès de la section du PCI du LK IV eut lieu en juillet 1948, à laquelle Truong Chinh et Tran Tu Binh participèrent. Le Manh Trinh, 'Tro ve To Quoc' [Retour à la patrie], *Tap Chi Lich Su Dang*, no. 4, (1991), p. 19.

⁹ *Nam Trung Bo khang chien 1945-1975*, p. 171. Le général Vo Nguyen Giap confirme dans ses souvenirs que « Thao Som » (Thao Seum Manowieng, selon *Nam Trung Bo Khang Chien*, p. 170) rencontra, en effet, Pham Van Dong au nom du Lao Issara. Les deux côtés, révèle Giap, étaient « entièrement d'accord » (*hoan toan nhai tri*) pour coordonner leurs activités dans la zone du Bas-Laos. Vo Nguyen Giap, *Chien dau trong vong vay*, p. 343. Une autre source récente donne la date de « début 1948 » pour cette rencontre entre Thao Seum et Pham Van Dong. *Lich su cuoc khang chien chong thuc dan Phap (1945-1954)*, p. 516.

¹⁰ *Nam Trung Bo khang chien 1945-1975*, p. 171.

uy), Hoang Van Hoan, ne cessa d'envoyer au Laos méridional des soldats recrutés parmi les Viet kieu pour collaborer avec ces chefs laotiens. De l'autre côté de la chaîne annamitique, les meilleurs spécialistes vietnamiens du LK V enseignèrent dans des cours spéciaux leurs modèles militaires à Sithon et Khamtay Siphandon (voir *infra*). On peut citer comme instructeurs les noms de Nguyen The Lam, commandant militaire du LK V, et Nguyen Dinh Hin, le « Délégué spécial » du « Comité des Affaires du Parti du Laos occidental » (*Ban Can Su Tay Lao*).¹² Afin de renforcer cette collaboration indochinoise, les Vietnamiens du Centre du Vietnam démantelèrent en mars 1949 l'ancienne « Zone spéciale » pour la remplacer par une nouvelle « Zone du Bas-Laos » (*Khu Ha Lao*). Dès lors, l'importation du modèle vietnamien au Laos s'accéléra au point de vue administratif avec l'envoi d'une délégation spéciale du « Comité de Résistance et d'Administration du Sud du Trung Bo » (*Uy Ban Khang Chien Hanh Chanh Mien Nam Trung Bo*) pour travailler « à côté du bureau dirigeant » du Bas-Laos.¹³ Nguyen Chinh Cau, un communiste formé en Isaan dans les années trente et parlant couramment le lao, exécuta cette mission en tant que spécialiste des affaires politiques et chef du nouveau « Comité des Affaires du Parti du Bas Laos ». Son député, Doan Huyen, traita des questions militaires, alors que Sithon Kommadan devint le chef (*khu truong*) des « Armées mixtes Lao-Viet » pour le Bas-Laos, soutenu en coulisse par Doan Huyen.¹⁴ En effet, la « Zone du Bas Laos » était dès lors dirigée directement par le « Comité des Affaires du Parti du Bas Laos » positionné sur la frontière avec LK V. Ce comité vietnamien, arme puissante du PCI dans chaque zone du Laos et du Cambodge, dirigea en coulisse la Zone du Bas-Laos.¹⁵

Cette refonte politico-militaire au Sud du Laos au début de 1949 visait à rétablir les structures d'une résistance laotienne plus solide administrativement et à créer des unités militaires laotiennes capables de collaborer plus efficacement avec leurs aînés vietnamiens. La zone du Bas-Laos était considérée essentielle à l'établissement des liaisons entre le Nord et le

¹¹ *Ibid.*, p. 171 et *Lich su cuoc khang chien chong thuc dan Phap (1945-1954)*, p. 518.

¹² *Nam Trung Bo khang chien 1945-1975*, pp. 171-172 et VO NGUYEN GIAP, *Chien dau trong vong vay*, p. 343. Né en 1918, Nguyen The Lam était le commandant du LK V en 1949-1950. Il devint en 1952 le chef de la division 320. *Tu dien bach khoa quan su Viet Nam* [Dictionnaire encyclopédique de l'armée vietnamienne], Hanoi, NXBQDND, 1996., p. 567.

¹³ Déjà en avril 1948, on pouvait compter des « Comité de résistance » à la vietnamienne dans les provinces de Cammon (Thakhek), Savannakhet et Xieng Khouang. *Lich su cuoc khang chien chong thuc dan Phap (1945-1954)*, p. 517.

¹⁴ *Nam Trung Bo khang chien 1945-1975*, p. 172 et Section V. Organisation, FTL, ZSL, SBL, 'BR : Période du 15 juillet au 16 août 1953', le 20 août 1953, c. C2131, SHAA.

¹⁵ 'BR : Période du 15 juillet au 16 août 1953', section V.

Sud de l'Indochine et horizontalement entre le Nord-Est de la Thaïlande et le LK V.¹⁶ Le LK V en particulier orientait le centre de gravité de la zone du Bas-Laos vers les zones occidentales d'Attapeu jusqu'au fleuve Sékong, plus proches des ressources économiques et des populations, indispensables au bon fonctionnement d'un front de guerre économique. Une liaison avec le Nord-Est du Cambodge entraînait dans les mêmes considérations (sec. indochinoise (Cmb), ch. 4).¹⁷

C'est au sein des ces comités politico-militaires d'importation vietnamienne que l'on retrouve les débuts de l'administration proto-communiste au Laos. Ce transfert s'opérait d'un LK vietnamien à sa jumelle laotienne (voir *infra*). Le LK V joua un rôle clef dans la greffe du radicalisme au Laos méridional.

Les Vietnamiens dirigeaient aussi les affaires militaires du Bas-Laos et non pas les Laotiens eux-mêmes. Sithon Kommadan avait beau avoir créé un « Quartier Général » (*bo chi huy*) au nom du nouveau gouvernement de résistance de 1950 (voir *infra*), il n'en partageait pas moins la direction avec Doan Huyen. Si les forces armées laotiennes demeuraient théoriquement indépendantes à l'intérieur de ce Quartier général, les Vietnamiens donnaient les ordres en fonction des opérations militaires plus larges esquissées aux LK IV et V. Pour renforcer l'organisation militaire et ses supplétifs, en mai 1950 arrivèrent de nouveaux recrutés du LK IV, suivis d'autres venant de la Thaïlande un mois plus tard, dont « beaucoup connaissaient le lao ». ¹⁸ En 1950, au moment où l'aide chinoise était livrée au Viet Minh au Nord, une assistance vietnamienne plus notable se fit sentir au « Bas-Laos ». ¹⁹ Quelle qu'eût été la fragilité des liens économique-administratifs entre le Vietnam et le Bas-Laos, la consolidation vietnamienne de l'Indochine centrale était matériellement réelle dès ce point.

¹⁶ FL, EM/2B, no. 1136/2, 'Plans et projets du commandement rebelle', le 30 décembre 1949, d. FT Laos/2B, c. 10H5641, SHAT et aussi dans d. Sécurité, c. 74, CP, CAOM.

¹⁷ *Nam Trung Bo khang chien 1945-1975*, pp. 172-73.

¹⁸ *Ibid.*, p. 174. Les forces opérant dans le « Bas-Laos » étaient les suivantes : le bataillon 20 ou le « Bataillon de la Libération du Bas-Laos », la compagnie no. 21 au Bolovens du Nord ; la compagnie no. 44 dans la région de Pha Ho ; la compagnie no. 200 dans la région de Pha Pho ; la compagnie de Kommadan ou le *dai doi* no. 11 dans le Bassac ; la compagnie no. 4 dans la région de Pho Pho, venue du LK IV ; la compagnie no. 15 dans la région de Phop, du LK IV ; la compagnie no. 12 Doc Lap (indépendant) dans la région de Pakson [Paksan ?] ; une compagnie sans numéro dans le Bassac, venue de Thaïlande. FL, EM, 2B, no. 904/FL/2, Vientiane, le 8 juillet 1950, 'BR du mois de juin 1950', pp. 12-13, d. Laos, 1950, c. 10H4303, SHAT. Une source vietnamienne parle de deux compagnies (*dai doi*), les C200 et C44. Dans le langage militaire à l'époque, « C » désignait le Laos dans le théâtre d'opération de l'armée vietnamienne en Indochine.

¹⁹ Document intercepté dans HCFIC, SDECE, no. 10725/H/1/RG/SC, document daté du 9 juillet 1950, valeur : A, 'Objet : Aide au Bas-Laos', d. Emprise Viet Minh, c. 74, CP, CAOM.

Le LK IV et le Moyen-Laos (Khu Trung Lao)

Si le LK V s'occupait directement des questions militaires du Laos méridional, le LK IV était chargé de la partie centrale. Selon une histoire vietnamienne récente, une « Première grande réunion des représentants de la section du Parti du LK IV » (*Dai hoi dai bieu Dang bo Lien khu 4 lan thu nhat*) eut lieu en mai 1948, pendant laquelle une nouvelle politique fut approuvée pour ouvrir un front de bataille dans la région du Binh-Tri-Thien ; intensifier la résistance et renforcer la défense du Thanh-Nghe-Tinh contre une attaque française ; et créer le « Front du Moyen-Laos » (*Mat tran Trung Lao*).²⁰ A la mi-1948, grâce aux hommes du LK IV et à ceux de Hoang Van Hoan dans l'Isaan, la « Zone du Moyen-Laos » (*Khu Trung Lao*) fut achevée. Cette zone comprenait un vaste espace s'étendant de Muong Mo et Xieng Khouang jusqu'à Paksane, Saravane et une ligne méridionale délimitée par la RC 9.²¹ En juillet 1948, les dirigeants du LK IV envoyèrent deux « compagnies opérationnelles » (*dai doi cong tac*) sur la route 9 pour 'travailler' cette zone, ainsi que des unités armées dans la région de Savannakhet et même jusque dans la province de Sam Neua. Les stratèges du LK IV s'intéressaient au Moyen-Laos en raison de ses routes le reliant au Centre-Vietnam. En créant cette zone, le Viet Minh voulait y faire planer une menace pesante, voire un jour s'emparer entièrement de ces routes afin de couper les voies françaises de ravitaillement s'étendant du Sud au Nord de l'Indochine sur la RC 13.²² Partager l'Indochine en deux n'était pas une simple lubie.

Si les stratèges vietnamiens se préparant pour la Contre-offensive générale comptaient utiliser leurs zones non occupées dans les LK IV et V pour développer une plus grande base au centre de l'Indochine, le Bas et le Moyen-Laos seraient absolument essentiels comme appuis périphériques pour les liaisons. En juin 1951, le général Vo Nguyen Giap et son chef d'Etat-Major général, Hoang Van Thai, se rendirent en personne au LK IV pour inspecter la situation militaire dans cette zone clé. Giap souligna à ce moment-là l'importance de consolider le Front

²⁰ *Quan khu 4*, pp. 160-161. Notons encore une fois que le voyage de Hoang Van Hoan à Udon Thani coïncide avec cette réunion importante du LK IV.

²¹ *Ibid.*, pp. 159-161, 227-28.

²² *Ibid.*, p. 196. En décembre 1949, le bataillon 364 s'est déplacé au centre Laos pour créer des bases dans les districts de Tao Oi et Muong Nong.

du Moyen-Laos pour créer une route entre le Viet Bac et les LK IV-V (voir *infra*).²³ Nous y reviendrons.

Le Haut-Laos (Khu Thuong Lao) et le Viet Bac

Si les LK IV et V occupaient une place prédominante dans la politique révolutionnaire et militaire du Vietnam au Laos, on peut constater en même temps l'émergence d'une nouvelle voie de liaison entre le Viet Bac et le Nord du Laos. Depuis 1948, Giap avait déjà tenté d'établir des liaisons avec le Haut-Laos par l'entremise de ses hommes en haute Birmanie, et, à un moindre degré, au Nord-Est de la Thaïlande. Pour ce faire, il dépendait surtout de l'équipe de Nguyen Van Long. Ce dernier avait pu maintenir Souphanouvong en ligne en 1949. En contact télégraphique avec le *Tong Bo* à Thai Nguyen, Long était aussi chargé d'établir une liaison entre la Haute-Birmanie et le Nord Vietnam ; de commencer à mettre sur pied un front du Nord-Laos ; et de donner un coup de main à la création d'un gouvernement laotien de résistance.²⁴ Or, du point de vue militaire, Long n'avait pas des effectifs considérables pour réaliser cet objectif. Entre 1948 et 1950, il employa quelques centaines de soldats, un ensemble hétéroclite formé d'hommes du Viet Minh, d'une poignée de Lao Issara et des Chinois, mi-soldats, mi-brigands opérant dans ce 'Far West' du Haut-Mékong. Malgré cette pénurie, il put installer environ 200 hommes à Muong Lene et sur la route de Mesai à Chientoung près de la frontière laotienne. Toutefois, si Long avait tenté une première liaison avec le Laos du Nord afin de faire la jonction entre la vallée du Fleuve Rouge et la vallée du Haut-Mékong,²⁵ ce n'est qu'au début de 1950 que les « troupes » de « l'Ouest Laos » allaient réussir à l'effectuer.²⁶ En l'occurrence, il ne s'agissait que de quelques petits convois d'armes et des envois de cadres.²⁷

²³ *Ibid.*, p. 262.

²⁴ Selon une source militaire française, les agents en Thaïlande maintenaient un contact radiophonique avec le Tong Bo au Viet Bac via un poste secret à Chiang Saen et Chiang Rai, sous la direction d'un agent spécial nommé La Van Hoc. FL, EM/2B, 'Le parti communiste indochinois (P.C.I.) au Siam', daté de 1947, p. 9, c. G14-2, série Laos, 1944-1965, Fonds Jean Deuve, Archives du Mémorial de Caen.

²⁵ 'Préparatif Lao-Viet de front nord laos sur les confins sino-lao-birmans', no. 21120/PM/AF, documenté daté du mai 1949, valeur : B/2, attaché à 'M. le CRFL', le 7 juin 1949, d. Nord Laos, c. 119, CP, CAOM.

²⁶ Télégramme intercepté dans FL, EM/2B, no. 483/FL/2, le 15 avril 1950, valeur : A, daté du 11 avril 1950, d. Activités chinoises, c. 10H5641, SHAT.

²⁷ La Sûreté française, citant des « renseignements émanant des milieux généralement bien informés », prétendait que le Viet Minh aurait obtenu du gouvernement birman une aide en armes. DPSF, no. 5339/SG/1, 'Activité rebelle sur la frontière lao-birmane', le 18 mars 1949, d. 3, Aide au Viet Minh/Birmanie, c. 128, CD, CAOM.

Toutefois, l'organisation de ce « Front du Laos occidental » (*Mat Tran Tay Lao*) par Nguyen Van Long atteste bien l'origine géographique des premières poussées vers le Laos du Nord, à savoir à partir de la Haute-Birmanie et non du Nord-Ouest du Tonkin. Ce front se situait aussi au sein des plans vietnamiens esquissés en 1948 en vue d'ouvrir une route septentrionale entre Bac Bo et la haute Birmanie via le Laos.²⁸ N'oublions pas non plus que le Corps Expéditionnaire français dominait toujours le Nord-Ouest du Viet Bac, ce qui explique aussi l'apparition d'un front au Laos occidental d'abord. Le prince Souphanouvong, nous le savons, avait brièvement pris en charge la direction de ce « Front du Laos Occidental ». Il y commandait entre 300 et 600 hommes. Cependant, même si Souphanouvong était son chef nominal, le vrai pouvoir demeurait entre les mains de Nguyen Van Long en Birmanie.²⁹ Et la présence dans ce secteur de troupes vaincues du Guomindang (GMD) vers 1950 offrit sans aucun doute à Long de nouvelles sources pour acheter des armes.³⁰

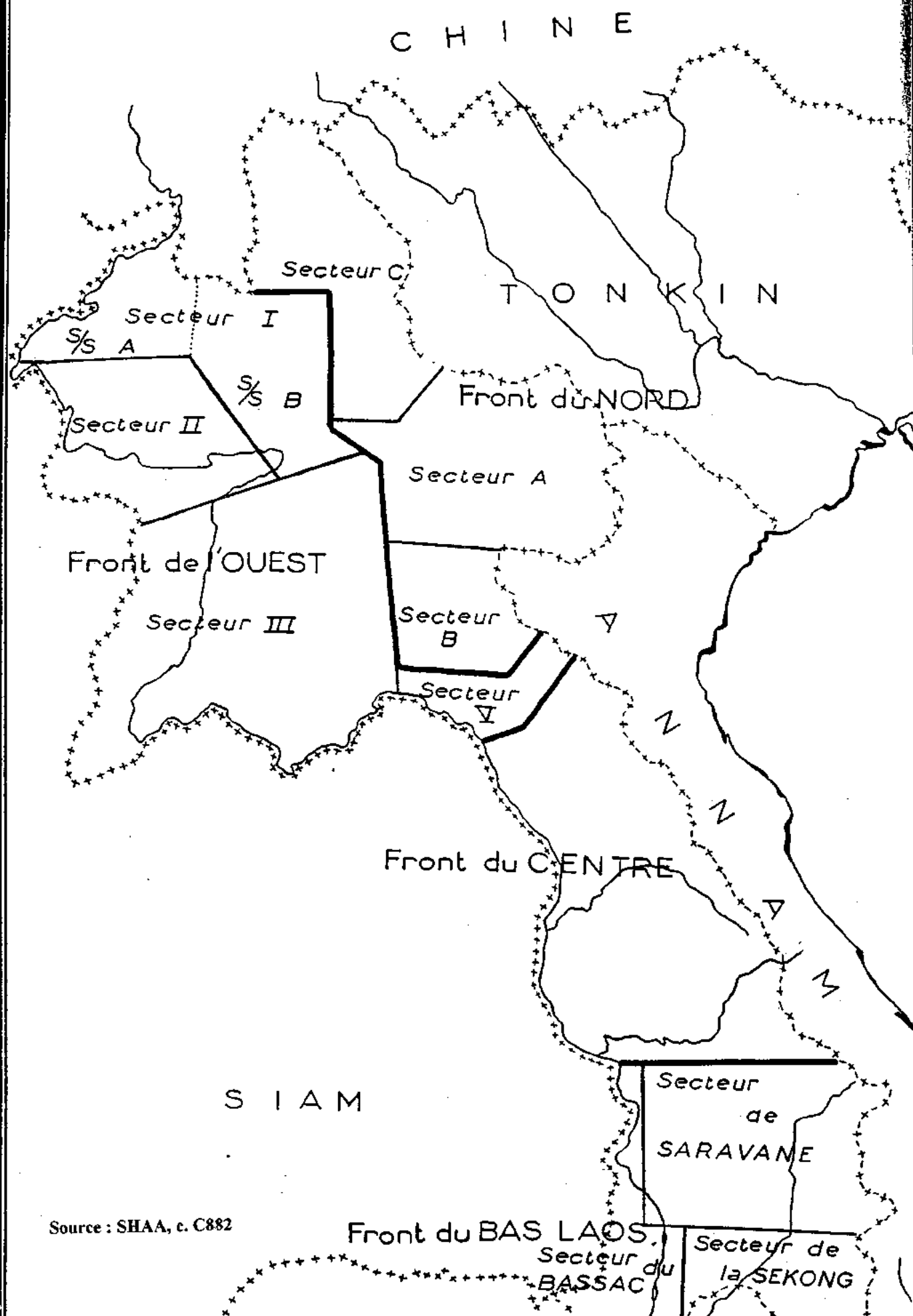
Jusqu'en 1950, le « Comité des Affaires du Parti du Haut-Laos » reçut l'ordre de maintenir ses liens d'amitié avec les autorités birmanes afin de pouvoir continuer à apporter une aide aux troupes Lao-Viet dans le Nord-Ouest du Laos. Ce ne fut qu'en 1952 que le centre de gravité de cette zone allait se déplacer fortement vers le Nord-Est du Laos septentrional, sans doute en préparation pour l'invasion du Laos à partir du Tonkin (voir *infra*).³¹ En effet, la mise sur pied d'un plus grand front pour le Haut-Laos proprement s'explique par la situation stratégique très différente qui existait au Nord-Vietnam au fur et à mesure que l'armée de Mao Zedong avançait contre le GMD en Chine du Sud. Avec la victoire du PCC en fin 1949, le Viet Minh put finalement quitter sa « Zone de sécurité » (*Khu an Toan*) dans la province de Thai Nguyen pour étendre sa mainmise militaire sur le Nord-Ouest du Tonkin (sec. chinoise, ch. 3). Vu de Thai Nguyen, certains stratèges vietnamiens comprenaient qu'une liaison avec le Laos septentrional constituerait une avancée logique, non seulement vers la prise éventuelle du Nord-Ouest du Viet Bac, mais aussi vers la création d'un couloir plus large allant à la fois vers

²⁸ FL, EM/2B, no. 1136/2, 'Plans et projets du commandement rebelle', le 30 décembre 1949, d. Sécurité, c. 74, CP, CAOM.

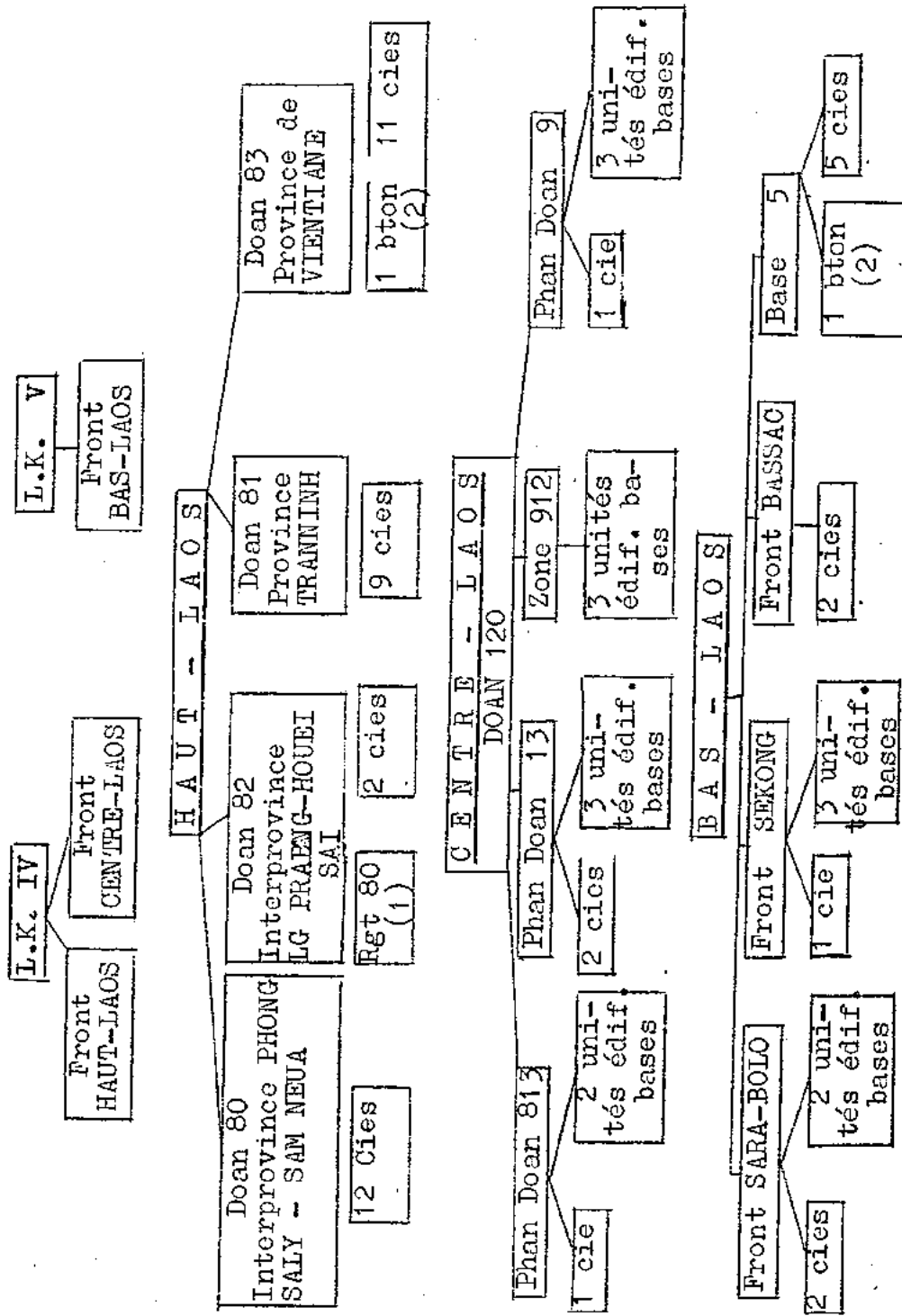
²⁹ FL, EM/2B, no. 800/FL/2, 'Ordre de bataille rebelle au Laos à la date du 31 mai 1950', le 10 juin 1950, d. 1949-1953, c. 10H5641, SHAT.

³⁰ FL, EM/2B, no. 52/2, 'Situation des troupes Lao-Viet dans le nord Laos', le 29 janvier 1949, source : agents, valeur : B/2, d. Laos/Emprise Viet Minh, c. 119, CP, CAOM.

³¹ FL, EM/2B, no. 2220/FL/2, 'BRM no. 11, mois de décembre 1950 (période du 1/11/1950 au 15/12/1950, sommaire)', le 20 décembre 1950, d. Laos, 1950, c. 10H4303, SHAT. Certains Birmans auraient apparemment proposé aux délégués vietnamiens à Bangkok d'acheter et transporter jusqu'à la frontière du Nord des explosifs et des armes de toutes sortes (mortiers, canons légers et fusils) pour le compte du Viet Minh.



ORGANIC GRAMME L.A.O.S



(1) Effectifs équivalents à 1 bton	(2) Effectifs équivalents à 1 Cie

le Laos du Nord et de l'Indochine du Sud via les LK IV et V. A la fin de 1949, il souligna que son Etat-Major général pensait à prendre le Nord-Ouest du Tonkin aux Français, concédant que cette partie du Viet Bac serait essentielle du point de vue stratégique, non seulement par rapport au Viet Bac mais aussi par ses attaches avec « toute l'Indochine » (*ca Dong Duong*).³² A en croire Vo Nguyen Giap :

Le première étape consistait à libérer le Nord-Ouest, Hoa Binh et à aider [nos] amis [laotiens] à libérer le Haut-Laos, ce qui nous permettrait de créer ainsi un tremplin à partir duquel nous pourrions lancer une poussée stratégique [vers le Laos] et amener nos forces principales vers le Nam Bo en suivant le Mékong.³³

Selon Giap, les meilleures zones pour enraciner un éventuel gouvernement de résistance laotien se situaient au Haut-Laos, près de la frontière vietnamienne et au cœur du champ de bataille indochinois qu'il comptait orienter en Indochine du Nord, à proximité de la frontière sino-indochinoise où ses meilleures divisions étaient formées et entraînées.³⁴ Il visait en particulier à implanter un gouvernement laotien sur un carrefour stratégique reliant le Laos du Nord à la fois au Viet Bac et aux LK IV et V par le Moyen-Laos et LK X.³⁵ La pensée de Giap, naturellement plus militaire que politique à cette époque, explique en grande partie pourquoi il s'intéressait tellement aux régions de Sam Neua et Xieng Khouang, d'autant plus que celles-ci étaient riches en opium et protégées par des obstacles naturels. Toujours selon Giap, à la suite d'une réunion du Comité central du PCI le 20 janvier 1948, il signa des ordres confiant au LK X la tâche d'organiser des « Comités d'assaut de propagande » (*ban xung phong tuyen truyen*) pour préparer le terrain au Nord-Ouest du Viet Bac et au Laos du Nord.³⁶ D'autres « volontaires » vietnamiens furent envoyés du Vietnam Central à Xieng Khouang, Sam Neua et au Nord-Ouest du Tonkin pour créer des bases politico-militaires au Laos septentrional.³⁷

³² VO NGUYEN GIAP, *Chien dau trong vong vay*, p. 232.

³³ *Ibid.*, p. 233.

³⁴ VO NGUYEN GIAP, *Duong toi Dien Bien Phu* [Le chemin se dirigeant vers Dien Bien Phu], Hanoi, NXBQDND, 1999, pp. 128-129.

³⁵ Lien Khu X fut créé le 25 janvier 1948 comprenant 8 provinces, à savoir : Vinh Yen, Phu Tho, Tuyen Quang, Ha Giang, Yen Bai, Lao Cai, Son La, Lai Chau et une partie d'Hoa Binh. Le 4 novembre 1949, LKX fut intégré dans LK Viet Bac. Bang Giang et Song Hao le dirigeaient le LK X au début. *Tu dien bach khoa quan su Viet Nam*, p. 478.

³⁶ VO NGUYEN GIAP, *Chien dau trong vong vay*, pp. 234, 326, 329.

³⁷ *Lich su cuoc khang chien chong thuc dan Phap (1945-1954)*, pp. 517-18.

C'est lors de cette réorientation vers le Nord du Laos à partir de 1949 que Kaysone Phomvihane fit son entrée sur la scène au Viet Bac. Nous l'avons brièvement rencontré en 1945-47 à Hanoi et au sein du « Comité du Laos Issara de l'Est ». D'après les souvenirs de Vo Nguyen Giap, Kaysone se fit remarquer pour la première fois en 1948,³⁸ au moment où le général donnait des ordres à ses officiers pour trouver des « jeunes laotiens afin de créer des cadres capables d'aider la révolution de ce pays amical ». « Un jour », raconte Giap, Nguyen Khang, le secrétaire du comité du LK XII, lui fit savoir qu'« un nombre » (*mot so*) d'étudiants laotiens évacués récemment du pays étaient montés à Ha Giang, où ils « aimaient parler de la manière de combattre les Occidentaux [ici, les Français] » (*thuong noi chuyen danh Tay*). Afin de savoir où ceux-ci se situaient politiquement, Giap demanda à Khang de lui envoyer un représentant de ce « groupe d'étudiants ». A la mi-1948, dans la province de Thai Nguyen et bien avant la célèbre rencontre entre Souphanouvong et Ho Chi Minh, Giap vit, apparemment pour la première fois, Kaysone Phomvihane. C'est de cette manière que le général décrit cette rencontre avec l'un des futurs dirigeants du nouvel Etat révolutionnaire du Laos que son armée allait amener au pouvoir un jour :

Cet étudiant très jeune que je rencontrai pour la première fois me donna l'impression de quelqu'un d'authentique, d'intelligent et d'énergique. Il a expliqué son désir de voir les *bo doi* vietnamiens l'aider à retourner dans son pays [...]. Je lui expliquai que nos *bo doi* étaient en train d'ouvrir une route traversant la zone provisoirement occupée par l'ennemi [français] au Nord-Ouest jusqu'à la frontière vietnamo-laotienne. Il demanda d'en faire partie. Il connaissait le thaï et pouvait donc entrer en contact facilement avec de nombreuses peuplades vivant dans l'Ouest [du Tonkin].³⁹

Impressionné, Giap se réserva trois jours pour présenter Kaysone Phomvihane, ce jeune métis aussi à l'aise en vietnamien qu'en lao, aux membres de son Etat-Major et de son gouvernement, en particulier les cadres politico-militaires du Viet Bac chargés du Laos du Nord.⁴⁰ Ces hommes expliquèrent en détail à Kaysone comment construire des bases politiques, mobiliser les masses, créer des cadres, établir des zones libérées et des forces armées. Ensuite il assigna Kaysone Phomvihane auprès de Be Son Cuong, qui travaillait à Moc Chau à ouvrir une route vers Sam Neua et qui était le vice-commandant chargé des « troupes

³⁸ Une histoire officielle récente raconte que Kaysone Phomvihane dirigea avec Ma [Khaykhamphithoune] une unité de propagande armée « dès la fin de 1947 » et ceci à partir du Nord-Ouest du Tonkin. *Lich su cuoc khang chien chong thuc dan Phap (1945-1954)*, p. 516.

³⁹ VO NGUYEN GIAP, *Chien dau trong vong vay*, pp. 342-43.

⁴⁰ Nous ne savons pas si Kaysone put rencontrer Ho Chi Minh à cette époque.

volontaires vietnamiennes » au Haut-Laos. Giap conseilla à Kaysone de se concentrer sur la région de Xieng Kho, où ce dernier avait apparemment déjà commencé à créer une « troupe Kaysone » depuis 1947.⁴¹ De cette façon, après sa rencontre avec Giap, Kaysone et un groupe de Laotiens stationnés au Vietnam s'en retournèrent dans le Haut-Laos pour diriger une unité de propagande armée dans la province de Sam Neua et créer en 1948 une unité armée appelée le « Doi Latsavong ». ⁴² Loin de constituer un hasard, Kaysone annonça le 20 janvier 1949 la formation de l'« Armée de libération laotienne » (*quan doi Lao Itxala*) à Xieng Kho, dans la province de Sam Neua. Cette date marque la naissance de l'armée du « Pathet Lao » dans les histoires officielles au Laos et au Vietnam actuellement. ⁴³

La fondation de cette armée laotienne, et l'intérêt que Vo Nguyen Giap en particulier porta au Laos dès 1948⁴⁴, doivent être placés dans le contexte de la création de la « Zone du Haut-Laos » (*Khu Thuong Lao*) à la fin de 1949. Ce secteur devait absorber celui du « Laos occidental » de Nguyen Van Long celui de Souphanouvong en 1951. Un an auparavant, au moment où la RDVN/PCI fermait ses opérations en Thaïlande, une conférence avait eu lieu à ce sujet entre les représentants de la délégation vietnamienne à Bangkok et les délégués de la région de Xieng Khouang. Le commandement de ce nouveau secteur fut confié à Le The Son, Song Hao et Le Van Rang, sans doute les Vietnamiens les plus proches de Kaysone Phomvihan pour les affaires militaires.⁴⁵ L'Etat-Major général vietnamien créa quatre groupements militaires de 4.500 hommes de troupes pour s'occuper du Haut-Laos (les *Doan* 81-83).⁴⁶ Song Hao, en particulier, s'était occupé de la propagande armée et de l'expansion militaire du Viet Minh vers le Nord-Ouest. Il commença à travailler sur la frontière septentrionale du Laos au début de 1949, date à laquelle l'unité de combat « Latsavong » prit corps. En 1950, il devint le chef du « Comité des Affaires du Parti pour les Volontaires

⁴¹ VO NGUYEN GIAP, *Chien dau trong vong vay*, p. 343 ; Bo Tong Tham Muu, *Lich su bo tong tham muu trong khang chien chong Phap (1945-1954)* [Histoire de l'Etat-Major général durant la résistance contre la France (1945-1954)], Hanoi, NXBQDND, 1991, p. 650 ; *Tran danh ba muoi nam*, p. 293 ; et *Lich su cuoc khang chien chong thuc dan Phap (1945-1954)*, p. 516.

⁴² VO NGUYEN GIAP, *Chien dau trong vong vay*, p. 344 ; *Quan khu 4*, p. 227 ; et *Lich su cuoc khang chien chong thuc dan Phap (1945-1954)*, p. 518.

⁴³ *Tu dien bach khoa quan su Viet Nam*, p. 663 et VO NGUYEN GIAP, *Chien dau trong vong vay*, p. 344.

⁴⁴ Giap et Kaysone maintinrent une relation assez proche à partir de ce moment. 'Message de Vo Nguyen Giap à Kaysone', intercepté dans HCFIC, SDECE, no. 13101/H9/RG/SG, daté du 17 janvier 1950, d. Emprise Viet Minh, c. 74, CP, CAOM.

⁴⁵ FL, EM/2B, no. 146/FL/2, 'BR no. 12 : mois de décembre 1950, sommaire', le 12 janvier 1951, pp. 10-11, d. Laos, 1950, c. 10H4303, SHAT. Le Viet Minh organisait ses unités en mettant sur pied des unités régulières (régiment 138), des unités régionales (*bo doi dia phuong*), des unités populaires (*dan quan*).

⁴⁶ *Bo tong tham muu*, p. 413.

vietnamiens au Haut-Laos » (*Ban can su bo doi tinh nguyen Viet Nam o Thuong Lao*). C'était lui aussi qui allait mener les pourparlers concernant l'organisation d'un parti laotien et les relations entre les deux pays en général.⁴⁷ Le but principal du « Front du Nord Laos » était de mettre en place de gros effectifs pour parvenir à la libération de Sam Neua de Xieng Khouang.⁴⁸ Kaysone était chargé de cette zone. Il s'en occupa grâce à la collaboration de Song Hao et à celle de Be Son Cuong.⁴⁹

En créant le « Front du Haut-Laos », les stratèges vietnamiens visaient à établir une liaison horizontale entre le Nord-Ouest du Viet Bac et le Haut-Laos oriental d'un côté, et à relier le Nord de l'Indochine aux LK IV et V en passant par Sam Neua et Xieng Khouang.⁵⁰ Ce front suggère aussi que le PCI était déterminé, déjà avant 1950, dans sa volonté de mettre en place un Etat révolutionnaire au Laos du Nord. Avec une aide chinoise assurée et des divisions enfin capables de frapper loin et fort (sec. chinoise, ch. 3), Vo Nguyen Giap était en mesure de relier le Tonkin au Haut-Laos à partir de Yen Bay, en remontant la vallée du Song Ma et en prenant des bases de Moc Chau et de Dien Bien Phu. En effet, l'un des buts de l'opération Le Loi, déclenchée en novembre 1949 dans la région de Hoa Binh, était justement de former un axe de liaison avec le Haut-Laos et le LK IV, et ainsi de commencer à contrôler les régions délimitées par le Song Ma et Sam Neua.⁵¹ Bien que les Français aient pu arrêter son avance, infligeant de lourdes pertes au Viet Minh, Giap put néanmoins établir une route reliant Yen Bay à Nho Quan et une voie de liaison de Moc Chau à Thanh Hoa.⁵² En mai 1950, un haut dirigeant

⁴⁷ *Tu dien bach khoa quan su Viet Nam*, p. 691 ; SONG HAO, *Duoi ngon co vinh quang cua Dang, Hoi ky* [Sous le drapeau glorieux du parti, mémoires], Hanoi, NXBQDND, 1965, pp. 144, 171 ; et SONG HAO, *Ve nhung van de cong tac chinh tri* [Au sujet des questions de travail politique], Hanoi, NXBQDND, 1975. Né en 1917, Song Hao (de son vrai nom Nguyen Van Khuong) est originaire de Nam Ha. Il entra dans le PCI en 1939 et fut incarcéré par les Français en 1940. Evadé de prison en 1944, il devint commissaire politique du LK X et s'occupait des affaires du parti au Laos au début des années 1950. Selon un document intercepté, Song Hao et Nguyen Chi Thanh firent parti de ce « Comité des Affaires du Parti du Nord-Laos ». SDECE, no. 17162/H/I/RG/YP, 'Formation du secrétariat pour la délégation des cadres du Haut-Laos', daté du 31 octobre 1950, d. Emprise Viet Minh, c. 74, CP, CAOM.

⁴⁸ FL, EM/2B, no. 146/FL/2, 'BR no. 12 : mois de décembre 1950, sommaire', le 12 janvier 1951, pp. 12-13, d. Laos, 1950, c. 10H4303, SHAT.

⁴⁹ Voir les documents signés des mains de ces hommes en 1950 dans CCFAEO, EM/2B, no. 1556/FAEO/2S, 'Annexes', le 18 avril 1950, d. Laos, 1950, c. 10H4303, SHAT et en particulier le document signé de Kaysone en 1949 sur la propagande armée : Armées libératrices du Laos, Zone du Nord Laos, no. 347/CT, 'Kaysone à Thuc, Trang et Hoan', signé KAYSONE, daté du 7 novembre 1949, saisi et traduit dans c. 10H4303, SHAT.

⁵⁰ Selon un télégramme intercepté en avril 1951, le Viet Minh avait perdu contrôle du front du Laos du Nord à cause des opérations françaises très efficaces. SDECE, no. 15880/L/AA/I/CD, 'De délégation Viet Minh au Siam à Comité central [Tong Bo] Viet Minh', daté du 13 avril 1951, valeur : A/I, d. BR 1948, c. C865, SHAA.

⁵¹ VO NGUYEN GIAP, *Chien dau trong vong vay*, pp. 390-92 et 'Plans et projets du commandement rebelle', Vientiane, le 30 décembre 1949, section III.

⁵² Yves GRAS, *Histoire de la guerre d'Indochine*, Paris, Editions Denoël, 1992, 2^{ème} édition, pp. 284-285.

militaire réunit une conférence de cadres vietnamiens responsables du Haut-Laos pour leur parler de l'établissement d'un plan d'action dans la région de Sam Neua. Ce projet consistait à y étendre la présence militaire des Vietnamiens. Le chef du Deuxième Bureau des Forces du Laos, remarquablement bien informé sur ses adversaires, admettait que les Français ne pouvaient opposer à ces mouvements qu'un seul bataillon de chasseurs laotiens.⁵³ C'était bien peu. Au début de 1950, trois ans avant la première invasion Viet Minh du Laos (voir *infra*), un officier français très perspicace mettait le doigt sur le but principal du Viet Minh au Laos du Nord :

L'attaque du poste de Sam Neua démontre la violence des assauts Viet Minh et la capacité de résistance de nos postes. Cependant, une telle expérience ne saurait être tenue pour définitive et si les rebelles mettent à exécution leur projet d'attaque général contre Sam Neua, leurs chances de succès sont à peu près certaines si des renforts ne sont pas immédiatement parachutés aux points menacés.⁵⁴

Ou encore comme le soulignait en janvier 1950 Pham Van Nghia, Chef du comité de ravitaillement du Front du Laos du Nord, « la campagne du Nord Laos bat son plein. Sam Neua pourrait devenir l'équivalent de notre Viet Bac ». ⁵⁵ La province de Sam Neua occupa déjà au début de 1950 une place toute particulière dans le développement du « Front du Haut-Laos ».

Le Laos : De la guerre du Vietnam à la guerre d'Indochine 1950-1954

On ne peut pas comprendre l'émergence du lien entre le Vietnam du Nord et le Laos ou le déplacement du gouvernement de résistance laotien des LK IV-V vers Sam Neua au Haut-Laos en 1950 sans les situer dans le cadre des opérations militaires déclenchées par le général Giap pour reprendre le Nord-Ouest du Viet Bac aux Français. Jusqu'en 1949, le centre de gravité du Viet Minh au Viet Bac se limitait largement aux régions d'accès difficiles dans la province de Thai Nguyen et aux zones de guerre des LK IV, V et même au Sud Vietnam jusqu'aux défaites écrasantes de Nguyen Binh en 1950. A la différence du Sud de l'Indochine, où la victoire du PCC avait indirectement provoqué la fermeture de la base arrière thaïe et

⁵³ Notons que l'armée laotienne de Kaysone Phomvihane ne devait mettre sur pied que quelques bataillons. Les forces principales, bien entendu, étaient celles des Vietnamiens. Pour ceux qui demeurent douteux, voir : *Tu dien bach khoa quan su Viet Nam*, p. 663.

⁵⁴ 'Déclaration de [X, nom effacé par l'auteur, CEG], fin juillet 1950', FL, EM/2B, no. 1073/FL/2, 'BR mois de juillet 1950', le 8 août 1950, pp. 16-17, d. Laos, 1950, c. 10H4303, SHAT.

⁵⁵ 'Traduction d'une lettre de PHAM VAN NGHIA, Chef du comité de ravitaillement du Mat Tran Lao Bac, et des affaires économiques et financières des troupes', signée PHAM VAN NGHIA, datée du 3 janvier 1950, d. Issaras du sud Laos, c. 74,

exacerbé une asphyxie économique et militaire déjà sensible (sec. sud-est asiatique, ch. 2), l'arrivée des hommes de troupes de Mao Zedong sur la frontière sino-vietnamienne, la naissance d'une vaste base arrière et l'existence d'une aide massive sur le flanc du Nord firent du Viet Bac le front le plus important du champ de bataille indochinois et donna le Haut-Laos une valeur jusqu'à là inexistante (sec. chinoise, ch. 3 et sec. sud-est asiatique, ch. 4).

En effet, la véritable expansion militaire vers le Laos se déroulait au fur et à mesure que l'armée vietnamienne s'emparait des postes importants sur la frontière sino-indochinoise à That Khe et Dong Khe et surtout à Lang Son et à Cao Bang en 1950, ces portes ouvertes sur le Sud de la Chine fermées au grand commerce Viet Minh depuis 1947 (sec. chinoise, ch. 1). Ayant décidé de défendre le delta du Tonkin contre l'offensive générale annoncée par Vo Nguyen Giap, le Corps Expéditionnaire se donna l'objectif de nettoyer le delta et priver ainsi le Viet Minh de ses réseaux économiques. Il y réussit, même avec quelques résultats spectaculaires. Vue du côté vietnamien, la concentration du Corps expéditionnaire dans les plaines devait l'amener à consolider son front du Viet Bac à partir des régions montagneuses excentriques du Delta du Tonkin et vers le Laos du Nord par Dien Bien Phu et Moc Chau.⁵⁶ Cette stratégie périphérique fut fortement renforcée après que les forces armées envoyées par Giap contre les Français à Vinh Yen et Dong Trieu eurent été sévèrement battues. En bref, Giap n'allait pas arracher le delta tout de suite à l'armée française, comme il l'avait fait sur la frontière sino-vietnamienne l'année précédente avec l'assistance chinoise. L'Etat-Major général vietnamien dut rapidement modifier ses plans qui tablaient sur une victoire rapide pour essayer d'attirer les unités françaises dans la haute région afin de les attaquer en grande vague ou de les détourner du delta.⁵⁷ Comme l'a bien analysé le général Yves Gras :

Giap plaçait les Français devant un grave dilemme : ou défendre ces régions excentriques en s'y engageant en situation d'infériorité et en affaiblissant leur position vitale du delta ou bien les abandonner et subir les conséquences psychologiques de leur incapacité à les défendre.⁵⁸

CP, CAOM.

⁵⁶ Car, les Français avaient toujours maintenu une base très importante à Lai Chau.

⁵⁷ Rappelons qu'il existe des doutes quant à la stratégie de Vo Nguyen Giap. Certains experts, dont l'historien chinois Qiang Zhai, soutiennent que le général Giap ne voulait pas prendre le Nord-Ouest, mais préférait plutôt des attaques incessantes contre le Delta. D'autres auteurs, dont le général Yves Gras, avancent que Giap dut réorienter ses attaques vers la périphérie montagneuse suite à ses défaites contre le Corps expéditionnaire. Voir section chinoise, ch. 3.

⁵⁸ GRAS, *Histoire de la guerre d'Indochine*, 1992, p. 474.

La décision de Giap de se concentrer dès 1951-52 sur la Haute-Région allait avoir des retombées directes sur sa politique laotienne. En ouvrant la zone du Nord-Ouest dans le front Viet Bac et en prenant Hoa Binh fin 1951-début 1952, Giap visait à atteindre le LK IV et le Haut-Laos *en contournant* le delta. En effet, on peut voir apparaître une ceinture périphérique autour du delta, qui s'étendait vers le Sud et l'Ouest par le Laos. Ou comme un observateur français expliquait cette descente intérieure :

Thai Nguyen, Phu Tho, Hoa Binh, Thanh Hoa et Vinh ont été les étapes de la descente vers le Sud ; Thai Nguyen reste le goulot de l'entonnoir ouvert sur les frontières, de Cao Bang à Lang Son ; Phu Tho marque encore le « tournant obligé », à la pointe Nord-Ouest du Delta ami, de la descente normale vers le Sud ; Hoa Binh a été longtemps le grand terminus ; *dès 1952*, la possibilité de pousser l'aide jusqu'à Thanh Hoa ouvrait à tout le Nord-Annam la perspective d'un pied de guerre nouveau.⁵⁹

C'est dans le contexte géostratégique de cet axe excentrique au delta tonkinois s'étendant vers les LK IV et V que le Laos allait jouer un rôle de plus en plus marquant comme relais entre le Viet Bac et l'Indochine du Sud d'un côté et comme arrière-garde pour le front du Nord-Ouest. Dans ses instructions au LK IV en 1951, Giap soulignait combien il était important de relier le Nord au Centre en passant par le Laos du Nord :

Si nous arrivions à libérer la région Nord-Ouest [du Vietnam] et coordonner [nos troupes] avec les forces des amis [laotiens] pour libérer quelques provinces du Haut-Laos, nous pourrions ainsi détruire une section importante des forces ennemies. Ceci nous permettrait de libérer les peuples de toutes races d'une vaste zone, créant ainsi une base stratégique enchaînée aux zones de Viet Bac-Nord-Ouest-Haut Lao-Thanh-Nghe-Tinh [LK IV].⁶⁰

Ce n'est toutefois qu'en 1952 que l'armée vietnamienne commença véritablement à agir selon ces consignes militaires. L'occupation de Hoa Binh au début de cette année lui permit de relier le Nord au Centre par le Nord-Ouest. Lors de la campagne de 1952-53, les Vietnamiens attaquèrent farouchement Nghia Lo, l'arrachant aux Français dans une poussée vers le Nord-Ouest.⁶¹ Pendant cette bataille, les Français saisirent des documents sur le cadavre d'un officier vietnamien faisant état d'une attaque prochaine sur le Haut-Laos. Celle-ci devait se produire sur deux axes : l'un en direction de Luang Prabang par Son La et Dien Bien Phu,

⁵⁹ CCFTNAIC, EMIFT, 2B, SE, no. 501/EMIFT/2/TS, 'Etude sommaire sur la logistique du Viet-Minh', le 8 février 1954, pp. 12-13, c. C889, SHAA. Nous soulignons.

⁶⁰ Extrait cité dans *Quan khu 4*, pp. 262-263.

⁶¹ GRAS, *Histoire de la guerre d'Indochine*, pp. 473-79.



Le prince Souphanouvong en Indochine du Nord
(Musée révolutionnaire, Hanoi)



Troupe vietnamienne au Laos du Nord, 1949
(Musée révolutionnaire, Hanoi)

l'autre visant Xieng Khouang par Moc Chau et Sam Neua.⁶² Même si la bataille de Nasan fut une défaite pour Giap dans sa marche vers l'Ouest, il continua à envoyer des troupes en direction de Moc Chau, Sam Neua et Dien Bien Phu en quête d'un couloir vers le Sud et le Laos.⁶³ En décembre 1952, le Viet Minh put installer quelques régiments dans la vallée du Song Ma, juste en face de Sam Neua, alors qu'il contrôlait l'axe Tuan Giao-Dien Bien Phu et Moc Chau-Muong Het, tous les deux constituant comme le souligne à juste titre le général Gras, « les deux principales voies d'accès au Laos ».⁶⁴

La première intervention vietnamienne du Laos (printemps 1953)

L'année 1953 dévoila les visées vietnamiennes sur le Laos d'une façon éclatante. Dans la préparation des opérations militaires de 1953, les Vietnamiens soulignèrent l'importance d'attaquer Sam Neua pour aider le 'gouvernement de résistance laotien' à créer des bases de guérilla au Laos propre, à ouvrir une route Nord-Sud reliant LK IV au Viet Bac et à exploiter les accords franco-laotiens récemment signés pour obliger le Corps expéditionnaire à disperser ses forces loin du Delta.⁶⁵ Pour préparer l'invasion du Laos septentrional, Vo Nguyen Giap et Nguyen Chi Thanh firent appel aux « Comités des Affaires du Parti » du Haut et du Centre Laos, en consultation avec le gouvernement de résistance laotien.⁶⁶

En janvier-février 1953, le parti Lao Dong, Ho Chi Minh et le gouvernement lao s'accordèrent pour attaquer le Haut-Laos et la province de Sam Neua en particulier.⁶⁷ Selon les Vietnamiens, les conseillers chinois attachés étaient aussi d'accord, mais ils n'y participèrent pas directement afin d'éviter des complications au niveau international.⁶⁸ Selon les Chinois, ce

⁶² *Ibid.*, pp. 473-474. En septembre, les services de renseignement français savaient que quatre divisions vietnamiennes se trouvaient à l'ouest du delta, alors que deux autres divisions, la 304 et la 320, se trouvaient dans le Thanh Hoa. GRAS, *Histoire de la guerre d'Indochine*, pp. 474-75.

⁶³ Dien Bien Phu fut occupé par le Viet Minh le 30 novembre 1952. Le 15 décembre, Giap envoya deux régiments vers Sam Neua.

⁶⁴ GRAS, *Histoire de la guerre d'Indochine*, p. 488.

⁶⁵ VO NGUYEN GIAP, *Duong toi Dien Bien Phu*, p. 405 ; *Lich su bo tong tham muu*, pp. 643, 649 ; et *Lich su cuoc khang chien chong thuc dan Phap (1945-1954)*, p. 534.

⁶⁶ Nguyen Khang fut nommé le délégué spécial du Parti et de l'armée pour les affaires laotiennes. Phan Van Can fut envoyé par l'Etat-Major général auprès du « Comité des Affaires du Parti du Haut-Laos », dirigé par Ta Xuan Thu. Ces trois hommes étaient chargés de préparer l'attaque. *Lich su bo tong tham muu*, pp. 645, 665. L'attaque se déroula sous la direction de : Hoang Van Thai, Nguyen Chi Thanh, Tran Dang Ninh, ainsi que Souphanouvong, Kaysone, Singkapo, et Thao Ma. VO NGUYEN GIAP, *Duong toi Dien Bien Phu*, p. 410-411.

⁶⁷ *Lich su bo tong tham muu*, pp. 650-652 et *Su doan 304* [La 304^{ème} division], volume I, Ha Noi, NXBQDND, 1980, pp. 153-155. Du côté laotien, on comptait les noms de Phoumi Vongvichit et Thao Tu.

⁶⁸ *Lich su bo tong tham muu*, p. 665 et VO NGUYEN GIAP, *Duong toi Dien Bien Phu*, p. 411.

sont eux qui avaient donné l'ordre de mener la bataille au Laos.⁶⁹ En tout cas, l'opération du Haut-Laos commença le 16 mars 1953, lorsque Vo Nguyen Giap envoya contre Sam Neua ses meilleures troupes sous la direction du général Hoang Sam, le nouveau chef du « Front du Haut-Laos ». En effet, Giap était très sérieux : il envoya la plupart de la 304^{ème} division et huit bataillons provenant des 308^{ème}, 312^{ème} et 316^{ème} divisions.⁷⁰ Il envisageait une double attaque sur Sam Neua, l'une venant sur l'axe de Dien Bien Phu-Luang Prabang, l'autre de Thanh Hoa-Nghe An vers le plateau de Xieng Khouang (304^{ème}). Le 3 avril 1953, Ho Chi Minh écrivit une lettre expliquant aux soldats et aux cadres vietnamiens l'importance de cette action internationaliste de la part des Vietnamiens pour les Laotiens (voir *infra*).⁷¹ Il soulignait aussi le fait que les Français menaient leurs opérations militaires contre la RDVN dans un cadre indochinois. L'armée vietnamienne devait faire de même.⁷² La première invasion vietnamienne du Laos fut ainsi lancée le 8. Elle dura jusqu'en mai, date à laquelle la saison des pluies commençait.

L'envergure de cette attaque contre le Haut-Laos fut tout à fait remarquable, provenant à la fois du Nord-Ouest du Viet Bac et du LK IV. Selon les sources vietnamiennes, le commandement du LK IV envoya à partir de février 1953 72.940 coolies vietnamiens au Laos, surtout dans la région de Xieng Khouang. Leur transport nécessitait 1.486 bicyclettes et 1.066 embarcations.⁷³ Dans la seule province de Thanh Hoa, les dirigeants du Viet Minh mobilisèrent 141.160 coolies, 2.358 bicyclettes, 400 embarcations et fournirent environ 2.900 tonnes de riz aux troupes en grande majorité vietnamiennes employées au Laos.⁷⁴ Devant la puissance déployée par Vo Nguyen Giap, le général Raoul Salan abandonna Sam Neua à la 304^{ème} division pour défendre Luang Prabang. Il dut se replier sur Xieng Khouang, puis ensuite sur la Plaine des Jarres. L'histoire officielle de l'armée populaire prétend aujourd'hui que la bataille du Haut-Laos libéra environ 4.000 km² de territoire, y compris la province de Sam

⁶⁹ QIANG ZHAI, *China & the Vietnam wars, 1950-1975*, Chapel Hill [Etats-Unis], The University of North Carolina Press, 2000, p. 43.

⁷⁰ GRAS, *Histoire de la guerre d'Indochine*, p. 493 ; VO NGUYEN GIAP, *Duong toi Dien Bien Phu*, p. 409 ; *Lich su cuoc khang chien chong thuc dan Phap (1945-1954)*, p. 238 ; et *Lich su bo tong tham muu*, p. 660.

⁷¹ *Lich su bo tong tham muu*, p. 668, dont des extraits de cette lettre.

⁷² *Su doan 304*, p. 156.

⁷³ Jusqu'au 9 mars 1953, à eux seuls, les coolies de Nghe An ont livré 740 tonnes de riz jusqu'à la frontière laotienne NGO DANG TRI, 'Moi quan he giua Thanh-Nghe-Tinh voi Lao trong khang chien chong thuc dan Phap xam luoc (1945-1954)' [Les relations entre [les provinces de] Thanh [Hoa]-Nghe [An]-[Ha]-Tinh et le Laos pendant la résistance contre le colonialisme français (1945-1954)], *Nghien Cuu Dong Nam A*, no. 2 (15), (1994), p. 91.

⁷⁴ *Ibid.*, p. 91.

Neua et une partie de celles de Xieng Khouang et Phongsaly. Les Français concédaient la perte d'un tiers du Haut-Laos.⁷⁵

Le prince Souphanouvong et Phoumi Vongvichit fêtèrent à Sam Neua avec les Vietnamiens l'ouverture d'une zone « libérée ». Oubliant un passé quelque peu troublé, Souphanouvong salua la lutte commune des deux peuples contre les Français et les Américains. Vongvichit attribua cette victoire à l'« esprit d'internationalisme prolétarien »⁷⁶ entre les Laotiens et les Vietnamiens, au moment où ces derniers chantaient les louanges de la collaboration sino-vietnamienne. Pour Kaysone, Sam Neua était devenu le « Thai Nguyen » de la révolution laotienne. On pouvait y trouver du paddy, des produits forestiers et des quantités d'opium qui seraient essentielles au succès du mouvement révolutionnaire. Mais plus importantes furent les liaisons directes entre Sam Neua et les zones Viet Minh contournant le delta du Tonkin, surtout le LK IV et le Viet Bac.⁷⁷ Comme Nouhak Phoumsavan exprima la victoire de Sam Neua à l'époque :

Cette victoire nous a procuré une base d'opération vaste et large, une base où le paddy et les produits forestiers abondent, une base qui s'appuie sur la zone libre du pays ami : le Vietnam. De cet endroit, nous édifierons des forces armées et nous établirons notre pouvoir.⁷⁸

C'est là l'une des raisons majeures expliquant l'importance de Sam Neua dans le développement du radicalisme laotien. De même que l'arrivée de l'armée rouge chinoise sur la frontière vietnamienne avait constitué un tournant majeur dans l'évolution du communisme vietnamien et la consolidation de la RDVN, de même l'entrée des troupes vietnamiennes au Laos marqua une date clef dans l'expansion du communisme laotien et son enracinement administratif dans ces deux provinces (voir chapitre suivant). Toutefois, si les Vietnamiens profitaient de l'aide chinoise pour engager le Corps expéditionnaire sur les champs de bataille, les Vietnamiens fournissaient non seulement l'« aide » aux révolutionnaires laotiens, mais ils dirigeaient et organisaient leurs propres batailles en territoire laotien. Ce que les « internationalistes » vietnamiens interdisaient aux communistes chinois sur leur propre

⁷⁵ DGD, 'Une hypothèse sur le plan stratégique rebelle', le 18 mai 1953, p. 1, c. 10H281, SHAT et 'Le général Salan à M. Letourneau', le 22 avril 1953, télégramme, c. 239, EA, MAE.

⁷⁶ Cité dans *Lich su bo tong tham muu*, p. 678.

⁷⁷ VO NGUYEN GIAP, *Duong toi Dien Bien Phu*, pp. 412, 423.

⁷⁸ Extrait dans 'Une hypothèse sur le plan stratégique rebelle', p. 5.

territoire, ils ne s'en privaient pas lors de leurs opérations au Laos. En dépit des consultations sans aucun doute sincères, la participation laotienne à la bataille du Haut-Laos en 1953 n'était qu'un 'sideshow'. L'engagement des divisions vietnamiennes, ainsi que la logistique et les milliers de coolies venant du Vietnam central, ne laissent aucun doute à ce sujet. Contre les quelques milliers de troupes vietnamiennes envoyées au Laos en 1953, il n'y avait qu'environ 500 soldats laotiens.⁷⁹ Le prince Souphanouvong accompagna le général Giap à la frontière pour suivre le déroulement de l'attaque sur le Nord du Laos. C'était tout à fait symbolique du fait que les Laotiens alliés avec les Vietnamiens ne faisaient que suivre ces mouvements militaires qui les dépassaient totalement. Comme le confirme une histoire vietnamienne récente, grâce à cette campagne, l'armée populaire du Vietnam « put créer des conditions favorables pour le développement du mouvement de résistance laotien ».⁸⁰

En bref, le gouvernement de Souphanouvong ne pouvait établir son autorité que là où la puissance militaire vietnamienne le lui permettait. Une fois sur place, des effectifs de la 304^{ème} division aidèrent le « gouvernement de résistance laotien » à parfaire une administration révolutionnaire à Sam Neua (voir chapitre suivant).⁸¹ Il n'est guère étonnant que les populations locales tendaient souvent à associer le prince Souphanouvong plus avec le Viet Minh arrivant au Laos qu'avec un mouvement proprement laotien, ce qui n'échappait d'ailleurs pas aux Vietnamiens. Ayant d'abord radiodiffusé au grand jour le rôle des volontaires Vietnamiens dans cette bataille au Laos, le Lao Dong donna quelques jours après des ordres stricts, interdisant toute mention des « troupes volontaires du Vietnam » au Laos. La propagande devait relater seulement les exploits des « troupes laotiennes de libération ».⁸² Pour la première fois, la radio officielle de la RDVN utilisa le mot « Pathet Lao » pour marteler l'idée nationale.⁸³ Il n'est pas étonnant non plus de constater que la RDVN tenta de

⁷⁹ DGD, 'Les mouvements rebelles au Laos', le 13 mai 1953, c. 10H277, SHAT et *Lich su bo tong tham muu*, p. 690. Pour le « Front du Laos du Nord », les autorités militaires françaises faisaient état de deux compagnies purement laotiennes (celle de Latsavong à 80 hommes et le no. 7 de Vientiane à 60 hommes) et 5 compagnies Viet Minh-Meo (les 12, 14, 15, 215 et 217).

⁸⁰ *Lich su cuoc khang chien chong thuc dan Phap (1945-1954)*, pp. 238-39 pour la citation. Pour le discours de Souphanouvong lors de son voyage, voir : 'Loi tuyen-bo cua ong Xu-Pha-No-Vong', *Tin Tuc*, no. 147, (le 28 avril 1953),

⁸¹ *Su doan 304*, pp. 165-166.

⁸² Traduction du document : 'Circonscription de Van Giang, no. 296/TT, 26022, RDVN, Circulaire relative à la récupération de nos publications et documents concernant la présence des troupes volontaires vietnamiens au Laos, daté du 17 mai 1953, signé THE SON, d. 1953, c. 10H2372, SHAT et DGD, 'Note hebdomadaire de renseignements du 11 au 17 juillet 1953', p. 2, c. 10H277, SHAT.

⁸³ Ministère de la France d'Outre-Mer, DAP, 'Revue de la presse étrangère no. 1698', le 23 avril 1953, d. Télégrammes avec Saigon et Vientiane, c. 239, EA, MAE, confirmé par 'Giai phong Sam-Nua' [La libération de Sam Neua], extrait du *Nhan Dan*, no. 107, (du 16 au 20 avril 1953), dans *Cuoc khang chien than thanh cua nhan dan Viet-Nam* [La résistance sacrée du

reprendre contact avec le prince Phetsarath pour essayer une dernière fois de gagner ce prince nationaliste à la cause victorieuse de l'« Indochine révolutionnaire ». Ainsi, si un Etat révolutionnaire put prendre forme au Laos du Nord dans cette conjoncture, ce fut bel et bien grâce à l'armée vietnamienne et son expansion vers le Nord-Ouest et son implantation dans le LK IV, et non pas à l'action des Laotiens ou de leur armée.

La deuxième intervention du Laos (hiver-printemps, 1953-1954)

A la différence du Cambodge, le Laos se trouvait à la croisée des mouvements de l'armée vietnamienne autour du Delta du Tonkin et à partir des LKs IV et V. Inquiet de l'éventualité d'une attaque vietnamienne contre Luang Prabang, le général Navarre, donna l'ordre de réoccuper Dien Bien Phu pour priver le Viet Minh d'une voie d'accès majeure au Nord du Laos, ce qui, à la réflexion, n'était pas aussi absurde que l'on a voulu le dire. En effet, Vo Nguyen Giap considérait Dien Bien Phu comme un carrefour stratégique, essentiel pour rattacher le Viet Bac à la fois au Nord du Laos et pour jeter une route vers le Sud de l'Indochine. A cette fin, il savait aussi qu'il avait besoin du Centre et du Bas-Laos pour éviter à tout prix que les Français ne coupent l'Indochine en deux aux « trois frontières », privant ainsi l'Indochine du Nord de ses liaisons avec le Sud et condamnant la contre-offensive générale à une mort-née en Indochine méridionale. Vo Nguyen Giap savait aussi que la résistance laotienne pouvait désormais se développer rapidement au Bas et au Centre-Laos, grâce aux liaisons établies de longue date avec les LK IV et V et l'apparition de deux divisions dans ces deux zones depuis 1950 (les 304^{ème} et 324^{ème} divisions).⁸⁴ La consolidation d'une route Nord-Sud était possible.

Le général Tran Do, l'un de ses proches adjoints à Dien Bien Phu, racontera dans ses souvenirs que c'est en novembre 1953 que les Vietnamiens « conseillèrent » à leurs alliés laotiens d'augmenter leurs activités au Moyen- et au Bas-Laos en collaboration avec les opérations des « volontaires vietnamiens ».⁸⁵ Le 20 décembre 1953, *au moment où* Vo Nguyen

peuple vietnamien], Hanoi, NXBST, 1960, volume IV, p. 41.

⁸⁴ *Lịch sử bộ tổng tham mưu*, p. 736. Il y avait dans le « Front du Centre » 5 régiments et 1 compagnie proprement laotiens, et 7 régiments au Bas-Laos. Il y avait 2 bataillons de « volontaires vietnamiens » au Centre et 4 compagnies de propagande armée. Nous pensons qu'il s'agit tout au plus de quelques compagnies, et non pas 12 régiments (*trung đoan*). Selon une source française, dans le « Front du Centre », il n'y avait qu'une section laotienne de 25 hommes sur un effectif vietnamien de 1.200 hommes. Sur le « Front du Bas Laos », il y avait environ 300 laotiens (presque tous des Khas) sur un total de 1.200 hommes. 'Les mouvements rebelles au Laos', pp. 8-9.

⁸⁵ *Chiến thắng Dien Bien Phu, Ký sự*, [La bataille victorieuse de Dien Bien Phu : Chronique historique], Hanoi, NXBQND,

Giap et Hoang Van Thai préparaient avec acharnement l'attaque sur Dien Bien Phu, l'« Armée fédérée vietnamo-laotienne » (*Lien Quan Lao Viet*) lança une invasion spectaculaire du Moyen-Laos à partir du LK IV dans le but de couper la RC 13 et détourner le Corps expéditionnaire des préparations vietnamienne autour de Dien Bien Phu (sec. chinoise, ch. 3). Les soldats français et laotiens furent obligés de se replier devant la poussée Viet Minh sur Séno. Le Viet Minh entra dans la ville de Thakhek le 26 décembre, poussant ainsi jusqu'à la frontière thaïe, avant de se retirer devant la riposte française. D'autres troupes s'attaquèrent à Attapeu afin de « libérer » les Bolovens, établissant ainsi de meilleures liaisons avec la province de Tay Nguyen et le Nord-Est du Cambodge. Le 27 janvier, ayant annulé l'attaque sur Dien Bien Phu la veille, Vo Nguyen Giap envoya la 308^{ème} division dans le Laos septentrional pour éloigner les forces françaises de Dien Bien Phu et pour essayer de prendre toute la province Phongsaly. Ainsi, le Viet Minh visait à « isoler » Dien Bien Phu et consolider une vaste région libre en Indochine du Nord.⁸⁶

Si la 'reprise' de Thakhek par le Viet Minh était éphémère, l'impact sur l'opinion française et internationale de ses attaques spectaculaires sur le Laos ne l'était pas.⁸⁷ La diplomatie non-communiste de la RDVN avait dû payer le prix fort pour ses visées indochinoises. C'est largement en réponse à cette invasion vietnamienne du Laos au printemps 1953 que d'autres pays d'Asie du Sud-Est, même de bons amis anticolonialistes comme l'Indonésie et la Birmanie, s'étaient mis à se poser des questions sérieuses quant aux vraies intentions de la RDVN, son programme communiste et son rapport avec l'expansion du communisme en Asie par la Chine du Sud. En mai 1953, par exemple, le gouvernement indonésien prépara l'envoi à Saigon de son représentant diplomatique en Birmanie, Lubi Abubaker. On lui confia la tâche de déterminer si la RDVN était communiste et en quelle proportion, si ce gouvernement recevait une aide de la Chine communiste, s'il existait un accord entre Ho Chi Minh et Mao Zedong et, chose plus épineuse, si les Etats-Associés méritaient vraiment la reconnaissance de l'Indonésie.⁸⁸ Les Indiens et Filipinos firent de même (sec. sud-est asiatique, chs. 3-4). Et non

1964, vol. I, p. 72.

⁸⁶ *Chien thang Dien Bien Phu*, vol. I, pp. 72, 142, 186-187, 292-299 et *Quan khu 4*, p. 353. Selon le journal rédigé par un officier du bataillon Viet Minh 101, l'attaque sur le Moyen-Laos visait à libérer cette partie du Laos pour couper l'Indochine en deux et pour développer la guérilla au Bas Laos. CCFTANIC, EM/2B, no. 34/GM, 'Unités V.M. opérant dans le Moyen-Laos', p. 2, c. 10H5619, SHAT.

⁸⁷ Henri NAVARRE, *Agonie de l'Indochine (1953-1954)*, nouvelle édition, Paris, Librairie Plon, 1956, pp. 172-173.

⁸⁸ 'Télégramme à l'arrivée', Jakarta, le 9 mai 1953, signé Millet, d. Aggression Viet Minh au Laos, 1953, c. 239, EA, MAE.

sans raison : le 14 février 1954, lors de l'attaque Viet Minh sur Thakhek, la *Voix du Nam Bo* signala que « les troupes et la population du Pathet Lao [...] ont participé à la victoire des peuples vietnamien, cambodgien et laotien, ainsi qu'à celle du mouvement de libération nationale dans l'ensemble du Sud-Est Asiatique ».⁸⁹ Vingt ans plus tard, l'établissement des régimes communistes dans toute l'Indochine allait déclencher des inquiétudes remarquablement semblables chez les Etats sud-est asiatiques non-communistes, formant ainsi la base de « Association of South-East Asian Nations » (ASEAN). La différence, bien entendu, résidait en ce que la Chine et le Vietnam communistes se concurrençaient pour obtenir l'amitié de ces gouvernements non-communistes dès 1975—et non plus leur renversement au nom de la révolution mondiale. Ce fut un retournement capital.

Il est certainement vrai que l'attaque vietnamienne sur Thakhek fut avant tout une opération de diversion visant à disperser les forces françaises au Tonkin au moment où Vo Nguyen Giap voulait consolider sa position pour attaquer Dien Bien Phu.⁹⁰ Toutefois, du point de vue vietnamien, il ne faut jamais sous-estimer le continuel désir de Giap de relier les deux moitiés de l'Indochine. Impressionnante était désormais la capacité de l'Etat-Major général à lancer et à coordonner des batailles à l'échelle indochinoise. Le 28 janvier 1954, au lendemain de l'annulation de la première attaque de Dien Bien Phu, le LK V lança une nouvelle attaque contre le Nord des plateaux montagnards, provoquant l'évacuation de Kontum.⁹¹ En étendant son contrôle sur les Hauts Plateaux en direction du Tay Nguyen, le LK V finit par constituer ensemble avec le LK IV une plaque tournante tout à fait redoutable dans le centre de l'Indochine, capable d'envoyer environ deux divisions vers le Nam Bo septentrional, le Nord et Sud-Est du Cambodge et tout le Laos au Sud de Sam Neua (sec. indochinoise (Cmb), ch. 4).⁹² De façon coordonnée, les stratégies des LK IV et V pouvaient dès 1952 couper l'Indochine en deux en se lançant jusqu'au Mékong. Comme le rappelle Navarre, « une menace supplémentaire pesait, de ce fait, sur notre ligne de communications de la vallée du

Voir section sud-est asiatique, ch. 3.

⁸⁹ Interception de *Dai Phat Tieng Nam Bo*, du 15 février 1954, vol. 176, IC, AO, MAE.

⁹⁰ Voir la lettre de Salan à Letourneau du 22 avril 1953, pp. 3-4.

⁹¹ Les services de renseignements français estimaient que cette zone possédait environ 30.000 hommes, dont 12 bataillons réguliers et de 5 à 6 bataillons régionaux de très bonne qualité.

⁹² Le transfert des troupes françaises au Tonkin n'a fait que renforcer la position du LK V dans le Sud Annam, le Nord-Est du Cambodge et le Sud Laos

Mékong ».⁹³ Devant une telle éventualité, en mai 1953 le gouvernement français sonde secrètement le gouvernement thaï concernant la possibilité de ravitailler ses troupes stationnées au Laos par Bangkok et l'Isaan. En même temps, la France soulignait les dangers de cette 'expansion communiste' pour gagner l'aide thaïe à cette conjoncture difficile. Ainsi furent discutées la question d'une future collaboration militaire thaïe en Indochine et l'utilisation de la Thaïlande comme base militaire par les Américains. L'invasion vietnamienne du Laos du Nord eut bel et bien des retombées bien au-delà de la Cordillère annamitique.⁹⁴

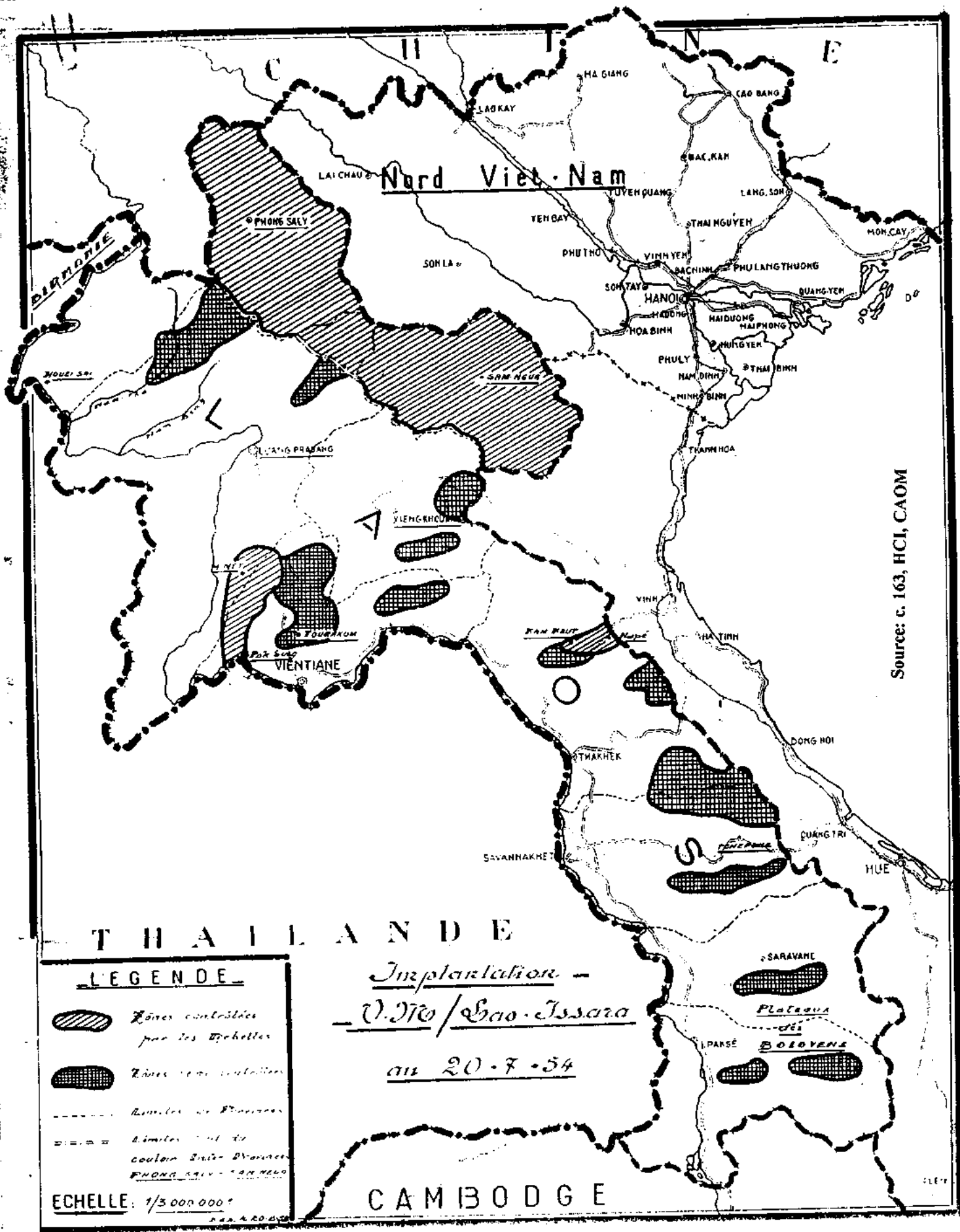
S'il est monnaie courante depuis longtemps de donner à la guerre entre Français et Vietnamiens le nom de « guerre d'Indochine » et à celle entre les Vietnamiens et les Américains celui de « guerre du Vietnam », la terminologie devrait plutôt être inversée, si on voulait qu'elle corresponde à la réalité militaire. C'est seulement à partir de 1952-1953, et pas vraiment avant, qu'en termes géo-stratégiques concrets, l'on peut vraiment parler d'une guerre « indochinoise ». Pour la période comprise entre 1945 et 1952, il n'y avait pas de guerre « indochinoise » à proprement parler, mais seulement une guerre *vietnamienne* et « pour le Vietnam », et cela dans un cadre diplomatique et économique tout à fait *sud-est asiatique* au sens continental et non pas indochinois au sens colonial du terme (voir sec. sud-est asiatique). Or, l'invasion vietnamienne du Laos en 1953 marqua le début d'une guerre véritablement « indochinoise » au sens militaire et français. Notre analyse rejoint celle du général Gras, qui écrit ainsi dans son histoire de la guerre d'Indochine :

La conquête du Nord-Laos représentait un premier pas dans cette voie. Elle souderait solidement les territoires viet-minh du Nord à ceux de l'Annam [LK IV et la partie Nord du LK V], faciliterait les communications avec le Sud et ferait apparaître le Delta tonkinois comme une simple tête de pont sur l'immense territoire indochinois. Dans le même temps le Viet-minh s'attachait à infiltrer des forces sur les plateaux [du LK V] afin d'atteindre le Bas-Laos et les provinces orientales du Cambodge [du Nord]. Dans le Sud, il venait de réorganiser le commandement militaire en plaçant sous la même autorité la Cochinchine et le Cambodge [dans un Trung Uong Cuc Mien Nam] pour faciliter la création de bases et la formation de cadres communistes au royaume khmer. *Ainsi d'une guerre centrée jusqu'à présent sur le territoire vietnamien, le Viet-minh s'apprêtait à passer à une guerre indochinoise dont l'objectif était le Mékong.*⁹⁵

⁹³ NAVARRE, *Agonie de l'Indochine (1953-1954)*, p. 174 et la lettre de Salan à Letourneau, du 22 avril 1953.

⁹⁴ 'Note pour le général commandant-en-chef en Indochine', le 7 mai 1953 et 'Télégramme de l'Ambassade au MAE', le 25 avril 1953, dans c. 239, EA, MAE.

⁹⁵ GRAS, *Histoire de la guerre d'Indochine*, p. 496. Souligné par nous.



Source: c. 163, HCL, CAOM

Il convient d'ajouter que cette expansion militaire glissant vers « l'échelle indochinoise » gravissait la pente *orientale* de la Chaîne annamitique, constituant une route Nord-Sud descendant du Tonkin vers les LK IV et V, tout en contournant le Delta du Tonkin. Si l'Etat-Major général de la RDVN était ravi de provoquer une crise diplomatique en France en menaçant Luang Prabang en mai 1953⁹⁶, son but stratégique réel, selon nous, était d'assurer le contrôle de Sam Neua et de Xieng Khouang, dont Giap rêvait depuis mars 1947. Ce faisant, l'armée vietnamienne voulait d'abord protéger sa route Nord-Sud contre *des attaques amphibies venant de la côte d'Annam*, pousser la « contre-offensive indochinoise » vers le Sud *le long des pieds de la Chaîne annamitique* en direction du Bas-Laos, et installer un 'gouvernement de résistance' au centre de ces réseaux vietnamiens, démarqués par les provinces de Phongsaly et Sam Neua. En effet, la puissance navale des Français, leur contrôle du Delta tonkinois et le désir du Viet Minh de relier le Nord au Sud assuraient que le Laos oriental serait soudé horizontalement à ses interzones correspondantes au Vietnam et transformé verticalement en *un carrefour* sur cette route indochinoise. Ce n'était pas un hasard de voir ce nouvel Etat laotien apparaître sur l'épine dorsale de l'Indochine, à Sam Neua, que les Vietnamiens contrôlaient militairement davantage. Dans le contexte de notre analyse régionale—reliant les réseaux aux relations—cela est logique dans le temps et l'espace. On ne devrait pas s'étonner non plus d'apprendre que cette route indochinoise se dirigeant vers le Sud allait faire la jonction avec un autre chemin montant du Sud en direction du LK IV. Ensemble, ils constitueront la célèbre « Piste Ho Chi Minh » sur la face orientale de la Cordillère annamitique (*Truong Son* en vietnamien ; pour la jonction voir sec. indochinoise (Cmb), ch. 4).⁹⁷ Les communistes vietnamiens firent leur possible pour faire naître le communisme laotien dans les alentours de cette route. C'est dans ce contexte géo-historique *et* militaire que l'on doit situer l'éclosion d'un Etat révolutionnaire laotien. Pour ce faire, revenons brièvement en arrière.

⁹⁶ Le général Salan, lors d'un entretien avec le prince héritier lao, dut reconnaître l'importance politique de protéger Luang Prabang, même si « sa perte » n'était pas « d'une importance réelle » sur le plan militaire. 'Salan à Letourneau', le 22 avril 1953.

⁹⁷ DGD, 'L'adversaire', le 12 juin 1953, p. 9, c. 10H281, SHAT.

La naissance d'un Etat laotien au sein des réseaux vietnamiens en Indochine du Nord

Si le 'processus indochinois' des communistes vietnamiens avait militairement débuté en 1948, ce n'est qu'en 1950 que les changements politiques en Thaïlande, l'arrivée de l'armée rouge chinoise dans le Sud de la Chine, la dissolution du Lao Issara à Bangkok, le début de la guerre froide en Asie du Sud-Est et la poussée de Vo Nguyen Giap vers le Nord-Ouest allaient amener les Vietnamiens à mettre sur pied un véritable Etat laotien dans le cadre de leurs réseaux indochinois. Comme nous venons de le voir, c'est seulement grâce à l'intervention militaire de la RDVN au Haut-Laos en 1953-1954 que le gouvernement de résistance laotien fut installé dans la province de Sam Neua—jamais auparavant. Même avant, les révolutionnaires laotiens s'étaient installés dans les zones laotiennes près des LK IV et V, où la puissance vietnamienne de l'Indochine centrale les protégeait. Ce qui frappe, pourtant, c'est la volonté des Vietnamiens de mettre en place cet Etat révolutionnaire comme partie intégrante de leur modèle révolutionnaire pour toute l'Indochine.

1950 et la création d'un Etat révolutionnaire pour le Laos

La décision vietnamienne de pousser à la formation d'un Etat laotien allié avec la RDVN date de la convention franco-laotienne et de la dissolution du Lao Issara en 1949. Cela coïncida avec la tenue d'une « Réunion des Cadres du Laos et du Cambodge » (*Hoi nghi can bo Lao-Mien*) en février 1949, pendant laquelle le Comité permanent du Comité central du PCI conclut que la tâche principale du Parti dans ces deux pays était de les doter des bases populaires et des pouvoirs locaux. Dans les mois suivants, les Vietnamiens mirent sur pied une direction révolutionnaire pour le Laos.¹ En mai 1949, Pham Van Dong fit savoir que le budget du « Phong Bien Chinh » pour l'année 1949 s'élevait à 5 millions de piastres. Cet organisme avait dispersé environ 600 hommes au Laos pour faire la propagande armée. La milice populaire commençait à paraître au grand jour. Pham Van Dong précisa que « l'ancienne organisation [avait été] conservée à l'échelon [des] villages et [des] cantons ». La politique du Phong Bien Chinh, dit-il, visait à « élaborer une monarchie constitutionnelle avec un

¹ Bo Quoc Phong, *Vien Lich Su Quan Su Viet Nam, Lich su cuoc khang chien chong thuc dan Phap (1945-1954)* [Histoire de la résistance contre le colonialisme français (1945-1954)], Hanoi, NXBQDND, 1994, p. 519.

gouvernement laotien libre ».² En octobre 1949, après la dissolution officielle du gouvernement Lao Issara, la délégation de la RDVN à Bangkok informa le Phong Bien Chinh au LK IV que le gouvernement avait momentanément confié la politique laotienne aux Vietnamiens associés à Hoang Van Hoan à Udon Thani. Ceux-ci étaient chargés de mobiliser la population au Moyen- et Bas-Laos « afin de leur bien faire saisir le sens et la portée de la résistance ».³ Ayant pris connaissance de la dissolution du Lao Issara, le LK V souligna aussi l'importance d'« établir un nouveau gouvernement ou un comité de libération pour le Laos afin de continuer à diriger le mouvement de résistance du peuple laotien ».⁴ A cette fin, il fallait vite ouvrir un congrès, aussi avait-on souhaité voir se tenir une réunion fondatrice vers la fin de 1949. Mais comme Souphanouvong n'était arrivé au LK IV qu'à la fin de décembre et que la logistique d'une telle rencontre n'était pas simple à mettre en place, la date prévue fut repoussée jusqu'en mai, voire jusqu'en août 1950.⁵

Néanmoins, il fallait agir vite devant les réalisations étatiques émergentes des Français au Laos, devant leurs négociations avec Bao Dai et le vif désir des Américains de reconnaître et soutenir financièrement les trois Etats Associés contre la menace communiste soudainement posée par la victoire chinoise du 1 octobre 1949.⁶ Le 28 décembre 1949, la RDVN transmet des instructions à ses diplomates et cadres pour sélectionner des Laotiens « capables et jouissant d'une bonne réputation pour les introduire dans la délégation du parti [PCI] auprès du gouvernement laotien » envisagé. Des cadres spécialistes des questions laotiennes devaient dresser une liste de ceux, parmi les Laotiens, qui pourraient faire partie d'un nouveau gouvernement, dont le programme politique devait être soumis à la décision du comité central du PCI.⁷ La RDVN comptait se servir des noms royaux de Phetsarath et de Souphanouvong

² Document intercepté dans CSTFEO, EM/2B, no. 1584/2, 'Situation des Services Extérieurs du LK IV vu par Pham Van Dong', le 21 mai 1949, valeur : A/1, d. 40, c. 10H541, SHAT.

³ Message décrypté dans HCFIC, SDECE, no. 19483/H/4/RG/SD, document daté du 2 novembre 1949, valeur : A, d. Emprise Viet Minh, c. 119, CP, CAOM.

⁴ Message intercepté dans HCFIC, SDECE, no. 19432/9 AJ/DB, document daté du 16 novembre 1949, valeur : A, d. Emprise Viet Minh, c. 119, CP, CAOM. En octobre 1949, sous la direction de Dang Viet Chau, un membre influent du PCI au LK IV, un nouveau « Comité révolutionnaire laotien » fut créé pour organiser une meilleure collaboration entre les provinces laotiennes et celles du Vietnam du Centre. HCFIC, SDECE, no. 18298/0/CA/HV/DB, document daté du 6 octobre 1949, valeur : A, d. Emprise Viet Minh, c. 119, CP, CAOM.

⁵ NGUYEN TU QUY, 'Gap lai hoang than Xuphanuvong tren mot doan duong lich su' [Une rencontre sur un bout du chemin historique avec le prince Souphanouvong], *Tap Chi Khoa Hoc*, (1991), pp. 44-45.

⁶ En mai 1949, face à une victoire communiste en Chine, le Département d'Etat américain approuva la 'solution Bao Dai' afin de contrecarrer l'émergence d'un Etat communiste au Vietnam et en Asie du Sud-Est. 'Department of State to American Consulate, Saigon', no. 2421, le 10 mai 1949, signé Dean ACHESON, 851G.01/5-649, ANEU.

⁷ Télégramme intercepté dans HCFIC, SDECE, no. 12380/H.9/RG/DB, document daté du 28 décembre 1949, valeur : A, 'Instructions du comité central Viet Minh au sujet du Laos et du Cambodge', d. Gouvernement lao libre, août 1950, c. 74, CP, CAOM.

pour provoquer un élan parmi les populations du Laos et favoriser ainsi la tenue d'une grande réunion « en vue de la constitution d'un gouvernement ». ⁸

Quant à Phetsarath, il ne s'opposait pas forcément à une collaboration continue avec les Vietnamiens. A la mi-1950, lors des préparations vietnamiennes, il conseillait à ses proches de poursuivre leur coopération militaire avec le Viet Minh au Laos. Dans une lettre datée du 17 mars 1950, il autorisa un confident au Sud du Laos à « parler » de questions financières avec le Viet Minh, concluant ainsi : « En ce qui concerne la politique, collaborez étroitement avec le Viet Minh ; après la guerre, il y aura un traité d'amitié entre nos deux pays ». ⁹ Il envoya même ses félicitations à Nouhak pour avoir pris le « commandement des troupes de libération de l'Est Laos ». ¹⁰ Exaspérés autant que les Français, les Vietnamiens sondèrent encore une fois les « opinions de Phetsarath sur la reconstitution du gouvernement laotien et son attitude vis-à-vis de la résistance ». ¹¹ Même au début de 1951, Ho Chi Minh adressa une lettre personnelle à Phetsarath, l'invitant à se déplacer en zone « libérée » au Laos ou au Vietnam. Comme en 1945, le Président Ho l'assura de la sollicitude de la RDVN. ¹² Pour légitimer un Etat laotien sur le plan international, on peut constater le remarquable acharnement déployé par les Vietnamiens à cibler Phetsarath, ce qui ne pouvait pas échapper à l'attention de Souphanouvong. En mars 1951, Léon Pignon citait une source « sûre » rapportant que Phetsarath avait non seulement décidé de reprendre la tête du mouvement Lao Issara, mais qu'il avait aussi pris la décision de se rendre « dans une zone non encore déterminée mais hors du Siam, jugé peu sûr » pour la continuation de leurs activités laotiennes. ¹³ Peut-être. ¹⁴

N'oublions pas pour autant que les Vietnamiens se méfiaient aussi de Phetsarath. Après tout, ce dernier avait ses propres projets politiques depuis 1945, qui ne coïncidaient guère avec ceux de la RDVN. Phetsarath maintenait une influence certaine sur plusieurs Lao Issara transférés près du LK IV comme soldats actifs. D'ailleurs, les Vietnamiens à Bangkok savaient au début de 1951 qu'ils n'allaient pas pouvoir se maintenir encore longtemps en

⁸ *Ibid.*

⁹ Traduction du document : 'Lettre adressée par Tiao Phetsarath à Thao Khamtai', no. 127, datée du 17 mars 1950, dans HCFIC, DSFS, no. 3010/C/SG-I, 'Note pour le HC et le CP', le 22 avril 1950, d. Phetsarath, c. 163, HCI, CAOM.

¹⁰ FL, EM/2B, no. 294/FL/2, 'BR no. 2, mois de février 1950', p. 11, d. Laos, 1950, c. 10H4303, SHAT.

¹¹ 'Instructions du comité central Viet Minh au sujet du Laos et du Cambodge'.

¹² DSS, no. 2247/C/SG-I, 'Note pour le HC', le 5 avril 1951, d. Phetsarath, c. 163, HCI, CAOM. La lettre de Ho Chi Minh est parvenue chez Nguyen Duc Quy, le 15 mars 1951, et elle a été remise au prince Phetsarath par la femme de Souphanouvong.

¹³ 'Pignon à Léon Marchal', daté du 24 mars 1950, d. Phetsarath, c. 163, HCI, CAOM.

¹⁴ Pignon avait une tendance à exagérer pour des buts politiques. Même s'il s'appuyait sur des câbles décryptés, cela ne voulait pas dire forcément que Phetsarath avait dit « oui ». Après tout, les Vietnamiens avaient envoyé des télégrammes à Phetsarath depuis 1945 demandant son soutien. Bien entendu, la conjoncture de 1950-51, la guerre froide et la victoire

Thaïlande (Nguyen Duc Quy devra quitter le pays en juin 1951, sec. sud-est asiatique, ch. 4). La RDVN ne pouvait donc pas attendre Phetsarath éternellement. Et plus ils patientaient après 1950, plus ils se mettaient à douter de ses intentions réelles. Comme l'a souligné un officier de renseignement français, « craignant d'être joué par Pethsarath, dont ils ne sont plus sûrs de la bonne foi, les dirigeants Viet Minh se montreraient disposés à n'écouter que Souphanouvong [...] ».¹⁵ Les rencontres entre Phetsarath et Nguyen Duc Quy à Bangkok devaient devenir « extrêmement rares » durant la première moitié de 1951.¹⁶ En fin de compte, Phetsarath renâcla devant les Français et les Vietnamiens. Si la France s'appuyait sur la monarchie de Sisavang Vong, la RDVN allait devoir marcher avec Souphanouvong et, en coulisse, les anciens du « Comité du Lao Issara de l'Est ».

Entre temps, sur le plan international et sur le champ de bataille indochinois, le temps pressait. Vu l'importance stratégique du Laos depuis la mise à l'étude de la « Contre-Offensive générale » et la création des Etats-Associés, Vo Nguyen Giap prit lui-même en main les affaires laotiennes et cambodgiennes pour le Tong Bo, démarche symbolisant bien le lien entre guerre et révolution. En mars 1950, il devint le chef d'un comité spécial entièrement responsable des questions politiques et militaires pour ces deux pays sous la direction du PCI. Pour mener à bien sa tâche, il forma un « Comité laotien et cambodgien » (*Ban Lao-Mien*)¹⁷, dont le président n'était autre que Dao Viet Hung, un ancien communiste des réseaux asiatiques et membre du Phong Bien Chinh.¹⁸ Nguyen Chanh, un communiste de premier ordre de la province de Quang Ngai, fut nommé chef de la « Direction des Affaires laotiennes ».¹⁹ Ces comités soumettaient à Giap toutes les propositions relatives à la politique révolutionnaire du Laos et du Cambodge. Ils s'appuyaient sur les nouveaux comités des Affaires du Parti au Laos : le « Comité des Affaires du Parti du Haut-Laos », créé à la fin de 1949 sous la direction du Comité central du PCI ; le « Comité des Affaires du Parti du Centre-Laos » rattaché au LK IV ; le « Comité des Affaires du Parti du Bas-Laos » sous l'égide du LK V ; et le « Comité des

chinoise, donnaient une importance sans précédent à ces questions.

¹⁵ FL, EM/2B, no. 171/FL/2, 'BR no. 1, janvier 1950', le 8 février 1950, p. 11, d. Laos, 1950, c. 10H4303, SHAT.

¹⁶ DSS, 'BR : Relations entre Tiao Phetsarath et M. Nguyen Duc Quy', source : SR Bangkok, valeur : B/1, daté du 16 novembre 1950, d. Phetsarath, c. 163, HCI, CAOM.

¹⁷ Sur ce « Comité du Laos et du Cambodge », voir les instructions interceptées dans HCFIC, SDECE, no. 15934/H/9/RG/DG, document daté du 17 mars 1950, valeur : A, 'Instructions du Comité central Viet Minh [Tong Bo] au sujet du Laos et du Cambodge', d. Emprise Viet Minh, c. 74, CP, CAOM, ce qui corrobore avec *Lich su cuoc Khang chien chong thuc dan Phap (1945-1954)*, p. 520.

¹⁸ FL, EM/2B, no. 610/FL/2, 'BR no. 4, Mois d'avril 1950', le 8 mai 1950, p. 15, sous dossier : Relations entre rebelles laotiens et V.M., d. Laos, 1950, c. 10H4303, SHAT.

¹⁹ FL, EM/2B, no. 904/FL/2, 'BR juin 1950', le 8 juillet 1950, p. 9, d. Laos, 1950, c. 10H4303, SHAT.

Affaires du Parti de l'Ouest du Laos » dirigé par le « Comité des Affaires du Comité central du Parti à l'extérieur » en Thaïlande (voir : sec. sud-est asiatique, ch. 4).²⁰

Ce furent les Vietnamiens du « Comité laotien et cambodgien » et des « Comités des Affaires du Parti » qui organisèrent le congrès national pour la fondation du gouvernement de résistance laotien en août 1950. Dès mars, ils tinrent plusieurs réunions de cadres pour discuter les détails de la mise en place des nouveaux Etats au Laos et au Cambodge (sec. indochinoise (Cmb), ch. 3, pour le Cambodge).²¹ Le 17 mars 1950, le Tong Bo soulignait l'importance qu'il y avait à mettre en place un gouvernement laotien indépendant ; à aider Souphanouvong « à former un comité suppléant » ; augmenter la collaboration militaire entre les deux armées ; et consolider un « Front du Laos » opérationnel.²²

Comme au Vietnam en août 1945 et pour le Cambodge *au même moment*, le fameux « Congrès national » laotien d'août 1950 avait été d'abord précédé d'une « Réunion des Cadres de tout le Laos » (*Hoi nghi Can Bo Toan Lao*). Le 29 juin 1950, le Comité permanent du Comité central du PCI ouvrit cette réunion laotienne, mettant l'accent sur le côté politique de ses tâches et la nécessité de former un « Front laotien », appliquer la « guerre du peuple » ; et « surtout coordonner leurs activités au Haut-Laos avec le Vietnam afin de gagner une position militaire de supériorité dans le champ de bataille de l'Indochine du Nord ». ²³ Compte tenu du cadre géographique de notre analyse, on ne doit plus s'étonner que ce congrès se soit déroulé au LK IV, de l'autre côte de la Chaîne annamitique, en terre vietnamienne. Les frais pour l'organisation de ce gouvernement laotien furent pris en charge par le budget vietnamien. Le 8 juin 1950, par exemple, le Comité de Résistance et d'Administration du LK IV informa le gouvernement que, outre la somme de 100.000 piastres accordée pour la préparation du congrès national laotien, 495.000 piastres étaient encore nécessaires pour couvrir les frais de réception. Le gouvernement vietnamien en accorda 376.000\$.²⁴ Même Nguyen Van Long

²⁰ *Lịch sử cuộc kháng chiến chống thực dân Pháp (1945-1954)*, p. 520 ; 'BR no. 4, Mois d'avril 1950', p. 15 ; et FL, EM/2B, no. 96/2, 'BRM du Laos', le 23 janvier 1951, d. Laos, 1950, c. 10H4303, SHAT.

²¹ HCFIC, SDECE, no. 15606/H/9/RG/SC, document daté du 16 mars 1950, valeur : A, d. Emprise Viet Minh, c. 74, CP, CAOM.

²² HCFIC, SDECE, no. 15.931/H/RG/SC, document daté du 17 mars 1950, valeur : A, 'Décision du comité central viet minh [Tong Bo] concernant l'administration du Lao indépendant', d. Gouvernement lao libre, août 1950, c. 74, CP, CAOM. Nous n'avons pas pu identifier An Giao.

²³ *Lịch sử cuộc kháng chiến chống thực dân Pháp (1945-1954)*, pp. 520-521 et documents interceptés dans HCFIC, SDECE, no. 15856/H/9/RG/SC, 'Congrès des cadres cambodgien et laotien', valeur : A/I, daté du 28 mars 1950, ainsi que no. 15606/H/9/RG/SC, 'Congrès des Cadres du Laos', valeur : A/I, daté du 16 mars 1950, d. Emprise Viet Minh, c. 74, CP, CAOM.

²⁴ Document intercepté dans HCFIC, SDECE, no. 19227/H/6/RG/YP, document daté du 8 juin 1950, valeur : A, 'Congrès laotien', d. Emprise Viet Minh, c. 74, CP, CAOM.

quitta la Birmanie avec ses disciples laotiens pour donner un coup de main à la construction du nouveau gouvernement laotien. Il devait arriver sur place au « début juin ».²⁵

Quant aux buts à envisager, le général Vo Nguyen Giap donna l'ordre d'inculquer l'idée d'une « grande union entre les peuples vietnamiens, laotiens, et cambodgiens » ; d'établir les grandes lignes d'une résistance laotienne ; de souligner sa position dans le nouveau contexte internationaliste ; de consolider les relations avec les nombreuses minorités ethniques ; et de « constituer un organisme directeur qui serait reconnu par le peuple ».²⁶ Cette réunion devait également discuter de la ligne politique du nouveau gouvernement et la rédaction de sa proclamation d'existence au monde.²⁷ Il fallut donc faire « une large propagande pour le Congrès national ».²⁸ Les Vietnamiens s'en chargèrent fort bien.

Le « Congrès du Peuple laotien » (*Koong Pasum Jaj naew Laaw to taan thua patheed/Quoc Dan Dai Hoi Lao*) eut lieu le 13 août 1950 dans la province de Nghe An, en vue d'établir le programme politique de la révolution laotienne et d'élire, entre autres, un président pour le gouvernement de résistance nouvellement formé.²⁹ Basé étroitement sur le modèle vietnamien, une plate-forme politique de 12 points fut approuvée. Des slogans mentionnèrent la « Révolution laotienne » et la nécessité de rejoindre le « Front Démocratique de la Paix Mondiale ».³⁰ Pour les Laotiens, ce Congrès d'août fut suivi de la création d'un « Bureau du Comité central du Front Issara Lao » (« Neo Lao Issara » en Lao ou *Uy Ban Trung Uong Mat Tran Lao* en vietnamien) et un « Gouvernement laotien de Résistance » (*Ladhabaan laaw ta taan/Chinh Phu Khang Chien Lao*).³¹ Comme soutien, en octobre 1950, Ho Chi Minh donna

²⁵ HCFIC, SDECE, no. 19685/H/5/RG/SG, le 21 juillet 1950, 'Objet : Délégation du Nord-Ouest Laos au congrès des peuples', document daté du 6 juillet 1950, valeur : A, d. 1949-1950, c. 107, SPCE, CAOM.

²⁶ Ordres interceptés par HCFIC, SDECE, no. 18961/H/9/RG/SG, document daté du 24 mars 1950, valeur : A, d. Emprise Viet Minh, c. 74, CP, CAOM et dans d. 377, SPCE, CAOM.

²⁷ HCFIC, SDECE, no. 16151/H/9/RG/DB, document daté du 23 mars 1951, valeur : A, 'Congrès national laotien', d. Emprise Viet Minh, c. 74, CP, CAOM.

²⁸ FL, EM/2B, no. 146/FL/2, 'BR no. 12 : mois de décembre 1950, sommaire', le 12 janvier 1951, Annexe III, 'Traduction d'un document rebelle récupéré dans le sous-secteur de Sam Neua, Plan des missions d'août 1950', d. Laos, 1950, c. 10H4303, SHAT.

²⁹ Curieusement, la date du 13 août coïncide avec l'ouverture du congrès du PCI à Tan Trao, qui avait eu lieu du 13 au 15 août 1945. Il est possible que ce congrès laotien eût lieu à Do Luong.

³⁰ Hoi Dong Bien Soan Lich Su Nam Trung Bo Khang Chien, *Nam Trung Bo khang chien, 1945-1975* [La résistance dans le Trung Bo méridional, 1945-1975], Hanoi, NXB Chinh Tri Quoc Gia, 1995, 2^{ème} édition, révisée et augmentée, p. 175 et 'BR', daté du 14 décembre 1951, valeur : B/1, c. 109, CD, CAOM. Une version vietnamienne de la plate-forme laotien de 1950 se trouve dans PHAM NGUYEN LONG, éd., *Hoa hop dan toc o Viet Nam, Lao, Campuchia* [Concord national entre le Laos, le Cambodge et le Vietnam], Hanoi, NXBKHXH, 1991, pp. 66-67, note 1 et Jean DEUVE, *Le royaume du Laos 1949-1965 (Histoire événementielle de l'indépendance à la guerre américaine)*, Paris, EFEO, 1984, p. 32. Un congrès identique avait déjà eu lieu dans le LK IX pour créer un gouvernement de résistance au Cambodge. Voir section indochinoise, sous-partie cambodgienne.

³¹ *Nam Trung Bo khang chien*, p. 175 ; *Lich su cuoc Khang chien chong thuc dan Phap (1945-1954)*, p. 521 et 'Giai phong Sam-Nua' [La libération de Sam Neua], extrait du *Nhan Dan*, no. 107, (du 16 au 20 avril 1953), dans *Cuoc khang chien than thanh cua nhan dan Viet-Nam*, p. 41.



Sithon Kommadam :
Dirigeant laotien de la Zone de Bas-Laos
juillet 1948 (Musée révolutionnaire, Hanoi)



Gouvernement de résistance laotien, 1950
De gauche à droite :
Nouhak Phoumsavan, Kaysone Phomvihane,
Souphanouvong, ?, et Phoumi Vongvichit
(Musée révolutionnaire, Hanoi)

personnellement l'ordre d'avancer 10.000.000 *dong* à ce « gouvernement laotien ». ³² Un nouveau drapeau national, un hymne et une nouvelle dénomination pour le pays furent approuvés. ³³ Selon le récit autobiographique de Van Linh, ancien cadre-volontaire actif au Laos depuis la fin des années 1940, la formation de ce « gouvernement » permit à la RDVN de signer « un accord » de coopération militaire en vue de se battre ensemble contre « les colonialistes français ». Van Linh prétend que le Viet Minh put, « dès ce moment », former des unités militaires de volontaires vietnamiens et les envoyer au Laos pour aider ces nouveaux « amis » laotiens. ³⁴

Cette information est à retenir. Car, face à l'Etat-Associé laotien promu sur le plan international par les Français, et reconnu par les Etats-Unis et le reste du 'monde libre' au début de 1950, le PCI/RDVN avait vite besoin de son propre « Etat laotien associé », lié aux 'nouvelles démocraties' (communistes), afin de pouvoir envoyer ses propres troupes et conseillers au Laos, sans être accusé d'être des envahisseurs. C'est significatif : si les communistes vietnamiens (et chinois) voulaient prendre toute l'Indochine pour le 'monde démocratique', la RDVN avait bien intérêt à se faire inviter, du moins sur le papier, par un Etat légitime au Laos (et au Cambodge). Sans cette couverture pour son armée, la RDVN pouvait facilement être taxé d'« envahisseur ». Et dans le contexte de la guerre froide maintenant répandue en Asie du Sud-Est, une 'intervention' vietnamienne au Laos ou au Cambodge pouvait avoir de lourdes conséquences aux niveaux national, régional et international. Chose révélatrice : si les communistes vietnamiens se méfiaient d'une 'intervention' de la part de l'armée rouge chinoise au Vietnam à cette conjoncture (sec. chinoise, ch. 3), ils n'hésitaient pas à risquer une escalade militaire au Laos en intervenant eux-mêmes en grande échelle au Laos en 1953. S'étant militairement engagés en Corée et contre l'armée rouge chinoise, les Américains suivaient de très près les interventions vietnamiennes au Laos en 1953-1954. La différence, pourtant, c'est que les Vietnamiens, comme les Français, justifiaient leurs opérations militaires par la réalité d'un cadre indochinois étatique, coiffant leurs 'Etats-Associés'. En refusant d'amener l'intervention vietnamienne au Laos de 1954 devant l'O.N.U., la France acceptait implicitement que la guerre franco-vietnamienne se déroulât dans un cadre indochinois et non pas en fonction des

³² LE VAN HIEN, *Nhat ky cua mot bo truong* [Journal d'un Ministre], Da Nang: NXB Da Nang, 1995, vol. II., p. 306, notation du 6.10.1950.

³³ Extrait du bulletin des écoutes Viet Minh, no. 1050, le 16 novembre 1950, 'Premier congrès national des rebelles lao issara, dit congrès du Pathet Lao, août 1950', s.d. Prince Souphanouvong, d. 109, CD, CAOM.

³⁴ VAN LINH, *Tren dat ban, Truyen*, [Au pays des amis, Un récit de nouvelles], Hanoi, NXBQDND, 1978, pp. 11-12. Van

frontières nationales la constituant. C'est justement ce cadre indochinois qui allait être mis en question à Genève en 1954 (voir *infra*). A la différence des Français, les Américains et les Vietnamiens allaient devoir demander l'autorisation d'intervenir au Cambodge et au Laos pendant la « seconde guerre d'Indochine ». Etant donné la nature encore plus indochinoise de la guerre vietnamo-américaine, ni l'Amérique, ni les 'deux' Vietnams ne pouvaient limiter la guerre aux frontières proprement vietnamiennes. La piste Ho Chi Minh en était la meilleure preuve, ainsi que les efforts américains pour la détruire.

Les Etats-Associés concurrentiels

Cependant, la division théorique de l'Indochine en trois Etats nationaux à partir de 1950 obligea les Français et les Vietnamiens de prêter attention aux sensibilités nationalistes des Laotiens et des Cambodgiens, même si chaque côté continuait à les maintenir dans une 'association indochinoise'. En effet, au moment où la France décida finalement de donner l'indépendance au Laos, le PCI/RDVN s'arrogea le droit de créer un contre-Etat laotien 'réellement' indépendant. Si les Français invoquaient un passé colonial juridiquement établi par des traités pour justifier leur rôle dans la création d'un nouvel Etat laotien, les communistes vietnamiens firent appel à l'internationalisme (*chu nghĩa quốc tế*) et le modèle indochinois de la lutte révolutionnaire depuis 1930 pour légitimer la mise en place d'un Etat révolutionnaire laotien. Ils y croyaient. Selon cette loi internationaliste, ils envoyèrent au Laos des centaines de « conseillers » (*co van*) et des milliers de « volontaires vietnamiens » (*tiền nguyện Việt Nam/koong thakaan aasaasamag wiadnaam*). Le « Comité des Affaires du Parti du Nord-Laos » expliquait l'application de cette loi ainsi :

Le degré de formation politique des Laotiens est encore bien bas. De plus, les Laotiens se laissent encore tromper par les Français et les réactionnaires ; ils ont encore beaucoup de préjugés sur le Vietnam, pour la révolution et pour le front Viet Minh. Nous avons le devoir de faire des troupes laotiennes, des troupes révolutionnaires, dont la mission sera de coopérer fraternellement avec les troupes vietnamiennes pour la réalisation de la révolution indochinoise. Nous devons jeter des bases politiques pour les troupes laotiennes, lesquelles sont encore jeunes, sans expérience, et peuvent facilement devenir des troupes de mercenaires.³⁵

En bref, les Français et les Vietnamiens se concurrençaient dès 1950 pour conseiller, entraîner et former des armées *nationales* laotiennes. La volonté des Vietnamiens et des

Linh était membre du célèbre bataillon 35 au Laos.

³⁵ Traduction du document saisi : 'Comité des Cadres du Laos du Nord, no. 036/BCS, Objet : Missions politiques des troupes stationnées dans le Haut Laos', daté du 11 mars 1949, le secrétaire général adjoint, LE VAN GIANG, d. Emprise Viet Minh, c. 74, CP, CAOM.

ໂສມັກຄີສາມປະເທດລາວທາງຂະແມ່ນ້ຳຍືນ



ປະທານາທິບໍດີໂອຸມ



ລັກສະນະທາດອາດຊຸນວົງ



ປະທານເຈົ້າບຸນອາດຊຸນ



Les contre-Etats indochinois sous l'égide vietnamienne :
Ho Chi Minh, Souphanouvong et Son Ngoc Minh

(fonds Jean Deuve, Caen)

Français de rallier Phetsarath à leur cause respective jusqu'en 1951, sinon après, était le meilleur reflet de ce parallèle étatique.³⁶ La différence, il faut le dire, réside dans le fait que si les 'colonialistes français' pouvaient greffer un Etat national sur la monarchie représentée par Sisa Vavong, les 'communistes vietnamiens' devaient traiter avec des hommes qui étaient largement inconnus du peuple et un gouvernement fantôme qu'ils avaient créé eux-mêmes. Lors de la conférence qui donnera lieu à l'« Alliance du Vietnam, du Cambodge et du Laos » en 1951, Souphanouvong confirmera dans un entretien officiel que le « Neo Lao Issara » était né en août 1950 et qu'ensuite il avait connu « une large extension dans les provinces ».³⁷ Souphanouvong déclara à sa femme qu'il avait maintenant assumé « le pouvoir devant le peuple et l'histoire ».³⁸ Il oublia de l'informer de ce qu'elle savait déjà, à savoir : il devait son ascension politique dans le Laos révolutionnaire aux Vietnamiens.

Le PCI avait grandement besoin à partir du nom de Souphanouvong et celui de Phetsarath pour légitimer son nouveau gouvernement tant à l'extérieur que parmi les 'masses' laotiennes. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que le PCI/RDVN voulait faire adhérer le prince Phetsarath à son projet nationaliste au Laos. Si les Vietnamiens avaient pu placer Souphanouvong et Phetsarath à la tête d'un gouvernement de résistance laotien (quelles qu'eût été les difficultés), ils auraient infligé un coup très dur à l'Etat-Associé mis en place par les Français.³⁹ Selon les émissaires de Phetsarath présents au congrès d'août 1950, un scrutin secret avait élu le président du nouveau gouvernement. Singkapo, le représentant de Thakhek, reçut une vingtaine de voix de plus que Souphanouvong, mais se déclara, selon ces émissaires, « incompetent » pour présider le gouvernement. Il semblait qu'il se fût incliné en faveur de Souphanouvong, qui devint Premier ministre, alors que Phetsarath fut nommé « chef d'état », *in absentia*. Si Phetsarath accepta la formation de ce gouvernement, il déplora qu'un congrès dit national eût eu lieu en territoire vietnamien.⁴⁰ Quant aux autres, Phoumi Vongvichit fut nommé Vice-président et Ministre de l'Intérieur ; Kaysone Phomvihan, Ministre de la Défense

³⁶ Les Forces françaises du Laos tentèrent même de rallier Kaysone Phomvihan en 1950 : « Des pourparlers ont été amorcés avec Thao Kaysone, chef des Lao Issara de la région de Sam Neua. Aucun résultat n'a encore été atteint ». FL, EM/2B, no. 610/FL/2, 'BR no. 4, Mois d'avril 1950', p. 17.

³⁷ 'Interview des délégués à la conférence de l'Alliance du Vietnam, du Cambodge et du Laos', intercepté et traduit dans 'Extrait du bulletin des écoutes Viet Minh', no. 1211, le 26 avril 1951, d. 1951, c. 107, SPCE, CAOM.

³⁸ Lettre interceptée dans SDECE, no. 19076/L/AA/SG, datée du 31 octobre 1950, valeur : A, d. Gouvernement lao libre, août 1950, c. 74, CP, CAOM et aussi dans c. G14-3, Fonds Jean Deuve, Mémorial de Caen.

³⁹ Léon Pignon, selon nous, avait tout à fait raison de s'inquiéter en 1949-1951.

⁴⁰ 'BR', source : SR, Bangkok, valeur : B/1, daté du 14 décembre 1950, attaché à DSS, 'Annexe à la note [no. ?] décembre 1950', s.d. Prince Souphanouvong, d. 109, CD, CAOM ; HCFIC, DSS, 'BR : au sujet [du] gouvernement de résistance du peuple lao', source : SR, Bangkok, document daté du 14 décembre 1950, valeur : B/1, d. Gouvernement Lao Libre, août 1950, c. 74, CP, CAOM ; et DEUVE, *Le royaume du Laos 1949-1965*, p. 32.



La naissance d'une relation spéciale ? 1950

(Indochine-Sud-Est Asiatique)

Nationale (comme Vo Nguyen Giap) ; Nhouhak Phoumsavan, Ministre des Finances ; Souk Vongsak, Ministre de l'Education nationale ; Sithon Kommadan, Ministre d'Etat et Singkapo, Ministre d'Etat.⁴¹ Pour des raisons stratégiques, le siège du gouvernement fut par la suite transféré au Viet Bac puis à Sam Neua et Xieng Khouang grâce aux interventions militaires vietnamiennes de 1953 et 1954 (voir *supra*). Quant au « Comité du Lao Issara de l'Est », les hommes du LK IV avaient déjà proposé sa « dissolution » le 12 avril 1950.⁴² Il fallait attendre la décision du congrès des cadres du Cambodge et du Laos pour déterminer son avenir.⁴³ A la suite d'une réunion présidée par Nhouhak Phoumsavan, le 15 octobre 1950, ce comité cessa d'exister.⁴⁴

Le prestige de Phetsarath était supérieur à celui de Nhouhak, Kaysone et même Souphanouvong. Le fait que ces hommes adressèrent un télégramme à Phetsarath le 15 août 1950 ne laisse aucun doute. Ces hommes exprimèrent à Phetsarath leurs « vifs regrets [de] ne pas vous avoir au sein de notre assemblée nationale ». Ils lui expliquèrent les grandes lignes du nouveau gouvernement de résistance qu'ils venaient de former. Ils ajoutèrent : « En attendant votre retour au sein du peuple résistant, [l']assemblée nationale vota [une] résolution désignant le prince Souphanouvong pour assurer votre intérim ». Ils l'informèrent que ce nouveau Laos serait désormais lié aux nouvelles démocraties. Ils clôturèrent en l'appelant « de rentrer au Laos (résistant) le plus tôt possible ».⁴⁵ Même le prince Souphanouvong dut baisser sa tête en demandant à Phetsarath de revenir au pays pour aider le gouvernement de résistance. Le 4 novembre 1950, Souphanouvong écrivit ainsi :

En exécution des résolutions historiques votées par l'Assemblée nationale de la résistance lao qui a tenu ses grandioses assises en août dernier et comme suite à son télégramme confidentiel no. 1/ARL du 15 août 1950 [...] j'ai l'honneur de vous inviter au nom du gouvernement de résistance et de tout le peuple résistant du Pathet Lao à venir assurer publiquement et effectivement vos fonctions suprêmes et vivre parmi nous au milieu de notre respectueuse affection dans notre territoire libéré [...] Dans

⁴¹ FL, EM/2B, no. 2220/FL/2, 'BRM no. 11, mois de novembre 1950 (période du 1/11/1950 au 15/12/1950, sommaire', le 20 décembre 1950, d. Laos, 1950, c. 10H4303, SHAT et Jean Deuve, *Le royaume du Laos 1949-1965*, p. 32.

⁴² Document intercepté dans HCFIC, SDECE, no. 18512/H/9/RG/SC, document daté du 12 avril 1950, valeur : A, 'Proposition du comité communiste du Laos [Ban can su]', d. Emprise Viet Minh, c. 74, CP, CAOM.

⁴³ HCFIC, SDECE, no. 18179/H/9/RG/YP, 'Objet : Politique Viet Minh au Cambodge et au Laos', le 1 juin 1950, valeur : A, document daté du 16 mai 1950, d. 1949-1950, c. 107, SPCE, CAOM. La direction du Bas-Laos a été confiée à Thoong Phen (Phunxipasot), le représentant du comité central du Lao Issara et du gouvernement chargé de la « zone militaire du Bas-Laos ». Sithon Kommadan et Khamtay Siphandone furent chargés des tâches plus importantes par le gouvernement lao. *Nam Trung Bo Khang Chien 1945-1975*, p. 177.

⁴⁴ FL, EM/2B, no. 489/FL/2, 'Synthèse de renseignements sur le secteur V du front de l'ouest', le 17 février 1951, p. 2, d. Etudes sur liaisons Viet Minh entre Thaïlande et Vietnam, 1950, c. 10H5642, SHAT.

⁴⁵ Voir l'interception du 'Télégramme confidentiel, no. 1/ARL, daté du 15 août 1950, Assemblée nationale résistance lao à Altesse Phetsarath, par les soins du représentant de la RDVN à Bangkok [Nguyen Duc Quy]', d. 69, c. 10H550, SHAT.

l'espoir de vous retrouver bientôt au milieu de nous, je vous prie d'agréer, Altesse, avec nos vœux de bonne santé, l'assurance de nos sentiments bien dévoués.⁴⁶

Souphanouvong dut s'incliner devant son rival de longue date. Non seulement il s'adressa à Phetsarath par le mot « Altesse », mais il concède implicitement que son nom n'était guère suffisant pour rallier les populations laotiennes à la cause nationale.

En marge, il serait intéressant de savoir si une concurrence ne s'était pas profilée en filigrane entre les partisans de Souphanouvong d'un côté et ceux de Nouhak Phoumsavan et Kaysone Phomvihan de l'autre, ces derniers étant plus proches des communistes vietnamiens 'purs' des LK IV, V et de l'intérieur du PCI lui-même. Après tout, Souphanouvong n'était pas le seul à rencontrer les chefs vietnamiens. Kaysone avait déjà travaillé avec Vo Nguyen Giap à Thai Nguyen et Nouhak Phoumsavan aurait assisté à l'entretien entre Ho Chi Minh et Souphanouvong en janvier 1950.⁴⁷ C'est à ce moment, d'ailleurs, que le « Cabinet de la Présidence » de la RDVN adressa un télégramme au « Comité de résistance et d'administration » de l'inter zone IV, donnant l'ordre de faire le nécessaire pour que Nouhak devînt membre du gouvernement laotien en août.⁴⁸ De plus, le prince Souphanouvong n'entra au parti qu'en 1953⁴⁹, au lendemain de la « victoire » de la bataille du Haut-Laos et de la « libération » de Sam Neua. Y étant entrés beaucoup plus tôt, il est clair qu'en privé Kaysone et Nouhak inspiraient plus de confiance aux chefs communistes vietnamiens.⁵⁰ Néanmoins, le soutien que Ho Chi Minh allait désormais prêter publiquement à Souphanouvong permit à cet intellectuel laotien beaucoup plus occidentalisé de renforcer sa place dans la hiérarchie laotienne, elle-même née dans les réseaux asiatiques du communisme vietnamien.

Mais beaucoup de ces nouveaux chefs révolutionnaires étaient mêmes méconnus des dirigeants communistes du Vietnam. Nguyen Chi Thanh, le chef de la puissante Direction politique générale (*Tong cuc Chinh tri*), dut en effet reconnaître le 15 août 1950, devant les échelons les plus importants du PCI et du gouvernement, qu'il n'était pas encore très au courant de la situation au Laos. Il voulait rencontrer les cadres laotiens, mais avait du mal à les trouver. Il demanda finalement qu'un certain nombre de « cadres » laotiens et cambodgiens

⁴⁶ Pathet Lao, Ekkarat ekka phap khom kheng, Ratthaban lao to tan, Samnak ratthamhasena, no. 38/PG, 'Le premier ministre, Président du conseil à Son Altesse le prince Phetsarath, chef de l'Etat du Pathet Lao', daté du 4 novembre 1950, signé prince SOUPHANOUVONG, d. 69, c. 10H550, SHAT.

⁴⁷ FL, EM/2B, no. 171/FL/2, 'BR no. 1, mois de janvier 1950', le 8 février 1950, p. 12, d. Laos, 1950, c. 10H4303, SHAT.

⁴⁸ 'Politique Viet Minh au Cambodge et au Laos' et FL, EM/2B, no. 610/FL/2, 'BR no. 4, Mois d'avril 1950', p. 17.

⁴⁹ *Autobiography of prince Souphanouvong*, Kuala Lumpur, Malaysia Mining Corporation Berhad, 1989, p. 3.

⁵⁰ Pour des déclarations intéressantes au sujet du pouvoir de Souphanouvong par rapport à Kaysone et Nouhak, voir : d. 47, c.

« du parti ou non », mais parfaitement au courant de la situation locale, soient envoyés au Tong Bo. En particulier, il fallait « inviter Nouhak et Foumi [Phoumi Vongvichit] à partir » pour rencontrer les dirigeants du Tong Bo au Nord.⁵¹

La mise en place d'un Etat révolutionnaire

Comme au Cambodge, les Comités des Affaires du Parti—tous sous direction vietnamienne—s'occupaient de la formation des cadres, fonctionnaires et chefs militaires laotiens, censés transformer ce 'gouvernement de résistance' laotien en une réalité étatique. De nombreux documents ne laissent aucun doute sur l'organisation des cours de cadres et des écoles militaires par les Vietnamiens pour les Laotiens en territoire vietnamien et laotien.⁵² Une histoire récemment publiée au Vietnam confirme qu'il existait dès 1947 des écoles militaires dans la province de Nghe An pour former des cadres laotiens. En effet, la première école militaire pour le Moyen-Laos fut formée en 1947 à Linh Son dans cette même province.⁵³ Ayant libéré Sam Neua en avril 1953, une partie de la 304^{ème} division demeura sur place pour assister à la mise en place d'une administration révolutionnaire dans ce « Tan Trao laotien ». ⁵⁴ Les Vietnamiens montrèrent à leurs alliés comment créer des comités de résistance de village, de district, de secteur, ayant la charge de l'administration populaire—la perception des impôts, développement de l'économie locale, pouvoir judiciaire, recrutement des volontaires pour l'armée, élimination des notables, en bref les bases d'un nouvel Etat révolutionnaire à la vietnamienne.⁵⁵ Les méthodes de *dich van*, *dan van* et *van dong* avaient déjà été enseignées et

G14-4, fonds Jean Deuve, Mémorial de Caen.

⁵¹ Voir le télégramme décrypté dans CCFAE, EM/2B, SI, no. 3906/FAEO/2S, le 30 août 1950, télégramme daté du 15 août 1950, 'De la Défense nationale [RDVN] à l'EM du Commandant en chef de l'Armée', d. 58, c. 10H547, SHAT.

⁵² Une Ecole de cadres laotiens importante fonctionnait au début des années 1950 à Tuc, dans la région de Huong Khe au LK IV. Les cours duraient trois mois et portaient sur l'histoire du Laos, la collaboration vietnamo-laotienne, les modes de propagandes et le communisme. Voir : 'Interrogatoire de [x, nom effacé par l'auteur, CEG], commissaire politique lao rebelle, capturé le [x]', d. Notes, 1951, c. 10H5642, SHAT. En février 1951, le « Comité des Affaires du Parti du Laos occidental » organisa une école de cadres pour former des Laotiens. FL, EM/2B, no. 146/FL/2, 'BR no. 12', le 12 janvier 1951, pp. 8, d. Laos, 1950, c. 10H4303, SHAT.

⁵³ *Nghe An : Lich su khang chien chong thuc dan Phap xam luoc (1945-1954)*, Bo Chi Huy Quan Su Tinh Nghe An, 1997, p. 140.

⁵⁴ LE TRONG TAN, *Tu Dong Quan den Dien Bien, Hoi uc* [De Dong Quan jusqu'à Dien Bien [Phu], Souvenirs], Ha Noi, NXBQDND, 1994, p. 253 et *Su doan 304, Ky su*, [La 304^{ème} division, Chronique historique], Ha Noi, NXBQDND, 1980, p. 168.

⁵⁵ *Su doan 304*, p. 168 ; traduction du document : 'Front du Laos occidental, Sous-secteur spécial VI, Ordres aux groupes du sous-secteur VI, groupe armé 33', daté du 23 février 1951, d. Notes, 1951, c. 10H5642, SHAT ; CCFTANIC, FTL, EM, VI section, 'Liste des notables laotiens qui ont été fusillés par les V.M. dans la province des Hua Phan', no. 636/FTL/6, c. G14-5, Fonds Deuve, Mémorial de Caen. Un prisonnier évadé rapporta aux Français qu'une organisation dénommée « Khana Ha » ou « 5^{ème} Bureau » a été créée auprès du Ministère de la Défense après la prise de Sam Neua en avril 1953. Ce groupement était responsable du renseignement militaire, du contre-espionnage, l'organisation des tribunaux militaires et la formation des cadres politiques, etc. En 1953, selon ce témoin, *Khana Ha* était dirigé par Singkapo, chef de l'Etat-Major de l'armée Issara. Il fut renommé « Compagnie 134 ». DGD, no. 1178/DGD, 'Note hebdomadaire', le 15 juillet 1954, signé VITRY, c. 10H278, SHAT.

appliquées au Laos, tout comme au Vietnam et au Cambodge, pour renforcer le « pouvoir administratif » (voir aussi : sec. indochinoise (Cmb), chs. 2-3). Se basant sur le modèle vietnamien, un cadre supérieur vietnamien au Laos expliquait en 1951 qu'il fallait « réorganiser l'appareil administratif de façon à ce qu'il soit apte à diriger et mobiliser toute la population pour les travaux de la résistance et capable d'améliorer les conditions de vie des populations ». Il conseillait l'utilisation des bonzes et des enseignants pour promouvoir un « enseignement populaire », ainsi qu'améliorer la vie des habitants par une meilleure distribution des médicaments occidentaux et asiatiques.⁵⁶ On peut entrevoir la mise en œuvre du modèle vietnamien au Laos dans le plan de mission vietnamien d'août 1950, date à laquelle le gouvernement de résistance avait été annoncé :

Organisation : Pour accroître le front uni lao, pour démontrer le sentiment combatif lao contre la terreur ennemie, les CAN BO doivent pousser l'organisation des groupements populaires, groupements de femmes, des cultivateurs, des hommes de troupes éclairés [...]

Entraînement : Après deux mois, dans chaque *kong* [compagnie] doit être ouvert un cours de formation politique élémentaire pour les can bo locaux et les représentants des groupements. Entre temps, [leur] apprendre la pratique en leur confiant diverses missions à remplir. Il faut les contrôler et leur donner des expériences.

Projets à réaliser : Les Can Bo se rendent aux villages, font réunir les habitants pour dissenter, en même temps, choisir les gens jouissant de l'estime de la population et les désigner comme représentants du peuple. Les sympathisants révolutionnaires administratifs des *kongs* donneront des ordres aux habitants d'accorder toutes facilités aux can bo.⁵⁷

Le PCI augmenta ses subventions, allouant 8 millions de piastres pour le Laos septentrional fin 1950.⁵⁸ En octobre 1950, un télégramme vietnamien fit état d'un cours de formation des cadres au Nord-Laos, destiné à renforcer un éventuel parti laotien. On n'y comptait que dix Laotiens contre les 117 Vietnamiens.⁵⁹ En 1953 et 1954, les Vietnamiens doublèrent leurs efforts pour le développement des troupes et cadres laotiens, particulièrement dans la nouvelle « interzone Phongsaly-Sam Neua ». Au début de l'année 1954, les autorités

⁵⁶ 'Bao cao chinh tri cua d.c. Bi Thu NSTL, da duoc HN bo xung va thong qua', saisi par FL, EM/2B, no. 1095/FL/2, Vientiane, le 14 avril 1951, d. ODB, c. 10H5642, SHAT et 'Interrogatoire de [x, nom effacé par l'auteur, CEG], commissaire politique lao rebelle'. Selon ce dernier, la décision d'accélérer l'application de ces méthodes fut prise pendant la grande réunion du front vietnamo-lao-khmer en 1952.

⁵⁷ 'Plan des missions d'août 1950', traduction d'un document récupéré dans le sous-secteur de Sam Neua, dans Annexe III, FL, EM/2B, no. 146/FL/2, 'BR no. 12', le 12 janvier 1951, pp. 6-7, d. Laos, 1950, c. 10H4303, SHAT et aussi les directives interceptées par HCFIC, SDECE, no. 13407/H/4, 'Directives du gouvernement Viet Minh au sujet des affaires laotiennes et de l'organisation du Nord-Laos', valeur : A/1, daté du 5 avril 1949, d. Emprise Viet Minh, c. 119, CP, CAOM.

⁵⁸ 'BRM no. 11, mois de décembre 1950 (période du 1/11/1950 au 15/12/1950, sommaire'.

⁵⁹ SDECE, no. 17389/9/L/AA/YP, 'Renseignement', valeur : A/1, daté du 30 octobre 1950, d. Emprise Viet Minh, c. 74, CP, CAOM.

militaires vietnamiennes faisaient état de 15 élèves cadres destinés aux forces principales (bataillons), ainsi que 24 « cadres de compagnie » et 54 « cadres de groupe ». Même après les accords de Genève, des cadres vietnamiens allaient demeurer attachés aux unités laotiennes locales.⁶⁰

C'est ainsi, au moment où la victoire chinoise introduisait la guerre froide en Asie du Sud-Est, que les cadres politico-militaires vietnamiens commencèrent à appliquer le modèle administratif vietnamien au Laos. Les communistes vietnamiens et leurs homologues laotiens devaient greffer ce nouvel Etat révolutionnaire sur les rouages déjà en place, de préférence par la persuasion plutôt que par la force. Par exemple, dans la région de Muong Mo, Sene Thammavong fut nommé *chao muong* (notable) de la *tasseng* (sous-district) de Muong Mo, en même temps que président du comité laotien de résistance, l'équivalent du *uy ban khang chien* au Vietnam. L'ancien *chao muong* de Muong Mo, Xieng Pheng fut nommé membre du comité de résistance.⁶¹ Dans une autre instance, un commissaire politique laotien fit savoir aux Français qu'il avait été secrétaire du *tasseng* avant d'être recruté par le gouvernement de résistance laotien. Il parlait et écrivait le vietnamien. Après avoir suivi un cours de formation politique au LK IV, il rentra au Laos chargé de la propagande auprès des populations.⁶² Les communistes ne pouvaient pas faire table rase ; ils avaient besoin des fonctionnaires de l'« ancien » Etat afin de mieux greffer une administration dite révolutionnaire. Cela étant, ces nouveaux comités de résistance laotiens étaient désormais censés faire partie d'un réseau politico-économique plus large et placé sous la direction des communistes vietnamiens. A la mi-1950, Sene Thammavong avait dû solliciter l'autorisation de la part des Vietnamiens pour livrer du sel d'un endroit à un autre.⁶³

En effet, cette greffe administrative fut conçue et appliquée par les Vietnamiens. En 1951, afin de pouvoir mieux atteindre la population laotienne, Ho Si Bieu, un commissaire politique vietnamien au Moyen-Laos, créa apparemment de sa propre volonté un « Comité d'organisation provisoire ». Cette organisation comprenait environ 100 membres, placés sous la direction de six délégués laotiens et trois cadres vietnamiens. Cet organisme, et surtout ceux des Comités des Affaires du Parti, visaient à répandre le front nationaliste du Neo Lao Issara

⁶⁰ DGD, no. 1204/DGD, 'Note hebdomadaire', le 21 juillet 1954, source : sûre, p. 11, c. 10H278, SHAT.

⁶¹ Traduction du document : 'Correspondance, arrivée et départ', signé SENE THAMMAVONG, dans CFTL, EM/2B, no. 2487/FL/2, 'Analyse et traduction de documents rebelles récupérés le 10 juillet 1951 dans le Nam Mo', d. Notes, 1951, c. 10H5642, SHAT.

⁶² 'Interrogatoire de [x, nom effacé par l'auteur, CEG], commissaire politique lao rebelle'.

⁶³ Traduction du document : 'Lao Issara, Liberté, Egalité et Bonheur, Demande d'autorisation, signée de SENE THAMMAVONG, daté du 7^{ème} mois, du 6^{ème} jour de la lune croissante, 1950', dans Ibid.

d'un côté et à mettre en œuvre de véritables rouages étatiques pour le nouveau gouvernement. Au LK IV, par exemple, les cadres du PCI approuvèrent la nomination de Ma Khaykham Phithoune et Thao Lau à l'administration révolutionnaire du Moyen-Laos. Leurs fiches biographiques ne laissent aucun doute sur la position de ce nouvel Etat révolutionnaire au sein d'un modèle vietnamien à l'échelle indochinoise.⁶⁴ Comme l'indiquait un cadre supérieur du LK IV au sujet de la création d'un appareil étatique et révolutionnaire au Moyen Laos :

Plus tard, toutes les forces destinées au Laos seront transférées au gouvernement laotien et seront mises sous le commandement direct des pouvoirs politiques de la résistance lao. Pendant cette période, nous devons nous soumettre au commandement, aux ordres du gouvernement de la résistance laotienne et du front Issara Lao ; respecter les membres de ce gouvernement et de ce front Khu Trung Lao. Les cadres doivent saluer poliment les membres de ce gouvernement qu'ils rencontrent, les considérer comme échelons de commandements de chez nous.⁶⁵

Toutefois, la transmission du communisme au Laos par cette voie vietnamienne n'allait pas de soi. Déjà au début de 1949, le PCI avait souligné la nécessité d'« abaisser le niveau politique, car les Laotiens [étaient] peu évolués. Il [fallait] s'attacher à créer un esprit de résistance et chercher à recruter des membres dont l'instruction se [ferait] ultérieurement ».⁶⁶ Avant 1950, révèle un document vietnamien provenant du Laos occidental, « les comités de résistance » étaient formés « d'éléments vietnamiens et [on pouvait] dire que le pouvoir administratif était aux mains des Vietnamiens ».⁶⁷ Les Vietnamiens admettaient même en privé qu'il existait une véritable antipathie parmi les populations laotiennes pour le modèle vietnamien d'organisation administrative, pour ne rien dire du marxisme véhiculé à travers ces réseaux asiatiques sous égide vietnamienne. Un commandement vietnamien actif dans le Moyen-Laos en 1951 demanda qu'une réunion fût tenue rapidement pour réviser les barèmes afin d'éviter « des rancunes tenaces des habitants contre notre gouvernement, contre le communisme et contre nos troupes ».⁶⁸ Au printemps de 1951, le « Comité des Affaires du Parti du Moyen-Laos » critiqua sévèrement des cadres politico-militaire actifs au Laos. Selon un rapport interne, ces Vietnamiens avaient nui à la collaboration vietnamo-laotienne en s'installant dans les demeures locales sans autorisation ; ils ne savaient pas parler le lao ; ils

⁶⁴ Traduction du document : 'Inspecteur, Parti provincial de l'Interzone IV, du LK IV, Le Comité chargé des affaires du Moyen Laos, Aux unités armées', d. Notes, 1951, c. 10H5642, SHAT.

⁶⁵ Traduction du document : 'Commandement de l'interzone IV, Comité de contrôle du Moyen Laos, no. 2500/FL, Circulaire aux sections de parti, intersection, commissaires politiques, daté 9 avril 1951, signé LINH, Comité des affaires courantes du Moyen Laos, d. Notes, 1951, c. 10H5642, SHAT.

⁶⁶ 'Directives du gouvernement Viet Minh au sujet des affaires laotiennes et de l'organisation du Nord-Laos', p. 1.

⁶⁷ 'Bao cao chính trị của d.c. Bì Thu NSTL'.

⁶⁸ Document traduit : 'Troupes Nationales du Vietnam, Front du Moyen Laos, RDVN, Le commandement du régiment aux

menaçaient les habitants avec les armes ; et ils obligeaient les populations locales à porter leurs affaires personnelles. La direction du Comité des Affaires du Parti reconnaissait que « ces actions sont plus ou moins commis par les diverses unités [vietnamiennes], et que cette manière d'agir diminue notre prestige vis-à-vis de la population lao ». Mais tout n'était pas pourri, et c'est significatif : « Néanmoins, les délégués lao ont aussi reconnu que plusieurs collègues sont dévoués ».⁶⁹

L'un des obstacles était que cette greffe révolutionnaire venant de Moscou jusqu'en Indochine en passant par la Chine devait traverser une ligne de fracture ethno-culturelle 'indochinoise' entre le monde confucéen des Vietnamiens d'un côté et une aire de culture theravada au Laos et au Cambodge de l'autre. Il est possible que la mise en place d'une politique plus radicale en 1953, importée indirectement de la Chine via le Vietnam du Nord, rencontrât une forte résistance au Laos. Souphanouvong se serait battu contre l'imposition des « tribunaux populaires » par les Vietnamiens. Les conseillers vietnamiens au Laos—de même que ceux de la Chine envoyés au Vietnam—instituèrent des tribunaux populaires (*Long san pasason*).⁷⁰ Après avoir critiqué l'application primaire du modèle vietnamien à l'économie, la société et l'armée laotiennes, un cadre vietnamien termina sa discussion des « erreurs commises » au Laos ainsi :

La résistance vietnamienne s'appuie sur une puissante infrastructure populaire et sur l'action combinée des troupes régulières et supplétives. Elle possède un commandement unique qui étendra bientôt son emprise sur tout le pays. La lutte s'effectue dans des conditions favorables ; et le Vietnam reçoit l'aide de tous les pays « démocratiques » du monde, notamment celle de la Chine [...] La résistance au Laos s'effectue, au contraire, d'une façon fragmentaire, dans les seules régions où l'on a pu organiser des pouvoirs politiques et coordonner l'action des différents groupes armés. Mais ces réalisations sont récentes et leurs possibilités restent limitées. Par ailleurs, la population reste étrangère, indifférente à toutes ces activités. On peut donc dire qu'à l'heure actuelle notre situation est précaire à l'intérieur de ce pays et sans intérêt sur le plan international. Il y a donc lieu d'inciter les populations à prendre parti, et à entreprendre elles-mêmes leur propre révolution.⁷¹

Ce qui frappe, en effet, est la conviction presque religieuse des communistes vietnamiens de leur droit de créer, puis de diriger de nouveaux Etats laotien et cambodgien au nom d'une modernité révolutionnaire indochinoise et en tant que partie intégrante d'une plus grande

unités appartenant au régime», signé CAO BA SANH, daté du 19 février 1951, d. ODB, c. 10H5642, SHAT.

⁶⁹ Traduction du document saisi : 'Comités des Cadres du Centre Laos, no. 26/TT/CS/TL, Circulaire : Le Comité des Cadres du Centre Laos aux rattachements des sous partis, 400, sans date, mais printemps 1951', signé PHAN [D ?]INH, Service des affaires courantes du Comité des cadres, d. Notes, 1951, c. 10H5642, SHAT.

⁷⁰ 'Historique du Parti communiste lao', daté du 19 décembre 1958, non-signé, mais se trouvant dans c. G14-7 et Ministère de l'Intérieur, 'BR : Occupation Viet Minh de la province de Sam Neua', source : réfugiés et documents, le 13 novembre 1953, d. 35, c. G14-4, tous deux dans Fonds Jean Deuve, Memorial de Caen. Cela reste à vérifier.

⁷¹ Document saisi et traduit dans Annexe : 'Conduite des opérations au Laos', sans signature, 1951, dans CFTL, EM/2B, no. 2590/FL/2, 'BHR', d. BRH 1946-49, c. 10H5636, SHAT.

communauté internationaliste siégeant à Moscou. Même si les Vietnamiens savaient parfaitement bien que les Laotiens étaient peu ouverts au message communiste, du moins dans sa version vietnamienne, ils refusaient de s'y résoudre. Tout comme au Vietnam, les 'missionnaires vietnamiens' continuaient à appliquer leurs modèles sino-vietnamiens tels que le « travail d'assaut » (*xung phong cong tac*), « la propagande armée » (*vu trang tuyen truyen*) et les méthodes de « mobilisation » (*van dong*).⁷² De nombreux documents démontrent les efforts remarquables faits par les Vietnamiens. On y retrouve des réflexions fascinantes sur la mentalité laotienne, le village au Laos, comment faire pour y pénétrer au nom de la révolution et mêmes des fiches biographiques sur les candidats laotiens prometteurs.⁷³ Mais on y trouve très peu de conversions révolutionnaires parmi les Laotiens. Il suffit de constater que, sur les 2.991 communistes attachés à la section laotienne du PCI au début de l'année 1951, il n'y avait que 81 Laotiens, soit 2,7 % du total. Le reste était composé de Vietnamiens.⁷⁴ Ce fut aussi le cas dans tous les « Comités des Affaires du Parti » au Laos et au Cambodge. Même l'effectif des troupes dépendant du gouvernement de résistance laotien était évalué à 6.500 volontaires vietnamiens contre 2.000 laotiens. La proportion des Laotiens au sein des unités mixtes était donc de l'ordre de 30% seulement.⁷⁵

Un parti communiste pour le Laos ?

Il n'empêche que l'existence d'une administration révolutionnaire et d'une armée de libération n'étaient pas suffisantes à elles seules. Il fallait, dès la victoire chinoise, un 'Parti' ou du moins une 'section' du PCI pour les Laotiens. Afin de s'occuper des questions révolutionnaires, chaque zone du Laos avait été dotée par le PCI d'un « Comité des Affaires du Parti » dirigé par les communistes vietnamiens sous la supervision des « sections » du PCI dans chaque « Lien Khu » correspondant au Vietnam. Extrêmement puissants, ces comités s'occupaient de toutes les questions révolutionnaires du Laos, y compris la formation d'un parti et d'un gouvernement de résistance. Ils recevaient leurs ordres du Comité central du PCI. Du côté thaï, le « Comité des Affaires du Parti du Comité central à l'extérieur », sous la direction de Hoang Van Hoan à Udon Thani, jouait un rôle aussi important dans l'importation

⁷² *Nam Trung Bo Khang Chien 1945-1975*, pp. 172-174.

⁷³ Voir les documents administratifs dans c. 10H5642, SHAT.

⁷⁴ Voir le document intercepté : FL, EM/2B, no. 1158/FL/2, 'Politique Viet Minh au Laos et au Cambodge', avril 1951, valeur : A/1, daté du 17 avril 1951, d. 1422, c. 10H3978 et c. 10H5642, SHAT.

⁷⁵ DGD, no. 1340/DGD, 'Situation politique au Laos après les accords de Genève', le 21 août 1954, d. Retour des Emigrés, c. 163, HCI, CAOM.

du communisme au Laos. L'un des amis de Hoan dans les années trente, Nguyen Chinh Cau, devint le secrétaire du « Comité des Affaires du Parti du Bas-Laos » (*Ban Can Su Ha Lao*). Ce dernier recevait ses directives de la section du PCI au LK V, et non pas des Laotiens.⁷⁶ En août 1948, la section du PCI du LK IV créa le « Comité des Affaires du Parti du Centre du Laos » (*Ban Can Su Trung Lao*) sous la direction de Nguyen Minh Chau.⁷⁷ Elle fit de même pour le Haut-Laos vers 1950, sous la direction de Le Van Giang.⁷⁸

C'est grâce à ces Comités des Affaires du Parti que les Vietnamiens se mirent à mettre en place une organisation proto-communiste pour le Laos. Compte tenu de la réorientation de la politique du PCI vers l'Indochine et la mise sur pied des Comités des Affaires du Parti, la question de la formation d'un 'parti' ou d'une 'section' proprement laotienne du PCI fit donc son apparition en 1949. Le 6 octobre 1949, par exemple, le comité central du PCI envoya des consignes au LK IV concernant la possibilité de dissoudre le « Parti Communiste Indochinois », désintégré en blocs nationaux comme les « Comités de pays » (*xu uy*) d'avant guerre. Ce changement était désormais rendu nécessaire pour des raisons politiques.⁷⁹ Au début de décembre, le PCI demandait aux LK IV et V d'organiser un référendum en vue de déterminer si le moment était propice pour créer un parti unique pour le Vietnam, le Cambodge et le Laos, ou de constituer des « Comités de pays » sous la direction indochinoise du parti (vietnamien) pour ces deux derniers.⁸⁰ Le Comité central du PCI avait déjà stipulé, le 26 octobre 1949, aux cadres en Thaïlande que le 'Parti' allait adopter le nom « Parti des Travailleurs du Viet Nam » (*Dang Lao Dong Viet Nam*).⁸¹ Il est donc clair que les raisons de la dissolution du PCI en 1951 résidaient, du moins en partie, dans la capacité française à créer des Etats Associés d'Indochine et la volonté vietnamienne d'y répondre d'une façon remarquablement semblable, en créant des Etats révolutionnaires nationaux placés toujours dans une unité indochinoise.

Même si la dissolution du PCI ne devait intervenir qu'en 1951, on peut mesurer combien la prise en charge précédente des affaires révolutionnaires au Laos et au Cambodge par les Vietnamiens les avait obligés à repenser les limites révolutionnaires du communisme

⁷⁶ *Nam Trung Bo khang chien 1945-1975*, pp. 172-73.

⁷⁷ *Quan khu 4 : Lich su khang chien chong thuc dan Phap xam luoc (1945-1954)* [Zone de guerre 4 : Histoire de la résistance contre le colonialisme envahisseur français], Hanoi, NXBQDND, 1990, p. 228.

⁷⁸ Selon Le Van Hien, Le Van Giang fut chargé vers mai 1949 d'ouvrir le « front du Laos ». LE VAN HIEN, *Nhat Ky*, volume II, p. 56.

⁷⁹ DSS, 'Activités du PCI : Création d'un parti communiste laotien', daté mars 1950 d. 105, CD, CAOM.

⁸⁰ Renseignement obtenu par SDECE, valeur : A/2, dans 'Note : activités du PCI'.

⁸¹ 'Activités du PCI' et FL, EM/2B, no. 146/FL/2, 'BR no. 12', le 12 janvier 1951, p. 8, d. 1950, c. 10H4303, SHAT.

indochinois. Un document vietnamien daté du 11 octobre 1950 confirme que le PCI avait, en fait, décidé de créer un 'parti' laotien sous le nom du « Parti du Laos indépendant » (*Dang Doc Lap Lao*). Le « Comité des Affaires du Parti du Bas-Laos » expliquait aux subordonnés comment faire pour « mettre sur pied ce parti », en insistant sur son caractère « populaire » et son appartenance « à l'unité de l'Indochine ». Il fallait souligner « les rapports étroits existant entre les trois pays : Vietnam, Cambodge et le Laos »—politiquement, économiquement et stratégiquement. Ce parti devait intégrer le « bloc démocratique et révolutionnaire mondial ».⁸² Voici comment le PCI décrivait son parti laotien en voie de développement :

Le Parti du Laos indépendant est une avant-garde organisée de la population révolutionnaire laotienne comprenant les éléments les plus progressistes, les plus évolués, prêts aux sacrifices, sans distinction de religion ni de race. Il reçoit du peuple la mission de chasser les colonialistes français et les traîtres laotiens, de conquérir l'indépendance, la liberté et le bonheur pour le Laos, d'en faire une nation démocratique puissante qui formera avec le Vietnam et le Cambodge la Fédération des Républiques Démocratique de l'Indochine. Cette fédération progressera de concert avec les autres nations démocratiques vers l'édification d'une paix durable pour l'humanité.⁸³

Pour souligner le caractère indochinois de la politique étrangère de la RDVN, Ho Chi Minh salua la participation des dirigeants laotiens et cambodgiens, le prince Souphanouvong et Sieu Heng, à la « Conférence du Front des Trois Pays Alliés » tenue le 11 mars 1951. La création de ce « front indochinois » suivit le Congrès du Parti en février et coïncida parfaitement bien avec la transformation du Viet Minh en le « Front du Lien Viet ».⁸⁴ Encore une fois, ce ne fut pas un simple hasard. En septembre 1952, la « Grande Assemblée du Front Unifié Viet-Lao-Khmer » eut lieu au Viet Bac, durant laquelle les dirigeants de chaque pays faisaient des éloges de l'alliance indochinoise. Ho Chi Minh ouvrit la séance avec un court discours anti-colonialiste, suivi par Ton Duc Thang, Hoang Quoc Viet et Thao Phoumi. Hoang Quoc Viet lut le compte-rendu du délégué cambodgien, ce dernier étant déjà parti pour la Chine en compagnie de Sithon Kommadam, Nouhak Phoumsavan et leurs éminences grises vietnamiennes. Chose intéressante : cette conférence annonça l'attaque imminente sur le Nord du Laos qui visait à renforcer les troupes de la région de Sam Neau.⁸⁵

⁸² Traduction d'un document dactylographié en vietnamien, 'Comité Exécutif du Bas-Laos, no. 106/AB, Préparons énergiquement la contre-offensive générale, le Comité exécutif du Bas-Laos à toutes les sections', signé THANH, le délégué, pour le Comité exécutif du Bas-Laos, d. 105, CD, CAOM.

⁸³ Cité dans 'Préparons énergiquement'. Deux sources récentes semblent confirmer l'existence d'un proto-parti communiste laotien avant la fin de la guerre d'Indochine en 1954, nommé ici « Parti révolutionnaire du peuple laotien » (*Dang Nhan Dan Cach Mang Lao*). Kaysone Phomvihane fut son « secrétaire général ». *Lich su bo tong tham muu*, p. 680 et VO NGUYEN GIAP, *Duong toi Dien Bien Phu*, pp. 406, 411.

⁸⁴ 'Ho Chu Tich chu-toa Dai-Hoi toan quoc Viet-Minh-Lien-Viet' [Président Ho préside sur le congrès national du Viet Minh-Lien Viet], *Cuu Quoc*, no. 43, (1e 29 mars 1951), p. 1.

⁸⁵ 'Interrogatoire de [x, nom effacé par l'auteur, CEG], commissaire politique lao rebelle'.

En effet, Ho Chi Minh fit profession de foi indochinoise pour son parti d'une façon encore bien plus nette à l'occasion de l'ouverture de la « Réunion générale des cadres laotiens et vietnamiens » en juin 1953, qui ouvrait la voie à l'intervention vietnamienne dans le Laos du Nord :

Le gouvernement, le front, et le peuple vietnamiens feront de leur mieux pour venir en aide, en toute sincérité et sans arrière-pensées, à la population laotienne. En réalité, le mot "aide" est incorrect, car nous ne faisons que remplir nos obligations internationales. La résistance au Vietnam, au Laos, et au Cambodge sera victorieuse seulement si la résistance vietnamienne elle-même l'est. Réciproquement, la victoire des Vietnamiens ne sera pas complète sans celle des Laotiens et des Cambodgiens. Les Vietnamiens, Laotiens, et Cambodgiens sont inséparables comme des frères de sang [...] Le patriote vietnamien non seulement fera la révolution au Vietnam [...], mais il fera la révolution au Laos et au Cambodge avec la même intensité. Il doit aimer les pays laotien et cambodgien autant qu'il aime son propre pays.⁸⁶

Ho soulignait l'importance de gagner le soutien des Laotiens, de respecter leur administration, leur cadres et leur lois.

Les cadres vietnamiens doivent se conformer aux principes d'organisation du pays ami. S'ils veulent quelque chose, il faut qu'ils fassent des propositions auprès de l'administration et du front laotien. Et il faut obtenir le vrai accord et non l'accord forcé, l'accord d'artifice, parce que c'est du faux et du superflu. Eviter les propositions faites pour la forme. Si nos amis ne sont pas encore tout à fait d'accord, il ne faut jamais agir, même si le coup doit nous donner sûrement de bons résultats. Même si l'on doit supporter des ennuis au début, il faut les supporter quand même pour éviter ceux qui pourront s'ensuivre, parce que nous sommes des révolutionnaires.⁸⁷

C'est dans ce contexte que l'on doit placer les deux interventions vietnamiennes du Laos et la mise en place d'un gouvernement de résistance laotien à Sam Neua en 1953-1954. Cependant, sans les Vietnamiens, les radicaux laotiens, comme Kaysone, Souphanouvong et Phoumi, n'auraient jamais pu créer une force révolutionnaire capable de s'imposer à Genève en 1954, sans parler de 'prendre' les deux provinces révolutionnaires de Sam Neua (Houaphan) et Phongsaly comme un 'Etat révolutionnaire en attente'. Si le « Pathet Lao » put obtenir, puis maintenir une présence au Laos oriental jusque dans les années 1970, c'est bel et bien parce que cette zone avait été choisie, sécurisée, reliée et transformée en un pouvoir viable grâce aux Vietnamiens. C'est la présence militaire plus forte des Vietnamiens en

⁸⁶ Propos de Ho Chi Minh cités dans 'Instructions Viet Minh pour la campagne au Laos et au Cambodge', no. 3749/234, le 22 juin 1953, SDECE, reproduit en français dans vol. 165, IC, AO, MAE et 10H277, SHAT. Ces propos de Ho Chi Minh au sujet des « troupes volontaires vietnamiennes » (*bo doi tinh nguyen Viet Nam*) ont été immédiatement rétractés par les autorités du Lao Dong, tout à fait conscient de la surveillance radiophonique des Français. 'Ministère des Relations avec les Etats Associés', DGD, Saigon, 11-17 1953, p. 2, c. 10H277, SHAT. Nous avons pu trouver un extrait des propos de Ho Chi Minh, cité par NGUYEN DINH NHON, 'Chu tich Ho Chi Minh voi hoi nghi can bo lien minh nhan dan Viet-Lao nam 1952' [Le président Ho Chi Minh et la Réunion de Cadres de l'Alliance des peuples lao-vietnamien en 1952], *Tap Chi Lich Su Dang*, no. 1, (1993), p. 41.

Indochine du Nord et leur déplacement vers le Nord-Ouest à la veille des accords de Genève qui explique comment les communistes vietnamiens pouvaient imposer sur l'échiquier international en 1954 une poignée de radicaux laotiens sans aucune importance jusqu'alors. De plus, les problèmes diplomatiques qui allaient marquer la conférence de Genève en 1954 sur le Laos et le Cambodge sont liés directement à la décision des Français et des Vietnamiens de créer *deux Etats laotiens* au sein d'une *association indochinoise*, que ni l'un ni l'autre ne voulait abandonner (voir *supra*).

Même le retrait des « troupes étrangères » vietnamiennes et françaises après la conférence reflètent l'existence de deux Indochines. Comme celle nommée par la France, la délégation de la RDVN chargée d'exécuter le cessez-le-feu au Laos était dirigée par des Vietnamiens, assistés des Laotiens. En août 1954, Dang Van Thinh se dirigea au Laos en tête de la mission militaire pour terminer la guerre au Laos. Il fut accompagné de Dao Viet Hung, l'« expert » du Lao Dong pour le Laos, et Dinh Van Khanh, chef du « Comité des Affaires du Parti du Laos ». ⁸⁷ Ces deux derniers étaient parmi les meilleurs architectes de la greffe vietnamienne du communisme au Laos à partir du Vietnam et à partir des réseaux Viet kieu en Thaïlande. Le fait que ces délégués vietnamiens et laotiens durent discuter de l'avenir du Laos avec un représentant de l'armée française et un autre de l'armée royale laotienne symbolisait bien à quel point les Vietnamiens comptaient soutenir un Etat laotien concurrentiel. Vo Nguyen Giap suivait de près les pourparlers au Laos, pour que les forces administratives et militaires du « Pathet Lao » ne fussent pas affaiblies. ⁸⁸ Ce n'est que le 20 décembre 1954 que les Laotiens alliés avec la RDVN furent transférés à Sam Neua-Phongsaly et que les « troupes volontaires » vietnamiennes s'étaient retirées du Laos. Ces derniers allaient être divisés en trois régiments pour veiller sur la frontière lao-vietnamienne. L'ancien commandement du Front du Haut-Laos devint le commandement pour la défense de la frontière. ⁸⁹ En quelque sorte, les accords de Genève avait repoussé la présence militaire de la RDVN en Indochine du Nord sur le côté vietnamien de la frontière laotienne, du moins pour l'instant. Mais la conférence de Genève n'avait nullement détruit l'alliance entre la RDVN et le Pathet Lao. A la différence du Cambodge, où le projet révolutionnaire des Vietnamiens allait se désagréger à

⁸⁷ Traduit dans 'Ministère des Relations avec les Etats Associés', p. 3.

⁸⁸ *Bo tong tham muu*, p. 820. On peut aussi déceler les noms suivants dans cette délégation : Luong Ngoc Chi, Phan Van Can, Tran Ngoc Hien, Kaobounphan et Padit.

⁸⁹ Voir : d. 3, c. 1, SPCE, CAOM.

⁹⁰ *Bo tong tham muu*, p. 825. Une grande partie de la 325^{ème} division était présente au Laos et devait être retirée du pays avant octobre 1954, selon les accords de Genève.

cause des accords signés en juillet 1954, au Laos la greffe communiste des Vietnamiens ne fut pas entièrement déracinée lors de cette conférence internationale. C'est une différence capitale entre le communisme au Laos et au Cambodge, ainsi qu'entre l'Indochine septentrionale et sa moitié méridionale. Les diplomates américains présents à Genève en étaient parfaitement conscients.⁹¹

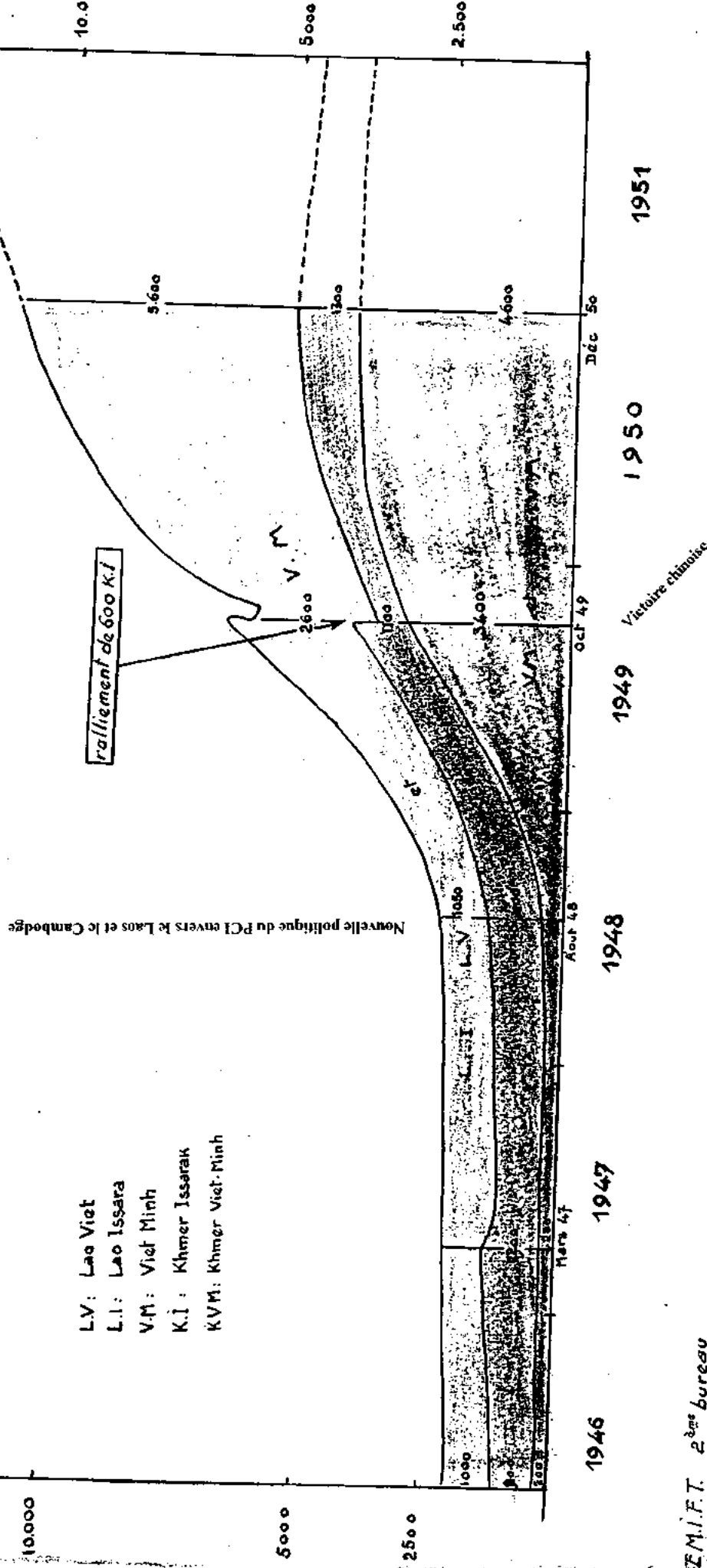
Mais c'est peut-être encore plus que cela. Avant de quitter le Laos, il nous semble permis de nous demander si ce n'est pas la puissance communiste passant par la Chine méridionale qui avait indirectement assuré le succès relatif de l'implantation du radicalisme au Laos septentrional. Car, *sans* la victoire chinoise en 1949 et leur aide au Viet Minh depuis 1950, l'armée vietnamienne n'aurait jamais pu se projeter militairement si loin vers le Nord-Ouest du Tonkin et si efficacement au Laos. Au début de 1950, le Ministère de la Défense décida de réorganiser ses unités de volontaires au Laos afin qu'elles soient mieux à même de répondre « à la nouvelle situation » créée par l'aide chinoise au Viet Minh.⁹² Selon les renseignements militaires de source américaine, lors de la première intervention vietnamienne au Laos en février-mars 1953 les Chinois avaient doublé leur aide mensuelle au Viet Minh par rapport à l'année précédente.⁹³ Vu dans un contexte régional plus large, le gouvernement actuel du Laos doit sa présence dans ces deux provinces frontalières tout aussi bien aux communistes chinois qu'à leurs alliés vietnamiens, ce qui fut confirmé dans les Accords de Genève en 1954. S'il existe une « relation spéciale » dans la « guerre d'Indochine » et dans le « communisme indochinois », elle est peut-être sino-vietnamienne. Nous y reviendrons (sec. chinoise, ch. 3).

⁹¹ 'Geneva to Secretary of State', daté du 22 juin 1954, 751G.00/6-2254, ANEU.

⁹² *Bo thông tham mưu*, p. 343.

⁹³ 'Philip Bonsal to Jack W. Lydman : Chinese communist involvement in the Viet Minh invasions of Laos', daté du 27 août 1954, 751G.00/8-2754, ANEU.

Variation des effectifs rebelles au Laos et au Cambodge depuis 1946.



Y.M.I.F.T. 2^{ème} bureau

L'impact de la victoire communiste chinoise sur l'expansion
militaire de la RDVN en Indochine occidentale

10-3-1961.

Source: c. 10H284, SHAT

Le contexte asiatique de la guerre franco-vietnamienne :
Réseaux, relations et économie

Première section : « Le contexte indochinois »

Partie cambodgienne

La base des réseaux sud indochinois du Viet Minh :

Les Viet kieu (1945-1949)

Si les Vietnamiens du Centre avaient atteint le Mékong thaïlandais en traversant la Cordillère annamitique, les Vietnamiens du Sud devaient franchir le Golfe du Siam et le Cambodge pour arriver dans le Sud-Est de la Thaïlande. A l'instar de ce qui se passait plus au nord, la politique du Viet Minh en Indochine du Sud se concentrait sur les milliers de Viet kieu vivant dans la partie méridionale de la péninsule. Cependant, à la grande différence de la situation au nord du 16^{ème} parallèle, la réoccupation rapide de l'Indochine méridionale par le Corps expéditionnaire dès octobre 1945 priva les Sudistes d'un 'tampon cambodgien' qu'ils auraient pu utiliser pour mobiliser les populations vietnamiennes derrière le drapeau de la RDVN. Ils étaient donc obligés de se tourner d'abord vers leurs réseaux révolutionnaires à l'extérieur, en Thaïlande orientale en particulier, pour élaborer une nouvelle politique envers les Viet kieu de l'Indochine du Sud.

Cette dépendance sur les émigrés vietnamiens constituait la base des réseaux régionaux du Viet Minh dès le début de la guerre franco-vietnamienne. La nature trans-nationale de cette immigration historique sortait la guerre vietnamienne de son cadre national. Ironiquement, ce sont les Vietnamiens vivants au Laos, au Cambodge et en Thaïlande—et non pas les Khmers et les Laos eux-mêmes—qui donnaient un sens indochinois, sinon péninsulaire, à la guerre. En effet, il est impossible d'étudier les activités des Viet kieu au Cambodge dans la résistance sans les mettre en rapport avec ceux vivant en Thaïlande. Pour le Viet Minh, il lui était impossible de penser la guerre en blocs nationaux. La guerre n'a pas de frontières si simples. La dépendance de la RDVN sur les émigrés vietnamiens du Cambodge et de la Thaïlande en était la meilleure preuve.

Premiers contacts entre Sud-Vietnamiens et Thaïs dans l'après-guerre, 1945-46

Comme dans le Nord, le Viet Minh du Sud voyait la Thaïlande comme une partie importante de la guerre contre les Français. Dès avant la révolution d'août de 1945, les dirigeants du PCI au Sud-Vietnam savaient qu'ils auraient besoin de contacter immédiatement les Thaïs, traditionnellement leurs voisins à l'Ouest. En dehors du bénéfice moral que les Thaïs apporteraient au nouvel Etat vietnamien en le reconnaissant, ceux-ci pourraient lui offrir une aide militaire précieuse et lui ouvrir une porte diplomatique vitale

sur la région et le monde (sec. sud-est asiatique, chs. 1-2). L'aval donné par les Thaïs serait aussi nécessaire au Viet Minh pour pouvoir travailler les milliers de Viet kieu émigrés dans ce pays. Encouragés par l'attitude adoptée par la Thaïlande en s'opposant au retour des Français en Indochine (occidentale) depuis 1940, les dirigeants de la RDVN envoyèrent des délégués à Bangkok pour y sonder les nouveaux chefs. Au début de 1946, plusieurs membres éminents du « Comité Populaire du Nam Bo » (*Uy Ban Nhan Dan Nam Bo*) se rendirent à Hanoi et en Thaïlande. L'un des premiers à le faire était Tran Van Giau. Celui-ci avait été en 1945 l'un des dirigeants les plus importants de la révolution au Sud, travaillant étroitement avec le docteur Pham Ngoc Thach pour mettre sur pied une coalition capable de prendre le pouvoir le 23 août 1945 au nom du Viet Minh. Rappelé au Nord en novembre 1945, Tran Van Giau arriva à Hanoi avec Pham Ngoc Thach et leur garde du corps, un jeune Viet kieu du Cambodge nommé Ngo That Son. Ce dernier allait jouer un rôle capital dans la politique cambodgienne du PCI. Il devait son entrée en politique à Tran Van Giau, qui l'introduisit au parti à la fin de 1945 (voir *infra*).¹

Avant de partir pour Bangkok, Tran Van Giau avait été rappelé à Hanoi pour discuter avant tout de la situation critique du Viet Minh depuis le coup de force français du 23 septembre et l'émiettement de la coalition nationaliste dans le Sud. Giau exposa aux dirigeants nordistes les besoins en armes, en argent, en combattants et en médicaments pour pouvoir continuer la lutte dans le Sud. Pour répondre à ces besoins, le gouvernement annonça le 26 décembre 1945 la formation du « Bureau des Affaires du Nam Bo » (*Phong Nam Bo*), directement attaché au Ministère de l'Intérieur alors dirigé par Vo Nguyen Giap. Siégeant à Hanoi, ce bureau spécial supervisait les affaires militaires, politiques et économiques pour la résistance au Sud. Giau en fut nommé le directeur et Pham Ngoc Thach représentant du gouvernement à l'extérieur.² L'un des résultats majeurs de cette nouvelle politique fut l'organisation et l'envoi de milliers de jeunes combattants dans le Sud sous l'égide du mouvement *Nam Tien* (Marche vers le Sud).³ Parallèlement, se mit en place un ravitaillement à partir de la région du pays située au nord du 16^{ème} parallèle (sec. sud-est asiatique, ch. 2).

¹ HO SI TUI, 'Su ra doi va hoat dong cua bo doi doc lap so 1' [La naissance et les activités de la troupe indépendante no. 1], dans Bo Quoc Phong, *Phong trao Nam Tien (1945-1946)*, [Mouvement vers le Sud], Hanoi, NXBQDND, 1997, p. 236 ; Section de Liaison française en Extrême-Orient, no. 750/SR, daté de novembre-décembre 1945, c. 378, SPCE, CAOM.

² 'Da thanh lap 'phong Nam Bo' tai thu-do Ha Noi' [Un 'bureau du Nam Bo' a été formé dans la capitale de Hanoi], *Cuu Quoc*, no. 126, (le 26 décembre 1945), p. 1 et *Lich su Saigon-Cholon-Gia Dinh khang chien* [Histoire de la résistance à Saigon, Cholon et Gia Dinh], Saigon, NXBTPhCM, 1994, p. 56.

³ A ce sujet, voir : *Phong trao Nam Tien (1945-1946)*.

D'autre part, lors des discussions avec Tran Van Giau à Hanoi en novembre-décembre 1945, les chefs du gouvernement soulignèrent l'importance qu'il y aurait à provoquer une sorte de 'Mouvement vers l'Est' (*Dong Tien*), en recrutant, entraînant et envoyant des jeunes Viet kieu de Thaïlande au Nam Bo pour se battre contre le Corps expéditionnaire. Cette question avait été d'autant plus pesée que Tran Van Giau s'était déjà renseigné sur la situation d'après-guerre en Thaïlande par un ancien ami, Huynh Van Nghe. Ce dernier vivait à Bangkok depuis l'échec du soulèvement des communistes du Sud-Vietnam (*Khoi nghia Nam Ky*) en 1940. Il était retourné brièvement à Saigon en septembre 1945, avant d'être renvoyé en Thaïlande par Tran Van Giau pour acheter des armes (sec. sud-est asiatique, ch. 1).⁴ Huynh Van Nghe revint à Saigon avant le départ de Giau pour Hanoi, et n'avait pas manqué, selon toute vraisemblance, de renseigner ce dernier sur les potentialités que le Viet Minh pouvait espérer à l'Ouest.⁵

Quoiqu'il en fût, Tran Van Giau rentra au Nam Bo avec les premiers détachements du *Nam Tien* vers janvier 1946. Il travailla avec d'autres délégués politico-militaires envoyés de Ho Chi Minh dans le Sud. Tran Van Giau se rendit ensuite à Bangkok où il arriva vers la mi-février 1946 en tant que représentant de la Défense nationale.⁶ En Thaïlande, Giau utilisa le nom de guerre de « Hoang ». ⁷ Selon Tran Van Giau, le Ministre de la Défense, Vo Nguyen Giap, lui avait expliqué l'importance qu'il y avait à établir des activités militaires en Thaïlande afin de transformer le Cambodge en une « base stratégique », aussi bien qu'un « appui logistique » dans la défense du Nam Bo. Deuxièmement, il fallait prendre des recrues parmi les Viet kieu au Cambodge et en Thaïlande pour former des unités de combat bien encadrées et armées. Troisièmement, Giau avait pour mission de procurer des armes et denrées pour la résistance au Sud Vietnam (sec. sud-est asiatique, ch. 2). Pour ce faire, il était autorisé à prendre contact avec Pridi Banomyong qui était alors premier ministre.⁸

⁴ Document C8 : Viet Nam Phuc Quoc Dong Minh Hoi, '[Bangkok à ?] Comité central administratif', Bangkok, le 12 décembre 1943, CSTFEO, BCR, no. 755/1000/B3, 'Les partis révolutionnaires annamites et l'occupant japonais, fin 1940-septembre 1945', le 18 février 1947, p. 15, s.d. 118, c. 57, HCI, CAOM.

⁵ Sur les voyages de Huynh Van Nghe à Bangkok, voir : NGUYEN HUNG, *Nguyen Binh : Huyen thoai va su that* [Nguyen Binh : Mythe et réalité], Hanoi, NXB Van Hoc, 1995, pp. 123-24, 362-65.

⁶ TRAN VAN GIAU, 'Cac « Chi doi Nam Tien » va cac « Chi doi Viet kieu »' [Les détachements du Nam Tien et les détachements des Viet kieu] *Phong trao Nam Tien (1945-1946)*, p. 20 et LE QUOC SON, 'Chi doi hai ngoai 4' [Le détachement d'outre-mer no. 4], in *Mua thu roi, Ngay ham ba* [L'automne est arrivé : Le jour du 23], volume II, troisième partie, Hanoi, NXB Chinh Tri Quoc Gia, 1996, p. 251.

⁷ Voir : HCFIC, BFD, 'Résumé des informations reçues dans la journée du 1 octobre 1947', s.d., c. 6, supplément, CP, CAOM. Comme le note ce document : « De plusieurs sources sûres, exactement recoupées, il résulte que Hoang, considéré comme le principal leader Viet Minh à Bangkok mais jusqu'alors non identifié, n'est autre que Tran Van Giau lui-même ». Notons aussi que l'un des noms de plumes employés ultérieurement par Tran Van Giau, « Ngo Ha » peut être réarrangé pour donner cette orthographe, « Hoang ».

⁸ TRAN VAN GIAU, 'Cac « Chi doi Nam Tien »', pp. 20-21.

En effet, en tant que délégué gouvernemental, Tran Van Giau avait à obtenir au minimum l'approbation tacite de Pridi Banomyong pour pouvoir opérer sur le sol thaï. À en croire Giau, il pouvait rencontrer Pridi « n'importe quand ».⁹ À la différence de Hoang Van Hoan, qui s'appuyait sur ses contacts communistes d'avant guerre, contacts plus sino-vietnamiens que vietnamo-thaïs, Giau préférait faire appel aux Asiatiques formés en France, comme Pridi Banomyong et Khuang Aphaiwong (voir aussi sec. sud-est asiatique, ch. 1). Un auteur vietnamien écrivant récemment sur les activités de Giau en Thaïlande à cette époque confirme qu'il avait de « vieux amis » (*ban be cu*) parmi les ministres thaïs au pouvoir en 1946.¹⁰ À Bangkok, Tran Van Giau rencontrait fréquemment Pridi, souvent chez lui. Leurs discussions portaient surtout sur le sujet des armes et de l'aide à apporter aux Vietnamiens du Sud. Comme l'a souligné Giau, les Vietnamiens avaient reçu un « appui fort » de Pridi.¹¹ Giau trouvait une aide encore plus importante dans les personnes des deux amis Seri Thaï de Pridi, Tiang Sirikhan et Thongin Buriphat.¹² Tiang était le Ministre de l'Intérieur dans le cabinet de Khuang Aphaiwong de janvier à février 1946 et le Député Ministre dans le gouvernement de Pridi de mars à août 1946. À la mi 1946, Buriphat était le Ministre de l'Industrie dans le cabinet de Thamrong.

Tran Van Giau n'était pas le seul haut dirigeant à se rendre en Thaïlande. Pham Van Bach, le président du « Comité de résistance et d'administration du Nam Bo » (CRA), s'y déplaça au début de 1946 et y laissa sa femme et ses enfants jusqu'en 1951. Ses activités devaient doubler celles de Tran Van Giau, c'est-à-dire privilégier le ravitaillement du Sud-Vietnam et organiser le recrutement des Viet kieu envoyés se battre au Vietnam.¹³ Deux autres dirigeants à être allés en Thaïlande en 1946 étaient Nguyen Van Tao et Nguyen Thanh Son. Nguyen Thanh Son était un membre du « Comité Territorial » (*Xu uy*) du PCI au Nam Bo et vice-président du CRA du Nam Bo. Il avait été éduqué à l'Académie de Whampoa à Canton avant la Seconde Guerre Mondiale. En février 1946, Giap le rappela à Hanoi pour discuter de la situation du Sud et de son ravitaillement à partir du Nord. Après un long séjour au Nord, Son retourna au Nam Bo en 1947 et commença à mettre en place des itinéraires par mer et par terre pour ravitailler le Sud à partir du centre du Vietnam et de la Thaïlande. Il est bien probable que ses tâches devaient se coordonner avec celles de Tran Van Giau. C'est aussi à ce moment que Pham Van Dong, le représentant du PCI pour tout

⁹ Entretien avec TRAN VAN GIAU, le 3 avril 1989, Ho Chi Minh Ville.

¹⁰ HO SI TUI, 'Su ra doi va hoat dong cua bo doi doc lap so 1', p. 236.

¹¹ Entretien avec TRAN VAN GIAU, le 3 avril 1989, Ho Chi Minh Ville.

¹² TRAN VAN GIAU, 'Cac « Chi doi Nam Tien »', pp. 20-21.

¹³ 'La République du Viet Nam en 1945', *Bulletin d'Etudes*, no. 24, Paris, le 31 mars 1946, annexe I. Pham Van Bach avait résidé à Phnom Penh avant la seconde guerre mondiale.

le Sud du Vietnam en 1946 et 1947, le chargea d'ouvrir un « Front du Cambodge » pour protéger le flanc occidental du Vietnam.¹⁴ Cela s'avéra plus difficile que l'on ne le croyait en 1946. Nous y reviendrons.

Les Viet kieu en Thaïlande méridionale, 1940-1945

Nous étudions la collaboration vietnamo-thaïe dans notre section sud-est asiatique. Une fois le feu vert donné discrètement par les dirigeants thaïs, les délégués de la RDVN se concentrèrent sur leur but principal—atteindre les populations vietnamiennes éparpillées en Thaïlande de Bangkok jusqu'à Ubon Ratchathani et à May Rut à l'Est et jusqu'à Nakhon Phanom et à Udon Thani au Nord-Est. Ces communistes du Sud étaient particulièrement intéressés par le Viet kieu habitant la région de Bangkok et le Sud-Est de la Thaïlande, plus proche du Nam Bo. Or, à la grande différence du Nord-Est, en basse Thaïlande et au Cambodge occidental, l'influence historique du PCI était faible. Dans l'entre-deux-guerres, le PCI s'était toujours implanté parmi les Viet kieu du pays Isaan et du Laos, eux-mêmes étroitement reliés aux bases communistes dans les provinces de Nghe An et de Ha Tinh. Les communistes vietnamiens agissant dans le Sud-Est de la Thaïlande avaient toujours à faire face aux réseaux catholiques formés au XVII^{ème} siècle parmi les Vietnamiens aux rives du golfe du Siam. Cette présence catholique était l'un des facteurs d'embarras pour les communistes vietnamiens, qui n'eurent que très peu de succès dans ces régions avant 1945.

Mais si les communautés vietnamiennes du Sud de la péninsule étaient restées sourdes au message communiste, elles ne se montraient pas forcément indifférentes au message nationaliste. Pendant l'occupation japonaise, par exemple, d'autres groupes nationalistes opposés aux Français avaient pu s'implanter parmi les Vietnamiens en Thaïlande. Cela peut facilement s'expliquer. D'abord, l'occupation japonaise de l'Indochine et de la Thaïlande en 1940 et 1941 avait profondément changé la situation géo-politique dans un sens beaucoup moins favorable pour les puissances coloniales. Même si les Français n'avaient pas été immédiatement renversés en Indochine, comme les autres Européens en Asie, la présence japonaise et un discours nationaliste anti-colonialiste avaient donné l'espoir à beaucoup de groupes nationalistes qui voyaient leur indépendance arriver. Deuxièmement, les conditions en Thaïlande pour ces nationalistes vietnamiens s'étaient améliorées au même rythme que l'affaiblissement français en Indochine. Ce fut particulièrement le cas sous le gouvernement de Pibul Songkram. S'étant ouvertement

¹⁴ NGUYEN HUNG, *Nguyen Binh*, pp. 362-65.

déclaré depuis 1940 en faveur de l'élimination de la présence française en Indochine, Phibun était naturellement enclin à une collaboration avec les nationalistes vietnamiens. Phibun avait été aussi déçu que les anticolonialistes vietnamiens par le refus des Japonais de renverser les Français en Indochine. Dans l'attente de leur renversement, des groupements anticolonialistes et non-communistes avaient pu trouver une aide non-négligeable de la part des Thaïs et des Japonais à l'extérieur de l'Indochine, en Thaïlande. Les Nippons avaient depuis longtemps installé des services de renseignements à Bangkok. Ils s'y étaient servis des Viet kieu pour étendre leurs antennes vers l'Indochine.¹⁵

Etant donné l'affaiblissement du réseau communiste du PCI en Thaïlande avant 1940 et la déstabilisation que la Sûreté française avait continué à infliger au PCI au Vietnam du Sud sous les Japonais, il n'est pas étonnant qu'un parti non-communiste, allié avec les Japonais, avait pu travailler très tôt parmi les Viet kieu de la Thaïlande. Ce parti révolutionnaire se dénomma la « Ligue pour la Restauration du Viet Nam » (*Viet Nam Phuc Quoc Dong Minh Hoi*). Créé par le prince Cuong De en 1939,¹⁶ ce parti comptait au début sur l'entrée japonaise en Indochine du Nord pour prendre le pouvoir. Il lança un 'soulèvement' au moment de l'occupation japonaise de l'Indochine en septembre 1940. Mais leur tentative fut anéantie par les Français, qui firent jouer leur l'entente diplomatique entre Tokyo et Vichy (qui faisaient alors alliance commune avec l'Allemagne) pour donner aux troupes nippones la possibilité d'occuper l'Indochine sans renverser l'administration française. Isolé au Nord, ce parti porta donc rapidement son attention vers la Thaïlande et les services secrets japonais qui y étaient implantés. Avec l'appui des services de renseignements japonais, dont les 'maisons commerciales' de M. Matsushita (Tung Ha en vietnamien) installées à Bangkok et à Saigon, le *Dainan Koosi*, ce parti compta dès lors utiliser Bangkok comme un tremplin pour remettre le prince Cuong De, descendant direct de Gia Long, sur le trône d'un nouveau Vietnam indépendant. Ce prince 'rebelle', subventionné depuis des décennies par les Japonais, avait visité la Thaïlande à plusieurs reprises depuis 1908. Selon des documents internes, ce parti jouissait de « la pleine confiance de la gendarmerie japonaise » et, à un moindre degré, du soutien de la Marine. La direction de ce parti se réfugia à Bangkok. Son intermédiaire entre Saigon et Bangkok

¹⁵ Le colonel HIROO SAITO, 'Initiative d'une mesure de défense du Viet-Nam contre les communistes', p. 3, d. Saito, c. 10H4363, SHAT.

¹⁶ David G. MARR, *Vietnam 1945 : The quest for power*, Berkeley, University of California Press, 1995, p. 21.

n'était autre que Matsushita.¹⁷ Son dirigeant principal en Thaïlande était Duong Van Giao, avocat et ami de longue date de Pridi Banomyong.¹⁸

Incarcéré en Indochine par les Français en 1941 pour ses activités politiques dans ce parti, Giao s'évada en avril 1942 et se rendit vite en Thaïlande avec le soutien des Japonais. Giao agit en Thaïlande de concert avec les fils de Cuong De et des membres de la secte Cao Dai. Il fut chargé par le parti en décembre 1942 de « travailler le gouvernement thaïlandais afin qu'il nous autorise à former un Gouvernement provisoire en terre thaïlandaise [...] ».¹⁹ Ce parti ne cessa d'escompter un coup d'Etat japonais pour obtenir l'indépendance du Vietnam au sein de la « sphère de co-prospérité ». En décembre 1942, ces dirigeants nationalistes demandèrent aux Japonais de soutenir leur parti, réuni autour du personnage du prince Cuong De. La Thaïlande était essentielle à ce projet révolutionnaire : la délégation centrale de Cuong De à Tokyo devait être déplacée à Bangkok.²⁰ Le vieux prince serait nanti de signer des accords militaire, politique et économique avec le Japon pour assurer le succès de ce nouveau gouvernement impérial.²¹ Ce coup d'Etat viendrait du Sud de l'Indochine et par Bangkok, alors que Ho Chi Minh et le Viet Minh comptaient au même moment prendre le pouvoir par le Nord de la péninsule et la Chine du Sud.

Le PCI n'était pas non plus le seul à vouloir jeter des bases parmi les Viet kieu. Depuis la fin des années 1930, Matsushita avait déjà commencé à 'travailler' les populations Viet

¹⁷ Document C2 : 'Lettre à M. Duong Van Giao, Délégué à l'Etranger', Saigon, le 23 novembre 1942 ; Document C1 : 'Lettre à M. Duong [Van Giao]', Saigon, le 1 novembre 1941 ; et Document C4 : 'Comité administratif au délégué Duong alias Lieu Van Thu Lang', sans date, documents traduits dans CSTFEO, BCR, no. 755/1000/B3, 'Les partis révolutionnaires annamites et l'occupant japonais, fin 1940-septembre 1945', le 18 février 1947, s.d. 118, Japonais-Viet Minh, c. 57, HCI, CAOM. Matsushita était venu en Indochine bien avant la seconde guerre mondiale. En 1925, il put ouvrir une maison Export-Import appelée le Dainan Koosi (Société du Grand Sud), spécialisé dans l'exportation des ferrailles. En 1938, suite à la découverte d'une affaire d'espionnage ('L'affaire Fauquenot'), les Français expulsèrent ce Japonais de l'Indochine. Entre 1938 et 1941, date de son retour au Vietnam, Matsushita s'occupa des ses succursales en Asie du Sud-Est, surtout à Bangkok et à Singapour. Matsushita connaissait très bien le prince Cuong De, le rencontrant lors de ses retours au Japon. En avril 1945, ce marchand japonais fit venir les fils de Cuong De à Bangkok, transférés ensuite au foyer du Dainan Koosi, 122 rue d'Arras à Saigon. Matsushita était aussi connu comme « le chef des Caodaïstes ». En dépit des efforts britanniques pour arrêter cet homme à la fin de la guerre, il put quitter le Vietnam vers le 23 août à destination de Taiwan. CSTFEO, BCR, 'Les services spéciaux japonais et le problème japonais en Indochine', no. 7804/1000/B.2, daté du 30 décembre 1946, étude du Chef de bataillon BARADA, pp. 125-128, c. 10H600, SHAT et aussi dans d. 118, c. 57, HCI, CAOM.

¹⁸ Ba PHUONG-LAN, *Nha cach mang Ta Thu Thau, 1906-1945* [Le révolutionnaire Ta Thu Thau], Saigon, Nha Sach Khai-Tri, 1973, pp. 300-303 et TRINH DINH KHAI, *Décolonisation du Viet Nam: Un avocat témoigne*, Paris, Editions l'Harmattan, 1994, p. 62. Ta Thu Thau, célèbre révolutionnaire assassiné en 1945 et ami proche de Duong Van Giao et de Pridi Banomyong, visita Bangkok en 1939.

¹⁹ Document C6 : 'Lettre au Délégué Duong [Van Giao]', le 11 décembre 1942, signé [TRAN] VAN AN dans CSTFEO, BCR, no. 755/1000/B3, 'Les partis révolutionnaires annamites et l'occupant japonais, fin 1940-septembre 1945', le 18 février 1947, s.d. 118, Japonais-Viet Minh, c. 57, HCI, CAOM. Duong Van Giao fut nommé à ce moment délégué spécial à Tokyo pour le parti.

²⁰ Bien que basé à Tokyo depuis des décennies, le prince Cuong De se rendait souvent en Thaïlande avec l'aval des Japonais. Il y retourna vers 1937. 'Note dactylographiée de Do Hung', le 28 février 1938, c. 357, SPCE, CAOM.

²¹ Document D3 : 'Lettre à son altesse royale le prince Ky Ngoai Hau [Marquis] Cuong De', datée du 9 décembre 1942 et Document C10 : 'Projet du plan général de construction du Grand Annam', dans CSTFEO, BCR, no. 755/1000/B3,

kieu en Thaïlande.²² Les communistes avaient de la concurrence parmi les Vietnamiens de Bangkok et de la partie orientale de la basse Thaïlande. Par exemple, le *Phuc Quoc* apparut d'abord à Ubon Ratchathani vers 1941. Son siège central fut ensuite vite transféré à Bangkok où il regroupa bientôt le plus grand nombre d'adhérents parmi les populations vietnamiennes. En effet, la Ligue créa à Bangkok en 1942 l'« Association des Vietnamiens au Siam et au Laos pour le Salut du Pays » (*Viet kieu Cuu Quoc Hoi Thai Lao*). Elle prit en charge les populations éparpillées de la capitale thaïe jusqu'à Battambang (sous contrôle thaï) d'un côté, et plus difficilement vers Nong Khai de l'autre, à cause de l'influence communiste longtemps implantée dans l'Isaan.²³ En 1941, il y avait 1.385 Vietnamiens vivant dans la ville de Battambang, 2.496 dans le *srok* de Sangker, 598 à Mongkelborey, 666 à Moung Russey, 495 à Tuk Chor et 197 à Sisophon.²⁴

Toutefois, la désorganisation chronique de cette Ligue facilita son infiltration par des agents du PCI, toujours actifs sur place.²⁵ Le noyautage fut opéré notamment par des chefs comme Le Manh Trinh, Nguyen Van Long et Huynh Van Nghe. Ceci se fit en grande partie grâce à l'intermédiaire de Vu Huu Binh, le déserteur de la garde indigène que nous avons déjà rencontré à maintes reprises. Son passage aux côtés des Thaïs, ses contacts avec le gouvernement et l'armée de la Thaïlande, ainsi que sa position anticolonialiste faisaient de lui un allié naturel de la Ligue et un ami de Duong Van Giao en particulier. Or, Giao n'était nullement au courant des tendances communisantes de Vu Huu Binh, ni de la confiance dont il jouissait dans le noyau de communistes, qui l'avait si habilement recruté dans le Nord-Est au début des années 1940. Cette ignorance fit tort à Duong Van Giao, car, grâce au soutien de Vu Huu Binh, Nguyen Van Long put devenir en 1942 le président de l'« Association des Vietnamiens au Siam et au Laos pour le Salut du Pays » sous la direction de Giao lui-même. Vu Huu Binh occupa une place au sein du comité exécutif. Duong Van Giao alla jusqu'à confier à ces deux hommes la mise sur pied d'une force armée parmi les Viet kieu du Nord-Est de la Thaïlande dans le but de prendre le pouvoir au

²² 'Les partis révolutionnaires annamites et l'occupant japonais, fin 1940-septembre 1945', le 18 février 1947, pp. 27-38, s.d. 118, Japonais-Viet Minh, c. 57, HCI, CAOM.

²³ 'Les services spéciaux japonais et le problème japonais en Indochine', p. 124.

²⁴ Sur les activités vietnamiennes à Bangkok durant cette période, voir : FL, EM/2B, 'Le parti communiste indochinois (P.C.I.)', étude datée de 1947, pp. 3-4, c. G14-2, Laos, 1944-1965, fonds Jean Deuve, archives du Mémorial de Caen ; Présidence du gouvernement provisoire, DGER, 'Bulletin de renseignements du Centre orientation et liaisons, SIAM', étude datée du 3 janvier 1946, vol. 161, IC, AO, MAE ; et HIROO SAITO, 'Initiative d'une mesure de défense du Viet-Nam contre les communistes', p. 3.

²⁵ MAE, AO, 'Bordereau : Renseignements ethnographiques sur les territoires cambodgiens cédés au Siam par la convention de Tokyo du 9 mai 1941', le 2 août 1946, p. 2, d. Restitution des provinces cambodgiennes, c. 147, EA, MAE.

²⁶ Le colonel Hayashi, chef de l'Etat-Major de la 38^{ème} armée, Indochine, n'estimait pas les nationalistes vietnamiens résidant à Bangkok et à Singapour. 'Journal personnel du colonel Hayashi, Chef d'Etat-Major de la 38^{ème} armée, Indochine', traduit dans Annexe no. 4, 'Les services spéciaux japonais', pp. 296-297.

moment où les Japonais renverseraient les Français en Indochine. A cette fin, Giao leur remit un fond de 500.000 bahts et un poste émetteur T.S.F. fourni par les Japonais. Parfaitement bien placé et entraîné pour un tel travail d'agit-prop, Nguyen Van Long se mit vite à grossir les rangs de cette association au nom de Duong Van Giao et Cuong De, mais tout en travaillant en coulisse pour le compte du PCI.²⁶ En effet, les unités militaires que le Viet Minh put former parmi les Viet kieu dans le Nord-Est en juillet-août 1945 (sec. indochinoise (Laos), ch. 1) allaient prendre racines dans les projets de Nguyen Van Long et Vu Huu Binh au nom de la « Ligue pour la Restauration du Vietnam ». Duong Van Giao ne se rendit compte de ce double jeu qu'après la capitulation japonaise en août 1945. Menacé de mort à Bangkok, il retourna au Sud-Vietnam vers la fin d'août avec de l'argent et des armes pour tenter de prendre le pouvoir. Ce serait en vain. Il fut capturé et tué par le Viet Minh en septembre 1945. Un concurrent nationaliste, non-communiste et anti-français avait été éliminé.²⁷ Ce ne serait pas le dernier.

Qu'en était-il des organisations du PCI à Bangkok avant la Révolution d'août ? Comme les communistes vietnamiens opérant dans le Nord-Est de la Thaïlande jusqu'à la mi-1945, nous ne pensons pas que ceux agissant en basse Thaïlande avaient pu rétablir un contact direct avec le Comité central du PCI stationné sur la frontière sino-vietnamienne. Les services de renseignements japonais en particulier auraient aggravé profondément les liaisons du PCI à travers l'Asie. Les communistes actifs à Bangkok, comme Nguyen Van Long, agissaient selon ce qu'ils pensaient être la bonne ligne. D'ailleurs, ce n'est que vers 1942, grâce aux mesures politiques plus libérales de Pibul Songkram, que les communistes purent sortir de prison et commencer à reconstruire leurs cellules frappées si durement depuis les années trente. Des mémoires récemment publiés au Vietnam prétendent qu'en 1943 un certain Le Van Xuong²⁸ se rendit à Bangkok pour « contacter la section du Parti parmi les Viet kieu de la Thaïlande » (*lien lac duoc voi Dang bo Viet kieu [o] Thai Lan*)²⁹, allusion voilée peut-être à un organisme dirigé par Nguyen Van Long. Il y avait aussi plusieurs communistes importants du Sud Vietnam, tel que Huynh Van Nghe³⁰, qui s'étaient réfugiés à Bangkok après le soulèvement manqué du Nam Ky en novembre

²⁶ FL, EM/2B, 'Le parti communiste indochinois (P.C.I.)', p. 4.

²⁷ 'Le parti communiste indochinois (P.C.I.)', p. 4 et SDJ no. 109, DJ no. 38, 'Objet Mme Song Thu', Saigon, le 8 février 1948, d. Renseignements, c. 10H4363, SHAT.

²⁸ Alias Sau Ro.

²⁹ Selon HO SI TUI, 'Su ra doi va hoat dong cua bo doi doc lap so 1', p. 235. Etaient chargé de cette mission furent : Pham Thanh Trinh, Dang Van Duyet et Pham Thanh Sang.

³⁰ Alias Tam Nghe.

1940.³¹ Il est impossible de croire que ces communistes de longue date n'aient pas maintenu de contacts avec Nguyen Van Long.

En tout cas, tant au Nord-Est qu'au Sud-Est, les communistes vietnamiens en Thaïlande n'attendirent pas des instructions officielles pour agir. Vers le début de 1945, les militants associés avec Nguyen Van Long purent pour la première fois étendre les activités du PCI vers les populations vietnamiennes en Thaïlande méridionale, surtout dans la province cambodgienne de Battambang sous contrôle thaï depuis 1941. Cette poignée de communistes créèrent un « Comité mobilisateur des Viet kieu » (*Ban van dong Viet kieu cuu quoc*) à Battambang au début de 1945.³² Quelques mois plus tard, des camps d'entraînement militaires apparurent dans les villages à majorité vietnamienne de Co Quen et Giong Tram dans la partie du Cambodge sous contrôle thaï, ainsi qu'une « Association de Salut pour la province de Battambang ». ³³ Ces deux villages allaient être responsables de la levée à Battambang des premières unités de combat pour le Sud du Vietnam à la fin de 1945.³⁴

Cette reprise de vigueur depuis 1945 ne doit pas cacher que la présence du PCI au Cambodge occidental et en Thaïlande méridionale ne datait pas de plus d'un ou deux ans. D'ailleurs, si les communistes vietnamiens en Isaan réussirent à envoyer des délégués des branches thaïe et laotienne du PCI aux réunions de Tan Trao à la mi-août 1945, aucun membre de cette mystérieuse « section du Parti » (*Dang bo*) au Cambodge ou à Bangkok n'y fut présent.³⁵ Il est, en fait, très douteux que le PCI ait jamais eu une véritable section du parti (*xu uy*) pour le Cambodge avant 1945. Même après le renversement des Japonais en août 1945, une 'présence révolutionnaire' au Cambodge devait plus aux communistes vietnamiens basés en Thaïlande et à Battambang qu'à ceux travaillant au Nam Bo ou à Phnom Penh. En bref, les communistes vietnamiens dans la partie basse de la péninsule indochinoise étaient mal placés à la fin de la Seconde Guerre Mondiale pour tenter un soulèvement, que ce fût parmi les Khmers ou les Viet kieu. La différence par rapport au Laos est évidente.

³¹ NGUYEN HUNG, *Nguyen Binh*, p. 122.

³² TRAN HUY LIEU, *Tong Khoi*, p. 433.

³³ *Ibid.*, p. 433 et *Quan tinh nguyen Viet Nam o Campuchia, thoi ky 1945-1954* [L'armée de volontaires vietnamiens au Cambodge durant la période 1945-1954], Ca Mau, NXB Mui Ca Mau, 1998, p. 56.

³⁴ HO SI TUI, 'Su ra doi va hoat dong cua bo doi doc lap so 1', pp. 235-36.

³⁵ Conséquence en partie de la destruction du PCI en Cochinchine en 1940-1941. Après tout, si les communistes du Sud n'avaient pas déclenché leur 'soulèvement' en 1940, mais seulement après mars 1945, la situation vietnamienne au Cambodge aurait pu être différente.

Les Viet kieu du Cambodge et la guerre au Nam Bo, 1945-1946

Si le PCI avait porté peu d'attention aux Vietnamiens au Cambodge avant 1945, tout changea au lendemain de la prise du pouvoir révolutionnaire, lorsque les Français commencèrent à reprendre le Vietnam au sud du 16^{ème} parallèle par la force. En se retournant vers l'Ouest, le Viet Minh vit dans les Viet kieu du Cambodge un soutien patriotique important, une aide financière non négligeable et une partie intégrante d'un réseau régional de Viet kieu s'étendant jusqu'aux colonies vietnamiennes en Thaïlande et au Laos. D'ailleurs, tout comme au Laos, les Vietnamiens au Cambodge continuaient à représenter une partie importante de la population urbaine. C'était particulièrement le cas à Phnom Penh, où les Khmers côtoyaient 150.000 Chinois et 100.000 Vietnamiens vivant dans des quartiers bien circonscrits dans l'espace urbain.³⁶ Un recensement de 1950 estimait qu'il y avait en tout 319.596 Vietnamiens au Cambodge, sur une population totale de 4.073.967. 15.923 d'entre eux vivaient dans la province de Battambang, 9.649 à Pursat (y compris le Tonlé Sap et Koh Kong), 2.278 à Siemreap (y compris Oudar Mean Chey), et 5.310 à Kompong Thom (y compris la province Préah Vihear).³⁷

A la différence du Laos cependant, l'absence de frontières naturelles avait facilité un fort courant d'immigration vietnamienne vers des zones rurales et peu peuplées du Cambodge oriental, tout le long de la frontière vietnamo-cambodgienne.³⁸ Le littoral du Golfe du Siam, le Mékong et d'innombrables arroyos et rivières reliant le Sud du Vietnam au Cambodge facilitaient le mouvement de milliers d'émigrés vietnamiens sur la côte, jusqu'au Grand Lac (le Tonlé Sap), et même plus loin, jusqu'à Battambang. Ils y vivaient de leurs occupations de petits marchands, de cultivateurs et de pêcheurs. Loin d'arrêter l'expansion historique des Vietnamiens vers le Sud/Sud-Ouest, pendant l'époque coloniale, les Français mirent à profit cet exutoire pour le fonctionnement de l'administration au niveau 'indochinois' de leur Etat-colonial au Cambodge. Il firent appel à la main-d'œuvre vietnamienne pour faire marcher les plantations d'hévéas et importèrent des milliers de petits commis et fonctionnaires vietnamiens pour travailler dans les bureaux de l'administration indochinoise dans les villes cambodgiennes.³⁹ Quant aux Chinois, outre ceux qui habitaient la capitale, ils formaient une population ancienne et puissante

³⁶ SSHC au Cambodge, no. 4416/PS/C, 'Note pour M. le Commissaire de la République au Cambodge : Colonie vietnamienne', le 13 juillet 1951, signé Robert FRANCES, d. 1952, c. 107, SPCE, CAOM.

³⁷ Peter A. POOLE, 'The Vietnamese in Cambodia and Thailand : Their Role in Interstate Relations', *Asian Survey*, vol. 14, no. 4, (avril 1974), p. 328, note 6 et tableau 1, p. 332.

³⁸ Surtout dans les provinces de Soai Rieng, Prey Veng, Kompongcham et Kratié.

³⁹ Nous renvoyons le lecteur au travail de KHY PHANRA, 'La communauté vietnamienne au Cambodge à l'époque du protectorat français (1863-1953)', tome I, Paris, Université de la Sorbonne Nouvelle, Paris III, thèse de troisième cycle, 1974.

implantée dans la province de Kampot, où ils exploitaient des poivrières très profitables. D'autres commerçaient tout le long de la côte du Golfe du Siam entre Rach Gia et Bangkok ... et au-delà (sec. chinoise, ch. 1 ; sec. asiatiques étrangers, ch. 1).

Tout comme au Laos, la nouvelle de la révolution nationale au Vietnam se répandit comme une trainée de poudre au Cambodge. De leurs bureaux administratifs dans la capitale de Phnom Penh ou même dans de petites villes provinciales plus éloignées, les Vietnamiens prirent vite connaissance de la révolution grâce aux télégraphes, aux journaux en *quoc ngu* et aux innombrables échanges quotidiens entre Saigon et Phnom Penh. La photo de Ho Chi Minh fut vite acheminée de Saigon pour être publiée dans les nombreux journaux vietnamiens à Phnom Penh. Beaucoup de jeunes gens et travailleurs saisis par la ferveur nationaliste 'd'après 9 mars' commencèrent à s'organiser clandestinement. Comme au Laos aussi, ces manifestations débouchèrent sur un épanchement patriotique parmi les Viet kieu de Phnom Penh vers le 15 août, le jour de la capitulation japonaise.⁴⁰ Vers le début de septembre, ayant pris connaissance par radio de la formation de la « République démocratique du Viet Nam », plusieurs centaines de jeunes patriotes au Cambodge s'enrôlèrent dans de nouvelles « Associations patriotiques des Emigrés », qui semblaient avoir été formées spontanément, sans directive du PCI ou d'autres partis politiques. Or, à la grande différence des Viet kieu au Laos, plutôt que de rester au Cambodge et de se battre pour le gouvernement de Son Ngoc Thanh (voir *infra*), la plupart des jeunes Vietnamiens au Cambodge partirent immédiatement en petit bateau ou à pied pour prendre en marche le train de la révolution au Vietnam du Sud.⁴¹

L'absence d'anciens cadres du PCI au Cambodge en août 1945 pour organiser ces jeunes Viet kieu est un autre facteur permettant de distinguer les différentes activités du Viet Minh au Laos et au Cambodge. Et même si les chefs du PCI en Thaïlande avaient voulu tenter l'expérience de 'la partie cambodgienne' de leur « révolution indochinoise », ils auraient eu du mal à s'appuyer sur les jeunes Viet kieu comme force révolutionnaire à l'instar du Laos. Plutôt que d'exécuter leur « tâche internationale » en soutenant la « révolution cambodgienne », les jeunes Vietnamiens du Cambodge s'étaient précipités au Vietnam pour soutenir 'leur' 'révolution nationale'. En tout cas, les élites cambodgiennes sur place, que ce soit Sihanouk ou Son Ngoc Thanh, n'auraient guère été prêts à

⁴⁰ TANG THIEN KIM, 'Qua trình hình thành và chiến đấu của Cao Mien Viet Kieu Cuu Quoc Quan (1945-1946)' [Le processus de la formation et la lutte de l'Armée de salut des émigrés du Cambodge (1945-1946)], dans *Phong trao Nam Tien (1945-1946)*, pp. 191-92.

⁴¹ *Ibid.* et DOAN THANH, et. al., 'Đại đội Cao Mien Viet kieu cuu quoc quan (24-9-1945 – 11-1946)' [La compagnie de l'Armée de salut des émigrés vietnamiens du Cambodge], dans *Phong trao Nam Tien (1945-1946)*, pp. 193-219 et pp. 220-221 respectivement.

entreprendre une « révolution indochinoise » sous l'égide du PCI. Comme Phetsarath, ils se méfiaient des Vietnamiens, communistes ou non. Par ailleurs, il aurait été difficile de trouver un 'Souphanouvong khmer' au Cambodge en 1945, prêt à collaborer ouvertement avec Ho Chi Minh et son gouvernement.

Au Nam Bo, personne n'eut à se plaindre des jeunes Vietnamiens venus du Cambodge. Ce fut d'autant plus le cas à la suite du coup de force français du 23 septembre 1945, qui bascula le Sud dans une confrontation armée avec le Corps expéditionnaire. Les dirigeants au Sud-Vietnam mirent d'autant plus d'empressement à accueillir l'arrivée de ces jeunes de ces Vietnamiens du Cambodge qu'ils étaient mal préparés de se battre contre les Français. De plus, ces Viet kieu constituaient souvent la fine fleur intellectuelle de l'Indochine coloniale. Ils étaient bien éduqués, expérimentés dans des questions administratives et techniques et capables donc de recevoir une formation militaire rapide pour devenir des officiers dans l'armée vietnamienne en Indochine du Sud. Le 24 septembre, par exemple, environ 2.000 jeunes Viet kieu du Cambodge oriental se réunirent au chef-lieu vietnamien de Chau Doc pour désigner ceux qui devaient être envoyés se battre contre les Français. Sous la direction personnelle de Nguyen Thanh Son, environ 200 jeunes furent choisis et organisés en quatre sections armées, chacune dotée de quelques mousquetons français, de grenades japonaises. Ils furent chargés de défendre des points sensibles dans les provinces occidentales du Nam Bo. C'est ainsi que les « Troupes du Salut national des Emigrés vietnamiens du Cambodge » (*Cao Mien Viet kieu Cui Quoc Quan*) vit le jour à la fin de 1945. Ils allaient être ensuite détachés dans toutes les provinces occidentales du Nam Bo.⁴² Ces hommes de troupes constitués des Viet kieu du Cambodge devaient être aussi utilisés pour apaiser de très sérieux problèmes avec les populations cambodgiennes habitant dans les zones frontalières et là où des violences anti-Viet Minh s'étaient manifestées, à Ca Mau et à Khanh Hoi en particulier.⁴³

Les Viet kieu dans la province de Battambang rentrèrent au Nam bo aussi pour se battre pour la cause nationaliste. La section du PCI en Thaïlande les mobilisa et les organisa par l'entremise de l'« Association du Salut national des Emigrés vietnamiens » (voir *supra*). Après la capitulation japonaise, les communistes vietnamiens utilisèrent cette association pour administrer leurs activités militaires dans la province de Battambang en s'appuyant sur les villages où les populations vietnamiennes étaient prépondérantes.⁴⁴ Vers mars 1946,

⁴² TANG THIEN KIM, 'Qua trình hình thành', pp. 195-206 et DOAN THANH, et. al., 'Đại đội Cao Mien Viet kieu', pp. 223-24.

⁴³ TANG THIEN KIM, 'Qua trình hình thành', pp. 206-207, 214-215.

⁴⁴ HO SI TUI, 'Su ra doi va hoat dong cua bo doi doc lap so 1', p. 236.

Tran Van Giau envoya Ngo That Son à Battambang pour assister une nouvelle « Association du salut national » dans l'organisation militaire des jeunes Viet kieu. Rappelons-nous que Ngo That Son était un jeune Viet kieu du Cambodge parlant couramment le khmer. Outre son voyage à Hanoï avec Giau et son entrée dans le PCI, il avait subi une formation d'officier à l'Ecole militaire de Son Tay. Retourné au Cambodge avec Tran Van Giau, Son reçut la mission d'entraîner et d'équiper les premières unités de Viet kieu au Cambodge occidental pour se battre au Nam Bo. Grâce à ses efforts, Giau put déclarer le 10 août 1946 la formation du groupe armé dénommé « Troupe indépendant no. 1 ». Cette unité consistait en 105 jeunes recrues, dont la majorité étaient des Vietnamiens de Battambang. Ces hommes étaient dirigés par trois membres du PCI dont Ngo That Son. Leur tâche était d'établir une route pour transporter jusqu'au Nam bo des armes procurées en Thaïlande (sec. sud-est asiatique, ch. 2). En effet, cette unité bien armée achemina avec succès des armes dans la province de Tay Ninh en octobre 1946. Cette unité très bien entraînée allait rester au Nam bo, rebaptisée sous le nouveau nom de « Troupe d'Outre-Mer no. 1 ».

La formation de cette unité de combat parmi les Viet kieu de Battambang et son envoi au Vietnam du Sud révèle bien à quel point le Viet Minh ne faisait que suivre la géographie pré-existante de la diaspora vietnamienne au Cambodge pour ses nouveaux buts politico-militaires. Dans ce sens, la guerre franco-vietnamienne était bel et bien régionale dès son début. C'était logique.

Le Viet Minh et les Viet kieu en Thaïlande méridionale, 1945-1949

Le Viet Minh avait besoin des Viet kieu en Thaïlande pour faire fonctionner ses réseaux de commerce régionaux et pour mettre sur pied de nouvelles unités de combattants. En créant la délégation gouvernementale à Bangkok en 1946 (voir sec. sud-est asiatique, ch. 1), l'une des plus importantes tâches de Nguyen Duc Quy était de gagner l'appui des communautés vietnamiennes locales et de porter assistance aux milliers de réfugiés qui avaient récemment abandonné le Laos.⁴⁵ Fin 1946 ou début 1947, dans l'intention d'unifier le contrôle du Viet Minh sur les communautés vietnamiennes de la Thaïlande, Nguyen Duc Quy et Tran Van Giau démantelèrent l'« Association de Salut national des Emigrés vietnamiens » (*Hoi Viet Kieu Cuu Quoc*), formée par Tran Duc Vinh à partir du Laos en 1945 (sec. indochinoise (Laos), chs. 1-2), pour créer une organisation plus vaste,

⁴⁵ Entretien avec NGUYEN DUC QUY, le 5 avril 1989, Ho Chi Minh Ville.

renommée l'« Association pour l'Assistance des Emigrés vietnamiens au Siam » (*Hoi Viet Kieu Cuu Te tai Xiem*).⁴⁶

Avec le feu vert donné par les gouvernements thaïs de 1945 à 1947, la première assemblée générale de l'Association pour l'Assistance se tint en février 1947 à Udon Thani afin d'élire un « Comité directeur provisoire ». ⁴⁷ Cette Association avait des sections au sein des populations vietnamiennes à Bangkok, Nakhon Phanom, Mukdahan, Thabo, Sakon Nakhon, Khon Kaen, Khorat, Nong Khai, Ubon Ratchathani, Surin, Chantaboun et Prachinburi. ⁴⁸ L'objectif avoué de l'Association était la protection des intérêts des émigrés vietnamiens en Thaïlande dans leurs rapports avec l'administration thaïe, le règlement des problèmes internes des communautés vietnamiennes et la fourniture au gouvernement thaï de papiers d'identité valables pour les Viet kieu. Le responsable de la section de Bangkok (*Hoi Viet Kieu Cuu Te tai Bangkok*) était Nguyen Van Chinh (alias Nai Sawat), un résident de longue date en Thaïlande, proche de la police thaïe. Il servait de conseiller auprès de la délégation de la RDVN et d'intermédiaire avec les autorités thaïes. Chinh était secondé par un autre Vietnamien habitant du pays, Nam Hong Chung. Originaire du Vietnam du Centre, il possédait un commerce prospère de mécanique et était marié à une Thaïe. Il avait même obtenu la nationalité de son épouse, ce qui facilitait souvent les tâches de la délégation. ⁴⁹ Ces deux hommes en particulier étaient indispensables à l'expansion de l'influence du Viet Minh parmi les Viet kieu.

Alarmés par le coup d'Etat de novembre 1947, qui ramena Phibun au pouvoir à Bangkok quelques mois plus tard, les délégués vietnamiens changèrent de la sorte le nom de leur association pour la rendre moins ostensible. Manœuvre très habile, en effet. Si bien qu'au début de 1948, Pibul Songkram donna son aval à l'association, lui avançant même 10.000 bahts comme fond de départ à la condition que l'association ne dépassât pas 200 membres. ⁵⁰ En janvier 1948, le journal thaï de langue anglaise, *Liberty*, publia un article concernant le sixième anniversaire de la fondation de l'« Association d'Entraide pour les

⁴⁶ SF, PSE, no. 1589/PSE-S, le 30 septembre 1949, pp. 6-7, 10-12, d. Enquête, c. 10H279, SHAT.

⁴⁷ CCFAEO, EM/2B, SE, no. 271/FAEO/2.S, 'Note d'information concernant les trafics et trafiquants au Siam au bénéfice des rebelles indochinois', le 27 juin 1950, p. 4, d. Collusion Siam-Viet Minh, c. C838, SHAA.

⁴⁸ HOANG GIAO, 'Viet Kieu o Xiem, Khang Chien' [Les Viet kieu au Siam: Résistance], *Tieng Sung Khang Dich*, no. 60, (le 10 décembre 1947), pp. 1, 3 ; SF, PSE, 'Note', no. 1589/PSE-S, le 30 septembre 1949, pp. 6-7, 10-12, 19 ; 'Prise du Bateau Song Lo', Fiche, le 26 septembre 1949, p. 19, d. Enquête, c. 10H279, SHAT ; et SDECE, BI, 'Organisation des rebelles indochinois au Siam', février 1949, pp. 2-4, c. 106, CD, CAOM.

⁴⁹ HOANG GIAO, 'Viet Kieu o Xiem, Khang Chien', p. 3 et les documents dans 'Navire contrebandier Song Lo', no. 21619S, le 5 novembre 1949, d. 2/2, c. 10H267, SHAT.

⁵⁰ HCFIC, SPSF, 'Attitude des autorités siamoises à l'égard des organes Viet Minh', no. 8382/Sg-1, Saigon, le 29 avril 1949, c. 8-9, CD, CAOM.

Viet kieu » à Bangkok en 1942.⁵¹ Cet article nous apprend que le porte-parole de cette nouvelle organisation n'était autre que Nguyen Van Long. Dans un discours prononcé devant 300 Vietnamiens à Bangkok au début de 1948, Long expliqua comment cette nouvelle association devait son existence à celle créée notamment par lui-même à Bangkok en 1942. Il souligna aussi que toutes deux avaient reçu le soutien du gouvernement thaï.⁵²

La continuité entre les deux organisations d'émigrés de 1942 et 1948 suggère fortement que c'est par l'entremise de ce personnage, Nguyen Van Long, que des nouveaux arrivés comme Tran Van Giau et Nguyen Duc Quy avaient pu organiser les Viet kieu au nom de la RDVN et unifier les organisations longtemps dominées par des anciens communistes du PCI en Thaïlande, proches de Long. Même si le président du Comité directeur de l'« Association d'Assistance des Emigrés vietnamiens du Siam » (*Hoi Viet Kieu Cuu Te tai Xiem*) était Le Duy Luong,⁵³ le pouvoir réel se trouvait entre les mains des anciens communistes alliés à Long : Nguyen Chan, le chef des Affaires politiques ; Dinh Van Khanh, le directeur des Affaires militaires ; Nguyen Van Trong, le Commandant en Chef des troupes de Viet kieu ; Nguyen Hong Son, le directeur des Relations extérieures et Vu Huu Binh, le directeur des Affaires étrangères.⁵⁴ Et en dépit du transfert du Comité directeur à Bangkok en 1948, il était clair que les anciens communistes du Nord-Est ne devaient nullement perdre leur influence parmi les Viet kieu. Udon Thani allait demeurer le centre des affaires des Viet kieu et du PCI en Thaïlande.

Mais ce n'était pas facile de maintenir l'unité. La seconde assemblée générale de cette association d'émigrés vietnamiens en Thaïlande n'eut pas lieu avant mars 1949, lorsqu'un Comité directeur définitif fut finalement formé. Nguyen Van Chinh fut désigné président et Nam Hong Chung vice-président.⁵⁵ Dans la pratique, la direction des questions Viet kieu demeurait divisée entre la partie basse de la Thaïlande orientale et le Nam Bo avec Tran Van Giau à la tête et le Nord-Est et le LK IV avec le « Comité spécial de Viet kieu » (*Dac uy Viet kieu*) et le « Comité territorial du Laos » (*Xu uy Ai-Lao*) sous l'égide de Nguyen Chan et Le Manh Trinh.

⁵¹ faisant certainement référence à l'« Association des Vietnamiens au Siam et au Laos pour le Salut du Pays » (*Viet kieu Cuu Quoc Hoi Thai Lao*) formé sous l'égide de Duong Van Giao et avec l'approbation de Pibul Songkram en 1942 (voir *supra*).

⁵² *Liberty*, (le 20 janvier 1948).

⁵³ Le Duy Luong était un ancien instituteur du Laos qui passa en pays Isaan en 1946. Il remplaça Nguyen Thoi Trong. TRINH VAN THAO, *L'école française en Indochine*, Paris, Karthala, 1995, p. 114 et 'Renseignements d'archives, Livre II', attaché à SDECE, BI, 'Organisation des rebelles indochinois au Siam', février 1949, d. 106, CD, CAOM.

⁵⁴ 'Organisation des rebelles indochinois au Siam', février 1948, p. 5.

⁵⁵ 'Note d'information concernant les trafics et trafiquants au Siam', p. 4.

Tran Van Giau se concentrait surtout sur les Vietnamiens à Battambang, là où il avait mit sur pied la « Troupe d'Outre-Mer no. 1 » en octobre 1946.⁵⁶ Outre ce détachement, il organisa en mai 1947 un deuxième groupe de combat composé de Viet kieu et appelé le « Bataillon d'Outre-Mer du Mékong 2 » (*Tieu doan Hai ngoai Cuu Long 2*). Cette unité fut formée sur la côte thaïe, à Prakpong dans la province de Prachinburi. Elle fut envoyée ensuite à la 'base maritime' du Viet Minh à Ban May Rut (sec. sud-est asiatique, ch. 2). La plupart des 300 individus la composant étaient des Vietnamiens évincés du Laos depuis l'occupation française, ainsi que quelques Viet kieu du Cambodge. Cette composition révèle bien comment le Viet Minh se donna à faire circuler les jeunes Viet kieu d'un endroit à l'autre dans une configuration de guerre. Il y avait aussi des soldats envoyés du Nam Bo, deux officiers japonais et même quatre Malais (voir sec. asiatiques étrangers, chs. 1-2, sur les déserteurs japonais). C'est aussi dans ce carrefour que le PCI/Viet Minh prit son premier contact avec le célèbre Son Ngoc Minh, Vietnamien ayant du sang khmer et futur chef de l'Etat révolutionnaire mis sur pied par le PCI. Après avoir fait le trajet au Nam Bo avec le détachement no. 4 (voir *infra*), Son Ngoc Minh revint en Thaïlande pour servir de guide au « Bataillon d'Outre-Mer du Mékong 2 ». Tran Van Giau nomma un ancien camarade de route, Dung Van Phuc (de son vrai nom Duong Quang Dong) pour diriger ce bataillon. Avec Son Ngoc Minh comme guide, cette unité très bien armée traversa le Sud-Ouest du Cambodge pour livrer des armes, des médicaments et différentes denrées au Viet Minh à Ca Mau et Bac Lieu vers décembre 1947. Elle amena deux Japonais et six Chinois au Vietnam, dont 4 officiers venant de la Malaisie qui comptaient rencontrer Ho Chi Minh. Comme d'autres groupes formés à l'extérieur du Vietnam, ce détachement stationna au Vietnam du Sud pour devenir l'une des unités de combat les plus importantes du LK IX.⁵⁷

Les Viet kieu de la Thaïlande participèrent à d'autres groupements militaires. En novembre 1946, par exemple, Tran Van Giau désigna Hoang Xuan Binh pour diriger la « Troupe d'Outre-mer no. 3 Quang Trung » (*Bo doi hai ngoai so 3 Quang Trung*). Ce groupe d'environ 50 soldats recrutés parmi les Viet kieu du Laos et de la Thaïlande devait amener des cadres importants et des armes au Vietnam du Sud. Il fallait aussi ouvrir une

⁵⁶ HO SI TUI, 'Su ra doi va hoat dong cua bo doi doc lap so 1', p. 237.

⁵⁷ DAO MANH DUE, 'Tieu doan hai ngoai Cuu Long 2' [Le bataillon d'outre-mer du Mékong 2], *Phong trao Nam Tien (1945-1946)*, p. 252 et HCFIC, DPSF, 'Organisation Viet Minh au Siam', le 1 février 1948, s.d. 5, d. 108, CD, CAOM. Ces Chinois avaient participé à la résistance anti-japonaise.



Tiểu đoàn Hải ngoại Cửu Long 2

Les détachements de Viet kieu formés en Thaïlande 1945-1947

(Phong trao Nam tien)



Chi đội Hải ngoại 4 (chi đội Trần Phú) làm lễ xuất quân tại
Mường Đét (Thái Lan) ngày 26 tháng 12 năm 1946

nouvelle route de ravitaillement vers le Nam Bo en passant par le côté ouest du Tonlé Sap et établir des contacts avec les Khmer Issarak.⁵⁸

Enfin, le « Détachement d'Outre-Mer no. 4 (dit Détachement Tran Phu) » (*Chi doi hai ngoai 4 (Chi doi Tran Phu)*) fut organisé par Tran Van Giau en 1947. Ce groupe consistait en des combattants déjà entraînés dans les camps militaires de Nakae en Isaan depuis le début d'août 1945 et que les batailles du Laos à la mi-1946 avaient aguerris. Après quatre mois de formation supplémentaire, 426 soldats furent transférés vers décembre 1946 à la frontière cambodgienne. Une nouvelle fois, Son Ngoc Minh servit de guide et d'interprète pour le voyage à travers le Cambodge. Ce détachement partit en janvier 1947 pour se rendre à Tay Ninh et Tra Vong.⁵⁹ De 1947 à 1949, il opéra parmi les Vietnamiens et les Cambodgiens vivant dans les LKs VIII et IX.⁶⁰

Evidemment, ce n'est pas notre propos ici de faire une histoire détaillée de chaque unité. Nous voudrions simplement souligner à quel point les Viet kieu au Cambodge et en Thaïlande avaient constitué un réseaux sud-indochinois pour le Viet Minh/PCI, parallèlement au courant similaire qui reliait les Viet kieu de l'Isaan et du Laos au LK IV. Dans les deux cas, il est frappant de constater que ces réseaux péninsulaires demeuraient des entités profondément vietnamiennes. Il n'y eut que très peu de Laotiens, de Cambodgiens ou de Thaïs. Même les premières recrues laotiennes et cambodgiennes, tels que Kaysone Phomvihan et Son Ngoc Minh, étaient de sang vietnamien, parlaient couramment le vietnamien et pouvaient s'insérer sans problème à l'intérieur de ces réseaux fondamentalement vietnamiens.

C'est aussi en suivant ces mouvements sur le terrain d'abord que l'on peut mieux apprécier comment ces communautés vietnamiennes avaient pu acquérir une place aussi importante pour le Viet Minh dans sa guerre contre la France. La capacité du Viet Minh d'exploiter ces réseaux d'immigration est à la base de cette construction par couches successives de ce contexte asiatique que nous cherchons à mettre en relief dans notre thèse. Comme on le verra, le commerce régional et la diplomatie sud-est asiatique de la RDVN/PCI allaient en dépendre. D'ailleurs, certains Viet kieu clés comme Ngo That Son et Dinh Van Khanh allaient jouer un rôle essentiel dans la création des Etats et armées révolutionnaires pour le Laos et le Cambodge. Même l'apparition du futur leader du 'Cambodge révolutionnaire', Son Ngoc Minh, à l'intérieur de ces mouvements trans-

⁵⁸ HOANG XUAN BINH, 'Bo doi hai ngoai so. 3 Quang Trung' [Troupe d'Outre-Mer no. 3 dit Quang Trung], dans *Phong trao Nam Tien (1945-1946)*, pp. 261-67.

⁵⁹ LE QUOC SAN, 'Chi doi hai ngoai 4' [Le détachement d'outre-mer no. 4], in *Mua thu roi, Ngay ham ba*, volume II, troisième partie, p. 252.

péninsulaires vietnamiens éclaire d'un nouveau jour la manière dont ce pêcheur qui dans les années trente fit saisonnièrement la navette entre Nam Bo et le Tonlé Sap—tout comme le camionneur laotien Nouhak Phoumsavan faisant le service routier entre Thakhek et le Centre du Vietnam—avait pu monter aussi haut en rang dans ces réseaux de guerre vietnamiens. Autrement dit, ce n'est pas un hasard si les premiers contacts dits révolutionnaires avec le Lao Issara et les Khmer Issarak étaient nés au sein de ces réseaux d'émigrés vietnamiens pris en main par le PCI. En dehors de ces mouvements (ainsi que quelques contacts dans les écoles coloniales d'avant-guerre), les communistes vietnamiens n'avaient que très peu de contacts avec les « Indochinois » non-vietnamiens. Pendant les premières années de la guerre contre la France, les structures géo-historiques de ces implantations vietnamiennes en péninsule indochinoise assuraient que la RDVN et le PCI se consacrent beaucoup plus aux Viet kieu qu'aux Laotiens ou Cambodgiens. Bien entendu, cela représente un risque : celui d'oublier qu'ils n'étaient pas les seuls capables de pouvoir diriger les pays de l'Indochine occidentale, en ne prenant en compte que 'leurs' « Indochinois » à eux.

Le Viet Minh et les Viet kieu au Cambodge, 1946-1949

Au Cambodge proprement dit, le Viet Minh n'avait effectivement que peu d'influence parmi le Viet kieu. L'exode patriotique des Viet kieu au Nam Bo en août-septembre 1945, un accès plus favorable aux Viet kieu en Thaïlande et l'occupation rapide du Cambodge par le Corps expéditionnaire expliquent cette déficience. Cette situation devait cependant changer en mars 1946. Rassurés par l'accord du 6 mars signé entre la France et la RDVN, beaucoup de Viet kieu au Nam Bo décidèrent de rentrer au Cambodge. Comme au Laos, les Français continuaient à avoir besoin de ces Vietnamiens pour entretenir les activités économiques et bureaucratiques de leur entreprise coloniale au Cambodge. Le droit au retour était seulement refusé à ceux qui avaient « collaboré notoirement avec l'ennemi » japonais. Mais les dossiers furent « examinés avec beaucoup d'indulgence et dans l'ensemble très peu furent touchés par cette mesure » d'exclusion.⁶¹ Les Français et le Viet Minh se concurrençaient pour le soutien des Viet kieu en Indochine occidentale.

Toutefois, en raison de l'intensification rapide de la guerre au Nam Bo, le Viet Minh focalisa à nouveau son attention sur les communautés vietnamiennes au Cambodge, dans lesquelles il voyait une source d'hommes, d'argent et qui constituaient à ses yeux des bases

⁶⁰ *Ibid.*

stratégiquement bien placées sur le flanc occidental du Nam Bo. Les Sudistes se mirent donc à étendre plus vigoureusement leurs activités vers le Cambodge en novembre 1946, au moment où le cessez-le-feu avec les autorités françaises dans le Sud-Vietnam évoluait rapidement vers une confrontation ouverte dans toute l'Indochine. Se positionnant dans les zones occidentales du Nam Bo, le CRA du Nam Bo préféra désormais mobiliser les Viet kieu dans les zones rurales proches de la frontière vietnamienne, en particulier à Takéo, Prey Veng et Kandal. Loin des villes occupées par les Français, ces Vietnamiens de la campagne étaient plus difficiles à surveiller pour les services de renseignements français. Mais à défaut de liens communistes tissés avant guerre, le Viet Minh/PCI dut s'appuyer sur des liens familiaux et amicaux reliant le Cambodge oriental au Nam Bo occidental pour pouvoir greffer ses premières organisations nationalistes sur quelques petites enclaves.⁶² A cette fin, le CRA envoya au début de 1946 Nguyen Xuan Son (Phan Hoang At), Nguyen Van Dan et Pham Van Duong dans le *srok* (district) de Péamchor, province de Prey Veng, pour 'travailler' les nombreuses populations vietnamiennes favorables à la cause patriotique. Comme Ngo That Son, ces trois hommes avaient vécu au Cambodge avant 1945. Bien que né vers 1910 au Vietnam du Nord, Nguyen Van Dan avait travaillé en qualité d'agent technique du Service agricole à Phnom Penh avant la Seconde Guerre Mondiale. Un autre 'fonctionnaire indochinois', Pham Van Duong, était un ancien dessinateur au Service du Cadastre à Phnom Penh, avant de se rallier au Viet Minh en 1945. Il revint à Phnom Penh en 1946 pour mobiliser les Viet kieu de la capitale khmère. Quant à Nguyen Xuan Son, il était né vers 1895. Condamné aux travaux forcés pour crime politique, il avait été interné à Poulo Condor avant d'être libéré par les Japonais le 9 mars 1945.⁶³ Bien que les preuves manquent, la position imminente de Nguyen Xuan Son à la tête des Viet kieu du Cambodge laisse penser qu'il avait déjà vécu au Cambodge avant 1945. Selon une histoire récente des activités vietnamiennes au Cambodge, Hoang Quoc Viet envoya à Phnom Penh une délégation comprenant Nguyen Xuan Son, Huynh Chi Manh (Hai Luc), Nguyen Quang Viet et quelques autres. Le « Comité territorial » du Nam Bo les chargea de mobiliser les Viet kieu en faveur de la résistance vietnamienne et d'entrer en contact avec les Khmers opposés aux Français. Ces délégués créèrent un journal

⁶¹ DSS, 'Note sur l'organisation politique et administrative Viet Minh au Cambodge', décembre 1952, p. 1, d. 65493, GG, CAOM.

⁶² *Ibid.*, p. 1.

⁶³ *Ibid.*, index des noms cités, p. 23.

pour promouvoir la résistance parmi les Viet kieu, *Hon Nuoc* (L'âme de la patrie) et mirent sur pied des bases Viet kieu à Phnom Penh, Takéo et Péamchor.⁶⁴

Ces premières organisations au Cambodge oriental furent soumises au Comité directeur de la « Ligue des Emigrés au Cambodge pour le Salut National » (*Tong Bo Lien Doan Viet Kieu Cuu Quoc Cao Mien*), créé en mars 1947 et dirigé justement par Nguyen Xuan Son, Nguyen Van Dan et Pham Van Duong.⁶⁵ Or, selon les dires de Nguyen Xuan Son, ce ne fut que vers la fin de 1946 ou au début de 1947 que des cadres vietnamiens du Nam Bo purent annoncer la formation de quelques zones politico-administratives pour encadrer leurs 30.000 nouveaux membres qui formaient la base de la Ligue au Cambodge.⁶⁶ Se calquant sur les tactiques d'encadrement du Viet Minh au Vietnam, les statuts de la Ligue organisèrent ses adhérents en cellules et comités locaux, chargés de fournir une aide matérielle et morale aux combattants vietnamiens tant au Cambodge qu'au Nam Bo. En tant que partie intégrante du Viet Minh, la Ligue visait à attirer à la cause patriotique du Vietnam tous les Vietnamiens au Cambodge, tout comme en Thaïlande et en France. Comme le dit le statut clé de la Ligue : « C'est un front groupant tous les émigrés vietnamiens patriotiques sans distinction d'âge, de fortune, de sexe, de parti, de religion. Sont admis à la Ligue tous les Vietnamiens patriotiques désirant l'indépendance et l'unité du Vietnam et [qui] soutiennent sincèrement le gouvernement de Ho Chi Minh ». Le souci de gagner leur soutien à tout prix fait que l'engagement dans l'armée était déclaré, du moins sur le papier, volontaire.⁶⁷

Pour s'établir, la Ligue visait surtout la communauté villageoise vietnamienne au Cambodge, l'« unité organique » selon un document vietnamien, afin de s'implanter.⁶⁸ Elle s'enracina particulièrement dans les villages de Prey Veng, Svay Rieng, Kompong Cham et dans le Sud de Kandal, en raison de la présence de populations vietnamiennes plus nombreuses, des meilleures liaisons avec le CRA du Nam Bo et du transfert d'une grande partie des hommes de troupe du Corps expéditionnaire vers le Tonkin depuis janvier 1947.⁶⁹ En établissant ses bases dans ces provinces, le Viet Minh répartit ses comités au Cambodge en quatre zones majeures : le Nord-Ouest, le Sud-Ouest, le Nord-Est et le Sud-

⁶⁴ *Quan tinh nguyen Viet Nam o Campuchia*, pp. 48-50.

⁶⁵ 'Bien Ban Hoi Nghi Can Bo Viet Kieu Toan Mien' [Procès-verbal de la réunion de cadres des Viet kieu pour tout le Cambodge], document daté du 8 août 1950, signé NGUYEN XUAN SON, p. 1, d. 5115, 1951, c. 10H4122, SHAT et 'Note sur l'organisation politique et administrative Viet Minh au Cambodge', p. 1.

⁶⁶ 'Bien Ban Hoi Nghi Can Bo Viet Kieu Toan Mien', p. 2.

⁶⁷ 'Note sur l'organisation politique et administrative Viet Minh au Cambodge', Annexe I, p. 1.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 2.

⁶⁹ 'Bien Ban Hoi Nghi Can Bo Viet Kieu Toan Mien', p. 2.

Est.⁷⁰ Les villages furent placés « sous les ordres des échelons supérieurs », qui étaient les districts, les provinces, à leur tour soumis au Comité directeur (*Tong bo*) de la Ligue. Tout un réseau administratif (extrêmement précaire et pauvre) fut créé pour diriger ces populations vietnamiennes pour le compte du CRA du Nam Bo.⁷¹ La Ligue trouvait un appui important parmi les Vietnamiens de Péamchor dans la province de Kompong Cham. Vers 1949, elle y comptait 13.657 membres dans 14 *khum*.⁷² Vers 1950, la Ligue comptait 9.310 membres dans la province de Svay Rieng.⁷³ Cependant, ces implantations étaient extrêmement faibles. Elles n'avaient pas de vrais budgets et demeuraient largement dépendantes du Nam Bo.⁷⁴ A Péamchor des malentendus devaient même surgir entre le Viet Minh et les Viet kieu.⁷⁵ On aurait vraiment tort de croire que les intérêts de la résistance coïncidaient systématiquement avec les préoccupations de la vie quotidienne de ces émigrés hors des frontières du Vietnam.

Au début, la ligue se limitait exclusivement aux intérêts des Vietnamiens résidant au Cambodge. Elle n'avait presque pas de contact avec les Cambodgiens. En fait, entre 1945 et 1948, sinon 1950, la question de la « révolution cambodgienne » n'apparaît pas. Le paradoxe réside dans le fait que pendant cette période, le Viet Minh n'acceptait pas que ses organisations parmi le Viet kieu au Cambodge fussent soumises à la loi franco-cambodgienne. Et l'absence totale d'un contre-Etat khmer et révolutionnaire avant 1950 assurait que l'administration vietnamienne au Vietnam du Sud demeurerait le pouvoir suprême en ce qui concernait la direction finale des Viet kieu au Cambodge sous obédience de la RDVN, et non pas les autorités cambodgiennes encore alliées avec la France. Voici le nouvel Etat vietnamien se trouvant devant une contradiction : si la RDVN insistait sur l'intégration juridique des Huaqiao dans la nation vietnamienne au lendemain de la défaite japonaise (sec. asiatiques étrangers, chs. 1-2, pour le parallèle), ce même Etat vietnamien n'était évidemment pas prêt à accorder le même droit juridique à un Etat khmer de 'nationaliser' les Viet kieu en sujets cambodgiens. Les autorités de la RDVN concédaient que la Ligue ne constituait pas un rouage étatique étranger sur le sol cambodgien. Mais même une fois remaniée en 1949, la position de cette organisation vietnamienne dans le territoire cambodgien par rapport aux pouvoirs proprement khmers, était loin d'être claire.

⁷⁰ 'Note sur l'organisation politique et administrative Viet Minh au Cambodge', pp. 2-3 et 'Bien Ban Hoi Nghi Can Bo Viet Kieu Toan Mien', daté du 8 août 1950, 2ème partie, p. 1.

⁷¹ 'Note sur l'organisation politique et administrative Viet Minh au Cambodge', Annexe I, p. 3.

⁷² 'Bien Ban Hoi Nghi Can Bo Viet Kieu Toan Mien', p. 2.

⁷³ Traduction du 'Procès-verbal de l'Assemblée réunissant le Comité des Spécialistes (Ban Can Su) des émigrés vietnamiens du Nord Est', daté du 18 octobre 1949, dans CFC, EM/2B, no. 773/22, le 17 mars 1950, d. 1950, c. 10H5589, SHAT.

⁷⁴ 'Bien Ban Hoi Nghi Can Bo Viet Kieu Toan Mien', p. 2.

La Ligue n'est pas un front des pouvoirs révolutionnaires du Cambodge. Elle est un front unissant tous les Vietnamiens résidant au Cambodge, dans le seul but de prendre parti effectivement et d'accorder un soutien à l'œuvre révolutionnaire de la libération du Vietnam, de défendre les intérêts économiques et politiques des Vietnamiens résidant au Cambodge, d'accorder aide et assistance aux membres de la Ligue en cas de malheur ou de maladie.⁷⁶

Toute la question de la 'nationalité' demeurait un mystère. De même que la RDVN préférait de ne pas prendre position sur la nationalité des Huaqiao, de même la RDVN évitait cette question quant à ses propres 'nationaux' vivant au Cambodge. Cela ne résolvait pas les contradictions juridiques et potentiellement explosives qui persistaient. Par exemple, si la Ligue se réservait le droit de créer ses propres tribunaux indépendants pour juger ses 'sujets' au Cambodge,⁷⁷ les Vietnamiens de la RDVN au Nam Bo n'étaient pas prêts à accorder ce même droit à la minorité khmère au Vietnam du Sud. Comment pouvait-on contester à la population khmère établie dans les frontières étatiques du Vietnam actuel, le droit de faire de même que les Vietnamiens vivant au sein de la nation khmère ?

C'est justement dans cette zone obscure que l'on commence à entrevoir là où la nature trans-nationale des réseaux d'immigration vietnamiens était bel et bien circonscrite par des limites nationales. Les communistes vietnamiens comptaient esquiver cette contradiction juridique en collaborant avec un Etat révolutionnaire à la fois indépendant et allié avec la RDVN. Ce serait l'« internationalisme prolétarien » qui ferait disparaître la « question nationale » (*van de dan toc*). Selon les architectes communistes du Vietnam, la question de la nationalité ne devait plus se poser dans ce cadre internationaliste et indochinois. Le problème cependant pour le PCI réside dans le fait que pendant toute cette période il n'existait pas d'« Etat révolutionnaire » cambodgien, avec lequel le Vietnam serait prêt à collaborer et à résoudre ces problèmes nationaux épineux. Comme au Laos, il fallait en créer un ...

⁷⁵ *Ibid.*, p. 7.

⁷⁶ 'Note sur l'organisation politique et administrative Viet Minh au Cambodge', Annexe I, p. 1.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 5.

Les alliés révolutionnaires au Cambodge ?

Les Khmers Issarak

(1945-1949)

Même si la révolution vietnamienne battait son plein depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, on aurait grandement tort de croire que celle du Cambodge devait forcément suivre les mêmes traces. Contrairement à ce qui a été souvent écrit, entre 1945 et 1950 il n'y eut pas une véritable « révolution cambodgienne », du moins pas au sens occidentalisé que les communistes vietnamiens l'entendaient à l'époque et des anticolonialistes occidentaux plus tard. C'était justement un abîme révolutionnaire chronique en Indochine occidentale, qui déconcertait tellement les cadres vietnamiens envoyés au Cambodge pour y faire naître le communisme. Lorsqu'il s'agissait de créer un « Etat Associé » au Cambodge, les Vietnamiens allaient rencontrer encore plus d'obstacles que les Français confrontaient dans leur propre entreprise. Privés de la monarchie, pour ne pas dire de membres royaux au même titre que Souphanouvong, les Vietnamiens finirent par s'appuyer sur leurs propres réseaux révolutionnaires, ceux des Viet kieu, et une poignée d'acolytes khmers quasi inconnus parmi la masse cambodgienne, pour ériger un 'gouvernement de résistance' et un mouvement communisant. Comme au Laos, entre 1945 et 1950 le projet révolutionnaire des communistes vietnamiens au Cambodge fut un échec. Comme les 'colonialistes français', les 'communistes vietnamiens' avaient du mal à comprendre que 'leur' vision révolutionnaire de l'Indochine occidentale n'était pas la seule qui pût exister.

Ni Français, ni Vietnamien

Si le Viet Minh du Nam bo était ravi d'accueillir quelques centaines de jeunes Viet kieu arrivés du Cambodge pour se battre contre les Français en 1945-1946, des dirigeants sudistes comme Tran Van Giau et Nguyen Thanh Son n'eurent jamais l'occasion de collaborer à Phnom Penh avec un 'gouvernement de résistance' cambodgien. La faiblesse des liaisons entre le PCI et le Cambodge avant 1945 et la réoccupation rapide de l'Indochine du Sud par les forces anglaises et françaises privèrent la RDVN de l'équivalent cambodgien du « gouvernement du Lao Issara proclamé à Vientiane en octobre de la même année. Bien avant les Nordistes, les communistes du Sud durent se retourner vite vers la Thaïlande pour quérir des alliés khmers.

Or, comme nous l'avons déjà vu, les communistes vietnamiens dépêchés à l'Ouest de la péninsule ne constituaient qu'un acteur asiatique parmi tant d'autres—et de loin des moins influents. En effet, une fois arrivés en Thaïlande, ces chefs vietnamiens se rendaient vite compte que les Thaïs avaient bien avant eux frayé le chemin de la collaboration 'anti-française'. Loin de créer *ex nihilo* ses propres anticolonialistes cambodgiens, à la fin de 1945 le Viet Minh se vit obligé de s'appuyer sur des groupes cambodgiens déjà organisés par les Thaïlandais. Ceci s'était matérialisé lorsque la France capitula face à l'Allemagne à la mi-1940, et que les Japonais, désormais alliés orientaux des Allemands, occupèrent l'Indochine quelques mois plus tard. Ces deux facteurs permirent aux Thaïs d'étendre leur influence vers l'est pour défaire cette Indochine occidentale qu'ils n'avaient jamais acceptée. En mai 1941, avec l'aval japonais et en exploitant l'affaiblissement des Anglo-Saxons dans le Pacifique, les Thaïs prirent à la France des territoires à l'Ouest du Cambodge et du Laos. En même temps, Pibul Songkram, alors chef du gouvernement, mit sur pied le premier groupe de « Khmer Issarak », c'est-à-dire les « Khmer indépendants » ou « libres » en cambodgien. Bien que totalement impuissant sans l'aval de Bangkok, ce premier groupe de 'résistants khmers' faisait partie d'une politique thaïe visant à faire reculer l'Indochine française en faveur d'un plus grand Etat thaï.

Les Thaïs furent donc les initiateurs des groupements Issaraks et non pas les Vietnamiens. Le 20 décembre 1940, au moment où les accrochages se multipliaient entre les Thaïs et les Français sur le Mékong, un bonze cambodgien nommé Phra Phiset Panich proclama la formation à Bangkok du « Parti du Khmer Issarak » (*Phak Khmer Issarak*). Son but était d'expulser les Français du Cambodge et de regagner l'indépendance de son pays. Phra Phiset, mieux connu sous son nom véritable de Pok Khun, était en fait un Cambodgien qui avait vécu longtemps en Thaïlande et parlait couramment la langue du pays.¹ Il était passé en Thaïlande en 1939, ayant été licencié par les Français pour avoir commis des « irrégularités ». Né en avril 1904, il s'était marié avec une fille de feu Phya Kathathorn, ancien vice-roi de Battambang avant la rétrocession de cette province aux Français. Par son mariage, Pok Khun était devenu aussi le beau-frère de Chaovalit Aphaiwong, l'envoyé spécial de Bangkok dans les territoires cambodgiens sous contrôle thaï entre 1941 et 1946. Pok Khun était donc apparenté à Khuang Aphaiwong, l'oncle de Chaovalit, le chef du Parti Démocrate et un homme d'affaires puissant. En effet, la famille Aphaiwong avait des attaches historiques avec la famille royale cambodgienne depuis des siècles, ainsi que des intérêts politiques et économiques très importants dans le Cambodge

¹ 'Khmers here organise for independence', *Bangkok Chronicle*, (1e 20 décembre 1940), p. 1 et 'Khmers at mass meeting start freedom drive', *Bangkok Chronicle*, (1e 23 décembre 1940), p. 1.

occidental, région dans laquelle Khuang et sa femme étaient économiquement concernés (sec. sud-est asiatiques, ch. 2). Alliés thaïs les plus importants du Khmer Issarak jusqu'à la fin des années 1940, Khuang et Chaovalit Aphaiwong étaient très impliqués dans la prise des provinces occidentales du Cambodge en 1940-41.² Grâce au soutien de la famille Aphaiwong, Pok Khun acquit rapidement une place éminente dans le nouveau projet Khmer Issarak des Thaïs. Il devint député de la province de Battambang. Même après 1945 et en dépit de la rétrocession thaïe des territoires, ces liens historiques, familiaux et économiques reliant le Cambodge occidental à la Thaïlande, et à la famille Aphaiwong en particulier, allaient persister. Comme l'a très bien exprimé un observateur français à l'époque : « Le mouvement Khmer Issarak est à la fois une affaire politique et commerciale de la famille Aphaiwong et du parti démocrate ».³

Ce lien historique entre la Thaïlande d'un côté et le Laos et le Cambodge de l'autre est souvent oublié dans l'historiographie révolutionnaire actuelle. Rappelons-nous que le prince Phetsarath lui-même était rattaché à la famille royale thaïe par une de ses tantes et une de ses femmes. Même la sœur de Kaysone Phomvihane était mariée avec un haut fonctionnaire thaï.⁴ Beaucoup d'autres dirigeants laotiens d'après-guerre avaient des liens familiaux et économiques dans le Nord-Est de la Thaïlande. Rien d'étonnant à tout cela, sauf que l'historiographie officielle du Vietnam actuel a une tendance à l'oublier en faveur de ses « relations spéciales » avec le Laos et les besoins de légitimer un passé de collaboration révolutionnaire.⁵

En effet, les liens familiaux et économiques reliant la Thaïlande à l'Indochine occidentale dénotaient une différence marquante avec la politique des communistes vietnamiens, qui consistait à dépendre avant tout des Viet kieu pour bâtir un mouvement de résistance à l'Ouest. Le PCI ne pouvait exploiter aucun lien subsistant des rapports dynastiques entre la famille royale des Nguyen et les Cours du Laos et du Cambodge. Le mariage de Souphanouvong avec une Vietnamiennne d'une famille mandarinale de Hue était la tentative 'traditionnelle' la plus remarquable. Les Vietnamiens arrivant en Thaïlande au lendemain de la défaite japonaise avaient dû vite se rendre compte que l'une des grandes différences entre les Thaïs et les Vietnamiens opposés à la colonisation

² CFTC, EM/2B, no. 571/2S, 'Historique de la province de Battambang et origine de la famille Aphaiwong', le 25 mars 1953, c. 10H613, SHAT ; SSHC au Cambodge, no. 346/PS-C, 'Etude sur les mouvements rebelles au Cambodge (1942-1952)', signé de H.R. FRANCES, Index des noms cités, p. 20 d. 65493, GG, CAOM ; et 'Le comité khmer issarak : Rétrospectif', d. Cambodge 1947, c. 10H4300, SHAT.

³ Cité dans CRFC, 'Note sur les mouvements d'indépendance et sur l'aspect actuel des problèmes de sécurité dans le pays', novembre 1947, vol. 107, IC, AO, MAE.

⁴ 'Biography of Kaysone Phomvihane', 9/80, Indochina Archives, Berkeley, dossier « Bios ».

⁵ Nous nous permettons de citer notre intervention à ce sujet : *Indochinese past perfect : Communist Vietnam's revolutionary historiography on Laos (1975-1995)*, intervention faite lors de la 7^{ème} « International Conference on Thai Studies », les 4-8 juillet 1999, Amsterdam, Pays-Bas.

française était que les communistes vietnamiens ne pouvaient s'appuyer que sur les communautés vietnamiennes pour promouvoir leurs intérêts. Tout au plus, le PCI/RDVN ne pouvait que recruter des 'métis révolutionnaires' comme Kaysone Phomvihane et Son Ngoc Minh ; des intellectuels éduqués en Indochine *orientale* pendant l'époque coloniale, comme le prince Souphanouvong et encore Kaysone ; ou bien ces Khmers nés au Sud-Vietnam et qui parlaient le vietnamien couramment : les *Khmer Krom*. On pense à Son Ngoc Thanh et Put Chay.

Toutefois, les Thaïs, les Vietnamiens et mêmes les Français n'étaient plus les seuls après la Seconde Guerre Mondiale à vouloir repenser la place géopolitique du Cambodge dans la péninsule. Il y avait naturellement les Cambodgiens (et les Laotiens) eux-mêmes. Au lendemain du renversement des Français en Indochine le 9 mars 1945, les Etats indochinois déclarés subitement indépendants par les Japonais firent quelques efforts pour renouveler des relations diplomatiques mises en veilleuses depuis le XX^{ème} siècle. A la tête de cette tentative était un homme nommé Son Ngoc Thanh. Né en 1900 à Tra Vinh dans le Sud Vietnam actuel, il était de père khmer et de mère sino-vietnamienne, par conséquent un bon représentant de ce mélange ethno-culturel du bassin méridional du Mékong. A la différence de la majorité des intellectuels cambodgiens durant la période coloniale, Thanh fit ses études primaires et secondaires à Saigon. Grâce à sa place dans la colonie cochinchinoise, il se rendit ensuite en France pour étudier le droit à Montpellier. Revenu en Indochine, il devint secrétaire à l'Inspection de Chau Doc au Vietnam du Sud, ensuite archiviste à la Bibliothèque royale à Phnom Penh. C'est là qu'en 1936 il fonda avec d'autres membres de l'« Association des Anciens Elèves du Lycée Sisowath » le journal *Nagaravatta*. Suite à un coup manqué en 1942⁶, Son Ngoc Thanh et son collègue Pach Choeun durent s'enfuir. Si ce dernier, appréhendé, fut envoyé à Poulo Condore, Thanh put se rendre à Bangkok grâce aux services de renseignements japonais et fut transporté à Tokyo par un avion japonais en 1943. Après le renversement des Français en mars 1945, il revint à Phnom Penh en mai pour diriger un nouveau gouvernement au même titre que Tran Trong Kim au Vietnam, et avec l'aval japonais. Il fut nommé Ministre des Affaires étrangères le 1 juin 1945 et premier ministre le 14 août.⁷ Les Vietnamiens n'avaient rien à voir avec ces actions. Il s'agissait plutôt des projets asiatiques des Japonais dans le cadre de leur 'plus grande vision de l'Asie'.

⁶ au même moment que Duong Van Giao et le prince Cuong De comptaient sur le Japon pour renverser les Français en Indochine.

⁷ 'Etude sur les mouvements rebelles au Cambodge', Indexe des noms cités, p. 1 et 'Journal personnel du colonel Hayashi, Chef d'Etat-Major de la 38^{ème} armée, Indochine', dans Annexe no. 4, CTFEO, BCR, 'Les services spéciaux japonais et le problème japonais en Indochine', daté du 30 décembre 1946, étude du Chef de bataillon BARADA, p. 138, c. 10H600 et aussi dans d. 118, c. 57, HCI, CAOM.

Or, en tant que chef de la diplomatie cambodgienne, Son Ngoc Thanh initia une nouvelle politique étrangère avec les voisins asiatiques du Cambodge, aussi ténue fût-elle. Lors de la séance plénière des Ministres du Cambodge en août 1945, par exemple, il nomma un « Comité spécial » pour négocier de nouvelles relations diplomatiques avec le Vietnam et la Thaïlande.⁸ Avec un regard fermement fixé sur un avenir décolonisé, le gouvernement de Tran Trong Kim souhaitait aussi inaugurer un nouveau rapport avec le Laos et le Cambodge, en particulier dans le domaine commercial.⁹ En accord avec ces vues, Son Ngoc Thanh envoya vers le 6 septembre 1945 un délégué à Saigon afin de régler les questions des douanes et des chemins de fers avec les Vietnamiens. Il dépêcha aussi un représentant en Thaïlande pour se renseigner sur « la question de Battambang » et gagner le soutien du nouveau premier ministre, Pridi Banomyong.¹⁰ Il envoya un intellectuel khmer de sang chinois, Ea Sichau, en Chine en août 1945 pour solliciter une aide, mais sans succès.¹¹ Ce qui est à noter, c'est la rapidité avec laquelle les vieilles questions de la diplomatie intra-asiatique firent surface une fois que le « ciment français » avait disparu. Notons aussi que cette reprise historique avait débuté *avant* l'arrivée au pouvoir des communistes de la RDVN. Bien sûr, ces tâtonnements préliminaires furent éphémères. Mais ils sont néanmoins significatifs d'un contexte asiatique avec ses propres rythmes.

Ce qui échappa parfois aux militants vietnamiens arrivés au pouvoir en août 1945. A la différence du Laos, l'arrestation par les Français de Son Ngoc Thanh et de son gouvernement au début d'octobre 1945 priva la RDVN d'un allié potentiel sur son flanc occidental—même si Son Ngoc Thanh expédia une délégation au Sud Vietnam en mi-septembre pour contacter le « Comité populaire du Nam Bo ». Le Viet Minh allait prétendre plus tard qu'au moment de l'arrestation de Thanh par les délégués du général Leclerc au début d'octobre 1945, ses agents secrets avaient réussi à pénétrer dans le palais royal à Phnom Penh afin de convaincre le prince Sihanouk de quitter la ville avec eux et sans doute mettre sur pied un 'gouvernement de résistance' analogue à celui du Lao Issara.¹² Ce fut en vain : « Jeune [et] inexpérimenté, *disent les Vietnamiens vers 1950*, le roi manquait de volonté pour se conduire en roi patriote ». ¹³ Sans doute l'histoire était-elle plus complexe que cela. En tout cas, avec ce premier 'non' de Sihanouk, le Viet Minh

⁸ 'Procès-verbal de la séance extraordinaire du Conseil des Ministres, tenue le vendredi 24 août 1945 sous la présidence de S.A.R. Samdech Krom Prech, Conseiller du gouvernement', c. 10H5588, SHAT.

⁹ 'Procès-verbal de la séance extraordinaire du Conseil des Ministres'.

¹⁰ *Ibid.* et Kingdom of Cambodia, Department of Foreign Affairs, Council of Ministers, no. 409, 'Office of the Prime Minister and the Minister of Foreign Affairs to H.E. Pridi Banomyong, Regent of Siam', daté du 7 octobre 1945, signé SON NGOC THANH, XL26691, RG226, OSS, ANEU.

¹¹ 'Etude sur les mouvements rebelles au Cambodge', Indexe des noms cités, p. 19.

¹² Extrait du bulletin des écoutes Viet Minh, no. 901, le 20 juin 1950, 'Message du délégué du gouvernement du Viet Nam à l'occasion de la fête de l'unification du Cambodge libre', p. 4, d. 1949-1950, c. 107, SPCE, CAOM.

¹³ *Ibid.*

perdit la possibilité de disposer en 1945 d'un 'prince rouge' cambodgien à la Souphanouvong. Disparu aussi fut un nom monarchique comme celui de Phetsarath, derrière lequel ils auraient pu faire naître un Khmer Issarak plus redoutable à l'échelon national à opposer aux Français, et plus facilement accepté comme point de ralliement par les 'masses paysannes'. Voici une grande différence entre les deux situations historiques au Laos et au Cambodge au lendemain de la défaite japonaise en août 1945. La décision prise par les Alliés à Potsdam quelques mois plus tôt, assignant l'occupation de l'Indochine méridionale aux Anglais, avait d'emblée affaibli la politique cambodgienne de la RDVN.

Le Viet Minh dut donc chercher ailleurs. Les agents envoyés à Phnom Penh en octobre 1945 purent faire sortir Pach Chhoeun, le ministre de l'économie, ainsi que les membres de la famille de Son Ngoc Thanh.¹⁴ Grâce au soutien fourni par le « Comité populaire du Nam Bo » et le « Comité territorial du Nam Bo » (*Xu uy Nam bo*), Pach Chhoeun monta le « Comité du Cambodge indépendant » (*Uy ban Cao Mien Doc Lap*) à Tri Ton et à Chau Doc, une région du Vietnam actuel renfermant une population khmère très importante. Ce comité comptait une centaine de membres au maximum, ravitaillés et armés par les Vietnamiens. Pach Chhoeun était le président, alors que Kim Chuong, un ancien fonctionnaire de Kompong Cham, assura la vice-présidence. D'autres cellules furent installées dans les provinces (toujours thaïes) de Battambang et à Siemreap sous la direction de Dap Chhuon.¹⁵

Le choix de collaborateurs était limité. Le Viet Minh devait désormais collaborer avec un mélange des Khmers en rupture avec les Français pour une raison ou une autre. Dap Chhuon en est un bon exemple. Né en 1912 à Siemreap, il avait déserté son poste dans la Garde indigène en 1943. Au lendemain de la guerre, il commandait une masse d'hommes bigarrée mais impressionnante, formée aussi bien de soldats que de trafiquants d'armes et de criminels de droit commun, l'équivalent en quelque sorte des *Binh Xuyen* au Vietnam. Les services de sécurité français estimaient en 1947 que le groupe de Dap Chhuon comptait environ 800 hommes, dont la moitié était bien armée. Leur position dans les

¹⁴ *Ibid.*, p. 4 ; 'Journal personnel du colonel Hayashi', dans 'Les services spéciaux japonais', p. 332 ; et *Quan tinh nguyen Viet Nam o Campuchia, thoi ky 1945-1954* [L'armée de volontaires vietnamiens au Cambodge durant la période 1945-1954], Ca Mau, NXB Mui Ca Mau, 1998, p. 45.

¹⁵ 'Le comité Khmer Issarak : Rétrospectif', p. 2 ; THANH DAM, 'Nhan dan Campuchia chong de quoc Phap' [Le peuple cambodgien contre l'impérialisme français], dans TUYET DAO, éd., *Tim hieu dai nuoc Campuchia anh hung* [Essai sur l'héroïque pays du Cambodge], Hanoi, UBKHXH, 1979, p. 75 ; NGUYEN HAO HUNG, 'Lien minh chien dau Viet Nam-Campuchia mot nhan to bao dam thang loi cua cach mang Campuchia trong thoi ky Chong Phap, 1945-1954' [L'alliance de lutte des Vietnamiens-Laotiens-Cambodgiens comme un facteur garantissant la victoire de la révolution cambodgienne pendant la période de résistance contre les Français, 1945-1954], p. 144 dans *Hoi Nghi khoa hoc ve quan he Vietnam-Campuchia trong lich su* [Conférence scientifique sur les relations vietnamo-cambodgiennes dans l'histoire], HCMV, UBKHXHVN, 1980. Sans le nommer directement, le *Livre Noir* admet que les Vietnamiens avaient créé au Nam Bo une organisation de résistance khmère pendant cette période. Département de la Presse et de l'Information du Ministère des Affaires étrangères du Kampuchéa démocratique, *Livre noir : faits et preuves des actes d'agression et d'annexion du Vietnam contre le Kampuchéa*, Paris, Editions du Centenaire, 1978, p. 18.

montagnes du Nord « était à peu près inexpugnable et lui conférait une 'indépendance' beaucoup plus nette que celle des autres bandes K[hmer] I[ssarak] plus ou moins soumises au bon plaisir des Siamois ». ¹⁶

Tout en nous rappelant le comité du même nom au Laos, ce « Comité du Cambodge indépendant » échoua totalement au Cambodge. Les Vietnamiens admettront plus tard qu'il lui manquait « la confiance du peuple cambodgien », ce qui cache ingénieusement le fait que cette organisation avait été formée en territoire vietnamien au début. ¹⁷ D'autres raisons expliquant sa désintégration : l'arrestation de Pach Chhuon et Kim Chuon, le rapide retour des Français en Indochine du Sud, le fait que les jeunes Viet kieu de Phnom Penh s'étaient précipités au Vietnam en août-septembre 1945 plutôt que de faire une « révolution cambodgienne » à Phnom Penh et le refus des chefs nationalistes royaux à Phnom Penh de prendre la maquis contre la France comme Phetsarath. S'il y eut une « révolution cambodgienne » en 1945, elle avait été mort née. Même les Viet kieu à Phnom Penh ne semblèrent pas avoir tenté de prendre le pouvoir après la défaite japonaise.

D'ailleurs, et cela est rarement abordé dans l'historiographie officielle, il y eut des problèmes entre Vietnamiens et Cambodgiens en 1945. Dans ses entretiens privés avec les chefs japonais à Saigon à la mi-1945, Son Ngoc Thanh avait déjà soulevé la question épineuse du retour d'une partie de la Cochinchine au Cambodge. ¹⁸ A la fin d'août, il envoya une délégation à Saigon pour discuter avec les Vietnamiens d'une alliance contre le retour des Français. Or, au grand dam des dirigeants vietnamiens, ces pourparlers furent dissous lorsque les Cambodgiens demandèrent le retour des provinces de Tra Vinh et de Soc Trang. Les Vietnamiens firent la sourde oreille, espérant tout de même pouvoir faire face aux menaces immédiates. Nguyen Thanh Son souligna à Son Ngoc Thanh le danger du retour imminent des Français. Le premier ministre cambodgien refusa d'y croire. Une dernière tentative fut faite par les Sudistes, mais en vain. Son Ngoc Thanh fut arrêté par les Français au début d'octobre. ¹⁹ Quelques semaines plus tard, en dépit de son arrestation, le journal officiel du PCI reprocha aux Cambodgiens leurs attaques contre les Viet kieu au Cambodge et leurs revendications pour le retour du « Nam Bo ». ²⁰

En effet, les relations vietnamo-cambodgiennes étaient très tendues malgré les Français. En fait, il y eut des soulèvements armés et très sanglants de la part des Khmers vivant dans

¹⁶ 'Etude sur les mouvements rebelles au Cambodge', p. 52.

¹⁷ THANH DAM, 'Nhan dan Campuchia chong de quoc Phap', p. 75 et Ben KIERNAN, 'Origins of Khmer Communism', *Southeast Asian Affairs*, 1981, Singapore, Institute of Southeast Asian Affairs, 1981, p. 164.

¹⁸ 'Journal personnel du colonel Hayashi', dans 'Les services spéciaux japonais', p. 332.

¹⁹ *Quan tinh nguyen Viet Nam o Campuchia*, p. 44. Les Vietnamiens avaient contacté le premier ministre cambodgien au moins deux fois, grâce aux bons soins de son frère, Son Thai Nguyen, qui résidait encore en 1945 à Soc Trang.

²⁰ Son Tung, 'Dan Cao-Mien da len tieng' [Les Cambodgiens ont parlé], *Co Giai Phong*, no. 29, (le 28 octobre 1945), p. 1.

les provinces occidentales du Nam Bo—les *Khmer Krom*.²¹ En 1946, un rapport français faisait état d'une « lutte entre Annamites et Cambodgiens » dans les provinces de Tra Vinh, Chau Doc et Soc Trang. On rapportait que suite à ces violences, il n'y eut « aucun retour de la population annamite qui [avait été] systématiquement refoulée par la population cambodgienne sur Long Xuyen » à la fin de 1945.²² Cette agitation allait continuer jusqu'en 1948. Selon le chef du LK VIII, le futur général Tran Van Tra, cette violence était due à la fois à l'insuffisance de « travail politique » de la part des Vietnamiens au sein de la communauté khmère au Vietnam et aux provocations des Français. En raison des « actions sévères et une politique correcte », dit le général, les Cambodgiens reprirent leur collaboration « avec la résistance et son administration » en 1947.²³ Mais non sans méfiance. Un ouvrage récent confirme que pendant les trois premiers mois de 1946 beaucoup de Khmers vivant dans les zones de Soc Trang, Bac Lieu et Rach Gia attaquèrent des Vietnamiens, mais, selon cette source, sur la provocation des Français.²⁴ Soit. Mais les Français n'étaient pas uniquement coupables de ce bain de sang. Des différends historiques entre Khmer et Vietnamien existaient bien avant la période coloniale. L'armée française fusilla séance tenante deux Cambodgiens qui tuèrent d'une façon barbare Thai Hong Cang, le père d'un champion de tennis célèbre.²⁵

De la même manière, on aurait tort de croire que les Cambodgiens et les Vietnamiens se détestaient 'systématiquement' et 'éternellement'. Beaucoup de Vietnamiens continuaient à travailler dans les gouvernements et services publics cambodgiens après 1945. Au niveau local, le nombre de mariages mixtes était beaucoup plus élevé que l'on ne le croit. Certains chefs nationalistes khmers étaient eux-mêmes mariés à des Vietnamiennes. Dap Chhuon, par exemple, avait deux femmes vietnamiennes.²⁶ Le problème résidait dans le fait qu'un discours nationaliste cambodgien défini en opposition à l'expansion historique des Vietnamiens, baptisés péjorativement *yuon*, pouvait facilement cacher ce qui reliait les deux peuples sur le terrain. Il suffit de se souvenir des actions vietnamiennes auprès des Huaqiao au même moment (voir l'incident de Hai Ninh, sec. asiatiques étrangers, ch. 2).²⁷

²¹ Ces problèmes ethniques existaient déjà avant l'arrivée de la RDVN au pouvoir. Voir : 'Noi-cac moi co can giao-hieu ngay voi 2 nuoc Ai-Lao va Cao Men khong ?' [Doit-il le nouveau cabinet entretenir rapidement des rapports d'amitié avec le Laos et le Cambodge ?], *Binh Minh*, no. 76, (le 20 juin 1945), p. 1.

²² SESAG, no. 232/R, 'BR : Cambodgiens de Cochinchine', le 16 février 1946, d. 1048 à 1600, c. 10H528, SHAT.

²³ Q.D.Q.G.V.N., Khu 8, Bo Chi Huy, so. 28/CT, 'Chi thi cho Trung doan 111 ve cach thanh lap va hoat dong cua Bo Doi 'Mien Viet Lien Quan', [Instructions au régiment 111 concernant la formation et les activités du Bo Doi « Mien Viet Lien Quan »], signé par TRAN VAN TRA, le 2 mars 1948, p. 1, d. Organisation du Front du Cambodge, c. 10H4121, SHAT.

²⁴ Bo Tu Lenh Quan Khu 9, *Quan khu 9: 30 nam khang chien (1945-1975)* [La zone de guerre 9 : 30 ans de résistance], Hanoi, NXBQDND, 1996, p. 79.

²⁵ 'BR : Cambodgiens de Cochinchine', p. 1.

²⁶ AmbFr au Cambodge, 'Gorcé au MAE', le 2 mars 1959, p. 4, vol. 11, série Cambodge, fonds CLV, MAE.

²⁷ Or, nous n'avons pas trouvé trace d'une violence vietnamienne contre les populations chinoises vivant au Vietnam.

Le Khmer Issarak entre la Thaïlande, la France et la RDVN, 1946-49

Quels que fussent les obstacles, il fallait à tout prix une politique cambodgienne. En novembre 1945, un « délégué spécial » du PCI, Vu Van Duc, arriva au Nam Bo pour mettre de l'ordre dans le Sud. Ce dernier avait été personnellement sélectionné par Ho Chi Minh et habilité par le PCI. De son vrai nom, Hoang Dinh Giong, il était un Vietnamien d'origine Tay, ce qui aurait fait de lui un porte-parole plus efficace dans le domaine des problèmes intéressant les minorités. Vu Van Duc était aussi un vétéran des opérations révolutionnaires en Chine du Sud avant la guerre et l'un des communistes les plus importants du PCI. Il parlait parfaitement le chinois. Il arriva au Sud-Vietnam vers novembre 1945. L'arrivée de Vu Van Duc coïncida avec le moment où les Khmers Krom se soulevèrent. La nature du problème posé par la fragilité des relations vietnamo-cambodgiennes et par la capacité des Français à exploiter les différends ethniques ne devait pas échapper à Vu Van Duc. Arrivé dans l'un des endroits 'chauds', il fit libérer immédiatement plusieurs Khmers emprisonnés par le Viet Minh et appliqua une politique martelant les 'complots néfastes' des Français visant à diviser les deux races.²⁸

Il fallait ensuite créer une nouvelle modalité de collaboration vietnamo-cambodgienne. Lors de la dissolution du « Comité du Cambodge indépendant » en fin 1945, Vu Van Duc donna l'ordre d'envoyer vite des délégués en Thaïlande pour prendre contact avec les Khmer Issarak qui y résidaient depuis 1940. Il expédia deux délégués dans la province de Battambang pour contacter les succursales survivantes du « Comité du Cambodge indépendant » et d'autres.²⁹ Bien entendu, cette collaboration en Thaïlande était facilitée par le fait que les Thaïlandais s'opposaient encore aux tentatives des Français pour reconstruire l'Indochine française *ante bellum*. Les Thaïs renâclaient particulièrement devant le retour des territoires cambodgiens, là où les Khmers Issaraks étaient les mieux implantés politiquement et la famille Aphaiwong économiquement la plus prospère. Avec l'accord tacite des autorités thaïes, le Viet Minh et les Khmer Issarak pouvaient se déplacer et s'organiser quasi librement dans les provinces de Siemreap et Battambang sous contrôle thaï, ce qui s'avérait d'autant plus avantageux pour le Viet Minh que l'armée française ne pouvait pas les frapper directement tant qu'un accord diplomatique ne serait pas signé entre Bangkok et Paris.³⁰ A la différence de la situation au Laos, il était plus facile pour le Viet Minh en 1945 et la première moitié de 1946 de collaborer avec les Issaraks en Thaïlande et dans les provinces de Battambang et Siemreap qu'au Nam Bo. Encore une

²⁸ *Quan khu 9*, p. 79. Vu Van Duc libéra « plusieurs centaines » de Khmers.

²⁹ *Ibid.*, pp. 57, 81 et les télégrammes interceptés dans c. 128, CP, CAOM.

³⁰ Or, les Français avaient des observateurs militaires stationnés dans ces provinces contestées, avec l'accord des anglais. ALF, Siam, 'SACSEA Commission No. 1, Saigon, to HQSACSEA QQALFSIAM', sans date, dans WO203/5545, PRO et 'Telegram from SACSEA to ALFIC', TOOO80147Zdec, sans date, WO203/5545, PRO.

fois, la guerre franco-vietnamienne n'était nullement limitée aux confins de l'ancienne Indochine française. C'est justement cette opposition thaïe, khmère et vietnamienne à cette construction qui explique la nature extra-indochinoise de la guerre. Il n'y avait pas que les Français et les Vietnamiens impliqués dans cette guerre. Si limitée fût-elle, la première guerre véritablement indochinoise avait débuté en 1940 entre Français et Thaïlandais. Et même après la défaite japonaise, les Thaïs n'avaient pas abandonné leur désir de faire disparaître l'Indochine française. Les Vietnamiens en étaient parfaitement conscients et ils en profitaient pour bâtir leurs propres alliances anti-françaises.

Comme au Laos, ce qui facilitait le plus la tâche révolutionnaire au Cambodge était l'immigration vietnamienne à travers la péninsule. C'est grâce aux Viet kieu que Tran Van Giau avait pu repérer et recruter Son Ngoc Minh et Ngo That Son. Si nous pouvons ajouter foi aux renseignements de la Sûreté fédérale, Son Ngoc Minh naquit vers 1904 au Sud Vietnam. Il avait pour vrai nom Pham Van Hua et était de sang vietnamien. Aux environs de 1930, il était pêcheur sur le Tonlé Sap, métier dominé par les Vietnamiens au Cambodge. Recruté par le PCI à cette époque, il était devenu par la suite membre de ce parti en 1932 et chargé d'une mission au Cambodge. En 1936, Son Ngoc Minh travaillait pour l'imprimerie de l'*Orient (Dong-Phuong)* à My Tho, journal de tendance communiste sous la direction de nul autre que la personne de Nguyen Thanh Son, de son vrai nom Nguyen Van Tay. Tous deux étaient apparemment des amis. Après avoir pris le froc à Takéo en 1937, Son Ngoc Minh aurait été chef du PCI pour la province de Svay Rieng. Il se serait réfugié en Thaïlande vers 1941-42. Il collabora ensuite avec Son Ngoc Thanh en 1945. A la suite du retour des Français en Indochine du Sud, il se rendit dans la région de Rach Gia, refuge du Viet Minh.³¹ Comme Nhouhak Phoumsavan qui traversa la Chaîne annamitique pour commercer dans le centre du Vietnam, Son Ngoc Minh était évidemment le mieux placé pour côtoyer les Vietnamiens. On sait déjà que Ngo That Son avait été enseignant au Cambodge avant la Seconde Guerre Mondiale (chapitre précédent).

Mais même si les radicaux ethniquement khmers étaient bien rares, Tran Van Giau n'allait pas perdre son temps à contacter Pok Khun et d'autres Khmers inconnus. Si possible, il voulait gagner le soutien de la famille Aphaiwong, si puissante politiquement et économiquement dans les provinces cambodgiennes. Vers le début de 1946, grâce au soutien des Viet kieu en Thaïlande et au Cambodge occidental et suite à des rencontres entre des représentants de la RDVN et des Khmers opposés au retour des Français, fut créé

³¹ DSS, 'Note sur l'organisation politique et administrative Viet Minh au Cambodge', Index des noms cités, p. 1, GGI, d. 65493, CAOM et 'Note pour M. le chef du Service de sécurité du HC au Cambodge', no. 5461 C/SG-1, le 3 septembre 1951, d. 1952, c. 107, SPCE, CAOM. Selon une étude vietnamienne récente, Son Ngoc Minh avait été connu avant la Seconde Guerre Mondiale sous le nom de Achar Mien. Il avait étudié à l'institut supérieur bouddhique. *Quan tinh nguyen Viet Nam o Campuchia*, p. 143.

un nouveau « Comité national de la libération du Cambodge » (*Kana Cheat Mouta Keaha Mocchim Nokor Khmer*) dans la province de Battambang contrôlée par les Thaïs. Son Ngoc Minh y figurait comme leader de cette organisation, en collaboration avec Madame Me Muon et Achar Duong (voir *infra*).³² Avec l'aval du Viet Minh et des Viet kieu, ce petit comité revendiqua l'indépendance du Cambodge et la collaboration avec la RDVN. En pratique, il n'avait pas de programme politique ou d'administration. Sous l'impulsion de Pok Khun, cet organisme récupéra les anciens collaborateurs de Son Ngoc Thanh qui s'étaient réfugiés à Battambang. Tenant en compte les soldats Viet kieu, le nombre des membres et des effectifs de cet organe atteignit un chiffre d'environ 4.000 personnes. Les souscriptions permettaient à Pok Khun de mettre sur pied une troupe d'environ un millier d'hommes, mais très mal armée. Tant que la Thaïlande n'était pas en guerre avec la France, Bangkok ne voulait pas créer des problèmes diplomatiques en armant les Khmer Issarak.³³

Grâce aux contacts familiaux de Pok Khun, les Khmers Issaraks et le Viet Minh pouvaient obtenir une aide importante de la part de la famille Aphaiwong. En effet, le neveu de Khuang Aphaiwong, Chavalit, fut nommé président de ce nouveau Khmer Issarak. Il commandait aussi des groupements militaires à Aranyaprathet et Siemreap.³⁴ L'installation du Khmer Issarak près d'Aranyaprathet n'a rien de surprenant. Cette région alimentait un commerce de pierres précieuses venant de Pailin et faisant vivre les succursales que la famille Aphaiwong y avait établies. Tout près, à Surin, se trouvait une minorité cambodgienne en Thaïlande, parmi laquelle les Khmer Issarak recrutaient des adhérents. Enfin, Aranyaprathet et Surin se trouvaient sur une ancienne route commerciale entre la Thaïlande méridionale et l'Ouest du Cambodge, qui serait au centre des dissidences cambodgiennes bien après la clôture de cette première guerre dite d'Indochine.

Encore une fois, la collaboration révolutionnaire à l'indochinoise n'était pas écrite d'avance à la fin des années 1940. Le Khmer Issarak avait ses propres intérêts, qui n'étaient pas toujours les mêmes que ses alliés Viet Minh. Pok Khun rencontra des délégués américains, leur sollicitant une aide et une reconnaissance sur le plan international comme l'avaient fait le Lao Issara et la RDVN. Le 31 décembre 1946, par exemple, le Khmer Issarak envoya un mémorandum au Secrétaire général des Nations

³² Les Français connaissaient cette organisation sous le nom du « Comité de la Libération du Cambodge » et « Comité des Cambodgiens libres ».

³³ THANH DAM, 'Nhan dan Campuchia chong de quoc Phap', p. 75 ; NGUYEN HAO HUNG, 'Lien minh chien dau Viet Nam-Campuchia', p. 144 ; HCFIC, no. 488H/Cab, 'HCFIC au Ministre de la France d'Outre-mer', le 6 sept 1947, d. 1946-50, c. 156, EA, MAE ; et 'Etude sur les mouvements rebelles au Cambodge (1942-1952)', p. 43.

³⁴ 'Daridan au MAE', no. 227/AS, le 12 juin 1947, d. 1946-50, c. 156, EA, MAE.

Unies, intitulé « Thèses et propositions des Cambodgiens libres demandant l'autonomie (self-government) ». ³⁵ Ils ne consultèrent préalablement ni les Vietnamiens, ni les Français.

Cela allait changer sensiblement en 1947. Suite à l'échec des négociations du « Comité de Conciliation » franco-thaï en août et le coup d'Etat de novembre 1947, le soutien thaï au Khmer Issarak devint plus faible, ce qui permit une augmentation de l'influence du Viet Minh. Si Phibun n'était pas du tout opposé à l'idée de continuer à soutenir ces groupes en coulisse, ³⁶ il savait dès son retour au pouvoir au début de 1948 qu'il ne pouvait plus lutter ouvertement contre la France en armant les groupes indochinois comme autrefois. Pour consolider sa propre position interne, il avait grand besoin de la reconnaissance des Occidentaux et de leur aide (sec. sud-est asiatique, ch. 3). S'opposer ouvertement à la France n'était plus possible.

La disparition des Seri Thais et le retour de Phibun obligèrent surtout le PCI/Viet Minh en Isaan de commencer à déplacer leurs activités vers l'Indochine occidentale. Les chefs du « Front Occidental/Mékong » transfèrent leurs cadres et effectifs dans le Sud-Laos et le Nord-Cambodge. Le « Commandement du Front Occidental » avait créé la « Zone militaire IV » dans le Nord du Cambodge. Au début de 1948, Vu Huu Binh se rendit à Ampil, un petit village dans les Dangreks cambodgiens, pour former un nouveau commandement dans cette région. Mai Van Quang l'accompagna pour s'occuper des questions politiques. C'est à ce moment que le Viet Minh entra en contact avec des groupements cambodgiens « sécessionnistes », tels Dap Chhuon, Leav Keo Muni, Pok Houll et Chantareangsey ³⁷ (qui s'étaient opposés aux Français, grâce aussi à la politique thaïe et au contrôle de Bangkok sur Battambang et Siemreap).

Entre-temps, les différends personnels à l'intérieur du Khmer Issarak provoquèrent une scission débilante. Le 24 juin 1946, le Comité directeur du Khmer Issarak à Bangkok avait remplacé Chavalit Aphaiwong par Pok Khun, ce dernier devenant le chef politique et militaire du groupe. Ce changement renforça l'unité du Khmer Issarak, gagnant à sa cause des Khmers opposés à Aphaiwong dans les Dangreks. ³⁸ En effet, c'est à ce moment que les hommes sous le commandement de Dap Chhuon commencèrent à prendre un ascendant croissant sur les groupes jusqu'alors soudés aux Thaïs et leurs intérêts économiques. Le Viet Minh ne pouvait qu'essayer de contourner ces réalités cambodgiennes à sa faveur, en s'alliant avec Dap Chhuon. Cela n'allait pas être facile, comme nous allons le voir.

³⁵ « Traduction d'un mémorandum des Cambodgiens libres au Secrétaire général des Nations Unies en date du 31 décembre 1946 », dans d. 1946-50, c. 156, EA, MAE.

³⁶ Après le coup de novembre 1947, Khuang Aphaiwong servit comme chef du gouvernement thaï intérim.

³⁷ *Quan tinh nguyen Viet Nam o Campuchia*, p. 71. Selon cette source, le Viet Minh contacta aussi Siev Heng, Hong Suon et May Pho.

³⁸ « Télégramme à l'arrivée », le 30 juin 1947, signé DARIDAN, d. 1946-50, c. 156, EA, MAE.

Enfin, il y avait les Français, qui avaient naturellement leur propre politique indochinoise. Ceux-ci ne comptaient guère laisser les Khmer Issarak mettre en cause leurs projets étatiques encore précaires, ni permettre aux Thaïs ou Vietnamiens de récupérer les chefs nationalistes khmers pour créer un contre-Etat cambodgien à l'extérieur. Comme le Lao Issara, les Français intensifièrent leur politique de ralliement par les bons soins de leur Légation à Bangkok. Le 6 septembre 1947, au lendemain de la clôture du « Comité de Conciliation » et le jour même de la formation de la « South East Asia League » (sec. sud-est asiatique, ch. 2), le Haut Commissariat de France en Indochine, M. Bollaert, envoya un rapport au Ministère de la France d'Outre-mer sur le problème des émigrés khmers et lao en Thaïlande et l'importance qu'il y aurait à les faire rentrer en Indochine le plus rapidement possible. Si des contacts avaient déjà été pris avant cette date, les Français voulaient désormais porter « un coup sérieux aux foyers d'agitation anti-française du Siam ». Pour le Haut-Commissariat, la conjoncture était telle que l'on pourrait forcer les Thaïs à « retirer de [leur] jeu les cartes Khmer Issarak et Lao-Viet », les privant ainsi du « prétexte de [leurs] menées expansionnistes ».³⁹ Les Français voulaient aussi mettre fin à ces groupes nationalistes qui, par leur présence continue à l'extérieur, discréditaient leurs efforts pour créer un nouvel Etat cambodgien plus nationaliste, bien qu'étroitement lié à la France. On ne doit donc pas s'étonner que cette tentative de ralliement suivît de près la déclaration franco-cambodgienne signée à Phnom Penh en avril et mai 1947, fait qui avait déjà provoqué environ 2.000 ralliements jusqu'au 31 mai 1947.⁴⁰

Il y avait d'autres problèmes politiques. A l'intérieur du Cambodge, un cercle d'intellectuels et de fonctionnaires groupés autour du prince Youthevong dans le Parti Démocrate constituait une forte majorité à l'Assemblée et avait élaboré et promulgué une constitution visant à transformer le Cambodge en une monarchie constitutionnelle. Ainsi le parti démocrate avait réussi à utiliser l'Assemblée pour contrecarrer le roi et ses ministres et promouvoir son propre pouvoir. D'ailleurs, les démocrates avaient su s'emparer de la bannière nationaliste dans ce même but, ce qui ne tarda pas à provoquer les agissements de Sihanouk. Ceux-là critiquèrent les Français de ne pas avoir donné suffisamment d'autonomie au Cambodge. La possibilité d'une alliance entre les Démocrates et les groupes Khmer Issaraks à l'ouest n'échappait certainement pas aux esprits français. Certains parmi les Démocrates avaient entretenu des relations suivies avec Son Ngoc Thanh, sous résidence surveillée en France depuis 1945. En dépit de son exil, ce dernier demeurait une figure nationaliste d'envergure et une menace pour la monarchie

³⁹ 'HCFIC au Ministre de la France d'Outre-mer'.

⁴⁰ 'M. Daridan au MAE'.

cambodgienne sur le plan politique, surtout s'il se ralliait aux Khmer Issaraks et/ou aux Démocrates. Dès 1947, les Français cherchèrent à mettre fin une fois pour toutes à la désagrégation politique à l'extérieur du Cambodge.

En juillet 1947, le Ministre de la Légation à Bangkok, M. Gilbert, rencontra Pok Khun pour discuter de la possibilité de son retour au Cambodge et du tarissement de la résistance Khmer Issarak en Thaïlande au nom de la réconciliation nationale au Cambodge. Dans leurs discussions, Pok Khun alla jusqu'à donner son accord pour rencontrer secrètement Léon Pignon sur ce sujet.⁴¹ Tout comme Phetsarath, Pok Khun avait été en contact avec des représentants français depuis un certain moment, et parfois même avec l'approbation du Khmer Issarak.⁴² En effet, Pignon rencontra Pok Khun le 9 août 1947 à Battambang pour discuter « des modalités de ralliements de ses partisans demeurés au Siam » et pour les convaincre que « rien ne s'opposait plus [...] à leur retour chez eux ». ⁴³ Au cours des discussions, Pok Khun s'expliqua sur ses différends de longue date avec Chavalit et souligna sa fidélité envers le roi du Cambodge (tout en oubliant ses attaches à une autre branche dynastique du Cambodge). Pok Khun rencontra aussi dans l'entourage de Pignon des représentants du Parti Démocrate désireux de voir son retour à l'intérieur. Pignon lui fit connaître les décrets accordant l'amnistie aux Issaraks et les conditions de ralliement. Avant de le quitter, Pignon assura Pok Khun qu'il pouvait venir à Phnom Penh quand il le voulait et sans crainte.⁴⁴ Mais pour le moment, Pok Khun resta sur place.

Ce que nous voudrions souligner ici, c'est qu'il est impossible d'étudier les réseaux vietnamiens au Cambodge sans prendre en compte les activités des Khmers et des Français. La victoire 'indochinoise' du PCI n'était nullement vouée à la victoire à cette époque, pas plus que les projets français étaient forcément destinés à l'échec. Comme nous allons le voir, les Vietnamiens chargés des questions cambodgiennes le savaient parfaitement bien. En 1947, les communistes vietnamiens n'avaient pas de politique révolutionnaire pour le Cambodge. Outre peut-être Son Ngoc Minh, ils n'avaient pas vraiment d'alliés khmers. Ils s'appuyaient plutôt sur leurs réseaux d'immigration vietnamienne, ce qui rendait une révolution proprement khmère d'autant plus difficile.

⁴¹ MAE, no. 664/AS, 'MAE au Secrétaire général de la Commission Interministérielle pour l'Indochine', Paris, le 30 juillet 1947, d. 1946-50, c. 156, EA, MAE.

⁴² 'Télégramme à l'arrivée', le 30 juin 1947.

⁴³ 'Rapport de Plion-Bernier', signé PLION-BERNIER, le 8 août 1947 et 'Gilbert au MAE', no. 342/AB, le 21 août 1947, d. 1946-50, c. 156, EA, MAE.

⁴⁴ 'Rapport de Plion-Bernier'.

Une nouvelle politique révolutionnaire pour le Cambodge ?

Le poids des réseaux extérieurs des communistes sudistes sur la péninsule indochinoise commença à se déplacer vers l'intérieur du Cambodge au début de 1948. Comme nous l'avons déjà constaté pour le Laos, le coup d'Etat de novembre 1947 en Thaïlande et le retour de Pibul Songkram au pouvoir à Bangkok au début de 1948 obligèrent le PCI à se re-concentrer sur l'intérieur de l'Indochine. Cette réorientation fut renforcée par les succès des Français, en semant le désaccord parmi les Khmer Issarak, en ralliant des résistants à la cause franco-khmère et en construisant un Etat associé de plus en plus attractif (voir aussi : sec. indochinoise (Laos), chs. 3-4). Au niveau international, la politique américaine de plus en plus hostile au communisme en Asie, le raffermissement d'une ligne internationaliste plus forte au sein du PCI après la formation du Kominform et les premières victoires du PCC en Chine poussaient le PCI à reprendre ses tâches internationalistes à l'indochinoise (sec. sud-est asiatique, ch. 4 ; sec. chinoise, ch. 2).

Sur le terrain, le coup d'Etat de Phibun en novembre 1947 obligea les Vietnamiens opérant en Thaïlande de se rendre littéralement au Cambodge pour bâtir de nouvelles alliances (voir *supra*). Au début de 1948, les dirigeants communistes bien connus en Thaïlande, Vu Huu Binh et Mai Van Quang, se réfugièrent sur le côté khmer de la frontière thaïe-cambodgienne pour créer de nouvelles bases et de nouvelles alliances (voir *supra*).

On peut constater dans la politique vietnamienne envers le Cambodge un changement sensible à cette époque. En mars de cette année-là, le « Commandement général » (*Bo tong chi uy*) de l'armée vietnamienne donna l'ordre pour jeter les bases d'une nouvelle politique pour guider les activités politico-militaires des Vietnamiens sur les fronts du Laos et du Cambodge.⁴⁵ Du point de vue révolutionnaire, cette nouvelle politique pour l'Indochine occidentale insistait sur l'importance qu'il y avait à aider les deux pays à créer des « bases politiques » par le biais d'équipes de propagande armée. Selon une histoire officielle récemment publiée, la ligne de mars 1948 était « extrêmement importante », car elle traçait les préceptes directeurs des relations des Vietnamiens avec les Laotiens et les Cambodgiens. Politiquement, cette directive permettait aux « volontaires vietnamiens » de servir de force mobilisatrice parmi les peuples laotien et cambodgien et comme des conseillers (*co van*) au sein des deux peuples. Militairement, les Vietnamiens avaient la tâche d'assister ces deux peuples pour « établir une armée » Lao-Viet et Mien-Viet, respectivement.⁴⁶

⁴⁵ *Lịch sử bộ tổng tham mưu trong kháng chiến chống Pháp (1945-1954)* [Histoire de l'Etat major général pendant la résistance contre la France], Hanoi, Bộ Tổng Tham Mưu, 1991, p. 244.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 244.

On prônait surtout l'envoi des cadres parlant les langues régionales en Indochine occidentale pour créer des bases « populaires » et solides pour ces deux « peuples » alliés. Le PCI soulignait l'intérêt qu'il y aurait à ne pas provoquer de malentendus avec les Laotiens et Cambodgiens.⁴⁷ Afin de faciliter cette opération au Cambodge, cette directive expliquait l'intérêt stratégique de la création d'une route entre Stung Treng–Kratie et la province de Tay Ninh d'un côté et entre Battambang et le Nam Bo de l'autre. Les directives en ce sens furent « rapidement » transmises aux cadres communistes sur place.⁴⁸

Parlant de cette nouvelle politique de mars 1948, le général Vo Nguyen Giap confirme dans ses souvenirs récemment publiés que plusieurs « cadres politiques furent envoyés secrètement en infiltration dans les zones contrôlées par l'ennemi » au Laos et au Cambodge. « De la plus grande importance », écrit-il des années plus tard, « était l'aide apportée à nos amis pour créer des cadres (*can bo*) ».⁴⁹ Giap explique qu'à partir de 1948, le Comité central du PCI lui confia la tâche de « diriger » (*chi dao*) « la révolution laotienne » et de « superviser l'aide donnée à la révolution cambodgienne ».⁵⁰ Toujours selon Giap, la nouvelle politique du PCI envers le Laos et le Cambodge s'intitulait : « Sur la ligne et la direction de [nos] activités sur les fronts laotien et cambodgien » (*Ve phuong cham, phuong huong hoat dong tren cac mat tran Lao va Mien*) (pour le Laos, sec. indochinoise (Laos), ch. 3-4).⁵¹

Il est significatif que cette directive de mars 1948 avait été approuvée lors d'une réunion spéciale du Comité central du PCI en janvier, avec la participation de chefs des « Comités des Affaires du Parti » du Haut et du Moyen Laos, mais apparemment aucun cadre du Cambodge n'avait pu s'y rendre à temps.⁵² Ce ne fut pas la première fois que le Cambodge allait être en retard sur le Laos. Fait encore plus important : la date de janvier révèle que, confronté par le coup d'Etat de Phibun en novembre 1947, le PCI avait commencé à repenser sa politique révolutionnaire. Cela dit, la nouvelle politique de janvier dut être communiquée aux délégués en Thaïlande chargés des affaires cambodgiennes, car en février 1948 la décision fut prise de créer un « Comité des Affaires du Parti pour le Nord-Cambodge ». Tran Van Giau, Vu Huu Binh et Mai Lam y firent partie (voir *infra*).⁵³

⁴⁷ *Ibid.*, p. 245.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 245.

⁴⁹ VO NGUYEN GIAP, *Chien dau trong vong vay. Hoi uc* [Lutter dans une situation d'encerclement : Souvenirs], Hanoi, NXBQDND, 1995, pp. 341-44 et *Lich su bo tong tham muu*, p. 245.

⁵⁰ VO NGUYEN GIAP, *Chien Dau trong vong vay*, p. 341.

⁵¹ VO NGUYEN GIAP, *Chien dau trong vong vay*, pp. 344-45. Il semble que Vo Nguyen Giap suivait l'évolution des affaires cambodgiennes. En décembre 1948, Mai Lam rapportait à Nguyen Thanh Son qu'il avait reçu « des directives de Vo Nguyen Giap, lui demandant d'établir de solides bases dans la masse khmère ». Télégramme intercepté dans CFTEO, EM/2B, no. 393/2, 'Renseignements', d. 36, c. 10H539, SHAT.

⁵² *Lich su bo tong tham muu*, pp. 244 et 246.

⁵³ *Quan tinh nguyen Viet Nam o Campuchia*, p. 72. D'autres membres de ce comité communiste furent les suivants : Pham Van Xo, Le Tri Ba (Na) et, plus tard, Nguyen The Cung.

Le 'timing' de ce changement de bord du PCI envers l'Indochine occidentale est remarquable. Cette nouvelle politique ne pouvait pas être étrangère à la création le 1 février 1948 d'un nouveau « Comité de libération du Peuple khmer ». ⁵⁴ Selon une histoire récente des activités vietnamiennes au Cambodge, ce nouveau comité fut, en fait, une réorganisation du comité provisoire de libération nationale, qui avait été créé en 1946 à Battambang (voir *supra*). ⁵⁵ Conforme à un langage plus communiste, qui caractérisait le PCI depuis janvier 1948, l'un des documents fondateurs du « Comité de libération du Peuple khmer » (dorénavant, CLPK) expliquait que ce 'nouveau' comité avait été créé puisque la « révolution » au Cambodge avait atteint « une nouvelle phase de son développement » sur « toute l'étendue de la plaine khmère ». ⁵⁶ Comme le Viet Minh, ce front national visait à unifier « toutes les forces dans un front national unique contre l'impérialisme », et ainsi à organiser et développer « toutes les forces politiques de lutte » au Cambodge. Le CLPK devait « servir comme gouvernement provisoire », en attendant « que les zones libérées [soient] suffisamment étendues ». Ultérieurement, ce gouvernement temporaire devait convoquer une « Assemblée nationale » pour élaborer une constitution et former le « gouvernement définitif ». Ce comité annonça également la consolidation des relations avec les Laotiens et les Vietnamiens. On peut même relever dans cette déclaration l'une des idées maîtresses du PCI depuis 1941 : la formation d'un « Front indochinois de l'indépendance est une nécessité immédiate ». ⁵⁷

Bien au courant de la puissance en hommes de Dap Chhuon dans les Dangreks, les Vietnamiens durent accorder une place plus importante à cet homme dans le CPLK. En fait, Dap Chhuon en devint le président, secondé par Pok Khun. Le gendre de celui-ci, Pok Huol, fut nommé chef militaire chargé de la région de Siemreap et Ministre des finances du Khmer Issarak jusqu'en juin 1948. ⁵⁸ Son Ngoc Minh n'y figurait plus, mais Madame Me Muon, Liav Keo Muni, Houk Sakhan, Siev Heng, Achar Duong et May Pho firent partie de ce comité de libération. ⁵⁹ Ce « gouvernement » fut installé dans la région des Dangreks dans le Nord du Cambodge. Me Muon, une commerçante cambodgienne de sang vietnamien, était chargée de l'Economie, assistée par son mari, un marchand chinois.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 72 et HOANG VAN HOAN, *Giot nuoc trong bien ca (Hoi ky cach mang)* [Une goutte d'eau dans l'océan (Mémoires révolutionnaires)], Beijing, NXB Tin Viet Nam, 1986, p. 306.

⁵⁵ *Quan tinh nguyen Viet Nam o Campuchia*, p. 72.

⁵⁶ Cité dans SDECE, BI, 'Organisation des rebelles indochinois au Siam', février 1948, Livre III, Annexe II, 'Formation du Comité de Libération du Peuple Khmer', p. 1, d. 106, CD, CAOM.

⁵⁷ Cité dans 'Organisation des rebelles indochinois au Siam', février 1948, Livre III, Annexe II, 'Formation du Comité de Libération du Peuple Khmer', p. 1 et la traduction du 'Programme du Comité de libération du peuple khmer', dans CSTFEO, EM/2B, no. 672/2, 'Renseignements', le 8 mars 1948, source : SRT, valeur : A/1, daté de fin février, d. 27, c. 10H536, SHAT.

⁵⁸ 'Renseignements d'archives, Livre II', dans 'Organisation des rebelles indochinois au Siam'.

⁵⁹ *Quan tinh nguyen Viet Nam o Campuchia*, p. 72 et le document intercepté dans CSTFEO, EM/2B, no. 587/2, 'Renseignements', Saigon, le 1 mars 1948, source : SRT, valeur : A/1, du 15 au 23 février 1948, d. 27, c. 10H536, SHAT.

Toutefois, les affaires militaires demeuraient étroitement sous la direction des « commandements mixtes » créés par le Viet Minh/PCI.⁶⁰ Après tout, les Vietnamiens fournissaient la majorité des forces armées de guerre, grâce aux recrues Viet kieu. Sous l'impulsion de Vu Huu Binh, chef militaire du « Front Occidental » à Ampil, ils divisèrent le Cambodge en quatre zones militaires sous la direction du « Commandement militaire pour le Cambodge » (*Bo tu lenh quan su Campuchia*).⁶¹ Les hommes de troupes de Dap Chhuon se chiffraient néanmoins à environ 500.⁶² Dans la pratique, le CPLK comprenait en des bandes locales et des groupes Issarak, qui étaient loin d'être homogènes, sans parler des communistes. Ces éléments disparates constituaient néanmoins les seules forces dans lesquelles le Viet Minh/PCI pouvait espérer voir des indices d'une collaboration proto-«révolutionnaire».⁶³

Se calquant sur le modèle résistant suivi par le Viet Minh depuis 1945, le CLPK commença à mettre sur pied des organisations administratives, économiques et politiques dites « populaires », et même un nouveau drapeau au nom de l'« indépendance, liberté et bonheur ».⁶⁴ Un « Comité de libération » était placé à la tête des circonscriptions « Issarak », avec une commission d'éducation politique rajoutée dans chaque comité. Comme toujours, il fallait créer des cadres selon « un programme élaboré par le comité central ». Vers mars 1948, le CLPK put se déplacer plus vers l'intérieur du Cambodge, avec la création d'un « Comité de libération du Sud-Ouest » du pays.⁶⁵

Les vraies décisions étaient prises dans le « Commandement » (*Bo tu lenh*) Khmer-Viet installé dans les Dangreks (Ta Tum–Ampil). Ce commandement était soumis au contrôle du « Comité spécial des Viet kieu » (*Dac uy Viet kieu*) du PCI en Thaïlande et le « Comité des Affaires du Parti du Nord-Cambodge ». Dap Chhuon était théoriquement le commandement-en-chef des hommes de troupes. Mais son véritable chef étaient Vu Huu Binh et un cadre communiste envoyé du Viet Bac, Mai Lam, (de son vrai nom Nguyen Dau), dont le commissaire politique n'était autre que Mai Van Quang, un ancien communiste de Thaïlande que nous avons déjà rencontré dans la création du radicalisme

⁶⁰ 'Organisation des rebelles indochinois au Siam', p. 8. Ce marchand chinois s'appelait « Chek Hath ».

⁶¹ Pour les effectifs supérieurs des Vietnamiens, voir : *Quan tinh nguyen Viet Nam o Campuchia*, pp. 72-79. On peut citer les unités suivantes opérant dans le Nord et le Nord-Ouest : Bo Doi Ngo Quyen, Bo Doi Tran Quang Khai, Bo Doi Trieu Quang Phuc, Bo Doi Ly Thuong Kiet, Bo Doi Tran Nguyen Han et Bo Doi Yet Kieu.

⁶² ceux de Nat Chuon à 500, alors que Hull pouvait faire appel à environ 120 hommes et Tak 100 hommes. 'Organisation des rebelles indochinois au Siam', p. 11.

⁶³ Voir le jugement de Mai Lam à ce sujet dans un télégramme dans CFTEO, EM/2B, no. 393/2, 'Renseignements', Saigon, le 12 février 1949, source : SDECE, d. 36, c. 10H539, SHAT.

⁶⁴ Traduction du document : 'Note du gouvernement résistant du Cambodge sur le format et les instructions que doit porter le drapeau national, vu la loi du 18 mars 1948, signé le gouvernement cambodgien, Nord-Ouest, intercepté dans CFTEO, EM/2B, no. 1923/2, 'Renseignements', le 28 juin 1948, source : SESAG, daté du 19 mars 1948, d. 31, c. 10H538, SHAT.

⁶⁵ *Essential Matters : A History of the Cryptographic Branch of the People's Army of Viet-Nam, 1945-1975*, traduit par David W. GADDY, publié dans la série *United States cryptologic history*, Special Series, no. 5, Center for Cryptologic History, National Security Agency, [Etats-Unis], 1994, p. 51.

laotien et qui représentait un bon reflet de la nature régionale du communisme vietnamien. Né environ en 1907, Mai Lam arriva en pays Isaan le 4 avril 1948 avant d'être nommé à ce commandement militaire mixte.⁶⁶ Selon une source vietnamienne récente, Pham Ngoc Thach lui-même l'avait désigné pour s'occuper des « affaires cambodgiennes ».⁶⁷ Thach, nous le savons déjà, rentra ensuite au LK IV au Centre-Vietnam pour demander personnellement à Ho Chi Minh et Truong Chinh d'envoyer Hoang Van Hoan en Thaïlande pour s'occuper entre autres des affaires révolutionnaires de l'Indochine occidentale par les bons soins du « Comité des Affaires du Comité central du Parti à l'extérieur » (sec. sud-est asiatique, ch. 4). Le 13 août 1948, Mai Lam allait se rendre à Udon Thani pour suivre un cours de cadres spécial sous la direction de Hoang Van Hoan.⁶⁸ En plaçant des *cadres* sûrs du PCI à la tête de ce commandement mixte, le PCI voulut garder un droit de regard continu sur l'évolution des mouvements 'révolutionnaires' au Laos et au Cambodge.⁶⁹

A la mi-1948, la collaboration vietnamo-cambodgienne semblait avoir pris un nouvel essor. Le 5 mai 1948 avait été formé un nouveau bureau permanent, rebaptisé l'Etat-Major Lao-Viet-Khmer. Dap Chhuon fut nommé président, Mai Lam comme chef d'Etat-Major et un représentant lao non-identifié.⁷⁰ Le 15 mai 1948, Son Ngoc Thanh, au nom du « gouvernement provisoire du Cambodge libre », envoya un message de félicitations au « vénérable président Ho » à l'occasion de son anniversaire.⁷¹ Dans ce même mois, le directeur de la nouvelle « Ecole politico-militaire du Cambodge » à Siemreap envoya un message de salutations à son aîné vietnamien, l'Ecole militaire de Tran Quoc Tuan. En choisissant le nom « Pokumbo Hergs Khmy », un « collaborateur en 1864 du général vietnamien Quang Trung contre le colonialisme français », les chefs de cette école cambodgienne voulaient souligner leur « fraternité avec le Vietnam dans cette guerre d'émancipation ».⁷² Le président du Comité exécutif du CLPK, Pok Khun, adressa une lettre au représentant du gouvernement vietnamien à Bangkok, Nguyen Duc Quy, confirmant que les deux hommes s'étaient rencontrés le 5 février 1948 pour consolider les

⁶⁶ 'Organisation des rebelles indochinois au Siam', p. 12 ; HOANG NGUYEN, 'Toi tham gia doan can bo doi ngoai dau tien di Dong Nam A' [J'ai participé à la première délégation de cadres extérieurs envoyée en Asie du Sud-Est], *Nghien Cuu Dong Nam A*, no. 1, (1991), pp. 51-52 ; et HCFIC, BFD, no. 247/D6.TS, 'Collusion Viet Minh-Khmer Issarak', Saigon, le 27 avril 1948, s.d. 5, d. 108, CD, CAOM.

⁶⁷ HOANG NGUYEN, 'Toi tham gia', p. 52.

⁶⁸ Télégramme intercepté dans [SDECE], no. 7964/VN/8, 'Cours d'instruction des cadres au Siam', le 9 août 1948, valeur : A, s.d. 5, d. 108, CD, CAOM.

⁶⁹ Curieusement, ce fut à ce moment que Tran Van Giau fut rappelé du Cambodge par le Comité central du PCI. *Quan tinh Nguyen Viet Nam o Campuchia*, p. 76.

⁷⁰ 'Organisation des rebelles indochinois au Siam', p. 12. L'absence du prince Souphanouvong est notable.

⁷¹ Reproduit à la une dans *Tieng Noi Mien Tay*, no. 13, (le 14 juin 1948), p. 1. Ce journal faisait parti du « Bureau politique de la zone de guerre IX », dans c. 10H5588, SHAT.

⁷² CSTFEO, EM/2B, no. 1632/2, 'Ouverture d'une école militaire au Cambodge', le 28 mai 1948, source : document, valeur : A/1, daté du 8 mai 1948, d. 30, c. 10H537, SHAT.

liens « unissant » les peuples vietnamien et cambodgien dans la « lutte » pour l'indépendance. Suite à cette conversation, dit Pok Khun, le CLPK et l'armée Issarak approuvèrent les décisions de lutter avec le Vietnam et de reconnaître le gouvernement de la RDVN. Il pria Nguyen Duc Quy de communiquer cet accord au gouvernement vietnamien. En échange, Pok Khun demanda que l'armée du Nam Bo entreprît une attaque sur les Français au Cambodge oriental.⁷³

Le « plan Nguyen Thanh Son » et une administration khmère à l'intérieur

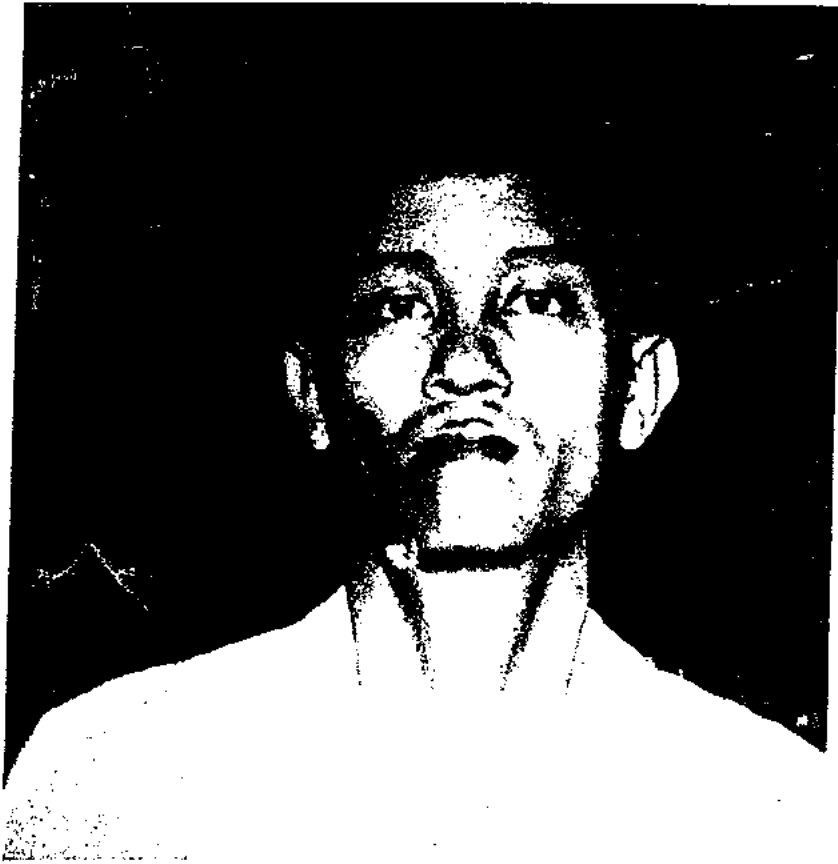
Le rôle joué par les Vietnamiens dans l'implantation d'une administration révolutionnaire à l'intérieur du Cambodge à partir de 1948 fut remarquable. Si le LK IV s'occupait des tâches les plus importantes dans le transfert de la politique laotienne vers l'intérieur, les LKs VII, VIII et IX se virent attribuer l'organisation du Cambodge révolutionnaire. Comme au Laos, le « Comité des Affaires du Comité central du Parti à l'extérieur » en Thaïlande y contribua aussi. Au début, l'administration du Cambodge du CPLK fut divisée en quatre zones principales : le Nord-Est, le Sud-Est, le Sud-Ouest et le Nord-Ouest.⁷⁴ Le LK V s'occupait du Nord-Est, le LK VIII du Sud-Est, le LK IX du Sud-Ouest et du Sud-Est et le « Comité des Affaires du Comité central du Parti à l'extérieur » de Hoang Van Hoan en Thaïlande avait la charge du Nord-Ouest. Si cette séparation administrative allait changer au fil des années, la nature quadripartite du Cambodge révolutionnaire ne devait pas se modifier beaucoup, même jusque dans les années 1970. Cette division correspondait à celle du Laos au même moment. On peut y voir à quel point le PCI pensait désormais ses activités en termes régionaux.

L'émergence d'un mouvement anti-colonial au Cambodge servait évidemment les intérêts des Vietnamiens en guerre en Indochine orientale. En juin 1948, par exemple, une « Réunion du Comité territorial du Nam Bo » (*Hoi-nghi Ky-uy Nam bo*) avait dégagé les buts stratégiques de la nouvelle politique du PCI au Cambodge.⁷⁵ Cette nouvelle politique reconnaissait l'importance de la « révolution cambodgienne » en tant que : 1) source de matières premières (*nguyen lieu*) ; 2) poste de défense contre une attaque française ; 3) base capitale en prévision d'un revers militaire au Sud Vietnam ; 4) débouché pour les exportations du Nam Bo vers l'Asie du Sud-Est ; 5) lien entre l'Indochine et les pays

⁷³ CSTFEO, EM/2B, no. 1099/2, 'Renseignement', source : très bonne, daté du 10 avril 1948, d. 29, c. 10H537, SHAT.

⁷⁴ Cette division géo-politique avait été empruntée vraisemblablement aux Vietnamiens, qui, eux-mêmes, s'étaient probablement appuyés sur le modèle militaire de l'armée nationaliste chinoise.

⁷⁵ Ban Can-Su Cao Mien, Ban Thuong Vu, So 110/CS-TU, 'Ke-hoach hoat-dong o moi vung tren lanh-tho Cao-Mien' [Le plan pour les activités [du parti] dans chaque zone sur le territoire du Cambodge], daté du 18 juillet 1950, signé de DIEN NAM, d. Organes du Front du Cambodge, c. 10H4221, SHAT. Nous ne savons pas pourquoi ce document, d'une authenticité indiscutable, utilise le terme « Ky Uy » au lieu de « Xu Uy ».



Nguyen Thanh Son, alias Nguyen Van Tay

« démocratiques » dans le Sud-Ouest de l'Asie (*Tay-Nam A-Chau*)⁷⁶ et 6) route importante pour le ravitaillement du Sud Vietnam. Le commandement du LK IX, Truong Van Giau, demanda que le Sud Vietnam « aidât le Cambodge directement en armes et hommes ».⁷⁷

Dans l'été de 1948, les Vietnamiens intensifièrent leurs efforts militaires à l'intérieur du Cambodge. En juin, par exemple, un délégué de l'Interzone IX, Phan Thanh Dan, fut envoyé dans le Sud-Ouest du Cambodge pour gagner (à nouveau) l'appui de Son Ngoc Minh au CPLK et à la nouvelle politique du PCI. Etant donné sa collaboration antérieure avec le Viet Minh et sa double culture vietnamo-khmère, les Vietnamiens considéraient son aide comme « très précieuse ». Pour motiver leur offre de collaboration, les Sudistes rappelèrent le « Bataillon Mékong II », dont Son Ngoc Minh avait fait partie en Thaïlande, dans la perspective d'une réorientation des activités militaires sur la frontière khméro-vietnamienne de la province de Ha Tien. Ces stratèges voulaient développer une « plate-forme » (*ban dap*) territoriale pour le CPLK plus proche du Vietnam.⁷⁸

Cette ouverture auprès de Son Ngoc Minh était suivie d'un autre événement encore plus important. En août 1948, le CRA du Nam Bo nomma son ami, Nguyen Thanh Son, « délégué des affaires extérieures » (*uy vien ngoai vu*). Ce dernier devint par la suite chef du « Comité des Affaires extérieures » (*Ban ngoai vu*), secrètement dirigé par le tout puissant « Comité territorial du Nam Bo » (*Xu uy Nam Bo*) du PCI. Il fut secondé par un autre cadre puissant, Vu Dien Nam.⁷⁹ Administrativement et militairement, ce bureau dirigeait les comités de libération dans les zones du Sud-Est, Sud-Ouest et Nord-Est du Cambodge, en collaboration avec la « Ligue des Emigrés au Cambodge pour le Salut National » (*Lien Doan Viet Kieu Cuu Quoc Cao Mien*) (chapitre précédent).⁸⁰ Le « Comité des Affaires du Comité central du Parti à l'extérieur » en Thaïlande s'occupait toujours du Nord-Ouest du Cambodge. Bien que le *Ban Ngoai Vu* ne commençât à fonctionner officiellement que le 7 décembre 1948, ses chefs s'étaient en réalité déjà mis à travailler dès août, sinon depuis le coup thaï en novembre 1947.

⁷⁶ On peut se demander s'il s'agit d'une erreur d'orthographe dans l'original ou lors de la traduction française. Selon nos recherches, le PCI voyait toujours le Cambodge comme un lien avec les pays de l'« Asie du Sud-Est » (*Dong Nam Chau A* ou *Dong Nam A*). Même si le PCI pensait particulièrement, par exemple, au soulèvement du Parti communiste malais en Malaisie, le terme approprié aurait été « Dong Nam A », et non pas « Tay Nam A ». C'aurait été pareil pour décrire les mouvements communistes en Indonésie, Birmanie, et aux Philippines. Voir section chinoise, ch. 2.

⁷⁷ 'Ke-hoach hoat-dong o moi vung tren lanh-tho Cao-Mien', p. 2.

⁷⁸ HO SI TUI, 'Su ra doi va hoat dong cua bo doi doc lap so 1' [La naissance et les activités de la troupe indépendante no. 1], dans Bo Quoc Phong, *Phong trao Nam Tien (1945-1946)*, [Mouvement vers le Sud], Hanoi, NXBQDND, 1997, pp. 242-46 et 'Ke hoach hoat don o moi vung tren lanh tho Cao Mien'.

⁷⁹ 'Ke hoach hoat dong o moi vung tren lanh tho Cao Mien' ; SECAM, no. 1165, 'Schéma de l'organisation du Ban Ngoai Vu', le 28 juillet 1950, d. Divers, 5, c. 104121, SHAT ; et Bo Quoc Phong, *Lich su cuoc khang chien chong thuc dan Phap (1945-1954)* [Histoire de la résistance contre le colonialisme français (1945-1954)], Hanoi, NXBQDND, 1994, p. 512. Le chef d'Etat-Major était Nguyen Van Tat ; le chef politique était Nguyen Duc Cuong ; et le secrétaire général était Vu Nam Dien. Ce sont ces cadres communistes qui sont les meilleurs missionnaires discrets du communisme au Cambodge.

⁸⁰ SECAM, 'Bulletin de renseignements', no. 1140, le 13 août 1949, valeur : B/3, d. Mien Viet Lien Quan, c. 77, HCL, CAOM.

On ne peut pas sous-estimer l'importance de ce bureau dans l'implantation du communisme au Cambodge par le canal vietnamien. L'une des priorités essentielles du *Ban Ngoai Vu* était de diriger toutes les affaires politiques, militaires, et révolutionnaires du PCI/RDVN au Cambodge. Il fallait « donner au mouvement khmer un commandement unique, évitant ainsi les agissements séparatistes de certains cambodgiens ». Si la formation au même moment du « Bureau administratif de la frontière » (*Phong Bien Chinh*) marqua le déplacement de la politique laotienne du PCI vers le LK IV, la formation du « Comité des Affaires extérieures » (*Ban ngoai vu*) en Indochine du Sud symbolisait, structurellement, le transfert de la politique cambodgienne vers le LK IX, surtout vers la région de Ha Tien où le *Ban Ngoai Vu* s'était ancré. Ce n'est pas un hasard si ces bureaux extérieurs se trouvaient respectivement dans les zones du LK IV et IX. C'était logique selon la géographie de l'expansion du communisme vietnamien sur la péninsule indochinoise.

Comme au Laos, la création du *Ban ngoai vu* donna lieu à un nouveau « Front du Cambodge » (*Mat tran Cao Mien*) en 1948, pourvu, à son tour, d'une nouvelle organisation politico-militaire. Ainsi les anciens « Fronts du Mékong » et « Front de l'Ouest » furent remplacés par une plus grande zone militaire indochinoise. Le « Front du Cambodge » se plaça sous la direction du *Ban Ngoai Vu*.⁸¹ Le commandant en chef en était Nguyen Thanh Son, secondé éventuellement par Vu Huu Binh, qui fut muté de Thaïlande, bon symbole de la réorientation de ces réseaux régionaux vers l'intérieur de l'Indochine (voir chapitre suivant). Le 1 août 1948, Nguyen Thanh Son, en sa qualité de « Commissaire militaire » au CRA du Nam Bo, adressa un rapport sur son projet pour le Cambodge à la Défense Nationale de la RDVN sous la direction de Vo Nguyen Giap.⁸² Le but de ce programme, connu des Français comme du Viet Minh sous le nom de « plan Nguyen Thanh Son », était quadruple :

- 1) aider le Cambodge 'libre' à étendre son influence dans tout le pays cambodgien ;
- 2) détruire les réserves économiques et financières de la France au Cambodge ;

⁸¹ CSTFEO, EM/2B, no. 869/2, 'BR no. 26, mois de mars 1948', le 2 avril 1948, d. 28, c. 10H537, SHAT et CFC, EM/2B, no. 3310/2, 'Ordre de bataille des forces armées rebelles au Cambodge, fin octobre 1949', le 1 novembre 1949, d. Front du Cambodge, c. 10H4120, SHAT. Nous n'avons pas pu établir avec certitude la date exacte de sa création. Mais pour les mêmes raisons discutées dans la sec. indochinoise (Laos), chs. 3-4 pour la formation du « Front du Laos » cette date doit se placer vers avril 1948. Le Quang Trung était son délégué militaire, alors que Son Ngoc Minh fut nommé au commandement de son secteur Sud-Ouest, Keo Muni pour le Sud-Est et Norodom Chantareangsey pour le Nord-Ouest.

⁸² Document saisi et traduit dans CFTEO, EM/2B, no. 3231/2, le 12 novembre 1948, intitulé 'Projet établi par le Comité des affaires militaires du Nam Bo sur un programme de soutien au Cambodge indépendant, adressé au Ministère de la Défense Nationale par Nguyen Thanh Son, no. 64/QS/LD, Uy Ban Khang Chien Hanh Chinh Nam Bo', daté du 1 août 1948, signé de NGUYEN THANH SON, d. 1952, c. 107, SPCE et d. 34, c. 10H539, SHAT. Les Français ont aussi saisi un autre rapport de Nguyen Thanh Son sur le Cambodge : 'Rapport du Comité exécutif et de résistance du Nam Bo au gouvernement central, Ministère de la Défense, CREA Nam Bo, Affaires Militaires, no. 63/QS/LD', daté du 1 août 1948, signé de NGUYEN THANH SON, d. 34, c. 10H539, SHAT.

- 3) couper les voies de communications ennemies du Laos, de Battambang et de Phnom Penh à Saigon ;
- 4) créer une grande base militaire à l'Ouest du Cambodge depuis la rive droite du Mékong à la frontière thaïe pour élargir une route vers le Sud-Est Asiatique.⁸³

Afin de donner une impulsion au mouvement révolutionnaire, Nguyen Thanh Son expliquait qu'il fallait diviser le Cambodge en « deux secteurs importants » : le premier allant de la rive gauche du Mékong jusqu'à la frontière orientale du Bas-Laos et de l'extrême Sud du Trung Bo et du Nam Bo, censé être appelé le « secteur de communication [de] guerre économique ». L'autre partait depuis la rive droite du Mékong à l'ouest en se dirigeant vers la frontière avec la Thaïlande et de l'Ouest du Nam Bo au-dessous du Mékong, appelé « secteur militaire et politique ».⁸⁴ Le secteur économique comprenait trois voies de communication majeures, la première entre Phnom Penh et Saigon ; la seconde entre Battambang et Saigon ; et la dernière entre Paksé et Saigon.⁸⁵ Le secteur militaire et politique s'étendait de Bokor et Kampot vers Battambang et des bases au Nord-Ouest et au Sud-Ouest du Cambodge, où les groupes de Dap Chhuon, Son Ngoc Minh et d'autres opéraient et commerçaient avec la Thaïlande. Le but du secteur économique consistait à détruire « systématiquement » les communications de l'ennemi (comme le faisait le Viet Minh au Nam Bo). Il fallait saccager les plantations de caoutchouc dans le Cambodge oriental. Le secteur politico-militaire était conçu pour « créer des bases militaires, surtout une liaison militaire entre le Nord-Ouest et le Sud-Ouest » et, éventuellement, faire pression sur la capitale. En partant du Sud-Ouest, il fallait progresser vers Kompong Speu pour créer une liaison avec les groupes khmers au Nord-Ouest. En même temps, selon Nguyen Thanh Son, il convenait de créer des « cadres » (*can bo*) capables d'agir sur le « Front du Cambodge », qu'il allait s'efforcer de former. Son révélait que le Viet Minh avait d'assez bonnes bases dans le Nord-Ouest, résultat sans doute de leur mainmise sur les Viet kieu et de la collaboration de Dap Chhuon.⁸⁶ Même si ces projets n'étaient pas réalisés immédiatement, le PCI/Viet Minh était désormais désireux de consolider un appareil politico-militaire khmer au Cambodge. Il faut donc souligner combien 1948 était une année capitale.

Une fois son plan esquissé, Nguyen Thanh Son demanda à la Défense nationale d'envoyer une délégation officielle au Cambodge pour s'occuper « exclusivement de l'aide à apporter au Cambodge indépendant ». Selon lui, il fallait unifier aussi rapidement que

⁸³ 'Programme de soutien au Cambodge indépendant'.

⁸⁴ *Ibid.*

⁸⁵ ainsi que les deux provinces de Kompong Cham et Kratié et les bases de la LK VI de Ngo That Son.

⁸⁶ *Ibid.*

possible tous les groupes politiques et militaires anti-coloniaux et, de préférence, pro-Viet Minh, afin de jeter les fondements solides de ce projet d'un « gouvernement provisoire du Cambodge indépendant ». Il fallait « choisir un certain nombre de *can bo* robustes pour servir de noyau au mouvement [khmer] ». ⁸⁷ Sur le terrain, Nguyen Thanh Son demanda que fussent créés des « rouages administratifs et de répression contre les traîtres » cambodgiens, la mise sur pied de troupes régulières, populaires et d'unités de *tu ve*, tout comme au Vietnam. Vers septembre 1948, le *Ban Ngoai Vu* et le Comité territorial du Nam Bo convinrent que les LK VII, VIII et IX demeurent responsables des affaires révolutionnaires au Cambodge. ⁸⁸

Dès le début, les militaires sudistes semblaient avoir pris l'initiative pour des raisons plus stratégiques qu'idéologiques. Compte tenu des efforts requis par la guerre et des efforts simultanés du général Nguyen Binh pour monter une armée plus puissante dans le Sud, les chefs du LK VII préféraient s'appuyer sur leurs propres moyens pour organiser le Cambodge oriental afin de protéger leur flanc occidental. Depuis la fin de 1947, les chefs du LK VII s'étaient appuyés sur le « Détachement d'Outre-Mer no. 1 » (chapitre précédent). Déployé sur la frontière vietnamo-cambodgienne de Tay Ninh depuis son arrivée de la Thaïlande, ce détachement était constitué, nous le savons déjà, de Viet kieu du Cambodge, dont beaucoup parlaient couramment le khmer et connaissaient à fond les mœurs et coutumes cambodgiennes. D'une importance particulière était le personnage de Ngo That Son. Il accompagna Tran Van Giau et Pham Ngoc Thach à Hanoi en qualité de garde du corps. Pendant son séjour dans le Nord, faut-il le rappeler, il entra au PCI et reçut une formation militaire de premier ordre. Il rencontra même Ho Chi Minh, qui lui aurait dit qu'en rentrant en Indochine du Sud, il devait se mettre à travailler pour la « libération du territoire cambodgien, tâche d'une extrême importance ». ⁸⁹ En 1948, Ngo That Son reçut l'ordre du LK VII de commencer à « créer le mouvement Khmer Issarak » au Cambodge dans la zone limitrophe de la province vietnamienne de Tay Ninh, province qu'il dirigea administrativement et militairement. Il rassembla une équipe d'action spéciale en territoire khmer, consistant en 11 « officiers cadres » parlant très bien le khmer. En s'appuyant sur des liens familiaux et ses cadres spéciaux, Ngo That Son étendit l'influence du Viet Minh à partir des villages vietnamo-khmers de Tay Ninh au nom d'un Khmer Issarak 'local'. Grâce à sa connaissance des mœurs et de la culture khmères, il gagna progressivement le soutien des populations autochtones. Il développa une politique empreinte de respect à

⁸⁷ *Ibid.*

⁸⁸ 'Ke-hoach hoat-dong o moi vung tren lanh-tho Cao-Mien', p. 2 et *Lich su cuoc Khang chien chong thuc dan Phap (1945-1954)*, p. 512.

⁸⁹ LE CHAU BA, 'Anh hung liet si Ngo That Son' [Le héros martyr Ngo That Son], in *Phong trao Nam Tien*, pp. 246-51.



N.3 - A gauche: NGUYEN BINH
A droite: NGO-THAT-SON
Chef du Tieu Doan 913/305
(volontaires étrangers)

l'égard des bonzes et des temples bouddhistes. Il adopta même un nom khmer, « Ney Soen Sichan », si bien que même les Khmers l'appelaient « colonel », ou « Sankpram ». ⁹⁰ Petit à petit, il installa des bases plus solides dans des villages du Cambodge oriental.

Ces efforts portèrent leurs fruits. En mai 1948, avec l'appui d'un régiment envoyé du Nam Bo, Ngo That Son élargit sa présence militaire au Cambodge jusqu'à la province de Kompong Cham et Kratié, jusque dans les zones de fortes populations vietnamiennes de Svay Rieng. Il utilisa même trois déserteurs français de la Légion étrangère pour impressionner les Khmers dans ses tournées de propagande. En octobre 1948, sans doute avec l'approbation du *Ban Ngoai Vu*, le Haut Commandement du LK VII donna à Ngo That Son l'ordre de former le « Bo Doi Sivotha » (*Troupe Sivotha*), transformant ainsi le « Détachement d'Outre-Mer no. 1 » en première troupe d'hommes pour le « Front du Cambodge », embryon de l'armée dite révolutionnaire du Cambodge. ⁹¹ Ngo That Son devint le chef du Bo Doi Sivotha. ⁹² Cette unité de « volontaires » vietnamiens (*tinhs nguyen*) avait le droit de se déplacer dans les provinces khmères de Svay Rieng, Prey Veng, Kompong Chom et Kratié afin d'aider les Khmers à « construire des bases révolutionnaires, un front, un pouvoir ... ». Grâce au Sivotha, un comité de libération fut formé pour la province de Svay Rieng. C'est ainsi que le Viet Minh déplaça de façon concrète ses réseaux vers le Cambodge oriental, vers la frontière avec le Vietnam du Sud et la région de Tay Ninh en particulier. ⁹³

Rappelons aussi que ces activités révolutionnaires allaient de pair avec celles des Viet kieu sous le contrôle du Viet Minh. Ce n'était pas un hasard si Ngo That Son visait les régions de Snoul, de Choup, et de Mimot, toutes à fortes concentrations vietnamiennes. D'ailleurs, le contenu Viet kieu du « Détachement d'Outre-Mer no. 1 », devenu le « Bo Doi Sivotha », révèle à nouveau le rôle que les Viet kieu tenaient dans les affaires militaires de ce Cambodge révolutionnaire en voie de développement. En tant que Viet kieu du Cambodge lui-même, Ngo That Son, occupa une place prépondérante dans les débuts de la greffe révolutionnaire et militaire au Cambodge par les canaux de l'immigration vietnamienne. Jusqu'à son arrestation en 1949 et sa mort en prison en 1952, son rôle était essentiel dans le développement des premières bases solides dans la partie orientale du Cambodge.

⁹⁰ HO SI TUI, 'Su ra doi va hoat dong cua bo doi doc lap so 1', dans *Phong trao Nam Tien*, pp. 242-243.

⁹¹ *Ibid.*, p. 245. Le LK VII augmenta ses forces avec l'envoi du régiment 305 et un bataillon du régiment 311.

⁹² secondé par Tran Van Dau et Trinh Xuan Duc.

⁹³ *Ibid.*, p. 245.

Le « colonel Naison » était aussi l'un des premiers vietnamiens capables de recruter et de former des cadres khmers proprement dits, et ceci dans leur propre langue.⁹⁴ En ce sens, Ngo That Son doit être situé au même niveau que ces courtiers émigrés stationnés sur le Mékong laotien, tels Mai Van Quang, Dao Viet Hung et Nguyen Chan. Grâce à leur maîtrise parfaite du lao et à leur connaissance des mœurs et rites des peuples theravadas, ces missionnaires révolutionnaires pouvaient jeter les fondations d'un parti laotien plus facilement que des Vietnamiens totalement étrangers au pays, à sa culture, et à sa langue. Et comme Mai Van Quang et Dao Viet Hung, Ngo That Son est censé avoir converti les premiers Khmers au « communisme » à la fin des années 1940.⁹⁵

Les Vietnamiens recrutaient aussi parmi les Khmer Krom du Nam Bo pour renforcer leur œuvre révolutionnaire au Cambodge. Le comité du PCI du Sud donna l'ordre aux LK VII, VIII et IX de signaler immédiatement tout Vietnamien d'origine cambodgienne pour qu'il soit envoyé au Cambodge afin de travailler pour le compte du « mouvement cambodgien ». Ces Khmers du Vietnam, à l'aise en vietnamien et souvent diplômés des écoles primaires de la Cochinchine coloniale, étaient de parfaits fonctionnaires pour gérer le niveau indochinois de l'administration ainsi mise en place par les Vietnamiens.⁹⁶

Au début de 1949, les Vietnamiens redoublèrent leurs efforts politico-militaires à l'Est du Cambodge. Au cours de la « Conférence extraordinaire des Cadres politiques, administratifs et militaires du Cambodge et du Vietnam », tenue le 5 février 1949, nous apprenons qu'en janvier 1949, les cadres vietnamiens dirigés par Nguyen Thanh Son s'étaient efforcés de mettre sur pied une véritable administration révolutionnaire cambodgienne. On admettait aussi que dans la zone du Sud-Ouest il y avait encore des problèmes parmi les cadres vietnamiens qui faisaient montre d'« attitudes arrogantes regrettables ». Pour régler ces problèmes le plus rapidement possible, on décida de se fixer « les relations extérieures entre les Comités de libération de la zone Sud-Est et Sud-Ouest et le Nam Bo ».⁹⁷ Fut mis en place de façon plus solide le « Comité de Libération du Peuple du Sud-Ouest » du Cambodge ; de même, furent consolidés les organismes

⁹⁴ *Ibid.*, p. 245 ; LE CHAU BA, 'Ngo That Son', dans *Phong trao Nam Tien*, pp. 248-251 ; et 'Ke-hoach hoat-dong o moi vung tren lanh-tho Cao-Mien', p. 3. Selon des sources vietnamiennes, en raison des activités de Ngo That Son et d'autres, le Viet Minh put prendre en main des vastes zones de Svay Rieng, Prey Veng, Kompong Cham et Tay Ninh, qui allaient devenir dans deux ans les bases les plus sûres pour le PCI dans le Sud.

⁹⁵ quoique leurs noms ne soient jamais divulgués dans la documentation actuellement disponible. Le Chau Ba, 'Ngo That Son', dans *Phong trao Nam Tien*, p. 151.

⁹⁶ 'Ke hoach hoat don o moi vung tren lanh tho Cao Mien', p. 5.

⁹⁷ Traduction de document saisi : 'Comité de résistance et exécutif du Nam Bo, Outre Mer [Ban Ngoai Vu], RDVN, Conférence extraordinaire des cadres politico-administratifs-militaires Mien Viet, le 5 février 1949', signé NGUYEN KIM CUONG [président de la séance] et VU NAM DIEN [le secrétaire de la séance], c. 10H5585, SHAT. Ils s'accordèrent aussi pour mettre en discussion « un programme de lois portant sur le parti des Issarak et d'un programme de lois portant sur la conférence des Patriotes khmers » ; d'organiser « une conférence des cadres politico-administratif-militaires de la région du Sud » ; d'établir des « liaisons permanentes avec la région Sud-Est du Cambodge » ; et d'atteindre une « union du commandement des cadres vietnamiens au Cambodge ».

exécutifs et administratifs d'un Etat embryonnaire. On voit surgir les rouages primitifs de divers services, sûreté, économie, finances, troupes populaires, information et d'administration jusqu'au niveau villageois.⁹⁸

La conférence est d'accord pour simplifier les rouages des organismes exécutifs, particulièrement des branches techniques, pour éviter les abus d'autorité et l'organisation d'une machine incommode vis-à-vis du peuple, non encore habitué au nouveau gouvernement.⁹⁹

A cette fin, Nguyen Thanh Son se chargea d'élaborer un programme de lois et un « Comité directeur » pour une nouvelle « Association des Cambodgiens patriotiques », modelé étroitement sur la « Ligue des Viet kieu ». Pour attirer les populations vers ces organisations, il approuva la diffusion d'une nouvelle propagande en langue khmère. Il ouvrit des cours pour former des cadres, et pour mieux faire fonctionner la nouvelle administration dans les *khums* et les *sroks*. Il élaborait aussi un « Comité des démarches auprès des ressortissants chinois », fort nombreux dans la province de Kampot et un autre pour collaborer avec la Ligue des Viet kieu. Les Huaqiao et les Viet kieu étaient censés jouer un rôle important dans l'administration.¹⁰⁰ Les « colonialistes français » n'étaient pas les uniques employeurs de ces fonctionnaires indochinois. Nguyen Thanh Son informait la Défense nationale que les Viet kieu et les Huaqiao au Cambodge « ont formé la machine politique [du] Cambodge libre dans les délégations de Kompong Trach, Kampot, Takéo, etc. ». ¹⁰¹ Pour encadrer les populations, les chefs vietnamiens visaient à créer une Sûreté à l'image du modèle vietnamien, capable d'exécuter des tâches de contre-espionnage aux postes frontaliers, de supprimer les malfaiteurs dans les zones libérées et de s'occuper des cours de formation des cadres pour les *khums* et *sroks*. Ils pensèrent même à former une brigade de « Police Civile du Comité de Libération du Peuple ». ¹⁰²

Dans le Nord-Ouest, grâce à la collaboration de Dap Chhuon, au demeurant très précaire, les Vietnamiens pouvaient élargir leur influence dans les provinces de Battambang, Siemreap et Kompong Thom jusqu'en 1949. Une trentaine de bonzes et des unités mixtes de Viet Kieu-Cambodgiens jetèrent les bases révolutionnaires dans cette région. A la fin de 1949, par exemple, il y avait environ 148 « comités de libération villageois » à Battambang.¹⁰³ Dans le Nord-Est, quelques petits efforts furent faits pour créer des bases dans les provinces de Stung Treng et Kratié, mais avec très peu de résultats. Le Comité central du PCI confia le développement de cette région au LK V, dont les

⁹⁸ 'Conférence extraordinaire des cadres politico-administratifs-militaires Mien Viet'.

⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰¹ 'Rapport du Comité exécutif et de résistance du Nam Bo au gouvernement central, Ministère de la Défense', p. 5.

¹⁰² 'Conférence extraordinaire des cadres politico-administratifs-militaires Mien Viet'.

cadres firent quelques tentatives de mobilisation à la fin de 1948. Toutefois, vu la difficulté du terrain, ce ne fut qu'après 1950 qu'une route reliant le LK V au Nord-Est du Cambodge put voir le jour (sec. indochinoise (Cmb), ch. 4).¹⁰⁴

Nguyen Thanh Son visait à développer surtout le Sud-Est et surtout le Sud-Ouest du Cambodge. Cette consolidation fut effectuée par l'arrivée de fournitures en provenance de Thaïlande en juin 1949, en quantités suffisantes pour armer deux bataillons. Grâce à ces importations de la Thaïlande comme à l'installation des ateliers d'armement dans la province de Kampot et aux revenus fournis par le poivre, le *Ban Ngoai Vu* put étendre considérablement une administration CPLK d'obédience vietnamienne au Sud-Ouest. Un document vietnamien daté du 17 février 1949 révèle qu'une « autorité légitime » existait déjà à Kampot, Takéo et Kompong Speu. Si bien que Nguyen Thanh Son put suggérer qu'une conférence soit convoquée pour étudier la situation économique, militaire et politique du mouvement dans cette région, en vue de la constitution d'un « gouvernement central khmer » à même de réclamer sa reconnaissance diplomatique.¹⁰⁵ En mars, Son envoya de nouvelles unités armées dans les provinces de Kampot, Kompong Speu et Takéo.¹⁰⁶ En bref, les Vietnamiens du LK IX étaient mobilisés pour l'exécution du « plan Nguyen Thanh Son ».

Grâce au départ d'une grande partie des troupes françaises vers le Tonkin après la victoire du PCC en 1949 et le renforcement militaire des troupes de Nguyen Binh, entre 1949 et 1952, Nguyen Thanh Son parvint avec son plan à prendre en main des milliers d'habitants dans les zones cambodgiennes limitrophes du Nam Bo. Dans le Sud-Est, le Viet Minh contrôlait 38 *khums* « libérés » et dirigeait 16 *khums* indirectement par l'intermédiaires des comités de surveillance. Ces « khums indépendants » furent dotés d'une administration « légale » placée sous la direction du « Comité de Libération du Peuple du Sud-Est » (*Uy ban dan toc giai phong Dong Nam*). Keo Muni en fut « élu » le président.¹⁰⁷ En mars 1949, sur les ordres du chef du *Ban Ngoai Vu*, le Viet Minh envoya un bataillon dans le Nord du Cambodge pour créer des liaisons citées ci-dessus. Ces efforts conduisirent à la mise sur pied de 4 compagnies mobiles et de 2 compagnies de guérillas, soutenues par la propagande armée et des cadres. A la mi-1949, le Viet Minh avait pu libérer deux tiers de la province de Battambang, un tiers de celle de Siemreap, et deux tiers de celle de Pursat.¹⁰⁸ Une histoire militaire récemment publiée au Vietnam prétend que

¹⁰³ *Lịch sử cuộc kháng chiến chống thực dân Pháp*, p. 514.

¹⁰⁴ *Ibid.*, p. 514.

¹⁰⁵ 'Rapport adressé par Nguyen Thanh Son à l'Etat-Major du Front du Cambodge', cité dans HCFIC, SDECE, no. 12485/4/RG/SD, daté du 17 février 1949, valeur : A, d. Emprise Viet Minh Sud Est, c. 34, CP, CAOM.

¹⁰⁶ 'De mục : Kế hoạch hoạt động ở mọi vùng trên lãnh thổ Cao Mien', p. 5.

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 5.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 6.

vers la fin de 1949 le Viet Minh et ses alliés au Cambodge avaient « libéré » 418 *phums* et contrôlaient environ 40.000 personnes.¹⁰⁹

Le PCI continuait à s'appuyer fortement sur les communautés de Viet kieu au Cambodge pour jeter les bases d'un pouvoir révolutionnaire cambodgien. Ce fut surtout le cas dans le Sud-Est, où vivait les 30.000 membres de la « Ligue des Emigrés au Cambodge pour le Salut National » (*Lien Doan Viet Kieu Cuu Quoc Cao Mien*).¹¹⁰ En juillet 1948, au moment où Nguyen Thanh Son préparait une organisation révolutionnaire pour le Cambodge, la « Ligue des émigrés » fut intégralement réorganisée. Au moins sur le papier, elle était soumise à l'administration du CPLK, mais en réalité le CRA et le Comité territorial du PCI au Nam Bo conservaient secrètement le contrôle. La Ligue eut dès lors pour tâche de soutenir vigoureusement les nouveaux « comités de libération » du CPLK et suivre les ordres du *Ban Ngoai Vu*.¹¹¹ Suite à un accord conclu en avril 1949, dans les régions du Cambodge de majorité Viet kieu ces derniers pouvaient prendre part au gouvernement du CPLK, quoique sous la direction des autorités cambodgiennes.¹¹² En pratique, les Viet kieu continuaient à agir davantage au nom des organisations vietnamiennes au Nam Bo que pour le compte des Cambodgiens. Il ne serait pas facile de repenser un réseau transnational dans un sens nationaliste ('khmer'), alors que le PCI était lui-même dirigé par les Vietnamiens. Il n'est pas sûr non plus que le PCI aurait accordé le même droit au Parti communiste chinois dans le contrôle des Huaqiao au Vietnam (sec. asiatiques étrangers (Huaqiao), ch. 2).

La précarité de la greffe 'révolutionnaire' vietnamienne au Cambodge

Si des voix dissidentes avaient pu s'élever, elles ne sont pas parvenues jusqu'à nous. Mais il devait y en avoir. Car il serait exagéré de penser qu'aucune lézarde n'était pas venue fissurer cette administration indochinoise à la vietnamienne. Au début de 1948, par exemple, le commandement militaire du LK VIII envoya des militaires dans le Sud-Est du Cambodge pour aider le « mouvement révolutionnaire ». A la tête de ces activités était Dinh Van Lanh, assisté des cadres expérimentés. S'ils avaient pu enregistrer des succès militaires indéniables, poussant jusqu'à la proximité de Phnom Penh même, leur

¹⁰⁹ *Tu dien bach khoa quan su Viet Nam* [Dictionnaire encyclopédique de l'armée vietnamienne], Hanoi, NXBQDND, 1996, p. 413.

¹¹⁰ *Lich su cuoc Khang chien chong thuc dan Phap (1945-1954)*, pp. 512-513.

¹¹¹ 'Note pour le CP : Ligue des émigrés vietnamiens au Cambodge pour le Salut national', no. 13565, le 6 juillet 1949, d. Mien Viet Lien Quan, c. 77, HCI, CAOM. Dans le Sud-Est, Nguyen Thanh Son s'appuyait surtout sur les Viet kieu pour mettre en œuvre la résistance cambodgienne. Voir son rapport au Ministère de la Défense, 'Rapport du Comité exécutif et de résistance du Nam Bo au gouvernement central, Ministère de la Défense, CREA Nam Bo, Affaires Militaires, no. 63/QS/LD, daté du 1 août 1948, signé de NGUYEN THANH SON, d. 34, c. 10H539, SHAT.

¹¹² Voir le télégramme : 'Tong bo de la Ligue des émigrés vietnamiens du Cambodge pour le Comité des affaires courantes', le 30 avril 1949, signé TANG HONG PHUC, d. Mien Viet Lien Quan, c. 77, HCI, CAOM.

négligence des questions politiques et proprement cambodgiennes ne tardèrent pas à provoquer de sérieuses hostilités de la part des Cambodgiens. Ces derniers voyaient souvent en ces Vietnamiens des envahisseurs, ce qui finit par infliger une perte du territoire très importante à ces forces de « volontaires » vietnamiens. Selon le « Comité des Affaires du Parti du Cambodge », les premières activités du LK VIII dans le Sud-Est du Cambodge se limitaient presque exclusivement aux villages vietnamiens, ce qui indique à nouveau que le LK VIII était lié plus structurellement aux Viet kieu qu'aux Khmers eux-mêmes.¹¹³

Selon une étude française, un « conflit khméro-vietnamien » se produisit dans le Sud-Est du Cambodge. Il était d'une gravité telle qu'une réunion dut avoir lieu le 6 juin 1948, pendant laquelle l'« Armée fédérée Lao Viet pour la Libération du Cambodge » (*Mien-Viet Lien Quan Giai Phong Cao Mien*) fut dissoute. Opposés à la domination vietnamienne, les Cambodgiens demandèrent que cette armée devînt uniquement khmère et qu'elle fut rebaptisée : l'« Armée de libération du Cambodge » (*Dan Quan Giai Phong Cao Men*). Elle devait être dès lors commandée exclusivement par des chefs khmers, bien que les postes de chefs adjoints et de commissaires politiques pouvaient demeurer aux mains de conseillers vietnamiens.¹¹⁴ Il est bien possible que ces actions fussent liées à la mise sur pied d'une « Armée fédérées vietnamo-cambodgienne » (*Mien Viet Lien Quan*) sur les ordres du commandant du LK VIII pour la province de Tra Vinh. Le 2 mars 1948, Tran Van Tra donna l'ordre de former cette 'armée' avec des Cambodgiens de cette province vietnamienne. En théorie, elle devait comprendre une moitié de Khmers et une moitié de Vietnamiens. En réalité, les Vietnamiens constituaient la majorité.¹¹⁵ En mai 1949, Nguyen Thanh Son fit savoir que cette 'armée n'existait plus.¹¹⁶

En bref, la collaboration révolutionnaire n'allait jamais de soi. En juillet 1948, Pok Khun révéla à un membre de l'ambassade américaine à Bangkok que ses partisans et lui étaient en désaccord avec le Viet Minh, suggérant qu'il y avait bel et bien eu des problèmes depuis la formation du CPLK quelques mois plus tôt. Pok Khun alla jusqu'à dire que ses partisans soutenaient même le gouvernement de Phnom Penh.¹¹⁷ C'est aussi la raison pour laquelle en juillet 1949 les Vietnamiens firent tout leur possible pour rassurer les Cambodgiens de les convaincre qu'ils les faisaient véritablement participer au projet révolutionnaire cambodgien.¹¹⁸ Même un observateur français admettait que « le plan Viet

¹¹³ 'Ke hoach hoat dong o moi vung tren lanh tho Cao Mien', p. 4.

¹¹⁴ 'Activités Viet Minh de la région du Sud-Est Cambodge', no. 12847, le 29 juin 1949, signé PERRIER, d. Mien Viet Lien Quan, c. 77, HCI, CAOM.

¹¹⁵ Q.D.Q.G.V.N., Khu 8, Bo Chi Huy, so. 28/CT, Chi thi cho trung doan 111 ve cach thanh lap va hoat dong cua Bo Doi 'Mien Viet Lien Quan', signé par TRAN VAN TRA, le 2 mars 1948, p. 1, d. Organisation du Front du Cambodge, c. 10H4121, SHAT.

¹¹⁶ Télégramme dans HCFIC, SDECE, no. 13660/1/RG/MG, 'Renseignement', d. 863, c. 314, HCI, CAOM.

¹¹⁷ 'Memorandum of Conversation with Phra Phiset' le 20 juillet 1948, 851G.01/7-2048, ANEJ.

¹¹⁸ 'Ke hoach hoat dong o moi vung tren lanh tho Cao Mien'.

Minh initial paraît réellement viser à passer les leviers de commande aux Khmer Issarak au fur et à mesure que ceux-ci acquerront la maturité politique qui leur manque ».¹¹⁹ Mais, toujours selon cet auteur, plus l'administration montée par les Vietnamiens faisait place aux Khmers, plus ceux-ci revendiquaient le contrôle.

Il faut toutefois remarquer, que par un phénomène naturel, les chefs Khmer Issarak dont l'autorité s'accroît régulièrement, supportent de plus en plus difficilement le contrôle des commissaires politiques vietnamiens et ce désir d'émancipation [se] traduit déjà par des rivalités sérieuses mettant aux prises des chefs Khmer Issarak comme Put Chay et Huu Trinh avec les troupes régulières Khmer Issarak [de majorité vietnamienne]. On peut s'attendre à ce que les accrochages signalés récemment aillent en se multipliant aussi bien sur le front Sud-Est que sur le front Nord-Ouest [...].¹²⁰

On pourrait sans doute dire de même quant aux conseillers chinois envoyés au Vietnam pour former des cadres vietnamiens. Et on se demande aussi si ce commissaire politique de la France envoyé au Cambodge se rendait compte à quel point ses propos pouvaient refléter une certaine réalité quant à des relations coloniales de la France avec ses « sujets indochinois » (voir *infra*).

En effet, les relations entre les hommes de Nguyen Thanh Son et ceux de Huu Thinh, Put Chay et Dap Chhuon devenaient de plus en plus difficiles. Et les Français auraient eu tout un intérêt à exploiter ces mésententes intérieures pour amoindrir la capacité du PCI à créer ce contre-Etat associé. En effet, sur l'initiative des Français, Sihanouk déclencha une campagne de ralliement, offrant une amnistie totale à ceux qui reviendraient dans les délais spécifiés. Il dénonça la menace du Viet Minh sur le pays khmer. Entre temps, en coulisse, les Français redoublèrent leurs efforts de ralliement à l'intérieur du Cambodge et en Thaïlande.¹²¹ Les forces de Dap Chhuon désarmèrent à plusieurs reprises les alliés khmers du Viet Minh, tels Madame Me Muon, et menaçaient même les Vietnamiens. Les hommes de Put Chay s'engagèrent dans des accrochages violents avec les Bo Doi vietnamiens.¹²² Même au sein du CPLK les désaccords se profilaient entre Dap Chhuon et d'autres membres. La désagrégation était telle que Pok Khun devint le nouveau président du Comité de Libération nationale. C'est à ce moment que Siev Heng choisit le camp vietnamien, au lieu de celui de Dap Chhuon et d'autres.¹²³ Sa montée dans le PCI était désormais assurée.

¹¹⁹ Cité dans 'Notice de renseignement concernant la Ligue des Viet kieu au Cambodge pour le Salut national', no. 11164, le 4 juin 1949, signé PERRIER, d. Mien Viet Lien Quan, c. 77, HCI, CAOM.

¹²⁰ 'Notice de renseignement concernant la Ligue des Viet kieu au Cambodge'.

¹²¹ Comme la face cachée de cette diplomatie, les services de renseignements français envoyèrent des agents spéciaux dans le Nord-Ouest pour entrer en contact avec Dap Chhuon.

¹²² *Quan tinh nguyen Viet Nam o Campuchia*, pp. 75, 85.

¹²³ MUON, *Chamlaeoy Muol Un h Sambat h nheum adit lekha phumipheak peayonp* [Réponses de Muol Un, ancien secrétaire de la zone du Nord-Ouest], Tuol Seng, date du 12 juillet 1978.

Pour des raisons stratégiques évidentes, les Français profitèrent de ces dissensions et les exploitèrent. Si bien que le 24 juillet 1949, Dap Chhuon se rallia au gouvernement royal à Phnom Penh, infligeant ainsi un coup très dur aux Vietnamiens dans le Nord-Cambodge, les privant d'un allié bien connu aux Cambodgiens et les obligeant de réorienter leurs activités vers le Sud-Ouest et l'Est, loin des attaques françaises qui n'allaient pas tarder dans le Nord.¹²⁴ A la différence de Phetsarath en Thaïlande, Son Ngoc Thanh avait été dépêché en France, loin de Sihanouk et ses concurrents vietnamiens. Simultanément, Huu Thinh retourna ses troupes contre les hommes de Nguyen Thanh Son. Les Français retournèrent aussi Norodom Chantareangsi au détriment des Vietnamiens. En bref, soudainement une véritable crise se profilait dans la politique cambodgienne du PCI—tout comme au Laos au même moment. Rien n'était déterminé à l'avance dans cette « révolution indochinoise ». Bon gré mal gré, les Français avaient leurs propres visions de l'avenir indochinois. Et les Khmers et les Laotiens n'étaient pas téléologiquement censés s'allier avec les Vietnamiens. Chaque chose en son temps.

Le poids 'oriental' de la révolution cambodgienne : Le Sud-Est et -Ouest

Le Sud-Est

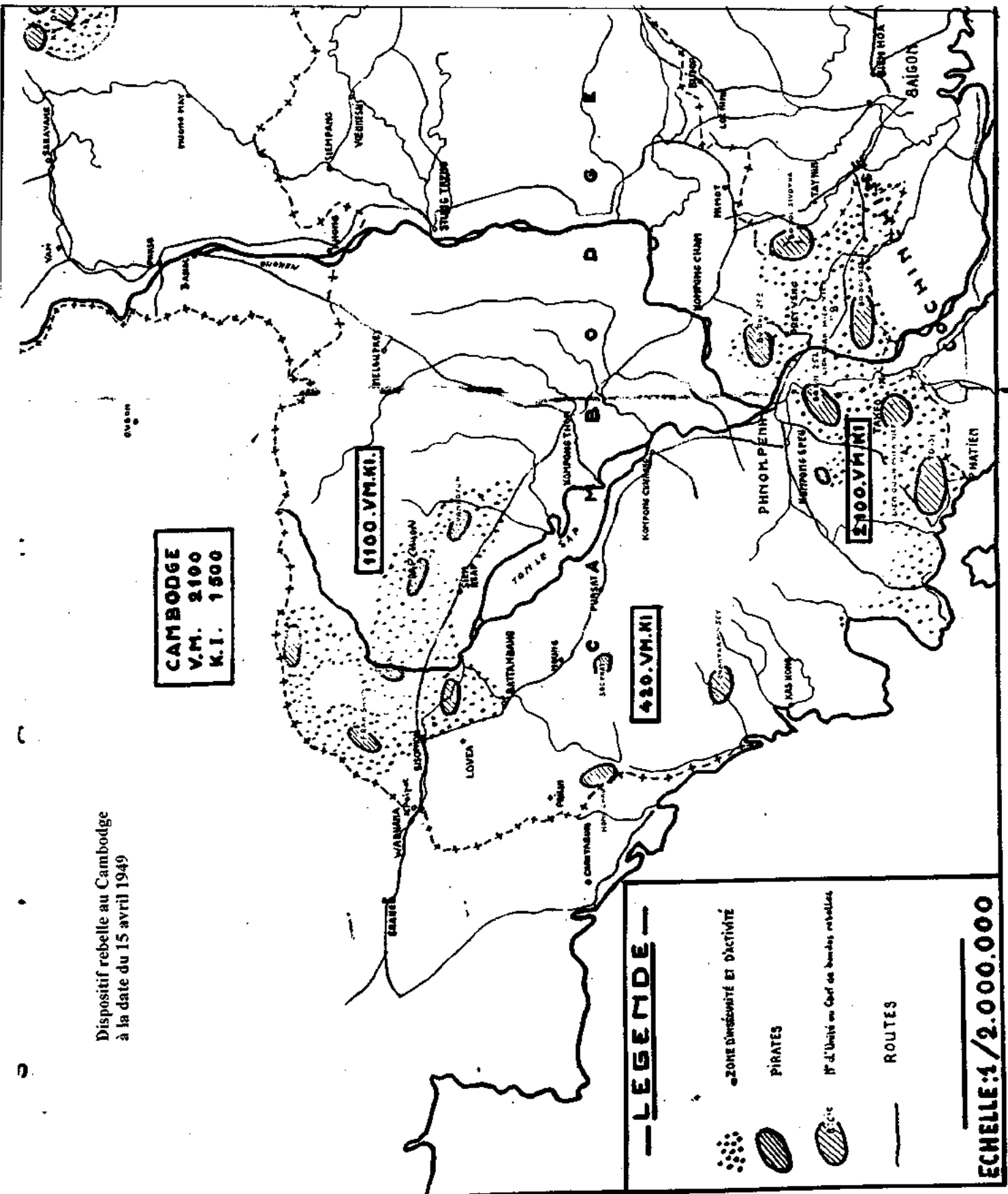
Le ralliement de Dap Chhuon aux Français à la mi-1949 priva le Viet Minh de sa position forte dans le Nord du Cambodge et l'obligea de se concentrer sur les zones du Sud-Est et du Sud-Ouest du Cambodge. Cette réorientation était déjà en voie de développement, comme nous l'avons vu. D'abord, le PCI avait déjà pu enraciner les structures d'un organisme révolutionnaire khmer dans les organisations des Viet kieu concentrées dans cette zone (voir *supra*). En second lieu, le LK VIII avait déjà étendu son influence politico-militaire dans cette zone depuis le début de 1948. Le 3 novembre 1948, le « Comité de Libération du Sud-Est du Cambodge » avait créé sa propre « zone de guerre du Sud-Est », dirigée par Hung Cam Hoa et un commissaire politique nommé Duong Huan Chuong.¹²⁵ Enfin, plus proches, les Vietnamiens pouvaient envoyer plus facilement des recrutés Khmer Krom dans le Sud-Est. En janvier 1949, le CRA du LK VIII fournit des fonds pour recruter et envoyer des Khmer Krom travailler dans l'appareil du Sud-Est, pour diriger des nouvelles écoles militaires et s'occuper des 'hôpitaux'. Ces gens connaissaient bien entendu les mœurs et la langue du Cambodge.¹²⁶ Ces minorités parallèles

¹²⁴ 'Extrait de BR', no. 4008, le 26 août 1949, d. 106, CD, CAOM et MUON, *Chamlaoey Muol Un h Sambat h nheum adit lekha phumipheak peayaoap*.

¹²⁵ Voir les documents saisis et traduits dans 'Documents K[hmer] I[ssarak]', CP, le 23 mai 1949, d. Association Viet Minh au Cambodge, c. 77, HCI, CAOM et 'Troupes Mien Viet, Comité aux Affaires militaires du Sud Est Cambodge, Arrêté no. 21', signé AWON KOK, Vice-président des Affaires militaires de la zone, le 27 novembre 1948, d. Emprise Viet Minh, Sud Est, c. 34, CP, CAOM. Arrêté diffusé le 3 novembre 1948.

¹²⁶ 'Ke hoach hoat dong o moi vung tren lanh tho Cao Mien'.

Dispositif rebelle au Cambodge
à la date du 15 avril 1949



contribuaient fortement à la consolidation du Sud-Est. En 1949, cette région reçut un don financier de 20.000 piastres des Cambodgiens du Nam Bo, ainsi qu'un prêt de 70.000 piastres accordé par le CRA du Nam Bo et un autre prêt de 48.000 piastres des Viet kieu de Péam Chor.¹²⁷ À l'évidence, les finances du Sud-Est ne venaient pas entièrement des Cambodgiens du Cambodge. En décembre 1949, le Ministre des Finances de la RDVN accéléra même les préparations pour créer une nouvelle monnaie nationale pour ce nouvel 'Etat' cambodgien.¹²⁸ En effet, les billets Ho Chi Minh, la monnaie officielle de la RDVN, pouvaient circuler dans ce Cambodge révolutionnaire, jusqu'à la création en 1950 d'un organisme étatique proprement cambodgien (voir chapitre suivant).¹²⁹

Cependant, il fallait éliminer des menaces à cette consolidation. Après tout, la décision du LK VIII d'envoyer des troupes au Sud-Est en 1948 (voir *supra*) avait aussi été motivée par les attaques du Cambodgien Put Chay contre les Viet kieu dans le Sud-Est. Ses hommes avaient attaqué et tués des émigrés vietnamiens. Sur les ordres du « Comité territorial » du Nam Bo, les hommes de troupes de Tran Van Tra furent autorisés à anéantir la bande et Put Chay. La force de Tran Van Tra, appelée la « Troupe d'assistance à la région Sud-Est du Cambodge » (*Bo Doi vien tro khu Dong Nam Campuchia*), nettoya la zone avant de s'avancer dans le Sud-Ouest pour faire de même sous les noms de « Bo Doi Achar Mau » et « Bo Doi 160 ». D'autres régiments furent envoyés par le LK VIII pour consolider ces deux zones militairement.¹³⁰ Ces actions ouvrirent la voie au développement politique du Sud-Est par le PCI dans les provinces de Preyveng, Svay Rieng et Kandal. Comme au Laos, le PCI approuva au début de 1950 la formation du « Comité des Affaires du Parti du Sud-Est du Cambodge » sous la direction de Huynh Chi Manh entre autres.¹³¹ Sous la direction de cet organe du PCI, une administration révolutionnaire commençait à prendre corps. Un certain Keo Hem devint le président d'un front national du Sud-Est. Keo Muni fut nommé président du CPLK pour la zone, même si le vrai pouvoir restait dans les mains de Thach Ba et Ngo Hu. Tou Samut arriva peu après de Can Tho pour aider à la mise en œuvre de cette nouvelle administration.¹³²

Les Vietnamiens redoublèrent leurs efforts pour développer le Sud-Est en 1949, approuvant le premier plan semestriel pour le Comité de libération du Sud-Est. Basé sur le modèle administratif employé au Vietnam, ce document expliquait l'importance qu'il y

¹²⁷ 'Procès-verbal de l'Assemblée générale tenue le 10 janvier 1949 par le Comité de Libération du Cambodge du Sud-Est', no. Ng 2/Kanac, traduit dans 'Documents K[hmer] I[ssarak]'.
¹²⁸ LE VAN HIEN, *Nhat Ky cua mot bo truong* [Journal d'un Ministre], Da Nang: NXB Da Nang, 1995, vol. II, p. 164.

¹²⁹ À la mi-1950, les Vietnamiens durent retirer vite leurs billets Ho Chi Minh du Sud-Est du Cambodge. FAEO, CFC, EM/2B, no. 3433/2, 'Retrait des billets Ho Chi Minh', le 24 octobre 1950, d. 62, c. 10H548, SHAT.

¹³⁰ *Quan tinh nguyen Viet Nam o Campuchia*, pp. 86-87.

¹³¹ *Ibid.*, p. 87. Le Duan avait envoyé Huynh Chi Manh au Cambodge au début de 1949.

¹³² *Ibid.*, pp. 87-88.

avait à augmenter la guérilla, à créer des milices locales et une armée populaire. Il fallait envoyer des jeunes cambodgiens au Vietnam pour suivre une formation administrative et politique. En effet, les Vietnamiens se mirent à créer des organismes économiques, judiciaires, financiers et mêmes un service de travaux publics.¹³³ D'autres documents font état de tribunaux de justice, d'un système de cadastre, des impôts, en bref, les leviers étatiques étaient prévus et parfois même mis en place dans cette zone.¹³⁴ Une étude vietnamienne récente confirme ces sources.¹³⁵ Les équivalents khmers des CRAs vietnamiens virent le jour, des comités représentatifs, appelés « Prathaen Samakhoun » en khmer. Comme le dit un document du Comité du Sud-Est :

Suivant la décision du Comité de libération du Peuple du Sud-Est Cambodge, le président du Comité représentatif [Keo Muni] organise des comités provinciaux et des sous-comités, dans le but d'aider le président à relever l'économie nationale, l'administration civile et les divers services, etc.¹³⁶

Allant dans ce sens, le « Comité Représentatif du Sud-Est du Cambodge » fut formé le 14 août 1948, avec comme membres Chan Dara, Vong Kal, Seng Hour, Tou Samut, Keo Muni, etc.¹³⁷ Le 10 janvier 1949, lors d'une « Assemblée générale du Comité de Libération du Sud Est du Cambodge », Chan Dara devint le président du Comité permanent, Seng Huor le vice-président, Tou Samut le président du Service exécutif du Comité exécutif. Keo Muni était le président du comité de propagande.¹³⁸ Il y aurait de nombreux remaniements dans les mois à venir. Huynh Chi Manh, délégué du CRA au Cambodge, encouragea ces chefs cambodgiens à relever le moral du peuple afin de « conduire le nouveau régime vers la victoire ». ¹³⁹ A la mi-1949, un nouveau « Comité de Commandement » pour le Sud-Est fut créé sous le nom de l'« Armée de libération du Sud-Est du Cambodge » (*Giai Phong Quan Dong Nam Cao Mien*), dirigée par Keo Muni.¹⁴⁰

¹³³ Voir la traduction du document : 'Comité de libération du Cambodge du Sud-Est, Monarchie Constitutionnelle du Cambodge uni, Plan semestriel du Comité de libération du Cambodge du Sud-Est', daté du 9 janvier 1949, pour le Comité de Libération du Cambodge libre, d. Mien Viet Lien Quan, c. 77, HCI, CAOM.

¹³⁴ Voir les circulaires en langue khmère et vietnamienne dans d. Mien Viet Lien Quan, c. 77, HCI, CAOM.

¹³⁵ *Quan tinh nguyen Viet Nam o Campuchia*, pp. 87-88.

¹³⁶ Traduction du document : 'Comité représentatif du Sud-Est Cambodge démocratique', daté du 24 septembre 1948, signé par le président, KEO MUNI, d. Mien Viet Lien Quan, c. 77, HCI, CAOM.

¹³⁷ HCFIC, DPSF, no. 0049/SG-I, 'Note à M. le CP', le 3 janvier 1949, d. Emprise Viet Minh, c. 34, CP, CAOM et 'Rapport Ministère de la Défense', daté du 1 août 1948, signé de NGUYEN THANH SON.

¹³⁸ Traduction du document : 'Procès-verbal de l'assemblée générale tenue le 10 janvier 1949 par le Comité de Libération du Cambodge du Sud-Est', no. Ng 2/Kanac, traduit dans 'Documents K[hmer] I[ssarak]' et communication interceptée dans HCFIC, SDECE, no. 16411/8/PC/SC, 'De Ban Ngoai Vu à Comité de Transport Cambodge, région [de] Kos Kong', daté du 23 avril 1950, d. Organisation du Front du Cambodge, c. 10H4121, SHAT.

¹³⁹ 'Procès-verbal de l'Assemblée générale tenue le 10 janvier 1949'.

¹⁴⁰ Traduction du document : 'Troupes cambodgiennes de la libération des régions Sud-Est, Comité de commandement, no. 11/BCH, Proclamation', document signé Bureau Militaire, daté du 4 septembre 1949, d. 5, Divers, c. 10H4121, SHAT.

Le Sud-Ouest

Les Vietnamiens consolidèrent également leur position dans le Sud-Ouest du Cambodge, à savoir les provinces de Takéo, Kampot, Kompong Speu et Kompong Chhnang. Ces provinces formaient un pont incontournable pour le Viet Minh entre les provinces méridionales du Nam Bo–Ha Tien et Chau Doc–et le Sud de la Thaïlande. On sait déjà que le port de Mai Rut se situait dans la province thaïe de Trat, le relai par excellence pour les échanges commerciaux entre le Nam Bo et l'Asie du Sud-Est (sec. sud-est asiatiques, ch. 2). Les bataillons d'Outre-Mer et du Mékong avaient traversé cette zone depuis 1945. Or, outre ces traversées économiques, le Viet Minh avait été largement absent de cette zone avant 1948. Ce n'est qu'après le coup d'Etat en Thaïlande en novembre 1947 que le « Comité territorial » du Nam Bo réorienta son attention sur le Sud-Ouest du Cambodge.¹⁴¹ Au début de 1948, par exemple, le « Comité territorial » et le LK IX envoyèrent un « délégué militaire spécial » dans cette zone. Ils y mirent sur pied un « Comité militaire du Sud-Ouest du Cambodge » (*Ban quan su Tay Nam*). Pham Thanh Dan, ancien secrétaire de la province de Chau Doc, dirigea ce comité. Afin d'ouvrir cette zone à son influence, le Viet Minh déploia les Bo Dois 632, 302 et 305 entre autres. Son Ngoc Minh fut nommé le président du « Comité de libération nationale du Sud-Ouest », soutenu par une coterie de cadres politico-militaires envoyés du Nam Bo.¹⁴²

Nguyen Thanh Son était particulièrement déterminé à consolider le Sud-Ouest dans le double but de sauver la « révolution cambodgienne » en voie de désagrégation dans le Nord et maintenir à tout prix son ouverture économique vers la basse Thaïlande. Au début de 1949, il autorisa la formation d'un bataillon spécial pour protéger le Sud-Ouest. En dépit d'une désertion coûteuse, cette unité allait survivre pour devenir une troupe puissante (no. 545) dans la zone. Vers la fin de 1949, le LK IX pouvait exploiter une zone libérée allant de Ha Tien jusqu'à la frontière thaïe. Comme ailleurs, pour administrer les questions révolutionnaires, Nguyen Thanh Son créa le « Comité des Affaires du Parti du Sud-Ouest du Cambodge » sous la direction de Nguyen Van Huy, assisté de son député, Son Ngoc Minh. Ce dernier en particulier s'occupait de la mise en place de la nouvelle administration 'révolutionnaire' dans cette zone, tandis que Nguyen Van Tat le soutenait militairement de sa place à la tête de l'Etat-Major du Sud-Ouest. En même temps, Nguyen Thanh Son y envoya le régiment 131 pour assurer au LK IX l'accès au Sud-Ouest et, par la suite, à ses liaisons à la Thaïlande.¹⁴³ Tant pour des raisons politiques qu'économiques, les Sudistes ne

¹⁴¹ *Quan tinh nguyen Viet Nam o Campuchia*, p. 109 et 'Rapport au Ministère de la Défense'.

¹⁴² *Quan tinh nguyen Viet Nam o Campuchia*, p. 113.

¹⁴³ *Ibid.*, pp. 114-115. Les autres membres de ce « Comité des affaires du Parti » étaient les suivants : Nguyen Van Tat, Charya et Bach Nhat.

pouvaient pas se permettre de perdre cette voie d'approvisionnement horizontale s'étendant vers l'Asie du Sud-Est (sec. sud-est asiatique, ch. 2).

Toutefois, les Vietnamiens durent faire face à des Khmers qui ne voulaient pas collaborer avec eux. Norodom Chantareangsey, par exemple, s'était opposé au retour des Français au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale. Pendant un moment, il collabora avec les militaires vietnamiens au Cambodge. En 1948, il se déplaça dans le Sud-Ouest en compagnie des Vietnamiens faisant le même voyage. Or, ayant réussi à priver le Viet Minh de Dap Chhuon, les Français ne s'arrêtèrent pas là : les services de renseignements essayaient de faire rallier Chantareangsey à leur cause afin d'affaiblir davantage l'influence Viet Minh dans cette zone stratégique. Très inquiet, au début de 1950, Nguyen Thanh Son invita personnellement le prince au Nam Bo pour des discussions. En vain. A son retour, Chantareangsey se pencha vers les Français, provoquant ainsi de nombreuses difficultés pour les hommes de Nguyen Thanh Son dans le Sud-Ouest.¹⁴⁴ C'était dans ces cas que Nguyen Thanh Son et ses homologues militaires, comme le général Nguyen Binh, se virent obligés d'employer la force contre les chefs khmers qui choisissaient de collaborer avec les Français.

Ce n'était qu'en mai 1949 que le *Ban Ngoai Vu* commença vraiment à mettre sur pied une administration révolutionnaire pour le Sud-Ouest. Le 8 mai, par exemple, ce service demanda au « Comité des Affaires du Parti du Sud-Ouest du Cambodge » d'agir dans ce sens. Il fallait traiter rapidement les questions économiques et financières, « unifier les divers impôts et la machine de perception », ainsi qu'« appliquer le principe de subvention du Nam Bo ». En effet, le Nam Bo avait à sa charge le paiement de 40% de l'administration du Sud-Ouest du Cambodge. « S'il manquait de fonds, révèle ce document vietnamien, le Nam Bo lui prêterait de l'argent contre reçu ».¹⁴⁵ Ce que l'auteur avait oublié de préciser, c'est que le Sud-Ouest du Cambodge faisait en réalité partie d'une administration indochinoise chapeautée financièrement par les Vietnamiens. Comme nous l'avons déjà vu, le produit le plus important pour la révolution cambodgienne dans le Sud-Ouest était le poivre (sec. sud-est asiatique, ch. 2). A partir du 19 décembre 1949, dans cette zone, le Viet Minh et leurs alliés khmers devaient « porter toute leur attention sur les marchandises taxées ». Si les commerçants locaux refusaient de collaborer avec eux, ils pouvaient être traduits devant un tribunal et subir des peines très sévères.¹⁴⁶

¹⁴⁴ *Ibid.*, pp. 121-122.

¹⁴⁵ Télégramme intercepté dans HCFIC, SDECE, no. 12672/JP/YP, 'De Comité des Affaires extérieures du Nam Bo à Comité des Conseillers [Ban Can Su] au Sud Ouest du Cambodge, Etat-Major du Front Sud Ouest', document daté du 8 mai 1949, valeur : A, d. Unités du Sud Ouest Cambodge, 2, c. 10H4121, SHAT.

¹⁴⁶ Traduction du document : 'Administration légale du Cambodge Libre, Sud Ouest, Srok de Prey Krabas, no. [?], Comité de Libération du Peuple, Instructions', dans SECAM, no. 74, le 16 janvier 1950, valeur : A/1, d. Unités du Sud Ouest Cambodge, 2, c. 10H4121, SHAT.

Nguyen Thanh Son préférait investir dans les deux zones du Sud-Est et du Sud-Ouest, limitrophes du LK IX, pour insérer un noyau communisant au Cambodge. Cela s'explique d'abord par leur proximité avec le LK IX et leur richesse économique. Ensuite pendant cette période les attaques violentes en 1949-1950 de l'armée sudiste de Nguyen Binh dans le Sud-Ouest du Na, Bo favorisèrent l'expansion politico-militaire du Viet Minh dans ces parties du Cambodge. Troisièmement, les populations vietnamiennes que le Viet Minh contrôlait via la « Ligue des Viet Kieu » étaient concentrées dans le Sud-Est du Nam Bo. Quatrièmement, le Sud-Ouest du Cambodge en particulier était situé sur une route commerciale vitale pour les échanges économiques avec la Thaïlande. Nguyen Thanh Son comptait sur cette route horizontale pour ravitailler, protéger et armer le mouvement révolutionnaire dans la région concernée. Son Ngoc Minh, l'ami du directeur du *Ban Ngoai Vu*, jouait un rôle économique actif dans le Sud-Ouest du Cambodge. Cinquièmement, le Viet Minh contrôlait de longues étendues de la côte cambodgienne donnant sur le Golfe du Siam. Finalement, les ralliements des Khmer Issarak dans le Nord-Ouest à la mi 1949 et la désagrégation du mouvement de Dap Chhuon dans ce secteur donnaient effectivement plus de poids aux zones plus proches du Nam Bo, et plus sûres militairement. Il n'est pas par hasard que les grandes réunions de 1950, visant à mettre en place un véritable parti et gouvernement révolutionnaire pour le Cambodge, se déroulèrent près de la frontière occidentale du Nam Bo.

La naissance d'un Etat révolutionnaire cambodgien au sein des réseaux vietnamiens en Indochine du Sud (1948-1954)

Dès le commencement de 1950, la politique cambodgienne des communistes vietnamiens se trouvait, de la même façon qu'au Laos, dans une impasse critique. Le PCI n'avait toujours pas recueilli de succès parmi les masses cambodgiennes elles-mêmes. Bien qu'une administration révolutionnaire eût été mise en place depuis la mi-août 1948, celle-ci était dominée par les cadres et militaires vietnamiens. Dap Chhuon s'était rallié à l'ennemi et Put Chay, Norodom Chantareangsey et Huu Thinh étaient tout ce qu'on voulait sauf des alliés sûrs. Si le processus communiste du PCI en Indochine méridionale avait débuté en 1948, ce n'est qu'en 1950 que l'arrivée de l'armée rouge chinoise dans le Sud de la Chine, les ralliements des Khmer Issarak, la création des Etats-Associés et le début de la guerre froide en Asie du Sud-Est allaient les amener à mettre sur pied un véritable Etat et Parti révolutionnaire cambodgien. Le temps pressait maintenant plus que jamais. A la différence du Laos, pourtant, le PCI/RDVN ne pouvait pas compter au Cambodge sur la puissance accrue de son armée, grâce à l'aide chinoise. Cela étant, la conjoncture de 1950 obligea les communistes du Sud de faire éclore un Parti et un Etat révolutionnaire pour le Cambodge, partie intégrante de ce contexte indochinois que nous tâchons de mieux comprendre.

La crise des réseaux révolutionnaires au Cambodge

Le ralliement de Dap Chhuon était symbolique d'une crise plus large dans la politique indochinoise du PCI. En 1949, les Français accélèrent leurs efforts pour construire des Etats Associés d'Indochine dans le triple but de contrecarrer l'expansion des Chinois vers le Sud de la Chine, de se garantir le soutien des Etats-Unis en accordant plus d'indépendance à ses Etats indochinois et de tuer dans l'œuf les projets contre-indochinois des Vietnamiens (sec. sud-est asiatique, ch. 4). Ces craintes furent renforcées le 20 avril 1949, lorsque les communistes chinois commencèrent à traverser le Yangtze. Ils s'emparèrent de Nanjing le 23, ouvrant la voie à une marche vers la Chine méridionale et une collaboration assurée avec la RDVN/PCI contre la France. Chiang Kaishek s'enfuit à Taiwan. Une nouvelle phase de la guerre franco-vietnamienne s'annonçait dans ces changements politico-militaires au niveau international.

L'enthousiasme des cadres du PCI était à la hauteur de la déception sentie par les commissariats français.

En Indochine, les Français accélèrent leurs réformes politiques en Indochine. Si le protocole de la Baie de Ha Long, signé avec Bao Dai en décembre 1947, avait jeté les bases d'une nouvelle relation politique avec le Vietnam, il fallut attendre encore des mois pour voir disparaître les crises ministérielles en France et rassembler les conditions si complexes pour faire rentrer Bao Dai au Vietnam et le placer à la tête d'un gouvernement dressé contre celui de Ho Chi Minh. Le 8 mars 1949, Bao Dai et Vincent Auriol signèrent un accord pour établir l'indépendance du Vietnam au sein de l'Union française, telle que Ho Chi Minh l'entendait en 1945. La France reconnaissait au 'Vietnam de Bao Dai' la souveraineté interne et le droit de diriger sa propre administration. Les systèmes monétaire, économique, douanier et judiciaire devaient cependant rester liés à la France, et en union avec les deux autres Etats Associés de l'Indochine.

En effet, l'accord signé avec Bao Dai fut prolongé par des négociations semblables avec le Laos et le Cambodge. Une convention franco-laotienne fut signée le 19 juillet à Paris, élevant le Laos au rang d'un Etat Associé dans le cadre indochinois. Or, au Cambodge, le parti démocrate rendait les négociations encore plus laborieuses. Ce n'est qu'après de longs tâtonnements qu'un premier projet fut finalement établi le 27 juillet. Sihanouk s'occupa de son approbation. Il fit dissoudre l'Assemblée nationale le 19 septembre 1949, sans le remplacer. Ayant écarté l'opposition, il pouvait demander l'indépendance du Cambodge et signer un accord avec la France le 8 novembre 1949 à l'Elysée. Le Cambodge entra ainsi dans l'union des Etats Associés. En ce faisant, Sihanouk infligea un coup dur au projet cambodgien de PCI/RDVN, tout en restant à l'intérieur de son pays, à la différence de Phetsarath. Sihanouk et les Français gagnèrent aussi lorsque Dap Chhuon se rallia à leur cause en octobre en compagnie de ses 1.200 hommes. Bon gré mal gré, la RDVN avait perdu de nouveau un allié nationaliste. Le PCI croyait même que les services de renseignements américains basés en Thaïlande avaient négocié le ralliement de Dap Chhuon aux Français,¹ ce qui ne serait pas impossible.

¹ Ban Can Su Cao Mien, Ban Thuong Vu, so 110/CS-TU, 'De muc : Ke hoach hoat dong o moi vung tren lanh tho Cao Mien' [Au sujet du programme des activités dans chaque zone dans le territoire du Cambodge], signé DIEN NAM, Ban Thuong vu, Ban Can Su Trung Uong Cao Mien, Bi thu, daté du 18 juillet 1950, p. 6, d. Organisation du Front du Cambodge, c. 10H4121, SHAT.



Le ralliement de Dap Chhuon, 1949

(Indochine-Sud-Est Asiatique)



En tout cas, la victoire des communistes chinois au Nord en septembre 1949, l'expansion de la présence américaine en Asie du Sud-Est et le succès étatique des Français en Indochine occidentale donnèrent lieu à une véritable crise dans la politique cambodgienne du PCI à la fin de 1949. Le PCI se voyait obligé d'intensifier ses propres efforts pour créer des contre-Etats indochinois capables de faire face aux Etats Associés et au front « impérialiste » dirigé par les Etats-Unis en Asie du Sud-Est. Comme pour le Laos, il fallait créer un gouvernement de résistance khmer, et vite. Le problème, cependant, c'est que le PCI n'avait presque rien. Ses alliés les plus connus sur le plan national s'étaient ralliés ou s'étaient opposés, parfois violemment, aux communistes vietnamiens eux-mêmes. Les Vietnamiens dominaient le projet révolutionnaire au Cambodge. Même les collaborateurs proprement khmers étaient peu connus hors de leurs villages. Le prince Norodom Chantareangsey avait refusé de jouer le rôle 'rouge' de son homologue au Laos, Souphanouvong. Au cours du deuxième semestre de 1949, il incombait en particulier de jeter les bases d'une nouvelle organisation révolutionnaire pour le Cambodge, en vue de former un 'gouvernement de résistance' et d'« élaborer le plan de travail du Parti » cambodgien.²

A la mi-1949, les Vietnamiens du « Comités des Affaires du Parti à l'extérieur » en Thaïlande ripostèrent en créant un « Comité Laos-Cambodge » sur la frontière occidentale du Cambodge. Avatar vraisemblable de l'« Etat-Major mixte » analysé antérieurement, ce comité servait comme une sorte de commission préparatrice pour le PCI. Dirigé par des cadres vietnamiens de premier ordre, tel que Mai Lam, ce comité visait à assurer, avec le *Ban ngoai vu* et le « Comité des Affaires du Parti à l'extérieur » dirigé par Hoang Van Hoan en Thaïlande, la mise en place des pouvoirs révolutionnaires en Indochine occidentale, et, éventuellement, des partis communistes pour le Laos et au Cambodge. Il était aussi censé organiser un « Congrès » national, le premier pas dans ce processus révolutionnaire en Indochine.

Dans un rapport sur la situation au Cambodge envoyé par ce comité à un commissaire politique au Nam Bo, daté du 11 décembre 1949, étaient indiqués les efforts français pour rallier les Khmer Issarak à la cause du projet des Etats-Associés et celle du roi Sihanouk. Ce document soulignait les effets néfastes de la propagande française, martelant efficacement

² Communication décryptée : 'De Ban Ngoai Vu du Nam Bo, Ha Tien, à Comité de conseiller [Ban Can Su] du Sud-Ouest Cambodge, Etat-Major, Front du Cambodge', dans HCFIC, SDECE, no. 19960/4/HV/SD, 'Congrès du Cambodge'.

l'idée que le Vietnam du PCI voulait s'emparer du Cambodge. Le Comité Laos-Cambodge ajoutait que la politique française au Cambodge visait à tenir solidement les routes du pays, contrôler les plantations de caoutchouc et les grands domaines agricoles, couper la liaison avec le Nam Bo et les secteurs libres du Cambodge en construisant des postes de contrôle sur les voies fluviales. Avant tout, les Français voulaient se servir du Cambodge comme base pour lancer une offensive contre les forces militaires de plus en plus puissantes du général Nguyen Binh dans le Sud (voir : chapitre suivant).³ Fait plus inquiétant sur la longue durée : les Français comptaient utiliser le Cambodge comme un lieu de retrait en prévision de la contre-offensive-générale. Selon ce rapport de Mai Lam, « les Français, avec le concours des réactionnaires internationaux, transform[ai]ent actuellement le Cambodge en une ligne de défense dirigée contre la révolution sud-est asiatique ».⁴ Plus que jamais, Mai Lam insistait, il fallait « transformer le Cambodge en une base révolutionnaire du Front démocratique », « inclure la révolution du Cambodge dans celle de toute l'Indochine », « utiliser pour le Cambodge le plan révolutionnaire en vigueur dans toute l'Indochine », « obtenir l'indépendance et la libération du Cambodge avant d'exécuter intégralement le plan révolutionnaire » et proclamer le slogan : « vive l'union Laos-Cambodge-Vietnam ».⁵ Au même moment, le PCI multipliait ses ouvertures auprès du prince Souphanouvong.

Du point de vue stratégique et politique, ce comité voulait consolider la position militaire du PCI dans les régions « Nord-Ouest » et « Sud-Ouest » du Cambodge, près du Grand Lac et du Golfe du Siam, « afin de donner l'impulsion au mouvement général du Cambodge ».⁶ Enfin, soulignait Mai Lam, il fallait penser à composer un organisme proto-communiste pour le Cambodge, appelé provisoirement dans ce document le « Parti du Cambodge indépendant », taillé sans doute sur le même modèle que le « Parti du Laos indépendant » (*Dang Doc Lap Lao*) (sec. indochinoise (Laos), ch. 5). Et pour ce faire, il fallait vite former des cadres

interception datée du 24 novembre 1949, valeur : A, d. D.Y., c. 10H4120, SHAT.

³ Communication interceptée dans HCFIC, SDECE, no. 11702/4/AA/DB/7, le 7 janvier 1950, 'Rapport sur la situation au Cambodge adressé par le Comité Lao Cambodge en Thaïlande au commissaire politique au Nam Bo', document daté du 11 décembre 1949, valeur : A, d. 1949-1950, c. 107, SPCE, CAOM et d. Emprise Viet Minh, c. 110, CP, CAOM.

⁴ Rapport intercepté dans HCFIC, SDECE, no. 11702/4/AA/DB, 'De Envoyé spécial Ban Ngoai Vu à UBKCHC Nam Bo via Ban Ngoai Vu', daté du 11 décembre 1949, valeur : A, d. Organisation du Front du Cambodge, c. 10H4121, SHAT et d. Emprise Viet Minh, c. 110, CP, CAOM.

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*

cambodgiens.⁷ Selon ce rapport du Comité Lao-Cambodge de décembre 1949, le PCI/RDVN pouvait compter sur environ 10.000 Khmer Issaraks dans le Sud-Ouest du Cambodge, dans les provinces de Takéo, Kampot et dans un tiers de Kompong Speu. Dans le Sud-Est, il y avait 30.000 partisans éparpillés dans les provinces de Kandal et Preyveng, en majorité vietnamienne, nous semble-t-il. Dans le Nord-Est, il y avait 20.000 Khmer Issaraks à Svay Rieng et Kompong Cham. Le Nord-Ouest en comptait 10.000 dans les provinces de Pursat et Battambang, affaiblis depuis le ralliement de Dap Chhuon.⁸ Quant à l'« Association pour le Salut National des Viet Kieu », elle comptait environ 40.000 adhérents, présents dans les huit provinces majeures du Cambodge et à Phnom Penh, mais surtout dans le Sud-Est du Cambodge.⁹ Quant aux effectifs, ce rapport dénombrait environ 1.000 combattants dans le Sud-Ouest, dont seulement 20% de l'effectif total étaient constitué de Khmers. Le reste était bâti sur la forces des Viet kieu et des 'bo doi' vietnamiens envoyés du Vietnam du Sud.¹⁰ La force réellement opérationnelle des alliés khmers était faible.

Il fallait maintenant mettre d'accord les deux organismes dirigeants les affaires révolutionnaires au Cambodge, à savoir le *Ban ngoai vu* du « Comité territorial » du Nam Bo sous la direction de Nguyen Thanh Son et le « Comité des Affaires du Comité central du Parti à l'extérieur » en Thaïlande dirigé par Hoang Van Hoan pour le compte du Comité central du PCI. Le « Comité territorial » envoya Nguyen Thanh Son à Bangkok en fin 1949 pour y rencontrer des dirigeants du « Comité des Affaires du Parti à l'extérieur » afin de se mettre d'accord quant à l'organisation du Cambodge révolutionnaire.¹¹ En novembre 1949, Nguyen Thanh Son, représentant du « Comité territorial » du Nam Bo, rencontra deux hauts-représentants du « Comité des Affaires du Comité central du Parti à l'extérieur », Nguyen Duc Quy et Nguyen Song Tung, pour discuter de toutes ces questions. Durant cette réunion historique, Nguyen Thanh Son put obtenir les directives du Comité central du PCI, portée par Hoang Van Hoan, concernant la réorganisation entière des révolutions en Indochine occidentale. C'est à cette conjoncture, au moment où l'armée rouge consolidait sa mainmise

⁷ *Ibid.*

⁸ 'Rapport sur la situation au Cambodge adressé par le Comité Lao Cambodge en Thaïlande au commissaire politique au Nam Bo'.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ *Quan tinh nguyen Viet Nam o Campuchia, thoi ky 1945-1954* [L'armée de volontaires vietnamiens au Cambodge durant la période 1945-1954], Ca Mau, NXB Mui Ca Mau, 1998, pp. 79, 129.

sur la Chine du Sud et que le PCI et le PCC négociaient une nouvelle ère de collaboration, que le PCI repensa entièrement sa politique indochinoise, symbolisée par la diffusion de l'« Esquisse sur les tâches à accomplir au Laos et au Cambodge » (que nous avons déjà analysé pour le Laos). Désormais, le « Comité territorial » du Nam Bo, par les soins du Ban Ngoai Vu, prendrait en charge le Cambodge. Les cadres, tels que Mai Lam et Vu Huu Binh, furent mis sous la direction du « Comité territorial ». Les zones du Nord-Ouest et du Nord du Cambodge, administrées jusqu'à là par le « Comité des Affaires du Comité central du Parti » en Thaïlande, furent transférées au « Comité territorial ». En se rendant au Cambodge avec Nguyen Thanh Son à la fin de 1950, Vu Huu Binh avait fait le parcours régional presque parfait des réseaux asiatiques, apparaissant tant au nord qu'au sud de la péninsule.¹²

Après sa rencontre avec les chefs du « Comité des Affaires du Comité central du Parti à l'extérieur » à Bangkok, Nguyen Thanh Son retourna au Nam Bo. Afin d'exécuter les ordres du PCI, proscrivant l'unification de la révolution cambodgienne, Nguyen Thanh Son forma le « Comité des Affaires du Parti pour tout le Cambodge » (*Ban can su toan Mien*), qui prit la relève du « Comité des Affaires du Comité central du Parti à l'extérieur » en Thaïlande et qui remplaça un « Comité spécial provisoire » qui avait été créé antérieurement dans le Sud-Ouest en collaboration avec Son Ngoc Minh. Le secrétaire général de ce puissant « Comité des Affaires du Parti pour tout le Cambodge » n'était autre que Nguyen Thanh Son, assisté de son député Pham Van Xo. Les membres de ce Comité furent les véritables architectes du communisme au Cambodge. Ils furent les suivants entre autres : Phan Hoang At, Huynh Chi Manh, Son Ngoc Minh, Vu Huu Binh, Nguyen Xuan Hoang, Pham Thanh Dan, Huynh Van Vang, Nguyen The Cung, Siev Heng, Mai Lam, Nguyen Van Dung et Le Quang Trung. Suite à la dissolution du « Comité des Affaires du Comité central du Parti à l'extérieur » le 31 décembre 1950, Nguyen Song Tung fut muté au Cambodge, où il devint le député de Nguyen Thanh Son dans le « Comité des Affaires du Parti pour tout le Cambodge ».¹³ La direction avait été effectivement transférée à l'intérieur de l'Indochine, vers la frontière vietnamo-cambodgienne. La Thaïlande ne primait plus dans les réseaux régionaux du PCI. Toutefois, aucune décision importante sur la révolution cambodgienne ne pouvait être prise sans

¹² *Ibid.*, pp. 129-132. Vu Huu Binh accompagna Nguyen Thanh Son dans le retour de ce dernier au Nam Bo à la fin de 1949 ou tout au début de 1950.

¹³ *Ibid.*, p. 134. En 1952, Nguyen Duc Thuan remplaça Nguyen Thanh Son comme directeur du « Comité des Affaires du Parti pour tout le Cambodge ».

l'autorisation préalable de ce 'nouveau' « Comité des Affaires du Parti » pour le Cambodge et ses dirigeants majoritairement vietnamiens. A travers cette organisation, le PCI dirigeait l'évolution du communisme dans toute l'Indochine. Après la création du Lao Dong au début de 1951, les communistes vietnamiens remplacèrent le « Comité territorial du Nam bo » (*Xu uy Nam bo*) par le « Comité central pour la zone du Sud » (*Trung Uong Cuc Mien Nam*) pour diriger les affaires du parti dans le Sud-Vietnam et au Cambodge.¹⁴

La création de nouvelles lignes de communication entre la Thaïlande et le Sud-Ouest du Nam Bo serait fondamentale dans l'établissement d'un « comité de commandement combiné » pour le « mouvement khmer en entier ». Nguyen Thanh Son comprenait parfaitement bien le lien entre révolution et commerce. Il avait dirigé les échanges commerciaux avec l'Asie du Sud-Est depuis 1945 et il ne manqua pas d'en parler lors de sa visite à Bangkok à la fin de 1949. Avant de partir, Pham Van Bach lui avait confié 18 kilogrammes d'or.¹⁵

L'expansion militaire et la consolidation de l'économie cambodgienne étaient essentielles à ce processus. Une directive juridique, parmi un très grand nombre d'autres d'ailleurs, fut approuvée par le Comité de Libération du Peuple du Sud-Est du Cambodge en novembre 1949 : elle portait sur les nouvelles taxes à imposer sur le commerce de poissons et de crevettes fraîches. Ces taxes furent indispensables au bon fonctionnement de l'administration.¹⁶ Un mois plus tard, au moment du déplacement de Nguyen Thanh Son à Bangkok, le *Ban Ngoai Vu* demanda aux « Comités de libération nationale » du Cambodge de lui envoyer des renseignements très précis sur le « montant total de recettes perçues depuis le début de 1949 jusqu'à la fin du mois de novembre 1949 ». Nguyen Thanh Son voulait connaître la quantité des importations, les ressources à sa disposition et le montant total des

¹⁴ Dang Lao Dong Viet Nam, Ban Chap Hanh Tinh Dang bo, Ban thuong vu, 'Thanh lap Trung Uong cuc Mien nam va bo Xu Uy Nam Bo' [La création du Comité central pour la zone du Sud et la suppression du Comité territorial du Nam bo], extrait du communiqué no. 005/TC-TWC cua Trung Uong cuc Mien nam, daté du 26 juillet 1951, signé de NHAN, d. 1422, c. 10H3979, SHAT.

¹⁵ Document traduit dans CCFAEO, EM/2B, SI, 'Décisions du bureau des affaires courantes du parti communiste du Nam bo [*Xu uy Nam Bo*] relative aux activités khmères', daté du 19 août 1949, signé du 'Bureau des Affaires Courantes du Comité Communiste du Nam Bo', d. Emprise Viet Minh Sud-est, c. 34, CP, CAOM ; HCFIC, SDECE, 'Rapport sur la situation au Cambodge adressé par le Comité Lao-Cambodge en Thaïlande', le 11 décembre 1949, valeur: A, p. 4, d. 1949-50, c. 107, SPCE, CAOM ; et le câble intercepté de Pham Van Bach à Nguyen Thanh Son (Bangkok), daté du 12 octobre 1949, dans FFVS, EM/2B, no. 6520/2S, BR, d. Organisation Economique, c. 10H4891, SHAT. 300,000 piastres furent allouées à la zone Sud-Ouest en novembre 1949.

¹⁶ 'Arrêté no. A92/ND/DN, Comité de Libération du Peuple du Sud Est du Cambodge', signé de THACH BA et NGUYEN THE MY, daté du 30 novembre 1949, dans 'BR no. 155 : Mesures d'ordre économiques et financier prises par le Comité de Libération du Sud Est [du Cambodge]', d. Khmer Issarak Unifiés, c. 110, CP, CAOM.

dépenses sur lesquelles il pouvait compter pour mener à bien son nouveau projet.¹⁷ Sans argent, pas de révolution. Le « Comité territorial du Nam Bo » lui donna son aval, l'autorisant de lever des impôts « de toutes sortes » au Cambodge.¹⁸ Le poivre demeurait évidemment l'exportation la plus importante pour financer la révolution khmère. La zone du Sud-Ouest allait pouvoir exporter du poivre et des plantes médicinales vers la Thaïlande pour engendrer des bénéfices accrus.¹⁹ Des résultats purent être obtenus, sans aucun doute. En 1952, nous l'avons déjà vu, les Vietnamiens récoltèrent au moins 52 millions de piastres indochinoises grâce à 'leur' économie cambodgienne, dont une partie majeure provint des taxes sur le poivre. Une étude récente des activités vietnamiennes durant la guerre franco-vietnamienne révèle que Nguyen Thanh Son put, grâce aux ventes de poivre entre 1950 et 1953, générer 33 millions de piastres indochinoises.²⁰

Travaillant en collaboration avec les communistes vietnamiens et les subventions des Viet kieu de Thaïlande, Mai Lam fut chargé d'établir le front militaire cambodgien et d'administrer les questions militaires pour Son Ngoc Minh dans la zone Sud-Ouest du Cambodge. Vu Huu Binh et Nguyen Thanh Son consolidèrent le front cambodgien, le divisant en secteurs militaires et administratifs exposés dans le chapitre précédent.²¹ Depuis mai 1949, le Ban Ngoai avait mis de côté mensuellement 100.000 piastres pour le front du Cambodge.²² Nguyen Thanh Son avait environ 3.000 hommes au sein d'une « armée » cambodgienne fluctuante à la fin de 1949, dont un millier positionnés dans la zone clé du Sud-Ouest.²³ Mais, si les Vietnamiens avaient déjà mis en place une administration dans le Sud-Est et dans le Sud-

¹⁷ Document intercepté par HCFIC, SDECE, no. 10318/8/HV/SD, 'Renseignement', daté du 2 décembre 1948, valeur : A, d. Emprise Viet Minh, Sud Est, c. 34, CP, CAOM.

¹⁸ 'Décisions du bureau des affaires courantes du parti communiste du Nam bo [*Xu uy Nam Bo*] relative aux activités khmères' et Xu Uy Nam Bo, Ban Thuong Vu Trung Uong Can Tho, 'Nghị Quyết cuộc Hội Nghị Cán Bộ Toàn Xu Lan thu II' [Résolution de la deuxième réunion de cadres du territoire entier], pp. 7-8, sans date mais sans doute 1950 selon le texte, d. PCI, 2e semestre 1950, c. 3978, SHAT.

¹⁹ HCFIC, SDECE, no. 19304/4/JP/SC, 'Renseignement', daté du 15 novembre 1949, valeur : A, d. Emprise Viet Minh, Sud Est, c. 34, CP, CAOM.

²⁰ *Quan tính nguyên Viet Nam ở Campuchia*, p. 148.

²¹ CSTFEO, EM/2B, no. 1177/2, 'Renseignement', source : très bonne, daté du 7 avril 1948, d. 29, c. 10H537, SHAT.

²² HCFIC, SDECE, no. 13653/6/RG/AP, 'Renseignement', le 6 mai 1949, valeur : A, source : interception radiophonique, d. 863, c. 314, HCI, CAOM et 'Demande d'augmentation [de] troupes et budget', télégramme décrypté dans HCFIC, SDECE, no. 18754/6/HV/DB, daté du 30 octobre 1949, d. Emprise Viet Minh, Sud Est, c. 34, CP, CAOM.

²³ Documents traduits : 'Organisation d'un corps franc pour le front Lao-Cambodge', [HCFIC], no. 7569/VN/1, le 8 juillet 1948, val. A, s.d. 5, d. 108, CD, CAOM ; UBKHCNB, Ban Ngoai Vu, 'Comité de Contre- Espionnage, Instructions', no. WPD 20-CT, RDVN, signé de NGUYEN QUOC PHUC, le 1 mai 1949 ; HCFIC, SDECE, 'Affectation de deux compagnies [du Siam]', no. 10332/1/L, daté du 18 novembre 1949, valeur : A ; et HCFIC, SDECE, 'Achat de sel à Bac Lieu', no. 11131/6, AA/SD, daté du 19 décembre 1949, d. Front du Cambodge, c. 10H4120, SHAT.

Ouest, ils allaient devoir maintenant la mettre entre les mains d'un gouvernement de résistance véritablement khmer. Comme pour le Laos, il fallait organiser rapidement un « Congrès » national pour indigéniser leur projet révolutionnaire.

Repenser la révolution cambodgienne ?

Les Vietnamiens sur place au début de 1950 étaient parfaitement conscients des carences de leur projet révolutionnaire en Indochine méridionale. A l'intérieur du « Comité des Affaires du Parti pour tout le Cambodge », on savait que le « plan Nguyen Thanh Son » de 1948 avait trébuché sur des luttes politico-familiales internes propres au Cambodge (tout comme au Laos), ainsi que sur un nationalisme hostile à l'égard des Vietnamiens et un manque d'intérêt général pour la lutte révolutionnaire à la vietnamienne. En janvier 1950, la direction même du PCI ne cachait guère son mécontentement devant cet échec perpétuel à greffer le communisme au-delà du Vietnam. Les leaders critiquaient l'impuissance des cadres vietnamiens sur le terrain à rallier les organisations « patriotiques » cambodgiennes à leur cause et à les unifier. Etaient en particulier déplorés l'absence continue d'un programme politique réalisable, le désordre continuel de l'aide apportée par les Vietnamiens, l'inexistence permanente de quelque pouvoir révolutionnaire que ce fût et le peu d'attention prêtée en général aux questions touchant les « peuples » laotien et cambodgien. Révélant une vue encore plus radicale, ces chefs communistes regrettaient même que n'eût pas encore été étudiée l'adaptation aux conditions locales de la question de la répartition des terres en Indochine occidentale.²⁴

En octobre, Nguyen Thanh Son analysait d'une façon réaliste les données de la révolution cambodgienne, admettant que jusque-là l'attention des communistes vietnamiens s'était portée « davantage sur les activités des Vietnamiens émigrés que sur les masses populaires khmères ». Faisant écho aux critiques émises par Hoang Van Hoan en 1948, il admettait qu'au Cambodge les Vietnamiens avaient attaché trop d'importance à l'action militaire, au détriment des aspects politiques. C'était pourquoi les bases révolutionnaires du PCI étaient encore demeurées très faibles parmi les Khmers. Pour remédier à ce problème, il fallait se livrer préalablement à « une étude sérieuse des conditions politiques, économiques, sociales et

²⁴ Document intercepté : 'Critique du comité central Viet Minh sur l'action du parti au Cambodge et au Laos', dans HCFIC, SDECE, no. 13338/H/9/RG, document daté du 4 janvier 1950, d. Emprise Viet Minh, c. 110, CP, CAOM.

culturelles du Cambodge », à une véritable réflexion anthropologique sur la situation cambodgienne.²⁵

Les Vietnamiens chargés de 'la' révolution cambodgienne ressentaient surtout le besoin de repenser leurs actions au Cambodge. Leur échec était bien réel à la fin de 1949. Le projet révolutionnaire de Nguyen Thanh Son était tout sauf une réussite. Si les cadres vietnamiens *au Vietnam* pouvaient exploiter le nationalisme pour répandre le communisme parmi les 'masses' paysannes, ils ne pouvaient pas jouer la carte nationaliste au Cambodge, précisément parce que ce n'était pas leur « nation ». Même si les Vietnamiens invoquèrent l'« internationalisme » pour justifier leur présence en Indochine occidentale (tout comme les communistes chinois en Corée et ... au Vietnam), la plupart des Laotiens et des Cambodgiens, y compris leurs dirigeants nationalistes les plus notables, ne se voyaient pas en guerre contre la France. Les communistes vietnamiens martelaient l'idée de l'« exploitation indochinoise » de la colonisation française pour contrecarrer cet argument, mais, selon nous, c'était justement la 'sous-décolonisation des Français' en Indochine *occidentale* avant 1945 qui jouait contre le PCI après 1945. L'« internationalisme » ne suscitait que peu d'adhérents parmi les masses khmères et laotiennes, tout comme au Vietnam. Même parmi les intellectuels laotiens et cambodgiens, combien d'entre eux avaient suivi le trajet révolutionnaire de tant de Vietnamiens vers Moscou, Paris ou même Canton ? La plupart des intellectuels en Indochine occidentale passaient par les Ecoles de Pagode. Leur nationalisme avait un contenu religieux qui échappait aux jeunes communistes vietnamiens si convaincus de leur mission modernisatrice et de leur capacité à refaire le monde grâce au communisme et sa nature mondiale. Il n'est pas sûr que cette même manière de penser le monde et l'homme existait au Cambodge et au Laos au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale. La création d'une Indochine communiste se présentait comme une vraie réalité internationaliste pour les Vietnamiens, une tâche qu'ils ne pouvaient pas éviter d'exécuter. Le problème, cependant, c'est que les chefs ethniquement vietnamiens dominant le PCI ne pouvaient pas s'appuyer sur un 'nationalisme indochinois', ou une « nation indochinoise ». Là encore, la colonisation française aurait grandement facilité la tâche révolutionnaire des Vietnamiens au Laos et au

²⁵ Document intercepté dans HCFIC, SDECE, no. 19454/8/AJ/AP, 'Résumé des décisions prises par la Commission territoriale du Nam Bo et adressées au gouvernement central', document daté du 2 octobre 1949, valeur : A, d. D.Y., c. 10H4120, SHAT.

Cambodge, si elle avait créé un véritable Etat colonial à l'échelle indochinoise.²⁶ En revanche, les Français avaient laissé les monarchies en place en Indochine occidentale. Pire, du point de vue du PCI, après 1945 les Français avaient promu le nationalisme khmer et lao, tout en allant vers des Etats nationaux au lieu d'une Fédération indochinoise. La possibilité de faire appel à un 'nationalisme indochinois', en opposition au projet indochinois des Français, n'existait plus. Et un nationalisme ethnique au Laos et au Cambodge en opposition à l'expansion historique des Vietnamiens à travers la péninsule mettait les internationalistes vietnamiens du PCI dans une situation encore plus difficile. De telles réflexions sur l'échec du PCI en Indochine occidentale n'apparaissaient jamais dans les discussions de nos missionnaires vietnamiens en Indochine.

Cependant, les cadres vietnamiens détachés en Indochine occidentale se rendaient bien compte que le symbole nationaliste le plus puissant dans l'imaginaire du paysans khmer n'était pas le message « communiste » ou les paroles de Marx et Lénine. Dans les campagnes, l'attrance 'nationaliste' résidait de manière prépondérante dans le pouvoir royal, voire dans la personne du roi lui-même.²⁷ A ce point de vue, les Vietnamiens pouvaient de nouveau se plaindre de la politique coloniale française en Indochine occidentale avant 1945. Maintenir en place la monarchie khmère pendant, la colonisation n'avait pas nui au rapport entre souverain et sujets. Cela fut évidemment très différent au Vietnam, où le démantèlement français de la monarchie avait profondément affaibli le roi comme symbole d'unité et suscité d'autres façons plus radicales de penser la nation et son devenir étatique.²⁸ Bon gré mal gré, il n'avait jamais existé ni au Laos, ni au Cambodge, des mouvements intellectuels et révolutionnaires de la même portée que ceux qui avaient pris corps au Vietnam (et en Chine et Corée) depuis le début du XXème siècle (voir *supra*).

Au Cambodge, le maintien intact du pouvoir royal permit à Sihanouk de reconvertir après 1945²⁹ le pouvoir royal dans un sens nationaliste. Bien plus qu'à Bao Dai, il était possible à Sihanouk (et à Phetsarath) d'exploiter l'ancien symbole identitaire du roi et de son lien au

²⁶ Nous nous permettons de citer notre réflexion à ce sujet, *Vietnam or Indochina ? Contesting concepts of space in Vietnamese nationalism (1885-1954)*, Copenhague, Nordic Institute of Asian Studies, 1995.

²⁷ Nasir ABDOUL-CARIME, 'Réflexion sur le régime sihanoukien: La monopolisation du Verbe par le pouvoir royal', *Péninsule*, no. 31 (1995) (2), pp. 77-97.

²⁸ Voir: NGUYEN THE ANH, *Monarchie et fait colonial au Viet-Nam (1875-1925): Le crépuscule d'un ordre traditionnel*, Paris, L'Harmattan, 1992.

²⁹ En fait, cela s'était passé dans un sens tout à fait nationaliste pendant la période de Vichy.

peuple pour consolider leur propre pouvoir personnel dans un sens plus moderne. La sortie du roi Sihanouk de son Palais dans les années 1940 en fournit un bon exemple. Ses tournées dans les provinces, en particulier, représentaient une concurrence formidable pour les internationalistes vietnamiens envoyés prêcher auprès des mêmes masses populaires (voir *infra*).

Le risque d'un échec total en Indochine occidentale obligea les communistes vietnamiens à s'arrêter pour réfléchir d'une façon plus approfondie sur les raisons possibles de ce revers. Il fallait donc s'y adapter. Nguyen Thanh Son savait qu'il ne pouvait pas éradiquer le symbole royal de sa propagande révolutionnaire au Cambodge. Par conséquent, il dut suggérer le slogan suivant pour redémarrer le mouvement révolutionnaire au Cambodge : « Libération du Cambodge du joug des colonialistes français, mais maintien de la famille royale ».³⁰ Alors que chez eux, les communistes vietnamiens étaient eux-mêmes opposés à un tel compromis, ils allaient devoir modifier leur discours en Indochine theravada, ou courir le risque bien réel d'un fiasco. Ceux qui avaient rejeté leur propre monarchie devaient maintenant céder, du moins provisoirement, devant celle du Cambodge, « car le prestige de la royauté est encore profondément ancré dans la masse cambodgienne » :

Si on lance le slogan : « Combattre le Roi », l'on n'est pas soutenu par les Cambodgiens. Il faut [nous] servir des initiatives et des expériences de nos « camarades » ravitaillant le Sud-Ouest du Cambodge, qui se servent du slogan : « Libérer le roi du joug des colonialistes français », slogan qui suit de très près la situation de ce pays et qui est très estimé des Khmers.³¹

Mais le temps pressait ...

A la fin de 1949, Nguyen Thanh Son ordonna de faire des études plus sérieuses que jamais sur les classes sociales du Cambodge, les partis politiques, le régime monarchique, le système éducatif et l'histoire de la « résistance cambodgienne ». Mais, implicitement convaincus de leur bon droit, les Vietnamiens poursuivirent en même temps leurs activités économiques et militaires pour faire éclore un nouveau mouvement révolutionnaire au Cambodge (voir *supra*). Les responsables s'accordèrent sur le besoin d'affermir leurs organisations populaires,

³⁰ 'Résumé des décisions prises par la Commission territoriale du Nam Bo et adressées au gouvernement central'.

³¹ Comité territorial du Nam Bo [Xu Uy Nam Bo], Comité des Affaires courantes du Comité de commandement provincial de Can Tho, 'Décision de la 2ème réunion des cadres du pays tout entier', non-daté mais sûrement 1951, traduit dans HCFIC, CFTSVN, EM/2B, no. 5208/2S, 'Traduction d'un document', le 6 septembre 1951, signé SALAN, d. Traduction de documents rebelles, 1951, c. 10H2171, SHAT.

économiques et financières, déjà en place, afin d'assurer une greffe plus efficace sur le terrain, une fois qu'un noyau radical aurait été constitué.³² Ce qui frappe, selon nous, c'est que ces missionnaires vietnamiens ne s'étaient jamais demandés s'ils auraient pu supporter la même ingérence de la part des communistes chinois dans leurs propres affaires internes. Nous y reviendrons.

Le « Congrès des Cadres du Cambodge »

Il y avait en effet urgence. Il fallait rapidement organiser un « congrès national » pour créer des gouvernements et partis nationaux au Laos et au Cambodge. Ce fut d'autant plus le cas que les Français étaient en train de mettre les Etats Associés de l'Indochine en place sur les plans diplomatique et militaire.³³ Pour être à même de remplir leur mission, les communistes vietnamiens pensaient devoir se hâter de créer un gouvernement et une armée cambodgienne, avec lesquels la RDVN conclurait un traité officiel approuvant leur présence sur un territoire étranger. Ils leur fallait leurs propres Etats-Associés révolutionnaires.

Pour le Laos, nous savons que les Vietnamiens allaient tenir un « congrès national » en août 1950 au LK IV, embryon de ce qui deviendrait par la suite un 'gouvernement de résistance' et un proto-'parti' laotien inféodé aux Vietnamiens. Ces deux organismes allaient être déplacés à Sam Neua pendant la bataille du Nord Laos en 1953 (sec. indochinoise (Laos), ch. 4). Au Cambodge, une procédure identique eut lieu au printemps de 1950 sous la direction de Nguyen Thanh Son à partir du LK IX.³⁴ Sous la bienveillance du *Ban Ngoai Vu*, un « Congrès des Cadres du Cambodge » s'ouvrit le 12 mars 1950.³⁵ Cette réunion rassembla les membres Issarak des quatre zones du Cambodge. Du côté cambodgien, on comptait les noms prééminents tels : Son Ngoc Minh, Tou Samut, Siev Heng, Chan Dara, Keo Muni et Ney Soen Sichan entre autres. Du côté vietnamien, outre la présence de Nguyen Thanh Son, il y avait

³² 'De Ban Ngoai Vu, Ha Tien, à Comité des conseillers du Sud-Ouest du Cambodge, Kampot-Takeo', décrypté dans HCFIC, SDECE, no. 10602/S/JP/DB, daté du 12 novembre 1949, valeur : A, d. D.Y., c. 10H4120, SHAT.

³³ Voir le câble du « Xu uy Nam Bo » au « Ban Ngoai Vu » à ce sujet dans CCFABO, EM/2B, no. 14793/FAEO/2S, 'Renseignements', source : SDECE, valeur : A/1, daté du 10 mars 1950, d. 51, c. 10H544, SHAT.

³⁴ Cela se confirme dans une publication officielle de l'armée populaire du Vietnam : Bo Quoc Phong, Vien Lich Su Quan Su Viet Nam, *Lich su cuoc khang chien chong thuc dan Phap (1945-1954)* [Histoire de la résistance contre le colonialisme français (1945-1954)], Hanoi, NXBQDND, 1994, p. 515.

³⁵ 'Ke hoach hoat dong o moi vung tren lanh tho Cao Mien', pp. 6-7 et Communication interceptée dans HCFIC, SDECE, no. 13827/9/JP/DB, 'Renseignement : De Ban Ngoai Vu du Nam Bo à Comité du commandement khu Sud-Est Cambodge', d. Unités du Sud Est Cambodge, 3, c. 10H4121, SHAT.

aussi des dirigeants parmi les plus notables du PCI du Sud, à savoir : Le Duc Tho, Le Duan, Pham Van Bach, Duong Quoc Chinh, Nguyen Van Vinh et Nguyen Van Thuan.³⁶

Ce « Congrès des Cadres » fut l'événement le plus significatif dans l'histoire du radicalisme au Cambodge jusqu'à ce moment-là. Pendant cette réunion, les grandes lignes d'un futur « gouvernement de résistance » et de la « révolution cambodgienne » furent élaborées.³⁷ Dans son exposé, Nguyen Thanh Son, le père théorique de la « révolution cambodgienne », s'appuya à fond sur les études préparatoires sur la société, la culture et les structures économiques et politiques du Cambodge. Parlant au nom du *Ban ngoai vu* et celui du « Comité territorial du Nam Bo » (*Xu uy Nam Bo*), il expliqua que ce congrès des cadres visait à « parfaire l'appareil administratif et militaire » d'un nouvel Etat révolutionnaire à travers l'unification des « organisations du Parti depuis les organismes directeurs jusqu'aux associations populaires, [et pour] faire coopérer le Cambodge avec le Nam Bo ». ³⁸ En effet, ce « congrès de cadres » eut lieu près de Ha Tien, qui devait être considérée comme le berceau de ce communisme khmer introduit en 1950 par les Sudistes à partir du LK IX.³⁹ Cette éclosion cambodgienne était l'extension naturelle du communisme vietnamien vers le Sud-Ouest et le Sud-Est du Cambodge, de la même manière que le *Phong Bien Chinh* provoquait la naissance d'un gouvernement de résistance et d'un 'parti' laotien dans les limites occidentales de la province de Nghe An dans le LK IV.⁴⁰

Les réflexions de Nguyen Thanh Son sur le Cambodge sont révélatrices de la manière dont le PCI concevait la société cambodgienne et comptait y importer la nouvelle idéologie communiste. D'abord, Nguyen Thanh Son reconnaissait que le Cambodge était un pays majoritairement agricole. L'« économie capitaliste », disait-il, se trouvait dans les plantations d'hévéas, qui exploitaient 40.000 travailleurs et la classe capitaliste était représentée par les

³⁶ *Quan tinh nguyen Viet Nam o Campuchia*, p. 135 ; Etat du Vietnam, Section régionale, no. 857/PSE-S, 'Unité d'action entre les Viet Minh et les Issarak', le 4 mai 1950, document daté du 25 mars 1950, d. 1949-1950, c. 107, SPCE, CAOM et DSS, 'Constitution du Front Issarak et du Comité central provisoire de la libération nationale du Cambodge', d. Cambodge, 1949, c. 10H284, SHAT.

³⁷ SECAM, no. 488, le 30 mars 1950, d. Organisation du Front du Cambodge, c. 10H4121, SHAT.

³⁸ 'Premier Congrès des Cadres du Cambodge (qui a eu lieu du 12 au 22 mars 1950) : Exposé relatif à la situation et à la mission de la Révolution khmère (Présenté par le Camarade NGUYEN THANH SON), [adressé aux] Camarades, délégués du Comité Central et délégués du Comité territorial (Xu Uy) du Nam Bo [et aux] Camarades, délégués des diverses branches politico-militaires-administratives', c. 10H284, SHAT.

³⁹ SSHCC, 1^{ère} section, no. 2828/PS-C, 'Interrogatoire des dirigeants Viet Minh [noms effacés par l'auteur, CEG], le 21 avril 1953, p. 9, d. 1953, c. 107, SPCE, CAOM.

⁴⁰ de même que le parti vietnamien naquit en 1930 à Hong Kong, non pas au Vietnam, grâce en partie au soutien du PCC en Chine du Sud et des réseaux internationaux du Komintern.

Français et les marchands chinois dominant le commerce intérieur.⁴¹ En insistant sur le fait que 90% des Cambodgiens vivaient à la campagne, Son faisait observer à ses auditeurs que la révolution cambodgienne devait être un mouvement de paysans. Les citadins khmers étaient minimes. La classe paysanne devait donc être « la force principale de la Révolution khmère ».⁴² Nguyen Thanh Son ne soufflait mot sur la classe ouvrière, parce que ce 'prolétariat' urbain était largement constitué de Viet kieu et de Huaqiao. Ces derniers ne travaillaient pas seulement dans les plantations d'hévéa et les poivrières, mais aussi comme coolies, mécaniciens et chauffeurs.

Il y avait d'autres problèmes. Nguyen Thanh Son critiquait le fait que les cadres vietnamiens avaient organisé une « armée » avant même que de penser à une organisation administrative ; qu'ils avaient mis sur pied une bureaucratie très vietnamienne avant même que de disposer de bases populaires dans la masse khmère. De ce fait, déclarait-il, le mouvement présentait dans ses fondements des lacunes qu'il n'était pas encore parvenu à combler.⁴³

C'est pour cette raison, dit Nguyen Thanh Son, que nous avons tendance à ne penser qu'à la question militaire et à perdre de vue la question politique. Par ailleurs, les premiers cadres Vietnamiens envoyés au Cambodge étaient des cadres militaires et les cadres formés au Cambodge n'avaient pas d'instruction politique. Ils n'avaient aucune idée [de] la masse.⁴⁴

Sans l'appui des masses khmères, comment bâtir une administration fonctionnelle ? Sans les cadres khmers proprement dits, comment pouvait-on diriger une bureaucratie révolutionnaire 'indigène' ?⁴⁵ Car, s'il y avait une administration communisante en Indochine avant 1950, elle était bel et bien vietnamienne. Comme pendant l'époque coloniale, depuis 1945 les fonctionnaires du PCI en Indochine occidentale pouvaient circuler d'un bout à l'autre du territoire. Suite à leur service au Laos ou au Cambodge, ils pouvaient être « promus à un grade supérieur accordé par le gouvernement vietnamien ... ».⁴⁶ Les cadres spécialistes

⁴¹ NGUYEN THANH SON, 'Exposé relatif à la situation et à la mission de la Révolution khmère', p. 8.

⁴² *Ibid.*, p. 10.

⁴³ *Ibid.*, p. 15.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 15.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 15.

⁴⁶ 'Décisions du bureau des affaires courantes du parti communiste du Nam bo'.

vietnamiens au Cambodge recevaient mêmes leurs soldes directement du *Ban Ngoai Vu*.⁴⁷ La frustration de Nguyen Thanh Son était donc palpable. « De ce fait, *nous dit-il*, l'administration populaire est encore peu efficace, bien qu'elle ait pu être organisée sur une large échelle. Elle ne réussit pas encore à faire participer le peuple à l'œuvre de [la] Résistance ». ⁴⁸ Réaliste, Nguyen Thanh Son admit même qu'il n'y avait pas encore de « révolution khmère » ou de parti communiste comme au Vietnam.⁴⁹ Ce qui fut certainement juste.

Pour la réussir, il fallait déplacer la révolution vers le peuple cambodgien, et non pas exclusivement vers les Viet kieu du Cambodge. Nguyen Thanh Son avait mieux saisi la difficulté de convertir ce peuple non-vietnamien de culture theravada. Les mentalités n'étaient pas les mêmes. Leur réception au communisme n'était pas la même non plus. Evoquant le cas religieux, Nguyen Thanh Son argumente ainsi :

Les Cambodgiens trouvent dans le bouddhisme un instrument d'union qui leur permet de se grouper en un bloc ethnique distinct. Le catholicisme n'a pu trouver des adeptes que parmi les émigrés vietnamiens. Les Malais sont musulmans.⁵⁰

De même que les missionnaires français au Cambodge et en Thaïlande s'étaient efforcés aux XVIIe et XVIIIe siècles de rendre le catholicisme moins vietnamien et plus attractif aux peuples theravadas⁵¹, de même Nguyen Thanh Son soulignait l'intérêt qu'il y avait à indigéniser le communisme au Cambodge et de le rendre plus compréhensible aux Khmers. Bien entendu, l'introduction d'un communisme culturellement adapté ne serait pas facile, d'autant plus que le monde theravada n'avait jamais été très ouvert aux autres croyances universelles. La 'dé-vietnamisation' du communisme khmer resterait donc forcément difficile. Parlant du mouvement révolutionnaire au Cambodge, Nguyen Thanh Son admettait ce jour-là qu'il était « composé en majorité de Vietnamiens et ne pouss[ait] pas encore de profondes

⁴⁷ Ban Can Su Cao Mien, Ban Thuong-vu, so. 128/CS-TU, 'De muc : Su thi hanh ban hoi nghi ngay 17/7/1950 cua chanh fu Cao mien va Viet Nam' [Au sujet de la mise en exécution de la réunion du 17 juillet 1950 des gouvernements cambodgien et vietnamien], daté du 14 août 1950, Ban Can Su Cao Mien, signé DIEN NAM, d. Organisation du Front du Cambodge, c. 10H4121, SHAT.

⁴⁸ NGUYEN THANH SON, 'Exposé relatif à la situation et à la mission de la Révolution khmère', p. 16.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 16.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 10.

⁵¹ A ce sujet, voir les trois volumes d'Alain FOREST, *Les missionnaires français au Tonkin et au Siam XVIIe-XVIIIe siècles : Analyse comparée d'un relatif succès et d'un total échec*, Paris, L'Harmattan, 1998, surtout le livre III, 'Organiser une Eglise convertir les infidèles'.

racines dans le peuple khmer ».⁵² Comme les Catholiques bien avant eux, les cadres communistes furent invités à apprendre le khmer et à adopter leur message 'révolutionnaire' aux coutumes locales. Nguyen Thanh Son ordonna à ses disciples de devenir cambodgiens, car la 'khmérisation' de l'Etat révolutionnaire était la clé de la victoire des communistes vietnamiens sur les efforts des Français et de Sihanouk pour nationaliser la monarchie contre eux.⁵³

Selon Nguyen Thanh Son, il fallait donc changer de méthodes. Il assigna une importance particulière au rôle potentiel de la pagode comme moyen pour atteindre la masse khmère et pour leur annoncer la parole libératrice du PCI. Il donna l'ordre à ses cadres d'entrer en contact avec des bonzes, de les recruter et de leur donner des tâches élevées dans la résistance et, au besoin, de se faire bonzes eux-mêmes. Ces individus sacrés dans la société cambodgienne étaient en effet les seuls intermédiaires potentiels par l'entremise desquels les chefs vietnamiens pouvaient espérer se faire comprendre des 'masses khmères'. Nguyen Thanh Son voulait exploiter la pagode et ses écoles éparpillées à travers le Cambodge rural pour pénétrer au niveau de la base, et utiliser les bonzes khmers enracinés dans le paysage socio-religieux pour des buts purement révolutionnaires. C'était dans le temple-monastère campagnard qu'il fallait aller chercher les Khmers. C'étaient là où se trouvaient les intellectuels khmers : ils savaient lire et écrire et parlaient au petit peuple tous les jours. Nguyen Thanh Son ne cachait guère son enthousiasme pour le potentiel socio-révolutionnaire des « 52.000 » bonzes « qui passent toute leur vie dans 5.000 pagodes ».⁵⁴ L'accent qu'il mit sur la pagode lui paraissait d'autant plus attrayant que l'usage de la monarchie comme moyen de conversion au communisme 'par le haut' était, du moins pour l'instant, totalement exclu du fait du refus de Sihanouk. Sans une entrée par le 'bas', les Vietnamiens resteraient exclus du monde paysan et, par conséquent, détachés de 90% de la population. Et la révolution serait un plus grand échec qu'elle ne l'était déjà.

⁵² NGUYEN THANH SON, 'Exposé relatif à la situation et à la mission de la Révolution khmère', p. 16.

⁵³ DGD, no. 719/DGD, 'Le Communisme en Indochine', signé de CAAN, le 1 mai 1954, p. 37, vol. 399, IC, AO, MAE et c. 10H279, SHAT et CRE du Nam Bo, Ban Ngoai Vu, 'Procès-verbal de la conférence des cadres Mien-Viet', sans date, d. 1950-51, c. 10H5585, SHAT.

⁵⁴ NGUYEN THANH SON, 'Exposé relatif à la situation et à la mission de la Révolution khmère', p. 9. En 1961 on comptait 53.500 moines répartis dans les 2.850 monastères du Cambodge. Nasir ABDOUL-CARIME, 'Réflexion sur le régime sihanoukien', p. 86, note 39.

Toutefois, les réalités pratiques se firent vite jour. Sur la courte durée, les Vietnamiens et les Viet kieu allaient demeurer essentiels à la greffe communiste au Cambodge. Comme le disait Nguyen Thanh Son :

Les émigrés vietnamiens constituent une force capable d'entraîner la Révolution khmère à prendre le même élan que celui de la Révolution vietnamienne. Ils constituent également une force motrice destinée à démarrer le Mouvement Révolutionnaire au Cambodge.⁵⁵

A la différence des Huaqiao au Vietnam à la même époque (sec. asiatiques étrangers (Huaqiao), ch. 2), l'utilisation continuelle des Viet kieu dans la révolution cambodgienne révélait l'importance structurelle et continue des émigrés vietnamiens dans la canalisation du communisme vers l'Indochine occidentale. Ce processus met simultanément en lumière les contradictions qui empêcheraient l'« indigénisation » ou la « nationalisation » du communisme au Cambodge. C'était comme si les membres du Parti Communiste Chinois dépêchés au Vietnam de Nanning et Canton s'appuyaient sur les Huaqiao pour épandre le communisme dans les campagnes vietnamiennes, même dans les petites écoles rurales. La différence, bien sûr, c'est qu'au Vietnam il existait une classe d'intellectuels qui étaient déjà devenus communistes eux-mêmes. Emblématiques du rôle péninsulaire de l'immigration dans la canalisation du communisme en Indochine occidentale, les chefs du « Comité des Affaires du Parti du Cambodge » s'accordèrent pour que le « Comité Directeur des Viet kieu » (*Tong Bo Viet kieu*) en Thaïlande collaborât directement avec eux dans la mise sur pied du mouvement révolutionnaire au Cambodge en 1950. Les Vietnamiens en Thaïlande étaient chargés de fournir de l'argent, des denrées, des armes et munitions et de transporter des cadres à travers le Golfe du Siam.

Bien entendu, il y avait des raisons stratégiques pour expliquer la décision du PCI de créer des gouvernements de résistance en Indochine occidentale. Avant tout, la RDVN avait soudainement grand besoin d'un Etat allié sur son flanc sud-ouest, non seulement pour protéger son flanc occidental, mais aussi pour que la RDVN pût légalement continuer à envoyer ses troupes au Cambodge (et au Laos). La formation des Etats Associés et leur reconnaissance diplomatique par l'Occident allaient brusquement transformer les troupes vietnamiennes en Indochine occidentale en « envahisseurs », des troupes étrangères dans un pays

⁵⁵ NGUYEN THANH SON, 'Exposé relatif à la situation et à la mission de la Révolution khmère', p. 9.

devenu subitement souverain sur le plan international, ce qui n'avait jamais été le cas jusque-là. Juridiquement parlant, l'Indochine ne pouvait plus être considérée comme un ensemble colonial ou étatique. C'est sans doute à ce moment que les hommes de troupes vietnamiens au Laos et au Cambodge furent renommés « volontaires » (*tinhs nguyen*). Loin d'être un accident, ce sujet précis allait manquer faire dérailler les négociations à Genève en 1954.

La création d'un gouvernement allié au Cambodge était d'autant plus urgente que Nguyen Thanh Son avait reçu des ordres du Nord à la fin de 1949, l'enjoignant à se tenir prêt pour la Contre-Offensive générale dans le Sud et la révolution à l'échelle indochinoise (voir chapitre suivant et sec. sud-est asiatique, ch. 4). Face à ce scénario, il fallait assurer un accès sûr au Cambodge et jusqu'à la Thaïlande. Finalement, en cas de déclenchement de la Contre-Offensive générale, le Cambodge serait vital pour la défense du Sud, étant donné que les Français seraient forcément poussés vers le Sud de la péninsule dans l'éventualité d'une invasion de la part de l'armée rouge chinoise (sec. sud-est asiatiques, ch. 4).

Parfaitement au courant de l'aptitude de la propagande française à exploiter de telles conjonctures, Nguyen Thanh Son termina son discours sur l'insistance mise à « combattre toute conception qui ne veut pas que le Cambodge coopère étroitement sur le plan militaire avec le Vietnam ».⁵⁶ Les grandes lignes de la révolution avaient été tracées dans cette réunion des cadres en mars 1950, et admises par les khmers eux-mêmes. Il suffisait de les faire approuver par une réunion plus 'nationale'.

La « Réunion nationale » du Cambodge

De même qu'une grande réunion du PCI avait précédé la « Conférence nationale du peuple » à Tan Trao en août 1945, de même ce « Congrès des Cadres du Cambodge » fut suivi d'une « Conférence nationale du Peuple cambodgien ». Comme au Vietnam, cette deuxième réunion fut tenue pour approuver sans véritable discussion les décisions déjà prises par les chefs communistes lors de la première. Cette réunion nationale était surtout conçue pour donner un caractère plus cambodgien et proprement nationaliste aux décisions déjà prises par le PCI et sa poignée d'alliés khmers en mars. Les préoccupations plus théoriques de Nguyen Thanh Son sur les faiblesses de la révolution khmère firent place à un discours farouchement anticolonialiste. Les bonzes, enfants, femmes et paysans cambodgiens étaient invités à

s'opposer aux Français. Les journaux vietnamiens prêchaient la grande union vietnamo-khmère et la solidarité du bloc indochinois contre le colonialisme.

En effet, les hommes de Nguyen Thanh Son avaient soigneusement préparé cette assemblée nationale khmère.⁵⁷ Au début d'avril 1950, le CRA du Nam Bo rapporta au *Ban Ngoai Vu* que l'ouverture de la conférence nationale khmère devait être repoussée jusqu'au 13 avril en raison d'un manque de préparation chez les cadres sur place. Les Vietnamiens devaient « conduire » les délégués khmers à la cérémonie de la fermeture du cours de perfectionnement des « cadres de compagnie » qui allait avoir lieu le 10 avril 1950. Une fois ce cours terminé, ils devaient donner un « uniforme » à Son Ngoc Minh, Tou Samut et Siev Heng en préparation de ce moment décisif dans leurs carrières révolutionnaires.⁵⁸

L'« Assemblée représentative de tout le Cambodge » (*Cuoc dai bieu hoi nghi toan Mien/Moho sannibat tamnang i'sara' nokor khmaer*) eut lieu du 17 au 27 avril à Hong Dan dans le LK IX. Cette réunion nationale était censée « proclamer l'unité d'un nouveau front de tout le Cambodge libre » (*bon sarop thlung muoy i'sara' nokor khmaer*).⁵⁹ Une histoire officielle récemment publiée par l'armée populaire du Vietnam confirme que, suite au Congrès des Cadres, un deuxième « Congrès national du Cambodge libre » (*Dai hoi quoc dan Cam-puchia tu do*) eut lieu, attirant des délégués cambodgiens, vietnamiens, chinois et un groupe de bonzes.⁶⁰ Le premier document vietnamien, datant de l'époque, est de loin le plus fiable. Il s'agissait donc d'une « Assemblée représentative du Cambodge entier » (*Cuoc dai bieu hoi nghi toan Mien*).

Comme au Vietnam, cette réunion donna lieu au « Front national unifié du Khmer Issarak » (*Mat tran Issarak thong nhut toan quoc* en vietnamien ; *Sammakum khmaer i'sara* en khmer) et à la mise sur place d'un « Comité central provisoire de libération nationale » (*Uy ban giai phong dan toc trung uong lam thoi* en vietnamien ; *Kana' cheat mukkakeaha mochehhoem*

⁵⁶ *Ibid.*, p. 28.

⁵⁷ Déjà le 14 mai 1949, Nguyen Thanh Son, Son Ngoc Minh, Chan Dara et Tou Samut commencèrent à établir les emblèmes, des hymnes nationaux et de la terminologie politique des organisations militaires et administratives. Voir le document intercepté dans HCFIC, SDECE, no. 10637/9/HV/DB, 'Renseignement', daté du 14 mai 1949, valeur : A, d. Emprise Viet Minh, Sud Est, c. 34, CP, CAOM.

⁵⁸ Communication interceptée dans 'Objet : Congrès recommandations'.

⁵⁹ 'Ke hoach hoat dong o moi vung tren lanh tho Cao Mien', pp. 6-7 ; DGD, no. 1109/DGD, 'Note hebdomadaire de renseignement', signé le Lt. Colonel VITRY, le 30 juin 1954, p. 14, c. 10H278, SHAT ; et Communication interceptée dans HCFIC, SDECE, 'De Xu Uy Nam Bo, Rach Gia, à tous', document daté du 4 mai 1950, valeur : A, d. Organisation du Front du Cambodge, c. 10H4121, SHAT.

⁶⁰ *Lich su cuoc Khang chien chong thuc dan Phap*, p. 515.



Portrait des dirigeants des trois 'Etats-Associés de l'Indochine révolutionnaire
(Musée révolutionnaire, Hanoi)



Son Ngoc Minh à côté de Pham Van Bach, le 12 novembre 1951
(Musée révolutionnaire, Hanoi)

nokor khmaer en khmer). Le 27 avril 1950, une communication vietnamienne confirma la création de ces deux entités.⁶¹ Ce « Comité central provisoire » était considéré par les Vietnamiens comme une sorte de 'gouvernement de résistance' en attente, même si ceci ne fut jamais annoncé de la sorte comme au Laos. Des représentants des quatre zones du Cambodge, ainsi que les chefs vietnamiens les plus importants étaient présents à sa création. Modelé sur le Viet Minh, le « Front Issarak Unifié » visait à « unifier toutes les classes de la société [...] afin d'exterminer les impérialistes français et leurs valets en vue d'obtenir l'indépendance réelle du Cambodge ». ⁶² En créant ce front, les Vietnamiens voulaient même stimuler la « conscience nationale du peuple Khmer » afin de renforcer le projet révolutionnaire.⁶³ Sur leurs directives, cette réunion représentative établit les nouveaux emblèmes nationaux pour le « Front Issarak » et le comité central provisoire. Un nouveau drapeau fit son apparition, affichant Angkor Wat en jaune au centre sur un fond rouge et jaune. Comme pour le drapeau vietnamien, le rouge signifiait le sang de la révolution cambodgienne, mais le jaune symbolisait le sacrifice des bonzes pour le pays.⁶⁴

Comme l'on pouvait s'y attendre, le PCI mit Son Ngoc Minh à la tête de ces deux organismes. Les autres dirigeants du front Issarak étaient, entre autres, Tou Samut, Siev Heng, Chan Samai, Chan Dara et Keo Muni. Le « Comité central provisoire du Comité de Libération nationale » (dorénavant cité comme « Comité central provisoire ») se composait de Son Ngoc Minh, secondé par le président, Chan Samai, et des députés Tou Samut et Siev Heng. Ces entités reçurent le ferme soutien du *Ban Ngoai Vu* et de la « Ligue des Emigrés au Cambodge pour le Salut National ». ⁶⁵ Le radicalisme vietnamien et cambodgien se chevauchaient à travers les Viet kieu.

Au niveau national, Son Ngoc Minh demeurait le président de l'Association Issarak du Sud-Ouest du Cambodge ; Chan Samai, son vice-président ; Siev Heng, président du Comité

⁶¹ *Quan tinh nguyen Viet Nam o Campuchia*, pp. 138-139 et HCFIC, SDECE, no. 16674/8/PC/DB, le 2 mai 1950, 'Renseignement', daté du 27 avril 1950, valeur : A, d. Emprise Viet Minh, c. 110, CP, CAOM ; 'Le mouvement de résistance cambodgien, « Mouta-Seiha »', daté du 27 février 1951, d. Thompson, c. 95, SPCE, CAOM.

⁶² SECAM, no. 811, le 27 mai 1950, source : copie du document, valeur : A/3, d. 4, c. 10H4121, SHAT.

⁶³ NGUYEN THANH SON, 'Exposé relatif à la situation et à la mission de la Révolution khmère', p. 4.

⁶⁴ Voir *Thong Tin*, (juin 1950), c. 10H5574, SHAT.

⁶⁵ *Ibid.* A en croire un document khmer signé par le « Comité exécutif central du Front national unifié du Cambodge libre », daté de juin 1950, ce comité central comprenait Son Ngoc Minh, Chang Sana, Chang Snoy, Tou Samut, Siev Heng, Chan Dara, Keo Muni, Sarocun, Chauyin, et Maaran. Extrait du bulletin des écoutes Viet Minh, no. 887, le 6 juin 1950, 'Le Comité exécutif central du Front national uni du Cambodge libre s'adresse au peuple cambodgien', d. 1949-1950, c. 107, SPCE, CAOM.

de Libération et président de l'Association Issarak du Nord-Ouest ; Tou Samut, vice-président du Comité de Libération du Sud-Est du Cambodge ; Chan Dara, conseiller au Comité de Libération du Sud-Est ; Keo Muni, président du Comité de Libération et du Commandement des forces armées du Sud-Est ; Sarata, conseiller au Comité de Libération du Sud-Est ; Chhung Van, inspecteur des affaires politiques dans la zone du Sud-Est ; Sarouen Bam Romcrat, vice-président du Comité de Libération et vice-président de l'Association Issarak du Nord-Ouest ; et Saran, président de l'Association Issara du Nord-Est.⁶⁶ S'il y avait des intellectuels khmers introduits auprès du communisme à cette époque, c'était bel et bien ces hommes des réseaux péninsulaires du PCI, et non pas les jeunes intellectuels 'radicaux' émergeant en France, tels que Saloth Sar, Khieu Samphan ou Ieng Sary. Le communisme était d'abord arrivé au Cambodge par la voie vietnamienne, et non pas française.

Grâce aux réunions de mars et d'avril 1950, un « gouvernement populaire cambodgien » fut annoncé, nommé par une « Assemblée nationale ». Il avait pour tâche d'abroger tous les traités signés sous l'occupation française⁶⁷ ; d'obtenir pour le Cambodge le droit de s'organiser lui-même et de s'affilier au Front démocratique dirigé par l'URSS ; de garantir aux classes bourgeoises les travaux quotidiens pour assurer la prospérité du pays ; de protéger les biens et la vie des ressortissants étrangers qui devaient être traités sur un pied d'égalité sur tout le territoire du Cambodge.⁶⁸ Les Vietnamiens voulaient un véritable Etat khmer, avec lequel ils pourraient traiter diplomatiquement et militairement. Le 26 mai 1950, la *Voix du Nam Bo* publia « La proclamation de l'indépendance du Cambodge », signée par le « Comité central provisoire de la Libération nationale du Cambodge » :

Nous plaçons notre confiance dans les démocraties populaires qui, sous l'égide de l'URSS, reconnaissent à tous les peuples le droit de disposer d'eux-mêmes et plaçant l'égalité de tous les peuples à la base de leurs principes. Ces démocraties nous admettront sûrement à leurs côtés quand nous aurons acquis l'indépendance et la liberté nationales.⁶⁹

Il s'agissait, en théorie, de l'équivalent de la déclaration d'indépendance de Ho Chi Minh à Hanoi le 2 septembre 1945. Le « Comité des Affaires du Parti du Sud-Est du Cambodge »

⁶⁶ *Chroniques khmères*, émission radiophonique captée dans 'Extrait du bulletin des écoutes Viet Minh', no. 864, le 14 mai 1950, d. 1949-1950, c. 107, SPCE, CAOM.

⁶⁷ Ce qui était, en fait, juridiquement nécessaire pour mettre sur pied un nouveau gouvernement cambodgien.

⁶⁸ 'Constitution du « Front Issarak Unifié »'.

choisit le 19 juin 1950 comme date pour fêter l'unification de « tout le Cambodge » au nom du Comité central provisoire.⁷⁰ Ce jour-là, Son Ngoc Minh lança un message pour déclarer l'indépendance du Cambodge au monde et annoncer son intégration dans le bloc des « démocraties » alliées de la RDVN contre les « envahisseurs » français.⁷¹ A partir de 1952, cette fête nationale allait être célébrée chaque année le 19 juin, au cours de laquelle Son Ngoc Minh était présenté comme le « père » fondateur de ce nouveau Cambodge révolutionnaire.⁷²

Ce processus n'était évidemment pas gratuit. Le « Comité des Affaires du Parti pour tout le Cambodge » voulait faire de cette fête une réponse « aux impérialistes réactionnaires qui ont reconnu le gouvernement fantoche du Cambodge formé par les Français ». Selon nous, si la révolution cambodgienne est censée par l'historiographie officielle du Vietnam avoir débuté en 1950, c'est parce que *les Français et les Américains* forcèrent la main au PCI, en décidant d'accorder une certaine idée de l'indépendance au Cambodge de Sihanouk, qui fut reconnue diplomatiquement par les Etats-Unis au début de 1950. Les Vietnamiens ne cachaient désormais plus qu'ils se considéraient, face aux Français, comme les nouveaux maîtres d'une Indochine révolutionnaire, elle-même une partie d'un monde communiste dirigé par les Soviétiques contre les Etats-Unis. Le communisme khmer était donc aussi né sur la conjoncture de la Guerre Froide.

Il fallait que la révolution cambodgienne vive à tout prix. Etant donné que l'existence de ces 'gouvernements de résistance' au Laos et au Cambodge était beaucoup plus fictive que réelle, les Vietnamiens devaient vite mettre en marche leurs moyens de propagande pour leur donner sur le plan régional et international un visage tangible. Nguyen Thanh Son devait expliquer aux « Comités des Affaires du Parti » dans tout le Cambodge, qu'il « serait indispensable que le Comité central provisoire et le Front Issarak envoient des télégrammes de félicitations au gouvernement central [vietnamien ...] par l'intermédiaire du Ban Ngoai

⁶⁹ *Ibid.* et 'Extrait du bulletin des écoutes du Viet Minh', no. 877, le 27 mai 1950, 'Proclamation de l'indépendance du Cambodge', d. 1949-1950, c. 107, SPCE, CAOM.

⁷⁰ Document traduit dans l'annexe au BQR du 10 juin 1950, no. 5994-PS/C, 'Comités des Cadres du Sud-Est du Cambodge, no. 14/CTD, circulaire : Fête de l'unité du Cambodge, le 19 juin 1950', signé LE DUNG, d. 1949-1950, c. 107, SPCE, CAOM et 'De Xu Uy Nam Bo, Rach Gia, à tous'.

⁷¹ HCFIC, SDECE, no. 18287/8/PC/YP, 'Manifestation Viet Minh au Cambodge', daté du 1 juin 1950, d. Emprise Viet Minh, c. 110, CP, CAOM.

⁷² 'Note hebdomadaire de renseignements, semaine du 23 au 29 juin 1954, sommaire', p. 14, c. 10H278, SHAT. Le 1 juin 1950, le président du « comité central du Cambodge libre » faisait savoir à ses lieutenants que « la fête de l'union nationale du Cambodge » allait être célébrée le 16 juin 1950.

Vu ».⁷³ Dans les semaines suivantes, le nouvel hymne national du Cambodge libre passa sur les ondes de la radio vietnamienne.⁷⁴ Grâce aux bons soins de la RDVN, « La Voix du Khmer Issarak » vit le jour à ce moment, taillée sur le moule de la « Voix du Viet Nam », tandis qu'une nouvelle « Agence Cambodgienne d'Information » servait de réplique à l'« Agence Vietnamienne d'Information ».⁷⁵ Publiant des tracts, diffusant des nouvelles à la radio, prenant des photos des chefs khmers et échangeant des télégrammes et lettres, les Vietnamiens firent de leur mieux pour donner une nouvelle légitimité à leurs Etats Associés au Laos et au Cambodge. En octobre 1950, « à l'occasion de la formation du gouvernement central du Cambodge libre », Phan Van Chieu, président du CRA de Soc Trang, demanda au *Ban Ngoai Vu* des photos de Son Ngoc Minh « afin de les diffuser à l'occasion de la fête de la formation de ce gouvernement qui est fixée au [mois de] novembre 1950 ».⁷⁶ Dans une autre circonstance, le 26 avril 1950, Nguyen Thanh Son demanda à Pham Van Bach de voir avec Pham Van Dong s'il ne fallait pas obtenir un message personnel du président Ho Chi Minh pour féliciter le « congrès national » et la formation du Comité central provisoire.⁷⁷ A en juger par le message envoyé par Pham Van Dong à Son Ngoc Minh le 30 septembre 1950, aux yeux de la RDVN, le « Comité central provisoire de la Libération du Peuple du Cambodge » servait de gouvernement de résistance, en attendant la constitution d'un gouvernement complet.⁷⁸ Or, si la propagande vietnamienne faisait tout son possible pour faire connaître le « comité central provisoire » cambodgien, les services de renseignements français doutaient que ce comité fût vraiment implanté au Cambodge. En juillet 1950, suite à une attaque française, les dirigeants du Sud-Ouest, ainsi qu'une centaine de cadres Viet Minh et Son Ngoc Minh et sa femme,

⁷³ Communication interceptée dans HCFIC, SDECE, no. 13470/8/JP/SC/, 'Ban Ngoai Vu aux Ban Can Su', d. 5, Divers, 10H4121, SHAT.

⁷⁴ Voir la traduction dans 'Extrait des écoutes Viet Minh', no. 901, du 20 juin 1950, d. 1949-1950, c. 107, SPCE, CAOM.

⁷⁵ 'Note hebdomadaire de renseignements, semaine du 23 au 29 juin 1954, sommaire', p. 16.

⁷⁶ Communication interceptée dans HCFIC, SDECE, no. 15335/8/AA/SG, 'Demande de photos', daté du 19 octobre 1950, d. Organisation du Front du Cambodge, c. 10H4121, SHAT. Bien entendu, Soc Trang comptait aussi de fortes populations khmères, sur lesquelles Son Ngoc Minh et les Vietnamiens s'étaient déjà appuyées et contre lesquelles ils s'étaient battus ...

⁷⁷ HCFIC, SDECE, no. 16653/3/PC/SC, 'Renseignement', daté du 26 avril 1950, valeur : A, d. Emprise Viet Minh, d. 110, CP, CAOM.

⁷⁸ Communication captée dans HCFIC, SDECE, no. 15262/8/AA/YP, 'De Défense Nationale (région Bac Kan) à Comité des Cadres du Cambodge', document daté du 15 octobre 1950, d. Organisation du Front du Cambodge, c. 10H4121, SHAT. Le message de Pham Van Dong est daté du 30 septembre 1950.



La mise en avant du 'président' Son Ngoc Minh, circa 1950
(Musée révolutionnaire, Hanoi)



Troupe Issarak, avril 1949
(Musée révolutionnaire, Hanoi)

durent se réfugier à Ha Tien, où ils allaient rester jusqu'en 1952.⁷⁹ La police vietnamienne s'occupait de leur sécurité.⁸⁰

Autre danger : si la propagande vietnamienne accusait Sihanouk d'être le « valet » des Français, le PCI courrait le risque de transformer ses nouveaux alliés khmers en « valets » des Vietnamiens. De plus, le rôle 'internationaliste' revendiqué par les Vietnamiens dans l'organisation de ces deux réunions en 1950 allaient à l'encontre du besoin de prôner le 'nationalisme' cambodgien pour faire accepter la révolution parmi le peuple.⁸¹ Le 27 mars, à peine une semaine après la clôture du « Congrès des Cadres », Nguyen Thanh Son dut réprimander des cadres au Nam Bo qui avaient trop parlé des cadres vietnamiens dans le congrès au lieu de souligner le contenu cambodgien de leur action indochinoise.⁸² Nguyen Thanh Son expliquait que les organisations de propagande vietnamienne avaient « beaucoup trop parlé des personnalités vietnamiennes » lors de ces conférences. Selon lui, cette réunion d'avril devait « absolument garder un caractère cambodgien »,⁸³ en dépit de son contenu largement vietnamien.

Au niveau militaire, les Vietnamiens montrèrent leur prépondérance. Vu Huu Binh fut nommé Commandant-en-chef des affaires militaires pour le Cambodge, assisté de Nguyen Thanh Son, Nguyen Van Dung et Ngo Quang Xung. En 1951, pour apaiser les Khmers, Siev Heng devint Commandant-en-chef, mais il fut secondé par Vu Huu Binh.⁸⁴

La mise en place d'un Etat révolutionnaire ... si précaire

De même que les Vietnamiens se tournaient vers la Chine communiste pour un modèle révolutionnaire, de même les communistes vietnamiens exportaient leurs propres organisations au Laos et au Cambodge pour bâtir le communisme. Nous savons que ce transfert avait déjà

⁷⁹ CFTC, EM/3B, no. 2371/3, 'Synthèse d'exploitation du Rallié [x, nom supprimé par CEG] ex tieu doan trung, ex Comité des Affaires extérieures du Nam Bo', le 12 octobre 1951, pp. 14-15, c. 10H5585, SHAT.

⁸⁰ Bo Phan Thuong Truc Ban Nghien Cuu, Tong Ket Lich Su Cong An nhan Dan Phia Nam, *Cong an Nam Bo trong khang chien chong thuc dan Phap xam luoc* [La police au Nam Bo pendant la résistance contre le colonialisme envahisseur français], [Hanoi ?], NXB Cong An Nhan Dan, 1993, p. 192.

⁸¹ Kaev Meah, *Chamlaoey X pravoat nov knong chuor patevoat robah lek X* [Réponse d'X : Histoire du no. X dans les rangs révolutionnaires], Tuol Seng, confession daté du 9 octobre 1976. Kaev Meah admirait les révolutionnaires vietnamiens, et il voulait même devenir 'communiste' pour régénérer le Cambodge. Mais il s'étonnait de l'omniprésence des Vietnamiens dans 'son' pays.

⁸² Télégramme intercepté dans HCFIC, SDECE no. 15464/8/PC/SC, 'De Ban Ngoai Vu à UBKCHC Nam Bo', daté du 27 mars 1950, valeur : A, d. Organisation du Front du Cambodge, c. 10H4121, SHAT et d. 1949-1950, c. 107, SPCE, CAOM.

⁸³ *Ibid.*

⁸⁴ *Quan tinh nguyen Viet Nam o Campuchia*, p. 143.

commencé et qu'il n'avait pas été facile. Les Vietnamiens eux-mêmes envoyaient des centaines de cadres en Chine méridionale pour parfaire leurs formations politiques et importer le modèle chinois au Vietnam. Des conseillers chinois dépêchés au Viet Bac donnaient des cours spéciaux aux Vietnamiens dans la mise en place d'un Etat et d'une économie proprement communiste (voir sec. chinoise, ch. 3, pour la comparaison).

Ironiquement, les Vietnamiens se trouvaient à la place des Chinois en Indochine occidentale. Tout comme au Vietnam, il fallait surtout des cadres pour transformer le credo communiste en réalité sur le terrain cambodgien. Et pourtant les architectes vietnamiens au Cambodge étaient confrontés à une absence perpétuelle, voire structurelle, de cadres khmers. Si les conseillers chinois pouvaient trouver des collaborateurs communistes de longue date, dont Ho Chi Minh, ainsi qu'une administration de résistance à l'échelle nationale, les conseillers et cadres envoyés en Indochine occidentale ne pouvaient rien trouver de semblable. A la différence des « volontaires » chinois arrivant au Vietnam en 1950, les conseillers vietnamiens partant pour le Laos et le Cambodge traversaient une ligne de fracture ethno-culturelle complètement différente. Plein de zèle, les « volontaires vietnamiens » qui arrivaient au Cambodge se trouvaient soudainement obligés de prendre en main les reines de l'Etat révolutionnaire khmer, quitte à laisser tomber entièrement la révolution indochinoise. Il n'y avait pas de « Ho Chi Minh » au Laos et Cambodge pour recevoir à bras ouverts l'« aide internationaliste » et les conseillers des communistes vietnamiens en 1950, tel que Ho Chi Minh lorsqu'il embrassait Chen Geng. Aucun révolutionnaire lao ou khmer n'alla à Tan Trao pour établir des relations diplomatiques, comme Ho Chi Minh l'avait fait en allant à Beijing et Moscou en 1950. Il fallait créer des leaders communistes au Laos et au Cambodge pour pouvoir collaborer avec eux au niveau indochinois et international. Dans ce contexte, il n'est nullement un hasard que Kaysone Phomvihane et Son Ngoc Minh n'entrent dans le PCI qu'en 1949. Ce fut Mai Lam lui-même qui prépara l'entrée de Son Ngoc Minh dans le PCI, juste à temps pour le congrès de 1950.⁸⁵ Même le voyage de Souphanouvong, célébré aujourd'hui comme un fait historique dans les relations lao-vietnamiennes, avait été organisé par les Vietnamiens eux-mêmes, inquiets que le 'prince rouge' ne viendrait pas au Viet Bac. Le prince Souphanouvong ne devint communiste qu'en 1953. Dans ce contexte, il n'est guère étonnant

⁸⁵ Télégramme décrypté dans HCFIC, SDECE, no. 17.279/9/HV/OR, 'De Etat-Major Laos-Khmer à Etat-Major, Front du Cambodge', daté du 25 septembre 1949, d. D.Y., c. 10H4120, SHAT.

de constater le rôle prépondérant joué par les Vietnamiens dans la mise sur pied d'un Etat révolutionnaire cambodgien.

La formation des cadres khmers

Les Vietnamiens n'avaient donc d'autre choix que de former leurs propres communistes cambodgiens au Cambodge, dans leurs écoles et selon leurs idées. Depuis le début de 1948, ils s'étaient déjà mis à créer des cadres khmers. Depuis mars de cette année-là, deux cours de formation politique avaient été ouverts au Nord-Ouest dans le « Secteur du Tonlé Sap ». Vu Huu Binh, militant de longue date du PCI en Thaïlande devenu maintenant chef de cette zone, était l'un des instructeurs. Cette école portait le nom de « Pokumbo », héros cambodgien de la résistance contre le colonialisme français, résistance considérée désormais comme le « symbole de notre fraternité avec le Vietnam dans cette guerre d'émancipation ». ⁸⁶ Cependant, ces efforts éducatifs préliminaires n'eurent pas un très grands succès. Jusqu'en 1950, selon une source militaire, la plupart des Cambodgiens se rendirent par contre aux écoles politico-militaires du Nam Bo pour parfaire leur formation politico-militaire. ⁸⁷

Cela devait changer au fur et à mesure que les Vietnamiens préparaient leur « Congrès des Cadres ». En octobre 1949, par exemple, Nguyen Thanh Son envoya des enseignants viet à la frontière pour donner des cours politiques aux Cambodgiens triés sur le volet. ⁸⁸ Le 26 novembre 1949, Vu Dien Nam du « Comité des Affaires du Parti du Cambodge » informa Son Ngoc Minh qu'un cours de formation de cadres administratifs pour le Sud-Ouest venait de diplômer 48 élèves. Un autre allait s'ouvrir en décembre. ⁸⁹ Son Ngoc Minh, Siev Heng et Tou Samut suivirent tous des cours vietnamiens à cette époque. Même le « Comité territorial » du PCI au Nam Bo administrait avant et après le « Congrès » de mars 1950 un cours de formation

⁸⁶ CSTFEO, EM/2B, no. 871/2, 'Viet Minh au Cambodge', le 2 avril 1948, valeur : très bonne, d. 28, c. 10H537, SHAT et CSTFEO, EM/2B, no. 1632/2, 'Ouverture d'une école politico-militaire au Cambodge', le 28 mai 1948, source : document vietnamien, daté du 12 mai 1948, d. 30, c. 10H537, SHAT. Vu Huu Binh travaillait toujours en collaboration avec Nguyen Chan et Dinh Van Khanh. Ces derniers étaient des chefs communistes du PCI en Thaïlande et au Laos.

⁸⁷ 'Déclaration de [x, nom du rallié supprimé par l'auteur, CEG]', dans CFTSVN, EM/2B, no. 9026/2S.C, le 23 juillet 1953, pp. 53-54, d. 4a, c. C1555, SHAA.

⁸⁸ Télégramme intercepté dans HCFIC, SDECE, no. 18206/9/HV/SC, 'Cours politiques au Cambodge', daté du 19 octobre 1949, valeur : A, d. D.Y., c. 10H4120, SHAT.

⁸⁹ 'TK2 [Ban Ngoai Vu] à Secteur, Télégramme no. 34/TN, Dien à Son Ngoc Minh', daté du 26 novembre 1950, signé NGO TU LAM, intercepté dans FAEO, CFC, no. 900/12, Phnom Penh, le 27 mars 1950, 'BR', source : document, valeur : A, d. Unités du Sud Ouest Cambodge, 2, c. 10H4121, SHAT.

de cadres khmers.⁹⁰ Pourtant, peu habitués à enseigner aux non-Vietnamiens, les instructeurs vietnamiens éprouvèrent quelques difficultés à dispenser cet enseignement aux Cambodgiens. A un moment donné, Vu Nam Dien dut rappeler à ses subordonnés que sur les brevets à imprimer pour les nouveaux diplômés cambodgiens, il ne fallait surtout pas mettre par hasard le drapeau vietnamien.⁹¹

Ces classes se développèrent à partir de 1950. Lors du « Congrès des Cadres » en mars 1950, les Vietnamiens appliquèrent un projet de loi relatif à l'ouverture d'une « Ecole de formation administrative » (*Truong Huan Luyen Hanh Chanh*) dans la zone du Sud-Ouest. Cette école allait réunir, selon le procès-verbal du congrès, une centaine d'élèves cambodgiens. L'enseignement y était dispensé par trois cadres-instructeurs vietnamiens ayant « une parfaite connaissance de la langue khmère ».⁹² Le 11 juin 1950, l'école « Achar Chieu » ouvrit ses portes pour former des commissaires khmers destinés à l'administration révolutionnaire aux niveaux locaux. Environ 150 élèves allaient y subir une formation révolutionnaire. Le cursus était consacré à la situation révolutionnaire au Cambodge et au contexte militaire de la révolution. Encore une fois, Vu Huu Binh inaugura cette école.⁹³

Les élèves khmers les plus prometteurs furent envoyés à l'« Institut Truong Chinh » (*Truong Truong Chinh*) au Sud-Vietnam. Ils y recevaient une véritable éducation communiste. Formé par Le Duc Tho à la fin de 1949, cet établissement était l'équivalent méridional de l'école des cadres du PCI au Nord, appelé « l'Institut Nguyen Ai Quoc » (*Truong Nguyen Ai Quoc*).⁹⁴ L'« Institut Truong Chinh » était situé dans une zone sûre près de Rach Gia. Chaque classe comptait environ 110 étudiants. Les cours duraient 6 mois. Le cursus était le même que celui du Nord : les théories de Marx et Lénine, les idées de Mao Zedong, la guérilla, la guerre du peuple, la dialectique matérialiste, l'action politique dans l'armée, etc. La première séance se déroula sous la direction des communistes les plus importants dans le Sud, à savoir : Le

⁹⁰ Télégramme décrypté dans HCFIC, SDECE, no. 14017/8/PC/SC, 'Renseignement', daté du 22 février 1950, valeur : A, d. Emprise Viet Minh, c. 110, CP, CAOM et d. Unités du Sud Est Cambodge, 3, c. 10H4121, SHAT.

⁹¹ Télégramme décrypté dans HCFIC, SDECE, no. 11495/HV/SC, 'Renseignement', daté du 28 décembre 1949, valeur : A, d. Emprise Viet Minh et Sud-Est, c. 34, CP, CAOM.

⁹² SECAM, no. 489, 'BR', le 31 mars 1950, source : agent vietnamien, valeur : B/3, d. Unités du Sud Ouest Cambodge, 2, c. 10H4121, SHAT.

⁹³ 'Extrait du bulletin des écoutes Viet Minh : Inauguration de l'école de formation politique de Achar Mieu (Sud-Ouest du Cambodge)', d. 1949-1950, c. 107, SPCE, CAOM. Il est bien possible que Dap Chhuon reçût une formation militaire sous la direction de Vu Huu Binh.

Duan, Le Duc Tho, Duong Quoc Chinh et Nguyen Van Nguyen. La deuxième session de juin 1950 eut pour instructeurs : Le Duc Tho, Nguyen Van Nguyen et Nguyen Chanh, tous des chefs communistes de premier ordre. Ayant subi un entraînement à l'Ecole Nguyen Ai Quoc, Ha Huy Giap revint dans le Sud vers 1950 pour diriger une troisième session. Imbu de nouvelles idées récemment importées de Chine, Giap donna des cours spéciaux sur le Maoïsme dans une session qui s'ouvrit le 22 mars 1952. Il y eut 148 étudiants vietnamiens et une vingtaine de chefs cambodgiens, dont Son Ngoc Minh, qui y participèrent en tant qu'« auditeurs libres ». Le « Truong Truong Chinh » fut très vraisemblablement dans l'histoire du PCI la première école supérieure de cadres à recevoir des Khmers.

A l'aise en vietnamien, Son Ngoc Minh dut donc suivre des cours maoïstes de Ha Huy Giap sur l'« économie du peuple », la « méthode d'auto-production », « la guerre du peuple », et le « front unique du peuple ».⁹⁴ Bien avant Pol Pot et ses célèbres Khmers rouges « prochinois », le Maoïsme était déjà entré au Cambodge par les voies tout à fait vietnamiennes, réorientées elles-mêmes vers le Sud de la Chine depuis 1949-1950. Méfions-nous donc des analyses à la légère faisant des Khmer Rouges et Pol Pot les premiers initiés cambodgiens du Maoïsme. Ils ne le furent pas. Ces idées sino-vietnamiennes venant du Nord étaient entrées au Cambodge en langue vietnamienne, et non pas en français. Elles sont passées par la voie d'instructeurs vietnamiens et à travers les Khmers choisis par les Vietnamiens. Ces gens étaient à l'aise en vietnamien et plus à même de digérer le communisme vietnamien et les nouvelles traductions de la pensée maoïste. Pol Pot parlait le français, pas le vietnamien et surtout pas le chinois. En 1950, il ne savait rien du Maoïsme. En bref, les premières traductions khmères des idées maoïstes et communistes en général ont été faites en général des traductions vietnamiennes et chinoises, arrivant du Sud de la Chine et non pas de Paris. Encore une fois, Pol Pot et ses alliés étaient des étrangers à part entière à ses réseaux asiatiques du PCI.

⁹⁴ En 1991, cette école, la plus prestigieuse de tout le Vietnam actuel, accorda le titre de docteur en philosophie à Hun Sen, le premier ministre actuel du Cambodge, pour sa thèse sur la révolution trahie par Pol Pot. Voir : *Nghien Cuu Dong Nam A*, no. 1 (2), (1991), p. 93.

⁹⁵ 'Déclaration de [x, nom du rallié supprimé par l'auteur, CEG]', confirmé en partie par les souvenirs de HA HUY GIAP, *Doi Toi* [Ma vie], Hanoi, NXB Chinh Tri Quoc Gia, 1996, p. 81. Cette personnalité militaire de haut rang à l'époque avait suivi le cours de Ha Huy Tap avec Son Ngoc Minh. Une autre source prétend qu'il y avait une cinquantaine de Cambodgiens enrôlés dans une école de cadres vietnamienne à Hon Chong. Sécurité Air, no. 4849/SA/IND.DP, 'Extrait de la note quotidienne de la DSSHCIC du 31 juillet 1951', Saigon, le 7 août 1951.

En effet, l'enseignement donné aux Cambodgiens était le même qu'au Vietnam. A partir de février 1954, par exemple, l'*Agence cambodgienne d'Information* présenta en khmer un ouvrage pédagogique bien connue : *La longue résistance armée vaincra sûrement*. Sa traduction en khmer visait à parfaire l'instruction des nouveaux cadres. Organisé en 11 leçons, ce premier manuel révolutionnaire soulignait l'exploitation des colonialistes français, du roi Sihanouk et de leurs « valets ». Cette ouvrage expliquait que les ennemis les plus dangereux pour le Cambodge étaient les Américains et Sihanouk. Quant à la révolution khmère, sa puissance résidait dans sa doctrine démocratique, l'indépendance et la liberté. Mais la résistance khmère « ne sera victorieuse que si elle est dirigée par le Parti populaire révolutionnaire », allié avec le Vietnam.⁹⁶

C'étaient ces Vietnamiens, au nom du PCI et sous l'égide directe du « Comité des Affaires du Parti pour tout le Cambodge », qui eurent le dernier mot dans pour la sélection des cadres cambodgiens et leur entrée au parti communiste. En faisant leurs choix, les cadres stationnés au Cambodge devaient, selon un câble intercepté, « tenir compte du niveau intellectuel [plus bas] des Cambodgiens pour [leur] admission au parti ». Ce document révélait également que les « cadres cambodgiens » devaient « être nommés » et leurs adjoints choisis par les chefs vietnamiens.⁹⁷

Propagande armée et évangélisation révolutionnaire

Les Vietnamiens firent non seulement venir des Cambodgiens dans leurs cours de formation politique à Ha Tien, mais ils amenèrent aussi l'enseignement révolutionnaire dans les campagnes cambodgiennes. S'appuyant sur des cadres expérimentés, souvent des Khmer Krom, ainsi que sur des cadres vietnamiens parlant très bien le khmer, le « Comité des Affaires du Parti pour tout le Cambodge » intensifia ses programmes de propagande armée afin de faire connaître le mouvement khmer et étendre sa mainmise territoriale. Fondée sur le modèle appliqué dans tout le Vietnam⁹⁸, cette méthode consistait en l'envoi d'unités de guérilla dans les villages pour mobiliser les habitants à travers un endoctrinement politique. Or, au lieu

⁹⁶ Document traduit dans DGD, 'Note hebdomadaire de renseignement, semaine du 10 au 16 mars 1954', le 17 mars 1954, signé de CAAN, pp. 4-6, c. 10H278, SHAT.

⁹⁷ Cité dans HCFIC, SDECE, no. 15200/PC/SC, le 27 mars 1950, 'Renseignement', daté du 31 janvier 1950, valeur : A, d. Emprise Viet Minh, c. 110, CP, CAOM.

⁹⁸ Pour la propagande armée au Vietnam, voir : Greg LOCKHART, *Nation in arms : The origins of the People's army of Vietnam*, Sydney, Allen and Unwin, 1989, pp. 92-103.

d'utiliser la force arbitrairement, cette mobilisation visait à s'appuyer sur les valeurs et cultures locales pour propager le message d'indépendance et de libération du gouvernement révolutionnaire. On promettait aux paysans un meilleur avenir, une baisse d'impôts par exemple. On attribuait tous les maux de leur situation économique aux Français et aux « valets » de ceux-ci. En aidant les paysans, en ouvrant des écoles pour les enfants, ou en créant des cours d'émulation patriotique, les autorités gagnèrent dans bien des cas le soutien des 'masses', ce qui leur permettait de mettre en place un réseau bureaucratique et économique là où justement il n'y en avait pas encore. Une fois acquise la confiance de la population locale, il fallait ensuite recruter des cadres et combattants parmi les jeunes et développer éventuellement une économie pour soutenir toutes ces structures politico-militaires. Ces équipes spécialisées étudiaient de très près les mœurs, habitudes, croyances et besoins des populations. C'était aussi pour ces raisons qu'il ne fallait surtout pas supprimer la religion. Au contraire, en allant vers la base, les Vietnamiens préféraient pénétrer dans les écoles de pagodes locales pour étendre leur mainmise parmi les jeunes bonzes traversant le pays. C'était la meilleure façon de recruter les Cambodgiens eux-mêmes (voir *supra*). En mars 1950, Nguyen Thanh Son ordonna à ses cadres d'exploiter « les cérémonies religieuses » des Cambodgiens pour « les transformer peu à peu en organisations patriotiques ».⁹⁹

La propagande s'avérait d'autant plus nécessaire que Sihanouk avait déjà quitté le palais royal pour diffuser sa propre propagande nationaliste parmi les mêmes 'masses'. Les tournées de Sihanouk visaient à consolider sa position politique tant contre les Démocrates à l'intérieur que contre cette évangélisation révolutionnaire des Vietnamiens venus de l'extérieur. Circulant en camion, armé d'un haut parleur, ce jeune roi avait fort bien compris l'intérêt d'exploiter l'ascendant nationaliste de la monarchie auprès des paysans cambodgiens, d'assurer que le lien entre les sujets et leur roi restait intact face à ces méthodes de propagande modernes importées de Chine communiste et appliquées par les Vietnamiens dans son pays.

Les Vietnamiens utilisaient la propagande armée surtout pour développer une chaîne administrative dans leurs zones contrôlées, essentiellement dans le Sud-Est et le Sud-Ouest du Cambodge. Ils mirent en place des « Comités de démarches auprès de la population cambodgienne », les célèbres comités de « mobilisation » (*ban van dong*), utilisés avec succès

⁹⁹ Traduction de l'article intitulé 'Rôle au Cambodge de la brigade de propagande armée et bilan des activités du groupe de propagande du Sud-Ouest, exposés par le « Ren Luyen » no. 2, du 15 décembre 1949', dans SECAM, no. 95, le 19 janvier

au Vietnam et en Chine communistes. Son Ngoc Minh en particulier s'appuyait sur cette méthode de mobilisation pour enraciner sa propre administration dans le Sud-Ouest.¹⁰⁰ Outre sa formation monastique et ses contacts dans le milieu bouddhiste, sa double connaissance de la mentalité khmère et de la mentalité vietnamienne faisait de lui un intermédiaire culturel et un mobilisateur hors pair pour le PCI (tout comme Kaysone Phomvihane en Indochine du Nord). Son Ngoc Minh était vraisemblablement l'un des rares Cambodgiens capables de trouver les mots justes en khmer pour faire passer les termes communistes descendant par des voies sino-vietnamiennes dans une propagande susceptible de toucher les paysans khmers. A cette époque, ce ne fut certainement pas Pol Pot. Des cadres khmers comme Son Ngoc Minh étaient d'autant plus précieux que le PCI était toujours confronté à un nationalisme cambodgien historiquement plus anti-vietnamien dans sa portée historique qu'anti-colonial bien souvent.

Dès la fin de 1949, les Vietnamiens avaient déjà envoyé des petits bataillons de propagande armée dans plusieurs villages khmers. Assistés par des Khmers, les chefs vietnamiens de ces bataillons avaient reçu des ordres pour « collaborer avec les représentants des *khums* aussi bien que ceux de *sroks* » pour « la cause de l'administration légale ».¹⁰¹ A partir de 1950, ces bataillons étaient chargés d'utiliser la propagande armée pour créer des « pouvoirs populaires » (*chanh quyen nhan dan*). C'est ce qu'exprimait un article interne vietnamien sur le Cambodge en 1952 :

Bref, le rôle de la propagande armée ne consiste pas à ouvrir des réunions, [d']organiser des meetings, [de] donner des représentations théâtrales. La propagande armée doit faire de la propagande, mettre sur pied et diriger les organisations. [...] Ce n'est que lorsque nous pourrons comprendre la mentalité de la population que notre propagande armée aura réalisé le rôle précité.¹⁰²

1952, d. Organisation du Front du Cambodge, c. 10H4121, SHAT.

¹⁰⁰ Traduction du document : 'Comité de Libération du Peuple de la Zone Sud-Ouest, Cambodge, no. 13/D, Cambodge Libre, A l'Etat Major de la Zone Ouest Cambodge', signé SON NGOC MINH, daté du 12 janvier 1950, traduit dans SECAM, no. 599, le 20 avril 1950, source : document en langue vietnamienne, valeur : A/1, d. Unités du Sud-Ouest Cambodge, 2, c. 10H4121, SHAT.

¹⁰¹ Traduction du document : 'Troupes du Cambodge, Bo Doi 251, Aile B-Takéo, Cambodge Libre, Au Camarade Thanh, sous chef de Trung Doi', signé NGUYEN DUC CUA, le 17 décembre 1949, dans 'BR no. 45', valeur : A/1, d. Emprise Viet Minh et Sud Est, c. 34, CP, CAOM.

¹⁰² 'Activités du groupe de propagande du Sud Ouest, exposés par le Ren Luyen'.

19-6-50
MỪNG NGÀY LỄ

THỐNG NHẤT TOÀN MIỀN



LIỆT - NAM DÂN - CHỦ CÔNG - HOÀ ĐỘC - LẬP TỰ - DO HẠNH - PHÚC

THÔNG TIN

PH. GIÂN TRUYỀN CỬN WONGBO L. B. U. E. C. C. CAO KIEN

Numéro spécial du journal des Viet kieu au Cambodge
en faveur du nouveau mouvement de résistance pour
tout le Cambodge, 1950

(SHAT)

Ce document soulignait également l'importance qu'il y avait à adapter « habilement » les méthodes aux « circonstances, aux tempéraments de chaque peuple, aux contingences locales ». Ils n'avaient pas le choix.

Derrière ces manœuvres se cachait une véritable volonté d'apporter une meilleure vie aux Laotiens et aux Cambodgiens. Il s'agissait d'un mélange étrange de confucianisme et de communisme, l'idée que le communiste vietnamien *devait* civiliser (*van minh hoa*) les Khmers, qu'il *devait* apporter aux autres 'Indochinois' non-vietnamiens les idées *modernes* du communisme, qu'il *devait* diriger, que c'était *décrété* ainsi. Souvent ces *can bo* vietnamiens se voyaient comme des porteurs d'un « nouveau Cambodge », d'une « nouvelle culture » et d'« un nouveau peuple ».¹⁰³ Et ils allaient loin dans cette croyance, beaucoup plus loin que leurs rivaux non-communistes mieux conscients des limites imposées par le nationalisme moderne (et souvent anti-vietnamien).¹⁰⁴ A la différence de ces derniers, les hommes du PCI s'attribuaient le droit « d'élever le niveau culturel du peuple cambodgien en organisant la lutte contre l'analphabétisme ; les réveiller politiquement grâce à l'histoire de leur luttes émancipatrices ; parler de leur capacité et éveiller leur esprit racial ». Il fallait créer des « organisations d'entraide, de secours mutuel ou social, vulgariser les principes d'hygiène, de science, et faire en sorte que l'existence [des gens] soit moins sombre ».¹⁰⁵ A partir de 1950, il fallait, à leurs yeux, diriger la « modernisation des méthodes de production encore à l'état archaïque » au Cambodge.¹⁰⁶ De cette façon, les Vietnamiens devinrent les dirigeants de la lutte contre l'analphabétisme et les promoteurs d'une instruction locale et d'une éducation démocratique au Cambodge. Ils se chargeaient même d'établir l'égalité entre hommes et femmes cambodgiens.¹⁰⁷

En bref, ces missionnaires vietnamiens appliquaient leur propre modèle et idées, tout récemment importés de la Chine. Écoutons les propos d'un chef vietnamien au Cambodge sur l'organisation économique de cet Etat khmer et le « devoir » des Vietnamiens de provoquer un changement de mentalité chez les Khmers :

¹⁰³ A ce sujet, nous avons beaucoup profité des idées de M. Nguyen The Anh lors de son séminaire à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes pendant l'année scolaire 1997-1998.

¹⁰⁴ Il serait intéressant de comparer cette évangélisation communiste des Vietnamiens en péninsule indochinoise avec les réseaux bouddhistes mis en place par Bangkok pour créer une plus grande fédération religieuse dans les années 1940.

¹⁰⁵ 'Décision de la 2ème réunion des cadres du pays tout entier'.

¹⁰⁶ NGUYEN THANH SON, 'Exposé relatif à la situation et à la mission de la Révolution khmère', pp. 26-27.

¹⁰⁷ *Ibid.*, pp. 26-27.

A côté des questions politiques militaires [et] économiques, le problème de la « production autarcique » a son importance. Cette production nous est non seulement utile, mais nécessaire[,] car elle améliore encore notre vie matérielle. Comment faire pour inculquer toutes ces notions et faire adopter le projet de « Production autarcique » à la population ? La population khmère, comme nous le savons déjà, ne s'aperçoit pas encore, comme le Viet-Nam au début de la Résistance, de l'utilité de la « Production autarcique ». Elle vit au jour le jour et ne pense pas à faire des économies. « Vivre au jour le jour » est un trait caractéristique de la majorité des Cambodgiens. Nous qui avons le devoir d'améliorer leur bien-être, nous devons dès maintenant, réaliser ce projet pour qu'ils prennent l'exemple sur nous et en même temps, nous leur expliquerons les nombreux avantages qu'ils peuvent en tirer. Il est nécessaire et profitable chaque fois que nous installons un certain organisme dans un « srok » ou dans un « khum » de se tirer [procurer] quelques heures par jour, à la culture des légumes, des radis [...etc.].¹⁰⁸

Cette nouvelle 'mission civilisatrice' se greffait sans doute sur un vieux fond culturel et pré-colonial. On sait bien à quel point le substrat sino-confucéen poussait les Vietnamiens du XIX^e siècle à se voir comme des porteurs élus de la culture confucéenne dans un monde sud-est asiatique theravada, composé de « barbares »—la signification même du mot *Cao-Mien*.¹⁰⁹ Nos modernistes vietnamiens allaient jusqu'à remplacer cet ancien vocable sino-vietnamien par un autre, plus correct politiquement, « Kho-me ». ¹¹⁰ Mais ce qui frappe aussi c'est qu'il n'est pas sûr que les paysans vietnamiens étaient plus prêts que leurs homologues khmers à adopter de tels changements de mentalités.

Tout compte fait, la conviction des hommes de Nguyen Thanh Son était remarquable. En dépit de leur extrême pauvreté (ils étaient tout de même en train de se battre contre les Français et pouvaient à peine se nourrir au Vietnam !)¹¹¹, ils trouvaient encore le temps d'organiser des cours du soir pour éduquer les villageois cambodgiens, leur parler des idées théoriques du monde communiste, tout en se considérant comme les prophètes choisis pour répandre le message communiste en Indochine occidentale, voire dans toute l'Asie du Sud-Est (sec. chinoise, ch. 2). Encore une fois, à l'instar des missionnaires catholiques au Cambodge bien avant eux, les communistes sur place au Cambodge durent adapter leurs discours et procédures aux coutumes et croyances locales, lorsque le nombre de conversions

¹⁰⁸ Traduction de l'article de VIET-TRUNG, 'Il faut réaliser le projet de « Production autarcique » avec la population khmère », *Ren-Luyen*, no. 2, (le 15 décembre 1949), d. 5, c. 10H4121, SHAT.

¹⁰⁹ Voir surtout Alexander Barton Woodside, *Vietnam and the Chinese model : A comparative study of Vietnamese and Chinese government in the first half of the Nineteenth century*, Cambridge, Harvard University Press, 1988, 2^{ème} édition, chapitre 5.

¹¹⁰ Cela eut lieu pendant la conférence de Genève. Ce changement se passa entre le 11 mai 1954 et le 16 mai 1954. Comparer *Nhan Dan*, no. 183, (9-11 mai 1954) avec *Nhan Dan*, no. 185, (16-18 mai 1954), reproduit dans *Cuoc khang chien than thanh cua nhan dan Viet-Nam, Tap IV, (Tu thang gieng 1953 den thang bay 1954)* [La résistance sacrée du peuple vietnamien, vol. IV (De janvier 1953 à juillet 1954)], Hanoi, NXBST, 1960, pp. 304-311.

n'augmentèrent pas. Les cadres vietnamiens envoyés au Cambodge devaient être plus indulgents envers les Cambodgiens, accepter leurs croyances peu orthodoxes, leurs icônes, et leurs bonzes. Sinon, il fallait accepter l'échec total. Nos prosélytes vietnamiens devaient

attacher constamment de l'importance à l'union et à l'unité intérieure du Parti [...] Nous n'arriverons jamais à provoquer l'union du peuple khmer tout entier pour l'amener à tenir tête aux colonialistes réactionnaires français, si, à cause de nous, la division et le désaccord règnent dans nos rangs. Il faut enlever résolument les camarades routiniers, fautifs, aux fins de rééducation [...] Quant à la question de la direction du Parti khmer, l'attitude de nos camarades doit être empreinte de souplesse et de tact. Il faut [gagner à notre cause] les Cambodgiens par la justesse de nos vues et de notre politique, par le dévouement et le sacrifice exemplaire dont nous faisons preuve au profit du mouvement khmer.¹¹²

Pour les Khmers et Laotiens, il fallait moins de rigueur et plus d'exceptions. Le PCI allégea les conditions d'entrée pour augmenter le recrutement des membres d'origine khmère : « En raison de l'insuffisance du niveau intellectuel de ces derniers, il n'est pas possible de les obliger à remplir les mêmes conditions que les Vietnamiens pour être admis dans le parti ».¹¹³

Seule la démocratie peut servir tous les peuples du Cambodge. Toutefois, comme le peuple khmer est encore démocratiquement moins évolué que le peuple vietnamien, les devises démocratiques pour être applicables au Cambodge doivent s'adapter au degré d'évolution de la Révolution khmère.¹¹⁴

Comme le dit Nguyen Thanh Son, on devait « respecter le Pouvoir révolutionnaire du peuple khmer. Vis à vis de ce dernier, nous ne devons jouer que le rôle de conseiller auprès du pouvoir cambodgien ».¹¹⁵ Le père du communisme cambodgien y croyait peut-être, mais en réalité les Vietnamiens étaient les agents et les bâtisseurs de ce nouvel Etat khmer. Et Nguyen Thanh Son était tout à fait conscient de la faiblesse de sa greffe : « Il n'est pas encore trouvé de forme de gouvernement [révolutionnaire] adéquat au degré d'évolution du peuple cambodgien qui vénère encore les bonzes et le roi. L'application du système des comités calqués sur le modèle vietnamien ne correspond pas à ce niveau et risque de ne pouvoir entraîner la masse et même l'éloigner ».¹¹⁶

¹¹¹ Pour la période ultérieure, voir l'article très intéressant d'Alexander Woodside, 'Nationalism and the poverty in the breakdown of Sino-Vietnamese relations', *Pacific Affairs*, volume 52, no. 3, (automne 1979), pp. 381-409.

¹¹² 'Décision de la 2ème réunion des cadres du pays tout entier'.

¹¹³ *Ibid.*

¹¹⁴ NGUYEN THANH SON, 'Exposé relatif à la situation et à la mission de la Révolution khmère', p. 25.

¹¹⁵ 'Décision de la 2ème réunion des cadres du pays tout entier'.

¹¹⁶ 'Rapport du Comité exécutif et de résistance du Nam Bo au gouvernement central, Ministère de la Défense, CREA Nam Bo, Affaires Militaires, no. 63/QS/LD', daté du 1 août 1948, signé de NGUYEN THANH SON, d. 34, c. 10H539, SHAT.

Forces policières et judiciaires

Il y avait cependant des méthodes plus efficaces à court terme. La création d'un réseau policier local était un autre moyen pour consolider une administration révolutionnaire au Cambodge. Là aussi les Vietnamiens s'appuyaient sur leur propre modèle pour s'implanter effectivement au Cambodge. Nguyen Quoc Phuc, le « Directeur du Service de Contre-espionnage au Nam Bo », contrôlait la mise en place et la sécurité de nouvelles « bases administratives » à développer au Cambodge. A la mi-1949, il affecta des cadres vietnamiens dans divers endroits afin de déterminer les meilleures zones pour y créer des bases.¹¹⁷ En effet, le *Ban Ngoai Vu* dépendait fortement de ces comités d'espionnage, particulièrement dans le Sud-Est et le Sud-Ouest.¹¹⁸ En novembre 1949, les Vietnamiens mirent rapidement en place une « Sûreté pour la zone Sud-Est du Cambodge ». Chaque *khum* devait être divisé en 4 ou 5 quartiers, étroitement contrôlé par la Sûreté.¹¹⁹ Même Pham Ngoc Thao, le maître des services spéciaux (*Phong Dac Vu*) du Nam Bo, donna un coup de main à la mise en place d'un réseau de sécurité au Cambodge.¹²⁰ Cette police créa également une « Troupe de gendarmerie frontalière » pour réprimer la piraterie, mesure essentielle aussi pour la création de cette zone Sud Est et pour le bon fonctionnement de l'économie de guerre (voir *supra*).¹²¹ Nous savons l'importance qu'il y avait à protéger le poivre pour le financement de la révolution khmère (sec. sud-est asiatique, ch. 2).

Les Vietnamiens greffèrent même leur système judiciaire dans certaines zones du Cambodge. Un membre communiste chinois du Sud-Est du Cambodge rallié en 1952 parle même de la mise en place d'un système judiciaire. Ce Chinois, lui-même anciennement condamné à dix ans de prison pour vol, était devenu membre du PCI en 1947, où il était entré par l'intermédiaire de la « Ligue des Viet kieu pour le Salut national du Cambodge » dans le

¹¹⁷ 'Affectation de mutation au Sud-Ouest Cambodge', source : document, valeur : A/1, daté du 1 mai 1949, dans CFC, no. 164/QK/2, Kampot, le 9 août 1949, d. Questions mixtes, c. 10H4120, SHAT.

¹¹⁸ Télégramme décrypté : 'Ban Ngoai Vu à Comité de Contre-espionnage, no. PD-29/QD, RDVN, décision', signé de NGUYEN QUOC PHUC, daté du 6 juin 1949, dans CFC, no. 165/QK/2, 'BR', valeur : A/1, d. Front du Cambodge, c. 10H4120, SHAT.

¹¹⁹ SECAM, no. 1641, le 29 novembre 1949, 'BR', valeur : A/2, c. 10H4120, SHAT.

¹²⁰ Télégramme intercepté dans CFTEO, EM/2B, no. 296/2, 'Renseignements', le 4 février 1949, source : STR, valeur : A/1, d. 36, c. 10H539, SHAT.

¹²¹ Voir la circulaire de la Sûreté de la Zone Sud-Est du Cambodge : 'Zone Sud-Est, Pour le chef du Cong an de la Zone', signé de NGUYEN QUANG PHAN, daté du 2 décembre 1949, traduit dans SESAG, no. [?], le 2 décembre 1949, valeur : A/2, d. Front du Cambodge, c. 10H4120, SHAT.

Sud-Est. Dans cette zone, les Vietnamiens avaient déjà installé des tribunaux de *srok*. A Peamchor, par exemple, l'administration disposait de deux tribunaux à caractère temporaire : un tribunal populaire (*toa an nhan dan*) et un tribunal militaire (*toa an quan su*), qui étaient avant tout des juridictions répressives. Le maintien de l'ordre et de la sécurité étaient assurés par les agents de la sécurité publique (*cong an*), sous les ordres du commissaire à la sécurité publique du Comité des représentants, où la majorité était vietnamienne. Dans les tribunaux, il y avait un représentant de la Ligue des Viet kieu et un délégué du Front Issarak, et parfois des Huaqiao. En fait, notre Chinois avait rempli la fonction d'interprète dans un tribunal populaire de la zone Sud-Est. Il citait l'exemple d'un tribunal présidé par Keo Muni pour juger une vingtaine d'affaires d'usage de faux billet, de vols et de trahison. Presque tous les inculpés étaient des Vietnamiens et des Chinois. Les plaidoiries étaient prononcées soit en vietnamien soit en cambodgien, selon la nationalité des avocats. Les peines allaient de six mois de prison à la condamnation à mort. Après leur jugement, deux Vietnamiens et un Chinois furent fusillés dans la brousse aux environs par les gardiens du « camp de rééducation ».¹²²

L'administration révolutionnaire

Géographiquement, le PCI continuait à diviser le Cambodge révolutionnaire en quatre parties ; fut rajoutée une cinquième, la « zone spéciale » de Phnom Penh.¹²³ Comme avant, la zone du Nord-Ouest comprenait les provinces de Pursat, Battambang, Siemreap. Elle était placée sous le commandement de Siev Heng. La zone du Sud-Ouest était constituée par les provinces de Kampot, Takéo, Kompong Speu et confiée à Son Ngoc Minh ; la zone Sud-Est comprenait les provinces de Kompong Cham, Prey Veng, Kandal, et Svay Rieng sous le commandement de Tou Samut ; et la zone Nord-Est englobait les provinces de Kratié, Stung Treng, Kompong Thom (son chef nous est inconnu).¹²⁴ Le « Comité des Affaires du Parti de Phnom Penh » se créa au début de 1950. Son directeur fut Nguyen Van Khiet, secondé par Vo Thanh Liem.¹²⁵

¹²² 'Interrogatoire des dirigeants Viet Minh [noms effacé par CEG]

¹²³ 'Ke hoach hoat don o moi vung tren lanh tho Cao Mien'. Notons que cette « zone spéciale » pour Phnom Penh dupliqua celle qui avait déjà été créée pour Saigon-Cholon par les communistes du Sud-Vietnam.

¹²⁴ Voir : 'Organisation K[hmer] V[iet] M[inh] au Cambodge', no. 479/CA, p. 1, d. 1954, c. 107, SPCE, CAOM.

¹²⁵ *Quan tinh nguyen Viet Nam o Campuchia*, p. 199. Nguyen Van Khiet était enseignant au Lycée Sisovath. On y compte comme membres Keo Meas, Le Thao, Hoang U et De.

Le 17 juillet 1950, le « Comité des Affaires du Parti pour tout le Cambodge » se réunit pour jeter les bases administrative de ce 'nouveau' Cambodge. Dans la délégation vietnamienne se trouvaient Nguyen Thanh Son et son adjoint, Nguyen Van Tat ; Truong Van Giau, chef du LK IX ; Ung Van Khiem, membre du « Comité territorial » du Nam Bo ; et Hoang Dao, membre spécialiste de la délégation gouvernementale de la RDVN. Du côté khmer, il y avait : Son Ngoc Minh, Keo Muni, Siev Heng, Chan Samai entre autres. Lors de cette réunion, ces cadres établirent les moyens pour « régler les rapports entre les deux peuples » et « unifier les taxes » sur le commerce frontalier entre le Nam Bo et le Cambodge. Ils déterminèrent un certain nombre d'autres objectifs : fixation du montant des fonds pour financer le « Front du Cambodge » et des allocations à attribuer aux troupes au Cambodge ; amélioration de l'administration cambodgienne ; détermination des activités du « Comité des Affaires du Parti » ; établissement des liens entre le Comité central du Cambodge et la « Ligue des Viet kieu » en Thaïlande. Un système de taxes fut approuvé pour le Cambodge et le Sud-Vietnam 'révolutionnaires'. Des mesures furent approuvées pour améliorer l'administration proprement cambodgienne et ses relations avec le Ban Ngoai Vu en particulier.¹²⁶

Grâce à la force vietnamienne et à la propagande armée, on peut déjà voir vers avril 1950 émerger une administration étatique. A coup sûr précaire, elle naquit néanmoins de la détermination vietnamienne à faire avancer leur projet indochinois. Après l'arrivée des unités de propagande, les cadres vietnamo-khmers se mirent à implanter des organismes administratifs. Ces organismes étaient modelés directement sur les « comités populaires » vietnamiens (*uy ban nhan dan*) et des « Comités militaire-administratifs » (*Ban Dan Quan Chanh*). Ils étaient nommés par les « Comités de libération du Peuple khmer » (*Uy ban dan toc giai phong trung uong Cao Mien*), jusqu'au niveau villageois. Les chefs khmers étaient sélectionnés et nommés par le CLPK, mais devaient recevoir préalablement l'approbation du « Comité des Affaires du Parti du Cambodge ».¹²⁷

Une Indochine révolutionnaire sous l'égide vietnamienne commençait à prendre vie. Le 29 mars 1950, le « Comité de Libération du Srok de Kirivong (Takéo) », parlant pour tout le « Territoire du Khmer Issarak », diffusa une circulaire en khmer autorisant les cadres dans tous

¹²⁶ 'Su thi hanh ban hoi nghia ngay 17/7/1950 cua chanh fu [phu] Cao mien va Viet Nam'.

¹²⁷ 'Interrogatoire des dirigeants Viet Minh [tous les noms supprimés par l'auteur, CEG], pp. 2-3.

les *khums* de cette province à contrôler les mouvements des gens sur leur territoire.¹²⁸ Furent également envoyés des modèles montrant comment écrire des rapports administratifs. On voit apparaître pour la première fois de nouveaux organismes, tels que des « Comité administratif légal des routes » ou « Service de communication et transport », cette fois-ci en vietnamien.¹²⁹ En mars 1950, une circulaire du « Comité de Libération du Sud-Ouest Cambodge », chargé de l'« Economie Nationale du Sud Ouest », exigea la délivrance d'un permis de circulation par le « Service de l'économie du *srok* » pour le transport de toute marchandise destinée à la vente. Cette réglementation devait être appliquée par les « Troupes populaires » de la région. Comme au Vietnam, ces organismes révolutionnaires publièrent de nouvelles lois sur l'importation et l'exportation des produits vers les zones françaises et l'extérieur.¹³⁰ Les cadres vietnamiens contrôlaient l'organisation financière de la pêche dans les zones cambodgiennes, sans doute parce que cette industrie était fortement dominée par les populations vietnamiennes.¹³¹

En bref, il était véritablement question de mettre en place un Etat. Ce qui nous frappe dans nos recherches, pourtant, est l'extension de la mise en place du contrôle par les Vietnamiens des structures étatiques, militaires et économiques de ce 'contre-Cambodge'. Selon les documents originaux que nous avons dépouillés, on peut trouver au Cambodge révolutionnaire une réplique des structures étatiques de la RDVN, du village jusqu'à la province. Parmi les structures appliquées au Cambodge, on peut noter, à l'usage de ceux qui en douteraient : les « Comités militaires » (*Ban Quan Su*), « Bureau de police » (*So Cong An*), « Comité économique, de l'intendance et de la finance » (*Ban Kinh te quan nhu tai chanh*), « Comité de liaison avec la ville de Phnom Penh » (*Uy ban lien lac thanh Nam Vang*), « Troupe populaire du khet [Zone] » (*Dan quan khet*), « Comité économique et financier du Khet », « Front Issarak du khet » (*Mat Tran Issarak khet*), « Front des femmes, agriculteurs, ouvriers, jeunesse de khet » (*Mat Tran Phu Nu Khet, Nong Dan khet, Lao thanh khet, thieu nhi khet*), « Comité

¹²⁸ 'Comité de Libération du Srok de Kirivong (Takéo), no. 17, Territoire Khmer Issarak', traduit dans SECAM, no. 686, document daté du 29 mars 1950, source : document en langue khmère, valeur : A/2, d. Unités du Sud Ouest Cambodge, 2, c. 10H4121, SHAT.

¹²⁹ Traduction du document : 'Troupes de Libération du Cambodge, Zone Sud-Ouest, Boi Doi Mobile 655, no. 1015/CT, Instructions aux lieu doi dépendant du bo doi 655', dans SECAM, no. 729, le 11 mai 1950, source : document en langue vietnamienne, valeur : A/1, d. Unités du Sud Ouest Cambodge, 2, c. 10H4121, SHAT.

¹³⁰ Traduction du 'Comité de Libération du Sud-Ouest Cambodge, Economie Nationale du Sud-Ouest, no. 52/S, Administration Khmer Issarak', daté du 1 février 1950, signé par le Chef du Service de l'Economie nationale, dans SECAM, no. 372, le 9 mars 1950, source : document en langue khmère, d. Unités du Sud-Ouest Cambodge, 2, c. 10H4121, SHAT.

¹³¹ Traduction du document saisi : 'Troupes de Libération du Cambodge, Sud-Ouest, Khet de Takéo, no. 3/TC, Comité de Libération du Peuple, Communiqué', signé NGHIA GIAO, daté du 2 décembre 1949, dans SECAM, no. 44, le 11 janvier 1950, source : document, d. Unités du Sud Ouest Cambodge, 2, c. 10H4121, SHAT.

populaire de libération du srok [district] » (*Uy ban dan toc giai phong srok*), etc.¹³² Cet Etat révolutionnaire était créé selon le modèle vietnamien.

On constate bien la peine que les Vietnamiens s'étaient donnés pour construire cette administration indochinoise. Comme l'a très bien vu un officier français de renseignement militaire :

Et la guerre de révolution du peuple a ceci de vraiment paradoxal qu'elle est entreprise par les Vietnamiens contre les Français pour l'Indépendance du peuple cambodgien : elle est le fait d'une armée étrangère contre une autre armée étrangère, celle-là se réclamant contre celle-ci du droit d'apporter le Bonheur au pays en question.¹³³

¹³² Cette section se base sur la documentation du SSHCC, no. 3946/PS-C, le 23 juin 1951, d. 1951, c. 107, SPCE, CAOM.

¹³³ Cité dans CFTC, EM/3B, no. 2371/3, 'Synthèse d'exploitation', signé GACHET, p. 1, c. 105585, SHAT.

Indigéniser le communisme khmer ?

En dépit de ces efforts remarquables, l'indigénisation du communisme khmer en Indochine occidentale demeura une tâche ardue, surtout lorsque l'on considère les structures vietnamiennes créées pour canaliser le communisme au Cambodge et le désintérêt des Cambodgiens pour l'œuvre vietnamienne. En mai 1950, au moment où les communistes vietnamiens installèrent ces organisations politico-militaires, les cadres du Sud-Est annoncèrent que l'« effectif du parti », c'est-à-dire les membres du PCI en territoire cambodgien, avait augmenté de 57 membres depuis novembre 1949, ce qui portait l'effectif à 198 individus vietnamiens et chinois, dont seulement 7 Cambodgiens.¹³⁴ Les membres sino-vietnamiens constituaient la majorité communiste de la zone spéciale de Phnom Penh.¹³⁵ Même le « Comité des Affaires du Parti de Phnom Penh » (*Ban Can Su Nam Vang*), était dirigé par Tran Minh Thao. Sur ses 34 membres, il y avait 27 Vietnamiens, 3 Chinois et 3 Cambodgiens.¹³⁶ Saloth Sar ne s'y trouvait évidemment pas. En fait, il aurait été considéré comme un véritable étranger révolutionnaire à cet organisme urbain, et traité certainement avec beaucoup de méfiance depuis son retour au Cambodge. Les chefs communistes vietnamiens rapportèrent eux-mêmes en 1951 que sur les 1.784 membres au Cambodge, seuls 150 étaient des Khmers de souche, soit 8,4% du total. Le reste était des Vietnamiens et, à un moindre degré, des Chinois.¹³⁷ Il n'est donc pas étonnant que de nombreux jeunes militants khmers qui ne connaissaient pas le vietnamien, la linge de travail du PCI, se sentaient vite exclus des réunions et des réseaux révolutionnaires créés par les Vietnamiens en Indochine.¹³⁸

En fait, à en croire un câble décrypté, les communistes vietnamiens au Cambodge comptaient sur les réseaux Huaqiao pour promouvoir le communisme au Cambodge. Le 15 mars 1950, par exemple, le « Comité des Affaires du Parti du Sud-Est du Cambodge » expliqua au Comité territorial du Nam Bo « que les affaires chinoises se présentent dans cette région comme une question des plus importantes. Non seulement les Chinois offrent un appui

¹³⁴ Rapport intercepté dans HCFIC, SDECE, no. 17972/4/AA/SC, 'Renseignement', daté du 2 mai 1950, valeur : A et aussi 'Ordres donnés au comité de commandement du secteur Sud-Est du Cambodge', décrypté dans HCFIC, SDECE, no. 18123/4/AA/SC, 'Renseignement', daté du 21 mai 1950, d. Emprise Viet Minh, c. 110, CP, CAOM.

¹³⁵ Royaume du Cambodge, no. 787/APX, 'Circulaire, Département de l'Intérieur', le 7 mai 1952, d. Limitation de l'immigration vietnamienne au Cambodge, c. 105, SPCE, CAOM.

¹³⁶ SSHCC, no. 1900/PS/C, 'Le comité des démarches de la ville de Phnom Penh', p. 13, c. 7F29 (5), CAOM.

¹³⁷ DGD, no. 719/DGD, 'Le Communisme en Indochine', signé de CAAN, le 1 mai 1954, p. 38, note 1, vol. 399, IC, AO, MAE et c. 10H279, SHAT.

¹³⁸ Kaev Meah, *Chamlaoey X pravoat nov knong chuor patevoat robah lek X*.

solide mais encore ils sont la grande source de cadres tellement nécessaires au mouvement » (voir sec. asiatiques étrangers (Huaqiao), ch. 2). La section Sud-Est du Cambodge demanda au « Bureau des Affaires chinoises du Nam Bo » de lui dépêcher « quelques spécialistes des questions chinoises et en particulier Duong Cam Nhuan jusqu'à présent chargé de ce travail à Long Chau Tien ». ¹³⁹ Des jeunes cadres vietnamiens du Sud-Ouest et du Sud-Est du Cambodge étaient envoyés au Nam Bo pour étudier la langue chinoise et des méthodes de mobilisation des Huaqiao. ¹⁴⁰ Encore une fois, les réseaux sino-vietnamiens ne s'arrêtaient pas à la frontière cambodgienne. Comme durant la période de l'Indochine française, les Vietnamiens et les Chinois circulaient librement comme fonctionnaires et commis à l'intérieur de cette Indochine révolutionnaire.

Cette absence de Khmers représentait un résultat qui était loin d'être encourageant, d'autant plus qu'il n'existait pas encore un parti en tant que tel au Cambodge. En attendant la formation d'un parti 'khmer', les « Comités des Affaires du Parti » et le « Comité des Affaires du Comité central du Parti » en Thaïlande continuèrent à s'occuper du Cambodge, tout comme le Laos. En juillet 1950, le « Comité des Affaires du Parti pour tout le Cambodge » fut chargé de renforcer l'appareil proprement révolutionnaire du PCI au Cambodge, d'augmenter le nombre de membres et de créer des cadres khmers pour pouvoir établir un « Comité des Affaires du Comité central du Cambodge » (*Ban Can Su Trung Uong Cao Mien*). ¹⁴¹ Le « Comité des Affaires du Comité central » dut envoyer ses représentants à travers tout le pays pour augmenter le nombre de révolutionnaires authentiques. Selon le procès-verbal d'une réunion de « Comité des Affaires du Parti » et du Ban Ngoai Vu :

La Révolution Indochinoise doit être dirigée par le Parti Communiste Indochinois, car, seul le Parti communiste reste fidèle à son credo politique, seul il dispose des forces morales nécessaires pour guider la révolution vers la victoire. En conséquence, le Ban can su du Cambodge doit travailler davantage encore et de telle façon qu'en moyenne, chaque adhérent puisse recruter un ou deux nouveaux adhérents par mois. Ce n'est qu'à ce rythme que le Mouvement cambodgien pourra se maintenir. ¹⁴²

¹³⁹ Télégramme décrypté dans HCFIC, SDECE, no. 14952/9/JB/SC, 'De station Sud-Est du Cambodge au comité des Affaires extérieures du Nam Bo', daté du 15 mars 1950, d. 1950, no. 7, c. 10H4361, SHAT.

¹⁴⁰ Télégramme décrypté dans HCFIC, SDECE, no. 1324/8/JP/YP, 'De Comité des affaires extérieures du Nam Bo à comité des conseillers Sud-Ouest du Cambodge [Ban can su]', valeur : A/1, daté du 5 février 1950, d. 1950, no. 7, c. 10H4361, SHAT. Une étude récente des activités vietnamiennes au Cambodge confirme cette analyse. *Quan tinh nguyen Viet Nam o Campuchia*, pp. 161-162.

¹⁴¹ 'Su thi hanh ban hoi nghia ngay 17/7/1950 cua chanh fu Cao mien va Viet Nam'.

¹⁴² Traduction du document saisi : Ban Can Su Cao-Mien, no. 128/CS-TU, 'Procès-verbal de la conférence du 17 juillet 1950', signé DIEN NAM, daté du 17 juillet 1950, traduit dans d. 59, c. 10H547, SHAT.

Mais avec peu de succès. En décembre 1950, le comité permanent du Comité central du PCI indiqua à Le Duan et à Le Duc Tho les nombreux défauts de la politique que le PCI mena pour établir un « pouvoir populaire » au Laos et au Cambodge.¹⁴³

Il fallait attendre l'année 1951 pour voir s'esquisser une nouvelle tentative pour créer un parti proprement cambodgien. Cela était dû surtout à la dissolution du PCI en 1951 en faveur des trois sections séparées mais toujours sous l'égide vietnamienne. Il fallait donc accélérer les efforts pour établir de véritables partis pour l'Indochine occidentale. Le 28 juin 1951, le « Comité des Affaires du Parti pour tout le Cambodge » se réunit près de Hon Chong à Rach Gia pour mettre sur pied un parti communiste pour le Cambodge. A cette réunion, les cadres élirent un comité de mobilisation pour exécuter cette tâche.¹⁴⁴ En août 1951, le « Comité de mobilisation pour la création d'un Parti Révolutionnaire Populaire du Cambodge » (*Ban Van Dong Thanh Lap Dang Nhan Dan Cach Mang Cao Mien*) naquit et approuva les directives, en vietnamien, pour la création, l'organisation et l'administration d'un « Parti Révolutionnaire populaire cambodgien ». De même que la Chine avait eu un droit de regard sur le programme politique vietnamien en 1950 (voir sec. chinoise, ch. 3), de même les Vietnamiens jouèrent un rôle parallèle dans la création des partis communistes pour le Laos et le Cambodge. Les Vietnamiens en rédigèrent les statuts, calqués à nouveau sur ceux du « Parti des travailleurs du Vietnam », eux-mêmes basés sur ceux de la Chine. Le Duc Tho, membre du Comité central du Lao Dong, lui accorda sa bénédiction officielle.¹⁴⁵ Par l'intermédiaire du *Ban Ngoai Vu* et le « Comité des Affaires du Parti pour tout le Cambodge », Nguyen Thanh Son dirigea un « Parti révolutionnaire populaire cambodgien » et toutes les affaires militaires pour le front cambodgien, en particulier les zones du Sud-Ouest et du Sud-Est, précisément là où le parti khmer était implanté fermement à l'intérieur des réseaux vietnamiens. Ces cadres décidèrent peu après à admettre Son Ngoc Minh, Tu Samouth, Siev Heng, Souvanna et Tuk Nhung

¹⁴³ 'Trung uong [Tong Bo] goi xu uy Nam Bo va d/c [dong chi] Tho/Zuan [Le Duc Tho/Le Duan]', no. 206, p. 3 et HCFIC, SDECE, 'Résumé des décisions prises par la commission territoriale du Nam Bo et adressées au gouvernement central', no. 19454/8/AJ/AP, datée du 2 novembre 1949, valeur : A, d. D.Y., c. 10H4120, SHAT.

¹⁴⁴ *Quan tinh nguyen Viet Nam o Campuchia*, p. 164.

¹⁴⁵ Ban Van Dong Thanh Lap Dang Nhan Dan Cach Mang Cao Mien, 'Statut du Parti Révolutionnaire du Peuple du Cambodge' et 'La ligne politique du Parti', daté du 5 août 1951, traduit dans SDECE, 'Le Parti ouvrier vietnamien ou Dang lao dong Viet Nam', pp. 1-7, 137-138, dans c. 10H620, SHAT et Kaev Meah, *Chamlaoey X pravoat nov knong chuor patevoat robah lek X*.

comme membres de ce jeune parti communiste cambodgien.¹⁴⁶ Personne ne connaissait à l'époque les noms de Saloth Sar/Pol Pot ou Ieng Sary.

À la mi-1951, sous l'égide du « Comité territorial » au Nam Bo, une « Deuxième réunion des cadres du pays tout entier » reconnut que le développement des affaires communistes au Cambodge était demeuré faible. Ces cadres conclurent qu'il fallait surtout faire comprendre aux Cambodgiens que la « révolution cambodgienne » servait les intérêts des Cambodgiens et non pas ceux des Vietnamiens. En même temps, il fallait aussi « unir les intérêts révolutionnaires qui existent entre les deux races cambodgienne et vietnamienne ». Des ordres durent être diffusés pour avertir les cadres au Cambodge et au Nam Bo de laisser les « Comités de libération » cambodgiens diriger leurs affaires. Pour attirer les Khmers, ces Vietnamiens décidèrent d'annuler les impôts dans bien des organismes administratifs, tout en conservant ceux imposés sur les Huaqiao et Viet kieu au Cambodge.¹⁴⁷ Les Vietnamiens firent un véritable effort pour respecter les sensibilités nationalistes cambodgiennes en rendant des fonctions aux Khmers.¹⁴⁸ Mais en dépit de cette bonne volonté, structurellement la révolution cambodgienne allait demeurer profondément vietnamienne ; les radicaux khmers étaient restés des 'sideshows' dans la guerre franco-vietnamienne et dans la révolution indochinoise. Ou comme le dit l'un des plus grands missionnaires communistes vietnamiens à l'époque, Vu Dien Nam :

La révolution cambodgienne doit être formée par le peuple cambodgien. Si le peuple cambodgien ne se réveille pas [à la révolution], si les cadres cambodgiens ne savent pas travailler [correctement], peu importe les millions de cadres, les milliers de tonnes d'armes et d'argent que nous donnons aux Cambodgiens, cela n'aidra pas la révolution cambodgienne.¹⁴⁹

Mais il y avait un côté stratégique et militaire qu'il serait désastreux de négliger. Comme l'admettait Vu Dien Nam en 1950, la réussite du « soulèvement général » (*Tong khoi nghia*) au Cambodge dépendait de sa concordance avec la victoire de la « Contre-offensive générale »

¹⁴⁶ Bo Tu Lenh Quan Khu 9, *Quan khu 9 : 30 nam khang chien (1945-1975)* [La zone de guerre 9 : 30 ans de résistance (1945-1975)], Hanoi, NXBQDND, 1996, p. 135.

¹⁴⁷ 'Décision de la 2ème réunion des cadres du pays tout entier'.

¹⁴⁸ *Quan tinh nguyen Viet Nam o Campuchia*, p. 164.

¹⁴⁹ 'Su thi hanh ban hoi nghia ngay 17/7/1950 cua chanh fu Cao mien va Viet Nam'. En vietnamien : « Cach mang Cao Mien fai [phai] do nhan dan Cao Mien tao thanh. Neu nhan dan Cao Mien khong giac ngo, can bo Cao Mien khong biet lam viec, thi chung ta co giup Cao Mien hang trieu can-bo, hang ngan tan vu-khi va tien bac cung khong giup ich cho cach mang Cao Mien ».

qui se préparait en Indochine du Nord.¹⁵⁰ Car, en dépit de tous les efforts socio-culturels, économiques ou administratifs, sans la conjoncture internationale, sans la force armée vietnamienne, il n'y aurait simplement pas eu de victoire des révolutions laotienne et cambodgienne. Comme Vu Dien Nam l'a bien dit lui-même :

Comme les conjonctures internationales sont sans cesse en évolution et comme la résistance du Viet Nam va vers le succès, il faut se tenir prêt à saisir l'occasion favorable qui conduira la révolution cambodgienne vers sa maturité.¹⁵¹

Plus que d'autres choses, la victoire du communisme en Indochine occidentale dépendrait directement du succès des opérations militaires vietnamiennes. En dépit de tous les efforts de mettre en place un Etat communiste au Cambodge, la guerre serait la seule façon d'assurer une telle victoire. Le communisme allait devoir être imposé par les Vietnamiens, moins pour des facteurs 'impérialistes' que pour des raisons structurelles et culturelles. Mais le *succès militaire* de l'armée vietnamienne, soutenue par celle de la Chine, allait susciter des résultats beaucoup plus prometteurs au Laos qu'au Cambodge.

Et la ferveur religieuse, cette conviction qu'ils étaient *choisis* pour propager la foi communiste pouvaient amener les Vietnamiens loin, parfois trop loin, dans le monde theravada. Très peu de ces hommes avaient réfléchi sur le bien-fondé de leur mission, sur ce droit sacro-saint d'aller s'ingérer au Cambodge au nom d'une révolution qui n'intéressait pas la plupart des Cambodgiens—ce que les Vietnamiens reconnaissaient eux-mêmes. Cette foi religieuse des Vietnamiens devait les amener à minimiser, pire mal interpréter, les échecs et les oppositions locales. La croyance infatigable des Vietnamiens dans l'internationalisme déformait des réalités plus complexe qu'ils rencontraient sur le terrain. Elle devait les amener à fabriquer des explications fantaisistes lorsqu'ils ne réalisaient pas les résultats souhaités.

Contrairement aux arguments avancés par les Vietnamiens à Genève en 1954 en faveur des Etats de résistance au Laos et au Cambodge, ce qui marque le plus les « révolutions » laotienne et cambodgienne avant 1954 sont leur faiblesse interne. Les Vietnamiens le savaient mieux que personne. Les accords de Genève de 1954 infligea une perte totale aux

¹⁵⁰ 'Su thi hanh ban hoi nghia ngay 17/7/1950 cua chanh fu Cao mien va Viet Nam'. En vietnamien : « Hoàn thành được những công tác [công tác, sic] nội trên[,] tức là chúng ta đã đẩy cuộc cách mạng Cao Mien đến giai đoạn Tổng-khoi-Nghĩa, hòa nhập với cuộc Tổng phản Công o Viet Nam ».

¹⁵¹ 'Décision de la 2ème réunion des cadres du pays tout entier'.

communistes vietnamiens au Cambodge, symbolisé par le rapatriement de ses cadres khmers à Hanoi, tandis que la puissance militaire relativement plus forte de l'armée vietnamienne dans le Nord fournissait les Vietnamiens avec un succès tout relatif au Laos, symbolisé par les deux provinces de Sam Neua et de Phongsaly que les accords de Genève donnèrent provisoirement aux « Pathet Lao ». Le communisme en Asie du Sud-Est était sino-vietnamien. Et les communistes vietnamiens, en choisissant d'implanter le communisme au Laos et au Cambodge, avaient élargi la Guerre Froide en Asie du Sud-Est et en Indochine en particulier.

La faiblesse militaire du Viet Minh en Indochine du Sud, (1950-1954)

La formation d'un proto-gouvernement de résistance et d'un parti révolutionnaire pour le Cambodge en 1950-51 était infiniment plus facile à annoncer à la radio qu'à transformer en réalité sur le terrain. En effet, la tenue des réunions fondatrices pour les deux 'gouvernements' laotien et cambodgien dans le LK IV et IX, respectivement, était révélatrice de la difficulté à exporter le communisme en Indochine occidentale. Au Laos, comme nous l'avons déjà vu, ce n'était qu'à la suite des opérations de grande envergure de l'armée vietnamienne en Indochine du Nord—après la victoire du PCC—qu'un 'gouvernement de résistance' laotien allait pouvoir s'installer dans la région de Sam Neua en 1953. Jusque-là, le nouveau cabinet placé sous la direction de Souphanouvong en août 1950 devait rester au Vietnam.

Comparée à cette position militaire forte au nord, la situation plus affaiblie de l'armée au Sud à partir de 1950 ne permettait pas aux Vietnamiens d'implanter un appareil politico-militaire au Cambodge si facilement qu'au Laos. Si le PCI, le *Ban Ngoai Vu* et le CRA du Nam Bo avaient obtenu des résultats non négligeables dans la mise en place de structures administratives au Cambodge, l'armée vietnamienne n'avait jamais pu après 1950 mener des batailles de la même envergure que dans le Nord ; à plus forte raison elle était impuissante à lancer une intervention du Cambodge comme Vo Nguyen Giap était à même de faire dans le Nord du Laos en 1953-1954 (sec. indochinoise (Laos), ch. 4). Au cœur de cette divergence dans la révolution indochinoise réside le simple fait que le raffermissement militaire de l'Indochine vietnamienne au Nord, provoqué par la victoire et l'aide de la Chine communiste, n'était pas dupliqué en Indochine méridionale. Bien au contraire. Cette séquence de facteurs allait avoir un impact direct sur l'évolution du communisme au Cambodge.

Le contexte militaire de la politique cambodgienne du PCI

Bien que les méthodes dures de Nguyen Binh fissent perdre à la RDVN des alliés très précieux dans le Sud-Vietnam parmi le Hoa Hao et les Cao Dai, l'armée Viet Minh dans le Sud connut un essor indéniable sous sa direction à partir de 1948-1950. Pendant ces années-là, Binh réussit à réorganiser ses effectifs, en transformant ses détachements (*chi doi*) en véritables régiments et bataillons mobiles. En dépit du blocus imposé par les Français sur le

profitable commerce de riz du Viet Minh dans le Transbassac (sec. asiatiques étrangers (Huaqiao), ch. 2), Binh put néanmoins déplacer ses hommes vers le LK VII et ses réseaux économiques vers Camau. Pour la première fois, il se livra en juin 1948 à des batailles d'envergure contre le Corps expéditionnaire, visant en partie à rompre le blocus économique qui le menaçait. Mais c'est surtout dans le courant de l'année 1949 que Nguyen Binh allait passer à l'offensive, de concert avec des actions semblables au LK IV et V. A la fin de 1949, soit sur un ordre venant du Nord préconisant la contre-offensive générale dans le Sud, soit à cause de la situation économique critique provoquée par le blocus efficace du Transbassac, Nguyen Binh s'appuya sur ses 15 meilleurs bataillons de forces principales pour passer à la guerre mobile sur une grande échelle. Cette offensive débuta au début de décembre 1949 dans la province de Tra Vinh. Jusqu'en mars 1950, Nguyen Binh attaqua les postes français à Vinh Long, Bien Hoa, Thu Dau Mot, Soc Trang et Sa Dec, des régions à forte population khmère près du Cambodge.

Mais, en affrontant directement le Corps expéditionnaire, Binh subit des pertes énormes en hommes et en armes. Si bien qu'il échoua en octobre 1950, lorsqu'une partie importante de ses effectifs fut anéantie. Il lui fallut vite revenir à la guérilla. En mai 1951, devant les attaques françaises qui avaient pour but de couper en deux les forces de Nguyen Binh sur le Mékong, le Nam Bo fut réorganisé en deux zones de guerres majeures, la « Zone Est » (*Phan Lien Khu Mien Dong*), s'étendant du Mékong jusqu'au LK V, et la « Zone Ouest » (*Phan Lien Khu Mien Tay*) au Sud du Mékong.¹ C'est aussi à cette époque que les Vietnamiens divisèrent le Cambodge en deux zones politico-militaires, celle de l'Ouest et celle de l'Est.² L'Indochine méridionale était désormais un ensemble militaire pour le Viet Minh.

Critiqué sévèrement pour ses échecs, le général Nguyen Binh allait être relevé de ses fonctions militaires. Cela se passa à la suite du congrès du PCI en février 1951, pendant lequel les dirigeants communistes établirent leur mainmise sur les affaires tant politiques que militaires de la RDVN. Rappelé au Nord, Binh partit à la mi-1951. Il mourut pendant sa traversée du Cambodge dans une embuscade montée par des Cambodgiens travaillant pour l'armée française ... Après sa disparition, Le Duan, Le Duc Tho, Tran Van Tra et d'autres chefs plus communistes que Nguyen Binh prirent en main les affaires militaires.

¹ Yves GRAS, *Histoire de la guerre d'Indochine*, Paris, Editions Denoël, 1992, 2^{ème} édition, pp. 291-292.

² *Quan tinh nguyen Viet Nam o Campuchia*, p. 165.



Nguyen Binh, 1948

(SHAT)

A la différence de ce qui se passait pour l'Indochine du Nord, ce n'était pas encore le moment de se livrer, au Sud, à la guerre de mouvement à grande échelle. En dehors des raisons militaires proprement dites, l'économie de guerre interne ne permettait pas une guerre de mouvement. Alors que l'aide affluait du Sud de la Chine, la Thaïlande ne pouvait constituer, à cause de la baisse de son commerce extérieur depuis 1950-51, une source suffisante de fourniture en armement, ni ne pouvait offrir assez de bases d'entraînement et de soutien pour permettre d'équiper et de mettre en place des divisions capables de mener une telle guerre classique. Par ailleurs, l'aide chinoise arrivant au Viet Bac ne pouvait pas être répartie facilement vers la partie méridionale du Vietnam, vu qu'il était possible pour les Français de couper les lignes de ravitaillement Nord-Sud par la mer à l'est et le Laos à l'ouest. En somme, le blocus de l'économie du Sud, la fermeture du commerce avec la Thaïlande et l'impossibilité d'envoyer des denrées et des armes au Nam bo par voies terrestres et maritimes à partir de la Chine aggravèrent une situation militaire déjà critique en Indochine méridionale. Il convient de garder à l'esprit cette différence militaire entre le Nord et le Sud de l'Indochine à partir de 1950 en étudiant la faiblesse de la politique militaire du Viet Minh au Cambodge.

Cela dit, il n'est pas certain que le PCI du Nam Bo était nécessairement opposé à ces opérations militaires en 1949-1950. L'architecte de la révolution cambodgienne, Nguyen Thanh Son, espérait sans doute de ces actions la démonstration de la puissance vietnamienne aux Cambodgiens et l'ouverture à la révolution de vastes étendues au Cambodge oriental. En effet, la mise en œuvre de son opération cambodgienne pendant la première moitié de 1950 coïncidait bien avec les attaques lancées par Nguyen Binh entre décembre 1949 et octobre 1950. La « Bataille de Tra Vinh », qui dura du 26 mars au 7 mai 1950, visait surtout à détruire la politique française qui consistait à retourner les populations khmères de la province de Tra Vinh contre les Vietnamiens.³ Si Nguyen Binh avait réussi son coup, Nguyen Thanh Son aurait fort probablement été en mesure de renforcer le mouvement khmer tout comme les Nordistes consolidaient le mouvement laotien. Avant le « Congrès des cadres » khmers en mars 1950, Nguyen Thanh Son avait reçu des instructions du Nord, insistant sur l'importance du Cambodge dans la « contre-offensive générale ». Les stratèges vietnamiens présentant le Cambodge comme une partie intégrante du « Champ de Bataille indochinois » esquissé par Vo Nguyen Giap (sec. sud-est asiatique, ch. 4). Le Cambodge devait jouer un rôle capital dans la

protection du flanc occidental du Nam Bo, du Trung Bo méridional et devenir un maillon essentiel dans la mise en place d'une route verticale reliant l'Indochine du Nord à sa partie Sud via le LK V, le Bas Laos et le Nord-Est du Cambodge (voir *infra*).

D'ailleurs, depuis la victoire du PCC le 1 octobre 1949, le parti et l'armée considéraient la présence américaine en Thaïlande comme une menace de plus en plus dangereuse à l'ouest (sec. sud-est asiatique, ch. 4 : sec. chinoise, ch. 2). Dans sa longue adresse au « Congrès des cadres » en mars 1950, Nguyen Thanh Son rappelait à son audience que les Cambodgiens et Laotiens devaient s'unir avec l'armée vietnamienne pour former un bloc indochinois contre les Français et les Américains. Troublé sans doute par la reconnaissance simultanée des Etats Associés par les Occidentaux, il expliquait que les Américains préparaient un bloc sud-est asiatique anti-communiste. Pour contrecarrer ce développement, il demandait aux militaires en particulier d'ouvrir et de consolider à tout prix une voie de communication « internationale » entre le Cambodge et le Vietnam du Sud, pour constituer de la sorte une plus grande route occidentale vers la Thaïlande et le Sud du Laos : « Ces voies de communication sont d'une importance vitale pour toute la péninsule indochinoise dans l'alliance révolutionnaire des peuples vietnamiens, khmers, laotiens, thaïlandais et malais du Sud-est Asie ».⁴ Aux yeux du PCI, le Cambodge prenait une importance stratégique de plus en plus grande. Le chef du *Ban Ngoai Vu* le soulignait par ces mots :

La prochaine contre-offensive générale vietnamienne sera la réalisation d'une partie du plan d'offensive du Front Démocratique du Sud-Est Asiatique contre les colonialistes. Si le Cambodge n'arrive pas à rattraper le Vietnam et laisse aux colonialistes le temps nécessaire pour réajuster leurs forces, il se heurtera à de dures difficultés dans sa lutte contre les impérialistes et sa victoire sera longue à gagner.⁵

Curieusement, ce « Front Démocratique du Sud-Est Asiatique » semblait inclure non seulement le Laos et le Cambodge révolutionnaires, mais aussi la Thaïlande et la Malaisie, suggérant que le PCI s'attribuait, du moins sur le papier, une tâche révolutionnaire dépassant le cadre de l'Indochine proprement dite.⁶

³ Bo Quoc Phong, *Thong ke cac chien dich trong khang chien chong Phap, khang chien chong My*, [Statistiques des batailles de la résistance anti-française et anti-américaine], vol. I, Hanoi, Vien Lich Su Quan Su Viet Nam, 1993, p. 76.

⁴ 'Premier Congrès des Cadres du Cambodge (qui a eu lieu du 12 au 22 mars 1950) : Exposé relatif à la situation et à la mission de la révolution khmère (Présenté par le Camarade NGUYEN THANH SON), [adressé aux] Camarades, délégués du Comité central et délégués du Comité territorial (Xu Uy) du Nam bo [et aux] camarades, délégués des diverses branches politico-militaires-administratives', pp. 29-30, c. 10H284, SHAT.

⁵ *Ibid.*, p. 30.

⁶ *Ibid.*, p. 30.

Pour l'instant, cependant, c'était le Cambodge qui comptait le plus. Nguyen Thanh Son soulignait le besoin de fusionner le Cambodge militairement et politiquement avec le Nam Bo.⁷ Et comme nous l'avons déjà vu, il considérait le Sud-Ouest et le Sud-Est comme les deux zones les plus importantes du point de vue militaire, du fait de leur proximité des opérations militaires se déroulant au Nam Bo et de leur position sur cette route de ravitaillement entre Ha Tien et le Sud-Est de la Thaïlande qui fonctionnait toujours. Dans ces deux zones, il y avait des forêts, des rizières, du bétail et des populations vivant le long des cours d'eau et des transports plus commodes entre le Vietnam et le Cambodge.⁸ Le Nord-Ouest, selon lui, était d'une moindre importance depuis le ralliement de Dap Chhuon, tandis que le Nord-Est n'était pas assez peuplé et ne possédait pas assez de conditions économiques favorables pour faciliter la constitution de bases populaires dignes de ce nom. A ses yeux, les régions non habitées, « inaccessibles même à l'ennemi, ne sont que des forêts insalubres ne se prêtant à aucune condition économique ».⁹ La propagande armée et l'économie de guerre ne pourraient se concevoir qu'avec des populations plus denses.¹⁰ Quant à ceux qui s'opposeraient au plan dressé par Nguyen Thanh Son, ils devraient être « impitoyablement supprimés ».¹¹

Nous savons aussi que Nguyen Thanh Son voulait prendre en main les ressources du Sud-Est et du Sud-Ouest du Cambodge, surtout les poivrières et le commerce avec la Thaïlande. A partir de 1949, le Viet Minh contrôlait une grande partie des revenus de la province de Kampot et avait donné des ordres aux unités militaires pour consolider leur contrôle sur cette région en particulier. Stationné dans le LK IX, Nguyen Thanh Son entendait ériger son œuvre révolutionnaire dans cette province. De même que l'opium jouait un rôle important dans l'expansion de la révolution laotienne à Phongsaly et Sam Neua, de même le poivre allait jouer un rôle comparable au Cambodge. Ces raisons économiques et militaires, ainsi que la présence des Viet kieu, expliquent ainsi le choix de ces deux zones pour l'implantation communiste au Cambodge (sec. sud-est asiatique, ch. 2).

Dans un premier temps, la concentration des forces françaises au Tonkin depuis la victoire du PCC favorisait l'expansion militaire vers le Cambodge. Des hommes de troupes vietnamiens réussirent à s'emparer de vastes zones de Kampot, Kompong Chhnang, Kompong

⁷ *Ibid.*, p. 41-42.

⁸ *Ibid.*, pp. 50-51.

⁹ *Ibid.*, pp. 51-52.

¹⁰ *Ibid.*, p. 38.

¹¹ *Ibid.*, p. 38.

Speu, Krassaing, Amleang et Sre Krassey. Cette présence militaire accrue permettait à Nguyen Thanh Son d'organiser la province de Kampot jusqu'au niveau du *srok*. Il pouvait même établir des bases populaires jusqu'au Sud de Pailin et Battambang, ce qui entraînait dans sa volonté de garder ouverte une route vers Bangkok pour accéder au commerce de cette partie occidentale du Cambodge. Dans un rapport adressé par le *Ban Ngoai Vu* au gouvernement central en octobre 1951, Nguyen Thanh Son expliquait qu'il voulait exploiter la faible présence de l'armée française au Cambodge pour « développer les forces armées et les rendre capables de contenir et d'user avec force l'ennemi sur les champs de bataille indochinois ». ¹² Un an plus tard, en 1952, le Viet Minh étendit sa présence militaire vers les provinces de Peam Chor, Svay Rieng, Tay Ninh, Komchai Meas, et Kaukrieuch, en bref sur la partie orientale de la rive gauche du Mékong. Les Français estimaient qu'environ 25.000 individus étaient placés sous l'administration Viet Minh au début des années 1950. On supposait qu'à la fin de 1952 le Viet Minh contrôlait plus de 130.000 Khmers dans les deux provinces de Kampot et de Takeo. Même les militaires français chargés du Cambodge admettaient que le Viet Minh avait du « prestige aux yeux de la population » cambodgienne. ¹³ Ces actions étaient, cependant, limitées : le Viet Minh ne put ni mettre sur pieds des bataillons *chu luc* pour cette zone, ni étendre sa présence dans le Nord-Est du Cambodge.

Inquiets par cette expansion vietnamienne au Cambodge, les Français attaquèrent en 1953 le Viet Minh au Cambodge, réussissant à 'libérer' 120.000 habitants cambodgiens dans la province de Kampot et la région de Damber. Bien avant l'expérience américaine de 1970, les Français trouvèrent dans cette zone des hôpitaux minutieusement camouflés, des magasins d'armement, des ateliers, surtout à Kampot, Peamchor et Kompong Trabek. Le but principal de ces attaques françaises : priver le Viet Minh de ses revenus provenant du poivre. ¹⁴

Le Front cambodgien

Cependant, il n'y avait pas que le poivre qui intéressait le Viet Minh. Au fur et à mesure que le front du Viet Bac se consolidait en Indochine du Nord, les stratèges du Sud devaient consolider l'Indochine méridionale et le front du Cambodge en particulier. En 1948, Nguyen

¹² 'Rapport du Comité aux Affaires extérieures du Nam Bo sur la situation au Cambodge, octobre 1951', extrait traduit dans l'annexe du CFTC, EM/2B, no. 1632/2S, 'Objet : Plans et activités Viet Minh sur la rive gauche du Mékong', le 26 août 1953, pp. 1-2, c. 10H5589, SHAT.

¹³ CCFTANIC, 'Huit mois de pacification au Cambodge, juillet 1952-février 1953 : Une méthode-Des résultats', d. Cambodge, 1952-54, c. 10H285, SHAT.

Thanh Son créa le commandement du « Front du Cambodge » (*Mat tran Cao Mien*), secondé par Mai Lam et ensuite par Vu Huu Binh lui-même. Vers 1950, Nguyen Thanh Son devint apparemment général de brigade, cumulant les fonctions de directeur des Affaires extérieures du Nam Bo (*Tu Linh Ngoai Vu Nam Bo*). Ce front complémenta celui créé pour le Laos au même moment. Selon le général Nguyen Binh, l'idée d'un « Front Cambodgien » avait tenu une place importante dans les pensées stratégiques du Viet Minh du Sud depuis 1945.¹⁵ Rappelons que depuis 1946, Pham Van Dong avait déjà confié cette tâche à Nguyen Thanh Son.

Depuis 1949, le *Ban Ngoai Vu* avait tenté d'agir militairement au Cambodge. Au début de cette année, par exemple, le *Bo Doi Cuu Long II* et le *Bo Doi 251*, avatars des détachements Viet kieu que nous avons déjà mentionnés, fusionnèrent pour former un plus puissant « régiment 131 ». Dirigé par les chefs du Nam Bo, ce régiment était chargé du ravitaillement de la « révolution cambodgienne » et allait opérer dans ce sens jusqu'aux accords de Genève en 1954.¹⁶ Les partisans de Nguyen Thanh Son s'efforcèrent aussi de créer des troupes populaires pour le Sud-Ouest du Cambodge, organisant, comme au Vietnam, un 'bataillon' de guérilla dans chaque *khum* et des troupes populaires d'auto-défense. Le Front du Cambodge ouvrit aussi des cours de formation militaire au niveau des *srok* et des *khum*. Il lui fallut même « préparer une loterie » pour avoir des crédits afin d'armer les troupes populaires au Cambodge.¹⁷ Une fois de plus, les militaires travaillant pour Nguyen Thanh Son au LK IX préféraient s'appuyer sur les Khmers vivant dans le Sud-Ouest du Vietnam pour lever leurs premières recrues. Ces Khmers Kroms étaient bilingues, donc plus adaptés au modèle vietnamien. Les premiers partisans étaient des Khmers provenant des provinces de Bac Lieu,

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ *Tran danh ba muoi nam : Ky su lich su* [Trente ans de bataille : Chronique historique], volume I, Hanoi, NXBQDND, 1983, pp. 292-293 et 'Rapport sur la Base Opérationnelle du Sud-Indochinois : Rapport établi par le Général V[iet] M[inh] NGUYEN BINH à destination au Haut-Commandement pendant son voyage à travers l'Est-Cambodge', p. 1, c. 10H636, SHAT. Quant à la nomination de Nguyen Thanh Son comme général de brigade, voir les propos d'un rallié qui l'avait rencontré dans cette capacité. Champagne, 'BR no. 325', valeur : X/3, octobre 1951, d. A5136, c. 10H4722, SHAT.

¹⁶ Après quoi, ils furent regroupés au Nord Viet Nam. DAM MANH QUE, 'Tieu doan hai ngoai Cuu Long II' [Bataillon d'étranger Cuu Long II], in *Mua thu roi, Ngay ham ba* [L'autonome est arrivé : Le jour du 23], volume II, troisième partie, Hanoi, NXB Chinh Tri Quoc Gia, 1996, p. 252.

¹⁷ Traduction du document : 'Comité de résistance et exécutif du Nam Bo, Outre Mer [Ban Ngoai Vu], RDVN, Conférence extraordinaire des cadres politico-administratifs-militaires Mien Viet', le 5 février 1949, c. 10H5585, SHAT.

Rach Gia et Soc Trang.¹⁸ Au début de 1950, le Viet Minh mit sur pied et envoya au Cambodge une compagnie composée entièrement de Khmer Krom.¹⁹

Toutefois, ce front ne devint opérationnel dans le vrai sens du terme qu'en 1950-51, parallèle aux préparations du champ de bataille indochinois et en fonction du besoin de soutenir militairement ce 'proto-gouvernement de résistance' cambodgien. L'intérêt militaire que représentait le front du Cambodge pour les stratèges vietnamiens était qu'il recouvrait de vastes étendues et était stratégiquement bien placé par rapport au Nam Bo, au Sud Trung Bo et à la Thaïlande, régions toutes les trois vitales pour une guerre à l'échelle indochinoise. Comme l'expliquait Nguyen Thanh Son en mars 1950, le Front du Cambodge obligerait les Français à réduire leur présence militaire dans le Nam Bo.²⁰ Vers 1951, des millions de piastres indochinoises furent prélevés du budget du Nam Bo pour être envoyés au Cambodge pour nourrir les combattants et les cadres.²¹ Le 6 octobre 1950, au début du mois où Binh allait essuyer son échec final, le commandement du Cambodge rapporta à la Défense nationale que les dirigeants du Front du Cambodge s'efforçaient davantage à « créer un front destiné aux troupes Viet Minh du Nam Bo ». Une décision avait déjà été prise pour établir de meilleures liaisons entre le Cambodge et le Nam Bo, reliant même les *sroks* au Cambodge à leurs parrains voisins au Vietnam, tandis que l'on créa une « milice populaire dont la mission consistera à effectuer des liaisons entre les zones libres et à s'infiltrer dans les zones contrôlées » par les forces franco-cambodgiennes.²²

Bien entendu, cela demeurait très difficile. L'écrasement des forces de Nguyen Binh à l'automne de 1950 nuit gravement au renforcement militaire de ce front. Presque anéanti militairement, il serait dès lors exclu pour les Sudistes d'entreprendre une bataille au Cambodge semblable à celles que les Nordistes préparaient au Laos. En décembre 1950, le commandement militaire du Cambodge informa le Comité territorial du PCI au Nam Bo qu'il fallait réorganiser toutes les activités militaires au Cambodge.²³

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ Bo Tu Lenh Quan Khu 9, *Quan khu 9 : 30 nam khang chien (1945-1975)* [La zone de guerre 9 : 30 ans de résistance (1945-1975)], Hanoi, NXBQDND, 1996, p. 162.

²⁰ SESAG, no. 3390, le 28 juin 1950, source : VNCZ15, valeur : B/3, renseignement daté du 21 juin 1950, d. Organisation du Front du Cambodge, c. 10H4121, SHAT.

²¹ CFTC, EM/3B, no. 2371/3, 'Synthèse d'exploitation', p. 21, c. 105585, SHAT.

²² Communication interceptée dans SDECE, no. 19198/AA/SG, 'De Commandement Cambodge à Défense nationale Viet Minh [RDVN]', daté du 6 octobre 1950, valeur : A, d. Organisation du Front du Cambodge, c. 10H4121, SHAT.

²³ Communication interceptée dans SDECE, no. 19194/SC/VR, 'De Commandement du Cambodge au Comité des cadres au Cambodge', daté du 6 décembre 1950, valeur : A, d. d. Organisation du Front du Cambodge, c. 10H4121, SHAT.

Comme dans les autres domaines, les forces armées au Cambodge demeuraient profondément vietnamiennes. A la fin de 1950, un 'colonel' khmer demanda aux autorités du Nam Bo de lui envoyer rapidement trois unités de combattants vietnamiens pour Kampot.²⁴ En effet, le Nam Bo continuait à fournir des militaires pour le Cambodge, car les chefs responsables avaient toujours du mal à trouver sur place des Cambodgiens capables de collaborer sur le plan politico-militaire.²⁵ Cela n'empêcha pas pour autant Nguyen Thanh Son de commencer à préparer une « armée » cambodgienne alliée à celle du Vietnam. Selon une étude récente du Ministère de la Défense vietnamien, une « Armée Issarak » (*Quan doi Itxarak*) fut formée le 19 juin 1951, conformément à la résolution approuvée à la réunion représentative d'avril 1950, et placée sous la direction de Son Ngoc Minh.²⁶ Au même moment, un nouveau régiment nommé « Trung Doan Thanh Son » prit corps. Il était commandé par un chinois de Tra Vinh, du nom de Ngo Thiet Thanh et par Son Ngoc Minh. Ce régiment était chargé de la protection des liaisons entre Ha Tien et la Thaïlande.²⁷

Repenser le Cambodge dans un sens vertical

Le revers essuyé par Nguyen Binh à la fin de 1950 tombait mal, précisément au moment où le Nord commençait à établir une route sur la périphérie du Delta du Tonkin, se dirigeant à travers le Laos vers le LK V pour atteindre le Sud de l'Indochine par le Nord-Est du Cambodge. C'était aussi dans cette conjoncture que les Thaïs commencèrent à fermer le front occidental aux Sudistes (sec. sud-est asiatique, chs. 3-4). Par conséquent, la victoire des communistes chinois au Nord, la fermeture du front thaï à l'ouest et les pertes de Nguyen Binh à l'intérieur obligèrent les Sudistes à tourner leur attention, stratégiquement, vers le Nord-Est du Cambodge, perçu comme le maillon clef d'une voie de liaison descendant du Viet Bac vers le Nam Bo. Sur le papier, le Nord-Est du Cambodge avait déjà attiré l'attention des stratèges vietnamiens par sa position névralgique près de la zone du « Bas Laos » et du LK V. Au cours de la consolidation militaire de l'Indochine du Nord, le Haut Commandement s'était vite

²⁴ Traduction du document : 'Groupe Khmer Issarak du Cambodge, le 10 décembre 1950, Le Lt. So San à Ty Pa', d. Organisation du Front du Cambodge, c. 10H4121, SHAT.

²⁵ Communication interceptée dans SDECE, no. 19194/SC/VR, 'De Commandement du Cambodge au Comité des cadres au Cambodge', daté du 6 décembre 1950, valeur : A, d. Organisation du Front du Cambodge, c. 10H4121, SHAT.

²⁶ Cette nouvelle armée cambodgienne à Kampot devait ses origines à la cellule du PCI créée à Battambang en 1945-46. *Tu dien bach khoa quan su Viet Nam* [Dictionnaire encyclopédique de l'armée vietnamienne], Hanoi, NXBQDND, 1996, p. 662.

²⁷ 'Les unités combattantes Viet Minh dans le sud du Cambodge', le 3 janvier 1952, source VU, valeur : B/3, d. 1952, c. 107, SPCE. Ngo Thiet Thanh, selon une étude française, aurait été bien placé pour cette tâche, car il avait servi à Bangkok à la fin des années 1940 comme « Vice-président du Comité de ravitaillement » à Bangkok.

rendu compte de l'importance du Nord-Est du Cambodge en tant que jonction entre le Nord et le Sud de l'Indochine. Bien que très peu peuplée, cette partie du Cambodge était bien desservie par une myriade de petits arroyos et de cours d'eau. Depuis 1949, les autorités militaires avaient déjà commencé à jumeler la province de Stung Treng au Bas Laos et au LK V. A la fin de cette année, des cadres vietnamiens spéciaux arrivèrent au Nord-Est pour commencer à organiser cette zone plus efficacement. Le « Comité des Affaires du Parti du Bas-Laos » commença à envoyer des cadres et des unités de propagande armée dans la province de Stung Treng. A la fin de 1950, on voit apparaître pour la première fois un nouveau « Lien Khet Stung Treng-Kratié-Kompong Cham », l'équivalent d'un « interzone » (*Lien Khu*) vietnamien. La province de Stung Treng en particulier permettait au Viet Minh de faire le lien avec le Bas-Laos et le LK V. En octobre 1950, les Vietnamiens formèrent un nouveau « Comité des Affaires du Parti du Nord-Est Cambodge » (*Ban Can Su Dong Bac Cao-Mien*). Au début de 1951, le Viet Minh y renforça ses effectifs et s'empara des bases constitués par les villages de Voeun Sai et Siem Pang.²⁸ Mais plutôt que de faire appel au LK IX, selon l'habitude, Nguyen Thanh Son demanda au LK V d'envoyer deux bataillons au Cambodge du Nord dans le but de créer une zone militaire commune.²⁹ En bref, une nouvelle orientation vers le Nord-Est du Cambodge, tournée plus vers l'Indochine centrale que le Nam Bo occidental, vit le jour.

Conscients de la nette infériorité de leur situation militaire par rapport à celle de leurs homologues au Viet Bac et mêmes aux LK IV et V, les Sudistes firent de leur mieux pour rattraper leur retard. En 1951, les deux zones du Nord-Est et de Sud-Est du Cambodge furent fusionnées pour former la zone Est du Cambodge, divisée militairement en *srok* et *inter-khet*. Le point le plus important était le rattachement de l'Est du Cambodge à l'Ouest du Nam Bo, car, jusque-là, dit un rapport interne, « le Front du Cambodge n'est pas encore compris dans celui de l'Indochine ».³⁰ Pour remédier à ce problème, le Lien Khet Kandal-Sud Prey Veng fut lié au bloc Dong-Thap-My Tho. La zone orientale du Mékong devait être rattachée à la Zone

²⁸ *Tran danh ba muoi nam*, p. 325 et Hoi Dong Bien Soan Lich Su Nam Trung Bo Khang Chien, *Nam Trung Bo khang chien, 1945-1975* [La résistance dans le Trung Bo méridional, 1945-1975], Hanoi, NXB Chinh Tri Quoc Gia, 1995, 2^{ème} édition, révisé et augmenté, pp. 183-185.

²⁹ 'Rapport du Comité aux Affaires extérieures du Nam Bo sur la situation au Cambodge, octobre 1951', extrait traduit dans l'annexe du CFTC, EM/2B, no. 1632/2S, 'Plans et activités Viet Minh sur la rive gauche du Mékong', le 26 août 1953, pp. 1-2, c. 10H5589, SHAT.

³⁰ 'Directives militaires Viet Minh concernant la zone Est Cambodge', document daté du 25 février 1952, extraits traduits dans 'Plans et activités Viet Minh sur la rive gauche du Mékong'.

Est du Nam Bo (voir *supra*). A partir de 1951, le Front du Cambodge était placé directement sous la direction du commandement du Nam Bo.

Nguyen Binh et la création d'une base sud indochinoise

A partir de 1950, les Vietnamiens étaient très motivés par la création d'un champ de bataille indochinois. Il fallait repenser la politique militaire en Indochine du Sud pour rattraper le net retard par rapport aux succès de l'armée vietnamienne en Indochine du Nord. A cette fin, le Haut Commandement insistait sur l'importance de la création d'un front sud-indochinois en vue de la préparation pour une contre-offensive générale à partir du Viet Bac par une route descendant par le Laos et les LK IV et V en passant par le Nord-Est du Cambodge.

C'est bien le général Nguyen Binh qui, lors de son voyage au Viet Bac à travers le Cambodge oriental à la mi-1951, nous fournit les seuls renseignements dont nous puissions disposer sur la création de ce que les militaires appelaient la « Base de l'Indochine du Sud » (*Can Cu Mien Nam Dong Duong*).³¹ Bien que Binh mourût dans le Nord-Est du Cambodge en septembre 1951, les Français purent s'emparer de ses rapports, y compris le journal qu'il écrivait à l'intention de sa femme.³² Ce général révélait dans ses carnets qu'il avait eu connaissance de l'intention du Haut Commandement au Bac Bo de créer une telle base en raison des instructions apportées par la « délégation du gouvernement central » dirigée par Le Duc Tho et retournée au Nam Bo en avril 1949.³³ Selon une analyse française, l'idée d'une « base sud-indochinoise » avait été avancée pour la première fois « au début de 1949 », mais échoua par manque de cadres capables. Ce programme fut réactualisé vers la fin de l'année 1949 par le Haut Commandement du Nam Bo et son homologue au LK V, et cela « sur des directives venues du gouvernement central », allusion non déguisée à la délégation de Le Duc Tho qui retourna au Sud en avril 1949.³⁴ A en croire Nguyen Binh, cette base sud-indochinoise était toujours « en cours d'étude et de réalisation » en 1951.³⁵ Il était conçu comme devant être le complément de son équivalent au Nord sous le contrôle personnel de Vo Nguyen Giap.

³¹ NGUYEN BINH, 'Rapport sur la base opérationnelle du Sud-Indochinois' et CFTC, EM/2B, no. 2281/2, 'Mission Nguyen Binh', le 28 novembre 1951, d. 1950-51, c. 10H5585, SHAT.

³² NGUYEN BINH, 'Rapport sur la Base Opérationnelle du Sud-Indochinois'.

³³ *Ibid.*, p. 2.

³⁴ 'Synthèse sur la Mission Nguyen Binh', p. 2 et VO NGUYEN GIAP, *Chien dau trong vong vay : Hoi uc* [Lutte dans une situation d'encerclement : Mémoires], Hanoi, NXBQDND, 1995, p. 248.

³⁵ NGUYEN BINH, 'Rapport sur la Base Opérationnelle du Sud-Indochinois', p. 3.

Comme nous le montrons ailleurs dans notre étude, c'était la victoire des communistes chinois qui transforma la situation stratégique en Indochine, en poussant les réseaux sud-est asiatique du Viet Minh vers l'intérieur de l'Indochine et en permettant aux Vietnamiens d'étendre leur mainmise politico-militaire sur le Laos. A notre avis, ce n'est qu'à la suite de la victoire du PCC en 1949 que les stratèges vietnamiens avaient pu commencer véritablement à penser en termes indochinois. L'ouverture d'un vaste front sud-chinois au profit du Viet Minh, et surtout la mise en service de routes chinoises pour apporter une aide massive, devaient transformer la guerre du Vietnam et son contexte sud-est asiatique en guerre d'Indochine. Comme l'a souligné très justement le général Nguyen Binh, lorsqu'il se rendit dans le Bac Bo vers le milieu de 1951 :

A l'heure actuelle, la Chine est libérée, les voies de communications internationales sont largement ouvertes à travers la nouvelle Chine jusqu'au Vietnam. Les grands combats stratégiques et décisifs au Bac Bo (Tonkin) amènent l'ennemi français à l'idée d'abandonner le théâtre d'opérations du Bac Bo pour consolider la Zone Sud [de l'Indochine]. En ce moment le front principal est le front du Bac Bo qui est constitué par la zone Nord de l'Indochine et du Haut-Laos. Le théâtre des opérations du Nord de l'Indochine est arrivé à la phase de la contre-offensive générale dans le Front principal. Quand la victoire sera assurée, le Front laotien aussi pourra avoir du succès.³⁶

Nguyen Binh expliquait dans ses rapports que, grâce à la nouvelle aide logistique communiste chinoise offerte à Giap depuis les provinces du Yunnan, du Quangxi, et du Quangdong, le Viet Bac et le Laos du Nord pouvaient désormais constituer le front principal du théâtre des opérations indochinoises. Citant les exemples de la Corée et de Taiwan, le général ajoutait tout de suite que la grande force chinoise et vietnamienne dans la Chine du Sud et l'Indochine du Nord rendait plus probable une attaque américaine sur une large échelle, attaque dirigée à partir de la Thaïlande contre l'Indochine du Sud et qu'auraient à subir les chefs Viet Minh du Nam Bo.³⁷

En bref, le retard du Sud sur le Nord était d'autant plus inquiétant pour Binh que le déclenchement d'une véritable guerre classique au Nord, voire une intervention chinoise, risquait de provoquer une plus grande intervention occidentale, surtout américaine, dans le Sud et surtout *par la voie du Cambodge*. Vu du Sud Vietnam, la victoire chinoise et la possibilité d'une invasion chinoise du Bac Bo, tout comme cela s'était passé en Corée, obligerait sans

³⁶ *Ibid.*, p. 1.

³⁷ Ce scénario fut également mis à discussion dans l'Etat-Major général du Nam Bo et la délégation de la RDVN en Thaïlande. Ce scénario précis fut avancé par les généraux américains au général français Juin durant une réunion secrète au Pentagone en janvier 1952. 'Compte rendu de la conférence du 11 janvier 1952 au Pentagone', d. Conférence de Washington, c. 10H288, SHAT.

aucun doute les forces principales des Français à se replier vers le Sud de l'Indochine pour consolider leur forces.³⁸ Dans une analyse tout à fait remarquable, Nguyen Binh soulignait que ces facteurs pouvaient amener les Français à prendre « position à partir du 16^{ème} parallèle jusqu'au Nam Bo ». Nous pensons que c'est surtout pour cette raison avant toute autre que les stratèges militaires les plus hauts placés insistaient pour qu'une base soit créée le plus tôt possible dans le Nord-Est du Cambodge.³⁹ Il ne ressort pas clairement que les stratèges vietnamiens aient déjà pensé en ces termes lorsqu'il donnèrent leurs premières instructions en 1949 pour créer une telle base dans le Sud indochinois ... Ecrivant dans la jungle du Nord-Est au milieu de 1951, Nguyen Binh saisissait bien en tout cas les suites que la Guerre Froide allait provoquer en péninsule indochinoise dans les années à venir. Il comprenait bien des différences entre les stratégies du Nord et du Sud au sein d'un pays large seulement de 150 kms dans sa région centrale, par suite, on le comprend, très vulnérable.

Il faut trouver les moyens pour faire face à la situation lorsque les ennemis français augmenteront leur force armée pour consolider la zone Sud, et il nous faut prendre les mesures de défense pour le moment où la 3^{ème} guerre mondiale sera déclenchée et que l'Indochine sera le Front principal du Sud-Est Asiatique. La force française pourrait isoler la zone Nord de la Zone Sud.⁴⁰

L'un des plus grands soucis des stratèges vietnamiens de 1945 jusqu'en 1975 sera précisément d'empêcher un ennemi occidental possédant une puissance aérienne et maritime capable de « couper » en deux l'Indochine, et non seulement le Vietnam, et priver de la sorte le Sud de ses liaisons avec le Nord. Un officier de renseignement français fait ces remarques en lisant le rapport de Nguyen Binh en 1951: « Nguyen Binh est parti avec ses souvenirs en tête, mais sans ayant reçu aucune instruction directe ou officielle du gouvernement central. On ne peut mieux résumer l'importance stratégique d'éviter une rupture des liaisons entre le Nord et le Sud de l'Indochine ».

Les militaires du Sud avaient raison de s'inquiéter. A la fin de janvier 1951, les représentants de la RDVN à Bangkok informèrent le quartier général de la résistance au Sud qu'ils avaient appris d'un général thaï que l'armée thaïe était prête à faire mouvement en Indochine sur l'ordre des Américains. La délégation ajouta que les Américains étaient en train d'organiser les forces thaïes dans les provinces d'Ubon et d'Udon en vue d'une attaque sur le

³⁸ Voir l'article d'UNG NGOC KY, 'Mot chanh sach ngoai giao mot thai-do' [Une politique extérieure et un point de vue], *Doc Lap*, nos. 34-35, s.d. (vers 1950), pp. 2, 29-30.

³⁹ NGUYEN BINH, 'Rapport sur la Base Opérationnelle du Sud-Indochinois', p. 2.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 2.

flanc occidental du Viet Minh.⁴¹ Même si l'authenticité de cette assertion est douteuse, la crainte du général Binh d'une attaque américaine contre l'Indochine du Sud est quant à elle plus fondée. Des généraux comme Nguyen Son (envoyé en Corée du Nord en 1950) et Nguyen Binh n'avaient qu'à prendre en considération les actions militaires américaines en Corée du Sud pour avoir une idée de ce que pourrait être une stratégie militaire américaine éventuelle. Ecrivant à peine deux mois après la fermeture de la délégation de la RDVN à Bangkok, Nguyen Binh confirmait dans son rapport sur la base sud-indochinoise qu'il croyait que le gouvernement thaï était devenu, du moins « à l'heure actuelle », un « parfait serviteur des impérialistes américains ».⁴² Présageant les événements à venir, il considérait la consolidation du contrôle sur le Cambodge oriental comme une de ses dernières cartes stratégiques : le Cambodge protégerait le Nam Bo dans l'éventualité d'une attaque américaine massive. Il devait être également au courant du câble envoyé de la délégation vietnamienne à Bangkok faisant savoir que « les troupes thaïlandaises interviendraient [dans ce cas] en Indochine si la Chine aide le Vietnam ». Selon la délégation vietnamienne à Bangkok, dans ce cas, deux divisions américaines et deux divisions thaïlandaises interviendraient en Indochine occidentale. Le 29 janvier 1951, la délégation à Bangkok envoya des renseignements semblables, précisant que Phibun était « prêt à déclarer l'état de siège, n'attendant qu'un feu vert de la part des Américain pour le mettre en œuvre ».⁴³ Encore une fois, qu'ils fussent vrais ou faux, la communication de ces renseignements présentés comme certains ne pouvait que renforcer chez Nguyen Binh et d'autres l'idée qu'une aide chinoise au Nord pouvait avoir des retombées extrêmement dangereuses pour l'avenir de la résistance vietnamienne en Indochine du Sud.

Avec cette idée en tête, le général mit l'accent sur la nécessité d'établir de solides lignes de communication et de ravitaillement entre le Cambodge et le Nam Bo, désormais essentielles à la pérennité de la résistance sudiste. Préfigurant la situation telle qu'elle se présenterait dans les années 1960, le succès du Front d'Indochine du Sud reposait sur le contrôle, à tout prix, du

⁴¹ Communication interceptée dans FL, EM/2B, 'Renseignements', Valeur : A, le 22 janvier 1951 et FL, EM/2B, no. 297/FL/2, le 29 janvier 1951, d. Renseignements, synthèse, c. 10H5642, SHAT.

⁴² NGUYEN BINH, 'Rapport sur la Base Opérationnelle du Sud-Indochinois', p. 13.

⁴³ Le premier message fut envoyé au Nam bo par la délégation vietnamienne à Bangkok le 22 janvier 1951. Voir : 'De délégation Viet Minh au Siam au Cabinet de troupes populaires du Nam Bo', intercepté dans FL, EM/2B, daté du 22 janvier 1951, valeur : A, d. Etudes sur liaisons viet minh entre Thaïlande et Vietnam, 1950, c. 10H5642, SHAT. Le second fut envoyé le 29 janvier 1951, intercepté dans FL, EM, 2B, no. 297/FL/2, document daté du 29 janvier 1951, 'De délégation viet minh au Siam au Comité des Affaires extérieures du Nam Bo', d. Etudes sur liaisons viet minh entre Thaïlande et Vietnam, 1950, c. 10H5642, SHAT.

T A B L E A U

des Effectifs - CAMBODGE -

TROUPES REGULIERES

DAI DOI	RATTACHEMENT	EFFECTIFS
d.d. 140	Zone Nord-Ouest	245
d.d. " POKUMBO "	Zone Est	125
d.d. 160 d.d. 180	Zone Sud-Ouest	380
Eléments de HONG-CHENG	P.C. du CAMBODGE - chargés liaisons et communication. Interviennent périodique - ment dans Zone Sud-Ouest	Estimation 400
T O T A U X		1.150

../....

TROUPES REGIONALES

ZONES	D.D.	SECTIONS	RATTACHEMENT	EFFECTIFS
N O R D O U E S T	4	4	Lien Khet BATTAMBANG-PURSAT	750
	2	2	L.K. Kg CHHNANG-Est PURSAT - Nd Kg SPEU.	320
			DIVERS (groupes de liaison et communication)	120
E S T	1	3	L.K. SWAY RIENG - Nd PREY VENG	180
	1	3	L.K. KEMDAL - Sud PREY VENG	150
	1	5	L.K. Kg CHAM - Rive Gauche	450
	1		L.K. Kg CHAM - Rive Droite	150
	1		L.K. Kg THEM - SIEM REAP	150
			N.E. du CAMBODGE	100
S U D O U E S T	1	5	Est KAMPOT	320
		5	Ouest KAMPOT	340
TOTAUX	12	27		3.030

fleuve Mékong coulant au Laos du Sud et au Cambodge du Nord-Est. En contrôlant les routes 13 et 14, les Vietnamiens pourraient organiser l'administration et l'économie de ce secteur en projetant une ligne de ravitaillement orientée vers le Nord en direction de la Chine du Sud et passant par les LK V et IV. De la même manière, les Vietnamiens pouvaient empêcher les stratégies français et américains de reprendre l'Indochine avec un mouvement au Sud en tenaille partant du Nord-Est de la Thaïlande puis du Sud Vietnam et remontant la vallée du Mékong. Pour ces raisons, le Front d'Indochine du Sud devait être tracé dans les provinces de Kratié et Stung Treng. Et si la mer jusqu'à ce moment avait joué un rôle clé dans les transports Viet Minh en Indochine du Sud, la consolidation du Nord-Est du Cambodge transformait le Mékong, ses affluents et ses canaux pour faire les plus importants moyens de transport intérieur.⁴⁴

Nguyen Binh recommandait en outre de considérer l'Est et surtout sa partie Nord-Ouest située sur le bassin cambodgien du Mékong comme le point stratégique le plus important pour la création de cette base de l'Indochine du Sud. Selon le général, le « Front de l'est Cambodgien est un front extrêmement important pour le Vietnam et surtout pour le Nam Bo », car, par sa position géographique, l'Est du Cambodge était « l'axe principal d'édification des bases du Sud Indochinois ».⁴⁵ La partie orientale était aussi très importante pour Binh parce qu'elle possédait beaucoup de ressources économiques, des plantations d'hévéas et du riz accessible à Battambang juste à l'ouest. Binh soulignait l'intérêt qu'il y avait d'exporter du coton, du poisson, du poivre, de l'hévéas, du bois, etc. La difficulté, pourtant, était l'organisation « des voies de communications qui nous permettent d'exporter et d'importer les produits alimentaires ».⁴⁶ A ses yeux, la province de Kompong Cham pouvait nourrir annuellement plus de 10.000 hommes, voire une « division principale ». Mais à la différence de Nguyen Thanh Son, qui mettait l'accent sur la partie Sud-Est et Est du Cambodge, Nguyen Binh voulait connecter le Front du Cambodge à la zone "D", c'est-à-dire la province de Tay Nguyen vers laquelle le LK V se dirigeaient militairement.⁴⁷ Dans un passage intéressant de son rapport, Nguyen Binh concède que « depuis toujours » il avait voulu « ouvrir une nouvelle route » Nord-Sud qui partirait de la région de Tay Ninh, et courrait « parallèlement à la route

⁴⁴ NGUYEN BINH, 'Rapport sur la Base Opérationnelle du Sud-Indochinois', p. 6 et *Nam Trung Bo khang chien*, p. 181.

⁴⁵ NGUYEN BINH, 'Rapport du général V.M. Nguyen Binh sur le Front Cambodgien', daté du 11 août 1951, adressé à un « cadre supérieur V.M. que Nguyen Binh appelle Frère D », p. 2, traduit dans c. 10H636, SHAT.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 26.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 17.

no. 14, passant par Ban Me Thuot pour aboutir à Song Cau [au] Trung Bo ». Il prétendit qu'il avait déjà soulevé cette question en 1947.⁴⁸ Il s'agit là d'une différence stratégique entre Nguyen Thanh Son au LK IX, qui mettait l'accent sur le Sud-Ouest du Cambodge et une route de ravitaillement allant vers le Sud-Est de la Thaïlande, et un Nguyen Binh, basé dans le LK VII, l'Est du Nam Bo, qui concevait la question du ravitaillement en fonction d'une route Nord-Sud allant vers LK V et IV. Il n'est pas trop difficile de comprendre ainsi pourquoi les zones non-occupées du LK V et Tay Ninh deviendraient vitales, devant permettre le pont entre l'Indochine du Nord et du Sud, d'autant plus que le front occidental en Thaïlande avait été coupé—justement vers la mi-1951—date à laquelle Nguyen Binh partit pour le Nord pour « inspecter » cette nouvelle route verticale.

Tay Ninh ? Selon un rapport militaire du LK V, une décision avait été prise en juin 1950 pour élargir le champs de bataille et consolider la zone de guerre D dans le cadre de l'offensive générale à l'échelle indochinoise. Cette analyse militaire vietnamienne reconnaissait que cette province remplissait déjà pour les Français avant 1939 « les conditions favorables pour la création d'une ligne de défense solide et bien défendue » contre les Japonais. Mais ce ne fut qu'à partir de 1950, selon Binh, que cette zone échelonnée sur la frontière vietnamo-cambodgienne va prendre toute son importance stratégique en raison du :

changement de la situation en Asie créée par la guerre en Corée et par l'avance de nouvelles troupes chinoises en direction du Tibet où elles ont bousculé les Hindous. La situation en Indochine n'est plus un bruit qui court mais elle est devenue assez critique [...] Par ailleurs, d'autres opérations ennemies, de grande envergure, pourront très bien avoir lieu dans tous les domaines, ce qui rendra Tay Nguyen encore plus important par la construction de forteresses en vue d'y créer une ligne de défense.⁴⁹

Ou comme le dit un éditorial du *Nhan Dan* le 25 février 1954 : « L'ennemi s'efforçait de consolider Tay Nguyen, car Tay Nguyen est la région stratégique la plus importante de l'Indochine méridionale ... ».⁵⁰

Cette route Nord-Sud esquissée par Nguyen Binh retient toute notre attention, parce qu'elle est à l'origine d'une route Nord-Sud qui allait être essentielle à la guerre en Indochine du Sud

⁴⁸ NGUYEN BINH, 'Rapport sur la Base Opérationnelle du Sud-Indochinois', p. 2, confirmé par VO NGUYEN GIAP, *Chien dau trong vong vay*, pp. 369-370.

⁴⁹ Traduction du document saisi : 'Armée nationale du Vietnam, Cabinet d'Etat-Major, Comité Quan Bao, Lien Khu V, no. 027/NC/Bs, Aperçu d'ensemble des projets de réalisation ennemies dans l'organisation militaire de Tay Nguyen', dans FTCVN, EM/2B, no. 281/ZS/2, document daté du 27 janvier 1952, c. 10H3232, SHAT.

⁵⁰ 'Y nghĩa chiến thắng Con-tum trong việc phá âm mưu củng cố miền nam (Lien Khu V) của địch' [La signification de la bataille de Kontum dans la destruction des complots [des ennemis] de consolider le Sud], dans *Cuộc kháng chiến thần thánh của nhân dân Việt-Nam* [La résistance sacrée du peuple vietnamien], Hanoi, NXBST, 1960, volume IV, p. 220.

pour les années à venir. Nous avons vu dans notre section sur le commerce extérieur du Viet Minh que les LK IV et V étaient chargés du ravitaillement du LK VII en armes et denrées, surtout après l'installation du blocus du Transbassac au début de 1949. Selon une étude détaillée de la Marine française, le LK VII devait ses échanges par la face orientale du Vietnam à une piste à la fois côtière et terrestre qui reliait le LK VII au Centre du Vietnam. L'ensemble de cette piste encore en fonctionnement en 1950 s'appelait la « Piste Ho Chi Minh ». ⁵¹ Des publications récentes confirment que dès la fin de 1947 une route reliant le sud du Trung Bo au Sud Vietnam oriental s'appelait la « voie de liaison Ho Chi Minh » (*Duong lien lac Ho Chi Minh*). C'est Vu Van Duc (Hoang Dinh Giong), le délégué spécial du PCI dans le Sud, qui lui donna son nom. ⁵² Nguyen Binh faisait sans doute allusion à cette piste lorsque ce dernier annonce le but de ses rapports sur le Cambodge :

Pour pouvoir étudier sur place la base opérationnelle du Sud Indochinois, pour voir quelle est son importance vis-à-vis du Front cambodgien, et pour étudier la nouvelle route traversant toute l'Indochine [à l'intérieur,] qui nous permettra de nous ravitailler lorsque la voie de communication et de liaison Ho Chi Minh qui double actuellement la route no. 1 sera bloquée, ce qui pourrait provoquer la séparation du Nam Bo avec la zone sud du Trung Bo [c'est-à-dire le LK V]. ⁵³

En effet, ces sources confirment que la célèbre piste Ho Chi Minh ne naquit pas *ex nihilo* en 1959 ou pendant la guerre dite 'américaine', comme toutes les histoires l'affirment jusqu'aujourd'hui, mais *avant 1950*, pendant la guerre franco-vietnamienne. Selon nous, cette piste Ho Chi Minh a dû prendre forme vers 1946 lorsque les Français reprirent le Vietnam du Sud, coupèrent l'Indochine en deux, et forcèrent le Viet Minh de mettre en place des voies de liaisons pour ravitailler le Sud par le Nord. ⁵⁴

Le général Binh nous donne donc un aperçu remarquable du déplacement de cette route extérieure sur la côte vietnamienne vers l'intérieur de l'Indochine. Il écrivait que le but de sa mission était d'étudier la Base Sud-Indochinoise, ses rapports avec le Cambodge et par-dessus

⁵¹ Cité ainsi dans FMEO, EM/2B, no. 28/EM2, 'BR no. 20 : Trafic maritime rebelle', le 23 mars 1950, p. 15, d. [non-marqué, rouge], c. 29, UUE, SHM et FTCVNP, EM/2B, no. 3578/TFSAP/2, 'Piste Ho Chi Minh', Nha Trang, signé VESINET, daté du 11 novembre 1949, d. 51, c. 10H544, SHAT. Un calque de la carte terrestre au 400/10000^{ème} se trouve en annexe du premier document, comportant le trace de la piste « Ho Chi Minh » et la position des principaux « trams » ou relais. Voir aussi : 'Objet : Stock d'étain dans le LK V', source : informateur, valeur : C/3, daté du 1 février 1953, p. 2, d. V36, Prises de guerre, c. 10H3235, SHAT.

⁵² *Lịch sử bộ đội thông tin liên lạc Quân khu 7-Miền Đông Nam Bộ (1945-1995)* [Histoire des troupes de liaison de la zone de guerre 7-L'Est du Nam Bo (1945-1995)], Hanoi, NXBQDND, 1995, p. 49 et Bo Quoc Phong, *50 năm quân đội nhân dân Việt Nam (Biên niên sử kiện)* [50 années de l'armée populaire du Vietnam, Chronique événementielle], Hanoi, NXBQDND, 1995, p. 52.

⁵³ NGUYEN BINH, 'Rapport sur la Base Opérationnelle du Sud-Indochinois', p. 2.

⁵⁴ Selon le général Vo Nguyen Giap, une route reliant LK IV à la zone libérée de la province de Quang Nam se produisit à la mi-1948, doublée par une liaison maritime connectant le Centre au Sud. VO NGUYEN GIAP, *Chiến đấu trong vòng vây*, pp. 369.

tout « d'étudier la route traversant toute l'Indochine qui nous permettra de ravitailler [la résistance du Sud] ». ⁵⁵ Elle était toujours en voie de construction : « la nouvelle route indochinoise courant à travers le Nam Bo-le Cambodge-le Bas Laos-le Vietnam du Centre-le Nord Vietnam est déjà en construction ». ⁵⁶ Située entre la Route Nationale 13 sillonnant le bassin du Mékong et la Route Nationale 1 unifiant le Vietnam le long de la côte, cette ligne de ravitaillement indochinoise terrestre encore très primitive était, en fait, le remplaçant de la Piste Ho Chi Minh côtière à l'est. Le conseiller économique de Binh, qui survécut à l'embuscade cambodgienne qui coûta la vie au général, dit à ses gardiens français plus tard qu'une des principales raisons de ce voyage était « d'étudier la route traversant le Cambodge du Nam Bo jusqu'au Bas Laos » en termes de « possibilités logistiques » et de terrain. ⁵⁷

Quoique rudimentaire, cette « piste indochinoise » est significative dans son concept même, car elle illustre bien comment l'ouverture du front chinois au Nord, la fermeture simultanée du front thaï à l'Ouest, et l'asphyxie de l'économie du Sud par le blocus du Transbassac amenèrent le PCI à consolider son contrôle sur l'Indochine intérieure et à détourner ses lignes de ravitaillement extérieures de leur axe précédemment horizontal, en direction de la Thaïlande et de l'Asie du Sud-Est, vers un nouvel axe vertical orienté vers la Chine et l'Europe de l'Est. Considérant le contexte de cette étude de l'histoire des réseaux révolutionnaires et militaires vietnamiens dans le Sud-Est asiatique, il n'est vraiment pas surprenant que la deuxième « Piste Ho Chi Minh » renaisse en 1959 là où Nguyen Binh l'avait laissée en 1951, dans le Nord-Est cambodgien. ⁵⁸ Cette « Route indochinoise » traversant le Nord-Est du Cambodge doit être reconnue comme l'ancêtre de la piste ultérieure, dite « Ho Chi Minh ». Et cette dernière était, à l'origine, une voie de liaison côtière reliant le centre du Vietnam au Sud-Est du Nam Bo par la face orientale de la péninsule et la mer.

Dès 1950, elle fut poussée vers l'intérieur de l'Indochine, ancrée dans le Nord-Est du Cambodge. C'est donc le général Nguyen Binh lui-même qui nous apporte un regard tout à fait inédit sur la construction de cette base d'Indochine du Sud en développement, sur cette nouvelle « route indochinoise », de même qu'il nous renseigne sur la façon dont le Cambodge allait devenir carrefour fondamental entre le Nord et le Sud de l'Indochine. C'est à partir de ce moment-là que le poids du projet révolutionnaire vietnamien au Cambodge de déplaça du Sud-

⁵⁵ NGUYEN BINH, 'Rapport sur la Base Opérationnelle du Sud-Indochinois', p. 2.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 3 et *Nam Trung Bo Khang Chien*, p. 182.

⁵⁷ SSHCC, no. 7054-PS/C, 'Note sur la mort du Chef Viet Minh Nguyen Binh', le 10 novembre 1951, c. 379, SPCE, CAOM.

Ouest et Sud-Est vers le Nord-Est du Cambodge, le Bas-Laos et surtout vers le LK V et la province de Tay Nguyen, mieux connue comme « Zone D » pour les Américains.⁵⁹

Bien entendu, on aurait tort de croire que Nguyen Binh était le créateur de la piste indochinoise ou de la base de l'Indochine du Sud. C'était plutôt le résultat d'un effort commun et conçu par les plus hauts échelons du commandement militaire vietnamien. Le « Comité territorial du Nam Bo » (*Xu Uy Nam Bo*), avait ordonné vers 1949 la création du « Lien Khet Kompong Thom-Kratié-Stung Treng », « ce qui prouve, *selon Nguyen Binh*, que les autorités territoriales ont décidé d'exécuter les instructions du Haut Commandement ». ⁶⁰ Ce qu'il faut retenir ici est que le Nord-Est du Cambodge occupait une place stratégique de plus en plus importante dans la pensée stratégique des Vietnamiens. Il nous semble vraisemblable que les communistes du Sud prévoyaient depuis 1950 une contre-offensive générale à l'échelle indochinoise et se préparaient au cas où les Chinois envahiraient le Nord de l'Indochine. Il leur faudrait se concentrer dans le Nord-Est du Cambodge afin de faire face aux troupes françaises reculant vers l'Indochine du Sud et esquiver la possible attaque américaine par la Thaïlande. Personne ne savait en 1950-51 que les Accords de Genève allaient mettre fin à la guerre, que les Chinois n'interviendraient pas et que les Américains ne s'y immisceraient pas. C'est aussi pourquoi le Sud-Ouest et le Sud-Est ne pouvaient pas continuer à être les bases centrales vietnamiennes au Cambodge. Ces deux zones étaient vulnérables à une attaque par voie maritime et par le chemin de fer reliant Bangkok à Battambang. Selon nous, suite aux attaques françaises sur le Sud-Ouest et le Sud-Est du Cambodge en 1953, le Viet Minh devait déplacer son regard vers le Nord-Est, *vers l'intérieur*, en fonction de cette route indochinoise en voie de développement et le désir de Vo Nguyen Giap de prendre l'Indochine méridionale à partir de sa moitié septentrionale.

D'ailleurs, vu ce contexte plus large et ce déplacement vers les trois frontières de l'Indochine, on peut mieux comprendre pourquoi la zone du Bas Laos et du Nord-Est du Cambodge étaient souvent considérée avec le LK V par le Haut Commandement Viet Minh dans la projection de cette voie de liaison Nord-Sud. En février 1952, le commandant en chef du LK V envoya des cadres auprès du « Comité des Affaires du Parti du Nord-Est du

⁵⁸ *Hoi Ky Truong Son* [Souvenirs de la cordillère annamite], Hanoi, NXB Hoi Nha Van, 1994, p. 8.

⁵⁹ C'est à cette époque qu'un « Comité des Affaires du Parti du Nord-Est du Cambodge » prit corps. *Nam Trung Bo Khang Chien*, p. 185.

⁶⁰ NGUYEN BINH, 'Rapport sur la Base Opérationnelle du Sud-Indochinois', p. 8.

Cambodge » pour renforcer cette région en collaboration avec le Bas Laos.⁶¹ Bien avant la guerre 'américaine', on peut déjà voir l'importance du carrefour stratégique des « trois frontières » dans la mise en place de cette route indochinoise. On peut comprendre aussi pourquoi le Viet Minh attachait tant d'importance à la région d'Attoupeu et de Tay Nguyen. Le LK V envoya des chefs supérieurs dans cette région pour créer une zone de guerre reliant Tay Nguyen, le Cambodge oriental et le Bas Laos.⁶² Comme l'a bien vu un militaire français, le contrôle des « trois frontières » par le Viet Minh lui permettait de s'assurer l'accès à toutes les routes de l'Indochine du centre, « dont la plaque tournante est Attoupeu ».⁶³ Les communistes vietnamiens avaient bel et bien un plan militaire à l'échelle indochinoise, quelles que fussent ses difficultés inhérentes.

Mais si les réseaux vietnamiens se déplaçaient vers les parties orientales du Laos et du Cambodge, la participation des Cambodgiens et des Laotiens restaient aléatoire et précaire. Comme ses prédécesseurs, Binh comptait utiliser les Viet kieu dans ces zones plutôt que les Cambodgiens et les minorités ethniques elles-mêmes. Le général soulignait dans son rapport sur le « Front du Cambodge » le rôle permanent des Viet kieu dans les affaires militaires du Cambodge :

[L]es cadres des troupes provinciales et délégationales [*sic*] sont des cadres vietnamiens. Les combattants du *chu luc* et des troupes régionales sont presque tous des Vietnamiens. Il y a aussi des soldats cambodgiens, mais ils sont en très petit nombre. Le projet de faire remplacer les cadres vietnamiens par des cadres cambodgiens a déjà existé, mais les cadres cambodgiens ne sont pas encore bien formés ou manquent de qualités de commandement [...]⁶⁴

Rien de nouveau à cela.

Pour améliorer cette situation connue, Nguyen Binh suggérait que des cadres (khmérophones), formés en 1945-46 ajoute-t-il, fussent envoyés au Cambodge pour faire entrer des Cambodgiens dans cet enjeu militaire. Il fallait choisir quelques bons cadres instructeurs pour ouvrir des écoles militaires. D'autres devaient apprendre la langue cambodgienne pour pouvoir ensuite former des « cadres cambodgiens, des combattants et

⁶¹ Traduction du document intitulé 'Troupes nationales du Vietnam, Commandement en chef Lien Khu V, no. 566/BTL, le 20 février 1952', dans c. 10H3232, SHAT.

⁶² *Tran danh ba muoi nam*, p. 326.

⁶³ 'Synthèse sur la Mission Nguyen Binh', p. 9.

⁶⁴ NGUYEN BINH, 'Rapport du général V.M. Nguyen Binh sur le Front Cambodgien', p. 9.

soldats des troupes populaires cambodgiennes pour remplacer nos cadres vietnamiens ». ⁶⁵ Ceci était utopique. Et Nguyen Binh le savait.

En attendant, outre les Viet kieu, Binh se retourna vers les Chinois faisant du commerce au Cambodge. Il avait besoin d'eux pour ses questions économiques et pour ravitailler le front du Cambodge. A Kompong Thom, un groupe de Chinois possédait une usine de fonte qui produisait environ 70 kgs de fonte par jour. Selon Binh, « nous pourrons utiliser cette méthode chinoise pour obtenir de la fonte qui servira à la fabrication des grenades, des bazookas, mines, etc. [...] ». ⁶⁶

Marche vers le Sud ?

Si Vo Nguyen Giap voulait prendre toute l'Indochine, comme il l'avait annoncé à maintes reprises depuis 1949, pour atteindre sa partie méridionale il devait passer par le LK V et le Bas Laos. Il le fallait d'autant plus que l'armée du Sud n'était nullement prête à lancer des attaques de grande envergure pour prendre la partie orientale du Cambodge. Pour atteindre l'Indochine du Sud, à partir de 1953, le Viet Minh se mit sérieusement à établir cette route terrestre partant des LK IV et V en passant par le Bas Laos et le Nord-Est du Cambodge. L'Etat-Major général dans le Nord entendait prendre le Cambodge à partir de cette piste Nord-Sud traversant l'Indochine, et non pas horizontalement à partir du Nam Bo.

A ce sujet, si l'on parle beaucoup de l'amélioration impressionnante des divisions de Vo Nguyen Giap au Viet Bac à partir de 1950, il ne faut pas oublier pour autant la croissance simultanée des troupes au LK IV et surtout au LK V. Car le plus fort d'une attaque sur le Cambodge viendrait de ces deux zones. Nous avons déjà vu l'importance des troupes du LK IV lors des attaques au Laos en 1953. Ce qu'il convient de souligner ici, c'est que l'Etat-Major général comptait employer les divisions du LK V pour attaquer le Nord-Est du Cambodge et s'assurer la route décrite ci-dessus. Les forces armées du LK V s'étaient considérablement renforcées à partir de 1950, lorsque le Corps expéditionnaire dut envoyer une bonne partie de ses troupes stationnées dans cette zone au Tonkin pour tenir le Delta contre Vo Nguyen Giap (sec. chinoise, ch. 3). C'est dans ce contexte que la division 325 est née en 1950-51 au LK V. Elle menait une action incessante sur la RC 1, devenue la célèbre « Rue sans joie ». Cette division assurait vraisemblablement la protection de la piste Ho Chi Minh. En tout cas, en

⁶⁵ *Ibid.*, p. 13.

SITUATION D'ENSEMBLE DES MOYENS ENNEMIS
AU 21 JUILLET 1954

Légende :

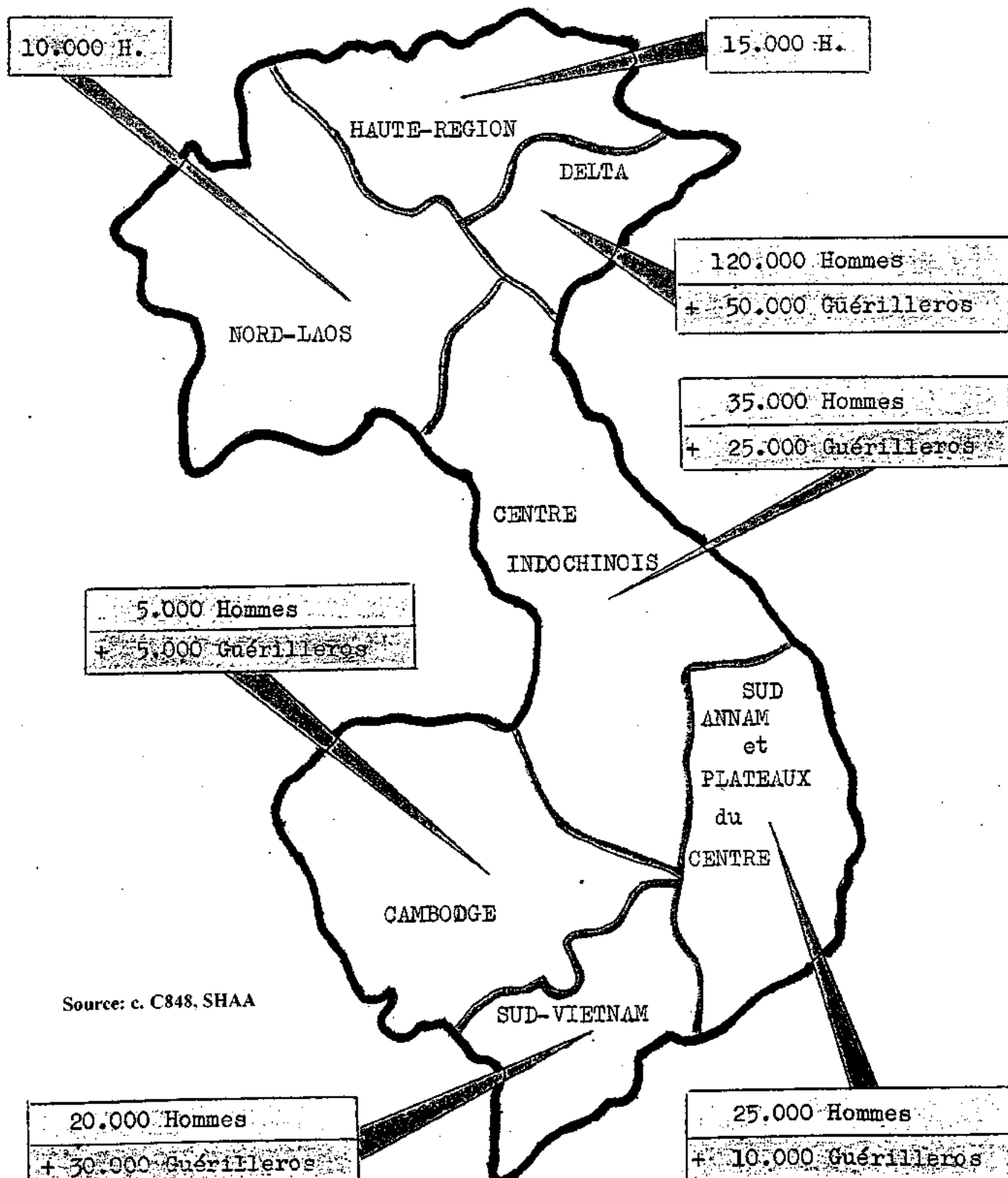
REGULIERS

GUERRILLEROS

Total :

230.000 Hommes

+ 120.000 Guérilleros



1951, les Français, inquiétés par l'expansion de cette division, l'attaqua durement et efficacement (opération *Sauterelle*). Mais en 1953, LK V put renforcer ses forces armées et recommencer à agir. Ses 40.000 réguliers étaient de plus en plus mobiles, mieux capables d'agir d'une façon coordonnée sur le front indochinois et prêts à frapper de très loin au besoin. En janvier 1954, dans le but de disperser le Corps expéditionnaire engagé à Dien Bien Phu, le LK V déclencha une attaque d'envergure contre les Hauts Plateaux, Kontum et Pleiku, ainsi que contre la ville de Qui Nhon et des postes en An Khe. Si cette offensive fut repoussée, il était désormais évident que les plateaux étaient devenus un nouveau front de bataille. Et pour ceux qui prennent le temps de regarder une carte de l'Indochine à son centre, il est évident que le LK V serait bien capable d'envoyer des milliers de troupes et de coolies au Nord-Est du Cambodge, juste au-delà de Kontum. Dans une attaque coordonnée, ils pouvaient facilement faire la jonction avec le Bas Laos et renforcer du même coup cette route indochinoise débouchant sur l'Indochine du Sud. Le général Navarre décrit avec justesse la menace du LK V :

30.000 hommes armés, dont 18.000 réguliers ou excellents régionaux, en faisaient une menace permanente, et que nous savions devoir s'amplifier à bref délai, pour tout le Centre et le Sud indochinois : Moyen et Sud Laos, Cochinchine et Cambodge. Là était peut-être, à échéance de quelques mois, le danger le plus grave, parce que susceptible d'ébranler toute notre situation en Indochine.⁶⁷

A partir de 1953, les chefs militaires du LK V, en collaboration avec des unités armées du Vietnam du Sud, visaient à prendre en main tout le Cambodge se trouvant entre le Nam Bo et le Mékong, pour créer la base sud-indochinoise décrite ci-dessus. Une fois le contrôle du Mékong assuré, l'armée populaire pouvait commencer à établir des liaisons vers le Tonlé Sap et éventuellement vers la Thaïlande, encore une fois ...⁶⁸ Outre la division 325, les autorités militaires françaises estimaient qu'il y avait plusieurs bataillons vietnamiens indépendant au LK V capables d'intervenir rapidement dans le Nord-Est du Cambodge et par le Bas Laos : les *Tieu doan* 302, 304 et 306 groupant un total de 2.000 hommes.⁶⁹ En mars 1954, le chef de la *Direction général de la documentation* résuma d'une façon succincte que le Viet Minh pouvait faire peser sur la sécurité du Cambodge oriental :

⁶⁶ *Ibid.*, pp. 13-14.

⁶⁷ Henri NAVARRE, *Agonie de l'Indochine (1953-1954)*, Paris, Librairie Plon, 1956, nouvelle édition, pp. 43-44.

⁶⁸ 'Plans et activités Viet Minh sur la rive gauche du Mékong'.

⁶⁹ 'Objet : Plans et activités Viet Minh sur la rive gauche du Mékong', pp. 2-3.

Le fait est particulièrement sensible au Cambodge où la présence du bataillon 436/101 au Nord-Est et du bataillon 302 du Tay Ninh au Sud-Est entraîne un désordre grave. Des unités entières cambodgiennes ont refusé de participer aux opérations. La courte incursion du 302 en direction de Prey Veng a, en particulier, donné lieu à des paniques indescriptibles. Si cette unité Viet Minh, de concert avec un bataillon de la Plaine des Joncs, tente une action contre la route de Phnom Penh, comme certains indices le laissent supposer, elle a toutes les chances de réussir [...].⁷⁰

Bien entendu, le Nam Bo était aussi censé participer à la prise militaire du Cambodge. Le 17 janvier 1953, sur un ordre du *Trung Uong Cuc Mien Nam*, une « Réunion inter-provinciale entre le Lien khet Kandal, Sud Prey Veng, Svay Rieng et Long Chau Sa » se tint pour discuter un plan d'action pour 1953 dans la zone frontalière.⁷¹ Y furent présents les délégués du « Comité des Affaires du Parti » et du CRA du Lien Khet de majorité vietnamienne. D'un intérêt particulier était la province de Long Chau Sa, car elle « se trouv[ait] entre les zones est et ouest du Nam Bo, et sa tête touche les limites du Cambodge ». En gardant cette province en main, il fallait à tout prix priver les Français du contrôle de la frontière vietnamo-cambodgienne et de leurs voies de communications allant vers le Mékong, le Nord-Ouest du Cambodge et la Thaïlande. Selon le *Trung Uong Cuc*, l'armée française visait à occuper les zones frontalières vietnamo-cambodgiennes pour créer « une zone morte » (*khu vuc chet*). Comme le dit ce document : « Durant la saison des hautes eaux, l'ennemi a su profiter de la situation pour mener ses activités, afin d'obtenir de bons résultats. C'est ce qu'il a fait, car il a utilisé à bon escient les sampans, les bateaux, les vedettes et les avions qui soutiennent ses forces militaires, opérant dans nos bases opérationnelles. Alors il a pu arrêter et regrouper les habitants ».⁷² Très bien renseignés, les Français attaquèrent aussi les zones de l'Est du Cambodge, surtout à Peam Chor, où le Viet Minh avait espéré enraciner une base forte parmi les 15.000 Viet Kieu y vivant.⁷³

Quoiqu'il en fût, en 1953 on peut déceler grâce à des documents originaux, une volonté de plus en plus tenace de la part des Sudistes de souder le Nam Bo occidental au Cambodge oriental. Le commerce de la province de Long Chau Sa en particulier devait être unifié avec celui du Cambodge, y compris sur le plan des taxes locales, des impôts provinciaux et même de la monnaie 'nationale'. Selon un document vietnamien de l'époque : « Nos camarades

⁷⁰ DGD, 'Note de renseignements', le 31 mars 1954, signé CAAN, p. 5, c. 10H278, SHAT.

⁷¹ 'Procès-verbal de la réunion inter-provinciale entre Lien Khet Kandal, Prey Veng, Svay Rieng et Long Chau Sa qui [s']est ouverte le 17 janvier 1953 à 9H00', traduit dans d. Fêtes et réunions V.M., A5131, c. 10H4709, SHAT.

⁷² *Ibid.*, p. 7.

⁷³ *Ibid.*

khmers pensent qu'il vaut mieux unir nos activités économiques pour pouvoir combattre l'ennemi. Les comités économiques et financiers (*ban kinh tai*) des deux [côtés] étudieront minutieusement les questions pour établir le plan d'action commune ». ⁷⁴ Au début de 1951, le LK V avait fait la liaison avec le Nord-Est, l'Inter-khet de Steng Treng-Kratié. ⁷⁵ Comme nous l'avons déjà vu, les zones Nord-Est et Sud-Est fusionnèrent pour créer la « Zone Est », se situant entre la rive gauche du Mékong et la frontière vietnamienne. Nguyen Thanh Son devint le chef d'une nouvelle interzone appelée aussi la « Zone du Mékong ». Vu Huu Binh devint chef des « Front du Laos et du Cambodge » (*Mat tran Lao-Mien*). ⁷⁶

Si l'aide chinoise permit à l'armée populaire d'attaquer en Indochine du Nord, voire jusqu'au LK V, l'Etat-Major général n'arriva jamais à frapper si fort dans la partie méridionale. Néanmoins, cela ne veut pas dire que l'idée d'une attaque d'envergure n'avait pas été envisagée. En effet, le 3 avril 1953 le commandement militaire du Nam Bo avait reçu du général Vo Nguyen Giap un ordre du jour lui prescrivant de se tenir prêt pour les combats d'automne dans le but d'étendre le champs de bataille vers les frontières thaïes et s'opposer à l'extension de la puissance américaine sur le flanc occidental de l'Indochine. L'Etat-Major général donna des ordres pour que des hommes de troupes fussent concentrés sur la frontière vietnamo-cambodgienne. Cela faisait partie d'un plan d'attaque sur le Cambodge oriental au moment propice. Le Commandant en Chef du Nam Bo expliquait au Service de Renseignements de Gia Dinh qu'il voulait « en effet, renforcer ses positions et élaborer des plans pour attaquer l'Est Cambodge ultérieurement ». ⁷⁷

A cette fin, Vo Nguyen Giap et Nguyen Thanh Son formèrent un « Comité militaire interallié ». Cet organisme militaire comprenait 7.000 soldats vietnamiens et 4.300 Laotiens et Cambodgiens. ⁷⁸ En septembre 1953, Nguyen Thanh Son se rendit lui-même au Bac Bo pour rencontrer Giap et discuter avec lui du front du Cambodge et de sa place dans la Contre-Offensive Générale. Vo Nguyen Giap ordonna à Thanh Son et Nguyen Chanh du LK V de

⁷⁴ *Ibid.*, p. 21 et traduction du document : 'Comité de Libération du Peuple de l'Est, Comité de Libération du Peuple du Lien Khet de Kandal/Sud Prey Veng', no. 491/HC-53, Le Comité de Libération du Peuple du L.K. [Lien Khet] de Kandal-Sud Prey Veng au Comité de Libération du Peuple des divers sroks', daté du 1 octobre 1953, signé KEO SAVANA, d. 251, c. 10H3997, SHAT.

⁷⁵ Extrait de documents cités dans GOBM, BM 51, EM/2B, no. 13/GM, 'Synthèse de renseignements', le 25 novembre 1953, pp. 7-8, d. B.R.M, c. 105616, SHAT.

⁷⁶ *Tran danh ba muoi nam*, p. 338.

⁷⁷ 'Synthèse de renseignements', le 25 novembre 1953, p. 11.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 11.

commencer à consolider leur contrôle sur toute la partie orientale du Cambodge.⁷⁹ Les Français soupçonnaient que le Viet Minh comptait utiliser la province de Tay Nguyen au début de 1954 pour attaquer le Cambodge oriental.⁸⁰ Selon le Deuxième Bureau de la zone, le Viet Minh à ce moment était désormais capable de menacer sérieusement tout l'est du Cambodge.⁸¹ De plus, une liaison terrestre entre le LK V et la province Tay Nguyen existait désormais, partant de Quang Ngai pour atteindre le Nam Bo en passant par la région de Attoupeu.⁸² Comme un officier de renseignement avait écrit en marge : « Il y a plus de 300 kilomètres à faire à pied et en montagne ».⁸³ On sait que les Vietnamiens pouvaient le faire.

En bref, en 1953 et 1954, l'Etat-Major général se préparait pour une attaque sur le Cambodge comme partie intégrante de leur champs de bataille indochinois :

La constitution possible d'un Commandement « Inter-Allié » dans le Nord-Est Cambodge, la nouvelle organisation territoriale Nam Bo-Cambodge, la formation d'un secteur frontière, le déplacement de [Nguyen] Thanh Son auprès de Giap suivant celui de Giap au Nam Bo, sont autant d'indices qui prouvent que le V.M. [Viet Minh], s'il n'a pu réaliser ses projets de pénétration vers le Mékong, ne les a pas abandonnés. [...] Le Nam Bo, en effet, ne possède pas de troupes d'intervention disponibles pour agir massivement en dehors de son territoire. [...] Par contre, le Lien Khu V, avec ses deux Régiments réguliers [...], ses deux Régiments régionaux et ses bataillons indépendants, possède les éléments suffisants pour exercer une pression [...] sur le Cambodge. C'est pourquoi il a été énoncé que l'action des éléments Viet Minh en mesure d'agir de l'extérieur ressortait plus de la guerre moderne que de la guérilla.⁸⁴

Au début de 1954, au moment où les LK IV attaquait le Moyen-Laos pour se diriger jusqu'à Thakhek, les Vietnamiens lancèrent une deuxième attaque, beaucoup plus modeste, vers le Nord-Est du Cambodge. Ils visaient à consolider la mainmise militaire du Viet Minh sur l'Est du Cambodge s'étendant de la rive gauche du Mékong jusqu'au Nam Bo.⁸⁵ En mai 1954, le Viet Minh continuait sa poussée vers le Nord-Est du Cambodge à partir de ses bases au Bas Laos et au LK V. Dans ce mois-là, plusieurs bataillons réguliers se répartirent à travers les provinces de Stung Treng et de Kratié, menaçant véritablement de couper la RIC 13 aux

⁷⁹ Voir : 'Extraits de documents et de renseignements de valeur sûre, précisant les intentions du commandement V.M. sur l'Est-Mékong', p. 11, CCFTANIC, Groupement opérationnel du Bas-Mékong, Groupe Mobile 51, EM/2B, no. 13/GM, Kratié, le 25 novembre 1953, 'Synthèse de renseignements', d. BRM, 2B, novembre 1953-juin 1954, c. 10H5616, SHAT.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 24.

⁸¹ *Ibid.*, p. 27.

⁸² *Ibid.*, p. 25.

⁸³ *Ibid.*, p. 26, notes écrites à la main en marge.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 27, souligné dans l'original. Le corps de bataille du LK V consistait en des régiments, Trung Doan 803, le Trung Doan 108, un nouvel Trung Doan en formation à la fin de 1953. Les commandements territoriaux consistaient en les régiments 84 et 120 sur la frontière du Cambodge oriental. GOBM, GM 51, EM/2B, no. 1/GM, 'Extrait du mémento des Forces rebelles du Lien Khu V', le 2 janvier 1954, p. 2, d. Fiches de renseignements, c. 5619, SHAT.

⁸⁵ 'Synthèse de renseignements, novembre 1953-décembre 1954', pp. 7-27.

trois frontières.⁸⁶ Attaché à ces forces vietnamiennes était un bataillon régional mixte khméro-lao-viet. Depuis avril 1954, les officiers français attendaient une attaque d'envergure contre tout le Nord du Cambodge à partir du LK V et du Bas Laos.⁸⁷

Bien sûr, il s'agissait d'une diversion, censée détourner les Français des préparations à Dien Bien Phu (sec. chinoise, ch. 3). Toutefois, ces mouvements pendant le premier semestre de 1954 montrent aussi un effort concerté de la part du Viet Minh de mener une guerre à l'échelle indochinoise et surtout de percer vers l'Indochine du Sud à partir du LK V et du Bas Laos. Dans le Bas-Laos, en janvier 1954, le Viet Minh dirigeait 1.300 hommes, dont 900 Vietnamiens et 400 Laotiens, prêts à se déplacer vers le Sud. Les LK IV et V envoyèrent des troupes au Bas Laos en janvier 1954.⁸⁸ Bien entendu, ces actions militaires visaient aussi à renforcer la position de la RDVN à Genève, surtout son soutien du 'gouvernement de résistance' khmer qui était plus un rêve révolutionnaire à l'indochinoise qu'une réalité étatique sur le terrain.

Le problème, pourtant, était que la puissance militaire du Sud venait, en fait, du Nord, le LK V, et non pas du Nam Bo. Les hommes de Nguyen Thanh Son n'allaient pas faire ce que ceux de Giap avaient pu faire au Laos. D'ailleurs, les accords de Genève se clôturèrent avant que l'armée vietnamienne ait pu asseoir un gouvernement révolutionnaire khmer dans des zones complètement sécurisées par la force militaire. Il n'y avait pas de « Sam Neau » au Cambodge. La présence française était trop forte et les forces vietnamiennes dans le Sud trop faibles. Il n'y avait *aucune* division dans tout le Nam bo. En effet, si la politique laotienne de la RDVN/PCI réussit largement à Genève en rattachant provisoirement deux provinces pour le 'gouvernement de résistance' laotien, au Cambodge les accords étaient prématurés sur le plan politico-militaire, voire mortels. L'armée populaire dans le Sud n'avait pas pu prendre le pouvoir, créant ainsi les conditions pour une victoire communiste au Cambodge. Nguyen Thanh Son se rendit au Cambodge en août 1954 pour mettre en œuvre le cessez-le-feu et pour appliquer le retrait des « troupes volontaires » vietnamiennes de ce pays. Le chef du *Ban Ngoai Vu* rencontra son homologue français et un représentant de l'armée royale du

⁸⁶ GOBM, GM51, no. 323/GM, 'Evolution de la situation dans le Nord-Est Cambodge', le 11 mai 1954, d. Fiches de renseignements, c. 5619, SHAT. Il s'agissait des bataillons 319/101 et 436/101. Le bataillon 328 était situé près d'Attopeu, attendant de glisser vers le Sud.

⁸⁷ GOBM, GM51, EM/2B, no. 309/GM, 'Fiche de renseignements', le 21 avril 1954, d. Fiches de renseignements, c. 5619, SHAT.

⁸⁸ GOBM, GM51, EM/2B, no. 33/GM, 'Fiche de renseignements', le 14 janvier 1954, c. 10H5616, SHAT.

Cambodge.⁸⁹ Si Souphanouvong et Kaysone Phomvihane demeureraient à Sam Neau et Phongsaly, près du Vietnam, Son Ngoc Minh et ses partisans seront littéralement évacués du Cambodge et transférés à Hanoi—*tap ket ra Bac*. Du 15 au 18 août 1954, la RDVN retira ses « troupes volontaires » du Cambodge et les achemina au Nord. Une poignée d'alliés khmers allait les accompagner.⁹⁰

C'est la division de l'Indochine en deux moitiés à Genève et le retrait des troupes et organisations vietnamiennes ensuite qui allaient permettre à un autre groupe de radicaux khmers, récemment revenus de France, de prendre la direction du 'communisme' au Cambodge. Ces intellectuels khmers avaient été formés à l'extérieur des réseaux asiatiques du PCI et de la RDVN. A la différence de leur succès révolutionnaire relatif au Laos, les Vietnamiens allaient payer très, très cher pour leur 'perte' totale du Cambodge en 1954.⁹¹ En août 1954, la Défense nationale de la RDVN prévoyait que l'ingérence des Etats-Unis au Cambodge allait accroître, et que cela créerait à son tour un grand nombre de difficultés pour la révolution cambodgienne. La RDVN conseillait à ses cadres au Cambodge de transformer la « lutte armée en lutte politique ». ⁹² Au Laos, la rétention de deux provinces pour le Pathet Lao à côté du Viet Bac allait permettre aux Vietnamiens de faire vivre leurs communistes laotiens jusqu'à ce que le retrait des Américains permirent aux Vietnamiens d'installer leurs alliés laotiens au pouvoir militairement. Au Cambodge, les hommes de Pol Pot avaient déjà commencé à faire disparaître les anciens collaborateurs cambodgiens des Vietnamiens durant la résistance anti-française. L'implantation du communisme vietnamien au Cambodge fut mort-né.

⁸⁹ Bo Tong Tham Muu, *Lich su bo tong tham muu trong khang chien chong Phap (1945-1954)* [Histoire de l'Etat-Major général pendant la résistance contre la France], Hanoi, Bo Tong Tham Muu, 1991, p. 820.

⁹⁰ *Idem.*, p. 825.

⁹¹ Selon un informateur, Nguyen Thanh Son aurait conclu un « accord secret » avec Norodom Sihanouk, selon lequel les Vietnamiens dissoudraient les formations armées Khmer Issarak, se chargeraient d'assurer la sécurité du Cambodge et retireraient les troupes vietnamiennes du Cambodge. De son côté, Sihanouk s'engagerait à laisser stationner un nombre de cadres vietnamiens dans trois zones au Cambodge, de préférence le secteur Sud-Est. Ces cadres ne seraient pas autorisés à s'immiscer dans les affaires de l'administration locale. En échange de cette garantie, la RDVN pourrait créer des dépôts d'armes lourdes, qui seraient transportées au Vietnam après les élections. Selon cette source, Nguyen Thanh Son avait présenté le texte de cet accord provisoire à la signature du président Ho Chi Minh. Voir : HCRFVN, SFSSVN, no. 12026/S/RG/-I, Renseignements généraux, 'Note sur la collusion khméro-viet minh', Saigon, le 18 septembre 1954, source : informateur, valeur : B/4, daté du 16 septembre 1954, d. 1954, c. 107, SPCE, CAOM.

⁹² 'Extrait du bulletin hebdomadaire de contre-espionnage', no. 4135/Section 43, daté du 16 août 1954, d. 1954, c. 107, SPCE, CAOM.

**Le contexte asiatique de la guerre franco-vietnamienne :
Réseaux, relations et économie**

Section : « Etrangers » asiatiques à l'intérieur du Vietnam

Partie : Les déserteurs japonais et la guerre

Collaborateurs tardifs :

Le ralliement des Japonais au Viet Minh (1945-1950)

Parler du rôle des Japonais dans la première guerre d'Indochine pourrait paraître particulièrement étrange à ceux qui sont traditionnellement habitués à ne voir que deux acteurs principaux dans ce conflit, à savoir : la France et la République Démocratique du Viet-Nam (RDVN). Lorsqu'il s'agit d'étudier les activités japonaises, l'historiographie tant occidentale que vietnamienne consacrée à cette guerre oriente naturellement ses recherches surtout sur le coup de force du 9 mars 1945, qui, on le sait, renversa la présence coloniale française en Indochine et permit ainsi au Viet Minh de prendre le pouvoir à la mi-août, au lendemain de la capitulation japonaise, peu avant que les troupes alliées n'arrivent pour recevoir la reddition.

Or, aussi paradoxal que cela puisse paraître, la présence militaire du Japon en Indochine ne disparut pas complètement après la capitulation de ses troupes en 1945. C'est que quelques milliers de militaires et civils japonais ne s'étaient pas rendus aux vainqueurs à la fin de la Guerre du Pacifique. Ils désertèrent. En fait, des Japonais désertèrent un peu partout dans les territoires qu'ils avaient occupés pendant la guerre—aussi bien en Birmanie, en Indonésie, en Thaïlande qu'en Indochine. Certains s'enrôlèrent même dans les troupes de Mao Zedong et dans celles de son adversaire, Chiang Kai-shek.¹ D'autres disparurent tout simplement, comme ce célèbre déserteur, Shoichi Yokoi, qui s'était caché dans la jungle de Guam pendant 27 ans, avant de retourner au Japon en 1972 (il est décédé en septembre 1997).²

Si la petite île de Guam dans le Pacifique avait pu cacher vraisemblablement un millier de déserteurs japonais, on en dénombrait environ 5.000 au Vietnam au lendemain de la Guerre du Pacifique. Parmi ces déserteurs, beaucoup intégrèrent les rangs du Viet Minh, jouant un rôle parfois marquant dans quelques unes des premières écoles vietnamiennes de formation d'officiers et d'unités d'élite, dans le renseignement militaire, dans l'économie de guerre, dans des sections spécialisées dans les mines et dans des premiers laboratoires

¹ Sur les Japonais demeurés en Chine, voir : Donald G. GILLIN avec Charles ETTER, 'Staying On: Japanese Soldiers and Civilians in China, 1945-1949', *Journal of Asian Studies*, vol. XLII, no. 3, (mai 1983), pp. 497-518.

² 'Shoichi Yokoi, Holdout Japanese soldier, dies', *International Herald Tribune*, (les 27-28 septembre 1997), p. 4.

pharmaceutiques. Ils étaient opérationnels surtout en tant que conseillers et techniciens très expérimentés, non seulement dans l'art de la guerre, mais aussi dans les techniques économiques et militaires les plus 'modernes' au début du conflit avec la France.

Notre intention dans cette section sur « les étrangers asiatiques au service du Viet Minh » n'est ni de prétendre que les Japonais ont créé l'armée vietnamienne, ni de mettre en doute l'authenticité des racines nationales de l'« Armée populaire du Viet-Nam » (*Quan Doi Nhan Dan Viet-Nam*). Ce serait absurde. Notre idée est ici d'intégrer les contributions technico-militaires de ces 'déserteurs japonais', tout comme les « volontaires vietnamiens » en Indochine occidentale ou les « conseillers chinois » au nord, dans la problématique plus large de notre thèse portant sur le contexte asiatique de la guerre franco-vietnamienne. Par ailleurs, notre approche s'inscrit dans une histoire de relations et de contacts entre le Japon et la péninsule indochinoise bien antérieure à 1940. Il ne faudrait pas oublier que la présence des déserteurs étrangers dans des armées locales en Asie n'a rien de nouveau dans l'histoire.

Rappel historique

En effet, au XVI^e et XVII^e siècle, le Japon entretenait des relations assez régulières avec le Vietnam. Non sans nous rappeler de l'Europe à la même époque, les échanges commerciaux étaient à la base de ces contacts. Entre 1604 et 1635, par exemple, 355 bateaux aux licences à cachet rouge (*shuinsen-boeki*) se rendirent dans des ports du Vietnam, Champa, Cambodge, Siam et l'archipel indonésien pour échanger des denrées dans les marchés locaux et avec les marchands chinois qui y commerçaient. Selon les estimations de l'historien japonais, Yoshiaki Ishizawa, il y avait entre 1617 et 1635 environ 71.000 Japonais partis à l'étranger sur les bateaux à sceau rouge.³ Outre ces marchands, il y avait aussi des samouraïs, des chrétiens expulsés du Japon et des pirates (plus sur les côtes chinoises et coréennes que sur celles de la péninsule indochinoise). Au début du XVII^e siècle, on estimait l'émigration japonaise à 3.000 colons à Luzon, 1.500 au Siam, 350 au Cambodge et 300 en Cochinchine. Bien que limitées en nombre, ces communautés marchandes servaient de relais importants par le biais desquels les souverains de la péninsule pouvaient se tenir au courant de la situation en Asie du Sud-Est, ainsi qu'au Japon. Installés dans des comptoirs de la côte du Vietnam actuel, comme Faifo (Hoi An aujourd'hui), plusieurs Japonais prirent des épouses vietnamiennes et certains avaient même pu épouser des princesses de la famille des

³ YOSHIKI ISHIZAWA, 'Les quartiers japonais dans l'Asie du Sud-Est au XVII^e siècle', in NGUYEN THE ANH et Alain FOREST, eds., *Guerre et paix en Asie du Sud-Est*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 87.

Nguyen. D'autres travaillèrent dans les armées des seigneurs du Tonkin et de la Cochinchine qui s'étaient souvent affrontées à l'époque.⁴

Sur ce dernier point, les guerriers japonais se déplaçant dans la région trouvaient souvent des emplois en tant qu'instructeurs militaires et parfois même en tant que chefs, commandant des armées péninsulaires. Ainsi, le célèbre Yamada Nagamasa dirigea-t-il un groupe d'environ 800 soldats japonais pour le compte de la cour d'Ayuthia au Siam au XVII^e siècle. Très disciplinés et formés aux techniques les plus modernes de la guerre, ces Japonais finirent par prendre en main brièvement l'armée siamoise.⁵ Bien que chassés du Siam ultérieurement, ces soldats japonais contribuèrent à l'introduction de nouvelles techniques guerrières en péninsule indochinoise. Ils continuèrent à faire leur apparition à divers moments de l'histoire.

Soldats étrangers et apports techniques dans l'Histoire

Ce sont donc les apports techniques et militaires continus de ces Japonais qui nous intéressent ici. A notre sens, la RDVN, tout comme des Etats européens bien avant elle, s'était tournée vers ces étrangers pour obtenir un savoir-faire technique et des officiers expérimentés qui lui faisaient encore défaut. En employant les Japonais au lendemain de la guerre du Pacifique, le nouvel Etat vietnamien voyait une solution à un problème militaire critique que ses structures étatiques et militaires n'étaient pas en mesure de résoudre seules. C'est ce qu'explique André Corvisier dans son *Dictionnaire d'art et d'histoire militaires* :

Le service militaire des étrangers revêt une grande importance par le nombre des hommes qui y ont participé et présente une variété considérable de cas. On y attache parfois l'idée péjorative de mercenariat, ce qui est souvent injustifié. Le service militaire étranger est suscité par l'inadéquation entre la vocation ou les possibilités militaires d'une population et les besoins militaires de l'Etat. Certains Etats ayant entretenu une armée supérieure en nombre aux possibilités humaines du pays, soit que manquât le nombre, la vocation ou la fidélité des populations, soit qu'ils aient eu le souci de ne pas nuire à la vie économique du pays, ont recouru systématiquement à l'emploi d'étrangers.⁶

Ce phénomène n'est évidemment pas spécifique au Vietnam ou à l'Asie. En Europe, il suffit de penser à la Garde Suisse ou encore au célèbre « bataillon de déserteurs » (*Freibataillonen französischen Deserteuren*) que Frédéric II incorpora dans l'armée

⁴ Francine HERAIL, et. al., *Histoire du Japon*, Le Coteau, Editions Horvath, 1990, pp. 65-67, 100, 324-26. et N. PERI, 'Essai sur les relations du Japon et de l'Indochine aux XVI^e et XVII^e siècles', *Bulletin de l'Ecole Française d'Extrême-Orient*, tome XXIII, (1923), pp. 64-67, 70-71, 96, 100.

⁵ Kauka LAITINEN, 'Yamada Nagamasa : A Japanese warrior in the service of the Ayudhya kingdom in the 17th Century', dans MARJA-LEENA, éd., *Southeast Asia : Contemporary perspectives*, Helsinki, Finnish Association of East Asian Studies, 1990, pp. 73-75.

⁶ André CORVISIER, *Dictionnaire d'art et d'histoire militaires*, Paris, Presses Universitaires de France, 1988, p. 294.

prussienne, constituée d'éléments de l'armée saxonne vaincue et de prisonniers français de 1756-1757.⁷ On peut même citer l'exemple de la célèbre « Légion étrangère », créée en France en 1831, pour donner des emplois à de nombreux réfugiés politiques de l'époque. Ses effectifs s'élevaient à 35.000 hommes en 1952, dont une grande partie allait être justement engagée en Indochine contre le Viet Minh.⁸ S'il serait assurément exagérer de parler à propos des Japonais déserteurs de la Seconde guerre mondiale d'une « Légion étrangère asiatique », ces exemples doivent nous rappeler que l'emploi de troupes étrangères dans la guerre par des Etats locaux s'apparente à un processus socio-historique plus large, à la fois dans le temps et dans l'espace, que sa séquence uniquement vietnamienne.

Avant d'aborder ce sujet au Vietnam, nous croyons devoir revenir rapidement sur la situation politico-stratégique très différente qui se développa au Nord et au Sud du Vietnam. Ainsi, nous essayerons de brosser un tableau des structures étatiques et militaires dans lesquelles beaucoup des alliés tardifs allaient s'insérer.⁹ Cette distinction est capitale, car la dissémination des Japonais au sein du Viet Minh variait géographiquement. Dans une deuxième partie, nous donnerons une idée plus précise du nombre de déserteurs passés au Vietnam, leur répartition géographique et les raisons ayant motivé leur choix. Sur cette base, dans un deuxième chapitre, nous examinerons de plus près les Japonais au service du Viet Minh et leurs apports techniques, militaires et économiques à l'Etat de la RDVN, avant de considérer la diminution sensible du nombre de Japonais dans le Viet Minh à partir de la fin des années 1940.

Le nouvel Etat vietnamien et les déserteurs japonais

C'est donc le 19 août 1945, au lendemain de la capitulation japonaise mais avant l'arrivée des Alliés que le front national représenté par le Viet Minh prit le pouvoir à Hanoi et les jours suivants dans la plupart des chefs-lieux de province au Centre et au Nord du Vietnam. Créé et dirigé par le Parti Communiste Indochinois (PCI), le Viet Minh installa de nombreux « Comités du peuple » à travers le pays. Déterminé à garder le pouvoir à tout prix, le PCI se mit à consolider son pouvoir interne, en interdisant ou en éliminant les partis nationalistes concurrents, en créant une toute puissante police et en mettant sur pied des groupes d'autodéfense (*tu ve*).

⁷ *Ibid.*, p. 296.

⁸ *Ibid.*, p. 296. Sur la Légion étrangère en Indochine, voir : Pierre MALANDRI, 'Le moral de la Légion étrangère dans la guerre d'Indochine', Paris, Mémoire de maîtrise d'Histoire, Université de Paris X, Nanterre, octobre 1995.

⁹ Ce résumé nous sera également utile dans notre étude des Huaqiao au service du Viet Minh dans la deuxième partie de cette section.

Dans le Sud, la situation révolutionnaire était plus compliquée. En effet, les dirigeants sudistes du PCI étaient relativement peu nombreux à la suite de la répression menée par la Sûreté française quelques années auparavant. Réunis à Saigon en 1945, ils restaient toutefois profondément divisés entre eux. En outre, les communistes étaient loin d'être les seuls nationalistes à revendiquer le pouvoir national et à chercher à se rallier les Japonais. De nombreux autres nationalistes non-communistes et religieux, tels que les Cao Dai et les Hoa Hao, en firent autant. Ainsi, les Cao Dai furent-ils bien encadrés et peut-être même armés par les Japonais vers la fin de la guerre. Cependant, le dirigeant communiste le plus connu du sud, Tran Van Giau, réussit à obtenir le 23 août une certaine union nationale très précaire, et à s'emparer de la sorte du pouvoir à Saigon au nom d'un « Comité de Résistance du Peuple » (*Uy Ban Khang Chien Nhan Dan*), qui allait finir par être subordonné au PCI à Hanoi avec l'arrivée des communistes du Nord. Mais comme Vo Van Duc, l'un des délégués spéciaux envoyé par Ho Chi Minh dans le Sud, l'expliquait en mars 1946 : tous ces groupements étaient « en rivalité perpétuelle et cela amène [à] des frictions regrettables ».¹⁰

La décision prise par les Alliés à Potsdam en juillet-août 1945 de confier le désarmement des Japonais au nord du 16^{ème} parallèle aux troupes de Chiang Kai-shek et au sud aux Britanniques, allait influencer de façon déterminante non seulement sur les différentes situations régionales, mais aussi sur la répartition géographique des désertions japonaises. A la fin de septembre, les troupes chinoises commençaient à arriver au Nord-Vietnam. Plus soucieux de leurs propres intérêts économiques et stratégiques, les commandants militaires chinois sur place étaient largement opposés au retour immédiat des troupes françaises en Indochine du Nord. C'est seulement après la conclusion en février et mars 1946 d'accords diplomatiques que les Chinois se décidèrent à quitter l'Indochine (leur départ ne devrait s'achever complètement qu'en septembre 1946). Vu du côté Viet Minh, la présence chinoise au Nord n'était pas forcément une mauvaise chose. Quels que pussent être les différends historiques entre Chinois et Vietnamiens, la présence chinoise au Nord-Vietnam permettait à la RDVN de 'respirer' - de consolider son Etat révolutionnaire, d'agrandir et d'améliorer son armée, et d'essayer de gagner des alliés tant en Asie qu'en Occident. Ainsi, d'août 1945 jusqu'au déclenchement de la guerre à Hanoi en décembre 1946, il était possible au gouvernement de

¹⁰ Voir le télégramme décrypté : 'Adressé à Président Ho par Vo Van Duc', daté du 29 mars 1946, dans CSTFEO, EM/2B, no. 2110/2, le 1 avril 1946, d. 128, CP, CAOM.

la RDVN au nord du 16^{ème} parallèle, de même qu'à ses délégués au Laos, de faire des recrues parmi les Japonais sans craindre une ingérence française directe.¹¹

La situation était tout autre en Indochine méridionale, la réoccupation s'y déroulant de façon entièrement différente. En effet, une fois sur place, les Anglais facilitèrent le retour des Français en Cochinchine. Le 23 septembre, un coup de force écarta le Viet Minh de Saigon, repoussant rapidement les communistes, les Hoa Hao et Cao Dai vers le Sud et le Sud-Ouest, au fur et à mesure que le Corps Expéditionnaire français reprenait les villes et les axes de communication. Placés désormais devant une véritable guerre dans le Sud, Vo Nguyen Giap et Ho Chi Minh décidèrent de remplacer Tran Van Giau par Nguyen Binh. Chargé de la zone VII (l'est du Nam Bo), Nguyen Binh prit très vite en main toute la direction militaire du Nam Bo et fut nommé général de division en 1948. Moins concerné que Giau par les applications théoriques du marxisme-léninisme dans les villes, Nguyen Binh travailla à la création d'une armée sudiste pour se battre contre le Corps Expéditionnaire. Tâche combien ardue : Nguyen Binh devait vite se rendre compte du besoin urgent d'instructeurs militaires. Ces derniers allaient s'avérer essentiels à la formation d'un corps d'officiers compétents dans l'art de la guerre, indispensables à la création, au déploiement et à la direction des premières unités de combat. Comme Vo Nguyen Giap dans le Nord, Nguyen Binh n'allait pas hésiter à recruter parmi des officiers japonais restés en Indochine pour servir comme instructeurs militaires, comme conseillers dans son Etat-Major et même comme ses gardes de corps.¹²

La situation militaire à laquelle était confrontée le Viet Minh

Il n'entre pas dans notre propos d'analyser ici en détail la naissance de l'armée vietnamienne, sujet déjà bien connu¹³, mais plutôt de résumer très rapidement l'état de l'armée vietnamienne au lendemain de la guerre du Pacifique afin de mieux déterminer les fonctions que les déserteurs japonais exercèrent au sein du Viet Minh.

L'« Armée populaire du Viet Nam » prit corps au début des années 1940, lorsque le Viet Minh mit sur pied ses premières unités de guérilla dans les montagnes situées à cheval sur la frontière sino-vietnamienne. Elle fut renforcée par les armes parachutées par les Américains

¹¹ Il y avait environ 3.000 Japonais dissidents dans la région de Xieng Khouang et Sam Neua. CTFEO, BCR, 'Les services spéciaux japonais et le problème japonais en Indochine', no. 7804/1000/B.2, daté du 30 décembre 1946, étude du Chef de bataillon BARADA, p. 138, c. 10H600 et aussi dans d. 118, c. 57, HCI, CAOM. Toutefois, cela ne veut pas dire qu'ils furent recrutés par les Vietnamiens ou Laotiens au Laos. Sur les déserteurs japonais dans le Lao Issara, voir le chapitre suivant.

¹² NGUYEN HUNG, *Nguyen Binh : Huyen thoi va su that* [Nguyen Binh : Mythe et Réalité], Hanoi, NXB Van Hoc, 1995, p. 191. On sait qu'un certain lieutenant « Goto » faisait partie de l'Etat-Major de Nguyen Binh en mars 1946. Mission de Contrôle de l'Armée Japonaise, no. 431/SDJ, le 14 août 1946, d. Affaires avec [les] Japonais, c. 10H4363, SHAT.

opérant dans le Sud de la Chine. Les officiers de renseignement américains (OSS) aidèrent même le Viet Minh à fonder une première école militaire, appelée l'« Ecole Politico-Militaire de Résistance contre les Japonais » (*Truong Quan-Chinh khang Nhat*). Celle-ci entraînait à l'été de 1945 « 200 cadres militaires ».¹⁴ En fait, cette résistance contre les Japonais était très limitée et le temps pour former des cadres et des officiers encore plus insuffisant. Une fois transférée à Hanoi, cette école militaire fut rebaptisée l'« Ecole Politico-Militaire du Viet-Nam » (*Truong Quan-Chinh Viet Nam*), tandis que l'« Armée de Libération Vietnamienne » (*Viet-Nam Giai Phong Quan*) devint l'« Armée de Défense nationale » (*Ve Quoc Doan*). En septembre 1945, il y avait environ 278 hommes formés dans cette école militaire.¹⁵

En 1945, l'Armée nationale vietnamienne se développa sous l'impulsion de Vo Nguyen Giap, à la tête de la Direction du Ministère de la Défense (*Bo Quoc Phong*), et celle de Hoang Van Thai, son chef d'Etat-Major (*Bo Tham Muu*). Quant aux effectifs, en janvier 1947, l'armée vietnamienne pouvait s'appuyer sur 2.000 guérilleros formés en Chine au début des années 1940, sur environ 4.000 ex-tirailleurs et scouts vietnamiens formés par les Japonais et/ou les Français, sur des soldats rapatriés de France en 1945-46¹⁶, et enfin sur des recrues prises parmi les diasporas vietnamiennes du Nord-Est de la Thaïlande et du Sud de la Chine. Au total, il y avait environ 28.000 hommes de troupes dans l'armée vietnamienne à la fin de l'année 1946. Un an plus tard, ce chiffre s'élevait à 40-45.000 hommes.¹⁷ Une histoire militaire récente donne le total de 85.000 hommes de troupes en octobre 1946.¹⁸ A cela, il faut ajouter de nombreux groupes de milice, en particulier les *tu ve* et les « Volontaires de la mort » (*doi cam tu*). Tant au Nord qu'au Sud, ces milices étaient mal encadrées mais profondément endoctrinées. En 1945-1946, elles constituaient une force militaire très

¹³ Greg LOCKHART, *Nation in arms : The origins of the people's army of Vietnam*, Sydney, Allen and Unwin, 1989.

¹⁴ Voir : *Chien khu*, collection de photos reproduite dans le numéro spécial, (le 25 novembre 1945), y compris les photos des officiers américains dans cette école militaire et leur parachutages d'armes au Viet Minh par avion.

¹⁵ Voir : *Chien Thang*, no. 612, (le 21 octobre 1945), p. 1 et 'Truong Quan-Chinh Viet-Nam bat dau khai-giang' [L'école politico-militaire commence ses nouveaux cours], *Cuu Quoc*, no. 43, (le 14 septembre 1945), p. 1. Nguyen Khac An, un ancien de l'Académie de Whampoa, était le directeur de cette école. *Cuu Quoc*, no. 58, (le 4 octobre 1945), p. 2.

¹⁶ 'Propagande dans la formation des tirailleurs vietnamiens en garnison à Carcassonne en 1945', dans HCFIC, no. 6525/Cabinet, le 11 août 1948, d. 716, c. 103, EA, MAE. Ces retournés furent rigoureusement triés. Le 1 octobre 1940, il y avait 19.338 tirailleurs indochinois en France. En 1949, on n'en comptait plus que 4.016. Durant cette période, 11.500 furent rapatriés, 1.187 moururent, 5.552 se réengagèrent dans les troupes coloniales, 849 désertèrent leurs rangs et 1.260 demandèrent leur levée de réquisition. 'Synthèse des questions indochinoises, Période du 15 novembre au 1 décembre 1949', le 5 décembre 1949, d. DFO-02, c. 103, EA, MAE.

¹⁷ CSTFEO, EM/2B, no. 4806, 'Note sur l'armée vietnamienne', le 10 octobre 1946, pp. 1-2, d. 9, c. 10H530, SHAT.

¹⁸ Bo Tong Tham Muu, *Lich su bo tong tham muu trong khang chien chong Phap (1945-1954)* [Histoire de l'Etat-Major général durant la résistance contre la France, (1945-1954)], Hanoi, NXBQDND, 1991, p. 97.

importante pour le Viet Minh, en attendant de pouvoir mettre sur pied une armée régulière au vrai sens du terme.¹⁹

Or, en dépit des efforts notables faits par les Vietnamiens pour développer leur armée au sens classique du mot, en 1945-46 celle-ci était encore loin d'être préparée pour se battre contre les divisions du général Leclerc. C'est un fait reconnu depuis deux décennies par les militaires vietnamiens directement impliqués dans les événements de l'époque.²⁰ Leurs armes étaient très hétéroclites et manquaient de pièces de rechange, leurs officiers avaient peu d'expérience du combat dur et leurs troupes étaient mal encadrées. Ne confondons donc pas 1945 avec 1954 (et surtout pas 1975). C'est dans cette situation politique et militaire extrêmement complexe que nos déserteurs japonais allaient prendre le maquis à la fin de 1945.

Quant aux Vietnamiens opposés au rétablissement de la présence française, ils voyaient dans les déserteurs japonais des guerriers très expérimentés et des techniciens militaires et économiques des plus 'modernes'. Quelles que fussent les contradictions inhérentes à la propagande anti-occidentale des Japonais et la violence de leurs propres ambitions impérialistes pendant la première moitié du siècle, leur discours pro-asiatique et la puissance technique de leur armée, aussi bien que sa discipline et son fanatisme devenus légendaires, provoquaient l'admiration des Vietnamiens, des Indonésiens et des Chinois tout confondus.²¹ Depuis leur victoire sur les Russes en 1905, les Japonais et leurs valeurs militaires avaient effectivement focalisé l'attention de nombreux nationalistes vietnamiens (et asiatiques). Le célèbre anticolonialiste, Phan Boi Chau, lança vers 1905 le mouvement *Dong Du* [Voyage vers l'Orient] en envoyant des centaines d'étudiants au Japon pour subir une formation essentiellement militaire dans les écoles de guerre japonaises. En 1908, suite à l'échec d'une révolte anti-française au Vietnam, un jeune tonkinois du nom de Tran Dong Phong se suicida même à la japonaise dans une pagode de Tokyo, où il fut enterré et honoré par des officiers japonais.²²

Quand Nguyen Binh alla rencontrer Ho Chi Minh pour la première fois à Hanoi après la Révolution d'août, il choisit de mettre des bottes japonaises et de porter une épée et une arme

¹⁹ A la veille du déclenchement de la guerre au Nord Vietnam en 1946, les milices étaient estimées à 8.000 individus à Hanoi. VUONG THUA VU, *Truong thanh trong chien dau : Hoi ky* [Mûri dans la lutte : Mémoires], Hanoi, NXBQDND, 1979, p. 93. Les Français donnèrent le chiffre de 10.000. 'Note sur l'Armée du Vietnam', pp. 1-2,

²⁰ VUONG THUA VU, *Truong thanh*, pp. 85-86.

²¹ GILLIN et ETTER, 'Staying On', pp. 497-518 et TAKAO FUSAYAMA, *A Japanese memoir of Sumatra 1945-46: Love and hatred in the liberation war*, Ithaca, Cornell Modern Indonesia Project, 1993.

²² Le procureur général, 'Gabriel Michel à GGIC', le 28 avril 1919, p. 10, d. 28 (2), c. 8, NF/IC, CAOM.

à feu de même provenance.²³ Quant au recrutement des déserteurs japonais, un chef militaire du Sud justifia la politique vietnamienne en la comparant à celle des Indonésiens se battant contre les Hollandais. Il la résuma en ces termes à Nguyen Binh à la fin de 1945 : « Nous devons nous baser sur l'exemple de MM. Sutan Sjahhir et Soekarno aux Indes néerlandaises[,] qui ont employé les combattants japonais pour semer la panique dans les rangs de l'armée anglo-indienne ».²⁴ Il n'est donc pas surprenant que la RDVN encourageât les Japonais à se rallier au Viet Minh, même très tardivement. « Aux Soldats Japonais », c'est ainsi que commence un tract du gouvernement vietnamien en 1946 :

C'est un ami de la même race qui vous parle, non seulement pour nos intérêts mais aussi pour les vôtres. Nous nous souvenons bien qu'il y a quelques mois encore vous nous avez souvent montré l'exemple de la bravoure, vous avez remédié à nos malades et vous nous faites entendre les chants de guerriers [...] Quoique nous vivions actuellement sous le régime du gouvernement républicain démocratique [du Viet Nam], nous ne pouvons nous empêcher de nous lier à votre sentiment loyal et patriotique qui vous mène à combattre et à mourir au champ de bataille pour la liberté de la patrie et du souverain [...] A cause de qui se battent-ils ? N'est-ce pas la cause des ennemis anglais et français qui piétinent notre pays natal [...] Nous savons que vous avez piloté de superbes avions, des pilotes se sont précipités avec leur appareil sur les bateaux ennemis, nous avons également appris que vous vous ouvriez le ventre pour [vous] suicider lorsque vous perdiez la bataille ou pour une question d'honneur.²⁵

Tournons-nous maintenant vers nos déserteurs japonais, pour essayer d'abord de déterminer leurs nombres, leurs motifs et la nature de leur répartition au Nord et Sud, avant d'aborder leurs rôles au sein du Viet Minh.

Les déserteurs japonais passés au Viet Minh

Pendant la première moitié du XXe siècle, l'expansion japonaise en Asie était remarquable. Si son maintien exigea la mobilisation de dizaines de milliers d'hommes jusqu'en 1945, le rapatriement des troupes et civils au Japon après la guerre posa des problèmes de logistique encore plus redoutables. Après tout, l'ancienne Indochine française n'était évidemment pas la seule possession à être occupée par les forces japonaises. Presque toute l'Asie du Sud-Est et une bonne partie de la Chine se trouvaient dans la même situation. Selon les sources militaires américaines de l'époque²⁶, il y avait au lendemain de la capitulation japonaise environ 1.5 million de soldats japonais déployés en Asie du Sud-Est, qui englobait alors la Birmanie, l'Indochine française, la Thaïlande, la Malaisie, les îles

²³ NGUYEN HUNG, *Nguyen Binh*, pp. 87-88.

²⁴ Traduction du document : 'Garde Nationale, VIIe Zone Militaire, Chi Doi 4, Huynh Van Tri à Nguyen Binh', no. 402-T.M., le 11 décembre 1946, dans c. 10H3827, SHAT et d. 3, c. 10H602, SHAT. Ce document confirme que des Japonais s'étaient battus et étaient morts dans les batailles de Lang Son et de Haiphong en 1946.

²⁵ Tract traduit dans 'Les services spéciaux japonais et le problème japonais en Indochine', pp. 179-80. Nous avons trouvé la version vietnamienne dans d. 118, c. 57, fonds HCI, CAOM, intitulé 'Hoi binh si Nhut' Chanh', s.d., mais sûrement début janvier 1946.

Andamans et Sumatra.²⁷ Si l'on ajoute les civils, en août 1945 les forces alliées durent faire face au rapatriement de 6.607.150 nationaux japonais dans toute l'Asie.²⁸ Pour l'Indochine, un rapport estimait le nombre de Japonais au 15 août 1945 à 33.546 en Indochine au nord du 16^{ème} parallèle et 71.211 dans le Sud, soit 104.757 au total.²⁹

En ce qui concerne les désertions japonaises, il est difficile de donner des relevés précis pour l'Asie du Sud-Est, en raison des circonstances chaotiques de la défaite nippone et du fait que les chiffres alliés ne couvraient que les régions occupées par les Anglais.³⁰ Selon les estimations du « Supreme Allied Commander », au 30 mars 1946, il y avait dans le Sud de l'Indochine, parmi les « dead, deserted or missing » : 731 soldats dans l'armée de terre, 76 civils attachés à l'armée ; 59 dans la marine ; 61 civils attachés à la marine, soit au total 927 hommes.³¹ Pour le Siam, on estimait qu'il y avait environ 220 « dead, deserted or missing » ; pour la Birmanie, 148 ; pour la Malaisie, 521 ; pour Sumatra, 527 ; pour Java, 636 ; pour Bali, 25 ; et pour la partie britannique de Bornéo, 1.663. Au total pour toute l'Asie du Sud-Est (où les troupes japonaises étaient désarmées par les Anglais), les Alliés donnèrent le chiffre de 10.275 parmi les « dead, deserted or missing ».³² Précisons que ce n'était pas tous des déserteurs.

Pourtant, des désertions se produisirent dans toute l'Asie. Chiang Kai-shek et Mao Zedong recrutèrent des déserteurs japonais pour les employer comme techniciens et comme officiers dans leurs armées.³³ Un communiste chinois se déplaçant à travers la péninsule indochinoise en 1948 révéla qu'il y avait « beaucoup de Japonais » en Thaïlande, autorisés « officiellement » à y résider.³⁴ Une situation semblable existait dans l'archipel insulindien : un officier japonais stationné en Indonésie pendant la guerre révéla dans ses souvenirs qu'il y avait environ 1.700 déserteurs japonais en Indonésie après la capitulation japonaise.³⁵ Bien que ce chiffre nous semble exagéré, on peut néanmoins constater que ce phénomène était

²⁶ Selon les chiffres données par les Japonais eux-mêmes.

²⁷ 'Final report : Progress of demobilization of the Japanese armed forces, 31 December 1946, By Command of General MacArthur by Paul J. Mueller, Major General, GSC, Chief of Staff', WO208/3903, PRO.

²⁸ United Kingdom, Liaison Mission in Japan, 'To the Director of Military Intelligence, War Office,' le 3 juin 1948, d. Japanese, Rapatriation, WO208/3909, PRO.

²⁹ 'Draft for bulletin, Confidential, Japanese strength, French Indochina', s.d., mais sans doute mi-août 1945, WO208/671, PRO.

³⁰ Ce qui excluait l'Indochine du Nord.

³¹ Intelligence Division, Headquarters, Supreme Allied Commander, South East Asia, 'Japanese demobilisation report no. 7', daté du 30 mars 1946, p. 5, WO203/4940, PRO.

³² *Ibid.*, p. 4.

³³ 'Report no. 5425, China', le 3 août 1948, 'Military/Japanese Serving with the Chinese Communist Forces in Manchuria, May 1948', WO208/4782, PRO et GILLIN et ETTER, 'Staying On', pp. 505-515.

³⁴ 'Rapport complémentaire : nouvelle phase de recherche', no. 512/Z, Chinois no. 57, le 18 juillet 1948, p. 2, d. Chinois, c. 10H4363, SHAT. Ce Chinois avait rencontré plusieurs déserteurs japonais en Thaïlande. Sur d'autres Japonais restés en Thaïlande, voir l'Interrogatoire [de] Suriya Ebata', appendice D, d. Interrogatoire de Suriya Ebata, c. 10H698, SHAT.

généralisé. A travers toute l'Asie donc, ces hommes erraient clandestinement, tirant le diable par la queue.³⁶ Vers le début de 1948, une dizaine de Japonais quittèrent la Thaïlande pour se mettre au service du Viet Minh du Nam Bo. Ils tentèrent de s'échapper peu après.³⁷ Il s'agissait donc de mouvements très fluides, difficile à suivre et presque impossible à chiffrer d'une façon fiable. N'exagérons pas non plus : toute l'armée japonaise ne déserta pas. C'est tout le contraire. Mais c'est cette minorité qui nous intéresse ici.

Transfuges en Indochine du Nord

Déserteur s'avérait plus facile pour les Japonais stationnés au nord du 16^{ème} parallèle que pour ceux de la partie méridionale de l'Indochine. Si la France avait pu se réinstaller presque immédiatement dans le Sud, la présence des troupes chinoises et ensuite les accords du 6 mars 1946 conclus à Hanoi autorisèrent seulement le cantonnement de quelques 15.000 soldats français au Nord-Vietnam. Par ailleurs, les Chinois, eux-mêmes désireux de recruter des Japonais pour leur propre compte, n'exercèrent pas un contrôle aussi sévère que celui appliqué par les Anglais.³⁸ Bien que les Japonais fussent théoriquement confinés dans des lieux bien précis, dans la pratique ils pouvaient se déplacer assez facilement, quittant les camps de détention le matin pour y retourner le soir.³⁹ Les Chinois avaient 'interné' les Japonais dans certaines régions : environ 20.000 à Quang Yen/Yen Lap, 5.000 à Da Nang, environ un millier à Thai Nguyen, 2 ou 3.000 à Hung Yen, 3.000 près de Nam Dinh, et 3.500 à Hanoi.⁴⁰ Finalement, la présence des Chinois et leur refus de renverser la RDVN avaient permis au Viet Minh de recruter parmi ces Japonais sans craindre l'intervention directe des Français.

Cela ne devait changer qu'après les accords du 6 mars 1946, lorsque les Français commencèrent leurs premières tentatives de récupération, qui allait s'accélérer davantage avec le départ final des forces chinoises en septembre 1946. En fait, dans ces accords un paragraphe prévoyait apparemment le règlement du sort des ressortissants japonais, qui

³⁵ TAKAO FUSAYAMA, *A Japanese Memoir of Sumatra 1945-46*, p. 102.

³⁶ Voir : MICHIO TAKEYAMA, *Harp of Burma*, traduit en anglais par Howard Hibbet, Rutland, Etats-Unis, Charles E. Tuttle, Co., 28^{ème} éd., 1999.

³⁷ SDJ no. 115, DJ no. 39, 'Objet : 9^{ème} rapport de l'opération C', le 10 février 1948, d. Renseignements, c. 10H4363, SHAT.

³⁸ A la fin de 1945, un détachement français intercepta en territoire chinois des déserteurs japonais sous les ordres d'un officier chinois. Ils avaient été 'recrutés' à Mongtzeu. CSFFEO, EM/2B, no. 695/2, 'Fiche de renseignements', le 12 décembre 1945, d. 601 à 799, c. 10H528, SHAT.

³⁹ La Sûreté française prétendait qu'environ 3.000 Japonais s'étaient évadés ainsi avant le 6 mars. Beaucoup d'entre eux y retournèrent plus tard. 'Rapport de la Sûreté au sujet des répercussions des accords du 6 mars 1946', no. 1713, le 17 mars 1946, d. 130, CP, CAOM. Encore une fois, on voit ressortir l'inexactitude des chiffres.

devait mettre fin à la liberté d'action des Japonais en Indochine du Nord.⁴¹ Cette politique française d'une part, et le départ des Chinois d'autre part, ne manquèrent pas d'inquiéter les Japonais encore sur place, menacés désormais d'être arrêtés, rapatriés ou jugés comme criminels de guerre sinon pire.⁴² D'ailleurs, en avril 1946, le « Joint Chiefs of Staff » américain se mit d'accord sur le fait que le rapatriement des Japonais dans toute l'Indochine incombât désormais aux Français.⁴³ Devant une telle situation, plusieurs dizaines de Japonais préférèrent se rendre en Chine au printemps de 1946, souvent pour se faire 'nouveaux' membres de l'armée du Guomindang.⁴⁴

La clause concernant le retour des Japonais mentionnée dans les Accords du 6 mars 1946 posait un problème pour le Viet Minh. Pour pouvoir garder les Japonais, deux choix s'offrirent à la RDVN : les cacher soigneusement aux recherches alliées, ou changer leur statut juridique pour qu'ils deviennent des citoyens vietnamiens. Le 7 avril 1946, le Ministère de l'Intérieur souligna l'importance qu'il y avait à dissimuler immédiatement tous les combattants étrangers dans les rangs du Viet Minh, car la révélation de leur présence « pourrait entraver sérieusement la cessation des hostilités sur tous les fronts de Cochinchine », en donnant une excuse aux Français pour agir.⁴⁵ Juridiquement, la RDVN modifia le statut des étrangers japonais dans ses rangs, en les transformant en « nouveaux vietnamiens » (*Viet Nam Moi*). Le gouvernement tenta ainsi de camoufler ces Japonais (ainsi que les déserteurs européens). Un tel statut juridique devait rendre plus difficile leur localisation et leur extraction par les Français et l'armée japonaise. En tout cas, dans un document censé être détruit après lecture, le gouvernement demanda « la plus grande

⁴⁰ CSTFEO, EM/2B, no. 1530/2, 'Note sur les Japonais au Tonkin', le 21 février 1946, p. 1, c. 10H4309, SHAT ; 'Activité Viet Minh', d. janvier 1946, c. 10H600, SHAT ; et CSTFEO, CTCICN, EM/2B, no. 265/2B, 'Note sur la situation et les activités japonaises au Tonkin', le 8 février 1946, d. 3B, c. 10H2511, SHAT.

⁴¹ Nous n'avons pas pu trouver cette clause dans les accords du 6 mars. Le colonel Crépin signalait en août 1946 que l'une des violations importantes des accords franco-vietnamiens était celle de l'utilisation des Japonais. Il est donc possible que cette mention avait été faite dans l'accord militaire du 3 avril. 'Crépin à Haussaire', no. 692/DC, Hanoi, le 9 août 1946, d. 130, CP, CAOM. Cependant, dans le *modus-vivendi* signé par Ho Chi Minh le 14 septembre 1946, le paragraphe f de l'article IV stipule que « le gouvernement français et le gouvernement de la République démocratique du Viet Nam collaboreront pour la mise hors d'état de nuire des ressortissants des puissances ex-ennemies ». 'Constitution d'un dossier relatif à la collusion nippon-Viet Minh', le 5 février 1947, d. 247, CP, CAOM. Le Haut-Commissariat concède que le Corps expéditionnaire employait des soldats germaniques.

⁴² 'Le problème japonais en Indochine', p. 140. Une source française signale que depuis la prise en charge des Japonais par les Français en mars 1946, 213 déserteurs japonais furent récupérés ou tués en bataille. Peu après, en se basant sur des listes de déserteurs, on les chiffrait à 750, ajoutant que 300 avaient dû passer au Siam ou en Indochine du Nord. TFEQ, EM/2B, no. 2139.L, 'Mission de Contrôle des troupes japonaises : Rapport d'activité du 15 mars au 15 avril 1946', pp. 1-2, d. Affaires avec les Japonais, 1^{er} et 2^{ème} trimestres, c. 10H4363, SHAT.

⁴³ 'Telegram from Department of State to AmEmbassy, Paris', le 12 avril 1946, 851G.00/12446, ANEU.

⁴⁴ 'Le problème japonais en Indochine', p. 140. Ce fut le cas du colonel Masanobu Tsuji, recherché comme criminel de guerre notoire par les Alliés. Il se rendit en Chine et se mit au service des nationalistes dans la lutte contre les communistes et surtout pour échapper aux recherches anglo-saxonnes. Ian WARD, *The killer they called a god*, Singapour, Media Masters, 1993, 2^{ème} éd., pp. 260-261, 268-272.

⁴⁵ Voir le télégramme décrypté : 'Adressé à VMA2 et VMA3 par Ministère de l'Intérieur', daté du 7 avril 1946, dans sous-dossier Télégrammes décryptés, d. 128, CP, CAOM.

prudence » dans l'emploi « des nouveaux naturalisés à la suite de la nouvelle convention franco-vietnamienne ». ⁴⁶ Il ne fallait pas donner aux Français « la preuve que nous les employons dans nos rangs ». Il fallait simultanément faire le tri entre les Japonais « indispensables » et « non-indispensables », ces derniers devant être envoyés immédiatement à la campagne. ⁴⁷ Sur le plan juridique et diplomatique, les Vietnamiens se réservèrent le droit de mener leur propre politique concernant la rapatriement des déserteurs japonais. ⁴⁸

Mais combien de Japonais se trouvaient-ils réellement avec le Viet Minh au Nord ? Au moment de la capitulation japonaise, on estimait à environ 97.000 les militaires et civils nippons stationnés en Indochine. ⁴⁹ D'après les sources japonaises et américaines, on estimait que vers fin septembre ou octobre 1945, il y avait 30.000 militaires et 1.500 civils au Tonkin et 18.000 militaires et 500 civils en Annam au nord du 16^{ème} parallèle, soit au total : 48.000 militaires et 2.000 civils. ⁵⁰ Selon une source américaine, 30.500 Japonais auraient quitté le Tonkin par le port de Haiphong le 29 avril 1946 ; 1.500 civils auraient été évacués vers le Japon ; et 3.000 autres se seraient réfugiés clandestinement dans l'île de Hainan, ce qui laissait à penser qu'environ 15.000 Japonais étaient demeurés en Indochine du Nord dans une position « indéterminée » (mais pas forcément comme déserteurs) à la fin de décembre 1946. ⁵¹ On ne doit pas oublier cependant que tous ces chiffres sont approximatifs. ⁵²

En ce qui concerne les déserteurs à proprement parler, les sources sont encore contradictoires. En 1946 un rapport militaire japonais faisait état en 1946 de 800 déserteurs. ⁵³ Une autre source japonaise fait état de 348 déserteurs en Indochine du Nord après la Seconde Guerre Mondiale. ⁵⁴ Une analyse basée sur des documents Viet Minh saisis et les déclarations de transfuges japonais ralliés, permit à une commission française d'estimer leur nombre en

⁴⁶ Voir le télégramme décrypté « Télégramme no. 7 », dans 'Les services spéciaux japonais', p. 183.

⁴⁷ Télégrammes de la RDVN décryptés dans 'Étude des services spéciaux japonais', pp. 181-82. Voir en particulier télégrammes nos. 1, 2, 3, 5 et 7 et CFEO, EM, Mission de Contrôle de l'Armée japonaise, 'Fiche de renseignements : Déserteurs japonais', le 8 octobre 1946, source : Emissaire japonais de la SDJ, d. Renseignements, c. 10H4363, SHAT.

⁴⁸ 'Bangkok to Secretary of State', le 19 avril 1947, 851G.00/4-1747, ANEU, faisant état d'une lettre de la RDVN adressée au général MacArthur.

⁴⁹ Présidence du Conseil, EMDN, 2^{ème} Section, no. 958/DN/2, 'Les Japonais en Indochine', le 27 février 1947, p. 1, d. 6, c. 4Q43, SHAT. Une source militaire japonaise donne le chiffre de 99.284 pour la 38^{ème} Armée. KIYOKO KURUSU NITZ, 'Independence without nationalists ? The Japanese and Vietnamese nationalism during the Japanese period, 1940-45', *Journal of Southeast Asian Studies*, vol. XV, no. 1, (mars 1984), p. 130.

⁵⁰ 'Le problème japonais en Indochine', p. 138.

⁵¹ *Ibid.*, pp. 138-39 et 'Hanoi to Secretary of State', le 18 avril 1946, 851G.00/4-1846, ANEU. Au Tonkin, ils étaient concentrés à Cat Ba, Van Ly, Thai Nguyen, Phuc Yen, Hoa Binh, Dong Trieu et Hanoi.

⁵² HCFIC, AP, 'Éléments japonais demeurés en Indochine', no. 865/CP/Sat, le 11 juin 1948, d. 375, c. 121, HCI, CAOM.

⁵³ *Association du Vietnam au Japon*, no. 4, (1976), traduit du japonais par Kyoichi Tachikawa.

⁵⁴ Quartier général de la 38^{ème} Armée, 'Jokyo hokoku (Hokubu Futsuin)' [Rapport sur la situation : L'Indochine du Nord], daté du 30 avril 1946, Bibliothèque de l'Institut National des Etudes Militaires, Japon. Nous tenons à remercier Kyoichi Tachikawa pour ce document et sa traduction.

décembre 1946 à environ 4.000 au Vietnam au-dessus du 16^{ème} parallèle.⁵⁵ Une autre source fait aussi état de 4.000 déserteurs au Tonkin et 500 au Centre Vietnam.⁵⁶ Ces chiffres se recoupant nous semblent proches de la vérité, mais sans doute représentent-ils un maximum absolu qui n'allait pas cesser de diminuer ultérieurement en raison des ralliements, des disparitions, des décès au combat⁵⁷, des maladies et, beaucoup plus rarement, des suicides. Démoralisés par les conditions de guerre dans les camps Viet Minh et épuisés par un traitement parfois très dur, plusieurs Japonais allaient quitter le Viet Minh pour rentrer chez eux. D'autres, déçus par le bas niveau des troupes du Viet Minh, l'abandonnèrent également. En avril-septembre 1946, ayant remis les pieds militairement au nord, les Français mirent en place la « Mission Tokio », dont le but était de récupérer les déserteurs japonais en Indochine du Nord (voir aussi le chapitre suivant). Or, les retours en zone française étaient limités pendant cette période, par suite de l'étroite surveillance policière vietnamienne. Même plus tard, lorsque le fameux colonel Saito arriva dans le Nord pour effectuer des recherches de déserteurs, action qu'il avait si bien réussie dans le Sud, il se heurta à une surveillance Viet Minh efficace.⁵⁸ Finalement, le Viet Minh cacha ou fit exécuter parfois des déserteurs japonais (et européens) devenus suspects ou qui en savaient trop pour que la possibilité pût leur être laissée de faire des révélations aux services de renseignements étrangers.⁵⁹

Le problème pour l'historien réside dans la difficulté d'établir un recensement précis du nombre des déserteurs véritablement passés au service du Viet Minh. En l'occurrence, sur les 4.000 déserteurs attestés au Nord au lendemain de la guerre du Pacifique, il faut raisonnablement estimer à 2.000 au maximum le nombre total des Japonais effectivement employés dans les rangs du Viet Minh entre 1945 et 1948. Au fil des années, ce recrutement allait tourner à la baisse, se chiffrant, croyons-nous, à environ 500 en 1950.

⁵⁵ Fiche no. 7, dans CSTFEO, EM/2B, no. 2818/2, 'Valluy, Commandant Supérieur des TFEO, à HCFIC', le 10 juillet 1947, signé VALLUY, d. 3, c. 10H602, SHAT.

⁵⁶ Présidence du Conseil, 'Les Japonais en Indochine'.

⁵⁷ Le CSFFEO estima en janvier 1946 qu'environ 3.000 « au moins ont été tués au cours des opérations ». CSFFEO, EM/2B, 'Fiche sur les activités japonaises', le 14 janvier 1946, d. 1048 à 1600, c. 10H528, SHAT.

⁵⁸ Uy Ban Khang Chien Hanh Chinh Nam Bo, So Cong An Nam bo, 'Hoat dong cua gian diep [Saito] cua nguoi Nhut o Viet Nam' [Activités de l'espion japonais [Saito] au Vietnam], no. 135-A-2, daté du 5 février 1950, d. 4-D-IV, c. 10H4356, SHAT et CTFIN, EM/2B, 'Note au sujet de Saito, Mission J', no. 4732/2, le 19 octobre 1948, d. Japonais, 1946-1954, c. 10H2959, SHAT.

⁵⁹ Quan Doi Quoc Gia Viet Nam, khu IX, so. A-59/T.N., 'Tap Na', daté du 24 novembre 1948, signé de [x, nom supprimé par l'auteur, CEG], d. Japonais, 1948, c. 10H4363, SHAT ; Ve Quoc Doan Viet Nam, Garde nationale de la zone 8, no. 58/KB, 'Le commandant de la zone VIII au CRA et Service de Sûreté du Nam Bo', signé de [x, nom supprimé par CEG], commissaire politique, daté du 20 janvier 1948 et Extrait et traduction d'une circulaire de la RDVN publiée dans *Chien Dau* [La Lutte], daté du 19 juin 1948, valeur : A/1, tous les deux dans d. D414, c. 90, EA, MAE ; SDJ, no. 75, DJ no. 29, le 25 janvier 1948, 'Objet : 8e rapport de l'opération C', d. renseignements, c. 10H4363, SHAT ; et l'ordre de Nguyen Binh au sujet des retours, traduit dans d. 1249, c. 138-139, NF/IC, CAOM.

Déserteurs en Indochine du Sud

Il y eut moins de déserteurs en Indochine méridionale. Au sud du 16^{ème} parallèle, on estimait qu'au moment de la capitulation japonaise il y avait environ 68.000 hommes de troupes japonais, et 3.000 civils.⁶⁰ Environ 20.000 Japonais furent rapatriés par le Cap St. Jacques en avril 1946 et le reste dans les mois suivants. Les défections eurent lieu juste après la capitulation japonaise. Devant l'imminence de l'occupation des Alliés, beaucoup de Japonais, inquiets pour leur sort, disparurent sans attendre de découvrir la politique anglaise, surtout les criminels de guerre. Au début de 1946, le Haut Commandement japonais donnait le chiffre « officiel » de 620 déserteurs pour l'Indochine du Sud, ce qu'un observateur militaire français considérait comme « bien en dessous de la vérité ».⁶¹ Une synthèse française sur cette question, effectuée en fin 1946, estimait qu'il y avait environ 1.000 Japonais qui désertèrent au lendemain de la capitulation dans le Sud, dont environ 560 s'étaient éparpillés dans les provinces méridionales.⁶² Cette recherche concluait que le « chiffre initial d'un millier de déserteurs pour la Cochinchine, le Cambodge et le Sud Annam semble assez près de la vérité ».⁶³ Ce chiffre est sans doute fondé sur l'estimation du Supreme Allied Commander faisant état au 30 mars 1946 dans le Sud de l'Indochine de 927 parmi les « dead, deserted or missing » (voir *supra*).⁶⁴

Se basant sur des documents saisis et sur le nombre des ralliés, la Mission de Contrôle de l'Armée japonaise relevait à ce moment environ 600 déserteurs dans les principales unités du Viet Minh au sud du Vietnam.⁶⁵ Ces chiffres allaient être largement corroborés en mars 1948, lorsqu'un agent du colonel Saito rapporta qu'il avait appris lors d'une discussion avec les « Chefs de l'Etat Major des 8^{ème} et 9^{ème} zones » qu'il y avait de 100 à 200 Japonais dans la 8^{ème} zone, à peu près 100 dans la 9^{ème}, et « pas mal de déserteurs japonais dans la Plaine de Joncs » de la 7^{ème} zone, ce qui donne un nombre total d'environ 300 ou 400 transfuges.⁶⁶

Ce dénombrement doit être revu à la baisse avec la restauration de la présence française. En Indochine du Sud, à la différence du Nord, les Français purent s'attaquer au 'problème japonais' beaucoup plus tôt. Au début de novembre 1945 et à la fin d'avril 1946, 250.000

⁶⁰ Mission de Contrôle de l'Armée Japonaise, no. 4279/SDJ, 'Le problème des déserteurs japonais en Indochine du sud', le 7 août 1946, p. 2, d. Mission de récupération, c. 10H4363, SHAT.

⁶¹ CSTFEO, EM/2B, no. 1895/2, Saigon, le 22 mars 1946, 'Activités japonaises', d. mars 1946, c. 10H600, SHAT.

⁶² 'Le problème des déserteurs japonais en Indochine du Sud', Saigon, le 7 août 1946, p. 2 et 'Le problème japonais en Indochine', p. 136.

⁶³ 'Le problème des déserteurs japonais en Indochine du Sud', p. 2.

⁶⁴ 'Japanese Demobilisation Report no. 7', p. 5. Or, il ne semble pas que le dénombrement de déserteurs japonais ait jamais été véritablement effectué, comme ce n'aurait pas été une opération facile. 'Elements japonais demeurés en Indochine'.

⁶⁵ CSFTEO, EM, Mission de Contrôle de l'Armée Japonaise, no. 4592/SDJ, 'FR no. 37, Déserteurs japonais dans les bandes rebelles', le 24 septembre 1946, d. Renseignements, c. 10H4363, SHAT.

tracts rédigés en japonais avaient été lancés en zone Viet Minh et 180.000 distribués par des unités japonaises. Jusqu'au 22 avril 1946, les recherches des déserteurs japonais furent laissées aux autorités japonaises : 168 déserteurs rentrèrent avant cette date, dont 84 grâce à ces équipes japonaises de recherche, 40 rejoignirent de leur propre chef leurs unités et 44 furent fait prisonniers par les forces françaises. A partir du 22 avril, une recherche plus méthodique fut élaborée sous la direction de la « Mission de Contrôle de l'Armée Japonaise » à Saigon. Cette Mission comprenait 200 officiers et hommes de troupes envoyés en détachement à la recherche des déserteurs. Mais ils n'en récupérèrent que 10.⁶⁷ Suite à cet échec, un Service de Contrôle des Déserteurs Japonais (S.D.J.) sous la direction d'un officier français parlant couramment le japonais fut créée à partir du milieu de juillet. Après la mort de cet officier français, le colonel Saito, officier de l'ancien Etat Major de la 55^{ème} Division en Birmanie et qui avait été formé dans les écoles japonaises de renseignements les plus secrètes, prit en main les recherches au Nam Bo en collaboration avec le Deuxième Bureau (TFIS).⁶⁸ Jusqu'en 1948, le colonel Saito fit rentrer environ 350 déserteurs japonais en Indochine du Sud. En raison de ce succès, il fut envoyé au Nord pour tenter de monter une opération semblable, mais avec beaucoup moins de réussite.⁶⁹

Cet exposé de chiffres peut paraître fastidieuse et il l'est. Nous croyons cependant qu'il est indispensable d'avoir une idée aussi précise que possible sur le nombre de déserteurs japonais réellement ralliés aux Vietnamiens. En prenant en compte toute la documentation qui nous est actuellement disponible, et à défaut d'autres sources plus fiables, il nous semble permis de dire qu'il y avait environ 5 à 600 déserteurs au Sud à la fin de l'année 1946. Si l'on tient compte du succès de Saito en 1948, il ne pouvait y avoir plus de 300 déserteurs dans le Nam Bo après 1948.⁷⁰ Considérés avec les 2.000 ralliés au Viet Minh au Nord, il nous est très difficile de croire qu'il y avait plus de 2.500 déserteurs au service de la RDVN dans toute l'Indochine orientale à la fin de 1946. Ce dernier chiffre doit être considéré comme un maximum, qui doit encore être revu à la baisse pour la période suivante.

Motifs des désertions japonaises

⁶⁶ SDJ, no. 187, DJ no. 54, le 26 mars 1948, d. Renseignements, c. 10H4363, SHAT.

⁶⁷ 'Le problème japonais en Indochine', pp. 142-44.

⁶⁸ *Ibid.*, pp. 142-44.

⁶⁹ 'Note au sujet de Saito, Mission J', no. 4732/2, Hanoi, le 19 octobre 1948, p. 1.

⁷⁰ En septembre 1948, le General Headquarters of the Supreme Allied Commander au Japon fit savoir que selon un recensement de la « Demobilisation Bureau » du gouvernement japonais, il y avait 540 soldats japonais présents en Indochine en août 1945 qui n'étaient pas encore rentrés au Japon au 31 août 1948. Parmi eux, 236 étaient censés avoir été incarcérés par les Français sous la charge de crime de guerre. Le reste était considéré « mort ou disparu ». General

On aurait tout à fait tort de croire que les simples soldats japonais qui passèrent du côté du Viet Minh, ou mêmes des Indonésiens, le firent tous pour des motivations 'pro-asiatiques' ou 'anti-occidentales'. Celles-ci comptaient bien sûr, nous le verrons. Mais très souvent, ceux qui désertèrent avaient tout simplement peur d'être arrêtés par les alliés, jugés comme des criminels de guerre et exécutés. Ce fut surtout le cas dans l'Indochine du Sud, où la réoccupation rapide par les troupes anglo-indiennes, suivies de près par les divisions du général Leclerc, ne laissa que peu de temps à la réflexion.⁷¹

Les raisons expliquant la plupart des désertions sont, en fin de compte, ordinaires. Parmi les non gradés, en particulier, beaucoup de soldats et civils préférèrent rester en Indochine, où les possibilités économiques étaient considérablement meilleures qu'au Japon, économiquement et militairement dévasté par la guerre.⁷² Parmi eux, beaucoup allaient préférer troquer leur armes et changer leur noms pour ouvrir des petits commerces, des services de transport en commun et des maisons d'import-export tant en zone Viet Minh qu'à Saigon ou Haiphong sous contrôle français.⁷³ Quelques-uns choisirent même de recommencer leurs métiers agricoles antérieurs en se reconvertissant en cultivateurs au Vietnam.⁷⁴ Nombreux parmi ces transfuges étaient ceux mariés à des femmes vietnamiennes (voir tableau).⁷⁵ Parmi les officiers de la Kempeitai ou des Services de renseignements militaires, beaucoup parlaient le vietnamien et/ou le chinois et possédaient donc une connaissance culturelle et économique approfondie du pays. Plusieurs d'entre eux y restèrent pour gagner de l'argent.⁷⁶

Headquarters Supreme Commander of the Allied Powers, Diplomatic Section, 'Memorandum', le 21 septembre 1948, d. 375, c. 121, HCI, CAOM.

⁷¹ 'Le problème japonais en Indochine', p. 146 et FURUTA MOTO et OKA KAZUAKI, 'Tu binh linh quan doi thien hoang den chien si Viet Minh' [D'un soldat de l'armée impériale à un combattant dans le Viet Minh], dans Van Tao, éd., *Cach mang thang tam: Mot so van de lich su* [La révolution d'août: Quelques problèmes historiques], Hanoi, UBKHXH, 1995, pp. 315-316. Les premières exécutions de criminels de guerre japonais en Indochine se passèrent, nous semble-t-il, au début de 1947. CSTFEO, EM/IB, no. 881, 'Note de service', le 23 janvier 1947 et le rapport du capitaine Castagnet du 3B, le 2 janvier 1947, d. Affaires japonaises, c. 10H293, SHAT.

⁷² A ce sujet, voir MICHU TAKEYAMA, *Harp of Burma*, pp. 62-64 et l'article écrit par ISAMU TANABE sur son retour au Japon en 1947, cité dans 'Le général Pechkoff à HCFIC', le 19 décembre 1947, d. 375, c. 121, HCI, CAOM.

⁷³ Nous avons trouvé la trace de ces Japonais dans les archives de la RDVN. Voir les demandes de naturalisation de Tomisawa dans Phong Hanh Chinh, 'Uy ban Hanh chinh Bac bo kinh gui ong Bo truong bo Tu Phap' [CRA du Bac Bo à Ministre de la Justice], no. 87/HC, le 13 août 1946, d. Xin nhap quoc tich Viet Nam, c. 9, GF, CAOM.

⁷⁴ DO VAN TUAN, 'Chien si Viet Nam moi: Toshio Komaya-Nguyen Quang Thuc', *Su kien va nhan chung*, no. 70, (octobre 1999), p. 27.

⁷⁵ MICHU TAKEYAMA, *Harp of Burma*, pp. 62-64 et Phong Hanh Chinh, 'Ong Tomisawa xin nhap quoc tich Viet Nam' [La demande de naturalisation vietnamienne de M. Tomisawa], signé NGUYEN VAN TRAN, d. Xin nhap quoc tich Viet Nam, c. 9, GF, CAOM; 'Don xin nhap tich Viet Nam cua O. Yosinori Sugimoto, Katada, Hagima Miramos' [Les demandes de naturalisation vietnamienne de M. Yosinori Sugimoto, Katada, Hagima Miramos], d. Viec Nhap Quoc Tich Viet Nam, c. 66, GF, CAOM; et SDJ, no. 704/Z, DJ no. 127, 'Le projet modifié concernant la récupération du camp médecin [x, nom supprimé par l'auteur, CEG]', d. Affaires avec Japonais, I et 2^{ème} Trimestres, c. 10H4363, SHAT.

⁷⁶ Voir les déclarations de [x, nom supprimé par l'auteur, CEG], texte japonais et avec traduction française', d. Japonais, 1946-1954, c. 10H4363, SHAT.

Par ailleurs, le rapatriement des Japonais étant initialement censé s'échelonner sur cinq ans, certains décidèrent de tenter leur chance en Indochine plutôt que d'attendre dans un camp d'internement leur rapatriement au Japon. D'autres, véritablement indigents, furent séduits par les promesses d'un traitement préférentiel dans l'armée de la RDVN, qui se réalisèrent dans bien des cas, du moins au début. Avait aussi joué le 'choix de masse', une situation psychologique dans laquelle un officier pouvait faire partir ses hommes grâce aux liens d'amitié et de loyauté forgés dans les combats antérieurs. Si on étudie de très près la liste des 400 noms japonais absents à l'embarquement à Haiphong en mars-avril 1946, on remarquera que 98 hommes appartenaient au 82^{ème} Régiment d'Infanterie, soit environ 25% du total ; 70 appartenaient au 34^{ème} BGI (Brigade général d'Infanterie), soit 17,5 % du total ; et 40 appartenaient au 83^{ème} Régiment d'Infanterie, soit 10 %.⁷⁷ Il est impossible de croire que ces simples soldats fussent tous partis pour des motivations 'pro-Viet Minh' ou 'pro-asiatiques'. Il y avait encore d'autres raisons, dont l'une primait sur les autres : la peur d'être arrêté ou exécuté.

Il faut également souligner que l'incorporation de plusieurs Japonais dans les rangs du Viet Minh se fit parfois contre leur gré : ils furent tout simplement capturés et obligés à travailler comme techniciens et conseillers pour le Viet Minh. Vu l'état critique de la RDVN à partir du 20 décembre 1946, les dirigeants vietnamiens ne firent en quelque sorte que suivre une vieille pratique de l'Asie du Sud-Est (plutôt thaïe, en fait, que vietnamienne) qui visait à enlever des 'otages' ou 'esclaves' susceptibles d'apporter des compétences techniques qui faisaient défaut à l'Etat vietnamien. Les dirigeants de la RDVN savaient parfaitement bien qu'une fois écartés des villes par l'armée française, il leur faudrait des ingénieurs, techniciens et administrateurs bien entraînés pour faire fonctionner un Etat de guerre. En quittant Hanoi en décembre 1946, le Viet Minh prit en otage des médecins, des ingénieurs, des infirmières et des hommes instruits comme Pham Le Bong et Nguyen Tien Lang. Nguyen Tien Lang, ancien secrétaire du Résident supérieur français dans les années trente, fit office d'adjoint personnel du général de brigade Nguyen Son, chef des forces militaires du LK IV. Pham Le Bong, industriel et directeur de plusieurs entreprises commerciales, s'occupa des questions économiques dans le Nord.⁷⁸

⁷⁷ 'Liste des déserteurs japonais absents à l'embarquement à Haiphong en mars, avril 1946, établie d'après des documents américains', c. 10H2959, SHAT. Voir aussi : FURUTA MOTO et OKA KAZUAKI, 'Tu binh linh', pp. 315-316.

⁷⁸ Sur le général Nguyen Son et Nguyen Tien Lang, voir les souvenirs amers de NGUYEN TIEN LANG, *Les Vietnamiens : I, Les chemins de la révolte*, Paris, Amiot/Dumont, 1953, pp. 101-107.

En ce qui concerne les Japonais, prenons l'exemple du médecin japonais de la Marine, Watanabe Haruye. Il se trouvait aux Philippines à la capitulation nipponne. Désorienté par la défaite inattendue, il accompagna son unité sous-marine jusqu'à l'île de Hainan, où il débarqua pour essayer de mettre de l'ordre dans sa vie. En janvier 1946, Haruye et huit autres camarades tentèrent de se rendre à Shanghai pour un nouveau départ en Chine. Cependant, leur jonque fut prise dans un typhon et jetée sur la côte du Vietnam. Aussitôt arrivé, Watanabe fut capturé par le Viet Minh, transféré à Thanh Hoa et nommé « Conseiller militaire » du régiment 77 sous le nom vietnamien de Le Xuan So. Arrêtés aussi, ses huit compagnons furent employés comme instructeurs militaires.⁷⁹ Ils ne constituaient pas un cas isolé. En effet, plusieurs dizaines de Japonais furent 'recrutés' de cette façon ferme pour servir dans les casernes et arsenaux à Thai Nguyen en 1946. Même Trinh Minh The, l'un des chefs les plus en vue du Cao Dai, ne voulait pas laisser partir un certain médecin japonais, en raison des soins précieux qu'il donnait à ses hommes.⁸⁰

De même, il n'était pas dans l'intérêt du Viet Minh de menacer les vies de ces 'otages' techniquement précieux et difficilement remplaçables, surtout au début de la guerre.⁸¹ Or, un grand nombre de ces Japonais était souvent malades, découragés et mêmes déterminés à s'échapper. Cela était d'autant plus préoccupant pour les Vietnamiens qu'ils n'étaient pas bien placés pour surveiller efficacement ces officiers et soldats si bien entraînés. Le Viet Minh devait donc utiliser la 'carotte' au lieu du bâton pour les garder. Un document interne de 1946 révélait ce fait ainsi : « En employant les Japonais, devenus vietnamiens, on devra les traiter avec bienveillance, et les mettre en confiance. Améliorer leurs conditions matérielles, sinon ils pourraient tous nous abandonner ». ⁸² En échange de leurs services, la RDVN donna à ces collaborateurs nippons une solde plus importante qu'aux hommes de troupes vietnamiens, du moins au début. Un simple soldat vietnamien ne recevait que 10 piastres indochinoises par mois, tandis qu'un soldat japonais touchait 30 piastres et un officier 80.⁸³

Quels furent les autres motifs pour franchir le pas ? Notons le facteur psychologique. On a pu constater, par exemple, une recrudescence d'évasions japonaises en zone Viet Minh

⁷⁹ HCFIC, DSSIC, no. 5806/CSG/BCST, 'Japonais de retour de la zone Viet Minh Watanabe Haruye et Kato Tadasi', p. 1, d. 375, c. 121, HCI, CAOM.

⁸⁰ 'Le projet modifié concernant la récupération du camp'.

⁸¹ Voir les propos d'un rallié japonais dans 'Compte rendu de situation du Japonais [x, nom supprimé par l'auteur, CEG] de retour de la zone Viet Minh', dans DSS, no. 0906-SG/BCST, 'Note', le 11 février 1952, d. 375, c. 121, HCI, CAOM.

⁸² CSTFEO, EM/2B, no. 4467/2, 'Renseignements', le 19 septembre 1946, source : document, daté du 13 septembre 1946, d. 8, c. 10530, SHAT.

suite à la déclaration de l'Empereur japonais au début de 1946,⁸⁴ déclaration dans laquelle le souverain répudiait le mythe de la divinité de la dynastie impériale. Cette répudiation sema un malaise profond dans l'esprit de ces soldats d'élite fortement endoctrinée et façonnée dans le culte de l'Empereur divin, les perturbant et les poussant à s'isoler dans le maquis et à tomber dans les bras du Viet Minh qui leur offrait au moins de quoi vivre et un travail reconnu. De plus, certains officiers japonais désertèrent pour continuer la bataille contre 'les blancs' et pour les 'Asiatiques'. A ce sujet, rappelons que parmi les déserteurs, plusieurs officiers avaient été formés dans certaines des écoles militaires ultra-nationalistes et pan-asiatiques les plus secrètes. C'est le cas des officiers formés dans l'*Ecole Nakano*. Les Japonais qui étaient passés par cette école d'élite, selon une étude française, « ont subi l'influence d'une mystique pan asiatique et étaient initiés aux projets les plus vastes et les plus secrets de la politique d'expansion japonaise et recevaient une instruction technique spéciale pour la zone géopolitique qu'ils allaient prendre en charge ». Les Alliés pensaient que ces hommes avaient probablement bénéficié d'une protection toute spéciale de la part de l'Etat-Major du Maréchal Terauchi, ce qui leur avait permis d'échapper aux recherches des Alliés. Certains documents saisis par les Alliés à la fin de la guerre évoquent même la possibilité que certains officiers japonais étaient passés au Viet Minh sur un ordre exprès du Haut-Commandement japonais à la mi-août. Quoi qu'il en fût, constatait ce même rapport, « les anciens élèves de Nakano ont fait preuve d'un esprit de solidarité remarquable après la capitulation et ont paru déterminés à continuer à leur façon la guerre de la Grande Asie ».⁸⁵ Quelques autres, très difficiles à identifier, étaient apparemment des communistes du parti japonais, attachés à l'armée en Indochine. Pour eux, collaborer avec le PCI/Viet Minh représentait un choix plutôt naturel.⁸⁶

D'ailleurs, bien que durement mis à l'épreuve en Birmanie, le Corps Expéditionnaire japonais ne fut jamais battu au vrai sens du mot, ni dans la péninsule indochinoise (en dépit des batailles très dures en Birmanie), ni en Indonésie actuelle. Certains parmi ces officiers d'élites devaient trouver extrêmement amère l'idée de capituler devant les Européens sans se battre. Dégoûtés par leur débâcle inattendue, ils étaient tout simplement déterminés à

⁸³ 'Etat des soldes des 'Annamites Nouveaux' (Japonais)', Annexe II, dans c. 10H4258, SHAT; SEHAN, no. 1417, 'BR', le 26 août 1946, c. 10H4309, SHAT et Jaques DOYON, *Les soldats blancs de Ho Chi Minh : Les transfuges anti-fascistes et les communistes français dans le camps du Viet-Minh*, Paris, Fayard, 1973, p. 60.

⁸⁴ 'Le problème japonais en Indochine', p. 4.

⁸⁵ *Ibid.*, p. 37.

⁸⁶ PHAN HOANG, *Phong van tuong linh Viet Nam* [Des entretiens avec des généraux vietnamiens], s.l., NXB Tre, 1999, p. 130. La deuxième volume des Gilbert DAVID, *Chroniques secrètes d'Indochine (1928-1946) : Le cardinale*, Paris, L'Harmattan, 1994, pp. 614-615, 655, parle des communistes japonais actifs au Vietnam en 1945. Cela dit, ce livre est sujet à la plus grande caution.

disparaître pour ne jamais revenir dans un pays qui ne voulait plus les écouter. Cela fut certainement le cas des officiers de la 55^{ème} division, tels que Kanetoshi Toshihide et de Ishii Takuo. Dans son interrogatoire, Kanetoshi expliquait qu'il avait déserté en raison de la terrible honte qu'il éprouvait en apprenant la défaite japonaise. Il ne pouvait pas supporter l'idée de rentrer au Japon battu, laissant derrière lui des amis morts.⁸⁷ Pour d'autres, comme Ishii, il s'agissait d'un point de non-retour. Cela ressortait de cette réponse laconique faite par un ancien de la 55^{ème} et de l'école Nakano, à un émissaire chargé par Saito de le récupérer : « On ne peut pas ramasser la semence jetée »⁸⁸ (voir le chapitre suivant). C'était certainement le cas du déserteur Mizushima, personnage central (et fictif) dans le célèbre roman japonais, *La Harpe de Birmanie*. Converti en moine bouddhiste, Mizushima préféra une vie solitaire en Birmanie plutôt que de rentrer avec ses compagnons au Japon. Cela se passa réellement à travers l'Asie du Sud-Est.

Les débuts de la collusion vietnamo-japonaise

Au Bac Bo, les premiers contacts nippon-vietnamiens revêtirent un caractère à la fois diplomatique et militaire. La coopération diplomatique était restreinte dans le temps et l'espace. Elle se manifestait à travers quelques intellectuels japonais de gauche, formés en France dans les années vingt et trente et attachés aux services diplomatiques et militaires en Indochine après la guerre. Certains restèrent au Vietnam après guerre. Bien que très peu nombreux, ils exercèrent une certaine influence au Nord jusqu'aux accords du 6 mars 1946. Parmi eux, l'homme le plus redoutable était un homme cultivé et très francisé nommé Kiyoshi Komatsu.⁸⁹ Né le 13 juin 1900 à Kobe, Komatsu était venu en France en 1921 où il s'était mis rapidement à apprendre le français pour devenir par la suite l'un des plus célèbres écrivains japonais de culture française. Plus tard, il se targua de l'amitié d'André Malraux et même de celle de Georges Bidault. Mais chose beaucoup plus significative pour notre propos, Komatsu avait déjà fait la connaissance de Ho Chi Minh à Paris en 1921.⁹⁰ Ils se seraient reconnus sans doute en 1945. Pendant l'occupation japonaise, Komatsu avait travaillé étroitement avec divers groupes vietnamiens réclamant l'indépendance nationale,

⁸⁷ SDJ, no. 454, 'Bulletin d'interrogatoire, Kanetoshi, Toshihide', le 3 novembre 1947.

⁸⁸ Mission des Déserteurs Japonais, no. 3523, Japs/2B, 'Le Chef de bataillon Bixella du colonel Saito : Compte-rendu', pp. 9-10, s.d., mais vers 1947, c. 10H4363, SHAT.

⁸⁹ Voir l'article inédit de 'Komatsu and French Indochina', à paraître dans le journal japonais, *Sekai*. Nous tenons à remercier M. le professeur Vinh Sinh de nous avoir communiqué un exemplaire de cet article.

⁹⁰ 'Lettre de Komatsu adressée à Nguyen Ai Quoc', daté du 19 novembre 1921, d. 1920, Notes de la Sûreté, c. 364, SPCE, CAOM.

surtout dans le Sud.⁹¹ Après la prise du pouvoir par le Viet Minh, en novembre 1945, il vint à Hanoi et y créa un « Comité International d'Aide et de Soutien au Gouvernement de la RDVN ». Komatsu le dirigea en collaboration avec un Français d'origine russe nommé Solovieff, qui faisait du commerce en Extrême-Orient depuis les années trente. Il y avait également dans ce comité un certain Allen, aussi français et apparemment bien connu pour ses trafics avant la guerre, un Américain non identifié et des Vietnamiens représentant des partis nationalistes divers. Or le collaborateur le plus important pour Komatsu était son compatriote, Komaki Oomiya. Formé aussi en France dans les années 1910 et 1920, Oomiya parlait un français impeccable. A la fin des années trente, il fut envoyé en Indochine où il travailla en tant que spécialiste des questions minières, bancaires et juridiques. Comme Komatsu, il travailla pendant la guerre en secret avec les nationalistes vietnamiens opposés à la présence française. Il rencontra aussi Ho Chi Minh. Bien que cette organisation semble avoir reçu le feu vert de la part des Chinois et des Américains à Hanoi en 1945, on ne sait toujours pas si elle représentait une initiative individuelle ou si elle était soutenue par un organisme plus officiel ou par quelque service de renseignements.⁹²

Il n'en reste pas moins que l'idée principale était d'aider le Vietnam sur le plan diplomatique, la jeune République n'ayant été reconnue par aucune nation étrangère. Selon un historien japonais, suite à sa libération d'un camp d'internement par un « agent soviétique », Oomiya se mit à travailler comme intermédiaire entre les Vietnamiens, les Français et les délégués chinois et soviétiques, en particulier pendant la négociation des accords du 6 mars 1946.⁹³ Il nous semble très vraisemblable que c'est en raison de la présence chinoise, des relations de ces Japonais avec les chefs de la RDVN, et de l'absence des Français au Nord que cet organisme japonais avait pu jouer un rôle 'diplomatique' en dépit de la défaite japonaise.

⁹¹ Voir l'entretien avec Komatsu dans *Thong Tin*, (mai 1945), extrait dans 'Bulletin de documentation', BR, EO/35/2028/SD, Indochine, vol. 161, IC, AO, MAE.

⁹² A ce sujet, nous avons consulté les sources suivantes : KIYOKO KURUSU NITZ, 'Independence without Nationalists?' pp. 117-24, 131-32 ; 'Le problème japonais', pp. 162-66 ; Archimedes L. A. PATTI, *Why Viet Nam ?* Berkeley, University of California Press, 1980, pp. 176-81, 304-306, 553, 563 ; CSFFEO, EM/2B, no. 826/2, 'Projet de télégramme pour Defnat', le 24 décembre 1945, d. de 800 à 1048, c. 10H528, SHAT ; et HCFIC, BFD, no. 369, 'Les Japonais en Indochine depuis le 15 août 1945', le 24 avril 1947, signé du capitaine FAUCON, p. 4, note, s.d. 118, c. 57, HCI, CAOM. Cette dernière source prétend que Solovieff était un russe naturalisé français, anciennement directeur de l'agence économique d'*Asie Life* à Hanoi. A la fin de 1945, il était le représentant officiel de l'URSS au Tonkin ainsi qu'un militant communiste. Une autre source, moins sûre, prétend que le délégué américain s'appelait Hartmann, membre de l'OSS devenu homme d'affaires. Selon cette source, Oomiya avait fait ses études au lycée Henri IV à Paris. Il obtint ensuite sa licence en droit en France et milita même dans la Confédération Générale des Travailleurs (CGT) à ses débuts. 'Nippo-Viet Minh', note sans date, d. Relations Nippo-Vietnamiennes, c. supplément 17, CP, CAOM.

⁹³ Selon l'historien Kiyoko Kurusu Nitz : « Oomiya et Komatsu travaillaient tous les deux pour un règlement de l'« Accord » du 6 mars 1946 entre la France et la République démocratique du Viet Nam ». KIYOKO KURUSU NITZ, 'Independence without Nationalists?', pp. 131-32.

Jean Sainteny, Commissaire de la République au Tonkin et négociateur principal des accords du 6 mars 1946, connaissait apparemment très bien Solovieff. Selon des sources provenant des archives françaises, Sainteny avait confié à celui-ci « personnellement plusieurs missions aussi périlleuses que délicates et n'a pas hésité à rendre hommage à Solovieff pour les services qu'il a rendus à la cause française pendant une période critique ». Si bien que Solovieff rentra en France « en ami » en mai 1946, restant « en relations avec l'ambassade russe à Paris ».⁹⁴ Bien entendu, les autorités françaises mirent immédiatement fin à l'existence du « Comité International d'Aide et de Soutien au Gouvernement de la RDVN » après leur réinstallation partielle au Nord suite aux accords du 6 mars 1946.

Nous avons cependant trouvé la trace d'une autre organisation connue sous un nom similaire, à savoir l'« Organisme de Collaboration et d'Entraide pour l'Indépendance du Viet Nam ». Cette entité fut créée, semble-t-il, pour prendre la relève de celle de Komatsu. D'après les dires d'un Japonais qui en fit partie, cet « Organisme de Collaboration » fonctionnait en zone Nord après les accords du 6 mars sous la direction du lieutenant-colonel Muraiyama et de son adjoint, le commandant Oshima.⁹⁵ Ces officiers s'efforcèrent d'aider par tous les moyens le Vietnam à obtenir son indépendance, à faire naturaliser les déserteurs japonais comme « nouveaux vietnamiens » (*Viet Nam Moi*), et à jeter les bases de nouvelles relations entre le Japon et le Vietnam pour l'avenir. Ils refusèrent évidemment d'obéir au rescrit impérial ordonnant de se rendre aux troupes alliées. Pour des raisons stratégiques et économiques, ils avaient ancré leur organisation jusqu'au-boutiste dans les régions de Thai Nguyen, Phu Tho et Tuyen Quang, sans doute en accord avec le Viet Minh qui craignait un coup de force français à Hanoi. Selon un rallié japonais de cette équipe, les effectifs de Thai Nguyen se chiffraient à environ 1.500 combattants et 600 hommes, dont quelques centaines de Japonais. Un atelier de fabrication d'armes sur le modèle japonais fonctionnait à Thai Nguyen en 1946, et nos chiffres confirment une présence de déserteurs japonais très élevée dans les ateliers de cette même province.⁹⁶ En fait, si on examine de près une liste de 799 déserteurs japonais identifiés par les Français au Nord-Vietnam en novembre 1946, on peut constater que 595 se trouvaient dans la province de Thai Nguyen, soit 75% du nombre total

⁹⁴ Cité dans SSHCNV, no. 4079/ST, 'Notice de renseignements concernant M. Solovieff', le 8 août 1951, d. Etrangers, 1947-53, c. 10H2959, SHAT. Or, dans ses souvenirs, Jean Sainteny ne fait aucune mention de Komatsu ou de son rôle dans la préparation des négociations des accords du 6 mars. Jean SAINTENY, *Histoire d'une paix manquée : Indochine, 1945-1947*, Paris, Amiot-Dumont, 1953. M. Raoul Sadoun, attaché à l'équipe de Sainteny à l'époque, a insisté très fortement dans un entretien téléphonique avec l'auteur qu'il n'y avait aucune participation japonaise dans la préparation des accords de mars 1946. Les sources sont donc contradictoires.

⁹⁵ 'Appendix A : Activities of the Japanese special services since the armistice', dans 'Report on the situation in Indo-China from Liaison DET/GHQ, SEALF', le 13 février 1947, FO959/14, PRO.

identifié sur cette liste. Et environ 280 d'entre eux furent employés dans les arsenaux du Viet Minh s'y trouvant.⁹⁷ C'est avant tout ce soutien militaire, et non diplomatique, qui intéressait les Vietnamiens à la fin de 1945 et en 1946.

Mais revenons au lendemain de la Révolution d'août, car les Vietnamiens eurent conscience dès le début qu'ils devaient changer leur politique envers les Japonais afin de garder le pouvoir, et de gagner un soutien discret en matériel de guerre. Le 19 août, par exemple, le journal vietnamien *Quoc Gia* (*La Nation*), applaudit au fait que la gendarmerie japonaise avait libéré la veille « tous les suspects politiques [vietnamiens] qu'elle [avait] arrêtés plus d'un mois avant ». Dans le même numéro, un communiqué annonçait que le Viet Minh n'avait pas l'intention d'« engager des conflits avec l'armée japonaise après sa défaite ». Au contraire. Les Vietnamiens demandaient aux Japonais de les soutenir dans « l'organisation du pouvoir populaire et révolutionnaire du Vietnam », et de lui apporter « des aides en armes au Viet Minh ».⁹⁸ Un tract destiné aux Japonais témoignait également de cette politique :

A nos amis les officiers et soldats japonais :

Le gouvernement japonais s'est rendu aux alliés. Les troupes japonaises les unes après les autres, se font désarmer sur tous les fronts.

Avant l'arrivée des alliés en Indochine, remettez vos armes au Viet Minh qui est l'armée libératrice du Viet Nam [...]

Signé : Armée libératrice du Viet Nam⁹⁹

Bien entendu, il y eut des contacts beaucoup plus discrets et efficaces. Le capitaine Vuong Thua Vu, l'un des futurs vainqueurs à Dien Bien Phu, fut envoyé le 4 septembre 1945 auprès de deux officiers supérieurs japonais. Il leur demanda de rendre aux Vietnamiens le Palais du Gouvernement général et de les « aider en secret ». Concernant cette deuxième demande, Vuong Thua Vu rapporta à ses supérieurs que « nous avons eu satisfaction totale. Ils ont promis d'agir en conséquence et le commandant a été chargé de l'exécution ». Mais ces Japonais « ont recommandé la discrétion, car la divulgation de cette affaire nous

⁹⁶ 'Le problème japonais', pp. 166-70 et Présidence du Conseil, EMDN, no. 958/DN/2, 'Les Japonais en Indochine', le 27 février 1947, pp. 1-3, d. 6, c. 4Q43, SHAT.

⁹⁷ Mission Tokio, 'Recensement des Japonais en Indochine du Nord, effectué à Hanoi le 19 novembre 1946', c. 10H2959, SHAT.

⁹⁸ Traduction d'un communiqué publié dans *Quoc Gia*, (le 19 août 1945), dans 'Les relations du Front Viet Minh avec les Japonais en Indochine de 1940 à 1947', juin 1947, d. 3, c. 128, CD, CAOM. Les Français prétendaient que plusieurs centaines de Vietnamiens avaient été libérés le 18 août du siège de la *Shell*, devenu siège de la police militaire japonaise. Un ancien prisonnier de Poulo Condore déclarait que les Japonais libérèrent une cinquantaine de membres vietnamiens du groupe de la société secrète, *Huynh Long*. 'Extrait des déclarations de [x, nom effacé par l'auteur, CEG], d. 226, CP, CAOM.

compromettrait tous ». ¹⁰⁰ Bien entendu, ce contact ne veut pas dire que 'tous' les Japonais étaient de cet avis ou que cette décision fût officielle ou eût été portée à l'exécution. Néanmoins, l'envoi de Vuong Thua Vu montre le désir précoce du Viet Minh de gagner le soutien des Japonais restés sur place pour assurer son maintien au pouvoir.

Une modification plus substantielle de la politique japonaise du nouveau gouvernement se produisit lors d'une réunion du PCI les 10-11 septembre 1945. Selon une traduction française du procès-verbal de cette assemblée, les communistes vietnamiens auraient décidé que « les Japonais ne sont plus nos ennemis » et qu'il fallait donc « changer d'attitude à leur égard ». ¹⁰¹ Peu après, le Ministère de l'Intérieur déclara même qu'il fallait protéger les biens des soldats japonais. ¹⁰²

Des ouvertures en tout point semblables se firent au même moment dans le Sud. Le 12 octobre, par exemple, une réunion du « Comité de Résistance de l'Est du Nam Bo » (*Uy Ban Khang Chien Mien Dong Nam Bo*) eut lieu à Bien Hoa pour discuter entre autres de la question japonaise. Y étaient présents : Vo Van Duc (Hoang Dinh Giong), le délégué spécial du PCI et l'homme choisi par Ho Chi Minh pour mettre de l'ordre dans le Sud ; Huynh Van Nghe (un communiste haut placé qui avait travaillé dans des organisations secrètes à Bangkok au début des années 1940) ; et le vétéran communiste Ha Huy Giap. Au cours de cette réunion locale, Vo Van Duc évalua la position des déserteurs japonais à l'égard du Viet Minh. On l'informa qu'en fonction des zones différentes, les sentiments des Japonais étaient mitigés au sujet du Viet Minh. Dans certains secteurs, des Japonais avaient témoigné de sympathie au Viet Minh. ¹⁰³ Après de longues discussions, Vo Van Duc divisa les déserteurs japonais au Nam Bo en trois groupes principaux, à savoir : les « neutres », les « éléments nationaux sociaux » et ceux qui voulaient « aider tacitement » le Viet Minh. Vo Van Duc désignait le troisième groupe d'« éléments révolutionnaires », dignes de recrutement : « Comme nous sommes l'armée révolutionnaire, nous pouvons rallier tous ces révolutionnaires japonais pour nous aider ». Duc demanda que fût créé un comité spécial

⁹⁹ 'Les relations du Front Viet Minh avec les Japonais'.

¹⁰⁰ Traduction du document : 'Troupes de la Libération du Viet Nam, Secteur de Hanoi, daté le 4 septembre 1945, valeur : A/I, Compte Rendu', signé VUONG THUA VU, dans CTFIN, EM/2B, no. 250/2, le 19 janvier 1947, d. 118, c. 57, HCI, CAOM et aussi dans 'Les relations du Front Viet Minh avec les Japonais'.

¹⁰¹ Traduction dans Document no. 3, 'Les relations du Front Viet Minh avec les Japonais'.

¹⁰² 'Tin trong nuoc', *Chien Thang*, no. 612, (le 21 octobre 1945), p. 2.

¹⁰³ oubliant que le tract cité ci-dessus s'adressait aux Japonais qui aidaient les Français reprendre le Nam Bo.

pour entrer en liaison avec ces Japonais. Il souligna aussi l'importance d'« inviter les officiers supérieurs à nous servir de conseillers » et de fournir des armes.¹⁰⁴

Sans doute mis au courant de ces directives, en janvier 1946 Huynh Kim Truong, le commandant d'un détachement sudiste, donna son approbation au recrutement des Japonais déjà effectué par ses subordonnés : « Nous apprenons que vous avez envoyé un émissaire recruter des Japonais, vous avez notre entière approbation à ce sujet, nous vous souhaitons un brillant résultat ». ¹⁰⁵ En septembre 1946, la Mission de contrôle de l'Armée japonaise faisait état de la présence de 30 Japonais dans le détachement no. 1 de Huynh Kim Truong ; d'une centaine dans le détachement no. 10 de Huynh Van Nghe ; d'une cinquantaine sous la direction de Bay Vien ; et d'une cinquantaine sous les ordres de Tran Van Tra, alors chef du détachement no. 14. ¹⁰⁶ Des souvenirs militaires récemment publiés au Vietnam confirment la présence de transfuges japonais dans les rangs du Viet Minh du Sud à la fin de l'année 1945 (voir le chapitre suivant).

Tout au début, le Viet Minh espérait avant tout obtenir des armes des Japonais. A la veille de la prise du pouvoir à Saigon, Tran Van Giau demanda encore personnellement au colonel Hayashi, chef des services politiques de la 38^{ème} Armée, de lui fournir des armes « pour former une armée », en donnant « l'assurance formelle » que celles-ci ne seraient pas utilisées contre les Japonais. ¹⁰⁷ Pham Ngoc Thach, quant à lui, assura « très fermement » à Hayashi que les Vietnamiens ne provoqueraient pas d'incidents avec les Japonais. ¹⁰⁸ Ce que Hayashi expliqua lors d'un interrogatoire :

Tout ce que je sais, c'est que des armes leur furent effectivement livrées[,] probablement dès le lendemain. Par ailleurs, au cours des rencontres qui suivraient, ces mêmes personnalités m'en réclamaient constamment de nouvelles quantités. ¹⁰⁹

Un officier japonais interné avec Hayashi à Saigon affirma aux Français que Hayashi et le lieutenant-colonel Ishida avaient fait parti de l'aile « pro-Viet Minh » au lendemain de la capitulation japonaise, les autres préférant se plier aux termes de la capitulation et attendre l'arrivée des Alliés. Selon cette source, Hayashi avait permis à ses officiers de fournir des

¹⁰⁴ Traduction du document : 'Procès-verbal : Une réunion extraordinaire du Comité de Résistance de l'Est Nam Bo Viet Nam', le 12 octobre 1945, signés PHAM VAN NHAN et HUYNH VAN NGHE, dans CSFF, EM/2B, no. 660/2, le 9 décembre 1945, d. de 200 à 400, c. 10H528, SHAT.

¹⁰⁵ Traduction du document : 'Régiment I, no. 35/BTM, Lettre de Huynh Kim Truong à Nguyen Van Ngo [Quy]', Thu Dau Mot, le 16 janvier 1946, d. Affaires avec [les] Japonais, c. 10H4363, SHAT.

¹⁰⁶ CSFFEO, EM, Mission de Contrôle de l'Armée japonaise, no. 4592/SDJ, 'Fiche de renseignements : Déserteurs japonais dans les bandes rebelles', le 24 septembre 1946, p. 1, d. Renseignements, c. 10H4363, SHAT.

¹⁰⁷ 'Extrait de l'interrogatoire du colonel Hayashi', p. 55, dans d. 118, c. 57, HCL, CAOM.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 55.

¹⁰⁹ *Ibid.*, p. 56.

armes aux Vietnamiens, à condition qu'elles soient bien 'maquillées'. Une « suggestion », dit-il, qui « a été suivi par les officiers de nombreuses unités ».¹¹⁰ Ce même officier japonais confirma que des agents commerciaux japonais avaient pu faire des bénéfices importants en vendant des armes au Viet Minh au lendemain de la seconde guerre mondiale.¹¹¹

Les sources vietnamiennes confirment ces témoignages, y compris *L'Histoire de l'Etat-Major général*, publiée en 1991.¹¹² Dans le Centre du Vietnam, Ikawa Shoichi, officier de l'Etat-Major de la 34^{ème} Brigade Mixte d'Infanterie, aida le Viet Minh à récupérer de nombreuses armes au lendemain de la défaite japonaise. Ikawa avait nourri des contacts secrets en 1945 avec Nguyen Chi Thanh, le chef du front Viet Minh, ainsi qu'avec Tran Huu Duc, président du CRA de Trung Bo.¹¹³ Le Gian, nommé vice-directeur de la Sûreté vietnamienne du Nord (*So Liem Phong Bac Bo*) en 1946, atteste que les Japonais sur place fournirent de nombreuses armes au Viet Minh à la fin de 1945.¹¹⁴ En janvier 1946, Nguyen Van Ngo, chef d'un bataillon au Nord-Vietnam, rapporta qu'il avait acheté 1.000 cartouches et des mitraillettes aux Japonais.¹¹⁵ Au Sud, un chef de détachement révéla qu'il employait deux déserteurs japonais pour servir « d'intermédiaires pour l'achat d'armes et pour le recrutement éventuel d'autres Japonais ».¹¹⁶ Pour des raisons évidentes, le Viet Minh voulait aussi connaître l'emplacement des caches d'armes et d'or.¹¹⁷ A la fin de 1945, selon des sources vietnamiennes, Ikawa, envoya de l'or et des armes au Viet Minh à Savannakhet.¹¹⁸

Il est difficile de déterminer l'importance de ces livraisons japonaises. Une source française prétend que le 21 octobre 1945 les Japonais avaient livré ou vendu aux Sudistes environ 200 tonnes de munitions, entreposées à Vinh Long et à My Tho. A Vinh Yen, estime-t-on, 1.500 Viet Minh avaient été armés de cette façon.¹¹⁹ Selon une estimation française, l'armement récupéré sur les Japonais à la fin de 1945 correspondait à peine à ce qui avait existé avant le 9 mars, alors que l'armement de la Garde Indochinoise et celle de

¹¹⁰ 'Déclaration d'un Japonais qui désire garder l'anonymat', daté de juin 1946, p. 1, d. 226, CP, CAOM. Jusqu'en avril 1945, Ishida fut le chef de Yasubutai en Indochine du Sud.

¹¹¹ *Ibid.*, p. 1.

¹¹² Bo Tong Tham Muu, *Lich su bo tong tham muu trong khang chien chong Phap (1945-1954)* [Histoire de l'Etat-Major général durant la résistance contre la France (1945-1954)], Hanoi, NXBQDND, 1991, p. 61.

¹¹³ *50 nam truong luc quan trung hoc Quang Ngai, 1.6.1946-1.6.1996*, s.l., Ban lien lac Bac-Trung-Nam, 1994, p. 50.

¹¹⁴ LE GIAN, *Nhung ngay song gio : Hoi ky* [Les jours de tempête : Mémoires], Hanoi, NXBTN, 1985, pp.136-137.

¹¹⁵ 'Nguyen Van Ngo à Dang Van Thuc', le 10 janvier 1946, signé de NGUYEN VAN NGO, le commandant du bataillon III, traduit dans d. Affaires avec [les] Japonais, c. 10H4363, SHAT.

¹¹⁶ Traduction du document : 'Quy au camarade Huynh Kim Truong, commandant du régiment I', daté du 18 janvier 1946, signé de QUY, dans d. Affaires avec Japonais, 1^{er} et 2^{ème} trimestres, c. 10H4363, SHAT.

¹¹⁷ SDJ, no. 640/Z, DJ, no. 139, 'Objet : Projet de récupération générale des DJ en Cochinchine et en Annam Sud', d. Japonais, 1946-1949, c. 10H4363, SHAT.

¹¹⁸ *Tuong Nguyen Son* [Le général Nguyen Son], Hanoi, NXB Lao Dong, 1995, 2^{ème} éd., p. 75.

¹¹⁹ HCFIC, CP, DAP, 'Rapport sur la collusion du Viet Minh et des Japonais', janvier 1946, d. 226, CP, CAOM.

l'armée française, stocké par les Japonais après le coup de force du 9 mars, avait été livré au Viet Minh immédiatement après la capitulation japonaise.¹²⁰

Trafic d'armes

Le trafic asiatique dans l'après-guerre constitue un autre aspect des contacts vietnamo-japonais. Plusieurs Japonais en situation critique, attirés aussi par les gros bénéfices à réaliser, profitèrent du laxisme des Chinois pour se livrer au trafic d'armes entre le Tonkin, la Chine du Sud et l'île de Hainan (sur le commerce Viet Minh avec la Chine du Sud, voir sec. chinoise, chs. 1 et 3). Leurs réseaux antérieurs, leur connaissance du terrain et des langues locales, leur accès aux armes japonaises, et la demande croissante de la part des nouvelles armées anticoloniales dans toute l'Asie du Sud-Est transforma une poignée de militaires japonais en marchands dans l'après-guerre, comme certains agents de l'OSS en Thaïlande et aux Philippines (sec. sud-est asiatique, ch. 2).

L'île de Hainan était pendant un bref moment un lieu de trafic important du fait de la présence considérable des Japonais pendant la guerre sur l'île, où furent stockés de grandes quantités d'armes et de denrées.¹²¹ A la fin de 1945, par exemple, trois jonques de Hainan furent saisies par les Français sur la côte tonkinoise. Elles avaient été montées par 35 Japonais qui faisaient du cabotage le long de la côte du Golfe du Tonkin. Un observateur français nota que « la région côtière [se] prête particulièrement à ce genre de trafic ».¹²² D'autres sources confirment qu'un groupe de Japonais se livrèrent par jonques à un important trafic d'armes partant de Hainan vers le Bac Bo et le Trung Bo au profit du Viet Minh. Ceci se fit apparemment avec l'accord tacite de certains Chinois qui contrôlaient ce genre de trafic depuis longtemps (sec. chinoise, ch. 1).¹²³ Dans le Sud, un communiste de premier rang, Hoang Quoc Viet, expliqua aux sudistes à la fin de 1945 qu'un colonel japonais nommé Nakagawa (« Lam Son » en vietnamien) était devenu l'un des transporteurs d'armes le plus important pour la 7^{ème} zone de guerre en 1945-46. Nakagawa avait dirigé une flottille d'intervention au large de la grande île de Hainan pendant la seconde guerre mondiale.¹²⁴ A la fin de novembre 1945, une jonque de 80 tonnes, montée par 15 Japonais vêtus à la

¹²⁰ A savoir : 34.000 fusils, mousquetons et carabines ; 750 F.M. et mitrailleuses de divers modèles ; 18 canons de 37 et de 20 m/m ; et 12 chars F.T japonais en mauvais état, entre autres. CFTEO, EM/2B, no. 3531/2, 'Etude sur l'économie viet-minh', le 11 décembre 1948, pp. 43-44 et note 1, p. 44, c. C889, SHAA.

¹²¹ HCFIC, DPSF, no. 9045/SG, 'Activités japonaises et trafic d'armes', le 17 novembre 1945, d. 226, CP, CAOM.

¹²² CSFFEO, EM/2B, 'Fiche sur les activités japonaises', le 14 janvier 1946, p. 1, d. 1048 à 1600, c. 10H528, SHAT.

¹²³ CSFFEO, EM/2B, no. 980/2, le 7 janvier 1946, d. de 800 à 1048, c. 10H528, SHAT; DPSF, 'Activités japonaises et trafic d'armes', no. 9045/SG, c. 226, CP, CAOM et dans d. 375, c. 121, HCI, CAOM.

¹²⁴ Propos de Hoang Quoc Viet, cités par Pierre DARCOURT, *Bay Vien : Le maître de Cholon*, Paris, Hachette, 1977, p. 208.

vietnamienne, arriva de Taïwan à Quang Yen pour livrer de l'or, des marchandises et des documents. Vers le 15 décembre 1945, un transport de jonques convoyés par des Japonais aurait déposé 1.500 tonnes de matériel dans l'îlot de Hon Me situé entre Vinh et Thanh Hoa. Ce matériel était destiné soit aux Vietnamiens, soit aux Birmans, mais il n'est pas sûr qu'il fût arrivé au bon port.¹²⁵

Etant donné l'absence de la marine française depuis le 9 mars 1945 et la détérioration de la sécurité maritime en général dans les Mers du Sud, ces échanges clandestins se développèrent pendant toute l'année 1945. Même si ces sources exagèrent la portée des échanges avec l'Asie orientale, elles révèlent néanmoins la présence des intermédiaires japonais qui auraient été très recherchés par le Viet Minh.

Les Japonais chez les autres partis nationalistes

Les déserteurs japonais ne passèrent pas tous au Viet Minh. Il y en eut aussi chez les partis d'opposition nationalistes, non-communistes. Ainsi en Chine, une poignée de Japonais décidèrent de servir dans les rangs du « Parti Nationaliste du Viet Nam » (VNQDD), qui s'opposait aussi bien au retour des Français qu'à l'arrivée du PCI au pouvoir. Un capitaine de l'armée japonaise, Mina Yosima (alias Hoang Dinh Quang), se mit au service du VNQDD comme instructeur et chef militaire, avant d'être récupéré par les Viet Minh et mis à la tête d'une école de cadres à Thai Binh.¹²⁶ En juin 1946, un ancien chef du Service de la police spéciale japonaise, Asamora, travaillait pour le compte du VNQDD à Yen Bai.¹²⁷

Les partis Dai Viet comprirent aussi l'intérêt qu'il y avait à recruter des Japonais comme instructeurs. A Yen Bai, une poignée d'instructeurs japonais se retrouva dans l'« Ecole Tran Quoc Tuan d'infanterie militaire à Yen Bai » (*Truong Luc Quan Yen Bai Tran Quoc Tuan*).¹²⁸ Deux officiers japonais y donnèrent des cours militaires aux partisans du Dai Viet.¹²⁹ Ces Japonais amenaient même des groupes armés nationalistes qui bataillaient contre les unités Viet Minh. Entre temps, un membre du Dai Viet nommé Long traduisit en vietnamien un manuel de l'armée japonaise, « Les manœuvres de l'infanterie » (*Bo Binh*

¹²⁵ CSTFEO, EM/2B, no. 397/2B, 'Note de renseignements sur les activités japonaises et chinoises dans le secteur côtier', le 29 décembre 1945, d. Décembre 1945, c. 10H599, SHAT et CSTFEO, EM/2B, no. 265/2B, 'Note sur la situation et les activités japonaises au Tonkin', le 8 février 1946, p. 3, d. 3B, c. 10H2511, SHAT. Vers la même date, quatre jonques chinoises seraient arrivées à Thanh Hoa apportant de l'armement américain.

¹²⁶ CFTVN et ZOT, EM/2B, no. 2884/ZOT/2, le 16 avril 1950, dossier 4, c. 10H607, SHAT.

¹²⁷ 'Liste des Japonais dont la présence a été repérée en Indochine du Nord depuis le 21 avril 1946', p. 1.

¹²⁸ HOANG TON VAN, 'Viet Nam mau lua' [Le Vietnam en flammes], *Dai Viet*, no. 9, [1994], pp. 64-70. Cet auteur parle de 4 ou 5 officiers et sous officiers japonais chez les nationalistes non-communistes.

¹²⁹ BUI DIEM, avec David CHANOFF, *In the jaws of history*, Bloomington, Indiana University Press, 1999, 2^{ème} éd., p. 41.

Thao Dien).¹³⁰ On voit dans cette traduction le transfert des idées militaires japonaises au Vietnam.

Dans le Sud, un lieutenant de l'armée japonaise proche du colonel Saito, le baron Watanabé (*Nam Tuoc Watanabé* en vietnamien), travailla pour les nationalistes dans la « Troupe d'An Dien », se faisant conseiller militaire et fournisseur important d'armes. Il rallia d'autres officiers japonais, dont des spécialistes de renseignement du Kempeitai.¹³¹ En effet, on retrouve quelques dizaines de déserteurs dans les rangs du Cao Dai, avec lequel l'armée et les services de renseignements nippons avaient collaboré pendant la guerre du Pacifique. Quelques autres apportèrent leur aide au général Trinh Minh The.¹³² Le capitaine Kanetoshi, par exemple, jeune officier de la 55^{ème} Division en Birmanie collabora avec le général. Lors d'une conversation avec le colonel Saito, le « pape » des Cao Dai, Pham Cong Tac, dit de Kanetoshi : « Il est notre maître ». Abe Jiro (Oseki Yuichi), diplômé de l'Ecole d'espionnage de Yoshihama, se mit aussi au service des Cao Dai. Quelques dizaines de Japonais travaillèrent même pour les Binh Xuyen dirigés par Le Van Vien, mieux connu sous son nom de guerre, Bay Vien.¹³³

Pourtant, la présence des Japonais dans les rangs des nationalistes non communistes ne dura pas longtemps, surtout quand le VNQDD et le Dai Viet furent presque entièrement anéantis par le Viet Minh vers le milieu de 1946.¹³⁴ Il ne nous a pas été possible de préciser le nombre de Japonais dans les rangs de ces deux groupes, mais ce nombre n'avait assurément jamais dépassé une centaine d'hommes. Le Viet Minh compta, de loin, le plus grand nombre de transfuges japonais.

Même la politique de la RDVN changea sensiblement après la mise en œuvre en mi-1946 de la mission Tokyo pour faire rentrer les Japonais. Le 13 août, le colonel Debès, commandant les troupes stationnées à Haiphong, entra en contact, grâce aux bons soins d'un

¹³⁰ HOANG TON VAN, 'Viet Nam mau lua', pp. 66-67.

¹³¹ Voir les souvenirs de TRAN KIM TRUC, *Toi giet Nguyen Binh : Hoi ky cua tham muu truong trung doan 25 Binh Xuyen* [J'ai tué Nguyen Binh : Souvenir du chef de l'Etat major du régiment 25 du Binh Xuyen], Saigon, Dong Nai, 1972, pp. 69-72. Nous avons pu repérer un sous-lieutenant Watanabé qui servait dans la Kempeitai en Indochine du Nord pendant la guerre du Pacifique, attaché à la 1^{re} Armée du Sud. 'Les services spéciaux japonais', p. 26.

¹³² SDJ, no. 219, DJ no. 58, 'L'ennui et la difficulté des déserteurs japonais', le 8 avril 1948, d. Renseignements, c. 10H4363, SHAT.

¹³³ CSFFEO, EM, Mission de Contrôle de l'Armée Japonaise, 'Capitaine Kanetoshi', no. 685 [?]/SDG, le 9 octobre 1946, c. 10H4363, SHAT ; FTEO, TFIS, EM/2B, no. 6234/2S, 'Note', le 14 décembre 1948, d. Abe Jiro, c. 10H4363, SHAT ; SDJ, no. 667/Z, DJ no. 11, 'Objet : Abe', le 24 septembre 1948, d. Abe Jiro, c. 10H4363, SHAT. Saito arracha un autre officier japonais, M. Matsumoto, aux mains du colonel Trinh Minh The. SDJ, no. 640Z, DJ no. 139, 'Projet de récupération générale des DJs en Cochinchine et en Annam du sud', le 12 septembre 1948, d. Mission de récupération, c. 10H4363, SHAT. Kanetoshi prit le bateau pour rentrer au Japon le 2 mars 1948. Une source militaire fait état d'une centaine de déserteurs japonais chez les Binh Xuyen. CSFFEO, EM/2B, no. 722, 'Note de renseignement sur [les] Binh Xuyen, Rapport [SLDE no. 113]', le 14 décembre 1945, d. 601 à 799, c. 528, SHAT.

¹³⁴ CTFIN, EM/BRN, 'Liste des Japonais dont la présence a été repérée en Indochine du Nord depuis le 21 avril 1946', c. 10H2959, SHAT.

[illegible]

佛印殘留日東軍司令部(長子)重慶(長)

陸軍大臣 幸直貞

佛印藏寶 日奎堂主 金王閣主 廣

陸軍中佐 高橋 勲

Ceci est un sauf-conduit permettant au porteur (déserteur Japonais qui se rend) de regagner librement le poste français le plus proche.

Donnez tous les renseignements nécessaires sur ce point à celui qui vous montrera ce laissez-passer. Protégez-le et si vous ne pouvez pas le renseigner, faites le conduire à votre Chef immédiat.

Le 31 Décembre 1946

Le Général VALLUY,
Commandant Supérieur

fonctionnaire français, avec l'un des chefs principaux des Japonais au Tonkin, Lt Yoshima, au sujet de leur ralliement.¹³⁵ Ayant pris connaissance de ces tractations le 12 septembre, les chefs les plus importants du Viet Minh exprimèrent la crainte que ces Japonais ne deviennent des espions. A partir de ce moment-là, l'attitude vietnamienne à l'égard des « nouveaux vietnamiens » changea complètement. Pour la première fois dans le Nord, les Japonais restés sur place se trouvèrent soumis à une étroite surveillance vietnamienne.¹³⁶ En juillet 1947, le futur général Van Tien Dung souligna soigneusement l'importance de surveiller de très près les nouveaux Vietnamiens.¹³⁷ Nous y reviendrons. Contentons-nous de noter ici que la collaboration politique, militaire et économique entre le Viet Minh et les Japonais s'est accomplie de la façon la plus nette en 1945-46, au lendemain de la défaite japonaise mais avant que les Français ne pussent reprendre toute l'Indochine, *ante bellum*.

¹³⁵ 'Debès au colonel commandant les troupes françaises en Indochine du Nord', le 13 août 1946, d. Japonais, c. 10H2959, SHAT. Debès reçut le jour même l'autorisation de mettre Chevin en contact avec Yoshima en vue de rallier les déserteurs japonais, en leur promettant un rapatriement rapide au Japon et la garanti de leur vie sauve. TFIN, EM/2B, le 13 août 1946, signé de GUFFLET, d. Japonais, c. 10H2959, SHAT.

¹³⁶ TFIN, Secteur Haiphong, no. 9288/ B/2, 'Fiche de renseignements no. 565', d. Japonais, c. 10H2959, SHAT.

¹³⁷ Traduction du document : 'Mission japonaise « Tokyo »', daté du 1 juillet 1947, signé de VAN TIEN DUNG, le commandant général p.o., le chef de la section populaire, copie conforme UBKC toutes localités, daté du 27 juillet 1947, UBKC inter provincial de Quang Yen-Hon Gay, dans d. Japonais, 1946-1954, c. 10H2959, SHAT.

Au service du Viet Minh :

Les apports des déserteurs japonais au début de la guerre, (1945-1950)

Pour prolonger les propos de Corvisier cités au début du chapitre antérieur, ce deuxième chapitre sur les asiatiques étrangers à l'intérieur du Vietnam argumentera qu'il n'y a rien de choquant à trouver des soldats japonais passés au Viet Minh durant la guerre contre les Français. Compte-tenu de la fragilité de l'armée vietnamienne dans les premiers jours de la guerre, la RDVN utilisa ces étrangers pour augmenter ses possibilités de faire face d'une part à la faiblesse de ses moyens militaires *au début des hostilités* et d'autre part à la supériorité technique et militaire de son adversaire. En s'incorporant des recrues japonais, la RDVN tentait de combler le fossé technique et militaire qui séparait son armée de l'armée française. Leurs contributions étaient particulièrement importantes dans trois domaines majeurs : militaire, technico-scientifique et bancaire. Le premier était de loin le plus notable, mais les deux autres ne devraient pas être sous-estimées non plus. Commençons par les apports militaires.

I. Contributions militaires

La formation des officiers et des cadres militaires était primordiale pour la RDVN dès la Révolution d'août.¹ Outre une poignée d'officiers formés dans les écoles militaires du Sud de la Chine avant 1945 - dont par exemple Vuong Thua Vu, Nguyen Son, Le Thiet Hung et Nguyen Binh – le Viet Minh n'avait que très peu d'officiers supérieurs à la fin de 1945.² Ceux-ci étaient pourtant essentiels pour l'encadrement et pour la formation d'une armée vietnamienne. Une poignée d'anciens sous-officiers de la Garde indigène avait été certes intégrée dans les rangs du Viet Minh. Mais le fait que très peu d'officiers vietnamiens, capables de mener des combats, avaient été formés au temps de la colonisation mit la RDVN dans une situation d'insuffisance fort critique.³ Il n'y a donc rien d'étonnant à ce

¹ Il suffit de consulter les premiers numéros du journal du Viet Minh, *Cuu Quoc*, ceux de l'armée vietnamienne, *Chien Thang*, pour en avoir une idée.

² A ce sujet, nous nous permettons de citer notre article, 'Entremêlements sino-vietnamiens : Réflexions sur le Sud de la Chine et la révolution vietnamienne entre les-deux-guerres', *Approches Asie*, no. 16, (1999), pp. 81-108.

³ Faute de chefs militaires capables, la RDVN revint vite sur sa décision antérieure d'exclure les anciens tirailleurs de la Garde indigène au Viet Bac. CSTFEO, EM/2B, no. 4806, 'Note sur l'armée vietnamienne', le 10 octobre 1946, pp. 1-2, d. 9, c. 10H530, SHAT.

Đội Quốc gia Việt Nam

Việt Nam Dân Chủ

Cộng Sản

u^o I^h
A-59/T.N.

(2)

Tổ tập - Cáo - Hạnh Phúc

Cấp - Nhà

Một lần Việt Nam mới, người Nhật, oia mới đảo ngược; Hình
dạng: mặt hơi vuông, hồng, độ ngoài 30 tuổi.

Bộ chỉ huy như IX gần các cơ quan Quân sự, Hành chính
Công an, các đoàn thể kháng chiến tìm bắt tin này để đưa
về tòa án Bìnhth lợi.

Số 84/D.A.S.L.

Sao y gửi.

Ủy ban các Quân

Ngày 1/11/1948.

Ban Dân Quân.

Trưởng Văn Phòng

Cục an ninh

Sở An ninh

Ngày 24 tháng 10 năm 1948.

T.M. Bộ chỉ huy như IX

Trưởng Văn Phòng

Nguyễn Thượng-Dai



Les « Nouveaux Vietnamiens » et leur
place ambiguë dans le Viet Minh

(SHAT)

que le Viet Minh prit en compte le précieux apport militaire que représentaient les soldats et surtout les officiers japonais demeurés au Vietnam.

Quang Ngai et le rôle des officiers japonais dans les écoles militaires

Au lendemain de la guerre du Pacifique, c'est au Trung Bo que la contribution militaire des transfuges japonais se fit le plus remarquer. Selon une source française, il y eut environ 200 transfuges japonais à Quang Ngai au milieu de 1946.⁴ Les déserteurs nippons jouaient un rôle particulièrement important dans le fonctionnement de l'« Ecole secondaire de l'infanterie de Quang Ngai » (*Truong luc quan trung hoc Quang Ngai*) de 1946 à 1949.⁵ Créée par Nguyen Son, cette école d'officiers comprenait au moins six officiers japonais parmi ses instructeurs militaires. Ces officiers étaient désignés sous les noms vietnamiens de Hung, Tam, Ngoc, Thong, Quang et Tong.⁶ Un autre document franco-japonais donne de façon plus précise six noms d'instructeurs militaires : « Nguyen Van Thong » (Ishii Takuo), « Phan Lai » (Ikari Kazumasa), « Nguyen Thinh Tam » (Saitoh), « Minh Ngoc » (Nakahara Mitsunobu), « Long » (Konishi ?) et « Hai » (Nabeyasi).⁷ Ce n'étaient pas les seuls, car une source française donne une liste de 46 officiers et sous-officiers japonais présents dans les rangs du Viet Minh dans la partie méridionale du Trung Bo en 1948, et parmi lesquels 36 servaient comme instructeurs militaires, soit 78% du total (voir tableau).⁸

Les Vietnamiens ne cachent plus aujourd'hui l'existence de ces officiers et leur direction des compagnies en bataille. Une histoire récente de l'Ecole de Quang Ngai confirme que des officiers japonais y enseignaient et commandaient des unités.⁹ Dans un récit paru au Vietnam, Nakahara Mitsunobu, c'est-à-dire Minh Ngoc, confirme le rôle qu'il avait tenu à l'Ecole de Quang Ngai et la collaboration militaire qu'il avait apportée à Nguyen Son. C'est le futur général Son lui-même qui, lors de sa descente dans le Sud, rallia à la cause vietnamienne Mitsunobu, ainsi que son supérieur, un officier nommé

⁴ CSFFEO, EM/2B, no. 3741/2, 'Note de renseignements sur le 6^{ème} secteur du Vietnam', p. 10, d. août 1946, c. 10H600, SHAT.

⁵ Sur cette école, voir : VO NGUYEN GIAP, *Chien dau trong vong vay. Hoi uc* [Lutter dans une situation d'encerclement : Mémoires], Hanoi, NXBQDND, 1995, p. 360 et *Tu dien bach khoa quan su Viet Nam* [Dictionnaire encyclopédique de l'armée vietnamienne], Hanoi, NXBQDND, 1996, p. 888.

⁶ CSTFEO, EM/2B, 'Rapport sur la collusion nippono-viet minh', no. 3787/2, le 9 août 1946, p. 6, d. Mission Française aux Indes, c. 10H600, SHAT.

⁷ 'BR du 9 octobre 1946', c. 10H3826, SHAT. Les noms sont recoupés et confirmés par une comparaison avec SDJ no. 603/SDJ, DJ no. 106, 'Objet : renseignements sur les D.J.', Saigon, le 29 août 1948, c. 10H4363, SHAT.

⁸ 'Objet : renseignements sur les D.J.'. Selon cette source, les personnes suivantes avaient un rôle actif à l'Ecole de Quang Ngai : le commandant de la gendarmerie Saitoh ; le sergent-chef Oshikiri ; le commandant Ishii Takuo ; le lieutenant Ikari Kazumasa ; le lieutenant Kamo Tokuji ; le lieutenant Nakahara ; le sous-lieutenant Tanimoto ; l'interprète Nishida ; l'adjutant-chef Takano ; l'adjutant Chyama Masao ; l'adjutant Takata Toshio ; le sergent-chef Kabeya Toshio ; le sergent Honda Soichi ; le sergent Tohma Mototoshi ; le caporal-chef Hatakeyama Kinkichi et le caporal Iwata Masaoki.

« Igawa ». Pris au dépourvu par la fin de la guerre du Pacifique et conquis apparemment par le charisme de Son, ces deux Japonais s'étaient ensuite rendus à Tuy Hoa au début 1946 pour aider le Viet Minh à se battre contre le Corps expéditionnaire qui convergeait alors vers le sud du Trung Bo. Mitsunobu donna à Nguyen Son de précieux conseils sur l'art du commandement, avant de monter avec lui l'Ecole de Quang Ngai au mois de juin. En décembre 1946, ce Japonais accompagna Nguyen Son dans le Viet Bac et, après le déclenchement de la guerre au Nord, prit part à la bataille de Nam Dinh. En 1948, Mitsunobu se rendit auprès du général Nguyen Son dans le LK IV, où il forma encore d'autres militaires vietnamiens dans l'art de la guerre.¹⁰

Du côté vietnamien, un ancien élève de la même école militaire de Quang Ngai a récemment révélé qu'environ 400 candidat-officiers vietnamiens y étaient inscrits, divisés en quatre bataillons ou compagnies. Il raconte que le général Nguyen Son avait confié en 1946 la direction de ces quatre premières compagnies aux officiers japonais portant les noms vietnamiens de Minh Ngoc (Mitsunobu Nakahara), Dong Hung (Kikuo Tanimoto), Phan Lai (Kazumasa Igari) et Phan Hue (Tokuji Kamo). La même année, Nguyen Son fit venir de Hue quatre autres officiers japonais, dont Igawa, qui n'était autre que Igawa Shoichi, officier de l'Etat-Major de la 34^{ème} Brigade Mixte d'Infanterie stationnée dans la région de Hue-Tourane (Da Nang). Ce dernier devint par la suite un proche conseiller de Nguyen Son. Il avait été recruté en même temps que Nakahara Mitsunobu, son interprète (voir *supra*).¹¹ Le général Nguyen Son, formé lui-même à Whampoa avant la Seconde Guerre Mondiale, voyait un atout technique et militaire dans le recrutement de ces Japonais. Face au Corps Expéditionnaire, il avait grandement besoin de leurs services, tant dans son Etat-Major tactique que dans ses écoles d'officiers.

Qu'enseignaient au juste ces officiers japonais à Quang Ngai ? Les documents trouvés en 1946 sur le corps d'un des instructeurs japonais de l'Ecole de Quang Ngai, le sergent-chef « Oshikiri », nous renseignent plus précisément sur le cursus donné par les Japonais. Dans ses cahiers personnels, on trouve un cours intensif sur la « Tokkohan » (« sections

⁹ *50 nam truong luc quan trung hoc Quang Ngai, 1.6.1946-1.6.1996*, s.l., Ban lien lac Bac-Trung-Nam, 1994, pp. 31-32, 45, 52-53.

¹⁰ MINH NGOC-NAKAHARA, 'Nho tuong Nguyen Son' [A la mémoire du général Nguyen Son], *Xua va Nay*, no. 38, (avril 1997), pp. 9-10. A Tuy Hoa, les Japonais suivants avaient un rôle actif : sergent-chef Ozaki Zensaku ; le sergent-chef Kurosawa ; le sergent-chef Konishi ; le sergent-chef Sakamoto ; le sergent-chef Ishida Matsuo ; le sergent Saito Zenji ; le caporal-chef Nunoida ; le caporal-chef Miyashita ; le caporal-chef Nakamura ; Utaka Kitaru et quelques autres civils. 'Objet : renseignements sur les D.J.'.

¹¹ *Tuong Nguyen Son* [Le général Nguyen Son], Hanoi, NXB Lao Dong, 2^{ème} édition, 1995, pp. 74-75. Nous tenons à remercier très vivement l'assistance précieuse du Dr. Kyoichi Tachikawa dans l'identification de plusieurs de ces déserteurs, dont Igawa. Selon Nguyen Viet Hong, Dong Hung s'occupait de la compagnie no. 1, Minh Ngoc la compagnie no. 2, Phan Lai la compagnie no. 3 et Minh Tam la compagnie no. 4. Sur les rapports entre Nguyen Son et Igawa, on peut lire en vietnamien : « Nguyen Son da co mot quan he dac biet voi I-ca-oa ». *Tuong Nguyen Son*, pp. 75.

spéciales d'assaut »), tactique de guérilla employée par les Japonais vers la fin de la guerre, surtout aux Philippines. Oshikiri apprit à ses jeunes élèves vietnamiens comment faire du sabotage et monter des coups de mains et des embuscades et comment se battre contre des forces armées supérieures.¹² Citons quelques extraits provenant d'un cours que Oshikiri fit sur la méthode « Tokkohan » pour avoir une meilleure idée de cette symbiose militaire nippono-vietnamienne dans le domaine de la guérilla. S'adressant aux candidats vietnamiens, Oshikiri commençait ainsi son cours :

Savez-vous que des héros japonais se sont précipités contre des bateaux ennemis en portant sur eux des bombes ? Savez-vous que des héros japonais ont facilité l'assaut des troupes nipponnes en démolissant des obstacles ennemis avec des explosifs sur eux ? [...] Je vais vous en expliquer les motifs. Ce sont : le patriotisme ardent de ces jeunes gens ; leur esprit combatif ; leur foi absolue [dans] la victoire [et] leur obéissance aveugle au devoir. [...] C'est avec cet esprit de la Tokkohan que le Japon a pu héroïquement combattre, en dépit du fait qu'il avait beaucoup moins d'avions, de chars et de canons que les autres pays.

Evoquant le cas du Vietnam déjà en guerre, il continuait :

Il ne faut pas se plaindre de l'insuffisance des armes. Bien qu'elle manque de chars, d'avions et de canons, l'armée Viet Minh a [suffisamment] de braves combattants. Nous avons des hommes chars, nous avons des hommes avions, des hommes canons. Les ennemis se trouvent tout près de nous, ils sont entourés par nous. Nous sommes bien au courant de la situation géographique. Nous connaissons bien nos adversaires. Dès que l'ordre en sera donné, nous n'avons qu'à sauter sur l'ennemi, portant sur nous des bombes, des grenades ou des bouteilles enflammées.

Etant donné la supériorité technologique du Corps expéditionnaire français au Nam Bo en 1945-46, il est certain que les idées de « Tokkohan » étaient accueillies favorablement à Quang Ngai par un milieu militaire local qui leur était *déjà* acquis. Après tout, ce genre de tactique de guérilla s'insérait parfaitement bien dans la pensée militaire déjà esquissée par d'autres officiers vietnamiens, qui mettaient l'accent sur l'utilisation des miliciens (*tu ve*) et des « volontaires de la mort », conscients qu'ils étaient du fait que l'armée vietnamienne était encore insuffisamment préparée pour pouvoir être organisée selon un schéma classique. N'oublions pas non plus que Nguyen Son avait participé à la *Longue Marche* en Chine et Nguyen Binh avait vraisemblablement vécu la guerre sino-japonaise. A Quang Ngai, Nguyen Son donnait régulièrement des cours sur la guérilla à la chinoise et la stratégie maoïste qu'il avait apprises dans les années 1930.¹³ Il n'y avait pas que ces officiers japonais.

Et il n'y avait pas que la guérilla non plus. A Quang Ngai, les Japonais enseignèrent encore le tir et le lancement de grenades, ainsi que les bases élémentaires de l'entraînement

¹² 'Projet d'instruction à diffusion réduite', dans 'Le problème japonais', pp. 153-54 ; SDJ, 'Jugement du chef de la SDJ d'après le carnet d'un D.J. saisi sur son cadavre', le 9 avril 1947, c. 10H3826, SHAT ; et CSFFEO, EM, Mission de Contrôle de l'Armée japonaise, 'Fiche de renseignements no. 4115/F', Saigon, le 20 juillet 1946, d. 226, CP, CAOM.

des cadres militaires supérieurs : exercices de compagnie et de bataillon, dispersion, combats d'assaut, attaques de nuit et surtout encadrement des hommes de troupes. Cet entraînement était vraisemblablement le plus précieux des apports japonais. Nous savons qu'Oshikiri donna des cours sur la manière de monter des opérations, de pénétrer en territoire ennemi, de rechercher des renseignements sur l'ennemi, autant d'éléments essentiels de l'art de la guerre. Certains soldats japonais se rendirent utiles en faisant la démonstration du maniement des armes automatiques et de la D.C.A. (bien qu'il n'en existait que peu à cette époque). Certains Japonais firent profiter au Viet Minh de leur expérience en matière d'installation de fabriques d'armes légères et de munitions avec des moyens limités. Toutefois, faute de documentation, nous n'avons pas pu apprécier le rôle joué par les conseillers japonais dans les services de transmission radiographiques et du chiffre. Il n'est pas exclu qu'ils eussent appris à certains groupements vietnamiens les bases du renseignement militaire, qui n'avait pas été enseigné aux aspirants de la Garde indigène durant la période coloniale. Dans le Sud, un sergent japonais avait monté une station de radio pour capter les nouvelles de Delhi et du Japon pour le compte des Vietnamiens.¹⁴ Dès les débuts de la guerre, les conseils des transfuges japonais étaient très estimés.

Ce 'transfert de connaissances techniques' était facilité par le fait que plusieurs de ces 'déserteurs' nippons (mais certainement pas la majorité) connaissaient bien le Vietnam, sa langue et sa culture. Sur les six officiers identifiés à l'Ecole de Quang Ngai en 1946, quatre étaient venus de la Kempeitai de Hue et Phan Thiet et avaient donc une connaissance géographique, linguistique et culturelle du Trung Bo, que la guerre leur avait permis d'approfondir. Minh Ngoc était interprète de langue vietnamienne (il va donner cinquante ans plus tard le récit de ses expériences à Quang Ngai en vietnamien...). En 1948, sur les 46 déserteurs dans le sud du Trung Bo, treize pouvaient parler le vietnamien soit « parfaitement », soit « très bien », et neuf « assez bien ». Neuf étaient mariés à des femmes vietnamiennes.¹⁵ Il nous semble que les officiers japonais travaillant pour le Viet Minh de Quang Ngai étaient particulièrement utiles dans les questions militaires.

Cependant, ces cours n'étaient pas toujours gratuits. A Hai Duong, l'instructeur Enokita Adayuki, ancien lieutenant de l'armée de terre devenu « Vu Van Son », bénéficia d'une solde mensuelle généreuse en échange de ses cours d'entraînement pour le groupe de

¹³ *Tuong Nguyen Son*, p. 78.

¹⁴ CSFFEO, EM, Mission de Contrôle de l'armée japonaise, no. 3047/L, 'Interrogatoire du déserteur [x, nom supprimé par l'auteur, CEG]', le 12 juillet 1946, d. Affaires avec [les] Japonais, I et 2^{ème} trimestres, c. 10H4363, SHAT.

serveurs de mitrailleuses lourdes et l'enseignement militaire qu'il donna à la 13^{ème} compagnie dans le Nord.¹⁶

Un phénomène plus large

Rappelons-nous que ce phénomène n'était nullement limité au seul cas du Viet Minh. La présence d'officiers japonais dans les rangs des communistes chinois avant 1949 est bien connue.¹⁷ En 1948, dans la province de Hopei, plusieurs déserteurs japonais travaillèrent comme soldats, conseillers et techniciens. D'autres officiers japonais servirent dans l'armée chinoise en Manchourie. L'URSS avait même « remis » aux forces communistes chinoises plusieurs prisonniers japonais, connus sous le nom de « Soviet Handouts ». Selon les Britanniques, la plupart des Japonais dans les rangs des communistes chinois étaient des techniciens de radiophonie, des médecins, des infirmiers et des spécialistes de la communication et de l'artillerie lourde.¹⁸ Ces transfuges jouèrent un rôle plus important dans l'histoire de l'Asie continentale de l'après-guerre que l'on n'a pas voulu le croire.

Les Japonais n'étaient pas non plus les seuls étrangers au service du Viet Minh. Une bonne dizaine de déserteurs européens se rallièrent à la cause vietnamienne. La majorité travaillèrent dans les services de propagande menés par le Viet Minh auprès des soldats du Corps expéditionnaire (*dich van*). Toutefois, quelques uns jouèrent des rôles exceptionnels dans l'armée vietnamienne comme conseillers techniques et tacticiens. En fait, le service historique de l'armée vietnamienne a récemment reconnu la présence dans ses rangs de 1947 à 1955 d'un Ukrainien nommé Aleksandrovich Skrzhinskij (Nguyen Van Thanh), d'un Allemand, Erwin Borchers (Ho Chien Si) et d'un Polonais, Stefan Kubiak (Ho Chi Toan).¹⁹ Ces trois individus, en particulier, étaient déjà politiquement actifs avant d'arriver en Indochine avec la Légion Etrangère. Par exemple, Erwin Borchers fut un communiste allemand et très lié à Truong Chinh depuis 1944. Il quitta l'Allemagne dans les années trente pour se rendre en France où il s'inscrivit dans la Légion Etrangère. Il se retrouva en

¹⁵ 'Renseignements sur les D.J.' Mais il serait exagéré de penser que tous les enseignants japonais parlaient si bien le vietnamien. A ce propos, voir : BUI DIEM, *In the jaws of history*, p. 41.

¹⁶ Traduction du document no. 15 : 'Ve Quoc Doan, 13^{ème} Dai Doi [compagnie], 'Etat signalétique du dong chi [comarade] japonais Son', daté du 31 juillet 1946, signature illisible, 'Les relations du Front Viet Minh avec les Japonais en Indochine de 1940 à 1947', juin 1947, d. 3, c. 128, CD, CAOM et d. Japonais, 1946-1954, c. 10H2959, SHAT.

¹⁷ Donald G. GILLIN avec Charles ETTER, 'Staying On : Japanese Soldiers and Civilians in China, 1945-1949', *Journal of Asian Studies*, vol. XLII, no. 3, (mai 1983), pp. 497-518.

¹⁸ 'Report no. 6945', le 8 novembre 1948 et 'Report no. 5425', le 3 août 1948, 'Military/Japanese Serving with the Chinese Communist Forces in Manchuria, May 1948', WO208/4782, PRO.

¹⁹ A ce sujet, nous avons consulté : *Tu Dien Bach Khoa*, pp. 574, 370 et 306 ; Jacques DOYON, *Les soldats blancs de Ho Chi Minh* Paris, Fayard, 1973, pp. 29-71 et Pierre SERGENT, *Un étrange Monsieur Frey* Paris, Fayard, 1982. Nous traitons ailleurs la question des déserteurs européens.

1940 en Indochine, où il s'opposa vite au régime de Vichy et aux occupants japonais. Il entra tôt en contact avec la direction clandestine du PCI au Tonkin. En fait, c'est Truong Chinh qui le fit entrer dans le PCI en 1945 et allait demeurer son « chef » pendant la guerre. Borchers dirigea la propagande auprès de la Légion Etrangère. Lors de la bataille de Dien Bien Phu, il fit rallier 123 soldats autrichiens et allemands au Viet Minh. Stefan Kubiak, capitaine dans l'armée vietnamienne, participa à 10 batailles contre l'armée française entre 1948 et 1954. Il devint chef d'état major d'un régiment d'artillerie entre 1955 et 1957. Quant à Aleksandrovich Skrzhinskij, il participa aussi à plusieurs batailles contre la France, enlevant plusieurs postes stratégiques au Corps Expéditionnaire. En 1953, il devint chef d'un bataillon de mortier. Le général Giap mentionne dans ses souvenirs la présence d'une unité de déserteurs germaniques, anciens membres de la Légion étrangère, qui étaient actifs au Tonkin et dirigés par un allemand connu sous le nom vietnamien de « Ho Si Thang ». Ce dernier fut tué lors d'un combat en 1948.²⁰ Selon d'autres sources, Borchers (*Ho Chien Si*), Stefan Kubiak (*Ho Chi Thuan*) et Schroeder (*Le Duc Nhan*) étaient au service de l'Etat-Major général de l'armée vietnamienne, chargés de certaines unités importantes de guérilla. Le colonel Nguyen Dan fut en réalité un Autrichien, chargé des questions militaires.²¹ Toutefois, en 1948, ils furent transférés au Département de l'Education politique, responsables pour la rééducation » des prisonniers du Corps expéditionnaire.²²

Ces conseillers européens se retrouvèrent aussi à Quang Ngai au début de la guerre franco-vietnamienne. Un déserteur allemand de la Légion étrangère, de son vrai nom Schröder, enseigna aussi l'art de la guerre à Quang Ngai et dirigea même un commando mixte de cent hommes appelé le groupement « Guillaume Tell ».²³ Un autre déserteur européen, Walter Koch, fit partie du Viet Minh depuis 1947 ; un câble vietnamien indique qu'il avait accompli des « exploits » militaires dans le LK V.²⁴ Ce n'est pas de l'invention. Les sources vietnamiennes le confirment aussi. Selon un témoignage récent, un instructeur français vint de Hanoi avec un autre cadre vietnamien pour donner des cours à Quang Ngai

²⁰ VO NGUYEN GIAP, *Chien dau trong vong vay*, pp. 273, 276.

²¹ LE VAN HIEN, *Nhat ky cua mot bo truong* [Journal d'un ministre], Da Nang, NXB Da Nang, 1995, vol. II, p. 140.

²² Jacques DOYON, *Les soldats blancs*, pp. 29-71.

²³ CSTFEO, EM/2B, no. 4806, 'Note sur l'Armée du Vietnam', le 10 octobre 1946, p. 13 et Central Intelligence Agency, 'Schroeder', no. DB-6661, daté du 25 novembre 1947, dans 851G.00B/11-2547, ANEU. Ces sources prétendent que Schröder était, en fait, le célèbre « Ho Chi Long », l'un des « fils adoptifs » germaniques de Ho Chi Minh en 1947. Jacques Doyon l'identifie avec « Le Duc Nhuan ». Ecrivain en 1953, Claude Guigues fit état de 2.000 déserteurs des troupes de l'Union française sur un effectif total de 150.000 hommes. Voir : Claudes GUIGUES, 'Les étrangers chez le Viet Minh', *Indochine, Sud-Est Asiatique*, no. 14, (janvier 1953), p. 51.

²⁴ CFTCVN, EM/2B, no. 2409/FTCV/2S, 'BR', valeur : A/1, daté du 15 juin 1951, d. 73, c. 10H552, SHAT.

sur le « matérialisme dialectique » (*duy vat bien chung*).²⁵ L'histoire de l'Ecole de Quang Ngai donne les noms de deux Autrichiens, Ho Chi Dan et Ho Chi Long.²⁶

Au début de la guerre, l'instruction militaire était donc d'une grande diversité. Un commandant militaire français en fit la remarque, dans cette observation sur les premiers centres militaires du Viet Minh :

Ces écoles s'inspirent à la fois de Saint-Cyr, de l'armée japonaise et des écoles politico-militaires chinoises et russes, donnant aux élèves une forte discipline, une large formation politique et civique et leur imposant un programme particulièrement dur et chargé, physiquement et intellectuellement.²⁷

Le rôle des officiers japonais dans le commandement

Les idées japonaises furent introduites au Vietnam par certains officiers supérieurs nippons qui œuvraient dans des Etats-Majors de l'armée vietnamienne. En fait, les sources vietnamiennes confirment très tôt la présence de Japonais dans les sphères les plus hautes de l'Etat-Major de Vuong Thua Vu, de Nguyen Son et de Nguyen Binh.²⁸ Le général de division Vuong Thua Vu révèle dans ses mémoires publiées en 1979 qu'un officier japonais, nommé « Ai Viet », « celui qui aime le Vietnam », servait dans son Etat-Major en tant que « délégué militaire » (*phai vien quan su*) en décembre 1946.²⁹ Six Japonais devinrent des gardes du corps du futur général Nguyen Binh vers 1946.³⁰ Ngo Van Chieu, militaire formé dans l'une des premières écoles d'officiers créées à Hanoi en 1945-46, écrit dans ses souvenirs qu'un « ancien Lieutenant-Colonel à l'Etat-Major de la 38^e Armée nippone » travaillait comme « conseiller technique » auprès de l'instructeur vietnamien.³¹ Enfin, Le Van Hien parle dans son journal d'un instructeur japonais nommé « Bao » en vietnamien. Il s'agissait en fait d'un colonel japonais qui avait servi dans l'armée japonaise en Birmanie avant de se rendre au Vietnam pour enseigner dans une école militaire. Le Van Hien révèle que Bao participa en décembre 1948 à la direction de la bataille de Phu

²⁵ *Tuong Nguyen Son*, pp. 76-77. S'agit-il de Jacques Henri Bousquet ?

²⁶ *50 nam truong luc quan trung hoc*, pp. 31, 51.

²⁷ CSTFEO, EM/2B, no. 4806, 'Note sur l'Armée du Vietnam', le 10 octobre 1946, p. 13.

²⁸ Voir surtout : Bo Tong Tham Muu, *Lich su bo tong tham muu trong khang chien chong Phap (1945-1954)* [Histoire de l'Etat-Major général durant la résistance contre la France (1945-1954)], Hanoi, NXBQDND, 1991, p. 406.

²⁹ VUONG THUA VU, *Truong thanh trong chien dau : Hoi ky* [Mûri dans la lutte : Mémoires], Hanoi, NXBQDND, 1979, pp. 79, 92-93. Vuong Thua Vu, diplômé d'une école militaire au Yunnan et ancien officier dans l'armée chinoise, était professeur en 1946 à l'école militaire de Son Tay.

³⁰ NGUYEN HUNG, *Nguyen Binh : Huyen thoai va su that* [Nguyen Binh : Mythe et réalité], Hanoi, NXB Van Hoc, 1995, pp. 175, 191-92. Etaient attachés à l'Etat-Major de Nguyen Binh : le lieutenant Gotoh, Takayama (Hai), Satisam, Kandasa, Sato, Takahawa et Nishikawa. Mission de contrôle de l'Armée japonaise, no. 431/SDJ, 'Interrogatoire d'un déserteur japonais récupéré', le 14 août 1946, d. Affaires avec [les] Japonais, c. 10H4363, SHAT et 'Bulletin d'interrogatoire [x, nom supprimé par l'auteur, CEG]', no. 454/SDJ, le 3 novembre 1947, d. Zone IX, c. 10H4260, SHAT.

³¹ NGO VAN CHIEU, *Journal d'un combattant viet-minh*, Paris, Editions du Seuil, 1955, p. 94.

Thong.³² Nguyen Son confia en 1946 l'entraînement de quatre compagnies à des conseillers militaires japonais, dont Mitsunobu Nakahara.³³ Les sources vietnamiennes concordent donc que des officiers japonais s'étaient bel et bien ralliés à leur cause.

A ce sujet, il convient de s'attarder sur un officier japonais en particulier, le commandant « Ishii » : passé au Viet Minh dans le Sud en 1945, il comptait parmi les Japonais les plus importants à se rallier à la RDVN. Lors de la victoire alliée en août 1945, Ishii, âgé de 27 ans, était le plus jeune commandant dans l'armée japonaise. Son ancien supérieur dans l'Etat-Major de la 55^{ème} division en Birmanie, le colonel Saito, voulut à tout prix récupérer cet homme barbu et taciturne, qu'il considéra comme trop redoutable pour le laisser au Viet Minh. Les raisons en étaient assez simples. Ishii avait été formé à l'Ecole d'élite *Nakano* (voir chapitre précédent) et possédait donc une maîtrise exceptionnelle des méthodes de guerre japonaises les plus modernes, ainsi que des techniques de la guerre clandestine. De plus, c'était un diplômé de la prestigieuse Ecole des Officiers du Japon, tout comme son aîné, Saito. Enfin, Ishii avait déjà commandé au sein de l'Etat-Major de la 55^{ème} division et il avait participé lui-même à la dure prise de Rangoon.³⁴ Ce jeune officier avait par conséquent une connaissance du commandement et une expérience du combat qui faisaient de lui un atout formidable aux yeux du Viet Minh confronté à la menace du retour de l'armée française.

Les archives britanniques confirment l'existence de cet homme. En effet, en janvier 1946, le général Terauchi, le chef suprême du Corps expéditionnaire japonais dans la région Sud, signala au général Gracey que la 55^{ème} division s'était déplacée à Baria et comprenait 5.816 hommes de troupes à la fin de la seconde guerre mondiale. Le commandant de la division était le lieutenant-général Sakuma Ryozo et son chef d'Etat-Major, le lieutenant-colonel Saito Hiroo. Il y avait dans cet Etat-Major un major nommé « Ishii Takuo ».³⁵ L'orthographe du nom de ce dernier et son identité étaient également confirmées par un déserteur japonais rallié au colonel Saito. Ce rallié, qui avait rejoint le maquis Viet Minh, attesta que le véritable nom du commandant « Ishii » était aussi « Ishii Takuo ».³⁶

³² LE VAN HIEN, *Nhat ky*, vol. I, pp. 467-68.

³³ *50 nam truong luc quan trung hoc Quang Ngai*, p. 50.

³⁴ SDJ, no. 628/Z, DJ, no. 108, 'Objet : Renseignements sur le commandant « ISHII »', Saigon, septembre 1948, d. Renseignements, c. 10H4363, SHAT et SDJ, no. 640Z, DJ no. 139, 'Projet de récupération générale des DJs en Cochinchine et en Annam du sud', le 12 septembre 1948, s.d. Mission de récupération, d. Japonais, 1946-1949, c. 10H4363, SHAT.

³⁵ 'Message no. 452, 5 January 1946, from Field Marshal Count Terauchi to Gracey', WO208/671, PRO.

³⁶ 'Objet : Renseignement sur le commandant « ISHII »'.

Ishii Takuo déserta de son unité le 17 décembre 1945 à Banam au Cambodge, au même moment que d'autres 'anciens' de Nakano et de la 55^{ème}, tels que le capitaine Kanetoshi, le sous-lieutenant Yamashita et le capitaine Kurimoto (Shibata). Il est possible qu'ils fussent partis sur un ordre émanant de leurs supérieurs. En tout cas, en février 1946, Huynh Kim Truong, le commandant Viet Minh du détachement no. 1 de la zone VII, décida de faire prendre en main Ishii et ses hommes pour créer une unité uniquement japonaise.³⁷ En échange de sa collaboration militaire, le Viet Minh lui donna le grade de colonel (*dai ta*). C'est de cette façon qu'Ishii Takuo fit ses débuts dans la carrière d'instructeur militaire en République démocratique du Vietnam. Au mois de mai 1946, il quitta Baria en compagnie de Pham Van Bach, président du CRA du Nam Bo, et de Nguyen Thanh Son, pour partir en bateau vers la région de Quang Ngai, que les forces terrestres françaises avaient laissée en grande partie inoccupée. En juin 1946, Ishii fit rassembler tous les commandants de « Trung Doan » (régiments) entre Hue et Phan Thiet et leur dispensa une instruction militaire pendant environ un mois. Un mois plus tard, il prit lui-même la direction de l'« Ecole militaire de Quang Ngai », vraisemblablement sous le nom de « Thong ». Il plaça d'autres officiers japonais qu'il avait connus auparavant dans cette école, tel que son ami, l'instructeur Saitoh (à ne pas confondre avec Saito), nommé aussi colonel par le Viet Minh. A la fin de 1946, Saitoh prit la relève à l'Ecole de Quang Ngai, lorsque Ishii fut promu « Conseiller Suprême » des troupes Viet Minh dans le Sud et inspecteur d'une école militaire et administrative dans le Nam Bo. Ishii laissa à Quang Ngai, cependant, deux autres recrues : l'adjudant-chef Takano (venu du 16^{ème} régiment d'infanterie de la 2^{ème} division) et le sergent-chef Oshikiri (gendarme auxiliaire ayant appartenu au Détachement de gendarmerie de Cholon), que nous avons déjà rencontré.³⁸ Ishii se rendit à Pleiku pour diriger une offensive Viet Minh dans cette région en juillet 1946. En août 1946, Nguyen Son lui demanda de retourner à Tuy Hoa pour diriger une nouvelle école d'officiers. Ishii accepta et devint le nouveau directeur et conseiller militaire de Nguyen Son auprès des forces Viet Minh du Sud du Trung Bo, assisté d'Oshikiri.³⁹ En février 1947, cet homme de Nakano prodigua un entraînement d'élite à 130 Viet Minh, formés en une unité spéciale et employés efficacement contre un poste français. Ishii retourna dans le Sud pour diriger des

³⁷ Traduction des documents : 7^{ème} région militaire, Régiment no. 1, Thu Dau Mot, 'Le commandement du régiment no. 1 à Thu Dau Mot au chef de bataillon commandant le bataillon III', daté du 20 février 1946, signé de HUYNH KIM TRUONG ; 'Au camarade Nguyen Van Ngo, dit Quy, commandant le Bataillon III', le 16 janvier 1946, signé HUYNH KIM TRUONG, d. Affaires avec Japonais, 1 et 2^{ème} trimestres, c. 10H4363, SHAT ; et surtout SDJ no. 392/Z, DJ no. 68, 'La trace d'un DJ dit-on général', le 5 juin 1948, d. Renseignements, c. 10H4363, SHAT.

³⁸ 'Renseignement sur le commandant « ISHII »' ; SDJ, no. 603/SDJ, DJ. No. 106, le 29 août 1948, d. Renseignements, c. 10H4363, SHAT ; et 'Projet de récupération générale des DJs en Cochinchine et en Annam du sud', le 12 septembre 1948.

opérations militaires contre le Corps expéditionnaire, lançant une embuscade qui devait laisser sur le champ de bataille plusieurs dizaines de morts français. Vers la fin de juin 1948 il dispensa une instruction militaire aux cadres des troupes populaires des 7^{ème}, 8^{ème}, 9^{ème} zones et monta une école d'officiers à Ben Tre.⁴⁰ Il est donc peu surprenant de voir que ses connaissances militaires et techniques eussent été particulièrement appréciées par Nguyen Son, Nguyen Thanh Son, Nguyen Binh, Tran Van Tra et Huynh Kim Truong.⁴¹

Une source vietnamienne révèle qu'un certain Nguyen Thong—ancien membre de l'Etat-Major « d'une division japonaise »—était un conseiller de l'Ecole Politico-Militaire de la zone VII vers 1946.⁴² Cette source ne divulgue pas la véritable identité de Nguyen Thong, mais d'autres sources nous apprennent que le pseudonyme vietnamien d'Ishii Takuo était « Ton », « Thong », « Nguyen Thong » et/ou « Nguyen Van Thong ». Il enseignait dans l'Ecole d'officier de Quang Ngai. Vers la fin des années 1940, il devint un proche de Nguyen Thanh Son dans « le Comité des affaires extérieures » (*Ban Ngoai Vu*).⁴³ Malencontreusement, ses activités ultérieures sont plus difficiles à cibler. D'après une lettre datée de 1949 d'un compagnon d'Ishii, ce dernier était chargé des missions les plus secrètes pour les Sudistes, même d'un envoi en Thaïlande.⁴⁴

Pour apprécier l'importance du rôle de ces officiers japonais au Vietnam, il serait utile d'établir combien d'entre eux avaient été formés à l'*Ecole Nakano*. Car, selon les dires d'un ancien membre de cette école, il y avait en Asie après l'armistice environ 2.000 anciens officiers et sous-officiers issus de Nakano. Sur ces 2.000 hommes, de 7 à 800 officiers, dont environ 400 choisis parmi les meilleurs, étaient dispersés en Asie. Ceux qui se trouvaient en Birmanie à la fin de la guerre montrèrent le plus de réticence à se rendre aux Alliés, (ce qui fait penser qu'il serait utile d'étudier de plus près les transfuges de cette

³⁹ 'Renseignement sur le commandant « ISHII ».

⁴⁰ *Ibid.* et 'Renseignements sur les D.J.'. En juin 1948, on rapportait qu'Ishii voulait concentrer ses activités dans le LK IX pour des raisons de sécurité. 'La trace d'un DJ dit-on général'. La source du deuxième document, Madame Song Thu, rapportait qu'Ishii avait été renvoyé dans le Sud par Ho Chi Minh lui-même. Madame Song Thu était impliquée directement dans ces réseaux.

⁴¹ 'Lettre de Lt. Colonel Saito au général Tran Van Tra', le 28 septembre 1948, signé SAITO, attaché à SDJ, no. 677/Z, DJ no. 114, 'CR sur la suite de recherche de 3 déserteurs évadés du camp', d. Renseignements, c. 10H4363, SHAT et le laissez-passer de Nishi Tokuyu, signé par HUYNH KIM TRUONG, HUYNH VAN NGHE, NGUYEN BINH, dans d. Affaires avec [les] Japonais, 1 et 2^{ème} trimestres, c. 10H4363, SHAT. Tran Van Tra reconnut qu'Ishii était dans la 8^{ème} zone. Le représentant diplomatique des Etats-Unis à Hanoi considérait que les Français exagéraient l'importance des Japonais dans les rangs du Viet Minh. 'Telegram from Hanoi to Secretary of State', control 1223, 6 janvier 1947, 851G.00/1-547, ANEU. Interrogé sur cette question japonaise, Vo Nguyen Giap « nia catégoriquement » (« denied flatly ») qu'il y avait des Japonais dans les rangs du Viet Minh. 'Telegram from Hanoi to Secretary of State', Hanoi, le 25 juillet 1946, 851G.00/7-2546, ANEU.

⁴² THAI-LAN, *Ai giét trung tuong Nguyen Binh ?*, p.70

⁴³ *50 nam truong luc quan trung hoc Quang Ngai*, p. 32 et SDECE, no. 11502/8/HV/SC, 'Renseignement: Envoyé des Affaires extérieures du Nam Bo au Comité de Commandement du khu Nord-Ouest du Cambodge, Mai Lam', daté du 27 décembre 1949, d. Service de navigation, c. 10H3997, SHAT.

⁴⁴ 'Lettre de [X, nom supprimé par l'auteur, CEG] au général Tsuchihashi', datée du 31 janvier 1951, attaché à FFVNS, EM/2B, no. 1079/2S, 'Général Chanson au HCFIC', le 23 février 1951, d. 69, c. 10H550, SHAT.

55^{ème} division). A la fin de juillet 1945, le Quartier Général du Corps expéditionnaire japonais prit la décision d'envoyer une partie de ces « spécialistes de Nakano » en Indochine. De Birmanie, 21 spécialistes de Nakano arrivèrent à Saigon le 10 septembre 1945. Selon un ancien de cette école, le chef nationaliste Ba Maw s'intéressait « vivement » aux techniques de camouflage de ces 'spécialistes de Nakano'.⁴⁵ Le Viet Minh était sans doute dans le même état d'esprit.

Le Bureau Central des Renseignements français savait de source « sûre » qu'au Tonkin la plupart des officiers de Nakano étaient restés en place après la capitulation japonaise. Leur chef au Nord n'était nul autre que le lieutenant-colonel Muraiyama, basé à Thai Nguyen, et également directeur de l'organisme japonais de « Collaboration et Entr'aide pour l'Indépendance du Vietnam » (voir le chapitre précédent).⁴⁶

Ce que nous voudrions souligner, c'est que ces officiers japonais travaillant dans des écoles militaires et les Etat-Majors du Viet Minh et surtout ces officiers sortis de Nakano comme Ishii à Quang Ngai et Muraiyama à Thai Nguyen constituaient de grands atouts technologiques et militaires pour la RDVN *au début de la guerre*, lorsque les besoins de l'Etat vietnamien étaient les plus pressants.⁴⁷ La RDVN ne perdit pas de temps pour incorporer dans leur armée encore embryonnaire ces militaires et civils japonais qui n'avaient jamais subi de défaite militaire en Indochine.

L'un des résultats concrets de cette présence japonaise dans l'armée du Viet Minh avait été d'infliger des pertes croissantes aux Français au début de la guerre.⁴⁸ Au cours des premiers combats dans le Nord, par exemple, des unités sous direction japonaise, déployées par le Viet Minh, avaient opposé une résistance farouche en se faisant tuer sur place. Des cadavres japonais avaient été dénombrés dans l'ancienne résidence de Ho Chi Minh au moment de la bataille de Hanoi en décembre 1946.⁴⁹ Pendant la reprise de Hué au début de 1947, les Français estimaient qu'ils avaient lutté contre une section d'assaut composée d'environ 150 Japonais. Ils supposaient qu'il y avait au moins cinq Japonais dans chaque

⁴⁵ 'Les services spéciaux japonais et le problème japonais en Indochine', no. 7804/1000/B.2, daté du 30 décembre 1946, étude du Chef de bataillon BARADA, p. 192, c. 10H600 et d. 118, c. 57, HCI, CAOM.

⁴⁶ 'Le problème japonais', pp. 187-202. Selon cette même source, il y avait 20 anciens de Nakano sur 25 qui désertèrent en Indochine, 20 sur 70 en Birmanie, 35 sur 50 en Malaisie-Indonésie et environ 100 sur 170 en Chine. 'Le problème japonais', p. 194. Les anciens de Nakano restés en Indochine étaient apparemment le commandant Hara, le capitaine Matsushige, le capitaine Tsukamoto, le capitaine Matsushime, le lieutenant Azizawa, le capitaine Nakita, le capitaine Saitoh, le capitaine Itoh, et le lieutenant Tanaka. Cela reste évidemment à vérifier.

⁴⁷ Il serait toutefois intéressant de mesurer l'impact des japonais à Thai Nguyen et Quang Ngai avant le déclenchement de la guerre d'Indochine en décembre 1946. Les Japonais jouèrent un rôle non négligeable dans la fortification de Thai Nguyen et dans la création de nombreux ateliers d'armement.

⁴⁸ Pour l'Indonésie, voir : TAKAO FUSAYAMA, *A Japanese memoir of Sumatra 1945-46 : Love and hatred in the liberation war*, Ithaca, Cornell Modern Indonesia Project, 1993, pp. 98-102.

⁴⁹ Présidence du Conseil, EMDN, no. 958/DN/2, 'Les Japonais en Indochine', le 27 février 1947, pp. 5-6, d. 6, c. 4Q43, SHAT.

bataillon vietnamien engagé dans cette bataille.⁵⁰ En 1947, Ishii monta de concert avec Nguyen Son une embuscade qui coûta au Corps expéditionnaire de 70 à 80 morts.⁵¹ Il est vraisemblable aussi que certains soldats japonais eussent servi comme des tireurs d'élite (*snipers*).

Au début de l'année 1946, un officier militaire qui préparait les grandes lignes du retour des Français au Tonkin avait déjà souligné le risque que ces Japonais ralliés au Viet Minh pouvaient représenter dans le cas d'un coup de force français contre le Nord :

Il n'est pas douteux que les Japonais actuellement dissidents, 2,000 hommes environ, seront contre nous et constitueront le principal élément de la résistance dans les régions de Hoa Binh, Phu Ly et Thai Nguyen, où ils se sont fortement retranchés avec les troupes Viet Minh qu'ils encadrent. Il faut s'attendre à ce que la lutte dans ces régions particulièrement difficiles au point de vue pénétration intérieure soit excessivement dure [...].⁵²

Insistons sur le fait que l'utilisation des Japonais avait été surtout patente dans les deux ou trois premières années de la guerre, lorsque Vo Nguyen Giap, Nguyen Son, Vuong Thua Vu et Nguyen Binh étaient obligés de mettre sur pied à partir de rien et très rapidement une armée capable de faire face au Corps Expéditionnaire.⁵³ A partir de 1948, ces transfuges japonais (et européens) allaient être progressivement écartés au fur et à mesure que les Vietnamiens prenaient en mains la direction militaire dans un combat qu'ils voulaient national (voir *infra*).

II. Contributions techniques et économiques

L'autre domaine où la modernité japonaise s'était imposée au Viet Minh était celui de l'économie. La documentation est beaucoup moins fournie sur cet aspect, mais la présence d'ingénieurs japonais au sein du Viet Minh au Nord peut se vérifier. Cette contribution est d'autant plus incontestable que la preuve nous en a été fournie par une source provenant d'une autorité vietnamienne très haut placée à l'époque, l'ancien Ministre de la Finance, Le Van Hien. Dans son journal récemment publié au Vietnam, Le Van Hien met en évidence la présence d'une poignée de conseillers techniques japonais au Ministère de la Finance à la fin des années 1940. Ceux-ci travaillaient souvent à ses côtés, donnant leur avis sur la

⁵⁰ CSTFEO, EM/2B, no. 763/2, 'Renseignements', le 24 février 1947, c. 10H532, SHAT.

⁵¹ 'Objet: renseignements sur le commandant Ishii'.

⁵² CSTFEO, CTCICN, EM/2B, no. 265/2B, 'Note sur la situation et les activités japonaises au Tonkin', le 8 février 1946, p. 6, d. 3B, c. 10H2511, SHAT. Fait intéressant : les Français pensaient employer les Japonais internés, avec l'autorisation secrète des Chinois, pour les aider à reprendre le Tonkin militairement au Viet Minh. *Idem.*, p. 6.

⁵³ 'Lettre au camarade [Huynh] Kim Truong, Commandant le Régiment I', le 18 janvier 1946, signé QUY et 'Compte-rendu de l'attaque de Phuoc Hoa', signé par NGUYEN VAN HOP et DAO VAN NGHIEM, le 23 janvier 1946, dans

planification, l'organisation et la gestion de l'économie, ainsi que sur l'état des ressources du Nord-Vietnam.⁵⁴ Le Van Hien désigne cinq déserteurs japonais principaux par leurs noms vietnamiens : Thuan, Thanh, Lam, Hien et Duong. Certains des ingénieurs employés dans son ministère avaient travaillé aux mines du Tonkin (celle de Minh Khai en particulier) pendant l'occupation japonaise.⁵⁵ Bien entendu, c'étaient leurs compétences techniques et leur connaissance des mines tonkinoises qui les rendaient précieux au Viet Minh.

« Thuan » nous semble constituer un bon exemple. Ingénieur (*ky su*) de profession, il servit de conseiller économique à Le Van Hien dans « l'étude de la planification des constructions » et dans la direction d'une fonderie de plomb pour l'industrie d'armement au Nord-Vietnam. Impressionné par ses talents techniques, Hien nous dit dans ses souvenirs qu'il le considérait comme « quelqu'un de véritablement qualifié ».⁵⁶ Un autre exemple est donné par deux autres ingénieurs japonais stationnés près de Lao Cai qui appliquèrent des méthodes scientifiques pour exploiter les mines et extraire des phosphates et d'autres produits chimiques essentiels pour la fabrication locale des armes et explosifs.⁵⁷ Le 24 juillet 1950, Le Van Hien raconte ainsi sa conversation avec un spécialiste japonais nommé Lam Dong Luong qui s'était mis au service du Viet Minh :

J'ai beaucoup discuté avec Luong de la mise en valeur des mines au Vietnam. Luong connaissait en profondeur la situation des mines pour avoir pendant l'occupation japonaise exploité beaucoup d'endroits. Luong savait beaucoup sur les mines d'uranium. De lui-même, il avait pu trouver cette matière minérale là et il était témoin lorsqu'une délégation japonaise était venue étudier les possibilités d'exploitation de l'uranium. D'après Luong, les Japonais s'étaient mis à la suite de ces recherches à exploiter [les mines d'uranium au Tonkin] et croyaient qu'ils allaient avoir la bombe nucléaire grâce aux matières premières du Vietnam.⁵⁸

Ces ingénieurs japonais travaillant pour le Viet Minh dans le domaine minier du Nord constituaient évidemment un atout très important au point de vue technique et militaire. Il trouvait donc profitable de s'appuyer sur ces ingénieurs japonais qui avaient déjà l'expérience de l'Indochine, pour essayer de mettre en valeur les mines sous son contrôle.

'Extraits du documents saisis dans P.C. Viet Minh relatif aux Japonais rebelles', TFEO, BSM1020, no. 21/SM, d. Affaires avec [les] Japonais, c. 10H4363, SHAT.

⁵⁴ LE VAN HIEN, *Nhat ky*, vol. I, p. 72.

⁵⁵ *Ibid.*, vol. I, pp. 153, 174-75, 378. Le 28 janvier 1946, l'ingénieur japonais des Mines, Tosiuori Sugimoto, demanda la naturalisation vietnamienne à la RDVN. Voir son dossier dans d. Viéc nhap quoc tich Viet Nam, c. 9, GF, CAOM. Un autre ingénieur japonais, nommé Katada Hirochi, fit de même.

⁵⁶ LE VAN HIEN, *Nhat ky*, vol. I, pp. 378, 457.

⁵⁷ *Ibid.*, vol. II, p. 347. Voir aussi : 'US Consulate Hanoi to Secretary of State', le 15 février 1947, 851G.6359/2-1547, ADEA. Bien avant 1945, les Français en Indochine avaient pris des échantillons de minéraux fissibles et susceptibles de réaction en chaîne, tels que le thorium, le cérium et le lanthane. Bureau Technique et Commercial, Haiphong, 'Lettre à M. le colonel Domergue', Haiphong, le 1 avril 1947 et Laboratoire métallurgique et industriel, 'Echantillon', Haiphong, le 4 septembre 1933, signé Pic, d. 15, c. 10H532, SHAT.

Certains experts financiers japonais servaient aussi de conseillers dans la gestion de la politique bancaire de la RDVN. Si leur nombre était infiniment plus restreint, leur importance ne l'était peut-être pas. Encore une fois, c'est Le Van Hien qui nous révèle qu'un Japonais nommé « Tung » (le nom vietnamien complet est Hoang Dinh Tung) était le plus important de ses conseillers économiques. Hoang Dinh Tung n'était nul autre que l'ancien directeur (*giam doc*) de la Banque de Yokohama à Hanoi. Après la défaite japonaise en 1945, il se rallia à la RDVN pour occuper une place de conseiller à la « Banque Nationale du Viet Nam » (*Quoc Gia Ngan Hang Viet Nam*). Selon Hien, ce Japonais joua un rôle influent dans la mise au point de la « politique bancaire » (*chinh sach ngan hang*) de la RDVN.⁵⁹ L'ancien ministre parle également des contributions du même Tung lors d'une réunion de la sous-commission de la Banque Nationale (*Hoi Nghi Tieu Ban Quoc Gia Ngan Hang*) en septembre 1949 : « Puisque Hoang Dinh Tung a travaillé antérieurement à la banque de Yokohama, il a des expériences concrètes et a donc pu fournir beaucoup de suggestions sur la question d'organisation de la politique bancaire ».⁶⁰

Une source japonaise fournit des renseignements similaires sur un certain M. Fujita. Ce dernier était un ancien employé de la Yokohama Specie Bank à Hanoi pendant la période japonaise. Il fut transféré à la Banque d'Indochine après le 9 mars 1945 et continua à y travailler pendant l'occupation chinoise. A la fin de 1945, il fut recruté par des agents du Viet Minh infiltrés dans la banque. Fujita se rallia au Viet Minh à ce moment et aida la RDVN à mettre en œuvre un « nouveau système bancaire et un régime de devises », ce qui recoupe largement les dires susmentionnés de Le Van Hien au sujet du dénommé « Tung ».⁶¹ Un autre déserteur, Shinsuke Yamamoto, travailla aussi comme comptable et conseiller monétaire. Formé à l'Université Impériale de Tokyo, il avait été comptable dans l'armée japonaise en Indochine. Ces apports étaient particulièrement précieux au Viet Minh durant les cinq premières années de la guerre, lorsque les Français menaient une guerre économique à outrance contre la monnaie vietnamienne.⁶²

Les compétences des déserteurs japonais furent également mises à contribution dans le domaine de la médecine occidentale, dont les méthodes furent appliquées par quelques

⁵⁸ LE VAN HIEN, *Nhat ky*, vol. II, p. 263, entrée du 24 juillet 1950.

⁵⁹ *Ibid.*, vol. II, p. 85, 89.

⁶⁰ *Ibid.*, vol. II, p. 110.

⁶¹ KIYOKO KURUSU NITZ, 'Independence without nationalists ? The Japanese and Vietnamese nationalism during the Japanese period, 1940-45', *Journal of Southeast Asian Studies*, vol. XV, no. 1, (mars 1984), p. 131. Selon les recherches de Kyoichi Tachigawa, il s'agissait en fait de Isamu Fujita qui travaillait dans la branche de Hanoi de la Banque « Yokohama Shokin Guinko ». Nous remercions Kyoichi Tachigawa pour ce renseignement, basé sur son entretien avec un ancien membre de l'Etat-Majeur de la 38^{ème} armée en Indochine.

médecins japonais au service du Viet Minh. Le « docteur Phuong » était le plus remarquable de ces praticiens. De son vrai nom Tamiya Takazawa, il figure parmi les noms souvent mentionnés par Le Van Hien, mais nous ne savons que peu de choses sur lui. A partir de décembre 1949, la RDVN autorisa Phuong à fonder un laboratoire pour fabriquer des médicaments, dont l'armée vietnamienne avait grand besoin pour soigner les blessés. Cette 'industrie pharmaceutique' locale à la japonaise visait aussi à réduire la dépendance du Viet Minh vis à vis des importations coûteuses (sec. chinoise, ch. 1). Le Van Hien dit que les Japonais de son entourage avaient joué un rôle important dans la construction de ce laboratoire médical dans le maquis, dont « Bac si » Phuong devint le directeur en décembre 1949.⁶³ Pour encourager le soutien que ces Japonais apportèrent à la résistance, une « politique correcte et généreuse » (*chinh sach dung dan, rong rai*) leur fut appliquée.⁶⁴ Outre ces deux médecins japonais au service du Viet Minh, nous avons pu identifier sur une liste de 81 déserteurs repérés au Vietnam du Nord vers 1951, 11 infirmiers et deux médecins japonais.⁶⁵

De plus, les Japonais firent de la plongée sous-marine pour le compte du Viet Minh. De nombreux plongeurs japonais récupérèrent des matériaux et des armes qui avaient été coulées dans la mer par les Alliés pendant la guerre du Pacifique. Ce fut particulièrement le cas sur les côtes de Phu Yen et de Binh Dinh.⁶⁶ En 1952, des plongeurs japonais dans le LK V collaborèrent avec une équipe vietnamienne pour récupérer la ferraille de l'épave d'un bateau japonais coulé dans la baie de Song Cau. Une fois récupérée, cette ferraille fut ensuite acheminée vers des ateliers d'armement ou exportée en Chine (sec. chinoise, ch. 1, sur l'exportation de l'étain).⁶⁷

Le dernier domaine où les conseillers japonais jouèrent un grand rôle était celui du renseignement militaire et de la sûreté civile. Le directeur de la Sûreté du Bac Bo, Dao Xuan Mai, lui-même ancien employé de la Sûreté française au Tonkin, bénéficia de la collaboration d'un ancien du Kempeitai, nommé Goto. Mai envoya celui-ci en 1945 à Thanh Hoa pour servir comme « conseiller du chef de police » de cette province. Goto

⁶² YAMAMOTO MASEKO, *Betonamu ni Kieta ani* [Mon frère disparu au Vietnam], Tokyo, Nishida Shoten, 1999. Nous tenons à remercier M. le Professeur VINH SINH qui nous a aimablement communiqué ce document et à KIYOCHI TACHIGAWA qui a bien voulu nous traduire quelques extraits.

⁶³ LE VAN HIEN, *Nhat ky*, vol. II, pp. 161, 165, 214.

⁶⁴ *Ibid.*, vol. II, p. 214.

⁶⁵ 'Liste dans d. Japonais, 1945-1954', c. 10H2959, SHAT. Un autre médecin japonais, Watanabé, quitta le Viet Minh de Thanh Hoa à la fin des années 1940 pour s'établir comme médecin à son compte sous le nom de Le Xuan So. Selon un rallié, il « ne tarda pas à avoir une bonne clientèle », environ 20-30 clients par jour. Il y vivait bien. HCFIC, DSSIC, no. 5806/CSG/BCST, 'Note', le 30 octobre 1952, d. 375, c. 121, HCI, CAOM.

⁶⁶ FMEO, EM/2B, no. 10/EM2, 'BR no. 26', p. 6, d. FMEO/1950, c. UUE-29, SHM.

⁶⁷ FTCVN, Zone Sud, EM/2B, no. 2486/ZS/2, 'BR', source : Ralliés et prisonniers du Phu Yen et du Binh Dinh, d. V36, c. 10H3235, SHAT.

allait œuvrer en cette capacité jusqu'à sa mort en 1948. Entre temps, Dao Xuan Mai continua à s'appuyer sur Goto pour se renseigner sur les missions de récupération montées par les Français et les Japonais au Tonkin en 1946 (voir *infra*), les déplacements des forces françaises dans le centre du Vietnam, et le moral des populations vietnamiennes. Un autre officier de la Kempeitai, Yamamoto (de son nom vietnamien, Hao), travailla aussi pour la Sûreté Viet Minh à Thanh Hoa jusqu'à sa mort en 1949.⁶⁸ Enfin, un troisième déserteur se mit au service de la police Viet Minh. Abe Jiro (de son vrai nom Oseki Yuichi) était diplômé de l'Ecole d'Espionnage de Yokohama. Selon le colonel Saito, il participa au mouvement insurrectionnel du Viet Minh dès le début.⁶⁹

D'autres transfuges japonais collaborent dans la mise sur pied d'un service de renseignement militaire. Cela serait essentiel au bon fonctionnement des opérations militaires et la tactique vietnamienne. Aucun stratège digne de ce nom n'aurait pu mener des opérations contre le Corps Expéditionnaire sans se renseigner d'abord. Le Japonais, Toshio Komaya (de son nom vietnamien, Nguyen Quang Thuc), fit une contribution notable aux questions de renseignement dans le Nord du Vietnam. Entre 1947 et 1950, par exemple, ce déserteur nippon remarquable travailla dans les services de renseignements et d'opérations militaires de la zone I, ensuite pour toute la zone Viet Bac. Toshio Komaya collaborait souvent avec Le Quang Ba, chef de la zone I, ainsi que Nam Long. Ces deux derniers allaient devenir des généraux connus de l'armée populaire du Vietnam. Dans un bon reflet des croisements de nos réseaux asiatiques, Toshio accompagna Le Quang Ba en Chine au début de 1950 dans le but d'aider le PCC à détruire le GMD (sec. chinoise, ch. 3). Toshio joua un rôle peut-être encore plus important dans la formation des dizaines de cadres politico-militaires, à l'aise dans l'art de la tactique et du renseignement militaires. Cet officier japonais fournit des renseignements à l'Etat-major vietnamien lors des batailles de grande envergure entre 1950 et 1954, donc la bataille de la RC 4.⁷⁰ L'utilisation par le Viet Minh au lendemain de la Révolution d'août des étrangers et en particulier des transfuges japonais, en dépit des risques qu'elle comportait, montre à quel point l'Etat vietnamien avait besoin des compétences techniques.

Les limites de la collaboration

⁶⁸ 'Note', le 30 octobre 1952 et HCFIC, DSSIC, no. 5806/CSG/BCST, 'Note : Japonais de retour de la zone Viet Minh Watanabe Haruye et Kato Tadasi', p. 1, d. 375, c. 121, HCI, CAOM.

⁶⁹ SDJ, no. 667/Z, DJ no. 11, le 24 septembre 1948, 'Abe', d. Renseignements, c. 10H4363, SHAT.

⁷⁰ DO VAN TUAN, 'Chien si Viet Nam moi : Toshio Komaya-Nguyen Quang Thuc' [Un nouveau soldat vietnamien : Toshio Komaya-Nguyen Quang Thuc], *Su Kien va Nhan Chung*, no. 70, (octobre 1999), p. 27.

Toutefois, il ne faut pas croire que la collaboration des Japonais était franche et entière. Un carnet de route rédigé par un instructeur japonais dans le bataillon « Pham Hong Thai » ne laisse aucun doute à ce sujet. Parlant de ses camarades vietnamiens, il écrit sèchement : « C'est un groupe d'idiots. Leur discipline est encore inférieure ». ⁷¹ En mars 1947, dans le LK IV, la Sûreté de Nghe An se plaignit du bas niveau du moral des Japonais, disant d'eux qu'ils étaient « grandement découragés ». Certains voulaient s'évader, d'autres préféreraient se faire naturaliser chinois « pour tenter fortune ». Certains instructeurs japonais dans cette zone considéraient que les soldats vietnamiens « ne savaient rien et commençaient à paresser après un certain temps d'exercice ». A leurs yeux, les troupes populaires avaient « plus de qualité que l'armée régulière ». Un autre facteur psychologique devait avoir une influence négative : les villages réservaient aux Japonais « un accueil froid » et leur disputaient le logement. Devant une telle situation, la police vietnamienne ne cacha pas son désespoir : « Nous, [le] Service de la Sûreté de Nghe An, considérant la grande utilité de ces groupes [de Japonais], nous nous sentons complètement découragés ». ⁷² Même Ishii Takuo était censé avoir dit qu'il regrettait de travailler avec le Viet Minh. ⁷³

D'ailleurs, les stratégies et tactiques militaires préconisées par ces officiers japonais ne s'adaptaient pas forcément aux besoins de l'armée vietnamienne, toujours mal armée et mal encadrée pendant cette première période. Le débat « acerbe » entre le Vietnamien Vuong Thua Vu et le Japonais « Ai Viet » à la veille du déclenchement de la guerre d'Indochine en décembre 1946 est révélateur de cet état de choses. Cette controverse éclata en décembre 1946 entre l'officier nippon qui prônait une défense classique de Hanoi contre le Corps expéditionnaire français et l'Etat-Major de Vuong Thua Vu, qui recommandait l'utilisation stratégique des *tu ve* et la tactique de guérilla (*du kich*). Le général Vu qualifia le plan de défense proposé par Ai Viet de suicidaire, « ne s'accordant aucunement avec le niveau technique et tactique des forces [vietnamiennes très faibles] de l'époque ». ⁷⁴ Cependant, en dépit de ce débat entre lui et cet officier japonais faisant partie de son propre

⁷¹ SDJ, no. 53, DJ. No. 95, 'Traduction de journal écrit par un déserteur japonais', le 26 juillet 1946, d. Renseignements, c. 10H4363, SHAT.

⁷² Voir la traduction du Document no. 18 : 'Service de la Sûreté de Nghe An au UBHC de la province de Nghe An', daté du 15 mars 1947, illisible, dans 'Les relations du Front Viet Minh avec les Japonais en Indochine'.

⁷³ 'Objet : Renseignement sur le commandant « ISHII ».

⁷⁴ VUONG THUA VU, *Truong thanh*, pp. 79, 92-93. Or comme un autre observateur expliquait : « Notre erreur se trouvait dans le fait que notre armement était très rudimentaire et pourtant nous nous battions comme si nous avions une armée dotée d'un armement moderne ». *Tuong Nguyen Son*, p. 81.

Etat-Major, Vuong Thua Vu admit qu'il était resté « très proche » de cet officier japonais, « un camarade du Commandement » (*bo chi huy*) du front de Hanoi.⁷⁵

III. Le rapatriement des Japonais déserteurs ?

La présence d'éléments japonais dans les rangs des troupes Viet Minh était un fait indiscutable. Aux yeux militaires français, ce problème était posé en termes de qualité plutôt qu'en termes de quantité. Numériquement, les Japonais ne représentaient en effet qu'une minorité par rapport à la masse des troupes Viet Minh, mais ils constituaient un élément dynamique et redoutable. Leur influence et leur activité au sein des bandes Viet Minh dépassaient de loin leur nombre relativement restreint.⁷⁶ Il faut dire que cette analyse du 'problème japonais' date d'août 1946, à un moment où l'armée française, de concert avec le Viet Minh, rétablissait sa présence au Tonkin. S'il est manifestement exagéré d'affirmer, même au milieu de 1946, qu'une poignée d'officiers japonais déserteurs pouvaient d'une manière ou d'une autre prendre en main et diriger l'armée vietnamienne, nous avons montré aussi que les transfuges japonais avaient pu jouer un rôle technique et militaire beaucoup plus important dans les rangs du Viet Minh que l'on ne le suppose. On peut donc comprendre pourquoi les autorités militaires françaises tenaient à rapatrier ces soldats errants de l'empire nippon.

Notre propos n'est pas d'étudier les opérations de récupération des déserteurs japonais, sujet trop vaste, mais plutôt de conclure en montrant que les efforts français et japonais pour exfiltrer ces déserteurs allaient avoir des retombées directes sur la politique du Viet Minh auprès des Japonais dans ses rangs. Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, la « Section de Recherche des Déserteurs japonais » (S.D.J.) fut créée le 25 juillet 1946. Le général commandant supérieur français décida cette création à la suite de pourparlers entre les membres de l'Etat-Major du détachement de l'armée japonaise et les autorités françaises. Le but était simple : « récupérer les deux à trois cents déserteurs japonais signalés en Cochinchine dans les rangs du Viet Minh » (voir chapitre précédent). L'officier japonais jouant le rôle principal dans cette affaire était le colonel Hiroo Saito. En 18 mois, la S.D.J. récupéra une centaine de déserteurs japonais, soit 40% du total présumé. A partir du 1^{er} janvier 1947, la S.D.J. fut mise à la disposition du général commandant les Troupes françaises de l'Indochine du Sud (TFIS), « en vue de tenter une nouvelle campagne à l'égard des Japonais se trouvant encore dans les rangs Viet Minh en

⁷⁵ VUONG THUA VU, *Truong thanh*, pp. 93-94.

Cochinchine ». Quant à Saito, dit un rapport français, « il est difficile de savoir les mobiles qui ont conduit le colonel Saito à coopérer avec nous dans la recherche des déserteurs japonais » ; et pourtant « le mérite de la majeure partie des résultats acquis par la SDJ lui revient ».⁷⁷ Selon les services policiers du Viet Minh, Saito avait servi d'espion pour les Anglais et les Américains pendant la seconde guerre mondiale en Birmanie.⁷⁸

Dans le Nord, le début des contacts avec les Japonais se trouvant sur place eut lieu à Haiphong en juillet-août 1946, lorsque le colonel Debès entra en rapport avec les transfuges y vivant en vue de leur reddition.⁷⁹ Les Français utilisèrent ces premiers contacts pour mettre sur pied la « Mission Tokyo » afin de faire rentrer le plus grand nombre possible de Japonais en Indochine du Nord. Mais, même avec l'arrivée du colonel Saito, la surveillance policière de la RDVN et l'arrêt à mi-chemin du retour des Français dans le Nord condamnèrent cette tentative à l'échec.⁸⁰ Commentant l'ordre donné par le futur général Van Tien Dung de resserrer le contrôle des « Nouveaux vietnamiens » en mi-1946, un officier français concédait que c'était

à partir de septembre 1946, exactement le 12 septembre, que les Viet minh ayant la preuve de ces tractations, changèrent complètement d'attitude à l'égard des Néo-Vietnamiens qui furent dès lors dans toute la zone Viet Minh soumis à la plus étroite surveillance.⁸¹

Les ralliements étant très limités, le 'problème japonais' dans le Nord restait donc à résoudre. Le commandement français dirigé par le général Valluy voulut résoudre ce problème en mettant en place une « Section de Contrôle des Affaires japonaises » comme dans le Sud, d'autant plus que ces quelques milliers de déserteurs japonais au Tonkin pouvaient être très utiles au Viet Minh en cas d'hostilités ouvertes avec le Corps expéditionnaire.⁸² Le 14 décembre 1947, par exemple, le général de corps d'armées et Haut Commissaire (p.i.), Valluy, demanda au Ministère des Affaires étrangères à Paris de

⁷⁶ CSFFEO, EM, Mission de Contrôle de l'Armée japonaise, no. 4272/SDJ, 'Fiche no. 22, Objet : Le problème des déserteurs japonais en Indochine du Sud', le 17 août 1946, d. Affaires avec [les] Japonais, c. 10H4363, SHAT.

⁷⁷ CSTFEO, EM, 2B, no. 389/2, 'Section de recherches des déserteurs japonais', le 5 février 1948, signé de VALLUY, d. 375, c. 121, HCI, CAOM et CSTFEO, BCR, no. 1553/1027 [illisible ?]/B.R., 'Note sur la conduite à tenir vis-à-vis des Japonais faits prisonniers par les troupes en opérations', le 24 avril 1947, signé de BARADA, c. G14-3, Fonds Jean Deuve, Archives du Mémorial de Caen.

⁷⁸ UBKCHC Nam Bo, So Cong An Nam Bo, so. 135-A-2, 'Hoat dong gian diep cua nguoi Nhut o Viet Nam' [Les activités des espions japonais au Vietnam], daté du 7 mars 1950, signé de NGUYEN THANH TRUNG, d. 4-D-IV, c. 10H4356, SHAT.

⁷⁹ 'Le colonel Debès au colonel CTFIN', le 13 août 1946, signé DEBES et la nomination de Chevin par le colonel Gufflet, CTFIN, daté du 13 août 1946, d. Japonais, 1946-1954, c. 10H2959, SHAT.

⁸⁰ 'Le Commandement général, p.o. le Chef de la section politique à UBKC toutes localités', daté du 27 juillet 1947, signé VAN TIEN DUNG, saisi et traduit d. Japonais, 1946-1954, c. 10H2959, SHAT.

⁸¹ TFIN, no. 9288/B/2, 'Objet: Japonais', le 28 mai 1947, d. Japonais, 1946-1954, c. 10H2959, SHAT.

⁸² CSTFEO, EM/2B, no. 4524/2, 'Négociations au Tonkin avec les éléments déserteurs de l'armée japonaise', le 22 septembre 1946, signé de VALLUY, d. 8, c. 10H530, SHAT.

réclamer à l'empereur japonais une proclamation formelle pour faire rentrer les déserteurs japonais, et ainsi « aider au développement favorable de la situation militaire et politique en Indochine ».⁸³ Les Français proposèrent aussi aux Néerlandais de faire une démarche simultanée auprès du général MacArthur au Japon pour résoudre ce problème dans les deux zones. Mais les Néerlandais se déroberent, prétextant les négociations entreprises pour terminer diplomatiquement la guerre en Indonésie.⁸⁴ Le problème des déserteurs en Indochine continua donc à préoccuper les chefs militaires français. A la fin de 1947, le général Valluy demanda au général Pechkoff, alors représentant de la France au Japon, d'intervenir personnellement auprès du général MacArthur pour obtenir que l'Empereur appellât les déserteurs en Indochine à se rallier. Cette tentative n'aboutit pas. Les Américains firent en effet dire que l'Empereur ne possédait plus ce droit.⁸⁵ Le 31 mai 1948, le comité de démobilisation des Japonais fut officiellement dissous par MacArthur.⁸⁶

Du côté Viet Minh, la présence de ces centaines de Japonais constitua un handicap de plus en plus lourd. Premièrement, les autorités françaises ne manquaient pas d'utiliser la présence des officiers nippons dans les rangs du Viet Minh pour entretenir leur propagande (de la même façon que le Viet Minh accusant les Français d'employer d'anciens fascistes allemands dans la Légion étrangère). Deuxièmement, la présence de commandants étrangers au sein de l'armée et de l'Etat vietnamien ne tarda guère à heurter certains esprits nationalistes. Les officiers et les hommes de troupes vietnamiens acceptèrent de plus en plus mal d'être dirigés par des étrangers. Troisièmement, dès 1946, il apparut clairement au Viet Minh qu'il était possible aux Français en général et à Saito en particulier d'utiliser ces déserteurs pour l'espionner. Enfin, les dirigeants vietnamiens comprirent parfaitement bien que beaucoup de transfuges japonais ne voulaient pas rester du côté du Viet Minh.

Paradoxalement, ayant été utilisés par le Viet Minh comme conseillers techniques et militaires, certains de ces Japonais en savaient trop pour que la RDVN pût sans risque les rendre à l'ennemi et ses services de renseignements.⁸⁷ Dès le début, le Viet Minh se méfia des projets de récupération montés par les Français et le colonel Saito en particulier. Le 3 septembre 1946, par exemple, le chef de la sûreté du Bac Bo, Dao Xuan Mai, informa le

⁸³ 'Valluy à MAE, AO', le 14 décembre 1947, d. 375, c. 121, HCI, CAOM.

⁸⁴ 'Jean Rivière à MAE, AO: Récupération des déserteurs japonais', La Haye, le 15 janvier 1948, d. 375, c. 121, HCI, CAOM.

⁸⁵ 'Pechkoff au MAE', no. 65/AS, le 21 janvier 1948 ; 'MAE à Valluy', no. 13/AS, le 15 janvier 1948 ; General Headquarters, 'Memorandum. Former Japanese soldiers fighting in Indochina', AG091, le 16 janvier 1948, signé SEBALD, d. 375, c. 121, HCI, CAOM. Les Français avaient déjà essayé, sans succès, d'obtenir un message radiophonique de l'Empereur pour faire rentrer les déserteurs japonais. 'Le général Pechkoff à HCFIC', le 19 avril 1947, d. Mission française à Tokyo, c. 10H293, SHAT.

⁸⁶ 'Demilitarization of Japan', le 19 juin 1948, d. Report on Conditions of Japanese POW's, MI2, WO208/3908, PRO.

⁸⁷ 'Le problème japonais', p. 184.

Ministère de l'Intérieur que les Français utilisaient des Japonais pour entrer en contact avec leurs compatriotes se trouvant du côté Viet Minh, une « mesure très dangereuse » selon lui, vu les connaissances que ces Japonais avaient des structures de la RDVN.⁸⁸ Le 9 septembre, le commandement de la 3^{ème} zone de guerre souligna l'intérêt qu'il y avait à « se méfier des Néo-Vietnamiens ». Une circulaire défendit à ces Japonais de circuler seuls ou de fréquenter des cantonnements français, au risque d'être jugés comme des espions. Il fallait désormais « contrôler étroitement les questions militaires avec eux » et « garder secrètes les questions militaires avec eux ».⁸⁹ A l'automne de 1946, les dirigeants du LK IV donnèrent l'ordre de rassembler les militaires japonais et de les remettre à la disposition de l'armée nationale, reconnaissant de la sorte la nécessité de rassembler ces gens sous le contrôle de l'administration pour éviter qu'ils soient utilisés par les Français pour espionner ou pour les empêcher de se rallier aux français.⁹⁰ Un recensement des Japonais au service du Viet Minh fut immédiatement ordonné pour spécifier les risques qu'ils représentaient.⁹¹ Il ne faut donc pas croire que les Japonais ralliés au Viet Minh pouvaient circuler librement, ou que l'amitié vietnamo-japonaise commandait les relations avec les « Nouveaux vietnamiens ». En raison des circonstances militaires et politiques, la situation de l'époque était beaucoup plus complexe.

Dans l'état actuel de nos recherches, il est difficile de savoir précisément combien de ces déserteurs japonais allaient rester avec le Viet Minh après l'arrivée des troupes de Mao Zedong sur la frontière vietnamienne. Quelques centaines d'hommes devaient le faire, nous semble-t-il, dont une cinquantaine d'officiers et de techniciens de très haute valeur. Au fur et à mesure que les Vietnamiens prenaient en main leurs propres affaires, les autres, dans une proportion beaucoup moins importante, vivaient sans doute en petits groupes étroitement surveillés par le Viet Minh. Car, avec la communisation accélérée de la RDVN à partir de 1950, sinon avant, les dirigeants des partis communistes vietnamien et chinois allaient se méfier davantage de ces hommes, tant en raison de leur passé politique

⁸⁸ Traduction du document : 'Ministère de l'Intérieur, Sûreté de Bac Bo, no. 2152/CA[Cong An]/GDM, Le chef de la Sûreté du Bac Bo au Ministère de l'Intérieur', signé DAO XUAN MAI, dans d. Japonais, 1946-1954, c. 10H2959, SHAT et d. 3, c. 128, CD, CAOM.

⁸⁹ Circulaire traduit dans Document no. 6 : 'Commandement de la 3^{ème} zone de guerre, Circulaire, no. 1230/HT/CHS', daté du 9 septembre 1946, signé p.o. le Commandant du secteur, Le chef de l'Etat-Major, VU HIEN, dans 'Les relations du Front Viet Minh avec les Japonais en Indochine'.

⁹⁰ Voir le télégramme intercepté par la Sûreté à ce sujet précis : 'Cong dien : CK3 gui trung doan II Hai Duong', so. 979/QTF/VP, mat, daté du 12 septembre 1946 et 'Cong Dien Cong An Bac Bo gui Cong An Phu Lang, [etc]', so 490, daté du 3 septembre 1946 dans d. 1946-1954, c. 10H2959, SHAT et 'Cong dien, mat, so. 46/J/MD, CKIII Kien An gui Trung Doan Hai Phong, Hai duong, v.v.' [Télégramme secret : De Chien Khu III, Kien An, au régiment à Hai Phong, Hai Duong, etc.], daté du 13 septembre 1946, dans d. 118, c. 57, HCI, CAOM.

⁹¹ Voir document no. 13, 'Circulaire émanant du TUX [Thanh xu uy ?], le 28 septembre 1946, BTVKU II, Ban Thuong Vu Khu uy, signé DX GIEM [DAO XUAN GIEM/Diem ?], 'Les relations du Front Viet Minh avec les Japonais en Indochine'.

U.B.K.C.H.C.N.A. BỎ
SỞ CÔNG AN NAM BỘ
198: 125-A-2

VIỆT NAM DÂN CHỦ CỘNG HÒA
đoạt tước hành pháp
Ngày 5 tháng 2 năm 1950
SỞ CÔNG AN NAM BỘ.

Đề mục
Hoạt động gian điệp của người
Nhật ở Việt - Nam.

Nhật nay ở Nam Bộ có một "đội" hoạt động ở Sài Gòn và Đại Úy Sugimoto của đầu, mục đích tìm cách liên lạc với một tên ở Bắc Trung và cho họ hồi hương.
Đội này đã nhờ ông Nhị Pháp giúp việc liên lạc ở Bắc Trung và hồi về liên lạc.

Sau đây một vài chi tiết về tổ chức này :
- CÁN SAI TÊN SITO : tên Saito, người Nhật ở vùng Nam Bộ (Vùng biệt lập). Lúc chiến tranh bùng nổ (chiến tranh thu 11), y đi về vùng Nam Bộ con y thì được lính đi đi Điruma. Lúc bấy giờ y làm Thiếu tá trong bộ Tham mưu Nhật ở Điruma, nhưng sau đó y đã bị bắt và chuyển cho bọn Anh, Mỹ - Pháp.

Sau khi Nhật đầu hàng, Pháp đem y về Đông Dương. Lúc quân đội Pháp đi vào Nam Bộ, mục đích Pháp lợi dụng y để "chiếu hướng" tất cả quân đội Nhật cũ hao sang không chịu đầu hàng.

Trong thời gian ở Nam Bộ, tên Saito hoạt động rất đặc biệt. Năm 1949 được Pháp đem ra Nam Bộ để tiếp tục công cuộc hoạt động "chiếu hướng" nhưng không có kết quả, nên Pháp đã cho y vào Nam Bộ để chung ta tháng này. Khi đi đã hoạt động cùng Saito con có tên Ogusi - Tân Tinh. Để bảo vệ danh tiếng cho hai tên này Pháp cho 5 tên lính Nhật theo hộ vệ, 5 tên này thường mặc đồ hớt vung, đi rất theo lối nhà binh Pháp, được tu-đô đi lại trong thành phố để nghe ngóng và thức thắp tín-tục đem về cho Saito và Ogusi.

- HOẠT ĐỘNG : Chúng ta nhận được đơn cho rằng khắp vùng Nam Bộ đã kêu gọi binh sĩ Nhật trở về, để trung truyền đơn này cho các chiến sĩ Nhật con chiến đấu bên cạnh Việt - Minh hay trở về, chúng tôi sẽ bảo đảm cho các anh khỏi tội. Khi các anh lương đang gần này cần nếm, lại nhà binh Pháp đang gần các anh về được đơn về Sài Gòn một cách tu-tế.

Nhưng hình thức hoạt động "chiếu hướng", thỉnh-thi thoảng hai tên Saito và Ogusi cùng đi với binh sĩ Pháp khắp các tỉnh ở Nam Bộ.

Công tác đi này chưa biết đang xat thật, nhưng có lẽ Pháp sẽ cùng Saito thảo luận về chiến thuật cho một vài trận đánh ở Nam Bộ, vì Saito trước là Thiếu tá trong bộ Tham-mu Nhật.

Hình dạng tên Saito : Trung người, đen, mũi tẹt.

- Hình dạng tên Ogusi : Người tu yếu, mắt dẹt, đen, mũi tẹt, thấp.

Hai tên này thường ở Lang-Tô, chỗ chốt tu binh ngoài trong thời Nhật-thời, đối diện với khu 5.

Giám-Độc Sở Công-an Nam Bộ
ĐIẾP BA ký tên.

Sao y nguyên-văn số: 583/CAN

Gửi : 27 xa, 3 ban, 1 khu, CAT "Đề biệt"
Gửi ngày 7 tháng 3 năm 1950
T.Đ. TRƯỞNG CÔNG AN HUYỆN
Thư ký được ủy-quyền

CHỦ TRƯỞNG ĐƠN VỊ
LÀ THỊ DƯA

THỊ DƯA ÁI QUỐC
ĐƠN KIỆM LỄM CHÂN

Nguyễn-thị nh-Trung



Compte-rendu du CRA du Nam Bo sur les activités du colonel
Saito auprès des déserteurs japonais chez le Viet Minh, 1950

(SHAT)

équivoque qu'à cause de la menace qu'ils représentaient comme espions potentiels.⁹² En effet, en 1951, l'Etat-Major général vietnamien rendit ses conseillers japonais (et européen) par la Chine.⁹³

Par ailleurs, les autorités militaires au Japon s'inquiétaient encore beaucoup du sort des soldats non rapatriés. Au début de 1949, le célèbre diplomate de la Chine nationaliste, T.V. Soong, demanda à son ami, Louis Rondon, homme d'affaires français qui avait longtemps agi en Asie, d'utiliser ses réseaux et contacts au Tonkin et en Chine du Sud pour organiser le rapatriement des déserteurs japonais qui étaient restés au Tonkin. Soong agissait pour le compte d'un général japonais.⁹⁴ En fait, le général japonais Tsuchihashi Yuichi arriva à Hanoi en décembre 1949 pour tenter de faire rentrer ces transfuges avant l'arrivée des communistes chinois à la frontière. Il s'adressa par radio à ces hommes et fit un appel directement à Ho Chi Minh.⁹⁵ Avec l'approbation des Français, ce général japonais garantissait qu'aucun Japonais rentré ne serait traité comme criminel de guerre, que les ralliés seraient rapatriés immédiatement sur le Japon ou installés en Indochine sous contrôle français.⁹⁶ A en juger d'après une lettre adressée en février 1951 par un déserteur japonais auprès des Cao Dai au général Tsuchihashi, il s'agissait d'une véritable opération de récupération.⁹⁷ Le 11 avril 1950, l'interzone VII informa le parti communiste que Saito avait été envoyé dans le Nord une nouvelle fois pour entrer en contact avec les déserteurs et provoquer leur ralliement. D'après le comité directeur du PCI dans le Sud, cette mission japonaise agissait à la fois avec les Américains et avec les Français, ce qui était bien possible.⁹⁸

Déjà étroitement surveillés, les déserteurs allaient se trouver dans une situation de plus en plus dure et leur rôle allait s'amoindrir concurremment avec l'arrivée des conseillers chinois dans le Nord de l'Indochine (sec. chinoise, ch. 3). Nous ne connaissons pas tous les résultats des efforts déployés pour les récupérer, mais les sources japonaises révèlent qu'après les accords de Genève en 1954, 71 Japonais quittèrent le Viet Minh pour retourner

⁹² Traduction du document : 'Armée de la Défense Nationale, 7ème Front [sic, zone], Ordre secret', no. 454/QS, le 16 septembre 1946, signé NGUYEN BINH, dans 'Le problème japonais', p. 148.

⁹³ *Lịch sử bộ tổng tham mưu*, p. 406.

⁹⁴ 'Hanoi to Secretary of State', le 5 mars 1949, 851G.01/3-549, ANEU.

⁹⁵ YUICHI TSUCHIHASHI, *Gunpuku seikatsu no omoide* [Mémoires des quarante ans de ma vie en uniforme], Tokyo, Centre de Keiso Shuppan, 1985, p. 595 et 'Consulate, Hanoi, to State Department', le 12 novembre 1949, 851G.00/11-1249, ADEA. Nous tenons à remercier Kyoichi Tachigawa de nous avoir communiqué des extraits des mémoires du général Tsuchihashi.

⁹⁶ CCFABO, EM/2B, SI, no. 3517/FAEO/2S, 'Note de service', le 11 août 1950, d. Japonais, c. 10H2959, SHAT.

⁹⁷ 'Lettre de [X, nom supprimé par l'auteur, CEG] au général Tsuchihashi', datée du 31 janvier 1951.

⁹⁸ Ban Chap Hanh Xu [uy] Dang Bo Nam Bo, Ban thuong vu, no. 34-CTX, 'Chi thi goi cac TU khu 8,9, Ban Can Su Mien cac Dang D Nam Bo', signé NGUYEN THUONG VU, daté du 11 avril 1950, d. 60, c. 10H547, SHAT.

au Japon. Une poignée d'hommes rentra dans les années qui suivirent.⁹⁹ D'autres, tout comme aux Philippines ou en Indonésie, n'allaient jamais rentrer ...

Dans ce chapitre, nous avons essayé de montrer l'intérêt qu'il y a à élargir le champs d'analyse de la guerre entre Vietnamiens et Français, en sortant du cadre à la fois national et indochinois pour considérer le rôle joué par les acteurs asiatiques à l'« intérieur » du Vietnam, les 'alliés' japonais dans le cas présent. Sans vouloir nier ni la force du Corps expéditionnaire français, ni les racines nationales de l'armée vietnamienne, il apparaît qu'une réflexion sur les apports techniques et militaires fournis à l'armée vietnamienne par des voies asiatiques nous offre la possibilité de considérer cette guerre sous une nouvelle perspective. Nous avons aussi voulu suggérer comment la 'modernité' militaire avait pu être également transmise au Viet Minh par un intermédiaire asiatique peu connu, comment ce transfert technique avait commencé bien avant l'arrivée au Vietnam des conseillers chinois, et ainsi souligner l'intérêt qu'il y a à étudier l'action des étrangers au service de l'armée et de l'Etat de la RDVN. Sujet combien passionnant pour l'histoire militaire comparative, d'autant plus que les étrangers au service des armées nationales est un phénomène bien connu en Europe ...¹⁰⁰

⁹⁹ FURUTA MOTO et OKA KAZUAKI, 'Tu binh linh quan doi thien hoang den chien si Viet Minh' [D'un soldat de l'armée impériale à un combattant dans le Viet Minh], dans VAN TAO, éd., *Cach mang thang tam : Mot so van de lich su* [La révolution d'août : Quelques problèmes historiques], Hanoi, UBKHXH, 1995, p. 317, citant des sources officielles, et KIYOKO KURUSU NITZ, 'Independence without nationalists ?', p. 131.

¹⁰⁰ André CORVISIER, *Dictionnaire d'art et d'histoire militaires*, Paris, PUF, 1988, p. 296.

Tableaux

I. Nombre et emplois de Coréens et de Formosans au 15 avril 1946

Notons qu'il y avait aussi des militaires et civils formosans (taiwanais) et coréens qui étaient venus en Indochine avec les Japonais, ainsi que 322 sujets russes incarcérés par les Japonais.¹⁰¹ Le nombre de Formosans étaient évalué à 705 à la fin de la guerre et les Coréens à 1.103. Outre les 51 Coréens et 56 Formosans qui vivaient en Indochine avant la guerre, le reste fut rapatrié en avril 1946.¹⁰² Il n'y avait qu'une poignée de ces deux groupes auprès du Viet Minh.¹⁰³

Militaires	Coréens	Formosans	Totaux
Armée	285	10	295
Marine	1	41	42
Employés/Armée	65	67	132
Employés/Marine	95	14	109
Total	446	132	578

Civils	Coréens	Formosans
	657	573

Totaux	Coréens	Formosans
	1.103	705

¹⁰¹ Sur les Russes, voir : CSTFEO, EM/2B, no. 0536/2, 'Note pour le 1^{er} Bureau, Section légion', le 30 octobre 1946, s.d. Action Russe, Siam, d. 168, CD, CAOM.

¹⁰² 'Le problème japonais en Indochine', p. 1. Voir aussi : DPSF, 'Note', le 11 avril 1946, d. 375, c. 121, HCI, CAOM. Une autre source fait état de « 550 le nombre de ressortissants formosans qui résident actuellement en Cochinchine alors qu'au 9 mars 1945, 117 étaient régulièrement inscrits sur les registres du contrôles des étrangers ». Sur le 68 ressortissants coréens qui demandèrent l'autorisation de résider en Indochine après la défaite japonaise, 62 reçurent une réponse « favorable » de la part des services français. Voir : DPSF, 'Coréens et Formosans', le 11 avril 1946, d. 226, CP, CAOM.

¹⁰³ Voir : 'Liste des Japonais dont la présence a été repérée en Indochine du Nord depuis le 21 avril 1946' et HCFIC, SDECE, BCRI, no. 3026/I, 'Indochine, activités japonaises', le 20 septembre 1948, d. Renseignements, c. 10H4363, SHAT.

II. Répartition de 81 Déserteurs Japonais repérés au Vietnam du Nord (ca. 1951)

A. Emplois

Emploi en zone Viet Minh	Nombre
Infirmiers	11
Médecins	2
Conseillers économiques ou Bancaires	6
Commerçants	5
Instructeur Militaires	6
Arsenal	6
Etat-Major/Quartier Général	6
Militaires/Armée	15
Chefs de bataillon	2
Pas de renseignements	9
Rapatriés en 1950	14
Arrêtés par le Viet Minh	5

source : d. Japonais, 1945-1954, c. 10H2959, SHAT.

B. Répartition géographique

Implantation géographique en zone Viet Minh	Chiffre
Hai Nam	7
Thanh Hoa	10
Phu Tho	5
Ha Tinh	1
Thai Nguyen	23
Thai Binh	4
Bac Ninh	1
Ha Giang	1
Tuyen Quang	2
Vinh	1
Ha Dong	1
Dong Hoi	1
Partis ailleurs ou rapatriés	16

source : d. Japonais, 1945-1954, c. 10H2959, SHAT

III. Effectifs des transfuges japonais par grades en Indochine du Sud au milieu de 1946¹⁰⁴

Armée de Terre	
Officiers Supérieurs	2
Officiers Subalternes	21
Sous-Officiers et Hommes de Troupes	700
Marine	
Officiers Supérieurs	0
Officiers Subalternes	1
Sous-Officiers et Hommes de Troupes	111 (dont beaucoup de mécaniciens)
Civils et Assimilés	160, dont 148 Japonais et 22 Coréens et Formosans (Taiwanais)
Total	995

¹⁰⁴ CSFFEO, Mission de Contrôle de l'Armée Japonaise, no. 4272/SDJ, 'Fiche de Renseignements no. 22 : Le problème des déserteurs japonais en Indochine du Sud', le 17 août 1946, p. 2, 10H4363, SHAT.

IV. Effectifs des transfuges japonais en Indochine du Sud faisant ressortir les différentes unités¹⁰⁵

EM Général de la Région du Sud [Indochinois]	119
EM de la 38ème Armée [Indochine]	34
55ème Division	23
2ème Division	379
5ème Division	151
Gendarmerie	17
Marine	112
Civils et Assimilés	160
Total	995

V. Evasion après la capitulation japonais en août 1945¹⁰⁶

du 15 août à janvier 1946	844
Au début de 1946	124
Depuis les rapatriements [au Japon mi-1946]	27
Total	995

¹⁰⁵ 'Fiche de Renseignements no. 22 : Le problème des déserteurs japonais en Indochine du Sud', p. 2.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 2.

VI. Liste des 204 déserteurs japonais repérés en Indochine du Nord depuis le 21 avril 1946¹⁰⁷

Quelques déserteurs identifiés sur	Nombre
Conseiller à la Défense Nationale ou l'Etat-Major de la RDVN	2
« Dans le Viet Minh » ou « Armée Viet Minh »	6
« Instructeur au Viet Minh »	10
Anciens Employés des Banques Japonaises	3
Officiers/Sous-Officier japonais (que ce soit dans le VM ou non)	39
Anciens membres du Service de Renseignements Japonais	8
Ingénieurs	1
Anciens membres de la Kempeitai (Police japonaise)	16
« Pharmaciens dans la Santé Viet Minh »	1

VII. Liste de 50 Japonais déserteurs repérés en Indochine après le 21 avril 1946, suite, en fonction de leur nom vietnamien

Quelques déserteurs identifiés sur 33 identifiés	Nombre
Criminels de guerre	7
Anciens membres de la Police japonaise	7
Dans le Viet Minh	7
Membres du Conseil Supérieur de Guerre de la RDVN	1 (nommé Viet Thanh (Anoto))

¹⁰⁷ CTFIN, EM/BRN, no. 7/1200, 'Liste des Japonais dont la présence a été repérée en Indochine du Nord depuis le 21 avril 1946 (les dates et les adresses sont toutes antérieures au 20 novembre 1945)', c. 10H2959, SHAT.

VIII. Recensement de 799 déserteurs japonais environ en Indochine du Nord au 19 novembre 1946¹⁰⁸

Rôles dans le camp Viet Minh sur les noms identifiées	Nombre
Caserne Viet Minh	56
Usine Métallurgique [Viet Minh]	1
Police Viet Minh	2
Chefs du Bureau Viet Minh	2
Officiers Viet Minh	10
Arrêtés par le Viet Minh	environ 18
Ingénieurs Poudrerie Viet Minh	2
Arsenal Viet Minh	environ 280 (Thai Nguyen)
Instructeurs de la section d'aviation Viet Minh	8

¹⁰⁸ Mission Tokio, 'Recensement des Japonais en Indochine du Nord, effectué à Hanoi le 19 novembre 1946', c. 10H2959, SHAT.

IX. Répartition des 799 déserteurs japonais en Indochine du Nord au 19 novembre 1946

Région	Nombre
Hanoi et Banlieue	76
Haiphong et Banlieue	25
Nui Deo	7
Uong Bi	30
Vat Chay	10
Dong Trieu	14
Dong Dang	22
Thai Nguyen	595
Phuc Yen	12
Son Tay/Tong	8

X. Liste de 46 officiers/sous-officiers japonais dans les rangs du Viet Minh du centre¹⁰⁹

Noms	Officiers	Instructeur Militaire dans le Viet Minh	Instructeur à l'Ecole Militaire/Quang Ngai	Recruté par le Commandant ISHII	Parler et/ou marié à une Vietnamienn e
1) Satoh	Caporal-Chef				
2) Yamamoto	Sous-Lt				
3) Ban	Caporal-Chef				
4) Yamada	Maître de 1ère classe	Oui	?	oui	oui (« passable »)/
5) Masuda	Maître de 1ère classe	Oui	Oui		oui (« presque parfait »)/
6) Kon Masao	Maître de 1ère classe	Oui			oui (« un peu »)/
7) Abe	Sergent	Oui			oui (« assez bien »)/
8) Gotoh	Caporal	Oui			
9) Yoshida Hirokichi	Sous-Lt.	Oui			oui (« couramment »)/
10) Satoh ¹¹⁰	Caporal	Oui			
11) Tsuda Sadayuki	Employé militaire	Oui		oui	
12) Kawashim	Employé militaire				
13) Igarashi Hideo	Sergent	Oui		oui	
14) Saitoh	Commandant KPT à Hue	Oui	Oui	oui	Oui (« parfait »)
15) Oshikiri	Sergent-Chef	Oui			
16) Ikari Kazumasas	Lt.	Oui	Oui		Oui (« parfait »)
17) Kamo Tokuji	Lt.	Oui	Oui		oui (« assez bien »)
18) Nakahara	Lt.	Oui	Oui		oui (« très bien »)
19) Tanimoto	Sous-Lt	Oui	Oui		oui (« très bien »)/mari

¹⁰⁹ No. 603/SDJ, DJ no. 106, 'Objet : renseignements sur les D.J.', Saigon, le 29 août 1948, c. 10H4363, SHAT.

¹¹⁰ Coréen.

					é à une Vietnamienn e
20)Nishida	Interprète				marié à une Vietnamienn e
21)Takano	Adjudant- Chef	Oui	Oui		oui (« très bien »)/ deux maîtresses vietnamienn es
22) Ohyama Masao	Adjudant	Oui			Oui (« moyenne »)
23) Takata Toshio	Adjudant				
24) Kabeya Toshio	Sergent- Chef	Oui	Oui		
25) Honda Soiichi	Sergent	Oui			
26) Tohma Mototoshi	Sergent	Oui	Oui		
27) Hatakeyama Kinkichi	Caporal- Chef	Oui			marié à une Vietnamienn e
28) Iwata Masaoki	Caporal				
29) Ozaki Zensaku	Sergent- Chef				oui (« moyenne »)/marié à une Vietnamienn e
30) Kurosawa	Sergent- Chef	Oui			oui (« très bien »)
31) Konishi	Sergent- Chef	Oui		oui	marié à une Vietnamienn e
32) Sakamoto	Sergent- Chef	Oui			oui (« très bien »)/mari é à une Vietnamienn e
33) Ishida Matsuo	Sergent- Chef	Oui			oui (« très bien »)/mari é à une Vietnamienn e

34) Saito Zenji	Sergent	Oui			oui (« très bien »)/marié à une Vietnamienn e
35) Nunoida	Caporal-Chef	Oui			oui (« très bien »)
36) Miyashita	Caporal-Chef	Oui			Oui (« moyenne »)
37) Nakamura	Caporal-Chef	Oui			Oui (« moyenne »)
38) Utaka Kitaru	?	Oui			marié à une Vietnamienn e
39) Katoh	civil	Oui			Oui (« moyenne »)
40) Kobayashi Matao	employé militaire ¹¹¹	Oui		oui	oui (« très bien »)
41) Tsuchitani Isamu	Adjudant	Oui			Oui (« moyenne »)
42) Utsumi Shizue	Sergent-Chef	Oui			
43) Yamazaki	Caporal-Chef	Oui			oui (« assez bien »)
44) Okumura Kazue	oui				oui (« assez bien »)
45) Takahashi Tetsuo	Sergent	Oui			oui (« assez bien »)
TOTAUX					

¹¹¹ Coréen

XI. Noms des Japonais connus enseignant à l'Ecole Militaire de Quang Ngai¹¹²

Noms (japonais et vietnamien)	Position japonaise	Rang auprès du Viet Minh
Ishii/Nguyen Van Thong	EM 55e Division Birmanie	Colonel/Instructeur militaire
Higari/Phan Loi	Lt. Cdt. Kempeitai	Instructeur militaire
Sato/Nguyen Thinh Tam	Cdt, Chef Kempeitai, Hue	idem.
Lamo/Nguyen Van Hue	Lt, Chef Section Kempeitai, Phan Thiet	idem.
Minh Ngoc	Adt. Chef Section Kempeitai, Phan Thiet	Instructeur militaire (franc tireurs) Song Cau
Long	Sous-officier	Instructeur militaire, Quang Ngai
Nabeyasi/Hai	sous-officier	idem.

¹¹² 'BR du 9 octobre 1946', c. 10H3826, SHAT.

Le contexte asiatique de la guerre franco-vietnamienne :

Réseaux, relations et économie

Section : « Etrangers » asiatiques à l'intérieur du Vietnam

Partie : Les Huaqiao et la guerre

Entre les Français et les Vietnamiens :

Les réseaux chinois à l'intérieur du Vietnam (1945-1954)

Si les dirigeants vietnamiens trouvèrent chez les déserteurs japonais des alliés asiatiques techniquement utiles au bon fonctionnement de leur Etat et de leur armée, leur collaboration avec des centaines de milliers de Chinois du Vietnam fut beaucoup plus limitée dans le temps et dans l'espace. A la différence des Japonais, les Chinois étaient souvent des descendants des familles installées au Vietnam depuis des générations. Beaucoup d'hommes s'étaient mariés avec des femmes du pays. Leurs affaires y étaient fructueuses. Ils étaient concentrés dans les villes portuaires, telles que Haiphong, Hoi An et Saigon-Cholon. Ces Chinois installés à l'extérieur de la Chine continentale, les Huaqiao¹, avaient réussi à se s'ailler un rôle prépondérant dans le commerce extérieur du Vietnam et ailleurs, bien avant l'arrivée des Européens. Pendant toute la période coloniale, ils allaient continuer à jouer un rôle économiquement important.

Par ailleurs, des facteurs à la fois géo-politiques et juridiques différenciaient les Vietnamiens des résidents chinois. A l'opposé des déserteurs japonais qui s'étaient réfugiés dans les territoires du Viet Minh, d'accès très difficile, la majorité des Huaqiao demeuraient durant toute la guerre dans les centres urbains contrôlés par les Français. Ces derniers jouissaient sous la période coloniale d'un statut juridique spécial, qui les reliaient à la fois à l'administration française et à l'Etat chinois dirigé par Chiang Kai-shek. De ce fait, leur rattachement à l'autorité des nouveaux Etats vietnamiens était très ambigu. Cette ambiguïté

¹ Nous employons le terme, *Huaqiao*, pour décrire d'une façon générale tous les Chinois vivant à l'extérieur des frontières de l'Etat chinois actuel, au Vietnam, en Thaïlande, en Indonésie, etc. Dans un cadre juridique plus spécifique, cependant, le terme *Huaqiao* représente un statut de « résident » ou « ressortissant chinois » vivant dans un Etat colonial ou national, dans lequel le dit Huaqiao n'est pas « citoyen ». En vietnamien, on utilise le mot « Hoa kieu » pour se référer aux Chinois (Hoa ou nguoi Hoa) vivant ou résidant dans le pays. Il est difficile de trouver ce vocable avant la Seconde Guerre Mondiale. Nous l'avons pas identifié dans le dictionnaire de J.F.M. GENIBREL, *Dictionnaire annamite-français*, Saigon, Imprimerie de la Mission à Tan Dinh, 2^{ème} édition, 1898. Selon Eugène Gouin, ce terme vient des caractères chinois « Kieu » et « Hoa », « chinois résidant à l'étranger ». Eugène GOUIN, *Dictionnaire vietnamien, chinois*, Saigon, IDEO, 1957, pp. 565, 636. Dans son dictionnaire de 1950, Dao Duy Anh donne une définition sino-vietnamienne du « Hoa kieu » : « Nguoi Trung Hoa kieu cu o ngoai quoc » [Les Chinois qui résident à l'étranger]. DAO DU Y ANH, *Gian yeu Han-Viet tu dien* [Dictionnaire Han-Viet : Précis], Paris, NXB Minh Tan, 1950, p. 365. Or, le terme « Hoa kieu » devait exister avant la Seconde Guerre Mondiale, car nous avons trouvé ce mot employé dans un journal catholique daté de 1930. Voir : 'Annam co bang khach tru trong trung thuong mai chang?', *Cong-Giao Dong Thinh*, (le 3 janvier 1930), p. 1. De même que nous avons utilisé le terme « Viet kieu » pour parler des Vietnamiens vivant hors du Vietnam au Cambodge, au Laos et en Thaïlande, de même nous employons le vocable « Huaqiao » pour parler des Chinois installés hors de la Chine au Vietnam. Nous utilisons ces

n'allait pas s'estomper pendant la guerre franco-vietnamienne. Le statut des Chinois au Vietnam allait poser d'épineux problèmes à la RDVN comme à ses concurrents nationalistes alliés avec la France.

Dans la première partie de cette section, nous brosserons les grands traits de la présence chinoise au Vietnam entre 1945 et 1954—son importance démographique, sa répartition géographique, ses activités économiques et politiques et son statut juridique. Cela nous permettra, dans un deuxième temps, d'étudier les relations entre la RDVN et les Hoaqiao et de mieux comprendre la faiblesse, pour ne pas dire la situation problématique, des liens entre les Hoaqiao et la RDVN. Comme pour les Japonais, commençons d'abord par un bref rappel historique.

Rappel historique

Les contacts entre la Chine et le Vietnam sont, on le sait, anciens. Que ce soit en temps de paix ou de guerre, des échanges culturels, économiques et diplomatiques jalonnent l'histoire de ces deux pays. Traditionnellement, les ambassades vietnamiennes se rendaient en Chine pour y apporter le tribut de leur pays et faire œuvre de bon voisinage. Au début du XV^e siècle, lors de l'occupation du Dai Viet (l'ancien nom du Vietnam) par les Ming, les Chinois envoyèrent des milliers d'artisans, de marchands et de fonctionnaires vietnamiens en Chine. A contre-courant des déplacements vietnamiens vers le Nord, il existait une immigration chinoise en Asie du Sud-Est d'ampleur beaucoup plus importante. Pays des « Mers du Sud » (*Nanyang* en chinois) le plus proche de la Chine, le Vietnam était une terre d'élection pour les émigrés du Nord. Outre la proximité des deux pays, l'ouverture du commerce extérieur de la Chine au XVII^e siècle facilita une première vague d'émigrés à partir des provinces méridionales de Guangdong, Fujian et Zhejiang. En effet, consciente de l'importance qui pouvait avoir le commerce extérieur à partir de ces provinces, et désireuse d'assurer leur allégeance, la dynastie mandchoue des Qing² adopta une politique plus libérale vis-à-vis leurs échanges avec l'étranger. En 1684, l'interdiction sur les activités commerciales fut levée ; elle entraîna une première grande vague d'immigration chinoise vers les pays méridionaux. Les départs étaient tels qu'en 1717 le commerce avec l'étranger fut de nouveau interdit. Mais cette interdiction,

termes sans aucune connotation politique ou péjorative. Sur la parition du mot en chinois, voir l'étude de WANG GUNGWU, *Community and nation : China, Southeast Asia and Australia*, Sydney, Allen and Unwin, 1992, chapitre I.

² les vainqueurs des Ming.

sans effet, finit par être supprimée dix ans plus tard. L'immigration chinoise reprit avec encore plus d'ampleur.³

La présence chinoise était particulièrement forte dans le Sud du Vietnam. Des centaines de réfugiés politiques, opposés au renversement de la dynastie des Ming au XVII^{ème} siècle, fuirent vers l'Etat des Nguyen s'étendant inexorablement vers le sud. En fait, si le terme *Minh Huong* est actuellement employé pour désigner les enfants issus des unions sino-vietnamiennes, il désignait à l'origine les émigrés de Chine du Sud restés « loyaux » (*huong*) à la dynastie renversée des Ming (*Minh* en vietnamien). Déterminés à mettre en valeur les nouvelles terres conquises, les seigneurs du Sud envoyaient ces Chinois vers des régions encore peu peuplées, comme Dong Nai, Bien Hoa, Gia Dinh et My Tho. Certains s'installaient également dans les parties basses du Cambodge et de la Thaïlande. Ces pionniers chinois défrichèrent de nouvelles terres et mirent en culture des rizières. L'exemple le plus célèbre est celui des Mac de Ha Tien. En 1700, le Cantonais Mac Cuu arriva au Cambodge où il obtint du roi l'autorisation de s'établir dans un endroit donnant sur le Golfe du Siam. Il y construisit une petite ville chinoise, qui devint vite autonome, et se maria avec une Vietnamiennne. A sa mort, son fils, Mac Thien Tu, bâtit une administration civile et militaire s'étendant jusqu'à Ca Mau, à l'extrémité méridionale du Vietnam actuel. Les Mac de Ha Tien collaborèrent avec l'Etat des Nguyen, et intégrèrent finalement leur 'royaume' dans celui du Vietnam au début de XIX^{ème} siècle.

Des Chinois occupèrent aussi des postes dans l'armée des Nguyen. Ils constituèrent, par exemple, l'une des meilleures divisions navales de Ha Tien. Ils participèrent ultérieurement aux côtés du futur roi Gia Long à la lutte contre les Tay Son et à son unification du Vietnam, proclamée en 1802. Grâce à leurs contacts régionaux et à leurs réseaux économiques, ils importèrent des produits essentiels à la guerre, tels que la poudre, le soufre et le salpêtre. Ils ravitaillaient l'armée vietnamienne en armes et en riz.⁴ Comme les Nguyen, la RDVN allait faire aussi appel aux services techniques et économiques des Huaqiao durant la guerre, mais avec beaucoup moins de succès.

Soulignons que cette présence chinoise fut dès le début plus forte dans le Sud-Vietnam que dans le Nord. A la fin du XVIII^{ème} siècle, un voyageur vietnamien faisait état d'environ

³ NGUYEN THE ANH, 'L'immigration chinoise et la colonisation du delta du Mékong', *The Vietnam Review*, no. 1, (Autumn-Winter 1996), p. 154.

⁴ *Ibid.*, p. 158.

20.000 Chinois vivant dans le delta du Mékong. En 1819, les annales des Nguyen nous parlent de 28.200 Chinois inscrits dans la province de Phien-An (Gia Dinh), 10.600 à Bien-Hoa, 19.800 à Dinh-Tuong, 37.000 à Vinh-Thanh et 1.500 à Ha-Tien, soit aux environs de 100.000 pour tout le Sud. Cette présence chinoise était telle que les émigrés fondèrent l'une des premières agglomérations urbaines du Sud-Vietnam, la fameuse ville chinoise de « Cho Lon », ou le « grand marché ».⁵

Cette population chinoise ne fit que s'accroître sous la présence française. En effet, les Français faisaient continuellement appel à l'immigration chinoise pour mettre en valeur la nouvelle colonie. Bien que contrôlée, l'immigration chinoise vers l'Indochine méridionale connut un véritable essor sous la colonisation (comme dans toute l'Asie du Sud-Est). A son apogée, en 1921, on comptait 156.000 Chinois sur les registres du Vietnam méridional, 32.000 au Tonkin et 7.000 en Annam.⁶ Pour administrer cette communauté en continuelle expansion, les Français reprirent l'ancien système des Nguyen, celui des « bangs », qu'ils transformèrent en « congrégations ». Les Français utilisaient ce système pour contrôler juridiquement et démographiquement les Chinois, regroupés en quartiers distincts selon leur lieu d'origine. Le chef de la congrégation devint par la suite le lien avec l'Etat colonial. Le système de congrégations fut aussi établi pour les Chinois du Laos et du Cambodge. Au Vietnam, il existait cinq congrégations majeures, représentant les Chinois de Guangdong, Chaozhou, Fujian, Hainan et les Hakka venus du Nord de la Chine.⁷

Les Chinois jouèrent un rôle économiquement important sous les Français. Durant la période coloniale, ils dominèrent le commerce du riz en tant que vendeurs, décortiqueurs et exportateurs. Ils dirigeaient des réseaux alimentaires complexes, très rentables dans le bassin du Mékong, qui leur permettaient d'expédier le riz du Transbassac vers leurs industries concentrées à Saigon-Cholon. Ils jouèrent souvent le rôle d'intermédiaires indispensables entre les grands propriétaires vietnamiens et les firmes européennes. Des marchands chinois fondèrent aussi des sucreries et de nombreuses scieries. D'autres investirent dans le coton, le maïs, le jute, le poisson et le commerce des peaux rares. Enfin des Chinois exportèrent aussi,

⁵ *Ibid.*, p. 156.

⁶ *Ibid.*, p. 156.

⁷ *Ibid.*, p. 162.

comme nous allons le voir, de la cannelle, de l'opium, du benjoin et du stick lac (sec. chinoise, ch. 1).⁸

Le Vietnam demeura également un lieu d'asile politique pour les Chinois pendant toute la première moitié du XX^{ème} siècle. A la suite de son expulsion du Japon en 1907, Sun Yat-sen, le père de la république chinoise de 1911, perpétua le flux migratoire entre la Chine méridionale et les pays du *Nanyang*. Au début du siècle, il établit de nombreuses branches du *Tongmenhui*, l'ancêtre du Guomindang (GMD), parmi les Chinois d'outre-mer, en particulier à Singapour et au Vietnam. Ces communautés lui fournirent un soutien moral, de jeunes recrues et des sources financières pour ses projets politiques en Chine. On sait aussi que Sun Yat-sen attachait beaucoup d'importance au Vietnam, où il reçut même l'aide financière des Français qui partageaient son désir de renverser les Mandchous pour promouvoir leurs intérêts en Chine méridionale (voir *infra*).⁹ Jusque dans les années 1950, le Vietnam offrit aux divers réfugiés de la Chine méridionale des bases de repli et de regroupement, un accès aux communautés chinoises vivant sur place et la possibilité de reprendre le pouvoir en Chine à partir du Sud. Mais comme leurs prédécesseurs, beaucoup de nouveaux arrivés chinois allaient rester au Vietnam. L'ensemble de ces relations entre la Chine du Sud et l'Asie du Sud-Est sont à prendre en considération lorsqu'on s'intéresse aux activités chinoises au Vietnam entre 1945 et 1954.

Les Chinois au Vietnam après la Seconde Guerre Mondiale

Pendant toute l'époque coloniale, la présence chinoise fut toujours plus forte en Indochine méridionale que dans le reste de la possession indochinoise.¹⁰ Par ailleurs, elle resta surtout concentrée dans les centres urbains et portuaires aux dépens des campagnes. Ces deux réalités démographiques sont ici à retenir. En 1921, les Français estimaient la population chinoise en Cochinchine à 156.000 habitants. A la fin des années 1930, on dénombrait 171.000 Chinois dans le Sud-Vietnam sur une population totale de 4.616.000, soit 3,7%.¹¹ Cette présence allait augmenter considérablement à partir de 1945. Si l'on se fit aux statistiques établies par les services français en 1950, environ 600.000 Chinois vivaient d'une façon permanente au

⁸ *Ibid.*, p. 170.

⁹ YONG CH'ING FATT et R.B. MCKENNA, *The Kuomintang movement in British Malaya*, Singapore, Singapore University Press 1990, p.13, table I.

¹⁰ Cela étant, l'immigration chinoise vers le Cambodge augmenta notamment durant la période coloniale.

¹¹ TSAI MAW-KUEY, *Les Chinois au Sud-Vietnam*, Paris, Bibliothèque Nationale, 1968, pp. 38-39.

Vietnam méridional, dont 450.000 dans l'agglomération de Saigon-Cholon. Au Nord, 70.000 Chinois vivaient soit éparpillés sur la frontière sino-vietnamienne, soit et surtout dans le port de Haiphong et, à un moindre degré, à Hanoi. Au Cambodge, on faisait état de 150.000 à 200.000 Huaqiao. Quelques milliers de Chinois s'étaient installés au Laos et environ « un millier » vivaient dans les régions montagneuses du Vietnam.¹² En bref, l'Indochine méridionale hébergeait la majorité écrasante des Chinois.

Concernant la population chinoise vivant dans les zones contrôlées par la RDVN, il est plus difficile d'avoir des chiffres fiables. En 1952, les Français estimaient qu'il y avait environ 700.000 Chinois installés dans le Sud, y compris ceux se trouvant dans les zones contrôlées par le Viet Minh.¹³ Un an plus tard, un rapport anglais donnait le chiffre de 750.000 Chinois pour le Sud. L'auteur de ce rapport précisait : « [i]l est permis de penser que, dans les zones contrôlées par l'Etat Associé [du Vietnam], il y a un peu près 750.000 individus qui se considèrent comme Chinois. Et si on ajoute à cela ceux vivant dans les zones Viet Minh, il y a vraisemblablement, au moins, un million [de Chinois] au total, représentant ainsi 4,5% de la population totale du Vietnam ». ¹⁴ Autrement dit, ce document fait état d'environ 250.000 Chinois installés en zone Viet Minh vers 1953.¹⁵ Ce chiffre nous semble très exagéré. Nous y reviendrons.

Mais comment expliquer cette croissance remarquable de l'immigration chinoise d'après guerre ? Elle s'explique, en partie, par le fait que la guerre franco-vietnamienne avait créé des conditions d'instabilité, favorisant un courant d'immigration chinoise clandestin. Cet accroissement est aussi lié aux changements politiques qui eurent lieu en Chine du Sud. Le déclenchement de la guerre sino-japonaise en 1937, par exemple, devait provoquer une vague d'immigration vers l'Indochine. La victoire de l'armée rouge de Mao Zedong en 1949 sur celle de Chiang Kai-shek provoqua un nouvel exode de réfugiés politiques vers le Vietnam au début des années 1950. Plus de 30.000 anciens soldats de l'armée nationaliste furent transférés par les Français dans des camps à Cam Ranh et sur l'île de Phu Quoc, dans le Golfe de la

¹² DSS, 'Parti communiste chinois en Indochine', p. 2, attaché à DSS, no. 9675/ C-SG/BCST, le 28 novembre 1950, signé PERRIER, d. Communistes chinois, 5, c. 104, CD, CAOM.

¹³ 'Note sur les activités chinoises au Sud Vietnam (avril 1952)', c. 10H659, SHAT.

¹⁴ B.R. PEARN, 'The Chinese community in Vietnam', 14 May 1953, FO/371/106750, PRO. Voir aussi : 'Notes on the Overseas Chinese in Vietnam, Professor Pearn', dans British Legation, le 28 février 1953, no. 1061/2/53, FO/371/106750, Public Records Office.

¹⁵ B.R. PEARN, 'The Chinese community in Vietnam'.

Thaïlande. Bien que la majorité d'entre eux semble avoir été rapatriée sur Taiwan à partir de 1953, quelques milliers sont probablement restés au Vietnam (sec. chinoise, ch. 3).¹⁶

Toutefois, ces facteurs sont tout à fait insuffisants pour expliquer une telle augmentation de l'immigration chinoise en Indochine du Sud. Premièrement, les Japonais n'auraient certainement pas laissé entrer quelques centaines de milliers de Chinois au Vietnam du Sud pendant qu'ils occupaient l'Indochine. Bien entendu, ils s'appuyaient sur des marchands locaux pour ravitailler leurs troupes, mais, pour des raisons géo-politiques évidentes, ils n'ont pas pu favoriser une telle immigration chinoise dans un moment de guerre. Deuxièmement, pendant presque toute l'occupation japonaise, l'administration française resta en place. Il n'était évidemment pas dans son intérêt non plus d'autoriser une telle explosion déstabilisante de l'immigration chinoise en Indochine. Il est de même très difficile de croire que l'entrée clandestine de quelques centaines de milliers de Chinois eût pu échapper à une surveillance franco-japonaise. Bien sûr, le renversement japonais de l'administration française en Indochine en mars 1945 et la défaite japonaise quelques mois plus tard allaient devoir affaiblir le contrôle policier donnant lieu à une recrudescence certaine de l'immigration chinoise. Cependant, il ne faut pas oublier que dans le Sud-Vietnam cette parenthèse dans la domination étrangère fut très brève, au maximum quelques mois. A partir de septembre-octobre 1945, le Corps expéditionnaire, avec l'aval anglais, réinstalla l'autorité française dans l'Indochine méridionale. Ce relâchement de quelques mois dans la surveillance de l'immigration ne peut pas non plus, à elle seule, expliquer une telle augmentation de la population chinoise dans le Sud-Vietnam entre les années 1930 et 1950.

Reste à prendre en considération la façon dont les autorités ont catégorisé les Chinois après la guerre. Il est possible que, dans leurs recensements, les Français aient classé comme « Chinois » une partie de la population qui n'avait pas été recensée ainsi avant 1945. Autre possibilité expliquant cette hausse : les chiffres de 1950 étaient basés sur des calculs effectués par les consulats chinois, lesquels faisaient tout leur possible pour gonfler le nombre de 'leurs' résidents en Indochine considérés comme « sujets chinois ». Au lendemain de la défaite japonaise, par exemple, les consulats de la Chine nationaliste, nouvellement réinstallés en Indochine orientale, fournirent des certificats de nationalité aux Ming Huong et aux Nung (un

¹⁶ 'Note sur les activités chinoises au Sud Vietnam (avril 1952)', pp. 20-21.

peuple minoritaire au Nord-Vietnam proche des Chinois).¹⁷ Il est fort possible que les estimations d'après guerre comptaient donc comme « Chinois » des populations qui n'avaient probablement pas été classés ainsi avant la guerre. Un décret colonial du 24 août 1933 stipulait clairement que les « Minh Huong » devaient être considérés juridiquement comme « sujets vietnamiens », qu'ils soient nés avant ou après cette date.¹⁸ Fait révélateur : le 2 mai 1951, la Cour d'Appel mixte de Saigon décida que les Minh Huong nés avant le 21 septembre 1933 seraient considérés « de nationalité chinoise », alors que les métis nés après cette date gardaient la « nationalité vietnamienne ».¹⁹

Il est également difficile d'admettre qu'il y eût 250.000 Chinois vivant sous le contrôle étatique de la RDVN au début des années 1950. Dans le Centre et le Nord du Vietnam, la majorité des Chinois vivaient dans les centres urbains sous l'autorité de l'armée et de la police françaises. Dans le Sud, le Viet Minh était loin de pouvoir contrôler des zones étendues pendant toute la guerre. Même dans l'interzone IX du Sud-Ouest, il est peu probable que la RDVN ait pu contrôler plus de 200.000 Huaqiao. Premièrement, parce que, mal armé et peu entraîné, le Viet Minh dut se réfugier dans les zones les plus reculées du Sud, dans des forêts et des espaces d'accès extrêmement difficile où les Chinois n'habitaient pas. Deuxièmement, parce que pris dans le feu-croisé de la guerre franco-vietnamienne, un grand nombre de Chinois des provinces quittèrent la campagne pour s'installer à Saigon-Cholon, chez des amis ou leur famille. Troisièmement, parce que même les Chinois qui restaient en province vivaient souvent en congrégations et n'avaient donc que peu de contacts avec les Vietnamiens. A la mi-1947, les autorités françaises estimaient qu'il y avait environ 9.514 Chinois dans la province de Can Tho, susceptibles d'être soumis à l'influence de la RDVN.²⁰ En janvier 1948, une autre source parle de 17.593 Chinois pour la même province (en outre ces sources sont sujettes à caution).²¹ En raison de leur concentration, ils étaient plus facilement manipulés par les Consuls nationalistes et par la propagande du GMD que par celle de la RDVN. De plus, l'armée vietnamienne ne contrôlait que très peu de villes régionales, et c'est là que les Chinois

¹⁷ En 1947, le consulat chinois à Haiphong distribuait des cartes d'identité chinoises aux Nungs. Délégation de Haiphong, Bureau des Affaires chinoises, no. 335/C, 'Bardy [au] Commandant [du] secteur de Haiphong', le 16 mai 1947, d. Propagande chinoise, 1951-1953, c. 10H2959, SHAT.

¹⁸ DSS, no. 7750/SG/BCST, 'Activités chinoises période du 9 au 15 décembre 1950', p. 27, c. 10H682, SHAT.

¹⁹ Cité dans SSHC, 'Bulletin quotidien no. 266 des 21 et 22 décembre 1951', d. 1949-1950, c. 10H2956, SHAT.

²⁰ Secteur de Cantho, EM/2B, no. 4424/2-S, 'Statistique de population des villages suivants dans la province de Cantho', daté du 14 juin 1947, d. 1946-1948, c. 10H4792, SHAT.

²¹ Province de Can Tho, no. 33c/ST, 'Protection des ressortissants chinois', le 27 janvier 1948, d. 1946-1948, c. 10H4792, SHAT.

résidaient et que le Corps expéditionnaire *et* la marine française patrouillaient. En 1948, les Sudistes prétendaient contrôler 519 adultes et 194 mineurs chinois dans la province de Tra Vinh, un nombre donc très faible.²²

Malgré le manque de chiffres plus fiables, on peut donc douter que celui de 250.000 Chinois vivant sous le contrôle de la RDVN ait jamais été atteint. En attendant la découverte de statistiques plus crédibles, on peut estimer entre 10 et 15.000 le nombre de Chinois (y compris des Minh Huong) vivant vers 1950 sous le contrôle de la RDVN, date à laquelle les Sudistes avaient atteint l'apogée de leur contrôle territorial dans l'ouest du Nam Bo. Ce nombre allait décroître après les défaites écrasantes du général Nguyen Binh.²³ Au Nord, on peut penser qu'il y avait quelques milliers de Chinois (sans compter les Nungs) associés à la RDVN dans les provinces frontalières. Mais une fois encore, même au Nord, l'Etat de la RDVN se faisait sentir plus dans les zones inhospitalières que dans les villes régionales où se trouvaient les Huaqiao. Bien entendu, ce nombre allait augmenter considérablement à partir de 1950 au fur et à mesure que l'armée nordiste étendait sa main mise politico-militaire sur la frontière septentrionale.²⁴ Les contacts les plus étroits entre la RDVN et les Huaqiao eurent lieu dans l'Ouest du Nam Bo (LK IX) et la partie septentrionale du Viet Bac. Toutefois, dans ces deux régions, le nombre de Chinois était infime, non seulement par rapport à la population totale des Chinois au Vietnam mais aussi par rapport aux Chinois vivant hors des grandes villes de Hanoi, Haiphong et Saigon-Cholon.

Les Huaqiao au Vietnam : Entre la Chine nationaliste et la France coloniale

L'année 1945-1946 marque un tournant dans les activités chinoises au Vietnam. En février 1946 les Français, désireux que les troupes chinoises de l'Indochine du Nord se retirent, signèrent un nouvel accord avec le gouvernement chinois à Chongqing. En échange du retrait des troupes chinoises de l'Indochine du Nord, les Français abolirent leurs concessions en

²² FTEO, TFIS, EM/2B, no. 3831/2S, 'Ressortissant chinois dans la province de Tra Vinh', le 27 août 1948, interception datée du 19 août 1948, d. BR58, c. 10H4358, SHAT.

²³ Au début de l'année 1949, le Viet Minh donna l'ordre de recenser la population chinoise dans le Nam Bo. Le résultat nous est inconnu. Voir : 'Comité Résistant Exécutif du Nam Bo, Sûreté du Nam Bo, no. 499/SCA, Objet : Enquête sur les ressortissants chinois, daté du 21 mars 1949, signé [DIEP BA]', c. 10H4905, SHAT.

²⁴ En 1950, la ZOT effectua une étude ethniquement et statistiquement détaillée du district de Huyen Bo, indiquant les affiliations politiques des populations locales. En comptant les populations chinoises contrôlées par la RDVN dans les villages de ce district, nous avons relevé environ 3.069 Chinois sous l'administration plus ou moins directe du Viet Minh. ZOT, Secteur de Campha, S/Secteur de Hongay, no. 980/SHD, 'Note de renseignements sur le huyen de Hoanh Bo', Hongay, le 11 avril 1950, c. 10H2871, SHAT. Bien entendu, il serait risqué de tenter une estimation à partir de ces renseignements

Chine et en accordèrent d'autres aux Huaqiao résidant en Indochine. Conséquence notable, les ressortissants chinois furent désormais traités au même niveau juridique que les Français et d'autres Occidentaux établis dans la possession. Les marchands chinois qui se trouvaient sur place obtinrent des concessions avantageuses dans les ports de Haiphong et de Saigon-Cholon.²⁵

Toutefois, le gouvernement chinois en voulait plus. Avant la réoccupation française du Tonkin, les représentants diplomatiques du gouvernement nationaliste, envoyés sur place en septembre 1945, avaient purement et simplement décidé d'abolir l'ancien système des « congrégations ».²⁶ Ils considéraient ce système comme une source d'opposition au nationalisme chinois. L'idée de diviser leur ressortissants selon leurs races et origines allait à l'encontre d'une Chine unitaire. La soumission de ces « nationaux » à l'administration française ne satisfaisait guère un nationalisme chinois plus orgueilleux que jamais. Pendant l'époque coloniale, les congrégations n'étaient que des organes administratifs internes, sur lesquels les consuls chinois n'avaient jamais eu la moindre influence directe. Profitant de l'absence des Français, jusqu'au début 1946 dans le Nord, les diplomates chinois prirent la décision, en novembre 1945, de remplacer les congrégations par des « Associations de Chinois d'Outre-Mer », dirigées directement par les consuls. En revanche, les congrégations placées au sud du 16^{ème} parallèle n'avaient jamais cessé de fonctionner, en raison du retour rapide des Français en octobre 1945.²⁷

Une fois rentrés en Indochine septentrionale, les Français s'opposèrent aux tentatives des consuls pour servir d'intermédiaires directs entre les communautés chinoises et la nouvelle administration coloniale (car elle n'était pas nationale). Selon les Français, on ne pouvait en aucun cas permettre aux Chinois de créer un « Etat dans l'Etat ». Considérant cette action comme illégale, les Français ne reconnurent pas ces associations chinoises. Une lutte diplomatique et juridique très ardue s'ensuivit. Pour la diplomatie française, la seconde guerre mondiale n'avait provoqué aucun changement dans les traités franco-chinois concernant les Chinois en Indochine. Sur le papier, le traité de Nanjing de 1930 et le décret de gouverneur général de l'Indochine de 1936 restaient en vigueur. Les émigrés chinois pouvaient donc

pour le district de Hoanh Bo, pour tous les districts frontaliers du Nord. Néanmoins, on peut constater qu'il devait y avoir plusieurs milliers des peuples sinisés sous l'administration vietnamienne au Nord à partir de 1950.

²⁵ LIN HUA, *Chiang Kai-Shek, De Gaulle contre Hồ Chí Minh, Việt-Nam 1945-1946*, Paris, L'Harmattan, 1994.

²⁶ Il y avait un consul général à Saigon, un autre à Hanoi et un consulat à Haiphong.

continuer à se rendre en Indochine par cinq portes, à savoir : Saigon, Phnom Penh, Kampot, Kep et l'île de Cône.²⁸ On estimait en 1947 qu'en moyenne 1.000 ou 1.500 Chinois passaient par le port de Saigon chaque mois.²⁹ Selon un recensement de Perrier à la fin de 1948, durant les premier neuf mois de cette même année environ 31.000 émigrés chinois étaient entrés en Indochine, dont 15.000 étaient repartis. Perrier estimait qu'il y avait environ 1.000 émigrés clandestins.³⁰ Mais le rétablissement des congrégations était essentielle au contrôle de cette immigration par l'Etat colonial. Les immigrants chinois devaient être inscrit dans « sa » congrégation. Ce ne fut qu'en juillet 1947, suite à d'après discussions, que la congrégation de Mon Cay fut rétablie sous l'autorité française. Et ce ne fut qu'en juin 1948 que toutes les congrégations chinoises du Tonkin furent finalement réinstallées sous la direction française. Les chefs des congrégations, appuyés fermement par les Français, reprirent leurs postes d'intermédiaires entre les Huaqiao et l'Etat colonial.³¹ Pourtant, les consuls chinois ne cessèrent jamais de contester cet état de choses.

Conscient de l'importance de cette question pour les Chinois, et soucieuse de maintenir un bon voisinage avec le gouvernement de Chiang Kai-shek contre l'expansion du communisme vers le Nord du Vietnam (sec. chinoise, ch. 3), le 20 août 1948, le gouvernement français approuva une nouvelle politique, plus concessionnaire. Signé à Paris par le Ministre des Affaires étrangères français et l'Ambassadeur chinois, cet accord donna un nouveau nom aux congrégations, celui de « Groupements administratifs chinois régionaux » (GACR), et accorda aux consuls un pouvoir consultatif dans l'élection des chefs de groupements. Un arrêté en date du 31 mars 1949 établit de façon plus définitive les modalités d'élections des chefs et des sous-chefs des GACR. Bien que le GACR remplaçât la « congrégation », le principe, qui présidait au regroupement des Chinois selon leur lieu d'origine fut inchangé. Il existait cinq principaux GACR, représentant les Chinois de Canton, Fujian, Chaozhou, Hainan et les Hakkas. Ceux de Canton et de Fujien prédominaient à Hanoi, Haiphong et à Saigon-Cholon.

²⁷ CTFICN, EM/2B, no. 2457/2, 'Rétablissement des congrégations chinoises au Tonkin', le 12 juin 1948, signé du Lt colonel GAVOYERE, d. 1948-1952, c. 10H2957, SHAT. Hsiang Si Ling était consul général de la Chine à Hanoi.

²⁸ 'US Consulate, Hanoi, to Secretary of State', le 3 juillet 1948, 851G.01/7-348, ANEU et les propos de M. Colombiani dans 'Chinese Immigration into Indochina', no. 153, le 4 août 1949, 851G.5593/8-449, ANEU. Selon les Chinois, le conseiller diplomatique du Haut Commissariat, Clarac, avait admis la suppression des congrégations, ce qui fut démenti par les Français. *Ibid.*

²⁹ 'Saigon Consul, Reed, to Secretary of State', le 26 juillet 1947, 851G.5593/7-2647, ANEU.

³⁰ 'Memorandum of Conversation : Chinese Immigration in Indochina, George Abbot and M. Perrier, Chief of the French Sûreté in Indochina', 851G.5593/10-2848, ANEU.

On trouvait aussi une forte concentration de Cantonnais, Chaozhou et Hakkas à Saigon-Cholon.³²

Les chefs des cinq GACR de Saigon-Cholon étaient le plus souvent des marchands influents.³³ Parmi eux, on trouve les frères Lau Tsang et Lau Tso, considérés par les Français comme « deux des plus beaux prototypes de l'affaire chinoise ». Le premier aurait apparemment ramassé une fortune de 200 millions de piastres pendant la guerre, provenant en partie des bénéfices qu'il avait réalisés en ravitaillant les Japonais. Malgré cette collaboration, en 1946, il fut suffisamment adroit pour se faire nommer président par intérim de la Chambre de Commerce chinoise à Cholon. En 1948, il devint l'un des propriétaires du « Grand Monde », célèbre maison de jeux du Sud-Vietnam. Il se rendait souvent à Hong Kong pour « s'assurer le monopole [du] jeu, enfin à Paris où il [s'était] rendu propriétaire en 1950 [pour] la somme de 14.000.000 francs du célèbre Chabanais ... ». Il allait aussi payer des dîmes considérables aux résistants vietnamiens, dont les Binh Xuyen et Nguyen Binh, pour faire fonctionner sans gêne violent ses maisons de jeux (sec. chinoise, ch. 1).³⁴

A la tête du GACR de Foukien se trouvait le Minh Huong, Hong Luong (Hong Qing Liang). Pendant l'époque coloniale, il avait travaillé dans plusieurs firmes françaises, avant de se mettre à son propre compte. Ayant créé plusieurs sociétés commerciales, il devint pendant la guerre l'un des plus importants fournisseurs de produits chimiques des Japonais et un homme d'affaires de taille à Cholon. Au lendemain du coup de mars 1945, les Japonais le chargèrent de liquider de gros stocks d'opium provenant de Birmanie, de Malaisie et d'Indochine, ce qui lui permit de faire des affaires fructueuses. Après la défaite japonaise, il ravitailla brièvement les révolutionnaires vietnamiens via un comité spécial formé par le chef de la congrégation de Foukien, Ha La. Suite à l'expulsion de ce dernier par les Français au début de l'année 1946, Hong Luong fut assez habile pour devenir non seulement le chef de la communauté de Foukien à Cholon, mais aussi, à partir de 1947, président de la Chambre de

³¹ CTFICN, EM/2B, no. 2457/2, 'Rétablissement des congrégations chinoises au Tonkin', le 12 juin 1948. Le 30 mai 1948, les congrégations de Canton et de Fukien furent rétablies à Hanoi et de même à Haiphong le 4 juin. Les congrégations chinoises de Nam Dinh furent rétablies le 5 juin.

³² CRT, Bureau des Affaires chinoises, no. 351/Bac, 'Notice sur l'organisation administrative des Chinois en résidence au Tonkin', le 27 avril 1949, d. 1948-1952, c. 10H2957, SHAT et 'Note sur les activités chinoises au Sud Vietnam (avril 1952)', p. 4.

³³ 'Chapitre no. 1, Des groupements administratifs chinois régionaux', dans 'Note sur les GACR', le 4 novembre 1948, c. 10H2958, SHAT.

³⁴ 'Note sur les activités chinoises au Sud Vietnam (avril 1952)', p. 6 et selon un interrogatoire dans CSTFEO, EM, 2B, no. 1105/2, 'Renseignement', le 15 mars 1947, d. 14, c. 10H532, SHAT.

Commerce et membre du Comité exécutif du GMD de Saigon-Cholon.³⁵ Il ne douta jamais de l'importance des Chinois dans l'économie du Sud-Vietnam. Comme il le fit remarquer à un officier français en 1949, la ville de Cholon était « avant tout une agglomération chinoise. [S'il] n'y [avait] pas [eu] de Chinois, il n'y aurait pas [eu] de Cholon. Ce sont les Chinois qui ont fait Cholon ». ³⁶ Hong Luong allait maintenir des relations commerciales fort intéressante avec le Viet Minh (voir chapitre suivant).

Parmi les leaders du GACR des Trieu Chau, se trouvaient les marchands Ma Tuyen et Quach Mau. Le premier avait appartenu aux organisations communistes du PCC à Swatow (Shantou). La rupture entre les nationalistes et les communistes en 1927 l'obligea à se rendre à Hong Kong, puis en Indochine. Il y fit de bonnes affaires pendant la guerre, en organisant des services de transport pour les Japonais. Si bien que la célèbre société japonaise, *Dainan Koosi*, à son départ, le laissa s'installer dans ses locaux à Cholon. Quant à Ma Tuyen, il avait participé au comité exécutif du PCC en Indochine et était soupçonné d'avoir collaboré économiquement avec le Viet Minh.³⁷

Quant aux Etats Associés déclarés « indépendants » en 1950, leur contrôle sur les communautés chinoises d'Indochine demeura faible (tout comme l'était celui de la RDVN). D'autant plus que les Français ordonnèrent aux chefs de l'Etat du Vietnam de ne pas reconnaître diplomatiquement le gouvernement chinois nationaliste. Les autorités françaises insistaient pour rester les seules habilitées à appliquer les traités franco-chinois, pour la simple raison que seule la France avait des relations officielles avec le gouvernement chinois, alors transféré à Taiwan (Formose). Il est vrai que les Etats Associés obtinrent une certaine marge de manœuvre dans l'administration des étrangers asiatiques. Mais les Français continuèrent à jouer le rôle principal dans le domaine de l'immigration asiatique étrangère, des expulsions et des tribunaux. Les nationalistes vietnamiens non-communistes accusaient les Français d'empiéter sur leur indépendance, en refusant de transférer les affaires chinoises au gouvernement associé, théoriquement indépendant. Bien entendu, l'une des raisons capitales pour laquelle la France renâclait venait du fait que le gouvernement nationaliste de Taiwan s'opposait catégoriquement à l'absorption de ses « sujets nationaux » par les nouveaux Etats

³⁵ Zhang Van (Truong Van Hoa), éd., *The 50th anniversary souvenir magazine of the Chinese Chamber of Commerce of South Vietnam*, Cholon, 1955 (en chinois) et 'Note sur les activités chinoises au Sud Vietnam (avril 1952)', p. 8. Nous tenons à remercier Li Tana qui nous a aimablement traduit des extraits du premier document.

³⁶ Secteur de Saigon-Cholon, no. 946/SSC/S, 'Fiche concernant la question chinoise à Cholon', le 19 juin 1949, d. Affaires chinoises, c. 10H5002, SHAT.

indochinois. Le gouvernement chinois rejetait l'idée que ses « nationaux » puissent être placés sous l'égide des Vietnamiens, ce qui, à ses yeux, représentait la menace d'une politique beaucoup moins libérale que celle jusqu'alors appliquée par les Français.³⁸ Ce n'est qu'en 1951 que l'Etat du Vietnam put plus directement prendre en mains les GACR. Théoriquement, il appartenait désormais aux autorités vietnamiennes de procéder aux nominations des chefs et des sous-chefs de GACR. Mais tant que la guerre rageait et la présence française demeurait sur place les nationalistes non-communistes avaient du mal à 'nationaliser' les populations chinoises vivant au sein du territoire national.³⁹

Le refus des Français de céder les questions chinoises à l'Etat vietnamien, alors que celui-ci était désireux d'établir son propre contrôle 'national', fut l'un des problèmes les plus épineux (et le moins étudié) de la décolonisation française et la nationalisation vietnamienne. Après les accords de Genève, le gouvernement de Ngo Dinh Diem allait adopter vis-à-vis des Huaqiao des mesures beaucoup plus sévères que celles qu'avait connues la Chine nationaliste entre 1945 et 1954.⁴⁰ La RDVN allait rencontrer des problèmes remarquablement similaires face à la question chinoise et la place des Huaqiao dans la communauté nationale, après 1945 et surtout à la fin des années 1970.

Les rapports ambigus entre Chinois, Français et Vietnamiens se compliquaient encore d'une compétition acharnée entre le GMD et le PCC pour le soutien des Huaqiao, en particulier, et pour celui des Chinois de toute la région des Mers du Sud, en général. Comme nous l'avons mentionné au début de ce chapitre, l'ancêtre du GMD, le *Tongmenhui*, s'était d'abord appuyé sur les Huaqiao de l'Asie du Sud-Est. Fondé par Sun Yat-sen en 1900, cette organisation visait à renverser la dynastie des Manchous à partir du Sud. Les adhérents de Sun Yat-sen fondèrent des bases importantes à Singapour, Rangoon, Bangkok et au Vietnam, où Sun Yat-sen avait séjourné lui-même et où il avait sollicité l'aide française pour reprendre la Chine. Après sa mort en 1925, Chiang Kai-shek prit sa place au GMD. Ayant détruit les seigneurs de la guerre empêchant l'unification de la Chine, en 1927, Chiang Kai-shek et ses partisans attaquèrent violemment leurs alliés communistes dans le Sud.⁴¹ Cette guerre civile

³⁷ 'Note sur les activités chinoises au Sud Vietnam (avril 1952)', p. 9.

³⁸ *Ibid.*, pp. 14-17.

³⁹ 'Le CRT à M. les conseillers régionaux et provinciaux', no. 504/S/SAP/BAC, le 10 mars 1951, signé de CAZIMAJOU, ainsi que l'arrêté no. 1070-NK/PTH fixant ses pouvoirs.

⁴⁰ Voir les ordonnances institués par Ngo Dinh Diem en 1956, 'Situation des Chinois au Sud Vietnam', CLV, Sud Vietnam, vol. 30, MAE.

⁴¹ DAP, Synthèse spécial du numéro II, août 1948, 'Activités chinoises au Viet Nam, fin août 1948', c. 10H4358, SHAT.

entre le PCC et le GMD allait se produire à nouveau dans les Mers du Sud, avec la bataille pour le soutien des Huaqiao en Asie du Sud-Est étant toujours l'un des cibles majeurs.

Il est difficile de savoir exactement comment s'organisa l'implantation du parti nationaliste chinois parmi les Huaqiao du Sud-Vietnam. Sun Yat-sen vint à Cholon entre 1907 et 1909. A l'époque, ses idées soulevaient un véritable enthousiasme dans les milieux chinois. Or ce n'est qu'après 1911 qu'un comité du Tongmenhui fut fondé dans le Sud.⁴² Cependant, à en juger par les archives de la Sûreté française, les activités du GMD en Indochine entre les deux guerres étaient limitées. Il est possible que l'installation des consuls en Indochine à la fin des années vingt eût étendu l'influence du GMD. La présence du GMD au Vietnam demeura minime pendant la guerre sino-japonaise, étant donné que l'armée japonaise occupa l'Indochine à partir de 1940 et qu'elle boucla la frontière sino-indochinoise, les routes maritimes et surtout le chemin de fer pénétrant dans la province chinoise du Yunnan. D'ailleurs, les services de renseignements japonais et la Kempetei avaient immédiatement supprimé toute organisation GMD en Indochine.

C'est seulement après la défaite japonaise en 1945 que le GMD chercha à s'installer parmi les populations chinoises d'Indochine, en particulier dans le Sud-Vietnam et au Cambodge. L'absence des Français en Indochine jusqu'en octobre 1945 dans le Sud et mi-1946 dans le Nord facilita cette implantation. L'expansion du GMD en Indochine s'explique aussi par le fait que les intérêts géo-politiques des Français en Indochine étaient désormais liés à la survie de la Chine nationaliste. Les autorités françaises en Indochine allaient donc devoir tolérer, quoique avec beaucoup de réticences, les activités politiques du GMD parmi les Huaqiao du Vietnam.⁴³ C'était le prix à payer pour un bon voisinage.

L'homme chargé des affaires chinoises au Vietnam était le consul général, Ing Fong Tsao. Marié à une française, il avait été nommé consul à Saigon au mois de septembre 1939. Il parlait apparemment parfaitement le français. De 1941 à 1945, il fut mis en prison par les Japonais à Kontum. Après la capitulation de ces derniers, Ing fut nommé Consul général à Saigon et inspecteur du GMD pour toute l'Indochine. En 1951, il devint l'un des membres les plus importants du Comité exécutif du GMD à Saigon-Cholon, ce qui illustre l'importance que

⁴² *Ibid.*, p. 10.

⁴³ 'Note sur les activités chinoises au Sud Vietnam (avril 1952)', p. 21.

le gouvernement chinois attachait au rôle d'intermédiaires des consuls auprès des Chinois en Indochine.⁴⁴

En effet, le « Bureau d'Outre Mer » à Nanjing dirigeait la section du GMD en Indochine par l'intermédiaire du Consulat général à Saigon. Le GMD s'appuyait aussi sur trois grands services de renseignements : un « Service Central d'Enquêtes et de Statistiques » du parti, un « Service d'Enquêtes et de Statistiques du Ministère de la Défense Nationale » et un « Service d'Enquêtes du Groupe de la Jeunesse du Triple démisme ». Ces organisations fournissaient des informations sur les divers partis français et vietnamiens, les activités économiques des Chinois en Indochine et sur la situation générale de la région de Saigon-Cholon et de l'ensemble de l'Indochine.⁴⁵ Elles visaient aussi à combattre les communistes, aussi déterminés que le gouvernement du Nanjing, à gagner à leur cause les Huaqiao. Inquiet, celui-ci demanda à ses dirigeants en Indochine de solliciter l'application de mesures les plus draconiennes possibles envers les communistes et leurs journaux, dont l'interdiction de l'importation de la littérature et des brochures communistes (voir *infra*).⁴⁶

La section générale du GMD se trouvait à Saigon-Cholon. Ses succursales s'occupaient de la propagande, des activités socio-culturelles et des questions économiques et politiques dans les communautés chinoises. A notre connaissance, à l'intérieur de l'Indochine, elle n'entretenait aucune collaboration avec les nationalistes vietnamiens non-communistes, tels que le VNQDD ou les Dai Viet. Sans subvention du gouvernement central, la section indochinoise du GMD dut lever des contributions exceptionnelles sur les populations chinoises (apparemment avec l'accord des Français).⁴⁷ Il existait dans le Sud huit sous-sections GMD. Leurs sièges se trouvaient à Vinh Long, Can Tho, Ca Mau, Long Xuyen, My Tho, Soc Trang, Bac Lieu et Ben Tre. Chaque organisme provincial était doté d'un Comité exécutif et d'un Comité de contrôle, dont les membres étaient élus par les adhérents locaux. Le GMD s'efforçait de prendre en main la « Fédération des Syndicats ouvriers chinois de Saigon-Cholon », fortement noyautés par le PCC, et l'« Amicale des Journalistes Chinois de Saigon-Cholon ». Le GMD maintenait également une présence importante et très active à Phnom Penh. La presse pro-GMD s'exprimait à travers plusieurs journaux, tels que le *L'Information*

⁴⁴ 'Activités chinoises au Viet Nam, fin août 1948', pp. 2-3.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 13. L'organisation du triple démisme fut dirigé par Li Kiao Che et visait à orienter l'attitude politique de la jeunesse chinoise en Indochine.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 14.

⁴⁷ *Ibid.*, pp. 11-12.

chinoise (Zhongguo Ribao), *Le Monde* (Shijie Bao), *Les Nouvelles* (Xinwen Ribao), *L'Extrême-Orient* (Yuandong Ribao) et *La Paix* (Heping Ribao).⁴⁸

Nous n'avons pas réussi à déterminer le nombre exact d'adhérents chinois au GMD. Selon un rapport français, son influence était faible et la participation des Huaqiao demeurait, malgré tout, maigre. De plus, la victoire de l'armée de Mao Zedong en 1949 porta un coup très dur aux activités nationalistes en Indochine. En mai 1951, on comptait environ 2.100 membres dans la section du GMD de Saigon-Cholon. Or un an plus tard, il n'y en avait plus que 686.⁴⁹ En 1952, Chiang Kai-shek, inquiet, dépêcha à Saigon un nouvel inspecteur, M. Tcheng Yen Fen (Zheng Yanfan ?), directeur de la Section d'Outre-Mer du Comité Central Exécutif du GMD. Mais, au dernier moment, celui-ci fut muté ailleurs. Il ne put donc pas, dirent les Français, constater « la profonde division qui règn[ait] parmi les dirigeants du Kouomintang [GMD] au Sud Vietnam et le peu de zèle manifesté par le petit nombre de Chinois qui rest[aient] fidèles au Parti ».⁵⁰

Il n'est pas de notre propos ici de faire une étude détaillée du GMD en Indochine, mais plutôt de souligner le fait que son implantation se fit surtout entre 1945 et 1950, et qu'il fut plus actif dans l'Indochine du Sud. Toutefois, il convient de noter que son enracinement parmi les émigrés chinois ne semble pas avoir été particulièrement réussi. Outre la baisse d'adhésions après la victoire communiste en Chine, des incidents ne cessèrent d'envenimer les relations entre les consuls chinois et les autorités françaises. Cet état de chose affaiblissait grandement l'efficacité des représentants chinois en Indochine dans leur lutte contre les communistes et en faveur des émigrés chinois. Même le soulèvement des communistes chinois en Malaisie en juin 1948 n'améliora pas la collaboration franco-chinoise en Indochine. En juillet de cette année-là, les relations entre le GMD et les Français se détériorèrent dramatiquement, lorsque les Français décidèrent de mettre fin aux empiétements progressifs du consulat général sur les Huaqiao. On ne doit pas s'étonner du fait que, quand le consul fit appel aux Français pour réprimer les organisations communistes dans le Sud-Vietnam, radicalisées par les événements en Malaisie, sa demande trouva très peu de sympathie auprès

⁴⁸ 'Avis du Kuomintang', daté du 11 novembre 1951, Vinh Long et HCFIC, SSHCSVN, no. 21491/S/RG, BST, 'Note', le 17 décembre 1951, c. 10H4914, SHAT et 'Note sur les activités chinoises au Sud Vietnam (avril 1952)', p. 21.

⁴⁹ 'Note sur les activités chinoises au Sud Vietnam (avril 1952)', p. 22.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 24.

de la Sûreté, du Deuxième Bureau et du Haut-Commissariat lui-même.⁵¹ Ces mauvaises relations facilitaient les opérations du PCC en Indochine.

Le PCC au Vietnam

Les organisations du PCC en Asie du Sud-Est

Tout comme leurs adversaires nationalistes, les communistes chinois se tournèrent vers les Huaqiao des Mers du Sud. Face à la répression de Chiang Kai-shek en 1927, la première vague de militants chinois arriva en Indochine, à Bangkok et en Malaisie à la fin des années 1920. En 1927, le communiste Ho Pe Siang débarqua en Indochine, où il essaya de fonder l'« Association des Partisans révolutionnaires d'Outre-Mer » parmi les Huaqiao du Sud-Vietnam.⁵² Or cette première tentative échoua. En 1932, un autre militant passant par le Vietnam méridional, Liao Chengzhi, mit sur pied une « Association des Partisans du PCC résidants en Indochine ». Elle ne connut pas non plus un grand succès, mais Liao Chengzhi allait devenir un haut responsable des affaires des Chinois d'outre-mer après 1949. Le PCC ne commença à s'implanter qu'après le déclenchement de la guerre sino-japonaise en 1937, qui envoya une nouvelle vague de communistes du Sud de la Chine vers l'Indochine. En 1938, sur l'initiative de « Li Yeou Tcheng » (Li Youzheng ?), ces militants chinois constituèrent une section officielle du PCC parmi les Huaqiao du Sud-Vietnam. Fait nouveau, les membres de cette section collaborèrent avec le « Comité territorial de la Cochinchine » du PCI (*Xu uy Nam Ky*). Si bien qu'en 1940 des membres du PCC participèrent directement au soulèvement lancé par les Sudistes vietnamiens. Le soulèvement fut réprimé durement par la police française et, comme leurs collègues vietnamiens, ces communistes chinois furent emprisonnés ou quittèrent le Vietnam pour se réfugier en Thaïlande.⁵³ Les Vietnamiens ont récemment confirmé cette participation chinoise.⁵⁴ Quelques uns d'entre eux revinrent en Indochine après la guerre et fondèrent en mars 1946 le journal *Viet Nam Nhut Bao*, organe semi-officiel du PCC en Indochine.⁵⁵ Il semble donc que les années 1940 marquent le début d'une coopération sino-vietnamienne communiste au sein des Huaqiao du Sud-Vietnam.

⁵¹ 'Activités chinoises au Viet Nam, fin août 1948', p. 19.

⁵² 'Note sur les activités chinoises au Sud Vietnam (avril 1952)', p. 27.

⁵³ Secteur Saigon-Cholon, S/Secteur Cholon, no. 1339/SSC/S, 'Rapport sur l'activité des Chinois à Cholon', d. BR58, c. 10H4358, SHAT et 'Note sur les activités chinoises au Sud Vietnam (avril 1952)', p. 27. Sont aussi cités parmi les communistes chinois ayant collaboré avec les Vietnamiens en 1940 : Tang Cam Tai, Diep Quoc Toan, Luu Vinh Phuoc et Luong Uoc. La première source prétend que Tang Cam Tai, un Chinois de la congrégation de Hakkas et fils d'un grand

Cependant, faute de documentation fiable, il est difficile d'estimer l'importance des activités du PCC en Indochine entre 1945 et 1950. A notre connaissance, les partis communistes vietnamien et chinois n'ont rien publié à ce sujet. Et en se fiant uniquement aux renseignements fournis par le GMD, ainsi qu'aux sources de la Sûreté française, on pourrait vite être amené à croire que les communistes chinois étaient sur le point de prendre le pouvoir non seulement au Vietnam mais dans toute l'Asie du Sud-Est. Il s'agit donc d'être très prudent sur cette question.

Le PCC dans le Nord-Vietnam

Selon les renseignements du Haut-Commissariat, les premiers contacts entre les communistes chinois et le PCI dans le Nord-Vietnam eurent lieu en février 1946. Ils furent pris par des agents du PCC en Thaïlande, qui traversèrent le Mékong pour prendre la route de Hanoi à travers le Laos. Début mai, alors que les troupes du GMD commençaient à se retirer de l'Indochine du Nord, une délégation de communistes chinois à Bangkok, « en plein accord avec Ho Chi Minh et le PCI », organisèrent une « mission d'études » au Nord-Vietnam. Un certain Ken Ky dirigea cette délégation à Hanoi le 15 mai 1946. Il était censé être membre du Comité exécutif de la section du PCC à Bangkok. Lou Ming (alias William Lu), agent du PCC à Chongqing et reporter au journal chinois *Xinhua*, rejoignit le groupe. Ce dernier présenta la mission de Ken Ky à la direction du PCI et à Ho Chi Minh. Ken Ky supervisa l'organisation de réseaux du PCC au sein de la communauté Huaqiao dans le Nord-Vietnam, où le PCC avait apparemment de petites cellules, à Hanoi et Haiphong. Il quitta Hanoi le 25 mai en direction de Bangkok. Ken Ky, selon les Français, dit à Ho que la section du PCC au Tonkin servirait de point de contact avec le gouvernement du Yan'an.⁵⁶ Apparemment, plusieurs membres de la mission chinoise restèrent sur place pour travailler comme conseillers dans les ministères de la RDVN.

commerçant à Canton, fut emprisonné à Poulo Condor. Libéré en 1945, il se rendit au Nord en compagnie Tran Ngoc Danh, le petit frère de Tran Phu.

⁵⁴ H.D., 'Phong trao nguoi Hoa o Do Thi Saigon' [Le mouvement des Hoas dans la ville de Saigon], dans *Mua thu roi, ngay ham ba*, vol. III, quatrième partie, Hanoi, NXB Chinh Tri Quoc Gia, 1996, pp. 468-469.

⁵⁵ 'Note sur les activités politiques chinoises en Indochine, septembre 1946', d. 5, c. 104, CD, CAOM.

⁵⁶ A ce sujet, nous avons consulté les sources suivantes : CSTFEO, SM, no. 5123/1100/B.Doc.1, 'Activités en Indochine du PCC', le 2 juin 1946, d. Activités Politiques, c. 109, CP, CAOM ; CSTFEO, BCR, no. 658/1000/B.I, 'Activités politiques chinoises en Indochine 1946', le 10 février 1947, d. Synthèse générale, c. 148, CP, CAOM ; 'Les communistes chinois et le Viet Minh' ; et 'Le Parti Communiste Chinois au Tonkin', no. 4200/CP/AP/1, le 22 novembre 1946, d. Activités Politiques, c. 109, CP, CAOM.

C'est possible, mais il faut garder tout de même un regard critique sur ces renseignements. Après tout, les liaisons avec le Comité central du PCC en Chine du Nord étaient faibles et très irrégulières. D'ailleurs, étant donné l'aversion du GMD pour le PCC et son soutien au VNQDD, Ho Chi Minh fit de son mieux pour que la collaboration entre le PCI et le PCC restât à l'abri des regards du GMD et des espions français. Grâce à l'occupation nationaliste chinoise du Nord de l'Indochine, le GMD était dans une meilleure position que le PCC pour réimplanter ses organisations au sein de la communauté Huaqiao dans le Nord.⁵⁷ Cela dit, le PCI établit contact avec le PCC du sud de la Chine pendant cette période, à l'insu des Français et du GMD. Nous y reviendrons dans le chapitre suivant.

Le PCC dans le Sud-Vietnam

La présence du PCC se fit aussi sentir dans le Sud-Vietnam. L'absence des forces armées du GMD au sud du 16^{ème} parallèle et le bon état des liaisons communistes (via le Cambodge) avec les organisations chinoises à Bangkok facilitèrent une meilleure implantation parmi les Huaqiao. S'appuyant sur la propagande menée auprès des écoles et des ouvriers chinois, les militants du PCC réussirent tant bien que mal à créer leurs bases en Indochine méridionale (voir chapitre suivant).⁵⁸ A la tête de la section du PCC dans le Sud-Vietnam se trouvait un comité de 25 membres qui se composait, à la mi-1948, d'un délégué spécial, d'un président, d'un vice-président et d'un secrétaire général. Le nom du délégué spécial demeure une énigme. Certaines sources assez fiables révèlent qu'un communiste chinois nommé Lam Trac Quan (Lam Tuong Quan) avait secrètement dirigé le PCC en Indochine depuis 1945. Officiellement, ce dernier travaillait dans le « Bureau Indochinois du Département des Chinois d'Outre-Mer » et dans le « Service d'Enquêtes et des Statistiques » du GMD. En réalité, il était une importante taupe du PCC. Il avait secrètement collaboré avec des communistes vietnamiens, tels que Cao Hong Lan et Hoang Quoc Viet, avant la Seconde Guerre Mondiale. A la mi-1945, il hébergea apparemment Hoang Quoc Viet pendant l'important voyage de ce dernier au Nam Bo.⁵⁹

⁵⁷ 'Activités politiques chinoises en Indochine, 1946'.

⁵⁸ CSTFEO, SD, 'Collusion PCC-VM', no. 6309/1000/B.Doc.I, le 11 septembre 1946, d. Activités Politiques, c. 109, CP, CAOM. En Indochine, Li Yeou Tchong était, dit-on, secrétaire général du PCC et Li Chao Ta était le président.

⁵⁹ DPSF, no. 8665/SG.I, 'Note', le 3 mai 1949, s.d. 5, d. 108, CD, CAOM et 'Activités en Indochine du Parti Communiste Chinois', annexe.

En août 1948, peu après le soulèvement du Parti communiste malais, la Direction des Affaires politiques en Indochine effectua une étude détaillée sur les activités du PCC en Indochine depuis 1945. Selon cette étude, en dépit du coup porté au PCC par la Sûreté française en décembre 1946, symbolisé par la fermeture du journal *Viet Nam Bao*, les communistes chinois demeuraient très actifs en Indochine méridionale. Les partisans locaux, tout à fait conscients de leur éloignement par rapport au Comité central du PCC, mirent l'accent sur le développement de la propagande parmi les Huaqiao en créant des quotidiens et un hebdomadaire locaux. La presse fut réorganisée au cours de l'année 1947. Le journal communiste publié à Saigon, le *Shidai Ribao* (L'Epoque), maintenait un réseau de correspondants en Asie du Sud-Est et collaborait discrètement avec le « Parti des Paysans et ouvriers de la Chine » à Hong Kong.⁶⁰ Plus notoire fut le journal *Trung Hue*, dirigé par le communiste chinois « Teng Fanh » (Deng An ?).⁶¹ Les communistes chinois firent venir de Hong Kong et de Shanghai de nombreux tracts et brochures prônant la cause révolutionnaire.

Les partisans du PCC recrutèrent et mobilisèrent politiquement les ouvriers du prolétariat chinois en Indochine du Sud, en créant des syndicats. L'activité des militants du PCC parmi les ouvriers chinois prit de l'essor en 1947. Ce développement s'explique, en partie, par la désillusion des ouvriers à l'égard des associations GMD de type syndical, ainsi que par l'augmentation du coût de la vie à cette époque. Les syndicats communistes prirent position en faveur d'un alignement des salaires et obtinrent des succès concrets par des menaces de grèves.⁶² En même temps, les partisans du PCC ciblèrent la jeunesse chinoise, en organisant des mouvements sportifs, des mouvements de scouts et d'autres structures pour les jeunes. C'était un excellent moyen de recrutement.

Comme ailleurs en Asie du Sud-Est, l'école était le meilleur moyen pour attirer la jeunesse chinoise à la cause révolutionnaire. Le premier *Lycée franco-chinois* de l'Indochine avait été fondé à Cholon en 1908 sur l'initiative de M. « Tjia Mah Yan », avec l'aval d'une association de commerçants, de banquiers et de directeurs d'usines. Les jeunes chinois de l'Indochine pouvaient étudier sur cinq ans la littérature chinoise, les langues chinoise et française, les mathématiques, la comptabilité, etc. Un examen de sortie leur permettait d'entrer à la fameuse Université libre de Shanghai, l'Université *Aurore*. En 1912, il n'y avait que 50 demandes

⁶⁰ 'Activités chinoises au Viet Nam, fin août 1948'.

⁶¹ 'Rapport synthétisé de recherche [sic] par « Y »'. La femme de Teng Fanh était institutrice à l'Ecole Yian.

⁶² 'Activités chinoises au Viet Nam, fin août 1948', daté août 1948, pp. 2-3.

d'admission au Lycée, mais en 1949 plus de mille. On y comptait aussi 130 pensionnaires venus de tous les coins de l'Indochine.⁶³ Mais le *Lycée franco-chinois* n'était pas le seul à donner un enseignement aux jeunes Chinois vivant dans la colonie française. En effet, le goût pour l'éducation avait donné lieu à la formation de plusieurs écoles chinoises. Avant même la Seconde Guerre Mondiale, de nombreux enseignants chinois quittaient leur pays pour s'installer dans les Mers du Sud comme instituteurs, certains de trouver du travail dans l'une des nombreuses écoles privées d'Asie du Sud-Est.

Au lendemain de la défaite japonaise, sans directive du Comité central en Chine et incapable de mener une lutte clandestine efficace, les partisans du PCC concentrèrent leurs efforts sur les écoles chinoises et les enseignants chinois de gauche. Le PCC exerça une influence certaine sur les élèves des écoles de *Nanqiao*, *Yian*, « *Chee Yung* » et le *Lycée d'Extrême-Orient*. L'Ecole *Nanqiao* était particulièrement active. Son directeur, Wong Kwan Yat, avait de très bon contacts avec le service des ouvriers du gouvernement du Sud-Vietnam. Kouo Siang Ping, né en 1905 à Quangzhou (Canton), était professeur à l'école de *Nanqiao*. Il avait d'abord travaillé dans l'école de *Fou Tan* à Shanghai (1927-28), puis à l'école de *Zhangzhou* (Tchang Tcheou) à Foukien. Il arriva en Indochine en 1938, fuyant sans doute l'occupation japonaise. Il enseigna à l'école de *Nanqiao* à Cholon jusqu'en 1948, et devint en 1946 le rédacteur du journal communiste, *Viet Nam Pao*. Selon la Sûreté, il appartenait au « Comité exécutif de la section du PCC en Cochinchine ». En mai 1948, il fut expulsé d'Indochine.⁶⁴ Quelques uns des meilleurs cadres chinois donnaient des cours à l'école de *Nanqiao*, dont « *Teng Fanh* », directeur du journal *Trung Hue*. La femme de celui-ci était aussi professeur.⁶⁵ Les professeurs envoyaient des étudiants à la « Fédération scolaire chinoise », inféodée à la « Ligue pour la Libération des Chinois du Nam Bo » et aux organisations de jeunesse du PCC.⁶⁶

A partir de 1950, selon les Français, les écoles chinoises étaient devenues des champs de bataille entre le GMD et le PCC. La section du PCC dans le Sud-Vietnam avait même mis ses observateurs et beaucoup de ses sympathisants dans les écoles nationalistes. Un espion très expérimenté du colonel Saito prétendit que les agents communistes avaient pénétré au sein du

⁶³ 'Le lycée franco-chinois de Saigon', *Sud-Est*, no. 5, (octobre 1949).

⁶⁴ British Consulate General, no. 82, daté du 19 octobre 1948, renseignements fournis par Pierre Perrier, FO959/137, PRO.

⁶⁵ 'Rapport synthétisé de recherche [sic] par « Y »'.

⁶⁶ 'Note sur les activités chinoises au Sud Vietnam (avril 1952)', pp. 19-20.

consulat chinois de Saigon et du GMD.⁶⁷ En août 1948, le PCC possédait dans chacune de 'ses' écoles une cellule très active, dirigée soit par un professeur soit par un élève. Voici ce qu'un rapport français de 1948 disait de l'activité du PCC dans les écoles :

Son influence sur la jeunesse scolaire est très profonde. Celle-ci, en effet, se détourne de plus en plus du KMT, dont les dirigeants lui sont présentés par la propagande marxiste comme corrompus et vendus aux « étrangers ». [...] Ce travail de noyautage dans les écoles privées est facilitée par l'attitude des propriétaires qui exploitent leurs établissements pour en retirer surtout des profits substantiels. Les communistes ont donc pu, sans trop de mal, y introduire leur idéologie. Ils ont réussi, même dans quelques écoles, à faire enlever le portrait de Chiang Kai-shek pour le remplacer par ceux des dirigeants soviétiques et les chefs communistes chinois. Ils ne les ont retirés qu'à la suite d'une campagne dans la presse chinoise locale.⁶⁸

Toutefois, l'activité du PCC en Indochine n'était pas de grande envergure. Ces radicaux qu'étaient les Chinois du PCC se contentaient d'exploiter la réticence des Français à provoquer le gouvernement nationaliste en les expulsant d'Indochine ou en les incarcérant. Et même si leur propagande était plus active que celle du GMD, le nombre de leurs adhérents n'était pas forcément plus important. La Sûreté française dénombrait 2.000 membres dans la section locale du PCC au Sud-Vietnam, mais ce chiffre, sans doute exagéré, doit constituer un maximum.⁶⁹ Un espion en étroite contact avec des membres du PCC à Saigon-Cholon confirma en 1948 qu'en 1946 environ 2.000 membres du PCC étaient présents au Vietnam *et* en Thaïlande.⁷⁰ Les Britanniques estimaient qu'en 1948 le PCC comptait environ 5.000 membres en Indochine.⁷¹ En bref, quelle que fût la portée des réseaux révolutionnaires du PCC en Indochine, les contacts entre le PCI et le PCC ne passaient pas par les Huaqiao. Comme nous allons le voir dans les chapitre suivant, les contacts entre le PCC au Vietnam et le PCI étaient très ténus, presque inexistants avant 1950, voire plus tard.

⁶⁷ 'Rapport synthétisé de recherche [sic] par « Y »'.

⁶⁸ 'Activités chinoises au Viet Nam, fin août 1948', pp. 6-7.

⁶⁹ *Ibid.*, pp. 2-3.

⁷⁰ 'Rapport synthétisé de recherche [sic] par « Y »'.

⁷¹ Foreign Office, Research Department, no. 9818/31/G, daté du 20 septembre 1948, 'Survey of Communism in Countries outside the Soviet Orbit', FO959/137, PRO.

Alliés ambigus :

Les Huaqiao et le Viet Minh dans un moment de guerre, (1945-1954)

Si les transfuges japonais fournirent une aide importante au Viet Minh pendant la guerre contre la France, celle des quelques centaines de milliers de Huaqiao du Vietnam resta beaucoup plus limitée dans le temps et dans l'espace. A la différence des transfuges japonais, les Huaqiao du Vietnam ne furent pas obligés, au lendemain de la guerre, de choisir entre un rapatriement immédiat en Chine ou un ralliement au Viet Minh. Comme nous venons de le voir, un très grand nombre de ces Chinois vivaient depuis longtemps au Vietnam comme marchands, décortiqueurs ou ouvriers. Beaucoup d'entre eux étaient devenus 'vietnamiens' ou possédaient un statut juridique spécifique qui leur permettait de rester en Indochine, et dont ne bénéficiait pas la majorité des déserteurs japonais.¹ D'ailleurs, la majorité des Chinois vivait et travaillait dans les zones contrôlées par les Français. Leurs contacts avec la RDVN étaient donc très limités. Grâce à leurs consulats, ils purent conserver ce statut juridique privilégié. Peu sûrs du résultat de la guerre, la plupart de ces Chinois ne voyait pas l'intérêt d'une alliance immédiate avec un gouvernement vietnamien, dominé de surcroît par un parti communiste. Au sein de la guerre franco-vietnamienne, leur collaboration avec la RDVN fut plus ambiguë que celle de tous les autres acteurs asiatiques. Ironiquement, les communistes vietnamiens eurent eux-mêmes le plus grand mal à pénétrer ce grand réseau d'émigrés chinois s'étendant à travers tous les pays des Mers du Sud. Car, 'nationaliser' des réseaux chinois tout à fait 'trans-nationaux', et cela dans un moment de guerre, ne serait jamais facile.

La politique de la RDVN auprès des Huaqiao dans le Nord

Au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, les dirigeants communistes de la RDVN se trouvaient dans une position paradoxale par rapport aux Chinois résidant au Vietnam. D'un côté, les militants vietnamiens formés en Asie durant la période coloniale avaient navigué au sein des réseaux révolutionnaires du GMD et du PCC à travers toute la région périphérique à l'Indochine française. De l'autre côté, faute d'avoir pu opérer librement à l'intérieur de l'Indochine sous la colonisation française, ces mêmes révolutionnaires vietnamiens n'avaient aucune expérience dans l'administration étatique des Huaqiao. A la différence des Thaïs, les Vietnamiens n'avaient jamais dirigé leur 'Etat national' pendant

¹ Sauf ceux qui se rallièrent à la RDVN et devinrent par la suite des « Viet Nam Moi », un statut juridique qui leur permettait de rester au Vietnam.

l'époque coloniale ; les Français s'en occupaient à leur place. Ce furent les Français, en non pas les Vietnamiens eux-mêmes, qui durent déterminer la place des Huaqiao dans la communauté indochinoise Loin d'être 'nationalisés', les Chinois vivant en Indochine jouissaient de divers statuts juridiques que nous avons déjà étudiés (voir chapitre précédent). Même si Ho Chi Minh connaissait à la fois Zhou Enlai et Chang Fa-kwei bien avant 1945, il n'avait jamais eu à esquisser de politique pour gouverner ou déterminer le statut 'national' des quelques centaines de milliers de Chinois vivant au Vietnam.

Les Huaqiao et la RDVN, (1945-46)

Cela changea brusquement en septembre 1945 avec la formation de la RDVN. La re-ouverture des consulats chinois dans le Nord et l'occupation imminente du Vietnam septentrional par des milliers d'hommes de l'armée nationaliste rendaient indispensable l'adoption d'une politique vis-à-vis des résidents chinois. Il devenait urgent de déterminer leur place et leur statut juridique au sein de la communauté nationale proprement « vietnamienne ». Le problème vint de ce que les autorités chinoises dépêchées au Vietnam en 1945 avaient leur propre politique à l'encontre de leurs « chinois ». Sur les ordres du gouvernement de Chiang Kai-shek, ces délégués consulaires s'employaient à rattacher juridiquement ses « sujets » à la « nation chinoise » basée à Nanjing, plutôt qu'à l'Etat colonial français en Indochine, pour ne rien dire à sa version nationaliste représentée par la RDVN. Le gouvernement vietnamien craignait surtout que les troupes nationalistes envoyées en Indochine du Nord ne soutiennent les Chinois au dépens de sa politique. A juste titre.

Conscient du danger, Ho Chi Minh avisa immédiatement ses subalternes de faire tout leur possible pour entretenir de meilleures relations avec les Huaqiao. Il fallait créer une bonne entente entre les deux peuples. La propagande serait essentielle, ainsi qu'une diplomatie très habile. Le 2 septembre—jour même de la création de la RDVN—Ho Chi Minh adressa une « Lettre aux ressortissant chinois, nos frères », dans laquelle il relevait l'importance de la collaboration entre les Huaqiao et les Vietnamiens.² Ho soulignait que les deux peuples partageaient la même histoire, une culture commune et vivaient depuis des siècles en bons voisins.³ Il fallait aussi créer des points de rencontre. Le 11 septembre, le journal *Dan Chu* (*La Démocratie*) publia un article faisant état de l'accord donné par Ho Chi Minh pour la fondation d'une association d'amitié sino-vietnamienne.⁴ Appuyées par

² LIN HUA, *Chiang Kai-Shek, De Gaulle contre Hô Chi Minh, Viêt-Nam 1945-1946*, Paris, L'Harmattan, 1994, pp. 171-172.

³ HOANG TRANH, *Ho Chi Minh voi Trung Quoc*, NXB Sao Moi, 8-1990, pp. 198-199.

⁴ *Dan Chu*, no. 16, (le 11 septembre 1945), p. 2.

CHÚC MỪNG:

Nhân ngày tết NGUYÊN-ĐÁN
Trung-Hoa Dân-Quốc năm thứ 35,
tức là ngày rất vui vẻ của hai dân
tộc Trung-Hoa và Việt-Nam trên
cõi Đông-Á này.

Vì Trung-Việt cùng chung một
văn-hóa, một chủng-tộc. Trung-Việt
cũng như anh em một nhà, vậy
chúng ta đồng hoan hô khẩu hiệu:

**TRUNG-VIỆT THÂN-THIỆN
VẠN VẠN TUỆ**

TRUNG-QUỐC QUỐC-DÂN ĐẢNG CHỦ HÀ-NỘI
TRỰC THUỘC CHI-BỘ

Tract du GMD soutenant l'entente entre les
Vietnamiens et les soldats chinois à Hanoi, 1945-46

(CAOM)

le gouvernement vietnamien, les organisations amicales de ce type visaient à désamorcer tout problème éventuel sur le terrain entre la population vietnamienne et l'armée chinoise. C'était bien réfléchi, parce qu'il y en avait beaucoup. Deux jours après la parution de l'article, juste avant l'arrivée des divisions chinoises au Vietnam, une « Association amicale sino-vietnamienne » (*Hoi Viet-Hoa Than Huu*) vit le jour à Haiphong, ville de forte population chinoise. Cette organisation devait réunir les Huaqiao et les Vietnamiens dans la lutte pour l'indépendance, la démocratie et en opposition au colonialisme français.⁵ Dans le Centre-Vietnam, le gouvernement autorisa la formation des « Comités amicaux sino-vietnamiens » (*Ban Hoa-Viet than thien*), composés de Vietnamiens parlant le chinois et capables donc d'aplanir les difficultés avec les occupants. Ils étaient également autorisés à acheter des armes aux troupes nationalistes (pour le parallèle japonais, voir partie japonaise, ch. 1).⁶ A l'échelon supérieur, un « Bureau des Affaires chinoises » fut créé au sein du Ministère des Affaires étrangères. Il fut dirigé par Ho Duc Thanh, un ancien membre du Dong Minh Hoi qui s'était depuis longtemps rallié secrètement au Viet Minh.⁷ Un chef communiste haut-placé, Le Van Hien, confirme que début 1946 le gouvernement créa un « Service des Affaires Huaqiao » (*Hoa Kieu Vu*) que Ly Ban dirigea.⁸ Au début de l'année 1948, ce dernier fut nommé directeur du « Ban Hoa Van » (*Comité de la mobilisation des Chinois*), destinés aux Huaqiao du Nord, et placés sous la direction du Comité central du PCI. La question des résidents chinois était à la fois l'affaire du gouvernement et du PCI.⁹

L'apparition de ces organismes reflète la volonté des Vietnamiens de contrôler les Huaqiao tant bien que mal. Les autorités vietnamiennes craignaient, à juste titre, que les populations chinoises au nord du 16^{ème} parallèle puissent se mettre sous l'égide militaire et/ou juridique du gouvernement nationaliste chinois ou travailler pour le compte des Français qui menaçaient de rentrer en Indochine septentrionale par la force. En prônant la « collaboration sino-vietnamienne », Ho voulait éviter à tout prix des malentendus potentiellement explosif. Il fallait résoudre les problèmes par la voie légale et sous le

⁵ 'Hoi Viet-Hoa than huu da thanh lap tai Bac Bo Viet Nam' [Une association amicale sino-vietnamienne a été formée au Bac Bo, Vietnam], *Dan Chu*, no. 18, (le 13 septembre 1945), p. 1 et 'De giai quyét nhung su hieu tam' [Afin de résoudre quelques malentendus], *Dan Chu*, no. 21, (le 17 septembre 1945), p. 1.

⁶ *Quan khu 4 : Lich su kháng chien chong thuc dan Phap xam luoc (1945-1954)* [Zone de guerre 4 : Histoire de la résistance contre les envahisseurs français (1945-1954)], Hanoi, NXBQDND, 1990, p. 64.

⁷ *La Jeunesse*, no. du 16 décembre 1946, traduit du chinois dans d. 19 décembre 1946, c. 146, CD, CAOM. De son vrai nom, Bich Tung, Ho Duc Thanh était originaire de Cao Bang et s'était adhéré au PCI dès 1930 dans cette même province. Il fut secrétaire du parti pour Cao Bang entre 1936 et 1937, date à laquelle il dut se rendre en Chine. Là il devint vite l'un des principaux chefs du PCI en Chine du Sud et dans le PCI en général. Ho Duc Thanh collaborait étroitement avec Ho Chi Minh en Chine au début des années 1940.

⁸ LE VAN HIEN, *Nhat ky cua mot bo truong* [Journal d'un ministre], Da Nang, NXB Da Nang, 1995, volume I, p. 365. Il est possible que « Ly Ban » cache la personne de Nguyen Duc Thuy. Mais ce n'est qu'une hypothèse.

⁹ *Ibid.*, tap I, pp. 254, 377-378. Sur la frontière, des groupements de mobilisation auprès des Huaqiao existait en 1948. Mais cette tâche n'était rien que facile à mettre en œuvre.

couvert du gouvernement vietnamien. Or, en réalité, dès le début le nouvel Etat vietnamien ne contrôlait guère les populations chinoises.

Outre l'occupation nationaliste, l'un des problèmes les plus épineux pour le nouveau gouvernement vietnamien concernant les Hoaqiao était, bien entendu, celui de leur statut juridique. Pour la première fois depuis le XIX^{ème} siècle, un gouvernement vietnamien était véritablement en mesure de résoudre une telle question, sans l'ingérence des Français. C'était aussi la première fois qu'un gouvernement vietnamien avait à faire des Chinois vivant au Vietnam de véritables citoyens de la « Nation vietnamienne » au sens moderne de l'Etat-Nation. Certes, l'Etat des Nguyen différenciait bien les Chinois des Vietnamiens. Mais en 1945 il s'agissait de définir précisément et juridiquement la place de chacun dans la communauté nationale. En même temps, ces mêmes Etats revendiquaient le droit international tout aussi moderne pour pouvoir protéger leur « nationaux » ou « sujets » vivant à l'étranger. Etaient-ils des « nationaux chinois » relevant de l'autorité chinoise, comme les consuls l'avaient revendiqué ? Ou bien devaient-ils être considérés comme des « citoyens vietnamiens », membres intégrés de la nouvelle nation vietnamienne ? On allait pouvoir poser la même question quelques années plus tard concernant le statut juridique des Viet kieu résidant dans les Etats-Nationaux du Cambodge et du Laos.

Un élément de réponse fut donné le 20 octobre 1945, lorsque le gouvernement vietnamien approuva le décret no. 53 réglementant la nationalité vietnamienne. Signé par Ho Chi Minh, ce document définissait comme « citoyen vietnamien » tout individu né de père vietnamien ou de père inconnu ou sans nationalité, mais dont la mère était citoyenne vietnamienne. De même, toute personne née en territoire vietnamien de parents inconnus ou n'appartenant à aucune nationalité devait être considérée comme « citoyen vietnamien ». Selon l'article 3, les individus faisant partie d'une minorité ethnique sur le territoire vietnamien étaient aussi des citoyens vietnamiens, à savoir : les Tho, Man, Muong, Nung, Kha, Lolo, etc. (Les Vietnamiens naturalisés français étaient aussi désormais considérés comme des citoyens vietnamiens, ayant perdu leur statut français.)¹⁰ Or, il est très significatif que dans cette législation, on ne trouve nulle part mention du statut juridique des Chinois au Vietnam, *Hoa kieu*, (ou des Khmers vivant au sein des frontières du Vietnam méridional).¹¹ Le gouvernement vietnamien, semble-t-il, préférait

¹⁰ Traduction du journal officiel, *Cong Bao*, de la RDVN, 'Décret no. 53 du 20 octobre 1945, réglementant la nationalité vietnamienne', le 20 octobre 1945, signé de HO CHI MINH, d. Relations avec le GRA, c. 157, CP, CAOM et 'Nationalism and the poverty in the breakdown of Sino-Vietnamese relations', *Pacific Affairs*, volume 52, no. 3, (automne 1979), p. 389.

¹¹ En 1978, au moment même de l'expulsion des Hoa du Vietnam par les communistes vietnamiens, la revue *Luat Hoc* (Etudes juridiques) cita ce décret no. 53-SL [sac lenh], mais prétend que cette loi s'appliquait forcément à tous les « Hoa ». Voir : Nguyen Xuan Lang, 'Van de quoc tich cua nguoi Hoa o Viet-Nam' [La question de la nationalité des Chinois au Vietnam], *Luat Hoc*, no. 3 (23), (1978), p. 8. Ceci est loin d'être établi d'une façon sûre.

laisser planer une certaine ambiguïté à un moment où ses relations avec les Chinois restaient tendues, plutôt que de courir le risque de provoquer un incident déstabilisant, en définissant prématurément les Chinois comme citoyens vietnamiens. Rappelons-le aussi : la RDVN n'avait pas de relations diplomatiques avec la Chine et n'était donc guère en mesure de signer un quelconque traité avec le gouvernement de Nanjing. D'ailleurs, la Chine nationaliste, au sortir de la guerre, était encore plus nationaliste que jamais. Une décision unilatérale de 'vietnamiser' les Chinois, comme allait le faire Ngo Dinh Diem une décennie plus tard, aurait vite mené à une confrontation que la RDVN ne pouvait pas se permettre dans une conjoncture si délicate.

Cependant, cette ambiguïté ne facilitait guère la mainmise étatique des Vietnamiens sur cette 'minorité', d'autant plus que les consuls chinois s'efforçaient alors de rattacher ces populations à l'Etat chinois. Les contentieux se firent vite sentir.¹² En décembre 1945, par exemple, la question de l'identité nationale des Huaqiao surgit lorsque le Consulat général chinois tenta de transformer les « Nung » et les « Minh Huong » en « ressortissants » de la Chine, alors que la RDVN déployait tous ces efforts pour incorporer ces deux groupes dans l'Etat comme « citoyens vietnamiens », même si la loi prévue à cet effet n'avait pas encore été approuvée. Le 21 décembre, le président du comité populaire de Bac Kan fit savoir à ses supérieurs que dans cette province beaucoup de Nung et de Minh Huong avaient abandonné leur nationalité vietnamienne afin de devenir « Chinois ». Une fois convertis, expliquait ce chef local, ces groupes ne voulaient plus suivre les ordres du gouvernement vietnamien. Ils prétendaient qu'ils étaient liés maintenant à la Chine.¹³ En janvier 1946, le président du Comité administratif du Bac Bo expliquait dans une lettre adressée aux chefs provinciaux que « la question de la nationalité des Nungs et celle des Minh Huong [n'avait pas encore] été complètement réglé ».¹⁴

De leur côté, les Chinois du Vietnam utilisèrent souvent le Consulat général à Hanoi pour se protéger contre les exactions vietnamiennes ou profitèrent de la présence diplomatique de la Chine et de la position fragile de la RDVN pour consolider leur situation. Le 6 novembre 1946, un représentant du Ministère de l'Intérieur vietnamien fit savoir au président du Comité administratif du Bac Bo que le Consul général chinois à Hanoi leur avait adressé une note diplomatique concernant un marchand chinois en butte aux autorités vietnamiennes de Hoa Binh. Le délégué du Ministère de l'Intérieur ordonna

¹² de même qu'il allait opposer les Français et les Chinois (chapitre précédent).

¹³ Uy Ban Nhan Dan Tinh Bac Kan, so. 6-M, 'Viec cac nguoi Nung va Minh Huong quay lai Quoc tich Tau' [Au sujet du retour des Nung et des Minh Huong à la nationalité chinoise], Bac Kan, le 21 décembre 1945, d. Bac Kan, c. 66, GF, CAOM.

¹⁴ Uy Ban Hanh Chinh, Phong Hanh Chinh, so. 70 PHC/M, 'Chu Tich Uy Ban Hanh Chinh Bac Bo gui ong Chu Tich Uy Ban Hanh chinh Tinh, Bac Kan' [CRA Bac Bo au président du CRA Bac Kan], le 11 janvier 1946, signé KY XUOC, d. Bac Kan, c. 66, GF, CAOM. Malheureusement, la suite de ces discussions ne nous sont pas connues.

華僑臨時登記證

登字 No 33384

Certificat d'Enregistrement Provisoire des Chinois

中華民國駐西貢總領事館發給

Délinré par le Consulat Général de la République de Chine à Saigon

茲據 越南 地方僑民 何氏 請求登記，合行發給臨時登記證，以資保護，此証。

- 計開：
- 1 姓名 何氏 性別 男
 - 2 年歲 22 籍貫 廣東
 - 3 出生地 文島 Lieu d'origine Kuauqlong
 - 4 現在居所 Long Phuoc Thon
 - 5 職業 commercant
 - 6 商號 Lu Hung San
 - 7 何時入境 1925
 - 8 夫或妻 無
 - 9 子女 無
 - 10 子女 無
 - 11 子女 無

Fait à Saigon, le 12 Aout 1946

中華民國卅五年十二月十二日



簽名如下
du Titulaire.

僑工每
民抵本份二
登收費越元

Quelle nationalité ? Pour quelle nation ?

(SHAT, c. 10H5273)

une enquête, tout en soulignant la nécessité d'une politique souple et amicale auprès des Huaqiao.¹⁵ Ou, comme le déclara un militaire, Hoang Minh Thao : « Vis-à-vis des Chinois, [il faut] conserver une politique amicale, tout en supprimant radicalement les pirates locaux et les Chinois traîtres au Vietnam ».¹⁶

L'équivoque allait s'accroître au fur et à mesure que la guerre s'ouvrait au Nord, fin 1946. Concentrés dans les villes et 'travaillés' en coulisse à la fois par les autorités chinoises et françaises, aux yeux des vietnamiens la loyauté des Huaqiao ne semblait jamais vraiment acquise. La reprise française de Haiphong et de Lang Son en novembre 1946 ne fit que renforcer ce doute. Les Chinois se rallieraient-ils aux Français avec la réoccupation militaire ? Travailleraient-ils comme espions pour le 'colonisateur' ? Faisaient-ils vraiment confiance aux autorités vietnamiennes dans ce moment si difficile ? En novembre 1946, dans un rapport interne, le chef vietnamien des communications et de la propagande à Lang Son fit un bilan assez pessimiste de la situation. Selon lui, la méfiance des Chinois envers les pouvoirs locaux du Viet Minh avait affaibli leur mobilisation dans cette province. Depuis les hostilités franco-vietnamiennes la province de Lang Son, beaucoup de Chinois s'étaient ralliés aux Français. Dans le village de Van Vi, au grand dam des Vietnamiens, environ 800 Chinois avaient reçu des armes des émissaires français. Les autorités vietnamiennes soupçonnaient quelques Chinois locaux de servir d'espions aux Français, tout en reconnaissant que d'autres étaient restés « neutres ».¹⁷ La RDVN adressa une lettre au chef de la population chinoise de Lang Son, pour lui demander, en tant que « représentant du gouvernement chinois », de cesser de collaborer avec les Français et de se retirer de la province.¹⁸ Ainsi, les relations avec les Huaqiao en temps de guerre étaient tout sauf faciles. En janvier 1947, le chef de la congrégation de Son La dressa la liste des Chinois de son groupe arrêtés par la RDVN, parmi lesquels certains avaient vraisemblablement été assassinés.¹⁹

En effet, les derniers mois de l'année 1946 semblent avoir été des plus tendus. En septembre de cette année-là, le Ministère de l'Intérieur exprima ses craintes en envoyant des directives aux cadres locaux leur priant de raffermir l'« amitié sino-vietnamien ». Le

¹⁵ Bo Noi Vu, so. 233/LL/HV, 'Chu nhien Ty Hoa-Viet Bo Noi Vu kinh gui ong Chu Tich Uy Ban Hanh Chinh Bac Bo' [Chef de la section sino-vietnamienne du Ministère de l'Intérieur au Président du CRA, Bac Bo], le 6 novembre 1946, signé NGUYEN DUC THUY, d. Van Phong Mat, c. 31, GF, CAOM.

¹⁶ Traduction du document : 'RDVN, Ordre no. 1, Adressé à tous les régiments sous-secteur Nord, signé de HOANG MINH THAO, daté de novembre 1946, d. 1946, c. 10H2371, SHAT.

¹⁷ Ty Thong Tinh Tuyen Truyen, Lang Son, so. 299, 'Bao cao thang 11 1946' [Annonce de novembre 1946], Lang Son, daté du 4 décembre 1946, signé de HA VAN THU, d. VP/A, c. 11, GF, CAOM.

¹⁸ Uy Ban Hanh Chinh Tinh Lang Son, so. 637/VPM, 'Uy Ban Hanh Chinh Tinh Lang Son gui ong Ly Su Truong Dai Bieu Hoa Kieu, Lang Son' [CRA Lang Son à Représentant des Huaqiao, Lang Son], le 22 novembre 1946, d. Van Phong Mat, c. 31, CAOM.

¹⁹ 'Compte-rendu no. 1, le chef de la congrégation chinoise à M. le colonel commandant d'armes à couvert de M. Le Chiao Ph'en Kam à Son La', attaché à CCTFIC du Nord, EM/2B, no. 402/2, 'Congrégation chinoise de Son La', Hanoi, le 27 janvier 1947, d. 13, c. 10H532, SHAT.

Ministère expliquait que ce slogan ne devait pas être « un argument pour tenir tête dans chaque affaire aux Chinois, mais au contraire [que l'on devait] voir en lui un moyen politique que le gouvernement et toute la population devait utiliser pour améliorer les rapports sino-vietnamiens ».²⁰ Mais, pris dans un feu croisé, beaucoup de Huaqiao se tournèrent vers 'leur' Consul général. Ils demandèrent aux diplomates chinois d'intervenir auprès des autorités vietnamiennes afin de garantir leur sécurité. En même temps, les Français se mirent en avant comme les seules autorités capables d'assurer leur protection. Ainsi, la question de la défense des Huaqiao se transforma en une question de légitimation étatique et un enjeu de division de plus. Dans ce sens, il n'est pas étonnant que l'incident de Hai Phong en novembre 1946 divisât les autorités françaises et vietnamiennes au sujet du contrôle des marchands chinois s'y rendant.²¹

Confrontés à la possibilité réelle d'une guerre avec la France fin 1946, Ho Chi Minh et Vo Nguyen Giap s'engagèrent davantage dans les pourparlers avec le Consul général, les représentants des Huaqiao et la presse chinoise. Le 21 novembre 1946, lors de la prise française de Haiphong, Ho reçut à sa résidence privée un délégué spécial du gouvernement chinois et des journalistes de la presse locale. Ho invita M. Kong Tcheoen I, président de la Chambre de Commerce au Tonkin, à son bureau pour discuter de la situation et de la protection des Chinois contre les exactions policières de la RDVN.²² Une semaine plus tard, le 28 novembre, le Consul général, M. Yuen Tse Kien, rencontra Vo Nguyen Giap « pour discuter avec lui des questions relatives à la sécurité des ressortissants chinois ».²³

La situation avait encore été exacerbée par l'évacuation vietnamienne de nombreuses familles chinoises de Haiphong, ainsi que par de diverses arrestations de Chinois non munis de cartes d'identité vietnamiennes.²⁴ Le 7 décembre, le Directeur du service de la sécurité publique vietnamienne assura deux journalistes chinois que la police n'obligerait pas les Huaqiao à quitter la ville de Hanoi. Il proposa néanmoins que les femmes et les enfants chinois soient évacués pour leur propre sécurité. Quant à l'arrestation des « *tho phi* », des pirates d'origine chinoise, le directeur révéla que le gouvernement avait avisé le

²⁰ Document intercepté : 'Directives données par le Ministère de l'Intérieur : Le slogan « amitié sino-vietnamien » est à répandre', daté du 27 septembre 1946, signé NGUYEN VAN CAI, dans d. 9, c. 530, SHAT.

²¹ Commissariat de la République pour le Tonkin et le Nord Annam, Affaires économiques, 'Note sur le contrôle de l'importation et de l'exportation dans le port de Haiphong', Hanoi, le 23 novembre 1946, d. 6, Conseiller Politique, supplément, CAOM et 'Répression de la contrebande entre la Chine et l'Indochine', le 16 juillet 1946, c. 157, Conseiller Politique, CAOM.

²² Traduction de l'article en chinois : 'Le président Ho Chi Minh reçoit M. Lin Tche Chen', *Thai Binh Duong*, (le 21 novembre 1946), dans d. le 19 décembre 1946, c. 146, CD, CAOM.

²³ Traduction d'un article en chinois dans *Thai Binh Duong*, (le 28 novembre 1946), d. le 19 décembre 1946, c. 146, CD, CAOM.

²⁴ Traduction d'un article en chinois dans *Thai Binh Duong*, (le 6 décembre 1946) et 'Le leader chinois M. Ko Yen Choei, se fait arrêter à Hai Duong', *Thai Binh Duong*, (le 10 décembre 1946), dans d. le 19 décembre 1946, c. 146, CD, CAOM. Le 5 décembre, par exemple, la police vietnamienne arrêta un marchand chinois bien connu, ce qui provoqua l'inquiétude des représentants chinois quant à leur sort.

Consulat général de chaque arrestation.²⁵ En décembre 1946, les résidents chinois se trouvaient dans une situation périlleuse. Ils avaient perdu le soutien de l'armée nationaliste, complètement retirée du Tonkin en septembre 1946. En même temps, ils ne savaient plus avec qui ils devaient s'allier : les Français ou les Vietnamiens. Les Vietnamiens faisaient leur possible pour garantir leur sécurité et s'assurer leur loyauté. Au début du mois de décembre, alors que la rupture franco-vietnamienne se profilait, Ho Duc Thanh, chef du Bureau des Affaires chinoises du Ministère des Affaires étrangères publia l'avis suivant :

Actuellement, la situation étant grave, les autorités vietnamiennes chargées de la sécurité font le contrôle des ressortissants chinois. Ceux qui n'ont pas de carte de nationalité seront arrêtés. De plus, parmi les *tu ve* qui font ces contrôles, il y en a qui ne veulent pas reconnaître comme valable la carte de nationalité chinoise, et qui arrêtent les Chinois sous prétexte qu'ils n'ont pas de certificat de résidence délivré par le côté vietnamien. Le 3 décembre, le Ministère des Affaires étrangères du Vietnam a averti officiellement les Hoa kieu Chinois [*sic*] qu'ils devraient vite se munir de leur carte d'identité délivrée par le côté vietnamien.²⁶

Une semaine plus tard, Ho Duc Thanh, souligna à nouveau le désir de son gouvernement de poser clairement la question. Il expliquait qu'en distribuant des cartes d'identité aux Chinois, le gouvernement vietnamien visait à priver les Français de la possibilité d'exploiter les Huaqiao à des fins de renseignements et de subversion.²⁷ D'ailleurs, les cartes d'identité chinoises, tamponnées par le Ministère des Affaires étrangères, étaient primordiales pour affirmer le souveraineté du gouvernement vietnamien.²⁸ Enfin, face à une guerre ouverte à longue échéance, le Viet Minh avait grandement besoin de maintenir de bonnes relations avec les populations chinoises. Les soldats de Mao Zedong étaient encore très loin de la frontière sino-vietnamienne. Les Chinois sur place pouvaient être très utiles pour le ravitaillement et le commerce de guerre (sec. chinoise, ch. 1). Le 29 décembre 1946, lors de la bataille de Hanoi, la radio de la RDVN diffusa même un appel de Ho Chi Minh adressé aux Huaqiao.²⁹ En dépit de la guerre qui ravageait Hanoi et même les quartiers chinois, Ho ordonna à ses hommes « de sauvegarder la vie et les biens des Chinois au Vietnam ». ³⁰ Diplomatiquement, la RDVN avait un intérêt évident à ne pas provoquer le gouvernement nationaliste à Nanjing, en

²⁵ Traduction de l'« Interview du Directeur du Service de la Sécurité publique du Bac Bo par les journalistes chinois », *Cuu Quoc*, no. 429, (le 8 décembre 1946), d. 3, c. 146, CD, CAOM. La police vietnamienne « venait d'arrêter le chef d'une bande d'extorqueurs de fonds au préjudice de Chinois ». *Dan Thanh*, no. 388, (le 16 décembre 1946).

²⁶ Voir la traduction de cet avis dans le journal chinois, *La Jeunesse*, (le 10 décembre 1946), dans d. le 19 décembre 1946, c. 146, CD, CAOM.

²⁷ Traduction de l'article en chinois dans *La Jeunesse*, (le 16 décembre 1946), dans d. le 19 décembre 1946, c. 146, CD, CAOM.

²⁸ Traduction d'un article de *Dan Thanh*, no. 369, (le 2 décembre 1946), dans d. 3, c. 146, CD, CAOM. Il est intéressant de noter que le Ministère des Affaires étrangères chinoises prescrivait aux ressortissants chinois au Vietnam « à pavoiser également aux couleurs vietnamiennes simultanément avec le drapeau chinois aux occasions de fête nationale ou anniversaire, chaque fois que de habitations chinoises seront voisines des habitations vietnamiennes ».

²⁹ Deux jours plus tard, le général Valluy exhorta les déserteurs japonais à quitter les rangs du Viet Minh.

infligeant des dégâts de guerre aux quartiers chinois. En bref, le gouvernement vietnamien ne pouvait pas se permettre de s'aliéner les Chinois, une population qu'ils contrôlaient à peine jusqu'ici. Les questions divisant les deux côtés devaient attendre. Mais pour combien de temps ?

Les Chinois au service du Viet Minh ? Le cas du régiment no. 1

Quelles que fussent les difficultés, le Viet Minh espérait s'appuyer militairement et économiquement sur les Huaqiao. Nous examinerons dans le chapitre suivant la collaboration économique entre Chinois et Vietnamiens (sec. chinoise, ch. 1). Militairement, le gouvernement au nord pouvait exploiter l'absence des Français jusqu'en décembre 1946 pour recruter parmi les Chinois plus facilement que la résistance ne pouvait le faire dans le Sud. Même après le déclenchement de la guerre dans tout le pays, la présence d'une grosse population chinoise le long de la frontière pouvait fournir une aide militaire non-négligeable à la RDVN, d'autant plus que le gouvernement allait se replier dans ces mêmes zones à la fin de 1946. C'est dans ce contexte que les Vietnamiens accueillirent la collaboration de quelques unités errantes du Parti Communiste Chinois (PCC).

Cette coopération se concrétisa en raison de la main mise du GMD sur la Chine du Sud au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale. Etant donné que l'armée rouge s'était depuis la « Longue Marche » concentrée loin dans le Nord de la Chine, les petites unités communistes éparpillées à travers le Sud de la Chine se trouvaient très vulnérables aux attaques nationalistes une fois la guerre contre les Japonais terminée et l'alliance de Xian dissoute.³¹ C'est dans ce contexte qu'une unité dispersée du PCC en Chine du Sud—la « Section Spéciale de la Route du Sud » (SSRS)—entra en contact avec le PCI à la fin de 1945. Selon Pang Zi, ancien membre de cette équipe, le SSRS avait reçu avec joie la nouvelle de la prise de pouvoir vietnamienne à Hanoi. Ce groupement voyait aussi dans cette victoire une ouverture vers le Sud alors que la situation était devenue difficile en Chine méridionale.³² Le chef du SSRS envoya Pang Zi à Haiphong, où ce dernier rencontra un résident chinois de gauche en contact avec le PCI.³³ Grâce à une lettre de recommandation, Pang Zi put se rendre à Hanoi pour rencontrer le secrétaire de Ho Chi

³⁰ Déclaration datée du 29 décembre 1946, Hanoi, dans d. 3, c. 146, CD, CAOM et HOANG TRANH, *Ho Chi Minh voi Trung Quoc*, p. 211.

³¹ Rappelons que, depuis 1927, le GMD avait été particulièrement présent dans la Chine méridionale. Ce fut même le cas pendant la guerre sino-japonaise. Seulement à la mi-1946, face à la présence communiste dans le Nord, Chiang Kai-shek dut-il orienter sa force militaire vers le Nord.

³² PANG ZI, 'Chroniques vietnamiennes : En mission dans le Vietnam en guerre', *Bainian Chao*, [Le mouvement du siècle], (décembre 1999), (en chinois). Traduit en français par Elise TANG.

³³ Il s'appelait Zhao Shiyao, dont le frère Zhao Shishun était en contact avec le PCC. Ils étaient de la Chine du Nord.

Minh et Le Duc Tho. Cet échange ne représenta nullement le rétablissement des relations entre les deux partis. Le SSRS opérait de façon indépendante, sans autorisation du Comité central du PCC. Au cours des pourparlers, les délégués du PCI et ceux du SSRS se mirent seulement d'accord sur la nécessité de créer un journal officiel auprès des Huaqiao.³⁴ Les échanges vietnamiens avec les Thaïs à Bangkok étaient évidemment beaucoup plus importants que ces petits échanges avec le PCC local à Hanoi.

Néanmoins, le PCI voyait le SSRS et ses hommes comme un outil grâce auquel il pourrait mieux maîtriser les populations chinoises du Vietnam du Nord. Pang Zi retourna à Hanoi en février 1946 et avait chargé de promouvoir une collaboration sino-vietnamienne encore plus importante. Ce ne fut peut-être pas par hasard. Car, entre temps, environ 1.000 hommes du « Premier Régiment des Forces Populaires du Guandong Méridional » s'étaient réfugiés au Vietnam pour échapper aux poursuites des troupes nationalistes. Deux nouveaux représentants du PCC méridional, Zhou Lanqin et Wang Cihua, rencontrèrent un représentant du PCI, Hoang Van Hoan, pour obtenir le droit de rester au Vietnam. En juin 1946, le « Sous Bureau du PCC » à Hong Kong envoya Zhou Nan, le secrétaire du SSRS, à Hanoi. Il s'occupa personnellement des liaisons entre le PCC et le PCI en tant que « représentant résidant au Vietnam envoyé par la Division Hunan ». En échange, le PCI demanda aux délégués chinois de mobiliser les Huaqiao sur place en faveur de la RDVN et de prendre en main et diriger au compte du PCI les nombreux militaires 'communistes' qui s'étaient réfugiés au Vietnam depuis 1945. Afin de coordonner les activités de ce groupe hétéroclite de Chinois, les deux côtés approuvèrent la formation d'un « Comité des Chinois d'Outre-Mer », placé sous la direction de Zhou Nan.³⁵ Après l'accord des Vietnamiens, ce régiment chinois envoya des officiers dans une Ecole d'infanterie dont le nom n'est pas connu et dans une académie de cadres à Thai Nguyen. Ils servaient comme conseillers et instructeurs. Il est aussi possible qu'un groupe ait été créé vers la fin de 1946 pour mobiliser les Chinois de Hanoi et de Haiphong et opérer clandestinement contre les Français en cas d'hostilités.³⁶

Cette collaboration sino-vietnamienne demeurait néanmoins limitée. Bien qu'utiles, ces 'conseillers militaires' n'étaient que des acteurs parmi d'autres. Quant aux questions militaires, les officiers japonais déserteurs étaient sans aucun doute beaucoup plus précieux. D'ailleurs, ce 'régiment' chinois arrivé au Vietnam ne comprenait pas

³⁴ PANG ZI, 'Chroniques vietnamiennes'. Le SSRS devait fournir l'atelier d'impression qui allait publier en 1946 les deux revues chinoises communistes, *L'Imprimerie de l'Orient* et *La vie des Huaqiao*.

³⁵ *Ibid.* et QIANG ZHAI, *China & the Vietnam wars, 1950-1975*, Chapel Hill, North Carolina University Press, 2000, p. 11-12. D'autres membres furent : Chen En, Shi Mindan, Zi Shiqiang, Pang Zi (de la Route Sud de Quangzhou), Lu Ping, Ling Zhong (du Guangxi) et Zhou Tong (du Yunnan).

uniquement des officiers et soldats professionnels. Il comptait aussi des sicaires chinois, des guérilleros de Guangdong, de jeunes chinois et des métis sino-vietnamiens, soutenus en coulisse par les bandes de pirates qui avaient dominé le paysage socio-économique de la frontière sino-vietnamienne depuis des siècles.³⁷ Pang Zi va jusqu'à reconnaître que les relations entre la RDVN et les Hoaqiao en 1945-46 n'étaient pas toujours bonnes. Certains cadres vietnamiens soupçonnaient les Chinois d'être des pro-français, des « réactionnaires-nationalistes », des « ennemis du peuple vietnamien », voire « des brigands ».³⁸

Ceci dit, confrontée à une guerre sur l'ensemble du pays à partir de décembre 1946, l'armée vietnamienne était prête à accepter tout allié qui se présentait. En 1947, les autorités vietnamiennes déterminées à ouvrir une route vers le Sud de la Chine, décidèrent de mobiliser ce régiment chinois qu'elles rattachèrent à leur armée. Selon la version chinoise, Ho Chi Minh approuva la création d'un groupe spécial de Chinois d'outre-mer, basé sur le 1^{er} Régiment. Celui-ci était chargé de la mobilisation des Chinois dans les provinces frontalières, notamment celles de Ha Giang, Hai Ninh, Hai Phong, Ha Bac, Lang Son. En septembre 1947, alors que le Corps expéditionnaire français se préparait à reprendre la frontière, la RDVN approuva la transformation du 1^{er} Régiment chinois en « Régiment Indépendant de l'armée vietnamienne » (*Trung Doan Doc Lap*), attaché au LK I sous la direction de Le Quang Ba. Ce régiment fut dirigé par les communistes chinois, Huang Ping et Huang Dequan.³⁹ Le « *Doc Lap* » opérait surtout parmi les populations chinoises et Nung vivant dans les provinces de Hai Ninh, Ha Giang et Lang Son. En effet, 80% de la population de Hai Ninh était constituée de Chinois et de Nung. Les Viets (*kinh*) constituaient la véritable minorité dans cette zone, dont l'armée et le gouvernement de la RDVN étaient plus que jamais dépendants. Les Vietnamiens voyaient, naïvement, dans le « régiment *Doc Lap* » un outil pour contrôler plus efficacement cette région.

Les sources vietnamiennes confirment l'existence de ce régiment chinois.⁴⁰ En septembre 1947, Ly Bich Son, l'un des plus hauts responsables du PCI pour les questions chinoises, conseillait à ses supérieurs de mettre ce régiment au service de l'armée vietnamienne. Partagé entre le Nord et le Nord-Est du Tonkin, il comptait entre 500 et 1.000 hommes. Selon Ly Bich Son, ceux qui étaient stationnés dans le Nord-Est du pays

³⁶ Traduction du document : 'Corps franc chinois', daté du 2 février 1947, dans CSTFEO, EM, 2B, no. 924/2, 'BR', valeur : A/1, d. 14, c. 532, SHAT.

³⁷ CRT, Bureau des Affaires Chinoises, 'Présence dans les rangs de l'armée Viet Minh de Chinois et ingérences de ceux-ci dans la politique locale', pp. 1-2, attaché à HCFIC, no. 1482/CAB, le 14 mars 1951, 'Au sujet des Chinois dans les rangs du Viet Minh', d. Collusion Sino-Viet Minh, 1945-1951, c. 273, EA, MAE.

³⁸ PANG ZI, 'Chroniques vietnamiennes'.

³⁹ *Ibid.* Ce nouveau groupe collaborait de temps à autre avec ses homologues vietnamiens, les 59^{ème} et 98^{ème} régiment.

⁴⁰ *Ha Giang : Lịch sử kháng chiến chống thực dân Pháp (1945-1954)* [Ha Giang : Histoire de la résistance contre le colonialisme français, (1945-1954)], [Hanoi ?], Bo Chi Huy Quan Su Tinh Ha Giang, 1994, p. 78.

s'étaient déjà battus contre le Corps expéditionnaire « plus de dix » fois. Bien que grossièrement exagéré, Ly Bich Son voulait conjuguer les deux forces pour contrecarrer les Français qui menaçaient fortement les frontières de Ha Giang, Hai Ninh, Cao Bang et Lang Son. A l'en croire :

Ces troupes, encadrées par les Chinois du Parti communiste chinois sont entièrement organisées et commandées suivant le modèle de l'armée rouge chinoise. Bien que l'effectif soit composé en majeure partie de pirates, ces unités sont extrêmement mobiles et mettent beaucoup d'ardeur à remplir leur mission. Ces unités constitueront même des unités expérimentales, par lesquelles nous pourrions étudier l'opportunité d'appliquer à l'armée vietnamienne les méthodes de l'armée rouge chinoise.⁴¹

Ly Bich Son discuta de cette question avec Nguyen Luong Bang qui s'occupait aussi des questions chinoises au compte du Comité central du PCI. Tous deux voyaient dans l'emploi des troupes chinoises une façon pour le Viet Minh de protéger sa route vers le Sud de la Chine, partant de Cao Bang et Lang Son.⁴² En réalité, ces soldats chinois au service du Viet Minh ne se battirent pas beaucoup, beaucoup moins que les Japonais au service du Viet Minh, même lors des combats de Cao Bang en 1947.

Attachée à l'armée vietnamienne, cette unité chinoise fut placée sous la direction d'un officier affilié au PCC. Les Vietnamiens confièrent au *Doc Lap* la double tâche de se battre contre le Corps expéditionnaire français et de mobiliser les Huaqiao et les populations « sinisées » habitant dans les provinces frontalières. En effet, une fois créé, ce régiment se déploya principalement parmi les Chinois et les Nungs résidant dans la province de Hai Ninh.⁴³ En mars 1948, l'organe officiel du Viet Minh, le *Cuu Quoc*, fit l'éloge d'un jeune chinois de Hai Ninh, mort pour la cause vietnamienne. Cependant, les grandes opérations étaient très rares.⁴⁴ L'armée française était maîtresse. Les attaques sino-vietnamiennes restaient au stade de la guérilla.

Or, au grand dam des Vietnamiens, le régiment révolutionnaire chinois ne se consacrait pas seulement aux questions militaires. Il s'arrogeait aussi des pouvoirs politiques de plus en plus 'indépendants' par rapport à l'Etat vietnamien, celui-là même qu'il était censé servir. Les cadres chinois du *Doc Lap*, et surtout Huang Ping, avaient commencé à créer une administration chinoise autonome au sein des Nung et des Huaqiao localisés sur la frontière. L'activité de ces derniers échappait à la fois à l'administration vietnamienne et à

⁴¹ Traduction du document : 'Lettre de Ly Bich Son : Quelques propositions d'ordre militaire', signé LY BICH SON, daté du 27 septembre 1947, dans CSTFEO, EM/2B, no. 4678/2, 'Troupes communistes chinoises utilisées au Tonkin par le Viet Minh', le 14 novembre 1947, d. 23, c. 10H535, SHAT.

⁴² *Ibid.* p. 3.

⁴³ *Ibid.*, p. 2 et 'Au sujet des Chinois dans les rangs du Viet Minh'.

⁴⁴ Voir le rapport français sur ce différend sino-vietnamien, traduit en anglais : 'Presence of Chinese in the Vietminh army : Their interference in local politics', signé de capitaine Francis AUGIER, Bureau des Affaires chinoises du Commissariat de la République du Nord-Vietnam, 751G.00/1-851, ANEU.

celle des Français. Les dirigeants communistes du *Doc Lap*, comme les représentants du gouvernement de Nanjing (GMD), considéraient les « Nung », « Ngai » et les Huaqiaos comme des sujets chinois. Selon le PCI, ces régions indépendantes le long de la frontière ne relevaient plus du contrôle vietnamien. Les organes du premier régiment percevaient leurs propres taxes, contrôlaient la circulation des Huaqiao et Nungs et leur délivraient des cartes d'identité spéciales sur le territoire du Vietnam.⁴⁵ Les problèmes antérieurs portant sur la nationalité des peuples sinisés n'avaient nullement disparu. Aux yeux des communistes vietnamiens, le régiment *Doc Lap* était justement trop indépendant. Cette fois-ci, c'étaient les communistes chinois eux-mêmes qui posaient le problème et non pas les consulats nationalistes dans les villes.

Les autorités vietnamiennes reconnurent à nouveau la gravité du problème d'appartenance 'nationale' des minorités 'sinisées'. Le Van Hien, lors d'un voyage sur la frontière sino-vietnamienne en juillet 1947, remarqua que beaucoup de Chinois vivant du côté vietnamien possédaient les deux nationalités à la fois : « lorsqu'ils voulaient être Chinois ils sortaient des papiers chinois, et lorsqu'ils voulaient être vietnamien ils avaient des papiers vietnamiens ». Le choix était facile à comprendre, dit Le Van Hien, « C'est du côté où ils pouvaient trouver du sel et du riz, qu'ils se trouvaient ».⁴⁶ Ce qu'il oublie de dire, cependant, c'est que les Khmers voyaient souvent les émigrés vietnamiens arrivant du Sud-Vietnam dans les mêmes termes.

En tout cas, définir ces populations frontalières comme « Vietnamiennes » ne serait pas évident. Les Vietnamiens reconnaissaient eux-mêmes que la province de Hai Ninh était habitée à 75% par des Chinois et des groupes proto-chinois. Et comme l'admettait un document interne du PCI, « le problème chinois et « Nung » les avaient mis dans une situation extrêmement difficile ». C'est pourquoi la section du Parti du LK I déclara dans une lettre datée du 14 mai 1949 du Comité central du Parti du LK I et dans les instructions du 27 mai suivant qu'elle ne reconnaissait plus comme « ressortissant chinois » (*Hoa kieu*) que ceux qui étaient venus de Chine comme marchands. Ces Chinois n'avaient pas le droit de propriété au Vietnam. Ceux qui s'étaient établis sur le territoire vietnamien depuis « longtemps » et possédaient des biens devaient être « considérés comme autochtones (Tho ou Man, etc., ceux ci habitaient pour la plupart la campagne et on les appelait Nungs) ». Autre nuance : les Nungs étaient obligés de participer tout comme les citoyens vietnamiens

⁴⁵ Traduction du document : 'Comité directeur du Lien Khu Dang Bo Lien Khu I, no. 83/CT/LK/1, Instructions au Comité directeur du Parti dans la province de Hai Ninh, daté du 27 mai 1949, LK1, Section des Affaires courantes, Comité directeur du Lien Khu I', dans Annexe 2, CRT, Bureau des Affaires Chinoises, 'Présence dans les rangs de l'armée Viet Minh de Chinois et ingérences de ceux-ci dans la politique locale', pp. 1-2, d. Collusion Sino-Viet Minh, 1945-1951, c. 273, EA, MAE et d. 718, c. 245, HCI, CAOM.

⁴⁶ LE VAN HIEN, *Nhat ky*, p. 131.

à la résistance, alors que les Huaqiao semblent avoir été exemptés de cette tâche de « citoyen ». La RDVN envoya des cadres spécialistes et politiques auprès des Nungs pour « contrecarrer la propagande fallacieuse des *Dac Vu* (section spéciale chinoise) et des camarades du Régiment Doc Lap » qui essayaient de les transformer en « Chinois ». Par ailleurs, les autorités vietnamiennes expliquaient que les Huaqiao de Hai Ninh ne pouvaient organiser qu'une congrégation : « Ils n'ont pas le droit de créer une zone administrative, ce qui pourrait porter atteinte à notre politique et à notre souveraineté ».⁴⁷

Dès 1948, les autorités vietnamiennes se rendirent compte du danger. La RDVN fit des rappels à l'ordre et envoya des émissaires auprès des officiers chinois dirigeant le *Doc Lap*. Mais en vain. Les autorités vietnamiennes décidèrent alors de prendre des mesures plus fermes. Du côté vietnamien, l'Etat-Major transféra le régiment chinois loin des populations sinisées. Cependant, à cause des pillages et des exactions de toutes sortes, les dirigeants vietnamiens durent dissoudre complètement ce régiment début 1949. Les hommes qui ne rejoignirent pas les bandes de pirate ou les guérillas en Chine furent versés dans des unités vietnamiennes. Les cadres chinois furent rapidement affectés dans des zones éloignées de Hai Ninh, afin que leurs homologues vietnamiens puissent rétablir l'influence administrative de la RDVN sur les populations minoritaires contestataires (voir *infra*).⁴⁸ En juillet 1948, le Bureau des Affaires chinoises et le Ministère de l'Intérieur créèrent une « Ecole de Formation des Commissaires chinois » dont le but était de « resserrer l'amitié sino-vietnamienne ». Une centaine de jeunes y entrèrent pour recevoir une formation politique et étudier le vietnamien ou le chinois, selon le cas.⁴⁹ Il fallait réactiver les relations sino-vietnamiennes avant l'arrivée de l'armée rouge sur la frontière indochinoise.

Du côté chinois, d'après les mémoires de Pang Zi, il y avait bel et bien des problèmes entre les communistes chinois et vietnamiens. Selon celui-ci, le PCC avait autorisé les communistes chinois passés au Vietnam en 1945-46 à protéger « les droits légitimes » des Huaqiao. Pour ce faire, ils avaient créé au sein du 1^{er} régiment un « Conseil des Affaires chinoises », organisme placé sous l'égide du « Bureau des Affaires chinoises » et du « Comité de mobilisation auprès des Chinois » du PCI/RDVN (voir *infra*).⁵⁰ Pang Zi affirme que les Vietnamiens ne faisaient pas confiance au 1^{er} régiment sur la question de la nationalité des Huaqiao, celle de leur politique agricole et celle des quelques droits particuliers à leur accorder. Les chefs chinois s'opposaient aux efforts vietnamiens pour promouvoir la naturalisation vietnamienne des minorités sinisées. Le dit conseil chinois

⁴⁷ 'Présence dans les rangs de l'armée Viet Minh de Chinois', pp. 1-2.

⁴⁸ *Ibid.*, pp. 1-2.

⁴⁹ Traduction d'un article vietnamien, 'Création d'une école de formation des commissaires chinois', *Cuu Quoc*, (le 30 septembre 1948), dans CFTEO, EM, 2B, no. 2854/2, 'Renseignement', d. 33, c. 10H538, SHAT.

⁵⁰ PANG ZI, 'Chroniques vietnamiennes'.

estimait que la question de la nationalité était un choix personnel. Les délégués vietnamiens chargés de la question chinoise l'accusèrent « d'entraver les directives » du PCI (voir *infra*). Il s'agissait évidemment pas d'une question 'communiste' ou 'nationaliste'. Le GMD et le PCC comptaient protéger ses ressortissants.

La question agricole posait un problème particulièrement épineux. Les chefs chinois de la province de Hai Ninh avaient créé des associations d'entraide et avaient incité à défricher de nouvelles terres. Selon Pang Zi, les Vietnamiens avaient promis de réduire les taxes, mais la promesse ne fut pas tenue. Les cadres vietnamiens continuèrent à se rendre sur place pour réclamer plus d'impôt. Le 1^{er} Régiment s'y opposa, du moins verbalement, ce qui ne tarda pas à provoquer des réactions très vives de la part des représentants vietnamiens. Enfin, la volonté du PCC local de contrôler le mouvement des Chinois de la région, à la place des autorités vietnamiennes, provoqua une très forte tension entre les communistes vietnamiens et chinois. Le PCC du 1^{er} régiment réclama le droit d'arrêter et incarcérer les Chinois afin d'éviter les abus commis par les Vietnamiens sur des personnes innocentes. A en croire Pang Zi, ces trois problèmes suscitérent dès le début une détérioration des relations sino-vietnamiennes : « Ceci a servi de prétexte au LK I pour nous accuser de 'vouloir créer un pouvoir autonome », allant même jusqu'à dire que les Chinois « veulent être au-dessus des lois vietnamiennes ».⁵¹

Tous ces problèmes firent l'objet d'un rapport du 1^{er} régiment adressé à Ly Ban. Nous ne connaissons pas la suite donnée à ce rapport, néanmoins, Pang Zi affirme que le 1^{er} régiment fut dissous vers la mi-1949. La plupart des communistes chinois rentrèrent en Chine à cette époque pour se battre contre le GMD alors en déroute (sec. chinoise, ch. 3). Mais même après son éviction du Vietnam, Huang Ping put réussir à se faire nommer à la tête d'une nouvelle « Compagnie de coopération sino-vietnamienne » du 24^{ème} régiment de Milice chinoise, et continua ainsi à diriger ses agents sur le territoire vietnamien.⁵² Une partie des populations de Hai Ninh et de Dong Trieu restèrent sous les ordres du PCC jusqu'en 1950. En mai 1949, un dirigeant vietnamien du LK I mit en garde ses supérieurs contre l'influence des communistes chinois locaux qui, non contrecarrée, pourrait faire de la province de Hai Ninh un territoire chinois *de facto*. Selon lui, il fallait supprimer les termes « Nung », « Ngai » et « Hoa Kieu » en faveur du terme « indochinois ».⁵³ Quant aux Chinois établis depuis longtemps au Vietnam, ils devaient devenir « Vietnamiens ». Les Chinois de la province de Hai Ninh n'auraient plus le droit de former des organisations spécialement chinoise ou de créer des administrations chinoises, comme le GACR.

⁵¹ *Ibid.*

⁵² 'Présence dans les rangs de l'armée Viet Minh de Chinois', pp. 1-2.

⁵³ *Ibid.*, p. 4, citant une lettre datée du 14 mai 1949, signée « TAM ».

Internationalistes ou non, les communistes vietnamiens comptaient bâtir un nouvel Etat-Nation.⁵⁴

Bon gré mal gré, les Etats vietnamiens n'étaient pas encore complètement « nationaux » en termes territoriaux et juridiques. Ils étaient encore des hybrides 'mi-nationaux, mi-coloniaux'. Problème encore plus complexe, l'Etat national de la RDVN dut trouver un moyen de contrôler ces réseaux chinois tout à fait 'transnationaux', tout en les exploitant à l'échelle régionale pour le bon fonctionnement de la guerre anti-colonialiste et tout en croyant dans l'internationalisme communiste qui considérait la « question nationale » comme aberration bourgeoise.

Cette opération de nationalisation n'était pas réservée aux Chinois. Il fallait aussi 'vietnamiser' d'autres groupements asiatiques 'à l'intérieur'. En mars 1949, le commandant supérieur du LK IX, Truong Van Giau, s'exprima au sujet de la nationalité des populations khmères vivant au sein des frontières nationales/coloniales du Nam Bo. Selon lui, il fallait créer une équipe spéciale de propagande pour gagner la collaboration cambodgienne, car « la mentalité de minorité khmère s'exprime toujours dans le patriotisme et l'amour racial. Bien qu'elle combatte dans les rangs des Vietnamiens ou qu'elle soit bien considérée par notre gouvernement, cette minorité s'oriente toujours vers sa patrie : le Cambodge ». Pour Truong Van Giau, le gouvernement ne pouvait pas « les laisser penser toujours à leur patrie le Cambodge et oublier le Vietnam qui est leur vraie patrie où se trouvent les tombeaux de leur ancêtres et leur propriétés ».⁵⁵ Enfin, n'oublions pas non plus que les Vietnamiens pouvaient se trouver aussi à la place des nationalistes cambodgiens et laotiens qui s'efforçaient au même moment de contrôler, voire nationaliser les « Viet kieu » dans leurs propres Etats. En bref, tous les Etats sortant de la colonisation européenne étaient déjà en train de repenser leur sujets en termes tout à fait nationaux et juridiques.

La guerre franco-vietnamienne rendait encore plus difficile cette question d'unité nationale. Le recrutement de Chinois par les services de renseignements français au début de la guerre avait pris au dépourvu la RDVN et son armée. Le Deuxième Bureau français, comme tout autre service de renseignement (y compris celui de la RDVN) voyait dans ces populations chinoises établies en territoire ennemi et dont les marchands pouvaient fournir des informations de première main. Cela nous semble avoir été particulièrement vrai lors des préparatifs de la prise de Cao Bang qui eut lieu en automne 1947 (sec. chinoise, ch. 1).

⁵⁴ *Ibid.*, p. 5, citant une lettre datée du 27 mai 1949, non signée.

⁵⁵ Traduction du document : 'L'armée nationale du Vietnam, LK IX, no. 4-13/CT, RDVN, 'Instructions à tous les Trung doan du LK IX, daté du 6 mars 1949, signé de TRUONG VAN GIAU et de TRINH KHANH VANG, dans CSFTEO, EM/2B, no. 2709/2, 'BR', le 20 août 1949, source : document, val. A/1, d. 44, c. 10H542, SHAT.

Mis au courant de la portée du problème, le 8 octobre 1947, le gouvernement vietnamien approuva une nouvelle loi, permettant de resserrer le contrôle sur les allers-retours des Chinois entre les zones françaises et celles de la RDVN. La police vietnamienne redoubla sa surveillance des marchands et des voyageurs chinois. Le Ministère de l'Intérieur avait diffusé de nombreuses circulaires concernant l'emploi des Huaqiao par les renseignements français. En décembre 1947, Le Van Hien discuta du cas de quelques Chinois arrêtés par le Viet Minh pour avoir servi d'espions auprès des Français lors des attaques du Viet Bac. La plupart, selon Hien, était de simples brigands ou des trafiquants d'opium.⁵⁶ Au début de l'année 1948, la police du LK I accentua son contrôle sur les Huaqiao, et surtout sur les marchands. Elle entreprit de supprimer les « pirates chinois » (tho phi) et de surveiller les « envoyés spéciaux ». La police commença à établir des listes nominatives de Chinois, y compris l'établissement d'un pour « chacun d'eux ».⁵⁷ Ce fut justement dans le LK I qu'à la même époque les problèmes avec le régiment *Doc Lap* commencèrent.

La Sûreté du LK I espérait régler, en partie, ce problème en permettant aux résidents chinois de quitter la région. Le Ministère de l'Intérieur notait ainsi : « Dernièrement nous avons constaté que les zones nous rendent compte que de très nombreux résidents chinois de plusieurs endroits désirent être rapatriés ou rentrer à la capitale et dans les zones sous contrôle français ». Incapable de garantir la sûreté des déplacements et soucieux de l'espionnage au compte des Français, le Ministère décida « par suite des hostilités comme il ne pouvait pas assurer la protection sur le passage des lignes de front, de ne pas accorder l'autorisation de circulation ». Cependant, la RDVN permit à certains résidents chinois de rentrer en Chine par voie terrestre, à condition qu'ils ne passent pas par les zones françaises. Encore une fois, il leur était interdit de rentrer par voie maritime, « parce qu'ils pourraient avoir très facilement des liaisons avec les Français ». Ce qui démontre bien l'inquiétude des Vietnamiens à propos de l'espionnage et ce à juste raison.⁵⁸

Ce durcissement alla en s'intensifiant tout au long de la guerre. En janvier 1948⁵⁹, la RDVN promulgua un décret encore plus strict sur les mouvements des Huaqiao à travers l'ensemble du territoire vietnamien afin « d'éviter l'infiltration d'espions à la solde des Français ». L'un des effets indirects fut que la RDVN augmenta sa surveillance sur les Chinois habitant dans les zones qu'elle contrôlait. En particulier, la police recensa

⁵⁶ LE VAN HIEN, *Nhat ky*, vol. I, p. 223.

⁵⁷ Traduction du document : 'Sûreté du Viet Nam, Bureau de la Sûreté, Interzone I, no. H/646, RDVN, Au sujet des Chinois ralliés aux tho phi [pirates], daté du 10 avril 1948, signé LE QUOC TRUONG (Sûreté, LK I), d. 31, c. 10H538, SHAT.

⁵⁸ Traduction du document : 'Ministère de l'Intérieur, no. 100/NV/CT, Le Ministère de l'Intérieur aux comités administratifs des Ky, Comités de résistances des zones', signé TRAN DUY HUNG, le Ministre de l'Intérieur, p.o., daté du 8 octobre 1947, d. 29, c. 10H537, SHAT.

⁵⁹ Suite à une décision annoncée le 28 juin 1946 par Ton Duc Thang, Ministre de l'Intérieur, le 28 juin 1946.

soigneusement les Chinois établis dans le pays, rédigeant des fiches détaillées par famille et distribuant des fiches de circulation. Les Chinois ne pouvaient plus changer de zone sans l'autorisation préalable du gouvernement vietnamien. Il fallait l'autorisation écrite des instances gouvernementales, en l'occurrence le Ministère de l'Intérieur. Un contrevenant était soupçonné immédiatement d'espionnage ou de contrebande (les deux allaient très souvent de pair). Quant aux Chinois désirant rentrer en Chine, ils devaient obtenir l'accord du gouvernement central ou du Ministre de la Défense nationale.⁶⁰

Mais ce n'était vraiment pas si facile que cela. Ayant peu de contacts avec les Chinois, les Vietnamiens avaient malgré tout besoin de leur collaboration. Si bien qu'en juillet 1948, le Ministère de l'Intérieur dut annoncer la formation pour les LK I, III, IV et X d'un « projet relatif au recrutement des Chinois ». Selon le document qui faisait état du projet, ce recrutement était « un travail de haute importance pendant la période de la résistance actuelle comme pendant la période future ».⁶¹ Il semble que les événements militaires en Chine expliquent en partie ce revirement. Ly Ban lui-même souligna la nécessité de développer une véritable collaboration sino-vietnamienne, tant pendant la période de résistance qu'après, « c'est-à-dire pendant la période de reconstruction ». Mais le recours aux Chinois s'avérait la meilleure façon de contrecarrer l'espionnage français en jouant leur propre jeu. Ly Ban expliqua : « le service de recrutement des Chinois nous permet de supprimer les espions envoyés par les étrangers [...] Ces espions seront reconnus par les Chinois, feront leur ralliement et pourront nous être utiles dans la résistance contre les Français. Ce travail ne nous permet pas seulement d'apporter la sécurité à l'arrière front, mais il nous permet également de déranger l'arrière front des ennemis ».⁶²

Vers une politique auprès des Huaqiao ?

La victoire des communistes chinois en 1949, l'établissement de contacts directs entre les partis chinois et vietnamien et la reconnaissance diplomatique de la RDVN par la Chine populaire entraînèrent une nouvelle politique vietnamienne auprès des Huaqiao (voir sec. chinoise, ch. 2). En avril 1949, au moment où les troupes de l'armée rouge traversaient le Yangtze, le délégué vietnamien du PCI responsable du « Comité de mobilisation des Chinois » (*Ban Hoa Van*) dans le Hai Ninh affirmait que les victoires du PCC au Nord allaient faire pencher la sympathie des résidents chinois vers le PCC. Ce qui serait

⁶⁰ Voir le document traduit dans *Troupes françaises du Sud-Annam et des Haut-Plateaux*, EM/2B, no. 464/TFSAP2, 'BR', source : document, valeur : A/1, document daté du 13 janvier 1948, d. 28, c. 10H537, SHAT.

⁶¹ Traduction du document : 'RDVN, no. 922/VNA, Le Ministère de l'Intérieur aux présidents des CRAs des LK I, 3, 4 et 10, objet : Recrutement des Chinois', signé TRAN DUY HUNG, adjoint, pour le Ministre de l'Intérieur, d. 34, c. 10H539, SHAT.

⁶² Traduction du document : 'Directeur général, Service central de recrutement des Chinois, Ministère de l'Intérieur, RDVN, Recrutement des Chinois', signé LY BAN, d. 34, c. 10H539, SHAT.

évidemment avantageux pour le PCI, mais seulement à condition que les cadres puissent « tenir solidement à leur profit les Huaqiao vivant en zone occupée comme en zone libre ». Comme nous venons de le voir, la chose n'avait pas été jusqu'ici facile. La victoire imminente de Mao Zedong donnait de l'espoir. Le PCI émit l'ordre d'exploiter ce fait pour encadrer les résidents chinois d'une façon plus efficace. Les communistes vietnamiens intensifièrent également leur propagande vers les Huaqiao concentrés dans les grands centres urbains. Atteindre cette masse chinoise vivant en zone française permettait de semer la peur et de gagner même quelques soutiens clandestins et économiques. Le PCI institua des organisations populaires basées sur la « nouvelle démocratie » (telles que *La Ligue de la Jeunesse démocratique*). Même à Hai Ninh, où les relations sino-vietnamiennes n'avaient pas toujours été heureuses, la police et les Comités résistants locaux durent soudainement tourner la page, en améliorant les conditions de vie des populations chinoises et en faisant l'éloge de la collaboration internationaliste entre les deux 'frères'.⁶³ A Lang Son, le chef de l'Association des Huaqiao fit savoir à ses compatriotes que désormais ils devaient soutenir les causes chinoise et vietnamienne. Les Chinois sur le côté vietnamien de la frontière savaient évidemment que la situation avait bien changé. Comme le déclara en juin 1950 un membre chinois : « Nous devons soutenir notre patrie en aidant le gouvernement populaire vietnamien. Ce point de vue doit être bien compris par nos compatriotes Hoa kieu ». ⁶⁴ Dans la pratique, cependant, les événements de Chine n'eurent pas un impact aussi rapide au Vietnam. Si l'on se réfère aux décisions prises en mai par les cadres responsables des Chinois de Hai Ninh, la mainmise de la RDVN sur les populations sinisées était encore faible.⁶⁵

Du 15 au 17 août 1950, au moment d'une nouvelle rencontre des dirigeants vietnamiens et chinois à Beijing, le Comité central du PCI convoqua une réunion de cadres chargés de la mobilisation des Huaqiao. L'adoption d'une nouvelle politique auprès des résidents chinois dans les LK I, II, IV et V—mais pas le Nam Bo—fit l'objet d'une étude approfondie. Le PCI ordonna la mise en place, dans chaque province du Nord, d'une nouvelle structure susceptible de renforcer la mainmise du parti sur les affaires chinoises. De nombreux

⁶³ Traduction du document : 'Comité exécutif de la section provinciale du Parti [PCI], Instructions au sujet des missions Hoa Van, pendant l'année 1949, daté du 10 avril 1949', signé HOANG, pour le Comité central des affaires courantes, le délégué responsable du « Hoa Van », dans CSFTEO, EM, 2B, no. 2860/2, 'Renseignement', le 30 août 1949, source : document, valeur : A/1, d. 44, c. 10H542, SHAT.

⁶⁴ Traduction du document : 'Lettre aux compatriotes Hoa kieu de Lang Son émanant de Liong Hung Chef de l'association des Hoa kieu alliés pour la réalisation de la nouvelle démocratie dans la province de Lang Son, Comité exécutif à Ping Siang', signé LIONG HUNG, daté juin 1950, d. 56, c. 10H546, SHAT.

⁶⁵ Traduction du document : 'Comité de libération de la province de Hai Ninh, Procès-Verbal de la deuxième réunion spéciale, daté du 2 février 1950, FTVNN/ZOT, no. 4914/ZC/2, 'Fiche de document', le 5 mai 1950, valeur : A/1, source : document écrit en caractère chinoise, intercepté par agent, d. 54, c. 10H545, SHAT.

responsables politiques furent désignés pour s'en charger.⁶⁶ Le parti prônait déjà auprès des « cadres chinois dans la zone occupée », une propagande plus active ; celle-ci se bornait jusqu'alors à faire hisser dans les villes le portrait du président Mao et « les drapeaux de la démocratie ».⁶⁷ En effet, le drapeau rouge était soudainement devenu un baromètre important pour les Vietnamiens. Son apparition était perçue comme la preuve d'un changement subtil dans les sentiments des populations chinoises en faveur de la révolution. En mars 1950, un cadre signalait avec joie l'apparition des drapeaux de Mao Zedong dans de nombreuses maisons chinoises de Hanoi. Cependant, plusieurs Chinois persistaient à exposer les portraits et drapeaux du GMD et cela même en zone Viet Minh. Les autorités vietnamiennes s'employèrent à rendre cet acte illégal et, au besoin, à utiliser « les pouvoirs légitimes du gouvernement » pour faire respecter la nouvelle loi.⁶⁸ Un autre moyen de propagande du PCI fut d'exhorter les cadres à la défense systématique des intérêts chinois contre les infractions françaises. Des rapports détaillés devaient être directement expédiés et adressés au gouvernement de la RDVN, qui seul était en mesure de communiquer les problèmes à Beijing. Ce faisant, non seulement les Vietnamiens voulaient affirmer qu'ils avaient remplacé les Français à la direction du pays, mais, aussi en tant qu'Etat diplomatiquement reconnu au niveau international par la République de Chine populaire, la RDVN voyait là un moyen de faire pression sur la France en utilisant une minorité ethnique importante. Le gouvernement vietnamien voulait faire planer la menace d'une réaction diplomatique de la part de la nouvelle Chine vis-à-vis des Chinois au Vietnam.⁶⁹

Léon Pignon, Haut-Commissariat et l'un des stratèges les plus avisés de la contre-propagande, saisit bien les dangers de ces nouveaux efforts sino-vietnamiens : « Déjà ces derniers temps de prétendus massacres ou sévices à l'égard de ressortissants chinois au Vietnam ont fait l'objet dans toute la Chine d'une propagande anti-française tapageuse et parfaitement orchestrée. Les autorités chinoises ont même cru devoir saisir nos représentants en Chine au sujet de ces 'incidents' ». ⁷⁰ En effet, le 18 janvier 1950, Zhou

⁶⁶ Voir la traduction du document suivant : 'Comité exécutif central du Parti communiste, no. 45/QN/T15, Décision : Convocation à la réunion centrale des cadres d'action chinoise', signé p.o. [Nguyen Luong Bang ?] LUONG, le Comité Central des Affaires courantes, daté du 13 juillet 1950, avec cachet du parti communiste central, dans ZOT, EM/2B, no. 5798/ZOT/2, le 18 août 1950, 'Fiche', d. 58, c. 10H547, SHAT.

⁶⁷ Voir la traduction du document : 'Comité exécutif central, no. 236/TT/TVN, RDVN, Avis circulaire adressé à tous les échelons du PC du Parti', signé de NGUYEN TRANG, daté du 21 mars 1950, p. le Comité exécutif du central, comité exécutif du PC du parti de l'interzone, d. 58, c. 10H547, SHAT. Les Vietnamiens applaudirent l'enlèvement par plusieurs familles chinoises du portrait du Maréchal Chiang Kai-shek par celui de Mao Zedong et de la « démocratie populaire ».

⁶⁸ Traduction du document : 'RDVN, CRA de la province de Vinh Long, no. 391/HC-T, Le CRA de Vinh Long au Ty Hoa Kieu Vu, Bureau des Affaires chinoises', signé NGUYEN VAN NGOI, daté du 24 avril 1950, d. Secteur de Vinh Long, c. 10H4914, SHAT.

⁶⁹ Traduction du document : 'Comité exécutif central (transmis par le Comité de Vinh Phuc), no. 236/TT/TVN, RDVN, Avis circulaire, daté du 21 mars 1950, signé NGUYEN TRANG, d. 59, c. 10H547, SHAT.

⁷⁰ HCFIC, no. 87, 'Incident avec les Chinois', daté du 30 janvier 1950, d. Secteur de Vinh Long, c. 10H4914, SHAT.

Enlai avait adressé une lettre de protestation à Maurice Schuman, Ministre des Affaires étrangères, au sujet des « atrocités » commises par les troupes françaises au Vietnam sur des Chinois.⁷¹ La réaction de Zhou Enlai ne pouvait pas manquer d'attirer l'attention des Huaqiao dans toute l'Indochine. Une telle intervention, que les atrocités aient eu lieu ou non, devait sensibiliser les résidents chinois à la victoire communiste sur tout le continent chinois et le désir de Beijing d'affirmer ses droits pour protéger 'ses' Huaqiao en Indochine.

Mais il semble qu'un laps de temps dut s'écouler avant que les Chinois et Vietnamiens ne s'accordassent sur une politique envers les Huaqiao vivant au Vietnam. Le document le plus révélateur est celui datant de décembre 1950. Il s'agit des instructions du PCI concernant la politique à appliquer envers les Huaqiao, intitulées : « Instructions du Bureau permanent du Comité central du Parti au sujet de [notre] position envers les Hoa Kieu au Vietnam ».⁷² Cette nouvelle ligne politique était le résultat des « échanges de vue avec le Comité central de la Chine communiste ». Dans la section intitulée « Principes à l'égard des Chinois émigrés », le PCI définit pour la première fois, à notre connaissance, sa politique officielle envers ce groupement minoritaire si important. D'abord, le PCI/RDVN autorisait les Huaqiao à participer aux rouages de l'Etat vietnamien : ils pouvaient désormais « participer à l'élection du Comité populaire en vue de désigner le Comité d'administration régional, au même titre que les citoyens vietnamiens, conformément au régime actuellement en vigueur ». Dans les régions habitées majoritairement par des Chinois (telle que la province de Hai Ninh), « les Assemblées populaires et les Comités d'administration régionaux étaient élus par les Chinois émigrés qui en assumaient la charge ». Economiquement, les Chinois se virent attribués le droit « d'acquérir des rizières ou des terres et d'être les propriétaires des biens qui leur appartenaient ». Ils possédaient également le droit « de commercer librement ainsi que de faire des affaires, comme les Vietnamiens, en se conformant strictement aux lois promulguées par le Gouvernement du Vietnam ». En échange, les Vietnamiens demandaient aux Chinois de payer leurs impôts, de verser leur quote-part aux soldes des troupes, de vendre le paddy au prix fixé. Quant au service militaire, le PCI admettait que si les Chionis n'étaient pas encore suffisamment « évolués pour s'engager volontairement ». Le gouvernement devait se contenter de « les faire participer aux formations de guérilleros qui protégeaient le village, sans les y

⁷¹ 'Lettre de Chu An Lai [Zhou Enlai] MAE à M. Schumann, MAE', signé de ZHOU ENLAI, datée du 18 janvier 1950, Beijing, d. Incidents avec Chinois, 2B, 1950, c. 10H2959, SHAT.

⁷² Ban chap hanh, Dang Bo Lien Khu V.B. [Viet Bac], 'Chi thi cua ban thuong vu trung uong dang ve quan diem Hoa kieu o Viet Nam' [Instruction du comité permanent du Comité central du Parti concernant les Huaqiao au Vietnam], daté du 4 décembre 1950, Ban thuong vu Trung Uong Dang, signature illisible, dans d. FO/959/137, PRO. La traduction française de ce document vietnamien se trouve dans d. 211, c. 10H4362, SHAT.

forcer ». ⁷³ Ils étaient autrement dit exemptés du service militaire. On peut constater dans ces clauses que, pour gagner ces populations et le PCC à sa cause, le PCI était prêt à faire beaucoup de concessions.

Si nous voulons arriver à ces résultats, nous devons loyalement reconnaître des avantages aux Chinois émigrés, réformer leurs conditions de vie, les traiter sur un plan d'égalité avec nous, afin qu'ils jouissent des mêmes droits que les citoyens vietnamiens, et les éduquer afin qu'ils aient conscience de notre résistance, qu'ils ressentent de la sympathie pour elle et la soutiennent. Il faut les amener, en les éduquant, à participer de leur propre gré à la lutte contre les Français, et non pas les y obliger. [...] Si nous voulons que notre résistance soit efficace, il nous faut agir avec souplesse afin de faire accepter les vues du Vietnam. ⁷⁴

Comme d'habitude, cette nouvelle politique débuta par une campagne de mobilisation pour « faire en sorte que les Chinois n'aillent pas avec les Français, qu'ils soutiennent notre résistance et notre reconstruction au Vietnam ». La victoire de Cao Bang et de Lang Son à l'automne 1950 changea forcément les dispositions des Huaqiao dans les zones frontalières envers la RDVN. De retour dans les zones occupées, les Vietnamiens envoyèrent des cadres dans les villages chinois pour établir un contrôle étatique. Il fallait aussi expliquer aux Chinois la politique de la RDVN : « Profitant de l'élan donné par nos succès militaires, il faut que nous prenions en main, et au bon moment, la masse des Chinois afin de les transformer en bons compatriotes, participant à la lutte commune contre les Français ». ⁷⁵

Toutefois, comme auparavant, la question de la nationalité de ces résidants restait entière. Il est difficile de donner une réponse sûre. A en croire la directive du PCI de 1950, la nationalité des individus sinisés habitant les régions frontalières demeurait floue : « La question de nationalité dans ces régions est encore complexe et n'est pas encore éclaircie ». En fin de compte, le PCI avait décidé de ne pas décider :

Actuellement, l'habitude ayant été prise de désigner les populations d'une certaine région par un terme général, il convient de continuer à les désigner sous ce terme, sans spécifier la nationalité à laquelle elles appartiennent. Par exemple, si on a l'habitude de désigner les populations de Hai Ninh sous le terme de « populations Ngai de Hai Ninh », il faut continuer à les appeler « les Ngais de Hai Ninh » sans préciser si elles sont de nationalité chinoise ou vietnamienne. Si ces populations demandent des explications, leur dire qu'à l'heure actuelle, le Gouvernement a des questions qui demandent une solution urgente, que les autres questions peuvent attendre. Les Ngais sont des populations de Hai Ninh comme les autres : Vietnamiens, Nung, Tho, Man, etc. ... c'est-à-dire des habitants de Hai Ninh jouissant des mêmes droits, et qui doivent se solidariser d'urgence pour s'opposer aux ennemis et protéger la région. ⁷⁶

Cela traduit-il un désaccord entre les deux partis à l'échelon supérieur ? C'est bien possible. Ou bien ne devrait-t-on pas y voir un désir mutuel d'attendre la fin de la guerre

⁷³ Ibid.

⁷⁴ Ibid.

⁷⁵ Traduction du document : 'Comité exécutif de la délégation de Hai Ninh, no. 6CT/TU/HN, RDVN, Circulaire au sujet de la formation des bases parmi les compatriotes chinois', Hai Ninh, daté du 8 novembre 1950, Bureau des Affaires du Parti, non signé, d. 64, c. 10H549, SHAT.

avant d'aborder une question si épineuse, même pour des internationalistes convaincus ? La participation des Huaqiao à l'Etat vietnamien et leur résistance contre la France n'allaient pas de soi. Comme l'atteste la conclusion de ces consignes : « Cependant, l'exécution de ces instructions ne sera pas facile, car les Chinois émigrés ne sont pas encore profondément éveillés, [ils] ne se sont pas encore rendus compte de façon claire du sens et du but progressif de ces principes, et il est possible qu'ils ne les soutiennent pas avec l'enthousiasme voulu ». ⁷⁷ Bien que les mêmes directives devaient s'appliquer au Nord comme au Sud du Vietnam, dans la pratique, la mobilisation des résidents chinois allait demeurer en retard dans le Sud du pays. Les changements engendrés par l'arrivée des hommes de troupes de Mao Zedong sur la frontière sino-vietnamienne n'allaient pas si facilement se propager dans le Sud, justement là où les populations chinoises étaient les plus nombreuses et la question chinoise la plus pertinente.

Il nous a été difficile de nous faire une idée fiable des relations sino-vietnamiennes dans le Centre du Vietnam. Bien entendu, des Huaqiao et des marchands chinois y vivaient et y travaillaient. Comme nous allons le voir, la RDVN s'appuyait sur ces Chinois pour faire fonctionner ses liaisons commerciales avec la province de Guangdong (sec. chinoise, ch. 1). Or, sans doute par crainte d'espionnage, les autorités locales s'ingéniaient toujours à surveiller et contrôler ces populations, en particulier les marchands susceptibles de renseigner les autorités adverses sur les activités et les positions vietnamiennes. En 1948, par exemple, 27 commerçants chinois faisant commerce de bestiaux entre Beihai et le Vietnam furent arrêtés par la police du LK IV. L'intervention de la congrégation locale de Ha Tinh permit leur libération et leur envoi à Hai Phong. ⁷⁸

La politique de la RDVN auprès des Huaqiao dans le Sud

L'absence des contacts (1945-1947)

A la différence de la situation dans le Nord, où la présence des hommes de troupes de Chiang Kai-shek permit une courte période de collaboration sino-vietnamienne, le retour quasi-immédiat des Français dans toute l'Indochine méridionale en septembre-octobre 1945 priva les Sudistes des contacts semblables avec les Huaqiao. Le Corps expéditionnaire reprit la plupart des centres urbains où les populations chinoises étaient concentrées. La collaboration sino-vietnamienne était minime dès le début. Le chef du « Bureau d'Outre-Mer » du GMD, Lam Trac Quan, forma une organisation d'amitié sino-

⁷⁶ 'Chi thi cua ban thuong vu trung uong dang ve quan diem Hoa kieu o Viet Nam'.

⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁸ Traduction d'un article du, *Kang Fong*, (le 28 juillet 1948), dans CFTEO, EM/2B, no. 2362/2, 'Renseignement', le 15 août 1948, d. 32, c. 10H538, SHAT.

vietnamien. Il prêta assistance au Viet Minh et s'efforça d'assurer les intérêts des Chinois dans les zones de la RDVN du Sud.⁷⁹ En 1947, les Vietnamiens du Sud formèrent des « Associations amicales sino-vietnamiennes » (*Hoi Hoa-Viet Lien-Huu*) pour promouvoir les liens d'amitié entre les deux communautés. Mais ces groupements ne constituaient nullement des organes étatiques ou mêmes révolutionnaires. La collaboration économique primait (sec. chinoise, ch.1).⁸⁰ En province, les Chinois se trouvaient souvent pris dans le feu croisé de la guerre franco-vietnamienne. Beaucoup d'entre eux durent se réfugier dans les villes, privant davantage le Viet Minh d'alliés.⁸¹ Les autorités vietnamiennes essayèrent d'exploiter les incidents franco-chinois en exhortant les Huaqiao sur place à saisir le Consulat général à Saigon.⁸² Cependant, de telles actions ne firent que révéler la faiblesse de la politique sudiste envers les Chinois et l'incapacité des Vietnamiens de protéger ces Chinois.

Entre 1945 et 1948, l'idéologie comptait pour très peu dans les contacts sino-vietnamiens dans le Sud. Nous avons vu dans le chapitre précédent que le puissant marchand de Saigon-Cholon, Hong Luong, prêta son soutien financier aux révolutionnaires vietnamiens au lendemain de la capitulation japonaise et dans les années suivantes. Selon la Sûreté française, au début des hostilités, d'autres marchands chinois fournirent des armes au Viet Minh, notamment aux partisans de Nguyen Binh, que « son appartenance au VNQDD faisait apparaître comme un sympathisant de la cause chinoise [non-communiste] ». En effet, le général était un ancien membre du VNQDD et il parlait fort bien le cantonnais. On dit qu'il avait vécu en Chine pendant la guerre sino-japonaise. Durant la guerre franco-vietnamienne, Nguyen Binh se rendait souvent à Saigon-Cholon, où il avait des contacts avec la communauté chinoise.⁸³ Or, la politique chinoise des Sudistes se résuma à ces maigres contacts. Le commerce dominait (sec. chinoise, ch. 1).

1948 et les débuts d'une politique chinoise pour le Sud ?

En 1948, une nouvelle politique sudiste vis-à-vis des communautés chinoises se profila. En octobre, le gouvernement central décida de créer pour le Sud un « Service des affaires

⁷⁹ CSFTEO, EM/2B, no. 3396, 'Au sujet d'une association de liaison sino-annamite', le 16 août 1947, d. 20, c. 10H534, SHAT. Selon cette source, ses dirigeants furent : Lam Trac Quan, Huynh Houe Te, Dau Quang Hoa et Chau Kai.

⁸⁰ Ky Bo Viet Minh, so. 176/TV, 'Hoi Hoa-Viet Lien-Huu', le 30 août 1947, d. 1947, c. 10H4357, SHAT.

⁸¹ 'Directives à M. le colonel commandant la zone de Pacification de l'ouest de la Cochinchine au sujet des mesures à prendre pour assurer la protection des ressortissants chinois', signé LE VAN HOACH, attaché à Cabinet, DAP, no. 4-S/Cir/CAB/AP, le 19 février 1947, signé TOREL, d. Presse chinoise, c. 10H5002, SHAT.

⁸² Voir : 'Hue Kieu bi Phap Hanh Ha', *Thong Tin*, so. 24, (le 4 novembre 1947), p. 2, d. 1947, c. 10H4357, SHAT.

⁸³ DPSF, 'Le Front National Unifié et les milieux politiques chinois', le 15 juin 1946, d. Autres Partis F.N.U. 1, c. 10H4201, SHAT. Un renseignement militaire (C/3) prétendait en 1946 que Nguyen Binh bénéficiait de la protection de la congrégation cantonnaise de Saigon, possédant en fait une carte d'identité délivrée par cette communauté. CSTFEO, EM/2B, no. 1245/2, 'BR', valeur : C/2, daté du 29 janvier 1946, d. 1048-1600, c. 10H528, SHAT. C'est possible.

chinoises » et un « Comité de mobilisation chinoise » pour gérer les affaires chinoises.⁸⁴ On ne sait pas encore les raisons pour lesquelles ces organismes furent alors créés (le problème du 1^{er} régiment au Nord ?). En tout cas, le Comité central du PCI envoya Truong Lai (de son vrai nom, Pham Dan) dans le Sud en 1948 pour s'occuper de la question chinoise. Il y arriva début 1949 et se mit vite au travail.⁸⁵ En collaboration avec le « Comité territorial » (*Xu uy*) et avec Le Duan en particulier, Truong Lai dirigea la mobilisation des Chinois et devint chef du nouveau « Bureau des Affaires Huaqiao du Nam Bo » (*Phong Hue kieu vu Nam Bo*). Ce nouvel organisme fut soumis administrativement aux bons soins du CRA du Nam Bo, mais en réalité le PCI tenait les rênes par l'intermédiaire du « Comité territorial du Nam bo ». Les communistes créèrent aussi un « Comité de mobilisation chinoise », annexe du Bureau des Affaires Huaqiao. Truong Lai envoya deux commissaires politiques à Saigon-Cholon, Ngo Lien et Trang Dung, pour mettre en place ce comité au sein de la communauté chinoise. Ils prenaient pour cible les étudiants, les enseignants et les ouvriers chinois (voir chapitre précédent). Truong Lai et ses partisans devaient aussi s'occuper des communistes chinois arrivant de Malaisie et de Chine (le soulèvement des communistes en Malaisie avait commencé en juin 1948 ; sec. chinoise, ch. 2).⁸⁶

Le témoignage de Truong Lai est corroboré par celui d'un rallié Chinois qui avait été employé par les services chinois du Viet Minh. Il raconta aux Français que Truong Lai (Chang Lai), un nordiste, était le directeur du « Phong Hue Kieu Vu ». Son délégué se nommait Trang Dy (Zhuang I), identifié comme étant un communiste chinois d'origine Trieu Chau. Trang Dung (Zhuang Yun), un autre militant, était originaire de Hainan, ainsi que l'un des bras droits de Truong Lai à Saigon-Cholon.⁸⁷ A en croire cette information, la majorité des communistes chinois au service du PCI/Viet Minh à cette époque étaient originaires de Trieu Chau.⁸⁸

⁸⁴ Document intercepté dans FTEO, TFIS, EM/2B, no. 5325/2S, le 2 novembre 1948, 'BR', document daté du 28 octobre 1948, source : vietnamienne, valeur : A/1, d. BR58, c. 10H4358, SHAT et c. 10H5581, SHAT.

⁸⁵ Pham Dan (Truong Lai), 'Cong tac Hoa van thoi chong Phap o Nam Bo' [Le travail de mobilisation des Huaqiao dans le Nam Bo pendant la résistance anti-française], dans *Nam Bo thanh dong to quoc di truoc ve sau : Hoi ky khang chien chong thuc dan Pha, 1945-1954* [Le Nam Bo est la citadelle de la patrie : Premier à partir, Dernier à rentrer, Mémoires de la résistance contre le colonialisme français, 1945-1954], Hanoi, NXB Chinh Tri Quoc Gia, 1999, pp. 298-300. Pham Thieu était d'abord chef du bureau des affaires chinoises avant d'être désigné comme président du « Comité exécutif et de résistance de Saigon Cholon » et dirigeant important du « Comité territorial du Nam Bo » du PCI. En septembre 1949, il allait être remplacé par Truong Lai à la tête des affaires chinoises. Traduction du document : 'Comité exécutif et de résistance du Nam Bo, no. 237/CT, RDVN, le 12 septembre 1949, Le Comité exécutif et de résistance du Nam Bo à M. Truong Lai du Bureau des Affaires Chinoises du Nam Bo', signé de PHAM VAN BACH, c. 10H4356, SHAT.

⁸⁶ Pham Dan, 'Cong tac Hoa van thoi chong Phap o Nam Bo', pp. 298-300. Les documents de l'époque confirment les propos de Pham Dan/Truong Lai. Ngo Lien, par exemple, était bel et bien le secrétaire particulier du « Comité de mobilisation des Huaqiao » à Saigon-Cholon.

⁸⁷ SSHCSVN, BST de Saigon, 'Audition de [x, nom supprimé par l'auteur, CEG]', daté du 24 février 1952, d. Chinois, D211, c. 10H4723, SHAT. Le Van Chi servait comme chef de cabinet du « Bureau des Huaqiao ».

⁸⁸ CFTSVN, EM/2B, no. 8178/2SC, 'Activités communistes chinoises', septembre 1952, source : vietnamienne, val : B/3, daté d'avril 1952, d. 22, c. 10H4723, SHAT.

Cependant, ce ne fut que le 10 mai 1949 que le « Phong Hue Kieu Vu Nam Bo » commença à fonctionner officiellement.⁸⁹ Ses tâches étaient plus claires : le « Bureau des Affaires des Huaqiao » devait « lutter contre l'impérialisme américain et son valet, le gouvernement nationaliste chinois » ; améliorer la vie des Huaqiao à tous points de vue ; mener une propagande auprès d'eux afin qu'ils soutiennent la résistance vietnamienne et former des groupements progressistes chinois.⁹⁰ La formation du « Bureau des Affaires des Huaqiao » représenta la première tentative pour incorporer les Chinois du Sud dans l'Etat vietnamien. Jusque là, les Chinois avaient erré dans une sorte de 'no-man's land' juridique entre l'Etat colonial français, le Consulat chinois nationaliste et la RDVN. Dans un document daté de janvier 1951, Truong Lai souligne le rôle étatique du Bureau des Huaqiao, comme « organe spécial du gouvernement vietnamien pour étudier la question de mobilisation des Chinois et pour aider le gouvernement à résoudre la question chinoise ». Ce bureau se chargeait des régions où vivaient de fortes populations chinoises, en particulier Saigon-Cholon et My Tho. Afin de rattacher les Chinois à l'Etat, le « Phong Hue Kieu Vu » devait utiliser les comités administratifs et populaires des comités de résistance dans chaque province des trois zones du Sud.⁹¹ Il devait être consulté dans toute question liée aux Chinois et à la résistance.⁹²

Fait révélateur : les compétences de ce bureau s'étendaient jusqu'au Cambodge. Les communistes vietnamiens se chargèrent de toutes les questions chinoises en Indochine méridionale, sans pour autant jamais consulter les autorités khmères. Du point de vue révolutionnaire, le « Comité territorial » du PCI soulignait l'intérêt qu'il y avait à utiliser les Minh Huong du Cambodge, en tant qu'« éléments les plus émancipés », intermédiaires importants pour l'extension de la révolution en Indochine méridionale. Ces métis devaient « assurer la charge de 'réveiller' la population retardataire de ce pays [du Cambodge] », c'est-à-dire les Cambodgiens eux-mêmes.⁹³ En juin 1952, le Comité des Affaires extérieur (*Ban ngoai vu*) fit savoir dans un télégramme que les résidents chinois qui étaient communistes furent désormais rattachés directement au parti vietnamien (*Lao Dong*⁹⁴), en

⁸⁹ Traduction du document : 'UBKCHC du Nam Bo, Décision no. 155/ND, L'UBKCHC Nam Bo, daté du 10 mai 1949, signé de PHAM VAN BACH, c. 10H4356, SHAT.

⁹⁰ Traduction du document : 'Comité directeur du Nam bo, Ralliement chinois, Instructions, daté du 15 mars 1949, pour le Comité directeur du pay [xu uy], le 17 avril 1949, signé de DO KY SANG et HUYNH VIET THANH, no. 75/CT, copie conforme no. 26/SY/TU49', dans 'BR', no. 267/OR, le 31 mai 1949, c. 10H4905, SHAT et 'Schéma de l'organisation du Comité de libération des résidents chinois pour le Cambodge', FMEO, SRO, no. 150/D, valeur : A/I, février 1953, d. FMEO/SRO, c. UUE-49, SHM.

⁹¹ 'Organisation économique chinoise au Nam-Bo', brochure traduite du chinois et daté du 25 janvier 1951, signé de l'« Association amicale sino-vietnamienne du Nam Bo », p. 16, d. PCC, 1951, 22, c. 10H4361, SHAT.

⁹² Uy Ban Khanh Chien Hanh Chanh Nam Bo, so. 17/BT, 'Chi Thi : Ve vu lien lac giua cac nganh chuyen mon voi Hue-Kieu', le 21 mars 1950, signé de PHAM VAN BACH, d. III. Les relations chinoises, c. 10H4356, SHAT.

⁹³ 'Ralliement chinois, Instructions, daté du 15 mars 1949'.

⁹⁴ Le « Parti des travailleurs vietnamiens » (*Dang Lao Dong Viet Nam*) remplaça le PCI au début de 1951. Voir sec. chinoise, chs. 2-3.

dépit de la frontière nationale divisant théoriquement le Sud-Vietnam du Cambodge. Selon ce télégramme, le « Lao Dong avait reçu délégation du PCC pour organiser et diriger les émigrés chinois membres du parti résidants au Vietnam, au Cambodge et au Laos ». En fait, en octobre 1949, grâce à un accord entre les deux partis, « le groupe de cellules des Chinois résidants au Vietnam est confié à la direction immédiate du parti vietnamien et les camarades chinois peuvent adhérer au PCI ».⁹⁵ Les communistes chinois et vietnamiens furent autorisés à « s'unir pour former un organe au sein du groupe de cellules, placé sous la direction immédiate du comité provincial intéressé ». Cet accord dut être conclu pendant les rencontres secrètes entre Liu Shaoqi et Nguyen Duc Thuy et Ly Bich Son (voir sec. chinoise, ch. 2).

Même si le PCI avait été dissous, dans l'absence des partis laotiens et cambodgiens capable de gérer cette question à l'échelle indochinoise, les communistes vietnamiens le prirent en main. Le PCC semble avoir autorisé aux Vietnamiens de s'occuper de tous les communistes chinois en Indochine, ce que le gouvernement nationaliste à Taiwan n'aurait jamais songé à concéder au VNQDD ou même à l'Etat du Vietnam. Or, comme le dit Nguyen Thanh Son, « la direction du PCC est loin, les liaisons sont difficiles et de ce fait le PCC est dans l'impossibilité de diriger lui-même les émigrés chinois ». Le « Comité des Affaires du Parti du Cambodge » (*Ban Can Su Cao Mien*) s'occupait de cette question pour le Lao Dong, montrant encore une fois à quel point tous ces réseaux asiatiques s'imbriquaient pendant la guerre.⁹⁶

Le cadre indochinois du communisme vietnamien continuait à fonctionner comme auparavant. Ce furent les communistes vietnamiens qui s'occupèrent des Chinois du Cambodge, et non pas le gouvernement de résistance khmer ou même le PCC. Cela s'explique en grande partie par le fait que les communistes vietnamiens pensaient toujours la révolution en termes internationalistes, c'est-à-dire « indochinois », et non pas selon l'Etat-Nation du Cambodge. Cependant, il semble que personne ne se fût demandé par quel droit juridique ou international les Vietnamiens pouvaient administrer un groupement minoritaire ethniquement différent dans une nation qui n'était même pas la leur. Si les communistes vietnamiens pouvaient citer l'internationalisme et, pour leurs compatriotes, son modèle indochinois afin de justifier leurs actions extra-nationales auprès des Viet kieu et Huaqiao du Cambodge, ils n'étaient curieusement pas prêts à céder ce même droit internationaliste aux communistes chinois de la province de Hai Ninh (voir *supra*). C'est

⁹⁵ Traduction du document : 'Le Comité territorial du Parti du Nam Bo, Comité des affaires courantes, no. 8/CTX, Instructions, Gia Dinh, daté du 12 août 1949, signé VU, d. 1, c. 13, Slotfom, XIV, CAOM.

⁹⁶ Décryptement du télégramme émanant du Comité des Affaires courantes du Comité des Affaires du Parti du Cambodge, télégramme officiel, no. 749/CDCS, 'Ban thuong vu, Ban Can Su Cao-Mien à toutes zones', signé de HA [NGUYEN THANH SON], pour le Comité des Affaires du Parti du Cambodge, d. 1953, c. 107, SPCE, CAOM.

une contradiction révélatrice, et qui mérite d'être retenue. Tant que les partis 'nationaux' s'entendaient selon les principaux communistes, tout allait bien. Mais une fois que les relations commençaient à se dégrader, cette question de 'nationalité' pouvait devenir, avec celui des 'frontières', une bombe à retardement. Jusqu'au début des années 1960, les gouvernement communiste de la Chine et du Vietnam pouvaient s'accorder sur cette question d'une façon remarquable (surtout lorsque l'on pense aux politiques de Ngo Dinh Diem dans le Sud-Vietnam à cette époque). En novembre 1957, le PCC concéda apparemment aux Vietnamiens le contrôle de la question Huaqiao. En 1961, l'ambassade chinoise n'accorda plus des passeports aux Chinois vivant au Vietnam. Grâce aux bons offices de Luo Guibo, ambassadeur chinois au Vietnam, les deux côtés décidèrent en 1956 de donner dix ans aux Chinois au Vietnam de devenir des « citoyens vietnamiens ».⁹⁷ En général, la question des Huaqiao ne posait pas trop de problèmes entre les deux côtés, du moins au début. Mais quelque chose devait changer vers le début des années 1960.⁹⁸

Bien entendu, ce fut la victoire communiste en Chine en octobre 1949 qui transforma la question des Huaqiao en une priorité en Indochine méridionale. Ce changement politique au Nord, conjugué à la concentration chinoise dans le Sud-Vietnam et au Cambodge, rendait cette question plus importante que jamais. Le 13 septembre, deux semaines avant la formation de la RPC, le CRA du Nam Bo, soulignait le lien entre les transformations en Chine et le rôle potentiel des Huaqiao dans la résistance sudiste :

Comme nous le reconnaissons tous, les victoires glorieuses et successives de l'armée libératrice chinoise, non seulement règlent la question de la Chine, mais ont aussi des rapports avec la situation du Sud-Est Asiatique et une influence directe sur la résistance vietnamienne. Les émigrants chinois sont en nombre très important au Vietnam. Au Nam Bo, les 800.000 Chinois constituent une force digne d'attention. Par conséquent, la question chinoise doit être particulièrement suivie, et au Nam Bo surtout les démarches auprès des Chinois doivent être considérées comme une mission importante.⁹⁹

Avec l'établissement de la République populaire chinoise en octobre 1949, des enquêtes et recensements furent engagés avec un dynamisme sans précédent. Les autorités devaient évaluer les orientations politiques des Chinois sur place, leurs richesses et leur loyauté envers la résistance.¹⁰⁰ Les militants organisèrent des fêtes pour promouvoir la nouvelle collaboration entre la RDVN et la Chine populaire. Le 10 octobre, par exemple, le PCI de Gia Dinh organisa une cérémonie en l'honneur du nouveau « gouvernement démocratique

⁹⁷ Nguyen Xuan Lang, 'Van de quoc tich cua nguoi Hoa o Viet-Nam', pp. 11-13.

⁹⁸ Bien sûr, la « Révolution culturelle » en Chine était pour quelque chose dans un changement de politique auprès des Chinois vivant au Vietnam. Mais il n'y avait pas que cela comme explication.

⁹⁹ Traduction du document : 'Comité résistant exécutif, Province de Cholon, Bureau Politique, no. 314/CL-CT-2, RDVN, Instructions : Mission des démarches auprès des Chinois', Cholon, daté du 13 septembre 1949, signé de NGUYEN VAN MUI, dans FAEO, EM/2B, no. 0641/2S, 'BR', d. 1950, no. 7, c. 10H4361, SHAT.

¹⁰⁰ Traduction du document : 'Comité exécutif et de résistance de Baria, no. 552/KH, Objet : Enquête sur les Chinois, Baria', daté du 13 octobre 1949, signé de TONG DUC VIEN, dans c. 10H4361, SHAT.

chinois ». Comme dans le Nord, les communistes locaux firent des démarches pour qu'on arborât le nouveau drapeau chinois. Le nouvel hymne national de la Chine populaire fut diffusé parmi les Chinois et les Vietnamiens. Le nombre de tracts de propagande proclamant l'amitié sino-vietnamienne fut multiplié à partir de cette date.¹⁰¹ Outre le lien idéologique, les Vietnamiens voyaient dans ces populations une force militaire supplémentaire dans cette nouvelle phase de lutte. En décembre 1949, un dirigeant communiste, Huynh Van Tieng, déclara que la victoire du PCC au Nord transformait la question Huaqiao en une priorité « durant la phase de préparation à la Contre-Offensive Générale ». Bien que totalement fantaisiste, il lui fallait néanmoins insister sur le fait que le Vietnam était désormais lié au bloc de la « nouvelle démocratie » et que l'Indochine se trouvait désormais dans cette nouvelle zone d'influence. D'ailleurs, cette nouvelle Chine serait différente de celle du GMD. Elle soutiendrait le Vietnam dans sa lutte. Il y aurait moins de problèmes et plus de collaboration fraternelle.¹⁰² Bien entendu, cette propagande visait aussi à faire comprendre aux Huaqiao du Sud l'intérêt qu'il y avait à défendre l'Etat de la RDVN, soutenu par une Chine communiste.

Les résultats étaient cependant remarquablement maigres. Comme le reconnaissait Huynh Van Tieng, il s'agissait d'une « question extrêmement épineuse ». Bien que les choses dussent changer, la RDVN/PCI savaient parfaitement bien qu'un tel changement ne serait pas facile. Les deux peuples se connaissaient mal. Ils ne se côtoyaient que très rarement. Beaucoup de Chinois du Sud ne parlaient pas le vietnamien, ou le parlaient très mal. Une majorité ne connaissait pas l'écriture nationale du pays, le *quoc ngu*. Ce fossé était davantage exacerbé par le fait que la colonisation, en introduisant le français, avait rompu des liens historiques entre les deux pays dans les domaines intellectuel, littéraire et culturel (si l'on ne compte pas les réseaux révolutionnaires du PCC et du PCI). De plus, la colonisation française, en organisant les Chinois en congrégations et en leur permettant d'administrer leurs propres écoles, n'avait pas facilité les échanges sino-vietnamiens. A la différence de la Thaïlande, un pays non-colonisé, l'école n'existait pas comme 'instrument national' pour la RDVN en 1945. Le vietnamien n'avait jamais pu s'imposer comme la langue commune pour tout le pays, ce qui explique en partie le manque de communication linguistique entre les Chinois et les Vietnamiens après la Seconde Guerre Mondiale. Bien sûr, on pouvait communiquer en français. Mais l'idée trop répandue selon laquelle le français était devenue la langue de partage pour toute l'Indochine durant la période

¹⁰¹ Traduction du document : 'Comité provincial du Parti de Gia Dinh, Comité des Affaires courantes, no. 229/TV, Instructions à tous les échelons du Parti dans la province', Gia Dinh, le 24 novembre 1949, c. 10H4361, SHAT.

¹⁰² Traduction du document : 'RDVN, Service de l'Information du Nam Bo, Instruction no. 8-CT, Au sujet de la question chinoise, daté du 19 décembre 1949, signé de HUYNH VAN TIENG, d. 54, c. 10H545, SHAT.

coloniale n'est pas confirmée dans les faits. Si les dirigeants vietnamiens communiquait en français avec Sihanouk, Phetsarath et Souphanouvong, ils devaient s'appuyer sur des métis vietnamo-khmer (Son Ngoc Minh) et vietnamo-lao (Kaysone) pour diffuser leur message révolutionnaire au peuple.

Il fallait toujours des courtiers asiatiques bien placés pour faire fonctionner ces réseaux asiatiques des Vietnamiens. En décembre 1949, les autorités sudistes semblaient s'être officiellement rendues compte de l'a nécessité de former rapidement des cadres vietnamiens capables de parler le chinois. En effet, cette carence linguistique posait un problème très sérieux lorsque les communistes vietnamiens se mirent à vouloir mobiliser les Huaqiao à l'aide de la propagande, des cours scolaires, des rassemblements divers ou même des décrets étatiques. Même les nouvelles idées de la Chine populaire ne pouvaient circuler en zone Viet Minh sans traducteurs et intermédiaires à l'aise dans les deux langues. Rappelons à ce sujet que la plupart des cadres vietnamiens formés en Chine du Sud pendant l'époque coloniale et parlant parfaitement le chinois, tels que Nguyen Son, Le Thiet Hung, Ho Chi Minh, se trouvaient plus dans le Nord. Il n'est donc pas étonnant que les autorités sudistes se tournèrent vers les *Minh Huong*, les métis sino-vietnamiens, comme auxiliaires de communication avec les Chinois. Leur position unique entre les deux cultures vietnamienne et chinoise faisait d'eux les meilleurs intermédiaires 'révolutionnaires'.

Mais ce n'était pas suffisant. Il fallait former des Vietnamiens en langue chinoise. Fin 1949, le CRA du Nam Bo donna l'ordre de monter immédiatement des écoles d'enseignement du chinois afin de « faciliter les échanges entre les cultures chinoises et vietnamiennes ». Il fallait « notamment accorder des facilités à ceux qui désiraient étudier la situation et la culture de la Chine ». Les Sudistes mirent en place des cours intensifs de 6 mois. Or, l'apprentissage du chinois dans de telles conditions n'était pas facile. Comme le disait en toute simplicité un observateur Viet Minh, pour « apprendre la langue chinoise d'une façon accomplie, il faut connaître les caractères. Or les caractères chinois sont très difficiles ». Selon lui, les Vietnamiens allaient apprendre « les caractères chinois avec [encore] plus de difficultés ».¹⁰³ A la différence de la relation sino-coréenne, les missionnaires portugais du XVII^{ème} siècle avaient rendu la collaboration communiste entre les Vietnamiens et les Huaqiao plus difficile en romanisant la langue vietnamienne.

Pour atteindre ces buts, la présence d'un nombre de cadres chinois et vietnamiens s'avère nécessaire, car seuls, les cadres vietnamiens n'arrivent pas à éveiller « la

¹⁰³ Traduction du document : 'Comité exécutif et de résistance du Nam Bo, Bureau des Affaires chinoises, RDVN, Règlements concernant l'école de la langue chinoise', daté du 17 octobre 1949, signé de Truong Lai, c. 10H4356, SHAT.

conscience nationale » des Chinois et les cadres chinois seuls pourraient oublier l'appui à la Résistance du Vietnam.¹⁰⁴ En octobre 1949, le Comité résistant de Vinh Long organisa des cours de formation des cadres vietnamiens et chinois. Dirigés par le « Phong Hue Kieu Vu », ces cours intensifs enseignaient comment rallier les Huaqiao à la cause vietnamienne et former des élèves capables de prendre en main et de diriger les Huaqiao pour le compte de l'Etat vietnamien. On y discutait de la structure sociale et économique des communautés chinoises, ainsi que des questions culturelles.¹⁰⁵ Truong Van Giau, le chef militaire du LK IX, organisa une grande réunion pour expliquer aux Chinois leurs tâches dans la résistance vietnamienne. Chaque commune, dit-il, devait avoir un « Hall d'information » pour promouvoir l'amitié entre les deux peuples. Administrativement, les Huaqiao devaient créer des comités résistants au sein des CRA vietnamiens. Militairement, les Chinois âgés de moins de 40 ans étaient obligés de participer à la « milice populaire chinoise » et devait suivre un entraînement militaire. Toutefois, ils n'étaient pas obligés d'effectuer le service militaire (voir *supra*).¹⁰⁶

La conjoncture de 1950 impliquait même le bannissement d'habitudes inappropriées. Le 9 février 1950, Pham Van Bach donna l'ordre de publier une proclamation aux « masses populaires », prescrivant l'emploi du terme « Nation chinoise ». « Particulièrement, *ajoutait-il*, vis-à-vis des Chinois dans notre pays, il est formellement défendu d'appeler « Etrangers » ou « trois pays », tels noms pervers qu' [avait] créé [é] la France impériale pour disloquer l'amitié des deux peuples ». ¹⁰⁷ Les militants vietnamiens allèrent plus loin. Pham Van Bach annonça que les Vietnamiens devaient désormais employer le vocable « Trung Hoa » ou « Trung Quoc » au lieu de celui de « Tau », terme péjoratif à ses yeux, pour désigner la « Chine ». Quant aux Chinois vivant au Vietnam, ils devaient s'appeler dès lors « Hue Kieu »¹⁰⁸, c'est-à-dire « ressortissants », ce qui représente une concession très significative mais que nous n'avons pas confirmée ailleurs.¹⁰⁹ Ce changement linguistique est à mettre en parallèle avec d'autres : l'abandon du terme « Cao-Mien » pour « Kampuchea », l'adoption du vocable, « Pathet Lao » et l'utilisation en Thaïlande du mot péjoratif, « yuon » au lieu de « khon wiatnaam », pour décrire les Viet kieu dans le Nord-

¹⁰⁴ 'Ralliement chinois, Instructions', p. 2.

¹⁰⁵ Voir le document traduit : 'Comité résistant exécutif de Vinh Long, no. 279/FTC, Objet : Cours de formation des cadres pour le ralliement des Chinois, Le Comité résistant exécutif et municipal à Comité résistant exécutif des Huyen et Municipal Union Nationale du Peuple V.N. de Vinh Long', daté du 24 octobre 1949, signé HOANG MINH DUC, c. 10H4905, SHAT. Un cours d'instruction des affaires chinoises allait avoir lieu le 1 novembre 1949 dans la province de Rach Gia. 'Ouverture d'un cours des affaires chinoises', source : document intercepté, dans Ibid.

¹⁰⁶ Voir : FFVS, EM/2B, no. 2116/2.ZO, le 20 septembre 1949, 'BR no. 4759', c. 10H4905, SHAT.

¹⁰⁷ UBKCHC Nam Bo, 'Chi thi so. 11/XV-1', signé de PHAM VAN BACH, daté du 9 février 1950, d. 1950, c. 10H4361, SHAT.

¹⁰⁸ « Hoa kieu »

¹⁰⁹ Traduction du document : 'UBKCHC Nam Bo, RDVN, Instruction no. 11/3V-1, Attitude à tenir vis-à-vis des Chinois résidant au Vietnam', dans SESAG, 'BR', Saigon, le 14 avril 1950, source : copie du document, val : A/3, daté du 9 février 1950, d. 1950, no. 7, c. 10H4361, SHAT.

Est. La plupart de ces stéréotypes existaient déjà bien avant la colonisation française, mais ces modernistes vietnamiens croyaient vraiment à la possibilité de changer du jour au lendemain les mentalités des masses.

Grâce aux réseaux chinois en Indochine, les communistes vietnamiens loin dans le Sud-Vietnam allaient même pouvoir avoir accès aux nouveaux livres et idées chinois. En avril 1950, par exemple, le chef du Comité exécutif de Cholon annonça l'arrivée de nouveaux livres révolutionnaires en caractères chinois. « Dans la première quinzaine du mois d'avril 1950, le Bureau chinois au Nam Bo a sorti les livres très précieux traduits en vietnamien, tels que : *La situation actuelle de la Chine, Le vrai peuple démocratique de Mao Zedong, Nouvelles opinions sur l'enseignement militaire des communistes chinois* ». C'est ainsi que les idées chinoises révolutionnaires se diffusaient vers l'Indochine du Sud. Comme le dit le chef vietnamien mentionné plus haut, la vente de ces livres visait à « aider le Bureau chinois du Nam Bo dans sa mission de propagande sur les documentations chinoises ».¹¹⁰ Inversement, le PCI du Sud put envoyer pour la première fois des étudiants en Chine pour suivre une formation révolutionnaire. En novembre 1950, le gouvernement central fit savoir aux Sudistes qu'ils pouvaient envoyer 60 jeunes à Quangzhou « pour y suivre des cours de perfectionnement de cadres destinés particulièrement à l'étude et au fonctionnement de l'armement moderne ».¹¹¹ En avril 1950, le « Comité territorial » du Nam Bo faisait savoir à l'interzone VIII qu'il fallait « ouvrir immédiatement des cours d'entraînement pour les étudiants devant être envoyés en Chine ».¹¹²

Le problème, pourtant, résidait dans le fait que les Vietnamiens ne pouvaient pas rallier les Chinois du Nam Bo à leur cause si rapidement. Malgré la victoire communiste en Chine et les efforts faits par les Vietnamiens depuis 1948, les contacts entre les deux communautés étaient restés très faibles, pour ne pas dire absents. Le 25 août 1949, le Comité central du PCI concéda que jusqu'alors, « les travaux des cadres chargés des Hoa kieu s'étaient déroulés de façon désordonnée, car le Comité central n'avait pas encore organisé de façon très nette les cellules Hoa Kieu ». L'administration étatique des communautés chinoises était restée très relâchée.¹¹³

¹¹⁰ Traduction du document : 'CE/CR de Cho Lon, Bureau Politique, no. 772/CL-CT, Le CE/CR de Cholon aux 5 délégations, Objet : Documentation chinoise', daté du 25 avril 1950, signé NGUYEN HUY HOANG, pour le CE/CR de Cholon, d. 56, c. 10H546, SHAT.

¹¹¹ Message cité dans CCFAEO, EM/2B, SI, no. 6160/FAEO/2S, 'Renseignement', d. 64, c. 10H549, SHAT.

¹¹² HCFIC, SDECE, no. 16609/2/PC/SC, 'Etudiants Viet Minh', daté du 25 avril 1950, valeur : A, d. Emprise Viet Minh, c.110, CP, CAOM.

¹¹³ Ban Chap Hanh, Truong Uong Dang, so. 004/QN.TU, 'Quyét nghi ve to chuc cac chi bo Hoa Kieu' [Décision au sujet de l'organisation des cellules des Hoa kieu], Signé de NGHI [?], du Ban thuong vu TW [Trung Uong], daté du 25 août 1949, Ban Hoa Van T.W. [Comité de la mobilisation des Chinois d'outre mer attaché au Comité Central], no. 351/HV [Hoa Van], d. Renseignements divers, c. 103, EA, MAE.

Jusqu'à maintenant, la question d'organisation et le travail des camarades chinois rencontrent des difficultés parce que le Comité central [du PCI] n'a pas fixé clairement l'organisation des cellules chinoises, et ces difficultés sont dues encore au sentiment trop individualiste d'un certain nombre de camarades chinois et de la différence de langage entre certains camarades chinois et vietnamiens.¹¹⁴

Les Sudistes regrettaient aussi que le GMD continuât à exercer une certaine influence auprès des Huaqiao d'Indochine du Sud à travers ses consulats. Après avoir été battu en Chine et dérouter en Indochine du Nord, le gouvernement de Chiang Kai-shek fut transféré à Taiwan. Jouissant toujours de la reconnaissance des gouvernements français et américain, les consulats nationalistes continuaient à fonctionner au Vietnam.¹¹⁵ Les autorités vietnamiennes se lamentaient aussi du fait que beaucoup de Chinois profitaient de la guerre franco-vietnamienne pour faire de l'argent (sec. chinoise, ch. 1).

La normalisation des relations sino-vietnamiennes et les Huaqiao

La normalisation des relations entre la Chine populaire et la RDVN en janvier 1950 relança encore la question des Huaqiao. Du côté chinois, les nouveaux leaders de la Chine populaire allaient se tourner vers l'extérieur pour contester, légalement et diplomatiquement, la présence du GMD parmi les centaines de milliers de Huaqiao d'Asie du Sud-Est, en particulier en Indochine méridionale (sec. chinoise, ch. 3). Tout comme le GMD, les communistes chinois allaient continuer à mettre la question des Huaqiao au premier plan dans leurs relations avec les Etats régionaux. Et comme le GMD, les autorités chinoises allaient devoir traiter avec un Etat légitime et diplomatiquement reconnu. De son côté, la RDVN devait maintenant montrer qu'elle était à la hauteur de cette tâche. Il fallait donc une vraie politique, d'autant plus que le PCI comptait exploiter une réorientation 'pro-révolutionnaire' de la politique chinoise auprès des Huaqiao en Asie du Sud-Est. Autrement dit, la RDVN et le PCI durent administrer les Huaqiao au nom de l'Etat vietnamien et, en même temps, les traiter comme une force révolutionnaire « internationaliste », partie intégrante d'un réseau chinois plus large.

Suite à la reconnaissance chinoise, le « Phong Hue Kieu Vu » publia les propos de Madame Ha Huong Ngung (He Xiangning), directrice du « Service des Chinois d'Outre-Mer » de Chine populaire de 1949 à 1959¹¹⁶, au sujet des Huaqiao d'Asie du Sud-Est et de

¹¹⁴ 'Quyet nghi ve to chuc cac chi bo Hoa Kieu'.

¹¹⁵ Les autorités de la RDVN savaient aussi que la RPC pouvaient peut-être établir des relations diplomatiques avec la France « pour assurer les intérêts des Chinois habitant les zones contrôlées d'Indochine ». Voir : Uy Ban Khang Chien Hanh Chinh, Ngoai Thanh Ha Noi, 'Van so 10/TT.DVNGT', signé de VU DINH DAI, d. 2, c. 13, série XIV, SLOTFOM, CAOM.

¹¹⁶ Son mari, Liao Chengzhi, avait été un actif dans le Sud-Vietnam à la fin des années trente. Voir chapitre précédent. Après 1949, il fut aussi un haut responsable des Affaires des Chinois d'Outre-Mer. Nous tenons à remercier Madame Claudine Salmon qui nous a communiqué cette information.

leurs rapports avec les mouvements de libération locaux en Asie. Comme elle le précisait dans un document repris par la RDVN : « les Hoa kieu devront s'unir étroitement à tous les peuples révolutionnaires puisqu'ils ne pourront avoir de liberté et de bonheur que lorsque le peuple du pays où ils habitent sera libéré ». Elle demanda que les Huaqiao du Vietnam participassent à la résistance contre la France. Auparavant, expliqua-t-elle, seulement une minorité de Chinois aidait les Vietnamiens. Commentant ce texte, Truong Lai souligna l'importance de la collaboration sino-vietnamienne à l'intérieur du Vietnam en fonction de ces changements régionaux et internationaux :

En conséquence, Chinois et Vietnamiens du fait qu'ils ont les mêmes intérêts doivent collaborer pour former une force démocratique sino-vietnamienne. Il faut s'opposer à l'incompréhension, aux difficultés et aux ruses des ennemis et des réactionnaires, qui visent à nous séparer. Nous n'avons pas la même langue, ni les mêmes mœurs, mais nous avons le même but : rétablir la paix, la liberté et le bonheur. Ce seul but suffit à nous réunir sous un même toit, dans les mêmes rangs, sur les mêmes bases de la révolution démocratique contre les conquérants impérialistes, afin de réaliser notre idéal : « Chinois et vietnamiens groupés sous un même toit ».¹¹⁷

Le 31 janvier 1950, deux semaines après la reconnaissance de la RDVN par la Chine communiste, les dirigeants vietnamiens du Sud-Vietnam reçurent de nouvelles instructions de la part de Vo Nguyen Giap (alias Van). Reconnu finalement par la Chine, dit Vo Nguyen Giap, le Vietnam dut désormais resserrer ses relations amicales avec les Huaqiao, surtout dans le Sud. Le problème, encore une fois, résidait dans le fait que le GMD et le gouvernement de Chiang Kai-shek continuaient à maintenir leur mainmise sur les Huaqiao en Indochine méridionale. Le transfert de quelques milliers de soldats nationalistes à Phu Quoc avait même renforcé cette influence parmi au yeux du PCI. Même si ces soldats nationalistes demeuraient enfermés dans des camps, nul ne pouvait exclure leur possible utilisation comme une 'cinquième colonne' ou, pire, comme des troupes supplémentaires pour frapper le Viet Minh. On connaît déjà l'inquiétude de Zhou Enlai sur ce point (voir sec. chinoise, ch. 3). Vo Nguyen Giap ordonna à ses collègues du Sud de travailler avec des Chinois « amis » pour « faire des démarches auprès des soldats nationalistes chinois réfugiés ». Si possible, il fallait gagner leur soutien à la cause vietnamienne.¹¹⁸

En février 1950, le CRA du Nam Bo transmet les instructions du gouvernement central. Signé de Pham Van Bach et apparemment diffusé seulement en juillet de cette même

¹¹⁷ Traduction d'un tract émanant du « Service es Hoa Kieu du nam Bo » : 'Avis : Au sujet des relations sino-vietnamiennes', signé TRUONG LAI, Service des Hoa Kieu du Nam Bo', c. 10H4356 et d. 22, c. 10H4723, SHAT.

¹¹⁸ Document intercepté : 'Télégramme officiel no. 559/VFTGU, Commissariat politique général à toutes interzones, le 31 janvier 1950', signé VAN [Vo Nguyen Giap], mais pour la copie conforme, signé DUONG QUOC CHINH, la date est notée le 16 décembre 1949, d. Affaires chinoises, c. 10H4914, SHAT et l'original : 'Cong dien so 559-VFTCU Tong Chanh uy goi cac lien khu, ngay 31.1.1950', d. 1950, no. 7, c. 10H4361 et d. 57, c. 10H546, SHAT.

année¹¹⁹, le document jetait la base d'une nouvelle politique vis-à-vis des Huaqiao du Sud. Dans le chapitre II, le CRA stipulait les principes de bases :

Il faut considérer que le Chinois possède des droits égaux à ceux du vietnamien. Il est bien entendu qu'il ne doit pas oublier que les droits marchent toujours de pair avec les devoirs. [...] Le but de notre politique est de mobiliser les Chinois pour la révolution et la résistance vietnamienne. Mais, dans la première période d'application nous devons être très adroits, et ne pas montrer une attitude qui veut dire 'donner des droits aux Chinois et leur exiger immédiatement des devoirs'. Il faut étudier avec les cadres chinois les procédés pour mobiliser les Chinois et les encourager à participer à la résistance. Nous vous rappelons que le dernier but est celui de pousser les Chinois à participer à la révolution et à la résistance.¹²⁰

Or, tout comme dans le Nord, la RDVN devait toujours résoudre la question de la nationalité. On sait déjà à quel point il était compliqué d'établir la place juridique des communautés chinoises dans la Nord. C'était encore plus difficile dans le Sud où les populations chinoises étaient de loin les plus nombreuses et la mainmise étatique de la RDVN plus faible :

La détermination de la nationalité ne doit pas se baser sur les vieux reçus d'impôts français, car cela produira une influence politique qui ne sera pas favorable. Elle doit se baser sur l'accord des deux pays. Mais, il faut remarquer que quand les Chinois et les Vietnamiens sont sur le même plan d'égalité de droits et de devoirs dans leur existence journalière, la question de nationalité n'est plus à débattre. En attendant, les cas qui suivent seront réglés d'après un principe commun : 1) la femme vietnamienne mariée à un Chinois conserve toujours sa nationalité vietnamienne, 2) l'enfant d'un époux chinois et d'une épouse vietnamienne est un métis, 3) une personne de nationalité vietnamienne et petit fils du couple précité se considère toujours comme métis (de 2 générations).¹²¹

On voit à nouveau l'incapacité de prendre ou plutôt la volonté de repousser jusqu'au plus tard une décision formelle sur la question de la nationalité. Les Vietnamiens ne voulaient évidemment pas courir le risque de gêner la nouvelle Chine sur ce sujet. Chacun avait sans doute en mémoire les problèmes épineux posés par les « Huaqiao » de Hai Ninh depuis 1948-1949 (voir *supra*). Les Sudistes autorisaient alors un représentant d'un groupement populaire chinois légal de juger les sujets chinois au sein de l'Etat vietnamien. Il ne nous semble pas que la RDVN obligeât les résidents chinois vivant sur son territoire à devenir des « citoyens vietnamiens ». Les relations entre les deux communautés se basaient sur « le principe d'égalité populaire » et de « Démocratie nouvelle ».¹²² Le PCC et le PCI avaient vraisemblablement décidé de ne pas décider.

¹¹⁹ Nous ne savons pas pourquoi.

¹²⁰ Traduction du document : 'CRE du Nam Bo, RDVN, Instruction no. 26/SV, Le Comité résistant exécutif du Nam Bo aux Comités résistants de Saigon/Cholon et des provinces, signé PHAM VAN BACH, daté du 22 avril 1950, d. 1950, no. 7, c. 10H4361, SHAT et d. 61, c. 10H548, SHAT. Il est à noter que, selon ce document, « cette politique est mise en application au Nord Vietnam depuis 1948 et le pays entier l'applique actuellement ». Ceci confirma que l'année 1948 marqua le grand tournant dans la politique de la RDVN auprès des Huaqiao dans tout le pays (théoriquement), même si les résultats sur le terrain avaient été très maigres dans le Sud.

¹²¹ Nous regrettons de n'avoir pas pu trouver l'original en langue vietnamienne.

¹²² *Ibid.*

La propagande et la mobilisation demeuraient les outils préférés des Vietnamiens pour bâtir la collaboration sino-vietnamienne. Vers mars 1950, Truong Lai donna l'ordre de collecter les preuves des crimes commis par les Français contre les Huaqiao pour les diffuser à la radio et aux journaux. Il insistait particulièrement sur la recherche des photos de tortures et de viols. Pour la propagande, dit-il, les photos seraient d'une grande utilité.¹²³ Le 20 août 1950, Truong Lai donna l'ordre aux associations sino-vietnamiennes de diffuser encore davantage de documents. Il essayait « d'aider ces organismes à étudier le but, la ligne de conduite et les expériences acquises, du gouvernement et de la révolution chinoise afin de les appliquer dans la direction de la résistance au Vietnam ». ¹²⁴ Les Sudistes autorisaient les Huaqiao dans les villes à désigner un délégué qui gère leurs biens en zone RDVN, à condition qu'ils ne collaborent pas avec les Français et qu'ils participent à la résistance. Comme l'expliqua Pham Van Bach : « Cependant, vis-à-vis des Chinois, nous ne pouvons pas les forcer à faire partie d'un comité de résistance. Pour eux, participer à la résistance, cela s'entend soutenir matériellement la résistance par des dons importants de matière première ou d'argent, ou bien par quelques missions avantageuses à la résistance ». ¹²⁵ néanmoins, l'impact des discours d'amitié, de la propagande et de la mobilisation demeurerait faible, sinon inexistant en maints endroits. Comme l'admettait Pham Van Bach en mai 1950 :

Suivant la situation réelle du Nam Bo, les activités concernant les démarches auprès des Chinois constituent une tâche plus lourde ici qu'au Trung Bo et au Bac Bo, car les bases des Chinois au Nam Bo ne sont pas encore bien assises et en particulier il y a un très grand nombre de Chinois résidant à Saigon-Cholon (Saigon-Cholon est la capitale politique des Français, et l'appui que nous trouvons chez les Chinois dans cette ville est encore faible). En plus de cela, la tâche actuelle du Comité exécutif résistant du Nam Bo à tous les degrés est bien lourde, et la réalisation des activités intéressant les Chinois a bien besoin d'un organe. ¹²⁶

Pham Van Bach reconnaissait que l'un des problèmes majeurs étaient la dispersion des groupes chinois. En dépit des pouvoirs étendus attribués au Bureau des Affaires Huaqiao par l'arrêté de mars 1949, il n'en avait pas encore fait usage. Ce Bureau rénové devait à tout prix réunir les différents groupes chinois en un front uni que les Vietnamiens pourraient mieux mobiliser et contrôler.¹²⁷ La nature transnationale des réseaux chinois, ainsi que leur division en congrégations, autonomes par rapport à la société vietnamienne, ne facilitaient une mainmise dite nationale de la RDVN. La situation était tellement

¹²³ Traduction du document : 'CRE du Nam Bo, Bureau des Affaires chinoises, no. 816/HKV, Aux services des Affaires chinoises', signé de TRUONG LAI, daté du 7 mars 1950, d. Secteur de Vinh Long, c. 10H4914, SHAT.

¹²⁴ Traduction du document : 'Association d'Alliance sino-vietnamienne du Nam Bo, no. 38/TV, Diffusion des documents, signé PHAM DAN [TRUONG LAI], daté du 20 août 1951, d. Chinois, D211, c. 10H4723, SHAT.

¹²⁵ Traduction du document : 'Comité exécutif du Nam Bo, 2B, no. 145/F.2, Le comité exécutif du Nam Bo au Comité exécutif de Cholon', daté du 11 février 1950, signé de PHAM VAN BACH, d. 56, c. 10H546, SHAT.

¹²⁶ Traduction du document : 'CRA du Nam, RDVN, Instruction no. 30/SV-1, signé de PHAM VAN BACH, daté du 11 mai 1950, d. 1950, no. 7, c. 10H4361, SHAT.

précaire que le 1^{er} juillet 1950, le jour de l'anniversaire de la formation du PCC, les Sudistes durent créer une nouvelle organisation pour encadrer les Huaqiao. Elle fut nommée « Association générale de l'Union pour la libération des Huaqiao du Nam Bo » (*Tong Hoi Giai Lien Nam Bo Hue Kieu*). Administrativement, elle dépendait du CRA du Nam Bo et de Pham Van Bach. Toutefois, elle devait sa réelle direction à un « Comité de cadres » communistes, sans doute créé par le « Comité territorial du Nam Bo », car le président de cette association était les cadres communistes Truong Diec Duc, secondé par le vice-président Trang Dung.¹²⁸ Selon les dires de l'un de ses membres, le *Tong Hoi Giai Lien* était censé promouvoir la mobilisation des Huaqiao via un front national et grâce au grand nombre d'ouvriers chinois présents au Nam Bo.¹²⁹ Or, rappelons-le, cette association ne se mit en place que très lentement. En effet, ce n'est que le 9 septembre 1952 que le comité exécutif du *Hoi Giai Lien* de la province de Soc Trang fut créé.¹³⁰ A My Quoi, il fut créé le 18 novembre 1951.¹³¹ Cette même année, le « Comité territorial du Nam Bo » reconnu, au cours d'une réunion de cadres, que les Huaqiao du Nam Bo, cette « grande force de réserve », n'étaient pas encore gagnés à la cause vietnamienne. On sent un certain découragement chez les communistes vietnamiens vis-à-vis de ces alliés ambigus. Les Sudistes soulignèrent à nouveau la nécessité de mobiliser les Huaqiao, de « viser les villes, notamment Saigon-Cholon et [de] s'occuper surtout de la jeunesse et des ouvriers chinois ». On autorisa même la 'conversion' des anciens soldats de l'armée nationaliste sur l'île de Phu Quoc.¹³² Mais ces zones échappaient entièrement aux Sudistes. La collaboration révolutionnaire entre les Vietnamiens et les Huaqiao demeurait une fiction.

L'implantation du PCC dans le Sud Vietnam : Une réussite toute relative

Nous avons vu ailleurs comment, grâce aux membres locaux, le PCC avait réussi à établir une présence fragile au Vietnam après la Seconde Guerre Mondiale. Entre 1945 et 1949, cependant, les activités et les organisations des communistes chinois au Nam Bo étaient peu nombreuses et se limitaient presque exclusivement à la région de Saigon-

¹²⁷ *Ibid.*

¹²⁸ D'autres membres : Luu Thach Anh comme secrétaire générale et Lu Dat Thanh comme membre. Voir : 'Nguoi Hue Kieu trong cuoc cach mang giai phong Viet Nam' [Les Huaqiao dans la révolution de libération au Vietnam], *Cuu Quoc*, no. 56, (le 23 juillet 1951), p. 1 et UBKCHC/HC, so. 1325.HKV, 'Kinh goi cac co quan quan dan chanh' [Aux centre politico-militaires populaires], le 3 décembre 1950, signé de LE VAN CHI, Truong Fong [Phong] Hue Kieu Vu Nam Bo, Chanh Van Fong [Phong], d. D211, c. 10H4723, SHAT et d. PCC, 1951, 211, c. 10H4361, SHAT.

¹²⁹ 'Nguoi Hue Kieu trong cuoc cach mang', p. 1.

¹³⁰ Hoi Giai Lien Soc Trang, Ban Can Su Huyen Chau Thanh, so. 5/TC-GL-H, 'Gioi thieu danh sach va con dau cua BCS.GL Huyen Chau Thanh', daté du 3 octobre 1952, signé PHUNG LUAN, d. Affaires chinoises, c. 10H4905, SHAT.

¹³¹ 'Hoi Giai Lien Hoa Kieu Tinh Soc Trang' [Association de libération des Huaqiao de la province de Soc Trang], no. 4, (le 22 décembre 1951), d. Affaires chinoises, c. 10H4905, SHAT.

¹³² Comité territorial du Nam Bo [Xu Uy Nam Bo], Comité des Affaires courantes du Comité de commandement provincial de Can Tho, 'Décision de la 2^{ème} réunion des cadres du pays tout entier', non-daté mais sûrement 1951, d. Traduction de documents rebelles, 1951, c. 10H2171, SHAT.

Cholon. Le PCC en Indochine méridionale avait très peu, probablement aucun, contact avec le Comité central du PCC en Chine durant cette période. Outre quelques contacts éphémères au lendemain de la capitulation japonaise, les réseaux Huaqiao du PCC en Indochine méridionale n'avaient pas établi de liaisons fiables entre les communistes chinois et vietnamiens.

Il semble que cet état de chose ait commencé à changer légèrement à partir de 1949. On peut constater, en particulier, un déplacement des activités du PCC dans le Sud-Vietnam vers les provinces maritimes de l'Ouest du Nam Bo, en particulier vers les provinces du LK IX s'étendant de Ca Mau à Rach Gia. Nous ne savons pas si les locaux du PCC à Saigon-Cholon avaient reçu des directives à cet effet du Comité central du PCC en Chine. C'est possible, mais ce n'est pas établi. En tout cas, les radicaux chinois, déterminés à augmenter leurs activités dans le Sud-Vietnam et le Cambodge, voulaient sans doute éviter la surveillance étroite de la Sûreté dans la grande ville de Saigon-Cholon et les expulsions de membre du PCC effectuées par les Français contre le PCC. Le LK IX fournissait une ouverture précieuse sur la mer, ainsi que des liaisons vitales avec la Chine communiste d'un côté et le reste de l'Asie du Sud-Est de l'autre. Les comités dirigeants en Chine du Sud voyaient sans doute dans le LK IX un excellent relais stratégique entre Hong Kong et Singapour. La répression effectuée par les autorités britanniques et thaïes depuis 1948 auraient renforcé l'importance du Vietnam pour le PCC dans le *Nanyang*, importance accentuée par le refus des Français de prendre une position trop dure vis-à-vis du PCC en Indochine par peur de gêner le nouveau gouvernement chinois au moment où la France voulait éviter la possibilité d'une intervention en Indochine septentrionale (sec. chinoise, ch. 3).¹³³ Enfin, le LK IX était l'une des zones les plus sûres pour les communistes vietnamiens. Si le PCC de Saigon-Cholon voulait établir un contact quelconque avec le « Comité territorial du Nam Bo », il fallait passer par l'ouest de cette région.¹³⁴

Peut-être pour la première fois, la région de Saigon-Cholon n'était plus le seul centre pour les activités des communistes chinois. Les documents français et vietnamiens font état d'enseignants chinois partant pour Vinh Long, Tra Vinh et Bac Lieu pour travailler parmi les Huaqiao et prendre contact avec la résistance vietnamienne.¹³⁵ Le noyau du PCC dans le LK IX se développa notamment sous l'impulsion des communistes chinois Tchang Y et

¹³³ CCFAEO, EM/2B, SI, no. 2152/FAEO/2S, 'Le PCC au Nam Bo', [1950], d. III. Communistes, c. 10H4356, SHAT.

¹³⁴ Le 7 mai 1950, les Français ont décrypté une communication provenant de la police vietnamienne de Sadec, demandant au « Comité territorial du Nam Bo » d'intervenir auprès du PCC pour que quelques chinois soient envoyés pour aider la *cong an* dans les milieux chinois. Communication interceptée : 'De Sécurité publique du Nam Bo, Sadec, à Sécurité Nam Bo', c. 10H4356, SHAT.

¹³⁵ FFVS, Secteur de Vinh Long, no. 2803/SS/VL, 'BR', source : personnalité chinoise, c. 10H4914, SHAT. Des moniteurs et enseignant chinois de la ville se rendirent dans les écoles sino-Viet Minh à la campagne. Lam A, un militant chinois expulsé de l'Indochine, revint pour exhorter la population à la cause Viet Minh. Il travaillait avec le Hoa Kieu Vu.

Hsu Jo. Selon certaines sources, Tchang Y aurait été nommé délégué spécial du PCC en Indochine. Les deux hommes formèrent ensemble de nouveaux comités d'administration et de cellules officielles du PCC. Des journaux révolutionnaires chinois virent à nouveau le jour (*L'Orient/Dong Phuong* fut publié dans le LK IX à partir de cette date). On parlait même d'une « troupe chinoise » d'environ 1.000 hommes.¹³⁶

Tchang Y en particulier entreprit de développer le PCC dans la province de Bac Lieu. Selon un renseignement français : « Il rassemble les militants de chaque congrégation sous un commandement unique[,] et sous son patronage le PCC a acquis une réputation solide et une influence certaine auprès des populations chinoises et vietnamiennes de la zone IX ».¹³⁷ Un étudiant, fait prisonnier par les services de sécurité français, confirma le déplacement du PCC vers la maquis. Il avait été étudiant dans une école chinoise à Cholon. En octobre 1949, sur la proposition d'un ami de classe, il se rendit auprès du Viet Minh du LK IX pour participer au *Giai Lien* de Rach Gia.¹³⁸ Il donnait des cours dans une école chinoise et entra par la suite dans le *Giai Lien* de la municipalité de Rach Gia. Selon lui, le but de cette organisation était de rassembler tous les Chinois habitant de préférence en zone Viet Minh pour qu'ils soutiennent la résistance. Les *Giai Lien* recevaient leurs directives du CRA du Nam Bo. En haut, le président du *Giai lien* était Truong Duc Duc. D'après ce prisonnier : « 70% des Chinois habitant la zone Viet Minh sont membres de cette association, car les Chinois étant des commerçants, l'appartenance à cette association leur donne les facilités pour obtenir les titres de circulation Viet Minh ».¹³⁹ Or, ce Chinois n'avait jamais entendu parler des communistes chinois en zone vietnamienne, même s'il y avait connu les directives émanant de Madame He Xiangning (*supra*), chargé des affaires chinoises d'outre mer de la RPC.¹⁴⁰ Bien que son impact fut presque nul, on peut voir que le PCI du Sud s'évertuait à étendre la nouvelle démocratie un peu plus loin vers le Sud de la

¹³⁶ CCFAEO, EM/2B, SI, no. 2152/FAEO/2S, 'Le PCC au Nam Bo', [1950], d. III. Communistes, c. 10H4356, SHAT. Certaines sources prétendaient que Tchang Lai (Truong lai) était un ancien collaborateur de Tchang Yi. HCFIC, DSSHIC, no. 7098/C/SG/BCST, 'Collusion sino-Viet Minh au Sud Vietnam', d. Relations Sino-Viet Mnh, III, c. 10H4356, SHAT.

¹³⁷ Champagne, 'BR no. 1288', valeur : C/3, [1951 ?], d. D21, c. 10H4723, SHAT.

¹³⁸ Voir son interrogatoire dans Secteur de Long Xuyen, EM/2B, no. 7321/2S, Long Xuyen, le 8 décembre 1950, 'Analyse : Compte-rendu d'interrogatoire des nommés [x et x, noms supprimés par l'auteur, CEG], sous-dossier III, Communistes, c. 10H4356, SHAT.

¹³⁹ *Ibid.*

¹⁴⁰ *Ibid.* Les services de renseignements vietnamiens, surtout la Sûreté française, aimaient conjurer l'arrivée des vagues de communistes chinois dans le Nam bo. Le 2 décembre 1950, par exemple, un SR vietnamien de la Sûreté faisait état de l'arrivée de 700 communistes chinois venus par jonques de mer à Ca Mau. Ils ont été accueilli par Pham Ngoc Thuan et ont été dirigé sur Rach Gia. Etat du Vietnam, DSPF et de la Sûreté nationales au Sud Vietnam, no. 3024/IB-S, Saigon, le 2 décembre 1950, 'Collusion Sino-Viet Minh', valeur : B/4, sous dossier III. Communistes, c. 10H4356, SHAT. Pham Ngoc Thuan était, bien entendu, un anticolonialiste bien connu et bien placé dans la résistance du Sud. Mais il était aussi l'un des intellectuels vietnamiens le plus touché par la culture occidentale pendant l'époque coloniale. Il était aussi un fervent catholique ! Nous ne pensons pas qu'il fût le meilleur choix pour recevoir une délégation si importante de communiste chinois.

péninsule indochinoise, mais là où le Viet Minh était militairement plus fort et les Chinois plus disposés à une meilleure collaboration.

La peur plutôt que l'idéologie pouvait expliquer cet recrudescence dans le LK IX. Les Chinois de Bac Lieu écoulaient plus de deux millions de piastres sous forme de bons de résistance à la RDVN. Les propriétaires chinois des décortiquers à Quan Mau auraient payé de fortes dîmes à la RDVN pour détenir le monopole d'achat du paddy dans le bassin du fleuve Cai Lon, soit un montant de l'ordre de 500.000 piastres en 1949-1950.¹⁴¹ Le resserrement des relations entre les partis chinois et vietnamien vers 1949 aurait certainement renforcé ces échanges commerciaux en faveur du Viet Minh. En tout cas, Tchang Y fut rappelé en Chine vers 1950. Il fut apparemment remplacé par Phu Sy, chargé de réorganiser le *Giai Lien* du Nam Bo. Cette organisation devait servir d'« yeux et d'oreilles à la Chine communiste de Mao Tse Tung », selon un renseignement fourni à un informateur par le président d'une branche locale.¹⁴² Peut-être. Mais ce qu'il aurait appris au gouvernement chinois ne les aurait guère encouragé.

En définitive, la place des Huaqiao du Vietnam dans la guerre franco-vietnamienne doit être considéré comme des plus ambigus. Concentrés dans la grandes villes sous contrôle français et jouissant d'un statut juridique unique, les Chinois résidant en Indochine ne se rallièrent pas en masse au Viet Minh. Au contraire. La majorité des Chinois n'avait que très peu de contact avec la RDVN et le PCI. Bien entendu, cela changea vers 1950, à la suite de la victoire communiste en Chine. Mais les Chinois, plus dans le Sud que dans le Nord, ne se tournèrent pas en masse vers la RDVN. Paradoxalement, c'est dans le domaine économique, et non pas idéologique, que la collaboration sino-vietnamienne fut la plus forte. Il ne s'agissait pas de révolution mais de commerce. Chose encore plus signifiante : la RDVN n'avait nullement réglé la question de la place des Huaqiao dans la communauté nationale que les communiste-nationalistes comptaient bâtir. Au lieu de forcer la question juridique portant sur la nationalité, les communistes vietnamiens décidèrent de repousser cette question jusqu'à plus tard. Outre les marchands, le rôle joué par les Huaqiao dans la guerre franco-vietnamienne et dans l'Etat de la RDVN était minime.

¹⁴¹ FFVS, Zone Ouest, no. 5082/2-S, 'Activités chinoises en zone IX', le 24 août 1950 et 'BR no. 14370 en date du 5 avril 1950', valeur : B/3, d. Les Chinois, III, 1950, c. 10H4356, SHAT. Les Français soupçonnaient le marchand chinois nommé Luu Sang de trafiquer du carburant avec le Viet Minh à cette époque. FFVNS, Zone Ouest, EM/2B, no. 748/2ZO, c. 10H4914, SHAT.

¹⁴² Champagne, 'BR no. 1288', valeur : C/3, [1951 ?], d. D21, c. 10H4723, SHAT.

**Le contexte asiatique de la guerre franco-vietnamienne :
Réseaux, relations et économie**

Troisième section : « Le contexte sud-est asiatique »

La Thaïlande et la diplomatie anti-colonialiste de la RDVN en Asie du Sud-Est, (1945-1948)

Entre la fin de la Seconde Guerre Mondiale en 1945 et le coup d'Etat de novembre 1947 qui ramena Pibul Songkram au pouvoir au début de 1948, le gouvernement vietnamien développa des relations diplomatiques, encore bien mal connues, avec l'Asie non communiste et le reste du monde à travers ses contacts avec la Thaïlande. En effet, entre 1945 et 1948, voire jusqu'en 1951, Bangkok a constitué pour la RDVN le plus important débouché diplomatique sur la région et une de ses rares fenêtres ouvertes sur le monde. Pourquoi ces relations diplomatiques dans les années d'après-guerre ont-elles revêtu une telle importance ? D'une part, les opérations diplomatiques menées depuis la Thaïlande par le Vietnam reflétaient le réveil de ses liens anti-coloniaux et non idéologiques avec l'ensemble régional. D'autre part, les activités de la RDVN en Thaïlande mirent en lumière les contradictions auxquelles les communistes vietnamiens 'purs' s'étaient heurtés lorsqu'ils tentèrent de gagner le soutien de leurs voisins anticolonialistes qui ne partageaient guère leur croyance inébranlable dans le communisme et un monde socialiste basé à Moscou. Dans tous les cas, les contacts diplomatiques du Vietnam avec ses voisins et le reste du monde ont bien commencé en Thaïlande en 1945, et non en Chine en 1950.

Bangkok : Fenêtre de la RDVN sur l'Asie et le monde dans l'après-guerre

Vers le milieu de 1946, tandis que Ho Chi Minh était engagé dans de délicates négociations à Fontainebleau, Vo Nguyen Giap, alors ministre de l'Intérieur à Hanoi, ouvrit le terrain par envoi d'un représentant diplomatique de la RDVN en Thaïlande, Nguyen Duc Quy. Né à Ha Dong, celui-ci était issu d'une famille modeste. Il abandonna ses études en 1941 pour se lancer dans le journalisme. Il adhéra au PCI en 1942 environ et devint le secrétaire de Vo Nguyen Giap vers la fin de la guerre du Pacifique.¹ Ho Chi Minh

¹ 'Renseignements d'archives, Livre II', attaché à SDECE, BI, 'Organisation des rebelles indochinois au Siam', février 1949, d. 106, CD, CAOM.

Le Vietnam et la péninsule indochinoise



avait déjà porté son choix sur Nguyen Duc Quy pendant la conférence de Tan Trao en août 1945. Voyageant avec un passeport chinois, ce dernier partit pour Bangkok en compagnie de Pham Ngoc Thach au cours de l'année 1946. En août, sous la menace d'un déploiement plus intensif de troupes françaises le long de la frontière thaïe, ces deux émissaires parvinrent à Bangkok pour entamer des discussions avec les dirigeants thaïs en vue de développer les activités diplomatiques de la RDVN en Thaïlande et la région.²

Pham Ngoc Thach était alors le conseiller personnel de Ho Chi Minh, avant de devenir plus tard son médecin personnel. Il avait rejoint le PCI au début des années 1940, et avait fait son apparition en août-septembre 1945 comme membre dirigeant dans le Nam Bo, en étroite collaboration avec Tran Van Giau. En novembre, après la réoccupation du Sud de l'Indochine par les Français, il partit pour Hanoi avec Tran Van Giau. Parlant couramment le français et correctement l'anglais, Pham Ngoc Thach fut envoyé à Bangkok en 1946 en qualité de Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères et avait pleine autorité pour traiter avec les gouvernements non-communistes et communistes (voir sec. chinoise, ch. 2).³

En tant que délégué officiel, Tran Van Giau avait aussi à obtenir au minimum l'approbation tacite de Pridi Banomyong pour pouvoir opérer sur le sol thaï. A l'en croire, il pouvait rencontrer Pridi « n'importe quand ».⁴ A la différence de Hoang Van Hoan, qui s'appuyait sur ses contacts communistes d'avant guerre, contacts plus sino-vietnamiens que vietnamo-thaïs, Tran Van Giau préférait faire appel aux Asiatiques formés en France, comme Pridi Banomyong et Khuang Aphaiwong. Un auteur vietnamien écrivant récemment sur les activités de Giau en Thaïlande à cette époque confirme qu'il avait de « vieux amis » parmi les ministres thaïs au pouvoir en 1946.⁵

² Entretien avec TRAN VAN DINH, le 20 juin 1990, Washington D.C. Les Français prétendent que c'était après un premier voyage en Thaïlande en 1945 que Nguyen Duc Quy fut nommé délégué à Bangkok. 'Organisation des rebelles indochinois au Siam', livre II.

³ Entretien avec NGUYEN DUC QUY, le 5 avril 1989, Ho Chi Minh Ville ; HCFIC, AP, 'Note pour le CD sur la personnalité de M. Pham Ngoc Thach', décembre 1947, v. 174, IC, AO, MAE ; 'Organisation de l'autorité politico-militaire adverse en Indochine', juin 1948, p. 38, c. 10H620, SHAT ; et 'Note de renseignements : Chefs Vietnamiens au Siam', le 23 juin 1947, c. 378, SPCE, CAOM. Thach avait été éduqué au Lycée Albert Sarraut et à l'Ecole de Médecine à Hanoi. Il continua ses études en France, où il devint docteur en médecine. Il s'y maria avec une Française et eut deux enfants, avant de retourner dans la région de Rach Gia pour vivre au Vietnam.

⁴ Entretien avec TRAN VAN GIAU, le 3 avril 1989, Ho Chi Minh Ville.

⁵ HO SI TUI, 'Su ra doi va hoat dong cua bo doi doc lap so 1' [La naissance et les activités de la troupe indépendante no. 1], dans Bo Quoc Phong, Vien lich su quan su Viet Nam, *Phong trao Nam Tien (1945-1946)*, [Mouvement vers le Sud], Hanoi, NXBQND, 1997, p. 236. Cette source prétend que Tran Van Giau était secrètement entré en contact avec le roi thaïlandais.

Le voyage de ces délégués vietnamiens coïncidait étonnamment avec l'arrivée au Centre-Vietnam le 4 décembre 1945 d'un haut dirigeant du gouvernement thaï. Selon l'organe officiel du Viet Minh, le *Cuu Quoc*, le Ministre de la Défense thaïlandaise, « Sin-Vat-Sin », était arrivé au début de novembre 1945. Après y avoir rencontré les leaders vietnamiens du « Comité Populaire du Trung Bo », il s'apprêtait à « continuer jusqu'à Hanoi pour échanger des vues avec le gouvernement de la RDVN ». ⁶ Les relations vietnamo-thaïes étaient évidemment en train de renaître en dépit des Français.

Les raisons présidant à l'ouverture diplomatique de Hanoi vers l'Asie du Sud-Est à partir de la fin de 1945 étaient avant tout stratégiques. Tout au long de l'année 1946, la sécurité du gouvernement de la RDVN siégeant à Hanoi et les forces de résistance stationnées au sud du 16^{ème} parallèle se trouvaient soumises à une grande pression alors que les Français étendaient leur contrôle militaire sur de vastes zones du Sud du Trung Bo et sur la majeure partie du Nam Bo. ⁷ A l'ouest de l'Indochine, les dirigeants vietnamiens se trouvaient confrontés à la réoccupation du Laos et du Cambodge par les Français. A l'est, la marine française intensifiait sa présence le long de la côte vietnamienne et dans le Golfe du Tonkin, tandis que l'armée de l'air permettait le déplacement rapide des troupes et commandos parachutistes. ⁸ Au nord-ouest, la décision prise par le gouvernement de Chiang Kai-shek au début de février 1946 d'autoriser environ 2.000 hommes de troupes françaises à traverser le Nord-Laos et le Nord-Ouest du Bac Bo ressuscita la crainte d'une attaque venant de cette direction. Cette situation tendue fut aggravée par l'imminence de la signature d'un accord entre la France et le GMD pour que ces derniers retirent leurs troupes du Nord de l'Indochine. Alors que l'aide américaine était loin de lui être assurée, la RDVN était vers le milieu de 1946 de plus en plus isolée (*co lap*) de l'Asie du Sud-Est et du reste du monde.

⁶ 'Bo-truong Bo Quoc Phong Xiem da toi Trung Bo, sap ra Ha Noi' [Le Ministre de la défense siamois est arrivé au Trung Bo et est sur le point de se rendre à Hanoi], *Cuu Quoc*, no. 84, (le 6 novembre 1945), p. 1. Le ministre de la défense thaïlandais d'août 1945 à janvier 1946 était le lieutenant-général Luang Sinad Yoltaraka, de son vrai nom Chitmansin Sinadyoltaraks.

⁷ Sur les efforts français pour « suffoquer » le Viet Minh, voir les directives ordonnées par l'amiral D'Argenlieu, citées par Gilbert BODINIER, *Indochine, 1947: Règlement politique ou solution militaire, Textes et documents*, Vincennes, SHAT, 1989, pp. 286-318.

⁸ Comme il l'a été noté ailleurs, les terrains d'aviation français à Pakse étaient tactiquement importants pour toute attaque contre Hanoi. Le Golfe du Tonkin avait été miné par les Alliés et les Japonais pendant la Seconde Guerre Mondiale. Au fur et à mesure que les Américains draguaient les mines après la guerre, la marine française put augmenter sa présence militaire tout le long de la côte vietnamienne. J. LABRUHE, 'Dragage d'Indochine', *La Revue Maritime*, (avril 1947), p. 468.

Facteur plus accablant encore, Hanoi rencontrait de très grandes difficultés à nouer des contacts avec le monde socialiste. Au début de 1946, les troupes communistes chinoises étaient toujours éloignées des frontières indochinoises. Entre 1945 et 1948, les communistes vietnamiens n'avaient pas paru pouvoir exploiter avec succès les réseaux outre-mer révolutionnaires du PCC dans le Sud-Est asiatique. En 1945, le soutien soviétique était encore plus incertain. La légation dont disposait Moscou à Bangkok n'allait pas être opérationnelle avant avril 1948. La mise en veille du Komintern en 1943 avait coupé le PCI du monde communiste en Europe. En fait, les Soviétiques et le PCF se méfiait du PCI et de Ho Chi Minh lui-même (voir sec. chinoise, ch. 2).

Même les communications normales avec les pays non communistes d'Asie et d'Occident demeuraient difficiles à la suite des destructions de la guerre du Pacifique, de la capitulation soudaine du Japon et des bouleversements subséquents dans bien des pays. Faute d'informations et de renseignements à jour sur les changements dans les affaires régionales et internationales, les prises de décision vietnamiennes souffraient dangereusement au moment même où les autorités françaises en Indochine adoptèrent une attitude plus agressive contre Hanoi, surtout après la signature du *modus vivendi* en septembre 1946. Tout en souhaitant maintenir les négociations ouvertes et contrer les tentatives faites par les Français pour gagner un soutien international pour leur nouvel Etat contre-révolutionnaire naissant, la RDVN avait besoin d'un bien meilleur accès aux gouvernements asiatiques et occidentaux et aux services d'information internationale modernes. Surtout, une représentation diplomatique à l'étranger lui était absolument indispensable. Non reconnu par aucun autre gouvernement—pas même en Asie—le jeune gouvernement vietnamien avait besoin de se gagner rapidement des amis pour confirmer son existence comme Etat légitime et apte à faire face aux Français à la table des négociations.⁹

Bangkok offrait à la RDVN des conditions favorables à l'établissement d'une porte ouverte sur l'Asie du Sud-Est comme sur le monde. D'abord, la plupart des nations occidentales avaient une représentation diplomatique dans la capitale thaïe après la guerre,

⁹ Un télégramme décrypté du 'Gouvernement Central [RDVN] au Comité du Siam' révèle qu'en octobre 1946 la RDVN comptait utiliser le *modus vivendi* pour ouvrir des consulats en Thaïlande et au Laos. CSTFEO, EM/2B, no. 49712, 'Renseignements', source : Dy, le 18 Octobre 1946, d. octobre 1946, c. 10H600, SHAT.

étant donné que la Thaïlande n'avait pas été colonisée directement. Ensuite, les nations nouvellement indépendantes de l'Asie du Sud-Est étaient en train d'établir des relations diplomatiques avec les Thaïs entre 1945 et 1950. De plus, Bangkok était située géographiquement au centre de l'Asie, à proximité du Vietnam, et relié au reste du monde par air, par mer et par des réseaux de téléphone et de télégraphe. Il serait superflu de souligner l'importance de ces réseaux de communication pour la RDVN dans une situation de guerre. Ils leur permettaient de joindre rapidement d'autres postes diplomatiques, les gouvernements étrangers et divers agents dans le monde.¹⁰

Les difficultés sérieuses qui avaient surgi entre les Thaïs et les Français en 1946-47 favorisèrent un rapprochement plus ouvert qu'auparavant entre les Thaïs et la RDVN. En outre, grâce aux contacts noués avec les Seri Thaï par des gens comme Vu Huu Binh, le gouvernement vietnamien était en relations avec les membres de cette obédience placés dans les plus hautes sphères du gouvernement thaï de l'après-guerre. Enfin, mieux que leurs collaborateurs non communistes, les dirigeants du PCI pouvaient estimer à sa juste mesure l'importance que représentait la région avoisinante pour la survie du mouvement d'indépendance vietnamien à l'intérieur même du pays. L'organisation des routes de ravitaillement vers la Thaïlande à partir de fin 1945 en fournit une bonne illustration (voir le chapitre suivant).

A leur arrivée à Bangkok, Nguyen Duc Quy, Pham Ngoc Thach et Tran Van Giau entrèrent en négociations avec les autorités thaïes pour l'établissement d'une sorte de représentation diplomatique à Bangkok. Au nom de la RDVN, Pham Ngoc Thach présenta à Pridi Banomyong une lettre de Ho Chi Minh et discuta de l'installation d'une telle délégation. Il souligna également la nécessité d'une coopération plus étroite contre le colonialisme européen. Les Thaïs étaient alors engagés dans des négociations épineuses avec les Français au sujet des territoires indochinois contestés et souhaitaient, par ailleurs, entrer dans l'Organisation des Nations Unies (ONU). Quoique l'évocation d'une alliance militaire eût pu traverser l'esprit de certains (Vietnamiens), il apparut rapidement que le gouvernement thaï ne désirait pas faire capoter des négociations précaires avec les

¹⁰ Bien entendu, ces communications électroniques n'étaient pas toujours faciles à gérer. Mais le fait que les Français se donnèrent à fond pour 'casser les codes' des transmissions radiophoniques vietnamienne trahit déjà l'importance de ces réseaux pour la diplomatie et la conduite de la guerre vietnamienne, et vice-versa.

Français, en apportant trop ouvertement son appui à un Etat révolutionnaire vietnamien. En outre, les Thaïs avaient besoin du vote favorable de la France, indispensable à leur admission à l'ONU, pour recouvrir la reconnaissance internationale pour eux-mêmes. Ils refusèrent par conséquent de reconnaître la RDVN officiellement.

Cela ne signifie pas pour autant que le gouvernement thaï ferma la porte au nez de Ho Chi Minh. En lui permettant d'établir un bureau diplomatique à Bangkok, dénommé « Délégation Représentative de la République Démocratique du Vietnam » (*Van Phong Dai Dien Viet Nam Dan Chu Cong Hoa*)¹¹, les autorités thaïes affirmaient clairement leur sympathie pour le nouveau gouvernement vietnamien et leur volonté de reconnaître un espace sud-est asiatique décolonisé dans lequel elles prendraient place. Ultérieurement, le bureau de la RDVN allait être également désigné sous le titre de « Délégation vietnamienne pour l'Asie du Sud-Est ». Au début, il partagea avec l'« Agence de Presse du Vietnam » (*Vietnam News Service/Thong Tan Xa Viet Nam*) ses locaux sis au 543, rue de Silom, positionné ironiquement entre la légation des Etats-Unis sur la rue de Withayu et, à partir de 1948, la légation d'Union Soviétique sur la rue Sathon Nua.

L'autorisation donnée par les Thaïs venait à un moment particulièrement propice. Lorsque la délégation se mit à fonctionner réellement, en octobre ou novembre 1946, la guerre se préparait dans le Nord-Vietnam. Une poignée d'officiers formait le noyau de la délégation vietnamienne en Thaïlande. Parlant bien l'anglais, le thaï, le français et le chinois, Nguyen Duc Quy représentant principal du *gouvernement* de la RDVN à Bangkok, en était le président. Ce dernier avait en même temps la qualité d'envoyé extraordinaire de Hanoi en Asie du Sud-Est. Le titre de secrétaire général échut à Nguyen Hong Pho et celui de secrétaire à Bui Van Cac. Tran Van Giau, délégué spécial du Ministère de la Défense, était responsable des questions diplomatiques et joua également un rôle important dans la direction des opérations militaires vietnamiennes à partir de la Thaïlande et de l'Indochine occidentale, ainsi que dans l'assistance apportée aux mouvements de résistance cambodgiens (voir section indochinoise, Cambodge). Le Hy (alias Vinh Loi) dirigeait l'*Agence de Presse du Vietnam* (APV), tandis que Nguyen Van Trong était responsable des

¹¹ Hoang Van Hoan utilise ce titre dans ses mémoires et se réfère à Quy comme « représentant de la RDVN ». Il employa aussi les termes « bureau représentatif » (*van phong dai dien*) et « délégation » (*phai doan*). *Stricto sensu*, ces deux vocables ne dénotaient pas une reconnaissance officielle. La délégation ne fut ni une légation, ni une ambassade.

achats d'armes et d'équipement militaire.¹² Bao An, moine bouddhiste vietnamien, s'occupait des affaires Viet kieu et du commerce clandestin. Nam Hong Chung, Vietnamien résidant de longue date en Thaïlande, faisait office de conseiller spécial auprès de la Délégation.¹³ La délégation de la RDVN à Bangkok était administrativement indépendante du « Comité du Ravitaillement du Nam Bo » (*Nam Bo Tiep te*), bien qu'à l'origine elle eut à partager avec lui les mêmes locaux (voir chapitre suivant).

En dehors de ce noyau directeur, il existait également tout un groupe de membres éminents, certains assignés directement à la délégation, d'autres en relation avec celle-ci depuis leurs postes périphériques au Nord-Est de la Thaïlande, au Laos, au Cambodge ou en Birmanie. Pham Ngoc Thach travaillait pour la délégation de Bangkok comme messenger diplomatique responsable des relations avec les gouvernements d'Asie du Sud-Est et d'Europe. Œuvrant également dans le domaine diplomatique, le Dr Tran Van Luan organisait les rencontres avec les hauts représentants des Etats d'Asie à Bangkok et les rapports de la RDVN avec divers groupes internationaux comme avec des intellectuels thaïs, publiait des articles pour l'*APV* et pour le *Bangkok Post* au bénéfice de la cause vietnamienne et s'efforçait de gagner le soutien des nationalistes birmans. En effet, en 1948, il allait mettre en place et diriger le second plus important bureau diplomatique à Rangoon (sec. sud-est asiatique, ch. 3).¹⁴

Les membres de la délégation étaient en contact avec de nombreux fonctionnaires du gouvernement thaï. A en croire Nguyen Duc Quy en 1989, il pouvait « selon ses désirs rencontrer n'importe quel ministre thaï ». Quy voulait sans doute mettre en valeur rétrospectivement l'étendue de ses contacts avec les hauts fonctionnaires thaïs ainsi que son rôle de « premier » diplomate de la RDVN en Asie du Sud-Est. Aussi exagérés que puissent paraître ces propos, ils peuvent néanmoins renfermer une part de vérité. Car pour pouvoir mettre en place la délégation à Bangkok et faire fonctionner un réseau d'opérations actives de commerce, la RDVN avait dû disposer au plus haut niveau d'appuis puissants en

¹² Celui-ci était apparemment un ancien élève de Saint-Cyr, quoique nous n'ayons pas pu le confirmer.

¹³ 'Chefs vietnamiens au Siam'; HCFIC, no. 20,355, 'Note de Renseignements : Trafic maritime Viet Minh', le 16 mars 1949, valeur : B2 ; 'Prise du Bateau Song Lo', le 26 septembre 1949, p. 19, d. Direction de la Sûreté, c. 10H279, SHAT.

¹⁴ 'La Délégation Viet Minh de Rangoon', no. 651234, le 15 mars 1954, d.W6, c.274, EA, MAE et SFCC, 'Procès-verbal du no. 194, interrogatoire : Déclaration de [x, nom supprimé par l'auteur, CEG]', p. 2, s.d., c. 378, SPCE, CAOM.

Thaïlande. Pridi Banomyong figurait parmi ses partisans les plus importants. Bien qu'il eût démissionné de son poste de ministre en août 1946, Pridi conservait une action décisive dans les couloirs du pouvoir. Le vice-ministre de l'Intérieur, Tiang Sirikhan, proche de Tran Van Giau, ne cessa pas lui aussi d'être un éminent allié.¹⁵ Le nouveau cabinet formé par le vice-amiral Luang Thamrong Nawasawat en août avait des dispositions favorables à l'égard des membres de la délégation. Nguyen Duc Quy eut l'occasion de rencontrer Thamrong pour s'entretenir avec lui de l'état des relations thaïes-vietnamiennes. Le Ministre de l'Industrie, Thongin Buriphat, était un partisan de la cause vietnamienne. C'est à lui que Quy remit ses lettres de créance signées par Vo Nguyen Giap. Les autres membres thaïs favorables au Viet Minh depuis la guerre étaient : Chamlong Daoruang, Thawi Udon et Thong Kantatham.

Bien que le ministre thaï des Affaires Etrangères et son adjoint, Direk Chaiyanam, eussent déconseillé la reconnaissance formelle de la RDVN, Nguyen Duc Quy affirma pourtant que le second des deux « sympathisait » avec le gouvernement vietnamien et ne s'était pas opposé à l'établissement de sa délégation à Bangkok. Peu après son arrivée dans la capitale thaïe, Quy rencontra le vice-président de l'Assemblée Nationale et le Ministre de l'Education, Duen Bunnak ; le Ministre de la Défense, ancien chef de la Police et de surcroît commandant en chef des Forces armées Thaïes, le général Adul Detcharat, ainsi que le Ministre de l'Intérieur, le colonel Chuang Chawengsak. Nguyen Duc Quy s'entretint, bien sûr, avec Khuang Aphaiwong, originaire de la province de Battambang et dirigeant du parti d'opposition, *Prachahtipatai* (Démocratie). En 1946, avant son départ pour l'Europe, le jeune roi Thaï aurait même accordé une audience à Nguyen Duc Quy. Le Viet Minh avait également des amis au sein des cercles de la police et des services du renseignement thaïs.¹⁶

De même que le Viet Minh put trouver des soutiens discrets et puissants parmi le GMD en Chine méridionale (Chang Fa-kwei par exemple), de même Nguyen Duc Quy et ses alliés purent gagner un aval considérable parmi divers groupes thaïs à l'ouest. En effet, la

¹⁵ Entretien avec Nguyen Duc Quy, 5 avril 1989, Ho Chi Minh Ville.

¹⁶ Entretien avec Tran Van Dinh, 20 juin 1990, Washington DC ; Department of State, 'Memorandum of Conversation between Aphaiwong and Stanton,' pp. 1, 2, avril 1948, 751G.924-248, ANEU ; 'Extrait du BR no. 38', le 30 septembre 1947, c. 36, CD, CAOM et HCFIC, BFD, no. 539D6.TS, 'Renseignements', le 7 juillet 1947, s.d. 5, d. 108, CD, CAOM.

détermination française de rebâtir sa colonie asiatique d'avant-guerre facilita grandement les contacts de ses adversaires dans les deux pays périphériques de l'Indochine. Dans l'absence de la Guerre Froide, l'anti-colonialisme primait sur l'idéologie.

Des sources thaïes confirment que Pridi Banomyong était l'un des plus puissants alliés de la RDVN dans l'après-guerre. A l'instar de Ho, Pridi avait espéré voir arriver la fin du colonialisme européen en Asie du Sud-Est. Ecrivant à ce sujet plusieurs décennies après, il livrait ses réflexions sur le sentiment anti-colonialiste qui envahissait cette partie du monde à l'issue du conflit mondial

Après la capitulation des Japonais, les anciennes puissances coloniales occidentales revinrent pour reprendre le contrôle de leurs colonies. Cependant, à leur retour, elles y furent confrontées à des mouvements de résistance menés par des nationalistes [vietnamiens]. Un certain nombre parmi ceux-ci vinrent en Thaïlande pour chercher assistance auprès de nous. Après les entretiens que j'eus avec eux, nous convînmes que tous les pays de l'Asie du Sud-Est auraient sous peu leur indépendance.¹⁷

Outre l'introduction auprès du gouvernement thaï, la délégation facilita les contacts de la RDVN avec la légation des Etats-Unis et ses membres en poste à Bangkok. Depuis la Seconde Guerre Mondiale, le Viet Minh avait apporté sa collaboration à des agents américains contre les Japonais. Ces hommes et le gouvernement américain lui-même avaient fait montre de sentiments anti-colonialistes et semblaient être bien disposés envers les pays désireux d'obtenir leur indépendance. En juillet 1946, au moment même où Ho négociait à Fontainebleau et où la situation empirait au Vietnam, les Philippines obtinrent paisiblement leur indépendance de la part des Américains. Cela encouragea la RDVN à continuer à rechercher le soutien américain sur le plan diplomatique. N'oublions pas qu'avant la Seconde Guerre Mondiale les contacts nationalistes des Indonésiens et Vietnamiens avaient été étroitement contrôlés par les Etats coloniaux. Pour les communistes, le seul pays occidental qui s'était intéressé à leur cas fut l'URSS. La décision américaine de donner l'indépendance aux Philippines et prendre une position nettement plus anti-colonialiste ouvrait une autre possibilité diplomatique après la guerre. Par le biais de la légation américaine de Bangkok, les représentants vietnamiens firent parvenir d'importantes informations au Département d'Etat à Washington D.C. Ces représentants étaient en rapport assez réguliers avec le ministre américain Edwin Stanton, ainsi qu'avec

¹⁷ Pridi Banomyong, *Chiwit phanphuan khong khaphacao lae 21 pi thi liphai nai sathanarat ratsadon Cin* [Ma vie mouvementée et 21 ans d'exil dans la République populaire de la Chine], traduit du français par Camnong Phakhuawut et Phonthip Toyai, s.l., 1974, p. 88.

le lieutenant-colonel William Law, son attaché militaire, et le colonel James Thompson, l'attaché général, (celui-ci envoya des présents à Ho Chi Minh pour son anniversaire). Un tel contact direct, sans les Français, n'avait pas existé depuis la XIX^{ème} siècle.

En cherchant un soutien américain en 1946, la RDVN espérait ainsi contre-carrer les autorités françaises en Indochine, et, comme l'Indonésie, porter la question vietnamienne devant les instances de l'ONU. Les stratèges vietnamiens n'ignoraient nullement l'intérêt démontré par les Américains pour le mouvement d'indépendance en Indonésie. Au début de décembre 1946, par exemple, le diplomate américain Abbot Moffat contacta les représentants de la RDVN à Bangkok avant de rendre visite à Ho Chi Minh à Hanoi. Le 4 décembre, Pham Van Bach envoya un câble à Tran Van Giau et à Nguyen Duc Quy, les informant qu'à la lumière des déclarations favorables de Moffat concernant le problème franco-vietnamien et l'opinion positive exprimée envers le Vietnam dans un article récent du *New York Times*, les représentants vietnamiens à Bangkok devaient trouver le moyen de « renouveler nos précédents rapports » avec les Américains, cette fois-ci via Bangkok.¹⁸ Voilà aussi un bon reflet de l'importance de la délégation en Thaïlande en tant que relais diplomatique en Asie et de ses capacités de communiquer instantanément par voie hertzienne.

Cette tentative de rapprochement vietnamo-américain pourrait bien avoir été en étroite relation avec le nombre grandissant de réunions entre les dirigeants anticolonialistes indochinois à Bangkok et des fonctionnaires de la légation américaine à la fin de 1946.¹⁹ En effet, si l'on a porté beaucoup d'attention au rôle anti-colonial de l'OSS dans les affaires vietnamiennes à Hanoi à la fin de 1945, l'on a en revanche négligé de se demander dans quelle mesure les contacts établis lors de la Guerre du Pacifique en Thaïlande auraient

¹⁸ Télégramme intercepté : 'Pham Van Bach à Hoang [Tran Van Giau] et [Nguyen Duc] Quy', daté du 4 décembre 1946, dans s.d. Ordres et directives Viet Minh, 1946, d. 2, c. 10H602, SHAT.

¹⁹ Selon les entrées du journal de Thao Oun, des délégués américains à Saigon et à Bangkok se montraient très prêts à rencontrer les membres des Khmer Issarak, Lao Issara et Viet Minh à la fin de 1946. Les colonels Law et Thompson étaient particulièrement actifs dans l'organisation de ces contacts. Le 23 novembre, Thao Oun écrivit que James Thompson participa à un dîner en honneur de Moffat avant de continuer son voyage à Hanoi. Thompson informa Thao Oun que, le 6 novembre, un officier américain retournant du Tonkin avait rédigé et envoyé un rapport au Département d'Etat indiquant que la RDVN était en fait un gouvernement communiste. Dans la marge, un lecteur francophone indiqua que l'auteur de ce rapport était le lieutenant Hunter, l'attaché naval à Bangkok. THAO OUN, *Banthuk pracamwan-hetkan khong Thao Oun*, l'entrée du 6 novembre, p. 9, dans HCFIC, SDECÉ, BI, no. 4181SR, 'Copie du journal privé de Thao Oun', écrit en français, c. 10H606, SHAT. Le 5 décembre 1946, le Département d'Etat américain annonça en privé que l'éventualité la moins souhaitable « serait l'établissement d'un Etat en Indochine orienté vers Moscou et dominé par les communistes ». Cité par Herbert Spielman, 'United States Policy Towards Indochina, 1940-1953 : A Summary based on Research Project No. 354 (avril 1954)', Historical Division, Department of State. Sur les Américains et la RDVN, voir aussi : section chinoise, ch. 2.

pu faciliter les relations entre les Vietnamiens et les Américains dans ce pays une fois que la guerre avait pris fin. Selon le journal du nationaliste laotien Thao Oun Sananikone, Tiang Sirikhan fut le premier, en 1946, à le mettre en contact avec « les représentants de l'Ambassade des Etats-Unis », et avant tout avec les colonels Law et James Thompson.²⁰ Tiang et Oun facilitèrent ensuite les contacts des Vietnamiens avec ces anciens officiers de l'OSS qui étaient restés en Thaïlande. Le colonel James Thompson, en particulier, avait rencontré régulièrement depuis octobre 1946, voire plus tôt, des représentants laotiens et vietnamiens. Tout comme Archimedes Patti à Hanoi à la fin de 1945, Thompson ne cacha nullement son mépris pour le colonialisme français dans ses conversations avec les nationalistes indochinois à Bangkok.²¹ La présence de ces délégués américains et leur anticolonialisme offraient une médiation sympathisante pour le Viet Minh. En octobre 1946, alors que les relations franco-vietnamiennes se détérioraient, Nguyen Binh espérait même profiter de son amitié avec un missionnaire protestant américain pour accéder à des « personnalités américaines éminentes ». ²² Bangkok allait servir quelques années plus tard comme un relais pour remettre en contact les Américains et les Vietnamiens (section chinoise, ch. 2).

La délégation en Thaïlande fit également office de liaison essentielle entre les dirigeants de la RDVN et la presse internationale. Cela fut d'autant plus vrai que les grandes agences de presse avaient envoyé des correspondants à Bangkok pour couvrir l'Asie du Sud-Est après la Seconde Guerre Mondiale. A de nombreuses occasions, la délégation relayait à Ho Chi Minh les questions posées par les journalistes étrangers et rédigeait des communiqués de presse selon les instructions gouvernementales. La délégation avait d'excellentes relations avec les journaux thaïs *Siang Thai*, *Kiatissak*, *Nakhon San*, *The Bangkok Post* et *Liberty*, et avec certains journalistes américains, en particulier avec Harold Isaacs et Germaine Krull. Des conférences de presse étaient organisées régulièrement par la délégation pour les représentants des différents consulats et

²⁰ THAO OUN, *Banthuk pracamwan-hetkan khong Thao Oun*, p. 2. Tiang Sirikhan avait présenté Thao Oun et Souphanouvong à l'attaché militaire de la légation américaine, le colonel Law, en octobre et novembre 1946, respectivement. L'idée de former une « Commission mixte » aurait pu se concrétiser lors de ces rencontres avec les représentants de la légation américaine.

²¹ Sur ces rencontres avec des membres de la légation des Etats-Unis, voir : THAO OUN, *Banthuk pracamwan-hetkan khong Thao Oun*, pp. 3, 6-7 et 9. Les rencontres entre Thao Oun et James Thompson dominent le journal de Thao Oun.

²² Voir le télégramme déchiffré, daté du 14 octobre 1946, dans CSTFEO, EM2B, no. 49682, 'Renseignements', le 17 Octobre 1946. [Nom du missionnaire supprimé par l'auteur, CEG].

légations à Bangkok²³ A la fin d'août 1946, par exemple, les représentants de 20 journaux se rassemblèrent à l'opéra de Bangkok pour célébrer la fête nationale vietnamienne.²⁴ Ce genre de publicité ne pouvait que contribuer aux efforts faits par la RDVN pour se faire connaître et pour obtenir éventuellement une reconnaissance internationale. Il correspondait également aux premières tentatives vietnamiennes pour développer des relations publiques 'modernes', vecteur à part entière dans le processus de politique et de la propagande étrangère.

Créée en août ou en septembre 1945, l'*Agence de Presse Vietnamienne* était située au 543, rue de Silom. La principale tâche de l'*APV* consistait à diffuser l'information et à publier un bulletin du même nom. Le Hy, membre de la délégation, était à la tête de l'*APV* à la fin de 1945. Ancien rédacteur d'un journal de la résistance, membre du PCI du Sud, Le Hy avait été actif au Nam Bo en 1945 puis s'était déplacé en Thaïlande au déclenchement des hostilités au Sud-Vietnam. Il collabora avec des correspondants thaïs tels que Kulap Saipradit, Snoh Tanbunyun, ancien correspondant thaï de la BBC, et Chawala Sukamanchand, reporter thaï pour le *Bangkok Post*. L'expérience de Le Hy dans le journalisme, ses relations dans le monde de la presse et sa connaissance de « plusieurs langues » faisaient de lui l'homme idéal pour ce poste.²⁵ Or, Le Hy et ses remplaçants étaient tous des militants communistes. Le Hy était assisté dans ses traductions en anglais par un communiste australien, Alexander Brotherton (alias Van Tan), que Pham Ngoc Thach avait ramené de Singapour pour travailler avec la délégation.²⁶ Ensemble ils allaient provoquer une crise dans les relations vietnamo-soviétiques (sec. chinoise, ch. 2).

La principale mission de l'*APV* était de fournir à la communauté internationale des informations sur la RDVN et sur le conflit grandissant entre les Français et les Vietnamiens. Depuis Bangkok, les publications étaient expédiées aux ambassades,

²³ 'Prise du Bateau Song Lo', p. 19.

²⁴ 'Chaw wiatnam pet chumnum yindi wan chalong wan chat' [Les Vietnamiens inaugurent une réunion pour célébrer leur fête nationale], *Suphap Burut*, (le 20 août 1946) et 'To bao o Xiem chao mung nuoc Viet Nam trong ngay quoc khanh' [Les journaux siamois félicitent le Vietnam à l'occasion de sa fête nationale], *Cuu Quoc*, no. 331, (le 29 août 1946), p. 1.

²⁵ 'Vietnam Weekly Published Secretly Aboard Sampans,' *Bangkok Post*, (le 9 octobre 1946). Tran Mai et Tran Thanh reprirent conjointement la direction de l'*APV* après Le Hy. HOANG NGUYEN, 'Toi Tham Gia Doan Bo Doi Ngoai Dau Tien Di Dong Nam', [J'ai participé à la première délégation diplomatique de cadres envoyée en Asie du Sud-Est], *Nghien Cuu Dong Nam A*, no. 1, (1991), p. 53.

²⁶ HOANG VAN HOAN, *Giot nuoc trong bien ca : Hoi ky cach mang* [Une goutte d'eau dans l'océan : Mémoires révolutionnaires], Beijing, NXB Tin Viet Nam, 1986, p. 298

gouvernements et autres destinations étrangères.²⁷ Des améliorations furent apportées au journal de l'APV à la fin de 1946, ce qui soulignait l'intérêt grandissant que Hanoi portait à l'efficacité, la qualité et l'apparence de sa propagande à l'étranger.²⁸

Sur le plan diplomatique, la RDVN affirmait sa légitimité. A partir de 1945, elle délivra ses propres passeports. Ils étaient acceptés par plusieurs gouvernements asiatiques, ce qui attestait concrètement la reconnaissance obtenue subtilement par le gouvernement vietnamien de la part de ses voisins d'Asie. On était cependant toujours loin de l'homologation diplomatique officielle. Le passeport de la RDVN portait sur sa couverture une carte de l'Indochine, avec les mots « République Démocratique du Viet-Nam » imprimés en français et en anglais. Nguyen Duc Quy devait ultérieurement détenir et un passeport vietnamien et un passeport chinois, le premier indiquant son statut de « Délégué pour l'Asie du Sud-Est » autorisé à voyager au Siam, en Birmanie et en Inde. Les Vietnamiens voyageant de manière conventionnelle devaient acquérir les visas nécessaires auprès des représentants diplomatiques de l'Union indienne et de la Birmanie en poste à Bangkok. Quant aux autorités frontalières thaïes, elles délivraient aux voyageurs vietnamiens des visas d'entrée, de sortie et de transit sans trop poser de questions entre la fin de 1945 et 1950. Une fois en Inde, les diplomates vietnamiens pouvaient se procurer un passeport indien leur permettant de continuer leur périple jusqu'en Europe (orientale). Même les autorités de la Chine nationaliste à Bangkok facilitaient les voyages des diplomates vietnamiens.²⁹

Avec Bangkok comme centre de transit diplomatique, la RDVN expédiait de nombreux représentants officieux en Asie et à l'Ouest. Le gouvernement de Hanoi était représenté par Mai The Chau (alias Chau Luong) à New Delhi, Tran Van Luan à Rangoon, Tran Mai et Tran Phuc My à Djakarta, Nguyen Duc Thuy en Chine du Sud, Le Xuan et Nguyen Dinh

²⁷ NGUYEN DUC QUY, 'Mot buc thu cua phai-doan chanh-phu Viet-nam o Vong-cac' [Une lettre de la délégation gouvernementale du Vietnam à Bangkok], *Tieng Sung Khang Dich*, no. 56, (le 6 décembre 1947), p. 2.

²⁸ Claude GUIGUES, 'La presse Viet Minh', *Indochine-Sud-Est Asiatique*, no. 11, (octobre 1952), p. 65 ; 'Mot to bao Viet Nam xuat ban o Vong-coc' [Un journal vietnamien est publié à Bangkok], *Cuu Quoc*, no. 366, (le 8 septembre 1946).

²⁹ HCFIC, no. 1044CD, 'Le Général de Corps d'Armée Blaizot au Ministre des Affaires Étrangères au sujet des établissements de passeports par le Viet Minh', le 4 mars 1949 et 'Passeports Ho Chi Minh visés par l'Inde et la Birmanie', le 28 février 1949, vol. 161, IC, AO, MAE; et DSS, no. 4238/CSGI, 'Note sur la circulation des agents Viet Minh entre la Thaïlande et les pays étrangers', le 3 juin 1950, d. Relations avec la Thaïlande, c. 46, SPCE, CAOM. En avril 1947, les diplomates vietnamiens allaient se rendre à New Delhi avec des passeports thaïs. Nguyen Duc Quy maintenait de bons rapports avec la légation chinoise du GMD à Bangkok jusqu'en 1951.

Tu à Hong Kong, 'Tien' à Manille, Nguyen Ngoc Vy et Phan Van Phuc à Singapour et le Dr Dang Van Ngu à Tokyo.³⁰ Selon un article de l'accord franco-vietnamien du 6 mars, le gouvernement français autorisait l'Etat vietnamien à entretenir une délégation à Paris. Hoang Minh Giam, sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, en fut le premier responsable. En novembre 1946, un vétéran communiste formé à Moscou, Tran Ngoc Danh, lui succéda. Il était en étroite communication avec la délégation à Bangkok. La délégation était également, d'une certaine manière, en contact avec un bureau diplomatique similaire à Prague, en Tchécoslovaquie, à partir de 1948. Nous y reviendrons (sec. Chinoise, ch. 2). En bref, à la fin de 1946, la RDVN avait considérablement étendu sa représentation diplomatique officieuse en Asie du Sud-Est et, à un moindre degré, dans le monde.

Il convient cependant de relativiser : bien qu'il disposât d'agents diplomatiques à l'étranger, il était des plus difficiles pour le gouvernement de Hanoi de maintenir le contact avec ceux-ci. Les messages radiophoniques étaient souvent brouillés. Les codes télégraphiques se prêtaient souvent au décryptage. Le courrier classique prenait beaucoup de temps, alors que les déplacements des agents étaient toujours encore plus laborieux et longs. Et les espions étaient omniprésents. Bien que la délégation de Bangkok fût théoriquement responsable des affaires étrangères de la RDVN, les décisions politiques pouvaient être retardées et quelquefois même contradictoires pour toutes ces raisons.

La politique anticolonialiste de la RDVN : de l'Indonésie à l'Inde

Indépendamment de la carte américaine, la politique de solidarité anti-coloniale asiatique constitua la diplomatie la plus importante que la République vietnamienne tenta d'utiliser contre les Français via Bangkok. L'occasion lui en fut donnée lors du bref répit situé entre la victoire des Japonais sur les Européens en Asie au cours de la Seconde Guerre Mondiale et le déclenchement véritable de la Guerre Froide en Asie en 1950-1951 à

³⁰ Ceci s'appuie sur un large échantillon de sources vietnamiennes, françaises, et britanniques. Cette représentation existait parallèlement en Occident. Aux Etats-Unis, la RDVN s'appuya sur le secrétaire de la Vietnam-American Friendship Association, Pham Duy Am (New York). D'autres partisans en Amérique : Chinh et Dang Van Ly. Nguyen Van Nhan et Dang Chan Lieu travaillèrent en Angleterre. Les Indonésiens adoptèrent une politique extérieure très semblable. Voir : Robert Cribb, 'Opium and the Indonesian Revolution', *Modern Asian Studies*, vol. 22, no. 4, (1988), p. 711. La RDVN avait même une délégation à Nouméa. Dang Van Ngu (1910-1967) était un étudiant en médecine qui avait étudié au Japon pendant la guerre mondiale. Il se batta contre la choléra ensuite pour le compte du Viet Minh. Nguyen Ngoc Vy, né en 1911 à Nam Dinh, avait été speaker de langue vietnamienne au British Far Eastern Broadcasting Service à New Delhi pendant la guerre. Il fut nommé ensuite délégué 'officiel' de la RDVN à Singapour après la guerre et dirigea les Viet kieu dans cette ville.

la suite du triomphe de Mao Zedong en Chine. L'éviction des Occidentaux sous les Japonais donna lieu à une vision fugace mais fortement mobilisatrice d'un ordre régional libéré de la domination européenne, qui incitait les Asiatiques à intensifier leurs contacts entre eux. A vrai dire, cette vision d'une décolonisation de l'Asie du Sud-Est avait déjà fait surface avant 1945, en réaction à l'occupation japonaise. Le programme politique du Viet Minh de 1941 soulignait l'importance d'une coopération avec les pays asiatiques voisins, l'Inde et la Birmanie notamment, dans la lutte contre les Japonais. Vers le milieu de 1944, le comité directeur avait souligné la nécessité de « resserrer les liens avec les révolutions des camarades de l'Asie du Sud-Est ». Pendant la guerre, le Viet Minh aurait demandé au « gouvernement de la Résistance chinoise de convoquer une conférence pan-asiatique, réunissant des délégués de tous les pays opprimés d'Asie, pour déterminer les moyens par lesquels les Asiatiques uniraient leurs forces pour combattre « le Japon fasciste et ses laquais ».³¹ Par ailleurs, une génération entière de révolutionnaires vietnamiens avait résidé et opéré en Asie pendant des décennies. De même, pendant l'occupation japonaise des pays d'Asie du Sud-Est, Bangkok avait déjà servi de point de rencontres particulièrement important pour un large éventail de nationalistes asiatiques, allant de Duong Van Giau et Tran Trong Kim jusqu'à l'Indien Subhas Chandra Bose et le Birman Ba Maw. Bien que précaires, les contacts inter-asiatiques étaient déjà en voie de développement sous l'occupation japonaise. Comme nous l'avons déjà vu, Duong Van Giau avait collaboré avec Pibul Songkram et Pridi Banomyong bien avant Tran Van Giau (sec. indochinoise (Cmb), ch. 1).

L'idée d'une solidarité asiatique renforcée se développa à la suite de la Seconde Guerre Mondiale, en dépit de l'échec de la politique japonaise de la « Sphère de Co-prospérité ». En octobre 1945, le gouvernement vietnamien annonça que sa politique envers les « pays faibles et petits du monde » (*cac nhuoc-tieu dan-toc tren hoan-cau*) reposait sur l'amitié, l'égalité et l'assistance mutuelle en vue d'obtenir l'indépendance nationale.³² La lecture du

³¹ TRAN HUY LIEU, éd., *Tai lieu tham khao, cach mang thang tam. Tong khoi nghia o Ha noi va dia phuong (quyen I va II)* [Matériaux de recherches sur la Révolution d'août : Les soulèvements à Hanoi et dans les régions], livres I et II, Hanoi, NXBSH, 1960, pp. 40, 96-97.

³² 'Chinh sach ngoai giao cua chinh-phu lam-thoi nuoc Dan-Chu Cong Hoa Viet Nam' [La politique étrangère du gouvernement provisoire de la République démocratique du Viet Nam], *Cuu Quoc*, no. 57, (le 3 octobre 1945), p. 1, article III, section e.

journal officiel du Viet Minh, *Cuu Quoc*, montre que les Vietnamiens suivaient attentivement les événements dans les pays voisins à la fin de 1945, en Indonésie, en Birmanie, en Malaisie, en Thaïlande et aux Philippines surtout.³³ Quelques jours après le coup de force français au Nam Bo en septembre 1945, Ho Chi Minh exprima à un officier de l'OSS, Archimedes Patti, son espoir de voir les Etats-Unis « arrêter les Français dans leur obsession coloniale ». Dans cette optique, Ho informa Patti qu'il avait pensé à la nécessité de former une « communauté pan-asiatique » regroupant le Vietnam, le Cambodge, le Laos, la Thaïlande, la Malaisie, la Grande Birmanie (incluant le Bengale), l'Inde, l'Indonésie et les Philippines (mais apparemment pas la Chine, le Japon ou la Corée). Toutes ces nations, selon lui, devraient promouvoir des « programmes politiques et économiques pour le bien commun » et vivre dans une coexistence pacifique avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France. D'après Patti, « Ho considérait les Etats-Unis comme l'avant-garde d'un tel mouvement », révélateur d'une politique habile consistant à faire jouer un 'bloc' anticolonialiste plus large contre la France.³⁴ Ho comparait sa position au Vietnam à celle de Jawaharlal Nehru en Inde et celle de Manuel Quezon y Molina aux Philippines.³⁵

L'anticolonialisme était la force directrice animant la politique régionale de la RDVN dès sa création. En dépit des appels des dirigeants indonésiens et indochinois faits devant l'ONU pour empêcher le rétablissement des régimes coloniaux européens, il était clair pour un nombre croissant de nationalistes asiatiques qu'en 1946 les puissances occidentales attachaient plus d'importance à la reconstruction de l'Europe occidentale d'après-guerre qu'à la décolonisation de l'Asie du Sud-Est. Dans ce contexte, de nombreux dirigeants nationalistes commencèrent à discuter de la possibilité de former une organisation régionale pour s'opposer au retour du colonialisme européen. Dans les débats, la Thaïlande était souvent proposée comme site approprié pour y établir le quartier général. Pour les agents de la RDVN opérant à Bangkok, la possibilité d'une organisation régionale

³³ D'après notre lecture de *Cuu Quoc*, *Dan Thanh* et *Dan Chu* pour 1945. Voir également : NGUYEN KIEN GIANG, *Viet-nam : Nam dau tien sau cach mang thang tam (thang tam 1945-thang chap 1946)* [Le Vietnam : La première année après la révolution d'août (du mois d'août 1945 au mois de décembre 1946)], Hanoi, NXBST, 1961, pp. 43-47, 50-51. L'autre pays à attirer l'attention vietnamienne était la Yougoslavie. Voir section chinoise, ch. 2.

³⁴ Archimedes PATTI, *Why Vietnam? Prelude to America's albatross*. Berkeley: University of California Press, 1980, p. 368.

³⁵ David MARR, *Vietnam 1945 : The quest for power*, Berkeley, University of California Press, 1995, p. 289.

asiatique implantée dans la capitale thaïe correspondrait particulièrement bien à leurs objectifs de guerre et de diplomatie.

L'Indonésie, dont la lutte indépendantiste contre les Hollandais était comparable à celle du Vietnam contre la France, était la nation qui entraînait spécialement dans les vues de Hô Chi Minh. Comme ce nouveau Vietnam, la nouvelle République indonésienne de Soekarno s'opposait fermement au retour du pouvoir colonial néerlandais que favorisaient les Britanniques.³⁶ En novembre 1945, Ho écrivit une lettre au Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères d'Indonésie, Sutan Sjahir, proposant que « le Vietnam et l'Indonésie fassent une déclaration publique de leur solidarité dans leur combat pour la liberté ». Il fit transmettre sa proposition aux dirigeants indonésiens par un journaliste américain, Harold Isaacs. La lettre parvint d'abord aux mains du vice-président, Mohammad Hatta, que Ho Chi Minh avait rencontré en Europe en 1929.³⁷ Hatta la remit à Sutan Sjahir. Dans cette lettre, Ho demanda aux dirigeants indonésiens de se joindre au Vietnam pour appeler « l'Inde, la Birmanie et la Malaisie et tous les peuples soumis d'Asie à nous rejoindre dans un front commun ». Il y inclut également « une proposition de texte de déclaration commune du Viet Nam et de l'Indonésie », dans laquelle il affirmait qu'à cause de l'échec des « Grandes Puissances » à empêcher la France et les Pays-Bas de rétablir par la force leur tutelle coloniale, « nous ne devons compter que sur nous-mêmes pour conquérir notre liberté ». Pour les Vietnamiens, les promesses faites par les Alliés pendant la guerre, concernant leur opposition au retour du colonialisme, seraient vaines si les Français et les Hollandais n'étaient pas arrêtés dans leurs tentatives. Ayant sans aucun doute à l'esprit la réoccupation du Sud-Vietnam par les forces franco-britanniques, Ho adjura les Indonésiens de le rejoindre dans son appel à l'Inde, la Birmanie et la Malaisie en vue de former une Commission Préparatoire, destinée à « créer une Fédération des Peuples Libres de l'Asie du Sud ». Selon cette proposition, la Fédération représenterait un « front

³⁶ NGOC-DIEP THI TRINH, 'Indonesia's Foreign Policy toward Vietnam', Ithaca, thèse, Cornell University, 1995, chapitre II.

³⁷ 'Letter from Ho Chi Minh to the president of the Republic of Indonesia', le 17 novembre 1945, dans HANNA PAPANEK, 'Note on Soedjatmoko's recollections of a historical moment : Sjahir's reaction to Ho Chi Minh's 1945 call for a free peoples federation,' *Indonesia*, no. 49, (avril 1990), p. 142. Cette rencontre avec Ho devait se produire avant, peut-être en 1928, lorsque Hatta participa au *Congrès de la Ligue Internationale Anti-Coloniale*, tenu près de Paris et quand Ho Chi Minh retournait en Asie par la voie européenne. Hatta parlait apparemment couramment le français. 'Ministère des Relations avec les Etats Associés', DGD, Saigon, 8-14 1953, p. 10, c. 10H277, SHAT. En 1950, Hatta confia à l'ambassadeur américain en Indonésie qu'il avait connu plusieurs des chefs vietnamiens au pouvoir et qu'il était convaincu qu'ils étaient « des nationalistes authentiques ». 'The Ambassador in Indonesia (Cochran) to the Secretary of State,' le 11 janvier 1950 dans *FRUS*, (Volume VI, 1950), p. 693.

commun » contre le colonialisme et jouerait un rôle dans la construction d'un « avenir commun » pour l'Asie.³⁸

Au grand dam de Ho Chi Minh, certains dirigeants nationalistes indonésiens répugnèrent à appuyer sa proposition. Sjahir lui-même refusa de répondre à ses lettres. Selon les souvenirs de l'un des collaborateurs du premier ministre indonésien avec lequel il discuta de la question, Sjahir craignait de voir, dans le cas où l'Indonésie collaborerait avec les Vietnamiens, les Néerlandais essayer d'utiliser la nature communiste bien connue de la RDVN pour « teindre » le mouvement indépendantiste indonésien et faire dérailler les négociations entre l'Indonésie et les Pays-Bas. Sjahir pensait que les Indonésiens finiraient par gagner leur combat pour l'indépendance, alors que « Ho Chi Minh affrontait les Français qui allaient résister pendant très longtemps. Ho dépend également du soutien des Communistes qui sont très puissants dans le mouvement d'indépendance [vietnamien], ce qui n'est pas le cas avec nous ». Averti sans aucun doute des échanges de renseignements faits entre les Américains, les Français, les Britanniques et les Néerlandais³⁹, Sjahir concluait que « si nous nous allions avec Ho Chi Minh, nous nous affaiblirions et retarderions l'indépendance ».⁴⁰ Ces documents entièrement asiatiques apportent un autre éclairage sur la complexité des relations de la RDVN, que son idéologie communiste déconsidère aux yeux d'autres Etats asiatiques 'post-coloniaux', lesquels ne partageaient pas le credo marxiste-léniniste au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale. Ce point de divergence, qui se faisait sentir déjà en 1945 entre les gens de l'Asie du Sud-Est, avait beaucoup plus d'importance qu'on le pense (sec. sud-est asiatique, chs. 3-4).

A partir de la fin de 1945, il était urgent pour Ho Chi Minh de convaincre les dirigeants non-communistes des pays asiatiques émergents—c'est-à-dire la majorité écrasante—qu'il n'était plus un communiste international déterminé à renverser les gouvernements 'féodaux' de l'Asie du Sud-Est, par fidélité à son acte de foi au sein du Bureau d'Extrême-

38 'Proposed text of common declaration by Viet Nam and Indonesia', in HANNA PAPANEK, 'Note on Soedjatmoko's recollections of a historical moment', p. 143.

39 En mai 1946, les autorités françaises et néerlandaises en Indonésie et en Indochine, respectivement, commencèrent à échanger des renseignements et des agents. HCFIC, CD, 'Rapport sur la situation diplomatique à la date du 9 mai 1946', le 11 mai 1946, p. 7, d. Restitution des provinces cambodgiennes, c. 147, EA, MAE.

40 Cette citation est extraite des souvenirs de Soedjatmoko, cité par HANNA PAPANEK, 'Note on Soedjatmoko's recollections of a historical moment', p. 144. Voir également : Evelyn COLBERT, 'Reconsiderations: The road not taken : Decolonization and independence in Indonesia and Indochina,' *Foreign Affairs*, (avril 1973), p. 608. Un ancien membre de la délégation vietnamienne à Bangkok à cette époque m'a informé que Sjahir refusa la proposition vietnamienne sur la fausse impression que ce document dénotait un pacte formel.

Orient du Komintern au début des années 1930, mais qu'il apparaissait plutôt un nationaliste sincère, prêt à coopérer avec ses voisins nationalistes et non-communistes pour 'la' destinée anti-coloniale commune de la région. A ce sujet, il est capital de noter que l'une des raisons (rarement mentionnée) pour expliquer la dissolution du PCI, sur le papier, le 11 novembre 1945, était de rassurer les Etats non communistes en Asie du Sud-Est et dans le monde de la nature nationaliste du nouvel Etat vietnamien.⁴¹ Cette pratique sera répétée de différentes façons jusqu'en 1975. Cette annonce de 'dissolution' coïncida étrangement avec la réticence de Sutan Sjahrir de collaborer avec Ho et les enquêtes américaines sur la 'vraie' nature de la RDVN (voir *infra*). Cependant, l'impressionnant curriculum vitae communiste et internationaliste de Ho et surtout sa position éminente dans les réseaux asiatiques du Komintern en 1930-31, ne devaient pas être faciles à effacer, dans les esprits occidentaux aussi bien qu'asiatiques.

Nullement dissuadés par l'échec indonésien, les Vietnamiens se tournèrent vers l'Inde au début de l'année 1946. Cette orientation correspondait à l'attention que Hanoi portait de plus en plus à la politique indépendantiste indienne depuis la fin de 1945 et aux plans pan-asiatiques naissants du pandit Nehru. En mars 1946, au cours d'un voyage en Birmanie, Nehru s'entretint avec le général U Aung San et exprima son désir de réunir une conférence asiatique sur la décolonisation et la coopération asiatique. Encouragé par ses conversations avec le dirigeant birman, Nehru commença les préparatifs de la réunion.⁴² Les Vietnamiens suivirent de près ces développements. Au cours du même mois, un éditorial paru dans un journal Viet-Minh, *Doc Lap* (*L'Indépendance*),⁴³ reprit les thèmes régionaux du pandit. Cet éditorial gouvernemental remarquait que:

La force de l'Union Pan-Asiatique découle de l'union de toutes les nations asiatiques, en particulier les petites et les faibles. Elle cherchera à obtenir la liberté pour chaque nation opprimée d'Asie et à bâtir une prospérité mutuelle pour l'ensemble du continent. A une période où les mouvements d'indépendance apparaissent à travers le Sud-Est asiatique, l'Union Pan-Asiatique sera certainement bien accueillie par toutes les nations d'Asie. A la différence de la « Sphère de Co-prospérité » des Fascistes japonais, l'Union Pan-Asiatique sera juste et en accord avec le mouvement de l'évolution humaine vers la liberté et le bonheur.⁴⁴

⁴¹ 'Chung quanh việc Đảng Cộng Sản Đông Dương tự y giải tan' [Au sujet de l'auto-dissolution du PCI], *Cuu Quoc*, no. 93, (le 16 novembre 1945), p. 1. A ce sujet, voir aussi sec. chinoise, ch. 2.

⁴² LE XUAN KHOA, 'Hoi-nghi lien-lac A-Chau nam 1947 va nhung van-de van-hoa' [La conférence asiatique de 1947 et des questions culturelles], *Van-Hoa A-Chau*, no. 1, (avril 1958), p. 67.

⁴³ Ce journal paraissait à Hanoi. Il ne faut pas le confondre avec le quotidien du même nom publié en Thaïlande.

⁴⁴ 'Thoi luan. Hoi lien-hiep A-Chau hay la : Mat Tran Dan Toc Nhuoc Tieu A-Chau' [Commentaire. L'Union pan-asiatique ou : Le Front national des nations petites et faibles en Asie], *Doc Lap*, no. 111, (le 30 mars 1946).

Peu après apparut un changement notable dans la politique étrangère vietnamienne en faveur de l'idée pan-asiatique de Nehru. Le choix du moment pour cette nouvelle orientation régionale fut aussi certainement lié à l'escale de Ho Chi Minh à Rangoon, le 1^{er} juin 1946, au cours de son voyage en France pour participer à de nouvelles négociations à Fontainebleau. Cet arrêt dans la capitale birmane aurait permis au président vietnamien d'évaluer les perspectives diplomatiques de son gouvernement en Asie et peut-être de s'entretenir plus précisément avec des officiels birmans sur la promotion de l'unité asiatique selon les termes proposés par Nehru quelques mois auparavant dans cette même capitale.⁴⁵ Au cours de son voyage en France, Ho annonça publiquement que le Vietnam appuyait l'appel de Nehru pour une conférence pan-asiatique.⁴⁶ Cette déclaration pourrait bien avoir eu lieu le 2 juin, lors de l'arrêt de l'avion de Ho Chi Minh à Calcutta, où il rencontra des Vietnamiens résidant dans la ville.⁴⁷ Il est fort probable que le président vietnamien se fut entretenu alors avec son représentant diplomatique, Mai The Chau, sur la nécessité de renforcer les contacts de la RDVN avec l'Asie et avec l'Inde en particulier.

Bien qu'il n'eût pas abandonné ses ouvertures en direction des Américains via Bangkok, Ho avait dû se rendre compte du fait qu'en quittant le Vietnam vers la fin de mai, les Etats-Unis, ainsi que l'Union Soviétique, n'étaient pas favorables à l'idée de s'aliéner le soutien français en Europe en appuyant la cause vietnamienne trop fortement à l'ONU. De plus, aussi longtemps que les divisions communistes chinoises seraient éloignées de la frontière septentrionale du Bac Bo, l'amélioration des relations avec les gouvernements asiatiques non-communistes constituait une priorité diplomatique. Concomitante avec l'envoi de délégués du gouvernement vietnamien en Thaïlande vers le milieu de 1946, l'escale de Ho Chi Minh en Birmanie et les déclarations pan-asiatiques de son gouvernement exprimaient l'approbation du PCI d'une politique extérieure qui serait qualifiée de manière informelle de « recherche d'amis à l'extérieur » (*tim ban ben ngoai*). Le journal officiel du PCI, *Su That*, développait le thème de cette politique asiatique souple dans un article publié le 5 juillet 1946. Tout pays, toute personne ou toute force appuyant

⁴⁵ 'Cuoc hanh trinh cua chu tich Ho Chi Minh sang Phap nam 1946 (Bien nien tom tat)', [Le voyage du président Ho Chi Minh en France en 1946], *Tap Chi Cong San*, no. 5, (mai 1986), pp. 52-58, 67. Il ne s'agit pas ici de la version originale.

⁴⁶ NGUYEN KIEN GIANG, *Viet-nam nam dau tien*, p. 197.

⁴⁷ 'Cuoc Hanh Trinh cua Chi Tich Ho Chi Minh sang Phap nam 1946', pp. 52-58, 67.

les objectifs du Vietnam, à savoir « l'indépendance » ou la « démocratie », était déclarés « notre ami ».⁴⁸ Il s'ensuivit à la fin de juillet une « Résolution de la Première Réunion des Cadres du Comité Central », annonçant que, « entouré d'impérialistes », le Vietnam devrait « s'unir aux opprimés et aux pays prolétariens du monde ».⁴⁹ Il s'agissait d'une définition très souple. Nous savons aussi que le PCI était suspect aux yeux des partis français et soviétique (sec. chinoise, ch. 2). Les communistes vietnamiens durent s'entendre avec l'Asie non-communiste.

En septembre 1946, revenant au Vietnam par bateau, Ho Chi Minh fit escale à Ceylan. C'est ici que le représentant officiel du Pandit Nehru et de Gandhi remit une lettre au président vietnamien, l'invitant à participer à la Conférence Pan-Asiatique, qui devait se tenir à Delhi en mars 1947. Nehru fit une ouverture similaire à Sutan Sjahir.⁵⁰ Selon l'explication donnée par le gouvernement de Hanoi dans un câble interne daté du 19 septembre 1946, l'idée était de « manœuvrer adroitement vis-à-vis des Chinois et des Indiens de manière à leur faire adopter nos objectifs ».⁵¹ L'Asie comptait sur les moyens mis en œuvre par Hanoi pour obliger les Français à reconnaître l'indépendance du Vietnam.

Malheureusement, les événements survenus entre la période clé de septembre et décembre 1946, demeurent mal définis. On en sait davantage sur la politique de la RDVN en ce qui concerne l'Asie du Sud-Est en décembre de la même année, alors que les relations franco-vietnamiennes se détérioraient dramatiquement. Au cours de ce mois, des représentants de la RDVN, des Khmer Issarak et des Lao Issara mirent en place à Bangkok une « Commission Mixte » afin de coordonner leur coopération militaire et leurs lignes

48 'Chinh sach cua chung ta' [Notre politique], *Su That*, no. 43, (le 5 juillet 1946), cité par NGUYEN KIEN GIANG, *Viet-nam nam dau tien*, p. 197. *Su That* remplaça le journal *Co Giai Phong* [Le drapeau de la libération] à la fin de 1945.

49 'Nghị Quyết Hội Nghị Cán Bộ Trung Ương lần I' [Résolution de la première réunion des cadres du comité central], du 31 juillet au 1^{er} août 1946, citée par NGUYEN KIEN GIANG, *Viet-Nam Nam Dau Tien*, p. 197.

50 Des copies des lettres originales de Nehru à Ho sont conservées dans CRTNA, SFT, 'Le Chef de la Police et de la SF à M. le Directeur', no. 4281, le 9 décembre 1946, sous dossier 1, d. 227, HCI, CAOM. Sur Sjahir, voir : Consulat de France aux Indes Néerlandaises, 'Le consul général de France à Batavia à MAE, AO', le 7 novembre 1946, tous les deux dans vol. 56, Indé, AO, MAE. Selon le journal du voyage de Ho Chi Minh en France en 1946, le président rencontra le représentant de Nehru le 18 septembre 1946. 'Cuộc hành trình của chủ tịch Hồ Chí Minh sang Pháp năm 1946', pp. 52-58, 67. Or, cette date nous semble trop tôt, étant donné que le président quitta la France le 15 en prenant un bateau.

51 Télégramme décrypté sur l'explication du gouvernement sur le *modus vivendi*, daté du 19 septembre 1946, dans CSTFEO, EM2B, 'Renseignements', no. 45802, source: D.Y., sûre, c. 10H602, SHAT.

respectives de politique étrangère.⁵² La création de cette Commission indochinoise soulignait l'importance que Tran Van Giau, en particulier, donnait à l'association des Laotiens et des Cambodgiens à sa politique vis-à-vis de l'Asie du Sud-Est. Vu Huu Binh et lui élaborèrent ensemble un comité militaire laotien-cambodgien-vietnamien au début de 1947 (sec. indochinoise).⁵³

Le déclenchement de la guerre dans toute l'Indochine donna à la diplomatie un rôle plus important que jamais. Le dessein d'organiser un ensemble régional susceptible de faire front aux puissances coloniales européennes fut communiqué le 22 décembre aux gouvernements thaï, birman, indonésien et au « groupe nationaliste de Malaisie ». Cette proposition pourrait bien avoir eu quelque chose à voir avec deux directives approuvées dans le « Programme de Résistance » du 22 décembre appelant à « l'union avec les Cambodgiens et les Laotiens » et à des relations plus étroites avec « les Chinois, les Siamois, les Indiens, les Birmans [et] les Indonésiens ».⁵⁴ En tous cas, il est certain que le 1^{er} janvier 1947, les Vietnamiens prirent des mesures concrètes. Ce jour-là, les représentants vietnamiens, des Khmer Issarak et des Lao Issara tinrent une réunion à Bangkok pour discuter de la formation d'une 'Fédération du Sud-Est Asiatique'.⁵⁵ Celle-ci devait englober la Thaïlande, la Birmanie, la Malaisie, l'Indonésie, le Vietnam, le Laos et le Cambodge. Les Philippines n'étaient pas mentionnées.

Confrontés à la menace de la guerre, les diplomates vietnamiens décidèrent également d'utiliser cette « Commission Mixte » pour contacter les Etats-Unis et l'ONU avec la volonté de poser le problème franco-vietnamien sur la scène internationale. Un document décrivant les objectifs de la Fédération fut expédié à Washington via l'ambassade des Etats-Unis à Bangkok pour en aviser le Département d'Etat.⁵⁶ A la suite des hostilités en

⁵² Sur cette Commission Mixte, voir : THAO OUN, *Banthuk pracamwan-hetkan khong Thao Oun*, p. 14 ; *Nakon San*, (le 15 juillet 1947) ; et le télégramme intercepté : 'Hoang [Tran Van Giau] à Pham Van Bach', daté du 20 décembre 1946, s.d. Ordres et directives Viet Minh, 1946, d. 2, c. 10H602, SHAT.

⁵³ Voir le câble de Tran Van Giau au gouvernement central dans HCFIC, BFD, no. 110DY.TS, le 14 février 1947, valeur : A1, câble daté du 11 février 1947, s.d. Trafic d'armes, c. 17sup, CP, CAOM.

⁵⁴ Ban Nghien Cuu Lich Su Quan Doi Thuoc Cuc Chinh Tri, *Lich su quan doi nhan dan Viet Nam* [Histoire de l'armée populaire du Vietnam], Hanoi, NXBQND, 1974, pp. 253-55, 258-59 et 'Chi thi cua Ban chap hanh trung uong dang ve toan dan khang chien' [Directives du Comité central du Parti concernant la résistance populaire générale], dans *Van kien dang ve khang chien chong thuc dan Phap, Tap 1 (1945-1950)* [Documents du Parti sur la résistance contre le colonialisme français, volume I, (1945-1950)], Hanoi, NXBST, 1986, p. 90.

⁵⁵ Pour être plus juste, il faut insister sur le fait que ces ouvertures étaient presque entièrement des initiatives vietnamiennes. Le nombre de Laotiens et Cambodgiens travaillant avec les Vietnamiens à cette époque était très limité.

⁵⁶ KHONTHI SUKAMONKHON, *Kanwithesobai khong Thai* [Politique étrangère thaïe], Bangkok, La Presse universitaire de Thammasat, 2528 [1985], p. 450 et 'Confidential telegram from the Minister in Siam (Stanton) to the Secretary of State,' le 7 janvier 1947 dans *FRUS* (1947, Volume VI), p. 56.

Indochine, cette liaison avec l'ambassade des Etats-Unis à Bangkok devint encore plus importante pour le gouvernement vietnamien désireux d'éviter la guerre. Le 24 décembre, Nguyen Thanh Son chargea Tran Van Giau d'entrer en contact avec les Américains. En avril 1947, Pham Ngoc Thach remit à Stanton par l'intermédiaire de Law deux importants mémorandums traitant des négociations franco-vietnamiennes et des événements conduisant au déclenchement des combats en décembre 1946.⁵⁷ La réponse du Département d'Etat fut décevante.⁵⁸ Un mémorandum, daté du 1er janvier 1947, fut également expédié directement au Secrétaire Général des Nations Unies, lui demandant de soumettre la question vietnamienne au Conseil de Sécurité.⁵⁹ Cette injonction demeura sans effet. Or, jusqu'en mai 1947, des discussions eurent lieu entre l'ambassadeur Stanton et le Département d'Etat sur un éventuel déplacement du consul américain à Saigon, Charles Reed, à Bangkok où il pourrait rencontrer Tran Van Giau et Nguyen Duc Quy pour discuter de la guerre franco-vietnamienne.⁶⁰ Il semble que cette rencontre n'ait jamais eu lieu.

Cette politique conduite auprès des Etats-Unis était toujours doublée d'une ouverture auprès des Etats asiatiques en voie de décolonisation. Les deux allaient en quelque sorte de pair. Le 30 novembre 1946, le général Vo Nguyen Giap expédia un câble à Tran Van Giau, l'enjoignant à se rendre en Malaisie. Une fois sur place, Tran Van Giau devait « entrer en contact avec RIGHT afin d'être en mesure de communiquer avec nos services TSF ».⁶¹

⁵⁷ Télégramme intercepté : '[Nguyen] Thanh Son to Hoang', daté du 24 décembre 1946 ; 'The Ambassador in Siam (Stanton) to the Secretary of State', le 17 avril 1947 dans *FRUS*, (1947, Volume VI), p. 87 ; 'Note de Renseignements: L'activité extérieure du gouvernement Viet Minh', p. 2 ; et HOANG GIAO, 'Viet kieu o Xiêm, khang chien' [Les Viet kieu au Siam, résistance], *Tieng Sung Khang Dich*, no. 60, (le 10 décembre 1947), p. 3. Grâce à son attaché militaire, Stanton resta en contact avec Pham Ngoc Thach pendant un laps de temps après. Stanton considérait Pham Ngoc Thach comme une source importante d'informations sur les développements internes de la RDVN. Le colonel Law avait déjà entrepris des contacts « informels et personnels » avec divers groupes anticolonialistes vers décembre 1946. 'The Ambassador in Siam (Stanton) to the Secretary of State', le 17 avril 1947, pp. 88 et 93.

⁵⁸ KHONTHI SUKAMONKHON, *Kanwithesobai khong Thai*, p.450 et *FRUS*, (Volume VI, 1947), p. 57, note 24.

⁵⁹ 'Comité Permanent Mixte de Libération Viet-Khmer-Lao : Memorandum', daté du 1^{er} janvier 1947 et 'Les chefs de la délégation au Comité Permanent Mixte de Libération Viet-Khmer-Lao au Secrétaire Général des Nations Unies', le 8 janvier 1947, signé de NGUYEN, SOUPHANOUVONG et CHHUON-NAK, copies des originaux dans s.d. Documents Viet Minh, d. 15sup, CAOM.

⁶⁰ 'The Ambassador in Siam (Stanton) to the Secretary of State', le 7 mai 1947 dans *FRUS*, (1947, Volume VI), p. 93.

⁶¹ Câble intercepté : 'De Vo Nguyen Giap à Hoang [Tran Van Giau]', le 30 novembre 1946, dans CSTFEO, EM2B, no. 60782, 'Documents vietnamiens', le 20 décembre 1946, d. 2, c. 10H602, SHAT. On peut se demander si « Right » est une allusion à « Mr. Wright », le nom secret de Lai Teck, le communiste d'origine vietnamienne qui était à la tête du Parti communiste malais jusqu'à ce qu'il soit démasqué comme un agent du British Special Branch en 1947. Chin Peng, ancien secrétaire général du Parti communiste malais, a récemment confirmé que les Vietnamiens arrivant de Bangkok vers ce moment même l'informèrent que Lai Teck était un espion des Japonais. En mai 1947, Chin Peng fit un rapport à ce sujet au Politburo du Parti communiste malais. Explication donnée par Chin Peng lors d'une conférence à l'Australian National University en février 1999 et Yoji Akashi, 'Lai Teck, Secretary General of the Malayan Communist Party, 1939-1947', *Journal of the South Seas Society*, vol. 49, (1994), pp. 57-103. Voir section chinoise, ch. 2.

Quelques jours plus tard, un membre du Ministère de l'Intérieur à Hanoi donna comme instructions à Nguyen Duc Quy et Tran Van Giau d'entamer des négociations avec les Malais, du fait que la « situation politique » en Birmanie était toujours trop « confuse ».⁶² Cette question intéressait Vo Nguyen Giap au plus haut point. Des volontaires asiatiques étaient attendus des Philippines, de Malaisie, des Indes et de Birmanie. Il donna l'ordre de resserrer les contacts avec l'ex-armée de Subhas Chandra Bose,⁶³ tandis que Nguyen Thanh Son avisa Tran Van Giau à la fin de 1946 de la nécessité de « rappeler aux Malais leur promesse d'aide ».⁶⁴ Le 28 janvier 1947, un journal chinois de Singapour révéla qu'une conférence récente de « l'Association des Vétérans de la [Résistance] du Populaire Malaise Anti-Japonais » s'était tenue la veille pour jurer assistance à la 'lutte' vietnamienne. Les vétérans (chinois) envoyèrent une lettre à Bose approuvant l'envoi d'une « armée de volontaires » au Vietnam et un télégramme à Ho Chi Minh.⁶⁵ Un délégué indien répondit dans un message au représentant de la RDVN à Singapour qu'il faisait tout son possible pour rassembler des volontaires pour le Vietnam.⁶⁶ Les Vietnamiens avaient grandement besoin de tous les alliés potentiels.

En effet, le début de l'année 1947 marqua la naissance de la diplomatie vietnamienne non-communiste du Vietnam 'post-colonial'. Au cours de ce mois-là, Ho expédia plusieurs missives aux dirigeants de la Chine Nationaliste, de l'Inde et de la Birmanie, dénonçant les efforts français pour troubler la paix dans la région et appelant à une plus étroite collaboration contre le colonialisme. Le Vietnam étant un « membre de la grande famille asiatique », avançait Ho, son « destin est intimement lié au sort de tous les peuples asiatiques ». Il dépeignait l'offensive française contre le Vietnam comme une menace pour toute l'Asie : « le colonialisme français cherche à écraser le Vietnam, autrement dit, il

⁶² Télégramme intercepté : 'Du Ministère de l'Intérieur, Hanoi, à Quy et Hoang [Tran Van Giau]', daté du 4 décembre 1946, signé DINH, dans d. 2, c. 10H602, SHAT.

⁶³ FL, SR, no. 827.SR, 'Synthèse de renseignement sur l'activité rebelle au Siam du 15 février au 28 février 1947', le 28 février 1947, signé DEUVE, d. 19, c. G14-2, fonds Jean Deuve, archives du Mémorial de Caen.

⁶⁴ Télégramme intercepté : '[Nguyen] Thanh Son à Hoang [Tran Van Giau]', le 24 décembre 1946, d. 2, c. 10H602, SHAT. La possibilité d'envoyer des troupes de la Malaisie au Vietnam pour se battre contre la France avait été discutée. 'Ministre de France au Siam au MAE', no. 305AS, le 5 août 1947, d. 802-5, c. 145, EA, MAE.

⁶⁵ *Nam Chau*, Singapour, no. 62, daté du 28 janvier 1947, article traduit dans s.d. Attitude et état d'esprit chinois, d. 11sup, CP, CAOM. Pour le télégramme, voir : HCFIC, BFD, no. 708D6TS, 'Renseignements', Saigon, télégramme daté du 11 février 1947, s.d. 5, d. 15sup, CP, CAOM.

⁶⁶ HCFIC, BFD, no. 107D6TS, 'Renseignements', télégramme daté du 11 février 1947, s.d. 5, d. 15sup, CAOM.

cherche à détruire la grande famille asiatique ». ⁶⁷ Au cours du même mois, Ho écrivit à Nehru pour l'exhorter à une plus étroite collaboration entre leurs deux pays dans leur lutte pour une totale indépendance. ⁶⁸

Les démarches vietnamiennes ne passèrent pas inaperçues. En janvier 1947, l'ancien premier ministre de Birmanie, le Dr Ba Maw, annonça qu'une force expéditionnaire de volontaires partirait en Indochine pour aider les Vietnamiens dans leur combat contre la France. Le commandant de cette force, le colonel Bo Yan Naing, déclara que son contingent avait un effectif d'environ 100 volontaires birmans, et qu'il constituait un symbole du « soutien birman à la cause vietnamienne ». ⁶⁹ Le colonel Bo Yan Naing était un dirigeant de l'Armée de Défense Birmane du temps de l'occupation japonaise. Il était également le beau-fils et l'ancien secrétaire militaire de Ba Maw. Ce dernier avait apporté son aide aux Vietnamiens pour l'installation du représentant de la RDVN à New Delhi, Mai The Chau. Ce qui doit expliquer la raison pour laquelle, dans une lettre adressée postérieurement à U Aung San, Ho remercia personnellement le président birman pour « les choses que vous avez faites et ferez » pour la résistance vietnamienne. ⁷⁰ Deux jours plus tard, décision fut prise par Bo Yan Naing d'envoyer une force unie de volontaires indo-birmans en Indochine pour combattre les Français « pourvu que les installations nécessaires fussent disponibles ». ⁷¹ Une « brigade vietnamienne » fut rassemblée avec des volontaires du comptoir français de Pondichéry. Les volontaires du leader indien n'allaient cependant jamais quitter l'Inde. Car Nehru refusa de leur fournir des moyens de transport

⁶⁷ Ho Chi Minh, 'Thu gui cac lanh tu va nhan dan cac nuoc nhan dip Tet Nguyen an 1947' [Lettres aux dirigeants et aux peuples du monde à l'occasion du nouvel an lunaire, 1947], le 10 janvier 1947, *Ho Chi Minh : Toan tap, Tap 4, 1945-1947* [Ho Chi Minh : Les œuvres complètes, Volume 4, 1945-1947], Hanoi, NXBST, 1984, pp. 245-46.

⁶⁸ Ho Chi Minh, '[Thu] gui [cho] ong Ne-ru pho chu tich chinh phu An-do' [Lettre à Nehru, Vice-président du gouvernement indien], le 29 janvier 1947, *Ho Chi Minh : Toan tap*, vol. 4, p. 263. Selon un auteur indien, immédiatement après le déclenchement de la guerre d'Indochine en décembre 1946, le gouvernement vietnamien demanda une aide aux Indiens. D.R. SARDESAI, *Indian Foreign Policy in Cambodia, Laos, and Vietnam, 1947-1964*, Berkeley, University of California Press, 1968, p. 11.

⁶⁹ MAI THE CHAU, 'Burma and Viet Nam', *Voice of Burma*, (le 21 janvier 1947) ; 'Burmese Volunteers to Fight for Vietnam', *Voice of Burma*, (le 21 janvier 1947) ; 'Burmese to assist Vietnam', *Bangkok Post*, (10 janvier 1947) ; et 'The Chargé in the United Kingdom (Gallman) to the Secretary of State,' le 21 janvier 1947 dans *FRUS* (1947, Volume VII), p. 65.

⁷⁰ HO CHI MINH, 'Dien gui ong On-San, pho [chu] tich chinh phu nuoc Mien-Dien' [Télégramme envoyé à Aung-San, le vice-président du gouvernement birman], le 27 janvier 1947, *Ho Chi Minh : Toan tap*, vol. 4, p. 259.

⁷¹ D.R. SARDESAI, *Indian Foreign Policy*, p. 12 et *Bangkok Post*, (le 1^{er} février 1947).

ou financiers, estimant « qu'aussi longtemps que le gouvernement de l'Inde ne serait pas en guerre avec un autre pays, il ne pouvait prendre de mesures agressives contre lui ».⁷²

Jusqu'au milieu de 1947, il semble que l'offensive diplomatique de la RDVN dans le Sud-Est Asiatique dépendait plus des efforts des autres que ceux des diplomates vietnamiens. L'idée régionale n'était pas exclusivement vietnamienne. Le 1^{er} mars 1947, le brigadier général philippin Carlos P. Romulo, délégué des Philippines à l'ONU, déclara aux membres désignés pour représenter son pays à la future Conférence Inter-Asiatique à New Delhi qu'il était fermement partisan de la fondation d'une Union Pan-Asiatique. Il souligna que cette conférence montrerait la « nouvelle éruption de puissance, restée latente pendant des années ».⁷³ Romulo, qui aurait rencontré Ho Chi Minh avant la guerre⁷⁴, rappelait que « le Vietnam aussi luttait pour l'indépendance que les Philippines n'avaient acquise que récemment ». Il était dans l'intention des Philippines d'utiliser la Conférence Inter-Asiatique pour « attirer l'attention sur l'Asie et accélérer le combat de l'Asie pour se libérer du colonialisme ».⁷⁵

Les Vietnamiens et les Indonésiens, en particulier, partageaient l'espoir qu'une conférence organisée par les Asiatiques et en Asie les aiderait à lutter diplomatiquement contre le colonialisme européen. En préparation de cet événement, la Commission Mixte Indochinoise tenta, toujours sans succès, d'organiser une réunion de représentants des nations de l'Asie du Sud-Est.⁷⁶ Cependant, quelques jours avant l'ouverture de la conférence, un éditorial parut dans le *Bangkok Post*, appelant la Thaïlande à prendre la tête d'une sorte d'organisation régionale de l'Asie du Sud-Est. Intitulé *Toward Unity*, ce texte faisait également remarquer le « sentiment naturel » favorable à une fédération parmi les peuples de l'Asie du Sud-Est :

Pourquoi le Siam ne prendrait-il pas l'initiative dans l'union des nations du Sud-Est asiatique ? Ce pays ne saurait être suspecté d'essayer de dominer les géants voisins comme l'Inde ou la Birmanie. Il n'a pas d'intérêts commerciaux occultes dans les pays proches. Le Siam pourrait convoquer des représentants

⁷² 'Nehru's reply to Sarat Bose', *Hindustan Times*, (le 24 mars 1947) ; D.R. SARDESAI, *Indian Foreign Policy*, p.12 ; et l'étude remarquable de TON THAT THIEN, *India and South East Asia, 1947-1960*, Genève, Librairie Droz, 1963, p. 123.

⁷³ 'Romulo Urges Union of Asia Countries', *Manila Times*, (1^{er} mars 1947), p.1.

⁷⁴ Il ne dit ni quand ni où. 'Top secret memorandum of conversation by the Secretary of State,' le 10 mars 1950 dans *FRUS* (1950, Volume VI), p. 751. Romulo révéla cette information au secrétaire d'Etat américain, Dean Acheson, lors des discussions sur la reconnaissance du gouvernement de Bao Dai. Voir cette section, chs. 3 et 4.

⁷⁵ 'Romulo Urges Union of Asia Countries', *Manila Times*, (le 1^{er} mars 1947), p. 1.

⁷⁶ *Nakon San*, (le 15 juillet 1947).

sans encourir l'accusation de tenter l'établissement d'une nouvelle «sphère de co-prospérité». [...] Le Siam non seulement devrait y prendre part, mais devrait également en assumer la direction.⁷⁷

Selon cet éditorial, la Conférence de New Delhi donnerait une impulsion à la régionalisation de l'Asie du Sud-Est.⁷⁸

Comparée aux périodes coloniales et pré-coloniales, cette première ouverture sur la région asiatique était sans précédent dans l'histoire vietnamienne. A la grande différence de la Thaïlande et du Japon, ni le Vietnam, ni l'Indonésie n'avaient jamais pu entretenir leurs propres relations étrangères avec d'autres gouvernements asiatiques pendant l'époque coloniale. Quoique précaire, un nouvel ordre post-colonial poignait au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, mais non sans causer de très grandes déceptions parmi les Asiatiques ...

L'échec de la Conférence Inter-Asiatique de New Delhi

Si les diplomates vietnamiens avaient désigné les Etats-Unis comme la seule puissance occidentale susceptible de les aider, en Asie la RDVN se tournait au début de 1947 tout d'abord vers cette puissance non-communiste qu'était l'Inde—et non pas la Chine. Etant donné la décision britannique de diriger rapidement ses colonies vers l'indépendance, les diplomates vietnamiens espéraient faire jouer les contacts d'avant-guerre avec Nehru et la fibre anti-colonialiste de celui-ci,⁷⁹ pour que, une fois l'indépendance indienne acquise, l'Inde apportât un soutien à la cause du Vietnam devant les Nations Unies. L'Inde obtint son indépendance le 15 août 1947. Le 20 décembre 1946, au lendemain du déclenchement des hostilités au Tonkin, Nguyen Duc Quy avait demandé à Pham Van Bach de contacter le Consulat indien à Saigon et d'informer les autorités indiennes de son arrivée imminente

⁷⁷ Steve HEDER, 'Thai-Indochinese Relations in the Pridi Period', papier inédit, Cornell University, décembre 1972, pp. 20-21 et 'Toward Unity,' *Bangkok Post*, (le 13 mars 1947).

⁷⁸ Il faut également se demander jusqu'à quel point McDonald, et d'autres journalistes anticolonialistes américains, tels que Harold Isaacs au *Newsweek* ou Alexander McDonald au *Bangkok Post*, pouvaient attiser la flamme sud-est asiatique à travers leurs articles et éditoriaux. Isaacs était un proche ami à la fois de Ho Chi Minh et de Soedjatmoko. Le Hy, le chef de l'APV à Bangkok était apparemment assez proche de Alexander MacDonald et de James Thompson.

⁷⁹ Ho Chi Minh avait rencontré le père de Nehru, Motilal Nehru à Bruxelles en novembre 1927 au cours d'une réunion du « Directing Council of the Anti-Imperialist League ». William Duiker, [Biography of Ho Chi Minh], manuscrit, chapitre V [The Magic Sword], p. 4, à paraître. Ho avait aussi rencontré Achmed Sukarno et la veuve de Sun Yat-sen bien avant 1945. Nehru avait été particulièrement proche de Duong Van Giao, auquel il voulut même donner une de ses filles en mariage. Voir : PHUONG-LAN, *Nha cach mang Ta Thu Thau (1906-1945)* [Ta Thu Thau, Un révolutionnaire (1906-1945)], Saigon, Nha Sach Khai-Tri, 1973, p. 177. En 1927, Duong Van Giao collabora avec Nehru dans la « League of the Oppressed Peoples ». Duong Van Giao fut aussi un invité spécial d'une séance de l'« Indian National Congress » en 1928-1929. *India and Southeast Asia*, s.l., The Publications Division, Ministry of Information and Broadcasting, Government of India.

à Bangkok. Pham Van Bach insista pour que les Indiens comprennent que Nguyen Duc Quy avaient été envoyé dans la capitale thaïe pour « entrer en contact avec l'Inde ». ⁸⁰ Nguyen Binh et Ung Van Khiem devaient informer Quy qu'il avait plein pouvoir pour entrer « directement en relation avec l'Inde ». ⁸¹

En effet, au lendemain de la défaite japonaise et au début de la décolonisation européenne, Nehru voyait l'Inde comme le nouveau leader naturel de la région. Une réunion asiatique lui semblait être une très bonne façon de mettre en œuvre son idée. Le 23 mars 1947, une Assemblée inter-asiatique d'une durée de dix jours (également connue sous le nom de Conférence des Relations Asiatiques) fut ouverte dans la capitale indienne. Elle avait pour but de débattre d'un large éventail de questions, « en apportant un progrès social et un renouveau intellectuel et culturel en Asie, indépendamment de toutes questions de politique intérieure et extérieure ». Il était entendu qu'on devrait soigneusement éviter les problèmes domestiques et les affaires politiques et militaires. ⁸² Mais cela représentait une difficulté évidente, surtout si l'on considère les huit sujets mis en discussion, parmi lesquels figuraient notamment les mouvements de libération nationale en Asie, les problèmes ethniques et la transition du système colonial à l'économie nationale. ⁸³ Après quelques débats préliminaires, les participants convinrent qu'il ne pourrait, à l'évidence, y avoir de discussion concernant, en particulier, la question des « mouvements de libération nationale », sans entrer dans le domaine politique. Ce groupe porta son attention sur les fronts indépendantistes en Birmanie, à Ceylan, en Indonésie, en Malaisie et au Vietnam. Au cours des discussions, les conférenciers tombèrent pour la plupart d'accord pour dire que les mouvements de libération en Asie avaient acquis une plus grande importance depuis le commencement de la guerre mondiale. Les délégués s'accordèrent également

⁸⁰ Télégramme intercepté : 'De [Nguyen Duc] Quy (Siam) à [Pham Van] Bach', daté du 20 décembre 1946, d. 2, c. 10H602, SHAT.

⁸¹ Télégramme intercepté : 'De Pham Van Bach à Ung Van Khiem et Nguyen Binh', daté du 26 décembre 1946, d. 2, c. 10H602, SHAT. Bach demanda aux délégués indiens à Saigon d'envoyer le nom de Nguyen Duc Quy au consulat indien à Bangkok afin de faciliter des relations avec lui. Outre leur désir de bâtir des rapports avec Delhi, les Vietnamiens avaient également besoin d'expliquer à Nehru pourquoi le Viet Minh avait évacué par la force les 76 résidents indiens de Hanoi vers les zones rurales contrôlées par la Résistance et pourquoi d'autres avaient été exécutés par les cadres sud-vietnamiens en 1945. La RDVN pourrait bien avoir aussi souhaité révéler le fait que les Français avaient tué trois Indiens pendant les événements du 19 et du 20 décembre 1946. *Agence France Presse*, no. 211, Hanoi, 9 May 1947 dans vol. 109, Inde, AO, MAE. Sur les trois Indiens tués lors de événements de décembre 1946, voir les document dans v. 109, Inde, AO, MAE.

⁸² 'Australian Observers' Report, p. 1 et 'Press Communiqué, February 1947,' CRSA10681, M479615/Part 3, AA.

⁸³ 'Asian Relations Conference, March 23-April 2 1947: Press Communiqué,' le 2 avril 1947, CRSA1068, M479615/Part 1, AA.

pour déclarer que le thème japonais de « l'Asie aux Asiatiques », quoique destiné à profiter au Japon tout seul, avait revigoré la solidarité asiatique contre le colonialisme occidental. Selon un observateur australien présent à ces tables rondes, « une très grande sympathie admirative fut exprimée par les délégués de nombreux pays pour les combats pour l'indépendance menés actuellement en particulier en Indonésie et au Vietnam ».⁸⁴

A un moment où le Japon était battu et occupé par les Américains et la Chine de Chiang Kai-shek embourbée dans une guerre civile de plus en plus destructrice, Nehru souhaitait transformer l'Inde en porte-parole du mouvement anticolonialiste en Asie, sinon de la placer à la tête d'une nouvelle force de décolonisation non alignée. Prononçant son discours inaugural à l'ouverture de la conférence, Nehru déclara devant les délégués que la réponse enthousiaste de chaque pays asiatique démontrait le désir des pays de l'Asie de « se rencontrer et de progresser ensemble ».⁸⁵

Les délégués gouvernementaux d'Asie du Sud-Est envoyés à New Delhi espéraient exploiter cette sympathie en leur faveur. Le Dr Tran Van Luan dirigea la délégation de la RDVN qui comprenait aussi Tran Van Giau et Mai The Chau.⁸⁶ Les Philippines y furent représentées par Manuel Enverga de l'Institut des Affaires Etrangères, alors que la délégation de l'Indonésie était importante, avec des officiels tels que le Premier Ministre Sutan Sjahir, Hadji Agus Salim, le vice-ministre des Affaires Etrangères, le major général Abdul Kadir de l'Armée Nationale et Abu Hanifah.⁸⁷ Les Chinois et les Indiens furent également représentés par des personnes de haut rang. Quant à la Thaïlande, après avoir failli ne pas envoyer de délégation du tout, elle désigna quatre civils pour la représenter.⁸⁸

⁸⁴ 'National Movements for Freedom : Rapporteur's Report,' le 30 mars 1947, p. 2, dans CRS10681, M479615/Part 2, AA. Voir aussi : TON THAT THIEN, *India and South East Asia*, pp. 123-24 et D.R. SARDESAI, *Indian foreign policy*, pp. 12-14.

⁸⁵ 'Australian Observers' report on Asian Relations Conference : New Delhi-March 1947,' CRS10681, M479615/Part 3, AA. Sur la politique étrangère de Nehru, voir : Tilman REMME, *Britain and regional cooperation in South-East Asia, 1945-49*, London, RoutledgeLSE, 1995, p. 97.

⁸⁶ *Le Monde*, (le 15 juillet 1947) ; 'Telegram from the Ambassador in Siam (Stanton) to the Secretary of State,' le 7 mai 1947 dans *FRUS* (1947, Volume VI), p. 91 ; et KALIDAS NAG, *New Asia*, Calcutta, Prajna Bharati, 1947, p. 46. Mai The Chau avait étudié en France pendant les années 1930. Il fut bloqué à Madagascar en 1940 durant son retour en Indochine. A Madagascar, il se mit à travailler pour les Britanniques, qui le transfèrent en Inde où il travailla pour leur « Information Service ». En août 1945, il quitta son poste à Calcutta pour militer pour le compte de la RDVN à partir de décembre 1946 à New Delhi. 'Quelques personnalités du gouvernement de la République Démocratique du Viet Nam', Annexe no. 6, p. 11, dans *Le Viet Minh et le Parti communiste indochinois*, c. 10H620, SHAT.

⁸⁷ *The Manila Times*, (le 1^{er} mars 1947) ; 'Five-point plan to end colonialism : Call for joint action by Asian nations,' *Statesman* [India], (le 6 avril 1947) ; et 'Australian Observers' Report on Asian Relations Conference,' p. 4.

⁸⁸ Phya Anuman, Sukit Nikhamein, Chaluey Kanchankom et Manot Wutthitya. 'Australian High Commissioner to External Affairs, No. 87,' le 6 mars 1947, CRS10681, M479615/Part 1, AA. Phya Anuman était le vice-président du « Royal Institute of Siam », dont il présidait la « Arts and Literary Section », tout en étant le directeur-général du « Fine Arts Department ». Chaluey Kanchankom était enseignant à la Faculté des Arts et Sciences de l'Université Chulalongkorn. Monot Wutthitya était journaliste et avait travaillé en Malaisie pendant la guerre mondiale. Sukit

Le Haut Commissaire français pour l'Indochine, l'amiral Thierry d'Argenlieu, et son conseiller habile pour les Affaires politiques, Léon Pignon, s'inquiétèrent de cette Conférence Inter-Asiatique et des menaces que la nouvelle géographie de la diplomatie asiatique représentait pour leurs projets étatiques dans cette Indochine française si contestée. Nehru n'ayant pas invité les États de la 'fédération indochinoise'⁸⁹, ils craignaient que cette assemblée internationale ne donnât à la RDVN une légitimité ardemment souhaitée par les Vietnamiens, et qui signifierait une reconnaissance de la part de l'Asie et des soutiens possibles à l'ONU. Ils savaient en effet par des câbles envoyés via Bangkok que les délégués vietnamiens avaient l'intention de remettre à chaque pays assistant à la conférence un mémorandum sur le conflit franco-vietnamien, de solliciter dans chacun de ces pays la formation d'un corps de volontaires, de leur proposer de boycotter les navires français ravitaillant l'Indochine, de provoquer la formation d'une ligue des « Peuples Unis » et enfin d'attirer l'attention de l'ONU sur la crise franco-vietnamienne, sinon son intervention.⁹⁰ La guerre ayant embrasé tout le Vietnam depuis décembre 1946, d'Argenlieu et Pignon ne souhaitaient guère que ces espoirs soient réalisés. Les Français contactèrent immédiatement le vice-consul indien à Saigon, M. Mehta, le gendre de Nehru, afin d'accorder aux 'Etats indochinois' soutenus par la France l'autorisation d'assister à la conférence de Delhi. L'invitation faite par l'Inde à la RDVN, objecta Mehta, était personnellement adressée par Nehru. Le vice-consul indien accepta, cependant, de sonder son gouvernement sur la possibilité d'inviter les Etats de l'Indochine française. Au grand déplaisir de la délégation de la RDVN, Nehru acquiesça à cette requête.⁹¹

Nikhamein était Ministre de l'Industrie, directeur-général du « Department of Vocational Instruction » et représentant assistant en chef au Département des Mathématiques de l'Université Chulalongkorn. Press Communiqué, *Asian Relations Conference*, 23 mars-2 avril 1947 et KALIDAS NAG, *New Asia*, 1947, p. 46. Autrement dit, la délégation thaïe était très peu importante en termes diplomatiques.

⁸⁹ C'est peut-être parce qu'il n'est pas certain que la France ait jamais voulu véritablement créer cette « fédération indochinoise », du moins en termes juridiques et donc diplomatiques.

⁹⁰ Comité de l'Indochine, 'Télégramme officiel au Comité Indochine, origine : Haussaire Indo', le 28 février 1947 et 'Télégramme à l'arrivée', Saigon, le 9 février 1947, d. 1340, dans c. 152, NFIC, CAOM. En 1945-1946, grâce au feu vert des Britanniques, les Français avaient eu le droit de traverser l'espace aérien indien et d'utiliser les installations portuaires indiennes pour le transport et le ravitaillement de leurs troupes en Indochine. Les Indiens ont été sévèrement critiqués pour avoir fourni des troupes aux Britanniques pendant la réoccupation de l'Indochine et de l'Indonésie. 'Australian Observers' Report, p. 15.

⁹¹ 'Note pour Directeur du Cabinet du HC', no. 1975SD, le 24 décembre 1946, d. 227, HCI, CAOM et 'Vietnam Delegate's Message to People of India', VNS, (le 10 mai 1947).

Curieusement, Nehru ne fit pas la même invitation aux gouvernements de 'résistance' du Laos et du Cambodge basés à Bangkok. Ce n'était pas déjà facile de considérer les gouvernements créés par d'Argenlieu et Pignon comme de vrais Etats indépendants ; ç'aurait encore été plus difficile de considérer le Lao Issara et les Khmer Issarak(s) comme des 'gouvernements' au même niveau que la RDVN.⁹² Le prince Phetsarath, à notre connaissance, ne fut jamais contacté. Souphanouvong resta en Thaïlande aussi. Cet oubli avait dû être ressenti comme un échec par Tran Van Giau, étant donné ses efforts pour utiliser la « Commission Mixte » à Bangkok comme un tremplin pour donner une légitimité aux États anti-coloniaux indochinois en les faisant participer à un ensemble asiatique plus large. Et pourtant, à New Delhi, en dépit de l'absence des partis Issaraks, les délégués vietnamiens se voyaient comme les porte-parole de tous les peuples de l'Indochine. La princesse Yukanthor, représentante du Cambodge allié de la France, accusa avec violence la délégation vietnamienne de s'arroger le droit de parler au nom de l'Indochine dans son ensemble. Faisant montre déjà des mêmes angoisses qui devaient tourmenter les représentants français au cours de la conférence de Genève quelques années plus tard, d'Argenlieu appréhendait que la RDVN ne tentât de donner aux Lao Issara et aux Khmer Issarak un embryon de légitimité par le biais de cette conférence internationale.⁹³ C'est exactement ce que les Vietnamiens comptaient faire. Cependant, à Genève en 1954, les Vietnamiens n'auraient garde d'oublier d'amener les chefs laotiens et cambodgiens avec eux. Fondamentalement, les diplomates de la RDVN participant à la conférence de New Delhi espéraient profiter de cette occasion pour gagner le soutien des pays d'Asie dans leur lutte contre les Français et pour convaincre l'Inde en particulier et peut-être même la Ligue Arabe, menée par l'Egypte, de porter le cas vietnamien devant le Conseil de Sécurité.⁹⁴ Après tout, l'Inde n'avait-elle pas apporté une aide considérable à la cause indonésienne en la soutenant internationalement contre les Pays-Bas ? Nehru avait envoyé

⁹² Message intercepté de Tran Van Giau dans HCFIC, BFD, no. 37D6.TS, 'Renseignements', valeur : A, télégramme daté du 21 janvier 1947, d. 227, HCI, CAOM.

⁹³ 'Asian Relations Conference : Representatives of Cambodia, Cochinchina, and Laos,' CRS A10681, M479615/Part 2, AA et 'Télégramme officiel au Comité Indochine', le 28 février 1947.

⁹⁴ Au début de 1947, Tran Van Giau essayait de négocier avec l'Inde et l'Egypte pour amener la question vietnamienne devant le Conseil de Sécurité. Document intercepté dans HCFIC, BFD, no. 37 D6.Ts, le 27 janvier 1947, s.d. I, Pan Asiatique, divers, c. 227, HCI, CAOM. Abdul Munim, délégué de la Ligue Arabe, était à Bombay au début de 1947. Le secrétaire d'Etat des Affaires étrangères, Agoes Salim, était à New Delhi en mars 1947, en route pour le Caire pour y représenter le gouvernement indonésien.

un avion à Jakarta pour ramener Sjahir à New Delhi. La diplomatie vietnamienne espérait exploiter l'intérêt porté personnellement par Nehru aux questions vietnamiennes et indonésiennes.

L'assemblée des pays asiatiques de New Delhi en 1947 n'échappa pas au schéma classique des conférences internationales partout dans le monde. Dès que les discours charismatiques et la rhétorique anti-coloniale eurent fait place aux plus délicates questions sur les relations entre pays d'Asie, les diplomates des pays concernés donnèrent la priorité à leurs propres intérêts nationaux. Un participant australien observa que le porte-parole thaï « se garda bien d'intervenir dans les débats sauf à deux occasions pour affirmer le statut indépendant de son pays », pendant que les dirigeants de la Malaisie, de l'Indonésie et de la Birmanie adjuraient leurs confrères asiatiques de n'aider en aucune manière les puissances européennes dans leurs tentatives pour réoccuper leurs anciennes colonies.⁹⁵ Bien que la Chine et l'Inde n'eussent jamais sérieusement entretenu l'idée d'intervenir militairement contre les Français ou les Néerlandais, les Vietnamiens n'espéraient pas moins de cette conférence asiatique une assistance tangible dans leur lutte contre la France.⁹⁶ Les représentants de la RDVN pressèrent l'Inde en particulier de leur apporter une aide matérielle, de reconnaître leur gouvernement diplomatiquement et de porter leur cas devant l'ONU.⁹⁷ Au cours de la conférence, le Vietnam et l'Indonésie demandèrent conjointement un secours concret contre les Français et les Néerlandais, et firent appel à la création d'une organisation pour aider les pays asiatiques dans leur lutte pour l'indépendance. Lorsque Nehru déclara que la suggestion de la Malaisie de créer un Bloc Neutre était une idée futile, un délégué vietnamien rétorqua qu'une fédération combattante serait peut-être plus efficace.⁹⁸ Le texte de la RDVN pour le Comité des Mouvements de libération nationale exprimait la même chose de façon plus radicale : « nous avons assez utilisé de mots pour l'unité asiatique. Agissons maintenant ».⁹⁹

⁹⁵ 'Australian Observers' Report on Asian Relations Conference, New Delhi-March 1947,' avril 1947, pp. 4, 15, CRSA10681, M479615/Part 3, AA.

⁹⁶ 'National Movements for Freedom : Rapporteur's Report,' le 30 mars 1947, p. 2, CRSA10681, M479615/Part 2, AA.

⁹⁷ TON THAT THIEN, *India and South East Asia*, p.124.

⁹⁸ 'Australian Observers' Report : National Movements for Freedom,' le 30 mars 1947, p. 16 et Evelyn Colbert, 'The Road Not Taken', p. 620.

⁹⁹ Cité par TON THAT THIEN, *India and South East Asia*, p.123.

Quels qu'aient pu être les sentiments de solidarité asiatique (et ils existaient certainement), les intérêts nationaux étaient à l'ordre du jour. Les jeunes nations telles que le Vietnam et l'Indonésie eurent droit à un avant-goût de la *Realpolitik* de l'après-guerre, d'abord de la part des Européens en 1946, puis de leurs grands frères asiatiques en 1947. En réponse aux demandes provenant des pays d'Asie du Sud-Est pour une assistance contre les Puissances coloniales, Nehru déclara qu'une telle aide « aurait pour effet d'élargir la zone de conflit », et qu'à ses yeux la seule forme qu'elle pût prendre serait celle d'un « soutien moral ». ¹⁰⁰ Répondant à une requête d'assistance des Vietnamiens après l'incident de Haiphong en novembre 1946, Nehru répéta « qu'aussi longtemps que le gouvernement indien ne serait pas en guerre avec un pays, il ne saurait agir contre ce dernier ». ¹⁰¹ Insistant sur le fait que les bons sentiments politiques ne sauraient suffire, les Vietnamiens demandèrent directement au Premier Ministre indien quelle position il adopterait devant les opérations militaires françaises au Vietnam. Un délégué indonésien convint avec ses homologues vietnamiens que la sympathie était insuffisante alors que les Européens avaient toutes les facilités pour obtenir des armes. ¹⁰² Au cours d'une session d'après-midi, un délégué vietnamien fit à Nehru une demande précise de livraison d'armes. La réponse de Nehru fut qu'une telle requête ne pouvait être satisfaite, car l'Inde maintenait des relations amicales avec la France et ne pouvait fournir ni armes, ni troupes si ce n'est sous les auspices de l'ONU. ¹⁰³ Au cours d'une réception nocturne, Nehru intervint même devant une importante assemblée de convives pour couper la parole à Mai The Chau qui s'était lancé dans une attaque virulente contre le colonialisme français. ¹⁰⁴ Un participant philippin devait raconter plus tard la scène en décrivant un Nehru disant, « les sourcils froncés et sur le ton de la colère », que l'idée de demander de l'aide matérielle constituait un « non-sens absolu » et déclarant : « Nous voulons restaurer la paix dans le

¹⁰⁰ 'Australian Observers' Report : National Movements for Freedom,' p. 16 et 'National Movements for Freedom, Rapporteur's Report,' p. 2.

¹⁰¹ Cité par COLBERT, 'The Road Not Taken', p. 619.

¹⁰² 'Australian Observers' Report,' p. 16.

¹⁰³ 'Australian High Commissioner, New Delhi, to External Affairs, 1.6991,' le 1^{er} avril 1947, CRSA1068, M479615/Part 2, AA et HCFIC, CP, no. 1471CPSD, 'Note d'orientation : Les contingences internationales', le 1^{er} mai 1947, signé de Léon PIGNON, vol. 140, IC, AO, MAE.

¹⁰⁴ 'Note : Conference de New Delhi', le 23 juillet 1947, vol. 56, Inde, AO, MAE.

monde et pour atteindre cet objectif, les zones de conflit doivent être réduites au minimum », ¹⁰⁵

L'historienne, Evelyn Colbert, a eu sans doute une bonne intuition, en suggérant que, parmi les raisons expliquant la mauvaise volonté mise par l'Inde à apporter ouvertement une aide à la RDVN, la première était la crainte de Nehru de compromettre les négociations avec le gouvernement de Paris concernant les derniers comptoirs français en Inde, et que la seconde était le désir du premier ministre indien d'éviter de la part de la France un veto éventuel à l'ONU en ce qui concerne les revendications de l'Inde dans la contestation à propos du Cachemire. ¹⁰⁶ Entre janvier et mai 1947, Nehru négocia également avec les Français pour permettre aux Indiens d'Indochine de faire des transferts de fonds en Inde. ¹⁰⁷

Puisque l'un des principaux objectifs de la conférence, la formation d'une Union Pan-Asiatique, était sabordé par les intérêts concurrents de l'Inde, de la Chine, de l'Union Soviétique et de l'Australie ¹⁰⁸, et que les Indiens et Chinois s'étaient refusé à aider effectivement les mouvements indépendantistes contre les Français et les Néerlandais, plusieurs dirigeants de l'Asie du Sud-Est quittèrent New Delhi avec la conviction que, pour qu'une organisation régionale asiatique puisse avoir quelque chance de réussite, la condition nécessaire serait qu'elle comporte un sous-groupe composé uniquement de gens d'Asie du Sud-Est. Avant de quitter New Delhi le 6 avril 1947, les chefs des délégations vietnamienne et indonésienne exprimèrent leur déplaisir, en annonçant un plan commun contre le colonialisme. Dans cette déclaration, le représentant vietnamien à Bangkok, le Dr Tran Van Luan et un des délégués indonésiens, M. Abu Hanifah, annoncèrent les cinq points d'une action collective des nations de l'Asie pour « empêcher le colonialisme de rétablir sa position d'opresseur des peuples asiatiques ». ¹⁰⁹ Conçu comme un signal à Nehru, ce communiqué avait valeur d'avertissement :

La politique d'apaisement et l'attitude douteuse de nombreuses grandes nations et de pays voisins ont jusqu'ici intensifié le danger du colonialisme, comme le prouve l'amère expérience du Vietnam. Un

¹⁰⁵ Manuel S. ENVERGA, 'Asia's problems', *Sunday Times*, (Manille), (le 11 mai 1947).

¹⁰⁶ COLBERT, 'The road not taken', p. 620.

¹⁰⁷ Direction d'Asie-Océanie, 'Note au sujet [du] déblocage d'avoirs français aux Indes et transferts de fonds d'Indochine aux Indes', le 10 mai 1947, vol. 109, Inde, AO, MAE.

¹⁰⁸ Pour les preuves démontrant l'existence de tels intérêts, voir : 'Australian observers' report,' p. 20 et 'Memorandum for Secretary of Department of External Affairs from Gerald Packer,' le 24 avril 1947, CRSA1068, M479615/Part 2, AA.

¹⁰⁹ 'Five-point plan to end colonialism'.

appui réel n'élargira ni ne développera le champ des hostilités, comme de nombreuses personnes le croyaient ou le craignaient.¹¹⁰

Bien que ce communiqué déclarât que la Conférence symbolisait un « bon départ », il était clair que les dirigeants de l'Asie du Sud-Est en lutte contre les Français ou les Néerlandais avaient compris que les organisateurs indiens de la Conférence Inter-Asiatique ne pouvaient rien faire de plus effectivement qu'une ONU dominée par l'Occident. Pour les Vietnamiens et les Indonésiens, la conférence de New Delhi était un échec total et l'appel de Nehru à la solidarité asiatique sonnait étrangement faux à leurs oreilles. Dans un télégramme à son gouvernement pour rendre compte de la réunion dans la capitale indienne, Tran Van Luan écrivait qu'en ce qui concernait une aide tangible, « Nehru ne peut rien faire ». A son avis, il fallait s'associer surtout à l'Indonésie surtout, même si son entretien avec Sutan Sjahrir n'avait rien donné.¹¹¹ La RDVN finit par envoyer une note diplomatique au délégué indien aux pourparlers de Lake Success, lui demandant de poser la question vietnamienne devant l'ONU. L'Inde refusa ... encore une fois.¹¹²

L'anticolonialisme asiatique avait évidemment ses limites, imposées par les préoccupations nationales. Fait plus important, l'incapacité de l'Inde à restreindre son aide au domaine « moral » fit pencher l'idée régionale vers le centre de l'Asie. Ainsi, au cours des discussions des « Groupes de Mouvements nationaux », un universitaire britannique avait noté :

la réponse que donna Nehru était que seul le soutien moral représentait une politique réaliste, mais certains délégués ne s'en satisfirent pas et on envisagea différentes possibilités pour apporter de l'aide, excepté l'intervention armée. [...] *La solidarité du Sud-Est asiatique semblait être pour les délégués la seule solution d'avenir* et à cet égard ils s'en remirent, faute de mieux, à l'appui bienveillant de l'Inde et de la Chine.¹¹³

La première tentative indienne pour développer une politique sud-est asiatique et pour faire de l'Inde, sur le plan international, le leader principal non-communiste et non-aligné de cette partie du monde fut donc un échec. Bon gré mal gré, l'Inde avait perdu une occasion favorable pour s'affirmer dans une Asie qui n'était pas encore divisée par la

¹¹⁰ *Statesman*, (le 6 avril 1947).

¹¹¹ Télégramme intercepté dans FL EM/2B, no. 6252S, 'BR no. 68', le 29 avril 1947, p. 4, c. 10H5636, SHAT.

¹¹² CSTFEO, EM/2B, no. 9272, 'Place internationale actuelle du conflit franco-vietnamien', signé par KELLER, le 6 avril 1948, pp. 3-4, d. 28, c. 10H537, SHAT.

¹¹³ 'The Inter-Asian Relations Conference : Report by Sir Abe Bailey, Research Professor of British Commonwealth Relations, p. 8, le 30 avril 1947, FO37163541F598991961, PRO.

victoire des communistes chinois en 1949, les ingérences des Etats-Unis et de l'URSS et la renaissance remarquable du Japon.

Cependant, la conférence de New Delhi permit aux Indonésiens et aux Vietnamiens d'entrer en contact les uns avec les autres pour la première fois depuis la période pré-coloniale.¹¹⁴ La Chine et l'Inde s'étant montrées peu enclines à les aider, les Vietnamiens fixèrent de nouveau leur regard sur Bangkok, l'autre centre important où les représentants du Sud-Est asiatique pouvaient se retrouver avec une relative facilité.

Mise au point de l'Asie du Sud-Est en Thaïlande ?

Après avoir compris qu'ils n'obtiendraient que peu d'aide concrète de la part des grandes nations asiatiques, les représentants de l'Asie du Sud-Est avaient entamé des conversations privées au cours de la conférence de New Delhi sur la nécessité de former leur propre fédération.¹¹⁵ Faisant appel à ses souvenirs plusieurs décennies plus tard—mais avant que l'idée de l'ASEAN n'eût véritablement germé—un des participants indonésiens, Abu Hanifah, écrivait que le concept d'un groupement d'Asie du Sud-Est avait ses racines dans la conférence de New Delhi de 1947 et dans le refus chinois et indien de les aider contre la colonisation. Des amitiés s'étaient en effet nouées entre les délégués de l'Indonésie, de la Birmanie, de la Thaïlande, du Vietnam, des Philippines et de la Malaisie.

Nous discutâmes, conversâmes et dressâmes les plans d'une Association du Sud-Est asiatique qui devrait coopérer étroitement d'abord sur des questions culturelles et économiques. Nous pensions que plus tard, nous pourrions peut-être collaborer plus concrètement dans le domaine politique. Certains parmi nous rêvèrent même d'une Grande Asie du Sud-Est, d'une fédération.¹¹⁶

Immédiatement après la conférence en Inde, un certain nombre de délégués d'Asie du Sud-Est firent escale à Rangoon sur l'invitation du dirigeant birman U Aung San pour discuter de la fondation d'une organisation régionale et pour initier un effort conjoint en vue d'accélérer la normalisation des relations diplomatiques entre les États de la région.¹¹⁷

¹¹⁴ En dehors des rencontres des coloniaux asiatiques dans les cafés parisiens ou des travaux de Ho Chi Minh et Tan Malaka pour le Komintern à Canton et Hong Kong dans les années 1930.

¹¹⁵ Voir à ce sujet : 'Manifesto by Representatives of the Countries of South-East Asia League,' *VNS*, (le 29 septembre 1947) ; 'Fortnightly Summary of Political Events in Siam for the Period April 16-April 30, 1947,' le 23 mai 1947, DOS, 892.005-2347, ANEU ; et 'Thatsana khong Chaw Wiatnam To Panha Kancattang Sahaphan Esia Akhene' [Le point du vue vietnamien concernant l'établissement d'une Fédération sud-est asiatique], *Mahachon*, (le 20 juillet 1947).

¹¹⁶ ABU HANIFAH, *Tales of a Revolution*, Sydney, Angus and Robertson, 1972, p. 235 et 'Vietnam Delegate's Message to People of India', *VNS*, (le 10 mai 1947).

¹¹⁷ John C. CAMPBELL, et al., *The United States in world affairs, 1947-1948*, New York, Harper and Row, 1948, p. 236 et *VNS*, (le 29 septembre 1947).

Aung San annonça qu'une mission amicale serait bientôt dépêchée à Bangkok pour entamer des négociations visant à l'établissement de relations diplomatiques. Peu après, la délégation indonésienne menée par le premier ministre Sutan Sjahir s'arrêta à Bangkok sur son chemin de retour de New Delhi pour rencontrer des membres du gouvernement thaï et discuter de la possibilité d'établir des relations diplomatiques.¹¹⁸ Le Van Hien, ministre de l'Economie de la RDVN, nota dans son journal que Ho Chi Minh reçut le 30 avril 1947 un télégramme de Sutan Sjahir, saluant le combat du Vietnam contre la France. La rupture étant survenue entre Indonésiens et Néerlandais, les premiers allaient s'engager militairement contre les seconds dans la première « action de police » en juillet. Aux bouts des négociations, le gouvernement indonésien proposa à Ho Chi Minh d'échanger des « représentants officiels [pour discuter] de la question de l'établissement de relations entre les deux nations ».¹¹⁹ Le gouvernement de la RDVN accepta et envoya Pham Ngoc Thach pour les entretiens préliminaires.

Tout comme Ho Chi Minh, Aung San avait entretenu l'idée d'une « fédération des peuples asiatiques indépendants » depuis la fin 1945.¹²⁰ Au début de l'année 1947, le ministre des Affaires Etrangères de Birmanie déclara à un diplomate australien que la politique étrangère de la Birmanie était fondée sur trois principes : l'amitié avec tous les pays ; le soutien loyal à l'ONU ; et le renforcement des relations avec les autres pays de l'Asie du Sud-Est et développement d'un groupement régional. Le diplomate australien rapporta que le ministre birman était gagné à l'idée de promouvoir « un plus grand degré d'unité en Asie du S[ud] E[st] ».¹²¹ Après la conférence de New Delhi, Aung San s'engagea dans cette voie. Lors du nouvel an birman, il affirma à une délégation thaïe dans un discours prononcé devant une foule immense qu'il chérissait l'idée de former une

¹¹⁸ 'Summary of political events,' le 21 avril 1947, p. 3, DOS, 892.004-2147, ANEU.

¹¹⁹ LE VAN HIEN, *Nhat ky cua mot bo truong* [Journal d'un ministre], Da Nang, NXB Da Nang, 1995, vol. 1, pp. 82-83, entrée du 30 avril 1947. Le 16 août 1947, dans une communication adressée au président Sukarno à l'occasion de la fête d'indépendance indonésienne, Ho Chi Minh appela pour une meilleure collaboration entre les deux peuples. Entre temps, le général birman Aung San demanda à Sukarno de faire une escale à Rangoon pour qu'ils pussent développer leur collaboration politique, économique et culturelle.

¹²⁰ Consulat général de France, no. 112D, 'Christian Fouchet à George Bidault', le 4 novembre 1945, d. 1352, c. 153, NFIC, CAOM.

¹²¹ 'External Affairs from Australian Commissioner, Singapore,' le 11 février 1947, CRS442312, Singapore 47, AA.

« Union d'Asie du Sud-Est » comptant comme membres l'Indonésie, la Thaïlande, l'Indochine et la Malaisie.¹²²

Encouragés par ces contacts régionaux, le président de la délégation de la RDVN à Bangkok, Nguyen Duc Quy, déclara à l'attaché militaire adjoint américain en Thaïlande, le colonel Law, qu'il considérait Pridi comme le « chef naturel » d'un bloc du Sud-Est asiatique, avec la Thaïlande comme quartier général.¹²³ En juin 1946, Pham Ngoc Thach discuta avec Pridi de la nécessité de former un tel rassemblement régional.¹²⁴ Même le PCI était à l'unisson. Dans une résolution adoptée par un plénum des cadres du Comité central au début d'avril 1947, le besoin de gagner la sympathie de l'Asie du Sud-Est pour la résistance vietnamienne fut souligné derechef.¹²⁵ Les Vietnamiens à Bangkok avaient discuté avec Pridi de la nécessité d'une organisation régionale bien avant la conférence de New Delhi. Cependant, ce n'est qu'à la suite de l'échec de celle-ci que les représentants de la RDVN dans la capitale thaïe, principalement Pham Ngoc Thach, Nguyen Duc Quy, Tran Van Giau, Tran Van Luan et Le Hy, commencèrent à faire entendre leur idée auprès de Pridi afin que celui-ci prît la direction du mouvement pour la formation d'un groupement du Sud-Est asiatique. Au cours de ces entretiens, il fut convenu que le but d'une telle organisation régionale serait de réunir les pays d'Asie du Sud-Est en une confédération d'Etats indépendants opposés au retour du colonialisme occidental. Les protagonistes utilisèrent la Charte de l'Atlantique et celle des Nations Unies comme modèles.¹²⁶ En raison du statut de la Thaïlande comme pays indépendant et de sa position géographique remarquable, ce pays apparaissait comme le quartier général naturel de cette organisation régionale asiatique. L'organe officiel du Parti Constitutionnaliste Thaï, *Suwannaphum*, souligna ce point en juillet 1947 :

¹²² 'Telegram from the Consul General at Rangoon to the Secretary of State,' le 19 avril 1947 dans *FRUS* (1947, Volume VI), p. 22 et 'Fortnightly summary of political events in Siam for the period April 16-April 30, 1947,' le 23 mai 1947, DOS, 892.005-2347, ANEU. Les Philippines n'y sont nullement mentionnées.

¹²³ 'Summary of political events', le 21 avril 1947, p. 3.

¹²⁴ 'Fortnightly summary of political events in Siam,' le 24 juin 1947, DOS, 892.006-2447, ANEU et 'The Ambassador in Siam to the Secretary of State,' le 7 mai 1947 dans *FRUS*, (1947, Volume VI), p. 93.

¹²⁵ 'Nghị quyết hội nghị cán bộ trung ương, từ ngày 3-4-1947' [Résolution de la réunion des cadres du Comité central du 3 avril 1947], *Van kien Dang*, 1945-1950, p. 100.

¹²⁶ Sur l'influence de la Charte de l'Atlantique et celle des Nations Unies, voir : 'A Manifesto Issued by the Southeast Asia Countries' Representatives,' *VNS*, (le 25 août 1947), p. 3, particulièrement les articles 4-7.

Le Sud-Est asiatique est composé de petites nations qui, réalisant qu'elles ne peuvent agir seules, cherchent naturellement à collaborer ensemble d'une manière ou d'une autre. Le Siam, étant situé au centre de ce groupe et étant jusqu'à maintenant le seul état indépendant, jouira naturellement de l'aura de la nation « grande sœur ».¹²⁷

Les représentants diplomatiques de la RDVN à Bangkok, en particulier Tran Van Giau, se placèrent à la tête du mouvement pour une organisation régionale sud-est asiatique. L'idée principale était de tirer parti de la bienveillance de Pridi, de Tiang Sirikhan et de leurs alliés Seri Thai en général, afin de promouvoir le projet d'une organisation de l'Asie du Sud-Est décolonisée, avec la Thaïlande à sa tête et les Etats indochinois indépendants liés solidement derrière elle. Cette politique contrastait avec les efforts déployés par Pham Ngoc Thach pour gagner le soutien de l'Inde et de la Birmanie à l'ONU pour la cause vietnamienne, ainsi que ses ouvertures simultanées auprès du Parti communiste français et celui de l'URSS (sec. chinoise, ch. 2).¹²⁸ En effet, Pham Ngoc Thach se rendit en Inde en mars 1948 en tant que vice-premier ministre et sous-secrétaire d'Etat de la RDVN.¹²⁹ Il forma une deuxième délégation à Rangoon au même moment (sec. sud-est asiatique, ch. 3).

Dans une longue lettre du 7 juillet à l'éditeur du *Bangkok Post*, qu'il signa du pseudonyme de « Ngo Ha »¹³⁰, cet agent de la RDVN insista sur les raisons économiques et politiques rendant nécessaire la constitution d'un ensemble régional en Asie du Sud-Est. Cette lettre intéressante donne un meilleur éclairage sur ce que le Vietnam entendait par relations régionales en 1947 :

Géographiquement et ethniquement, l'Asie du Sud-Est a de nombreuses similitudes avec l'Europe balkanique. Qu'elle puisse être un générateur de prospérité ou de conflit dépend du degré d'union de ses peuples indigènes. [...] Situées entre la Chine et l'Inde, les nations de l'Asie du Sud-Est ont des intérêts communs qui doivent être unis pour faciliter la résolution de leurs problèmes internes, pour leur aide mutuelle dans la lutte pour la liberté, pour sauvegarder leur indépendance, et ainsi, pour contribuer à la paix et à la prospérité mondiales. [...] Sans union, ou sans une union de combat, comment pouvons-nous regagner et affirmer notre droit à être maîtres de nos propres terres ? Opposons notre principe « unis et libres » à leur formule « diviser pour régner ». [...] Les pays d'Asie du Sud-Est sont parmi les plus riches régions de l'Orient avec leur riz, leur quinine, leur caoutchouc, leur étain, leur pétrole et autre minéraux précieux. Unis, ils se feront respecter et se rendront prospères ; divisés ils ne pourront espérer rien

¹²⁷ *Suwannaphum*, (le 11 juillet 1947).

¹²⁸ 'Place internationale actuelle du conflit franco-vietnamien'.

¹²⁹ 'Vietnam Deputy Prime Minister Invites Indian Leaders to Vietnam', *VNS*, (le 24 mars 1948). Le général Nguyen Binh envoya une lettre semblable au Pandit Nehru. Voir : 'Letter to Pandit Nehru from General Nguyen Binh', *VNS*, (le 8 mars 1948).

¹³⁰ Tran Van Giau devait utiliser le pseudonyme de « Ngo Ha » lorsqu'il écrivit des articles dans des journaux du parti à partir des années 1950. On peut constater que les lettres des deux mots « Ngo Ha » peut aussi former le mot, « Hoang », le nom de guerre confirmé de Tran Van Giau.

De manière significative, Tran Van Giau reconnaissait que les antagonismes ethniques ancestraux pourraient retarder une telle union. Il essayait de faire taire ses doutes en insistant sur le fait que le nationalisme vietnamien « n'était pas étroit », et déclarait que les Vietnamiens ne faisaient pas de distinction entre les impérialismes, qu'ils vinssent « de l'Est ou de l'Ouest ». Il concluait en déclarant que les craintes historiques au sujet des problèmes ethniques et de « l'hégémonie » seraient dépassés si les riches ressources naturelles de la région conduisaient à une organisation régionale reposant sur la force d'union.¹³² Peu après, les représentants vietnamiens proposèrent une déclaration en six points correspondant à leur position sur la question. Bien qu'il semble qu'il s'agisse d'une traduction sommaire de l'original, le paragraphe suivant montre remarquablement bien comment les Vietnamiens focalisaient leur vision de l'Asie du Sud-Est sur la Thaïlande :

Dans le domaine de la géographie, de l'histoire, de l'économie et de la culture, aussi bien que dans celui des questions politiques et militaires, nous estimons que le Viet Nam est moins lié à la France qu'à ses voisins de l'Asie du Sud-Est, [dont] le centre est vraiment le Siam, qui est le seul pays à avoir préservé son indépendance. Telles sont les raisons pour lesquelles nous attribuons au Siam le rôle dirigeant dans l'établissement d'une Fédération du Sud-Est asiatique. Une telle organisation doit être fondée sur la ligne suivante : pas d'hégémonie pour aucun pays ou aucun peuple... au contraire elle devrait être basée sur des intérêts semblables et des aspirations communes.¹³³

Mais au bout du compte, si une organisation régionale de l'Asie du Sud-Est devait être formée, la Thaïlande devait naturellement vouloir en assumer la direction. Dans le discours qu'il prononça au cours de la réunion, Tran Van Giau se représentait clairement l'importance de la Thaïlande lorsqu'il conclut : « L'Union Pan Asiatique est la propriété privée de l'Asie du Sud-Est. Faisons en sorte qu'elle le reste. Les dirigeants du Siam doivent appuyer cette union ». ¹³⁴ Souphanouvong le rejoignit dans cette pensée : « le Siam est au cœur même de l'Asie du Sud-Est. Il ne doit pas rester replié dans un isolement

¹³¹ 'Letter from Ngo Ha to the editor of the Bangkok Post,' *Bangkok Post*, (le 7 juillet 1947). Il serait intéressant de savoir si ces idées représentaient les propres pensées de Tran Van Giau ou si elles étaient le reflet des instructions gouvernementales.

¹³² 'Letter from Ngo Ha to the editor of the Bangkok Post'.

¹³³ 'The establishment of the South East Asia Federation,' *VNS*, (le 4 août 1947), p. 4, point no. 6.

¹³⁴ 'Siam's neighbours urge sponsorship of Southeast Asia Union'. Voir aussi : 'Pour une Union de l'Asie du Sud-Est,' *Le Monde*, (le 15 juillet 1947) et 'Fortnightly Summary of Political Events in Siam for the period July 1-July 15 1947,' le 25 juillet 1947, DOS, 892.007-2547, USNA.

égoïste. Ses voisins se tournent vers lui pour qu'il prenne le commandement ». ¹³⁵ Même le *Bangkok Post*, quotidien dirigé par les Américains, exprimait son mécontentement envers les Thaïs. Le 14 juillet, un éditorial demanda pourquoi la Thaïlande n'avait pas pris la direction du mouvement régional comme Giau et Souphanouvong l'y avaient exhortée. Le *Bangkok Post* souligna qu'une telle organisation n'avait pas à être à l'heure actuelle, « une fédération étroitement unifiée », mais plutôt un « corps régional d'échange des politiques » sur l'agriculture, les communications ou le commerce. Cet éditorial ajouta que « le Siam devait l'encourager. Le Siam devait accepter l'offre de commandement qui lui avait été faite ». ¹³⁶

Il serait cependant erroné de croire que la RDVN ou les rédacteurs du *Bangkok Post* étaient les seuls à penser en termes régionaux. Les efforts vietnamiens ne représentaient qu'une partie d'une plus large réorientation. Le 6 septembre 1947, par exemple, le *Malayan Tribune* publia un long éditorial intitulé *South East Asian Bloc*, dans lequel son auteur discutait de la création d'une organisation régionale dans les termes suivants :

Le Bloc du Sud-Est asiatique pourrait comprendre la Birmanie, le Siam, l'Indo-Chine, la Malaisie et l'Indonésie. [...] Les risques qui menacent l'Asie du Sud-Est peuvent bien ne pas être encore apparents. Mais avec son immense potentiel et ses grandes richesses, il pourrait tenter les puissants. Il incombe aux dirigeants de l'Asie du Sud-Est de convoquer une conférence le plus tôt possible pour rédiger un plan à long terme qui permettra à cette partie du monde d'écarter toute menace, politique ou économique, qui pourrait poindre dans le futur. ¹³⁷

Pourtant, jusqu'à cette date les Thaïs avaient fait fort peu de pas en direction de la formation d'un organisme régional. A l'inverse du Vietnam et de l'Indonésie, Bangkok n'avait envoyé qu'une petite délégation à la conférence de New Delhi et avait persisté à montrer de la répugnance à reconnaître la République d'Indonésie et la République Démocratique du Viet Nam. Il est possible d'expliquer le peu d'entrain mis par Bangkok à accepter de prendre la tête d'une union de l'Asie du Sud-Est par le fait que les Thaïs pensaient avoir plus à y perdre qu'à y gagner en termes d'intérêts nationaux. Une telle union aurait pu aisément être interprétée dans les milieux internationaux comme le prélude à la formation d'un bloc anti-européen, surtout lorsque des communistes notoires comme

¹³⁵ *Bangkok Post*, (le 12 juillet 1947).

¹³⁶ *Bangkok Post*, (le 14 juillet 1947). Il est vraisemblable que la RDVN espérait exploiter l'anticolonialisme de McDonald.

¹³⁷ 'South East Asia Bloc', *The Malayan Tribune*, (le 6 septembre 1947).

Tran Van Giau se mirent à se faire les apôtres du régionalisme. Une autre raison possible, plus plausible, serait que les Thaïs rechignaient à pousser trop loin l'idée d'une organisation régionale, de peur de faire capoter les négociations délicates entamées avec les Français au sujet des territoires en Indochine occidentale. Des discussions sérieuses toujours en cours avaient commencé en avril, lorsque la Conférence de New Delhi s'acheva et que les représentants vietnamiens basés à Bangkok commencèrent à hausser le ton dans leurs appels à une véritable organisation régionale placée sous la direction de la Thaïlande. Depuis novembre 1946, après que les Thaïs eurent accepté de rendre les territoires récupérés sur les Français pendant la Seconde Guerre Mondiale, Bangkok semblait sincèrement croire que Paris allait prendre sérieusement en considération les revendications historiques thaïes sur certaines parties occidentales du Laos et du Cambodge. Ces convictions avaient été sans doute forgées lors des sessions du Comité de Conciliation. La tiédeur montrée par Bangkok pour le mouvement de régionalisation de l'Asie du Sud-Est était donc certainement liée à son désir de retarder la formation d'une organisation régionale et anti-coloniale jusqu'à ce que les négociations avec les Français pussent arriver à une conclusion positive. *Reuters* avait même cité Pridi déclarant au cours de sa visite en France en 1946 que le Siam ne voulait pas être « mêlé aux événements en Indochine ». ¹³⁸ Diplomatiquement, les Vietnamiens avaient bien plus besoin des Thaïs que ceux-ci n'avaient besoin d'eux.

A la mi-août, cependant, les relations franco-thaïes se détériorèrent dramatiquement à la suite de la décision prise par le Comité de Conciliation en faveur des revendications françaises dans les territoires laotiens et cambodgiens contestés. Le verdict prononcé au bénéfice de la France semblait avoir laissé les Thaïs stupéfaits (quoiqu'il eût dû secrètement enchanter les Vietnamiens). Un commentateur thaï notait sobrement que « les seules raisons expliquant notre perte des quatre provinces frontalières au profit de la France étaient que nous étions une nation vaincue et que nous étions plus faibles militairement que la France ». ¹³⁹ Pleins d'amertume, les hauts dirigeants thaïs partageaient cette vue. L'échec essuyé par les Thaïs dans leur tentative de récupération des concessions

¹³⁸ *Bangkok Post*, (1^{er} 7 janvier 1947).

¹³⁹ *Si Krung*, (1^{er} 22 août 1947).

territoriales en Indochine française fut certainement la raison principale expliquant la nette amélioration des relations avec la RDVN dans les semaines suivantes. Ce fut à partir de ce moment seulement que les Thaïs autorisèrent la formation d'une organisation de l'Asie du Sud-Est. En effet, le 8 septembre 1947, 60 personnes se réunirent à l'Hôtel Ratanakosin à Bangkok pour inaugurer la « Ligue de l'Asie du Sud-Est ». Des représentants du Vietnam, du Cambodge, du Laos, de l'Indonésie, de la Thaïlande et de la Malaisie étaient présents. Pour des raisons qui demeuraient mystérieuses, les délégués philippins et birmanes n'y participèrent pas, quoique la place leur eût été réservée.¹⁴⁰ Les membres fondateurs officiels étaient les pays suivants : Birmanie, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Thaïlande, Vietnam. Pridi autorisa la Ligue à fixer son siège à Bangkok et lui avança les premiers fonds.¹⁴¹

Initialement, cette Ligue était un organisme officieux et provisoire; elle devait éventuellement céder la place à une « organisation durable et efficace connu sous l'appellation de Fédération de l'Asie du Sud-Est ».¹⁴² Ecrivant à ce sujet plusieurs décennies plus tard, Pridi affirmait qu'au départ, la Ligue n'était ni une « fédération », ni une « confédération », parce que chaque Etat membre gardait le contrôle total de ses affaires internes et externes. Selon l'ancien Premier Ministre Thaï, cette organisation tenait plus d'une « entente cordiale » entre ses États membres, offrant une assistance mutuelle et une opposition au colonialisme européen.¹⁴³ Le manifeste de la Ligue précisait bien ses objectifs :

l'achèvement de l'unité parmi les divers peuples de l'Asie du Sud-Est, qui sera finalement d'une nature si tangible et si concrète que la reconnaissance officielle lui sera accordée par l'organisation d'une *Fédération de l'Asie du Sud-Est*, qui concrétisera l'union des différents gouvernements et peuples de la région.¹⁴⁴

¹⁴⁰ Les Français rapportèrent le mécontentement des dirigeants de la Ligue au sujet de l'absence des Birmans et des Philippins. 'Ambassade de France au Siam au MAE', no. 402AS, 17 septembre 1947, d. 802-5, c. 145, EA, MAE.

¹⁴¹ 'Constitution of the South East Asia League (S.E.A.L.)', Bangkok, le 8 septembre 1947, p. 8 ; 'South East Asia League Formed', *Bangkok Post*, (le 9 septembre 1947), pp. 18-19 ; et Pridi Banomyong, *Chiwit*, p. 89.

¹⁴² 'Constitution of the South East Asia League', p. 6.

¹⁴³ Pridi Banomyong, *Chiwit*, p. 89 et 'South East Asia League Formed', *Bangkok Post*, (le 9 septembre 1947), pp. 18-19.

¹⁴⁴ 'Manifesto of the Southeast Asia League', (le 8 septembre 1947). Ce manifeste fut signé par Manot Wuthithya et Snoh Tanbunyen (Thaïlande) ; Le Hy (Vietnam) ; le prince Souphanouvong (Laos) ; Ta Ta S. Bhonsat (Cambodge) ; Aswi Marmo (Indonésie) ; U. Hua La Pee (Birmanie) ; et Marmud Noeh (Malaisie). *VNS*, (le 29 septembre 1947).

Mais faute de reconnaissance officielle par les gouvernements nationaux d'Asie du Sud-Est, la Ligue allait demeurer une organisation sans autorité. Les nouveaux Etats-nationaux n'allaient pas abandonner une souveraineté qu'ils venaient tout juste d'acquérir ou pour laquelle ils se battaient encore. Toutefois, le paragraphe introductif de la constitution de la Ligue offre une illustration plus perceptible du cheminement en 1947 du régionalisme en Asie du Sud-Est dans les esprits nationalistes locaux :

Avec les progrès de la science moderne, les pays du monde sont chaque jour plus proches les uns des autres. Les moyens modernes de transport ont complètement annihilé les vieux concepts du temps et de l'espace, de sorte que le monde s'achemine rapidement vers l'idéal visionnaire d'une seule communauté. [...] Les peuples de l'Asie du Sud-Est sont convaincus que leur liberté, leur bien-être et leur sécurité seront plus efficacement garantis en unissant leurs efforts vers l'accomplissement de leurs aspirations et idéaux communs.¹⁴⁵

Les buts spécifiques de la Ligue étaient : 1) la promotion et le développement d'une bonne compréhension et des relations fraternelles entre les peuples d'Asie du Sud-Est ; 2) la réalisation des aspirations authentiques à l'indépendance de ces mêmes peuples et le relèvement de leurs niveaux économiques, sociaux et culturels ; 3) la promotion de la paix universelle, le respect des droits de l'Homme et l'application des principes définis par la Charte des Nations Unies ; 5) la publication et la diffusion des questions d'ordre culturel, scientifique, social et économique concernant le Sud-Est asiatique ; et 6) l'établissement d'une *Fédération de l'Asie du Sud-Est*.¹⁴⁶ Ce qui comptait dans cette nouvelle conception de la région était plus son opposition à la colonisation et à l'ingérence européenne dans les affaires locales qu'une vision prématurée de l'ASEAN de nos jours.

Le président du Comité Central Exécutif de la Ligue était Tiang Sirikhan. C'était un adjoint de Pridi qui avait fait partie des principaux négociateurs thaïs dans les récentes discussions frontalières avec les Français. Tran Van Giau en était le vice-président. Ces deux nominations reflétaient le fait que la Ligue était largement une création des Seri Thai et de la RDVN.¹⁴⁷ Les membres thaïs—Tiang Sirikhan, Thawi Udon, Dusit Buntham et Sukit Nikhamein—étaient tous des membres dirigeants des Seri Thai et appartenaient tous

¹⁴⁵ 'Foreword of the Constitution of the South East Asia League,' p. 2.

¹⁴⁶ 'Constitution of the South East Asia League,' pp. 7-8. Italiques dans l'original.

¹⁴⁷ *Ibid.*, p. 17.

au parti *Sahacheep* de Pridi.¹⁴⁸ Il avait été convenu avant le 8 septembre au sein du Comité Organisateur qu'un Thaï serait président et un Vietnamiens vice-président. Selon John Coast, un journaliste britannique en contact avec les Seri Thaï et les délégués vietnamiens, un président fort, issu de l'entourage de Pridi semblait nécessaire à la Ligue pour gagner plus facilement et plus efficacement un réel appui. Les architectes de la Ligue avaient en vue une sorte de reconnaissance officielle. Toutes ces raisons expliquaient le choix de Tiang Sirikhan comme président.¹⁴⁹ Le Comité Organisateur aurait unanimement désigné Nguyen Duc Quy comme candidat à la vice-présidence du comité exécutif. Cependant, lors de la séance inaugurale du 8 septembre, Quy était mystérieusement absent et Le Hy avait déjà été élu secrétaire du comité exécutif. John Coast affirme que le seul représentant vietnamien présent était Tran Van Giau, ne laissant au comité organisateur aucune autre option que de l'élire vice-président, même si les délégués du comité exécutif ne voulaient pas d'une « figure communiste » à leur table.¹⁵⁰ En effet, Tran Van Giau était l'un des communistes vietnamiens les mieux connus.

Le manque de participation régionale dans la Ligue de l'Asie du Sud-Est est remarquable. Car tous les 'Sud-Est Asiatiques' n'étaient pas aussi enthousiastes que les Vietnamiens à l'idée d'un groupement régional. Les Indonésiens, les Birmans et les Malais étaient représentés seulement par des civils sans envergure résidant à Bangkok. Il n'existait pas de délégué pour les Philippines au sein du Comité Central Exécutif. Tout aussi problématique était la disparition soudaine à Bangkok de la « collaboration particulièrement étroite entre les délégués indonésiens et vietnamiens » affichée à New Delhi seulement quelques mois plus tôt.¹⁵¹ La relative discrétion adoptée par les Indonésiens, les Birmans et les Malais pourrait bien provenir de leur crainte de compromettre, en participant à la Ligue, leurs relations respectives avec les Néerlandais et les Britanniques au moment où eux-mêmes étaient engagés dans des négociations déjà ardues pour obtenir leur propre indépendance. Il y a également lieu de se demander si les délégués Vietnamiens à la conférence de New Delhi n'avaient pas effrayé des alliés

¹⁴⁸ 'Fortnightly summary of political events in Siam for the period September 1-September 15, 1947,' le 23 septembre 1947, DOS, 892.009-2347, ANEU.

¹⁴⁹ John COAST, 'The South-East Asia League,' le 12 janvier 1948, FO37169686/XCA/55667, PRO.

¹⁵⁰ 'Note on the Election of Tran Van Giau', FO37169686/XCA/55667, PRO.

¹⁵¹ Sir Abe BAILEY, 'The Inter-Asian Relations Conference', 30 April 1947, FO37163541/F598991961, PRO.

asiatiques potentiels avec leur rhétorique enflammée et leurs références révolutionnaires. Les Indonésiens, on le sait déjà, se gardaient de donner aux Néerlandais l'occasion d'apposer l'étiquette communiste sur la République indonésienne, et, à la fin de 1945, avaient évité des contacts trop étroits avec la RDVN.

La position de Tran Van Giau à la tête de la Ligue ne pouvait pas non plus être d'une grande utilité. En effet, les diplomates de la RDVN firent une gaffe remarquable en permettant à un intellectuel communiste aussi exalté et aussi connu que Tran Van Giau d'accepter un poste aussi visible dans une organisation régionale neutre, et qui aurait exigé de la finesse et de l'effacement. Les dirigeants occidentaux et asiatiques non-communistes étaient tous prévenus de son impressionnante carrière révolutionnaire. De plus, les Français ne se privaient pas pour lui attribuer la responsabilité des tueries à Saigon, dont la liquidation de Trotskistes et de Constitutionnalistes, quelle que pût être la véracité de telles accusations. Au cours d'une visite à Bangkok à la fin de 1947, une délégation indonésienne aurait fait tout son possible pour éviter d'entrer en contact avec les Vietnamiens. Selon John Coast, cette attitude fut « expliquée sans détours aux Vietnamiens comme due à la volonté des Indonésiens de ne pas donner aux Hollandais la moindre chance de les qualifier de communistes ». Significativement, le journaliste anglais affirme que la délégation vietnamienne à Bangkok reconnut son erreur et informa promptement le gouvernement de la nécessité de rappeler Tran Van Giau.¹⁵² Il est également possible que Hoang Van Hoan, le chef de toute la politique extérieure vietnamienne à partir de 1948 (sec. sud-est asiatique, ch. 4), eût pris pour cible Tran Van Giau dans ses mémoires, lorsqu'il critiqua un « camarade » de Bangkok qui « parlait du marxisme partout où il allait » (*di dau cung noi chu nghia Mac*).¹⁵³ Hoang Van Hoan précise que ce cadre était encouragé par le fait que Pridi avait des idées socialistes et qu'il appuyait le Viet Minh. Giau prétendait être proche de Pridi. Hoan avance que les actions de ce cadre dirigeant soulevèrent de sérieux doutes parmi les communistes de Thaïlande, de Malaisie et de Birmanie, qui se seraient posé la question de savoir si ce « camarade » était « réellement un communiste ».¹⁵⁴ D'après les

¹⁵² COAST, 'The Southeast Asia League'.

¹⁵³ HOANG VAN HOAN, *Giot nuoc*, p. 300. Cependant, ce « camarade » aurait bien pu être quelqu'un d'autre que Tran Van Giau, ou peut-être Le Hy.

¹⁵⁴ *Ibid.*, p. 300.

MAHACHON



La Ligue Sud-Est Asiatique

(Mahachon, juillet 1947)

Français, Tran Van Giau avait même eu une controverse avec Mai The Chau au cours de la conférence de New Delhi. Bien que les raisons de cette controverse soient restées mystérieuses, elle fut cependant assez importante pour que Mai The Chau demandât l'arbitrage du gouvernement au sujet du comportement inacceptable de Giau pendant la conférence.¹⁵⁵ Ce ne fut pas la dernière fois que des problèmes d'individus mirent en cause la politique extérieure de la RDVN.

Cependant, le coup d'Etat de novembre 1947 mit fin à la « Ligue » formé seulement un mois plus tôt. En bref, à la fin de 1947, la politique étrangère de la RDVN en Asie non-communiste demeurait en grande partie un échec. Aucun nouvel Etat asiatique n'avait reconnu la RDVN, en dépit des discours anti-colonialistes. Aucun pays membres n'avait osé amené la question vietnamienne devant l'ONU. Les Américains restaient toujours méfiants de la vraie nature de la RDVN. Et l'idée d'une organisation régionale et proprement sud-est asiatique était restée lettre morte. La RDVN était toujours tout seul.

Ces échecs n'enlèvent, cependant, rien au fait qu'en formant la Ligue, les dirigeants d'Asie du Sud-Est pensaient en termes régionaux nettement plus focalisés que dans leurs passés 'coloniaux' et 'pré-coloniaux', c'est-à-dire en termes pour lesquels il n'existait pas de précédents. Des intérêts économiques communs apparurent pour la première fois dans les discours sur l'Asie du Sud-Est. C'est ce qu'exprima très clairement le leader indépendantiste birman, U Aung San au début de 1947, en déclarant devant une délégation thaïe à Rangoon qu'un des plus importants objectifs de la Ligue devrait être la promotion d'une « solidarité économique régionale ».¹⁵⁶ La phrase introductrice du manifeste de l'organisation régionale confirmait cela, en reconnaissant que « l'Asie du Sud-Est était une des régions les plus riches en ressources naturelles du monde ». Ce document poursuivait en affirmant que la Ligue symbolisait « un désir grandissant parmi les pays d'Asie du Sud-Est de s'unir dans un effort vers un développement régional et des intérêts commun ».¹⁵⁷

¹⁵⁵ HCFIC, SDECE, no. 882SR, 'BR', le 12 février 1948, p. 1, c. 378, SPCE, CAOM. Selon cette source (B/3), Mai The Chau avait protesté contre « l'arrogance » de Tran Van Giau. Le premier aurait demandé à Ho Chi Minh d'intervenir en sa faveur contre Tran Van Giau. Cette source dit que Pham Ngoc Thach donna raison à Mai The Chau à New Delhi en février 1948. Un autre document (B1) prétend que Giap voulait des « explications » quant aux « dissensions » qui s'étaient produites parmi les délégués lors de la conférence de New Delhi. HCFIC, BFD, no. 384D6.Ts, le 5 mai 1947. Mai The Chau (Chau Luong) par la suite travailla sous la direction de Hoang Van Hoan à l'ambassade de la RDVN à Beijing.

¹⁵⁶ 'Telegram from the Consul General at Rangoon to the Secretary of State,' le 19 avril 1947 dans *FRUS* (1947, Volume VI), p. 22 et REMME, *Britain and Regional Cooperation in South-East Asia*, p. 98.

¹⁵⁷ 'Manifesto of the South East Asia League', le 8 septembre 1947.

Au cours de sa séance inaugurale du 8 septembre, la Ligue souligna le besoin de reconstruction économique pour le Cambodge, le Laos, le Vietnam, l'Indonésie, la Birmanie, les Philippines et la Thaïlande.¹⁵⁸ Dans le long terme, les fondateurs de la Ligue espéraient coordonner la vie économique de la région de manière à « éviter le conflit et la compétition entre les économies souvent non-complémentaires des États membres ».¹⁵⁹

Il faut également souligner le fait que l'organisation régionale n'incluait ni la Chine, ni l'Inde. Plusieurs décennies plus tard, en 1974, Pridi devait écrire dans ses mémoires que l'exclusion de ces deux puissances asiatiques n'était pas un oubli, mais au contraire tout à fait intentionnelle. Décrivant les entrevues qu'il avait eues avec les dirigeants nationalistes d'Asie du Sud-Est asiatiques au sujet de la Ligue après la Seconde Guerre Mondiale, Pridi écrivait que, même s'il était clair que chaque pays devrait obtenir son indépendance,

nous aurions toujours à faire face à deux géants : la Chine nationaliste, qui était sortie victorieuse après la défaite du Japon et l'Inde, qui avait récemment obtenu son indépendance de la Grande-Bretagne. Par conséquent, dans l'éventualité de l'accession à l'indépendance de chaque pays et chaque peuple de cette région, l'Asie du Sud-Est, et de manière isolée, il deviendrait difficile pour chacun à se protéger contre une invasion par ces deux géants.¹⁶⁰

Alors que les dirigeants de l'Asie du Sud-Est prenaient position contre le retour du colonialisme européen, ils avaient simultanément les yeux fixés sur l'avenir post-colonial, où ils devraient s'employer à empêcher les plus grandes puissances asiatiques voisines de prendre une place dominante, laissée vacante par les Européens. C'est donc aussi en réaction à la situation géo-stratégique asiatique que la géographie de l'Asie du Sud-Est commença à prendre corps pour la première fois. Attribuant à la Ligue un rôle plus grand qu'elle n'avait pas alors, Pridi écrivait dans ses mémoires beaucoup plus tard que cette organisation avait pour objectifs à long terme l'assistance et la défense mutuelles.¹⁶¹ Un rapport de novembre 1947 du correspondant de l'*Associated Press* Stanley Swinton semble

¹⁵⁸ 'Sannibat Esia Akhene' [La Ligue Sud-Est Asiatique], *Mahachon*, (le 14 septembre 1947). Nous ignorons pourquoi la Malaisie ne fut pas mentionnée.

¹⁵⁹ 'Southeast Asia League', *Bangkok Post*, (le 22 novembre 1947).

¹⁶⁰ Pridi, *Chiwit*, pp. 88-89. Un délégué birman à la conférence de New Delhi déclara qu'il ne voulait pas voir les Européens remplacés par des Chinois et Indiens en Asie du Sud-Est. B. PAKEM, *India-Burma Relations*, New Delhi, Omsons Publications, 1992, p. 32 et 'L'activité extérieure du gouvernement de Hanoi dans certains pays du Sud Est Asiatique', part b.

¹⁶¹ Pridi Banomyong, *Chiwit*, pp. 88-89.

d'ailleurs venir à l'appui de cette affirmation, puisqu'il cite comme un des objectifs stratégiques de la Ligue le « contrôle et l'organisation de la défense régionale ». ¹⁶² Il reste à préciser si cet objectif avait été réellement conçu à la création de la Ligue ou s'il n'avait été que mentionné comme une possibilité à long terme. Quoiqu'il en fût, une fois de plus, on peut voir dans la Ligue une tendance profonde à unifier les desseins qui s'étaient précisés entre la fin de la Seconde Guerre Mondiale et le déclenchement de la Guerre Froide en Asie du Sud-Est.

Toutefois, il ne s'agissait pas de l'unique vision régionale imaginée par les dirigeants vietnamiens à la fin des années 1940, ce que le contexte de régionalisation économique non-communiste de l'Asie du Sud-Est d'aujourd'hui tend à obscurcir. C'était particulièrement vrai pour les internationalistes vietnamiens au sein du PCI qui préféraient une alliance de la RDVN avec l'Union Soviétique et la Chine révolutionnaire. Derrière les relations du Vietnam avec le reste de l'Asie du Sud-Est, et la Thaïlande en particulier, il existait un projet régional communiste qui liait la RDVN à la Chine de Mao Zedong, et non pas à l'Inde de Nehru ou même la région sud-est asiatique de la Thaïlande et de l'Indonésie. Au même moment à Bangkok, des représentants de la RDVN redoublèrent leurs efforts pour contacter la Chine de Mao et l'URSS de Staline. Mais avant de considérer ce sujet, tournons d'abord à un autre niveau réseaux sud-est asiatique et non-communiste, celui du commerce de guerre.

¹⁶² 'Southeast Asia League', *Bangkok Post*, (le 22 novembre 1947).

La Thaïlande et les réseaux du commerce extérieur de la RDVN en Asie du Sud-Est (1945-1951)

Entre 1945 et 1951, la guerre franco-vietnamienne se situait dans un cadre commercial relevant d'un cadre géographique beaucoup plus large que l'« Indochine française ». En effet, des routes maritimes et terrestres partant de Thaïlande acheminèrent au Vietnam des cargaisons d'armes, d'équipements, d'explosifs et de médicaments provenant de l'Asie du Sud-Est et d'ailleurs. Ces livraisons n'avaient sans doute aucune commune mesure avec l'aide fournie par les communistes chinois à partir de 1950, aide qui allait se révéler beaucoup plus importante, et finalement décisive dans la victoire du Viet-Minh sur les Français à Dien Bien Phu en 1954 (voir sec. chinoise, chs. 1 et 3). Cependant, c'est grâce en partie à l'accès aux bases Viet kieu et grâce à un commerce régional d'armes remarquablement actif que la résistance du Centre et du Sud-Vietnam allait pouvoir survivre jusqu'à l'ouverture d'une plus grande source d'aide par les troupes communistes chinoise.

La Thaïlande et le trafic de contrebande en Asie du Sud-Est dans l'après-guerre

Pour le plus grand bénéfice du Viet Minh, la Seconde Guerre Mondiale avait transformé la Thaïlande en une source considérable de matériel de guerre.¹ De plus, grâce aux contacts noués juste avant la capitulation japonaise par les dirigeants Viet Minh stationnés en Thaïlande avec les cercles Seri Thai et l'Armée royale thaïe, la RDVN hérita, après le conflit mondial, d'un accès à divers stocks d'armes : celles que les Japonais avaient introduites en Thaïlande depuis la fin des années 1930, celles abandonnées par les alliés aux Seri Thaïs au milieu de 1945, celles prises aux troupes japonaises après leur capitulation et celles importées en contrebande d'Europe et d'Asie peu après la fin de la guerre.

¹ Sur le commerce de guerre de la République indonésienne avec Singapour et le rôle des réseaux commerciaux des Hua qiao, voir l'étude de TWANG PECK YANG, *The Chinese business elite in Indonesia and the transition to independence, 1940-1950*, Kuala Lumpur, Oxford University Press, 1998.

Le désarmement des troupes japonaises en Thaïlande transforma ce pays en un marché d'armes lucratif. Durant la guerre, l'armée japonaise avait déployé des dizaines de milliers de soldats bien équipés en Thaïlande. Les Britanniques estimaient à 113.000 hommes au 3 septembre 1945 l'effectif total de ce corps d'occupation de la Thaïlande, concentré pour la plupart dans le Nord-Est.² Chargés de désarmer les Japonais à la fin de la guerre, les Britanniques mirent en place sur toute l'étendue de la Thaïlande sept dépôts permanents et environ 83 dépôts provisoires pour stocker les armes saisies sur leurs prisonniers japonais. Engagée dans une tâche écrasante, l'armée britannique dut faire appel à l'aide de l'armée royale thaïe pour désarmer les Japonais et même pour garder les dépôts. Une force thaïe équivalente à trois bataillons fut employée notamment à protéger sept établissements alliés permanents. Plus importants encore étaient les stocks entreposés à la « Section de Dépôt du Matériel » de la base militaire thaïe de Bangsue, placée sous le commandement du Lieutenant Général Phin Chunhawan. Plusieurs centres provisoires de désarmement, souvent sous la seule garde de l'armée thaïe, furent organisés à Udon Thani et Phitsanulok pour les armes japonaises qui n'avaient pas pu atteindre les dépôts principaux. Ultérieurement, beaucoup de ces stocks d'armes japonaises échappèrent aux destructions alliées et alimentèrent un trafic régional d'armes juteux auquel s'intéressaient des clients tels que le Viet Minh.³ Les Britanniques reconnaissaient déjà à l'époque qu'ils n'étaient pas en mesure d'assurer la destruction ou l'enlèvement des armes tant à cause du manque d'effectifs que de la législation qui leur accordait simplement « le droit de détenir [cet armement] » (« *the right to retain* »), et non pas celui de le « détruire ».⁴ A Singapour et dans les Etats malais, les Britanniques n'avaient pas suffisamment d'hommes pour surveiller les nombreux « grands dépôts ». Dans ces pays, l'instabilité de l'après-guerre engendra des conditions parfaites pour un trafic d'armes à partir des détroits de Malacca.⁵ Quant aux Thaïs, ils ne signalèrent pas toutes les armes laissées par les Japonais sur leur territoire, encouragés sans doute par le fait que ceux-là auraient cédé secrètement aux

² HQ,QLFSEA, 'Information received from Siamese mission', le 3 septembre 1945, le 6 septembre 1945, WO203/2214, PRO.

³ HCFIC, BTLC, no. 495/CAB/LC, 'Trafic d'armes et de matériel entre le Siam et l'Indochine', le 20 mars 1950, d. Collusion Siam-Viet Minh, c. C838, SHAA ; DAG Ops. 1, le 7 novembre 1945, 'Information on the Siamese army', WO203/2384, PRO et 'Note de renseignements : L'activité extérieure du Gouvernement Viet Minh', signé de KELLER, p. 2, vol. 161, IC, AO, MAE.

⁴ HQ, SACSEA, 'From SACSEA to Cabinet offices', le 12 février 1946, WO203/4938, PRO.

⁵ 'From SACSEA to Cabinet offices', le 9 janvier 1946, WO203/4938, PRO.

divers groupements locaux du matériel stocké à l'intérieur du pays, en particulier dans le Nord et le Nord-Est.⁶

Mais ce n'étaient pas là les seuls dépôts d'armes des alliés en Thaïlande. Durant la guerre, les Seri Thai avaient également acquis d'importantes quantités d'armes et d'équipement qui plus tard allaient être acheminées vers le Viet Minh. Depuis 1944, lorsque les Etats-Unis portèrent leur attention vers le Japon dans la guerre du Pacifique, des hommes tels que Tiang Sirikhan et Pridi Banomyong fournirent d'incalculables renseignements sur les mouvements des troupes japonaises et sur des cibles potentielles pour les bombardiers américains. La collaboration de Pridi permit à ses collègues Seri Thai de bénéficier de largages d'armes vers le milieu de 1945 et de la discrète coopération des agents de l'OSS, ainsi qu'à un moindre degré de leurs équivalents britanniques de la SOE Force 136.⁷ A la fin de la guerre, des missions de ravitaillement alliées secrètes larguèrent dans les zones patrouillées par les Seri Thai de grandes quantités d'armes : plus de 72 tonnes en juin 1945, plus de 100 tonnes dans la seule journée du 31 juillet et plus de 6 tonnes encore en août.⁸ Ces armes comprenaient des pistolets-mitrailleurs Thompson américains et Sten britanniques, des grenades, des détonateurs, des mines et des munitions. Lorsque le conflit prit brusquement fin à la mi-août, la plupart des armes furent stockées par les chefs Seri Thai dans des dépôts secrets sur le plateau de Korat et près de Bangkok. Thongin Buriphat et Tiang Sirikhan étaient à la tête des organisations qui se chargèrent d'une grande partie de ces armes et qui les cachèrent dans des lieux secrets dans le Nord-Est.⁹ Selon une étude britannique d'après-guerre, des armes en quantités suffisantes pour armer « 100.000 hommes » avaient été parachutées ou livrées par des sous-marins en Thaïlande pendant la lutte contre les Japonais, mais « à peine la moitié » de celles-ci parvinrent à « leurs véritables destinataires ». L'autre moitié avait été dissimulée par des

⁶ CSTFEO, EM/2B, no. 3618/2, 'Note d'information', le 3 septembre 1947, d. Siam-Russie, c. 10H4364, SHAT.

⁷ C'est-à-dire : « Special Operations Executive ».

⁸ HQSACSEA, 'ComGENAAFIB to COM GEN IB', WO203/4471B, PRO et HQ, OSS, India-Burma Theater, APO no. 432, NY, 'Relationship between the «Salad» Supply Drop Program and Security in Thailand', le 4 juillet 1945, pp. 1-7, WO203/447/B 193881, PRO. Une autre source que la nôtre confirme ces chiffres, et indique que durant cette phase de la guerre, les Alliés parachutèrent au total environ 175 tonnes d'armes et d'équipement aux Seri Thai. Harris R. SMITH, *OSS : The secret history of America's first Central Intelligence Agency*, Berkeley, University of California Press, 1972, p. 311.

⁹ SONSAK NGAMKHAONKULAKIT, *Khabuan kanserithai kap khwamkhatyaeng thang kanmuang phainai prathet Thai rawang PS 2481-2492* [Le mouvement du Thai Libre Free Thai et les conflits politiques pendant la période entre 1938 et 1949], Bangkok, Sathaban Esia Suksa, Mahawithayalai Chulalongkorn, 2531 [1988], p. 260, note. Somsak cite un entretien avec le neveu de Thongin Buriphat.

villageois thaïs ou saisie par des trafiquants d'armes à la fin de la guerre, tout comme cela s'était passé dans le Sud de la Chine (sec. chinoise, ch. 1).¹⁰ Le major général commandant la police thaïe, Chana Samutvanich, qui fut impliqué dans le transfert d'armes au Viet Minh en 1950, déclara en 1992 que les Alliés n'avaient jamais exigé la restitution de ces armes après la guerre du Pacifique.¹¹ Bien que cette affirmation soit outrancière, on peut néanmoins imaginer la facilité avec laquelle un trafic d'armes s'était matérialisé.

En effet, en Thaïlande la contrebande d'armes était d'autant plus active qu'un désordre général régnait au sein de la police et de la justice. Ce chaos découlait de la combinaison de divers facteurs : le bouleversement de la situation économique et sociale dû à l'occupation pendant la guerre, le désarmement soudain de plus de 100.000 soldats japonais, la démobilisation de la plus grande partie de l'Armée royale thaïe et, enfin, l'arrivée de près de 27.000 hommes des troupes alliées. L'inflation galopante était aussi un facteur aggravant, qui créa des conditions favorables à la corruption et au marché noir. Au cours de l'année 1947, le gouvernement thaï admit lui-même au cours de débats à l'Assemblée nationale que dans le pays régnaient « le banditisme et l'anarchie générale ». Particulièrement préoccupants étaient la circulation de grandes quantités d'armes à feu à travers tout le pays et le fait « qu'il n'y avait aucune tentative sérieuse de la part des autorités pour contrôler ces armes ». Aux yeux mêmes de certains membres du gouvernement, les « éléments criminels étaient assurément mieux armés que la police ».¹² Les bouleversements que connut le pays juste après la guerre rendaient également difficile le contrôle du gouvernement thaï sur la région éloignée du Nord-Est. Tran Van Dinh, alors officier de renseignements du Viet Minh, parle euphémiquement « d'endroit fascinant » pour décrire la Thaïlande dans l'immédiate après-guerre.¹³

En effet, toute une foule disparate de personnages et de compagnies profitait de ce commerce illicite. Elle allait d'obscurs trafiquants asiatiques et occidentaux de provenance aussi lointaine que Hong Kong, les Philippines, l'Italie, l'Indonésie, la Suède et les Etats-Unis, aux officiels thaïs de haut rang, comprenant aussi bien des civils que des policiers ou

¹⁰ 'Ambassade de France en Grande Bretagne à Georges Bidault, MAE', no. 1472/AS, le 30 mai 1947, d. 802-5, c. 145, EA, MAE. Les Français se basèrent sur une étude britannique faite à Bangkok.

¹¹ 'A Farewell to arms', *The Nation*, (le 3 mai 1992).

¹² Australian Consulate General, Bangkok, 'Siam : Political Situation', le 1 juin 1947, pp. 2-3, A4231/2; Bangkok 1947, AA.

¹³ Entretien avec TRAN VAN DINH, le 31 décembre 1990, Washington, DC.

militaires. Naviguant entre ces deux extrêmes, les agents de la RDVN et de la République indonésienne avaient bien sûr reçu pour instructions de profiter des conditions aussi favorables à la récupération d'armes et d'équipement pour leurs révolutions respectives.

Le Viet Minh et le marché thaï

Au moment où les Japonais firent leur reddition à la mi-août, le Viet Minh put acquérir des quantités considérables d'armes provenant des troupes nippones, souvent même avant l'arrivée des Alliés. Cette acquisition se fit grâce à des 'dons' japonais, ou bien par l'intermédiaire de commerçants locaux qui s'étaient mis à récupérer les armes japonaises saisies puis jetées dans le port de Bangkok par les Britanniques. Il est difficile de savoir dans quelle mesure le Viet Minh avait pu profiter de la collaboration des marchands vietnamiens déjà actifs dans la région pendant la période japonaise. Nous avons retrouvé seulement l'entrepreneur Nguyen Huu Thi qui avait monté une affaire de cabotage entre Hong Kong et Singapour à l'arrivée des Japonais en Indochine et qui continuait à travailler dans la région après la défaite de ces derniers.¹⁴

Dès le lendemain de la Révolution d'août 1945, la RDVN avait évidemment grand besoin d'importer des armes, des médicaments et divers autres articles. Dans le Nord, comme nous allons le voir, la RDVN se tournait vers la Chine méridionale. Dans le Sud, les autorités du Nam Bo virent naturellement la Thaïlande comme leur meilleures porte ouverte sur l'Asie. Au centre, les LK IV et V dépendaient de la Thaïlande et de la Chine du Sud pour leurs échanges extérieurs (sec. chinoise, ch. 1). Lorsque l'un des haut-représentants de Ho Chi Minh dans le Sud, Vo Van Duc, arriva au Nam Bo, il informa immédiatement le *Tong Bo* que 20 % des troupes sudistes étaient habillées seulement d'un simple short et que le reste n'avait pour habillement qu'une chemisette et un short.¹⁵ Dans un autre câble, il signala qu'il n'y avait pas de médicaments. Evidemment, il fallait en trouver. Alors que les dirigeants à Hanoi pouvaient compter sur Cao Bang pour une ouverture vers les trois provinces du Sud de la Chine, les Sudistes de leur côté se tournèrent, eux, vers la Thaïlande. Vo Van Duc y dépêcha des délégués pour acheter des

¹⁴ SESAG, no. 4583, 'Au sujet des activités de Nguyen Huu Thi', le 29 juillet 1948, valeur : C/3, d. Correspondance 1948, c. 10H4201, SHAT.

¹⁵ Voir le télégramme décrypté : 'Adressé à [la] Défense nationale, Hanoi, par Vu Duc [Vu Van Duc]', daté du 3 avril 1946, dans CSTFEO, EM/2B, no. 2110/2, le 6 avril 1946, d. 128, CP, CAOM.

munitions, vêtements, médicaments et négocier avec le gouvernement de Bangkok la cession d'une partie des armes japonaises et alliées.¹⁶

Toutefois, le financement de l'achat d'armes sur une grande échelle n'était pas une mince affaire et la demande ne faisait que croître avec l'intensification des conflits à travers toute l'Asie (Indonésie, Chine, etc.). Dans un télégramme à Vo Nguyen Giap en septembre 1946, Pham Ngoc Thach réclama instamment d'importants fonds pour acheter des armes. Il suggéra même au gouvernement d'autoriser des emprunts auprès de personnes privées à Bangkok contre la promesse de remboursement en or à Hanoi et à Hong Kong.¹⁷ Nguyen Duc Quy envoya un câble au Ministère de l'Intérieur fin décembre 1946, expliquant que la situation du Siam leur était très favorable, mais pour traiter de grandes affaires les agents en Thaïlande n'avaient pas d'argent. Exposant les rapports entre la Thaïlande et le Sud de la Chine, Nguyen Duc Quy incita le gouvernement à exploiter le marché des armes dans les trois provinces de Yunnan, Guangxi et Guangdong. Il suggéra au gouvernement d'entrer en contact avec des dirigeants du Guomindang (GMD), tels que Chang Fa-kwei, Lu Han ou le Consul chinois à Hanoi, qui pourraient « nous prêter quelques dizaines de milliers de dollars et les envoyer à Hong Kong et Singapour ».¹⁸ Déjà en août 1946, les représentants vietnamiens en Thaïlande regrettaient que, faute d'argent, ils n'aient pu profiter des bas prix du marché thaï.¹⁹ A en croire un rapport de Tran Van Giau, il avait pu obtenir « une sorte d'accord des Thaïs » pour fournir des armes et un refuge au Viet Minh en Indochine occidentale. Tran Van Giau fit en même temps une grosse demande d'argent.²⁰

Malgré tout, la transformation de la Thaïlande en un vaste marché d'armes n'aurait pu se produire à un meilleur moment pour le Viet Minh. La guerre du Pacifique ne s'acheva pas encore que les représentants de la RDVN se mirent à traverser le Mékong et le Golfe de Thaïlande pour aller se procurer des armes. Une fois de plus, l'un des facteurs clés leur

¹⁶ Télégramme intercepté : 'Adressé à VN3G1 par VM [?]', daté du 3 avril 1946, dans CSTFEO, EM/2B, no. 2110/2, le 6 avril 1946, d. 128, CP, CAOM.

¹⁷ 'Télégramme de Pham Ngoc Thach à Vo Nguyen Giap', daté du 14 septembre 1946, dans CSTFEO, EM/2B, no. 4462/2, le 20 septembre 1946, d. 8, c. 10H530, SHAT.

¹⁸ Télégramme intercepté : 'Nguyen Duc Quy au Ministère de l'Intérieur', daté du 25 décembre 1946, d. 2, c. 10H602, SHAT.

¹⁹ Communication interceptée : 'VMA4 (Siam) à VMA3 [Ministère de l'Intérieur, Hanoi]', daté du 9 août 1946, CSTFEO, EM/2B, 'Note de renseignements', no. 84/2, le 6 janvier 1947, d. 2, c. 10H602, SHAT.

²⁰ CSTFEO, EM/2B, no. 3852/2, 'Au sujet de Tran Van Giau et d'une aide apportée par le Siam', Saigon, le 31 juillet 1946, valeur: B/2, d. 7, c. 10H530, SHAT.

permettant de s'accomplir de cette mission avec rapidité résidait dans le fait que le PCI avait toujours des hommes et des femmes de confiance dans le Nord-Est, qui n'avaient aucun scrupule à entrer dans l'univers impitoyable et agité du marché noir des armes en Asie. De plus, le réseau révolutionnaire asiatique du PCI s'appuyant sur les Viet kieu pouvait être aisément converti en un pont d'achat et de transport d'armes pour le Vietnam. Enfin, le Viet Minh avait des contacts importants au plus haut niveau dans le gouvernement Seri Thaï qui était en train de s'installer au pouvoir, ainsi que dans sa police, sa marine et son armée. Tran Van Dinh se souvient que, dans cet après-guerre tumultueux, le gouvernement de Bangkok « fermait les yeux » sur les activités clandestines du Viet Minh en Thaïlande, alors que le gouvernement provincial du Nord-Est (il fait presque certainement allusion à des hommes politiques tels que Tiang Sirikhan, Chamlong Daoruang et Thongin Buriphat) « soutenait » le Viet Minh dans ses opérations d'achat d'armes. Quant à ce qui restait de l'armée thaïe, Dinh affirme « qu'elle donnait son entière permission » pour que le Viet Minh pût opérer en Thaïlande.²¹

Dans un tel contexte, il faut mentionner le personnage de Vu Huu Binh, l'homme des réseaux sud-est asiatiques. Sa parfaite maîtrise du thaï et du lao, ainsi que son travail d'infiltration dans l'Armée Royale Thaïe et les services qu'il avait rendus aux Seri Thaï et au PCI pendant la guerre faisaient de lui un intermédiaire de choix entre le Viet Minh et les autorités thaïes qui avaient la responsabilité des armes. A côté des Seri Thaï, il avait un autre contact dans la personne du lieutenant-général Phin Chunhawan, l'ancien commandant en chef adjoint de l'armée du Nord-Est. Bien que Phin eût été temporairement relevé de ses fonctions après la guerre, il conservait une influence considérable au sein des cercles militaires, demeurait hostile aux Français et fournissait une assistance militaire à Vu Huu Binh. Ce dernier constituait évidemment un atout précieux pour le Viet Minh en Thaïlande au lendemain de la Révolution d'août. Les Français affirmaient que c'était Vu Huu Binh qui avait introduit Nguyen Duc Quy dans les bons cercles pour les achats d'armes en Thaïlande.²² Thao Oun, l'ami laotien de Vu Huu Binh, facilita également les

²¹ Entretien avec TRAN VAN DINH, le 29 décembre 1989, Washington, D.C. Après la Seconde Guerre Mondiale, les alliés Seri Thaï du Viet Minh occupaient des positions importantes dans le gouvernement de Seri Pramot, formé en septembre 1945. Tiang Sirikhan était le Ministre du Commerce et de l'Industrie ; Thong Kantatham était le Ministre de l'Intérieur par intérim ; Chamlong Daoruang était le Ministre de la Justice par intérim ; et Thawee Bunyakert était le Ministre de l'Intérieur.

²² 'Notes on arms smuggling between Siam and the rebels in Indochina', p. 2, FO371/83654/194148, PRO.

contacts du Viet Minh avec les officiers de l'armée thaïe, avec lesquels il avait étroitement collaboré durant la guerre. Tran Van Dinh a reconnu lors de l'entretien qu'il nous accorda que Thao Oun l'avait présenté à Phin Chunhawan à la fin de 1945.²³ Au cours d'une rencontre avec Dinh en novembre, Phin promit de fournir au Viet Minh une grande quantité d'armes. Selon Dinh, le général thaï tint parole en livrant avant la fin de l'année 10.000 fusils aux troupes vietnamiennes. Dans une autre entrevue avec Phin toujours arrangée par Thao Oun, Dinh fut amené à rencontrer le général « démobilisé » au quartier général militaire de la 1^{ère} Armée thaïe à Bangsue, où des tonnes d'armes japonaises avaient été entreposées.²⁴

Du côté des Seri Thaï, Vu Huu Binh poursuivit la coopération amorcée pendant la guerre avec les hommes politiques du Nord-Est, tel que Tiang Sirikhan, qui représentait au parlement sa province natale de Sakhon Nakhon tout en étant ministre du Commerce et de l'Industrie. Tiang Sirikhan mit Vu Huu Binh en contact avec des revendeurs d'armes et des officiels thaïs ayant accès aux dépôts de matériel, et apporta personnellement une assistance militaire au Viet Minh. Une nouvelle fois, ce fut Thao Oun qui présenta Tran Van Dinh à Tiang Sirikhan en novembre 1945.²⁵ A l'issue de la rencontre entre ces deux hommes sur la frontière thaï-laotienne, Tiang raccompagna Dinh à Bangkok pour le présenter à des fonctionnaires thaïs et discuter avec eux de transferts d'armes. Ce fut aussi par l'intermédiaire de Tiang que Dinh rencontra Pridi. Des membres du Viet Minh travaillant avec Tiang faisaient souvent référence à celui-ci comme le « Commissaire Politique Thaï » ou la « personne principale » avec laquelle ils collaboraient. Tout comme Chamlong Daoruang, Tiang se voyait attribuer des contacts avec des membres vietnamiens de cellules du PCI en Thaïlande après la guerre.

En bref, les réseaux des Seri Thaï dans l'Isaan fournirent au Viet Minh une ligne de communication directe avec les plus hauts responsables thaïs dans l'après guerre, ligne se prolongeant jusqu'à Bangkok. En février 1947, grâce à la permission donnée par le

²³ Entretien avec TRAN VAN DINH, le 31 décembre 1989 et le 20 juin 1990, Washington, D.C. Phin est le père de Chatchai Chunhawan.

²⁴ *Ibid.*

²⁵ Thao Oun collaborait étroitement avec Tiang Sirikhan, Thongin Buriphat et d'autres dans le commerce d'armes et la question du soutien thaï pour le Lao Issara. Voir les entrées du journal personnel de Thao Oun pour septembre 1946 dans Thao Oun, *Banthuk pracamwan-hetkan khong Thao Oun Khruakhachai nai Viengchan* [Journal de Thao Oun Khruakhonchai of Vientiane], rédigé en français et dont un exemplaire se trouve dans c. 10H606, SHAT.

ministre thaï de l'Industrie et ancien Seri Thai, Thongin Buriphat, le Viet Minh avait pu cacher des armes « à l'Université des Sciences morales et politiques [Thammasat] ». Il s'agissait de trois tonnes d'armes et munitions, dont une grande partie allait être déposée dans la maison même du ministre thaï de l'Intérieur. Le Viet Minh put monter un atelier d'armement chez Thongin. Grâce à l'autorisation donnée par Tiang Sirikhan, ces agents vietnamiens purent essayer les mortiers fabriqués chez Thongin au champ de tir de l'armée thaïlandaise dans le Nord-Est.²⁶

Plus au sud, le long de la frontière khmero-thaïe, Khuang Aphaiwong fournit une aide similaire au Viet Minh depuis le Sud-Est de la Thaïlande. Si Tiang pouvait mettre à profit ses liens historiques et économiques avec le Laos, la famille Aphaiwong de son côté avait des rapports encore plus étroits avec le Cambodge occidental, voire avec une branche de la cour cambodgienne elle-même. Elle était en fait l'âme du Parti Démocratique, qui se fit le défenseur le plus acharné des revendications thaïes sur les provinces occidentales du Cambodge et, comme nous le montrerons ultérieurement, le fournisseur d'armes du Viet Minh. Pok Khun, le chef Khmer Issarak marié à la famille Aphaiwong, mit à plusieurs reprises le Viet Minh en contact avec des membres de la famille Aphaiwong. De plus, Pok Khun connaissait des représentants des émigrés vietnamiens. Depuis la fin des années 1930, il employait des tailleurs nord-vietnamiens dans son entreprise de confection installée en Thaïlande. Un de ses concurrents à Bangkok à la même époque était, en fait, un Vietnamien nommé « Nghia Loi », qui allait devenir par la suite l'un des plus importants acheteurs de contrebande pour le compte du Viet Minh à Bangkok après la guerre.²⁷ Les réseaux se chevauchaient.

En bref, les agents du Viet Minh en Thaïlande firent de leur mieux pour exploiter les liens amicaux et familiaux noués dans les zones thaï-laotienne et thaï-cambodgienne, et pour utiliser dans leurs opérations contre les français les deux filières d'émigrés vietnamiens que nous avons présentées au début de cette thèse (voir section indochinoise). En quelque sorte, si Tiang avait fourni un 'contact Isaan' au Viet Minh, Khuang offrit à

²⁶ SFCC, 'Procès-verbal du no. 194, Déclaration de [x, nom supprimé par l'auteur, CEG]', p. 2, c. 378, SPCE, CAOM. Ces armes étaient destinées aux détachements de Viet kieu en voie de formation dans la province de Battambang.

²⁶ Entretien avec NGUYEN DUC QUY, 5 avril 1989, Ho Chi Minh Ville.

²⁷ 'Ministre de France au Siam', Bangkok, no. 667/SR, le 18 septembre 1939, p. 3, d. 31, c. 2, 14PA [Papiers Decoux], CAOM et PHUONG-LAN, *Nha cach mang Ta Thu Thau, 1906-1945* [Ta Thu Thau : Un révolutionnaire, 1906-1945], Saigon, Khai Tri, 1974, pp. 300-303.

celui-ci, de la même façon, l'accès à la 'section cambodgienne' du gouvernement thaï : ils étaient tous les deux hostiles à la résurrection par les Français de l'Indochine occidentale, *ante bellum*. En conséquence, le 23 mars 1947, la délégation de la RDVN télégraphia au gouvernement central pour l'informer que si les Thaïs sortaient les mains vides des futures négociations territoriales avec les Français, leur gouvernement serait prêt à intensifier son aide aux mouvements de résistance en Indochine. A la fin d'avril, alors que les discussions thaïes piétinaient, un « Comité permanent pour la Thaïlande, le Vietnam, le Laos et le Cambodge » fut secrètement formé sous la présidence de Thongin Buriphat, un allié de Tiang Sirikhan. En effet, ce groupe fut fondé sur le principe d'une intensification de l'aide militaire aux trois groupes indochinois au cas où les négociations avec les Français échoueraient. Le 3 mai, les quatre groupes se rencontrèrent pour adopter un « plan d'actions concertées ». Les Français interprétèrent cette rencontre comme un abandon par les Thaïs de leur précédente politique de « neutralité » au profit d'une participation « active », quoique toujours indirecte, contre eux. En 1947, pour célébrer l'anniversaire de Ho Chi Minh et en même temps souligner la sympathie thaïe pour la lutte de la RDVN, l'amiral Thamrong envoya au président vietnamien un « cadeau » de 10 fusils Springfield, 10 mitrailleuses et 5 pistolets-mitrailleurs Thompson, dont le coût total était estimé à 40.000 *bahts*.²⁸ Ainsi, la détermination française de reprendre les territoires pris par les Thaïs après la Seconde Guerre Mondiale ne fit que favoriser les relations vietnamo-thaïes et les ventes d'armes au Viet Minh par les filières laotiennes et cambodgiennes. En Chine du Sud, on peut constater au même moment une sympathie semblable parmi les dirigeants nationalistes stationnés dans les provinces de Yunnan, Guangxi et Guangdong (sec. chinoise, ch. 2).

Le « Comité territorial » du Nam Bo envoya une mission d'achat à Bangkok en 1946. Dung Van Phuc et Son Ngoc Minh la dirigea, en collaboration avec Tran Van Giau. Ils devaient ouvrir une route de ravitaillement et trouver des armes pour approvisionner la résistance dans le Sud-Vietnam, où la guerre avait déjà débuté. Dung Van Phuc et Son Ngoc Minh créèrent les relais à May Rut et Koh Kong. Bao An et Nai Savat se mirent à

²⁸ CSTFEO, EM/2B, no. 2239/2, 'Attitude siamoise envers l'Indochine', le 6 juin 1947, pp. 1-3, d. Trafic : Siam-Cochinchine, c. 10H4300, SHAT. Le BAT (Bureau des Archives techniques) pensait que le Viet Minh avait réussi en avril à obtenir un accord avec les Thaïs leur permettant d'acheter des armes librement en Thaïlande. BAT, 'BR no. 2485', Saigon, le 8 avril 1947, s.d. Trafic d'armes, d. 17sup, CAOM.

négocier l'achat des armes dans le carrefour de contrebande que la Thaïlande était devenu.²⁹ D'autres missions allaient apporter des armes au Vietnam méridional dans le cadre des groupements de combattants Viet kieu traversant le Cambodge jusqu'au début de 1948. En bref, la révolution, la contrebande et l'emploi des émigrés vietnamiens s'entrecroisaient à partir de 1945. Même Son Ngoc Minh, une fois qu'il termina sa mission d'armes en Thaïlande, se rendit à Battambang pour commencer à bâtir un mouvement de résistance proprement khmer au sein des ces réseaux vietnamiens.

Alors que les documents thaïs gardent le silence sur ce sujet, Pridi Banomyong révèle dans ses mémoires que le Viet Minh avait dépêché des envoyés spéciaux à Bangkok après la guerre pour évaluer jusqu'où les nouveaux dirigeants thaïs allaient accepter de soutenir la RDVN. Il écrit :

A la fin de la guerre, un patriote vietnamien me contacta pour une demande d'armes. Je fis don aux Vietnamiens d'une certaine quantité d'armes appartenant aux Seri Thai et, par l'intermédiaire de *khun* Sangwon, la police militaire fut mobilisée pour garder le chargement d'armes sur un train et superviser leur transport jusqu'à la frontière, à Battambang, qui à cette époque était toujours sous le contrôle de l'administration thaïe.³⁰

Khun Sangwon n'était autre que le vice-amiral thaï Sangworn Suwannakit. Pendant la guerre, il avait été un dirigeant Seri Thai de haut rang, un confident intime de Pridi ayant en charge la prévôté militaire de Bangkok en même temps que le commandement en chef des principales stations navales. Au terme de la guerre, il obtint le poste de ministre adjoint de la Défense dans le gouvernement intérimaire de Thawee Bunyaket et fut par la suite nommé lieutenant-général des Forces Armées puis chef de la police. On lui attribuait un contrôle « absolu » sur l'« arsenal » des armes des Seri Thaïs.³¹ Il apparut manifestement comme un important élément dont il fallait acquérir le soutien pour le Viet Minh, spécialement lorsqu'il s'agissait de mettre en place des liens commerciaux maritimes avec le Vietnam du Sud-Ouest via le Golfe du Siam.

L'importance de ces enjeux n'échappa pas à Ho Chi Minh lui-même, qui transmet ses remerciements à Pridi pour son assistance militaire. Pridi se rappela ainsi l'événement : « Ho Chi Minh m'écrivit une lettre me remerciant pour les armes et leur transport. Il dit qu'il venait de former deux bataillons de soldats vietnamiens patriotes et qu'il leur donnerait le

²⁹ *Quan tinh nguyen Viet Nam o Campuchia, thoi ky 1945-1954* [L'armée de volontaires vietnamiens au Cambodge durant la période 1945-1954], Ca Mau, NXB Mui Ca Mau, 1998, pp. 54-55.

³⁰ Cité par SONSACK NGAMKHAONKULAKIT, *Khabuan Kanserithai*, p.232.

³¹ 'Fortnightly summary of political events in Siam,' le 26 août 1947, 892.00/8-2646, ANEU.

nom de 'bataillons du Siam' ». ³² Avec les troupes *Nam Tien* envoyées depuis le Vietnam du Nord fin 1945, ces « bataillons siamois » de soldats Viet kieu représentaient sans doute les meilleures unités combattantes qui eussent été formées pour aller au combat dans le Sud du pays en 1945 et 1946 (sec. indochinoise (Cmb), chs. 1-2). En 1992, la femme de Pridi, Thanpuying Poonsook Banomyong, confirma la responsabilité assumée par son époux dans la fourniture d'une aide en armes à « l'effort indochinois pour l'indépendance ». « Il est exact », dit-elle, « que certaines armes partirent pour l'Indochine », et elle cita en exemple les « bataillons siamois » (*kingpin sayam*). Toujours d'après Mme Thanpuying, « les Français auraient dû être enrégés mais ne le furent pas ». Repensant à cette coopération d'après-guerre, elle conclut que cette aide aux Vietnamiens avait été une expression de solidarité : « Nous les avons aidés [...] Après tout, nous sommes tous des Asiatiques ». ³³ Nonobstant l'existence réelle des sentiments de solidarité asiatique, les armes ne furent pas toujours offertes en cadeaux. Comme en Chine du Sud, il y avait beaucoup d'argent à gagner dans ce commerce de guerre.

Au carrefour régional et international du trafic d'armes

En plus du fait qu'elle vivait des armes stockées sur son sol pendant la guerre par les Japonais puis les Alliés, la Thaïlande était également le carrefour principal en Asie du Sud-Est par lequel étaient transportées les armes venant de l'extérieur : de l'Asie (Philippines, Singapour, Indonésie, Hong Kong et Macao) comme de l'Europe (Suède, Italie et Tchécoslovaquie). Grâce à sa position géographique au centre de l'Asie et ses liaisons régionales et internationales, cette ville portuaire était devenue, dès 1945, un centre clé d'échanges d'armes au bénéfice des anti-coloniaux dans leur combat contre les Européens.

Le ravitaillement de la résistance au Nam Bo depuis la Thaïlande devint primordial à la suite du déclenchement de la guerre en Indochine méridionale en septembre 1945. Selon les Français, Hoang Quoc Viet, un membre très haut placé du PCI, commença à organiser les achats d'armes en Thaïlande pour la résistance au Sud-Vietnam à un moment vers la fin

³² Cité par SONSAK NGAMKHAONKULAKIT, *Khabuan Kanserithai*, p. 232. Voir aussi : 'Kangwon sutthai khong Pridi Banomyong' [Le dernier souci de Pridi Banomyong], dans *Pridi Banomyong*, [une collection spéciale d'articles sur la vie de Pridi publiée par les éditeurs du journal, *Matichon*, commémorant la mort de Pridi en 1983], Bangkok, Samnakphim Matichon, la préface est datée de juin 1983, p. 28.

³³ 'A Farewell to arms', *The Nation*, (le 3 mai 1992).

de 1945. Ces acquisitions figuraient également parmi les premières priorités fixées par Tran Van Giau à Hanoi à la même époque. En arrivant en Thaïlande en 1946, Tran Van Giau, Dung Van Phuc, Son Ngoc Minh et sans doute d'autres créèrent une organisation secrète de ravitaillement, désignée sous le nom de « Comité de Ravitaillement du Nam Bo » (*Uy ban tiep te Nam Bo*). Bien qu'il fût initialement installé dans les locaux de la délégation à Bangkok, ce comité était entièrement indépendant et était chargé de missions logistiques destinées aux opérations militaires au Nam Bo, à partir de l'Asie du Sud-Est et au-delà. Cette unité de ravitaillement commença à être opérationnelle vers le milieu de 1946 et fut probablement façonnée sur le modèle des « compagnies d'Import-Export » américaines et chinoises alors en vogue dans la région (sur le *Viet Thang* et la Chine méridionale, voir : sec. chinoise, ch. 1).³⁴ De ce Comité du Ravitaillement de Bangkok créé apparemment par Tran Van Giau, son allié du Sud, Dung Van Phuc³⁵, dirigeait les affaires courantes. Toute une cohorte d'agents vietnamiens, cambodgiens, thaïs et chinois servaient d'adjoints, de messagers, d'escortes, de transporteurs, de négociants, de marins ou de chauffeurs. Des moines bouddhistes conduits par Bao An y tenaient une place particulièrement importante (voir *infra*).³⁶ Des documents saisis par les Français révèlent quelques détails supplémentaires sur ce « Comité de Ravitaillement ». Ils confirment tout d'abord que Tran Van Giau forma en 1946 une section logistique du Sud à Bangkok. Celle-ci était à son tour subordonnée au « Comité de Ravitaillement du Nam Bo » (*Ty Tiep te Nam Bo*) dans la province côtière méridionale de Bac Lieu. Ces organisations étaient reliées à de petits relais déployés depuis la pointe de Camau et Rach Gia, jusqu'aux postes de Ban May Rut et Bangkok.³⁷

³⁴ DGD, no. 719/DGD, 'Le Communisme en Indochine', le 1 mai 1954, vol. 399, IC, AO, MAE et CMC, EM/2B, 'Service économique du Nam Bo', le 29 juillet 1947, basé sur des documents vietnamiens saisis, valeur : A/I, d. 1947, c. 10H3991, SHAT. Hoang Van Hoan confirme l'existence de cet organisme dans ses souvenirs. HOANG VAN HOAN, *Giot nuoc trong bien ca : Hoi ky cach mang* [Une goutte d'eau dans l'océan : Mémoires révolutionnaires], Beijing, NXB Tin Viet Nam, 1986, p. 296.

³⁵ Dung Van Phuc ou Duong Van Phuc échappa à la prison avec Tran Van Giau en 1940. Il résida dans le temple de Nang Loern avec Bao An.

³⁶ 'Prise du bateau Song Lo', le 26 septembre 1949, p. 19, d. Enquête, c. 10H279, SHAT p. 19 et 'Notes on Arms Smuggling between Siam and the Rebels in Indochina', p. 2.

³⁷ 'Prise du bateau Song Lo', p. 19 et *Lich su bo doi thong tin lien lac quan khu 7-Mien Dong Nam Bo (1945-1995)* [Une histoire des troupes de liaisons de communications dans la zone de guerre 7-Est Nam Bo], Hanoi, NXB QND, 1995, p. 41.

La géographie de la contrebande sud-est asiatique

Où donc le Viet Minh trouvait-il son matériel de guerre hors de la Thaïlande ? Principalement là où les armes avaient été laissées à la fin de la Seconde Guerre Mondiale. A l'est, dans les Philippines, les armements étaient particulièrement abondants. Comme en Thaïlande, les Japonais avaient posté des dizaines de milliers de soldats dans l'archipel philippin pendant la guerre du Pacifique. La décision des Américains de reprendre ces îles à tout prix transforma celle de Luzon, en particulier, en un vaste champ de bataille. Cela signifie également qu'à la fin de la guerre, un grand nombre d'armes se retrouva accumulé dans les surplus de l'armée. Les combats n'étaient pas achevés que déjà un essaim de négociants occidentaux et asiatiques s'était mis à racheter des quantités d'armes et d'équipements pour les revendre sur les marchés apparaissant en Asie du Sud-Est avec l'extension de la lutte contre les régimes coloniaux européens. Tout un éventail de contrebandiers modernes s'installa avec des postes radios militaires sophistiqués sur des jonques, des cargos et même sur de vieux avions et sous-marins pour faire du trafic d'armes depuis les Philippines jusqu'à Bangkok, en passant par Hong Kong et Macao. La Direction Générale de la Documentation française signalait, de source sûre, que des trafiquants de Manille, après avoir mis la main sur des stocks d'armes de la Seconde Guerre Mondiale, les revendirent dans toute la Mer de Chine méridionale et à Bangkok.³⁸ Un des agents les plus célèbres des 'deux' Vietnam, Pham Ngoc Thao, conclut au début de 1948 un marché avec des trafiquants philippins (plus probablement des intermédiaires chinois) pour expédier par voie de mer des armes depuis les Philippines jusqu'au Sud-Vietnam, en échange de riz, de crevettes, de porcs et, surtout, d'or et de billets de la banque d'Indochine. Ce trafic se faisait par jonques de 500 tonnes.³⁹

Le Viet Minh dépêcha donc des agents secrets à Manille pour négocier des achats d'armes. Selon certains, Nguyen Van Hoa, un ancien pensionnaire de Poulo Condor, aurait eu à sa disposition 13.000 dollars américains destinés à de tels achats. Il est probable que sa mission ait eu un rapport avec l'offre de vente du riz du Sud-Vietnam faite par le Viet

³⁸ HCFIC, DGD, BTLC, no. 350/DGD/LC/6, 'Approvisionnement en matériel de guerre du Viet Minh par l'extérieur', le 13 juillet 1950, deuxième partie, d. 3, c. 10H608, SHAT et 'Trafic d'armes en provenance des Philippines et transitant par la Thaïlande', juin 1950, valeur B/1, d. 30, CD, CAOM.

³⁹ CSTFEO, EM/2B, no. 1301/2, 'Renseignement', le 8 mai 1948, valeur : A, source : décryptement, d. 29, c. 10H537, SHAT. Les Français voulaient s'appuyer aussi sur les « surplus arms » des Américains. Voir : Légation de France aux Philippines, 'AS d'une mission indochinoise d'achat', GW/MZ, le 5 mars 1948, vol. 129, IC, AO, MAE.

Minh à la *National Rice Corporation* du gouvernement philippin (mieux connue sous le nom de NARIC).⁴⁰ Bien qu'il ne soit pas prouvé que ces exportations aient jamais été concrétisées, cette firme philippine de Manille se serait faite le courtier du Viet Minh pour une vente d'armes représentant au total 13.000\$ U.S. Une entreprise siégeant à Bangkok, la *Thailand Industrial*, spécialisée dans l'exportation de poisson séché du Sud-Vietnam à Singapour, transporta également du matériel de guerre depuis les Philippines.⁴¹ En 1950, la légation américaine à Saigon intercepta une communication radio indiquant que les autorités Viet Minh disposaient d'« un million de dollars U.S. » pour se procurer un surplus d'armes auprès d'un négociant à Manille.⁴² A Tokyo, Charles Pham, le directeur vietnamien de la *Compagnie Commerciale Indochinoise*, promit dans une lettre à des représentants Viet Minh de réunir « les produits nécessaires pour la résistance ».

A l'ouest de la péninsule, en Birmanie, des agents organisaient également des livraisons vers le Sud-Est Asiatique à partir du port de Rangoon.⁴³ Au début de 1947, par exemple, Nguyen Thanh Son se montrait « plein d'optimisme » au sujet d'une mission qu'il avait dépêchée à Mandalay pour acquérir des armes.⁴⁴ Un ancien agent du PCI envoyé en Birmanie en 1948 devait confirmer en 1991 que le gouvernement birman avait fourni à la RDVN « plusieurs centaines de fusils ». Au Sud, Dung Van Phuc alla en Malaisie en 1947 pour acheter environ 150 tonnes d'armements pour ravitailler la résistance au Laos, au Cambodge et surtout dans le Nam Bo.⁴⁵

⁴⁰ Ces échanges illégaux continuent jusqu'à nos jours. Voir: 'Vietnamese cargo ship held for rice smuggling in Philippines', *Agence France Presse*, (le 3 juillet 2000).

⁴¹ HCFIC, DGD, BTLC, no. 350/DGD/LC/6, 'Approvisionnement en matériel de guerre du Viet Minh par l'extérieur', le 13 juillet 1950, d. 3, c. 10H608, SHAT.

⁴² Office of the Military Attaché, Bangkok, 'Memorandum for J.I.B. Representative (Singapore), Far East Defence Secretariat, Singapore', le 16 décembre 1950, FO371/84392/193881, PRO. Voir aussi: *Kiatissak*, (le 29 mai 1950), (le 15 juin 1950) et (le 16 juin 1950). Ces armes se seraient constituées, entre autres, de 10.000 carabines avec 7.000.000 cartouches et de 2.000 pistolets-mitrailleurs Thompson avec 2.000.000 cartouches.

⁴³ 'La délégation du gouvernement de la République Démocratique du Viet Nam en Birmanie', le 10 mars 1951, p. 2, d. W6, c. 274, EA, MAE; 'Fiche: Indochine', le 3 janvier 1951, c. 10H620, SHAT; et HCFIC, DGD, BTLC, no. 529/DGD/LC/6, 'Approvisionnement en matériel de guerre du Viet Minh par l'extérieur', le 16 août 1950, valeur: B/3, d. Collusion Siam-Viet Minh, c. C838, SHAA. Tran Mai était apparemment chargé de l'organisation de ce commerce par la voie indonésienne.

⁴⁴ 'Trafic d'armes et activités Viet Minh à la frontière du Siam au 15 février 1947', sources: décryptement et bulletins de renseignements, pp. 1-2, d. Trafic d'armes, 1946-48, c. 10H634, SHAT.

⁴⁵ HOANG NGUYEN, 'Toi tham gia doan can bo doi ngoai dau tien di Dong Nam A' [J'ai participé à la première délégation extérieure de cadres envoyée en Asie du Sud-Est], *Nghien Cuu Dong Nam A*, no. 1, (1991), p. 53.

⁴⁶ *Quan tinh nguyen Viet Nam o Campuchia*, p. 151.

Les vendeurs

Après la guerre du Pacifique, plusieurs officiers militaires américains, tout nouveaux qu'ils fussent dans la région, utilisèrent dans un but lucratif les contacts qu'ils avaient noués pendant le conflit et leur expérience et leur connaissance de l'Asie. Leur rôle dans l'acheminement d'armes depuis l'archipel philippin jusqu'aux ports de Hong Kong, Macao et Bangkok était réellement important. Parmi les marchands les plus actifs de la région, les noms de Thompson, Wester, Cederbert, Browne et Grigware étaient bien connus des agents vietnamiens, indonésiens (et français).⁴⁷ La figure de James (Jim) Thompson tranchait sur ces 'hommes d'affaires' américains de l'après-guerre. Diplômé de Princeton, Thompson servit dans l'OSS en Thaïlande pendant le conflit mondial. Grâce à son amitié avec des hommes tels que Tiang Sirikhan et Thao Oun, il put établir après 1945 un large réseau de contacts avec des dirigeants Viet Minh, Lao Issara et Khmer Issara aussi bien qu'avec des hommes n'appartenant pas au groupe Seri Thai, comme Khuang Aphaiwong. Ces contacts lui permirent de lancer son fameux commerce de soie et de bijoux. Il était semble-t-il un proche ami du nationaliste indonésien Maramis, l'ancien ministre des Finances de la République Indonésienne et l'un des plus importants clients de la région.⁴⁸ Plusieurs des anciens agents de l'OSS firent partie du nombre des interlocuteurs privilégiés du Viet Minh à Bangkok et Hong Kong pour le repérage des armes et la négociation de leur vente. Thompson avait accès aux armes alliées parachutées en Thaïlande à la fin de la guerre, grâce à ses collaborateurs Seri Thai. Un nouvel acteur de plus s'était intégré dans ces réseaux économiques régionaux.

Thompson n'était pas un cas isolé. Un syndicat de trafiquants d'armes 'euro-asien' présidé par les Américains George Murray et Thomas Simmons fit transporter des armes depuis les Philippines jusqu'en Asie du Sud-Est continentale via la Thaïlande et Macao. Pendant la guerre contre les Japonais, Murray avait été un agent de contre-espionnage. Il

⁴⁷ Selon une étude française, Gordon Harris Browne était directeur adjoint de la *General Supply Co Ltd* (571 Sithon Road). Son patron était Liap Raktakanistta, ami de James Thompson et ancien officier de renseignement pendant la Seconde Guerre Mondiale. Plusieurs de ces Américains étaient mariés à des femmes de la région et quelques uns avaient fait du commerce en Indochine dans les années trente. CCFAEO, EM, 2B, Section étrangère, no. 2715/FAEO/2S, Saigon, le 27 juin 1950, 'Note d'information concernant les trafics et trafiquants au Siam au bénéfice des rebelles indochinois', p. 7, c. C838, SHAA.

⁴⁸ HCFIC, DPSF, no. 3599/SG.1, 'Notice de renseignement concernant James Thompson de nationalité américaine', le 25 février 1949, c. 109, CD, CAOM; Thao Oun, *Banthuk pracanwan-hetkan khong Thao Oun*, pp. 2-13; HCFIC, SDECE, BI, no. 5774/S.R., 'Aventuriers américains au Siam en 1948', le 7 septembre 1948, d. S01, c. 06, UU-SUP, SHM; et William WARREN, *The legendary American: The remarkable career and strange disappearance of Jim Thompson*, Boston, Houghton Mifflin Company, 1970. Thompson était un ami personnel de Le Hy.

avait une connaissance inestimable de la géographie de la région (tout comme ses adversaires japonais intégrés dans les rangs du Viet Minh ; sec. asiatiques étrangers (Japonais), ch. 2). A la fin de la Seconde Guerre Mondiale, Murray put acheter au gouvernement américain d'importants stocks d'armes aux Philippines qu'il grossit par la suite par des achats à bas prix en soudoyant les agents chargés par l'armée américaine de la liquidation des armes.⁴⁹ Basé désormais aux Philippines et possédant un capital d'un million de dollars américains, le syndicat Murray fit du trafic de matériel de guerre avec l'Indonésie, la Thaïlande, l'Indochine et la Chine du Sud. Les Français purent confirmer qu'à la date du 1 mai 1949, Murray fit débarquer clandestinement en Indochine 10.000 balles de mitrailleuse, 6.000 balles de fusil, 11.000 cartouches et 170 obus de mortier.⁵⁰

L'idéologie révolutionnaire des Vietnamiens n'entraînait aucunement en compte pour ces réseaux clandestins de commerce. Ces 'Américains d'outre-mer' qui faisaient la navigation et le commerce entre les ports de l'Asie mirent à Bangkok le Viet Minh en contact avec d'autres marchés régionaux plus importants.⁵¹ Grâce aux trafiquants américains, les Philippines apparurent à partir de 1948 au Comité de Ravitaillement de Nam Bo à Bangkok, comme le meilleur endroit pour acheter « de gros stocks d'armes ». La Thaïlande n'était considérée que comme un « marché d'armes de deuxième rang », mais la position de Bangkok au centre des réseaux de l'Asie du Sud-Est lui assurait le rôle primordial de relais pour le Viet Minh.⁵² Ce monde de trafiquants était aussi un milieu économique dangereux. Un diplomate français nota le 15 août 1949 que l'une des « personnalités les plus en vue dans les milieux des trafiquants d'armes américains de Manille vient d'être assassinée dans des circonstances mystérieuses ».⁵³

La Thaïlande était donc une porte ouverte sur l'Asie du Sud-Est et les commerçants de toutes les nationalités qui s'y activaient. Même les représentants des grandes compagnies

⁴⁹ HCFIC, SDECE, no. 20282/PM, 'Trafic d'armes dans le Sud-est Asiatique', d. 30, CD, CAOM et CCFAEO, EM/2B, no. 1825/FAEO/2S, 'Renseignement', le 5 mai 1950, source : *China Morning Post*, d. Guerre économique, c. 10H638, SHAT.

⁵⁰ HCFIC, SDECE, 'Trafic d'armes dans le Sud-est Asiatique' et 'M. Roger London, à HCFIC, CD', le 7 octobre 1949, d. 34-35, CD, CAOM.

⁵¹ Les autres membres du Syndicat Murray étaient : Khali Hemady ; un pilote américain nommé Grigware ; l'avocat Quasha ; un trafiquant James Flemming ; Johnny Ismael de la colonie syrienne de Manille ; et un sénateur philippin. Légation de France aux Philippines, 'Roger London à HCFIC', Manille, le 24 octobre 1949, pp. 1-2, d. 34-35, CD, CAOM.

⁵² 'Délégation Viet Minh en Thaïlande pour écouler des produits indochinois', daté de juillet 1949, valeur : B/1, d. 30, CD, CAOM. Il serait pourtant utile de savoir si l'île de Hainan jouait un rôle intermédiaire à cette époque.

⁵³ 'M. Roger London à HCFIC, CD'.

pétrolières occidentales firent parfois des affaires avec le Viet Minh depuis leurs bureaux de Bangkok. Caltex s'engagea, par un contrat signé avec le Viet Minh en 1949, à fournir aux forces de la RDVN 8.000 litres de carburant par mois. Caltex avait des filiales chinoises à Korat, Ubon et Udon. Les Français savaient que des barils de 200 litres d'essence avaient déjà été expédiés au Viet Minh par le Laos et le Cambodge. A Bangkok également, *Phayong Phong Panich*, une entreprise représentant les usines d'armes Colt, arrangea la vente de caches d'armes Seri Thai au Viet Minh et au PCC. Cette compagnie était particulièrement bien exercée dans la récupération d'armes japonaises jetées dans le port de Bangkok par les Britanniques.⁵⁴

Outre le recours aux marchands américains, le Viet Minh fit appel aux réseaux commerciaux bien plus anciens des Chinois (voir aussi : sec. chinoise, ch. 1). En Thaïlande, les agents Viet Minh cherchèrent en particulier à pénétrer deux types d'organisations régionales chinoises. Tout d'abord, à partir de Bangkok, ils contactèrent les représentants en Asie du Sud-Est de l'organisme révolutionnaire du PCC, qui s'était très faiblement réimplanté dans la communauté chinoise d'outre-mer de l'après-guerre. L'un des dirigeants de la cellule du PCC à Bangkok, Tan Yoo Hong, se servit du parti, et en particulier de ses relations familiales dans la cellule du PCC à Singapour, pour acquérir des armes pour le compte du Comité de Ravitaillement du Nam Bo par l'entremise de la *Siam Gulf Line Co.* Basée à Bangkok, cette compagnie de transports maritimes s'occupa de l'acheminement des armes et des marchandises étrangères pour le compte du PCC et du Viet Minh. Dirigée par un Chinois nommé Eap Hean Chay, la *Siam Gulf Line* regroupait quelques-unes des grandes compagnies chinoises de la capitale thaïe. Un autre exemple est fourni par Luong Kien Sam, professeur chinois vivant à Bangkok et membre clandestin du PCC, qui se spécialisa lui aussi dans le trafic d'armes pour le Viet Minh. La réussite de l'entreprise de ce personnage provenait en partie de son appartenance au parti Seri Thai pendant la guerre et des armes alliées qu'il avait pu accumuler dans une cache située quelque part dans le Nakhon Nayok. *Hong Kong They*, une autre maison de commerce chinoise, était aussi l'un des principaux fournisseurs du Viet Minh à Bangkok. Son directeur, qui était selon toute vraisemblance un communiste chinois, traita avec le

⁵⁴ 'Note d'information concernant les trafics et trafiquants au Siam', le 27 juin 1950.

principal négociateur Viet Minh dans la capitale thaïe, le moine vietnamien Bao An (voir *infra*). Cette compagnie achemina des armes pour la résistance vietnamienne par le Golfe du Siam.⁵⁵ Grâce aux sources soviétiques, on va voir ailleurs que l'entreprise américaine FOX allait s'intéresser à l'économie de la RDVN jusqu'en 1949 (sec. chinoise, ch. 2).

Les marchands d'armes thaïs étaient dans une position encore plus confortable pour exploiter le commerce de l'Asie du Sud-Est, étant donné leurs relations historiquement solides avec les réseaux d'échange chinois, leurs liens familiaux avec les militaires, fonctionnaires, et hommes d'affaires thaïs, leur connaissance des dépôts d'armes japonais – pour ne pas dire leur mainmise sur ceux-ci à la fin de la guerre du Pacifique, et leurs relations avec les officiers de renseignements américains reconvertis en marchands d'armes à partir de 1945. La famille et les partenaires de Khuang Aphaiwong dans les affaires étaient directement impliqués dans la fourniture au Viet Minh de devises étrangères, d'armes et de médicaments. La compagnie Kovit, dirigée par Khuang, était en première ligne. Siégeant à Bangkok, elle contrôlait 19 concessions minières dans le Sud de la Thaïlande et avait un capital d'un million de *bahts*. Outre son rôle de président du Parti Démocrate, Khuang était aussi un marchand asiatique de premier plan. Un Suédois du nom d'Andersen supervisait les opérations quotidiennes de la Kovit. Un autre collaborateur, M. Martin, suédois ou tchèque, était également le représentant du célèbre fabricant d'armes suédois, *Bofors*. Par l'entremise des contacts familiaux des Aphaiwong avec les groupes Khmer Issarak et le Viet Minh, Andersen était en relation directe avec le « Comité de Ravitaillement du Nam Bo ». Ayant accès aux dépôts d'armes japonais à Paknampho, Chiang Rai et ailleurs, la compagnie Kovit fut en mesure de proposer au Viet Minh en décembre 1946 la vente de 30.000 armes japonaises et leurs munitions pour 6 millions de *bahts*. A court de liquide, les représentants de la RDVN à Bangkok durent conclure un arrangement avec Andersen en février 1947 pour acheter les armes par lots de 10.000 et pour en expédier 1.000 dans l'immédiat par l'extrémité Nord de la Thaïlande. Andersen put également détourner des armes détenues dans des dépôts japonais placés sous garde britannique, près de Paknampho. Entre temps, le frère de Khuang Aphaiwong, Chavalit, rencontra secrètement le Viet Minh à Samsen en avril 1947 pour arranger le transport de

⁵⁵ *Ibid.* et HCFIC, SDECE, BI, no. 4157/SR, 'PCC au Siam', le 28 juin 1948, d. 258, CP, CAOM.

plus d'un millier de fusils, 6 mitrailleuses, et 3 canons anti-aériens Bofors.⁵⁶ De la sorte, ces réseaux économiques locaux s'imbriquaient étroitement dans les contacts politiques du Viet Minh avec les Thaïs.

Khun Lek, la femme de Khuang, était une commerçante très influente à l'échelle régionale. Elle tenait son prestige de ses liens de parenté et de l'étendue de sa clientèle thaïe, chinoise (GMD et PCC), occidentale (Américains et Européens) et Viet Minh (communistes et non-communistes). Pendant l'occupation japonaise, elle avait monté une maison de commerce lucrative, *Borisat Souvannaphum*, qui allait demeurer en activité après la défaite nipponne. D'après les sources françaises, elle avait notamment reçu 4,5 tonnes de benjoin de la part du Viet Minh en échange du matériel de guerre. Elle aida les dirigeants du Viet Minh à entrer en contact avec les principaux commerçants d'armes thaïs de l'*Organisation des Vétérans de la Guerre*. Elle joua un rôle particulièrement important pour le Viet Minh dans le commerce et la spéculation sur les devises étrangères. Le 4 octobre 1949, par exemple, Khun Lek paya 10.000\$ U.S. à un membre du « Comité de Ravitaillement du Nam Bo » pour une quantité d'or remise par celui-ci. Un commerçant chinois fit office d'intermédiaire de confiance pour les transactions entre le *Borisat Souvannaphoum* et le comité.⁵⁷

Un Sino-Thaï, Somvang Sirassas, dirigea une compagnie d'Export-Import à Bangkok, la *Theu Tong Thai Cie*. Marié à une vietnamienne, Somvang était ingénieur et avait vécu pendant 14 ans en France. Il était au Vietnam en 1945-46, et maintenait de très bons contacts avec la RDVN jusqu'au 19 décembre. Il continua ses affaires avec le Viet Minh à Bangkok, en particulier avec Tran Van Giau.⁵⁸ Nous avons déjà noté le personnage de Kim Hong, marchand sino-thaï vivant en Thaïlande et commerçant aussi avec le Viet Minh.

En somme, le Viet Minh dut s'intégrer dans la mosaïque ethno-culturelle de l'Asie du Sud-Est, dont le Viet Nam s'était relativement éloigné depuis le début de l'occupation

⁵⁶ BAT, 'Activité de la compagnie Kovit', BR no. 2417, 1^{er} avril 1947, pp. 1-3, d. 106, CD, CAOM and BAT, 'Vente de lots de 1,000 fusils', BR no. 2529, le 14 avril 1947, d. 17sup, CP, CAOM.

⁵⁷ 'Note d'information concernant les trafics et trafiquants au Siam'. Une autre marchande thaïe importante était Madame Prapee, grosse actionnaire de la « P and M. Co » à Bangkok. Elle était très liée avec Khuang Aphaiwong et Frank Grigware, aviateur américain durant la guerre du Pacifique et marchand en Asie du Sud-Est depuis sa fin. Les deux étaient en contact avec Aphaiwong et devaient acheter à Manille un bateau de 110 pieds à 2 moteurs destiné à leur commerce mutuel. 'Note d'information concernant les trafics et trafiquants au Siam', p. 1 et HCFIC, SDECE, no. 20282/PM, 'Trafic d'armes dans le Sud-est Asiatique'.

⁵⁸ SESAG, no. 2283, 'BR', le 16 avril 1949, d. S01, c. 06, UU6SUP, SHM.

française. Un officier de renseignement français dépeint de cette manière plaisante le monde interlope que le Viet Minh côtoyait à Bangkok :

A la tête de ces firmes un nombre croissant d'aventuriers américains, souvent anciens officiers de l'OSS (type : James Thompson) qui ont prospecté le marché à l'occasion de leur mission [pendant la seconde guerre mondiale] et y sont revenus la guerre terminée : des gens de toutes nationalités européennes et des officiels des pays du Sud-Est Asie du plus haut placé au simple gendarme. Aussi Bangkok est-il devenu le marché, la plaque tournante d'où opère toute une bande de trafiquants qui couvrent leurs activités néfastes sous des raisons commerciales fallacieuses. Des compagnies de navigation importantes, souvent créées dans le but unique de trafiquer, des entreprises de transport aériens, un cabotage très fluide alimentent le marché siamois déjà bien fourni par les nombreux stocks d'armes de la guerre camouflées à dessein de trafic.⁵⁹

Bangkok ouvrit également les marchés européens au Viet Minh. A une date aussi tardive que 1950, Nguyen Van Long, l'un des rares communistes vietnamiens à avoir été formé et à Moscou et à Bangkok, négocia 12 livraisons d'armes tchèques qui furent expédiées via l'Italie à Djakarta, puis de là dans le Sud-Est de la Thaïlande. A partir de là, elles furent finalement envoyées par mer et par terre au Nam Bo. Le consul général d'Australie, Alan Loomes, avait rencontré Long personnellement. Il fit part à ses supérieurs en 1951 des « preuves concrètes » de l'envoi encore récent par ce dernier d'armes tchèques et philippines au Viet Minh. Pour Loomes, il n'y avait « pas l'ombre d'un doute » que Long possédât un « accès privé au cabinet thaï - le plus vraisemblablement auprès du ministre de l'Intérieur [...] Luang Prom Yothi ». ⁶⁰

Il y avait encore d'autres vendeurs européens. En 1947, des acheteurs d'armes vietnamiens négocièrent en Thaïlande avec un représentant européen l'achat de canons anti-aériens Bofors et de 30.000 fusils japonais. Alors qu'en 1946 le Viet Minh avait eu bien des difficultés à financer (et à utiliser) des armes antiaériennes de technique avancée, la mention des 30.000 fusils est une référence évidente aux négociations du suédois Andersen avec le Viet Minh à la fin de l'année 1946 (voir *supra*). C'est aussi à cette époque que certains négociants thaïs furent même « attrapés » la main dans le sac en transférant d'importants dépôts d'argent liquide en Europe, pour des contrats conclus en Suède et en Tchécoslovaquie. ⁶¹

De même que les trafiquants occidentaux n'étaient que des acteurs économiques parmi tant d'autres, confondus dans un éventail asiatique plus large, de même le Viet Minh n'était

⁵⁹ 'Note d'information concernant les trafics et trafiquants au Siam', p. 1.

⁶⁰ 'Letter from Alan Loomes,' le 27 June 1951.

⁶¹ 'Renseignements au sujet des agents V.M. au Siam', Annexe, sans date, vol. 168, IC, AO, MAE et 'Trafic d'armes-vente de 30.000 fusils japonais,' 12-24 janvier 1947.

pas le seul à exploiter le commerce de guerre de l'Asie du Sud-Est. Les Britanniques notaient en 1950 que le général birman Ne Win était en contact avec des marchands d'armes italiens. Au cours de son voyage en Italie d'août à septembre 1949, Ne Win avait fait une visite aux fabriques de ces marchands. Des armes avaient déjà été expédiées d'Italie en Birmanie, où des conseillers supervisèrent la construction d'une manufacture d'armes.⁶² Au Sud, les nationalistes indonésiens tiraient également parti du commerce d'armes, échangeant de l'opium contre de l'armement, tout comme ils échangeaient du riz contre des médicaments. Des navires appartenant souvent à des hommes d'affaires chinois de Singapour transportèrent des cargaisons en provenance de la jeune République indonésienne depuis les ports de Cirebon, Tegal ou Probolinggo jusqu'à Singapour, où elles furent mises en vente. Le ministre indonésien des Finances, Maramis, fit un déplacement à Bangkok en 1948 et entra en négociations avec le trafiquant d'armes James Thompson, ainsi qu'avec L.A. Lewis, le représentant de la firme américaine *William Hunt Co. Inc.* Tout comme les agents vietnamiens, les représentants de la République indonésienne mirent en place une délégation semi-officielle et une mission clandestine d'achat d'armement à Singapour et à Bangkok.⁶³

Bien qu'il soit certain que le matériel de guerre acquis en Thaïlande ou par son entremise ne fût jamais comparable, en quantité, avec l'aide fournie par la Chine à la RDVN à partir de 1950, il demeure incontestable que Bangkok représentait pour le Viet Minh un débouché indispensable au marché du Sud-Est asiatique, une aire de ravitaillement ayant permis au Viet Minh de tenir jusqu'à ce que la fortune de la guerre tournât en sa faveur. Dès 1950, les Etats-Unis avaient classé la Thaïlande et les Philippines comme les deux principales sources d'armement et de matériel de guerre pour le Viet Minh depuis la Seconde Guerre Mondiale.⁶⁴ Le centre de gravité n'allait se déplacer vers le Sud de la Chine et le Tonkin qu'après la victoire des communistes chinois. Nous y reviendrons.

⁶² 'Evidence of Italian Arms Sales in Burma', le 13 avril 1950, FO371/84606/FZ/195/2, PRO.

⁶³ SDECE, 'Aventuriers américains au Siam en 1948', p. 6. L'« American Indonesian Company », par exemple, trafiquait des armes entre l'Indonésie et les Philippines. Cette entreprise collaborait avec Dr. Saraso, représentant financier du gouvernement indonésien ; Wirodihardjo, délégué commercial pour l'Asie du Sud-Est ; Chharieddun, délégué adjoint commercial à Singapour ; et Dr. Oetoyo, représentant du bureau indonésien entre autres. Voir : Robert CRIBB, 'Opium and the Indonesian revolution', *Modern Asian Studies*, vol. 22, no. 4, (1988), pp. 701-722 ; son 'Political dimensions of the currency question 1945-1947', *Indonesia*, no. 31, (1981), pp. 113-136 ; et les *Recollections of Suryono Darusman : Singapore and the Indonesian revolution, 1945-1950*, Singapour, Institute of Southeast Asian Studies, 1992.

⁶⁴ 'The Ambassador in Thailand (Stanton) to the Secretary of State,' le 11 mai 1950, dans *FRUS* (Volume VI, 1950), pp. 92-93 ; 'The Acting Secretary of State to the Embassy in Thailand,' le 23 mai 1950 dans *Idem.*, pp. 96-98 ; 'Telegram, The Ambassador in Thailand (Stanton) to the Secretary of State,' le 17 juin 1950 dans *Idem.*, p. 102 ;

Financer le commerce Viet Minh en Asie du Sud-Est

En Chine du Sud ou en Thaïlande, les acheteurs d'armes Viet Minh n'ignoraient pas qu'un tel commerce sur le marché noir n'avait rien de facile. Les bas prix que Tran Van Giau et Nguyen Duc Quy avaient pu obtenir en 1946 se raréfièrent avec l'épuisement des stocks et la multiplication du nombre des acheteurs. Comment alors le Viet Minh parvint-il à financer ses achats d'armes ? Les principales transactions en Thaïlande étaient financées par le gouvernement central de la RDVN par le biais de collectes d'or au Vietnam, des taxes perçues dans les zones indochinoises contrôlées par le Viet Minh, des bénéfices du commerce de l'opium et du poivre et de la vente de produits agricoles et commerciaux exportés à partir des régions évoquées plus haut. Les taxes et les dons imposés aux 50.000 Vietnamiens vivant en Thaïlande y contribuèrent aussi. Une taxe de 20 *bahts* pour l'« aide à la Défense Nationale », par exemple, était levée mensuellement sur ces milliers de *Viet kieu*. S'y ajouta encore le don de 10 *bahts* que l'on exigea de chacun d'eux.⁶⁵ Selon Le Manh Trinh, les dons prélevés sur les Viet Kieu de Thaïlande atteignirent annuellement trois millions de *bahts*, soit presque douze millions de piastres indochinoises.⁶⁶

Concrètement, la collecte de fonds pour les achats en Thaïlande était laissée à l'initiative de chaque interzone (*Lien Khu*), à cause du mauvais état des communications nationales. Chaque zone était donc responsable de l'établissement de ses propres listes d'armes à acquérir et de la part prise sur ses moyens financiers pour être remise aux acheteurs désignés du Viet Minh en Thaïlande (et en Chine du Sud). Fin janvier 1947, par exemple, 20 kilogrammes d'or furent fournis par les interzones VII et IX pour les paiements d'achats en Thaïlande. D'un autre côté, le LK IV transféra un million de piastres et 5 kilogrammes d'or à des agents dans la province de Nakhom Phanom. A la fin de 1946 Tran Van Giau reçut deux millions de piastres du gouvernement de la RDVN pour l'achat d'armes et d'équipement.⁶⁷

HCFIC, BTLC, no. 495/CAB/LC, 'Trafic d'armes et de matériel entre le Siam et l'Indochine', le 20 mars 1950, d. 1950, divers, c. 10H608, SHAT.

⁶⁵ 'Notes on arms smuggling between Siam and the rebels in Indochina', p. 2.

⁶⁶ LE MANH TRINH, *Cuoc van dong cuu quoc cua Viet kieu o Thai-Lan* [La mobilisation du salut national des Viet kieu en Thaïlande], Hanoi, NXBST, 1961, p. 82. Un *baht* équivalait à deux piastres Ho Chi Minh à ce moment-là.

⁶⁷ 'Trafic d'armes', Saigon, le 2 décembre 1946.

Cependant, vu les grandes difficultés auxquelles l'économie de la RDVN avait à faire face, le gouvernement dut se procurer des devises étrangères par d'autres moyens. Les dirigeants de l'organisation de Thaïlande acquirent les fonds indispensables en spéculant sur la surélévation artificielle de la piastre en Indochine en la revendant à l'extérieur avec un bénéfice appréciable. Sans entrer dans les détails, on peut dire que ces opérations furent rendues possibles grâce à la décision prise par les autorités françaises d'Indochine de fixer le taux de change de la piastre à 17 francs, alors que hors de la péninsule, elle ne valait que de 7 à 8,5 francs. Ce « cadeau royal », comme le qualifiait un critique français virulent, permit au Viet Minh de se procurer des francs français à moitié prix, puis de les échanger sur le marché international contre des dollars américains ou d'autres monnaies fortes nécessaires à leurs achats d'armes. Le Viet Minh échangea également l'or qu'il avait pu réunir contre des dollars US sur le marché de Bangkok et de Cholon. D'autres fois, il fit imprimer des faux billets dans la capitale thaïe pour les échanger en Indochine contre des vrais. Pour les agents Viet Minh basés à Bangkok, décidés à avoir une longueur d'avance sur l'inflation et à garantir les achats vitaux d'armes à l'étranger, il était évidemment indispensable de conserver des réserves d'or et de dollars dans cette ville. La délégation de la RDVN et les dirigeants sudistes conservaient ainsi d'importants dépôts de *bahts* et de dollars dans les principales banques thaïes, en particulier la *Banque Agricole Thaïe*, et dans plusieurs autres à Hong Kong, en Europe et peut-être même aux Etats-Unis.⁶⁸

Les billets Ho Chi Minh ne valaient rien sur ces marchés régionaux et internationaux. En 1950, la compagnie thaïe *Sri Saard Co. Ltd* s'engagea à fournir au Comité du Ravitaillement du Nam Bo des péniches de débarquement et d'autres équipements amphibies sous la condition que le Viet Minh la payât en or ou en dollars U.S. D'autres marchands d'armes étrangers se montrèrent plus arrangeants. Un groupe d'industriels tchèques accordèrent un prêt sur 10 ans de 35.000\$ U.S. au CRA du Nam Bo pour financer de futurs achats d'armes chez eux.⁶⁹

⁶⁸ Sur ce trafic, voir : LE VAN HIEN, *Nhat ky cua mot bo truong* [Journal d'un ministre], vol. II, Da Nang, NXB Da Nang, 1995, vol. II, p. 211 ; 'Notes on Arms Smuggling between Siam and the Rebels in Indochina' ; 'Fiche : Relations des personnalités officielles thaïlandaises avec le Viet Minh', juin 1950, valeur : B/2, d. 30, CD, CAOM ; et 'Kinh te khang chien Nam bo : Khu dac biet dia phuong Saigon-Cholon' [L'économie de résistance du Nam Bo : La zone spéciale régionale de Saigon-Cholon], p. 1, le 27 mars 1947, d. 32, 1947, c. 10H3991, SHAT.

⁶⁹ HCFIC, DGD, BTLC, no. 350/DGD/LC/6, 'Approvisionnement en matériel de guerre', le 13 juillet 1950, c. 10H608, SHAT.

Les produits agricoles d'exportation du Sud-Vietnam étaient revendus sur le marché thaï pour payer des achats d'armes supplémentaires. Les produits étaient acheminés depuis le Sud-Vietnam ou le Cambodge sur une flottille de jonques et de sampans, dont les capitaines chinois servaient parfois d'intermédiaires. Au début des années 1950, le Viet Minh contrôlait la plus grande partie de la production de poivre dans la province cambodgienne de Kampot et faisait aussi souvent du trafic de pierres précieuses à partir de Pailin jusqu'aux marchés de Bangkok. Une étude française détaillée révélait en 1953 que le Viet Minh avait récolté 40 millions de piastres l'année précédente, grâce à son contrôle des fermes poivrières chinoises au Cambodge et qu'il déployait toute son énergie pour obtenir le monopole sur la vente de cet épice en Thaïlande. Une étude récente des activités vietnamiennes durant la guerre franco-vietnamienne révèle que le Viet Minh put générer entre 1950 et 1953 environ 33 millions de piastres indochinoises. Les Français estimaient qu'au début des années 1950 les revenus fiscaux annuels que le Viet Minh préleva sur les pêcheries du Tonlé Sap représentaient de 4 à 6 millions de piastres environ. Il ne semble pas, toutefois, que tel eût été le cas pour toute la durée de la guerre.⁷⁰ Le Viet Minh récolta aussi des bénéfices importants sur la recette fiscale des salines de Kampot au Cambodge.⁷¹

On peut avoir une idée précise de l'importance du marché thaï pour le Viet Minh avec les préparatifs faits en 1947 pour l'établissement d'une maison d'Import-Export de la RDVN à Bangkok. L'Inspecteur du Service Economique du Nam Bo avait chargé Tran Van Giau et Tran Van Luan de sa formation, vraisemblablement sur le modèle de la compagnie *Viet Thang* qui s'occupait des échanges commerciaux des LK IV et V avec le Sud de la Chine. Considérablement gênés dans leurs exportations depuis Saigon par l'étroite surveillance exercée par les Français, les dirigeants sudistes cherchèrent à développer une ouverture vers l'ouest afin d'expédier les produits agricoles du Sud vers la Thaïlande puis de là vers les marchés de Sumatra et de Hong Kong. La Thaïlande était considérée comme l'intermédiaire parfait pour l'acheminement d'un stock de 40.000

⁷⁰ Nous nous sommes appuyés sur les sources suivantes pour l'économie de guerre au Cambodge : *Quan tinh nguyen Viet Nam o Campuchia*, p. 148 ; SESAG, 'BR', le 13 mars 1946, valeur : A/1, d. 1601, c. 10H528, SHAT ; CFTC, Le Général Langlade, *Huit mois de pacification au Cambodge, juillet 1952-février 1953 : Une Méthode-Des Résultats*, p. 80, c. 10H284, SHAT ; CCFAEO, EM/2B, SI, no. 4589/FAEO/2S, 'BR', valeur : B/3, daté du 15 septembre 1950, d. 60, c. 10H547, SHAT ; et HCFIC, DGD, BTLC, 'Approvisionnement en matériel de guerre du Viet Minh par l'extérieur', no. 529/DGD/LC/6, Saigon, le 16 août 1950, fiches 3 et 4. En 1951, le poivre se vendait de 6 à 7.000 piastres le picul. En 1952, le Viet Minh imposait une taxe de 1.200 piastres le picul.

⁷¹ FMEQ, EM/2B, no. 69/EM2, 'BR no. 24 : Bilan économique et financier Viet Minh au 1^{er} juillet 1950', le 9 juillet 1950, p. 5, d. [Rouge, non-marqué], c. UUE-29, SHM.

tonnes de riz et la livraison prévue d'un stock supplémentaire de 65.000 tonnes auparavant répartis en lieu sûr dans les greniers dissimulés dans des endroits du Nam Bo contrôlés par le Viet Minh. Le « Comité du Ravitaillement du Nam Bo » souhaitait également exporter 1.000 *piculs* de poissons et de crevettes, 100.000 œufs, ainsi que des volailles et des porcs. Tous ces produits devaient être échangés contre de l'or ou des devises étrangères fortes sur les marchés de l'Asie du Sud-Est, afin de financer les importations. Pour lancer cette affaire, le Comité Economique du Nam Bo alloua 500.000 piastres comme capital de départ à la compagnie, probablement installée près du port de Bangkok.⁷² Non sans raison, car le projet du « Front de Résistance Economique du Nam Bo » (*Mat Tran Kinh Te Khang Chien*), publié en cette année, comportait la création de routes commerciales vers les marchés de Bangkok et de Singapour.⁷³ Des consignes furent données par le Viet Minh pour étudier soigneusement les routes maritimes vers la Birmanie et Singapour.⁷⁴ Depuis février 1947, Nguyen Thanh Son avait renforcé le pouvoir de décisions de ses subordonnés en Thaïlande en matière d'achats à effectuer.⁷⁵ Les renseignements militaires français confirmaient en effet au milieu de 1948 qu'« à plusieurs occasions » les Sud-Vietnamiens avaient exporté du riz vers les marchés de Singapour par le biais de jonques jaugeant de 60 à 80 tonnes.⁷⁶

Un intérêt considérable était porté en Thaïlande au commerce avec le Vietnam. En 1950, les Français savaient que depuis juillet 1949, l'*Association des Vétérans de Guerre* avait promis au Comité de Ravitaillement du Nam Bo à Bangkok d'acheter tout le riz et le caoutchouc d'origine Viet Minh au Nam Bo. Les Thaïs proposèrent de prendre la responsabilité de réexporter chaque trimestre 4.000 tonnes de riz et 400 tonnes de caoutchouc vers Singapour et Manille (la Thaïlande était déjà un pays exportateur de riz). Selon la même source, l'*Association des Vétérans de Guerre* était en fait une entreprise

⁷² Traduction du document : 'L'inspecteur de l'Economie du Nam Bo aux frères [Tran Van] Giau et [Tran Van] Luan', signé de KHA VAN CAN, d. Trafic: Siam-Cochinchine, c. 10H4300, SHAT et HCFIC, BTLC, no. 495/CAB/LC, 'Trafic d'Armes et de matériel entre le Siam et l'Indochine', le 20 mars 1950, d. 1950, c. 10H608, SHAT.

⁷³ Hanh Chanh Bien Hoa, Thuong Vu, so. 1048, 'Ban Thuong Vu U.B.H.C. Tinh Bien Hoa kinh goi U.B.H.C. Quan Chau thanh Tan Uyen: Mat Tran Kinh Te K.C.' [Comité permanent du CRA de la province de Bien Hoa au CRA de Quan Chau, Tay Uyen], daté du 5 juillet 1947, p. 11, d. 32, 1947, 10H3991, SHAT.

⁷⁴ Télégramme décrypté dans HCFIC, BFD, no. 314/D6.Ts, daté du 3 avril 1947, s.d. 5, d. 108, CD, CAOM.

⁷⁵ 'Trafic d'armes et activités Viet Minh à la frontière du Siam au 15 février 1947', pp. 1-2 et télégramme décrypté : 'Application du modus vivendi: Ordres du Bureau Central au Comité du Siam', daté du 20 octobre 1946, dans CSTFEO, EM/2B, 'Renseignements', source : D.Y., le 18 octobre 1946, c. 10H602, SHAT.

⁷⁶ Section de Can Tho, EM/2B, no. 869/2/S/Sect, 'Trafic dans le Golfe du Siam', valeur : B/3, daté du 1^{er} juin 1948, p. 1, d. 1948-1954, c. 10H5525, SHAT.

collective présidée par le lieutenant-général Phin Chunhawan, son beau-fils Pao Sriyanond, le Chef de la Police et le Premier Ministre Pibul Songkram. Elle jouissait d'un monopole virtuel sur le marché national, contrôlant en particulier les chemins de fer et la culture du riz du Nord-Est.⁷⁷ Il n'est pas impossible que cette proposition thaïe ait eu en partie pour origine le blocus de la région de Transbassac par les Français, action prise afin de priver le Viet Minh des importants revenus fiscaux provenant des rizières de cette région. Approuvé le 14 janvier 1949, ce blocus allait obliger le Viet Minh à avoir sur les bras plus d'un million de tonnes de riz invendu dans ses greniers.

L'opium était une autre source importante de devises étrangères pour le Viet Minh sur le marché de l'Asie du Sud-Est. Il était produit dans des zones du Nord-Vietnam et du Laos contrôlées par l'armée vietnamienne. Un kilogramme d'opium rapportait 6.200 piastres à Hanoi et 7.000 à Haiphong. L'opium constituait donc potentiellement une source considérable de revenus et une 'monnaie' commode à transporter pour l'économie de guerre. De grandes quantités d'opium furent également importées du Laos dans l'interzone IV pour être revendues dans les zones contrôlées par les Français avec un bénéfice appréciable. D'après un déserteur japonais qui y avait vécu jusqu'en 1952, la majorité des revenus de la résistance à Thanh Hoa provenait du trafic de l'opium. Le Viet Minh exportait les pavots récoltés au Laos par l'intermédiaire des Lao Issara sur les marchés provinciaux du Nord-Est de la Thaïlande, puis jusqu'à Bangkok et, de là, vers les marchés maritimes plus importants de Singapour et surtout de Macao (sec. chinoise, ch. 1).⁷⁸

Selon les Français, le système d'exportation de l'opium du Viet Minh en Indochine occidentale fonctionna plutôt bien au début, mais déclina par la suite à cause de la concurrence naissante des marchés birmanes. Dès juin 1946, les Français exprimèrent la crainte que le Viet Minh ne tablât sur la production d'opium dans la région de Xieng Khouang pour avoir le moyen de financer ses importations d'armes.⁷⁹ Vu Huu Binh était considéré comme l'un des principaux organisateurs du commerce de l'opium de la RDVN, sans doute à cause des contacts qu'il entretenait du côté laotien du Mékong. Il lui était

⁷⁷ 'Notes on Arms Smuggling between Siam and the Rebels in Indochina', p.2 et 'Thailand's 'Godfather' Dies', *BBC World Service*, (le 6 mai 1998).

⁷⁸ 'Le Communisme en Indochine', 1^{er} mai 1954, no. 719/DGD/, p. 47, c. 10H279, SHAT et HCFIC, DSSIC, no. 5806/CSG/BCST, 'Note', le 30 Octobre 1952, p. 8, d. 375, c. 121, HCl, CAOM.

⁷⁹ 'Télégramme officiel, Crépin à Valluy', no. 700/DM, Hanoi, le 12 juin 1946, d. [Bleu], c. 10H2511, SHAT.

arrivé notamment de rencontrer un colonel thaï pour combiner une « importante » livraison d'opium venant des zones Viet Minh en échange d'armes des Seri Thaï entreposées en pays *Isaan*.⁸⁰ Du côté du Nord-Vietnam, Le Van Hien, ministre de l'Economie, a révélé dans ses mémoires qu'en août 1949, il avait fait stocker 600 kilogrammes d'opium à Cao Bang en vue du financement des importations du gouvernement (sec. chinoise, ch. 1).⁸¹ Bref, le Viet Minh tira avantage de la nature régionale de la production d'opium pour financer ses achats à la fois en Asie orientale et en Asie du Sud-Est. Sans l'argent, il n'y avait pas de révolution.

Les Français étaient informés du danger qu'il y avait à laisser au Viet Minh le contrôle de la récolte de l'opium au Laos ; ils avançaient que ce marché constituait une source de revenus « très appréciable » pour le financement d'une « bonne partie » des achats d'armes vietnamiennes en Thaïlande. En 1949, le Commissaire français pour le Laos ordonna aux services des douanes d'intensifier leur lutte contre le trafic d'opium du Viet Minh. Mais en 1950, tout l'opium de Sam Neua allait au Viet Minh.⁸² Bien que nous soyons dans l'impossibilité de quantifier le trafic d'opium du Viet Minh par la voie de la Thaïlande, nous pensons que ce produit a joué un rôle important dans le financement des importations vietnamienne pendant la guerre contre la France (sur l'importance de l'opium, voir aussi : sec. chinoise, ch. 1).

Les lignes de ravitaillement de l'Indochine méridionale

Après avoir présenté la nature, les origines, et le financement des opérations commerciales du Viet Minh en Asie du Sud-Est, il nous reste à nous demander comment les armes et le ravitaillement étaient transportés au Vietnam. La plupart des historiens considèrent que les questions logistiques allaient de soi ou qu'elles firent leur apparition seulement après la victoire communiste chinoise de 1949-1950, voire même après la

⁸⁰ DGD, BTLC, no. 543/DGD/LC/6, 'Approvisionnements en matériel de guerre du Viet Minh par l'extérieur', d. 1950, divers, c. 10H 608, SHAT ; 'Notes on arms smuggling between Siam and the rebels in Indochina', p. 2 ; et CCFAEO, EM/2B, SE, no. 2715/FAEO/2.S, le 27 juin 1950, d. Collusion Siam-Viet Minh, c. C838, SHAA. Vu Huu Binh s'appuyait sans doute sur les contacts thaïs de Thao Oun. En octobre 1946, Thao Oun arrangea l'une des premières ventes d'opium aux Thaïs. Voir les entrées du 1^{er} et du 8 octobre 1946 dans THAO OUN, *Banthuk pracamwan-hetkan khong Thao Oun*, p. 5. Tiang Sirikhan y était présent.

⁸¹ LE VAN HIEN, *Nhat ky*, vol. II, p. 88 et Bo Tai Chinh, no. 215, 'Giay Gioi Thieu/mua thuoc phien' [Lettre d'introduction/Achat d'opium], Hanoi, le 25 juillet 1946, signé de LE VAN HIEN, c. 26, GF, CAOM ; et Marcel BOURGEOIS, *Itinéraire d'un coq de combat*, publié par Bourgeois à titre privé, 1995, p. 76.

⁸² HCFIC, BTLC, DGD, no. 610/DGD/LC/6, 'Notice de renseignements', le 8 septembre 1950, d. Trafic d'armes, c. 110, CP, CAOM.

'naissance' de la Piste Ho Chi Minh en 1959. Nous faisons observer qu'en général il est possible d'identifier deux principales routes logistiques qui menaient de la Thaïlande au Vietnam depuis la fin de 1946 : la première traversait par voie terrestre l'Indochine méridionale en passant par le Cambodge, et par voie maritime le Golfe du Siam ; la seconde traversait l'Indochine septentrionale, d'Udon Thani au LK IV, en passant par le Laos. Ces routes reflétaient la configuration naturelle en forme d'« S » de la géographie du Vietnam sur la façade orientale de la péninsule indochinoise ainsi que la géographie historique des voies d'immigration et de commerce qui depuis toujours relient le Vietnam au Laos, au Cambodge et à la Thaïlande. Pour les Sudistes, cette liaison avec la Thaïlande était aussi connue sous le nom de « Route trans-occidentale »—*Duong xuyen Tay*.⁸³

Les Vietnamiens de Thaïlande et du Cambodge jouaient un rôle essentiel pour l'achat et le transport du matériel de guerre. A partir de la frontière thaï-khmer, les jeunes Viet Kieu fournissaient la main-d'œuvre aux convois d'armes à travers le Cambodge. Leurs connaissances culturelles, géographiques et linguistiques de la région les rendaient indispensables au fonctionnement des réseaux de ravitaillement. Ancien partisan des patriotes vietnamiens d'avant-guerre, Nam Hong Chung devint le « plus proche confident » de Nguyen Duc Quy après la Seconde Guerre Mondiale. En échange de ses services de consultant, le Viet Minh lui donna un grade supérieur dans la hiérarchie patriotique, le nommant Président du Comité d'Assistance Viet Kieu de Bangkok. En retour, Nam Hong Chung élargit le cercle des contacts des Sudistes avec l'aide de Ho Van Mi et Nguyen Van Chinh, deux marchands bien connus de la capitale thaïe et ayant une grande influence dans la communauté Viet Kieu. Chung était aussi influent dans les milieux catholiques de Bangkok.⁸⁴

En aval de la filière, Tran Van Giau et Dung Van Phuc 'recrutèrent' un groupe d'émigrés chinois et vietnamiens. Par exemple, Kim Hong, riche marchand sino-thaï faisant des affaires avec le Viet Minh jusque tard dans les années 1950, était en réalité le fils de Kim Son, célèbre pirate chinois du Golfe du Siam. Ari Vanakorn, pseudonyme

⁸³ HCFIC, CCEO, EM/3B, no. 2371/3, 'Interrogatoire [noms supprimés par l'auteur, CEG], Phnom Penh.

⁸⁴ 'Prise du bateau Song Lo', p. 19 ; DSS, 'Relations entre le Viet Minh et l'administration thaïlandaise', SR Bangkok, Valeur : B/2, janvier 1952, d. Attitude année 1951, c. 95bis, SPCE, CAOM ; DSS, no. 7987, 'Attitude des autorités thaïlandaises vis-à-vis du Viet Minh', le 28 décembre 1951, c. 95bis, SPCE, CAOM ; et 'Note sur l'organisation politique du Viet Minh à Bangkok et sur ses dirigeants', c. 95bis, SPCE, CAOM.

préféré d'un Vietnamien aussi nommé « Hop », était le fils d'un armateur qui avant la guerre avait dirigé un service de transport sur le Mékong à partir des mines d'argent du Laos. Ayant perdu son affaire au jeu, il émigra en Thaïlande au début des années 1940 (il profita probablement de la politique libérale d'immigration de Pibul) et épousa la fille d'un officier militaire thaï. Après la guerre, sa connaissance des transports fluviaux, sa parfaite maîtrise du thaï et du lao et ses relations familiales firent de lui un intermédiaire idéal pour Tran Van Giau qui le recruta immédiatement après son arrivée en Thaïlande. Grâce à son beau-père, qui appartenait à l'Armée royale thaïe, Hop fut en mesure de fournir au Comité de Ravitaillement du Nam Bo des armes venant des dépôts militaires de matériel. Le tailleur vietnamien « Nghia Loi » devint l'un des principaux 'chasseurs' d'armes de Tran Van Giau. Plus au Sud sur la côte, « Mui », un pêcheur vietnamien de May Rut, faisait office d'espion maritime. Une métisse lao-vietnamienne, mariée à un fonctionnaire thaï, rendait des services à Chantaboun. Nguyen Y Net, ancien capitaine de jonque de cabotage, dirigeait les affaires maritimes du Viet Minh, mettant la grande connaissance qu'il avait du Golfe du Siam au service du Comité de Ravitaillement du Nam Bo.⁸⁵ En résumé, les réseaux de transport Viet Minh dont la Thaïlande constituait la tête de pont reflétait bien la mosaïque ethno-culturelle de la région, même dans une période de guerre.

Tout aussi importants étaient les alliés que les dirigeants sudistes trouvèrent parmi les moines bouddhistes vietnamiens vivant et prêchant dans la région de Bangkok. Le moine supérieur Bao An sortait du lot, car c'était non seulement une autorité religieuse très respectée dans la capitale thaïe, mais aussi l'un des cinq membres les plus importants de la délégation vietnamienne. Accessoirement, c'était aussi l'un des meilleurs négociants en armes au service du Viet Minh en Asie du Sud-Est. Bien sûr, ce n'était pas la première fois que des moines vietnamiens furent employés dans des opérations clandestines. Né à Sadec en 1911, Bao An parlait couramment le khmer et le thaï. Il avait beaucoup voyagé entre Phnom Penh et Battambang de 1931 à 1946, époque à laquelle il chercha refuge en

⁸⁵ *Quan tinh nguyen Viet Nam o Campuchia*, p. 125 ; BAT, 'BR no. 2237', le 17 mars 1947, p. 4, d. 17sup, CP, CAOM ; 'Identification d'Ari Vanakorn alias Hop', le 12 janvier 1950, p. 1 ; 'Prise du Bateau Song Lo', p. 19 ; et SF, PSE, no. 1589/PSE-S, 'Note biographique', le 30 septembre 1949, d. Song Lo, c. 10H279, SHAT.

Thaïlande. En outre, il avait participé aux activités du mouvement Phuc Quoc de Duong Van Giao au début des années 1940 à Bangkok et avait fréquenté Nguyen Van Long.⁸⁶

Mais qu'est-ce qui rendait les moines vietnamiens comme Bao An aussi utiles pour le Viet Minh ? D'abord, ces moines avaient souvent la nationalité thaïe, ce qui leur permettait de poursuivre leurs opérations et celle de la délégation sans crainte d'arrestation arbitraire (du moins jusqu'en 1951). De plus, en tant que religieux bouddhistes, ils détenaient un statut socio-religieux à part dans la société thaïe. Les autorités risqueraient en effet d'encourir le mécontentement de la population en les arrêtant. Bao An aurait d'ailleurs eu « un grand prestige auprès des autorités siamoises ». Les bons contacts des moines avec les autorités locales étaient ce que Giao et Quy recherchaient désespérément. On ne doit donc pas s'étonner que pendant son voyage à Bangkok en 1949, Nguyen Thanh Son avait tenu à se rendre au temple de Bao An, Nang Loern, pour s'entretenir avec ce 'saint homme' de la réorganisation des moyens logistiques affectés au Nam Bo (voir *supra*). Tout simplement, il n'aurait pas pu se passer de ses services.⁸⁷ D'ailleurs, grâce à leur longue résidence en Thaïlande, les moines vietnamiens parlaient couramment thaï et pouvaient atteindre une fraction plus large de la société siamoise que ne pouvait le faire un cadre dirigeant francophone comme Tran Van Giao. Enfin, depuis l'époque héroïque du VNQDD, sinon bien plus longtemps avant, les temples avaient toujours constitué les lieux favorisés pour les réunions des sociétés secrètes et révolutionnaires cherchant à déjouer la surveillance des espions asiatiques employés par les Français.⁸⁸

Mais pourquoi Bao An était-il si apprécié par le Viet Minh ? D'abord, il gérait les relations et les transactions avec les marchands d'armes thaïs et chinois. Ce moine était un acheteur de la *Hong Kong They*, une maison de négoce chinoise déjà mentionnée ci-dessus. Les armes acquises par cette compagnie étaient transportées par canaux jusqu'à son temple de Nang Loern. C'est là que Duong Van Phuc et Bao An résidèrent et négocièrent les contrats. Six autres moines faisaient partie de la douzaine d'agents qui constituaient son

⁸⁶ *Quan tinh nguyen Viet Nam o Campuchia*, p. 55 ; Document C8 : Viet Nam Phuc Quoc Dong Minh Hoi, '[Bangkok à ?] Comité central Administratif, Bangkok, daté du 12 décembre 1943, traduit dans CSTFEO, BCR, no. 755/1000/B3, 'Les partis révolutionnaires annamites et l'occupant japonais, fin 1940-septembre 1945', le 18 février 1947, p. 15, sous-dossier 118, Japonais-Viet Minh, c. 57, HCI, CAOM.

⁸⁷ HCFIC, SDECE, no. 21873, 'Renseignements: Mission au Siam du leader Viet Minh cochinchinois', le 6 octobre 1949 et HCFIC, DGD, BTLC, no. 543/DGD/LC/6, 'Approvisionnement en matériel de guerre du Viet Minh par l'extérieur', le 21 août 1950, d. Collusion Siam-Viet Minh, c. C838, SHAA.

⁸⁸ Georges COULET, *Les sociétés secrètes en terre d'Annam*, Saigon, Imprimerie Commerciale C. Ardin, 1926, pp. 54-77, 183-91.

équipe. Ils avaient la réputation d'être les mieux organisés et les plus adroits dans le domaine de la contrebande en Thaïlande. Les Français étaient convaincus qu'un des principaux entrepôts pour le stockage des armes avant leur expédition au Nam Bo était aussi situé dans le « Temple Gia Long » à Bang Pho, nom à résonance historique, faisant référence à un autre dirigeant vietnamien qui s'était lui aussi appuyé sur la Thaïlande pour reconquérir le Vietnam au XVIII^{ème} siècle, pour régner ensuite sous ce nom de Gia Long.⁸⁹

Le Viet Minh trouva aussi des alliés parmi les patriotes catholiques habitant le quartier vietnamien de Samsen. C'était un quartier influent, dont plusieurs résidents travaillaient dans l'administration thaïe. Si bien qu'en avril 1946, au cours des rencontres qui y eurent lieu avec un médecin traditionnel vietnamien, les agents de la RDVN firent en sorte de ne pas afficher une attitude anti-religieuse. Même le curé français de Samsen se trouvait à l'aise dans ses déplacements.⁹⁰

Marchant sur les traces de Phan Boi Chau et de Ho Chi Minh, les cadres Viet Minh de Thaïlande (et d'ailleurs) eurent également recours à d'anciens criminels, comme le prouvait de façon évidente l'envoi en mission à Manille d'un ancien bagnard de Poulo Condor, Nguyen Van Hoa (voir *supra*). En même temps, les marins vietnamiens firent entrer en contrebande à Saigon et Bangkok des dollars américains et de l'or ramenés d'Europe. Cependant, à partir de 1945, les agents vietnamiens en Thaïlande concentrèrent également leurs efforts de recrutement sur des émigrés hautement qualifiés en fuite après la Seconde Guerre Mondiale. Parmi les 38 noms de techniciens figurant sur la liste dressée par une étude française sur l'organisation Viet Minh, 8 étaient d'anciens opérateurs radios dans les services coloniaux et 4 des capitaines qui avaient commandé des jonques sur les Mers de Chine avant la guerre.⁹¹ En fin de compte, retrouvant les schémas d'immigration traditionnels, le Viet Minh fit du recrutement dans presque tous les milieux sociaux existant dans la péninsule. Les pêcheurs vietnamiens de Ban May Rut et du Tonle Sap

⁸⁹ HCFIC, DGD, BTLC, no. 543/DGD/LC/6, 'Approvisionnement en matériel de guerre du Viet Minh par l'extérieur', le 24 août 1950, d. 1950, c. 10H608, SHAT ; HCFIC, DGD, BTLC, no. 543/DGD/LC/6, 'Approvisionnement en matériel de guerre du Viet Minh par l'extérieur', le 21 août 1950, d. Collusion Siam-Viet Minh, c. C838, SHAA ; et DSS, HCFIC, 'Activités du « Sous-Comité de Ravitaillement du Nam Bo » en Thaïlande', c. UUB30, SHM.

⁹⁰ CD, no. 692/6/BR, renseignement daté du 19 avril 1946, valeur : B/1, d. 106, CD, CAOM.

⁹¹ Il est intéressant de remarquer que les Nordistes envoyaient leur personnel à Bangkok pour suivre une formation radio. Sur les 8 opérateurs de radio, 5 étaient originaires du Vietnam du Nord ; les trois autres venaient du Laos en 1946. Deux des Nordistes avaient été antérieurement rattachés à la Radio Bach Mai à Hanoi. Il y avait entre autres deux professeurs, deux pêcheurs, un mécanicien, et quatre fonctionnaires.

furent convertis en espions, les moines bouddhistes devinrent contrebandiers et les télégraphistes laotiens formés par les Français des experts en transmission militaire.

Directement ou indirectement, Pridi Banomyong et Pibul Songkram apportèrent tous les deux une grande aide au Viet Minh en créant les routes de ravitaillement à l'ouest. Les officiers du gouvernement et de l'armée thaïs mirent à la disposition de la RDVN des navires, des trains ; ils étaient même disposés à prêter des avions pour transporter des armes de Thaïlande en Indochine française. La marine thaïe, dominée par les partisans Seri Thai de Pridi, fournit des bateaux aux Vietnamiens pour exporter des armes, du matériel et des médicaments. Bien souvent ces cargaisons étaient chargées sur des navires Viet Minh dans le port de Bangkok et expédiées clandestinement la nuit sous pavillon et sous protection thaïs afin d'échapper à la surveillance des espions français. Jusqu'au milieu de 1951, la marine thaïe, les garde-côtes et la Douane thaïlandaise permirent aux vaisseaux Viet Minh de naviguer dans les eaux territoriales thaïes sans être interceptés. Encore opposée à Phibul jusqu'en mars 1950, la marine thaïe continua à soustraire au gouvernement central son 'fief naval' s'étendant de Chantaboun jusqu'à la frontière cambodgienne⁹², et qui était justement l'une des zones les plus propices pour le commerce Viet Minh dans le Golfe du Siam depuis 1946. Une fois sortis de ces zones, les pilotes navals Viet Minh prenaient le relais pour naviguer sur les routes maritimes autorisées. En 1992, *The Nation*, quotidien anglophone de Bangkok, a publié un reportage sur Chana Samutvanich, un de ces Thaïs qui avaient escorté le transport par mer des cargaisons d'armes pour le compte du Viet Minh. Ce personnage évoque les souvenirs de sa mission de 1950, alors qu'il était général de division dans la police thaïe :

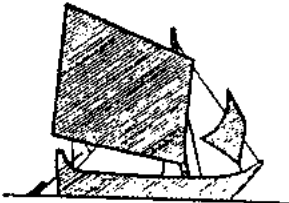
Je restais sur le pont pendant toute la durée du voyage et j'ignorais totalement la nature de la cargaison sous mes pieds. Mes ordres consistaient à m'assurer de la sécurité de la traversée au-delà de Pak Nam, et de résoudre tout malentendu en cas de rencontre avec la police en cours de route.⁹³

Si les Thaïs fermaient les yeux et prêtaient la main au Viet Minh, il restait cependant à celui-ci de se débrouiller pour organiser le transport du matériel de guerre au Vietnam. Un des moyens utilisés par les Vietnamiens pour effectuer ces tâches consista à greffer leurs

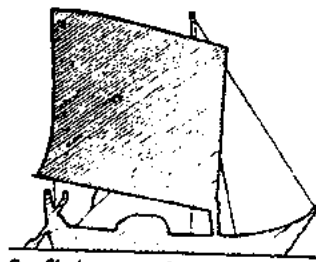
⁹² FMEO, EM/2B, no. 28/EM2, 'BR no. 20 : Mois de janvier et février 1950, Trafic maritime rebelle', le 23 mars 1950, p. 6, d. [rouge, non-marqué], c. UUE-29, SHM.

⁹³ 'A Farewell to Arms', *The Nation*, (le 3 mai 1992). Chana fut ambassadeur de Thaïlande au Cambodge entre 1970 et 1974.

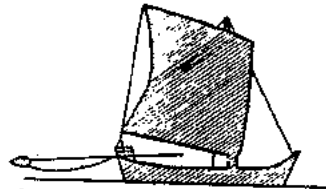
GOLFE DU SIAM



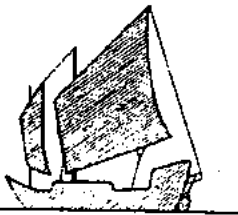
1. Chaleum du Golfe du Siam



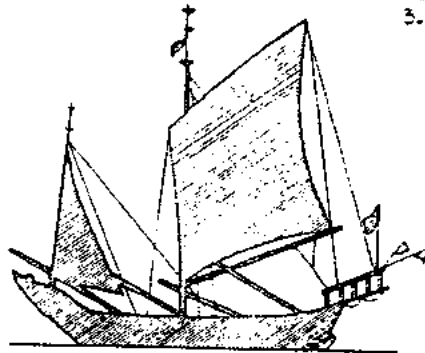
2. Chaleum du Golfe du Siam



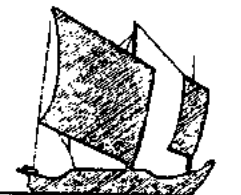
3. Tuk Chap Ky de Kâs Kong



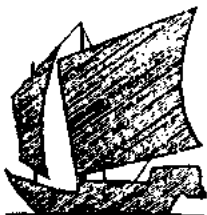
4. Ghe của de Kampot



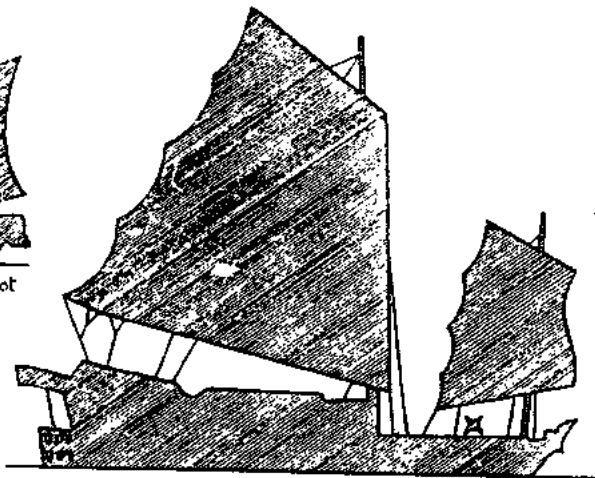
6. Ghe câu de Phú Quốc



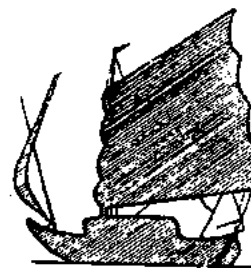
5. Ghe của de Sretham.



7. Ghe của de Kam-pot



9. Tang Wai du Golfe du Siam.



8. Rua Pet à grand voile Chinoise de la baie de Kompong Sami.

Les jonques du golfe du Siam

(SHAA)

mouvements clandestins sur un ancien réseau de cabotage de jonques. Celui-ci partait de l'Est de Bangkok et passait par la côte Sud du Cambodge, les îles de Phu Quoc et Koh Kut, les canaux de Rach Gia, Ca Mau et Bac Lieu, la côte vietnamienne, les comptoirs du littoral Sud de la Chine, Hong Kong ou l'île de Hainan. En effet, le Viet Minh abandonna le recours initial du PCI aux grands navires européens ou japonais sillonnant la Mer de Chine méridionale et préféra se rapprocher des ports et des frontières continentales de l'Asie du Sud-Est par le biais des caboteurs côtiers chinois et vietnamiens. Afin d'exploiter ce réseau préexistant⁹⁴, le Viet Minh acheta, arma ou loua des jonques chinoises, siamoises et hainanaises, ainsi que des sampans vietnamiens ou cambodgiens. Il posséda des chantiers navals sur l'île de Phu Quoc et dans les forêts de Rach Gia, où les combattants pouvaient soit trouver le bois nécessaire à la construction des bateaux, soit l'importer aisément du Sud-Est du Cambodge. Un chantier de construction de jonques à Phu Quoc employait 100 ouvriers. Les jonques du Viet Minh étaient cependant de petite taille, jaugeant de 20 à 100 tonneaux et ayant une longueur de 15 à 40 mètres tout au plus. Des tonnages plus importants auraient tout simplement risqué de ne pouvoir échapper à la marine française.⁹⁵ Au début de 1947, les Français interceptèrent des communications Viet Minh révélant que Nguyen Thanh Son cherchait à recruter davantage de marins parlant chinois pour servir sur ses jonques, ce qui suggère que le Viet Minh avait recours à des marchands chinois pour le trafic dans le Golfe du Siam.⁹⁶ De Rach Gia à la pointe de Ca Mau, où la côte est entrecoupée de nombreux arroyos reliés entre eux, le Viet Minh constitua un vaste camp retranché, qui servait de base de départ du ravitaillement vers les archipels de Tamassou, Balua et les îles Pirates. Aucun poste français ne contrôlait « les embouchures du Cau Bo d et du Song Gan Hao avec ses canaux, ses arroyos reliés avec ceux de la côte ouest permet un transit hors de notre atteinte vers le Golfe du Siam ».⁹⁷

Des relais rudimentaires côtiers et insulaires (*tram*) étaient mis en place de Bangkok au Nam Bo pour guider les embarcations à travers le Golfe du Siam jusqu'au port de Cua Lo-

⁹⁴ Sur le cabotage, voir : Jean POUJADE, *Les jonques des chinois du Siam*, Fascicule I, Documents d'Ethnographie Navale, Paris, Guthier-Villars, Impr Éditeurs, 1946 et Serge DE LABROUSSE, *Economie maritime indochinoise. Politique du cabotage en Indochine*, Saigon, Imprimerie Française d'Outre-Mer, Saigon, 1950.

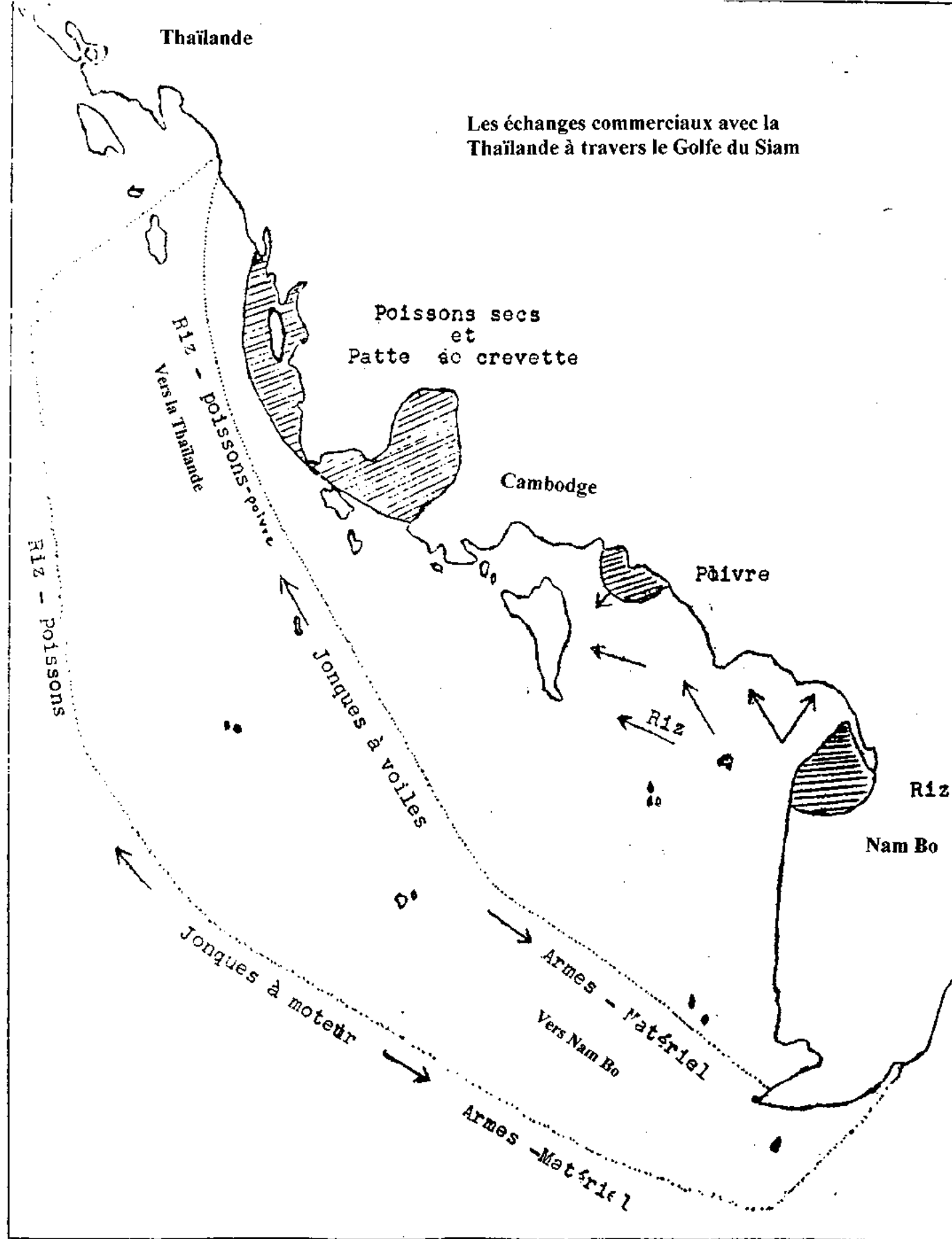
⁹⁵ 'Trafic maritime Viet Minh', pp.1-2.

⁹⁶ 'Trafic d'armes et activités Viet Minh à la frontière du Siam au 15 février 1947', p. 3.

⁹⁷ MN, Flottille des avisos et dragueurs d'Indochine, Surmar/Siam, no. 3/CDT, 'Evolution de la situation dans le secteur Cochinchine-Cambodge du mois d'octobre 1947 à février 1949', février 1949, c. 28, UUB, SHM.

Thaïlande

Les échanges commerciaux avec la
Thaïlande à travers le Golfe du Siam



Vinh (ce qui laisse à penser que le LK IV était un carrefour primordial de routes maritimes et terrestres entre la Thaïlande, la Chine du Sud et l'île de Hainan (sec. chinoise, ch. 1)). Les bateaux descendaient à Bangkok, après avoir chargé les armes enlevées des dépôts thaïs et japonais situés plus au Nord. Les cargaisons expédiées depuis la capitale thaïe étaient acheminées le long de la côte jusqu'à Ban May Rut, où la section de ravitaillement du Nam Bo et de Bangkok avait établi son principal point de départ maritime, avec deux entrepôts sommaires et un service de jonques. Si les Vietnamiens manquaient de bateaux pour transporter du personnel et du ravitaillement de Bangkok à Ban May Rut, ils eurent recours aux services de compagnies de transport automobile, la *Seng Prathip* et la *Thien Tai*, pour convoier leur matériel. Une fois arrivés à destination, les transitaires retrouvèrent des résidents vietnamiens de confiance, qui leur fournirent des cartes et des informations sur l'état des communications jusqu'au Vietnam. A en croire les services de renseignement français, Ban May Rut accueillit en moyenne 4 expéditions par mois pour le Nam Bo, deux au départ et deux à l'arrivée.⁹⁸ Désigné comme le « Comité *par excellence* », le relais de May Rut avait la protection du chef de district thaï de Klong Yai, l'appui du riche marchand, Kim Hong, et bénéficiait de contacts précieux au sein de la police et des douanes thaïes du Sud-Est de la Thaïlande.⁹⁹ En 1953, Kim Hong devait réapparaître dans un rapport de la Sûreté à propos d'une vente de poivre, importée depuis Ha Tien par le Viet Minh et échangée contre du papier spécial pour l'impression de billets Ho Chi Minh. De son côté, Kim Hong était en affaires avec un autre marchand chinois travaillant pour une maison de commerce japonaise.¹⁰⁰

Des documents vietnamiens et les témoignages de prisonniers capturés par les Français révèlent que le Viet Minh utilisait principalement deux routes maritimes secondaires pour expédier armement et matériel au Vietnam. Les jonques à moteur opérant dans la nuit empruntaient la route au large de la côte. Les jonques s'éloignaient de la côte pour pénétrer dans la zone des îles relais de Koh Kut et de Poulo Wai, avant de s'enfoncer rapidement

⁹⁸ BAT, 'BR no. 2237', le 17 mars 1947, pp. 4-6 ; 'Prise du Bateau Song Lo', p. 19 ; HCFIC, DGD, BTLC, no. 543/DGD/LC/6, 'Approvisionnement en matériel de guerre du Viet Minh par l'extérieur', le 24 août 1950, d. 1950, c. 10H608, SHAT ; et OSIS, 'Comité de ravitaillement Bangkok-Mayrouk', no. BR 5551/FV, Saigon, le 23 septembre 1950, valeur : B/3, d. Le V.M. en France, c. 10H3986, SHAT.

⁹⁹ 'Note à HCFIC', C/SG/1,8012, d. 1951, c. 95bis, SPCE, CAOM ; SF, PSE, BI, no. 1589/PSE-S, le 30 septembre 1949, c. 10H279 ; et CCFAEO, EM/2B, SI, no. 4589/FAEO/2S, 'BR', valeur : B/3, daté du 15 septembre 1950, d. 60, c. 10H547, SHAT.

¹⁰⁰ DSS, no. 3386/C/SG.X, 'Note', le 22 juillet 1953, valeur : B/3, d. S01 : Thaïlande, c. UU-SUP 06, SHM.

dans le dédale de canaux s'ouvrant de part et d'autre de la pointe de Camau. Les routes 'serrant' la côte, au contraire, étaient celles des embarcations à faible tirant d'eau, comme les sampans, qui frôlaient la côte cambodgienne durant la nuit. Depuis les rives, des agents utilisaient des radios pour guider les bateaux, de relais en relais, jusqu'à ce qu'ils disparaissent dans les canaux autour de Rach Gia. A l'intérieur des terres, le matériel était acheminé par voies d'eau jusqu'aux troupes dispersées dans le Nam Bo.¹⁰¹ Le trafic d'armes maritime dans le Golfe de Thaïlande était plutôt saisonnier et atteignait son maximum lorsque la mer était agitée, entre novembre et mars le long de la côte orientale du Vietnam, et le reste de l'année le long de celle du Sud dans le Golfe du Siam.¹⁰² L'arrêt de ce commerce par la marine française était particulièrement difficile, étant donné les 2.500 kilomètres de côtes de l'Indochine. En outre, parce que le « conflit » indochinois n'était pas, en termes légaux, vraiment une guerre mais une « opération de police », les officiers supérieurs navals français étaient tenus à l'obligation de respecter les règles du droit international en temps de paix au-delà des eaux territoriales françaises.¹⁰³ Leurs actions en deçà de celles-ci étaient, bien sûr, beaucoup plus agressives.

En ce qui concerne les transports terrestres, le Viet Minh s'appuya sur les détachements militaires créés à partir des recrues Viet kieu de Thaïlande, à savoir entre autres : la « Troupe d'Outre-mer no. 3 Quang Trung » (*Bo doi hai ngoai so 3 Quang Trung*) ; le « Détachement d'Outre-Mer no. 4 (dit Détachement Tran Phu) » (*Chi doi hai ngoai 4 (Chi doi Tran Phu)*) et le « Bataillon d'Outre-Mer du Mékong 2 » (*Tieu doan Hai ngoai Cuu Long 2*). Ces routes du Sud étaient sous la direction conjointe de la délégation de la RDVN à Bangkok, du « Comité des Affaires extérieures » de Nam Bo (*Ban Ngoai Vu*) dirigé par Nguyen Thanh Son, du « Comité administratif et de résistance du Nam Bo » de Pham Van Bach et du Commandant en chef de l'Armée dans le Sud-Vietnam le général Nguyen Binh. Si la filière Viet kieu du Haut Mékong aidait au ravitaillement des zones de guerre IV et V, celle du Sud fournissait en matériel les zones de guerre VII, VIII et, surtout, IX. Ils étaient largement responsable des livraisons d'armes à la résistance au Nam Bo à partir de la

¹⁰¹ FME0, 2B, 'BR no. 31 : Trafic Maritime Rebelle', no. 45, EM/S/264/S, Saigon, le 20 août 1952, d. 1950: Circulation, c. 10H3999, SHAT.

¹⁰² Jacques MORDAL, *Marine Indochine*, Paris, Amiot-Dumont, 1953, p. 201, note 2.

¹⁰³ MN, DNEO, EM, 'Instruction générale sur la surveillance maritime en Indochine', le 19 mars 1948, p. 2, signé du Contre Amiral GRAZIANI, d. Voies maritimes, c. C891, SHAA.

Thaïlande. En 1948, les Viet kieu de la Thaïlande fournirent 4.000 recrues pour les opérations militaires au Sud-Vietnam.¹⁰⁴ Début 1948, d'après le colonel japonais Hiroo Saito, environ 2.000 Vietnamiens de la Thaïlande étaient arrivés dans le Sud-Vietnam, apportant avec eux une grande quantité d'armes.¹⁰⁵

Les lignes de ravitaillement de la Haute-Indochine

En ce qui concerne le déroulement des opérations le long de la route d'Indochine du Nord, il est encore plus difficile d'avoir des certitudes. On sait que les armes acquises en Thaïlande pour le Nord et le Centre du Vietnam étaient expédiées par automobiles, camions et trains depuis les dépôts d'*Isaan*. Dès la fin de la guerre mondiale, les fonctionnaires thaïs, y compris des personnes de premier plan tels Pridi Banomyong et le vice-amiral de la marine thaïe Sangworn Suwannakit, avaient pris des dépositions pour que des « trains spéciaux » (plus probablement des wagons de marchandises) transportent par le rail les armes et l'équipement achetés par le Viet Minh vers des villes situées près de la frontière, comme Ubon, Surin et Udon.¹⁰⁶ Après avoir secrètement transbordé le matériel dans ces trains, les membres du Viet Minh accompagnaient les expéditions jusqu'à la frontière thaïe-indochinoise, escortées par la police militaire thaïe et même dans certains cas, par des ministres thaïs (probablement Tiang Sirikhan et Thongin Buriphat). Les autorités frontalières thaïes recevaient souvent directement de Bangkok les instructions de permettre le transfert des convois vietnamiens sans inspection. Comme avant la guerre, les anticolonialistes vietnamiens savaient comment entrer en contact avec les politiciens et les autorités locales du Nord-Est de la Thaïlande. Les 600 Vietnamiens résidant à Aranyaprathet prêtaient main-forte au transfert du matériel de guerre Viet Minh en Indochine. Ils vivaient depuis longtemps dans la région de commerce à temps partiel, conduite de véhicules à temps plein et contrebande occasionnelle. Grâce à eux, les agents de la RDVN obtinrent la collaboration de « Sanguon », un important négociant thaï plus

¹⁰⁴ HCFIC, SDECE, BI, no. 6821/SR, 'Renseignements', le 25 octobre 1948, s.d. 5, d. 108, CD, CAOM.

¹⁰⁵ SDJ no. 42, DJ no. 19, 'Objet: 3^{ème} rapport de l'opération C, Activité de no. 15Z', le 16 janvier 1948, d. Renseignement, c. 10H4363, SHAT.

¹⁰⁶ En 1947, Sangworn Suwannakit était le commandant en chef des Douanes et le chef de la Police Militaire. Il était conseiller. Il était un adversaire de Pibul Songkram.

connu localement sous le surnom de « Gangster en chef ». Il était assisté par une Vietnamiennne, spécialiste de la contrebande pour le Viet Minh.¹⁰⁷

Plus intéressant peut-être est l'accord secret qui serait intervenu entre les Thaïs et les représentants de la RDVN sur la location d'avions loués au Viet Minh pour faire sortir d'Indochine de l'or, de l'opium et d'autres produits destinés à être vendus en Asie du Sud-Est. Nguyen Duc Quy déclara au cours d'un entretien que les avions devaient être pilotés par des Thaïs, étant entendu qu'en cas d'accident mortel, les Vietnamiens auraient à subvenir aux besoins de la famille du pilote décédé.¹⁰⁸ Les Français interceptèrent des communications radios entre le délégué de la RDVN à Udon Thani et le commandement de l'inter zone IV au sujet de commandes thaïes de quantités importantes d'opium. L'agent du Viet Minh à Udon expliquait qu'il était en mesure d'expédier par air des armes au Vietnam en échange de l'opium entreposé au LK IV. Il demandait des instructions, le prix de l'opium disponible et l'emplacement de la piste d'atterrissage.¹⁰⁹

Si le Comité de Ravitaillement du Nam Bo à Bangkok était responsable du commerce du Sud-Vietnam avec la Thaïlande, de son côté l'Association d'Assistance Viet Kieu à Udon Thani s'occupait du « Phong Bien Chinh » du LK IV et devait ultérieurement ravitailler ce qui allait être connu sous le nom de « Front du Laos » du Viet Minh (sec. indochinoise (Laos), chs. 3-4).¹¹⁰ Les Français rencontrèrent des difficultés à intercepter les itinéraires de transports d'armes vers le Vietnam à travers le Laos, à cause de « l'apathie » des populations locales, de la « faible » présence des troupes françaises au Laos et du rôle clé joué par les Vietnamiens en Thaïlande dans ce type de transport clandestin. Comme nous l'avons déjà vu (sec. indochinoise (Cmb), ch. 4), la nécessité d'ouvrir une route logistique vers le Nord et le Centre Vietnam fut à l'origine de la création du « Front du Mékong » en janvier 1947. Depuis 1945, les routes laotiennes étaient utilisées pendant la saison sèche, d'octobre à juin. La plupart des convois Viet Minh traversant le Laos passaient en des points-relais échelonnés le long du Mékong et reliés aux centres de

¹⁰⁷ HCFIC, DPSF, no. 15689/SG.1, 'Emigrés annamites à Aranya', le 12 octobre 1948, s.d. 5, d. 108, CD, CAOM.

¹⁰⁸ Entretien avec NGUYEN DUC QUY, le 5 avril 1989, Ho Chi Minh Ville et 'Arms Smuggling between SIAM and INDOCHINA, translation of French 2ème Bureau document loaned to British Military Liaison Officer', FO 371/83654, PRO.

¹⁰⁹ CFTEO, EM/2B, no 2745/2, 'Renseignements', source : STR, valeur : A, daté du 14 septembre 1948, d. Opium, c. C889, SHAA et CTFICN, EM/2B, no. 4673/2, 'BR', le 18 octobre 1948.

¹¹⁰ HCFIC, DGD, BTLC, no. 543/DGD/LC/6, 'Approvisionnement en matériel de guerre du Viet Minh par l'extérieur', le 21 août 1950, d. collusion Siam-Viet Minh, c. C838, SHAA.

réception dans le LK IV. Les routes principales comprenaient un axe au Nord traversant Tran Ninh dans les provinces de Nghe-Tinh et un autre au Sud partant de Ubon et ravitaillant le Nord du Nam Bo via l'intersection de Attapeu. L'escorte des convois à travers le Laos était confiée à des messagers et des éclaireurs, tandis que les pêcheurs vietnamiens travaillant le long du Mékong leur faisaient traverser le fleuve.¹¹¹ Depuis le LK IV, le Viet Minh exportait de l'or, des devises étrangères et de l'opium en Thaïlande. Par Udon Thani, il importait des produits achetés en Thaïlande, en Birmanie et en Inde.¹¹² Dès le 23 décembre 1946, des cadres du Siam avaient envoyé un message au général Giap l'informant qu'une livraison d'armes était en route au Laos.¹¹³

D'après les sources disponibles, les transports d'armes à travers le Laos n'atteignirent probablement jamais ni la taille, ni le rythme de ceux vers le Nam Bo via le Cambodge et le Golfe de Thaïlande. La difficulté venait en partie de la traversée des espaces découverts du Laos occidental puis du relief accidenté des montagnes du Laos oriental. Il était relativement plus facile pour les Français de patrouiller sur le Mékong dans sa portion laotienne, dans les basses plaines dégagées de l'Ouest et dans les quelques cols de la Chaîne Annamite que d'arpenter les eaux du Golfe de Thaïlande, la Mer de Chine Méridionale ou le delta du Mékong. En 1948, les représentants Viet Minh à Udon informèrent Ho Tung Mau, responsable du LK IV, que l'envoi de tout convoi en Thaïlande devait être signalé au moins dix jours à l'avance et devait être nanti d'une « forte escorte » étant donné la « sévère » surveillance française.¹¹⁴

A cela s'ajoutait le fait que le Deuxième Bureau du Front français du Laos exécuta une opération d'agit-prop en Thaïlande à la fin de 1947, qui fit grand tort aux activités politico-militaires du Viet Minh du Mékong jusqu'en 1948 au moins. Il est utile aussi de souligner que le colonel Crèvecœur, commandant le Front du Laos français, et son service de renseignements dirigé par Jean Deuve, avaient conçu une opération efficace d'intoxication

¹¹¹ 'Prise du Bateau Song Lo', p. 19 ; FL, EM/2B, no. 680/FL/2, 'Études sur les liaisons Viet Minh entre la Thaïlande et le Vietnam à travers le territoire du Laos', le 19 mai 1950, pp. 5, 14, d. Etudes sur liaisons Viet Minh, c. 10H5642, SHAT.

¹¹² 'Études sur les liaisons Viet Minh entre la Thaïlande et le Vietnam à travers le territoire du Laos'. Les objets transportés : munitions, explosifs, médicaments, matériaux radiophoniques, pièces de rechange, matériaux photographiques, livres, encre et le courrier.

¹¹³ Télégramme intercepté : 'Hoang et Quy à Vo Nguyen Giap', daté du 23 décembre 1946, d. 2, c. 10H602, SHAT.

¹¹⁴ HCFIC, BFD, 'Étude sur les activités Viet Minh (pour la période du 15 au 31 octobre 1948)', le 8 novembre 1948 et HCFIC, EM Particulier, no. 1040/EMP, 'Répression de la contrebande d'armes à la frontière siamoise', Saigon, le 15 juillet 1947, c. 10H604, SHAT.

destinée à paralyser les activités Viet Minh du Mékong. Ils y parvinrent en semant la discorde dans les rangs du PCI et du Viet Minh dans le Nord-Est de la Thaïlande. S'appuyant sur une combinaison de communications interceptées, d'espions vietnamiens (catholiques) recrutés localement et d'informations sur la situation politique complexe en Thaïlande, l'équipe de Crèveœur distilla habilement au sein de la direction Viet Minh en Thaïlande de faux renseignements—des câbles, lettres et divers outils de propagande—afin d'y faire naître la brouille et le soupçon. Ces manœuvres réussirent à convaincre les stratèges Viet Minh au Vietnam, à Udon Thani et à Bangkok qu'un mouvement « contre-révolutionnaire » était sur pied. Dans une atmosphère paranoïaque qui existait déjà, des exécutions et des assassinats s'ensuivirent. De plus, cette opération tira profit du coup d'Etat à Bangkok du 8 novembre 1947 et du retour au pouvoir de Pibul Songkram, en diffusant de fausses informations pour faire croire à la police thaïe que le Viet Minh complotait en réalité avec les Seri Thai contre Pibul. La réussite de cette intoxication, pour le meilleur et pour le pire, contribua à mettre un terme aux mouvements clandestins Viet Minh à travers le Laos pendant au moins un an et menaça dangereusement les rapports de celui-ci avec le nouveau gouvernement parvenu au pouvoir à Bangkok début 1948.¹¹⁵ Le plan conçu par Crèveœur et Deuve pourrait expliquer, en partie, la décision prise par le PCI de renvoyer son expert thaï, Hoang Van Hoan, à Udon Thani quelques semaines après que l'opération française eut été dévoilée et subitement arrêtée en février 1948. Quoiqu'il en soit, le plan de Crèveœur contribua probablement à déplacer le centre de gravité du réseau sud-est asiatique du Viet Minh vers un axe plus méridional de Bangkok et May Rut à Ha Tien, Rach Gia et Camau.¹¹⁶

Ce n'est qu'en 1949 qu'une étude fut entreprise par le CRA du LK IV et le « Phong Bien Chinh » sur l'ouverture de trois nouvelles routes entre les provinces de Nghe-Tinh et le Nord-Est de la Thaïlande.¹¹⁷ En mars 1950, les dirigeants du LK IV purent informer le

¹¹⁵ Jean DEUVE, '1947-1948 : La Lutte contre le Viet-Minh au Siam. Une Opération d'Agit-Prop', *Guerres Mondiales et Conflits Contemporains*, no. 176, (1994), pp. 23-24, 29-30, 32-37 ; HCFIC, SDECE, BI, no. 20405, 'Pays Siam, situation du parti VKLM au Siam', le 1^{er} octobre 1947, valeur : X/3 ; et 'Référence à rappeler', no. 10311, le 2 juillet 1947, les deux se trouvent dans d. Viet Kieu Lien Minh, c. Supplément 23, CP, CAOM. Crèveœur rapporta en juillet 1947 que l'état d'esprit des Vietnamiens dans le Nord-Est n'était pas bon, et qu'ils se méfiaient des espions et des traîtres. Il nota également que les Thaïs avaient commencé à prêter plus d'attention aux activités du Viet Minh. FL, EM/2B, 'BR', no. 717/2-S, le 1^{er} juillet 1947, signé du colonel CREVECŒUR, d. Trafic : Siam-Cochinchine, c. 10H 4300, SHAT.

¹¹⁶ DEUVE, 'La Lutte contre le Viet-Minh au Siam', pp. 33, 38.

¹¹⁷ CFTVN, ZOT, EM/2B, no. 7339/ZOT/2, 'BR', le 13 décembre 1949, citant un document intercepté par SDECE, d. Le V.M. Economique, c. 10H3233, SHAT.

gouvernement que les liaisons avec la Thaïlande avaient « été mieux établies ». L'arrivée, confirmée, d'une grande livraison de matériel de guerre venant de Thaïlande dans l'interzone en question le 10 décembre 1949 (coïncidant avec la mission de Nguyen Thanh Son en Thaïlande) pourrait bien avoir bénéficié de ces nouvelles liaisons.¹¹⁸ Le déplacement des troupes du Corps expéditionnaire vers le Tonkin depuis la victoire chinoise devait aussi faciliter la renaissance de ces liaisons.

Mais les échanges à travers le Laos étaient probablement très limités, d'autant plus qu'à partir de 1950 la guerre froide et les Américains poussaient Pibul à fermer sa frontière et son commerce clandestin avec l'Indochine (sec. sud-est asiatique, ch. 3). Ces routes canalisaient plutôt des agents entre le Vietnam du Centre et l'Asie du Sud-Est. Ainsi, Vu Huu Binh convoya depuis le Vietnam une grande cargaison d'or en novembre 1948 ou l'escorte du prince Souphanouvong au Vietnam fin 1949. A la suite des avances faites par Pham Ngoc Thach, une délégation birmane de six personnes, dont deux membres de la « Fédération Anti-Fasciste » et un secrétaire du cabinet du Premier Ministre birman, se déplaça dans le LK IV en mars 1948. Ils y furent reçus par Tran Van Giau. Pourtant, en dépit de trois semaines d'échanges amicaux et de toasts chaleureux, cette délégation birmane qui n'avait aucun pouvoir officiel ne put poursuivre son voyage vers le Nord pour rencontrer Ho Chi Minh.¹¹⁹

Volume du commerce Sud-Indochinois

En s'appuyant sur les sources actuellement disponibles, il est impossible d'avoir une idée précise de la quantité d'armes et de matériel parvenue réellement au Sud-Vietnam en provenance d'Asie du Sud-Est via la Thaïlande entre 1945 et 1951. Les témoins vietnamiens interrogés de nos jours tendent à la surestimer, alors que certains officiers de renseignements (politiques) français de l'époque préféraient la minimiser pour des raisons politico-militaires diverses. Mais pas tous. L'auteur d'un rapport français sur les activités du Viet Minh en Thaïlande admettait que les Français manquaient de renseignements sur la

¹¹⁸ 'Études sur les liaisons Viet Minh entre la Thaïlande et le Vietnam à travers le territoire du Laos', p. 18, citant le document originale et HCFIC, BTLC, no. 495/CAB/LC, 'Trafic d'armes et de matériel entre le Siam et l'Indochine', le 20 mars 1950, d. 3, c. 10H608, SHAT.

¹¹⁹ 'Message from Burmese goodwill mission to president Ho Chi Minh', VNS, (le 30 avril 1948) ; la lettre : 'Kinh gui anh Tran Anh Liem, de nho chuyen giao cho anh Nam Vit', Thuan Hoa, datée du 20 avril 1949, signature illisible, dans d. 10106, CD, CAOM ; et CSTFEO, EM/2B, no. 1019/2, 'Renseignement', le 13 avril 1948, d. 28, c. 10H537, SHAT.

quantité d'armes transportées au Vietnam depuis la Thaïlande.¹²⁰ A notre connaissance, les communistes vietnamiens n'ont pas publié les chiffres de leur commerce extérieur pour cette période, et il serait tout simplement absurde de supposer que les Français étaient informés de chaque mission de ravitaillement Viet Minh.

Une première donnée fiable sur le commerce RDVN via la Thaïlande est fournie pour 1950, date à laquelle les Français indiquaient dans un rapport aux Britanniques que le trafic transitant par l'Ouest cambodgien se montait à 12 tonnes par mois. Par ce rapport, il était estimé que les routes maritimes représentaient 80% du trafic total entre le Siam et l'Indochine méridionale. Si cela est exact, cela signifierait qu'environ 576 tonnes de matériel de guerre atteignirent le Sud-Vietnam par la Thaïlande chaque année par voie de mer.¹²¹ Ce chiffre nous semble trop élevé. Selon une autre source française, entre 1949 et 1950, 13 tonnes de matériel étaient transportées mensuellement par des unités terrestres entre le Nam Bo et la Thaïlande—soit presque 156 tonnes par an.¹²²

Il faut donc garder l'esprit critique. Après tout, selon des estimations française, les communistes chinois auraient fourni au Viet Minh du Nord environ 4.000 tonnes d'aide militaire de mai 1950 à mai 1954. Les quantités venant de l'Asie du Sud-Est étaient relativement peu importantes, mais pour une économie de guérilla ces livraisons suffisaient déjà à équiper les régiments Viet Minh dans le Sud. Rappelons qu'il ne s'agissait jamais de créer une division vietnamienne en Indochine du Sud, ce que ces importations de Thaïlande n'auraient jamais pu accomplir. Mais l'Asie du Sud-Est et la Thaïlande en particulier durent aider la résistance sudiste à se procurer des médicaments, explosifs et d'armes pour se maintenir, ce qui était déjà impressionnant.

Notre impression première est que le commerce de la RDVN avec le Sud-Est Asiatique ne fut pas aussi important que les échanges intérieurs—c'est-à-dire, le commerce avec les marchés des régions occupées par les Français et celui provenant de la capture d'armes sur les ennemis. Surtout à partir de 1948, date à laquelle les dépôts d'armes alliés en Asie du Sud-Est commencèrent à se tarir, les prix montèrent, les finances de la RDVN s'épuisèrent

¹²⁰ HCFIC, AP, no. 1553/CP/AP/3, 'Note concernant les activités du Viet Minh au Siam', le 13 mai 1947, d. 108, CD, CAOM.

¹²¹ 'Notes on Arms Smuggling between Siam and Indochina', p. 3.

¹²² 'Fiche hebdomadaire, Cambodge', le 28 novembre 1950, c. 10H609, SHAT et CFTC, EM, 3B, no. 2371/3, 'Synthèse d'Exploitation du Rallié [x, nom supprimé par l'auteur, CEG]: IV-Voies de liaisons V.M. Siam-Nam Bo', le 12 octobre 1951, pp. 19-28.

et les Français resserrèrent leur surveillance maritime et terrestre par le biais d'un embargo économique très efficace sur l'économie vietnamienne, en particulier à l'Est. Les importations d'armes de Thaïlande au bénéfice du Sud et du Centre-Vietnam atteignirent probablement leur apogée pendant la période 1945-1948. Par la suite, entre 1949 et 1951, les produits pharmaceutiques, les instruments chirurgicaux, les radios, le papier, les acides, les produits pétroliers, l'acier et les explosifs—et non plus les armes—constituèrent le gros des achats extérieurs de la RDVN dans le Sud-Est Asiatique.

Or, il est possible que l'inverse soit vrai. Selon un rapport interne provenant du Ban Ngoai Vu au sujet du commerce sud-indochinois avec la Thaïlande, Nguyen Thanh Son et Pham Van Bach expliquaient à la Défense Nationale les difficultés confrontant le « ravitaillement par voie maritime » entre 1945 et 1947.¹²³ Ces chefs du Nam Bo s'accordaient que depuis le déclenchement de la guerre en 1945 dans le Sud, Bangkok était devenu la porte ouverte sur l'extérieur la plus importante pour le Sud. Or, pendant ce temps, les liaisons étaient devenues très confuses : les commandes du Sud n'étaient pas forcément remplies, des irrégularités et gaspillages existaient dans le budget, la coopération entre Nordistes et Sudistes demeurait tendue. A cause de ces problèmes, il fallait « 8 mois pour conclure la moindre affaire » et « sur les livres de comptabilité, figurent des chiffres, des nombres, mais personne n'y voit clair ». Durant les années 1946-1947, le LK IX (et peut-être même tout le Nam Bo) ne reçut que trois arrivages : « Etant donné qu'on ne pouvait plus compter sur les ravitaillement en provenance du Trung Bo et du Bac Bo, on dut s'adresser aux pays voisins ; faute de quoi l'on mourrait d'asphyxie ». ¹²⁴ A en croire ce document interne, le commerce avec la Thaïlande avant 1948 était limité. Si bien qu'à la fin de 1947, sous l'impulsion de Nguyen Thanh Son, un nouveau « Service de Navigation de Nam Bo » (*Phong hang hai Nam Bo*) naquit à Bangkok sous la direction de Vo Dang Ky.¹²⁵ En juin 1948, au moment où Hoang Van Hoan mettait sur pied le « Comité des Affaires du Comité central du Parti à l'extérieur » en Thaïlande, Nguyen Thanh Son

¹²³ Traduction du document : 'CRA du Nam Bo, Comité militaire, no. 55/L.D., RDVN, Rapport sur le ravitaillement par la voie maritime pour le Ministère de la Défense', Cabinet, daté du 10 juillet 1948, signé de NGUYEN THANH SON (délégué des Affaires militaires du Nam Bo) et Pham Van Bach (CRE du Nam Bo), d. 2, c. 13, série XIV, SLOTFOM, CAOM.

¹²⁴ *Idem.*, p. 3.

¹²⁵ *Idem.*, p. 3 et *Quan tinh nguyen Viet Nam o Campuchia*, p. 125. Nguyen Y Net s'occupait de la section de transport maritime (*ban van tai hang hai*).

réorganisa de nouveau son bureau d'échange à Bangkok, cette fois-ci en collaboration avec les cadres de Hoang Van Hoan en Thaïlande. Cela se passa le 11 juin 1948. Pour diriger cette nouvelle entreprise, Nguyen Thanh Son envoya Dung Van Phuc à Bangkok. Il devait assurer le budget et l'envoi des armes et munitions dans le Sud-Vietnam le plus rapidement possible. Quelques semaines plus tard, une première livraison importante arriva à destination dans le Nam Bo. Une nouvelle étape avait été dépassée. Pour mener à bien cette affaire, Son demanda que fût accordé un budget de 2 million de piastres pour le nouveau service de navigation, « qui lui permettra d'établir des annexes de Bangkok jusqu'à Singapour, Hong Kong ; et des annexes de Bangkok jusqu'aux bases secrètes du Nam Bo même ». ¹²⁶ En octobre 1948, le *Ban Ngoai Vu* renforça ses transports horizontaux en créant la route « Route trans-occidentale », reliant le LK IX au Sud-Ouest du Cambodge et le Sud-Est de la Thaïlande ¹²⁷, essentielle aux échanges commerciaux non seulement pour le Sud-Vietnam mais aussi pour ce nouveau Cambodge révolutionnaire que le PCI et Nguyen Thanh Son en particulier était chargé mettre sur pied (sec. indochinoise (cmb), chs. 2-4). Le commerce asiatique et la révolution indochinoise allaient désormais de pair. Le commerce de poivre en était la meilleure preuve. Il fallut, cependant, attendre 1949 pour que 10.000.000 piastres fussent finalement allouées à ce projet de ravitaillement, grâce au voyage de Nguyen Thanh Son à Bangkok en novembre 1949. Ce dernier annonça qu'il avait unifié les routes et les systèmes de transport et qu'il avait 10.000 cartouches à sa disposition ainsi que 1.000 kilogrammes de salpêtre venant de Thaïlande. ¹²⁸

Trois choses ressortent de ces documents. D'abord, la quantité des échanges entre le Sud-Vietnam et le reste de l'Asie du Sud-Est avant 1948 ne devait pas être exagérée : elles étaient très limitées, tout comme la diplomatie. Deuxièmement, il est possible que le rythme de commerce entre le Sud-Vietnam et l'Asie du Sud-Est entre 1948 et 1951 était plus important que l'on ne le croit. Enfin, même si les tonnages provenant par la Thaïlande entre 1948 et 1951 semblent avoir été plus importants, on peut néanmoins constater à quel

¹²⁶ 'Rapport sur le ravitaillement par la voie maritime', pp. 4-5. On sait que Tran Van Giau n'était plus à Bangkok à cette époque.

¹²⁷ *Quan tinh nguyen Viet Nam o Campuchia*, p. 126.

¹²⁸ HCFIC, BTLIC, no. 495/CAB/LC, 'Trafic d'armes et de matériel entre le Siam et l'Indochine', le 20 mars 1950, d. 1950, divers, c. 10H608, SHAT ; CCFAEO, EM/2B, SI, no. 1810/FAEO/2S, 'Synthèse de renseignement', valeur : A, pp. 1-5 ; et HCFIC, DPSF, no. 62/SG/SD, 'Activités du Parti Communiste Vietnamien', Saigon, le 2 septembre 1948, dans laquelle on trouve la traduction française de la lettre de Cao Hong Lanh, d. Activités Chinoises, c. 110, CP, CAOM. Cette lettre a été écrite à Hong Kong à la mi-1948.

point la résistance dans le Sud était économiquement très vulnérable. Cela, à son tour, nous éclaire quant à l'importance pour le Viet Minh de créer à tout prix cette route d'approvisionnement Nord-Sud à l'intérieur de l'Indochine, c'est-à-dire la voie de liaison Ho Chi Minh que nous avons déjà étudié. Sans route, il n'y a pas de ravitaillement. Sans ravitaillement, il n'y pas de révolution ou de guerre.

Ce chapitre a l'ambition d'être une étude préliminaire du commerce Viet Minh en Asie du Sud-Est entre 1945 et 1951, ainsi qu'un point de comparaison avec le volume du commerce extérieur du Viet Minh avec l'Asie orientale via le Sud de la Chine, l'autre axe de ce réseau régional de la guerre franco-vietnamienne de 1945 à 1954. Mais outre les activités commerciales complexes et l'immigration de Vietnamiens en Thaïlande présentées plus haut, il existe un autre niveau de rapports dans lequel la RDVN s'engagea en Asie du Sud-Est : celui de la diplomatie communiste et non-communiste. Comme en Chine du Sud, tous ces niveaux étaient liés les uns aux autres. Commençons d'abord par la politique non-communiste de la RDVN pour voir ensuite comment elle était doublée par un réseau communiste plus secret et plus important.

La Guerre froide et l'isolement de la RDVN de l'Asie du Sud-Est

Au fur et à mesure que les communistes chinois étendirent leur mainmise sur la Chine méridionale en 1949, les routes occidentales reliant la Thaïlande à la RDVN se fermèrent. D'un côté, la victoire du PCC sur le continent chinois créa une énorme arrière-garde au Nord et apporta une aide vitale au Viet Minh. De l'autre côté, la victoire des communistes en Chine introduisit la Guerre Froide en Asie du Sud-Est pour la première fois (sec. chinoise, chs. 2-3). La victoire de l'armée de Mao Zedong en Chine eut trois effets principaux sur les relations de la RDVN avec la Thaïlande en particulier, et avec le Sud-Est Asiatique en général. A l'extérieur, les réseaux vietnamiens en Asie du Sud-Est durent se fermer et se réorienter vers la Chine méridionale au fur et à mesure que les Thaïs, sous la pression de plus en plus ferme des Américains, interdirent au Viet Minh toute présence sur leur territoire. A l'intérieur, l'aide chinoise allait permettre aux communistes vietnamiens de compenser ce qu'il perdait côté thaï en intensifiant leur contrôle sur l'Indochine intérieure, en particulier sur les marches orientales du Laos et du Cambodge, plus proches des bases du Vietnam. Idéologiquement, en raison des décisions importantes prises par le PCI entre 1948 et 1950, les communistes vietnamiens affirmèrent qu'ils prenaient désormais la direction d'une révolution indochinoise. Celle-ci fut inscrite elle-même au sein d'un mouvement socialiste plus large, englobant l'Asie du Sud-Est et constitué en alliance avec la « nouvelle Chine » (sec. chinoise, ch. 2). Dans ce chapitre, nous nous proposons d'étudier la réorientation progressive des réseaux extérieurs asiatiques de la RDVN vers la Chine méridionale en montrant comment la guerre froide détruisit les réseaux non-communistes de la RDVN en Asie. C'est la reconnaissance de la RDVN/PCI par la « République populaire de la Chine » et l'Union Soviétique en janvier 1950 qui déclencha cette réorientation sud-est asiatique. Bien que nous réservions une discussion plus poussée des relations sino-vietnamiennes pour la dernière section, il nous semble indispensable du point de vue méthodologique d'examiner son impact tant dans le cadre de l'Asie-Orientale que dans celui de l'Asie du Sud-Est, l'objet de cette section de notre thèse. Si beaucoup d'écrivains ont analysé l'évolution de la guerre franco-vietnamienne en fonction de la victoire de l'armée rouge dans le nord, on ne doit pas pour autant perdre de vue des retombées de ce même événement sur l'Asie du Sud-Est. Dans ce sens, ces deux derniers chapitres de cette partie « sud-est asiatique » devraient être lus en

parallèle aux chapitres 2 et 3 de la section « chinoise » afin de mieux cerner la nature régionale, voir internationale, des changements provoqués par la victoire chinoise dans l'ensemble des réseaux vietnamiens en Asie et ailleurs. Restons d'abord en Asie du Sud-Est et en Thaïlande plus particulièrement.

Bao Daï ou Hô Chi Minh ?

Pour les stratèges américains à Washington en 1949-1950, qui prenaient la relève des Européens pour les questions de sécurité en Asie, la reconnaissance de la RDVN par l'Union soviétique et la République Populaire de Chine (RPC) en janvier 1950 marqua l'arrivée de la Guerre froide en Asie du Sud-Est. Les Américains considéraient désormais le 'communisme mondial' comme le plus grand danger menaçant la région, et non plus le colonialisme européen. L'expansion communiste pouvait priver l'accès du 'Monde Libre' aux lignes maritimes vitales reliant l'Océan indien au Pacifique, comme aux riches ressources économiques de la région. Qu'elle ait été fondée ou non, la menace d'une expansion soviétique en Europe orientale, telle que se la représentait du moins Washington, renforça les préoccupations américaines sur le sort de l'Asie Même si le *curriculum vitae* nationaliste de Ho Chi Minh avait autrefois impressionné plusieurs agents de l'OSS à Hanoi et à Bangkok, l'alliance de la RDVN avec la Chine communiste et l'Union soviétique discrédita Ho Chi Minh aux yeux du gouvernement américain, qui le perçut désormais comme un représentant du communisme international de la pire espèce.¹ Presque simultanément, la victoire de l'armée rouge chinoise, suivie par l'invasion de la Corée du Sud par les communistes du Nord en juin 1950, convainquirent de nombreux stratèges américains qu'un couloir communiste s'était soudainement constitué qui s'étendait de l'Elbe jusqu'à la Mer du Sud. Comme nous le verrons, beaucoup de cadres supérieurs du PCI voyaient cette expansion communiste d'une façon remarquablement similaire, quoique pour des raisons diamétralement opposées.

Mais si les chefs du PCI se réjouissaient que l'établissement du communisme en Chine leur permettent de connecter leur Etat révolutionnaire ancré dans la province de Thai Nguyen au monde communiste au Nord, les Américains étaient de plus en plus décidés à « arrêter le communisme à la frontière méridionale de la Chine », selon les propos d'un officiel américain, et cela « par tous les moyens militaires, politiques, économiques

appropriés et réalisables ».² A cet effet, depuis 1949 les Américains avaient pris des mesures concrètes pour soutenir les Etats asiatiques non-communistes en Asie du Sud-Est. Ceci faisait évidemment partie, dans le cadre de la Guerre froide, d'une 'politique d'endiguement' plus globale, censée contenir le développement du communisme dans le monde. L'intervention des Américains à la fin des années 1940 en faveur de l'indépendance indonésienne s'explique partiellement par ce même souci d'assurer et renforcer un Etat asiatique décolonisé, indépendant et non-communiste. Les Etats-Unis semblent avoir tenté de « titoiser » Ho Chi Minh dans ce même sens, mais en vain (sec. chinoise, ch. 2). A partir de 1950, confrontés à la nouvelle donne de la victoire chinoise et de la guerre de Corée au Nord-Est, les Etats-Unis commencèrent à intensifier leur assistance militaire et économique aux Thaïs et aux forces non-communistes en Indochine, les Etats considérés être les plus menacés.³ On sait bien que les USA prêtèrent une aide très importante à la France et ses Etats indochinois non-communistes et que la « solution Bao Daï » allait devoir concrétiser aussi rapidement que la reconnaissance de Ho Chi Minh et son gouvernement par l'URSS et la Chine.

Washington considérait la Thaïlande, en raison de sa position stratégique et de son passé de pays non-colonisé, comme un acteur essentiel à la conduite d'une coalition asiatique d'Etats indépendants et non-communistes susceptibles de faire face à « l'expansion communiste ».⁴ Toutefois, dans le cadre de cette nouvelle logique de la Guerre froide, la Thaïlande dut désormais abandonner sa diplomatie anti-coloniale et pro-RDVN, ainsi que ses relations commerciales avec la résistance vietnamienne. C'était le prix à payer en échange d'un grand soutien américain. En termes concrets au niveau régional, cela voulait dire que les Thaïs devaient collaborer avec les Français en Indochine, rompre leurs liens avec la RDVN et entrer dans le nouveau bloc anti-communiste mené de plus en plus par les Américains en Asie.⁵

Un important changement apparu dans la diplomatie thaïe fut symbolisé par la reconnaissance accordée à l'« l'Etat du Vietnam », autrement dit ce gouvernement contre-

1 Un exemple particulièrement frappant est fourni par la déclaration de M. Jessup, 'M. Jessup déclare à Paris: Ho Chi Minh, c'est le Kominform', *L'Écho du Vietnam*, no. 805, (le 16 mars 1950), p. 1.

2 'Memorandum by the Deputy Assistant Secretary of State for Far Eastern Affairs', le 7 mars 1950', *FRUS*, East Asia and the Pacific, (1950, vol. VI), p. 750.

3 'Memorandum by the Secretary of State to the President', Washington, le 9 mars 1950, 792.5 MAP/3-950, *FRUS*, East Asia and the Pacific, (1950, vol. VI), pp. 40-41, ainsi que l'Annexe A : Military Assistance to Thailand' et 'Annexe B : Military Assistance for Indochina', pp. 42-44.

4 'Policy statement prepared in the Department of State', le 15 octobre 1950, 611.92/10-1550, *FRUS*, East Asia and the Pacific, (1950, vol. VI), pp. 1529-32.

révolutionnaire mis sur pieds par le Haut-Commissaire français, Léon Pignon, et dirigé par Bao Daï. Le nom de l'ex-empereur avait même été évoqué avant que la guerre en Indochine n'éclatât en décembre 1946. Décidés à détruire militairement et politiquement le Viet-Minh, des stratèges politiques se rendirent vite compte qu'ils devaient créer un Etat vietnamien viable pour le supplanter. Pour ce faire, ils entamèrent des négociations secrètes avec l'ancien empereur, parti en Chine en mars 1946. A l'issue de délicates discussions qui se déroulèrent principalement à Hong Kong, les Français parvinrent à esquisser les grands traits d'un gouvernement vietnamien sous la direction de Bao Daï, invité à travailler en étroite collaboration avec les gouvernements royaux équivalents renforcés et consolidés au Laos et au Cambodge (sec. indochinoise). Suite à l'échec de la création d'une fédération indochinoise, les Français rassemblèrent hâtivement ces trois Etats pour former ce qu'ils appelèrent les « Etats Associés de l'Indochine ». Au début de 1950, la France très inquiète de la reconnaissance soviétique et chinoise de la RDVN, lança une offensive diplomatique afin d'obtenir la reconnaissance de ses Etats indochinois par les pays asiatiques voisins. Comme la RDVN, elle considérait la reconnaissance thaïe particulièrement importante pour légitimer ces Etats. Par ailleurs, la reconnaissance diplomatique de la RDVN par Moscou et Beijing signifiait aussi à la France la possibilité que la réalité juridique et diplomatique de leurs Etats laotien et cambodgien pût être mise en doute sur le plan international. Les tentatives acharnées de Pham Van Dong pour faire légitimer les gouvernements cambodgien et laotien 'de résistance' à la conférence de Genève en 1954 allaient confirmer de tels soucis.⁶

Sur le terrain, cependant, la Guerre froide, la décolonisation et la montée des nationalismes en Asie se combinaient de manière très complexe. Aux yeux des dirigeants régionaux, la logique d'affrontement des blocs 'communistes' et 'non-communistes' n'était pas vue de la même façon que les Américains, les Français, ou même les Soviétiques et les Chinois l'auraient souhaité.⁷ Des facteurs locaux venaient compliquer la situation. Les réticences initiales des Thaïs à reconnaître le gouvernement de Bao Daï en fournit un bon exemple. A la surprise des Américains (mais pas forcément à celle des Français), divers hommes politiques thaïs s'opposèrent aux velléités de Pibul Songkram à

⁵ Ironiquement, les Français se trouvaient à beaucoup d'égards devant le même dilemme.

⁶ En mai 1950, selon Jean Deuve, Ho Chi Minh promit à Souphanouvong de faire tout son possible pour faire reconnaître un nouvel Etat laotien révolutionnaire par l'URSS et la Chine. Jean DEUVE, *Le royaume du Laos, 1949-1965 (Histoire événementielle de l'indépendance à la guerre américaine)*, Paris, EFEO, 1984, p. 38, note 15.

⁷ Sur la ligne de la Jdanov et de la Kominform, voir la sec. chinoise, ch. 2.

reconnaître l'Etat du Vietnam, soutenu par la France et l'Amérique. Loin d'invoquer des arguments 'pro-RDVN' ou 'pro-communistes', Khuang Aphaiwong estimait qu'en reconnaissant le gouvernement de Bao Daï, mis sur pied pour satisfaire la conception géopolitique française des « Etats Associés de l'Indochine », Bangkok aurait également à reconnaître la validité historique des frontières occidentales de tous les Etats situés dans ce modèle indochinois, c'est-à-dire le Cambodge de Sihanouk et le Laos de Sisa Vavong. Cela signifiait, pratiquement, que les Thaïs seraient conduits à renoncer à toute revendication sur les 'territoires perdus' au Laos et surtout au Cambodge occidental, 'zone d'influence' de la famille des Aphaiwong depuis des siècles. Pour Khuang, la reconnaissance du gouvernement de Bao Daï revenait à accepter la réalité territoriale de toute « l'Indochine française » occidentale, *ante bellum*. Une reconnaissance diplomatique admettrait l'existence territoriale des Etats laotien et cambodgien. Il n'est donc pas étonnant que la famille Aphaiwong ait tergiversé à reconnaître les Etats-Associés. En effet, le soutien thaï aux groupements vietnamiens opposés aux Français depuis 1940, pour ne pas dire depuis le règne du roi Chulalongkorn, avait en grande partie reposé sur leur hostilité commune à la création de « l'Indochine française », et non pas nécessairement aux Français eux-mêmes (après tout, une grande partie de la famille Aphaiwong avait fait ses études à Paris).

Les Aphaiwong n'étaient pas les seuls à exprimer de telles réserves. Au cours d'une réunion du 6 janvier 1950 du Conseil de Défense thaïe, (laquelle avait donc eut lieu quelques semaines seulement avant la reconnaissance de la RDVN par les Chinois et les Soviétiques) Pibul Songkram demanda aux chefs d'Etat-Majors de définir ce qui devait être la position de la Thaïlande sur les 'territoires perdus'. Un débat animé s'ensuivit. Selon Pibul, si les Chinois menaçaient d'envahir l'Indochine et si le Viet Minh avançait en Indochine centrale, les Thaïs auraient alors un prétexte pour faire mouvement dans les territoires contestés. Après de longues discussions, il fut cependant admis que la conjoncture n'était plus favorable à de telles actions. Militairement, les Français étaient plus forts. Les Thaïs manquaient d'armes. Dans l'éventualité d'une deuxième guerre franco-thaïe sur les contours étatiques de la péninsule, les Nations Unies ne les appuieraient jamais. Le Conseil de Défense convint de reporter la question. En revanche, des ordres enjoignirent d'établir des contacts secrets avec les groupes anti-français

laotiens, cambodgiens et vietnamiens.⁸ Même après avoir reconnu les Etats Associés, il se pouvait que le gouvernement thaï n'eût point abandonné ses plans sur l'Indochine occidentale. En avril 1950, la Police Nationale laotienne rapportait que Pibul avait déclaré en privé : « les Français ne resteront pas éternellement en Indochine. En jouant habilement, nous arriverons à faire comprendre qu'au Laos et au Cambodge qu'il est préférable pour eux de venir avec nous plutôt que d'aller avec le Vietnam ». ⁹ Les intérêts locaux et historiques n'avaient pas été forcément mis en veille par la Guerre froide. Les deux pouvaient coexister de manière complexe.

D'autres observateurs perçurent la reconnaissance du gouvernement Bao Dai, soutenu par la France, comme une dangereuse épine au pied de la diplomatie thaïe, compromettant le mouvement décolonisateur dans l'Asie d'après-guerre et potentiellement explosif étant donné le soutien dont jouissait le gouvernement Ho Chi Minh au niveau national et régional. Une difficulté particulière consistait à concilier le souhait sincère de beaucoup de Thaïs de promouvoir une Asie du Sud-Est décolonisée avec la nécessité pressante de choisir son camp dans le contexte de la Guerre Froide. La situation était d'autant plus délicate qu'aucun autre Etat asiatique n'avait encore reconnu le gouvernement de Bao Dai. Des débats animés se poursuivirent, divisant les hommes politiques thaïs, lors des sessions du parlement et du cabinet. La question était de savoir s'il serait sage ou non d'être la première nation asiatique à tendre la main aux Américains dans le Sud-Est Asiatique et à collaborer avec les Français en Indochine. Aux yeux de la plupart des Thaïs (Pibul compris), Bao Dai ne jouissait que de peu de soutien parmi le peuple vietnamien. Comme le précisait un rapport britannique venant de Bangkok : « il y a un appréciable soutien en faveur d'Ho Chi Minh parmi les Siamois. Il est bâti sur un ardent nationalisme et une aversion pour les Français, tout en étant opposé au communisme ». ¹⁰ Cette remarque aurait pu tout aussi justement s'appliquer à d'autres Etats asiatiques non-communistes.

Toutefois, la victoire du PCC dans toute la Chine eut des retombées bien réelles sur les Etats non-communistes en Asie du Sud-Est. Les inquiétudes de la part des stratèges thaïs au sujet d'une éventuelle alliance entre les communistes chinois et vietnamiens à partir de

8 HCFIC, SDECE, no. 20201/PM/GF, 'Réunion du Conseil de la Défense [thaï] au sujet de la revendication des 4 provinces rétrocédées [le] 6 janvier 1950', le 6 janvier 1950, valeur : A/1, d. S01, c. 06, UU-SUP, SHM.

9 FL, EM/2B, no. 563/FL/2, 'Renseignements', le 16 avril 1950, source : Police Nationale Laotienne, valeur : B, c. 10H5642, SHAT.

10 Office of the Military Attaché, British Embassy, Bangkok, 'Memorandum for M.I.2 (b), The War Office, Whitehall', MA/321/50, le 5 septembre 1950, p. 4, FO371/83670/193685, PRO pour la citation et aussi 'The Ambassador in Thailand to the Secretary of State', le 8 février 1950, 751G.02/2-850, *FRUS*, Indochina, (1950, Vol. VI), pp. 724-25.

1949 étaient certainement légitimes. Comme cela s'était produit au cours de la période pré-coloniale, les changements radicaux sur la scène politique et économique chinoise eurent d'importantes conséquences pour la stabilité de l'Asie du Sud-Est. Plus éloignée de l'Empire du Milieu que l'Etat des Nguyen, la cour thaïe avait toujours bénéficié d'une plus grande souplesse dans ses relations avec son grand voisin que les Vietnamiens. La victoire des communistes chinois en revanche, modifia le schéma pré-colonial (et colonial) des relations inter-étatiques dans la mesure où désormais communistes chinois et vietnamiens semblaient désireux d'exporter une idéologie commune selon une nouvelle foi universelle, provenant de Moscou et hostile aux dirigeants sud-est asiatiques non-communistes (voir *infra*). En 1950, les hommes politiques thaïs devaient savoir, grâce à leurs propres sources de renseignements (complétées par celles fournies par les Français et les Britanniques deux décennies plus tôt et, sans aucun doute, encore après la seconde guerre mondiale¹¹), que Ho Chi Minh n'était nul autre que Nguyen Ai Quoc, l'homme qui avait travaillé avec le PCC en 1930 pour former le « Parti Communiste Siamois »¹² en opposition tant à Pibul qu'à son rival Pridi Banomyong.

L'idée d'une alliance communiste sino-vietnamienne dans le contexte de 1950 était par ailleurs inquiétante en raison de l'existence de réseaux communistes du PCC et du PCI au sein des communautés Huaqiao et Viet kieu de Thaïlande. Nul ne pouvait savoir, en 1950, que les Vietnamiens et les Chinois se sépareraient plus tard de la manière la plus 'traditionnelle'. Et bien qu'il aboutît finalement à un échec, on ne doit pas oublier l'impact du soulèvement communiste malais en juin 1948 sur la politique de sécurité thaïe, comme le montre la répression de Pibul contre les Chinois et sa collaboration très efficace avec les Britanniques contre le PCC sur la frontière malai-thaïe.¹³ Dès lors aucun expert de la défense nationale thaïe digne de ce nom ne pouvait sous-estimer les conséquences régionales de la victoire communiste chinoise. Pibul et ses proches collaborateurs réagirent en intensifiant leur coopération militaire avec les Etats-Unis et la Grande Bretagne, ce qui leur valurent d'être bien notés par ces deux Etats pour la collaboration qu'ils apportaient

11 Voir : 'Au sujet de la biographie de Ho Chi Minh', no. 94/HC, le 26 juillet 1950, vol. 152, IC, AO, MAE. Les Vietnamiens faisaient la même chose. Voir : Hoang Nguyen, 'Toi tham gia doan can bo doi ngoai dau tien di Dong Nam A' [J'ai participé au premier groupe de cadres envoyé en Asie du Sud-Est], *Nghien Cuu Dong Nam A*, no. 1, (1991), p. 55.

12 rebaptisé « thaï » en 1942

13 'Procès-verbal de la réunion secrète tenue par le Comité central de Sécurité (72ème séance de 2492 (1949), le 23 septembre 2492), pour assurer la défense anti-communiste au Siam', HCFIC, SDECE, no. 22020/PM/GF, le 23 septembre 1949, Valeur: A/1, p. 2, d. S01, c. 06, UU-SUP, SHM. Nous n'avons trouvé que cette traduction française de l'original document thaï.

dans la lutte contre l'insurrection communiste en Malaisie. Au même moment, ils entamaient la modernisation de leurs forces armées selon des critères occidentaux. Des officiers partirent en stage d'entraînement en Amérique, tandis que des plénipotentiaires ouvraient des négociations avec Washington pour renforcer les liens mutuels de défense et conclure des achats d'armes.¹⁴

Insistons encore sur ce point : la logique manichéenne avec laquelle les Occidentaux (surtout les Américains après 1950) menaient leur mission anti-communiste dans la région n'était pas forcément celle des dirigeants asiatiques locaux. C'est ainsi que Pibul, tout en se rapprochant indéniablement du camp occidental à partir de 1950 (sinon avant), ouvrit en même temps un canal secret vers le camp opposé pour évaluer les intentions des communistes chinois envers le Sud-Est asiatique en général et la Thaïlande en particulier. En janvier 1950, les Français apprirent par la plus fiable des sources que le Conseil de Défense thaï se préparait à envoyer un groupe d'officiers de l'armée à Kuming, chargés de s'entretenir secrètement sur les changements régionaux avec leurs nouveaux homologues chinois. Ces entretiens devaient avoir lieu autour du 26 ou du 27 janvier.¹⁵ Les Français apprirent, de source toute aussi fiable, qu'en ce même mois de janvier, l'URSS avait contacté les Thaïs par l'intermédiaire de leur légation à Bangkok en vue d'un accord dans les domaines militaire et politique et d'une proposition d'entrée dans le camp en expansion des « Nouvelles Démocraties », dont la victoire communiste en Chine était l'élément précurseur. En contrepartie, les Soviétiques offraient aux Thaïs une aide et une coopération économique. Le gouvernement Pibul répondit au début de février 1950 que la Thaïlande était liée politiquement au « bloc démocratique occidental ».¹⁶ Les premières pages de la Guerre froide étaient insensiblement en train de s'écrire. Le 21 décembre 1951, le Conseil de Défense thaï se réunit pour discuter d'une missive secrète envoyée par le gouvernement de la République Populaire de Chine à Pibul. Dans cette note, les Chinois demandaient aux Thaïs de demeurer neutres dans la Guerre Froide sur le point d'éclater

14 'Policy statement prepared in the Department of State', le 15 octobre 1950, pp. 1531-32. Sur les relations américano-thaïes, voir : R. Sean RANDOLPH, *The United States and Thailand, Alliance dynamics, 1950-1985*, Berkeley, Institute of East Asian Studies, University of California, 1986. Moins étudiée est la façon dont l'aide apportée par les Chinois et les Américains permit à leurs clients de consolider le pouvoir interne en Thaïlande et au Vietnam respectivement, surtout leurs forces d'ordres intérieures.

15 HCFIC, DGD, BTLC, no. 394/DGD/LC, 'Relations entre le Siam et la Chine', le 8 juillet 1950, d. 3, c. 10H608, SHAT ; HCFIC, SDECE, no. 20192/JB/YG, le 16 juin 1950, valeur : A/1, d. Relations avec la Chine communiste et nationaliste, d. Pays étrangers, c. C838, SHAA.

16 HCFIC, DGD, BTLC, no. 146/DGD/LC, 'Note sur les relations de la Thaïlande avec les puissances communistes', le 26 mai 1950, valeur : A/1, c. 10H608, SHAT. Or, en juillet 1950, un rapport de la Marine française signalait qu'en dépit

dans le Sud-Est Asiatique, et avertissaient la Thaïlande que dans le cas contraire elle en subirait les conséquences. Pour éviter d'en arriver à cette éventualité, les Chinois suggéraient qu'un « pacte secret » soit contracté par les deux parties. En fin de compte, le chef d'Etat-Major général de l'armée, Phin Chunhawan, leva les dernières réticences en affirmant que les Etats-Unis épauleraient les Thaïs, militairement et économiquement. Il insista sur le fait que la Chine ne pourrait gagner l'Indochine aussi facilement, étant donné le renforcement de la coopération franco-américaine dans les opérations du Nord-Vietnam. Pibul finit par se rallier à cet avis.¹⁷ Il n'avait pas eu en fait trop le choix.

Ainsi, le 28 février 1950, c'est-à-dire plus d'un mois après la reconnaissance de la RDVN par la Chine le 18 janvier, Pibul obtint que la Thaïlande fût le premier Etat asiatique à reconnaître le gouvernement Bao Dai, et, ce qui est trop souvent oublié, les Etats associés du Laos et du Cambodge. Pour sceller son engagement en faveur d'un Sud-Est asiatique non-communiste et pro-américain, Pibul envoya ultérieurement des troupes terrestres pour appuyer les forces coalisées autour de l'ONU en Corée.¹⁸ Les Français étaient satisfaits, les Américains rassurés. Cependant, le Ministre des Affaires étrangères thaï, Pote Sarasin, fut si perturbé par la décision largement unilatérale de Pibul qu'il présenta sa démission en signe de protestation.¹⁹ Comme nous le verrons, les dirigeants asiatiques dans tous les pays se trouvèrent placés dans des situations similaires quand ils furent confrontés à la question de la reconnaissance d'un des 'deux Vietnams', pour reprendre la célèbre formule de Bernard Fall.

La reconnaissance thaïe était une victoire diplomatique décisive pour l'Etat du Vietnam. Un journal influent d'opinion pro-Bao Dai saisit l'importance de l'événement : « Pour Bao Dai et son gouvernement, c'est peut-être le plus important succès [que nous ayons vu] depuis longtemps. Car, même si la Thaïlande est un petit pays, d'un point de vue

de la décision de Pibul en faveur de l'Occident, le leader thaï continuait à « flirter » avec le gouvernement soviétique. FMEQ, EM, 2B, no. 67/EM2, 'BR no. 23', le 12 juillet 1950, p. 4, d. 1950, c. UUE-29, SHM.

17 Ambassadeur de France à Bangkok, Attaché Militaire, no. 36/AM, 'Le Colonel JR Glain au Secrétaire général permanent de la Défense nationale', le 29 janvier 1952, d. Pays étrangers, c. C838, SHAA et aussi dans d. S01, c. 06, UU-SUP, SHM. Toutefois, en 1952, selon les Français, Pao Sriyanond essaya d'envoyer un membre important du Parti communiste thaï, Ari Livira, en Chine pour rencontrer des chefs communistes chinois. Bien que Pibul l'approuvât, la mission fut morte née. DGD, 'Note Hebdomadaire de Renseignements', les 12-18 avril 1953, p. 8, c. 10H277. SHAT.

18 KHONTHI SUKAMONKHON, *Kanwithesobai khong Thai* [La politique étrangère thaïe], Bangkok, La Presse Universitaire de Thammasat, 2528 [1985], pp. 451-60 ; 'Embassy at Bangkok to Secretary of State', le 1er mars 1951, 751G.02/3-150, ANEU ; 'Policy Statement Prepared in the Department of State', le 15 octobre 1950, *FRUS*, East Asia and the Pacific, (1950, vol. VI), p. 1530.

19 'The Ambassador in Thailand to the Secretary of State', p. 1599 et Saigon Presse, (le 11 mars 1950).

géographique, l'importance politique [de cet événement] est tout à fait à l'opposé ».²⁰ Le 2 mars, un politicien vietnamien influent (et de plus en plus pro-américain), Nguyen Phan Long, remercia en privé Pibul d'avoir reconnu son gouvernement.²¹ Avec une délégation à Bangkok, les Français et leurs alliés vietnamiens seraient enfin dans une position plus confortable pour commencer à renforcer l'Etat du Vietnam au niveau régional ; pour prendre en main les Viet kieu en Thaïlande ; pour concurrencer les organisations régionales du PCI ; et pour faire pression sur les Thaïs afin qu'ils mettent un terme à leurs relations économiques avec le Viet Minh. Concrètement, la décision thaïe d'établir des relations avec le gouvernement de Bao Dai préparait la voie à la formation d'une délégation vietnamienne concurrentielle à Bangkok. Bao Dai donna à son nouveau ministre plénipotentiaire en Thaïlande, Nguyen Khoa Toan, des instructions en vue de coopérer avec les Thaïs contre le « Komintern », d'agir contre les communistes vietnamiens et de regagner les populations Viet kieu. En ce qui concerne ces questions, écrit Bao Dai, « Bangkok se présente à cet égard pour l'Asie comme le première des scènes de la diplomatie internationale, sinon des activités politiques mondiales, et comme un merveilleux poste d'observation ».²² Le 31 janvier 1951, lors des préparatifs préalables à l'installation d'une légation à Bangkok, Bao Dai remercia son homologue royal pour la reconnaissance de son gouvernement. Dans son message au roi Bhumipol Adulyadet (Rama IX), le chef de l'Etat vietnamien lui rappelait les périls communs qui hypothéquaient leurs gouvernements et soulignait leurs intérêts mutuels en Asie.²³ Une telle correspondance royale n'avait pas existé depuis très longtemps. Un roi vietnamien s'adressait finalement à son homologue thaï dans un style qui rappelait le cadre traditionnel des relations entre Etats. L'envoyé de Bao Dai à Bangkok en était bien conscient. Dans son discours de présentation des lettres de créance au souverain thaï, Nguyen Khoa Toan évoqua le soutien de Rama Ier, à la fin du XVIIIe siècle, à Gia Long, fondateur de la dynastie dont Bao Dai était l'héritier.

[I]l y a cent cinquante ans, l'auguste fondateur de la dynastie des Nguyen trouvait aide et asile et, par une coïncidence extraordinaire, plus particulièrement, auprès du glorieux fondateur de la brillante dynastie régnant de Rama Chakri. [...] Par la suite, la fortune des armes et les échanges

20 'La reconnaissance du Vietnam par la Thaïlande', *L'Écho du Vietnam*, no. 793, (le 2 mars 1950), p. 1. Nguyen Phan Long était vraisemblablement l'auteur de cet article.

21 Cité dans 'BR', no. 4241S/SS, d. Relations avec la Thaïlande, c. 46, SPCE, CAOM.

22 Etat du Viet-Nam, 'Instructions de Sa Majesté Bao Dai à son Représentant Ministre plénipotentiaire du Vietnam en Thaïlande', pp. 2, 5, d. 1949-1950, c. 46, SPCE, CAOM.

23 Etat du Viet-Nam, 'Sa Majesté Bao Dai à Sa Majesté Phumibol Adulyadej, Roi de Thaïlande', signé de BAO DAI, le 31 janvier 1951, d. 1949-1950, c. 46, SPCE, CAOM.

de paix, dans leurs fluctuations comme dans les trames qu'ils tissent, devaient retrouver unis les souverains des deux pays. Aujourd'hui, c'est le bien aimé héritier des Nguyen qui envoie son représentant en Thaïlande, et ainsi se renoue une tradition nationale et séculaire.²⁴

Quelle que soit la vérité historique de cette déclaration, chaque pays a besoin de légitimer ses relations diplomatiques dans le présent en faisant recours au passé. Voici un bon exemple.

Ho Chi Minh, connaisseur avisé du passé géo-stratégique du Vietnam, comprit le danger qu'il encourait en laissant les descendants des Nguyen renouer leurs alliances avec les avatars des Chakri. Après tout, c'était son gouvernement qui avait débuté ce renouveau diplomatique. Or, l'établissement des relations avec la Chine communiste rendait le maintien des contacts de la RDVN avec la Thaïlande de plus en plus difficile. Mais cela n'empêchait pas Ho Chi Minh. En effet, Pibul apprit que son Ministre des Affaires étrangères avait reçu un message de Ho Chi Minh lui-même, daté du 26 janvier 1950, adressé à la fois au gouvernement thaï et aux autres Etats de l'Asie du Sud-Est. Invoquant le fait que la RDVN était « le seul gouvernement légal », Ho demandait aux dirigeants régionaux et non-communistes d'établir des relations diplomatiques avec son gouvernement, le seul au Vietnam à respecter les notions d'égalité et de liberté selon lui.²⁵ Malgré leur défaite diplomatique à Bangkok début 1950, les agents de la RDVN reçurent l'ordre de faire de leur mieux pour contrarier les efforts du gouvernement de Bao Daï et pour priver celui-ci du peu de soutien national et international qu'il pouvait générer via Bangkok.

Les appels de Ho en vue d'une reconnaissance diplomatique par les Etats sud-est asiatiques ne doivent pas être complètement relégués sur le compte d'une propagande opportuniste. A bien des égards, sa reconnaissance par les deux géants du monde communiste au début de 1950 plaçait la RDVN dans une position incroyablement difficile. D'un côté, en suivant les communistes sino-soviétiques, les internationalistes vietnamiens purs du PCI se réjouissaient à l'idée de rejoindre enfin la famille socialiste avec laquelle ils avaient perdu contact depuis si longtemps. D'un autre côté, cette alliance

24 'Discours de SE Nguyen Khoa Toan à la Cérémonie de la remise solennelle des lettres de créance', sans date (sans doute début 1951), d. 1949-1950, c. 46, SPCE, CAOM et 'Conférence de presse du représentant Viet Minh à Bangkok', L'Écho du Vietnam, (le 15 février 1950), p. 3.

25 'Ministre des Affaires étrangères au Premier Ministre,' le 26 janvier 1950, s.r. 0201.37.6/Folder 11.1, ANT et 'Bac Ho tra loi bao Praxathipatay (Dan Chu) cua Thai Lan' [L'Oncle Ho répond au journal thaï, Démocrate], *Nghien Cuu Dong Nam A*, no. 2, (7), (1992), pp. 77-78.

internationaliste rendait paradoxalement plus difficile la reconnaissance de la RDVN par les Etats du Sud-Est asiatique, même si ceux-ci, ironiquement, admiraient profondément le combat nationaliste du Viet Minh contre le colonialisme français. Comme Bao Dai, Ho Chi Minh avait besoin d'une reconnaissance diplomatique de la part des Etats proprement asiatiques.

L'Asie non-communiste face aux 'deux Vietnams' : L'Indonésie et l'Inde

L'Indonésie face à la question vietnamienne

Le double visage offert par le communisme vietnamien, présentant sur une face un nationalisme farouchement anticolonialiste et sur l'autre un internationalisme tout aussi fervent, divisait les gouvernements asiatiques non-communistes d'une manière vraisemblablement plus complexe que leurs homologues occidentaux. En fait, les Thaïs n'étaient absolument pas les seuls à être déchirés par la question de la reconnaissance de la RDVN en 1950. Presque tous les gouvernements asiatiques non-communistes se trouvèrent contraints de choisir et décider s'ils faisaient primer l'anticolonialisme du Viet Minh ou s'ils faisaient passer en avant leurs propres préoccupations sur « l'expansion du communisme » en Asie du Sud-Est depuis la Chine méridionale. Au grand dam des Français et des Américains et de Ho Chi Minh, ils finirent par ne pas choisir.

Bien entendu, la reconnaissance de la RDVN par l'URSS et la RPC amena les Occidentaux à redoubler leurs efforts pour faire reconnaître les Etats-Associés par l'Asie non-communiste. Les Américains, en particulier, considéraient cette reconnaissance asiatique comme l'un des meilleurs moyens pour légitimer les Etats Associés. Poussés par les Occidentaux à reconnaître l'Etat du Vietnam, en mars 1950 Muhammad Hatta, premier ministre de l'Indonésie, informa les Britanniques que son gouvernement était en train d'« étudier soigneusement » la question vietnamienne.²⁶ En juin, le problème se reposa d'une façon plus aiguë, lorsque Sutan Sjahhir, chef non-communiste du Parti socialiste indonésien (*Partai Sosialis Indonesia*), annonça que son parti, en cas de victoire électorale, reconnaîtrait la RDVN. « Nous sympathisons entièrement avec la cause de Ho Chi Minh, déclara-t-il, même si nous ne sommes pas actuellement dans la position de l'appuyer ouvertement ». Hatta considérait également Ho, et non pas Bao Dai, comme le véritable

²⁶ 'Mohammad Hatta to D.W. Kermode', no. L662/2C/1, le 25 mars 1950, FO/371/83622, PRO.

nationaliste du Vietnam. Sur l'invitation du gouvernement indonésien, une délégation de presse vietnamienne dirigée par Tran Mai, directeur de l'*Agence Presse du Vietnam*, s'était rendue en visite à Jakarta, vers le mois de mai 1950. Au grand dam des Français et des Américains, Tran Mai fut reçue par le président indonésien, Dr Soekarno. En tant que délégué de la RDVN, Tran Mai fit de son mieux pour convaincre le gouvernement indonésien de reconnaître son gouvernement. Une reconnaissance indonésienne sur cette conjoncture cruciale aurait permis à la RDVN de se faire valider dans le monde asiatique non-communiste. Etant donné que la RDVN avait déjà été reconnue par l'URSS, Ho Chi Minh ne courrait plus le risque de mettre en cause ses relations avec Moscou en traitant avec un Etat non-communiste. En mars 1950, Truong Chinh avait déjà condamné Tito et sa trahison du mouvement communiste (au sujet du « titisme » vietnamien, voir sec. chinoise, ch. 2).

Cependant, sous la pression de plus en plus forte des Etats-Unis et sans doute avec la crainte inspirée par les états de service de Ho au Komintern et ses relations avec le PCC avant la Seconde guerre mondiale, le gouvernement Hatta rechigna. Si bien que les Indonésiens autorisèrent Bao Dai à envoyer aussi des représentants de son Vietnam à Jakarta.²⁷ En août 1950, selon Tran Mai, les Anglo-Américains faisaient pression sur l'Indonésie pour qu'elle reconnût le gouvernement de Bao Dai.²⁸ En fin de compte, Hatta réussit à éviter la reconnaissance de la RDVN, même s'il laissa Tran Mai former un Bureau d'information. La politique étrangère non-communiste de la RDVN en Asie avait subi un autre échec.

Encore une fois, si les Indonésiens avaient alors reconnu la RDVN, le gouvernement vietnamien aurait bénéficié d'une reconnaissance des plus estimables en Asie du Sud-Est, ce qui aurait peut-être permis à Ho Chi Minh de tenir fermement le gouvernail de son parti au moment où celui-ci allait entrer dans les eaux si agitées de la Guerre froide. Il est difficile de savoir ce que les communistes vietnamiens pensaient vraiment des Etats asiatiques non-communistes comme l'Indonésie. Il n'est pas sûr qu'il existât un consensus monolithique au sein du PCI. Ho Chi Minh était prêt à continuer à collaborer diplomatiquement avec le monde non-communiste, mais il y avait des membres du comité

27 Selon un ancien diplomate vietnamien stationné à Bangkok à cette époque, insistant sur l'anonymat, et les documents dans d. 128, CD, CAOM et 'Notice de documentation : La délégation du Gouvernement de la République Démocratique du Vietnam en Birmanie', p. 10, no. 1598, le 10 mars 1952, d. W6, c. 274, EA, MAE.

28 'Note de conversation avec le dirigeant de la délégation vietnamienne en Thaïlande, Nguyen Duc Quy', document no. 738, datée du 7 octobre 1950, ASE, d. 425, APCUS.

central qui ne partageaient pas ce point de vu. Tran Ngoc Danh condamnait le choix de Ho Chi Minh de s'entendre après 1950 avec les Etats asiatiques non-communiste, dont l'Inde, l'Indonésie et la Birmanie (à ce sujet, voir sec. chinoise, ch. 2). Après tout, un an après la répression gouvernementale du soulèvement communiste en Indonésie, Ho envoya un message de félicitations à Soekarno à l'occasion de la fête nationale.²⁹ Mais en même temps, son délégué diplomatique, Tran Mai, rapportait favorablement la reconstitution du Parti communiste indonésien et l'envoi des délégués de l'Union Soviétique et la Chine communiste.³⁰

Exprimant la position officielle du PCI envers l'Indonésie, en mars 1949, Le Van Hien écrivit dans son journal que la résistance indonésienne s'était trompée en n'adoptant pas « une politique de longue résistance » (*chu truong truong ky khang chien*). Il avançait que les Indonésiens, à la différence des Vietnamiens, ne s'étaient pas appuyés en premier lieu sur le « peuple », mais plutôt sur l'intervention diplomatique des Etats-Unis.³¹ Le Van Hien semblait pourtant avoir oublié les efforts étrangement similaires, que son propre gouvernement avait déployés pour gagner le soutien américain pour contrecarrer la France et éviter la guerre (sec. sud-est asiatique, ch. 1). Cependant, l'une des différences notables entre les deux mouvements d'indépendance nationaux résidait justement dans le fait que la pression américaine sur les Néerlandais était destinée à soutenir un mouvement nationaliste largement non-communiste, alors que la RDVN était dirigée par un parti communiste et allait entretenir des liens étroits avec Moscou et surtout avec le PCC. Si Sukarno et Hatta admiraient la lutte vietnamienne menée contre le « colonialisme français », ils n'avaient aucune intention de laisser les communistes dans leur propre pays prendre le haut du pavé.³² Les Français se trompaient pourtant gravement, en ne permettant pas aux élites vietnamiennes non-communistes de prendre en main le destin national avant 1950. Ce faisant, elle laissait l'admiration de l'Asie décolonisée et nationaliste se porter sur la lutte de la RDVN et de Ho Chi Minh, mettant en doute par la suite la légitimation nationaliste même de l'Etat du Vietnam aux yeux de leurs pairs asiatiques. Ce fut précisément la critique la plus sévère que les leaders asiatiques firent à l'égard de la

29 'Lettre du Président Ho Chi Minh au Président Soekarno', daté du 18 août 1949, cité par Tran Ngoc Danh dans une lettre au PCUS. Voir : sec. chinoise, ch. 2.

30 'Note de conversation avec le dirigeant de la délégation vietnamienne en Thaïlande, Nguyen Duc Quy', Ibid.

31 LE VAN HIEN, *Nhat ky cua mot bo truong* [Journal d'un ministre], Da Nang, NXB Da Nang, 1995, vol. II, p. 29.

32 En quelque sorte, la destruction de la révolte communiste de Maidun par les 'nationalistes' en 1948 (pendant une guerre contre les Néerlandais) correspondait à la destruction 'communiste' des 'nationalistes' (VNQDD/DMH) à Hanoi en 1946 (durant une lutte contre la France).

politique française en Indochine et au sujet de Bao Daï en particulier (voir Nehru *infra*). Tant que la France n'accordait pas l'indépendance réelle (y compris le contrôle des affaires étrangères), les nationalistes asiatiques non-communistes au pouvoir ne voyaient qu'une marionnette et une volonté française de ne pas se décoloniser. La lenteur française permit en partie au gouvernement dirigé par Ho Chi Minh de se positionner comme le seul Etat vietnamien véritablement indépendant et nationaliste, digne de la reconnaissance. Si les pays asiatiques non-communistes avaient pu reconnaître un Etat vietnamien aussi indépendant que l'Inde ou la Birmanie en 1948, la RDVN se serait trouvée en 1950 dans une position beaucoup plus difficile dans son monopole du discours nationaliste.

L'Inde face à la question vietnamienne

L'appui du Pandit Jawaharlal Nehru aurait donné à la RDVN un support 'non-aligné' très important, un contrepoids en quelque sorte au poids communiste mis dans la balance par l'autre grande puissance de l'Asie, c'est-à-dire la Chine. Comme les Thaïs et les Indonésiens, les Indiens étaient convaincus que Bao Daï n'avait aucun soutien parmi le peuple vietnamien, et ils le firent savoir dans des termes sans équivoque aux Français et à leurs alliés vietnamiens. Nehru ne cacha pas qu'il ne voyait en Bao Daï qu'une simple marionnette aux mains des Français. Dans une conversation très franche remontant à 1951, Monsieur De Mello Kamath (DMK), Consul général de l'Inde à Saigon, confia à un interlocuteur vietnamien l'avis de son gouvernement sur la 'solution Bao Daï'. Marié à une nièce de Nehru, De Mello Kamath fut considéré par certains diplomates comme un baromètre fidèle des idées de Nehru lui-même.³³ Écoutons leur discussion pour avoir une meilleure idée de l'image de Bao Daï et de la France chez un diplomate indien anticolonialiste et anticomuniste :

DMK [De Mello Kamath]: Nous Indiens, nous ne connaissons que la masse et ignorons l'individu. C'est là un principe qui ne nous fera reconnaître un pays que lorsque nous serons convaincus que son peuple est réellement fort et uni.

[Son interlocuteur vietnamien non-cité] : Le fait que vous ne reconnaissiez pas le gouvernement Bao Daï, déjà reconnu par plus de 40 nations [presque entièrement non-asiatiques], signifie sans doute que vous portez votre préférence au gouvernement Ho Chi Minh que vous croyez être le plus fort.

33 British Consulate General, Saigon, note datée du 15 avril 1950, FO/371/83625, PRO.

DMK : Ceci est une autre affaire, mais il est possible qu'elle devienne évidente [que ce soit le cas].

[Interlocuteur] : Sans indiscretion, seriez-vous disposé à favoriser le cas échéant le gouvernement Ho Chi Minh ?

DMK : A quel point de vue ?

[Interlocuteur] : Soit pour lui donner un appui moral, soit pour favoriser, le cas échéant, sa cause.

DMK (hésitations, réflexion). Moi, personnellement, je ne connais pas M. Ho Chi Minh, mais mon grand patron [Nehru] le connaît bien en tant que grand révolutionnaire et comme patriote hors de pair. Si une occasion s'offrait à moi de lui être agréable, il est certain que je ne la manquerais pas. [...] En tout cas, il convient de se rappeler que nous avons un destin commun à celui de tout le Sud-Est Asiatique (M. DMK demande ensuite que cette confiance demeure entre lui et son interlocuteur). [sic]

[Interlocuteur] : Avez-vous eu jusqu'ici l'occasion de rendre quelques services à M. Ho Chi Minh ?

DMK : (Répond par un sourire et ajoute) : A sa cause, oui.

DMK. Pensez vous que le gouvernement Bao Dai soit maintenant devenu réellement indépendant, les Français lui ayant remis tous les pouvoirs ?

[Interlocuteur] : Je le pense.

DMK : Je souhaite qu'il en soit ainsi, car je ne vous cache pas que nos impressions ne correspondent pas aux vôtres [...].

[Interlocuteur] : L'avance communiste chinoise vers le Tibet donne-t-elle des inquiétudes à l'Inde ?

DMK : Oui, beaucoup[,] et c'est la seule préoccupation actuelle chez nous. C'est à cause de cela que notre grand patron [Nehru] déploie en ce moment toute son activité en vue non seulement d'arrêter cette avance sur les frontières sino-indiennes, mais aussi d'intervenir comme médiateur dans le conflit coréen.³⁴

34 'Conversation d'un diplomate indien' (janvier 1951)', rapportée et reproduit dans République française, Présidence du Conseil, daté du 7 novembre 1953, basé sur SDECE, no. 21.1/E.O. 585/A.02.609, 'La Chine communiste et le Viet Minh', c. 10H660, SHAT. Pendant son service consulaire à Saigon, M. Mello ne cacha jamais son dédain pour le 'colonialisme français' et les autorités française en Indochine le traitaient avec le même mépris. Un diplomate britannique, bien au courant de la question, reconnaissait les « idées préconçues » de M. Mello, mais soulignait en même temps qu'il « exprimait l'avis de Nehru lui-même ». British Consulate General, Saigon, le 15 avril 1950, FO371/83625, PRO.

Il est difficile de savoir où et quand les Indiens s'arrêtèrent sur le chemin de la reconnaissance de la RDVN (si tant est qu'ils l'aient jamais vraiment envisagée). Au début de 1950, un représentant de Ho Chi Minh sonda Nehru personnellement au sujet d'une possible reconnaissance. Ce dernier répéta que la politique indienne était de « ne reconnaître aucun gouvernement en Indochine » pour l'instant. Cette politique était justifiée par une « situation extraordinairement complexe ».³⁵ Sans se laisser décourager, en octobre 1950, la délégation diplomatique de la RDVN à Beijing envoya un de ses meilleurs diplomates, Ngo Dien, à New Delhi pour essayer d'arracher l'appui personnel de Nehru. Cette décision était certainement une manière de riposter à l'arrivée dans la capitale indienne de Do Hung, émissaire hors pair des Français, pour plaider la cause de Bao Dai devant Nehru.³⁶ La manœuvre resta sans effet. Les Indiens refusèrent de reconnaître l'Etat du Vietnam, mesure jugée par Nehru comme « too little, too late ».³⁷ Il refusa pour autant de s'allier à la RDVN. Le Van Hien nous révèle que les Vietnamiens comprenaient parfaitement bien que l'invasion chinoise du Tibet avait fragilisé leurs relations avec l'Inde.³⁸

Fait intéressant : les Indonésiens, tels que Sjahhir et Hatta, et les Indiens, surtout Nehru, s'étaient consultés au sujet de la reconnaissance de la RDVN et l'Etat du Vietnam. Coincés, ils espéraient réunir une conférence 'asiatique' pour négocier la fin du conflit vietnamien, cette fois-ci en Indonésie. Hatta et Nehru espérèrent travailler ensemble à l'organisation d'une troisième Conférence asiatique, destinée à discuter de la question vietnamienne selon une ligne conforme à la doctrine du non-alignement.³⁹ Un diplomate britannique résuma ainsi sa discussion avec Hatta à ce sujet :

En privé, le Dr Hatta m'a confié plus d'une fois que l'Asie du Sud-Est est confrontée à un nouvel impérialisme, qui est aussi oppressif que l'ancien. Il est tout à fait conscient du processus par lequel la domination soviétique s'avance peu à peu sur les Etats voisins et il se rend compte qu'une Chine expansionniste pourrait suivre l'exemple soviétique. Cette prise de conscience privée sur le danger du communisme militant ne veut pas dire que le Dr Hatta, ou tout autre Indonésien, peut [doit, *sic*] être persuadé de soutenir Bao Dai. Quoique nous disions, nous ne pourrions jamais décider ces pays de l'Asie du Sud-Est [à] regarder d'une façon favorable un régime associé avec l'autorité coloniale française. Un tel regard irait à l'encontre de tout un courant de pensée dans cette région de nations émergentes convulsivement [*sic*]. Ce que le Dr

35 TON THAT THIEN, *India and South East Asia, 1947-1960*, Genève, Librairie Droz, 1963, p. 125.

36 'Bilan de la situation diplomatique à la fin de l'année 1950', pp. 30-32, d. 2, c. 10H172, SHAT et Commonwealth Relations Office, Downing St., 'Enclosed minutes by Robert in New Delhi about the situation in Indochina', le 7 février 1950, FO371/83625, PRO.

37 Comme le dit un diplomate britannique au sujet des tentatives de Do Hung : « The mission has cut no ice in New Delhi, and will no doubt cut even less in Jakarta ». British Consulate General, le 28 septembre 1950, FO/959/104, PRO.

38 LE VAN HIEN, *Nhat ky*, tap II, pp. 317, 319.

39 TON THAT THIEN, *India and South East Asia*, pp. 124-30 et 'Bilan de la situation diplomatique à la fin de l'année 1950', pp. 30-32.

Hatta et ses partisans aimeraient bien voir ce n'est pas le triomphe de Ho Chi Minh ou de Bao Daï mais plutôt un compromis international, qui unifierait les deux factions opposées en une seule nation libre sous un gouvernement choisi par le peuple.⁴⁰

Début 1951, les Indonésiens et les Indiens sondèrent la possibilité d'organiser des négociations 'neutres' pour résoudre le problème vietnamien divisant les partisans de Ho Chi Minh et ceux de Bao Daï. Fantaisiste ? Peut-être. Mais cette idée est néanmoins révélatrice d'un effort asiatique à résoudre un problème asiatique indépendamment des puissances 'coloniales' ou celles qui les remplaçaient dans le cadre de la 'Guerre Froide'. Les Indiens avaient exprimé leurs désirs dans ce sens aux représentants français et américains, et peut-être aux Chinois et Soviétiques. Nehru et Soedarsono, l'ambassadeur indonésien en Inde, pensaient que Ho Chi Minh serait prêt à négocier, étant donné qu'il ne voulait pas devenir trop inféodé aux Chinois au détriment du peuple vietnamien et qu'il ne voulait pas voir son pays dévasté par une plus grande guerre, comme celle qui détruisait la Corée. Mais il fallait établir que cette interprétation corresponde à celle de Ho Chi Minh. L'idée de contacter le gouvernement de la RDVN fut née.⁴¹ Le gouvernement indonésien envoya des missions secrètes pour sonder la vraie nature idéologique de la RDVN.⁴² Au printemps de 1951, le gouvernement indien organisa aussi une mission spéciale pour déterminer les véritables couleurs idéologiques de la RDVN. Le Consul-Général de l'Inde à Saigon, De Mello Kamath, fut chargé de cette mission par le Ministère des Affaires étrangères. Il travaillait en liaison avec le représentant de l'Inde à Bangkok, Bhagwat Dagal. Ils devaient sonder les intentions de Ho Chi Minh et trouver, si possible, une solution pacifique à la guerre franco-vietnamienne, mais à l'« asiatique ». De Mello Kamath alla à Bangkok en mai 1951, où il s'entretint avec Nguyen Duc Quy. Il lui remit un questionnaire et lui demanda qu'il soit envoyé à Tran Van Luan à Rangoon pour accélérer la réponse.⁴³ Bien que nous ne connaissions pas la suite donnée à cette affaire (Nguyen Duc Quy dut quitter Bangkok en juin 1951), il semble que Ho Chi Minh n'ait jamais répondu.

Au fur et à mesure que le colonialisme touchait à sa fin, les acteurs locaux essayaient de trouver leurs propres solutions. Cependant, ces premières tentatives à l'asiatique allaient

40 Voir les propos de Hatta à Kermode à ce sujet dans *British Embassy, Jakarta*, no. 120, daté du 13 juin 1950, p. 5, FO371/69694, PRO.

41 Office of the High Commissioner for the United Kingdom, New Delhi, le 6 mars 1951, FO371/92430, PRO.

42 Ibid., p. 3.

43 'Conversation d'un diplomate indien', p. 65.

être submergées par les exigences puissantes de la Guerre froide. L'incapacité de New Delhi d'imposer une solution diplomatique à cette conjoncture priva l'Inde d'une place privilégiée dans la diplomatie asiatique, en faveur de la Chine et des Etats-Unis. La Chine de Mao Zedong (et les Etats-Unis) allait désormais peser plus lourdement sur l'avenir de l'Asie du Sud-Est que l'Inde du Pandhit Nehru, comme le montrera bien la conférence de Genève.⁴⁴ Ce n'est que récemment, suite à la fin de la Guerre froide et après la rupture violente entre les communistes vietnamiens et chinois, que l'Inde essaie de se repositionner en Asie. Si Nehru avait reconnu la RDVN à cette conjoncture, on peut se demander si l'Inde aurait pu jouer un rôle plus important en Asie du Sud-Est.

En fin de compte, Nehru refusa de reconnaître les deux Vietnam, à la différence notamment de la Chine.⁴⁵ La plupart des autres Etats asiatiques non-communistes le suivirent. La RDVN avait perdu la partie diplomatique en Asie non-communiste, au fur et à mesure que le communisme chinois arrivait sur la frontière sino-indochinoise. Déjà en août 1949, au moment où la RDVN envoya des troupes en Chine du Sud pour aider le PCC à détruire le GMD (sec. chinoise, ch. 3), Nguyen Duc Quy fit savoir à son homologue soviétique à Bangkok que « l'Inde n'allait pas soutenir la RDVN et que la position de la Birmanie n'était pas claire ».⁴⁶ Avec Hatta, Nehru était enclin à continuer à suivre une voie neutre entre les « deux camps » pour reprendre le terme de Jdanov. Ni Nehru, ni Hatta ne considérait d'un œil favorable les communistes dans leurs propres pays et tous deux s'alarmaient de l'accroissement de la pénétration chinoise et, à un moindre degré vietnamienne, en Asie du Sud-Est (pour ne rien dire du désir de Beijing de jouer un rôle plus important dans cette région à leur dépens). Le mouvement de la RDVN en direction du PCC, l'invasion chinoise du Tibet et le début du conflit en Corée en juin 1950 pesèrent lourdement sur la décision du premier ministre indien de s'éloigner de la RDVN. Il eut une fois l'occasion d'exprimer son opinion personnelle sur l'effet de « domino » asiatique consécutif à la victoire du PCC.⁴⁷

Les dirigeants du PCI étaient, eux aussi, divisés sur l'attitude à adopter envers l'Asie 'non-communiste'. Au cours d'une réunion du PCI en 1950, tenue seulement quelques

44 Cela dit, il n'est pas inintéressant de noter que la France avait pensé en 1953 à demander à Nehru d'organiser une véritable conférence internationale pour trouver une solution au problème indochinois. Vincent AURIOL, *Mon septennat, 1947-1954*, Paris, Gallimard, 1970, pp. 574-576.

45 La consolidation chinoise du Tibet en 1950 et 1951, y compris la répression des soulèvements tibétains par l'armée rouge, ne pouvait pas être totalement à l'étranger de ce refus indien de reconnaître la RDVN.

46 'Carnet de note de l'attaché de la mission de l'URSS au Siam, camarade Usatchov', daté du 16 août 1949, document no. 446, Archives du Ministère des Affaires étrangères russe [dorénavant, AMAER], Moscou.

semaines après que Ho eut envoyé sa lettre aux Thaïs, quelques communistes anonymes de l'aile gauche rechignèrent à l'idée de maintenir des relations avec des Etats asiatiques non-communistes, et avec celui de Pibul Songkram en particulier. Avec les Chinois désormais derrière eux, ils insistèrent pour que les relations du Vietnam avec les autres pays socialistes prennent le pas sur celles avec les pays non-communistes. Le secrétaire général Truong Chinh les accusa de ne pas comprendre la complexité de la politique extérieure du PCI, qui fut bel et bien complexe.⁴⁸ Les membres éminents du cabinet thaï n'étaient apparemment pas les seuls à avoir des difficultés à réajuster leurs politiques étrangères à la situation régionale et internationale en pleine transformation. Et les Américains n'étaient certainement pas les seuls à remettre en question la fidélité idéologique de leurs clients régionaux respectifs. En 1950, Pibul Songkram, comme Truong Chinh, se trouvèrent dans l'alternative de choisir, du moins en privé, leur camp respectif dans la Guerre froide en Asie du Sud-Est ou de s'aliéner leurs puissants alliés, perdant ainsi la possibilité de consolider leur pouvoir intérieur. Ni l'un, ni l'autre ne prit ce risque.

Le démantèlement des opérations parmi les Viet kieu

Si le PCI avait pu jusqu'alors poursuivre ses opérations en Thaïlande en dépit du retour au pouvoir de Pibul, le début de la Guerre froide en Asie du Sud-Est mit en péril pour la première fois le commerce clandestin de la RDVN à travers la Thaïlande et sa mainmise sur les Viet kieu. Face à la pression croissante des Etats-Unis sur la Thaïlande, le gouvernement vietnamien et le PCI ordonnèrent à leurs cadres en Thaïlande de maintenir leurs activités parmi les Viet kieu. En juillet 1950, le cabinet du premier ministre thaï reçut 24 pétitions rédigées par des nationaux vietnamiens opposés à la reconnaissance accordée par Bangkok à l'Etat de Bao Daï. Des manifestations furent également organisées au sein des communautés vietnamiennes du Nord-Est. Les autorités régionales thaïes étaient interpellées et parfois même molestées par des militants mobilisés en faveur de la

47 TON THAT THIEN, *India and South East Asia*, pp. 124-30.

48 TRUONG CHINH, 'Conclusions du Président du Congrès et du Comité central au sujet des délibérations du Congrès, Troisième congrès [sic, Réunion ou Session plénière] national du parti (21.1.-3.2.1950), traduction française de l'original vietnamien dans SEHAN, no. 3605, le 10 août 1950, c. 10H620, SHAT et traduction du document : 'Bureau permanent du Comité central du Parti communiste, Comité Central au Comité Régional en communication au Comité provincial', no. 71/KS, daté du 23 novembre 1950, Le chef du Bureau du Comité régional [Xu uy Nam Bo], signé de PHAN TRIEM [Pham Thieu ?], dans BCRI, SDECE, 'Le Parti Ouvrier Vietnamien ou Dang Lao Dong Vietnam', c. 10H620, SHAT.

RDVN.⁴⁹ Inquiet, le Ministère des Affaires étrangères thaï annonça le 1^{er} septembre 1950 que la reconnaissance du gouvernement vietnamien sous l'égide de Bao Daï « ne s'étendait pas aux membres individuels du gouvernement, mais était plutôt une reconnaissance du gouvernement dont les Français ont permis la formation [...] ».⁵⁰ Selon une communication du Ministre des Affaires étrangères au secrétaire du Premier Ministre, cette réponse avait pour but d'apaiser les réactions vives de la part des Viet kieu en réaction à la reconnaissance de Bao Daï.⁵¹ Le 19 octobre 1950, le secrétaire du Conseil national de Sécurité informa le cabinet du premier ministre que les forces de Ho Chi Minh étaient bien organisées, jouissaient d'un grand soutien et étaient en mesure de battre les Français. Une telle éventualité, précisa-t-il, pourrait amener les vietnamiens locaux à mettre en danger le gouvernement thaï.⁵²

Cependant, quelle que fût l'opposition à l'Etat du Vietnam parmi les Viet kieu, le vent avait tourné. L'anticolonialisme avait dû céder la place aux fissures de la Guerre froide. Le 14 septembre 1950, le chef de la délégation de la RDVN à Bangkok, Nguyen Duc Quy, informa les dirigeants du Sud-Vietnam que l'influence américaine sur les Thaïs rendait les opérations de la RDVN de plus en plus difficiles.⁵³ Les agents Viet Minh en Thaïlande signalaient le « changement d'attitude » du gouvernement thaï envers les Viet kieu, dont des rafles avait causé « quelques problèmes » depuis août.⁵⁴ Cela est vraisemblablement une allusion à la décision du gouvernement thaï, prise ce mois-là, de commencer à regrouper les Vietnamiens dans des endroits précis dans le Nord-Est.⁵⁵ Ironiquement, cette politique ne contrariait pas trop les dirigeants vietnamiens, car elle leur permettait de rassembler plus facilement ces émigrés sous leur contrôle, près du champ de bataille

49 'Secrétaire du Cabinet du Premier Ministre au Directeur adjoint de la Police,' le 31 juillet 1950, s.r. 0201.37.6, d. 11.1, ANT. Ces pétitions furent écrites sur la demande des cadres vietnamiens locaux. 'Activité Viet Minh en Thaïlande', le 19 juillet 1950, valeur : B/2, d. Relations avec la Thaïlande, c. 46, SPCE, CAOM.

50 'Annonce du Ministère des Affaires étrangères,' le 1^{er} septembre 1950, s.r. 0201.37.6, d. 11.1, TNA.

51 'Ministère des Affaires étrangères au Secrétaire du Premier Ministre,' le 18 septembre 1950, s.r. 0201.37.6, d. 11, ANT et HCFICC, CD, 'Activité Viet Minh en Thaïlande de janvier à mars 1951', Saigon, sans date, vol. 161, IC, AO, MAE.

52 'Secrétaire du Conseil de Sécurité au Secrétaire du Cabinet du Premier Ministre', le 19 octobre 1950, s.r. 0201.37.6, d. 11.1, ANT et U.S. Embassy at Bangkok, 'Despatch no. 190', le 13 mars 1950, 751G.02/3-2050, ANEU. Voir aussi : KHONTHI SUKAMONKHON, *Kanwithesobai khong Thai*, p. 451.

53 Télégramme intercepté : HCFIC, SDECE, no. 14483/4/SG, 'De délégation Viet Minh au Siam à Commission territoriale au Nam Bo [Xu Uy Nam Bo]', le 14 septembre 1950, valeur : A, d. Le Viet Minh en France, c. 10H3986, SHAT.

54 Traduction du document : 'Parti Travailliste du Viet Nam, Front du moyen Laos, Compte rendu sur la situation générale', daté du 31 mai 1951, par le Comité chargé des affaires de Moyen Laos [Ban Can Su Trung Lao], Chef de bureau, signé, illisible, d. note de renseignements, 1951, c. 10H5642, SHAT.

55 Curieusement, les autorités thaïes expliquèrent que cette décision avait été motivée par le désir de prendre comme modèle la politique utilisée par Rama II pour le regroupement et l'administration des réfugiés de guerre Pegouan plus d'un siècle auparavant. Bangkok Tribune, (le 27 novembre 1950).

indochinois. A l'inverse, les officiers français s'y opposèrent précisément parce que cette présence pouvait continuer à menacer la sécurité du Laos et du Cambodge. Face à ce plan thaï, le général Carpentier suggéra donc aux autorités politiques de Saïgon de considérer les avantages « d'un rapatriement massif des minorités en question », qui pourraient être re-localisées dans des zones sous le contrôle de Bao Dai.⁵⁶

A la fin de 1950, les Français redoublèrent d'efforts pour rompre la mainmise du Viet Minh sur les Viet kieu. Une mission secrète française se rendit dans le Nord-Est pour étudier les moyens concrets de mettre fin aux activités du Viet Minh dans ce secteur et pour fermer la frontière occidentale de l'Indochine une fois pour toutes. Le gouvernement thaï lança des enquêtes pour déterminer si ces Vietnamiens avaient réellement la nationalité thaïe. Tout au long du mois de décembre 1950 et janvier 1951, selon le Viet Minh, les autorités thaïes entreprirent un « gros effort » le long du Mékong « pour nouer ou développer des relations entre les autorités françaises et thaïlandaises » des deux côtés du Mékong.⁵⁷ Aux yeux du Viet Minh, la ligne plus dure adoptée par les Thaïlandais annonçait un changement plus profond. Le 31 mai 1951, le comité chargé des affaires du Moyen-Laos, confirmait que depuis août 1950, « le gouvernement thaïlandais a changé d'attitude vis-à-vis de nos compatriotes émigrés. Il a créé pas mal de difficultés ». Poussés par les Américains, les Thaïs voulaient établir « trois bases » sur le Mékong, « se trouvant en face du LK IV » et qui devaient servir à « empêcher la liaison » entre les Viet kieu et le Laos et constituer la « future ligne de défense » par rapport à l'Indochine.⁵⁸ Le Viet Minh stationné en Thaïlande se faisait du souci.

A juste titre. Les autorités thaïes effectuèrent de nouveaux recensements, essentiels à tout contrôle. Une étude détaillée de la Direction générale de la documentation⁵⁹ confirma qu'environ 50.000 Vietnamiens avaient trouvé refuge dans les provinces thaïes sur la rive droite du Mékong à la suite de la réoccupation du Laos en 1946. Entre 1946 et 1950, près de 10.000 d'entre eux étaient revenus de leurs propres initiatives en Indochine, ce qui amène le total des réfugiés restant à environ 40.000. Selon un recensement américain de 1954, parmi ces réfugiés, 6.734 résidaient dans la province d'Ubon, 9.206 à Sakhon

56 HCFIC, 'Télégramme de Haussaire pour AmbaFr, Bangkok', le 25 septembre 1950, signé de Léon PIGNON et CCFAEO, EM/2B, no. 5686/FAEO/2s, 'Le général corps d'armée Carpentier à HCFIC', le 23 novembre 1950, signé de CARPENTIER, tous les deux dans c. 8-9, CD, CAOM.

57 FFVS, EM/2B, no. 96/2F, 'BRM du Laos, décembre 1950', le 23 janvier 1951, d. 1950, c. 10H4303, SHAT.

58 Parti Travalliste du Viet Nam, 'Compte rendu sur la situation générale', daté du 31 mai 1951.

59 DGD, no. 1455/DGD, 'Les réfugiés vietnamiens au Siam', p. 1, Lt.-Colonel VITRY, le 18 septembre 1954, vol. 67, CLV, RDVN, MAE et aussi dans d. DGD, c. 10H279, SHAT.

Nakhon et 14.509 à Nong Khai.⁶⁰ Depuis le coup d'Etat de 1947, le gouvernement dirigé par Pibul avait limité la résidence de ces réfugiés aux cinq provinces de Sakhon Nakhon, Nakhon Phanom, Nong Khai, Ubon et Prachinburi, bien qu'il y eût des exceptions et des délais à l'installation définitive.⁶¹ Jusqu'en 1948, ces réfugiés, dont la plupart avait vécu au Laos pendant la période coloniale, conservaient toujours un droit de retour vers leurs anciens lieux de résidence. Cependant, à mesure que le Laos de 1948 à 1950 évoluait vers l'indépendance politique dans le cadre des Etats Associés, les chefs nationalistes laotiens changèrent d'état d'esprit et surtout leurs lois sur la nationalité de manière à empêcher les Vietnamiens de regagner le pays.⁶² Comme au Vietnam, la « nation » commençait à se faire sentir. Les Huaqiao et les Viet kieu étaient parmi les premiers à en témoigner (sur la question de la nationalité et les Huaqiao, voir sec. asiatiques étrangers (Huaqiao), chs. 1-2). Au Cambodge, en mai 1952 le gouvernement cambodgien approuva un circulaire ralentissant l'immigration vietnamienne et la rendant plus difficile.⁶³

Cependant, la réticence du gouvernement de Bangkok à agir contre les Viet kieu et contre Nguyen Duc Quy avant la fin 1950 suggère que les Thaïs n'étaient pas entièrement soumis à la politique américaine. Malgré la reconnaissance accordée à Bao Dai, ils ne fermèrent l'Association d'Assistance de Viet kieu qu'en novembre 1950. Et même ultérieurement, ils permirent à cette association de continuer à fonctionner clandestinement.⁶⁴ Un autre indice des hésitations thaïes à rompre prématurément avec la RDVN est l'installation à Bangkok de la délégation de l'Etat du Vietnam à la mi-1951 seulement, c'est-à-dire plus d'un an après la reconnaissance formelle de ce gouvernement par le gouvernement thaï (voir *supra*). Ce n'est qu'à partir de ce moment-là que les autorités thaïes commencèrent véritablement à faire marche arrière dans leur politique souple d'immigration, qui avait été approuvée par Pibul Songkram lui-même une décennie plus tôt.

60 Ambassadeur de France en Thaïlande, 'Michel Breal au MAE, AO', no. 816/AS, le 17 novembre 1958, vol. 67, CLV, RDVN, MAE.

61 VITRY, 'Les réfugiés vietnamiens au Siam', pp. 2-3. La Direction générale de l'Association des Emigrés vietnamiens en Thaïlande fit savoir le 17 février 1950 que le gouvernement thaï avait accordé à l'organisation un délai de 6 mois à partir du 4 janvier 1950. Tong Hoi Viet Kieu Cuu Te, Khu Vong Cac, Bangkok, no 17/KV, le 17 février 1950, d. Relations avec la Thaïlande, c. 46, SPCE, CAOM.

62 VITRY, 'Les réfugiés vietnamiens au Siam', pp. 2-3 et documents laotiens dans d. 129, CP, CAOM.

63 Royaume du Cambodge, no. 787/APX, 'Circulaire : Département de l'Intérieur', daté du 7 mai 1952, d. Limitation de l'immigration vietnamienne au Cambodge, c. 105, SPCE, CAOM.

64 'Situation politique et militaire de l'ennemi Viet Minh', octobre 1950, non-signé, p. 2, c. 10H609, SHAT et 'Fiche : Indochine', le 6 décembre 1950, c. 10H620, SHAT.

Sous la pression des Français, les Thaïs abandonnèrent finalement leur ancien plan de re-localisation de la frontière. Le 5 mars 1951, le chef du cabinet du ministère de l'Intérieur fut mandaté par le gouvernement à Nong Khai pour s'entretenir avec les autorités provinciales sur l'éloignement des Vietnamiens du Mékong. Pendant ce temps, le ministère de l'Intérieur donnait de nouveaux ordres pour augmenter le contrôle des mouvements de réfugiés, alors que la police intensifiait la surveillance des dirigeants Viet kieu. Le ministre de l'Intérieur informa les populations vietnamiennes que le gouvernement thaï, qui avait reconnu le gouvernement de Bao Dai, considérait alors la RDVN comme un régime « communiste ». Le ministre expliqua par la suite que les Thaïs étaient dès lors engagés aux côtés des Américains dans leur aide à la France pour conserver une « Indochine indépendante ».⁶⁵

Autre indice du changement : à partir de la mi-1951, les Vietnamiens en Thaïlande ne furent plus autorisés à exposer la photo du président Ho Chi Minh dans leurs boutiques ou maisons. Les insignes, drapeaux et slogans du Viet Minh furent bannis. Notons que cela se passait au moment où la RDVN essayait d'interdire aux Huaqiao au Vietnam d'exposer le drapeau du Guomindang et le portrait de Chiang Kai-shek. Distribués à travers le Nord-Est de la Thaïlande, des tracts anti-communistes rédigés en *quoc ngu* critiquaient le non-respect des religions par les « communistes », les sacrilèges qu'ils faisaient aux temples bouddhistes et leurs agressions contre les moines. Pour contrer des décennies de contrôle du PCI sur les communautés vietnamiennes le long du Mékong, le gouvernement thaï assigna ses propres représentants aux associations provinciales pour les émigrés vietnamiens.⁶⁶ C'est donc mi-1951 et pas avant que la Guerre Froide finit par atteindre l'intérieur des pays Isaan. Le gouvernement thaï révisa son attitude passée de sympathie vis-à-vis de ses 'frères' vietnamiens nationalistes et anti-coloniaux. Ce ne fut pas un hasard, loin de là, les projets d'adoption d'une loi anti-communiste en Thaïlande (à l'étude au Ministère de l'Intérieur depuis au moins mars 1950) se concrétisèrent au cours de l'année 1951.⁶⁷ La propagande thaïe désigna désormais le Viet kieu et la menace représentée par le « Vietnam communiste » par un terme des plus péjoratifs, *yuon*, indicateur de la menace à la sécurité nationale et à tout ce qui était 'Thaï' qu'ils

65 SSHC, 'Attitude vis-à-vis des Vietnamiens', le 7 mars 1951, valeur : C/3, d. Attitude, c. 95bis, SPCE, CAOM.

66 *Dai Tieng Noi*, (le 26 novembre 1951) ; SSHC, 'B/R n. 9 : Propagande anti-communiste', valeur : B/2, d. Attitude, c. 95bis, SPCE, CAOM et HOANG VAN HOAN, *Giot nuoc trong bien ca (Hoi ky cach mang)* [Une goutte d'eau dans l'océan (Mémoires révolutionnaires)] Beijing, NXB Tin Viet Nam, 1986. p. 291.

67 'En Thaïlande : L'office de propagande Viet Minh serait déclaré illégal', *L'Écho du Vietnam*, (le 6 mars 1950).

représentaient. Encore une fois, constatons que c'est aussi à cette conjoncture que la RDVN/PCI donna l'ordre de ne plus appeler les Chinois vivant au Vietnam par des termes aussi péjoratifs (sec. asiatiques étrangers, (Huaqiao), ch. 2). N'oublions pas non plus qu'une fois l'internationalisme disparu en 1979, la propagande des communistes vietnamiens était tout aussi capable d'employer des termes des plus racistes pour dénigrer les Chinois.

Les années qui précédèrent les accords de Genève furent les plus dures que connurent les Vietnamiens en Thaïlande. Jouissant d'un minimum de droits, ils assistaient impuissants aux efforts des officiels thaïs, français, laotiens et vietnamiens (de l'Etat du Vietnam) pour arriver à les regrouper. En 1951, Pibul Songkram annonça en privé que, selon lui, la seule manière de résoudre le problème des 'réfugiés' était de rapatrier la minorité toute entière au Vietnam ou au Laos. Cependant, le gouvernement laotien était largement opposé au retour de ces Vietnamiens, communistes ou non. Pour sa part, il se satisfaisait de leurs exils, considéré en 1946 comme la solution parfaite à un problème d'immigration qui avait couvé à feu doux depuis le début des années 1930.⁶⁸ Cette réticence laotienne vis-à-vis de l'immigration vietnamienne perdura dans les années 1950.⁶⁹ Même le gouvernement de Bao Daï rechigna, du moins au début, à accepter le retour des Viet kieu. Ses conseillers ne voulaient pas établir un précédent qui pouvait conduire à des rapatriements identiques depuis le Laos et surtout le Cambodge. Les coûts économiques et sociaux auraient été trop élevés. De plus, le gouvernement fut choqué en apprenant que presque 90% des réfugiés en Thaïlande étaient favorables à la RDVN—même parmi les Catholiques qui étaient aussi nombreux dans ce pays.⁷⁰ Parfaitement au courant de l'influence de longue date du PCI parmi les Vietnamiens de la Thaïlande du Nord-Est, les chefs de sécurité de Bao Daï répugnaient à l'idée d'introduire une « cinquième colonne » dans un Vietnam déjà contesté. Mêmes les plans esquissés en 1953 pour évacuer les Vietnamiens vers la Thaïlande méridionale s'effondrèrent aussi, cette fois-ci à cause de l'opposition manifestée par les réfugiés eux-mêmes et en raison d'un

68 Christopher E. GOSCHA, 'L'Indochine repensée par les « Indochinois » : Pham Quynh et les deux débats de 1931 sur l'immigration, le fédéralisme et la réalité de l'Indochine', *La Revue Française d'Histoire d'Outre-mer*, vol. 82, no. 309, (1995), pp. 421-53.

69 Voir la lettre de HERLY adressée au roi laotien au sujet de ce problème, dans HCFIC, no. 149/TLAA, 'Télégramme de Herly', le 19 août 1953, d. Emigrés vietnamiens août 1953, c. 10H282, SHAT.

70 Ce serait une grave erreur de penser que parce qu'il était catholique, quelqu'un était forcément « pro-colonial » ou traître (*Viet gian*). A la fin de 1947, un article dans un journal vietnamien de résistance révéla qu'un millier de Catholiques Viet kieu à Nong Saen s'étaient réunis pour soutenir le gouvernement de Ho Chi Minh dans la lutte contre

manque général de fonds. En fin de compte, un seul groupe de 700 personnes fut transféré à Pattalung dans le Sud de la Thaïlande.⁷¹ En février 1952, un officier de renseignement français du Laos se rendit à Bangkok pour discuter avec l'Ambassade française de la « neutralisation de l'influence Viet Minh sur la frontière laotienne-thaïlandaise ». D'après l'ambassadeur, les autorités thaïlandaises étaient favorables à une meilleure collaboration pour réprimer « l'agitation Viet Minh aux confins lao-thaïlandais ».⁷² Cela se fit. Enfin, l'invasion Viet Minh du Haut-Laos au printemps de 1953 et l'arrivée des troupes vietnamiennes à Thakhek au début de 1954 allaient renforcer cette répression dans le Nord-Est de la Thaïlande (sec. indochinoise (Laos), ch. 4).

Les efforts américains, menés par le général Donovan, visaient aussi à résoudre ce problème le plus rapidement possible. Ce ne fut qu'après les accords de Genève de 1954 que les Thaïs et divers groupes vietnamiens conclurent à un arrangement pour permettre aux réfugiés de choisir entre le nouveau gouvernement nationaliste de Ho Chi Minh dans le Nord et l'Etat contre-révolutionnaire et tout autant nationaliste de Ngo Dinh Diem dans le Sud.⁷³ Poussé fermement par Donovan, Ngo Dinh Diem informa les Thaïs en octobre 1954 que son gouvernement était maintenant prêt à accepter le retour de tous les Viet kieu.⁷⁴ Craignant qu'un tel rapatriement ne légitimât le gouvernement du Sud aux yeux de la communauté internationale, la RDVN demanda leur rapatriement au Nord. Au cours de la conférence de Bandung en 1955, Pham Van Dong rencontra le prince Wan Waiyakon pour tenter de résoudre le problème. A l'issue de négociations complexes, arbitrées par la Croix Rouge Internationale, un accord fut finalement conclu en 1959, selon lequel le gouvernement thaï et celui de la RDVN autorisaient la majorité des réfugiés vietnamiens dans le Nord-Est de la Thaïlande à retourner dans l'un des 'deux Vietnam'. Au début de 1961, 48 navires allaient rapatrier environ 29.000 Viet kieu dans le port de Haiphong.⁷⁵ Ce rapatriement ramena au Vietnam beaucoup de ces émigrés, mais pas nécessairement dans les régions que leurs parents et grands parents avaient quitté durant la période

la France. 'Su hoat dong cua Dong Bao Cong Giao o Xiem' [Les activités de [nos] compatriotes catholiques au Siam], *Tieng Sung Khang Dich*, no. 56, (le 6 décembre 1947), p. 3.

71 'Entretien de M. Dejean avec le Prince Savang', le 13 août 1953, vol. 67, CLV, RDVN, MAE ; 'Ambassade de France en Thaïlande au Comigal', no. 585, le 6 août 1953 ; VITRY, 'Les réfugiés vietnamiens au Siam', pp. 2-6 ; 'Louis Dauge à MAE, AO', sans date vol. 67, CLV, RDVN, MAE.

72 CFTL, EM/2B, no. 176/FL/2, 'Rapport du capitaine Fleury', le 27 février 1952, d. 1953-1954, c. 10H5642, SHAT.

73 Peter A. POOLE, *The Vietnamese in Thailand: A historical perspective*, Ithaca, Cornell University Press, 1970.

74 'Raymond Offroy (Bangkok) au Président du Conseil, MAE, AO', no. 574/As, vol. 67, CLV, RDVN, MAE.

75 Ambassade américaine, 'Memorandum of discussion : Vietnamese refugees in northeast Thailand', Bangkok, le 23 août 1954 et 'Télégramme de Bangkok', le 7 mai 1955, no. 522/524, les deux dans vol. 67, CLV, RDVN, MAE.

coloniale.⁷⁶ La Guerre froide, comme la colonisation avant elle, avait canalisé des réseaux d'immigration vietnamiens sur la péninsule indochinoise dans de nouvelles directions. Et si des milliers de Vietnamiens en Thaïlande se rendirent au Vietnam du Nord à partir de la fin des années 1950, d'autres, encore plus nombreux, quittèrent le Nord pour se rendre dans le Sud-Vietnam ou quittèrent l'Asie pour s'installer pour la première fois en Occident. La Guerre froide allait aussi avoir des retombées directes sur les mouvements des Catholiques vietnamiens.

En résumé, si les révolutionnaires vietnamiens avaient pu exploiter l'immigration vietnamienne en Thaïlande depuis 1945, sinon depuis bien plus tôt, à partir de 1951 les Thaïs démantelèrent ce tremplin situé de l'autre côté du Mékong. La surveillance thaïe augmenta notamment à cette époque. Le 19 décembre 1951, par exemple, la police thaïe entreprit de sérieuses rafles à Udon Thani, au cours desquelles 130 Viet Minh furent arrêtés. Cet exemple n'était pas un cas isolé. Le journal *Doc Lap* fut fermé.⁷⁷ Il est pourtant très significatif de noter que les communistes vietnamiens avaient déjà compris la gravité de la situation et avaient rapatrié leurs meilleurs cadres en Indochine, où ils furent rapidement absorbés dans de nouvelles opérations au Laos et au Cambodge (sec. indochinoise).⁷⁸

Supprimer les réseaux diplomatiques et révolutionnaires

Parmi les projets thaïs également prioritaires figurait la fermeture de la délégation de la RDVN à Bangkok. Malgré l'envoi de Hoang Van Hoan en Thaïlande mi-1948, la délégation à Bangkok ne pouvait survivre bien longtemps dès lors que la Guerre Froide remplaçait la décolonisation, l'anticolonialisme et le régionalisme dans les relations vietnamo-thaïes. Au début de 1951, de plus en plus frustrés par la politique jusqu'alors ambiguë des Thaïs envers la RDVN, les Américains insistèrent pour que Pibul expulsât le président de la délégation gouvernementale, Nguyen Duc Quy au motif qu'il était « si utile au Viet Minh en Thaïlande, et [un] tel symbole de l'hospitalité thaïe aux agents Viet

76 Andrew HARDY, 'Migration and Mobilisation: The Repatriation of Vietnamese from Thailand (1960-1964)', à paraître.

77 FL, EM/2B, no. 146/FL/2, 'BR' no. 12', le 12 janvier 1951, p. 19, d. 1950, c. 10H4303, SHAT.

78 Beaucoup furent transférés au Laos méridional en 1950. Hoi Dong Bien Soan Lich Su Nam Trung Bo Khang Chien, *Nam Trung Bo khang chien 1945-1975* [La résistance au Trung Bo méridional], 2ème édition, Hanoi, NXB Chinh Tri Quoc Gia, 1995, p. 174. En avril 1951, le Viet Minh avait commencé à transférer ses partisans de Tha Rua à Aranyaprathet. HCFIC, no. 315/CAB.MIL.DOC, 'Approvisionnement en matériel du Viet Minh au Siam', le 9 avril 1951, d. Collusion Siam-Viet Minh, c. C838, SHAA.

Minh ».⁷⁹ Au bout d'une année de tergiversations, les Thaïs n'eurent d'autre choix que celui d'agir contre la RDVN. Les Etats-Unis comptaient sur ce geste de bonne foi, qui conditionnait sans nul doute la possibilité que soit accordé une aide militaire destinée à contrebalancer celle que la Chine fournissait à la RDVN. Mais après la victoire chinoise au Nord, il fallait agir vite dans les Mers du Sud. Nguyen Duc Quy écrivit à un certain « camarade Tai » en mars 1951, que les membres dirigeants en Thaïlande avaient décidé que les activités dans ce pays seraient conduites dans le plus grand secret et que des efforts seraient faits pour gagner le gouvernement, le peuple et les bureaucrates birmanes en compensation de la perte des opérations menées sur le sol thaï. L'idée principale était de « renforcer notre situation diplomatique en Birmanie ».⁸⁰ Nous y reviendrons.

La délégation dut disparaître. Un jour de mai ou de juin 1951, une grosse Cadillac transportant le chef de la police, le plus en plus puissant Pao Sriyanond, se gara le long du trottoir devant l'Assemblée Nationale où Nguyen Duc Quy se trouvait. Quy se vit intimé l'ordre de monter dans la voiture, où Pao Sriyanond l'informa qu'il devait quitter la Thaïlande. On ne sait rien de l'entretien des deux hommes, mais leur conversation ne fut peut-être pas aussi inamicale que les historiens de la 'Cold War' ont tendance à l'affirmer. En fait, en dépit des requêtes françaises, Pao refusa de leur livrer Quy. Néanmoins, en juin 1951, plus d'un an après la reconnaissance du gouvernement de Bao Dai, Quy fit ses bagages, retira 1.2 millions de bahts de la *Banque Agricole Thaïe* et quitta Bangkok à destination de Rangoon.⁸¹ Il était accompagné de son épouse, des deux enfants du prince Souphanouvong, de Nguyen Thi Thi, l'épouse de Nguyen Van Tao, et ses deux filles.⁸² Le 3 juillet 1951, Madame Souphanouvong partit pour Rangoon.⁸³ L'envoi des deux fils de Souphanouvong en Indochine et de sa femme, via le Sud de la Chine, dénotait aussi une nouvelle orientation dans les rapports vietnamo-laotiens vers l'intérieur de l'Indochine,

79 'U.S. Legation at Saigon to Secretary of State', le 17 mai 1951, 751G.001/5-17.51, ANEU et 'U.S. Legation at Saigon to U.S. Embassy at Bangkok', signé de Dean ACHESON, le 18 mai 1951, 751G.001/5-18.51, ANEU.

80 'Lettre de Nguyen Duc Quy à Comrade Trai', datée du 14 mars 1951, signée de NGUYEN DUC QUY et 'Lettre de Nguyen Duc Quy à Ho Van Cao', datée du 9 mars 1951, signée de NGUYEN DUC QUY, d. AVM, c. 95bis, SPCE, CAOM.

81 'René Philippe Millet (Bangkok) à HCFIC', sans date, vol. 161, IC, AO, MAE et 'Directeur de la police au Premier Ministre', le 5 juillet 1951, s.r. 0201.37.6, d. 11.1, ANT.

82 *L'Echo du Vietnam*, (le 28 juin 1951) et DSS, no. 4027/C/SG-1, 'Note pour le CP', le 25 juin 1951, s.d. Prince Souphanouvong, d. 109, CD, CAOM.

83 DSS, 'Note', no. 4572/CSGL, le 23 juin 1951, s.d. Prince Souphanouvong, d. 109, CD, CAOM. Elle fut accompagnée de Mme Khamsouk, épouse de Thao Phoumi [Vongvichit] et de Mme Khampeng Bouphe, épouse de Thao Khamphay Bouphe.

plus près du Vietnam.⁸⁴ En entrant à l'intérieur des réseaux indochinois de la RDVN (passant par la Chine), la famille Souphanouvong avait débuté une véritable alliance avec la RDVN.

Cependant, le PCI parvint à conserver dans le plus grand secret sa commission exécutive à Bangkok. Bien que fortement affaiblies, les cellules locales du parti se maintenaient clandestinement parmi les Viet kieu. Des cadres, tels que Tran Van An (alias Tran Van Hong), Le Van Nam, Hoang Xom et Nguyen Van Thoai, assumèrent les fonctions de Nguyen Duc Quy jusqu'à l'effondrement de la délégation quelques mois plus tard. Duong Gia Thoai devint apparemment le nouveau délégué de la RDVN à Bangkok.⁸⁵ Ces hommes ont gardé en vie, semble-t-il le « Comité des Affaires du Parti du Comité central à l'extérieur », bien que la documentation se fasse de plus en plus rare pour cette période. De toute façon, le « Comité des Affaires du Comité central du Parti à l'extérieur » fut dissous le 31 décembre 1950. Les moines vietnamiens vivant à Bangkok et les vietnamiens de nationalité thaïe abritaient leurs activités.⁸⁶ Cependant, le problème, à la fin de 1952 ou en 1953, résidait dans le fait que la répression thaïe et occidentale était telle qu'il ne restait plus grand-chose à protéger pour ces agents. Le poids des réseaux sud-est asiatiques s'était déjà orienté vers les zones orientales du Laos et du Cambodge, et le Sud de la Chine.

Supprimer le commerce extérieur Viet Minh dans le Sud-Est asiatique

Le troisième objectif thaï était de fermer le commerce extérieur du Viet Minh à travers la Thaïlande. La collaboration des marines française et thaïe dans le golfe de Thaïlande pour surveiller le commerce Viet Minh rendait la tâche particulièrement difficile.⁸⁷ La victoire des communistes chinois en 1949, leur contrôle de la côté méridionale du Golfe du Tonkin et leur prise de l'île d'Hainan en avril 1950 avait renforcé ce processus de surveillance sur les côtes indochinoises et surtout dans le Golfe du Siam. Désireux

84 'BR', no. 145/B, le 15 novembre 1949, valeur : B/3, d. Emprise Viet Minh, c. 119, CP, CAOM. Ses deux fils habitaient chez Le Dinh Tham, ancien président du comité administratif et de résistance du Trung bo.

85 Il signa ainsi dans une lettre interceptée par les Français : « Cabinet du délégué du gouvernement en Thaïlande, le Directeur du Cabinet ». Voir : RDVN, Bangkok, le 22 mars 1950, no. PV/625-KV, 'Aux compatriotes émigrés en Malaisie', d. Hong Kong, c. 95, SPCE, CAOM.

86 'Note sur l'organisation politique du Viet Minh à Bangkok et sur ses dirigeants', pp. 2-4, c. 95, SPCE, CAOM. Les temples de Nang Loern, Gia Long et Ong Ba demeuraient les centres les plus importants du Viet Minh à Bangkok.

87 HCFIC, CRFC, CM, no. 257/CM/X, 'Le CRFC au HCFIC', le 23 janvier 1950, d. Renforcement de la base de l'Îlot de Cone, c. 10H172, SHAT ; 'Procès-verbal de la réunion tenue le 21 mars 1953', dans FMEO, 2B, no. 20/E.M.2/125/S, le 21 avril 1953, c. 10H290, SHAT ; et DGD, no. 883/DGD/LC/6, 'Approvisionnement en matériel de guerre du Viet Minh par le Siam', le 23 novembre 1950, p. 3, c. C838, SHAA.

d'assurer son flanc sud-est pour se concentrer sur le golfe du Tonkin, en avril 1951 Léon Pignon, Haut Commissaire pour l'Indochine, approuva les plans pour développer la coopération navale dans le golfe de Thaïlande.⁸⁸ En janvier 1950, les représentants vietnamiens à Bangkok avaient déjà alerté le gouvernement central qu'ils ne pensaient pas pouvoir continuer à maintenir les « activités économiques » du Viet Minh, étant donné les effets locaux produits par les changements dans la situation internationale. Désormais, Pibul Songkram suivait personnellement les achats d'armes de la délégation vietnamienne.⁸⁹

La surveillance maritime était désormais devenue une arme essentielle dans cette nouvelle étape de la guerre. En février 1950, Léon Pignon envoya à son ambassadeur à Bangkok l'autorisation du Conseil de Défense français pour entamer des négociations secrètes avec des officiers américains, britanniques et thaïs concernant la création d'un « Comité Interministériel », chargé de la répression du trafic d'armes et destiné à détruire les réseaux de contrebande Viet Minh en Asie du Sud-Est.⁹⁰ Le 15 juin 1950, Pibul réorienta la politique étrangère de son pays d'une manière radicale, en ordonnant la formation de ce comité interministériel à Bangkok. Cet organisme mixte était dirigé par une équipe internationale composée de membres des forces armées et des polices occidentales et thaïes.⁹¹ Sa première séance eut lieu à Bangkok le 11 juillet. En novembre 1950, Dung Van Phuc prévint les cadres supérieurs du Sud que ce comité handicapait grandement les opérations de ravitaillement du Viet Minh à Bangkok.⁹² Selon lui, la marine thaïe avait reçu des ordres pour effectuer des patrouilles navales plus fréquentes dans les eaux voisines de la frontière cambodgienne afin de supprimer la contrebande qui y avait régné jusqu'ici. Vers la fin de 1950, un officier français fit savoir que « le trafic maritime [du Viet Minh] entre le Siam et le Cambodge [semblait] à peu près abandonné » (sec. sud-est asiatique, ch. 2).⁹³ C'est aussi à cette époque, selon un autre officier naval, que « la Chine communiste est devenue la source principale d'approvisionnement du Viet Minh [...] Le Siam semble avoir pris une position semi-officielle en interdisant et même en essayant de réprimer la contrebande d'armes vers l'Indochine. Il est certain que le trafic

88 'Télégramme du HCFIC à France Outre-Mer', le 27 avril 1950, no. 1526, d. G810, c. 146, EA, MAE.

89 'Fiche du 7 au 16 janvier 1950', 17 janvier 1950, p. 3, d. 12, c. 10H609, SHAT.

90 'Télégramme de France d'Outre-Mer à Saigon', le 5 février 1950, nos. 421-423, signé de PIGNON et 'Marchal au MAE', no. 382/AS, le 14 juin 1950 et 'Marchal au MAE', no. 412/AS, d. G810, c. 146, EA, MAE.

91 MAE, AO, 'Comité interministériel de la contrebande d'armes, première séance', no. 2371, le 28 juillet 1950, c. 146, EA, MAE.

92 'Ambassade de France à Bangkok', no. 412/AS, le 22 juin 1950.

maritime avec le Siam a diminué d'une façon très nette ».⁹⁴ Les réseaux extérieurs du commerce de la RDVN s'orientaient alors nettement de la Thaïlande et l'Asie du Sud-Est vers le Sud de la Chine et l'Asie orientale.

L'année 1951 accéléra ce déplacement. Cette année-là, le général Kharb Kunchorn, Secrétaire Général du Conseil des Présidents, contacta le consul français à Bangkok pour se faire une meilleure idée des activités de contrebande Viet Minh. Il lui demanda en particulier la liste de noms des personnes les plus impliquées.⁹⁵ Après des années de méfiance mutuelle, d'incompréhensions culturelles profondes et de frustrations incessantes des deux côtés, les Français n'étaient que trop heureux de rendre ce service. Dans une note préparée pour le général Kharb, le consul expliquait que depuis la reconnaissance thaïe du gouvernement de Bao Daï, la direction du Viet Minh en Thaïlande avait opéré dans une totale discrétion, malgré la fermeture (temporaire) de l'*Agence Presse du Vietnam* et les associations des Viet kieu.⁹⁶ Les Français fournirent une information détaillée sur les dépôts d'armes et les routes de leur adversaire.

Au début de 1951, les Thaïs commencèrent à saisir des armes et à fermer des ateliers d'armement. En janvier Pao Sriyanond ferma deux usines de fabrication d'armes et arrêta un ancien officier du Guomindang travaillant pour le Viet Minh à Bangkok. Des perquisitions furent effectuées dans le Nord-Est avec encore plus de vigueur. Le 3 février 1951, le colonel de police Chamras (un des membres du Comité Interministériel) informa les Français que ses hommes avaient saisi 6 caisses contenant du zinc, des radios, des médicaments et 85 exemplaires de journaux chinois. A la suite de rafles, de nombreux agents du Viet Minh furent incarcérés et expulsés de Thaïlande. Loin d'être un hasard, au milieu de 1951, la RDVN rappela Dung Van Phuc au Sud-Vietnam. Les routes occidentales vers la Thaïlande avaient commencé à disparaître.⁹⁷ La délégation fit savoir cette année-là que si les Chinois intervenaient au Nord-Vietnam, les Thaïs attaqueraient l'Indochine occidentale. Le bureau de Bangkok rapportait que les Américains renforçaient leur position militaire et leurs réseaux d'espionnage dans les provinces périphériques de l'Indochine, surtout dans les provinces d'Ubon et d'Udon, et qu'ils interviendraient avec

93 'BR no. 25 : Trafic maritime rebelle', p. 12.

94 FMEQ, EM/2B, no. 91/EM2, 'BR no. 25 : Trafic maritime rebelle', le 8 novembre 1950, p. 3, d. FMEQ, EM2, 1950, c. UUE-29, SHM.

95 'Le gouvernement thaïlandais et les activités politiques du Viet Minh en Thaïlande', no. 484, le 23 août 1951, d. Attitude siamoise vis-à-vis des Vietnamiens', c. 95bis, SPCE, CAOM.

96 'Note sur l'organisation du Viet Minh à Bangkok et sur ses dirigeants'.

les Thaïs en cas d'une intervention chinoise en Indochine septentrionale.⁹⁸ On voit apparaître à nouveau ce rapport entre le Nord-Est de la Thaïlande et le Sud de la Chine dans la politique extérieure de la RDVN. Son effet sur la nature géographique du commerce Viet Minh en Asie est évident (voir carte).

Un coup de force avorté, fomenté en 1951 par des officiers de la marine thaïe pro-Seri et mieux disposés au Viet Minh, anéantit les derniers espoirs des Vietnamiens de s'accrocher à ses routes maritimes et garder ainsi une porte ouverte sur l'Asie du Sud-Est non-communiste. Au début de 1952, le Viet Minh avait effectivement perdu le contrôle de ses activités en Thaïlande. Bien qu'il continuât à recevoir quelques livraisons d'armes par la Thaïlande en 1953, leur ampleur, nous semble-t-il, n'égala jamais celle des livraisons antérieures à 1952.⁹⁹ Cette année-là, à la suite du dernier coup d'Etat à Bangkok, le Vice-Amiral d'Escadre Auboyneau donna son accord pour accréditer un représentant de la Marine à Bangkok afin d'« établir des contacts directs et plus fréquents entre la marine française et la marine thaïlandaise ». Ce délégué était chargé de promouvoir « la coopération entre la Thaïlande et les autorités britanniques de Malaisie pour la répression de la contrebande à la frontière [de la] Malaisie » afin d'établir une « coopération franco-thaïlandaise dans la répression de la contrebande au large de la frontière du Cambodge [...] ». ¹⁰⁰ En avril 1953, le général Pao Sriyanond fit part à nouveau aux Français, mais avec plus d'insistance, de sa volonté de boucler la frontière thaïe-indochinoise, comme cela avait été fait sur la frontière malaisienne.¹⁰¹ Bien entendu, cette coopération subite de la part des Thaïs s'explique en très grande partie par l'entrée spectaculaire des divisions vietnamiennes au Haut-Laos cette année-là (sec. indochinoise (Laos), ch. 4). La possibilité d'une percée sino-vietnamienne vers l'Asie du Sud-Est semblait réelle à certains stratèges. Et, quoique l'on ait pu dire ultérieurement, la Thaïlande commençait à se voir déjà comme

97 Voir les arrestations de la police thaïe en octobre 1951 dans HCFIC, DSS, no. 6645/SG.1, 'Note pour HCFIC', le 26 octobre 1951, c. 95bis, SPCE, CAOM ; *Kiatissak*, (le 7 janvier 1951) et *Bangkok Post*, (le 7 janvier 1951).

98 Voir les télégrammes : 'De Délégation Viet Minh au Siam à Comité des Affaires extérieures du Nam Bo' et 'De délégation Viet Minh au Siam à Cabinet de troupes populaires du Nam Bo', FL, EM/2B, no. 297/FL/2, 'Activité militaire', daté du 29 janvier 1951, d. 1947-1953, c. 10H5642, SHAT. Selon Nguyen Duc Quy, les Thaïs préparaient militairement le Nord-Est du pays pour une attaque potentielle contre le Laos et le Vietnam.

99 Voir l'étude du Sous-Comité d'Approvisionnement de Nam Bo. DSS, 'Activités du « Sous-Comité de Ravitaillement du Nam Bo » en Thaïlande', Bangkok, source: S.R. Bangkok, valeur: B/3, c. UUB30, SHM. En 1952, la marine française put exploiter le coup d'Etat manqué du Seri Thai en 1951 et par la marine thaïe en particulier pour augmenter leur surveillance du Golfe du Siam avec les forces de Pibul. FMEO, 2B, 'Vice Amiral d'Escadre Auboyneau au Secrétaire d'Etat à la Marine', no. 339/S, [1952], p. 3, c. 10H640, SHAT.

100 FMEO, EM, 2B, no. 57/EM2, 'Le Vice Amiral d'Escadre Auboyneau à M. le Secrétaire d'Etat de la Marine', le 16 octobre 1952, d. Trafic Maritime Viet Minh, c. 10H640, SHAT.

101 FMEO, 2B, no. 124/B, 'Entretiens avec les représentants de la police maritime thaïe', le 21 avril 1953, c. 10H290, SHAT.

un « front line state ». Les interventions vietnamiennes au Laos en 1953 et 1954 pesaient lourdement dans les calculs stratégiques mis à l'étude à Bangkok. Dans ce sens, l'annonce publique faite par la RDVN de son rôle dans ces 'invasions' du Laos était mal réfléchi quant aux retombées que cela allait provoquer aux niveaux régional et international.

Les fissures de la Sûreté, qui avaient été ouvertes dans le mur occidental indochinois depuis mars 1945, commençaient à se renfermer avec le ciment de la Guerre froide. A la restriction près que si les Français parvinrent à re-verrouiller la frontière indochinoise occidentale (grâce à l'aide non négligeable des Etats-Unis), ils ne purent jamais chasser la RDVN du Vietnam, ni sceller la frontière septentrionale indochinoise avec la Chine du Sud.

Un remède à court terme : Déplacer les réseaux externes sur la Birmanie

Les dirigeants de la RDVN compensèrent la perte des opérations menées depuis la Thaïlande, en déplaçant temporairement leur bureau extérieur à Rangoon. Ho Chi Minh avait été suffisamment avisé pour ouvrir la voie à une seconde délégation gouvernementale de la RDVN en Birmanie suite à un échange de correspondances avec le général birman Aung San après la conférence de New Delhi en 1947. Après l'effondrement de la « Ligue de l'Asie du Sud-Est », après le Coup d'Etat de novembre à Bangkok et dans la perspective des indépendances de l'Inde et de la Birmanie en 1948, Pham Ngoc Thach intensifia ses efforts pour gagner le soutien de ces deux pays. En janvier 1948, Le Hy et le Dr Thach se déplacèrent à Rangoon pour assister aux célébrations de l'Indépendance birmane et préparer l'envoi de Tran Van Luan à Rangoon. A en juger par les salutations envoyées par le président birman à Ho Chi Minh et au peuple vietnamien peu après, ces contacts n'avaient pas été sans résultats. Désigné comme représentant de la RDVN en Birmanie, Tran Van Luan arriva à Rangoon le 17 février 1948, où il fut « chaleureusement accueilli par les membres du gouvernement birman ». En dépit de l'assassinat de Aung San, Luan continua à être considéré comme « l'invité » personnel du célèbre général birman.¹⁰²

¹⁰² 'Vietnam diplomatic representative arrives in Burma', *VNS*, (9 mars 1948) ; HOANG NGUYEN, 'Toi tham gia', p. 53 ; et 'La délégation Viet Minh de Rangoon', no 651/234, 15 March 1954, d. W6, c. 274, EA, MAE. La lettre birmane adressée à Ho Chi Minh fut diffusée par 'Tienh Noi Thap Moi', daté du 23 janvier 1948, s.d. 3, c. 128, CD, CAOM. Tran Van Luan naquit en 1910 à Saigon. Il fit ses études à Aix-en-Provence, continua ses études de pharmacie à l'Université de Montpellier et étudia la peinture à Paris sous la direction d'André Lhote. On disait qu'il collaborait avec des communistes français à l'époque. En 1938, il se maria et retourna au Vietnam. En 1945, il participa au mouvement d'avant-garde de Pham Ngoc Thach. Après les Accords du 6 mars en 1946, il se rendit en Thaïlande comme délégué du

Les opposants de Aung San lui accordaient le même accueil amical. Les Français en eurent vent en novembre 1950. Pendant une réception diplomatique à Rangoon, un capitaine français attaché à l'ambassade fit un faux pas très révélateur, en critiquant le général Ne Win pour sa participation à un meeting présidé par Tran Van Luan, meeting célébrant, entre autres, les récentes victoires du Viet Minh sur les Français au Tonkin. Le général informa le capitaine français qu'il s'était trouvé là pour des raisons « purement personnelles ». Toujours pas convaincu, l'officier français insista et avertit même le général que le Ministre français des Affaires étrangères avait contacté son homologue birman pour obtenir des éclaircissements. Exaspéré, Ne Win balaya du regard les autres invités présents dans la pièce, tout en déboutonnant son col dans un geste de colère apparemment bien connu. Puis, fixant de nouveau son regard sur le capitaine français, il lui rétorqua « sèchement » en anglais la raison de sa présence au meeting de Luan : « I was there, because I liked to be there ».¹⁰³ Communiste ou non, la RDVN avait toujours des amis haut placés en Asie du Sud-Est au début des années 1950 (voir *supra*). Même après la conférence de Genève en 1954, les diplomates les plus éminents du Vietnam faisaient halte à Rangoon pour y rencontrer le Ministre birman de la Défense et celui des Affaires étrangères. Resté un des plus brillants diplomates du Vietnam, Tran Van Luan était présent pour leur faire les honneurs de la capitale birmane.¹⁰⁴ En 1951, Hoang Van Hoan fit savoir à l'Ambassadeur soviétique à Beijing que la RDVN, grâce à l'accord du gouvernement birman, les Vietnamiens pouvaient opérer un radio puissant.¹⁰⁵

A défaut de reconnaître officiellement la RDVN à l'instar des Thaïs, les Birmans accordèrent certainement aux Vietnamiens un appui officieux des plus précieux et un débouché important sur la région. La délégation à Rangoon comprenait une section diplomatique sous la direction de Tran Van Luan, qui comptait au moins une douzaine de personnes en 1950. La plupart du personnel du Bureau de Rangoon arriva de Bangkok en mars 1951—deux ou trois mois avant l'expulsion de Nguyen Duc Quy. Indice de l'importance croissante de la délégation, son budget doubla entre 1950 et 1951. Elle était

gouvernement à l'extérieur. En mars 1948, il devint le délégué de la RDVN en Birmanie. 'Quelques personnalités du gouvernement de la République Démocratique du Viet Nam', Annexe no. 6, p. 12 et 'Dr. Luan, Ho's representative', The Nation, (le 19 mai 1951), coupure de presse dans c. 274, EA, MAE. Le gouvernement birman ne limita pas la durée du séjour de Tran Van Luan à Rangoon.

103 Ambassade de France à Bangkok, 'Colonel J.R. Glain au Secrétaire général permanent de la Défense Nationale, SR', no. 62/AMS, le 14 novembre 1950, d. Pays Etrangers, J. Birmanie, c. C841, SHAA. Souligné dans le texte.

104 'Royère (Birmanie) au MAE', Rangoon, no. 295, le 19 août 1954, p. 1, d. W6, c. 274, EA, MAE.

105 'Conversation entre Kochin et Hoang Van Hoan', daté du 27 avril 1951, document no. 515, le 24 mai 1951, dossier spécial, ASE, AMAER.

en contact direct avec les dirigeants au Vietnam (septentrional), avec des délégués en Europe centrale (notamment Prague), en Inde et avec la principale délégation du Sud-Est asiatique à Bangkok, jusqu'à l'expulsion de Nguyen Duc Quy. Jusqu'en 1950, les comptes bancaires à la Banque Commerciale de Bangkok fournirent les fonds, avec l'aide de l'ambassade chinoise à Rangoon.

Les principales tâches de la délégation de Rangoon consistaient à maintenir d'amicales relations avec les gouvernements régionaux et internationaux, à diriger la presse, les renseignements et la propagande destinée à être répandue à travers tout le globe. Elle se servait d'un membre du Parti Communiste Indien, « Valenju », pour traduire ses documents en anglais. Ce fut aussi via Rangoon que la RDVN diffusa son premier 'film de résistance', intitulé « La Bataille de Nga » (*Tran La Nga*).¹⁰⁶ Les délégués vietnamiens organisèrent des conférences de presse, des démonstrations auprès des associations étudiantes et publièrent des bulletins et des circulaires en birman et en anglais sur le combat contre les Français.¹⁰⁷ Une étude française détaillée sur cette question répertoriait, parmi les autres activités de la délégation à Rangoon, le transport de contrebande vers le Vietnam, la représentation des intérêts des Vietnamiens d'outre-mer en Amérique du Sud, Nouvelle-Guinée et Nouvelle-Calédonie et la gestion de contacts secrets avec les Soviétiques et les communistes chinois.¹⁰⁸ Comme le remarqua un officier français perspicace, le gouvernement birman préférait garder Tran Van Luan « comme trait-d'union entre la Birmanie et le Vietnam de Ho Chi Minh vers qui va sa sympathie, mais, toutefois, après avoir mis cette représentation Viet Minh dans l'impossibilité de jouer un rôle actif susceptible d'importuner les puissances occidentales ».¹⁰⁹ Les Thaïs avait agi d'une façon semblable. Mais les Birmans, tout comme les Indonésiens et les Indiens, n'étaient pas tout à fait convaincus que la France et Bao Daï allaient sortir vainqueurs une fois la guerre finie. A nouveau, un pays non-communiste en Asie du Sud-Est devait adopter une politique ambiguë envers 'les deux Vietnams'.

De même que les activités à Bangkok étaient doublées par des organisations révolutionnaires dans le Nord-Est de la Thaïlande, de même Nguyen Duc Quy demandait plus de bases militaires le long de la frontière sino-birmane afin d'assurer « une liaison

¹⁰⁶ HOANG NGUYEN, 'Toi tham gia', p.54.

¹⁰⁷ Ibid., p. 55.

¹⁰⁸ 'La délégation Viet Minh de Rangoon'; Légation de France en Birmanie, CB/SC, no. 385/AS, 'Note sur la Délégation Viet Minh de Rangoon, novembre 1953', le 18 décembre 1953, vol. 165, IC, AO, MAE; et 'Hoang Nguyen', 'Toi tham gia', p. 53.

serrée » entre « les guérilleros chinois et les troupes fédérées lao-vietnamiennes ». ¹¹⁰ Cette demande est sans aucun doute liée au fait que depuis 1948, le Viet Minh avait commencé à développer des plans militaires en vue d'ouvrir une route septentrionale entre le Bac Bo et la haute Birmanie en passant par le Laos et la Chine du Sud. Nul autre que Nguyen Van Long, que nous avons déjà rencontré à maintes reprises, ne pouvait mieux conduire ces opérations. Il était chargé des liaisons militaires et révolutionnaires avec la Chine du Sud, le Laos et le Nord-Vietnam (sec. Indochinoise, chs. 3-4).

L'intensification de ses activités dans la Birmanie du Nord à partir de 1950 faisait partie de la politique globale du PCI à la fois de remaniement des relations avec le nouveau « bloc du Sud-Est asiatique » et d'expansion des contacts avec le PCC. Nguyen Duc Quy précisait en février 1951 que Hoang Van Hoan avait donné les instructions aux agents du PCI d'entreprendre une révision des relations diplomatiques avec la Birmanie jusqu'avec l'Afrique et le Moyen Orient, à la lumière de la nouvelle situation créée par la révolution chinoise. ¹¹¹ Un rapport français ne se trompait guère en concluant que cette réorientation des affaires étrangères du PCI/RDVN en direction de la Birmanie était seulement « provisoire », un remède à court terme dans « l'absence de liaisons organisées » entre le gouvernement central vietnamien et son homologue à Beijing (voir chapitre suivant). ¹¹²

L'envoi en 1948 d'un cadre important, Hoang Nguyen, en Birmanie coïncida de façon remarquable avec le voyage de Hoang Van Hoan en Thaïlande pour réorganiser les réseaux extérieurs du PCI en Asie via la Thaïlande. Quoique l'on en sache trop peu sur les intentions réelles de ce voyage, Hoang Nguyen révéla dans un article publié en 1991 que son envoi à Rangoon était le résultat d'une « idée » de Ho Chi Minh pour briser l'encerclement du Vietnam par les Français à la fin de 1947, après le coup thaï, en établissant des contacts avec la Birmanie et d'autres pays. En accord avec le président Ho, le Comité permanent du PCI approuva l'envoi d'un « groupe de cadres » (*doan can bo*) en Birmanie *au milieu* de 1948 sous la direction de Nguyen Chuong. Les membres de ce groupe allaient finir par occuper des postes clés au sein du réseau diplomatique extérieur du PCI et fournir par la suite les diplomates les plus sûrs de la RDVN dans le monde :

109 'Activité V.M. au Siam', s.d., d. Possibilités d'intervention chinoise en Indochine, c. 10H659, SHAT.

110 '[Buc thu gui] anh Hoang Thanh Trai (Rangoon)', daté du 14 mars 1951 ; 'Lettre de Nguyen Duc Quy à Comrade Trai', datée du 14 mars 1951, signé de NGUYEN DUC QUY ; et 'Lettre de Nguyen Duc Quy à Ho Van Cao', daté du 9 mars 1951, signé de NGUYEN DUC QUY, d. AVM, c. 95bis, SPCE, CAOM.

111 'Lettre à Nguyen Duc Quy d'un agent à Tokyo' [nom illisible], daté du 17 février 1951, d. AVM [Activités Viet Minh] en Thaïlande', c. 95bis, SPCE, CAOM.

112 'La délégation du Gouvernement de la République Démocratique du Vietnam en Birmanie', pp. 1-4.

outre Hoang Van Hoan, Mai Lam sera assigné au Cambodge ; Nguyen Chuong et Nguyen Song Tung à Bangkok ; Tran Mai fut envoyé en Indonésie ; Nguyen Van Huong à Prague et Ngo Dien en Europe Centrale, à New Delhi, à Beijing et, durant la guerre américaine, à Phnom Penh.¹¹³

Quant à Hoang Nguyen, il dirigeait l'information et les affaires étudiantes à Rangoon. En outre, il collabora étroitement avec un instituteur chinois communiste, Baiden Chen (Tran Bach Dang), qui aida la délégation dans son travail de propagande. En tenant compte des informations concernant la mission de Hoang Van Hoan, Cao Hong Lanh et V. Chuong dans le Sud-Est asiatique (chapitre suivant), il est difficile de croire que le voyage de Hoang Nguyen à Rangoon qui eut lieu n'avait pas pour but de contacter le PCC via la capitale birmane. Hoang Nguyen admit qu'il obtint le soutien de la communauté importante de Huaqiao à Rangoon. Il allait rejoindre ultérieurement Hoan à l'ambassade de la RDVN à Beijing, ainsi que Mai The Chau. C'est également là que Nguyen sera amené à renouer son amitié avec Baiden Chen.¹¹⁴ Tous ces mouvements et la reprise en main par Hoang Van Hoan des opérations outre-mer du PCI suggèrent que les communistes vietnamiens commencèrent à remanier leurs relations extérieures en Asie du Sud-Est vers la Chine du Sud et l'Europe orientale bien avant 1950. Suivons la logique de ces réseaux dans cette direction ...

113 HOANG NGUYEN, 'Toi tham gia', pp. 51-56. Hoang Quoc Viet organisa personnellement cette délégation. Outre Hoang Nguyen et Nguyen Chuong, il y avait aussi les personnes suivantes : Tran Mai, Le Duc Chinh, Nguyen Dau (Mai Lam), Tran Thanh, Ngo Dien, Nguyen Van Huong, Nguyen Song Tung, et Nguyen Minh. Nguyen Minh et Ngo Dien travaillèrent au début avec Hoang Nguyen en Birmanie. Ils se rendirent ensuite à Prague. Selon un renseignement français, Hoang Nguyen, de son vrai nom Nguyen Van Hoan, était l'un des meilleurs délégués de Ho Chi Minh dans les affaires diplomatiques secrètes. Ce rapport prétend que Hoang Nguyen était venu en Thaïlande en 1948, en compagnie d'une dizaine de cadres de haut niveau, « afin de reprendre en main la situation que Tran Van Giau avait établie au profit de sa politique personnelle ». 'Eléments d'identification d'agents Viet Minh dans le Sud-Est Asiatique', no. 30736, le 7 septembre 1950, source : [nom supprimé par l'auteur, CEG], valeur : B/2, c. 378, SPCE, CAOM. Nguyen Minh, encore un autre membre de cette délégation de cadres en 1948, allait devenir, selon un rapport français, chef du réseau extérieur du PCI à Beijing, chargé de trois bureaux à Bangkok, Rangoon, et Prague. 'Notice de documentation: La délégation du Gouvernement de la République Démocratique du Vietnam en Birmanie', p. 10, no. 1598, le 10 mars 1952, p. 33, d. W6, c. 274, EA, MAE.

114 HOANG NGUYEN, 'Toi tham gia', pp. 55-56 et 'La délégation du gouvernement de la RDVN en Birmanie', no. 1598, daté du 10 mars 1952, d. W6, c. 274, EA, MAE.

La Guerre froide et le déplacement des réseaux sud-est asiatiques vers l'Indochine intérieure et la Chine méridionale

Il y a un passage intéressant dans les mémoires de Hoang Van Hoan, dans lequel il remarque que même après la Seconde Guerre Mondiale, la Thaïlande demeurait importante pour le Vietnam parce qu'un accès à ce pays permettait au Parti Communiste Indochinois de maintenir des contacts avec « les partis communistes frères, les pays du camp socialiste et les peuples démocratiques ».¹ Cette remarque mérite la plus grande attention. Car Hoang Van Hoan était à cette époque membre du Comité central du PCI et l'expert du Parti dans les réseaux révolutionnaires asiatiques d'avant-guerre. Jusqu'à très récemment, de nombreuses études ont souligné les professions de foi non-communistes de la RDVN, minimisant ainsi implicitement la nature profondément communiste du régime et passant ainsi sous silence les tentatives du PCI pour raviver ses liaisons internationalistes par l'intermédiaire de ses réseaux sud-est asiatiques entre la fin de la Seconde Guerre Mondiale et le début de la Guerre Froide en Asie en 1950. L'un des buts de cette mainmise fut un désir de contacter le Parti Communiste Chinois à partir des Mers du Sud (*Nanyang*). Tout n'a peut-être pas commencé magiquement *en 1950* sur la frontière sino-vietnamienne. L'autre but, nous l'avons déjà vu, c'était de faire naître des gouvernements et partis révolutionnaires à l'intérieur de l'Indochine. Selon nous, ces deux tâches étaient liées l'une à l'autre. C'est la raison pour laquelle nous avons placé cette discussion du déplacement des réseaux vietnamiens vers l'Indochine et la Chine du Sud à la fin de cette section sur l'Asie du Sud-Est et la Thaïlande, juste avant de se concentrer sur la Chine du Sud et la guerre franco-vietnamienne. Cela nous semble logique dans le temps et dans l'espace. Plus que d'autres, Hoang Van Hoan était tout à fait au carrefour de cette réorientation.

La mission de Hoang Van Hoan en Thaïlande en 1948 et la fenêtre occidentale

Etant donné la pauvreté des sources asiatiques actuellement disponibles, il est difficile de définir la nature exacte des relations qu'entretenait le PCI avec les partis communistes d'Asie et d'Europe via la Thaïlande dans la période de l'immédiate après-guerre.² Toutefois, il faut prendre au sérieux Hoang Van Hoan quand il suggère que la Thaïlande

¹ HOANG VAN HOAN, *Giot nuoc trong bien ca (Hoi ky cach mang)* [Une goutte d'eau dans l'océan (Mémoires révolutionnaires)] Beijing : NXB Tin Viet Nam, 1986, p. 289.

² Nous n'allons pas nous lancer dans une étude sur le Parti Communiste Thaïlandais et ses relations possibles avec le PCI après 1945.

servait de point de rencontre entre le PCI et d'autres « partis frères » sur cette période en question.

Même avant que la Guerre Froide n'eût pas encore éclaté dans le Sud-Est asiatique, les chefs communistes de la RDVN comprenaient pourtant bien qu'ils devaient veiller à la bonne marche de leurs opérations thaïes jusqu'à l'ouverture par la révolution chinoise d'un front septentrional. L'importance de la Thaïlande pour l'effort vietnamien n'aura jamais été aussi bien révélée que par l'envoi en Thaïlande ordonné par le Comité Central du PCI de Hoang Van Hoan, personnage déjà évoqué ailleurs mais qui mérite ici un portrait en relief. En mars 1948, quelques mois après le coup d'Etat en Thaïlande et au moment où la destruction du Laos Issara et du Khmer Issara se faisaient sentir davantage, Pham Ngoc Thach retourna depuis la Thaïlande dans les montagnes du Vietnam central. De là, il informa le Comité central du PCI qu'une requête des cadres communistes vietnamiens du Nord-Est thaï demandait l'envoi de Hoang Van Hoan pour qu'il remaniât les opérations du parti et du gouvernement vietnamien en Thaïlande.³

D'autres problèmes existaient. Pham Ngoc Thach rapporta à Hoang Van Hoan, Ho Chi Minh et Truong Chinh (Secrétaire général du PCI) qu'en dépit des grands accomplissements des cadres vietnamiens en Thaïlande, le travail au sein des Viet kieu demeurait insuffisant et que les relations entre les officiels affectés à la délégation gouvernementale à Bangkok et les cadres du Nord-Est étaient moins que cordiales. Concernant la délégation, ses membres n'auraient « pas pris l'intérêt nécessaire à mobiliser les ressortissants nationaux dans la Thaïlande du Nord-Est ». Le climat de méfiance mutuelle découlant des opérations d'intoxication françaises, la fragilité du Lao Issara et des Khmer Issaraks et les soupçons du gouvernement thaï quant à la véritable couleur idéologique de la RDVN ont sûrement dû faire l'objet d'autres discussions au cours de cette réunion. Sujets plus inquiétants encore : l'encerclement presque total de la RDVN par le Corps expéditionnaire depuis l'automne de 1947 et l'absence de contacts tant avec les pays non-communistes que le monde internationaliste (voir : sec. chinoise, ch. 2). A la suite d'entretiens privés avec Ho et Truong Chinh, Hoang Van Hoan accepta de se rendre en Thaïlande.⁴

³ HOANG VAN HOAN, *Giot nuoc*, pp.281-282. Il est confirmé que Pham Ngoc Thach était dans le Nord-Est de la Thaïlande en janvier 1948. Voir : HOANG NGUYEN, 'Toi tham gia doan can bo doi ngoai dau tien di Dong Nam A' [J'ai participé au premier groupe de cadres envoyé en Asie du Sud-Est], *Nghien Cuu Dong Nam A*, no. 1, (1991), p. 52. Pham Ngoc Thach voulait retourner au Vietnam pour discuter des grandes affaires. 'Fiche : synthèse de renseignements, Laos', le 17 avril 1948, valeur : A/I, d. 4/1948-12/1948, c. 10H5637, SHAT.

⁴ HOANG VAN HOAN, *Giot nuoc*, p. 281-82. Truong Chinh était au LK IV à ce moment. Retourné dans cette zone à la mi-1948, Le Manh Trinh fit un rapport en personne au LK IV sur la situation difficile en Thaïlande. LE MANH TRINH, 'Tro ve to quoc', *Tap Chi Lich Su Dang*, (avril 1991), pp. 19-20.

L'événement n'avait rien de mineur. Hoang Van Hoan avait été un collaborateur de confiance de Ho Chi Minh depuis leur travail commun en Thaïlande en 1929. Il était également membre du Comité central du PCI et vraisemblablement un membre du Parti communiste chinois depuis les années 1930. La Thaïlande était alors tellement importante pour le parti que Ho Chi Minh—sans doute en accord avec les autres dirigeants du PCI—fit de Hoang Van Hoan le « Représentant Spécial du Comité Central du PCI » dans ce pays et lui donna plein pouvoir pour administrer toutes les questions intéressant le travail de propagande et d'organisation des Viet kieu, les contacts avec les mouvements nationalistes au Laos et au Cambodge et le droit d'entrer en contact avec d'autres partis communistes. Au niveau gouvernemental, Ho approuva les documents attribuant à Hoan le titre de « Représentant Spécial de la République Démocratique du Vietnam à l'Etranger » (*Dac phai vien Chinh phu Viet Nam Dan Chu Cong hoa o hai ngoai*). Il devint ainsi responsable de la politique extérieure du gouvernement de la RDVN en Thaïlande, en Birmanie, en Inde et en Tchécoslovaquie.⁵ Hoan surpassa aisément dans la hiérarchie Nguyen Duc Quy et Tran Van Giau, à la fois dans les affaires du gouvernement et du parti. Par ailleurs, les marges financières de Hoang Van Hoan durant son voyage furent larges pour qu'il lui soit permis d'entreprendre de « grandes affaires ».⁶

Selon la version donnée par Hoang Van Hoan de son voyage en Thaïlande,⁷ à la fin de mai ou au début de juin 1948, il gagna l'interzone IV puis continua sur le Nord-Est de la Thaïlande. Son travail là-bas comprenait la réorganisation des activités parmi les Viet Kieu, la restructuration des délégations de Bangkok et de Rangoon et le remaniement de l'assistance vietnamienne aux organisations de résistance laotienne et cambodgienne (sur ce dernier point, voir la section indochinoise).⁸ A son arrivée au pays Isaan, Hoang Van Hoan se rendit à Ubon où il rencontra Nguyen Duc Quy, qui l'entretint du retour au pouvoir de Pibul Songkram et de la menace qui pesait sur les activités vietnamiennes en Thaïlande. Avant de quitter le Vietnam, affirme Hoan dans ses mémoires, Ho Chi Minh lui avait donné comme instruction de remplacer Nguyen Duc Quy à la présidence de la délégation de la RDVN à Bangkok. Cependant, après mûres réflexions, Hoan aurait laissé Quy en place de peur d'attirer l'attention indésirable des autorités thaïes. C'était bien réfléchi. Le gouvernement de Pibul aurait été prêt à prétexter un tel changement pour

⁵ HOANG VAN HOAN, *Giot nuoc*, pp. 281-82, 327 et SDECE, BI, 'Organisation des rebelles indochinois au Siam', février 1949, p. 1, c. 106, CD, CAOM.

⁶ 'Fiche : Synthèse de renseignements, Laos', le 17 avril 1948.

⁷ En avril 1989 à la fois Nguyen Duc Quy et Tran Van Giau nous confirmèrent les principaux objectifs et les dates de la mission de Hoang à Bangkok.

⁸ HOANG VAN HOAN, *Giot nuoc*, pp. 282-283.

expulser en bloc la délégation, d'autant plus que la Thaïlande ne l'avait jamais reconnue officiellement. Comme toujours, Hoan choisit de travailler en coulisses.⁹

Quittant Ubon, Hoan retourna à Udon pour rencontrer des cadres du « Comité spécial Viet kieu » (*Dac uy Viet kieu*), et rapporter la situation en Thaïlande, Malaisie et en Asie du Sud-Est en général.¹⁰ Une fois sur place, il retrouva les bases thaïes du PCI à la formation desquelles il avait personnellement participé dans cette partie de la Thaïlande depuis les années 1920. A la tête du *Tong Hoi* à Udon se trouvaient deux hommes bien connus de Hoan, en particulier Nguyen Chan (Tran To Chan) et Nguyen Van Long.¹¹ Nguyen Chan était le président de la section du PCI pour le Nord-Est et directeur des Affaires politiques pour le Comité directeur du PCI en Thaïlande (c'est-à-dire le *dac uy Viet kieu*). C'était, comme on l'a déjà vu, un vétéran des réseaux asiatiques d'avant-guerre. Dinh Van Khanh dirigeait les Affaires militaires du PCI. Hoang Som (Nguyen Hong) était un membre du Comité directeur du PCI en Thaïlande et le cadre vietnamien le plus important après Hoan. Né en 1916 dans la région de Nghe-Tinh, Som parlait couramment le thaï, l'anglais et le chinois. En mars 1950, il devint le vice-président du Comité directeur du PCI en Thaïlande.¹² Placé sous la direction personnelle de Hoang Van Hoan, l'appareil du Nord-Est contrôlait tous les « comités » à Udon, Nakhon Phanom, Nong Khai, Ubon, Khorat et Bangkok. Ces branches n'avaient que peu de liens formels jusque-là avec la délégation dans la capitale thaïe. En bref, Hoang Van Hoan utilisait ces cadres sûrs du Nord-Est pour faire appliquer les ordres du Comité central du PCI dans le Sud-Est asiatique et au-delà.¹³ Chose curieuse : il ne s'appuya guère sur Tran Van Giau en Thaïlande.

Au cours de ses déplacements dans le Nord-Est, Hoan développa le sentiment que depuis le déclenchement de la guerre en Indochine, le Viet Minh avait beaucoup trop ouvertement, déployé ses activités au point que les militants attiraient maintenant

⁹ *Ibid.*, pp. 282-283.

¹⁰ [SDECE], no. 2463/S4-H/VN/4, 'Renseignement', le 3 août 1948, valeur : A, s.d. 5, d. 108, CD, CAOM. Selon Le Manh Trinh, ce comité jouait un rôle important dans les activités vietnamiennes en Thaïlande.

¹¹ Les principaux membres du *Tong Hoi* comprenaient : Dinh Quang Thuy, To Thue Rich, Nguyen Van So, Dinh Van Khanh, Nguyen Van Mai, Vo Huu Binh, Mai Van Quang, Nguyen Van Khieu, Tran Van Hong et Nguyen Hong (alias Som). SDECE, BI, 'Organisation des rebelles indochinois au Siam', p. 2. En septembre 1945, Nguyen Chan (Nhu) était retourné au Vietnam où il avait rencontré apparemment Ho Chi Minh. HCFIC, DPSF, no. 20793/SG.1, 'Note relative à la formation du Comité Central Viet Minh d'Udon', le 29 décembre 1948, s.d. 5, d. 108, CD, CAOM.

¹² FL, EM/2B, 'Le parti communiste indochinois (P.C.I.) au Siam', daté de 1947, p. 8, c. G14-2, série Laos, 1944-1965, Fonds Jean Deuve, Archives du Mémorial de Caen et HCFIC, DSS, no. 4238 C/SG/1, 'Note sur la circulation des agents Viet Minh entre la Thaïlande et les pays étrangers', le 3 juin 1950, d. Relations avec la Thaïlande, c. 46, SPCE, CAOM ; 'La délégation du Gouvernement de la République Démocratique du Vietnam en Birmanie', pp. 10, 25, no. 1598, le 10 mars 1952, p. 15, d. W6, c. 274, EA, MAE.

¹³ 'Organisation des rebelles indochinois au Siam', pp. 4-5 ; 'Note relative à la formation du Comité Central Viet Minh d'Udon' ; et HCFIC, SF, no. 21619S, 'Navire contrebandier Song Lo', le 5 novembre 1949, d. 2/2, c. 10H267, SHAT. Une source vietnamienne confirme la présence de Nguyen [Van] Long et de Nguyen Chan le long du Mékong en 1945.

l'attention d'un gouvernement thaï, lequel craignait de plus en plus l'éventualité d'activités communistes. Ce qui le préoccupait vraiment était que de telles opérations pourraient s'avérer dévastatrices étant donnée la sévérité de la répression menée par Bangkok contre des organisations révolutionnaires chinoises implantées au même moment en Thaïlande. Un officier français rapporta de Bangkok que les autorités thaïes avertirent le Viet Minh que les Viet kieu seraient expulsés du pays s'il devait s'avérer qu'ils travaillaient avec les communistes chinois. Cette présomption pouvait être vraisemblable à considérer le rôle joué par ces derniers dans les soulèvements en Malaisie à la mi 1948 et qu'une coopération anglo-thaïe avait réprimés.¹⁴ Ces deux facteurs durent peser lourdement dans la prise de décision de Hoang Van Hoan, bien placé pour se souvenir de ce qui était arrivé aux activités du PCI en Thaïlande au début des années 1930. Fait certainement révélateur : le large panneau exposant le drapeau rouge frappé de l'étoile d'or de la RDVN disparut à la mi-1948 de la porte de la délégation à Bangkok. La sympathie américaine pour la cause anti-coloniale de ce même gouvernement commença aussi à s'évaporer. Contrairement à ses prédécesseurs, l'attaché naval américain à Bangkok, le Lieutenant Hunter, était de plus en plus soupçonneux envers le noyau communiste de la RDVN. Au cours d'une rencontre, il fit remarquer sèchement à Le Hy qu'au regard des récentes actions de la RDVN sur la scène internationale et selon ses sources, il était difficile de croire que la RDVN ne fût pas essentiellement communiste.¹⁵ Nous y reviendrons (sec. chinoise, ch. 2).

Une fois encore, rien de tout ceci n'avait pu échapper à Hoang Van Hoan. Il reprocha tout d'abord aux cadres de ne pas lire les journaux thaïs, qui avaient depuis longtemps mis en évidence l'imminence d'une répression gouvernementale.¹⁶ Or tels articles n'étaient pas sans laisser Hoan impassible, surtout lorsqu'il mettait en parallèle ces deux faits : la peur thaïe d'une contamination communiste après le coup de novembre 1947 et la fermeture de la frontière sino-vietnamienne au Viet Minh au même moment. En bref, il fallait s'entendre, quelques fussent les contradictions 'internationaliste-nationalistes', avec le gouvernement de Pibul Songkram à l'ouest et celui de Chiang Kaishek au nord. En 1948, l'armée rouge étant encore positionnée loin dans le Nord de la Chine, la RDVN était obligée de compter sur ses opérations thaïes aussi longtemps que les liens avec la Chine communiste restaient distendus.

LAM NHAT DOI, 'Tu lieu khoa hoc thuoc phong lich su lien quan Lao-Viet', *Tap Chi Khoa Hoc*, (décembre 1991), p. 41.

¹⁴ Les services de renseignement français rapportaient en 1954 qu'un membre du PCM était stationné en permanence à Beijing. DGD, 'Note Hebdomadaire de Renseignements', le 10-16 janvier 1954, p. 19, c. 10H278, SHAT.

¹⁵ Conversation entre Le Hy et le Lt. Hunter rapportée dans DPSF, no. 11685/SG/BCST, 'La situation du Viet Minh et de ses dirigeants au Siam', le 29 juillet 1948, p. 5, s.d. 5, d. 108, CD, CAOM.

¹⁶ L'une des tâches essentielles de la diplomatie.

Le gouvernement vietnamien ne perdit donc pas de temps à reconnaître la réalité de la prise du pouvoir de Pibul et déterminer comment il fallait réagir. Le 10 février 1948, par exemple, le général Nguyen Binh, commandant en chef des forces militaires vietnamiennes dans le Nam Bo, écrivit personnellement une lettre de félicitations au Premier ministre Pibul à l'occasion de son arrivée au pouvoir. Ce message procédait évidemment d'un calcul politique et du souci de conserver la sympathie thaïe à un moment critique pour le ravitaillement du Sud. Sa lettre fut portée à Bangkok par la Délégation vietnamienne à la Conférence de la Jeunesse du Sud-Est asiatique à Calcutta et fut remise en mains propres à Pibul. Dans ce document, le général Binh lui adressait « ses meilleurs vœux pour la réalisation de votre noble objectif—la prospérité du peuple siamois et la défense de l'intégrité nationale siamoise contre l'agression étrangère ».¹⁷ Binh assurait Pibul de la victoire finale du Viet Minh sur les Français. Il ajoutait qu'une façon de l'assurer plus efficacement passait par un renforcement des liens entre le Vietnam, « le Siam et toutes les pays de l'Asie du Sud-Est ».

Dans le bloc du Sud-Est asiatique, la situation géographique et les liens historiques entre nos deux peuples demandent que le Siam et le Vietnam soit unis plus proches. Si nous maintenons des relations plus fortes entre nos deux pays et resserrons les liens amicaux entre nous et tous les autres peuples de l'Asie du Sud-Est, nous pouvons vaincre toutes les manœuvres d'agression des étrangers.¹⁸

A l'instar des arguments présentés par Phan Boi Chau à Chulalongkorn au tournant du siècle, le général Binh rappelait à Pibul l'antipathie que leurs deux nations partageaient contre les 'étrangers' français. En employant un tel langage, Binh cherchait sans doute à évoquer le souvenir de ces dirigeants thaïs, civils et militaires, qui étaient partis en guerre contre les Français en 1940, parmi lesquels Pibul était le plus notable. Le 23 avril, le président intérim de la délégation vietnamienne, Le Hy adressa à Pibul une autre lettre. Dans ce document, Le Hy présentait à Pibul les meilleurs souhaits du « gouvernement et du peuple du Vietnam ».¹⁹ Au nom de la RDVN, il continuait :

Le Vietnam en tant que pays voisin a le vif désir de voir la stabilité politique et économique établie au Siam, et il nous semble que sous votre direction ce but sera atteint. Je profite de cette occasion pour réaffirmer les sentiments de sincère amitié du gouvernement et du peuple du Vietnam ainsi que la fidélité des résidents nationaux vietnamiens au Siam envers le gouvernement siamois.²⁰

¹⁷ 'Vietnam General Urges Southeast Asia Unity,' *Bangkok Post*, (1e 20 février 1947).

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ Voir la copie de cette lettre dans 'Message from Vietnam Delegation to Premier Pibul Songkram,' *VNS*, (1e 23 avril 1947) et *Bangkok Post*, (1e 24 avril 1947). Les Français prétendent que la délégation envoya un message de félicitation à Pibul de la part de Ho Chi Minh en mars 1948. HCFIC, no. 1951/CPI, 'Le CP à le CD', le 23 octobre 1948, p. 4, d. 802-5, c. 145, EA, MAE. C'est très probable.

²⁰ 'Message from Vietnam Delegation to Premier Pibul Songkram.'

Le 27 avril, dans un geste remarquable, Pibul répondit à Le Hy et à Nguyen Binh en envoyant une lettre à la Délégation vietnamienne à Bangkok. Dans la réponse du premier ministre thaï, on pouvait lire :

J'ai grand plaisir à me rendre compte que le Vietnam désire voir la stabilité politique et économique établie au Siam ... Je profite de cette opportunité pour souhaiter au Vietnam un succès rapide dans son combat pour l'indépendance et l'accession complète au rang de nation.²¹

Les Français étaient au courant de ces échanges. A partir des minutes d'une réunion des instances supérieures de la résistance au Sud saisies par ces derniers, il ressort qu'à cause de ces contacts avec Pibul, le nouveau gouvernement thaï accepta d'autoriser le Viet Minh à poursuivre ses activités économiques en Thaïlande.²² Le Viet Minh avait réussi, au moins momentanément, à maintenir son contrôle sur ses activités commerciales en Thaïlande, peut-être la couche la plus importante de nos réseaux sud-est asiatiques. Il n'aurait pu y parvenir sans au moins l'appui tacite de Pibul Songkram.

Hoang Van Hoan ne voulait surtout pas provoquer Pibul. Il suggéra au Comité spécial Viet Kieu de convoquer immédiatement un congrès du PCI pour rassembler les dirigeants des sections du parti et ceux des comités Viet Kieu de toutes les régions de la Thaïlande et de l'Indochine occidentale.²³ En mai 1948, il y avait 354 membres du PCI en Thaïlande.²⁴ Hoan ne mentionne pas dans ses mémoires avoir invité des représentants de la délégation gouvernementale à Bangkok. En tout cas, du 15 au 17 août 1948, ce congrès se tint à Udon—et non à Bangkok. Dans son discours, Hoang Van Hoan passa en revue les conditions favorables qui avaient été offertes aux Vietnamiens en Thaïlande depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale.²⁵ Il discuta du climat politique changeant dans la capitale thaïe, des démonstrations flagrantes d'activités vietnamiennes dans ce pays et de leur impact négatif sur l'action de la résistance. Hoan souligna que de telles opérations violaient la loi thaïe, citant pour exemples notamment le déploiement public du drapeau vietnamien sur le sol thaï et les allées et venues de soldats vietnamiens du « Front Occidental » faisant étalage de leurs armes aux yeux des citoyens thaïs.²⁶ De plus, Hoàng Van Hoan dénonça la façon dont certains vietnamiens affichaient ouvertement des déclarations de foi communistes dans des documents et des papiers divers, même en vente libre dans une

²¹ 'Pibul to Vietnamese Government Delegation,' le 27 avril 1948, s.r. 0201.37.6, ANT.

²² SFC, PS, no. 3928/PS-C, 'Note à M. Loubet, CRFC', ultra secret, valeur: A/1, p. 2, c. 379, SPCE, CAOM.

²³ HOANG VAN HOAN, *Giot nuoc*, p. 286.

²⁴ Traduction du document : Ban Chap Hanh Trung Uong Dang Bo, 'Rapport sur la Situation du Parti en 1948 et la planification du Travail intérieur en 1949', p. 2, c. 10H620, SHAT et vol. 249, IC, AO, MAE.

²⁵ HOANG VAN HOAN, *Giot nuoc*, p. 286.

boutique appelée « La Nouvelle Thaïlande ». Hoang Van Hoan dut s'expliquer sur des faits plus dérangeants encore : le traitement protocolaire et les honneurs que s'attribua un officiel de la RDVN venu de Bangkok au cours d'une récente visite dans le Nord-Est.²⁷ Hoang Van Hoan insista par ailleurs sur l'intérêt de sauver le plus rapidement possible les relations vietnamiennes avec les groupements de résistance laotien et cambodgien (sec. indochinoise).

Tous ces soucis à l'esprit, Hoan souligna plus l'importance stratégique de la Thaïlande pour la survie de la révolution *nationaliste* vietnamienne au sein de l'Indochine plutôt que les devoirs *internationalistes* du Vietnam dans la promotion de la révolution prolétarienne en Thaïlande et dans le Sud-Est asiatique. Résumant les points principaux de son discours au cours de cette réunion de 1948, Hoan rendit compte de la nature régionale de la révolution et de la guerre vietnamiennes en ces termes :

A partir du jour de la fondation de notre Parti [Communiste Indochinois], la section Viet kieu du Parti en Thaïlande a fait d'importantes contributions, et par dessus tout au moment où la Section d'Assistance Indochinoise était en opération à la suite de la destruction du Soviet [des provinces de] Nghe-Tinh. Outre cela, il y eut la période au cours de laquelle les Viet kieu du Laos et de Thaïlande participèrent à la révolution laotienne de 1945. Aujourd'hui notre résistance nationale populaire est dans une passe difficile. Avec le Vietnam entouré des quatre côtés, la section Viet kieu du Parti en Thaïlande a un rôle très important à jouer. Parce qu'il y a de nombreuses bases Viet kieu avec des individus doués d'un profond esprit révolutionnaire en Thaïlande, et parce dans les années précédentes un gouvernement progressiste thaï a créé les conditions favorables aux activités patriotiques Viet kieu, la Thaïlande est devenue *le seul corridor (cua ngo duy nhât)* vers la communauté internationale pour les mouvements de résistance vietnamiens et indochinois.²⁸

Gardant à l'esprit la perspective encore lointaine d'une victoire de l'armée rouge chinoise, Hoan insistait sur le rôle crucial que la Thaïlande devait continuer à jouer comme principal route de ravitaillement et comme marche diplomatique pour la RDVN et le PCI :

Si l'on voulait fournir à la résistance vietnamienne les armes et les équipements essentiels, alors il était nécessaire de conserver le corridor thaï. Pour ces raisons, la géographie de la Thaïlande avait une position stratégique excessivement importante (*vo cung quan trong*) en relation avec les révolutions vietnamienne et indochinoise pendant cette période [1946-1948]. Et également pour cette raison la responsabilité de chaque cadre, membre du Parti et Viet kieu était de préserver notre forte position en Thaïlande.²⁹

Préoccupé de l'impact du coup d'Etat de novembre sur les activités du PCI, Hoan déclara qu'il avait développé des politiques destinées à maintenir la sympathie publique thaïe, choix mûri par l'expérience qu'il avait tiré de ses voyages avec Ho Chi Minh deux

²⁶ Il n'est pas sûr que les Vietnamiens (communistes ou non) auraient pu supporter de telles actions de la part des Huaqiao et du PCC au Vietnam. Voir sec. asiatiques étrangers (Huaqiao), ch. 2.

²⁷ HOANG VAN HOAN, *Giot nuoc*, pp. 287-293.

²⁸ *Ibid.*, pp. 288-89. Nos italiques.

²⁹ *Ibid.*, p. 289.

décennies auparavant. A cette fin, il annonça ce qu'il appela une politique d'« amitié vietnamo-thaïe ».³⁰ Cette politique mettait l'accent sur la nécessité de respecter les lois et coutumes thaïes et était destinée particulièrement à gagner la sympathie constante des autorités thaïes dans le Nord-Est à un moment où il semblait que le gouvernement de Bangkok était en train de préparer un coup d'arrêt aux agissements vietnamiens. A l'instar de la Chine du Sud, si un certain nombre de ces officiels thaïs du Nord-Est gardaient leur sympathie aux Vietnamiens, ces derniers pourraient continuer leurs activités le long du Mékong quels que soient les changements dans le gouvernement de Bangkok. Hoan mit rapidement un terme aux « démonstrations ouvertes » de fierté communisante. Les drapeaux vietnamiens cessèrent de flotter en public et les troupes du « Front Occidental » ne portèrent plus leurs armes dans la rue sur le sol thaï.³¹ A la fin de 1948, Hoan autorisa la publication de *Khao Viet Nam*, une version en thaï du *Viet Nam News*. L'idée était de familiariser le peuple thaï avec le combat nationaliste au Vietnam et présenter ses dirigeants. Des ordres furent également donnés de manière concomitante pour faire traduire *Les Histoires des activités du Président Ho Chi Minh* (*Nhung Mau Chuyen ve doi Hoat Dong cua Ho Chu Tich*).³²

Cela dit, Hoang Van Hoan insista également sur l'importance d'étendre l'influence du Parti parmi les Viet kieu. En ravivant les éternelles formules en faveur de la multiplication des slogans d'« unité » (*doan ket*), d'autres cadres et lui-même cherchèrent à renforcer les activités de résistance aussi rapidement que possible et empêcher la destruction de la dépendance structurelle du PCI envers les Viet kieu. Les cadres renforcèrent le secret de leurs travaux politiques et militaires. Les actions convenues au cours de la réunion de Udon suivirent un habile calendrier. A la fin d'août 1948, les autorités thaïes commencèrent certaines de leurs premières perquisitions de domiciles vietnamiens dans le Nord-Est. Elles auraient été frustrées par leur incapacité à trouver des preuves compromettantes.³³

Hoang Van Hoan était également décidé à replacer la délégation gouvernementale à Bangkok à la dérive sous le contrôle ferme du PCI. Il retourna dans la capitale thaïe au cours de la seconde moitié de 1948 et remania complètement la Délégation. Choqué par le constat qu'il fit d'une administration relâchée et chaotique, il rappela qu'en tant que bureau

³⁰ Ceci coïncidait avec la formation du journal *Hoa Viet Than Thien* (Amitié Vietnamo-thaïe) le 20 février 1949 sur la frontière sino-vietnamienne.

³¹ HOANG VAN HOAN, *Giot nuoc*, pp. 289-91.

³² *Ibid.*, p. 304 et HOANG NGUYEN, 'Toi tham gia', p. 55. Une version parut à Shanghai aussi au même moment.

³³ HOANG VAN HOAN, *Giot nuoc*, p. 294 et 'Les Vietnamiens en Thaïlande', *L'Écho du Vietnam*, no. 1147, (le 19 mai 1951), pp. 1, 6.

diplomatique, la délégation devait maintenir une apparence digne et professionnelle.³⁴ Le fait que ces délégués ne semblaient pas lire même la presse on peut supposer que la diplomatie vietnamienne était encore très jeune. Hoang Van Hoan s'entretint de ces questions avec Nguyen Duc Quy et les membres du Comité spécial Viet kieu à Bangkok. Pour répondre à tous ces problèmes, Hoan demanda la permission au Comité central du PCI d'établir un nouvel organisme, séparé de la délégation, appelé le « Comité des Affaires du Comité central du Parti à l'extérieur » (*Ban Can Su Trung Uong o Hai Ngoai*). Cette puissante organisation externe reprit en main la direction de « tout le travail qui devait être accompli en Thaïlande », à savoir les affaires du gouvernement de la RDVN comme celles du PCI. Les tâches du « Comité des Affaires du Comité central du Parti à l'extérieur » comprenaient : 1) l'organisation et la mobilisation des Viet kieu en Thaïlande afin de préserver le « portail thaï » ; 2) la réorganisation de l'assistance depuis l'ouest aux mouvements de résistance laotien et cambodgien ; 3) l'organisation et l'administration des lignes de ravitaillement ; 4) l'administration des affaires étrangères, impliquant les efforts de propagande internationale et les activités des représentants du gouvernement en Thaïlande et en Birmanie ; et 5) le renforcement de la coopération avec les délégués du parti en France et en Tchécoslovaquie.³⁵ Hoang Van Hoan devint le directeur de ce Comité, tandis que Quy prit le poste de secrétaire adjoint. Les services de sécurité français obtinrent des copies des lettres de créance de Hoang Van Hoan, confirmant qu'il était le « délégué spécial » du Tong Bo et du « gouvernement central » en Thaïlande, aussi bien que le responsable des « relations extérieures, des affaires militaires et de la propagande internationale du Parti ».³⁶ Dinh Quang Thuy, un autre ancien des réseaux asiatiques, était délégué aux Affaires étrangères du « Comité des Affaires du Comité central » et responsable des Affaires politiques pour la zone de Bangkok entre 1948 et 1950.³⁷ Tran Van Giau quant à lui était absent de toutes ces nouvelles organisation du Parti. Un communiste vétéran des opérations asiatiques d'avant-guerre contrôlait désormais les domaines d'activités vietnamiennes en Thaïlande. Il fallait maintenir cette fenêtre ouverte sur la région et le monde, à tout prix.

³⁴ Ce problème coïncidait avec l'intensification des efforts français en vue d'obtenir une reconnaissance régionale de Bao Dai.

³⁵ HOANG VAN HOAN, *Giot nuoc*, p. 296.

³⁶ Traduction du document : 'Texte des lettres d'introduction de Hoang Van Hoan, délégué du Tong Bo Viet Minh au Siam', [HCFIC, SDECE], no. 28-4-9/S4-H/2479/VN/4, le 26 août 1948, valeur : A, d. 108, CD, CAOM.

³⁷ 'La délégation du Gouvernement de la République Démocratique du Vietnam en Birmanie', p. 10, no. 1598, le 10 mars 1952, p. 19, d. W6, c. 274, EA, MAE. Comme tant d'autres appartenant aux réseaux thaïs, il allait rejoindre Hoang Van Hoan à Beijing comme 2^{ème} secrétaire à l'ambassade.

La Thaïlande comme relais révolutionnaire avec la Chine du Sud ?

Cependant, Hoang Van Hoan était venu à Bangkok pour une autre raison encore. Il savait de sa propre expérience à Bangkok et à Udon Thani au début des années 1930 que la Thaïlande était l'un des meilleurs tremplins pour renouer le contact avec le PCC et, par la suite, rétablir des relations avec le monde communiste international. C'est ce à quoi les dirigeants communistes vietnamiens s'essayèrent de nouveau en 1948. Certaines des plus hautes autorités de la communauté du renseignement français à Saigon étaient au courant des tentatives du PCI d'entrer en contact avec le PCC, mais de telles informations ne pouvaient pas filtrer dans leurs rapports généraux (étant entendu que le Viet Minh avait des espions au sein des niveaux inférieurs de leurs services). Ce que la Direction de la Sûreté Fédérale ne pouvait mentionner était que ses services avaient intercepté deux lettres écrites aux plus hauts échelons du PCI par des agents secrets, trahissant combien la Thaïlande était importante pour un éventuel rapprochement des deux partis frères.³⁸ Les auteurs de ces lettres étaient Cao Hong Lanh et V. Chuong. Tous deux avaient personnellement aidé Hoang Van Hoan à former le « Comité des Affaires du Comité central du Parti » en Thaïlande à la mi-1948, avant de continuer leur voyage jusqu'à Hong Kong. Leurs lettres tombèrent entre les mains de la Sûreté Fédérale à la fin d'août 1948. Quant à leur fiabilité, le chef de la Sûreté soulignait dans une note introductive que l'origine et la teneur des documents en question garantissaient l'authenticité des renseignements ». Il ajoutait que l'extrême importance de ces lettres rendait impérative la nécessité de ne pas courir le risque de « griller » une précieuse source d'information en les disséminant dans les autres branches du renseignement français.³⁹

Le nom de Cao Hong Lanh (Linh dans le Sud) nous semble tout à fait logique. Cao Hong Lanh (alias Nguyen Them) était apparemment un *Minh Huong*, un métis né d'une mère vietnamienne et d'un père chinois. Il parlait les deux langues couramment. Il avait été formé en Chine du Sud au milieu des années 1920, avait de nombreux contacts avec les communistes chinois et le GMD et avait même servi en Thaïlande à la suite de la répression de Chiang Kai-shek contre les communistes à Canton en 1927. Il travailla ultérieurement avec Hoang Van Hoan en Chine méridionale à la fin des années 1930. Il avait un lien de famille avec Le Hong Phong. Il fut, lui-aussi, un des réseaux asiatiques

³⁸ DPSF, 'Note pour M. le HCFIC : Activités du Parti Communiste Vietnamien', no. 62/SG/SD, Saigon, le 2 septembre 1948, dont les traductions de deux lettres dans Annexe à la note no 13438 SG/SD. La lettre de Cao Hong Lanh n'est pas datée mais celle de V. Chuong est datée du 10 juillet 1948, dans d. Activités Chinoises, c. 110, CP, CAOM. Cao Hong Lanh retourna à Bangkok en novembre 1948. HCFIC, SDECE, 'Renseignements', no. 10547/4/MF/sd, Saigon, le 22 décembre 1948, valeur : A, d. Communistes chinois, 5, c. 104, CD, CAOM.

³⁹ 'Note pour M. le Chef de la SF', no. 13438/Sg/Sd, le 31 août 1948, p. 2, signé de PERRIER et aussi : 'Contacts Viet Minh avec l'extérieur', daté du 17 décembre 1948, valeur : A, dans HCFIC, SDECE, no. 10588/4-MF/QT, le 21 décembre 1948, d. Communistes chinois, 5, c. 104, CD, CAOM.

d'avant guerre. Nous avons d'abord évoqué Lanh en 1945, lorsqu'il tentait d'organiser des routes de ravitaillement depuis la Thaïlande jusqu'au Nam Bo. Au début de 1947, il fut présent à la réunion qui organisa le « Front Occidental » à Udon Thani afin de ravitailler le Centre-Vietnam. Selon les Français, il était initialement destiné à remplacer Tran Van Giau comme commandement militaire de l'Indochine du Sud. Cela ne se passa pas ainsi, mais il collabora avec le général Nguyen Binh, avant de quitter le Nam Bo au début de février 1946 pour assumer d'autres fonctions.⁴⁰

On ne sait presque rien au sujet de V. Chuong, si ce n'est qu'il devait être un cadre communiste des plus fiables pour se voir confier ce genre de mission et que sa délégation était sur le point de quitter LK IV en mars 1948.⁴¹ Les Français pensaient qu'il pouvait bien ne faire qu'un avec la personne de Duy Phan Chuong (Phan Duy Chuong ?), alias Nguyen Trong Duy, ancien responsable de la gestion d'importantes questions pour le PCI au Bac Bo à la fin de 1945. Il avait apparemment effectué un déplacement en Thaïlande immédiatement après le déclenchement des hostilités en décembre 1946.⁴² Si ce rapprochement était exact, il coïnciderait de manière significative avec l'arrivée de Cao Hong Lanh dans cette même région en janvier 1947, ce qui suggère que ces deux personnages travaillaient en tandem.

Que nous apprennent ces deux lettres au PCI ? Avant tout, elles confirment le récit de Hoang Van Hoan sur la prise de contrôle par le PCI des affaires sud-est asiatiques à travers la création du puissant « Comité des Affaires du Comité central du Parti » en Thaïlande. Lanh et Chuong confirment également que le PCI cherchait à se servir de la Thaïlande et de la Birmanie comme débouchés non seulement sur les Etats non-communistes, mais aussi sur ceux du camp socialiste—et par dessus tout la Chine et la Tchécoslovaquie (où le coup de Prague avait récemment et fermement mis au pouvoir des communistes favorables à Moscou). Ces lettres nous apprennent également qu'à partir de 1948, comme l'étouffement du Vietnam se faisait sentir plus que jamais, le PCI s'attela à un effort considérable pour reconstruire ses opérations communistes en Asie et pour rétablir un contact direct avec le Comité central du PCC et le reste du monde communiste via la Thaïlande et Hong Kong. Le PCI estimait qu'une plus grande attention devait être accordée à l'établissement de communications avec « les partis amis du Sud-Est asiatique », au premier rang desquels le PCC. A cette fin, Lanh avait reçu pour instruction d'établir des

⁴⁰ 'Annexe à l'envoi 13438, SG/SD, le 31 août 1948', p. 3, attaché à la 'Note pour M. le Chef de la Sûreté Fédérale', no. 13438/Sg/Sd, le 31 août 1948. Sur les activités de Cao Hong Lanh en Chine du Sud dans les années trente, voir : Hoang Van Hoan, *Giot nuoc*, pp. 103, 131, 153.

⁴¹ CSTFEO, EM/2B, 'Renseignement', no. 1019/2, Saigon, le 13 avril 1948, d. 28, c. 10H537, SHAT.

⁴² 'Annexe à l'envoi 13438, SG/SD, le 31 août 1948', p.2. .

liaisons pour le compte du PCI entre Hong-Kong et Saigon d'un côté et entre Bangkok et Da Nang de l'autre.

Cao Hong Lanh explique, cependant, qu'il était en désaccord avec des « camarades » qui considéraient comme prioritaire de développer les relations avec les partis communistes européens. La difficulté des discussions avec les légations soviétiques à Bangkok et en Suisse aurait pu contribuer à donner la priorité aux contacts avec le PCC (voir : sec. chinoise, ch. 2). L'entraînement de Cao Hong Lanh et de Hoang Van Hoan dans les réseaux d'avant-guerre du PCC aurait certainement renforcé un penchant pour cette voie asiatique. En fait, Cao Hong Lanh et Hoang Van Hoan étaient probablement des membres du PCC. Aux yeux de Lanh, les communistes chinois connaissaient mieux le PCI que les partis frères d'Europe, ce qui est vraisemblable. Ces derniers, argumentait-il, seraient peut-être réticents à accorder leur soutien aux communistes vietnamiens, au sujet desquels ils savaient toujours peu de choses quand ils ne manifestaient pas à leur égard une véritable méfiance (à ce sujet, voir sec. chinoise, ch. 2).

Quant à V. Chuong, il révèle dans sa lettre qu'il avait été expédié en Thaïlande pour faire un rapport sur le « Comité des Affaires du Comité central du Parti », pour établir des contacts avec les « divers groupes amis » et pour s'occuper de la question de la formation d'un autre Bureau extérieur du parti à Hong Kong. Chuong confirme le commentaire de Hoang Van Hoan sur la réunion qui se tint à la mi-1948 pour remanier la totalité des activités du PCI et de la RDVN en Thaïlande et en Asie du Sud-Est. Il confirme également la situation troublée qui régnait au sein des organisations du PCI en Thaïlande. Il concédait, cependant, qu'en 1948, les choses « allaient bien » par rapport à « ce qui se passait à l'époque de [Tran Van] Giau », suggérant ainsi que ce dernier avait réellement été en difficulté. Grâce à la lettre de Chuong, nous apprenons également que Hoang Van Hoan avait décidé de commencer à étendre la présence vietnamienne en Birmanie à la suite du retour au pouvoir de Pibul. Des plans furent également élaborés à cette époque pour ouvrir des bureaux gouvernementaux en Indonésie et en Inde (sec. chinoise, ch. 2).

Abordant la question du PCC, Chuong révèle que ce fut en Thaïlande que Cao Hong Lanh avait rencontré « des camarades chinois », qui lui conseillèrent d'essayer de trouver une ou deux personnes « à l'intérieur du pays » pour qu'ils viennent en Thaïlande afin de participer à des réunions. Là, les Chinois leur fourniraient une lettre d'introduction de sorte qu'ils pourraient commencer à discuter l'établissement de liaisons entre les « deux Partis du Sud-Est asiatique ». Ceci confirme que le PCC pilotait effectivement des opérations révolutionnaires à Bangkok en 1948 et que les communistes vietnamiens s'étaient appuyés sur leurs réseaux dans les Mers du Sud pour trouver une route vers la PCC dans la Chine

septentrionale. Chuong convint avec Lanh que l'établissement de contacts avec le PCC était plus important à ce moment que l'envoi de délégués à Moscou ou en Europe de l'Est (voir surtout sec. chinoise, ch. 2).⁴³

Si l'on peut se fier à ces deux lettres, on conclura qu'une des principales missions alors dévolue à Hoang Van Hoan en Thaïlande devait être le rétablissement d'une liaison avec les communistes chinois au nom du Comité Central du PCI. Un autre document de valeur indiscutable passé aux mains des Américains révéla que Khang—le nom de guerre de Hoang Van Hoan—donna l'ordre le 15 septembre 1948 à Cao Hong Lanh et à Chuong de demander au Comité central du PCC l'envoi au PCI de deux cadres militaires de grade élevé, 1 million de dollars, des armes et radios. Selon ce document, Cao Hong Lanh aurait été chargé de l'acheminement de cet armement au Nam Bo par la voie thaïe (sec. sud-est asiatique, ch. 2). Si le PCC ne pouvait pas fournir cette aide, Hoan expliqua que Cao Hong Lanh serait envoyé en Chine pour prier le PCC de le présenter à l'« Association russe » à qui il demanderait cette assistance. Cao Hong Lanh assurerait lui-même la liaison entre le PCI et Hoang Van Hoan.⁴⁴ Or, Cao Hong Lanh, V. Chuong, et Hoang Van Hoa rencontraient des difficultés considérables à maintenir leurs contacts avec l'organisation du PCC à Bangkok. Lanh et Chuong quittèrent Bangkok pour Hong Kong. Là, ils comptaient rencontrer des « camarades chinois » afin de discuter de ces questions puis, « grâce à une lettre d'introduction » et des subsides fournis par le PCC, « partir pour l'Europe ». C'est à ce moment même que Le Hy mettait en cause les relations du PCI avec l'Union Soviétique en se rendant et contactant le gouvernement soviétique sans l'accord préalable de la RDVN (voir : sec. chinoise, ch. 2).

En tout cas, il est clair que le PCI était dans un état désespéré devant l'encerclement français et qu'il avait entrepris un effort de contacter le PCC et, comme nous le verrons, l'Union soviétique, à tout prix afin de briser cet isolement. L'accès à la Thaïlande fournie par Pibul n'était évidemment pas suffisante dans la guerre contre le Corps expéditionnaire. La RDVN avait besoin de mettre son cas devant les instances de l'ONU et surtout d'obtenir une aide militaire beaucoup plus importante pour pouvoir faire face à l'artillerie lourde, les chars et la puissance de l'armée de l'air en Indochine orientale (sec. chinoise, chs. 2-3). Dans tous les sens, l'année 1948 fut une année critique dans les réseaux asiatiques de la guerre franco-vietnamiennes. Et les Français le savaient bien.

⁴³ Une étude détaillée du service français du renseignement militaire prétend que les Vietnamiens en Thaïlande n'avaient pas de liaisons directes avec l'URSS via Bangkok. Ils travaillaient à travers des réseaux du PCC. Jusqu'en mars 1948, le PCC était apparemment dirigé par Tchou Shou Lien et Tchiu Tchi. Un autre communiste chinois, Tchao Tchong, [Fei?], aurait pu rencontrer des délégués vietnamiens à Bangkok. Le PCC comptait environ 30.000 membres, dont 574 étaient considérés comme actifs. HCFIC, SDECE, BI, 'PCC au Siam', no. 4157/SR, le 28 juin 1948, d. 258, CP, CAOM.

En citant les difficultés grandissantes causées en Thaïlande par le retour au pouvoir de Pibul et sa répression des Huaqiao, V. Chuong signale qu'il s'était déplacé à Hong Kong pour établir un « bureau extérieur » au cas où les liaisons extérieures via la Thaïlande seraient coupées. Ce lien révolutionnaire entre Bangkok et Hong Kong était révélateur de la durable connexion dans les réseaux asiatiques du PCI entre la Thaïlande et la Chine, en particulier par le biais de liaisons entre les ports de Bangkok et ceux de Hong Kong. En effet, le PCI avait commencé à déplacer ses opérations externes du Sud-Est asiatique en Thaïlande vers la Chine du Sud à partir de la mi-1948. Et il est important de se rappeler que Hoang Van Hoan était personnellement impliqué dans la gestion de ce transfert. Le bureau de Hong Kong était destiné à faciliter les contacts entre les deux partis. En décembre 1948, les Français décryptèrent un télégramme vietnamien adressé au chef du bureau extérieur du parti à Hong Kong, dans lequel Cao Hong Lanh révèle que cette organisation avait effectivement été formée. Dans un autre document, un certain « Vuong » demanda à Le Duan si la cellule du PCC au Nam Bo avait proposé aux communistes vietnamiens une quelconque liaison avec Hong Kong.⁴⁵ Ces télégrammes sont significatifs : ils soulèvent la réelle possibilité que les communistes chinois du Nam Bo aient pu servir comme liens avec le PCC en Chine. Notons que ces télégrammes coïncident avec l'arrivée de Truong Lai dans le Nam Bo. Il y fut envoyé pour établir des meilleures liaisons avec les Huaqiao et les communistes chinois dans le Sud-Vietnam (voir : sec. asiatiques étrangers (Huaqiao), ch. 2).

Bien qu'il soit difficile de dire exactement quand le PCI établit un contact direct avec le Comité central du PCC—ce qui ne fut certainement pas facile—des ouvertures avaient clairement été faites à partir de la mi-1948 dans les Mers du Sud. Selon Vo Nguyen Giap, c'est au début de 1948 que Zhou Enlai envoya son délégué personnel auprès de Ho Chi Minh et du PCI (sec. chinoise, ch. 3).⁴⁶ Comme V. Chuong expliquait l'importance de la formation d'un bureau de propagande à Hong Kong en 1948, c'était geste très important « pour souligner les liens entre la révolution chinoise et la nôtre ».⁴⁷ Mais cela était beaucoup plus facile à dire qu'à faire.

⁴⁴ 'American Consulate General, Saigon, to Secretary of State', le 6 janvier 1949, signé George ABBOT, 851G.01/1-649, ANEU.

⁴⁵ 'Contacts Viet Minh avec l'extérieur', daté du 17 décembre 1948, valeur : A, dans HCFIC, SDECE, no. 10588/4-MF/QT, le 21 décembre 1948 et 'Liaisons entre le PCC et le PCI', daté du 20 août 1948, valeur : A, dans HCFIC, SDECE, no. 10300/9-MF/QT, le 14 décembre 1948, d. Communistes chinois, 5, c. 104, CD, CAOM.

⁴⁶ VO NGUYEN GIAP, *Chien dau trong vong vay, Hoi Uc*, [La lutte dans une situation d'encerclement : Mémoires], Hanoi: NXBQDND, 1995, p. 346.

⁴⁷ 'Lettre de V. Chuong', Hong Kong, le 11 juillet 1948.

Remouler l'Asie du Sud-Est en termes indochinois

Ce déplacement révolutionnaire vers le PCC et Hong Kong coïncidait avec le déplacement des réseaux thaïlandais vers l'intérieur de l'Indochine. Comme le chapitre précédent, cette partie 'indochinoise' se chevauche entre nos réseaux sud-est asiatiques et ceux de la Chine méridionale. Si Hoang Van Hoan était venu en Thaïlande pour garder le contact avec l'extérieur, il se donna aussi à consolider les opérations révolutionnaires du PCI en Indochine occidentale, comme nous l'avons déjà vu. Cette réorientation vers la Chine du Sud et l'Indochine allait donc de pair dans le temps et dans l'espace.

La victoire du PCC et la reconnaissance diplomatique de la RDVN par l'URSS et la Chine populaire introduisit la guerre froide en Asie du Sud-Est. Aux yeux des communistes vietnamiens, l'Asie du Sud-Est était désormais divisée en deux zones idéologiques—l'une communiste, l'autre non-communiste—le Vietnam et la Thaïlande se faisant face comme Etats antagonistes de part et d'autre d'un fossé géographique creusé par la guerre Froide dans la péninsule. La victoire des communistes chinois en 1949 mit un terme au rôle de la Thaïlande dans la guerre franco-vietnamienne et, ce faisant, fit basculer le poids des réseaux asiatiques du PIC/Viet Minh vers l'intérieur de l'Indochine et le Sud de la Chine. En Asie, cette transition fut géographiquement plus complexe que l'on ne pense.

La peur que la jonction communiste sino-soviéto-vietnamienne inspirait aux Français était directement proportionnelle à l'exaltation qu'elle stimulait chez leurs adversaires.⁴⁸ Entre le 21 janvier et le 3 février 1950, alors que les troupes communistes chinoises atteignaient la frontière indochinoise du Nord, les communistes vietnamiens tenaient leur troisième réunion nationale (Hoi nghi toan quoc lan thu ba), où furent discutés les plans de la prochaine contre-offensive et la situation internationale en pleine mutation.⁴⁹ Dans un rapport qu'il fit à cette réunion, Truong Chinh expliqua qu'avec les communistes chinois désormais sur la frontière septentrionale, les « forces démocratiques du monde nous soutiennent ; nous nous sommes définitivement placés dans les rangs du front

⁴⁸ *Su lien quan gieu Hoa-Viet* [Les relations sino-vietnamiennes militaires], Ty Thong Tin Sadec Xuat Ban, 1950 et 'Binh luan viec Lien So nhin nhan Vietnam' [Commentaire sur la reconnaissance du Vietnam par l'Union Soviétique], *Can Tho Xuan*, [1950].

⁴⁹ Traduction du document : 'Compte rendu de Truong Chinh', dans *Sinh Hoat Noi Bo*, no. spécial, (février-mars 1950), obtenu et traduit dans SEHAN, no. 3605, février 1950, 'Troisième congrès national du parti (21.1-3.2.1950)', c. 10H620, SHAT. Il y a une faute de traduction dans le titre de ce document. Il ne s'agissait vraisemblablement pas d'un « congrès du parti » (*Dai Hoi*), mais plutôt d'une assemblée très importante du parti mais hâtivement réunie (*hoi nghi*). Il s'agit sans doute d'une confusion entre les mots « dai hoi » et « hoi nghi ». Nous avons pu confirmer qu'il s'agissait d'une « Troisième réunion/plénum nationale ». Voir : VO NGUYEN GIAP, *Chien dau trong vong vay. Hoi uc* [Lutter dans une situation d'encerclement : Souvenirs], Hanoi, NXBQDND, 1995, p. 393. Cela dit, Truong Chinh lui-même déclara au sujet de ces 12 jours de travaux au début de 1950 que cette réunion « mérite le nom de 'Congrès national', tant par la composition des délégués, que par la nature des sujets traités et les circonstances de sa convocation, au moment même où la situation internationale évolue rapidement ». Voir : 'Considération sur le congrès [sic] par Truong Chinh, dans c. 10H620, SHAT. Dans l'historiographie officielle du Parti, un tel « congrès national » pour l'année 1950 n'y figure pas.

démocratique anti-impérialiste, sous la direction de l'URSS ». Avant tout, « la réussite de la révolution chinoise a fait pencher la balance en faveur des ? démocratiques ». Le secrétaire général du PCI continuait astucieusement ainsi :

Le gouvernement populaire chinois nouvellement constitué a établi des relations diplomatiques avec notre pays. Nous ne sommes plus encerclés, nous avons une issue vers le monde, nous avons un pays voisin et ami, immense et puissant. La réussite de la révolution chinoise a fait pencher la balance en faveur des démocraties. L'URSS et les autres pays progressent rapidement cependant que les pays impérialistes sont affaiblis par la crise économique qui commence à apparaître, par les mouvements de lutte de la classe ouvrière et de libération des peuples colonisés. Du côté ennemi, étant l'envahisseur, il est détesté par tout notre peuple. Le pouvoir fantoche est branlant. Les bases populaires de l'ennemi sont minimes, ses arrières menacées. En France même, la division règne [...] Bénéficiant de l'aide américaine, les Français tombent sous la dépendance de ces derniers : les colonies françaises passent progressivement aux mains des Etats-Unis. Cette dépendance a provoqué une grande défaite diplomatique de la France qui non seulement n'a pas obtenu des résultats des Allemands, mais encore a dû accepter la réarmement de l'Allemagne occidentale. [...] En résumé, la supériorité de notre position, par rapport à celle de l'ennemi, ira en s'accroissant.⁵⁰

Les chefs vietnamiens étaient d'accord pour reconnaître que le monde était divisé en deux blocs rivaux : un bloc communiste mené par les Chinois et les Soviétiques, et un bloc non-communiste emmené sous la direction des Etats-Unis (sur la « ligne Jdanov », voir : sec. chinoise, ch. 2). Lors de son allocution au Second Congrès du Parti en février 1951, Chinh continuait : « dans la lutte mondiale, l'Asie du Sud-Est est actuellement devenue un des points où les impérialistes concentrent leurs forces et où la difficile bataille entre les forces démocratiques (communistes) et réactionnaires (capitalistes) se déroulera ». Durant ce congrès, les communistes rebaptisèrent le PCI le « Parti des Travailleurs Vietnamiens » (*Dang Lao Dong Viet Nam*, Lao Dong en abrégé).⁵¹ Les raisons de cette transformation ont été discutées intelligemment par Motoo Furuta et de façon provocante par P. Celerier.⁵² Ce que nous voulons souligner ici, c'est que pour la première fois depuis le début des années 1930, les communistes vietnamiens se réclamaient d'une idéologie pure et confirmaient leurs alliances internationales avec les communistes chinois et les soviétiques. Les statuts du Lao Dong donnent un bon aperçu de la vision communiste du Vietnam et de la place nouvelle qu'il s'assignait dans la région et dans le monde :

Le Parti des Travailleurs [Vietnamiens] considère que la révolution vietnamienne fait partie intégrante de la révolution mondiale dirigée par l'Union Soviétique. [Le Parti] s'engage dans la mission de diriger la classe ouvrière et le peuple vietnamien et d'unir les classes laborieuses de

⁵⁰ Traduction du document : 'Compte rendu de Truong Chinh : Réaliser la mission de préparation pour le passage en force à la contre-offensive générale', c. 10H620, SHAT. Sur l'idée de la « Nouvelle démocratie », voir surtout MOTOO FURUTA, 'The Indochina Communist Party's division into three parties : Vietnamese communist policy towards Cambodia and Laos, 1948-1951', dans TAKASHI SHIRAIISHI et MOTOO FURUTA, *Indochina in the 1940s and 1950s*, Ithaca, Southeast Asia Data Paper, 1992, pp. 143-163.

⁵¹ LE VAN HIEN, *Nhat ky cua mot bo truong* [Journal d'un ministre], Da Nang, NXB Da Nang, 1995, vol. II, p. 269.

⁵² MOTOO FURUTA, 'The Indochina Communist Party's division into three parties', pp. 143-63 et P. CELERIER, 'Le Parti Communiste Indochinois', *Indochine-Sud-est Asiatique*, no. 28, (avril 1954), pp. 19-21.

tous les peuples opprimés dans le but de combattre l'impérialisme mondial, d'établir une démocratie populaire et d'œuvrer à une paix durable.⁵³

On voit bien à quel point la victoire chinoise d'octobre 1949 avait déjà eu un impact direct sur la stratégie des communistes vietnamiens. Reconnue par la Chine communiste, la position géo-politique de la RDVN en Asie devait profondément changer, comme nous allons le voir dans notre section chinoise. Le général Vo Nguyen Giap expliqua l'importance de la révolution chinoise pour les Vietnamiens en des termes plus directs :

L'année 1949 vit le triomphe éclatant de la révolution chinoise et la naissance de la République populaire de Chine. Ce grand événement historique, qui modifia la physionomie de l'Asie et du monde, exerça une influence considérable sur la guerre de libération du peuple vietnamien. Sorti de l'isolement que lui avait imposé l'ennemi, le Viet-Nam se trouvait désormais géographiquement relié au camp socialiste.⁵⁴

A partir de 1950—et non pas avant—les communistes vietnamiens furent convaincus qu'ils étaient enfin en mesure d'incorporer le Vietnam à un monde socialiste s'étendant de l'Union Soviétique à la Chine du Sud. Cette alliance avec l'Europe centrale et la Chine populaire en 1950 marquait pour le Vietnam un tournant radical dans le schéma traditionnel de ses relations régionales. D'une part, elle tirait le Viet Bac et une partie du LK IV hors du 'cocon indochinois' dans lequel il avait vécu pendant l'époque coloniale, et d'autre part, par rapport à la période pré-coloniale et celle d'après guerre, elle déviait la politique étrangère vietnamienne pour l'écarter de ses voisins du Sud-Est asiatique non-communistes et l'orienter vers la Chine, l'Europe orientale et la Corée du Nord. Le lien révolutionnaire solide avec l'Europe orientale et la Corée du Nord à partir de 1950 était sans précédent dans l'histoire diplomatique du Vietnam. La relation avec la Chine du Sud, en revanche, ne l'était sûrement pas. Nous y reviendrons dans la partie chinoise de cette thèse.

Notons ici que la victoire du PCC en 1949 et l'expansion de l'influence américaine en Asie du Sud-Est via la Thaïlande déplacèrent effectivement le centre de gravité des réseaux sud-est asiatiques du PCI vers un bloc indochinois révolutionnaire. Désormais, l'Asie du Sud-Est fut divisée en deux moitiés selon la grille de lecture des communistes vietnamiens, l'une non-communiste et sous l'égide des Américains, l'autre communiste, indochinoise, et dirigée par les Vietnamiens sous l'égide de l'URSS et en collaboration avec la Chine communiste. Selon les dirigeants du PCI, le Vietnam—seul pays communiste positionné en

⁵³ 'Statuts du Parti Ouvrier Vietnamien (Lao Dong Viet Nam)', p. 1, traduit dans BCRI, SDECE, 'Le Parti Ouvrier Vietnamien ou Dang Lao-Dong Vietnam', p. 1, c. 10H620, SHAT.

Asie du Sud-Est-était désormais responsable de la promotion de la révolution indochinoise, non seulement celle au Vietnam mais aussi celles au Laos et au Cambodge, comme nous l'avons déjà vu ailleurs dans cette thèse. Comme un cadre politique l'expliquait dans un rapport politique du Front du Laos occidental en 1951 :

Le Sud-Est Asiatique est devenu un champs de bataille [entre les Etats-Unis et l'URSS et la Chine communiste]. Le Sud-Est Asiatique n'est pas le principal domaine des impérialistes mais une action s'imposait par suite de la victoire de la Chine d'où l'intervention des impérialistes américains. [...] L'Indochine qui n'avait que peu d'importance aux autres domaines d'action est devenu depuis la victoire de la Chine une position de première ligne pour le clan des démocraties. Son importance dans le Sud-Est Asiatique est très grande du point de vue militaire. Depuis la victoire de la Chine, l'ennemi en Indochine n'est plus la France mais l'Amérique.⁵⁴

La victoire communiste en Chine en 1949 et la décision simultanée du Lao Dong de s'aligner sur le monde communiste international conduisirent à deux reconversions principales des réseaux de guerre vietnamiens en Asie du Sud-Est. D'abord, comme les Thaïs commençaient à fermer le front occidental sous la pression grandissante des Américains et des Français, les Vietnamiens répliquèrent en repliant leurs bases en Thaïlande et leurs réseaux d'immigration vers l'Indochine, en particulier à l'est du Laos et du Cambodge. Avec la perte des opérations menées en Thaïlande et le gain pour le Nord d'une énorme base de soutien en Chine du Sud, les stratèges vietnamiens (du Nord) étaient assez confiants pour amorcer des mouvements combinés destinés à créer un « champ de bataille indochinois », où devait se situer la célèbre Contre-Offensive Générale (voir *infra*). Ensuite, parallèlement à cette réorientation stratégique vers l'Indochine, les communistes vietnamiens ressuscitèrent leur contrat internationaliste de 1930, ce qui les obligea à fomenter une « révolution indochinoise », c'est-à-dire à former un véritable Parti Communiste Indochinois ou, à partir de 1951, à fonder des partis révolutionnaires parallèles au Laos et au Cambodge : les « Etats-Associés » du Lao Dong dans un cadre tout à fait indochinois (sec. indochinoise). C'est ainsi que Hoang Quoc Viet les nommait significativement à cette époque.⁵⁵

Il est facile aujourd'hui de se moquer de la foi des communistes vietnamiens dans leurs missions internationalistes en Asie et surtout en Indochine. Le fait demeure, comme David Marr l'a justement souligné, « que de nombreux marxistes chinois et vietnamiens

⁵⁴ Cité par François JOYAUX, *La Chine et le règlement du premier conflit d'Indochine*, Genève 1954, Paris, Publications de la Sorbonne, 1979, p. 60.

⁵⁵ 'Bao cao chinh tri cua d.c. Bi Thu NSTL, da duoc HN bo xung va thong qua', saisi par FL, EM/2B, no. 1095/FL/2, le 14 avril 1951, d. ODB, Viet Minh, c. 10H5642, SHAT.

⁵⁶ Voir la traduction du 'Communiqué au sujet de la création du front des Etats-Alliés Vietnamien, Laotien et Cambodgien' dans 'Association des agriculteurs du Lien Khu 3, Comité Exécutif de l'Association provinciale de Ha Dong (dans le Front Lien Viet)', no. 13/TT/ND, daté du 5 avril 1951, ainsi que la 'Proclamation de la Conférence des 3 Fronts des Peuples Unifiés Vietnam, Laos et Cambodge', signé HOANG QUOC VIET, SOUPHANOUVONG et SIEU HENG dans HCFIC, CCEO, EMIFT/2B, no. 3697/EMIFT/2/S, Saigon, le 11 juin 1951, valeur : A/1, d.1423, c. 10H3981, SHAT.

considéraient qu'ils se sacrifiaient et luttaienent tout autant pour les pauvres et les opprimés de leurs pays que pour ceux d'Ethiopie, d'Espagne, et du ghetto de Harlem ». ⁵⁷ C'est un aspect qui est souvent oublié au Vietnam et ailleurs, mais auquel nous avons été à maintes reprises confrontés dans notre discussion du Laos et du Cambodge. Avec les troupes du PCC enfin derrière eux sur la frontière indochinoise septentrionale (beaucoup plus important que le petit soutien des Huaqiao dans les ports de Saigon, Haiphong ou ailleurs en Asie du Sud-Est), les Vietnamiens pensaient être réellement en position d'accomplir pour la première fois, le mandat indochinois qui leur avait été assigné à la fin de 1930. A partir de 1950, dans le contexte de cette réorientation des réseaux de 1950, les communistes vietnamiens redoublèrent leurs efforts pour importer le communisme au Laos et au Cambodge (sec. indochinoise (Cmb), ch. 3, (Laos), ch. 5).

Cette vision indochinoise était celle, en particulier, de Truong Chinh, chef du mouvement indochinois, un homme très perspicace et un internationaliste convaincu qui ferait envie aux Catholiques les plus dévoués. Au cours de la « Cinquième Réunion de Cadres » à la mi-août 1948, Chinh avait déjà exposé ses vues sur l'importance de la « Révolution de la Nouvelle Démocratie en Indochine » (*Cach-Mang Dan-Chu Moi Dong Duong*). ⁵⁸ Dans son discours à des cadres supérieurs, il expliqua que la mission internationaliste des communistes vietnamiens était de provoquer une « révolution indochinoise » (*cach-mang Dong Duong*) et d'œuvrer à la construction du socialisme dans toute l'Indochine, et pas seulement au Vietnam. Cette mission incluait selon lui l'accélération de la réforme agraire, la construction d'une industrie lourde, le combat contre les impérialistes et l'instauration du communisme sur tout le territoire indochinois. Même si Truong Chinh reconnaissait certainement que les situations socio-politiques étaient différentes au Laos et au Cambodge et que la libération nationale demeurait la priorité en Indochine occidentale, ses opinions étaient néanmoins très clairement exprimées dans la dernière partie de son rapport, intitulé *Vers une République Démocratique de la Fédération Indochinoise* (*Tien Toi Lien-Bang Cong-Hoa Dan-Chu Dong-Duong*). Le « but du régime de la Nouvelle Démocratie dans toute l'Indochine [était] toujours de transformer l'Indochine en une république démocratique populaire, le premier pas vers l'édification du socialisme en Indochine ». Truong Chinh critiquait les cadres qui ne pensaient le communisme qu'en termes nationalistes, uniquement vietnamien. ⁵⁹ Dans

⁵⁷ David MARR, 'Sino-Vietnamese Relations', *The Australian Journal of Chinese Affairs*, no. 6, (1981), p. 52.

⁵⁸ TRUONG CHINH, *Cach-mang dan-chu moi Dong-Duong* [La nouvelle révolution démocratique en Indochine], extraits du document : 'Chung ta chien-dau cho doc-lap va dan-chu' [Nous luttons pour l'indépendance et la démocratie], discours adressé à la 5^{ème} plénum des cadres, daté de 8-16 août 1948, d. PCI, 1951, 1422, c. 10H3978, SHAT.

⁵⁹ *Cach-Mang dan-chu moi Dong-Duong*, p. 34 pour la citation (italiques dans le texte original) et pp. 35-36 pour la critique de Truong Chinh. Voir aussi les idées indochinoises de Truong Chinh dans 'La politique du Parti, 1949, thèse

L'idée indochinoise des communistes vietnamiens

« La nouvelle révolution démocratique en Indochine »

Truong Chinh, 1948



une lettre de salut adressée à Molotov en 1950, le PCI énonça clairement le contexte indochinois de la révolution : « Nous sommes décidés de conduire notre parti et notre peuple dans une lutte sans merci pour la conquête d'une indépendance totale de toutes les nationalités de l'Indochine [...] ». ⁶⁰

Dans la pensée de Truong Chinh, les communistes vietnamiens devaient se réserver le droit de mettre en place des organisations révolutionnaires au Cambodge et au Laos, selon les circonstances présentes. En décembre 1949, le PCI avait déjà donné des ordres pour pouvoir immédiatement se placer à la tête des organisations révolutionnaires indochinoises naissantes, grâce à un comité spécial à l'intérieur de son Comité central. Le Laos et le Cambodge furent entièrement divisés en zones révolutionnaires, dirigées de l'intérieur (Vietnam) et de l'extérieur (Thaïlande), comme nous l'avons déjà vu. Toujours selon le secrétaire général, les communistes vietnamiens avaient « la responsabilité d'apporter leur aide en dirigeant les camarades et les organisations des révolutions lao et cambodgienne vers la victoire finale ». Après le remplacement du PCI en 1951, le Secrétaire Général notifiât que les cadres vietnamiens travaillant à l'intérieur des partis révolutionnaires laotien et cambodgien continueraient à recevoir leurs ordres du Comité central du Lao Dong. ⁶¹ Un éditorial publié dans le *Cuu Quoc* en avril 1951 affirmait que le Lao Dong « coopérerait étroitement et aiderait les nations laotienne et cambodgienne (*dan toc*) à obtenir leur indépendance et à libérer avec elles toute l'Indochine ensemble ». ⁶²

Truong Chinh donna la meilleure explication de la politique vietnamienne pour l'Indochine dans une lettre adressée au Secrétaire général du Comité central du Parti Communiste de l'Union Soviétique. Selon le chef du 'communisme indochinois', les militants vietnamiens n'avaient nullement perdu de vue leurs tâches internationalistes dans toute l'Indochine. Même si le second congrès du parti de février 1951 avait « pris la

présentée à la réunion des cadres de Parti', citée dans une lettre de Tran Ngoc Danh à camarade Youdine, datée du 10 janvier 1950, document no. 89357, d. 425, APCUS.

⁶⁰ 'Lettre de salut du Comité central du Parti communiste indochinois, transmise à Molotov par V. Grigorian', document no. 128057, daté du 11 novembre 1950, à l'attention de Molotov, d. 425, APCUS. Le choix de la date du 11 novembre ne peut pas être un hasard : le 11 novembre 1945, les communistes vietnamiens avaient dissous le PCI, ce qui avait provoqué des doutes chez les communistes chinois et soviétiques.

⁶¹ A ce sujet, nous nous sommes appuyés sur les sources suivantes : 'Dai hoi dai bieu toan quoc lan thu hai cua Dang Cong San Dong Duong' [Le deuxième congrès représentatif de tout le pays du Parti communiste indochinoise], 11-19 février 1951, *Van kien dang ve khang chien chong thuc dan Phap, Tap II (1951-1954)* [Documents du parti concernant la résistance contre le colonialisme français, volume II, (1951-1954)], Hanoi, NXBST, 1988, p. 241 ; *Dang Lao Dong Viet-Nam, Ban Chap-Hanh Trung Uong, Ban Thuong Vu, 'Nghị quyết đại hội đảng lan thu hai' [Résolution du deuxième congrès du Parti], pp. 4, le 31 mars 1951, signé de PHAN TRIEM [Phan Thieu ?], d. PCI, 2^{ème} semestre, c. 10H3979, SHAT ; 'Tuyen ngon cua Dang Lao-Dong Viet-Nam' [Déclaration du Parti ouvrier vietnamien], *Cuu Quoc*, no. 44, (le 7 avril 1951), p. 4 ; et DGD, no. 719/DGD, 'Le Communisme en Indochine', signé de CAAN, le 1 mai 1954, p. 20, vol. 399, IC, AO, MAE et c. 10H279, SHAT.*

⁶² 'Dang Lao Dong Viet Nam Ra Doi' [La naissance du Parti ouvrier vietnamien], *Cuu Quoc*, no. 44, (le 7 avril 1951), p. 4.

décision sur la réorganisation du parti sur les limites du Vietnam », il continuait à se battre pour « la révolution au Laos et au Cambodge », ayant décidé

de prendre comme mesure nécessaire pour créer dans ces deux pays un parti révolutionnaire populaire dont [le nerf principal sera] les membres du PCI, de nationalité laotienne et cambodgienne. Le congrès [de 1951] a approuvé avec enthousiasme le projet : « La ligne politique de base dans la libération des peuples du Vietnam, du Laos et du Cambodge », formé à Pékin en 1950 par les camarades du Comité central Parti communiste chinois avec la participation du camarade Ho Chi Minh. Le congrès a assuré l'unité idéologique des actions de tous nos partis.⁶³

Truong Chinh appela les cadres vietnamiens à créer des bases de pouvoir révolutionnaire au sein des partis laotiens et cambodgiens et à consolider la mainmise du Lao Dong sur ces deux pays dans le but de retourner l'Indochine contre les Français, à la fois idéologiquement et stratégiquement. Comme l'affirmait un document communiste à usage interne : « l'Indochine est une unité en termes géographique, politique et stratégique ». En 1950, reprenant le modèle indochinois proposé par Truong Chinh en 1948, le Comité central ébaucha une plate-forme politique, économique et industrielle commune à toute l'Indochine, avec la vision à plus long terme d'un Etat socialiste indochinois. En effet, le but final annoncé dans ce programme était la formation d'une « République Démocratique de la Fédération Indochinoise » (*Lien Bang Cong Hoa Dan Chu Dong Duong*), composée du Vietnam, du Cambodge et du Laos, avec la possibilité de créer des régions autonomes pour les minorités ethniques.⁶⁴ Les internationalistes vietnamiens commençaient bel et bien à définir leurs missions idéologiques dans le Sud-Est asiatique en termes tout à fait indochinois. Le Comité permanent du Comité central dans un télégramme adressé à Le Duan et Le Duc Tho en 1950 disait : « L'Indochine est maintenant le poste avancé du bloc démocratique dans le Sud-Est Asiatique dans le combat contre l'impérialisme ».⁶⁵ Au nom du PCI, Truong Chinh situait ainsi le contexte indochinois des révolutions laotienne et cambodgienne dans la région :

Les révolutions laotienne et cambodgienne, dans la situation actuelle de l'Indochine, du Sud-Est Asiatique, et du monde, sont également des révolutions démocratiques populaires comme celle du Vietnam, bien que sur la voie de la progression quelques différences puissent apparaître ; créées par les conditions particulières à ces deux pays. La mission essentielle et immédiate des révolutions laotienne et cambodgienne est la libération du pays. Elle est un stade de la révolution démocratique populaire. A ce sujet, le comité central du parti effectue une enquête minutieuse sur

⁶³ 'Lettre du 21 mars 1951 de Truong Chinh (secrétaire général) à l'attention du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique', dossier no. 720-ext, ASE, APCUS.

⁶⁴ Traduction du document : 'Principes directeurs du Parti : Révolution néo-démocratique de l'Indochine', provenant des archives sélectionnées de l'EMIFT, c. 10H620, SHAT.

⁶⁵ 'Trich bien ban hoi nghi T.V.T.U : Cung co chanh quyên nhan dan' [Extraits du procès-verbal de la réunion du Comité permanent du Comité central], envoyé au Xu Uy comme télégramme no. 285, 'Trung Uong goi Xu Uy Nam Bo va d/c [dong chi] Tho/Zuan [Le Duc Tho/Le Duan]', no. 206/, T/L Thuong Vu T.U, Chanh Van Phong, daté du 20 décembre 1950, signé de THE DUNG et HO BUU NGOC, p. 3, d. Parti Communiste Indochinois, 1^{er} semestre, 1422, c. 10H3978, SHAT.

Vers le champ de bataille indochinois

Cette vision idéologique à l'indochinoise était doublée sur le plan militaire. Elle fut particulièrement comprise du commandant en chef de l'Armée populaire vietnamienne, le général Vo Nguyen Giap, qui, à partir de 1950, sinon 1948, se mit à penser que toute guerre au Vietnam devait désormais inclure le Cambodge et surtout le Laos. Cette perspective régionale constituait l'un des axes principaux des plans de Giap pour une contre-offensive générale contre les Français. Il expliquait ainsi la stratégie du PCI à l'échelle de l'Indochine : « en termes de territoires, notre objectif stratégique est de reprendre l'Indochine dans sa totalité. Cela signifie le Vietnam, le Laos et le Cambodge, du poste frontière de Ai Nam [sur la frontière chinoise] jusqu'à la pointe de Camau et de la côte de Dong Nai aux rives du Mékong [au Laos] et aux montagnes de Dangrek [au Cambodge] ». ⁶⁷ Le Nord Vietnam, disait Giap, serait le front principal, essentiel à la libération du reste de l'Indochine. Au cours d'une réunion militaire en février 1950, Giap avait bien présent à l'esprit ce concept stratégique indochinois. Il expliquait qu'il pouvait se résumer ainsi :

La guerre de libération des trois peuples du Vietnam-Laos-Cambodge ne peut être menée séparément, ce qui veut dire que l'Indochine est une unité stratégique, elle est un champ de bataille. Voilà aussi pourquoi, en termes militaires, le champ de bataille indochinois constitue un même bloc dans les projets offensifs et défensifs de l'ennemi. Pour ces raisons, et surtout pour des raisons de géostratégie, nous ne pouvons considérer le Vietnam comme étant complètement indépendant aussi longtemps que le Cambodge et le Laos seront toujours soumis à l'impérialisme [...].⁶⁸

Naissait ainsi un espace géostratégique que Vo Nguyen Giap allait baptiser sous le nom de « champ de bataille indochinois » (*chien trung Dong Duong*).⁶⁹ Le général concevait cet espace comme une partie intégrante de la « Contre-Offensive générale » (*Tong phan cong*). Dans cette troisième phase de la stratégie vietnamienne (et chinoises), l'armée

⁶⁶ TRUONG CHINH, 'Conclusions de la présidence du congrès et du comité central au sujet des délibérations du congrès', traduit dans c. 10H620, SHAT.

⁶⁷ VO NGUYEN GIAP, *Nhiem vu quan su truoc mat chuyen sang Tong Phan Cong* [Les tâches militaires urgentes pour la transition à la contre-offensive générale], daté de 1950, p. 37, c. 10H5443, SHAT.

⁶⁸ VO NGUYEN GIAP, 'Bao cao quan su doc tai hoi nghi quan su toan quoc lan thu 6 hop ngay 2-10 thang 1 nam 1950' [Rapport adressé à la sixième réunion pan-nationale tenue entre le 2 et le 10 janvier 1950], dans Vo Nguyen Giap, *Nhiem vu quan su truoc mat*, p. 20.

⁶⁹ VO NGUYEN GIAP, *Nhiem vu quan su truoc mat chuyen sang tong phan cong*, 1950, p. 20.

vietnamienne devait engager la bataille dans un sens classique de grande envergure en attaquant le Corps expéditionnaire.⁷⁰

En théorie, il s'agissait désormais d'une guerre indochinoise. En réalité, le Laos comptait beaucoup plus que le Cambodge (sec. indochinoise (Laos/Cmb), chs. 4). En 1950, les forces françaises au Laos interceptèrent des communications de la RDVN prouvant que « Van » avait, au nom du PCI, prit le commandement des affaires militaires et politiques au Laos et au Cambodge. Van, bien sûr, était le nom de guerre de Vo Nguyen Giap. En fait, Giap était assisté dans sa stratégie indochinoise par un « Comité Cambodge-Lao », présidé par Dao Viet Hung, qui soumettait à Giap toutes propositions relatives à la politique révolutionnaire en Indochine occidentale et suivait de près les questions politiques et militaires de ces deux pays. Ce comité centralisait les renseignements divers provenant des bureaux du Cambodge et du Laos. Soulignons que les conseillers chinois envoyés auprès de l'Etat-Major général du général Giap partageait cette vision indochinoise. Si bien qu'un historien chinois aux Etats-Unis a écrit que ce sont les Chinois qui eurent l'idée d'attaquer le Laos du Nord en 1954. Le PCC, du moins jusqu'à Genève en 1954, nous semble avoir accepté le modèle indochinois du communisme en Asie du Sud-Est. Nous y reviendrons.

Dans la pratique, Vo Nguyen Giap contrôlait le champ de bataille indochinois, alors que Truong Chinh dirigeait la révolution indochinoise. La stratégie et l'idéologie se confondaient désormais en termes indochinois. Voici comment, au cours du Second Congrès National, un ordre du comité central du PCI présentait les relations des Vietnamiens avec ses voisins de l'ouest : « il y a unité de commandement d'un point du vue politique comme d'un point du vue militaire dans nos relations avec le Cambodge et le Laos ».⁷¹ Ou comme Truong Chinh l'avait déjà dit au début de 1950 :

Dans la guerre contre les Français, l'Indochine constitue un front unique. La stratégie de la Contre-Offensive générale doit englober le Vietnam, le Laos et le Cambodge. Le sort de ces trois nations est étroitement lié de par les conditions géographiques et politiques. L'indépendance du Vietnam ne sera pas garantie tant que le Laos et le Cambodge ne seront pas libérés. Le Cambodge et le Laos constituent actuellement des réservoirs d'hommes, de vivres et de matières premières de l'ennemi. C'est là que les troupes françaises se retireront après leur défaite au Vietnam. Mais en ce moment, ces deux pays constituent les fronts les plus dégarnis de l'ennemi. Il est donc indispensable d'élargir les fronts du Laos et du Cambodge pour empêcher la constitution de réserves ennemies, pour retenir une partie de ses moyens et soulager le front principal du Vietnam et enfin d'interdire la retraite ennemie dans cette direction.⁷²

⁷⁰ A ce sujet, voir : Greg LOCKHART, *Nation in arms : The origins of the People's Army of Vietnam*, Sydney, Allen and Unwin, 1989, pp. 234-242.

⁷¹ TRUONG CHINH, 'Les missions militaires imminentes pour le passage dans la phase de la contre offensive générale', pp. 26-27.

⁷² 'Compte-rendu de Truong Chinh : Réaliser la mission de préparation pour le passage en force à la contre-offensive générale', c. 10H620, SHAT.

Le secrétaire général voyait loin. La victoire de la Chine communiste et l'expansion de l'influence américaine en Thaïlande allaient avoir un impact direct sur les tâches proprement indochinoises des communistes vietnamiens. Il y voyait deux possibilités :

Acculés dans une situation difficile, les Français peuvent rassembler leurs troupes et se retrancher dans le Sud, tronçonnant l'Indochine en deux. Il se peut qu'alors la situation politique des Français se modifie, et qu'elle soit amenée à traiter et à accepter les conditions du Vietnam. Dans ce cas, la guerre de libération de l'Indochine n'est pas terminée. Nous, communistes d'Indochine, continuerons à diriger la résistance des peuples laotiens et cambodgiens jusqu'à la victoire complète.

Au moment où les Français faiblissent en Indochine, il se pourrait que sur ordre des Anglo-Américains, les réactionnaires siamois envahissent le Laos et le Cambodge pour transformer ces pays en positions stratégiques du front anti-communiste. C'est pourquoi, pour libérer les peuples d'Indochine et contribuer à la défense de la paix dans le Sud-Est Asiatique, notre parti doit 'liquider le front indochinois dans toute son étendue'. L'ouverture des fronts du Laos et du Cambodge et le renforcement de ces fronts doit être l'un des points importants du plan de préparation à la Contre-Offensive générale.⁷³

Pourtant, cet 'optimisme indochinois' des Nord-Vietnamiens n'était pas partagé par tous leurs homologues du Sud. Du point de vue du général Nguyen Binh, la vision de Truong Chinh d'un espace révolutionnaire sans discontinuité « allant de l'Europe Centrale à la pointe de Camau »⁷⁴ n'avait rien d'évident à déceler depuis les bases profondément tapies dans les jungles du Sud-Ouest du Vietnam où il se trouvait. Cette perspective paraissait plus floue encore après les défaites cinglantes que le Corps expéditionnaire français en 1950 infligea au général Binh dans le Sud. Étendre la contre-offensive générale jusqu'au Sud était extrêmement risqué sans s'assurer d'une considérable arrière-garde. De plus, l'économie du Sud souffrait d'un état misérable.⁷⁵ Sur la défensive, les Sudistes avaient tout à perdre dans cette réorientation géographique des réseaux Viet Minh de l'Asie du Sud-Est vers la Chine méridionale. Stratégiquement, l'ouverture du front Nord en Chine et la fermeture simultanée des routes occidentales pouvaient étrangler une résistance au Sud déjà haletante. De plus, l'aide chinoise, parfaite pour les Nordistes, ne pouvait atteindre le Sud que difficilement en descendant le long de l'épine dorsale indochinoise. En particulier, au niveau du Vietnam central, les Français pouvaient lancer des attaques en fourche contre les lignes de ravitaillement Nord-Sud, depuis le littoral le Laos ou le Cambodge. A l'inverse des Américains plus tard, les Français n'eurent jamais à demander la permission des gouvernements laotiens et cambodgiens pour opérer sur leurs territoires. En juin 1950, Pham Van Bach faisait remarquer dans un télégramme à Nguyen Thanh Son

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ Traduction du document : 'Rapport de Truong Chinh à la sixième réunion du Comité central du PCI (14-18 janvier 1949)', DSS, no. 6442/C/SG/I, 'Note pour le HC', le 17 octobre 1951, c. 10H620, SHAT.

⁷⁵ Paul GEY, 'Régression du Viet Minh au Nam Bo', *Indochine Sud-est Asiatique*, no. 9, (août 1952), pp. 45-50.

qu'alors que l'idée de mettre en place une route maritime « directe » pour faire parvenir l'aide chinoise dans le Sud était « évidemment urgente », on devait « d'abord et avant tout créer les conditions naturelles pour [leur] transport ». ⁷⁶ En novembre 1950, Le Van Hien soulignait aussi l'importance de préparer le ravitaillement du sud par le Nord, au fur et à mesure que la guerre froide en Asie asphyxiait le Sud par l'ouest et la mer (sec. sud-est asiatique, chs. 2-4). ⁷⁷

Un des résultats de cette isolation régionale croissante fut que les stratèges du Sud durent tourner leurs regards vers l'intérieur des terres—et par-dessus tout vers le Cambodge oriental—dans le but de protéger leur flanc occidental vulnérable et conserver au moins un faible débouché sur l'Asie du Sud-Est. Ils y étaient obligés du fait que la marine française avait commencé à perturber sérieusement les routes maritimes du Viet Minh. En terme de ravitaillement, la seule ouverture possible vers l'extérieur pour les Sudistes était l'île de Hainan, occupée par les communistes chinois en avril 1950. Pourtant, même si cette île offrait aux Vietnamiens un relais potentiel important sur le golfe du Tonkin, n'en profitèrent que les zones de guerre internes IV et V donnant sur le littoral du Centre-Vietnam bien plus que le Nam Bo. Les Sudistes expédièrent bien quelques jonques à Hainan entre 1950 et 1954, mais elles ne furent pas très nombreuses (sec. chinoise, ch. 1).

D'un point de vue géostratégique, cette réorientation vietnamienne à la fois militaire et idéologique de l'Asie du Sud-Est vers l'Indochine en passant par la Chine du Sud allait avoir des retombées retentissantes sur les réseaux asiatiques de la guerre franco-vietnamienne. Avant de se tourner vers la Chine du Sud et la collaboration sino-vietnamienne contre la France, nous avançons que six réorientations majeures dans ces réseaux avaient été activées par la victoire du PCC en 1949 :

1) Les stratèges de la RDVN menés par Vo Nguyen Giap dans le Nord gagnèrent une arrière-garde vitale en Indochine du Nord avec la victoire communiste en Chine ;

2) Les stratèges du LK V et surtout ceux du Sud, menés par Nguyen Binh et Nguyen Thanh Son, perdirent leurs bases en Thaïlande et en Asie du Sud-Est, suite à cette même victoire communiste en Chine et à l'arrivée des Américains en Thaïlande ;

3) Les stratèges du Nord étendirent leur Front Laotien (*Mat Tran Lao*) faisant partie d'un plus grand Front Opérationnel de l'Indochine du Nord allant vers les zones LK IV et Viet Bac occidental, alors que ceux du Sud consolidaient un Front Cambodgien (*Mat Tran Cao Mien*) faisant partie d'un Front Opérationnel de l'Indochine du Sud s'étendant du Sud-Ouest Cambodge vers le Bas Laos en passant par Stung Treng ;

⁷⁶ Télégramme intercepté : HCFIC, SDECE, no. 19214/8/PC/YP, 'Uy Ban Khang Chien Hanh Chinh/Nam Bo à Ban Ngoai Vu', le 16 juin 1950, valcur : A, d. Relations Sino-Viet Minh, III, c. 10H4356, SHAT.

⁷⁷ LE VAN HIEN, *Nhat ky*, tap II, p. 323, entrée du 10 novembre 1950.

4) La victoire chinoise eut comme résultat le renforcement militaire de l'Indochine septentrionale et l'affaiblissement de sa partie méridionale, fournissant ainsi de meilleures chances de succès pour l'implantation du communisme au Laos ainsi qu'au Cambodge.

5) Diplomatiquement, les communistes vietnamiens s'alignèrent étroitement avec la Chine populaire pour repenser l'Asie du Sud-Est en termes indochinois et selon un modèle nettement communiste.

6) Une piste *terrestre* Nord-Sud reliant l'Indochine du Nord à sa moitié Sud était désormais incontournable. Il ne fallait pas laisser asphyxier la résistance dans le Sud-Vietnam et le Cambodge (ce qui allait se passer à Genève en 1954).

C'est dans ce contexte géo-politique complexe que nous pouvons maintenant nous tourner vers la dernière partie géo-historique de cette thèse, les réseaux chinois de la guerre.

**Le contexte asiatique de la guerre franco-vietnamienne :
Réseaux, relations et économie**

Quatrième section : « Le contexte chinois »

1

La Chine du Sud et les réseaux commerciaux non-communistes de la RDVN, (1945-1950)

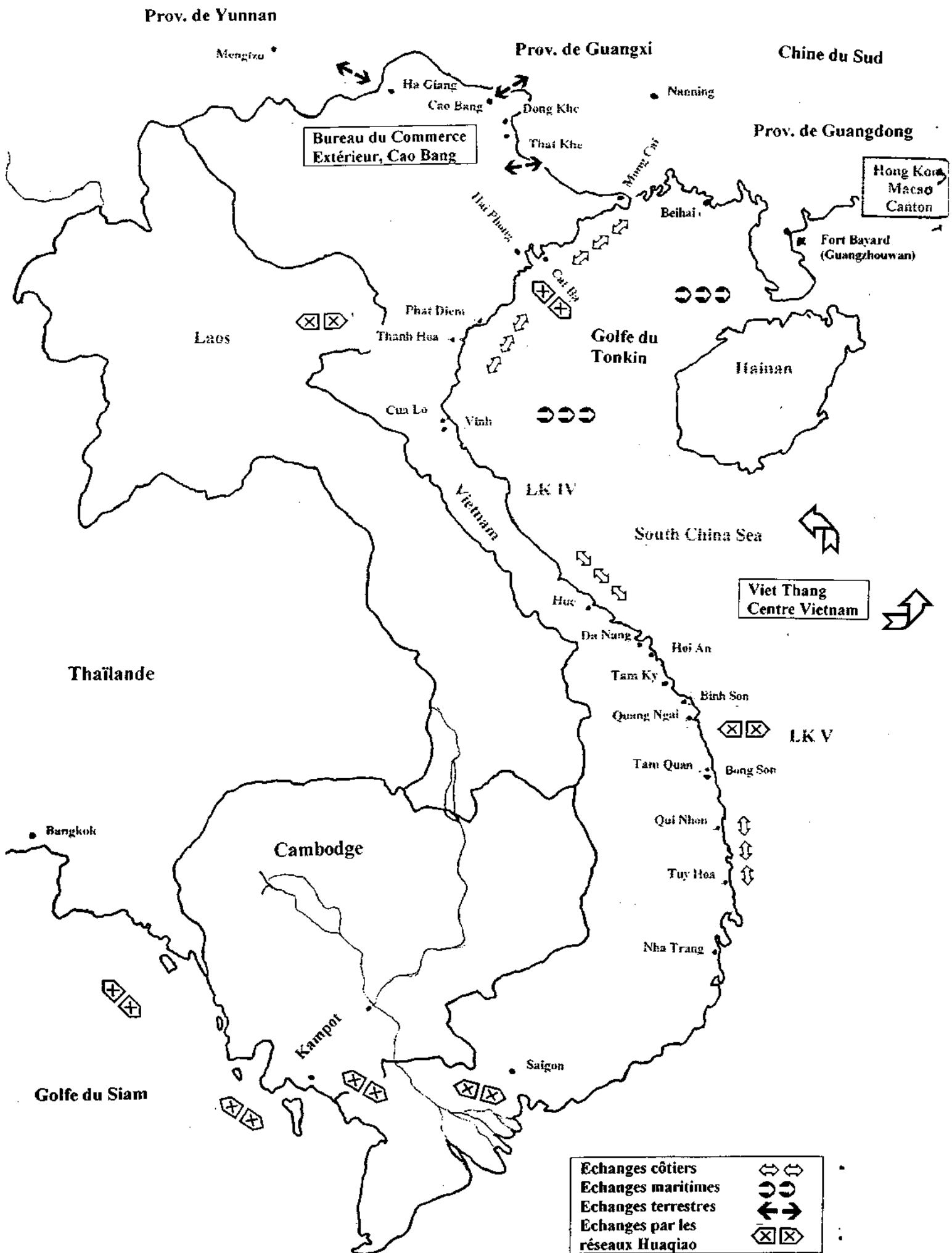
*Bien que presque encerclés de quatre directions, le fait
que nous soyons encore là est véritablement un grand
événement en soi.*

Le Van Hien, le 10 octobre 1949

Si le commerce extérieur du Sud-Vietnam était lié à l'Asie du Sud-Est par la Thaïlande et le golfe du même nom, celui du Nord passait par la Chine méridionale et la Mer du Sud. De même que le centre du Vietnam utilisait des liaisons terrestres à l'ouest pour commercer avec le Laos et le Nord-Est de la Thaïlande, de même le Viet Minh des interzones IV et V se tournait vers l'est, vers la mer, pour exploiter les lignes maritimes allant vers l'île de Hainan et la province maritime de Guangdong. Bien entendu, l'aide fournie par la Chine communiste était cruciale à la victoire militaire de l'armée vietnamienne à Cao Bang en 1950 et à Dien Bien Phu environ quatre ans plus tard. Pourtant, en supposant que tout le commerce extérieur avec l'Asie orientale commença au début des années 1950, on risque de manquer le fait que le Viet Minh avait déjà été contraint de renouer d'anciens échanges commerciaux avec la Chine méridionale, tout comme l'Asie du Sud-Est. Dans les deux cas, les communistes vietnamiens ne pouvaient échapper aux quatre premières années de guerre contre la France, ni leurs échanges économiques.

Ce chapitre revient en 1945 pour suivre les échanges économiques entre la Chine du Sud et la RDVN avant 1950. Cela nous permet de mieux comprendre, en partie, comment le Viet Minh du Centre et du Nord put se tenir tout seul contre le Corps expéditionnaire français jusqu'à l'arrivée de l'aide chinoise et de mieux juger l'impact de la victoire chinoise sur les réseaux asiatiques de la RDVN en Asie en général. Or, plus que les opérations Viet Minh passant par la Thaïlande, lorsqu'il s'agit du commerce vietnamien avec la Chine, il convient d'analyser ces échanges dans une perspective géographique plus large dans le temps et l'espace. Donc, plutôt que de limiter notre analyse exclusivement à la frontière terrestre bien connue séparant la Chine du Vietnam, nous nous bornerons dans cette réflexion à analyser le commerce extérieur du Viet Minh avec la Chine entre 1945 et 1950 dans trois espaces particuliers, que nous avons évoqués ailleurs dans cette thèse. Aucun d'entre eux n'était exclusif : aussi vont-ils se chevaucher dans cette thèse comme ils le firent à cette époque. Ce sont : 1) le commerce frontalier terrestre entre le Vietnam septentrional et les trois provinces méridionales chinoises du Yunnan, du Guangxi et du Guangdong ; 2) le commerce frontalier maritime entre le Centre du Vietnam et les ports de

Les échanges commerciaux avec la Chine méridionale



commerce de la Chine du Sud maritime, tels que Beihai (Pakhoi)¹, Macao, Hong Kong et l'île d'Hainan et 3) le 'commerce frontalier interne' par le biais des réseaux d'affaires des Huaqiao au Vietnam et le reste des Mers du Sud. Grâce à ces marchands chinois à l'intérieur du Vietnam, le Viet Minh n'eut pas toujours à traverser la frontière officielle du Nord pour 'aller' en Chine.

Avant de pouvoir aborder ces réseaux chinois, rappelons rapidement la situation économique à l'intérieur du Vietnam ; car les économies intérieure et extérieure étaient évidemment liées durant toute cette période. Rappelons aussi que ce chapitre sur les échanges avec le Sud de la Chine devrait être mis en parallèle avec celui qui porte sur les réseaux commerciaux de la RDVN en Asie du Sud-Est. Durant la guerre franco-vietnamienne, la Thaïlande et la Chine servaient comme les deux portes ouvertes indispensables pour le Vietnam sur l'Asie, sinon le monde.

Le commerce de guerre intérieur : un rappel

Comme nous l'avons déjà vu, l'économie de guerre du Viet Minh fut d'abord extrêmement décentralisée et mal organisée.² En dépit des efforts de l'Etat révolutionnaire en direction d'une politique économique interventionniste, la guerre et le profond désordre des communications et des transports nationaux forcèrent rapidement les autorités à abandonner cette première option en faveur d'un système plus décentralisé. L'autarcie devint le mot d'ordre dominant. Les décisions économiques dans les aires contrôlées par le Viet Minh étaient locales, avec de vagues instructions d'en haut parvenant épisodiquement en bas. Le commerce privé fut promu pour la 'cause' et rarement fut-il réprimé avant 1950. Etant donné que les Français contrôlaient les secteurs industriels les plus modernes de l'économie coloniale, une bonne partie des régions rizicoles les plus productrices et les principaux ports, la RDVN dut avoir recours à l'économie traditionnelle et à l'artisanat local. Dans le Nord jusqu'au début des années 1950 (et sans aucun doute jusqu'à une date bien ultérieure dans le Sud), le Viet Minh s'appuya largement sur l'économie villageoise pour nourrir et loger ses soldats et ses fonctionnaires.³ L'autorité de l'Etat révolutionnaire ne se fit pas réellement sentir avant la victoire des communistes chinois et leur aide au Viet Minh. Le sabotage demeurait la principale politique économique dans la lutte contre les Français, au moins jusqu'à ce que l'importation de produits vitaux à la résistance venant des marchés 'français' commençât à en souffrir. Bien que le gouvernement maintînt un contrôle théoriquement strict sur les produits intéressant la défense nationale (au moins au Nord jusqu'en 1947), il est peu probable que les forces douanières et policières du jeune Etat fussent alors en position d'arrêter une contrebande très répandue. Au contraire, le Viet Minh essaya souvent de retourner en sa faveur ce commerce souterrain (voir *infra*).

¹ Ancienne base allemande à l'est de la presqu'île de Leizhou. Rendu à la Chine à la fin de la Seconde Guerre Mondiale.

² Voir : DOAN TRONG TRUYEN (sous la direction de), *L'Edification d'une économie nationale indépendante au Vietnam (1945-1965)*, Hanoi, Editions en Langues Etrangères, 2^{ème} édition, 1966.

³ La plupart du temps les soldats et bureaucrates du Viet Minh étaient nourris par leurs villages natals.

En raison de l'étroitesse du Vietnam en forme de 'S' sur l'extrémité orientale de la péninsule indochinoise et de la domination française des principales voies de communication jusqu'au début des années 1950, les jonques chinoises et vietnamiennes devinrent un des moyens de transport les plus utilisés pour les échanges commerciaux à la fois intérieurs et extérieurs.⁴ Les jonques et les sampans transportaient du riz depuis les zones productrices du Trans-bassac contrôlées par le Viet Minh jusqu'aux régions du Bas Trung Bo qui en manquaient. Le Centre du Vietnam exportait des armes de fabrication locale qui remontaient ou descendaient la côte de la Mer de Chine. Pendant la saison de la mousson du Nord-Est, entre novembre et avril, les bateaux faisaient voile du Nord au Sud, et inversement pendant la mousson du Sud entre mai et octobre. Dans le Golfe du Tonkin et le golfe de la Thaïlande, il semble que les échanges pouvaient s'effectuer dans les deux directions grâce au nombre croissant de jonques dotées de petits moteurs. La nature éminemment aquatique des deltas du Mékong au Sud et du Tonkin au Nord rendait les sampans vitaux pour les échanges internes du Viet Minh, tandis que les chariots à bœufs, les bicyclettes et les chevaux étaient utilisés sur les routes terrestres s'étendant vers les hauteurs occidentales. Au Trung Bo, le Viet Minh respirait grâce aux ouvertures maritimes à Quat Lam, Vinh, Tam Quan et Binh Dinh, tandis que les Sudistes, nous le savons déjà, dépendaient du Golfe de Thaïlande pour l'accès au Sud-Est asiatique via Rach Gia, Ha Tien, Kampot, Koh Kong et May Rut.

A la différence du Sud-Vietnam, où la réoccupation française écarta les Sudistes vers les extrémités insalubres du Nam Bo, l'incapacité militaire des Français de venir en force au nord du 16^{ème} parallèle avant la fin de décembre 1946, permit au gouvernement du Nord d'amorcer des échanges économiques avec la Chine du Sud. Formé en novembre 1946, le Ministère de l'Economie eut la responsabilité de gérer le commerce extérieur du nouvel Etat révolutionnaire.⁵ Mais, selon certains documents d'archives, le gouvernement se serait, en réalité, tourné vers le Nord pour acheter des armes plus tôt dans l'année. Début mai 1946, par exemple, la douane vietnamienne fut saisie par un représentant de la Direction des Services économiques et de la Défense nationale, Trinh Van Yen, d'une demande de laisser-passer de 60.000 pièces de fusil d'un poids total de 300 tonnes, de 500 tonnes de balles de fusil, de 500 tonnes de poudre, de 500 tonnes de grenades et 100 tonnes de fil de coton, entre autres.⁶ Il s'agissait donc d'une quantité très importante d'armes et de munitions. Un mois plus tard, le 4 juin 1946, la Direction des Services économiques et un particulier, M. Hoang Vinh Dien, signèrent un contrat selon lequel ce dernier devait se procurer en Chine, pour le compte du gouvernement, des armes, des machines, des

⁴ Il est avéré que d'importants tronçons du chemin de fer trans-indochinois furent utilisés par les Vietnamiens dans les LK IV et V, toujours sujettes à de redoutables raids aériens français extrêmement coûteux.

⁵ Cette législation est citée dans *Tap Chi Thuong Mai*, nos. 21-22, (novembre 1996), p. 11 ; DPSF, no. 156/SG, 'Organisation de l'office du commerce extérieur du Viet Minh', le 16 septembre 1947 et DPSF, 'Note sur l'organisation et le fonctionnement de l'Office du Commerce extérieur du Viet Minh', le 16 septembre 1947, tous les deux documents sont traduits dans d. Economie Viet Minh, c. 6, supplément, CP, CAOM.

⁶ Traduction du document : 'Demande d'importation au Vietnam à M. le Directeur des Douanes du Vietnam, KTQF [Kinh Te Quoc Fong [Phong]], no. 170/KTQF', daté du 4 [juin] 1946, dans CSTFEO, EM/2B, 921/2/Y, le 3 mars 1947, valeur : A/1, d. 13, c. 10H532, SHAT.

lubrifiants, des produits chimiques, des médicaments et des tissus de soie et de coton, à des prix déterminés préalablement. En échange, le gouvernement donnait son accord pour la vente d'une quantité de charbon et de ciment « d'une valeur égale à celles des marchandises que M. Hoang Van Dien vend au gouvernement du Vietnam ».⁷ Deux jours plus tard, la Direction des Services économiques sollicita un permis d'exportation pour 50 tonnes de ciment en destination de Fort Bayard, l'ancienne base française de Guangzhouwan dans la presqu'île de Leizhou (Guangdong).⁸ Il obtint ce permis. Ce contrat est la trace d'un des premiers échanges 'post-coloniaux' du gouvernement vietnamien. Le directeur des Services économiques expliquait au Ministre de l'Economie qu'il était important de développer ce type d'échange :

La prospérité de l'économie du Vietnam s'appuie pour une partie sur le commerce extérieur ; il n'y a pour cela qu'à consulter les chiffres des importations et des exportations [d'avant guerre] pour en être convaincu [...] Actuellement le commerce extérieur est entravé, notre pays semble être soumis à un blocus. En dehors des produits qui sont importés sans plan, ce qui est un très grave danger, le devoir du Ministère de l'Economie est de forcer ce blocus, en organisant un commerce extérieur réglementé et dirigé. La Direction des Services économiques et de la Défense Nationale a trouvé un débouché qui peut être un commencement à ce commerce. Nos services ont déjà groupé toutes les forces capables de produire du charbon afin d'affecter une partie de celui-ci à un échange contre des armes et du matériel nécessaire pour la Défense nationale.⁹

La RDVN se tourna aussi vers des consortiums privés, tels que la *Sino-Indochina Development Corporation* (SID). Formée dans le Nord-Vietnam en octobre 1945 sous la direction de Georges Wu ou de Stanley Lee, cette société de commerce chinoise menait des échanges commerciaux avec les pays étrangers. A la suite du déclenchement de la guerre à Hanoi fin 1946, les Français se saisirent d'une partie des archives de la SID. Grâce à ces documents, ils apprirent que le Ministère de la Défense avait payé 9 millions de piastres à cette société pour des importations d'armes. La banque sino-siamoise située sur le boulevard Gia Long à Hanoi, manipula cet argent au profit de la SID.¹⁰ En effet, une filiale de la SID existait à Bangkok et peut-être cette société était-elle en réalité thaïe ou plutôt sino-thaïe.¹¹ Dans une lettre à Pham Ngoc Thach, un de ses dirigeants chinois demandait au gouvernement vietnamien de lui octroyer une licence pour une partie du commerce extérieur gouvernemental, en proposant d'exporter des marchandises vers Bangkok, Hong Kong et San Francisco. La société était prête à exporter jusqu'à 50 tonnes de café, du thé et

⁷ Traduction du document : 'Contrat entre la RDVN, Directeur des Services Economiques et de la Défense Nationale et M. Hoang Vinh Dien', article 1, signé de HOANG VAN DIEN et TRINH VAN YEN, daté du 4 juin 1946, dans CSTFEO, EM/2B, 921/2/Y, le 3 mars 1947, valeur : A/1, d. 13, c. 10H532, SHAT.

⁸ Traduction du document : 'Demande de permis d'export-import par Trinh Van Yen', no. 168/KTQP, daté du 6 juin 1946, dans *Ibid.*

⁹ Traduction du document : 'Ministère de l'Economie, Direction des Services Economiques et de la Défense Nationale, Le Directeur à M. le Ministre de l'Economie', daté du 4 juin 1946, signé de TRINH VAN YEN, dans *Ibid.*

¹⁰ CSTFEO, EM/2B, no. 870/2, 'Au sujet de la SID', le 1 mars 1947, valeur : « généralement bien informé », d. 13, c. 10H532, SHAT ; 'Attaches de la SID avec les autorités et les services vietnamiens', BR. no. 494, dans SEHAN, le 14 mars 1947, d. Vie économique, 6, d. 6, supplément, CP, CAOM. La « Banque fédérée des résidents vietnamiens au Siam » (*Viet-Xiem Kieu Lien Ngan Hang*) se trouvait sur le Boulevard Gia Long (renommé Mai Hac De en 1946). Voir la publicité dans le journal Viet Minh, *Doc Lap*, no. 167, (le 8 juin 1946) et no. 169, (le 11 juin 1946).

¹¹ 'Note d'information concernant les trafics et trafiquants au Siam au bénéfice des rebelles indochinois', le 27 juin 1950 et CFTEO, EM/2B, no. 4781/2, le 8 Octobre 1946, c. C838, SHAA.

une quantité illimitée de charbon pour des clients de Bangkok.¹² Malheureusement, en dépit de l'enthousiasme du gouvernement vietnamien¹³, les sources disponibles ne permettent pas de préciser si un accord fut jamais conclu.

En dehors de ces tâtonnements préliminaires, la RDVN ne semble pas avoir vraiment eu le temps de développer ses échanges avec la Chine méridionale en 1946. Aussitôt les Chinois retirés complètement du Vietnam du Nord en septembre 1946, les Français occupaient le port de Haiphong. Ce faisant, ils privèrent le Viet Minh de son ouverture la plus importante sur la Chine méridionale, et renforcèrent ainsi un blocus économique de plus en plus serré sur toute la façade maritime du Vietnam. Mais les Vietnamiens s'étaient préparés à ce handicap. Lorsque la guerre éclata à Hanoi en décembre 1946, le Viet Minh s'était déjà concentré sur ses liaisons terrestres, plus sûres avec la Chine méridionale, à partir de Cao Bang et Lang Son, zones de résistance déjà dans les années antérieures.

Le commerce frontalier du Bac Bo avec la Chine du Sud

Les préparations avaient été bien réfléchies. Avant même le déclenchement des hostilités en fin 1946, le gouvernement et l'armée de Ho Chi Minh s'étaient installés dans les zones montagneuses d'accès difficile de Cao Bang, Tuyen Quang et Thai Nguyen. Non seulement le terrain favorisait la guérilla et rendait une attaque française très difficile, mais cette région donnait aussi sur la Chine du Sud, assurant ainsi une fenêtre ouverte vitale sur l'extérieur. Cette issue était indispensable à l'importation d'armes et de munitions. A beaucoup d'égards, le commerce extérieur de ce 'nouveau' Vietnam avec la Chine naquit au début de 1947 sur la frontière sino-vietnamienne, lorsqu'en février 1947 le gouvernement forma le « Bureau du Commerce Extérieur » (*Ngoai Thuong Cuc*) pour diriger ses échanges avec les pays étrangers, avant tout la Chine.¹⁴ Bien que cet organisme d'Etat eût été conçu pour diriger les échanges sur le plan national, en réalité son action était limitée au Vietnam septentrional et à la partie haute du Trung Bo.¹⁵

Toutefois, au début, la zone la plus importante était le Viet Bac. Son agence principale était située dans la province de Cao Bang, en face de la province chinoise de Guangxi. Le « Bureau du Commerce Extérieur » (dorénavant noté BCE) avait 20 millions de piastres indochinoises pour fonds de démarrage. Un certain Le Van Dat fut son premier directeur, mais Nguyen Duc Thuy semble avoir joué le rôle principal à partir de la branche de Cao Bang qu'il dirigeait. Parlant couramment chinois, ce dernier avait noué avant la guerre des

¹² Lettre de la Sino-Indochina Development Corporation, SID, 4 rue Borgnis Desbordes en date du 24 janvier 1946 adressée au Dr. Pham Ngoc Thach, président de la Commission de l'Economie dirigée du Viet Nam, signé STANLEY LEE, document saisi et traduit dans : HCFIC, le 21 mars 1947, valeur : A/1, d. Vie économique, 6, d. 6, supplément, CP, CAOM. Une autre source prétend que le SID était une propriété américaine. 'Note d'information concernant les trafics et trafiquants au Siam au bénéfice des rebelles indochinois', le 27 juin 1950.

¹³ Traduction du document : 'Réponse de Viet Nam Chan Hung Kinh Te Hoi en date du 25 juin 1946 adressée à M. le directeur de la SID', no. NQ/1, signé du Secrétaire général, NGUYEN DUC TIEN, p. 3, d. Vie économique, 6, d. 6, supplément, CP, CAOM.

¹⁴ Au sujet de cette législation, voir : *Tap Chi Thuong Mai*, nos. 21-22, (novembre 1996), p. 11 ; 'Organisation de l'office du commerce extérieur du Viet Minh' ; et 'Note sur l'organisation et le fonctionnement de l'Office du Commerce extérieur du Viet Minh'.

contacts qui allaient se révéler cruciaux avec des membres influents du Guomindang (GMD) dans les provinces du Guangxi et de Guangdong. Il avait sous ses ordres un large éventail de commerçants chinois faisant la navette des deux côtés de la frontière sino-indochinoise. Très actif, Nguyen Duc Thuy supervisait lui-même la distribution des denrées arrivant de Chine et recevait directement des ordres des administrations provinciales. Plusieurs agences du BCE furent rapidement opérationnelles dans les villes frontalières, telles que Lao Cai, Chapa, Ha Giang et That Khe. Le BCE concluait un grand nombre d'affaires avec les commerçants chinois des marchés de Phuc Hoa, Tra Linh, Thuy Han entre autres.¹⁶

Les principaux achats du BCE étaient des uniformes militaires, des produits pétroliers, des médicaments, des explosifs, des armes et de la poudre. En échange, le Bureau exportait de l'opium, de l'or, de l'étain, du wolfram et peut-être un peu de riz.¹⁷ Le commerce avec les villes-frontières du Guangxi fut particulièrement fructueux entre septembre 1945 et octobre 1947, date à laquelle les Français finirent par reprendre les points clés de la frontière sino-vietnamienne (voir *infra*). Durant cet intervalle propice, les agents du Viet Minh firent sortir clandestinement de l'or, de l'opium et des piastres pour financer les importations les plus vitales. A la mi-1947, par exemple, les Français apprenaient qu'un des meilleurs agents du BCE avait amené à Phuc Hoa des millions de piastres pour des contrats conclus avec des marchands chinois de confiance.¹⁸

En effet, le Bureau avait largement recours aux commerçants chinois qui faisaient régulièrement des allées et venues des deux côtés de la frontière. Dans une lettre personnelle à un de ses subordonnés, Nguyen Duc Thuy recommandait fortement deux « camarades » chinois, en mesure d'acheter des produits spéciaux pour le BCE.¹⁹ Deux autres commerçants chinois de confiance étaient le vice-président de la congrégation chinoise de Cao Bang et un ancien officier chinois de la 62^{ème} Armée du GMD.²⁰ Les Huaqiao vivant dans le Nord jouaient aussi un rôle intermédiaire important (sec. étrangers asiatiques (Huaqiao), chs. 1-2). Comme le fit remarquer Le Van Hien lors d'une enquête dans les régions frontalières peuplées par des Huaqiao : « Nous avons déplié la carte pour examiner les routes allant vers la Chine. Notre voyage nous a permis de réaliser

¹⁵ NGUYEN THUONG DAT, 'Ngoai thuong trong thoi ky hinh thanh va xay dung' [Commerce extérieur dans un moment de formation et de construction], *Tap Chi Thuong Mai*, nos 21-22, (novembre 1996), p. 20.

¹⁶ 'Note sur l'organisation et le fonctionnement de l'Office du Commerce extérieur du Viet Minh'; BAT, 'Information sur le trafic commercial du Viet Minh avec l'extérieur', information datée du 19 septembre 1947, valeur : X/3, HCFIC, no. 850/BFDH, le 2 octobre 1947, d. Economie Viet Minh, c. 6, supplément, CP, CAOM ; et 'Activités indochinoises et chinoises au Kouang Si', no. 70, Kunming, le 31 octobre 1948, d. 1948, c. 10H287, SHAT.

¹⁷ NGUYEN THUONG DAT, 'Ngoai thuong trong thoi ky hinh thanh', p. 20 et traduction française de la 'Circulaire : Commerce extérieur, service de l'importation', signé de PHAN ANH, datée du 8 juillet 1947, dans SFT, no. 6720/PS, 'Service du commerce extérieur', d. Economie Viet Minh, c. 6, supplément, CP, CAOM.

¹⁸ BAT, 'Information sur le trafic commercial du Viet Minh avec l'extérieur'; 'Note sur l'organisation et le fonctionnement de l'Office du Commerce extérieur du Viet Minh'; et DPSF, no. 9825/SG/2, 'Note [sur les] activités de l'office du commerce extérieur de Cao Bang', le 15 août 1947, signé de BERGUE, d. 34-35, CD, CAOM.

¹⁹ Traduction française de 'La succursale du Commerce extérieur de Cao Bang à l'Office du Commerce Extérieur de That Khe', Long Chau, signé de NGUYEN DUC THUY, daté du 2 juillet 1947, dans CTFICN, EM/2B, no. 5797/2, le 11 décembre 1947, valeur : A/1, d. Economie Viet Minh, c. 6, supplément, CP, CAOM.

²⁰ 'Tableau des Chinois ayant fait ou faisant du trafic des Viet Minh pour l'année 1947 dans la région de Cao Bang-Lang Son', dans HCFIC, le 14 novembre 1947, d. Collusion Sino-Viet Minh, CP, c. 128, CAOM.

l'importance de cette région par rapport aux provinces chinoises du Sud-Ouest, telles que celle du Yunnan [...] Nous avons constaté que les Chinois [vivant le long de la frontière] pourraient nous frayer une voie de communication, en transportant nos denrées vers l'extérieur et en amenant d'autres vers l'intérieur. [...] Une fois que le Vietnam aura gagné son indépendance, nous devons porter beaucoup d'attention à la consolidation et à l'organisation de ces régions frontalières ».²¹ Ce qu'il oubliait de mentionner cependant, c'est le nombre très élevé des 'pirates' actifs dans cette région depuis des siècles, des bandes qui échappaient presque totalement à la surveillance de la RDVN.²² Les missions commerciales du Viet Minh s'armaient tant pour se défendre contre les militaires français que contre les pirates sino-vietnamiens.

Grâce à des contacts locaux et à ses liens avec des dirigeants régionaux du GMD, Nguyen Duc Thuy fut en mesure d'étendre les bureaux du BCE à l'intérieur de la Chine jusqu'à Nanning, Longzhou, Quangzhou (Canton) et peut-être même jusqu'à Kunming au Yunnan. Sa volonté d'atteindre les marchés sud-chinois est facile à comprendre. Comme cela s'était passé dans la péninsule indochinoise, après la Seconde Guerre mondiale d'importants stocks d'armes alliées et japonaises non-confisquées avaient pris le chemin de dépôts secrets contrôlés par des membres du GMD et un groupe de trafiquants chinois. Souvent ces deux catégories d'individus n'en faisant qu'une.²³ Les armes étaient habituellement expédiées par voie maritime dans les cités portuaires les plus accessibles, comme Hong Kong, Quangzhou et Macao, pour être vendues à l'étranger.²⁴ Selon des sources françaises, d'importants stocks d'armes avaient été transférés du Tonkin à Beihai par l'armée nationaliste au lendemain de la guerre. Cette dernière y joignit son propre armement désuet, remplacé par un nouvel équipement américain en 1946-1947. Ainsi, le dépôt de Beihai devint « un centre d'important trafic avec l'assentiment plus ou moins tacite de l'Etat-Major général chinois ». Après la perte de Haiphong en novembre 1946, le Viet Minh fit venir des armes de Beihai via Tonghing, ville chinoise se trouvant en face de Moncai, pendant que des convois terrestres étaient envoyés sur Cao Bang. Dao Xuan Mai, le chef de la Sûreté, s'occupait de ce réseau.²⁵

Bien entendu, les Vietnamiens étaient en tête de liste des acheteurs potentiels d'après-guerre, étant donné le conflit avec la France et leur proximité de ces marchés sud-chinois. D'autant plus que le besoin en armes de la RDVN fut évidemment très aigu dans les premiers jours de la guerre contre les divisions françaises, bien mieux équipées, du général Leclerc. Par ailleurs, à cette époque, les manufactures d'armes Viet Minh manquaient

²¹ LE VAN HIEN, *Nhat ky cua mot bo truong* [Journal d'un ministre], Da Nang, Nha Xuat Ban Da Nang, 1995, vol. I, p. 133.

²² *Ibid.*, vol. I, p. 223.

²³ Les Américains avaient livré par air de très importantes quantités d'armes dans le Yunnan en appui au GMD et au PCC dans la guerre contre les Japonais en Chine du Sud-Est.

²⁴ Après la Seconde Guerre Mondiale, les Américains aidèrent le GMD à se réarmer avec des armes plus modernes, réduisant de la sorte la demande chinoise pour ces armes datant d'avant-guerre, ce qui devait augmenter le nombre d'armes sur le marché noir.

²⁵ CSTFEO, EM/2B, no. 1028/2, 'Trafic d'armes et d'essence sur la côte de Kwangtung', le 11 mars 1947, d. 14, c. 10H532, SHAT.

toujours de matériel et de savoir-faire technique. Les ventes chinoises étaient d'autant plus attractives que des contacts avaient été établis avec des trafiquants d'armes pendant l'occupation chinoise de l'Indochine du Nord. Enfin, il existait au sein du gouvernement de la RDVN plusieurs cadres supérieurs, dont les amitiés d'avant-guerre avec le GMD, et même avec des armuriers nationalistes des années 1930, allaient continuer à leur ouvrir les portes des cercles militaires et des contrebandiers de Chine du Sud.

En fait, les contacts avec le GMD local se sont maintenus jusqu'à la fin de 1948, sinon jusqu'à la traversée du Yangtze par l'armée rouge en avril 1949 (sec. chinoise, ch. 3). Le 1 novembre 1945, Ho Chi Minh adressa une lettre à Chiang Kai-shek lui demandant de reconnaître la RDVN et intervenir pour arrêter le retour des Français dans le Sud-Vietnam.²⁶ En février 1947, alors que le BCE faisait ses premiers pas, Nguyen Duc Thuy se rendit à Quangzhou pour rencontrer le célèbre chef de guerre de la 4^{ème} Région militaire, Chang Fa-kwei. Au nom de la RDVN, Nguyen Duc Thuy demanda au général une aide matérielle contre les Français, sous la forme d'un organisme d'échanges commerciaux qui superviserait l'exportation de matières premières et de riz du Nord du Vietnam vers le Sud de la Chine en échange d'armes et de munitions. Il se donna à convaincre ces Chinois que son gouvernement n'était pas communiste, mais qu'il suivait les principes de Sun Yat-sen. Il fallait garder ouverte la route chinoise à tout prix. Selon les Français, grâce à l'aide de Chang Fa-kwei, Nguyen Duc Thuy se rendit en avion à Nanjing où il rencontra le secrétaire général du GMD et d'autres membres importants du gouvernement nationaliste, avant de retourner à Nanning et à Quangzhou à la mi-mars afin d'accélérer les échanges commerciaux entre les deux pays. Des diplomates américains à Nanjing rapportèrent que, même si les pourparlers entrepris par Nguyen Duc Thuy n'avaient pas réussi à gagner une aide directe du gouvernement nationaliste, celui-ci avait décidé les chefs chinois locaux à « fermer leurs yeux au trafic allant de Guangxi au Tonkin ».²⁷ Sur son chemin de retour vers la frontière vietnamienne en avril, il reçut des offres commerciales de la part des hommes d'affaires chinois et américains intéressés par ce nouveau marché.²⁸

Son voyage n'avait pas été sans résultat. En quittant Cao Bang, Nguyen Duc Thuy avait emporté 750.000 piastres pour des achats de matériel de guerre. En avril 1947, selon une source venant « d'aussi haut que le Quartier-Général du Viet Minh », des généraux chinois en possession de grandes quantités d'armes étaient en cours de négociations avec des représentants du Viet Minh en Chine du Sud. Les services de renseignements français indiquèrent que le général Lien Tsing (Lien Jin) était responsable de l'accord conclu au

²⁶ Ho Chi Minh demanda au général Gallagher de transmettre ces documents aux Chinois. Voir : 'Enclosure no. 2, November 26, 1945, from Embassy Chungking', 851G.01/11-2645, ANEU.

²⁷ 'Nankin's A-162 June 14 to American Embassy, Paris', le 12 juillet 1948, 851G.01/6-1448, ANEU et 'Rapport du secteur Canton : Viet Minh', daté du 10 mai 1947, c. 10H620, SHAT.

²⁸ BAT, 337/R, 'Objet : Activité de Nguyen Duc Thuy', le 17 avril 1947, d. Activités SR, c. 148, CP, CAOM. Un des anciens officiers de Chang Fa-kwei, Duong Thanh Dam, accompagnait Nguyen Duc Thuy. Parlant couramment le vietnamien et peut-être né au Vietnam, Duong Thanh Dam était entré au Vietnam avec le GMD en septembre 1945. Il y resta pour travailler comme conseiller auprès du Ministère de la Défense vietnamien. 'Note [sur les] activités de l'office du commerce extérieur de Cao Bang' et no. BAT, 338/R, le 17 avril 1947, in d. Activités SR, c. 148, CP, CAOM et 'Rapport du secteur Canton'.

Yunnan, et était en train de préparer la vente à la RDVN d'un stock d'un million environ de cartouches de calibre 7,92 mm (sans doute des Mauser), 3.000 fusils correspondants, 100 mitrailleuses et 50 mortiers.²⁹ Cette vente avait apparemment déjà été conclue et la majorité des armes furent transportées à Mengtzi en destination du Viet Minh.³⁰ Autre exemple, début 1947, le Viet Minh acheta de grandes quantités d'armes de surplus à Longzhou, dont des mitrailleuses, des mortiers, des postes de radio et des fusils.³¹ Il est difficile à croire que la formation du BCE et l'envoi simultané de Nguyen Duc Thuy n'aient eu aucun lien avec les ventes d'armes d'une telle importance qui eurent lieu en avril 1947.

Nanning constituait une autre ouverture terrestre pour le Viet Minh. C'est là que Nguyen Duc Thuy et ses agents trouvèrent une importante source de médicaments, de produits pharmaceutiques et d'acides rares, ainsi que de la poudre et d'autres produits chimiques nécessaires à la production d'armes vietnamiennes locales. A Nanning, Nguyen Duc Thuy travailla avec la maison de commerce chinoise *Tai Seng Hong* et son directeur adjoint Yip So Tsoi (Ye Su Cai). Ce dernier se rendait souvent à Cao Bang pour prendre les commandes du Viet Minh.³² La province de Cao Bang avait toujours été active dans les échanges avec la Chine méridionale. Courant mai 1947, le BCE importa de Chine de 50 à 60 tonnes de poudre et d'explosifs, 10 tonnes d'acide, des produits pharmaceutiques pour une valeur de 10 millions de dollars chinois, du pétrole pour 5 millions de dollars et divers autres produits pour 10 millions de la même devise.³³ En fait, la formation du BCE en février 1947 et le voyage de son directeur, Nguyen Duc Thuy, en Chine du Sud de mars à avril de cette même année marquèrent le début du commerce extérieur du Vietnam du Nord avec la Chine du Sud. Et comme jadis, le Vietnam, si révolutionnaire qu'il fût, n'avait pas d'autre choix que de travailler au sein des réseaux et des maisons de commerce chinoises existantes pour des échanges frontaliers. L'idéologie comptait très peu dans cet univers. En bref, le commerce officiel de la RDVN avec la Chine commença en 1947 avec le GMD via le BCE, et non pas avec le Parti communiste chinois en 1950.

Les stratèges militaires français comprirent rapidement les réels dangers courus en laissant au Viet Minh le contrôle de cette route terrestre allant vers les trois provinces de la Chine méridionale, tout comme ils avaient compris et s'efforçaient à la même époque de priver le Viet Minh de son accès terrestre à la Thaïlande. En définitive, l'opération Léa ne fut pas seulement conçue pour capturer Ho Chi Minh et son gouvernement, au début octobre 1947. Elle avait un objectif géo-stratégique plus large qui était de couper les routes du Viet Minh avec la Chine du Sud, en reprenant toutes les portes de la frontière sino-vietnamienne. Le général Salan, qui connaissait fort bien cette partie du Tonkin, écrivit que

²⁹ SEHAN, 'BR no. 789', le 16 avril 1947, value: B/2, d. 34-35, CD, CAOM.

³⁰ SEHAN, 'BR no. 80', le 11 janvier 1947, source: Chinoise, value: B/2, d. 34-35, CD, CAOM.

³¹ HCFIC, no. 768/BFDH, 'Renseignement', le 4 août 1947, source : chinoise, daté du 10 juillet 1947, d. Economie Viet Minh, c. 6, supplément, CP, CAOM.

³² 'Activités indochinoises et chinoises au Kouang Si'.

³³ HCFIC, no. 768/BFDH, 'Renseignement'.

le Viet Minh administrait alors deux routes principales vers la Chine, la première passait par Bac Kan-Cao Bang-Quang Uyen, la deuxième par Tuyen Quang-Lao Cai-Ho Kou.³⁴ Si les parachutistes français manquèrent Ho au cours de leur fameux raid sur Bac Kan, l'armée française frappa durement le BCE et ses routes commerciales vers la Chine en octobre 1947, capturant un grand nombre de ses dirigeants, une grande partie de ses fonds et d'appréciables stocks d'opium. A la fin de l'année 1947, les Français contrôlaient les principaux ports d'entrée le long de la frontière avec la Chine.³⁵ Ce ne fut que plus de deux ans plus tard que le Viet Minh allait regagner un accès commercial plus aisé à la Chine du Sud (sec. chinoise, ch. 3). Pour ces trois difficiles années, Vo Nguyen Giap utilise le mot « encerclé » (*vong vay*) pour décrire la position périlleuse de la RDVN face au corps expéditionnaire.³⁶ A juste titre.

Bien évidemment, la réoccupation française de la frontière n'arrêta pas entièrement le commerce clandestin, transformé dès lors en un jeu du chat et de la souris. Des échanges se poursuivirent à petite échelle, en particulier dans le domaine des médicaments, des produits chimiques et de l'opium (voir *infra*). A la mi-1948, Ho Duc Thanh, un Vietnamien formé dans les cercles chinois au cours des années 1930 et marié à une femme chinoise, se procura « d'importantes quantités » d'armes, de bicyclettes et de produits pétroliers. Il paya en opium et en étain exporté au Guangxi par l'intermédiaire de marchands chinois.³⁷

Cela dit, d'après les sources disponibles, ces échanges terrestres avec la Chine du Sud fut à son apogée entre fin 1945 et fin 1947. Par la suite, alors que le commerce terrestre avec le Yunnan et le Guangxi baissait fortement, la production intérieure d'armes du Bac Bo s'intensifiait et prenait le relais. Le Viet Minh du Nord réorienta son 'commerce extérieur' vers l'intérieur du Vietnam, en augmentant ses échanges avec les zones contrôlées par les Français autour de Hanoi, de Haiphong et de Saigon, souvent par l'intermédiaire de marchands chinois.³⁸

Cependant, la possibilité qu'il y avait à exporter l'opium vers la Chine du Sud entre 1947 et 1950 ne doit en aucun cas être exclue, étant donné que les revenus générés par les échanges cités ci-dessus avec la Chine étaient très limités, alors que les besoins du nouvel Etat étaient énormes. Il faudrait donc des recherches beaucoup plus poussées sur les exportations d'opium de la RDVN vers la Chine du Sud et la Thaïlande pour déterminer la part de ce produit de haute valeur, léger et aisé à transporter, dans le total des exportations

³⁴ Raoul SALAN, *Le Viet-Minh mon adversaire*, Paris, Presses de la Cité, 1971, pp. 101-118.

³⁵ A ce sujet, nous nous sommes appuyés sur les sources suivantes : LE VAN HIEN, *Nhat ky*, vol. I, pp. 129, 188-92 ; SALAN, *Le Viet-Minh mon adversaire*, p. 113 ; Marcel BOURGEOIS, *Itinéraire d'un coq de combat*, publié par l'auteur, à titre privé, 1995, pp. 78-83 ; Yves GRAS, *Histoire de la guerre d'Indochine*, Paris, Denoël, 2^{ème} édition, 1992, pp. 190-96 et Bo Quoc Phong, *Thong ke cac chien dich trong khang chien chong Phap, khang chien chong My* [Statistiques sur les batailles de résistance contre les Français et les Américains], vol. I, Hanoi, Vien Lich Su Quan Su Viet Nam, 1993, p. 11.

³⁶ VO NGUYEN GIAP, *Chien dau trong vong vay* [Lutter dans une situation d'encerclement], Hanoi, NXBQDND, 1995, pp. 142-80.

³⁷ HCFIC, SDECE, BI, no. 6261/SR, 'BR daté septembre 1948', le 4 octobre 1948, valeur : C/3, d. Relations entre Viet Minh et Chinois, 1948, c. 10H287, SHAT.

³⁸ NGUYEN THUONG DAT, 'Ngoai thuong trong thoi ky hinh thanh', p. 20.

vietnamiennes et les revenus exacts qu'il rapportait à l'économie de la résistance.³⁹ Selon une histoire interne de l'économie vietnamienne, à partir de 1947 le Viet Minh dut s'appuyer « sur l'opium en échange de produits provenant des pays étrangers ... ».⁴⁰ A en juger par les sources disponibles, le Viet Minh s'investit considérablement dans l'exportation de l'opium. En 1947, selon le fils du secrétaire personnel de Ho Chi Minh, un des cadres dirigeants du PCI, Nguyen Luong Bang, vendait de l'opium par le biais d'une maison de commerce appelée *Cong ty Bac Thang*. A la mi-1947, l'armée de l'air française détruisit un entrepôt contenant plus de quatre tonnes d'opium—c'est-à-dire plus de 28 millions de piastres au prix de 7.000 piastres le kilogramme.⁴¹ En août 1949, Le Van Hien, ministre de l'Economie, disposait de 600 kilogrammes d'opium à Cao Bang pour payer les importations.⁴² En 1946, des « entreprises » vietnamiennes, telles que le Viet Tien, faisaient du trafic d'opium. Le directeur de cette compagnie, Tran Dinh Bach, jouissait du soutien de Cu Huy Can, ministre de l'Agriculture et de Le Van Hien.⁴³

Le commerce d'opium couvrait toute l'Indochine du Nord et la Chine méridionale ; il n'y avait pas de frontières étatiques. Les plateaux du Laos occupaient une position clé dans ces échanges. En temps de paix, les hautes terres du Laos avaient annuellement fourni à l'administration coloniale environ 14 tonnes d'opium.⁴⁴ La campagne d'opium de 1944-45 fournit à la régie française 20 tonnes d'opium brut, rapportant plus de 100 millions de piastres, tandis que la récolte de 1945-46 fut exclusivement profitable à la 93^{ème} division indépendante (yunnanaise) de l'armée nationaliste.⁴⁵ En 1947, les Français n'en collectèrent qu'une quantité infime. La plus grande partie de la production laotienne allait aux négociants sino-vietnamiens basés en Thaïlande et au Yunnan.

Mais une partie importante revenait à la RDVN par le biais des marchands Huaqiao à sa charge. Déjà à la mi-1946, par exemple, les autorités vietnamiennes avaient autorisé les négociants chinois à s'armer afin d'acheter de l'opium brut à Sam Neua au nom du service vietnamien des douanes.⁴⁶ Il s'agissait vraisemblablement du chef de la congrégation chinoise de Sam Neua, « Ly Koua Heou », qui, selon un câble, s'occupait de l'exportation

³⁹ Dominique NIOLET a déblayé l'approche de la question dans son *Epopée des douaniers en Indochine (1874-1954)*, Paris, Editions Kailash, 1998, pp.616-648.

⁴⁰ Joel HALPERN et William TURLEY, traducteurs et éd., *The notes of Do Xuan To, Vietnamese economics specialist assigned to the Pathet Lao in Xieng Khouang, 1968*, Bruxelles, Centre d'Etudes du Sud-Est Asiatique et de l'Extrême Orient, 1977, p. 38.

⁴¹ VU THU HIEN, *Dem giua ban Ngay* [La Nuit au milieu de la journée], Californie, Van Nghe, 1997, p. 342. 1 kilogramme d'opium valait 7.000 piastres à Haiphong à la fin des années 1940 et encore plus à Macao, Bangkok et Singapour.

⁴² LE VAN HIEN, *Nhat Ky*, vol. II, p. 88.

⁴³ 'Au sujet du Viet Tien', dans CSTFEO, E M/2B, no. 5083/2, source : vietnamienne, valeur : B/2, daté du 18 octobre 1946, d. 7, c. 10H530, SHAT.

⁴⁴ William F. TOLLENGER, 'The Opium situation in French Indochina, Yokohama Branch, U.S. Political Adviser', le 16 mars 1948, 851.114NARCOTICS/3-1648, ANEU.

⁴⁵ TFEQ, FL, EM/2B, no. 174, 'Dommages causés au Laos du fait de l'occupation chinoise', Savannakhet, le 28 mai 1946, d. Chronologie du mouvement Lao Issara, c. 10H5637, SHAT.

⁴⁶ Voir : Nha thue quan va thue gian thu, so.130, 'Kiem tra thuoc phien' [La récolte d'opium], Hanoi, le 11 mai 1946 ; 'Uy Ban Hanh Chinh Bac Bo gui ong Giam doc so thue quan' [CRA Bac Bo à Directeur des Services des douanes], no. 682/VPK, le 29 juin 1946, tous deux dans c.16, GF, CAOM, ainsi que le télégramme vietnamien décrypté dans TFEQ, FL, EM/2B, no. 204/2, 'BR no. 27', Savannakhet, le 14 juillet 1946, c. 10H5636, SHAT. Voir aussi : d. Thuoc Phien, c. 34, GF, CAOM.

de l'opium jusqu'à Hanoi.⁴⁷ Plus tard, vers 1950, le Viet Minh fit son possible pour « canaliser toute la production » d'opium de Sam Neua vers le LK IV au lieu de la Thaïlande. Les autorités vietnamiennes assuraient la protection des contrebandiers.⁴⁸ Il est même possible que le Viet Minh se fût appuyé sur des marchands yunnanais actifs en Indochine centrale pour exporter leur opium. Si nous pouvons nous fier à un renseignement français, au LK V le Viet Minh essayait de « récupérer de l'argent auprès des caravanes chinoises allant ou revenant de Birmanie ». ⁴⁹

L'expansion militaire vietnamienne au Laos du Nord au début des années 1950 facilita le contrôle de la récolte et de l'exportation de l'opium. En 1953, la légation britannique estimait que Sam Neua et Xieng Khouang produisaient environ 50 tonnes d'opium.⁵⁰ Une nouvelle évaluation plus sérieuse les amenèrent à 15 tonnes d'opium exportées par le Viet Minh depuis Sam Neua-Phongsaly au printemps 1953, soit 150 millions de piastres au prix de 10.000 piastres le kilogramme d'opium cette année-là.⁵¹ Ces exportations étaient surtout destinées à la Chine du Sud et se faisaient par voie terrestre, grâce à des intermédiaires chinois. Même si ces chiffres sont exagérés, il est vraisemblable que le commerce de l'opium fut beaucoup plus important pour l'économie de guerre nord-indochinoise que ce qui a été jusqu'ici admis. En outre, les marchands chinois semblent avoir joué un rôle très important.⁵² Grâce à ces réseaux Huaqiao, la frontière terrestre entre la Chine et le Vietnam s'étendait bien vers l'intérieur de l'Indochine.

Le commerce maritime du Trung Bo avec la Chine du Sud

Si le gouvernement central au Bac Bo s'en remettait au BCE pour opérer ses échanges terrestres avec la Chine du Sud, les forces Viet Minh situées le long de la côte du Trung Bo (interzone IV et V) se tournaient vers la Mer du Sud et vers les commerçants et les marchés chinois à Beihai, Macao, Hong Kong, Quangzhou et l'île de Hainan. Pour faciliter leur tâche, les autorités formèrent une compagnie d'import-export semi-officielle, dénommée la « Viet Thang », la « Compagnie de la Victoire vietnamienne ». Elle gérât le commerce extérieur du LK V avec Hong Kong, Macao, Quangzhou et l'île de Hainan. L'interzone IV recourut à d'autres maisons de négoce similaires, quoique de moins grande taille, à Vinh, Thanh Hoa, Diem Dien et Quat Lam. Pour des raisons de proximité, le LK IV préférait commercer avec le port de Haiphong, par le relais de l'île de Cat Ba, avec la ville chinoise de Beihai. A part les routes terrestres précaires conduisant aux marchés thaïs via le Laos,

⁴⁷ Télégramme décrypté : 'Chaokhoueng à Comité Laos Indépendant, Hanoi', no. 210/63/62, daté du 4 mars 1946, c. G14-1, fonds Jean Deuve, Archives du Mémorial de Caen.

⁴⁸ FL, EM/2B, no. 1236/FL/2, 'BRM août 1950', le 5 septembre 1950, d. Laos, 1950, c. 10H4303, SHAT.

⁴⁹ FL, EM/2B, no. 14/2, 'BR no. 16', le 6 janvier 1950, d. Laos, 1950, c. 10H4303, SHAT.

⁵⁰ British Legation, Saigon, no. 78, le 10 juin 1953, FO371/106801, PRO.

⁵¹ *Ibid.*

⁵² Il convient aussi de se rappeler qu'au nord et au sud de la péninsule indochinoise, les révolutions chinoise et indonésienne finançaient leurs économies de guerre d'une manière similaire. Voir : Robert CRIBB, 'Opium and the Indonesian Revolution', *Modern Asian Studies*, 22, 4, (1988), pp. 701-722.

les commerçants du Centre du Vietnam n'avaient d'autre choix que d'avoir recours aux ports du Guangdong comme principal marché maritime.⁵³

En réalité, la Viet Thang avait d'abord été créée par le gouvernement éphémère de Tran Trong Kim, installé par les Japonais à la mi-1945. Un an après leur capitulation, le gouvernement de Ho Chi Minh reprit la compagnie à son compte. Il donna à un de ses vieux compagnons bon à tout faire, Nguyen Thanh Son,⁵⁴ 5 millions de piastres indochinoises pour la renflouer. Outre son contrôle du commerce extérieur, cette entreprise côtière servait également de relais essentiel dans le transit des produits, des armes et des soldats entre le Nord et le Sud, face à la réoccupation française du Nam Bo.⁵⁵ Au début, cette maison de commerce fut installée, comme il le fallait, dans la vieille cité marchande de Faifoo, aujourd'hui Hoi An. Jusqu'au déclenchement de la guerre au Nord du Vietnam à la fin de 1946, la Viet Thang avait des filiales à Hanoi, Hue, Da Nang et Vinh. Avec le retour en force des Français au cours de l'année 1947, le siège de la Viet Thang fut transféré à Tam Quan, une zone en sécurité dans la province de Binh Dinh.⁵⁶ La compagnie possédait quatre filiales principales à Quang Nam, Quang Ngai, Binh Dinh et Tuy Hoa. Chacune coiffait de plus petites agences, dispersées dans l'arrière-pays, pour la distribution et l'achat. Parce que le Corps expéditionnaire français était concentré sur les deux deltas du Vietnam, ces zones centrales des LK IV et V demeuraient presque complètement à l'abri des troupes terrestres françaises, mais pas du tout des raids navals et aériens très destructeurs. En tout cas, la Viet Thang ne ferma jamais. En 1950 encore, elle affichait toujours un capital total de 10 millions de piastres indochinoises.⁵⁷

Certains analystes français estimaient que la Viet Thang était une compagnie gérée par l'Etat vietnamien.⁵⁸ C'est certainement vrai. Cependant, si le gouvernement vietnamien s'évertuait bien à la diriger, il est difficile d'apprécier quel fut le succès du contrôle étatique sur les intérêts privés en temps de guerre. En novembre 1946, par exemple, les négociants du Viet Thang avaient stocké d'importantes quantités de riz dans leurs localités, ainsi que du thé, du sucre et de la cannelle, afin d'écarter leurs concurrents chinois et français du marché. Beaucoup parmi ces marchands étaient des particuliers.⁵⁹ En définitive, le gouvernement faisait de son mieux pour faire coïncider ses intérêts économiques avec

⁵³ Bien que le 'commerce extérieur' vietnamien avec les zones sous contrôle français fût très important.

⁵⁴ Son vrai nom était Nguyen Van Tay. Comme nous l'avons déjà vu à maintes reprises, il dirigeait depuis 1948 le puissant « Bureau des Affaires Extérieures » (*Ban Ngoai Vu*) pour le PCI du Nam Bo et fut responsable de toutes les opérations civiles et militaires pour le Cambodge. Il jouait un rôle capital dans les échanges économiques entre le Nam Bo et la Thaïlande. Section indochinoise, chs. 2-3.

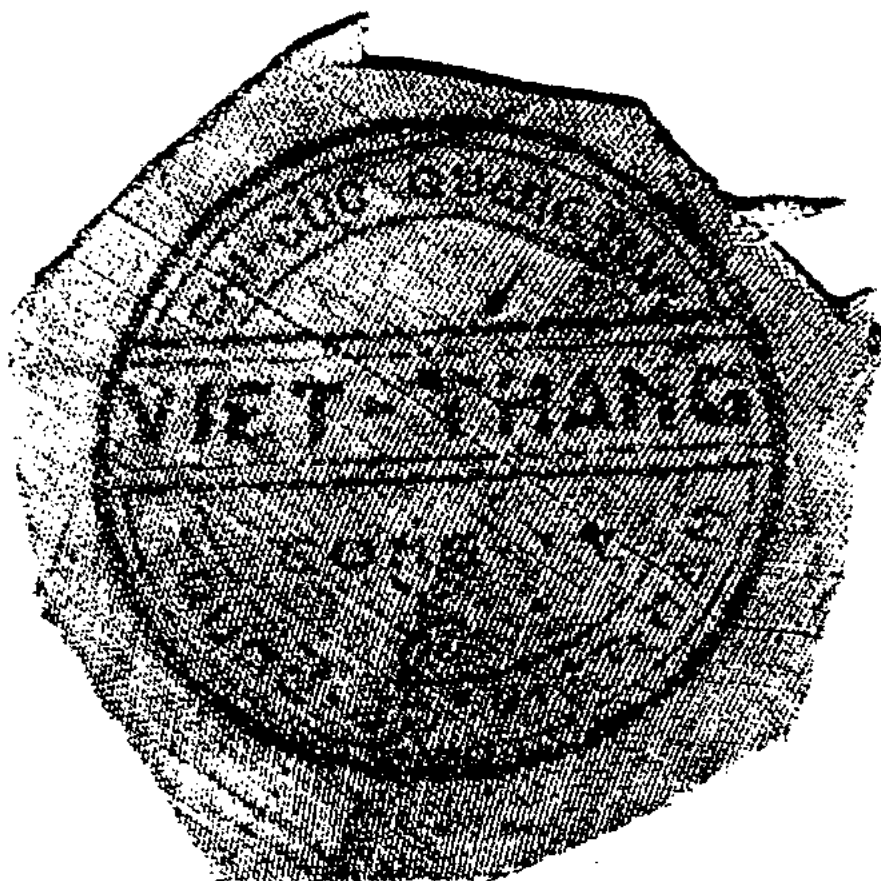
⁵⁵ 'Société commerciale Viet Thang', no. 1601/C-1, le 4 mars 1950, c. 385, SPCE, CAOM et DGD, no. 205/DGD/LC, 'Bilan économique et financier Viet Minh en mai 1950', le 6 juin 1950, c. 10H3991, SHAT et c. C889, SHAA.

⁵⁶ De manière significative, les jonques arrivant à Tam Quan étaient remorquées à contre-courant jusqu'à la plage de Sa Huynh, à seulement 100 mètres de la section du chemin de fer trans-indochinois utilisé par le Viet Minh.

⁵⁷ 'Bilan économique et financier Viet Minh en mai 1950' ; FTCV, Zone Sud, EM/2B, no. 2786/ZS/2, 'Objet : Succursale de la société commerciale Viet Minh « Viet Thang » au Khanh Hoa', valeur : A/1, document saisi et traduit, p. 3, d. Sud-Annam, c. UUB-28, SHM ; et FMEQ, EM/2B, no. 28/EM2, 'BR no. 20 : Trafic maritime rebelle', le 23 mars 1950, p. 9, d. [rouge, non-marqué], c. UUE-29, SHM.

⁵⁸ 'Bilan économique et financier Viet Minh en mai 1950'.

⁵⁹ CSTFEO, BCR no. 1081/1000, 'BR : Sociétés commerciales financées par le gouvernement Viet Minh', le 13 mars 1947, Annexe 1, d. Vie économique, 6, c. 6, supplément, CP, CAOM.



La société « Viet Thang »

(SHAT)

ceux de la Viet Thang, en s'arrangeant pour que les affaires demeurent attractives pour cette dernière. Si les autorités Viet Minh achetaient les deux tiers des marchandises de la compagnie au prix officiel, elles autorisaient les négociants locaux à revendre le restant à un prix plus élevé.⁶⁰ Cette association n'était pas forcément mauvaise. Les marchands de la Viet Thang étaient sans doute ravis de se voir attribuer par l'Etat la part du lion sur l'ensemble du commerce des interzones du Viet Minh, étant donné les opérations plus anciennes et très compétitives des Chinois dans cette région. En 1949, un officier du renseignement naval français affirmait que la Viet Thang avait « pratiquement le monopole du commerce extérieur » au Trung Bo.⁶¹

Depuis son siège à Tam Quan, les principales destinations étrangères de la Viet Thang étaient Hong Kong, Macao et l'île de Hainan. Par l'intermédiaire de ses agents locaux et de ses relais à l'intérieur du pays, la compagnie vietnamienne localisait, achetait et transportait les produits recherchés jusqu'à la côte. Avec peu de devises fortes pour régler les achats à l'étranger, la Viet Thang devait déployer tous ses efforts pour emmagasiner des produits d'exportation de haute valeur tels que l'opium (importé par voie terrestre du Laos par l'interzone IV), la cannelle, le sucre, les nageoires de requin, la soie, l'étain, le papier et divers mets délicats appréciés par les Chinois.⁶² De tous ces produits, la cannelle, l'opium et l'étain étaient de loin les plus importants. En septembre 1949, à Quang Ngai le Viet Minh utilisa une jonque de 70 tonnes pour exporter 40 tonnes d'étain (qui furent saisies par la marine nationaliste chinoise).⁶³ En août 1950, la marine française intercepta une jonque transportant 4 tonnes de cannelle et une autre chargée de 20 tonnes d'épices, ainsi que de 3 tonnes d'étain.⁶⁴ Avec les devises fortes générées par la vente de ces denrées, la Viet Thang achetait des armes, des médicaments, des produits pharmaceutiques et des produits pétroliers pour le gouvernement vietnamien.⁶⁵ Le Van Hien parle aussi de l'exportation du bois coupé par les Japonais pendant la guerre. Mais cette exportation, représentant seulement 2.500 m³, resta très limitée.⁶⁶

Pour ce commerce, les Vietnamiens du centre durent exploiter d'anciens réseaux chinois d'échange entre l'Indochine orientale et la Chine méridionale. Aussitôt la guerre du Pacifique terminée, les marchands chinois du Trung Bo reprenaient leur commerce. En décembre 1945, des Chinois de Bong Son et de Qui Nhon envoyaient à leurs intermédiaires

⁶⁰ 'Bilan économique et financier Viet Minh en mai 1950'.

⁶¹ FMEQ, EM/2B, no. 69/EM2, 'BR no. 24 : Bilan économique et financier Viet Minh au 1 juillet 1950', le 9 juillet 1950, p. 14, d. [rouge, non-marqué], c. UUE-29, SHM.

⁶² MN, Marine Nha Trang, no. 377/SG, 'BR', le 23 octobre 1951, d. Sud-Annam, c. UUB-28, SHM. La Viet Thang semble avoir aussi exploité la mine d'or de Bong Mieu en 1947, près de Hoi An. 'Activité économique de la province de Nghe An', signé de Henri DENIAU, ingénieur au corps des mines, expert auprès du Ministre du Plan, Etat du Vietnam, d. Activités économiques, c. 10H3235, SHAT. Cette mine fournissait de l'or par orpaillage, à raison de 100kg par an.

⁶³ 'Bilan économique et financier Viet Minh en mai 1950', p. 24.

⁶⁴ FMEQ, EM/2B, no. 91/EM2, 'BR no. 25 : Trafic maritime rebelle', Saigon, le 8 novembre 1950, p. 9, d. FMEQ, EM2, 1950, c. UUE-29, SHM.

⁶⁵ 'Société commerciale Viet Thang', no. 1601/C-1, daté du 4 mars 1950 ; Commissaire de la République française pour l'Annam, SF, no. 161/IB/C, '[noms supprimé par CEG] ; 'Société commerciale Viet Thang', Hue, le 19 janvier 1949, c. 385, SPCE, CAOM et 'BR no. 20 : Trafic maritime rebelle', p. 9.

⁶⁶ LE VAN HIEN, *Nhat ky*, vol. II, p. 2.

de Hanoi pour exportation sur la Chine : 20 tonnes d'huile de coco, 30 tonnes de racines de manioc, 20 tonnes de haricots verts et 20 tonnes de touques vides.⁶⁷ En avril 1946, des marchands chinois de Hoi An, Da Nang et Hanoi exportaient à Hong Kong des crêpes en échange de pétrole et de farine américaine.⁶⁸ La Viet Thang était souvent obligée de se procurer son papier auprès des fabriques chinoises. D'après un Vietnamien ayant travaillé pour la Viet Thang, dans la région de Qui Nhon l'industrie du papier était « entièrement dans les mains des Chinois ».⁶⁹

L'étain devint une exportation particulièrement importante pour les Chinois et la Viet Thang au LK V. Après la défaite japonaise, plusieurs négociants chinois de Quang Ngai, Binh Dinh et Phu Yen achetèrent en grosse quantité de l'étain dit de « Bangka », qui venait des cargaisons de navires japonais coulés par l'aviation américaine à partir de 1943. Cet étain, provenant probablement des mines de Bangka en Indonésie, se présentait sous la forme de parallèles pipes de 30 à 40 kg, valant 20 piastres l'unité.⁷⁰ A Bong Son, des négociants chinois avaient acheté 20 tonnes d'étain pour l'exportation, mais la vente fut arrêtée par le nouvel Etat vietnamien qui cherchait à prendre le contrôle de ce commerce.⁷¹ Car, ces détenteurs chinois « gard[ai]ent jalousement leurs stocks sans les déclarer à la douane ». Compte-tenu des intérêts économiques en jeu, les agents de la Viet Thang reçurent finalement « les pleins pouvoirs du gouvernement Viet Minh pour saisir les stocks non déclarés » des Chinois, ce qui confirme que la compagnie avait effectivement des appuis gouvernementaux.⁷² Début 1949, les autorités vietnamiennes saisirent 70 tonnes d'étain de Bangka enterrées sous les fondations de la maison du Chinois Dien Nhi Ho (Tien Erh Ho), gros propriétaire de My Duc, et, en janvier 1952, un stock de 4.000 saumons d'étain de 35 kilogrammes chacun fut découvert chez la société chinoise de Quach Tri (Kuo Zhi). On estimait que les Chinois de Binh Dinh possédaient plusieurs milliers de tonnes d'étain en 1952.⁷³ Le gouvernement recherchait cet étain à la fois pour l'exporter et pour alimenter ses ateliers de fabrication d'armes.

Cependant, il faudrait se garder d'en conclure trop hâtivement que ces hostilités annonçaient alors déjà en filigrane la rupture sino-vietnamienne des années 1970.

⁶⁷ 'Hiep Thanh, négociant, Tourane à Ministère des Communications Hanoi', décrypté dans CSFFEO, 'Ecoutes radio du 22 novembre 1945, VN-26A5 de VN3G (Annam)', le 24 novembre 1945, d. de 200 à 400, c. 10H528, SHAT. Il s'agissait de 20 tonnes d'huile de coco, 30 tonnes de rondelles manioc, de 20 tonnes de haricots verts et de 20 tonnes de touques vides entre autres produits. Actifs à Bong Son, Qui Nhon et Da Nang, les marchands chinois s'en occupaient pour le gouvernement vietnamien.

⁶⁸ Viet Nam Dan Chu Cong Hoa, 'Dien tin so 251 ngay 30/4, Nguoi gui Hiep Thanh, Tourane, Nguoi nhan, Tong Sang, Hanoi' [Hiep Thanh à Tong Sang], no. 673, *Tin Tuc*, le 30 avril 1946 et 'Dien Tien so. 111', daté du 9 avril 1946, tous deux dans c. 12, GF, CAOM.

⁶⁹ FMEO, EM/2B, no. 10/EM2, 'BR no. 26', d. FMEO/1950, c. UUE-29, SHM et MN, Marine Nha Trang, 'Interrogatoire de prisonniers [tous les noms supprimés par l'auteur, CEG]', d. Sud-Annam, c. UUB-28, SHM.

⁷⁰ 'Objet : Stock d'étain dans le LK V', source : informateur, valeur : C/3, daté du 1 février 1953, d. V36, Prises de guerre, c. 10H3235, SHAT. Les Français récupérèrent 2.000 tonnes d'étain près de Hoi An en 1952, dont l'origine demeure inconnue. HCFIC, SPDN, no/ 796/SPDN, 'Note à l'attention du général chef de l'EMIFT', daté du 1 mars 1952, d. V36, c. 10H3235, SHAT.

⁷¹ Viet Nam Dan Chu Cong Hoa, 'Dien tin so 686: Nguoi gui Huynh Trinh Trac, nguoi nhan Tong Duc' [Télégramme de Huynh Trinh Trac à Tong Duc], daté du 21 avril 1946, *Tin Tuc*, c. 12, GF, CAOM.

⁷² 'BR, no. 26'.

L'attitude du gouvernement vietnamien à cette époque constitue plutôt un exemple révélateur des difficultés que les Etats nationalistes nouveaux comme le Vietnam (et l'Indonésie) allaient devoir affronter pour tenter de contrôler des mouvements commerciaux chinois anciens et d'une nature transnationale. Les Indonésiens en lutte contre les Néerlandais dépendaient, eux aussi, du commerce chinois pour les échanges entre Java et Singapour.⁷⁴ Quelles que fussent les jalousies locales, Indonésiens comme Vietnamiens avaient grandement besoin des réseaux chinois, précisément en raison de leur caractère régional, essentiel à des importations et des exportations vitales pour leur pays et à des contacts au-delà des Etats-nations qu'ils voulaient créer. Pour s'assurer de leur coopération économique, la Viet Thang accorda aux marchands chinois « de nombreux privilèges », selon les termes d'un ancien employé de cette compagnie.⁷⁵

Quel fut l'intérêt réel de la Chine du Sud pour le Viet Minh du Trung Bo ? Soulignons d'abord que les ports méridionaux chinois offraient aux Vietnamiens du centre un accès vital aux armes, aux équipements et aux produits venant de l'intérieur de la Chine, du reste de l'Asie et de l'Occident. Ensuite, ces ports étaient d'importants relais pour la contrebande internationale qui visait les 'marchés émergents' offerts par la guerre civile qui s'intensifiait en Chine méridionale et par les conflits anti-coloniaux en Indochine, Indonésie et Malaisie. En troisième lieu, à l'issue du conflit mondial, d'importantes quantités de surplus d'armes, de munitions et de matériaux militaires aussi bien japonais qu'alliés échappèrent à la destruction et à la confiscation pour aller alimenter l'impressionnant trafic asiatique d'armes de plus en plus concentré dans les ports chinois. Outre ceux-ci, Macao et Hong Kong étaient également d'importants points de transit dans la contrebande d'armes s'étendant entre les Philippines et le Sud-Est asiatique continental. Quatrièmement, le statut de port franc détenu par Macao et Hong Kong à la fin des années 1940 en faisait des destinations particulièrement bon marché pour les acheteurs potentiels de médicaments occidentaux, d'acides, de produits pétroliers, d'équipement radio et de pièces diverses de rechange, parfois les plus modernes, impossibles à fabriquer localement. Cinquièmement, le Viet Minh put ouvrir facilement dans ces villes commerciales des comptes bancaires secrets et s'y livra à une importante spéculation sur la piastre indochinoise grâce à ses contacts 'financiers' locaux (voir aussi : sec. sud-est asiatique, ch. 2).⁷⁶ Enfin, ces ports étaient souvent le siège de nombreux commerçants chinois en affaires avec le Viet Minh au Vietnam (bien qu'il nous ait été difficile de le montrer d'une façon

⁷³ 'Objet : Stock d'étain dans le LK V', p. 1 et SSHC, CVN, no. 1023/BST, 'Bulletin spécial de renseignements', le 7 juin 1952, source : [supprimée par l'auteur, CEG], valeur : X/3, mai 1952, d. Activités économiques, c. 10H3235, SHAT.

⁷⁴ Pour l'aspect indonésien de la question, voir l'étude de TWANG PECK YANG, *The Chinese business elite in Indonesia and the transition to independence, 1940-1950*, Kuala Lumpur, Oxford University Press, 1998.

⁷⁵ 'Société commerciale Viet Thang', no. 1601/C-1, daté du 4 mars 1950; '[x, nom supprimé par l'auteur, CEG] et Société commerciale Viet Thang' et 'BR no. 20 : Trafic maritime rebelle', p. 9.

⁷⁶ En 1946, le gouvernement vietnamien à Hanoi transféra 2 millions de piastres à ses agents de Bangkok, grâce aux bons soins de la Banque Franco-Chinoise de Hanoi et la Chambre de Commerce de Hong Kong. Voir le télégramme décrypté dans CSTFEO, EM/2B, no. 4582/2, 'Activités Viet Minh au Siam', le 27 septembre 1946, source : DY, valeur : A/1, d. 8, c. 10H530, SHAT.

bien documentée). En résumé, comme Bangkok, les ports méridionaux de la Chine constituaient un carrefour merveilleux pour le Viet Minh du Trung Bo et du Bac Bo.⁷⁷

Beihai constituait un centre particulièrement important pour les échanges maritimes avec le LK IV. Une « vingtaine de gros commerçants chinois, connaissant parfaitement le Tonkin ou le Nord-Annam », qui contrôlaient plusieurs fabriques d'armes et de munitions dans la région de Beihai, dominaient « à peu près tout le trafic » avec l'interzone IV. En mars 1947, un bateau quitta Beihai chargé de 15 fûts de 300 litres d'essence, 300 fûts de 200 litres de pétrole et 20 tonnes d'armes et de munitions pour le Viet Minh. Ces armes venaient des anciens stocks japonais et avaient été vendues aux Vietnamiens par des officiers chinois.⁷⁸ Certains marchands de Beihai se rendaient « régulièrement dans les provinces de Thai Binh et de Thanh Hoa pour leur affaires ». Ils commerçaient principalement avec les ports Viet Minh de Thanh Hoa, Vinh, Diem Dien, Thai Binh et Phat Diem, tous reliés avec l'intérieur des terres vietnamiennes par des voies fluviales. Les agents des douanes Viet Minh et les marchands chinois de Beihai suivaient méticuleusement par radio les expéditions par le Golfe du Tonkin. Les listes de départs et d'arrivées étaient soigneusement comparées, les produits non-déclarés saisis et les reçus obligatoires. La RDVN payait en piastres indochinoises, or, cannelle, étain ou opium. Les billets de la banque de Ho Chi Minh ne valaient rien dans ces opérations commerciales avec la Chine du Sud.⁷⁹ Les autorités locales avaient apparemment un très grand contrôle sur ce commerce, bien que la contrebande dût être quand même très intense.

Les importations depuis Beihai étaient importantes. En septembre 1948, deux jonques de 12 tonnes et une de 6 transportèrent au Vietnam central des armes et des médicaments occidentaux.⁸⁰ En avril 1949, la maison de commerce Minh Duc au LK IV eut recours à un armateur chinois de Beihai pour livrer 17 tonnes de matériel de guerre.⁸¹ A Thanh Hoa, la compagnie « Lien Hung » fit appel aux marchands chinois et à la police Viet Minh pour transporter des biens depuis et à destination de Beihai.⁸² Des documents Viet Minh révèlent qu'en 1948 Quat Lam avait reçu mensuellement depuis Beihai 2.000 balles de

⁷⁷ Déjà en mars 1947, les Sudistes comme Nguyen Thanh Son avaient rêvé d'acheter des jonques chinoises à Hainan pour un commerce éventuel avec les marchés de Hong Kong et Beihai. Mais les distances étaient trop longues pour les Sudistes et les contacts avec la Thaïlande trop faciles par ailleurs. Télégramme décrypté dans CSTFEO, EM/2B, no. 1052/2, 'Renseignement', le 12 mars 1947, source : A/1, datée du 5 mars 1947 et CSTFEO, EM/2B, no. 1169/2, 'Renseignement', le 19 mars 1947, source : A/1, datée du 15 mars 1947, tous deux dans d. 14, c. 10H532, SHAT.

⁷⁸ CSTFEO, EM/2B, no. 1272/2, 'Renseignement', le 28 mars 1947, source : chinoise, valeur : occasionnelle mais bien renseignée, daté du 13 mars 1947, d. 14, c. 10H532, SHAT. Il y avait apparemment 300 Vietnamiens vivant à Beihai à cette époque.

⁷⁹ FMEQ, EM/2B, no. 151/EM2, 'BR no. 13 : Trafic de contrebande rebelle', le 20 décembre 1948, p. 2 d. FMEQ/EM2/1948, c. UUE-18, SHM.

⁸⁰ 'BR no. 13 : Trafic de contrebande rebelle'. Il est difficile de croire que les navires chinois commerçant avec la RDV jaugeaient plus de 100 tonnes. Pour le cabotage, une jonque de 10 à 20 tonnes, équipée d'un puissant moteur hors-bord, était un outil plus indiqué pour fuir la Marine Nationale que des navires plus larges et plus lents. De plus, les navires inférieurs à 20 tonnes, capacité idéale pour échapper aux Français et ravitailler l'intérieur, pouvaient emprunter les canaux et les voies fluviales à l'intérieur de l'interzone IV et V. Cua Hoi est un bon exemple. Au LK V, le Viet Minh put récupérer de puissants moteurs pour leurs jonques, en les enlevant sur des bateaux japonais saisis à Hoi An en 1946. Seine, 'BR no. 2914/E : Note du poste', le 12 novembre 1952, d. V34, c. 10H3235, SHAT.

⁸¹ MT, EM, no. 200/EM/2, 'Compte-rendu de renseignements no. 15 et 16, mois d'octobre et novembre 1949', le 7 décembre 1949, dans FTVN/ZOT, no. 786/ZC/2, le 15 décembre 1949, d. 1949, c. 10H2952, SHAT.

⁸² FMEQ, EM/2B, no. 1/EM2, le 2 janvier 1950, 'BR no. 18 : Trafic maritime rebelle dans le Golfe du Tonkin et la Mer de Chine, décembre 1949', d. [rouge, non-marqué], c. UUE-29, SHM ; et 'Compte-rendu de renseignements no. 15 et 16, mois d'octobre et novembre 1949'.

coton, une tonne de mercure, 100kg de chlorite de potassium et de petites quantités de mortiers et de bazookas.⁸³ Même aux pires périodes, selon un ancien agent des douanes Viet Minh à Quat Lam, il y avait toujours une « douzaine » de jonques qui arrivaient de Beihai chaque mois.⁸⁴

Les Chinois servaient à nouveau d'intermédiaires essentiels dans ces échanges passant par le Golfe du Tonkin. Des documents vietnamiens révèlent que des trafiquants chinois, notamment Yeung Tin Wan (Yang Tien Wan ?) et surtout Woong Tac Mao, étaient profondément engagés dans la contrebande d'armes et d'explosifs depuis Beihai.⁸⁵ À l'instar de son homologue collaborant avec le BCE depuis Cao Bang (voir *supra*), l'ancien président de la congrégation chinoise de Cat Ba utilisa plusieurs de ces jonques de 20 à 40 tonnes pour transporter clandestinement des produits depuis Beihai jusqu'au Vietnam central.⁸⁶ S'il est vrai que les Vietnamiens jouaient un rôle certain dans les mouvements internes des jonques sillonnant les côtes indochinoises, nos recherches nous amènent à penser que les commerçants chinois étaient en réalité les intermédiaires les plus importants dans le transport de marchandises entre les interzones IV et V et la Chine du Sud.⁸⁷

En Chine même, les négociations passaient forcément par des courtiers chinois et des maisons chinoises. Même les officines vietnamiennes locales avaient besoin de soutiens chinois pour pouvoir fonctionner. À Hong Kong, le Viet Minh travailla apparemment main dans la main avec des marchands chinois pour former la *Nam Wa Co.* Aux alentours de 1948, Hoang Van Xuan dirigea ce bureau pour la RDVN. Pourtant, en réalité, la *Nam Wa Co.* était la filiale hongkongaise d'un plus grand groupe chinois dont le siège était à Quangzhou, la *Lee Minh Co.* Un de ses directeurs était Tchoan Tchien et il possédait 6 vapeurs dont les cargaisons allaient de 100 à 300 tonnes ainsi qu'une flottille de jonques. Cette compagnie avait accès aux stocks d'armes alliées abandonnées en Chine du Sud et revendait apparemment de grandes quantités de produits pharmaceutiques au Viet Minh. À partir de 1949, la *Nam Wa Co.* eut des filiales aussi loin à l'intérieur de la Chine que Nanning. La même année, la succursale de Nanning acheta plusieurs péniches motorisées afin d'expédier du matériel plus important au Viet Minh par les routes fluviales.⁸⁸ Loin de détruire ces réseaux marchands existants, les communistes chinois et vietnamiens continuèrent à les utiliser après l'arrivée au pouvoir du PCC en 1949. Au début de 1950,

⁸³ MN, DNEO, EM, no. 48/EM/2, 'Avis de renseignement no. 27', sans date, mais sûrement début 1948, d. DNEO, EM2, c. UUD-8, SHM.

⁸⁴ FMEQ, EM/2B, no. 107/EM2, 'BR no. 11 : Surveillance maritime, mois de mai et juin 1948', le 24 septembre 1948, p. 3, d. FMEQ/EM/2/1948, c. UUE18, SHM.

⁸⁵ Bord, *Duguay-Trouin*, MN, DNEO, EM/2, 'Avis de renseignements', le 2 mars 1948, d. DNEO, EM2, c. UUD-8, SHM.

⁸⁶ SEHAN, Bretagne, le 3 septembre 1948, source : [nom supprimée par l'auteur, CEG], valeur : B/2, dans HCFIC, SDECE, 'Annexe du BRT à Haiphong', no. 2235/BRT, le 21 novembre 1947, d. 1948, c. 10H2952, SHAT.

⁸⁷ Un accès plus facile aux moteurs hors-bord, et par conséquent à la vitesse, pourrait être une raison importante, mais pas la seule.

⁸⁸ DGD, no. 65 DGD/LC, 'Trois mois de collaboration sino-viet minh (janvier-avril 1950)', le 5 mai 1950, p. 11, c. 273, EA, MAE ; HCFIC, SDECE, no. 5568/AB/LB, d. II. Pays étrangers, c. C835, SHAA ; CFTVN/ZOT, EM/2B, no. 1511/ZOT/2, 'BR', source : SDECE, valeur : B/3, d. 1950, c. 10H2952, SHAT ; CCFAEO, EM/2B, SI, no. 2274/FAEO/2S, 'Trafic d'armes à partir de Macao', le 29 mai 1950, pp. 2-4, d. II. Pays étrangers, c. C835, SHAA ; et 'BR no. 20 : Mois de janvier et février 1950, Trafic maritime rebelle', p. 17.

par exemple, la *Nam Wa Co.* acheta et transféra des métaux bruts précieux, de la poudre, des pièces détachées fort appréciées et des produits pharmaceutiques à Nanning, plaque tournante terrestre des opérations de ravitaillement du PCC depuis le Vietnam du Nord par le PCC.⁸⁹

Jusqu'à la victoire communiste chinoise de 1949, et peut-être même jusqu'au début des années 1950, les commerçants vietnamiens concluaient eux-mêmes leurs contrats et entretenaient leurs contacts avec des représentants commerciaux chinois privés de Hong Kong. L'un d'eux, Ling Tche Kieu de la *Man Fong Import-Export Co.*, était un des partenaires favoris du Viet Minh pour les marchés conclus dans la colonie britannique. Cette compagnie organisait une partie des importations du Viet Minh par le port d'Haiphong via Beihai.⁹⁰ Vers le milieu de l'année 1950, Hoang Van Xuan passa commande de 5.000 barils de carburant auprès d'une compagnie américaine à Hong Kong, grâce à l'aide de l'*United Chinese Bank Ltd.*⁹¹

A Macao, le Viet Minh pouvait entrer en contact avec toutes sortes de trafiquants, en particulier ceux spécialisés dans la vente de surplus d'armes alliées de la Seconde Guerre mondiale. Une étude de la Marine française sur ce trafic conclut que le marché noir pour le matériel de guerre provenant de Chine battait son plein à Macao de fin 1946 jusqu'à fin 1947.⁹² Les armes arrivant des Philippines comblèrent les vides par la suite. En janvier 1948, par exemple, un renseignement naval apprenait que des agents spéciaux du Viet Minh avaient été envoyés à Macao pour prendre possession d'une grande quantité de mercure et d'armes venant des « îles du Pacifique », représentant une valeur totale de cinq millions de dollars Hong Kong. Un équipage chinois était supposé livrer la marchandise dans la région de Vinh.⁹³ La marine française affirmait que des jonques motorisées quittaient Macao deux fois par mois pour livrer des armes et de l'équipement américains ainsi que des médicaments chinois et occidentaux aux provinces de Quang Ngai et Quang Nam. Ceci suggérerait que l'interzone V était plus étroitement liée à Hong Kong et Macao qu'à Beihai, le port préféré du LK IV. En retour, les jonques ramenaient en Chine du Sud des cargaisons d'opium, de cannelle, de sucre, de textiles, de soie et d'étain de Bangka. Un Chinois de Hainan, Cao Vinh Sanh (Gao Yung Sheng ; alias Cao Dat An) aurait supervisé ces missions. Ce Chinois était un négociant de cannelle bien connu à Tam Ky.⁹⁴

⁸⁹ 'Trois mois de collaboration sino-viet minh (janvier-avril 1950)', p. 11.

⁹⁰ CCFAEO, EM/2B, SE, no. 3644/FAEO/2S, 'Trafic Viet Minh entre Hong Kong et l'Indochine', d. 1949, c. 10H2952, SHAT.

⁹¹ Voir la 'Lettre adressée au Général de Corps d'Armée commandant en chef les forces armées en Extrême-Orient', EM/2B, datée du 19 octobre 1950, d. II Pays Etrangers, c. C835, SHAA.

⁹² ECHINARD, 'Rapport sur l'état actuel des relations sino-viet minh en ce qui concerne la contrebande et le trafic d'armes', p. 1, dans HCFIC, DPSF, no. 15759/SG/BCST, 'Note pour M. le CD', le 13 octobre 1948, d. 34-35, CD, CAOM.

⁹³ MN, DNEO, EM/2, Bord, *Duguay-Trouin*, 'Avis de renseignements no. 10', daté du 8 janvier 1948, d. DNEO, EM2, c. UUD-8, SHM.

⁹⁴ 'BR no. 20 : Trafic maritime rebelle', p. 15 ; MN, DNEO, no. 246/OP, 'Fiche de renseignements', Tourane, le 24 juin 1952 et MN, DNEO, no. 125/OP, 'Lagune de Tam Ky', Tourane, le 25 avril 1952, les deux derniers document se trouvent dans d. Surmar Annam, c. UUB-28, SHM ; et CFTCVN, EM/2B, no. 2279/FTCVN/2S, 'Extrait du BR no. 46 du 5 juin 1952', valeur : B/3, d. V36, c. 10H3235, SHAT. Une jonque appartenant à Cao Dat An aurait réussi à gagner Hainan en 1952 avec 180 tonnes d'étain. Elle revint à Tam Quan, fin avril, avec des produits chimiques, des explosifs, du matériel radio et des médicaments.

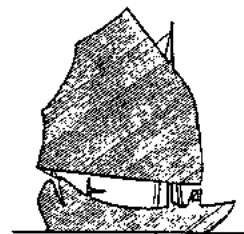
TONKIN - CHINE



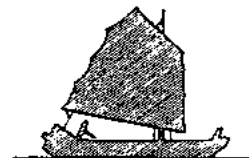
48. Chalutier de la Coc Bi



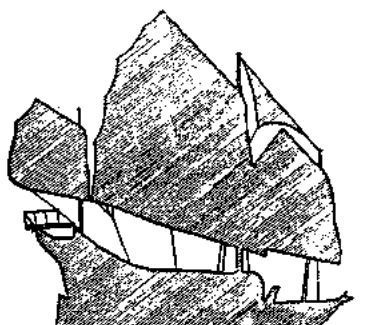
49. Sampan de Maicay



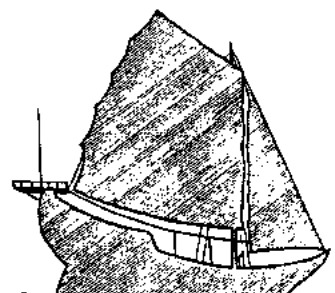
50. Khouang de la Merche.
(Fort Suvarra)



51. Tang Wai de Fort Bayard



52. Jonque de Pakhai



53. Ho Nam Tien de Namati.

Les jonques du golfe du Tonkin

(SHAA)

Quant à Hainan, les interceptions répétées de communications, les documents saisis et les interrogations des marins vietnamiens prouvent qu'un commerce existait avec le Trung Bo. Attirées par la proximité de cette grande île à la côte du Vietnam septentrional, les autorités vietnamiennes voyaient Hainan comme un tremplin alléchant pour atteindre la Chine par une route potentiellement plus facile. En mars 1948, par exemple, une grande jonque, transportant depuis Hainan des matériaux et des médicaments chinois pour le Viet Minh, fut capturée.⁹⁵ Dans cette même année, le Viet Thang exporta une vingtaine de tonnes d'étain de Bangka à Hainan au moyen de jonques à moteur appartenant à un Chinois de Quang Ngai.⁹⁶ En août 1950, un marchand chinois capturé par les Français expliqua qu'il avait participé à ce trafic entre l'île chinoise et le Vietnam du centre, attiré par d'« importants bénéfices ». Il avait transporté 6.5 tonnes de sucre roux et 3.5 tonnes de cannelle entre autres choses pour le Viet Minh de Quang Ngai.⁹⁷ Les jonques se dirigeant sur Hainan étaient souvent commandées par des Chinois, professionnels, soutenus par des équipes de 20 Vietnamiens. Les départs pour Hainan s'effectuaient entre début avril et fin août, les retours entre début septembre et fin décembre. Les tonnages variaient entre 100 et 400 tonnes.⁹⁸

Répetons-le, loin de supprimer ces réseaux préexistants, à partir de 1950, le PCC et le PCI firent de leur mieux pour récupérer les trafiquants, leurs services et leurs contacts. Hoang Van Xuan, directeur de la *Nam Wa Co.* à Hong Kong, serait apparemment devenu responsable des questions logistiques pour la RDVN à Quangzhou. Il se rendit à Hainan pour superviser l'établissement d'une délégation gouvernementale et pour organiser des opérations de ravitaillement pour le Vietnam central depuis l'île chinoise.⁹⁹ En 1951, le Viet Minh du LK V paya encore ses importations en cannelle, étain et opium. Les marchands hainanais transportaient la cannelle et l'étain sur le marché de Hong Kong.¹⁰⁰ Selon la marine française, en juillet 1951, il y avait encore 13 jonques du LK IV à Hainan. Elles avaient transporté du riz et de l'opium en échange d'armes et de munitions.¹⁰¹ La poursuite de paiement en nature suggère que l'aide internationaliste de la Chine communiste n'était pas encore arrivée au Trung Bo. Cependant, la nouvelle de la libération de Hainan par l'armée rouge chinoise donna un nouvel espoir à la RDVN. Le contrôle de cette île par le PCC pouvait servir comme point de départ pour l'aide chinoise vers le

⁹⁵ CSTFEO, EM/2B, no. 1299/S, 'Trafic chinois entre la province de Nghe An et Hainan', Saigon, le 30 avril 1948, d. Relations entre Viet Minh et Chinois, 1948, c.10H287, SHAT.

⁹⁶ 'Objet : Stock d'étain dans le LK V', p. 1.

⁹⁷ FTCVP, EM/2B, no. 2366/FTCVP/2S, 'Analyse : Déclaration en date du 8 août 1950 de [x, nom supprimé par l'auteur, CEG], commerçant domicilié près de Bong Son, capturé par la Marine avec l'équipage d'une jonque de commerce Viet Minh se dirigeant sur Hainan', d. Marine, c. C835, SHAA.

⁹⁸ Artois, Seine, 'BR no. 0584', le 4 mars 1952, source : agent, valeur : essai, d. V34, c. 10H3235, SHAT et MN, DNEO, no. 253/OP, 'Note d'information', Tourane, le 26 juin 1952, d. Activités économiques, c. 10H3235, SHAT.

⁹⁹ HCFIC, CCEO, EMIFT/2B, no. 1443/EMIFT/2S, 'Note sur la collaboration sino-viet minh période du 1^{er} septembre 1950 au 1^{er} février 1951', signé de BOUSSARIE, le 7 mars 1951, p. 8, d. Menace chinoise, c. 10H288, SHAT.

¹⁰⁰ CCFTNAIC, EM/2B, no. 836/EMIFT/2S, 'Renseignements', février 1951, source : SRO, valeur : C/3, d. 67, c. 10H550, SHAT.

centre et le sud du Vietnam. Le Viet Minh pensait même ravitailler ces deux zones à partir des Paracels.¹⁰²

Pourtant, la contrebande de marchandises en si grande quantité au nez et à la barbe de la marine française et de ses services de décryptage était évidemment très risquée, surtout lorsque la victoire communiste chinoise de 1949 amena les Français, assistés des Américains, à renforcer leur surveillance navale dans le Golfe du Tonkin. En mars 1950, la 7^{ème} flotte américaine devait accoster le port de Saigon.¹⁰³ Le 3 novembre 1950, des communications radio du Viet Minh au Sud annonçaient que le moment n'était pas encore venu pour envoyer un grand nombre de jonques à Hainan. Un autre problème évident était que le déclenchement de la guerre de Corée à la mi-1950 priva soudainement le Viet Minh d'un accès plus aisé aux armes chinoises venant du continent et de Hainan.¹⁰⁴ Heureusement, les armes venant en contrebande des Philippines jusqu'à Hainan et Macao pourraient avoir compensé cette pénurie, d'autant plus que, depuis la fin de la guerre entre les Indonésiens et les Néerlandais en 1949, les trafiquants d'armes aux Philippines recherchaient de nouveaux marchés.¹⁰⁵ Ainsi en 1950, une compagnie chinoise de Hainan importa des Philippines 15 tonnes d'armes destinées pour le Vietnam du Sud (cependant leur transfert jusqu'au Vietnam du Sud ne fut pas aisé).¹⁰⁶

Le commerce 'frontalier' avec la Chine à travers les réseaux Huaqiao

Les commerçants maritimes chinois vivant au Vietnam constituaient pour le Viet Minh une frontière interne. Que le gouvernement vietnamien ait tenté d'utiliser les réseaux commerciaux Huaqiao n'est donc guère surprenant. Les Chinois d'outre-mer avaient historiquement joué un rôle très important dans le développement des échanges extérieurs du Vietnam et en particulier de sa partie méridionale. Pendant la période coloniale, les marinières chinois avaient continué à transporter des produits locaux depuis les ports du Vietnam jusqu'en Chine du Sud, à Bangkok et tout le long de la péninsule indochinoise jusqu'à Singapour. A l'instar des Indonésiens, le Viet Minh fit de son mieux pour transformer cette ancienne 'frontière interne' avec la Chine représentée par les Huaqiao à leur avantage. Nous avons déjà vu comment la Viet Thang et le BCE avaient recours à des intermédiaires commerciaux chinois traversant la frontière septentrionale du Bac Bo et fréquentant la côte du Trung Bo. Les Chinois intervenaient également dans le commerce clandestin du Viet Minh au niveau des ports

¹⁰¹ Une autre jonque de 30 tonnes du LK V devait livrer du papier, des machines à écrire et des médicaments. MN, DNEO, 'Renseignements sur l'interzone IV', le 25 juin 1951, signé WOLFF et HCFIC, CCEO, EMIFT, no. 3625/EMIFT/2S, 'Situation de l'île de Hainan', daté du juin 1951, valeur : C/3, d. 73, c. 552, SHAT.

¹⁰² LE VAN HIEN, *Nhat ky*, vol. II, pp. 230, 236-237, 265.

¹⁰³ 'The Secretary of State to Mr. Merchant', le 3 mars 1950, 751G.00/3-350, ANEU.

¹⁰⁴ FTCVP, EM/2B, no. 3313/FTCVP/2S, 'BR', valeur : A, le 3 novembre 1950, d. II. Pays Etrangers, c. C835, SHAA.

¹⁰⁵ 'BR no. 20 : Trafic maritime rebelle'. Cependant, l'éclatement de la rébellion Huk aux Philippines et le soulèvement malais, tous deux en 1948, doivent avoir créé des marchés concurrents lucratifs.

¹⁰⁶ 'Fiche : Transit en Thaïlande d'armes provenant des Philippines destinées au Viet Minh', daté d'avril 1950, valeur : « très bonne », d. 30, CD, CAOM.

vietnamiens où ils étaient depuis longtemps implantés, en particulier à Haiphong et Saigon-Cholon, comme nous l'avons vu (sec. asiatiques étrangers (Huaqiao), chs. 1-2). Rappelons seulement qu'en 1950 on comptait environ 600.000 Chinois vivant au Vietnam du Sud, entre 150.000 et 200.000 au Cambodge, 70.000 au Vietnam du Nord et quelques milliers au Laos et dans les régions montagneuses. Sur les 600.000 Chinois au Vietnam du Sud, 450.000 vivaient dans la région de Saigon-Cholon. La majorité de ceux du Vietnam du Nord étaient concentrés à Haiphong et, à un moindre degré, à Hanoi et le long de la frontière avec la Chine. Depuis le XVII^{ème} siècle, les émigrés chinois s'étaient aussi installés dans les régions rurales du Sud-Ouest du Nam Bo et du Sud-Est du Cambodge actuel. Beaucoup d'entre eux allaient développer l'industrie du poivre dans les alentours de Ha Tien et dans la province de Kampot dans le Sud-Est cambodgien.

Rappelons aussi que les Huaqiaos étaient théoriquement sous la responsabilité de la « Direction des Affaires chinoises » du Ministère de l'Intérieur de la RDVN, dirigé au début par Ly Ban. Au niveau régional, cependant, les Comités provinciaux d'Administration et de Résistance tentèrent d'administrer ces Chinois par le biais de nombreux « Bureaux des Affaires des Chinois d'Outremer » (*Phong Hue Kieu Vu*).¹⁰⁷ Les efforts les plus vigoureux furent faits entre 1948 et 1950 pour les convertir à la cause de la résistance nationale et pour leur imposer le contrôle de l'Etat révolutionnaire.¹⁰⁸ A la suite de la victoire communiste chinoise, les communistes vietnamiens du Sud donnèrent des directives pour une collaboration plus étroite dans la guerre contre les Français. Des « Comités de Mobilisation » furent formés pour rallier les Huaqiao et les contacts avec eux augmentaient doucement, au fur et à mesure que l'armée rouge de Mao Zedong s'approchait de la frontière sino-vietnamienne.¹⁰⁹

Toutefois, sur le terrain, la collaboration politique était limitée. D'abord, la majorité de la population chinoise vivait dans les zones françaises. Mais, même en zone Viet Minh, la collaboration laissait beaucoup à désirer. Par exemple, le Viet Minh eut des difficultés à trouver les cadres capables de parler les divers dialectes chinois. Les populations chinoises locales vivant le plus souvent en « congrégations » fermées (*bang*), n'étaient pas toujours prêtes à coopérer avec les Vietnamiens dans leur guerre contre les Français. Parfois, les consulats du GMD à Hanoi et à Saigon avaient une présence bien plus forte parmi les communautés chinoises que celle de l'Etat de la RDVN (sec. asiatiques étrangers (Huaqiao), chs. 1-2). Ce ne fut qu'à partir de 1950 que le gouvernement vietnamien commença réellement à avoir des entrées parmi les populations chinoises d'Indochine. Au mois de juillet de cette année-là, un service administratif fut spécialement créé pour les Chinois sous le nom d'« Association

¹⁰⁷ Voir sec. asiatiques étrangers, Huaqiao, ch. 2.

¹⁰⁸ 'Transit en Thaïlande d'armes provenant des Philippines destinées au Viet Minh'.

¹⁰⁹ *Ibid.*

Générale de la Libération des Chinois d'Outre-mer du Nam Bo » (*Tong Hoi Giai Lien Nam Bo Hue Kieu*).¹¹⁰

Il ne faut pas toutefois imaginer une relation 'spéciale' ou 'révolutionnaire' là où il n'y en avait pas encore. En effet, les premiers exemples de collaboration Huaqiao-Viet Minh se firent dans le domaine du commerce et étaient entièrement dépourvus d'idéologie. Lorsqu'il s'agissait de faire du commerce, le Viet Minh préférait travailler avec des marchands chinois privés de Saigon-Cholon et de Haiphong, plutôt qu'avec n'importe quel 'comité révolutionnaire' ou 'prolétaire chinois'. La fiabilité commerciale comptait beaucoup plus que l'affiliation communiste. En mai 1947, le directeur vietnamien du Service économique (clandestin) de la région de Saigon-Cholon expliquait que son équipe avait effectivement contacté « un certain nombre de Chinois » afin d'échanger des devises étrangères, d'acheter des armes et de l'or et d'organiser les exportations du Viet Minh vers Saigon-Cholon depuis les provinces par le biais de maisons d'Import-Export chinoises. Il avait apparemment déjà « obtenu de bons résultats » dans ce sens, en collaborant avec certains Chinois locaux. Selon des sources vietnamiennes du Sud, ces intermédiaires chinois étaient essentiels à la « communication » avec les marchés du riz de Saigon-Cholon. Cela n'est guère surprenant : les Chinois avaient depuis longtemps dominé le transport du riz non décortiqué des provinces. Le riz, une fois transporté à Saigon-Cholon, les Chinois s'occupaient de son traitement et de son décortilage et organisaient sa vente et son exportation à l'étranger. Le commerce chinois du riz avec le Viet Minh fut particulièrement lucratif de 1946 à 1948. Pour la seule année 1947, le Viet Minh du Sud gagna 500 million de piastres grâce à ses exportations de riz depuis la région du Trans-Bassac. Le riz était vendu principalement sur les marchés de Saigon-Cholon et grâce aux intermédiaires chinois. L'estimation de la production annuelle de riz de la région du Trans-Bassac était de 1,5 millions de tonnes. A Saigon-Cholon, les Chinois avaient également un rôle important, parce que leurs entreprises locales se spécialisaient dans les produits particulièrement indispensables pour le Viet Minh, tels que les médicaments asiatiques et européens, l'équipement agricole, les machines, les produits pétroliers, etc.¹¹¹ De plus, ces négociants chinois avaient une très ancienne expérience commerciale au Vietnam et des contacts régionaux éprouvés avec Bangkok, Hong Kong, Macao et même au-delà. Les marchands les plus efficaces parlaient souvent couramment le vietnamien et beaucoup d'entre eux étaient mariés à des femmes vietnamiennes. Pour des raisons socio-culturelles évidentes, il se peut que le Viet Minh ait préféré travailler avec ces intermédiaires asiatiques plutôt qu'avec des marchands

¹¹⁰ *Ibid.*

¹¹¹ A ce sujet, nous avons consulté les sources suivantes : Traduction du document : 'Comité administratif de la région de Saigon-Cholon, Service Economique, no. 55/KTS, objet: Situation économique du mois de mai 1947, Le commissaire du Service économique de la région de Saigon-Cholon à M. le directeur du Service Economique Nam Bo', signé de NGUYEN KHAC THU, daté du 5 juin 1947, d. 1947, c. 10H3991, SHAT ; 'Programme de ravitaillement', signé de KHA VAN CAN, daté du 14 juin 1947, dans TFIS, EM/2B, no. 1168/2/I.D.I, le 3 novembre

occidentaux également actifs en Asie, mais moins bien enracinés dans le tissu local. Dans son plan économique général pour Saigon-Cholon de 1947, Kha Van Can, directeur de l'économie sudiste, expliquait que les agents Viet Minh étaient désormais autorisés « à vendre des produits [de la RDVN] directement aux commerçants chinois ». Ceux-ci, expliquait-il, devaient alors livrer ces marchandises à des « agents à l'étranger ».¹¹² Une récente histoire de l'industrie d'armement du Vietnam pendant cette période confirme que les commerçants chinois au Vietnam du Sud aidaient le Viet Minh à importer les produits les plus recherchés dans les zones françaises et même aussi loin qu'à Hong Kong (bien qu'il ne soit pas fait mention de la nature ni de la quantité des produits).¹¹³

Les Huaqiao furent également des intermédiaires efficaces dans l'approvisionnement du Viet Minh en riz sous le blocus économique imposé par les Français aux résistants du Sud. La contrebande de riz permettait en effet à la résistance de financer la guerre et c'est pour cette raison que les Français instaurèrent un embargo très sévère sur les exportations du Nam Bo à partir de début de 1949. Pour 'passer à travers', les Vietnamiens eurent davantage recours aux marchands de riz chinois de Sa Dec et Can Tho. Cette solution leur permettait de continuer à exporter leur surplus de riz brut et d'autres produits. En 1949, par exemple les commerçants chinois importèrent 300.000 *gia* de paddy à Saigon-Cholon pour le Viet Minh, dont une partie fut exportée à l'étranger pour le bénéfice de celui-ci. L'opération s'était faite après que des agents Viet Minh de l'interzone VII eurent expédié des billets de banque Ho Chi Minh vers l'interzone IX. Les délégués vietnamiens utilisèrent cet argent pour acheter du riz non décortiqué à des fermes rizicoles sous leur contrôle dans les provinces de Bac Bieu, Rach Gia, Soc Trang et Can Tho. A partir de là, des intermédiaires chinois transportèrent le riz brut à Saigon où il fut vendu contre des piastres de la Banque d'Indochine. Les Chinois reversèrent ensuite l'argent de la vente à l'interzone VII en piastres. Parce que le prix d'achat (en billets Ho Chi Minh) était beaucoup moins élevé que celui de vente à Saigon en piastres indochinoises, le Viet Minh et les commerçants chinois réalisèrent des bénéfices très lucratifs grâce à ce trafic.¹¹⁴

Les Vietnamiens spéculaient également sur la piastre par le biais du marché noir chinois d'outremer à Cholon, qui avait de larges ramifications à Hong Kong, Bangkok et en Occident. Le Viet Minh connaissait le trafic des Huaqiao, qui se faisait souvent par voie aérienne aux dépens des Français et du Viet Minh. Il semble que les réseaux

1947, d. 1947, c. 10H3991, SHAT; et 'BR no. 1782 : Etude de terrain', daté du 15 Avril 1951, d. 521/1951, c. 10H3998, SHAT.

¹¹² 'Kinh te khang chien Nam Bo, Khu dac biet dia phuong Saigon-Cholon' [L'Economie de Résistance du Nam Bo : Zone Régionale spéciale de Saigon-Cholon], s.d., mais sûrement 1947, d. 1947, c. 10H3991, SHAT.

¹¹³ Bo Quoc Phong, *Lich su quan gioi Viet Nam thoi ki khang chien chong thuc dan Phap (1945-1954)* [Histoire de l'armement militaire du Vietnam pendant la résistance contre le colonialisme français], Hanoi, NXB Lao Dong, 1990, p. 110.

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 110.

¹¹⁵ TFICS, EM/2B, no. 1051/2S, 'Trafic de paddy au profit des V.M.', le 21 février 1949, valeur : A/2, c.10H4905, SHAT.

chinois du Nam Bo y étaient plus actifs qu'au Nord du pays.¹¹⁵ Les autorités françaises imposèrent une amende de 463.00 piastres au marchand chinois bien connu du Viet Minh, Hui Bon Hoa.¹¹⁶ La famille de cet homme maintenant des liens commerciaux avec le Viet Minh.

Il est difficile d'identifier les commerçants impliqués. A la fin des années 1940, un puissant personnage chinois de Saigon-Cholon, dénommé Hong Long, fournit régulièrement au Viet Minh des produits pharmaceutiques et chimiques. Hong Long était, en fait, président de la Chambre de Commerce chinoise et membre du Comité exécutif de la présidence de la cellule du GMD à Saigon-Cholon. A la suite de la victoire du PCC en 1949, Hong Long renforça naturellement ses liens commerciaux avec le Viet Minh.¹¹⁷ A l'instar du commerce extérieur de la RDVN au Guangxi et au Guangdong, la fidélité idéologique comptait pour bien peu dans ce 'marché chinois' à l'intérieur du Vietnam.

Le marché médical chinois était un autre domaine d'affirmation du commerce interne sino-vietnamien. Si la plupart des auteurs insistent sur l'importance du trafic d'armes pour le Viet Minh, l'équipement chirurgical et les produits pharmaceutiques ont figuré également parmi les plus importantes importations du Nord au Sud. Ces produits médicaux étaient non seulement destinées aux blessés, mais également aux cadres et aux soldats souffrant de toutes sortes de maladies dans les parties les plus inhospitalières du Vietnam. Etant donné que la vente de médicaments demeura à Haiphong sans contrôle de la part des Français tout au long de l'année 1947, ce port devint rapidement un centre du commerce pharmaceutique sino-vietnamien important. Au mois de mai de cette année-là, un déserteur vietnamien expliquait aux Français que d'importantes quantités de médicaments étaient achetées par des négociants Huaqiao à Haiphong et revendues avec beaucoup de profits au Viet Minh.¹¹⁸ Ce commerce était facilité par le fait que la pharmacie chinoise était active au Vietnam depuis des siècles et que les praticiens chinois avaient encore amélioré leurs réseaux de distribution. Les capitaines de jonques chinois étaient même engagés dans le transport de ces médicaments au Viet Minh.¹¹⁹ La fourniture de médicaments et de produits pharmaceutiques était cruciale pour le Viet Minh. Ainsi selon un observateur britannique de l'époque : « si les Français pouvaient imposer un rationnement sévère de la quinine dans leur région, et s'ils pouvaient contrôler chaque once achetée ou vendue, ils auraient une arme terrible dans leurs mains contre l'ennemi. Cela serait un des plus

¹¹⁵ LE VAN HIEN, *Nhat ky*, tap II, p. 79.

¹¹⁶ HCFIC, 'Relevé capitulatif des affaires de trafic frauduleux de devises et de métaux précieux constatées pendant les années 1948 et 1949 et ayant eu une suite : Affaire Hui Bon Hoa (26.4.1949)' et DPSF, 'Affaire Hui Bon Hoa', tous les deux dans d. 1, c. 10, série XIV, SLOTFOM, CAOM.

¹¹⁷ 'Note sur les activités chinoises au Sud-Vietnam (avril 1952)', p. 7, c. 10H659, SHAT.

¹¹⁸ Place de Haiphong, Antenne 1205, no. 713/SA/1205, mai 1947, interrogatoire, d. 1947, c. 10H2952, SHAT.

¹¹⁹ SEHAN, 'BR no. 2417', le 6 août 1947, valeur : C/3, d. 1947, c. 10H2952, SHAT.

terribles coups qu'ils puissent donner ».¹²⁰ En 1952, les Français déclarèrent le « matériel médical et chirurgical et les produits pharmaceutiques » une « marchandise d'intérêt militaire », dont la libre circulation devait être fermement interdite.¹²¹ Nous ne croyons pas que cela ne se soit pas produit pendant la guerre franco-vietnamienne, en partie grâce au trafic permanent de produits pharmaceutiques des Huaqiao avec la RDVN.

Haiphong, ainsi que les ports de Saigon-Cholon, Bangkok, Macao et Hong Kong, était également une importante source d'équipement moderne et de pièces détachées pour le Viet Minh. En 1950, une désertice raconta que son mari faisait ce genre de trafic à Haiphong pour le compte du Viet Minh, avec l'aide d'une intermédiaire chinoise. Grâce à ce contact chinois, il avait obtenu un stock important de machines à écrire, de textiles, de médicaments européens, de postes radios et de produits chimiques. En avril 1950, ce même négociant chinois se chargea de 30kg d'opium confié par le Viet Minh pour l'achat de feuilles de métal destinées aux ateliers d'armes du Viet Bac. Cet exemple montre, une fois de plus, que les Chinois de Haiphong étaient impliqués dans l'importation de produits et matériaux indispensables vers les zones contrôlées par le Viet Minh.¹²²

En dehors de ce port vietnamien et de celui de Saigon-Cholon, une autre frontière sino-vietnamienne, celle-ci située à l'extérieur du Vietnam, existait au Sud du Cambodge, région où les émigrés chinois étaient devenus des cultivateurs prospères de poivre depuis l'époque pré-coloniale. Principalement dans la province de Kampot, non loin des fiefs Viet Minh de Rach Gia et Ha Tien, ces fermes poivrières chinoises devinrent une importante source de revenus taxables pour la résistance Nam Bo dès 1950. A l'instar de l'opium au Nord, le poivre cambodgien était un produit d'exportation très rentable, relativement aisé à conditionner et à expédier discrètement aux proches acheteurs chinois de Bangkok. Un des principaux clients du Viet Minh en Thaïlande était un négociant de poivre cantonais résidant à Chantaboun, dénommé Kim Hong. Nous l'avons déjà rencontré dans notre discussion sur le commerce sud-est asiatique du Viet Minh. Sa réapparition ici reflète bien la nature régionale des réseaux Huaqiao en Asie et leur importance géographique pour le Vietnam dans ce monde d'échange chinois.

Nguyen Thanh Son, celui qui relança la *Viet Thang* en 1946 et collègue de longue date de Nguyen Duc Thuy, organisa le contrôle économique du Viet Minh sur le poivre de Kampot par le biais du « Bureau des Affaires externes » (*Ban Ngoai Vu*, sec. indochinoise (Cmb), chs. 2-3). Créé en 1948, ce puissant organisme était responsable de toutes les questions militaires, révolutionnaires et économiques pour le PCI et la RDVN

¹²⁰ Kenneth DE COURCY, 'Indochina : An Approaching Decision', *Intelligence Digest, A Review of World Affairs*, no. 16, (le 2 mai 1952), p. 19, FO959/137, PRO.

¹²¹ 'Arrêté no. 57-CAB-SG du 26 janvier 1952', article II, d. Activités économiques, c. 10H3235, SHAT.

¹²² FTVN, ZOT, no. 12013/ZC/2, 'Déclarations de [x, nom supprimé par l'auteur, CEG]', le 8 novembre 1950 valeur : C/3, d. 1950, c. 10H2952, SHAT.

au Cambodge. Selon un ancien officier supérieur de ce bureau, Nguyen Thanh Son et ses partisans avaient fait de leur mieux pour collecter ou plutôt taxer le poivre récolté depuis Ha Tien jusqu'au Sud-Ouest cambodgien. D'après le même informateur, dès 1950, les taxes sur les fermes chinoises de poivre de cette région étaient « tombées presque entièrement dans les mains du Bureau des Affaires externes ».¹²³ En effet, Nguyen Thanh Son avait de bonnes relations avec une cohorte chinoise dans le Sud-Est et de l'Ouest du Cambodge. A la différence des régions du Nam Bo, un grand nombre de ces Chinois étaient impliqués dans les organisations administratives du Viet Minh et même dans les cellules du PCI du pays. En outre, contrairement aux Huaqiao de Saigon et de Haiphong, ces négociants en poivre résidaient dans les régions rurales du Sud-Ouest du Nam Bo et du Sud du Cambodge, étant de la sorte en contact plus étroit avec le Viet Minh concentré des secteurs ruraux de l'interzone IX. Enfin, le fait que dès 1950 le Viet Minh contrôlait une grande partie de Kampot dut contraindre les fermiers et les négociants poivriers chinois à faire des affaires avec le Vietnam—même si le Viet Minh travaillait sur le territoire cambodgien.¹²⁴ Dès décembre 1949, Sihanouk envoyait une lettre aux Français les avertissant des dangers de laisser le Viet Minh maître de l'économie à Kampot. Les Français reconnaissaient qu'ils n'avaient pas réussi à contrôler la côte de Kampot et de Ha Tien, et avaient facilité de la sorte le commerce du poivre sino-vietnamien en direction des marchés de Bangkok.¹²⁵ En 1952, en dépit des tentatives militaires françaises pour interrompre ce commerce, le Viet Minh au Cambodge récolta un minimum de 12 millions de piastres avec le poivre des Huaqiao dans la province de Kampot.¹²⁶ En s'appuyant sur des documents originaux, les Français estimèrent qu'en 1952 le Viet Minh avait gagné au moins 52 millions de piastres grâce à ses opérations économiques au Cambodge.¹²⁷ Et en dépit des taxes sévères de la RDVN, qui engendraient même l'opposition chinoise à leurs contrôles parfois draconiens, les fermiers poivriers chinois parvenaient malgré tout à vendre à profit.¹²⁸ En bref, pour les Vietnamiens, les réseaux Huaqiao dépassaient les seules frontières du Vietnam. Le Viet Minh faisait tout son possible pour se frayer une place dans cette économie tout à fait péninsulaire.

Les revenus de la culture chinoise du poivre aidèrent à financer l'administration révolutionnaire du PCI et les activités militaires du Viet Minh au Cambodge après la victoire communiste chinoise au nord. Ce n'est probablement pas un hasard si Nguyen Thanh Son avait ancré son parti révolutionnaire pour le Cambodge dans les régions de

¹²³ HCFIC, CCEO, FT, CFTC, EM/3B, no. 2371/3, 'Synthèse d'exploitation du [x, nom supprimé par l'auteur, CEG]', le 12 octobre 1951, p. 21, c. 10H5585, SHAT et 'BR no. 840', le 26 février 1951, 'Rallié, 1950 : Economie du Viet Minh', d. 532/1951, c. 10H3998, SHAT.

¹²⁴ En 1950, le PCI avait pris en main d'importantes zones du Sud-Ouest et du Sud-Est du Cambodge. Voir section sud-est asiatique, ch. 2.

¹²⁵ CRFC, no. 3833/CM/X, 'Le CRFC à HCFIC', le 22 décembre 1949, d. Kampot et Takéo, c. 10H284, SHAT.

¹²⁶ CFTC, EM/2B, no. 897/2S, 'L'Economie Viet Minh au Cambodge', 15 May 1953, c. 105585, SHAT.

¹²⁷ *Ibid.*

¹²⁸ DGD, no. 468/DGD, 'Situation au Cambodge au début de l'année 1954', le 20 mars 1954, Lt. Colonel CANN, p. 13, c. 10H278, SHAT.

culture poivrière du Sud du pays et le long de la route Est-Ouest empruntée par le Viet Minh pour le commerce avec la Thaïlande et l'Asie du Sud-Est.¹²⁹ Dans le même ordre d'idée, la décision de la RDVN de transférer le « gouvernement de résistance laotien » à Sam Neau en 1953 n'était pas sans rapport avec les importants revenus découlant de la production d'opium dans ces deux provinces (voir *supra*). Dans les deux cas, l'économie chinoise et ses intermédiaires étaient, d'une façon indirecte, pour quelque chose dans l'enracinement vietnamien des Etats révolutionnaires au Cambodge *méridional* et au Laos *oriental*.

Ce qu'il convient de souligner ici, cependant, c'est le rôle aussi important des Chinois dans le bon fonctionnement du commerce extérieur du gouvernement vietnamien, à la fois dans le Golfe du Tonkin et dans le Golfe de Thaïlande, voici même au cœur du Sud-Est asiatique. Il reste à savoir jusqu'à quel point ils étaient importants.

Volume du commerce avec les Chinois durant la période antérieure ?

Il n'a pas été possible de déterminer le volume exact du commerce sino-vietnamien pour chacune des régions évoquées ci-dessus. Une partie du problème réside dans l'absence de comptabilités commerciales publiées, qu'il s'agisse de contrebande ou de commerce officiel, pour la période considérée ici, du moins à notre connaissance. Pourtant des statistiques doivent exister au Vietnam, étant donné la nature officielle du BCE et de la Viet Thang. De plus, nous avons vu que les douaniers vietnamiens au Trung Bo rencontraient des négociants chinois venant de Beihai. Une identification photographique et des signatures étaient de rigueur. Les listes des cargaisons étaient vérifiées. Les reçus étaient obligatoires. Quant aux produits non-déclarés, ils étaient saisis. Tout cela relevait, bien entendu, du domaine commercial.¹³⁰

En outre, à cause du manque de fiabilité des statistiques françaises sur le Vietnam pour cette période, nous n'avons pas cédé à la tentation d'essayer de calculer le 'commerce de contrebande' de la RDVN, en supposant simplement que la production totale connue, par exemple, de riz au Nam Bo, diminuée de la consommation domestique estimée, ainsi que des exportations nettes enregistrées, équivalait à la 'contrebande'. Il s'agirait là, en effet, d'une méthodologie bien risquée, sinon réductrice, en ce qui concerne la guerre franco-vietnamienne. Pour des raisons évidentes, les autorités françaises éprouvèrent les plus grandes difficultés à connaître les quantités précises de riz, de cannelle, de poivre ou d'opium produites dans les zones contrôlées par le Viet Minh. Toutes sortes de variations liées à la situation de guerre pouvaient fausser leurs estimations. Jusqu'à ce que de plus fiables données soient mises à jour, en particulier du côté des sources vietnamiennes et

¹²⁹ La quasi-totalité des fabriques d'armes au Cambodge étaient situées dans la province de Kampot. Voir : *Lịch sử quan giới Việt Nam*, p. 214.

¹³⁰ Considérant la pauvreté de l'Etat révolutionnaire, les agents économiques de la RDVN ne pouvaient se permettre de se faire gruger ou d'être laxistes dans leur comptabilité. Le fait que la peine de mort était appliquée aux jonquiers qui trompaient le gouvernement montre clairement que la RDVN voulait des reçus de part et d'autre.

chinoises, nos conclusions sur le volume du commerce de la RDV avec les Chinois dans les premières années de la guerre doivent attendre.

Toutefois, nous pouvons toujours poser la question des produits réellement essentiels au commerce extérieur de la RDVN avec la Chine méridionale. Si la plupart des études insistent sur l'importance des importations d'armes, nous nous demandons si les archives commerciales vietnamiennes pour cette période n'indiqueraient pas, plutôt, les médicaments et l'équipement chirurgical en tête de la liste des besoins logistiques. Ils étaient essentiels à la survie de la guérilla vietnamienne face aux attaques françaises (puis américaines) et face aux conditions insalubres des zones d'opération du Viet Minh. Les produits chimiques et pétroliers à destination des ateliers d'armes ont dû également occuper une place importante dans les importations des premiers temps. Cette situation allait changer du tout au tout, pourtant, avec la victoire des communistes chinois. Avec l'aide chinoise, le Viet Minh du Nord allait pouvoir établir des relations commerciales directes avec la Chine communiste et commencer ainsi à bâtir un Etat révolutionnaire plus efficace et une armée moderne capable de répandre ses forces à travers toute l'Indochine du Nord. Mais encore une fois, 'l'effet chinois' n'allait pas affecter l'Indochine du Sud de la même façon.

La victoire du PCC et la sortie de la RDVN de son encerclement

La reconnaissance de la RDVN par la République populaire de la Chine (RPC) marqua un tournant capital dans l'histoire des réseaux asiatiques de la guerre franco-vietnamienne. Comme nous l'avons déjà évoqué dans notre section sur le contexte sud-est asiatique de la guerre, la victoire des communistes chinois en octobre 1949 et leur reconnaissance de la RDVN en janvier 1950, inaugura la guerre froide en Asie du Sud-Est et réorienta ainsi les réseaux extérieurs de la RDVN/PCI vers l'Indochine intérieure et la Chine méridionale. Dans cet avant-dernier chapitre, nous allons montrer à quel point la victoire du PCC était tout compte fait cruciale pour la réintégration du Vietnam révolutionnaire dans un monde communiste européen qui se méfiait du communisme vietnamien. C'est grâce au soutien du PCC et de ses dirigeants que le Vietnam dirigé par le PCI put entrer officiellement dans la communauté communiste sous la direction du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS). La voie menant à Moscou passait par le Sud de la Chine et le PCC. Et les communistes vietnamiens doivent énormément à leurs collègues chinois étant donné l'impasse dans lequel ils se trouvaient entre 1945 et 1949.

L'encerclement diplomatique de la RDVN, 1945-1950

Comme nous l'avons déjà vu à maintes reprises, en Asie du Sud-Est la RDVN et le PCI étaient largement coupés de l'extérieur entre 1945 et 1950. Sur cette période, le gouvernement put mettre en place des délégations à Bangkok, Rangoon et New Delhi, la première délégation étant de loin la plus importante. Du côté communiste, le PCI envoya Hoang Van Hoan en Thaïlande en 1948, où il put fonder le « Comité des Affaires du Comité central du Parti à l'extérieur ». Hoang Van Hoan fut habilité à entrer en contact avec les partis communistes amis. Toutefois, toutes ces tentatives d'ouverture restaient extrêmement limitées. Le PCI n'établit aucun contact réel avec le PCC avant la mi-1949 (voir *infra*). Au niveau diplomatique, aucun gouvernement ne reconnut la RDVN avant 1950.

La guerre ne favorisait évidemment pas de tels contacts. Militairement, le Corps expéditionnaire s'efforçait de couper les liaisons commerciales du Viet Minh avec la

Thaïlande et la Chine méridionale. Diplomatiquement, les Français influençaient habilement la Thaïlande, l'Inde et la Chine nationaliste contre la résistance vietnamienne en Asie. En Indochine, Léon Pignon faisait adroitement pivoter les monarchies et les nationalismes cambodgiens et laotiens contre les projets révolutionnaires et internationalistes du PCI. La France pouvait par ailleurs tirer avantage de ses relations internationales avec les Etats-Unis et l'Union Soviétique pour le règlement de la question vietnamienne.¹

L'isolement du Vietnam ne peut cependant pas s'expliquer par le seul fait des actions françaises, aussi efficaces fussent-elles. Comme nous nous efforçons de le démontrer dans cette thèse, réduire la guerre franco-vietnamienne à sa simple opposition entre 'colonisateur' et 'colonisé' serait ignorer tous les autres acteurs du conflit. Nous l'avons déjà souligné, indépendamment des Français et des Américains, plusieurs leaders asiatiques non-communistes se méfiaient du noyau communiste dirigeant la RDVN, *même s'ils voyaient la « solution Bao Dai »* comme une politique « colonialiste » de la part de la France pour rester en Indochine. Des leaders nationalistes comme Sukarno et Nehru étaient tout aussi rebutés par les tentatives des anciennes puissances coloniales de maintenir leur présence en Asie, que peu enclins à reconnaître la naissance d'un Etat communiste en Asie du Sud-Est plus rattaché à Moscou et à la Chine communiste qu'à la région elle-même. En bref, l'enthousiasme de Truong Chinh à envisager un couloir communiste s'étendant de l'Elbe jusqu'au Vietnam les laissait de marbre. A partir de 1950, face à la menace d'une extension communiste en Asie du Sud-Est qui se propagerait par le Sud de la Chine et l'Indochine du Nord, ces Etats commençaient à se méfier davantage des intentions expansionnistes de la RDVN en Asie du Sud-Est. L'option communiste choisie par les dirigeants vietnamiens du PCI était aussi pour quelque chose dans l'isolement du Vietnam du reste de la région asiatique non-communiste.

Ironiquement, les Asiatiques non-communistes n'étaient pas les seuls à se méfier du contenu communiste de la RDVN. Le PCUS s'y intéressait lui-même. Staline lui-même se demandait si le communisme vietnamien en général et Ho Chi Minh en particulier étaient vraiment à la hauteur pour entrer comme partenaire dans le monde communiste. Pendant toute sa vie, Ho Chi Minh dut montrer deux visages auprès de son peuple et du monde : l'un nationaliste, l'autre communiste. On sait à quel point porter cette double casquette de Ho Chi

¹ A ce sujet, voir la rencontre entre le général français Catroux et le ministre soviétique des Affaires étrangères, Molotov, en janvier 1947 : 'Entrevue avec Molotov sur l'Indochine', le 18 janvier 1947, Moscou, signé Catroux, d. 1352, c. 153, NF/IC,

Minh allait énerver ses détracteurs anti-communistes. Mais ce que l'on sait moins, c'est qu'en montrant une double face, Ho Chi Minh allait susciter des doutes auprès des échelons supérieurs du mouvement communiste, même s'il fut l'un des communistes asiatiques le plus dévoué du communisme. Si difficile que cela puisse paraître aux amis comme aux ennemis du PCI et de Ho Chi Minh, entre 1945 et 1950 le PCI ne jouissait pas de la pleine confiance du monde internationaliste. Ce double isolement diplomatique de la RDVN nous aide à mieux comprendre pourquoi la victoire du PCC et la reconnaissance de la RDVN par la Chine est tellement signifiante pour saisir l'impact de la victoire chinoise de 1949 sur la guerre franco-vietnamienne et le déplacement des réseaux sud-est asiatiques vers la Chine du Sud.

La 'dissolution' du PCI en novembre 1945

Au cœur du problème : l'« auto-dissolution » du PCI par Ho Chi Minh et ses partisans en novembre 1945. Dès le début de la prise du pouvoir du Viet Minh en août-septembre 1945, le contenu communiste de la RDVN était évident et posait d'épineux problèmes aux nationalistes vietnamiens non-communistes, aux Chinois occupant le Nord du pays et, à un degré moindre, aux Français. En effet, le Viet Minh, le front national créé en 1941, était aux mains du PCI par les bons soins du « Comité Directeur » (*Tong Bo*). Les nationalistes non-communistes s'opposèrent à la prise du pouvoir du PCI par l'opposition directe et en s'appuyant sur le GMD. Ils mobilisèrent très habilement une campagne de presse démystificatrice, visant à montrer aux populations que Ho Chi Minh était un communiste et que le Viet Minh et le PCI ne faisaient en réalité qu'un. Entre-temps, Ho Chi Minh faisait son possible pour minimiser ses attaches communistes et maximiser son attrait nationaliste.²

La situation au Nord-Vietnam était rapidement devenue très tendue. Tous les partis vietnamiens jouaient gros dans leur course au pouvoir durant la seconde moitié de 1945. Si bien que les nationalistes anti-communistes agirent le 8 novembre 1945, exactement trois jours avant la dissolution du PCI. Sur ce jour-là, Nguyen Hai Than, chef du parti Dong Minh Hoi, fit livrer à Ho Chi Minh un ultimatum en cinq points qui expirait le 23, soit 15 jours plus tard. Cet ultimatum réclamait la démission immédiate du président, la dissolution de son gouvernement, la suppression « de la dictature d'un seul parti » et la création d'un nouveau

gouvernement. Cet ultimatum avait apparemment reçu l'approbation préalable du général Lou Han avant son départ pour Kunming. Nguyễn Hải Thân aurait déclaré aux Chinois « qu'il déclinait toute responsabilité en cas d'incident entre le Viet Minh et les non-communistes si l'ultimatum était « repoussé » par Ho Chi Minh.³

Cette action de la part de l'opposition, apparemment soutenue par des officiers chinois, mettait Ho Chi Minh dans une situation tout compte fait périlleuse. Depuis août, le PCI craignait que le GMD ne renversât tout bonnement la RDVN pour installer un gouvernement pro-chinois et anti-communiste. En dépit des efforts remarquables de Ho pour gagner Lou Han et Siao Wen à sa cause, il ne pouvait pas écarter la possibilité d'un changement dans la ligne chinoise. La propagande farouchement anti-communiste et ultra-nationaliste de l'opposition était efficace. A la mi-novembre, les communistes vietnamiens redoutaient un véritable coup de force. La situation était tellement tendue que Ho Chi Minh lui-même prit la décision extraordinaire de dissoudre le Parti Communiste Indochinois, le 11 novembre 1945, exactement trois jours après avoir reçu l'ultimatum de Nguyen Hai Than et à la suite de réunions secrètes tenues par le PCI.⁴ Il fallait à tout prix cacher la face communiste du Viet Minh afin de reprendre l'initiative nationaliste aux opposants VNQDD et DMH et garder ainsi le pouvoir. L'auto-dissolution du PCI devait montrer le 'sacrifice' ultime pour la patrie. Il fallait aussi rassurer les Chinois, les Américains et d'autres pays asiatiques non-communistes du contenu proprement 'nationaliste' de la RDVN et du Viet Minh.⁵

Cette manœuvre semble avoir désamorcé la situation. Le coup de force ne se produisit pas. Bien sûr, comme le confirme Hoang Van Hoan, le PCI n'avait pas été dissous en réalité ; il s'agissait d'une tactique pour garder le pouvoir dans un moment difficile. Dans ses mémoires, Hoang Van Hoan prétend qu'il fallait avant tout apaiser Lou Han, qui se méfiait depuis longue date des communistes vietnamiens et qui soutenait le Dong Minh Hoi et le VNQDD. Selon lui, la dissolution du PCI « a rendu la situation moins tendue ». ⁶ Nos recherches montrent que même si le PCI fut reconverti en un « Groupe d'études marxistes », le « Parti » continua à

² Voir le mémoire de DEA de François GUILLEMOT, 'Réflexions sur l'existence du mouvement nationaliste vietnamien : le cas du Dai Viet (années 1940-1950)', Paris, EPHE, 1998.

³ 'Situation Politique à la fin du mois d'octobre [1945]', pp. 20-21, d. Bilan Situation Politique, c. 157, CP, CAOM.

⁴ KING C. CHEN, *Vietnam and China*, Princeton, Princeton University Press, 1969, p. 128.

⁵ 'Mat tran Viet Minh voi viec dang cong san Dong Duong tu y giai tan' [Le front Viet Minh et la auto-dissolution du Parti communiste indochinois], *Cuu Quoc*, no. 90, (le 13 novembre 1945), p. 1 et 'Chung quanh viec Dang Cong San Dong Duong tu y giai tan' [Autour de l'auto-dissolution du Parti communiste indochinois], *Cuu Quoc*, no. 93, (le 16 novembre 1945), p. 2.

exister clandestinement. Mais toute mention de son nom fut interdite pour peur d'inviter des ennuis quant au contenu véritable du Viet Minh et de la RDVN.⁷ Les communistes vietnamiens durent attendre la victoire chinoise avant de montrer leurs vrais couleurs idéologiques au peuple et au monde.

Quoiqu'il en fût, cette dissolution marqua une surprise. Insoupçonnable en novembre 1945, elle semble avoir pris au dépourvu les partis communistes en France et surtout en Union Soviétique. Dans l'histoire du communisme, à l'exception du Parti Communiste Américain et de celui de la Yougoslavie, aucun parti communiste n'avait jamais été dissous. Il n'est même pas sûr non plus que tous les dirigeants du PCI avaient été consultés à l'avance, ni qu'ils avaient tous été d'accord.⁸

Les relations entre la RDVN/PCI et l'Union soviétique avant 1950

Le PCI était né en 1930 à Hong Kong au croisement des réseaux du Bureau d'Orient du Komintern et ceux du PCC.⁹ Dès le début, Ho Chi Minh se trouvait mêlé à ces mouvements. Il était membre du Parti Communiste Français, il avait débuté sa carrière internationaliste à Moscou en 1924 et il avait travaillé avec les dirigeants communistes du PCC, tels Zhou Enlai et Liu Shaoqi, jusqu'à son arrestation à Hong Kong en 1931. Grâce à toutes ces connections, Ho présida à la création du « Parti communiste vietnamien » au début de 1930, rebaptisé sous l'égide Tran Phu le « Parti communiste indochinois ». Suite à sa libération de prison à Hong Kong en 1934, il retourna en Russie pour une formation supplémentaire. Ho retourna dans le Sud de la Chine à la fin des années trente sur les instructions du Komintern, en passant par le quartier général du PCC à Yan'an. Grâce à ses appuis chinois et soviétique, il espérait placer

⁶ HOANG VAN HOAN, *Giot nuoc trong bien ca (Hoi ky cach mang)* [Une goutte d'eau dans l'océan (Mémoires révolutionnaires)] Beijing, NXB Tin Viet Nam, 1986, pp. 266-67.

⁷ Ban Chap Hanh Truong Uong Dang, 'Kinh goi cac Ban chap hanh Lien Khu D. [ang] bo' [Lettre adressée aux comités exécutifs de la section du Parti de l'Inter-zone], no. 3302/VF-TU, datée du 22 novembre 1949, Bi thu van phong, signé de LE SAU, s.d. Organisation, d. 4e partie, c. 10H3978, SHAT et Ban chap hanh, Huyen Dang bo Le Thuy, 'Goi cac chi hoi' [Lettre adressée aux cellules], signé de LE THUY, datée du 17 janvier 1949, d. 2, c. 13, série XIV, SLOTFOM.

⁸ Dans un télégramme de Quang Ngai en décembre 1946, Le Duan demanda aux dirigeants du « PCI » qu'il était le nom du « Parti ». Télégramme décrypté de Le Duan, daté du 12 décembre 1946, dans HCFIC, BFD, no. 885/D6/TS, 'Note au sujet du rôle des communistes dans la lutte actuelle en Indochine', le 2 septembre 1947, annexe IV, vol. 165, IC, AO, MAE.

⁹ Voir : Sophie QUINN-JUDGE, 'The return of Nguyen Ai Quoc : The path to the eighth plenum', intervention faite au colloque : « Moving beyond the war : New directions in the study of Vietnam », Université de Pennsylvanie, (le 31 mars au 1 avril 2000) et notre 'Entremêlements sino-vietnamiens : Réflexions sur le Sud de la Chine et la révolution vietnamienne entre les-deux-guerres', *Approches-Asie*, no. 16, (1999), pp. 81-108. Nous remercions vivement Madame Quinn-Judge de nous avoir communiqué son papier.

de nouveau le PCI sous la direction du Komintern et prit en main la direction du PCI en 1941.¹⁰

Or, la guerre sino-japonaise et surtout la Seconde Guerre Mondiale rendaient ces liaisons très difficiles. Ce ne fut qu'à la suite de l'échec du soulèvement communiste dans le Sud en 1940 que Ho Chi Minh put affirmer à nouveau son influence sur le PCI à partir de la Chine méridionale, dans la province de Guangxi qui se trouvait en face de celle de Cao Bang. Cependant, les contacts de Ho Chi Minh avec l'Union Soviétique et le PCC devinrent de plus en plus difficiles à maintenir à cause de la guerre. Un représentant du Komintern était présent à Yan'an de 1942 à 1945¹¹, mais cette capitale révolutionnaire dans le Chine du Nord était loin de la frontière sino-vietnamienne et le GMD préférait souvent attaquer les communistes chinois plutôt que d'honorer une alliance pour se battre contre les Japonais. Même si le Komintern ne fut pas véritablement dissous en 1943, les liaisons entre le PCI et Moscou furent désormais presque inexistantes.¹² L'autre voie de liaison avec le mouvement internationaliste fut le Parti Communiste Français. Mais là aussi, la Seconde Guerre Mondiale avait effectivement brisé les contacts avec le parti en France.

Avec la fin de la guerre du Pacifique à la mi-1945, le nouvel Etat de la RDVN et ses dirigeants communistes demeuraient encore coupé des partis communistes à Moscou, en Europe et à Yan'an (bien que le PCI eût pu entretenir des contacts sporadiques avec Zhou Enlai dans la province de Sichuan pendant la guerre¹³). Au lendemain de la capitulation japonaise en 1945, Ho Chi Minh envoya des lettres à Staline, lui faisant part de l'existence de son nouveau gouvernement et de sa précarité devant le retour des Français. Dans une lettre adressée à un leader soviétique en octobre, Ho demanda à l'Union soviétique de soumettre la question vietnamienne devant l'ONU. Mais ses lettres restèrent sans suite. Comme Truman, Staline ne répondit pas. Lorsque la demande de Ho Chi Minh arriva sur le bureau de S.P.

¹⁰ Sophie QUINN-JUDGE, 'The return of Nguyen Ai Quoc'.

¹¹ Georges BOUDAREL, 'L'idéocratie importée au Vietnam avec le Maoïsme', dans *La bureaucratie au Vietnam*, Paris, L'Harmattan, 1983, p. 54. Il est invraisemblable que Ho Chi Minh restât en contact avec Moscou via Yan'an.

¹² Le Komintern ne fut pas véritablement dissous en 1943, mais reconverti en d'autres organisations pour ne pas gêner les Américains pendant la Seconde Guerre Mondiale. Voir : Grant ADIBEKOV, 'The Comintern following its formal dissolution (1943-1944)', *Voprosy Istorii*, *Voprosy Istorii*, no. 8, (1997). Nous tenons à remercier Sophie Quinn-Judge qui nous a traduit des extraits de cet article rédigé en russe.

¹³ Cependant, la reprise de la guerre civile en Chine éloignait le PCC et PCI. Sophie QUINN-JUDGE, 'The return of Nguyen Ai Quoc'.

Kozyrev, chef de la section européenne du Ministère des Affaires étrangères à Moscou, ce dernier écrivit simplement : « à ne pas répondre ».¹⁴

Sur le terrain, l'arrivée curieuse en Indochine en 1946 d'une délégation soviétique ouvrait aux Vietnamiens la possibilité d'un contact. Cette mission militaire arrivait à Saigon de Manchourie pour s'occuper des quelques anciens combattants soviétiques, qui, par les caprices de la Seconde Guerre Mondiale, se retrouvaient dans la Légion étrangère ou avaient été emprisonnés par les Japonais en Indochine.¹⁵ Le dirigeant de la délégation se nommait le colonel Doubrovine. Selon le traducteur russe de cette mission, le Haut-Commissariat de l'Indochine, l'Amiral d'Argenlieu, leur déploya le tapis rouge, les hébergeant à l'Hôtel Continental et mettant à leur service une nouvelle voiture blanche. L'Amiral, visiblement désireux de cultiver les relations avec l'URSS au détriment de ses adversaires vietnamiens toujours au pouvoir à Hanoi, rencontra par deux fois le colonel Doubrovine. En même temps, les services de sécurité français surveillaient de très près cette délégation soviétique. Mais ils ne purent déceler aucun signe de contact vietnamo-soviétique. Selon un journaliste du *Nhan Dan*, en raison de ses intérêts en Europe, le gouvernement soviétique ne voulait toujours pas soutenir la cause de la RDVN contre la France.¹⁶ Entre 1945 et 1946, la RDVN avait peut-être plus de soutien, ou du moins de sympathie anticolonialiste, auprès des représentants de l'OSS restés sur place après la Seconde Guerre Mondiale.

Mais, étant donné l'encerclement de la RDVN, les communistes vietnamiens dirigeants ne pouvaient pas attendre jusqu'en 1950 pour être miraculeusement 'sauvés' par la victoire chinoise. Ils étaient dans un état critique. Personne ne savait au lendemain du déclenchement de la guerre en décembre 1946 que le PCC allait gagner deux ans et demi plus tard. Pour briser son isolement, il fallait trouver un autre moyen pour contacter les partis communistes en Occident. Derrière la diplomatie non-communiste de la RDVN en Asie (sec. sud-est asiatique, ch. 1), il existait une seconde façade diplomatique tout à fait communiste dont le PCF et surtout le PCUS furent les cibles préférables en attendant une victoire chinoise. Ho Chi Minh

¹⁴ I.B. BUKHARKIN, 'Kremli va Ho Chi Minh' [Le Kremlin et Ho Chi Minh], *Xua va Nay*, no. 55, (septembre 1998), pp. 4-5. Ho écrivit une autre lettre à Staline en janvier 1946. Voir : 'Lettre de Ho Chi Minh à Staline', datée du 17 janvier 1946, d. 1004, APCUS.

¹⁵ Sur cette mission soviétique en Indochine, voir : DO QUANG HUNG, 'Những người Xô-viet đầu tiên ở Việt Nam' [Les premiers Soviétiques au Vietnam], *Nhan Dan*, no. 34, (février 2000), pp. 50-51 ; 'Đại tá Nga Doubrovine đến Saigon để làm gì ? [Pourquoi le colonel Doubrovine est-il venu à Saigon ?]', *Tan Viet*, no. 231, (le 4 novembre 1946), p. 1 ; et 'Note', Saigon, le 15 janvier 1947, v. 137, IC, AO, MAE.

¹⁶ DO QUANG HUNG, 'Những người Xô-viet đầu tiên ở Việt Nam', p. 51.

connaissait mieux que personne les réseaux révolutionnaires du Komintern. Paradoxalement, si les communistes vietnamiens avaient fait leur possible pour convaincre les Américains, les Asiatiques et leur propre peuple de leur anti-colonialisme et nationalisme, ils allaient devoir convaincre les délégués soviétiques que la RDVN était véritablement communiste et digne de faire partie d'un monde qui dépassait théoriquement le nationalisme.

Un chemin thaï vers Moscou ?

Moscou eut une présence diplomatique dans l'Asie du Sud-Est après la Seconde Guerre Mondiale. Il est aussi signifiant que le premier poste diplomatique de l'URSS dans cette région se trouvât à Bangkok, employant plus de 200 personnes.¹⁷ A la mi-1946, en échange du vote de l'Union Soviétique à l'ONU en faveur de l'adhésion thaïe, Moscou exigea des Thaïs le droit d'établir une légation à Bangkok. La Thaïlande obtint les voix nécessaires pour son entrée dans l'ONU et l'URSS disposa de son premier poste diplomatique en Asie du Sud-Est en mars ou avril 1948. Les dirigeants de l'Assemblée nationale thaïe accordèrent encore une autre concession au 'monde communiste' en 1946, en abolissant la législation anticommuniste de 1933 qui avait contribué à la sévère répression des communistes vietnamiens et du Bureau d'Extrême-Orient au début des années 1930.¹⁸ Le « Parti Communiste Siamois », rebaptisé le « Parti Communiste de la Thaïlande » (PCT) en 1942, fut légalisé. Cette législation ne pouvait qu'être favorablement accueillie par les dirigeants communistes familiers des opérations d'avant-guerre du Komintern en Asie, au premier chef Ho Chi Minh.

Des liens existaient entre les délégués de la RDVN et les représentants soviétiques en poste à Bangkok. Dans un article s'appuyant sur des documents des archives du Ministère des Affaires étrangères de l'ex-URSS, Benoît de Tréglodé montre que des représentants vietnamiens en Thaïlande y rencontraient assez souvent le délégué soviétique.¹⁹ Des lettres interceptées par les Français confirment aussi que la légation soviétique avait apporté une assistance financière à la délégation de la RDVN à Bangkok.²⁰ Mais elle restait limitée, voire

¹⁷ Benoît DE TREGLODE, 'Premiers contacts entre le Vietnam et l'Union soviétique, (1947-1948)', *Approches-Asie*, no. 16, (1999), pp. 125-135 et 'Note', le 15 janvier 1947. Il serait utile de savoir pourquoi cette légation soviétique fut formée en 1948 et pourquoi son personnel était si important.

¹⁸ 'Note : La Propagande Communiste en Extrême-Orient', le 6 novembre 1946, vol. 174, IC, AO, MAE et American Consul at Saigon 'Enclosure no. 2 to despatch no. 196 : Communism in Indochina', daté du 6 mars 1947, 751G.02/4-2250, ANEU.

¹⁹ DE TREGLODE, 'Premiers contacts entre le Vietnam et l'Union soviétique'.

²⁰ Lettres interceptées et notées dans 'Aide mémoire sur le rôle joué par l'ambassade de l'URSS à Bangkok auprès des organisations d Viet Minh', dans HCFIC, CD, no. 1893, le 11 avril 1950, d. 802-5, c. 145, EA, MAE.

insignifiante. Une lettre d'un cadre vietnamien en poste dans la capitale thaïe en novembre 1950 adressée à un collègue à Moscou indiquait que « nos relations avec la Légation russe ne sont ni commodes ni fructueuses ».²¹ Or, en dépit de ces rencontres furtives à Bangkok, l'Union Soviétique ne s'intéressait guère à la question vietnamienne. Avant 1949, la présence soviétique à Bangkok ne menait nulle part pour les Vietnamiens. Ou presque : nous y reviendrons.

L'échec de la voie occidentale vers le monde communiste (1945-1948)

La France représentait encore une autre voie pour contacter le gouvernement soviétique. Le 28 août 1945, A.E. Bogomolov, l'ambassadeur de l'URSS à Paris, exprimait l'opinion dans une lettre à ses supérieurs qu'il ne serait peut-être pas souhaitable de soutenir la réinstallation du colonialisme français en Indochine. Selon lui, le problème indochinois pouvait se régler en mettant l'Indochine sous une tutelle alliée allusion sans doute aux idées de Roosevelt. Or, pour les dirigeants chargés de la diplomatie européenne, dont Andreï Gromyko, une telle idée n'allait pas trouver d'échos favorables. Comme leurs homologues américains, les dirigeants de l'Union soviétique n'allaient pas risquer leurs intérêts européens en s'opposant au gouvernement français au sujet de l'Indochine. Bogomolov reçut des instructions allant dans ce sens.²²

Cependant, en 1946 la voie française demeurait toujours l'une des meilleures façons pour contacter les amis à l'extérieur. Ho Chi Minh se rendit lui-même en France en 1946 pour essayer de trouver une solution négociée au conflit franco-vietnamien. Ho Chi Minh aurait voulu contacter secrètement un représentant de l'URSS pour expliquer sa politique en Indochine et sans doute sa dissolution du PCI. Selon une source américaine, l'Union soviétique avait donné des instructions au PCF pour qu'il soutînt Ho Chi Minh lors des négociations de Fontainebleau.²³ Cependant, le PCF s'interrogeait au sujet de Ho Chi Minh et de sa décision de dissoudre le PCI en novembre 1945. Jaques Duclos avait lui-même publié en

²¹ Voir la lettre manuscrite de 'Nguyen Duc à Bangkok à Truong Hong Van, à Moscou', datée du 14 novembre 1950, dans DSS, no. 9005/C/SG-1, 'Note pour M. le HC', le 5 décembre 1950, d. Soutien aérien, c. C835, SHAA.

²² BUKHARKIN, 'Kremli va Ho Chi Minh', p. 4.

²³ Strategic Services Unit, War Department, 'French communist support of Ho Chi Minh', daté du 7 août 1946, valeur : « believed reliable », 851G.00/8-746, ANEU. Cette source est évidemment sujette à caution.

avril 1945 un article très critique sur la dissolution du parti communiste américain²⁴, provoquant par la suite le licenciement de son secrétaire général, Ernest Bowers. Lors de son voyage en France, Ho Chi Minh tenta d'expliquer les motivations de son choix, ses circonstances et pourquoi il ne méritait pas de subir la même désapprobation que celle du parti américain. Selon Alain Ruscio, « l'équivoque avait alors été levée ».²⁵ Rien n'est moins sûr.

La formation d'une délégation vietnamienne à Paris à la mi-1946 offrait la possibilité de nouer des contacts plus continus avec le PCF et l'ambassade soviétique. Avant de quitter la France pour rentrer au Vietnam en 1946, Ho Chi Minh nomma Hoang Minh Giam et Tran Ngoc Danh à la direction de son bureau diplomatique sis (au début) au 10 rue Sainte Anne à Paris, et officiellement intitulé la « Délégation permanente de la République Démocratique du Viet-Nam ». Selon une version historique française sur cette délégation, Ho Chi Minh lui aurait accordé « par virement bancaire, une première dotation de 10 millions d'anciens francs ». La police métropolitaine estimait que la délégation générait mensuellement deux millions de francs grâce à ses cotisations parmi les Viet kieu de France. En février 1948, le compte bancaire de la délégation se chiffrait à 15 millions de francs.²⁶ En dépit des lettres de M. Moutet et d'autres personnages politiques opposés à son existence, rappelant « que le titre de représentant de la RDVN en France n'est pas reconnu par le gouvernement français », la délégation persista à fonctionner jusqu'en 1949 (voir *infra*).²⁷ Comme les délégations à New Delhi, Rangoon et Bangkok, le bureau de Paris faisait de la propagande et de l'espionnage pour le nouvel Etat vietnamien, mobilisait les populations vietnamiennes en France à sa cause, sondait les ministères français et rencontrait des diplomates et personnages étrangers.

Mais comme en Asie, on peut se demander si la délégation vietnamienne à Paris servait pareillement de relais facilitant les relations du PCI avec les partis communistes de l'Europe orientale et de l'Union soviétique. Après tout, Tran Ngoc Danh était le petit frère de Tran Phu,

²⁴ Jaques DUCLOS, 'La dissolution du Parti communiste américain', *Cahiers du communisme*, (avril 1945), cité par Alain RUSCIO, *Les communistes français et la guerre d'Indochine, 1944-1954*, Paris, L'Harmattan, 1985, p. 109.

²⁵ RUSCIO, *Les communistes français et la guerre d'Indochine*, pp. 108-109 et p. 350, note 34.

²⁶ Cour d'appel de Paris, no. 287/RP, CR 47, Service central, 'Affaire dite de la « Délégation vietnamienne »', le 30 avril 1949, p. 2, d. D714, c. 103, EA, MAE. Bien que la formation d'un tel bureau eût été approuvé dans les accords du 6 mars, George Bidault « opposa une fin de non recevoir à ce projet » dans une lettre datée du 2 octobre 1946. *Ibid.*, p. 2.

²⁷ Comme M. Moutet rappela à Tran Ngoc Danh en octobre 1947 : « Je tiens à vous rappeler qu'à aucun moment le gouvernement français n'a reconnu cette prétendue délégation que j'en ai personnellement avisé le président Ho Chi Minh avant son départ en lui disant que j'acceptai de faciliter les relations avec certains ministères pour les deux personnes qu'il m'avait indiquées [Tran Ngoc Danh et Hoang Minh Giam], mais rien de plus et bien entendu après le 19 décembre toutes facilités ont été retirées ». Cité dans *Ibid.*, p. 3. Et pourtant la 'délégation' continua à y exister.

le fondateur du Parti communiste indochinois à la fin de 1930.²⁸ Tran Ngoc Danh avait été lui-même formé à Moscou et fut arrêté au début des années trente. Il passa plus de dix ans en prison avant sa libération en 1945 et devint un membre du Comité central du parti.²⁹ Etant donné les relations étroites du PCF avec l'aile 'occidentalisée' du PCI depuis le début des années trente³⁰, il nous semble impossible de croire que les Vietnamiens ne voulaient pas au moins re-contacter le monde communiste via les bons soins du PCF et/ou l'ambassade soviétique à Paris. Une source de provenance américaine, rapporta en 1947 que l'ambassadeur soviétique à Paris, M. Bogomolov reçut le 22 novembre 1946 un représentant de la RDVN. Grâce à ce contact, les Vietnamiens purent rencontrer plus régulièrement le directeur de l'information soviétique chargé de la question vietnamienne.³¹ Tran Ngoc Danh était aussi, à en croire un journaliste de l'espionnage, un homme formé par le KGB.³²

La RDVN allait contacter l'URSS par la voie occidentale, mais non pas par la voie française. En septembre 1947, le Bureau politique du PCI envoya Pham Ngoc Thach, l'envoyé spécial de la RDVN,³³ en Europe pour assister à un entretien avec des délégués du PCF.³⁴ Ayant rencontré les émissaires de Jaques Duclos et de Maurice Thorez, Pham Ngoc Thach se rendit à Bern, où il entra en contact avec l'envoyé spécial de l'URSS en Suisse, M. Koulajenkov. Lors d'un entretien en septembre avec ce dernier, Pham Ngoc Thach lui fit le bilan de la guerre franco-vietnamienne et lui expliqua que le PCI était en réalité, « une force très puissante dans le pays malgré la dissolution du Parti en 1945 ». Pham Ngoc Thach insistait auprès de son interlocuteur que cette décision de dissolution avait été prise pour ne pas inquiéter les Américains. En effet, selon Thach, les Etats-Unis étaient restés plutôt neutres à ce stade de la guerre, favorablement disposés à la lutte anticolonialiste de la RDVN. Pham Ngoc Thach fit même part de ses rencontres avec des délégués américains à Bangkok, allant jusqu'à dire à l'envoyé soviétique que les Américains répandaient leurs influences en Asie du Sud-Est et voulaient « soutenir le mouvement de résistance [vietnamienne], sans pour autant

²⁸ DINH PHU XUAN, 'Ho So Ho Chi Minh' [Le dossier Ho Chi Minh], *Que Me*, no. 109, (avril-mai 1990), p. 53, note 1 et HOANG VAN HOAN, *Giot nuoc trong bien ca*, p. 319.

²⁹ 'Note biographique de Tran Ngoc Danh', vol. 161, IC, AO, MAE.

³⁰ à la différence du groupe des communistes formé en Asie et surtout en Chine du Sud, comme Hoang Van Hoan et Nguyen Son.

³¹ Central Intelligence Group, 'Source Control Branch, SO, to Mr. Jack Neal, Division of Foreign Activity Correlation', le 17 février 1947, 851G.00B/2-1747, ANEU.

³² Thierry WOLTON, *Le KGB en France*, Paris, Bernard Grasset, 1986, p. 57.

³³ En 1948, Hoang Van Hoan allait le remplacer à la tête de la diplomatie vietnamienne.

faire de pression sur la France ». Pham Ngoc Thach exagérait quand même le réel soutien des Etats-Unis à la cause vietnamienne, pensant peut-être que ceci aurait un effet favorable sur Koulajenkov. Le représentant vietnamien ajouta vite que son gouvernement attendait avec impatience l'installation de la Légation soviétique à Bangkok (voir *supra*).³⁵

Pour souligner le potentiel révolutionnaire de l'Asie du Sud-Est, Pham Ngoc Thach soutenait qu'il y avait beaucoup de communistes en Asie du Sud-Est et qu'ils jouaient un rôle de premier plan. Pham Ngoc Thach avait contacté le Parti communiste malais (PCM). Mais il exprimait quelques doutes quant à ses appuis parmi la population en générale. Il ajoutait que les Vietnamiens avaient voulu « organiser en 1947 une réunion des Partis communistes de l'Asie du Sud-Est pour établir des liens et contacts et mettre en place une voix commune sur les relations avec les Anglo-Américains et les Français, mais à cause de la guerre franco-vietnamienne, cela n'a pas pu être réalisé ». ³⁶

A en croire cette source soviétique, Pham Ngoc Thach évitait de parler des relations de son parti avec le PCF, sauf pour remarquer que « Duclos lui a dit que le Vietnam doit faire tout son possible pour la lutte de libération, mais, *dit Pham Ngoc Thach*, le PCF lui-même n'a rien fait pour empêcher cette guerre ». En effet, Pham Ngoc Thach était quelque peu désespéré. Le but réel de son voyage était d'entrer le plus rapidement possible en contact avec le gouvernement et/ou le parti communiste soviétique. Le PCF l'avait évidemment déçu. Au moment où les Français se préparaient à attaquer Cao Bang et fermaient la voie occidentale vers l'Asie du Sud-Est, la RDVN avait grandement besoin d'un soutien international pour contrecarrer les Français. La RDVN espérait que l'Union soviétique mettrait la question vietnamienne devant l'ONU. Pham Ngoc Thach demanda à Koulachenkov de trouver un moyen de l'envoyer à Moscou.³⁷ Il n'y parvint pas. Pham Ngoc Thach retourna en Asie, avant de continuer sur le Viet Bac au printemps de 1948 pour préparer l'envoi de Hoang Van Hoan en Thaïlande.³⁸ Ce dernier, nous le savons déjà, s'efforça ensuite de contacter le PCC à partir de la mi-1948. Les communistes vietnamiens étaient bel et bien isolés tant parmi les communistes que les non-communistes.

³⁴ 'Journal de l'envoyé spécial de l'URSS en Suisse, M. Koulajenkov', no. 9288, daté du 16 septembre 1947, fonds no. 5, opus 10, dossier 404, archives du « Centre Russe de Conservation et d'études des documents de l'Histoire modernes ».

³⁵ *Ibid.*

³⁶ *Ibid.*

³⁷ *Ibid.*

Dans un autre document transmis aux Soviétiques en décembre 1947 et intitulé *Compte-rendu sur la situation du Parti au Vietnam*, nous apprenons que le PCF n'avait pas encore fait grand chose pour le PCI à cause de la situation politique en France et en Europe. Ce rapport, pourtant, se réjouissait de la formation du Kominform et de ce que le discours de Jdanov avait « éclairci la situation internationale » et mentionné la lutte anticolonialiste et celle du Vietnam en particulier.³⁹ Cette dernière mention reflétait à quel point les Vietnamiens cherchaient un signe de compassion pour leur cause dans un monde communiste qui se tournait vers d'autres priorités. Etant donné l'intérêt du Komintern pour l'Extrême-Orient avant la Seconde Guerre Mondiale, le PCI espérait trouver un appui dans son avatar d'après-guerre, le Kominform. Le Kominform (abréviation russe de « Bureau d'information des partis communistes ») émergea en 1947 sous la direction étroite du PCUS et de Staline. En septembre 1947, au moment où Pham Ngoc Thach entra en contact avec le délégué soviétique à Bern, la première réunion constitutive du Kominform se réunit en Pologne. Au début, cette organisation devait s'occuper surtout des partis européens fortement épaulés par l'Union soviétique. Le Kominform fut aussi une réponse soviétique au plan Marshall et à la doctrine Truman qui visaient à reconstruire l'Europe économiquement et renforcer la démocratie sous l'égide américaine. En mars 1948, le traité de Bruxelles fut signé, ouvrant la voie à la création de l'« Organisation du traité de l'Atlantique Nord ». En bref, la guerre froide battait son plein. L'Europe était de plus en plus divisée. En effet, en septembre 1947, A. Jdanov esquissait les grandes lignes du Kominform, lorsqu'il annonçait que le monde était désormais divisé en deux camps opposés. Les communistes devaient lutter contre « l'impérialisme américain » et ses « valets » au profit de l'URSS et de la « paix ».

Mais le Kominform visait surtout à consolider le contrôle des pays communistes sous la direction soviétique. Lorsque Tito (Josef Broz) en Yougoslavie se montra trop indépendant par rapport à la ligne du Kominform, une crise se fit vite sentir. Le siège du Kominform fut déménagé de Belgrade à Bucarest. Quatre ou cinq assemblées plénières réunissant des délégations communistes eurent lieu. Celle de juin 1948 était de loin la plus importante : elle expulsa le Parti communiste yougoslave du Kominform et déclencha une lutte anti-titiste dans

³⁹ Pham Ngoc Thach était arrivé au Viet Bac vers le début de juin 1948. LE VAN HIEN, *Nhat ky cua mot bo truong* [Journal d'un ministre], Da Nang, NXB Da Nang, 1995, vol. I, p. 371.

le monde communiste.⁴⁰ Staline exigea désormais une loyauté totale et soupçonna toute déviation dite 'nationaliste'. Les péchés de Tito, jugés trop nationalistes, opportunistes et indépendants de l'URSS, n'allaient pas rendre la tâche vietnamienne plus facile, d'autant que ses propres actions paraissaient bien peu orthodoxes.

Dans un monde si hostile, Pham Ngoc Thach était évidemment content de savoir que le Kominform avait fait mention de la lutte vietnamienne. Toutefois, jusqu'en 1948, le PCI semble avoir été incapable d'entrer en contact avec le Kominform. Si Jacques Duclos participa à la réunion fondatrice du Kominform, il n'avait apparemment pas pu ouvrir la porte aux délégués du PCI actifs en Europe à l'instar de Tran Ngoc Danh.

Mais si la Guerre Froide était bel et bien présente en Europe, elle était largement absente dans toute l'Asie du Sud-Est. Déçus par le désintérêt de l'Union Soviétique et du PCF à leur cause, Pham Ngoc Thach, Tran Ngoc Danh et Nguyen Duc Quy durent se concentrer sur le volet non-communiste de la politique étrangère. Fin 1947, au moment où les forces françaises frappaient très fort militairement, la RDVN espérait amener la question vietnamienne devant l'ONU. Suite à la perte de Cao Bang, la RDVN espérait que l'URSS pouvait l'aider pour :

[é]laborer le plan de défense du Vietnam du point de vue international. Nous avons envoyé une demande à l'ONU. Mais c'est l'affaire de nos camarades [soviétiques] de choisir le meilleur moment du point de vue de la situation internationale pour proposer cette question. Nous aurons le veto de la France, mais cela désavouera la position de l'impérialisme français et le monde verra que le Vietnam a des amis fidèles. [...] En bref, nous demandons à nos camarades soviétiques d'offrir plus d'attention au Vietnam. Jusqu'à maintenant, le Vietnam était solitaire dans sa lutte. La mention de Jdanov nous permet d'espérer que nos camarades soviétiques ont compris toute l'importance de la lutte anti-impérialiste dans notre pays qui est le tremplin de l'Asie du Sud-Est. La victoire de notre lutte au Vietnam et en Indonésie va montrer le renforcement du bastion anti-impérialiste en Asie. Le Vietnam est le premier pays en Asie où le Parti communiste a le pouvoir réel dans ses mains.⁴¹

Selon une autre source toute aussi fiable, Pham Ngoc Thach aurait transmis lors de sa rencontre à Bern une lettre signée de la main de Ho Chi Minh, demandant que l'URSS intervînt dans la guerre franco-vietnamienne par les bons soins de l'ONU.⁴² Le 22 novembre 1948, Tran Ngoc Danh déposa la demande de la RDVN pour son entrée à l'ONU. Mais si

³⁹ 'De T. Chouklin à Pouklov : Compte-rendu sur la situation du Parti au Vietnam', daté du 15 décembre 1947, no. 619, document 4, fonds no. 5, opus 10, dossier 404, « Centre Russe de conservation et d'études des documents de l'Histoire moderne ».

⁴⁰ Stéphane COURTOIS et Marc LAZAR, *Le communisme*, Paris, MA Editions, 1987, p. 145.

⁴¹ 'De T. Chouklin à Pouklov : Compte-rendu sur la situation du Parti au Vietnam'.

⁴² 'Au sujet de la conversation entre le camarade Niemchine et Nguyen Duc Quy, le 20 septembre 1948', document no. 617, MUS, le 21 septembre 1948, d. O33-ext, ASE, juin-décembre 1948, AMAER.

l'URSS souleva de temps à autre la question du Vietnam et de l'ONU, Moscou ne fit jamais un réel effort pour amener la question devant l'ONU.

Les Soviétiques faisaient la sourde oreille. Il suffit de comparer le soutien que Moscou apportait à la jeune République indonésienne depuis 1945 pour en être convaincu. En réponse à une lettre envoyée par le nouveau gouvernement nationaliste le 13 novembre 1945 (deux jours après la dissolution du PCI), l'Union soviétique annonça publiquement que la question indonésienne devait être portée devant l'ONU.⁴³ Entre 1945 et 1948, la diplomatie soviétique s'intéressa beaucoup plus à l'Indonésie et sa lutte contre les Néerlandais qu'à la question vietnamienne. Moscou soutint l'Indonésie lors des discussions à ce sujet à l'ONU et accepta favorablement l'idée donnée reconnaître diplomatiquement la République en envoyant des consuls sur place, voire dans les zones nationalistes. Au début de 1948, à Prague, un représentant du gouvernement indonésien et membre du « Parti Kommunist Indonesi », M. Soeripno, présenta la demande de son gouvernement en vue d'établir des relations diplomatiques avec l'URSS. En mai 1948, l'URSS reconnut la République indonésienne et décida d'y envoyer un consul.⁴⁴

Les dirigeants communistes au Vietnam furent choqués lorsqu'il apprirent la nouvelle de la reconnaissance soviétique de la République indonésienne en 1948,⁴⁵ alors que leurs ouvertures auprès des Soviétiques étaient restées infructueuses. Après tout, une reconnaissance soviétique de la RDVN en mai 1948 aurait fourni un appui précieux aux Vietnamiens dans leurs lutte contre la France. D'ailleurs, comment l'URSS pouvait-elle reconnaître un gouvernement indonésien, non-communiste en lutte contre les Néerlandais, sans faire du même pour les leaders véritablement communistes au Vietnam, en guerre contre le colonialisme français? Les Soviétiques ne croyaient évidemment pas au succès de la révolution vietnamienne, pas plus qu'à celle du PCC. Jacques Doyon va jusqu'à dire que « Joseph Staline ne cro[yait], entre 1945 et 1947, ni à la réalité de la révolution vietnamienne ni à celle de son armée de guérilleros ».⁴⁶ Vo Nguyen Giap a récemment confirmé que « autrefois, l'Union soviétique n'avait pas complètement compris la situation révolutionnaire interne du Vietnam », une allusion évidente à la dissolution du PCI par Ho Chi Minh et au manque de confiance

⁴³ L.M. EFIMOVA, 'Towards the establishment of diplomatic relations between the USSR and the Republic of Indonesia, 1947-1948', intervention faite lors du colloque « EUROSEAS Conference », (septembre 1998), p. 3.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 13.

⁴⁵ LE VAN HIEN, *Nhat ky*, vol. I, p. 360, entrée du 28 mai 1948.

soviétique dans les communistes vietnamiens et leur lutte.⁴⁷ Et voici comment Nikita Khrouchtchev décrivit l'opinion de Staline lors des rencontres de ce dernier avec Ho Chi Minh en 1950 :

Staline n'accordait aucune chance aux Vietnamiens, aussi se comporta-t-il avec Ho d'une manière insultante. Je ne distinguais chez lui nulle trace de cette sympathie à laquelle je m'attendais vis-à-vis d'un communiste tel que Ho. [...] Son attitude vis-à-vis de Ho était choquante et exaspérante. Et pourtant, je dois avouer que ni moi ni personne n'y fit quoi que ce soit, sinon la commenter après coup.⁴⁸

Non seulement la RDVN n'avait pas obtenu une reconnaissance diplomatique non-communiste, mais elle rencontrait des problèmes encore plus sérieux avec le dirigeant du monde communiste lui-même. La politique étrangère de la RDVN avant 1950 était en échec presque total.

La rupture de la voie occidentale et l'orientation de la RDVN vers la Chine

Le voyage de Le Hy

Le PCI était désespéré. La reconnaissance soviétique de la jeune République indonésienne, le même gouvernement qui réprima le parti communiste dans cette même année, durent convaincre la direction du PCI qu'il y avait des problèmes à son sujet dans le monde communiste. Il fallut contacter le PCUS pour s'expliquer. Cependant, si les tentatives échouées de Pham Ngoc Thach pour entrer en contact avec l'URSS par l'Europe occidentale avaient été approuvées par le gouvernement, il n'est pas sûr que les tentatives ultérieures eussent reçues l'approbation du parti. Au début d'août 1948, juste après l'exclusion du Parti yougoslave du Kominform, Le Hy, l'un des délégués vietnamiens stationnés à Bangkok, se rendit de son propre gré à Shanghai. Il put y rencontrer un représentant soviétique nommé M. Sergiev. Grâce à l'aide de ce dernier, mais apparemment sans l'approbation préalable du gouvernement, Le Hy prit le trans-sibérien pour se rendre à Moscou puis à Prague, où il comptait créer un nouveau Bureau d'Information. Le Hy voyagea avec le communiste australien, Alexander Brotherton, « son secrétaire ». Cet Australien était allé à Moscou avant

⁴⁶ Jacques DOYON, *Les soldats blancs de Hô Chi Minh*, Paris, Fayard, 1973, p. 84.

⁴⁷ VO NGUYEN GIAP, *Chien dau trong vong vay. Hoi uc* [Lutter dans une situation d'encerclement : Mémoires], Hanoi, NXBQDND, 1995, pp. 411-412.

⁴⁸ NIKITA KHROUCHTCHEV, *Mémoires inédits*, traduit de l'anglais par Pierre GIRARD, Paris, Pierre Belfond, 1991, p. 194.

Le Hy et avait eu des entretiens avec des représentants soviétiques dont nous ignorons le contenu. Nous savons seulement que Brotherton allait jouer un rôle essentiel dans la formation d'un bureau à Prague.⁴⁹

Le Hy arriva à Moscou le 30 août 1948. il ne continua pas directement sur Prague. Il décida d'essayer d'établir un contact avec le gouvernement soviétique.⁵⁰ Sans une lettre de créance ou d'introduction, il renouvela les demandes de Pham Ngoc Thach de 1947, surtout en ce qui concernait l'aide financière (voir aussi le ch. suivant). Selon la version soviétique de l'entretien avec Le Hy, il semble que ce dernier s'était arrogé le droit de négocier au nom de son gouvernement auprès des Soviétiques :

Maintenant le gouvernement vietnamien ne croit pas commode de s'adresser directement à l'URSS sans des pourparlers préliminaires quant à l'aide. C'est à cause de cela, a dit Le Hy, qu'on l'a prié de manière non officielle de voir les possibilités de l'URSS pour donner une aide au Vietnam de n'importe quelle forme. Puis il a ajouté que si c'est impossible de connaître l'opinion du gouvernement soviétique, peut être que l'on peut le faire par l'intermédiaire du PCUS. Je n'ai pas touché à ces questions et j'ai répondu que je vais tout faire pour me renseigner.⁵¹

Comme l'argumente Benoît de Tréglodé, il est bien possible que le gouvernement ait donné son feu vert à cette mission, se réservant la possibilité de la désavouer au besoin.⁵² Lorsque la légation soviétique informa Nguyen Duc Quy des démarches de Le Hy à Moscou en septembre 1948, le délégué vietnamien à Bangkok prétendit ne pas être au courant « des objectifs de cette mission ». ⁵³ Le 15 septembre 1948, Nguyen Duc Quy informa le délégué soviétique à Bangkok que son gouvernement avait rappelé Le Hy de Moscou, car le Hy « était parti du Vietnam sans demande officielle ». ⁵⁴ Même Hoang Van Hoan, le dirigeant du « Comité des Affaires du Comité central du Parti à l'extérieur » n'était pas au courant. En effet, Nguyen Duc Quy expliqua à son interlocuteur soviétique que Hoang Van Hoan, était désormais censé se rendre à Moscou pour établir un contact et demander de l'aide auprès des Soviétiques. ⁵⁵ Or, ce dernier ne partit pour l'Europe qu'à la fin de 1949, afin d'arrêter les

⁴⁹ 'Lettre manuscrite envoyée de Shanghai', signée LE HY, daté du 12 août 1948, d. no. 522-ext, département Asie du Sud-Est, AMAER.

⁵⁰ A ce sujet, voir : DE TREGLODE, 'Premiers contacts entre le Vietnam et l'Union soviétique', pp. 125-135.

⁵¹ 'Au sujet d'une conversation de Bachitov avec l'adjoint du chef du Bureau d'Information vietnamien à Bangkok, Le Hy', tiré du carnet de note de Bachitov, document no. 433, daté du 31 août 1948, d. 032-ext, ASE, septembre 1948, AMAER.

⁵² DE TREGLODE, 'Premiers contacts entre le Vietnam et l'Union soviétique', pp. 125-135.

⁵³ 'Au sujet de la conversation entre le camarade Usatchov et Nguyen Duc Quy à Bangkok le 6 septembre 1948', document no. 609, MUS, le 10 septembre 1948, d. 033-ext, ASE, juin-décembre 1948, AMAER.

⁵⁴ 'Conversation entre camarade Usatchov et Nguyen Duc Quy, le 15 septembre 1948', *Ibid.*

⁵⁵ DE TREGLODE, 'Premiers contacts entre le Vietnam et l'Union soviétique', pp. 125-135.

activités d'un autre diplomate vietnamien qui allait essayer de noircir le PCI auprès du PCUS (voir *infra*). Entre temps, Hoang Van Hoan préférait essayer de contacter le PCC, dont il fut probablement un membre lui-même (sec. sud-est asiatique, ch. 4).

Le 'timing' du voyage de Le Hy à Moscou en août 1948 était lié sans doute aux besoins militaires de la RDVN dans la guerre contre la France et le fermeture du front occidental après le coup de novembre 1947 en Thaïlande et le retour de Pibul Songkram au pouvoir. Mais ce périple vietnamien à Moscou coïncidait aussi avec l'exclusion du Parti yougoslave du Kominform, une attaque anti-titiste et aussi la reconnaissance soviétique de l'Indonésie au lieu de la RDVN. Lors de l'entretien avec le représentant soviétique à Bangkok, Nguyen Duc Quy demanda à son homologue soviétique de le croire quand il affirmait que le PCI dirigeait la RDVN. Il est évident que les Vietnamiens à l'extérieur comprenaient que les Soviétiques ne croyaient pas au contenu proprement communiste de leur gouvernement.⁵⁶ On peut se demander si, en disant cela, Nguyen Duc Quy pensait à l'exclusion du Parti yougoslave du Kominform.

Bien que nous n'ayons pas la preuve, il est possible dans ce contexte que Le Hy décida d'informer directement le PCUS de la situation intérieure du PCI. Comme nous le verrons, la tentative de Le Hy était liée à celle de Tran Ngoc Danh, qui était tout à fait conçue dans cette pensée. Plus au courant des doutes formulés par les partis occidentaux quant à la bonne foi du PCI, ils décidèrent d'agir indépendamment. Or, dans le cas de Le Hy, le peu de diplomates professionnels et le manque de liaisons et de directives claires de la part du gouvernement, persuada Le Hy de l'importance de contacter Moscou vite, et le gouvernement le couvrirait après.

En tout cas, il y avait une véritable crise au sein des réseaux extérieurs de la RDVN/PCI quant à la ligne à adopter auprès de l'Union soviétique. Cette indécision avait évidemment un lien avec la décision simultanée de la part du PCI de contacter le Parti communiste chinois au même moment. En effet, on peut déjà constater à la mi-1948 le développement d'une double politique envers le monde communiste : l'un passait par l'Occident, c'est-à-dire le PCF et le PCUS, tandis que l'autre dépendait des liaisons avec le PCC. Si Hoang Van Hoan ne se rendit pas à Moscou en 1948 parce qu'il attachait plus d'importance au PCC, le seul parti qui pouvait

⁵⁶ 'Conversation entre le camarade Niemchine et Nguyen Duc Quy, le 20 septembre 1948', document no. 617, MUS, le 21 septembre 1948, d. 033-ext, ASE, juin-décembre 1948, AMAER.

expliquer aux autres partis occidentaux plus réservés les difficultés auxquelles le PCI et Ho Chi Minh avaient dû faire face depuis 1945. Ceci, à son tour, expliquerait pourquoi Cao Hong Lanh (un proche de Hoan and membre du PCI et du PCC) insistait *au même moment* sur le fait que les dirigeants du PCC, une fois contactés, fourniraient les lettres nécessaires pour entrer ensuite en contact avec le PCUS. C'est, selon nous, dans ce contexte complexe qu'il faudrait situer le voyage de Le Hy à Moscou et les tentatives du « Comité des Affaires du Comité central du Parti à l'extérieur » de contacter le PCC à la mi-1948.

Encore une fois, la diplomatie du PCI/RDVN dans la région et dans le monde était chaotique. Le Hy dévoila ses vraies couleurs en septembre 1948 lorsqu'il critiqua implicitement le PCI pour ne pas avoir été plus idéologique, plus socialiste et plus communiste, réflexion qui reflète probablement en partie les soucis du PCUS au sujet de la foi des communistes dans le communisme :

Je me suis demandé est-ce que j'ai commis quelques graves torts à mon parti ? Je le laisse donc juger. A vrai dire je n'ai pas eu le plein consentement de Nguyen Duc Quy avant mon départ, car selon lui il fallait attendre la réunion du comité [des Affaires du Comité central du Parti à l'extérieur sous la direction de Hoang Van Hoan] de là-bas et leur délibération, ce qui prendra plus d'un mois, et la situation se dégrade au Siam. J'ai donc pris sur moi-même de partir vite. J'en ferai l'autocritique devant les organisations supérieures du Parti pour cette transgression à la discipline, mais c'est au prix de tels sacrifices de ma part, que j'entends faire progresser l'œuvre générale du Parti. J'espère donc que vous me comprendrez.⁵⁷

D'autres sources confirment le désaccord de Le Hy avec la ligne du PCI.⁵⁸ Selon nous, Le Hy agissait indépendamment du PCI. De telles actions étaient évidemment très dangereuses pour la diplomatie communiste du PCI. Mais si cette démarche avait réussi, il est bien probable que Le Hy serait peut-être considéré aujourd'hui comme un initiateur admirable. Encore une fois, tant dans le monde communiste que dans celui des non-communistes, la politique extérieure de la RDVN avait fini par un échec total.

Cela n'empêcha pas Nguyen Duc Quy de renouveler ses demandes auprès de la légation soviétique à Bangkok. La RDVN voulait envoyer une cinquantaine d'officiers vietnamiens à Moscou pour suivre une formation militaire, ajoutant que « si l'URSS n'aide pas le Vietnam,

⁵⁷ 'Lettre de Le Hy au camarade Bachitov, Koslov et Rebanet sur la situation au Vietnam et sur les relations avec l'URSS', Moscou, datée du 20 septembre 1948, document no. 497, du 20 septembre 1948, d. 113-ext, ASE, août-décembre 1948, AMAER.

⁵⁸ HOANG VAN HOAN, *Giot nuoc*, pp. 297-300 et 'Notice de documentation : La délégation du Gouvernement de la République Démocratique du Vietnam en Birmanie', p. 10, no. 1598, le 10 mars 1952, p. 26, d. W6, c. 274, EA, MAE.

personne d'autre ne le fera car le Vietnam est entouré d'ennemis ». ⁵⁹ Or, en octobre 1948, cette ouverture vietnamienne vers Moscou semble avoir été tuée dans l'œuf par Ho Chi Minh lui-même, qui, selon Nguyen Duc Quy, « dit que ce n'est pas encore le temps, [il dit] qu'il faut compter sur ses propres forces et ne pas ennuyer ses amis ... ». ⁶⁰ Bien que mystérieuses, il existait au sein du PCI de véritables divergences de vue quant aux relations avec leurs grands frères.

Le Kominform et l'Asie ?

Il existe une autre façon d'expliquer le désir si étonnant de Le Hy de se rendre à Moscou. On peut se demander si le Kominform en Europe put envoyer des instructions en Asie du Sud-Est et si les délégués vietnamiens les avaient reçues avant le départ de Le Hy pour Shanghai. On parlait beaucoup à l'époque d'une branche du Kominform pour l'Asie, formée lors d'une conférence, en Chine, à Harbine en novembre 1947. Le journal anglophone, *The Straits Times*, publia le 7 décembre 1947 de très larges extraits d'une brochure ronéotypée en chinois, concernant les directives émanant de cette conférence de Harbin au Parti Communiste Malais prônant une ligne plus radicale. ⁶¹ Toutefois, à notre connaissance, rien ne prouve que cette conférence eût vraiment lieu. En revanche, le Congrès de Calcutta de février 1948, aussi appelé « Conférence de la jeunesse et des étudiants du Sud-Est Asiatique » eut bel et bien lieu et en présence des représentants de l'Union soviétique. Selon les services de renseignement britanniques, la nouvelle concernant le discours de Jdanov arriva en Asie du Sud-Est lors de cette conférence en Inde, date à laquelle les partis communistes malais, indien et birmans changèrent leur ligne politique dans un sens plus violent. Déjà en décembre 1947, les partis communistes de l'Inde et de la Birmanie avaient pris des résolutions allant dans le sens plus orthodoxe du Kominform. ⁶² Une révolte communiste se produisit en Birmanie en mars 1948, un état d'urgence fut déclaré en Malaisie en juin contre le PCM (*The Malaya Emergency*) et en septembre le PKI se mobilisa en Indonésie. ⁶³ Ne nous hâtons pas cependant à conclure à 'un

⁵⁹ 'Conversation entre le camarade Niemchine et Nguyen Duc Quy, le 30 septembre 1948', document no. 602, MUS, le 3 octobre 1948, d. 033-ext, ASE, juin-décembre 1948, AMAER.

⁶⁰ 'Conversation entre le camarade Niemchine et Nguyen Duc Quy, le 9 octobre 1948', document no. 682, MUS, le 16 octobre 1948, AMAER.

⁶¹ Asiaticus, 'Kominform d'Asie', *Sud-Est Asiatique*, no. 23, (avril 1951), pp. 17-24.

⁶² Chiefs of Staff Committee, Joint Intelligence Committee, 'Communist Influence in the Far East, Report by the Joint Intelligence Committee', décembre 1948, p. 3, L/WS/1/1198, PRO.

⁶³ *Ibid.*, p. 4.

complot mondial' concocté par Moscou pour déstabiliser toute l'Asie. Ce qui ne fut pas le cas (le Kominform était faible, les partis communistes européens aussi et Staline n'avait que peu de confiance dans l'Asie).

Pour autant, n'écartons pas d'emblée l'influence que put avoir la nouvelle de la formation du Kominform et sa nouvelle ligne sur des partis asiatiques, en Inde, en Malaisie, et même en Indochine, où Ho Chi Minh avait été avant la Seconde Guerre Mondiale chef du Bureau asiatique du Komintern. Récemment l'ancien secrétaire général du PCM dès 1947, Chin Peng, a révélé qu'il avait pu se renseigner sur la ligne du Kominform grâce au contact qu'il avait prit avec le communiste australien, Laurence Sharkey, lors du retour de ce dernier de la Conférence de Calcutta. Cette rencontre se passa en mars 1948.⁶⁴ Selon Chin Peng, une réunion du Comité exécutif central du PCM avait eu lieu du 17 au 21 mars 1948 à Singapour. Sharkey participa à cette réunion. Il fut ensuite décidé d'adopter une ligne de lutte armée et de s'aligner sur la politique du Kominform. Le 10 mai, le PCM était acquis à l'utilisation de la violence. En juin, le « Malaya Emergency » commençait.⁶⁵

La question se pose alors de savoir si ces émissaires arrivant de l'Europe avaient pu contacter le PCI basé en Thaïlande. Nous savons aussi que Pham Ngoc Thach amena de Singapour un autre communiste australien, Brotherton, pour travailler à la délégation à Bangkok et avec Le Hy en particulier. Les communistes à Bangkok auraient eu un très grand intérêt à suivre le déroulement des événements révolutionnaires en Malaisie à la mi-1948, d'autant plus que l'ancien Secrétaire général du PCM (1934-1947), Lai Teck, fût d'origine vietnamienne et qu'il avait été nommé à la tête du PCM sur la recommandation de Ho Chi Minh. Le problème, pourtant, c'est que ce Vietnamien dirigeant le communisme en Malaya avait été démasqué comme un espion français, britannique et japonais. Un tel événement n'aurait certainement pas facilité les relations d'après-guerre entre les deux partis, pas plus que la confiance du Kominform dans les communistes vietnamiens et peut-être même en Ho Chi Minh.⁶⁶ Le PCI était donc même isolé de l'autre parti communiste majeur en Asie du Sud-Est.

⁶⁴ 'Malayan red tide swelled with Australian push', *Australian*, (le 5 mars 1999), basé sur le témoignage de Chin Peng lors d'une conférence à l'Australian National University en février 1999.

⁶⁵ 'Témoignage de Chin Peng lors d'une conférence à l'Australian National University'. Document fourni à l'auteur à titre privé.

⁶⁶ CHEAH BOON KHENG *From PKI to the Comintern, 1925-1941: The apprenticeship of the Malayan communist party*, Ithaca, Southeast Asia Program, 1992, p. 28 et surtout l'article de YOJI AKASHI, 'Lai Teck, Secretary general of the Malayan communist party, 1939-1947', *Journal of the South Seas Society*, vol. 49, (1994), pp. 62-63. Nous n'avons pas pu établir la nature des relations entre le PCI et le MCP après la Seconde Guerre Mondiale. Nous savons pourtant que Vo

Soulignons enfin que nous avons déjà constaté un changement important dans la ligne du PCI envers les révolutions laotienne et cambodgienne à partir de janvier-mars 1948. Le 'timing' de tous ces événements nous incite à faire des recherches plus poussées sur l'impact de la formation du Kominform et le discours de Jdanov. Il est possible que le PCI adoptât une politique plus internationaliste au début de 1948 en fonction du changement de ligne annoncé par le Kominform en septembre 1947, sans avoir reçu d'instructions de Moscou ou d'ailleurs. Mais ce n'est qu'en septembre 1948, selon nos recherches, que Truong Chinh mentionna favorablement la formation du Kominform et son soutien (verbal) de la lutte vietnamienne.⁶⁷

La 'mission' de Tran Ngoc Danh

Le Hy n'était pas le seul à tenter d'atteindre Moscou à l'insu du Comité central du PCI. Une autre rupture éclata en 1949, lorsque Tran Ngoc Danh dissout la délégation vietnamienne en France. Poursuivi par la police, il plia bagages et, grâce aux bons soins du PCF et de Jacques Duclos en particulier⁶⁸, il se rendit à Prague. Mais Tran Ngoc Danh avait d'autres projets. Il voulait contacter le PCUS lui-même et lui signaler les digressions de son propre parti et de Ho Chi Minh en particulier. La crise des réseaux communistes à l'extérieur continuait à s'accroître. La politique étrangère du gouvernement et du parti était dans un état critique, sinon lamentable. Voici un extrait important de la lettre adressée par Tran Ngoc Danh au PCUS en octobre 1949 et qui montre bien combien la RDVN/PCI était incapable de gérer ses propres hommes. La lettre de Tran Ngoc Danh mérite d'être citée largement :

1. Après les critiques faites par le Kominform, je suis actuellement en désaccord total avec la ligne politique opportuniste et nationaliste suivie par mon Parti depuis sa dissolution officielle (le 11 novembre 1945 décidée par le CC du PCI). Cette dissolution, allant à l'encontre de la volonté plusieurs fois exprimée par nos camarades n'a pu se faire qu'avec l'intervention énergique du camarade Ho Chi Minh, actuellement Président de la RDVN. L'autorité du camarade Ho est incontestablement très grande auprès du peuple vietnamien qui le considère comme le symbole de la lutte anti-impérialiste et le principal promoteur des réalisations démocratiques. Cette confiance est davantage renforcée par le fait que les communistes vietnamiens voient toujours en lui l'ancien délégué du Secrétariat du Bureau d'Orient du Comité exécutif du Komintern ou pour employer un

Nguyen Giap avait donné l'ordre d'entrer en contact avec « M. Wright », qui ne fut autre que Lai Teck, dirigeant le PCM jusqu'en 1947, moment où il fut démasqué comme un espion. Lorsque Pham Ngoc Thach informait le délégué soviétique à Bern que le Parti communiste malais ne fonctionnait pas très bien, il devait penser à Lai Teck et les problèmes que cela aurait pu provoquer entre les deux partis en 1948. Selon Yoji Akashi, après la disparition de Lai Teck en 1947 un représentant du PCI arriva à Singapour pour trouver Lai Teck.

⁶⁷ 'Bao-Cao cua Dai Hoi Trung Uong thang 9-1948' [Déclaration du Congrès du Comité central, septembre 1948], publié au Sud sous le titre : *Tinh Hinh The Gioi* [La situation mondiale], Binh Thuan Xuat Ban, s.d., d. 4ème partie, c. 10H3978, SHAT.

⁶⁸ 'Jacques Duclos à Gerninder', daté du 16 juillet 1949, fonds 100/3, volume 207, Vietnam, Archives du Comité central du Parti communiste tchèque (dorénavant, ACCPCT).

terme vietnamien « C'est l'homme de l'Internationale ». Et la politique de dégénérescence actuelle s'est inspirée de sa doctrine qui datait depuis 1921 au Congrès de Tours ;

2. En traduisant ces documents, j'ai enfreint à la décision de la Direction de mon Parti qui m'a recommandé de ne pas le faire. [...]

4. Fermeement convaincu des graves déviations de la Direction de mon Parti qui porteront préjudice au mouvement communiste et au développement de la Révolution dans mon pays, mais aussi conscient que chacun de mes actes tant soit peu imprudents ou impatients et isolés pourraient entraîner de graves conséquences, je prends la responsabilité de vous informer sur la situation réelle de mon Parti.⁶⁹

Il y avait évidemment une véritable divergence de vues au sein du PCI, ou du moins entre le Parti à l'intérieur et ses représentants à l'extérieur.

Ses propos sont d'autant plus significatifs que Tran Ngoc Danh n'était autre que le petit frère de Tran Phu. Ce dernier avait critiqué Ho Chi Minh au début des années trente, et cela en grande partie à cause du fait que Ho n'avait pas créé un Parti communiste proprement « indochinois », c'est-à-dire internationaliste, opposé au modèle colonial des Français. Tran Phu l'avait taxé de « nationaliste ». L'attaque du petit frère reflétait sans doute des divisions personnelles plus vieilles au sein du PCI.⁷⁰

Etant donné la référence faite par Danh aux doutes du Kominform, il est bien possible que l'« anti-titisme » de la fin des années 1940 était pour quelque chose dans cette attaque virulente de la direction du PCI et de Ho Chi Minh lui-même. En fait, il est difficile de croire que les voyages de Le Hy et de Tran Ngoc Danh ne fussent pas liés, l'un à l'autre. Selon Hoang Van Hoan, Le Hy « avait été influencé par l'idéologie de Tran Ngoc Danh ». Tous étaient, selon Hoan, en désaccord avec la lenteur du PCI dans l'application d'une politique socialiste plus radicale.

L'attaque de Tran Ngoc Danh posait un véritable défi à Ho Chi Minh et pouvait mettre en cause les relations ultérieures qu'auraient le Parti avec le reste du monde communiste. Tran Ngoc Danh ne cachait pas dans d'autres lettres qu'il dédaignait le culte du héros qui s'était

⁶⁹ 'Lettre de Tran Ngoc Danh, membre suppléant du Comité central du Parti communiste indochinois aux camarades du Comité central du Parti communiste (bolchévique) de l'URSS', Prague, no. 7/TND, daté du 12 octobre 1949, fonds 100/3, volume 207, ACCPCT.

⁷⁰ Ce qui est plus difficile à expliquer, cependant, c'est le fait que Tran Ngoc Danh lui-même avait publié une hagiographie de Ho Chi Minh, publiée en France en 1949. Il semble possible que l'animosité témoignée par Tran Ngoc Danh pour Ho Chi Minh datait de peu. Voir : TRAN NGOC DANH, *Tieu su Ho Chu-Tich* [Biographie du président Ho], Paris, Chi-Hoi Lien-Viet tai Phap, 1949.

érigé autour de la personne de Ho Chi Minh, expliquant que « la situation dans le Parti communiste indochinois s'aggrave, l'établissement des relations avec le parti bolchevique m'est plus chère que jamais pour pouvoir les informer ». ⁷¹ Dans une lettre adressée au camarade Youdine et daté du 10 janvier 1950, au moment où Ho Chi Minh se rendait à Moscou lui-même (voir *infra*), Tran Ngoc Danh écrivit ainsi :

Au moment de [sa] dissolution, le PCI est dominé par l'élément petits-bourgeois nationaliste qui pendant les périodes successives de répression étaient déjà enclins au reniement, à la renonciation, au manque de foi en la force révolutionnaire du prolétariat. L'élément décisif désagregateur, c'est la personnalité de Ho Chi Minh. Pour en avoir une idée, il suffit de se référer à la politique du PCI en 1941, c'est-à-dire au moment où il entra directement dans l'arène politique indochinoise. ⁷²

Allant encore plus loin, Tran Ngoc Danh accusa Ho Chi Minh d'être « hostile à l'URSS ». On peut mieux comprendre maintenant pourquoi Ho Chi Minh allait rencontrer des problèmes si épineux dans ses discussions avec Staline en 1950. En effet, Tran Ngoc Danh et Le Hy avaient mis en cause la politique étrangère *communiste* du PCI/RDVN au moment où le PCC prenait le pouvoir et offrait la possibilité de convenir d'une reconnaissance diplomatique et d'une aide importante dans la guerre contre la France. La 'voie occidentale' des réseaux extérieurs du PCI était en péril. Le parti n'était unifié ni à l'intérieur, ni à l'extérieur.

La position du PCF est beaucoup plus difficile à déterminer. Si le PCC avait offert une liaison asiatique avec Moscou avant la Seconde Guerre Mondiale, le PCF avait servi de relais occidental pour le PCI. Nous savons que Jacques Duclos envoya Tran Ngoc Danh à Prague. Comme l'écrit Duclos au Parti communiste tchèque : « Danh qui a été représentant du gouvernement Ho Chi Minh et est poursuivi par la police en ce moment, part pour la Tchécoslovaquie. Nous vous demandons de bien vouloir l'accueillir et discuter les conditions de son travail futur. Il s'agit d'un camarade auquel vous pouvez avoir toute confiance » [*sic*]. ⁷³ Il nous est très difficile de croire que ce leader de premier ordre du PCF, présent à la création du Kominform, n'était pas au courant des 'péchés' du PCI et de Ho Chi Minh. Si des critiques circulaient à l'intérieur du Kominform sur Ho Chi Minh, il nous semble très difficile de croire

⁷¹ 'Pour Geminder de Tran Ngoc Danh', daté du 5 septembre 1949, fonds 100/3, volume 207, Vietnam.

⁷² 'Lettre/étude de Tran Ngoc Danh à camarade Youdine, écrite à Prague, le 10 janvier 1950', document 89357, reçu le 14 avril 1950, datée du 4 janvier 1950, d. 425, APCUS.

⁷³ 'Duclos à Geminder', daté du 16 juillet 1949.

que Duclos n'en fût pas au courant.⁷⁴ A la veille du départ de Léo Figuières, délégué spécial du PCF, pour l'Asie, le secrétaire général du PCF lui confiait

que parfois certains aspects de la tactique des camarades du Viet Nam étaient mal compris dans le mouvement communiste international, mais que, pour ce qui concernait notre Parti, il avait une pleine confiance en Ho Chi Minh et en ses camarades de combat.⁷⁵

En même temps, il ne faut pas exagérer. Tran Ngoc Danh et son frère n'aimaient évidemment pas le personnage de Ho Chi Minh. Même si Danh prétendait que Ho était « anti-soviétique », il lui aurait fallu en apporter la preuve. Comme nous l'avons vu ci-dessus, Ho Chi Minh avait pris la décision de 'dissoudre' le PCI dans des circonstances tout compte fait extraordinaires. En ce faisant, il voulait garder le pouvoir pour le PCI. Cela ne voulait pas dire qu'il avait voulu renier ses attaches communistes ! Ho Chi Minh, comme Mao Zedong, était bien sûr nationaliste. Mais il était tout aussi fier de faire parti du monde communiste. Son problème, cependant, c'était que le Vietnam était encore encerclé. N'oublions pas que Mao Zedong avait bien pu utiliser l'incident de Xian en 1936 pour créer un « front uni » avec Chiang Kai-shek contre les Japonais (Zhou Enlai fit kidnapper Chiang Kai-shek pour créer cette alliance nationaliste). Il est bien possible que Tran Ngoc Danh voulût entacher la réputation de Ho, en exploitant sa dissolution du PCI, la ligne staliniste et la menace titiste afin de se mettre en avant. Ho Chi Minh fût ni « anti-soviétique » ni « anti-chinoise » à cette époque. Bien au contraire. Ce qu'il faudrait souligner, cependant, c'est que cette crise dans la politique étrangère vietnamienne n'aurait pu que renforcer la dépendance diplomatique presque totale du PCI par rapport au PCC à cette conjoncture cruciale. Si le PCC avait renâclé à traiter avec le PCI et surtout Ho Chi Minh en 1949-1950, cela aurait suscité une véritable catastrophe dans tous les réseaux de la guerre franco-vietnamienne. C'est aussi dans ce contexte de crise que l'on doit placer les premiers contacts entre le PCI et le PCC. D'un seul coup, deux diplomates vietnamiens avaient mis en danger les liens du PCI avec le monde

⁷⁴ Se basant sur des entretiens effectués bien après la période 1945-1950, Alain Ruscio confirme qu'il y avait des doutes au sein du PCF au sujet de la dissolution du PCI et « sur la nature exacte du Parti vietnamien ». Mais, selon Ruscio, « Maurice Thorez en personne, et toute la direction du P.C.F. ont très durement combattu cette tendance ». RUSCIO, *Les communistes français et la guerre d'Indochine*, p. 351. En attendant l'ouverture des archives internes du PCF, cette interprétation ne semble pas être confirmée par les documents provenant des archives tchèques et soviétiques. Nos tentatives de consulter les archives de la section d'Outre-Mer et celles du Politburo du PCF ont échoué. Selon les archivistes, ces archives sont apparemment introuvables ou « perdues ». Nous trouvons une telle réponse bien dommage.

⁷⁵ Léo FIGUIÈRES, *Jeunesse militante*, Paris, Editions sociales, 1971, pp. 204, 207, cité par DOYON, *Les soldats blancs*, pp. 112, note 1.

communiste en Europe dans une conjoncture des plus critiques. Ce désordre avait déjà provoqué des doutes dans le Parti tchèque depuis la fin de 1948, avec la conséquence de s'aliéner ainsi un autre parti occidental et un pays qui avait arrangé la normalisation des relations entre Moscou et la République indonésienne l'année précédente.⁷⁶

Outragé, Hoang Van Hoan se rendit vite à Prague pour sanctionner Tran Ngoc Danh et Le Hy. Tous deux furent (éventuellement) renvoyés au Vietnam et expulsés du Parti. Ho Chi Minh avait apparemment demandé personnellement le renvoi immédiat de Tran Ngoc Danh pour être puni.⁷⁷ Les motifs avancés pour l'expulsion de Le Huy étaient les suivants : il avait effectué un voyage sans autorisation en « Europe orientale », il avait utilisé une liaison illicite pour cette mission (Brotherton ?), il avait dénigré un « dirigeant » anonyme (Ho Chi Minh ?) et il avait enfin critiqué la ligne du parti. Tout cela avait « involontairement provoqué des scissions à l'intérieur du Parti ». ⁷⁸ Le Parti expulsa Tran Ngoc Danh parce qu'il avait dissout la délégation de la RDVN à Paris sans autorisation et parce qu'il avait par ailleurs voyagé en Europe orientale avec le même objectif que Le Hy. Ainsi peut-on lire dans la critique du Comité central :

En concert avec Le Hi [Hy], [Tran Ngoc Danh] critiqua sans motifs, sans réflexion sérieuse, les actions du Parti Communiste et du Comité Central. Il provoqua inconsciemment des dissensions à l'intérieur des rangs du Parti et éloigna notre Parti et notre Gouvernement d'autres partis qui avaient des sympathies pour nous, ainsi que de puissances amies sur lesquelles le Parti et le Gouvernement comptaient pour nous fournir de l'aide et du soutien. ⁷⁹

En janvier 1951, le responsable tchèque de Tran Ngoc Danh à Prague en 1949, M. Geminder, apprit que Danh avait été exclu à cause de sa dissolution de la délégation à Paris, de

⁷⁶ 'Lettre du Parti au MAE, Département III : Visite de Le Hi à Prague', le 20 novembre 1948, c. 2, TO-O Vietnam, Archives du MAE, République tchèque.

⁷⁷ 'Pour camarade Papez', non signé et non-daté, fonds 100/3, volume 207, Vietnam, ACCPCT.

⁷⁸ Ban Chap Hanh Trung Uong Dang, 'Nhan Xet cua Trung Uong ve Dong Chi Le-Hi', no. 72 SK/, envoyé au Sud-Vietnam sous le no. 199 SS Xu, T/L Thuong Vu Xu Uy, Chanh Van Fong, daté du 23 novembre 1950, signé FAN [Phan] TRIEM, d. 65, c. 10H549, SHAT.

⁷⁹ Ban Chap Hanh Truong Uong Dang, 'Trung Uong gui cac khu', no. 71/KS, arrivé au Sud sous le no. 198/SL XU, T/L Thuong Vu Xu Uy, Chanh Van Phong, daté du 23 novembre 1950, d. 65, c. 10H549, SHAT. Nous soulignons. Tran Ngoc Danh demanda l'autorisation au Ministère des Affaires étrangères tchèque d'accréditer Le Hy comme chef du Bureau d'Information au nom du gouvernement de la RDVN. 'Tran Ngoc Danh au Ministère des Affaires étrangères de la République tchèque', Paris, le 22 novembre 1948, d. 36, c. 2, TO-O Vietnam, MAE, République tchèque.

ses activités qui avaient créé des divisions internes et enfin parce qu'il avait employé un agent de la Sûreté française.⁸⁰

Chose encore plus intéressante : avant de quitter Prague en mai 1950, Tran Ngoc Danh confia à Geminder qu'il avait eu des différends importants avec « la tête du Parti surtout en ce qui concerne son illégalité ». ⁸¹ Si cela est exact, la dissolution du PCI en novembre 1945 avait bel et bien semé des doutes tant à l'intérieur du mouvement communiste au Vietnam et que dans le monde communiste. A la fin de 1949, pour toutes les raisons analysées ci-dessus, la RDVN/PCI n'avait qu'une seule vraie voie qui lui restait pour rétablir des relations avec le monde communiste et gagner leur aide dans la guerre franco-vietnamienne : le Parti Communiste Chinois. C'est seulement dans ce contexte, selon nous, que les propos de Liu Shaoqi à Léo Figuières, représentant du PCF, puissent prendre toute leur importance :

Les camarades vietnamiens ont pris cette décision (de dissoudre leur Parti) pour enlever un prétexte (d'intervention) aux forces de Tchiang Kai-chek qui occupaient à l'époque le Viet Nam du Nord. Elle n'a jamais compromis, dans la pratique, le rôle des dirigeants communistes dans leur lutte. Ce rôle n'a cessé de se renforcer.⁸²

Cette prise de position était d'autant plus significative que Liu Shaoqi avait lui-même condamné le Parti yougoslave et son manque d'internationalisme.⁸³

Sans le soutien des communistes chinois comme Liu Shaoqi, Ho Chi Minh aurait évidemment eu beaucoup plus de mal à faire dissiper la méfiance des partis occidentaux pour lui et son parti et à faire reconnaître son gouvernement par le reste du monde communiste. Selon nous, l'ancienneté des contacts le PCI et le PCC, entre Ho Chi Minh et les dirigeants du PCC, ont du jouer en faveur du PCI, du sauvetage de sa politique étrangère, sinon de la survie politique de Ho Chi Minh lui-même, à cette conjoncture si cruciale de 1949-1950. Liu Shaoqi avait connu Ho Chi Minh à Canton en 1925-1927. Liu Shaoqi avait été à Moscou au début de 1949 comme le représentant spécial du PCC auprès du PCUS. Il aurait donc été bien placé

⁸⁰ 'Lettre à camarade Geminder', daté du 4 janvier 1951, fonds 100/3, volume 207, Vietnam, ACCPCT. Bedrich Geminder avait travaillé au Komintern comme collaborateur de Dimitrov. Il dirigeait la section des relations internationales du Parti communiste tchèque. Voir : Artur LONDON, *Aux sources de l'aveu*, Paris, Editions Gallimard, 1997, p. 96.

⁸¹ 'Lettre de Tran Ngoc Danh à Geminder', datée du 6 mai 1950, *Ibid.*

⁸² Cité par DOYON, *Les soldats blancs*, pp. 111-112.

⁸³ LIU SHAOQI, *Internationalism and nationalism*, Beijing, Foreign Languages Press, 3^{ème} édition, 1951, pp. 1-2. Liu Shaoqi insistait que la politique titiste rendrait le communisme yougoslave susceptible à « l'intoxication et l'agression de l'impérialisme américain ». Il serait utile de savoir à quel point le PCUS et le PCF mettait Ho Chi Minh dans le même panier que Tito. En 1950, la Yougoslavie reconnut la RDVN, et la Chine aussi.

pour défendre Ho Chi Minh et expliquer la situation difficile dans laquelle Ho s'était trouvé après la Seconde Guerre Mondiale. D'ailleurs, Mao s'était déjà rendu à Moscou à la fin de 1949. Il allait donner son aval total à Ho Chi Minh. En fait, selon un télégramme adressé à Liu Shaoqi le 27 janvier 1950—soit trois jours avant la reconnaissance soviétique de la RDVN—Mao Zedong expliquait que les deux erreurs de Ho Chi Minh, la dissolution du PCI et sa neutralité en matière de politique étrangère visaient à sauver la lutte et n'ont pas nui au mouvement communiste.⁸⁴ En fait, c'est vraisemblablement Mao Zedong lui-même qui convainquit Staline de permettre à Ho Chi Minh de venir à Moscou.⁸⁵ La RDVN et Ho Chi Minh en particulier doivent leur survie diplomatique en 1950 à Mao Zedong et à Liu Shaoqi. Sans le soutien du PCC, il est évident que Staline n'aurait jamais reconnu le gouvernement de la RDVN, son parti communiste et surtout pas son leader, Ho Chi Minh.

Comme Ho, Mao Zedong et Liu Shaoqi comprenaient parfaitement bien les difficultés qu'il y avait à suivre à la lettre la ligne de Staline dans des circonstances asiatiques très, très différentes. On connaît bien le manque de confiance de Staline dans le succès de la révolution chinoise. Mais si Staline s'excusa auprès de Mao Zedong en 1949, on ne sait pas s'il demanda pardon à Ho Chi Minh quelques mois plus tard. Il serait très intéressant de le savoir. Nous ne le pensons pas.

Et l'Amérique ?

Avant de nous intéresser aux relations sino-vietnamiennes, notons que les Américains maintenaient une politique toujours aussi ambiguë envers la RDVN. A en croire certaines sources, les représentants en Thaïlande et peut-être en France continuaient à contacter les délégués de la RDVN quant à la possibilité de faire détacher Ho Chi Minh comme un allié des Soviétiques. L'intérêt américain pour la RDVN dans cette conjoncture ne devrait pas nous étonner. Des ouvertures avaient déjà été faites auprès du PCC. De même que les Américains utilisaient le plan Marshall pour consolider leur position en Europe face à l'URSS, de même les stratèges du président Truman essayaient de trouver des « Asian Titos », dont les intérêts nationaux déviaient de ceux de Moscou, pour contrecarrer l'expansion soviétique vers

⁸⁴ *Manuscripts of Liu Shaoqi since the establishment [of China], (July 1949–March 1950)*, Beijing, Zhongyang Wenxian, 1998, p. 347, note 5.

⁸⁵ *Ibid.*, p. 347, note 7, 'Télégramme de Mao Zedong à Liu Shaoqi', daté du 31 janvier 1950.

l'Orient.⁸⁶ Mao refusa. A la mi-1949, le PCC condamna le titisme. Au même moment, Mao déclara que la Chine allait se pencher vers « un côté » dans la Guerre Froide, celui de l'Union soviétique.

Les communistes vietnamiens allaient devoir choisir aussi. En 1949, au moment où l'armée rouge chinoise commençait à traverser le Yangtze, les Américains commencèrent à sonder les représentants vietnamiens à Bangkok quant à leur position dans le monde communiste. L'attaché militaire à Bangkok, le lieutenant Hunter, était particulièrement actif dans ce domaine. Dans une conversation avec un délégué soviétique à Bangkok en février 1949, Nguyen Duc Quy fit état d'« une recrudescence d'activité américaine » envers son gouvernement, matérialisée par des visites plus régulières de la part d'Hunter. Comme son interlocuteur soviétique, M. Usatchov, nota dans son rapport :

Ranter [Hunter, *sic*] lui propose d'oublier le passé, il promet une aide américaine et a adressé à Nguyen Duc Quy une proposition d'envoyer un représentant à Washington pour des pourparlers avec les représentants du Département d'Etat. Selon Nguyen Duc Quy, cette gentillesse inattendue de Ranter est guidée par le désir de trouver parmi les Vietnamiens des modérés et établir le contact avec eux pour diffuser l'influence américaine sur les éléments modérés du Vietnam.⁸⁷

Ayant refusé d'offrir l'équivalent à la RDVN, les Soviétiques à Bangkok s'intéressaient davantage à ce renouveau d'intérêt de la part des Américains pour le gouvernement de Ho.⁸⁸ Le 10 mars 1949, Usatchov demanda à Nguyen Duc Quy de lui expliquer les buts de ces ouvertures américaines 'si tranquilles'. Ce dernier répondit que les membres de la légation américaine à Bangkok, ainsi que des représentants de firmes américaines, « essayent de déterminer la position du Vietnam par rapport à la Chine ». Selon Quy, la politique américaine consistait à « augmenter son influence sur les éléments modérés ». L'envoi d'un délégué vietnamien à Washington visait à « trouver un moyen de pression sur le gouvernement du Vietnam ». Malgré le potentiel dangereux de sa démarche, Nguyen Duc Quy voulait néanmoins profiter de cette occasion, dit le soviétique, pour ouvrir un nouveau bureau aux

⁸⁶ Voir : John Lewis GADDIS, *We now know : Rethinking Cold War history*, Oxford, Oxford University Press, 1997, p. 62.

⁸⁷ 'Conversation entre le camarade Niemchine, le camarade Usatchev du 20 février 1949 sur la question de l'entrée du Vietnam à la commission économique d'Asie et d'Extrême-Orient', document no. 161, le 10 mars 1949, d. 033, ASE, le 20 février-30 novembre 1949, AMAER.

⁸⁸ Usatchov avait lui-même rencontré l'attaché militaire, Hunter.

USA et sans doute pour exercer une pression sur la France. Mais pour ce faire, il fallait trouver « un homme de confiance ».⁸⁹

L'ouverture américaine se doublait d'un aspect économique. La compagnie FOX essaya aussi d'entrer en contact avec la RDVN. Voici la description de Nguyen Duc Quy :

La compagnie FOX a proposé au gouvernement du Vietnam des conditions favorables pour l'exploitation du phosphate dans le pays. D'un côté, a remarqué Nguyen Duc Quy, cette proposition peut apporter des profits intéressants. La compagnie a promis de payer 3 millions de dollars, ce qui donnerait la possibilité d'acheter des armes à l'étranger. Et d'un autre côté, le gouvernement du Vietnam suppose que cette demande de concession de la part d'une firme si réputée ne pourrait se faire sans l'accord du pouvoir américain. C'est pourquoi la conclusion d'un contrat entre le gouvernement vietnamien et la compagnie FOX serait un certain degré de rapprochement pour la reconnaissance de la RDVN *de facto* par les USA. Malgré cela, le gouvernement vietnamien a décliné cette proposition en prétextant de la situation militaire du Tonkin. Les Américains ont insisté et approuvé la conclusion du contrat même sans les garanties de sécurité de la part du gouvernement vietnamien. Pourtant ce dernier ne pouvait pas accepter et il a prétexté pour la seconde fois l'absence de sécurité dans la zone parce que la signature d'un tel accord pouvait entamer son propre prestige. Avec cela Nguyen Duc Quy a dit qu'il est vrai que pour expliquer ce refus, le gouvernement vietnamien avait peur qu'un département de la compagnie FOX au Tonkin pourrait devenir un centre de l'union des forces réactionnaires.⁹⁰

Si l'attaché militaire soviétique était intéressé par ces propositions soviétiques, il ne pouvait pas éclaircir Nguyen Duc Quy au sujet d'une rencontre avec un « envoyé » soviétique pour discuter de l'envoi d'un délégué à Moscou et s'avancer quant à la possibilité d'une quelconque aide financière.⁹¹ Peut-on dire que les tâtonnements américains avaient enfin provoqué l'intérêt des Soviétiques pour la RDVN ?

Et les Américains ? Que pensaient-ils au juste en rouvrant en 1949 ces contacts secrets à Bangkok ? Croyaient-ils qu'il serait plus facile de bloquer l'extension du communisme vers l'Asie du Sud-Est en essayant de « titofier » Ho Chi Minh et son gouvernement ? Etaient-ils exaspérés par l'incapacité des Français d'accorder plus rapidement l'indépendance à Bao Dai, Sihanouk et Sisa Vavong ? Nous n'avons pas de réponse. Cependant, il semble que ces tentatives américaines doivent être analysées au même titre que celles qui avaient été faites auprès du PCC.

Il nous semble aussi que certains stratèges américains voulaient déterminer s'ils pouvaient trouver un « Tito asiatique » dans la personne de Ho Chi Minh. La méfiance montrée par les

⁸⁹ 'Carnet de note de l'attaché de la mission de l'URSS au Siam, le camarade Usatchov : Conversation avec Nguyen Duc Quy', daté du 10 mars 1949, document no. 169, d. 033, ASE, 20 février-30 novembre 1949, AMAER.

⁹⁰ *Ibid.*

⁹¹ *Ibid.*

partis communistes occidentaux pour Ho Chi Minh depuis 1945 aurait certainement renforcé les espoirs d'une telle politique de « wedge », une troisième voie entre l'USA et l'URSS. Le Van Hien, un dirigeant communiste très haut placé à l'époque, confirme que les Américains essayèrent de contacter le gouvernement de Ho Chi Minh dans le but de trouver une solution « titiste ». Selon Le Van Hien, les Américains firent dire à la RDVN vers le 27 août 1949 qu'ils « voulaient savoir s'il existait une autre solution pour obtenir la paix et si nous pouvions leur concéder quelque chose [dans ce même but] ». A en croire Le Van Hien, les Américains tentaient de « titifier » (*tito hoa* selon Le Van Hien) Ho Chi Minh et Mao Zedong pour les neutraliser dans la guerre froide soviéto-américaine.⁹² Même en décembre 1949, au moment où Ho Chi Minh se dirigeait à Beijing pour aller à Moscou, le PCI avait reçu une lettre officielle d'un représentant américain (dont le nom n'est pas indiqué dans le document). Hoang Minh Giam fut chargé de répondre à cette lettre, en adoptant le ton le plus hostile aux Etats-Unis.⁹³

Comme le PCC, le PCI refusa les offres américaines de jouer le rôle d'un « Tito asiatique ». En juin 1949 lors d'un congrès du Parti communiste en Tchécoslovaquie, le PCC avait rejeté publiquement la possibilité d'un Titisme à la chinoise. Le PCI, qui initia ses premiers contacts avec le PCC à ce moment même, n'aurait pas pu dévier de cette ligne chinoise anti-titiste sans mettre en danger ses efforts de gagner une aide militaire chinoise pour battre le Corps expéditionnaire et une entrée dans le monde communiste dont il avait terriblement besoin pour s'opposer diplomatiquement aux Français.

La peur du Titisme existait pourtant à l'intérieur du PCI. Le 9 novembre 1949 en Thaïlande, par exemple, Hoang Som publia une causerie sur une question posée par un 'jeune vietnamien', intitulé « Qu'est-ce que c'est le Titisme ? ». Ce haut cadre du PCI à Bangkok, au courant sans doute des ouvertures américaines dans cette même ville, expliquait ainsi les dangers :

Le Titisme est un phénomène politique inévitable et prévu dans le processus de la lutte [du] prolétariat international contre le capitalisme agonisant. Il importe peu qu'il ait du son nom au plus grand des traites au socialisme international, nous pouvons l'appeler la « déviation des défaitistes dans le camps du prolétariat international ». Le Titisme est né parmi les politiciens ou les groupes politiques qui ont perdu la foi et la confiance au marxisme-léninisme, qui n'ont pas voulu accepter l'URSS comme le foyer et l'arsenal de la révolution prolétarienne, pour des raisons d'égoïsme et d'intérêt personnel [...] Et suivant ce que je viens vous dire, et pour prévenir cette capitulation du socialisme aux genoux du capitalisme agonisant, je veux dire le « Titisme » est toujours capable de prendre naissance, même dans nos organisations politiques ; je vous prie de tirer de la définition

⁹² LE VAN HIEN, *Nhat ky*, vol. II, pp. 102-103, entrée du 27 août 1949.

⁹³ Les clichés des originaux en vietnamiens sont dans c. 91, EA, MAE.

donnée plus haut le remède, qui est d'avoir une foi permanente [dans le] marxisme-léninisme et [dans] la patrie du prolétariat de la révolution qu'est l'URSS.⁹⁴

Dans cette conjoncture si délicate, le PCI ne voulait surtout pas renforcer l'idée dangereuse selon laquelle la RDVN et le PCI étaient opportunistes et capables de 'flirter' avec les « capitalistes » au détriment de l'URSS dans la guerre froide. En avril 1950, le secrétaire général du PCI, Truong Chinh, expliquait clairement non seulement aux Vietnamiens mais aussi à l'ensemble du monde communiste sous la direction de Staline le refus catégorique des communistes vietnamiens quant aux dangers représenté par le titisme :

Nous n'acceptons pas d'entrer en relations avec Tito. Notre gouvernement est démocratique. Nous combattons dans les rangs de la paix et de la démocratie mondiale, en tête duquel est l'URSS. La clique de Tito a trahi l'Union soviétique et les pays de démocratie populaire. Tito et sa bande sont les valets des impérialistes américains. [...] Nous n'entretiens aucune relation avec [de tels] gens.⁹⁵

On est toujours tenté de parler des « lost chances » quant aux relations américaines avec la Chine de Mao et le Vietnam de Ho Chi Minh. Selon cette école, la stratégie américaine visant à détacher les Etats communistes asiatiques de Moscou échoua à cause de la montée du McCarthysime et d'un 'lobby chinois' aux Etats-Unis qui étaient aveuglement contre tout compromis avec les 'nationalistes' comme Mao et Ho, les voyant comme des 'valets' de Moscou et communistes de pire espèce, même si la politique de Dean Acheson et du président Truman pour trouver des « Titos asiatiques » continua à se faire sentir en Asie jusqu'à la mi-1950.⁹⁶

Or, il ne faut pas croire que Ho Chi Minh était *forcément* un « Tito asiatique » en attente, ou qu'il aurait été *forcément* bien disposé à une telle politique américaine si le Département d'Etat avait été plus éclairé. Le problème, selon nous, c'est que la « Lost Chance School » est une perspective exclusivement américaine et *à posteriori*. Elle suppose que les Vietnamiens et les Chinois auraient été forcément d'accord avec cette politique américaine pour naviguer sur une 'troisième voie' et qu'ils n'avaient pas vraiment le 'droit' de choisir un autre camp. Cette

⁹⁴ HCFIC, 'Note de renseignements : Évolution du Parti Communiste Vietnamien au Siam', SDECE, le 6 décembre 1949, p. 2, c. 378, SPCE, CAOM.

⁹⁵ Essai de Truong Chinh dans *Su Thai*, no. 130, (le 1 avril 1950), cité par Léo FIGUERES, *Je reviens du Viet-Nam libre, Notes de voyage*, Paris, 1950, p. 136. Figuères ne connaissait pas le vietnamien. Lors de son voyage au Viet Bac en 1950, quelqu'un dut lui traduire cet article en français. Ce ne fut peut-être pas par hasard.

⁹⁶ GADDIS, *We now know*, p. 62.



Caricature occidentale, 1950



Voyage de l'ambassadeur Jessup, début 1950
(Jessup est au milieu)

analyse n'est pas toujours neutre. L'idée selon laquelle Ho Chi Minh était 'plus nationaliste que communiste' (et vice-versa) arrange beaucoup de gens pour des raisons très vastes dont l'une des principales était que l'on aurait pu éviter la guerre du Vietnam si l'on avait reconnu que Ho et la RDVN étaient nationalistes. Bien entendu, pour ceux qui veulent justifier l'intervention ultérieure des Etats-Unis, l'inverse 'doit être' vrai.

Le problème, c'est que cette école de la « Lost Chance » est trop simpliste et elle limite aux acteurs asiatiques, comme Mao et Ho, le choix de décider autrement que ce que les Etats-Unis leur proposent. C'était sûrement plus complexe que cela. Comme nous essayons de le montrer dans cette thèse, la guerre ne peut pas être réduite à une simple opposition entre Américains et Vietnamiens, communistes et nationalistes. En attendant l'ouverture des archives vietnamiennes et américaines, il ne faut pas conclure trop hâtivement que Ho Chi Minh et le PCI voulaient forcément endosser le rôle d'un « Tito asiatique » pour les Américains ou qu'ils avaient même pris au sérieux les ouvertures américaines de 1949. Ho Chi Minh, tout comme Mao Zedong, était un nationaliste. Mais il était aussi un communiste de la première heure, qui croyait dans l'œuvre communiste et modernisatrice en Asie et sous la direction du PCUS. D'ailleurs, le PCI avait été encerclé depuis 1945, sans aucun succès auprès des Américains, de l'ONU ni des Etats non-communistes en Asie comme l'Inde et l'Indonésie. Considération encore plus importante : envoyer un représentant de la RDVN à Washington à la fin de 1949 aurait certainement mis en péril les relations déjà difficiles du PCI/RDVN avec l'URSS et, par la suite, la Chine communiste, dont l'aide militaire allait être absolument cruciale dans la victoire vietnamienne sur le Corps expéditionnaire à Dien Bien Phu. Les communistes vietnamiens avaient un intérêt évident à ne pas traiter avec les Etats-Unis. L'idée selon laquelle tout est la faute d'un gouvernement américain mal informé et excessivement hostile au communisme est trop réductrice et commet l'erreur de priver les acteurs non-occidentaux de leurs propres choix *à l'époque*. Tout comme le PCC et Mao, le PCI et Ho pouvaient 'se pencher vers un côté', et non pas forcément vers celui des Etats-Unis, mais plutôt vers l'Union soviétique et surtout la Chine communiste. L'ouverture des archives vietnamiennes fournira une réponse satisfaisante à cette question.

La reconnaissance du PCC et le déplacement des réseaux vers la Chine méridionale

Vu dans le contexte plus global de nos réseaux, on peut mieux comprendre pourquoi le sort révolutionnaire de la RDVN en 1950 dépendait énormément de la victoire du PCC sur le GMD. Sans une victoire communiste en Chine, la RDVN serait restée encerclée par les Français, boudée par le PCF et le PCUS et vite oubliée par les Américains, voire peut-être même par le reste du monde non-communiste en Asie. La situation aurait été encore plus catastrophique si la France était parvenue à accorder une véritable indépendance aux Etats-Associés. En 1948, nous le savons, le PCI avait en désespoir de cause, autorisé Hoang Van Hoan et Cao Hong Lanh à contacter le PCC. Mais même si quelques contacts furent pris à Bangkok ou à Hong Kong, les liaisons officielles entre les deux partis restaient encore limitées tant que l'armée rouge demeurait loin en retrait dans le Nord du pays. Il fallait attendre la percée du PCC vers le Sud de la Chine au début de 1949 pour que le PCI ait des raisons de croire que la situation allait vraiment changer. Une conjoncture hors paire se profilait. Il ne fallait pas la rater.

A lire le journal de Le Van Hien, un dirigeant communiste que nous avons déjà rencontré, il est évident que les stratèges du PCI suivaient scrupuleusement le déroulement de la guerre civile en Chine.⁹⁷ On ne sait pas quand exactement le PCI se convainquit que les nationalistes de Chiang Kai-shek allaient inéluctablement perdre. Cela devait se situer tout au début de 1949 au plus tard. Après tout, les derniers mois de 1948 avaient été catastrophiques pour l'armée nationaliste dans le Nord de la Chine : l'armée rouge débuta sa contre-offensive générale dans le Nord ; Mukden tomba ; et les hommes de troupe en Manchourie s'écroulèrent. En novembre, George Marshall, auteur du plan du même nom, conclut que la Chine nationaliste était perdue. Le 31 janvier 1949, les troupes communistes occupèrent Beijing. Le secrétaire général du PCI, Truong Chinh comprenait parfaitement bien l'importance de ces victoires si attendues. Lors d'une réunion de la sixième conférence des cadres du PCI durant le même mois, il s'exprima ainsi : « Il est possible qu'un jour proche le mouvement de la Nouvelle Démocratie s'étende jusqu'à nos frontières indochinoises. Nous devons nous préparer à le recevoir. La victoire de la révolution libérera des chaînes capitalistes un nombre de gens égalant presque la moitié de la population mondiale et permettra à la

⁹⁷ LE VAN HIEN, *Nhat ky*, vol. I, pp. 449-450, 452, 455-456, 468.

Nouvelle Démocratie de couvrir un espace continu s'étendant de l'Europe Centrale à la pointe de Camau ».⁹⁸

Cependant, le PCI dut agir vite, étant donné la rapidité avec laquelle le GMD s'écroulait. Le 11 avril 1949, Le Van Hien avertit Vo Nguyen Giap que la défaite nationaliste pourrait se produire plus tôt que le PCI ne l'avait pensé. En effet, le 22 avril 1949, la RDVN apprit que le GMD venait de quitter Nanjing et que l'armée rouge avait déjà commencé à traverser le Yangtze.⁹⁹ L'armée rouge marchait désormais droit vers le Sud de la Chine. La nature de la guerre franco-vietnamienne avait commencé à se modifier nettement à partir de ce mois-ci. Il fallait faire « des préparations intenses dans tous les domaines pour être prêts à profiter de cette opportunité ».¹⁰⁰ La RDVN voyait venir finalement la fin de son encerclement.

Toutefois, en même temps, la victoire communiste en Chine pourrait compliquer encore davantage le conflit franco-vietnamien en en faisant subitement un point très chaud dans la Guerre Froide (voir le chapitre suivant). Le Van Hien confirme qu'au début de 1949 les stratèges vietnamiens se rendaient bien compte du fait que l'établissement des relations entre le PCI et le PCC et une aide chinoise au Viet Minh intensifieraient la guerre en Indochine. Face à la victoire chinoise, les Américains créaient un front contre l'extension du communisme vers l'Indochine en particulier et l'Asie du Sud-Est en général. Toujours selon Le Van Hien, « les réactionnaires internationalistes pourraient utiliser [la reconnaissance chinoise de la RDVN] pour placer notre guerre de libération dans un cadre plus large, un cadre international ».¹⁰¹ Le choix des communistes vietnamiens de s'aligner sur le PCC pourrait transformer cette guerre anti-coloniale en une confrontation majeure de la guerre froide. « Notre résistance deviendra, dit Le Van Hien, extrêmement difficile et encore plus prolongée ».¹⁰²

La traversée du Yangtze obligea le PCI à agir concrètement. Le PCI oublia très vite les problèmes encourus avec le régiment du PCC local, le *Doc Lap*, pour envoyer environ 1.000 hommes de troupes en Chine du Sud attaquer le GMD. La décision vietnamienne de donner un coup de main au PCC à la mi-1949 était très bien réfléchi au niveau diplomatique (voir la

⁹⁸ 'Rapport de Truong Chinh à la sixième réunion [conférence des cadres] du Comité Central du PCI (14-18 janvier 1949)', dans DSS, no. 6442/C/SG.1, le 17 octobre 1951, 'Note', c. 10H620, SHAT et d. 105, CD, CAOM.

⁹⁹ LE VAN HIEN, *Nhat ky*, vol. II, pp. 41, 45. Le PCC commença à traverser le Yangtze le 20 avril 1949.

¹⁰⁰ *Ibid.*, vol. II, p. 19.

¹⁰¹ *Ibid.*, vol. II, p. 119.

¹⁰² *Ibid.*, vol. II, p. 119.

chronologie de cette décision !). Il fallait dissiper tout doute possible au sein du PCC quant à la fidélité communiste du PCI. L'envoi de ces troupes montrait, comme pour les hommes de troupes coréens de Kim Il-sung, la volonté internationaliste des communistes vietnamiens dans la lutte du PCC contre l'ennemi commun, le GMD. Le PCI espérait qu'un tel acte pourrait accélérer l'aide chinoise aux Vietnamiens. Lors de leurs discussions avec les représentants du PCI en Chine tout au début de janvier 1950, Zhou Enlai et Liu Shaoqi, allaient se référer dans des termes favorables à cette assistance « internationaliste ».¹⁰³

C'est aussi à ce moment que Liu Shaoqi et Mao Zedong rendirent un service inestimable à Ho Chi Minh. Liu Shaoqi donna d'abord l'assurance à l'envoyé spécial du PCF que le PCI et Ho Chi Minh étaient de vrais communistes, dignes de confiance (voir *supra*). Certains membres du PCC avaient même critiqué la décision de Ho Chi Minh de 'dissoudre' le PCI, ce qui montre à quel point un seul fait important avait pu mettre en cause les réseaux diplomatique, voire économique, de la lutte vietnamienne. Or, selon l'historien chinois Yang Kuisong, Mao Zedong défendit Ho Chi Minh en disant qu'il n'était pas encore établi que Ho avait péché mais qu'il avait plutôt voulu protéger le Parti. De plus, dit Mao, la révolution n'avait pas subi des pertes à cause de cette décision.¹⁰⁴

Qiang Zhai, Chen Jian, Benoît de Tréglodé et d'autres historiens ont récemment exploité des sources chinoises et soviétiques pour étudier les détails de la reconnaissance chinoise et soviétique de la RDVN et du PCI en janvier 1950. Nous renvoyons le lecteur à leurs travaux.¹⁰⁵ Notons simplement ici que ce sont les Chinois qui jouèrent le rôle clé, en soutenant le PCI auprès de l'URSS et en ouvrant une voie de ravitaillement absolument indispensable à la guerre contre les Français en Indochine du Nord (chapitre suivant). Non seulement Mao Zedong accepta précocement de reconnaître le gouvernement de Ho Chi Minh, mais lui et son parti préparèrent le terrain pour la normalisation des relations entre Staline et Ho Chi Minh en janvier 1950. A beaucoup d'égards, la reconnaissance de la RDVN en 1950 était dû à

¹⁰³ *Su that ve nhung lan xuat quan cua Trung Quoc va quan he Viet-Trung*, Da Nang, NXB Da Nang, 1996, pp. 49-50, citant le procès-verbal entre Zhou Enlai, Liu Shaoqi et les représentants vietnamiens du PCI et de la RDVN.

¹⁰⁴ YANG KUISONG, 'Mao Zedong and the war in Indochina', intervention faite lors de l'« International Workshop on New Evidence on China, Southeast Asia and the Vietnam War », Hong Kong, les 11-12 janvier 2000, p. 4.

¹⁰⁵ CHEN JIAN, 'China and the first Indochina war, 1950-1954', *The China Quarterly*, no. 133, (mars 1993), pp. 357-87; CHEN JIAN, *China's road to the Korean war*, New York, Columbia University Press, 1994, pp. 102-113, 132-134 ; QIANG ZHAI, *China & the Vietnam wars, 1950-1975*, Chapel Hill [Etats-Unis], The University of North Carolina Press, 2000 ; QIANG ZHAI, 'Transplanting the Chinese model : Chinese military advisors and the First Vietnam war, 1950-1954', *The Journal of Military History*, 57, (octobre 1993), pp. 689-715 ; et Benoît DE TREGLODE, 'Les contacts sino-vietnamiens', *Revue historique des armées*, à paraître.

l'initiative et au soutien du PCC, en particulier Mao Zedong, Zhou Enlai et Liu Shaoqi. Ho Chi Minh était à Nanning lorsqu'il apprit la nouvelle : la reconnaissance chinoise de son gouvernement, le 18 janvier 1950. Plus d'une semaine plus tard, les Soviétiques reconnurent la RDVN. Une nouvelle conjoncture, aussi importante que celle de la capitulation des Japonais en août 1945, se présenta au début de 1950.

Pourquoi Mao Zedong voulut-il reconnaître si tôt et si rapidement le gouvernement de Ho Chi Minh ? Il y avait plusieurs raisons. D'abord, le PCC et son armée étaient préoccupés jusqu'en 1951 par la présence des troupes nationalistes dans le Sud et celles repliées dans l'Asie du Sud-Est en particulier. En reconnaissant la RDVN, le nouvel Etat chinois pouvait mieux assurer sa sécurité sur son flanc méridional. N'oublions pas qu'en novembre-décembre 1949 le PCC était prêt à intervenir militairement en Indochine pour détruire le GMD et toute possibilité d'alliance franco-chinoise dans le Sud (voir chapitre suivant). Deuxièmement, de même que les Vietnamiens s'étaient arrogés le pouvoir de mener une tâche 'spéciale' en Indochine occidentale, Mao Zedong et ses alliés prenaient au sérieux le credo internationaliste pour aider le Vietnam et la Corée du Nord. Selon eux, la victoire chinoise les mettait en tête du plus grand mouvement révolutionnaire en Asie. Dans un document interne, préparé par Liu Shaoqi en mars 1950, on voit bien la pensée internationaliste du PCC ressortir : « Suite à la victoire de notre révolution, il nous faut aider par tous les moyens possibles les partis communistes et les peuples dans tous les pays opprimés en Asie. Leur libération est une tâche internationaliste que le PCC et le peuple chinois ne peut pas éviter. C'est aussi l'une des méthodes les plus importantes pour consolider la victoire de la révolution chinoise dans le cadre international ».¹⁰⁶ Tout à fait conscient de la place stratégique de ce nouvel Etat révolutionnaire en Chine et des nouvelles possibilités révolutionnaires en Asie, Staline informa Liu Shaoqi que le centre de la révolution mondiale s'était déplacé vers l'Orient. Staline suggérait que désormais l'URSS s'occuperait de l'Europe, tandis que la Chine prendrait l'initiative en Asie.¹⁰⁷ Cela, aussi, renforçait la position vietnamienne contre la France. Liu Shaoqi expliquait au début de 1950 que les provinces méridionales pouvaient servir comme bases pour les partis communistes de l'Asie du Sud-Est. L'historien chinois, Qiang Zhai, montre clairement à quel point Mao Zedong et le PCC étaient déterminés à

¹⁰⁶ Cité par QIANG ZHAI, *China and the Vietnam wars*, p. 21.

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 22.

soutenir la cause internationaliste en Asie.¹⁰⁸ Comme le dit Liu Shaoqi aux conseillers militaires sur le point de partir pour le Vietnam en 1950 : « Puisque notre révolution a réussi, nous avons maintenant une obligation d'aider les autres. Cela s'appelle l'internationalisme. [...] Le Vietnam attire actuellement le plus d'attention dans le monde et votre mission a une signification internationale ». Le général Zhu De ajoutait que « en tant qu' internationalistes, nous devons considérer l'assistance portée au Vietnam comme une tâche importante internationaliste et nous ne devons épargner aucun effort pour aider les Vietnamiens à obtenir la victoire ».¹⁰⁹ Ils étaient sincères, tout comme Ho Chi Minh lorsqu'il allait faire un discours remarquablement identique avant d'envoyer des « volontaires vietnamiens » au Laos lors de la première intervention au Laos en 1953 (sec. indochinoise, ch. 5).

En effet, la foi des communistes vietnamiens et chinois dans la mission révolutionnaire en Asie était bel et bien réelle. Il n'y avait pas que la sécurité qui entrait en jeu dans la détermination des réseaux asiatiques opérant sur la conjoncture de 1950. L'anticolonialisme et l'internationalisme se combinaient dans un ensemble difficile à expliquer, mais qui se manifestait sans aucun doute par l'établissement des relations sino-vietnamiennes. Cela se fit au grand dam des Français, qui pensaient pouvoir accorder leur reconnaissance à la Chine populaire en échange de leur abandon des communistes vietnamiens.¹¹⁰ En effet, le 16 janvier, la France était sur le point de rendre publique sa décision de reconnaître le gouvernement chinois lorsque Beijing annonça sa reconnaissance de la RDVN. Voici une autre raison pour laquelle la RPC avait fourni une victoire inestimable aux communistes vietnamiens. L'internationalisme sino-vietnamien y était pour quelque chose. La 'relation spéciale' en 1950 existait bel et bien, mais entre le PCI et le PCC et pas avec le PCUS pour ne rien dire des partis révolutionnaires au Laos et au Cambodge. Le communisme s'implantait en termes étatiques en Asie par la voie chinoise, vietnamienne et coréenne, et non pas par le Laos, le Cambodge ou même la Malaisie.

Un troisième facteur dans l'établissement rapide des relations sino-vietnamiennes est la collaboration des deux partis bien avant la Seconde Guerre Mondiale. A la différence notable des relations vietnamo-lao-khmères en Indochine, les leaders du PCC et du PCI se

¹⁰⁸ LIU SHAOQI, *Internationalism and nationalism*.

¹⁰⁹ QIANG ZHAI, *China and the Vietnam wars*, pp. 23-24, citant des sources chinoises.

¹¹⁰ Voir la thèse d'Inge JOHNSEN, 'La reconnaissance de la République populaire de Chine par la France en 1964', Hosten, Universitetet i Oslo, 1999, pp. 25-43.

(Indochine-Sud-Est Asiatique)



Mao Zedong et Staline à Moscou, fin 1949



Zhou Enlai

connaissaient de très longue date en Chine méridionale et à Paris. Ho Chi Minh avait collaboré en Chine du Sud avec le noyau de PCC à Quangzhou : Zhou Enlai, Liu Shaoqi et le général Chen Geng. D'autres Vietnamiens, comme Nguyen Son, Hoang Van Hoan et Le Thiet Hung entre autres, avaient été formés à l'Académie de Whampoa avec des communistes (et nationalistes) chinois. Le Thiet Hung allait devenir colonel dans l'armée GMD, ainsi qu'une taupe pour le PCC. Nguyen Son allait faire « La Longue Marche » avec Mao Zedong, Zhou Enlai et Zhu De. Tous les deux étaient membres du PCC et Nguyen Son était membre de son comité central.¹¹¹ On ne doit pas s'étonner que Nguyen Son fût envoyé à Beijing pour fournir un briefing succinct de la situation du Vietnam au groupement militaire des conseillers chinois sur le point d'être envoyé au Vietnam.¹¹²

La reconnaissance chinoise de la RDVN et du PCI bascula immédiatement la RDVN dans le camp communiste ; la France et les Etats-Associés d'Indochine dans celui des Etats-Unis. La Chine commença à envoyer son aide militaire et économique à la RDVN alors que les Etats-Unis redoublèrent leur aide à la France (voir chapitre suivant). Le 29 janvier 1950, la France ratifia l'accord de l'Elysée (de mars 1949), donnant finalement le statut d'Etat-Associé au Vietnam, au Laos et au Cambodge. Ce semblant d'indépendance ainsi donné était la condition *sine qua non* pour recevoir le soutien et la reconnaissance des Américains, des Britanniques et de leurs alliés. Le lendemain, l'Union Soviétique reconnut la RDVN suivie par les autres Etats communistes de l'Europe et de la Corée de Kim Il-Sung. Le 7 février 1950, les Etats-Unis et la Grande Bretagne reconnurent les Etats-Associés, suivis par d'autres « pays libres ». Bon gré mal gré, la Guerre Froide était bel et bien arrivée en Asie du Sud-Est par la porte de l'Indochine septentrionale. C'est Léon Pignon, la matière grise de la « solution Bao Dai », qui mit le doigt sur la signification diplomatique de ce mois de janvier 1950 et ses retombées sur le plan régional et national.

J'estime maintenant, que définitivement éclairés sur l'ampleur et la cohésion du plan agressif de nos adversaires, nous ne pouvons plus ignorer les faits, à savoir que les problèmes d'Extrême-Orient doivent être considérés dans leur ensemble, sur le plan international, et sous leur aspect de stratégie militaire à l'échelle mondiale. Il serait donc urgent de faire l'inventaire des moyens dont nous disposons, les uns et les autres et d'arrêter ensemble les possibilités de défense que ces moyens nous offrent en Extrême-Orient.[...] Il serait enfin nécessaire que les Anglo-saxons, après la reconnaissance du gouvernement Bao Dai, déclarent sans ambiguïté qu'ils se considèrent comme les garants, à nos côtés des frontières du nouvel Etat, et qu'à l'appui de cette révolution, ils entament une

¹¹¹ A ce sujet, nous nous permettons de citer notre 'Entremêlements sino-vietnamiens: Réflexions sur le Sud de la Chine et la révolution vietnamienne entre les-deux-guerres', *Approches Asie*, no. 16, (1999), pp. 81-108.

¹¹² HOANG TRANH [HUANG ZHENG], *Ho Chi Minh voi Trung Quoc*, NXB Sao Mai, 8-1990, p. 218.



ĐỒNG-CHÍ MAO-TRẠCH-ĐÔNG

(Ban Dan, 1937)

politique de présence militaire en Indochine par l'envoi régulier et spectaculaire de navires de guerre en visite dans nos ports, ainsi que d'escadres aériennes. En somme l'effondrement de la Chine nationaliste et ses conséquences ont complètement changé les données du problème indochinois.¹¹³

Il suffit de remplacer les acteurs du « monde libre » par ceux des « nouvelles démocraties » pour avoir la pensée stratégique d'un homme tel Truong Chinh.

Bon gré mal gré, à partir de 1950, les Etats-Unis et la Chine populaire devinrent les acteurs les plus importants dans cette guerre *pour* le Vietnam, chacun pariant sur leurs alliés respectifs et chacun ayant été sollicité par eux pour obtenir une aide militaire accrue. Ni la RDVN, ni la France n'était plus capable de maintenir la guerre dans son cadre franco-vietnamien. Le déclenchement de la guerre du Corée en juin 1950 et les rôles principaux joués par les Américains et les Chinois ne laissèrent aucun doute. A bien des égards, la « guerre américaine » au Vietnam avait débuté en 1950, bien avant celle des années 1960. Elle fut une réponse au soutien fourni par le PCC et à l'expansion du communisme en Asie, tel qu'il avait été perçu. Plus qu'autre chose, c'est devant l'internationalisation de la guerre par les Américains *et* les Chinois que la France avait commencé à perdre son empire indochinois, avant la bataille de Dien Bien Phu en 1954. L'entrée simultanée de la RPC et des Etats-Unis dans la guerre mettaient les questions d'ordre mondial en avant. Bien plus qu'auparavant, la France dut prendre en compte de plus en plus les demandes des nationalistes non-communistes au Vietnam et surtout au Cambodge, ce qu'elle avait refusé autrefois. Comme l'avait dit Pandit Nehru, dont l'anticolonialisme enrageait Léon Pignon, les actions décolonisatrices des Français avaient été « too little and too late » pour pouvoir opposer efficacement un Etat vietnamien nationaliste, véritablement indépendant et pro-français au nationalisme et à l'anticolonialisme de la RDVN, même si elle fut entièrement communiste et reliée à Beijing et Moscou. En privé, Léon Pignon en convenait, quoique très difficilement.

En parallèle, la Chine permit aux communistes vietnamiens d'avancer leur propre projet indochinois au détriment de celui des Français. Sans la victoire chinoise et surtout sans son aide diplomatique et militaire, le Parti et l'armée vietnamienne n'auraient jamais pu s'étendre si puissamment à travers l'espace indochinois et mettre en place de nouveaux Etats révolutionnaires au Laos et au Cambodge dans le même cadre indochinois que Léon Pignon.

¹¹³ HCFIC, no. 16/ps/cab, 'Le HCFIC au Ministre de la France d'Outre-mer', le 24 janvier 1950, p. 11, d. 6, c. 11, Série XIV, SLOTFOM, CAOM.

Ce soutien chinois pour l'Indochine se manifestait au niveau diplomatique. En novembre 1952, par exemple, un 'communiste' inconnu, Keo Meas, arriva à Beijing pour participer à la Conférence de la Paix Asiatique. Le 24 de ce même mois, Mao Zedong lui accorda une audience avec Sithon Kommadan. Selon la propagande vietnamienne, cette rencontre entre Keo Meas et Mao Zedong symbolisait pour « la première fois dans l'histoire du monde que le délégué cambodgien dont la patrie et dont la religion, le bouddhisme, endurèrent les souffrances imposées par les impérialistes, s'est efforcé de rejoindre le monde de la démocratie en vue de faire connaître le plan de revendication de l'indépendance réelle pour la nation et pour le monde ». ¹¹⁴ Le 3 juillet 1953, *Radio Beijing* émit un bulletin à l'occasion du troisième anniversaire de l'indépendance cambodgienne, déclarant que « sous l'égide de Son Ngoc Minh, la résistance a accompli de grands progrès ; ses troupes de libération occupent un tiers du pays ». ¹¹⁵ Saloth Sar (mieux connu sous le nom de « Pol Pot ») n'était clairement pas le premier Khmer à entrer en contact avec Mao et ses idées. Ce premier contact eut lieu au tournant de la Guerre Froide en 1950-51 et via l'intermédiaire des réseaux révolutionnaires asiatiques du PCI/PTV. Pol Pot était en Europe à ce moment-là. Il parlait (un peu) le français, mais certainement pas le chinois, ni le vietnamien. Dans le contexte géo-historique de nos réseaux asiatiques, cet événement révéla comment la victoire chinoise et la 'relation spéciale' entre les communistes vietnamiens et chinois canalisait désormais les 'communistes' laotiens et cambodgiens vers un plus grand monde internationaliste, mais qu'ils n'avaient jamais rencontré auparavant.

¹¹⁴*Cuu Quoc*, no. 88, (octobre 1952), traduit dans SSHCSVN, Poste de Can Tho, no. 2325/S, Can Tho, le 23 décembre 1952, 'Objet : Délégation du Vietnam à la conférence de Paix de l'Asie et du Pacifique', source : document récupéré, valeur : A/1, d. A527, c. 10H4709, SHAT; Caan, 'Le Communisme en Indochine', Annex II, p. 5; 'BR', valeur : sûre, B/1, 24 November 1952, d. 1952, c. 107, SPCE, CAOM; 'Traduction d'un tract en langue cambodgienne saisi le 18 février 1953 au cours d'une opération menée dans la province de Pursat', in 'Note pour M le Ministre,' Saigon, no. 1017/C/SG-1, 3 March 1953, d. 1953, c. 107, SPCE, CAOM.

¹¹⁵'Nouvelles Mondiales', *Radio Peking*, (3 July 1953), translated in BR, no. 155/RG, 4 July 1953, d. 1953, c. 107, SPCE, CAOM.

La Chine communiste et l'aide extérieure à la RDVN en Indochine septentrionale, (1950-1954)

La normalisation des relations diplomatiques avec la Chine en janvier 1950 vint juste à temps. En février, le gouvernement de Phibul Songkram reconnut l'Etat-Associé de Bao Dai et commença à supprimer les réseaux d'immigration et de commerce de la RDVN ancrés en Thaïlande. En janvier 1950, Ho Chi Minh et Hoang Van Hoan se rencontrèrent à Pékin pour y discuter des situations régionale et internationale qui changeaient rapidement devant leurs yeux. Après avoir entendu le rapport de Hoang Van Hoan sur les conditions de plus en plus critiques en Thaïlande, Ho lui dit qu'avec l'aide chinoise désormais apportée à la résistance vietnamienne, la primauté des relations serait « transférée de la Thaïlande à la Chine ».¹ Ils ne s'y trompèrent pas. En juin 1951, Nguyen Duc Quy dut quitter Bangkok. Un mois plus tard, à Rangoon, le gouvernement birman expulsa la plupart des membres de la délégation de la RDVN, sous l'action conjuguée de pressions occidentales et internes. Au mois d'octobre, quatre membres seulement demeuraient à Rangoon pour faire fonctionner le bureau local sous la direction de Tran Van Luan. Les réseaux sud-est asiatiques de la guerre franco-vietnamienne s'étaient déjà penchés vers la Chine du Sud.

La reconnaissance de la République démocratique du Viet Nam (RDVN) par la République populaire de la Chine (RPC) en 1950 marqua donc non seulement un tournant majeur dans les relations diplomatiques de la RDVN, mais aussi dans la guerre franco-vietnamienne. D'un côté, cette légitimation diplomatique permit aux dirigeants communistes de la RDVN de rejoindre un monde internationaliste s'étendant de l'Elbe jusqu'à la Mer du Sud. De l'autre côté, cette alliance diplomatique se doubla d'une aide militaire importante de la part de la Chine communiste. Cette assistance joua un rôle déterminant dans la transformation des unités armées vietnamiennes en divisions modernes, capables d'engager davantage le combat avec le Corps expéditionnaire français. Elle va aussi faire pencher les réseaux asiatiques de la guerre vers la partie haute de la péninsule, vers l'Indochine septentrionale et la Chine méridionale. Cette réorientation va avoir, à son tour, des retombées importantes tant au Vietnam que dans tous les réseaux asiatiques

¹ HOANG VAN HOAN, *Giot nuoc trong bien ca (Hoi ky cach mang)* [Une goutte d'eau dans l'océan (Mémoires révolutionnaires)] Beijing, NXB Tin Viet Nam, 1986, p. 327.

vietnamiens (voir en même temps sec. sud-est asiatique, chs. 3-4). Dans ce dernier chapitre de notre thèse, il est temps de faire entrer dans nos réseaux tout le poids de la Chine méridionale. C'est dans la partie haute de la péninsule indochinoise où les communistes vietnamiens vont mettre fin à la présence coloniale de la France en Indochine. Ce qui est pourtant oublié dans l'historiographie nationaliste du Vietnam actuel, c'est qu'ils le firent avec le ferme appui des communistes chinois. Sans l'aide chinoise, l'armée vietnamienne n'aurait jamais pu infliger la défaite de Dien Bien Phu au Corps expéditionnaire en mai 1954. A partir de 1950, les Vietnamiens ne se battaient plus tout seul dans la guerre contre les Français.

Une collaboration 'préparatoire' contre le Guomindang (1948-49)

La collaboration militaire entre le Parti communiste chinois (PCC) et le Parti communiste indochinois (PCI) avant 1950 fut très limitée. Quelques contacts existaient bien entre ces deux partis au lendemain de la Seconde guerre mondiale. Comme nous l'avons déjà vu, de petites unités militaires du PCC dans la Chine méridionale échappèrent au Guomindang (GMD) pour collaborer avec le Viet Minh sur le territoire vietnamien (sec. étrangers asiatiques (Huaqiao), ch. 2). En 1948, d'autres groupements communistes coincés par les forces nationalistes dans la Chine méridionale firent appel au PCI. Pendant cette année, par exemple, un délégué du PCC contacta le PCI concernant la possibilité d'une collaboration militaire contre le GMD sur la frontière sino-vietnamienne. Au début de 1948, Zhou Enlai envoya auprès des Vietnamiens un délégué spécial nommé Zhuang Tien.² Ce dernier témoigna de la situation difficile qui existait dans les provinces méridionales chinoises, où les unités communistes du PCC étaient sévèrement harcelées par les armées nationalistes. Les communistes vietnamiens donnèrent à leurs partisans chinois un soutien, en fournissant quelques tonnes de sel, de riz et « une quantité appréciable » de munitions et d'armes. Le commandement chinois de la zone Zuojiang-Longzhou put installer provisoirement deux compagnies chinoises dans les forêts d'accès difficile de Lang Son.³ Or, cette collaboration se faisait au niveau local et n'avait nullement le caractère d'un 'pacte' ou d'un 'accord' officiel entre les deux partis ou gouvernements.⁴ Par ailleurs, étant donné la précarité économique de la

² VO NGUYEN GIAP, *Chien dau trong vong vay. Hoi uc* [Lutter dans une situation d'encerclement : Mémoires], Hanoi, NXBQDND, 1995, p. 346.

³ *Su that ve nhung lan xuat quan cua Trung Quoc va quan he Viet-Trung* [La vérité sur le déploiement de l'armée chinoise et les relations sino-vietnamiennes], Da Nang, NXB Da Nang, 1996, pp. 44-45 et DANG VAN VIET, *La R.C. 4*, Hanoi, Editions en Langues étrangères, 1990, p. 81.

⁴ La nouvelle sensationnelle, selon laquelle le PCC et le PCI auraient signé des accords militaires « top secrets » à la mi-1948, est très difficile à croire, à la lumière des nouvelles sources disponibles et le manque de contact entre le PCI à Thai

RDVN à cette époque, les communistes vietnamiens n'étaient absolument pas en mesure de fournir une assistance très importante au PCC local. Face à un blocus français efficace du Delta, ils avaient eux-mêmes du mal à se procurer du sel et du riz. Enfin, la RDVN ne contrôlait pas la frontière à cette époque. Il ne faudrait donc pas exagérer ces contacts. En septembre 1948, par exemple, le PCI voulait lui-même demander au Parti communiste chinois l'envoi de deux officiers de haut rang « pour diriger les opérations militaires au Vietnam ».⁵

Au début de 1949, cependant, la collaboration sino-vietnamienne communiste se concrétisa davantage. Au fur et à mesure que le GMD commençait alors à se disloquer dans le Nord de la Chine, les leaders du PCI savaient que la victoire communiste dans toute la Chine était proche. La traversée du fleuve Yangtze par l'armée rouge en avril 1949 promettait que la guerre civile s'étendrait bientôt dans les provinces méridionales de Yunnan, Guangxi et Guangdong, toutes trois limitrophes de l'Indochine du Nord. Les groupements militaires du PCC cachés dans le Sud le savaient aussi. Si bien qu'au printemps de 1949, des guérilleros chinois coincés près de la frontière par des nationalistes en retrait demandèrent aux Vietnamiens de les aider dans leur attaque contre les troupes nationalistes. Cette fois-ci, le PCC méridional songeait, du moins en théorie, à créer une ouverture stratégique sur le Golfe du Tonkin afin de faciliter la tâche de l'armée chinoise une fois arrivée.⁶ Du point de vue vietnamien, aider les Chinois à ouvrir une telle route pouvait leur permettre éventuellement de rompre l'encerclement de la RDVN dans le Nord. C'était aussi pour le PCI une façon de pouvoir montrer ses couleurs véritablement « internationalistes » aux sceptiques communistes à Beijing et surtout à Moscou (chapitre précédent). En tout cas, aider le PCC dans la lutte contre le GMD était désormais une condition *sine qua non* pour obtenir une aide chinoise ultérieure dans la guerre contre la France.⁷

En mars 1949, le PCC envoya auprès du PCI un certain « Sam Minh Coong », commissaire politique du commandement de la zone communiste de « Bien Khu Viet Que » (Yue Xiang Bien Qu), une zone chinoise située à cheval sur la frontière

Nguyen et le PCC, toujours dans le Nord de la Chine. Selon les consuls britanniques à Hanoi et à Saigon, cet accord était un projet d'intoxication. Le colonel Belleux du SDECE concéda à un diplomate britannique en 1950 que la nouvelle de ces 'accords' était « sans fondement » (*spurious*). British Consulate, Hanoi, no. 165, Hanoi, le 7 juillet 1950 et British Consulate General, Saigon, no. 54, le 18 juillet 1950, FO/959/104, PRO.

⁵ 'Conversation entre Usatchov et Nguyen Duc Quy, le 27 septembre 1948', document no. 604, MUS, le 28 septembre 1948, d. 033-ext, ASE, juin-décembre 1948, MAER.

⁶ VO NGUYEN GIAP, *Chien dau*, p. 347 et *Tran danh ba muoi nam. Ky su lich su* [Trente ans de lutte. Chronique historique], vol. I, Hanoi, NXBQND, 1983, pp. 398-399.

⁷ ainsi qu'un soutien diplomatique de la part des Chinois à Moscou ? Liu Shaoqi se rendit à Moscou à cette époque même.

méridionale du Guangxi et du Guangdong. Ce délégué discuta avec les communistes vietnamiens de la possibilité d'y envoyer des unités vietnamiennes pour aider le PCC à consolider ses positions et ouvrir un axe sur la mer. Le 23 avril 1949, au moment où l'armée rouge traversait le Yangtze, le PCI donna l'ordre d'assister le PCC dans la création d'une zone libérée dans le Dien Que et Viet Que.⁸ En juin, des contingents vietnamiens de Cao Bang et de Lang Son furent envoyés en Chine. Ils se concentrèrent sur deux fronts principaux : celui de Longzhou, une province chinoise située à l'est de Lang Son ; et celui des districts d'Yongzhou, de Feng Cheng et de Qinzhou en face de Hai Ninh et de Lang Son. Ce dernier front était dirigé par Nam Long et Le Quang Ba, tous les deux formés antérieurement dans des écoles militaires en Chine. La direction du front de Longzhou fut confiée à Chu Huy Man.⁹ A la mi-juin, en collaboration avec le PCC local, les Vietnamiens attaquèrent le GMD à Shuikou, « Ha Dong » et Ning Ming. En juillet, les fortifications nationalistes à Longzhou et Truc Son furent attaquées par un déploiement conjoint de troupes sino-vietnamiennes. A l'est, de juillet à octobre 1949, les unités vietnamiennes dirigées par Le Quang Ba se battirent contre le GMD à Qinzhou, Feng Cheng, Giang Binh et Dong Hung. Tous ces groupements vietnamiens seront rentrés au Vietnam avant la fin d'octobre 1949.¹⁰ Un religieux américain en Indochine, révélait en novembre 1949 que ses missionnaires stationnés au Nord pouvaient confirmer l'envoi d'environ 1.000 hommes de troupes vietnamiennes en Chine pour aider le PCC dans la destruction du GMD.¹¹

Méfiance, pourtant. La mise en avant de cette aide vietnamienne aux Chinois en 1949 n'est pas innocente. Depuis quelques années, cette version sert à placer l'aide « internationaliste » des communistes vietnamiens au même niveau historique que celle apportée par le PCC aux Vietnamiens (tout en coïncidant avec une récente amélioration des relations sino-vietnamienne).¹² Encore une fois, cette assistance vietnamienne au PCC en 1949 était tout compte fait minime. La plupart des grands combats PCC-GMD n'eurent pas lieu sur la frontière vietnamienne. En fait, les hommes de troupe nationaliste en Chine du Sud rallièrent en grande partie l'armée

⁸ A ce sujet, nous avons consulté les sources suivantes : Bo Tong Tham Muu, *Lich su bo tong tham muu trong khang chien chong Phap (1945-1954)* [Histoire de l'Etat-Major général durant la résistance contre la France (1945-1954)], Hanoi, NXBQDND, 1991, p. 309 ; *Nhung lan xuat quan*, p. 46 ; et 'Vuot « Thap Van Dai Son » giup ban', *Xua va Nay*, no. 3 (04) (juin 1994), p. 25.

⁹ A Longzhou, le Viet Minh envoya notamment le régiment 74 et le bataillon 35 du régiment 308.

¹⁰ A ce sujet, voir : *Bo tong tham muu*, pp. 309-310 ; VO NGUYEN GIAP, *Chien dau*, pp. 347-348 ; *Nhung lan xuat quan*, pp. 46-51 ; et 'Vuot « Thap Van Dai Son » giup ban', p. 25.

¹¹ 'Memorandum of Conversation : Conditions in Indochina', le 25 novembre 1949, ANEU.

¹² Par exemple, le

rouge (surtout au Yunnan) ; s'enfuirent en Asie du Sud-Est septentrionale ou furent anéantis vers l'intérieur des provinces chinoises (voir *infra*).

Cependant, la décision vietnamienne de donner un coup de main au PCC à la mi-1949 était très bien réfléchie au niveau diplomatique. Lors de leurs discussions avec les représentants du PCI en Chine tout au début de janvier 1950, Zhou Enlai et Liu Shaoqi, allaient se référer dans des termes favorables à cette assistance « internationaliste » (chapitre précédent). On sait combien le PCC appréciait la sécurité de ses flancs extérieurs—surtout l'Indochine, la Corée, le Tibet et Taiwan. Un traité de sécurité signé avec l'Union soviétique au nord en février 1950 permit aux dirigeants chinois de prêter plus d'attention désormais à ses périphéries vulnérables dans le Sud. Etant donné la collaboration entre Liu Shaoqi et Mao Zedong sur la question vietnamienne, il est impossible que Mao ne fût pas favorablement impressionné par cette 'assistance vietnamienne' contre le GMD, lorsqu'il partait pour Moscou.

La RDVN face à l'entrée des troupes nationaliste en Indochine du Nord

Lorsque l'armée rouge traversa le Yangtze en avril 1949, les stratèges vietnamiens savaient que la guerre franco-vietnamienne allait certainement se transformer du tout au tout au niveau diplomatique, économique et militaire.¹³ La RDVN rompit de manière décisive sa politique de bon voisinage avec le GMD méridional en faveur de la Chine révolutionnaire de Mao Zedong. Les ouvertures envers le PCC et le « monde démocratique » se multipliaient. Plus que jamais, il était important de montrer au PCC la bonne volonté de la RDVN, tant sur le plan idéologique que militaire. Le 1^{er} octobre 1949, Mao Zedong annonça au monde la fondation de la République populaire de la Chine. L'URSS la reconnut le lendemain, suivie par les autres Etats communistes, dont la RDVN. Le 15 octobre Quangzhou (Canton) tomba, pendant que les nationalistes refluèrent vite vers la frontière indochinoise. Le 9 décembre, le gouvernement nationaliste se réfugia à Taiwan. Au début de 1950, la plupart des provinces du Sud était entre les mains communistes. En avril 1950, on pouvait ajouter l'île d'Hainan et en 1951 la plupart du Tibet. Un Etat communiste en Chine s'était soudainement consolidé au nord de la péninsule indochinoise. L'Etat des nationalistes n'existait plus sur le continent.

¹³ Sur la traversée du Yangtze, voir : LE VAN HIEN, *Nhat ky cua mot bo truong* [Journal d'un ministre], Da Nang, NXB Da Nang, 1995, vol. II, p. 45 et *Tran danh ba mươi nam*, p. 398.



La déroute du GMD en Chine méridionale et
Leur entrée en Indochine du Nord, 1949-1950



La disparition du GMD ouvrait la voie à une reprise de contact entre les communistes vietnamiens et chinois. En fait, le renouvellement sino-vietnamien en 1950 se fit là où il avait débuté auparavant, dans les provinces de Yunnan, Guangxi et Guangdong. Si la « répression blanche » infligée par Chiang Kai-shek en 1927 avait forcé le PCC vers l'intérieur de la Chine et les Vietnamiens vers l'Asie du Sud-Est, la destruction des nationalistes au tournant de 1949-1950 allait permettre aux communistes chinois et vietnamiens de transformer ces trois provinces méridionales en une plate-forme militaire hors pair, l'arrière garde qui permettait la réorientation de tous les réseaux asiatiques de la RDVN/PCI vers la partie septentrionale de la péninsule indochinoise, c'est-à-dire, le Viet Bac, le LK IV et le Laos du Nord et du Centre (voir sec. indochinoise (Laos), chs. 4-5).

Toutefois, à l'époque et sur le terrain, tout ne se déroulerait pas si facilement. Du côté chinois, les stratèges du PCC craignaient que les troupes nationalistes de Chiang Kai-shek ne formassent en Indochine du Nord un bloc 'franco-GMD' opposé à la révolution chinoise et hostile à son flanc méridional. Autrement dit, le PCC ne voulait surtout pas que sa victoire sur le continent transformât l'Asie du Sud-Est en un vaste plate-forme anti-communiste pour attaquer la Chine.¹⁴ D'autant plus qu'une armée occidentale professionnelle, celle de la France, était engagée dans une guerre sur son flanc du Sud, et cela avec l'aval croissant des Etats-Unis. Vue de la Chine, la possibilité d'une extension plus grande de la guerre vers l'Asie du Sud-Est était bien réelle au lendemain de leur victoire sur le GMD. Cependant, ce qui troublait le plus le PCC à la fin de 1949 était moins la tentation d'intervenir à côté de la RDVN que la fuite des centaines de milliers de troupes nationalistes en Asie du Sud-Est. Le 29 novembre 1949, par exemple, Zhou Enlai lança un avertissement très clair aux Français, soulignant que « tout gouvernement qui offrirait refuge aux forces armées réactionnaires du Guomindang porterait la responsabilité de cette action et des conséquences qui s'ensuivraient ».¹⁵ La menace nationaliste était tellement réelle que le nouveau gouvernement installé à Beijing n'écartait pas la possibilité d'envoyer des troupes en Indochine du Nord pour anéantir l'armée GMD une fois pour toute. Le 10 novembre, Zhou Enlai confiait à l'ambassadeur soviétique à Beijing, M. Roshchin, que les services de renseignements chinois à Hong Kong avait appris que les Français intégraient les hommes de troupes nationalistes dans l'armée de l'Etat du

¹⁴ Grâce à de nouvelles études, on sait que la crainte chinoise d'une attaque américaine était bel et bien réelle en 1950. Voir surtout : CHEN JIAN, *China's road to the Korean war : The making of the Sino-American confrontation*, New York, Columbia University Press, 1994.

¹⁵ Cité par Yves GRAS, *Histoire de la guerre d'Indochine*, Paris, Denoël, 2^{ème} édition, 1992, p. 282.

Vietnam. Selon l'ambassadeur soviétique, Zhou Enlai voulait implicitement faire savoir que l'armée rouge enverrait des troupes en Indochine pour détruire l'armée du général Pai Chung-si se dirigeant vers la frontière indochinoise (voir *infra*). Les stratèges chinois redoutaient que les Américains, les Britanniques et les Français n'utilisassent ces troupes anti-communistes pour harceler, voire attaquer la Chine communiste à partir des bases en Birmanie et Indochine septentrionales. Cette attaque ne se produisit pas. Car Staline, craignant la réaction des Etats-Unis à une telle intervention en Asie du Sud-Est, interdit au PCC d'intervenir en Indochine à la poursuite du GMD.¹⁶

En effet, les forces nationalistes se repliant vers la frontière tonkinoise étaient très nombreuses. Il est aussi vrai que personne ne savait au milieu de 1949 que la plupart de ces troupes ne se réfugierait pas en Indochine du Nord. L'une des dernières armées nationalistes restantes, celle du général Pai Chung-si, se chiffrait à environ 300.000 hommes. En déroute, le général Pai comptait évacuer ses hommes par voie maritime à partir de Beihai. Mais ils furent pris de court et durent se tourner vers l'Indochine, au grand dam des autorités françaises. En fin de compte, l'armée de Pai Chung-si fut anéantie dans la région de Nanning et de Liou Tcheou par les 550.000 hommes du célèbre général communiste, Lin Biao. Seul le 5^{ème} corps de 40.000 hommes, sous la direction de Huang Chieh, put s'échapper. Il dirigea ses hommes en direction du Yunnan. Or la soumission du seigneur de guerre de cette zone, Lou Han, força Huang Chieh à conduire ses troupes au Vietnam afin de les envoyer ensuite à Taiwan. Après de longues et très difficiles discussions, les Français lui permirent d'entrer en Indochine, mais à condition que ses troupes fussent désarmées et internées selon le droit international. Tout à fait conscient des propos de Zhou Enlai, les Français ne voulaient pas provoquer l'entrée de la RPC dans la guerre franco-vietnamienne, ce qui pouvait potentiellement déclencher une guerre beaucoup plus large étant donné les préoccupations américaines. Paris n'autorisa même pas le cheminement de ces troupes nationalistes à Taiwan, tant la menace de la RPC se faisait sentir sur la politique française.¹⁷ Léon Pignon annonça publiquement aux communistes chinois que l'armée française devait s'opposer à toute troupe étrangère, c'est-à-dire celle des nationalistes, et que celle qui entrerait en territoire indochinois serait internée selon les modalités du droit international. En bref, l'armée française

¹⁶ 'Report of a conversation between Zhou Enlai and the Soviet ambassador in Peking, Roshchin, on November 10, 1949', source provenant des Archives russes et communiquée aimablement par Olde Arne WESTAD, 'Unwrapping the Stalin-Mao talks : Setting the record straight', *Cold War International History Project Bulletin*, nos. 6-7, (hiver 1995-1996), p. 23. Voir aussi les idées de Bao Dai quant à ces nationalistes chinois dans Papiers Pignon, 59P, A/6/20, CAOM.

¹⁷ GRAS, *Histoire de la guerre d'Indochine*, p. 282.

observa une stricte neutralité pendant la défaite des nationalistes à leur porte. Comme le dit le général Alessandri : « Le commandement français s'en tenait au principe du désarmement des réfugiés, conforme au droit international, afin d'ôter aux autorités communistes [chinois] tout prétexte d'intervention [...] ». Le tampon de sécurité représenté par le GMD dans la Chine méridionale n'existait plus. Au total, 34.300 nationalistes chinois furent internés à Campha. Ils seraient ensuite envoyés à Phu Quoc. Mais ils n'allaient être renvoyés à Taiwan qu'en 1953. A ces réfugiés nationalistes, il faut ajouter le ralliement du chef du VNQDD, Vu Hong Khanh, et ses 7.000 soldats du parti nationaliste vietnamien qui passèrent aussi en Indochine.¹⁸ En effet, la disparition du GMD entraîna l'éclipse du VNQDD. Le 7 janvier 1950, Vu Hong Khanh fit sa soumission.¹⁹ Une longue page dans l'histoire du nationalisme non-communiste en Chine *et* au Vietnam avait été tournée. Une nouvelle page dans la collaboration communiste sino-vietnamienne s'ouvrait à nouveau. Désormais, le *Sud* de la Chine était entièrement communiste et allié avec la RDVN. On ne peut pas sous-estimer l'importance de cette réorientation géopolitique dans l'histoire des réseaux asiatiques de la guerre franco-vietnamienne.

Or, à de rares exceptions près, la RPC ne traversa pas la frontière indochinoise. Le 19 décembre 1949, le chef du 23^{ème} régiment de l'armée rouge demanda aux Français le retour d'un groupement nationaliste réfugié au Vietnam. Mais il informa son homologue français qu'il respecterait « absolument les règlements internationaux » et conserverait une attitude « pacifiste envers les pays étrangers ». Il sollicita même dans cette lettre le renouvellement des relations commerciales et le maintien des échanges existants.²⁰

Comme leurs frères chinois, les communistes vietnamiens avaient bien raison de s'inquiéter du refoulement des troupes nationalistes vers le Viet Bac. Le recul de milliers de troupes nationalistes aurait mis la RDVN en particulier dans une position périlleuse. Premièrement, l'arrivée de l'armée de Pai Chung-si aurait submergé l'Etat vietnamien qui était précairement positionné près de la frontière sino-vietnamienne. Son armée n'était nullement en mesure d'engager des combats suffisants pour repousser, pour ne pas dire anéantir, une telle force nationaliste. Deuxièmement, l'entrée de la Chine populaire en Indochine à la recherche des nationalistes aurait

¹⁸ *Ibid.*, p. 282 et pour la citation : CFTVN/ZOT, EM/2B, 'Rapport sur les événements survenus et les mesures prises à la frontière sino-tonkinoise depuis l'arrivée des premiers réfugiés nationalistes chinois jusqu'au 29 décembre inclus', le 31 décembre 1949, signé ALESSANDRI, d. 49, c. 10H544, SHAT.

¹⁹ CCFAEO, EM/2B, SE, no. 66/FAEO/2S, le 7 janvier 1950, d. 49, c. 10H544, SHAT.

²⁰ Traduction de la lettre en caractère chinois : 'A M. le Lt de Chima, pour transmission à M. le chef de bataillon de Loc Binh, signé HUANG YU SHENG et SHI CHI HUA, daté du 19 décembre 1949, d. 49, c. 10H544, SHAT.

évidemment risqué de déclencher une extension plus grande de la guerre au Vietnam septentrional, ce qui aurait pu provoquer l'intervention des Etats-Unis. Parmi tous ces acteurs, c'est la RDVN qui aurait essuyé le plus fort des hostilités, et cela avant même que l'aide chinoise ne pût transformer l'armée vietnamienne en une force militaire capable de faire face à de tels adversaires (voir *infra*). Troisièmement, la possibilité d'une collaboration militaire entre le Corps expéditionnaire et le GMD en Indochine septentrionale pouvait entraver la livraison de l'aide chinoise à la RDVN et rendre l'armée vietnamienne particulièrement vulnérable aux attaques combinées des troupes franco-nationalistes opérant ensemble. Soulignons donc que le repli des nationalistes et l'éventualité d'une intervention du PCC constituaient une question aussi épineuse pour les communistes vietnamiens que pour leurs adversaires français. L'entrée des dizaines de milliers de troupes nationalistes aurait infligé une perte énorme et prématurée au Viet Minh et aurait pu déclencher une intervention chinoise et américaine extrêmement déstabilisante (comme en Corée quelques mois plus tard). Selon nous, les Vietnamiens, tout comme les Français, ne voulaient surtout pas que l'armée rouge chinoise traversât la frontière à la poursuite des nationalistes (à la différence de Kim Il Sung).

Il fallait donc que le PCI/RDVN préparât vite une politique envers les réfugiés nationalistes. En avril 1949, le PCI avait déjà commencé à fournir des instructions quant à la ligne de conduite à tenir à l'égard des réfugiés du GMD. Comme par hasard, la politique vietnamienne ressemblait à celle des Français. Il ne fallait pas donner au PCC une raison d'intervenir. Une section du parti régional expliquait à ses cadres :

Vous pouvez prendre des dispositions pour permettre aux troupes de libération [vietnamiennes] de désarmer les troupes gouvernementales [nationalistes] aussitôt que celles-ci arrivent sur notre territoire. Il est inutile de tenter des négociations avec ces troupes. Les bandes qui pénètrent dans notre territoire, sans notre accord, seront désarmées immédiatement par les soins de nos troupes, suivant la loi internationale, tandis que les hommes seront concentrés en un lieu unique pour faciliter le contrôle.²¹

Les stratèges vietnamiens comprenaient très bien que la victoire du PCC sur le continent chinois pouvait soudainement mettre le PCI 'en guerre' contre le GMD en Indochine. En août 1949, le PCI insistait pour qu'en cas d'« invasion de chinois blancs », il fallait mettre en garde la population « contre un optimisme exagéré

²¹ Traduction du document : 'Comité directeur du Parti du LK I, no. 532/VF/LKDB1, Objet : Complément d'instructions sur la conduite vis-à-vis des troupes blancs [nationalistes] sur la frontière', daté du 30 avril 1949, la section des affaires courantes du Comité directeur du Parti du LK I, signé TAM, d. 44, c. 10H542, SHAT.

suscité par nos récentes victoires », tout en les exhortant à camoufler des biens et des vivres. Il fallait envoyer des cadres dans les zones frontalières pour étendre l'influence vietnamienne grâce à la mobilisation et à la propagande. Mais si le PCI condamnait l'emploi des nationalistes par l'armée française (ce que nous n'avons pas pu confirmer d'une façon sûre), le PCI semblait autoriser l'utilisation de bons éléments dans l'armée vietnamienne. Les autres devaient être rapatriés ou exterminés. Comme l'écrivit Le Thanh Nghi à l'époque :

Il faut chercher par tous les moyens à les désarmer et les empêcher de nuire à la population. Il faut, soit par propagande les décider à rallier nos rangs, à nous remettre leurs armes, à nous les revendre, ou nous en emparer par la force. S'ils sont trop forts, les faire attaquer par nos troupes régulières. Il faut noter qu'on peut user de la diplomatie pour les disperser dans de nombreux endroits, ce qui nous permettra de les exterminer par la suite. Pour leurs soldats qui se rendent à nous, ne garder que les bons éléments [;] ceux-ci seront, soit employés par nous, soit autorisés à vivre sur notre territoire sous notre contrôle [;] supprimer les éléments dangereux et le reste sera renvoyé dans leur pays. Dans ce dernier cas, il faudra agir avec beaucoup de discrétion pour ne pas encourager les autres bandes qui désireraient [se] rallier à nous.²²

En décembre 1949, selon Le Van Hien, Vo Nguyen Giap donna l'ordre de défendre la frontière contre les nationalistes en déroute. Comme Zhou Enlai, les Vietnamiens étaient particulièrement inquiets de l'approche des hommes de troupes de Pai Chung-si.²³ En fin de compte, comme nous l'avons vu, la majorité de ses troupes nationalistes n'entrèrent pas en Indochine. Elles furent détruites ou se rallièrent. Seulement quelques milliers de nationalistes errants continuaient à essayer d'entrer en Indochine pour se faire désarmer par les Français.

Face à ce nombre d'effectifs beaucoup plus petit, la RDVN se décida à attaquer. Du début de janvier jusqu'au 7 février, l'armée vietnamienne frappa ces bandes. Cela débuta le 9 janvier, lorsqu'une colonne nationaliste évaluée à 8.000 ou 10.000 hommes pénétra dans le territoire non-contrôlé par les Français. Ils se dirigèrent vers Cao Bang pour se faire désarmer par les Français. Cette colonne fut prise à partie par les forces vietnamiennes, qui l'obligèrent à rentrer en Chine. Ce contingent nationaliste essaya de re-traverser la frontière. A cheval sur la frontière et coincées entre les communistes vietnamiens et chinois, les troupes nationalistes furent attaquées et anéanties. Ceux qui ne furent pas tués durent se rendre.²⁴ Encore une

²² Traduction du document : 'Comité exécutif central du parti, no. 005 CT/TW, RDVN, Instructions : Au sujet des mesures à prendre contre les Chinois blancs à la frontière', daté du 28 août 1949, signé LE THANH NGHI, d. 46, c. 10H543, SHAT.

²³ LE VAN HIEN, *Nhat ky*, vol. II, pp. 156-157.

²⁴ *Bo tong tham muu*, pp. 338-339 et *Ha Giang : Lich su khang chien chong thuc dan Phap (1945-1954)* [Ha Giang : Histoire de la résistance contre la France (1945-1954)], s.l., Bo Chi Huy Quan Su Tinh Ha Giang, 1994, pp. 136-139, 149.

fois, les forces françaises « n'ont absolument mené aucune action ni en faveur de l'un des adversaires, ni contre l'autre ». Il fallait observer une « attitude de stricte neutralité » dans une conjoncture diplomatico-militaire si fragile.²⁵ La guerre froide était bel et bien arrivée sur la frontière septentrionale de l'Asie du Sud-Est. L'entrée de la Chine communiste dans la guerre d'Indochine était désormais envisagée et redoutée par tous les acteurs, y compris la RDVN.

La victoire communiste en Chine et la collaboration sino-vietnamienne

La disparition des Nationalistes dans la Chine méridionale, facilitée paradoxalement par la politique française, ouvrit la voie à l'arrivée de l'aide chinoise au Viet Minh en mai 1950 sans pour autant déclencher une plus grande guerre.²⁶ L'assistance apportée par la Chine populaire au Viet Minh à partir de cette date fut très importante et marqua un tournant essentiel dans la guerre franco-vietnamienne. Sans l'aide chinoise, l'armée vietnamienne n'aurait jamais pu créer et armer quatre divisions en un an, donner un enseignement militaire techniquement sophistiqué à ses officiers, encadrer et diriger un corps de bataille tout compte fait impressionnant, perfectionner ses services de renseignements, de chiffres et de décryptement, en bref transformer une armée de guérilla en une armée de plus en plus moderne. A partir de 1950, l'armée vietnamienne pouvait finalement sortir des forêts pour engager le Corps expéditionnaire sur le champ de bataille indochinois. La 308^{ème} division de Vuong Thua Vu pouvait lancer désormais des attaques tant au Viet Bac qu'au Laos. Comme l'a bien vu un officier français à l'époque : « C'est l'aide chinoise qui allait donner à notre adversaire le sens de l'espace ».²⁷ S'il existe une relation spéciale en 1950, elle est certainement sino-vietnamienne et ancrée dans la partie nord de la péninsule indochinoise.

Isolée militairement et diplomatiquement, en 1949-50 la RDVN avait grandement besoin de cette assistance chinoise. Le 10 août 1949, même avant la fondation officielle de la RPC, le PCI avait déjà envoyé une lettre au Comité central du PCC, expliquant que si les Vietnamiens voulaient entrer dans « la phase de la contre-offensive générale, et atteindre la victoire finale, il faut, bien entendu, croire dans ses propres forces. Mais nous aurons aussi besoin de l'aide de l'extérieur ». Le PCI finit

²⁵ CFTVN/ZOT, EM/2B, no. 231/ZOT/2, 'Rapport sur le franchissement de la frontière tonkinoise par des éléments nationaliste chinois', le 23 mars 1950, d. 53, c. 10H545, SHAT.

²⁶ Selon une histoire vietnamienne sur les opérations de ravitaillement, l'aide chinoise commença à traverser la frontière en mai 1950. *Hau can chien dich trong khang chien chong thuc dan Phap (1945-1954)* [Service de l'arrière aux batailles durant la résistance contre le colonialisme français], Hanoi, NXBQDND, 1994, p. 35.

²⁷ 'Etude sommaire sur la logistique du Viet-Minh', p. 10, le 8 février 1954, c. C889, SHAA et *Bo tong tham muu*, p. 324. C'était aussi un service de logistiques et de ravitaillement vietnamien qui activait cette aide.

par dire qu'il « ne pouvait pas ne pas vous solliciter une aide en armes, munitions, outils et cadres [...] Dans les clauses que nous [vous] sollicitons, s'il y en a que vous, camarades, ne pouvez pas nous fournir, nous vous demandons de transmettre notre suggestion à l'Union soviétique et d'expliquer clairement nos difficultés aux camarades soviétiques ».²⁸ Pour les raisons discutées antérieurement (voir chapitre précédent), la Chine décida très tôt de fournir une aide au Viet Minh et de reconnaître la RDVN sur le plan international. Ho Chi Minh envoya deux de ses meilleurs représentants des réseaux chinois, Nguyen Duc Thuy et Ly Bich Son, à Beijing pour discuter de l'aide chinoise à la RDVN. En effet, en décembre, Liu Shaoqi expliqua dans une note à Mao Zedong que ces deux représentants avaient demandé une somme de 10 millions de dollars américains et du matériel de guerre ! Liu Shaoqi insistait pour qu'une aide fût accordée, mais il expliquait aussi qu'il était impossible de donner une somme de 10 millions de dollars si peu de temps après la victoire chinoise.²⁹ Mao Zedong, Liu Shaoqi et Zhou Enlai (entre autres) décidèrent néanmoins d'accorder une aide militaire et économique aux Vietnamiens, même avant la normalisation des relations entre les deux pays. En décembre, Luo Guibo fut nommé « représentant du Comité central du PCC auprès du Comité central du PCI ». Il était chargé de s'occuper des questions d'aide au Vietnam (et il allait devenir ultérieurement le premier ambassadeur de la RPC au Vietnam). Il arriva au Vietnam au milieu de 1950.³⁰ Même à Moscou, Mao Zedong allait continuer à suivre de près la question vietnamienne. Il dit à Liu Shaoqi que les conseillers chinois envoyés au Vietnam devaient « être plus positif et moins critiques » de leurs homologues vietnamiens.³¹

Formation et armement des premières divisions vietnamiennes

A l'exception de la 308^{ème}, le Viet Minh ne disposait d'aucune division avant 1950.³² En deux ans, 1950-1951, les Chinois armèrent et équipèrent en grande partie cinq divisions d'infanterie vietnamiennes, à savoir : la 304^{ème}, 312^{ème}, 316^{ème}, 320^{ème}

²⁸ *Nhung lan xuat quan*, pp. 19-20, citant *Tu lieu nghien cuu ve quan he cua Trung Quoc voi Viet Nam*, tome I, Cuc Nghien Cuu, Bo Quoc Phong, 1988, manuscript, p. 29-30.

²⁹ 'Télégramme à Mao Zedong sur la situation militaire au Yunnan et l'assistance au Vietnam', date du 24 décembre 1949, dans *Manuscrits de Liu Shaoqi, Depuis l'établissement [de la Chine], (juillet 1949—mars 1950)*, Beijing, Zhongyang Wenxian, 1998, pp. 186-187.

³⁰ *Nhung lan xuat quan*, p. 20 et VO NGUYEN GIAP, *Duong toi Dien Bien Phu* [Le chemin se dirigeant vers Dien Bien Phu], Hanoi, NXBQDND, 1999, p. 17. Vers la mi-mars 1950, le secrétaire personnel de Ho Chi Minh informa Le Van Hien que le « représentant du parti chinois » était arrivé pour rencontrer le Comité central du PCI, réunion prévue pour le 10 mars 1950. LE VAN HIEN, *Nhat ky*, vol. II, p. 199. Toutefois, Le Van Hien ne le rencontra que le 22 août 1950. LE VAN HIEN, *Nhat ky*, vol. II, p. 280 ...

³¹ 'Télégramme de Mao Zedong', *Manuscrits de Liu Shaoqi*, p. 188, note 10.

³² Même la 308^{ème} était dans un état précaire à ses débuts, selon les dires du général Vo Nguyen Giap lui-même. VO NGUYEN GIAP, *Chien dau*, p. 380.

et 325^{ème}, ainsi qu'une division mixte (génie-artillerie), la 351^{ème}.³³ Plusieurs des régiments de ces nouvelles divisions furent pourvus en territoire chinois, surtout au Yunnan et en Guangxi. La RPC autorisa la RDVN à installer une académie militaire au Yunnan pour encadrer et entraîner des officiers et des régiments. Les instructeurs vietnamiens étaient conseillés par des experts chinois. Pour faciliter l'acquisition des sciences militaires modernes, les effectifs de l'Ecole militaire supérieure du Ministère de la Défense furent transférés au Yunnan en 1950. Ces cadres étudiaient les éléments de la tactique et de la stratégie, le déploiement moderne des unités sur le champ de bataille, l'usage de l'artillerie en batailles rangées, de la défense anti-aérienne, ainsi que les méthodes de tir, le maniement des grenades, de la dynamite et les tactiques de prise des fortifications adverses. Des cadres politiques furent également formés. De très nombreux textes militaires et politiques furent traduits en vietnamien et utilisés dans ces classes, alors que d'autres documents chinois furent envoyés au Vietnam. C'est grâce à une traduction chinoise, par exemple, que l'Etat-Major général vietnamien put incorporer les règlements de l'armée rouge soviétique. L'armée vietnamienne s'appuyait sur des idées militaires chinoises et tirait des enseignements utiles de leurs expériences de combat contre le GMD et les Japonais.³⁴ Comme le dit un jeune soldat vietnamien en Chine à l'époque : « le ravitaillement est plus que suffisant », ajoutant qu'« au point de vue moral, l'esprit international des troupes chinoises est très développé et nous en profitons pour nous améliorer ».³⁵ Li Tianyou, leader de la région militaire de Guangxi, permit l'établissement des hôpitaux pour les blessés vietnamiens, et s'occupa de l'acheminement de l'aide chinoise à Cao Bang via Quang Uyen.³⁶ Les instructeurs Zhou Xihan et Wu Shaowen donnèrent un enseignement militaire avancé aux officiers vietnamiens envoyés au Guangxi.³⁷ Et de même que les Vietnamiens s'étaient appuyés sur les Khmer Kroms pour faciliter leurs tâches internationalistes au Cambodge propre, de même les conseillers chinois exploitèrent un courant d'immigration vietnamien s'étendant en Chine méridionale pour recruter leurs

³³ *Bo tong tham muu*, p. 414 et *Tu dien bach khoa quan su Viet Nam* [Dictionnaire encyclopédique de l'armée vietnamienne], Hanoi, NXBQDND, 1996, p. 239.

³⁴ *Bo tong tham muu*, pp. 407-408 et VO NGUYEN GIAP, *Duong toi*, p. 16. Selon Hoang Van Hoan, Tran Tu Binh et Le Thiet Hung se déplacèrent au Yunnan pour diriger cette école militaire. HOANG VAN HOAN, *Giot nuoc trong bien ca (Hoi ky cach mang)* [Une goutte d'eau dans l'océan (Mémoires révolutionnaires)] Beijing, NXB Tin Viet Nam, 1986. p. 347.

³⁵ 'Note sur la collaboration sino-viet minh, période du 1 septembre 1950 au 1 février 1951', le 7 mars 1951, c. 10H288, SHAT.

³⁶ QIANG ZHAI, *China & the Vietnam wars, 1950-1975*, Chapel Hill [Etats-Unis], The University of North Carolina Press, 2000, p. 29.

³⁷ QIANG JIANG, *Zai shenmi di zhangzheng zhong - Zhongguo junshi guwentun fu Yuenan zhengzhangji* [Une guerre mystérieuse—Une chronique des conseillers militaires chinois envoyés au Vietnam], Hebi, Hunan renmin chubanshe, 1992, p. 44.

propres interprètes et intermédiaires capables de traduire plus facilement en vietnamien les idées chinoises et rendre la propagande politique plus efficace hors de la Chine elle-même.³⁸

Le nombre de cadres formés en Chine pendant cette période donne une idée de l'importance de cette aide extérieure dans la modernisation de l'armée vietnamienne. En juin 1950, 3.100 cadres vietnamiens auraient reçu une formation en Chine. Au bout des quelques mois d'entraînement très intensif, l'armée vietnamienne pouvait compter environ 1.200 cadres d'infanterie, 400 cadres d'artillerie, 150 cadres de communication, 200 cadres de chiffrement secret, ainsi que 300 cadres de l'armée de l'air et 200 cadres de la marine restant à créer.³⁹ L'apport de ces hommes allait être essentiel au bon déroulement des opérations militaires au Vietnam. Sans ces hommes techniquement adaptés, familiarisés avec les fondements de la technique militaire moderne, l'aide chinoise n'aurait pas pu être utilisée d'une façon efficace.⁴⁰ Ne sous-estimons donc pas l'importance de ce transfert technique par la voie chinoise dans la conjoncture de 1950. Au moment où les officiers japonais et européens attachés à l'Etat-Major général vietnamien quittaient le pays par la Chine, ces conseillers chinois intégraient effectivement un autre volet de la modernisation militaire dans l'armée vietnamienne (voir sec. asiatiques étrangers pour le parallèle japonais). L'Union soviétique ne jouait qu'un rôle secondaire. En 1951, seulement deux officiers vietnamiens purent s'inscrire à l'Université technique militaire en Union soviétique.⁴¹ La modernisation de l'armée vietnamienne passait par une voie asiatique. Comme le rappelait Mao Zedong à ses conseillers qui partaient pour aider la RDVN se battre contre la France :

S'il est vrai que les Français contrôlent les grandes villes, les routes de transport et les petites villes côtières, les révolutionnaires vietnamiens doivent s'établir à la campagne. La situation se ressemble à celle que nous avons vécu durant la guerre contre les Japonais. Toutefois, votre tâche ne s'agit pas exclusivement d'enseigner aux Vietnamiens les principes de la guérilla. Il faut aussi mener une guerre moderne de lutte contre les Français. Il faut leur enseigner comment organiser une armée professionnelle, comment se servir des armes modernes et il faut leur donner une aide militaire.⁴²

Selon les renseignements français, c'est à partir du mois de mai 1950 que la RDVN commença à envoyer des hommes de troupes et surtout des officiers en

³⁸ *Ibid.*, p. 44.

³⁹ *Bo tong tham muu*, pp. 331-332, 415-416.

⁴⁰ *Ibid.*, pp. 407-408.

⁴¹ Document traduit du russe : 'Ministère des Forces armées, Direction des établissements d'enseignement militaire, no. 148502', le 15 septembre 1951, dossier 740, Comité central, APCUS.

⁴² QIANG JIANG, *Zai shenmi di zhangzheng zhong*, p. 58.

Chine. On estimait que, au total, environ 30.000 hommes furent instruits dans ces camps, constituant 30 bataillons d'infanterie et 6 bataillons lourds. Au Yunnan, les Français identifièrent un camp d'entraînement à Yen Sheng (Yanshan), qui était censé avoir formé environ 12.000 hommes, y compris la presque totalité de la 308^{ème} division. Au Guangxi, il y avait des camps d'entraînement à Fa Tung et à Longtcheou. Au Guangdong, aucun camp n'a été signalé.⁴³ Vo Nguyen Giap confirma qu'en avril 1950 deux régiments de la 308^{ème} division se rendirent au Yunnan pour s'équiper en armement.⁴⁴ L'importance et la portée de cet entraînement militaire ne peut plus être minimisé pour des buts nationalistes. Du point de vue militaire, la professionnalisation de l'armée vietnamienne et sa capacité de se battre plus efficacement contre le Corps expéditionnaire doit beaucoup à ces instructeurs et académies militaires chinois. Recevoir beaucoup d'armes est une chose ; savoir s'en servir efficacement en est une autre.

Cependant, les deuxième bureaux de l'armée française n'avaient pu signaler « aucune participation directe » de la part de la Chine communiste en Indochine.⁴⁵

Evaluation de l'aide

La Chine fut la principale source d'assistance extérieure pendant la guerre franco-vietnamienne. Pour la seule année 1950, le Vietnam reçut de la part de la Chine communiste 3.983 tonnes d'aide globale, dont 1.020 tonnes d'armes et de munitions (y compris l'armement livré aux unités vietnamiennes basées en Chine), 161 tonnes de vêtements militaires, 20 tonnes de médicaments et équipements, 71 tonnes de matériaux pour la fabrication d'armement, 30 autos de marque Molotova et 2.634 tonnes de riz. Il est possible que l'Union soviétique fournit du matériel pour former un régiment de canons anti-aérien de 37mm (*infra*), une dizaine de véhicules de marque Molotova et des médicaments.⁴⁶ Mais il est aussi possible, voire vraisemblable, que cette assistance soviétique était en fait des 'dons d'occasion' fournis par les Chinois. En tout cas, selon des statistiques vietnamiennes, de mai

⁴³ HCFIC, CCEO, EMIFT/2B, no. 1443/EMFT/2S, 'Note sur la collaboration sino-viet mnh période du 1 septembre 1950 au 1 février 1951', le 7 mars 1951, signé de BOUSSARIE, d. Menace chinoise, c. 10H288, SHAT.

⁴⁴ VO NGUYEN GIAP, *Duong toi*, p. 16, confirmé par QIANG ZHAI, *China & the Vietnam wars*, p. 28. Un régiment de la 312^{ème} division alla au Guangxi pour les mêmes raisons.

⁴⁵ 'Note sur la collaboration sino-viet minh', p. 6.

⁴⁶ *Bo tong tham muu*, p. 643 et *Nhung lan xuat quan*, p. 21, citant des dossiers des archives logistiques de l'armée vietnamienne. Qiang Zhai donne des chiffres chinois semblables. QIANG ZHAI, *China & the Vietnams wars*, p. 20.

1950 jusqu'en juin 1954, la RDVN reçut de l'extérieur (et avant tout de la Chine) 21.517 tonnes d'aide.⁴⁷

Encerclée depuis le milieu de 1947, l'armée vietnamienne manquait d'artillerie, d'armes anti-char et de DCA. Son industrie ne pouvait pas produire ces deux derniers types d'armements et l'armée française n'en cédait que peu. D'ailleurs, la puissance de feu de l'artillerie, la maîtrise du ciel et la mobilité des forces françaises au Vietnam étaient supérieures à celles employées par le GMD contre le PCC et étaient concentrées sur une surface géographique beaucoup plus réduite que la Chine.⁴⁸ Même si l'Armée de l'Air française ne pouvait pas égaler celle des Etats-Unis en Corée, le Viet Minh se trouvait devant un adversaire quand même plus redoutable que le GMD.⁴⁹ Privée des armes anti-chars et anti-aériennes de gros calibres, l'armée vietnamienne aurait toujours du mal à attaquer le Corps expéditionnaire (surtout en plein jour), sans entraîner des pertes humaines et matérielles énormes (voir *infra*). Les tactiques enseignées par les conseillers chinois avaient donc des limites au Vietnam.⁵⁰

Le général Vo Nguyen Giap a récemment concédé que l'aide chinoise au Viet Minh fut précieuse durant la bataille de Cao Bang en 1950. Il ajoute, cependant, que l'armement chinois n'était pas entièrement neuf. Selon lui, une partie non-négligeable avait été récupérée sur les nombreux troupes nationalistes battues. Ces armes étaient souvent obsolètes et inefficaces. Si bien que les divisions vietnamiennes préféraient souvent garder les armes abandonnées par le Corps expéditionnaire et distribuaient les 'dons GMD', moins sophistiqués, aux échelons inférieurs.⁵¹ C'est en partie vrai, mais Vo Nguyen Giap ne souffle pas mot du fait que les Américains avaient largement doté les hommes de troupes d'armes modernes et souvent neuves.

⁴⁷ *Nhung lan xuất quan*, p. 42, citant le dossier sur l'« aide internationale » au Vietnam provenant des archives du service de ravitaillement. Cette aide peut être ainsi suivie dans sa progression : 1950 : 3.983 tonnes ; 1951 : 6.086 tonnes ; 1952 : 2.160 tonnes ; 1953, 4.400 tonnes, 1954 : 4.892 tonnes.

⁴⁸ En décembre 1947, peu après la reprise française de Cao Bang, un délégué du PCI/RDVN avait déjà souligné à un diplomate soviétique en Europe le besoin critique de la RDVN en DCA et en artillerie. 'Compte-rendu sur la situation du Parti au Vietnam', daté du 15 décembre 1947, [Pham Ngoc Thach ?], dans 'T. Choukline à Poulkoff', dossier 404, opus 10, fonds no. 5, MAER.

⁴⁹ Au sujet de la puissance aérienne française en Indochine, voir : Philippe GRAS, 'L'adaptation de l'armée de l'air : vecteur d'inadaptation ?', dans Maurice VAISSE, (sous la direction de), *L'armée française dans la guerre d'Indochine*, Paris, Editions Complexe, 2000, pp. 315-347 ; Patrick FACON, 'L'armée de l'air et la guerre d'Indochine (1945-1954)', *Revue Historique des Armées*, no. 4, (1990), pp. 95-107 ; et Alexander ZERVOUDAKIS, 'Vinh Yen', *Revue Historique des Armées*, no. 1, (1994), pp. 54-60. Les témoins militaires de la Chine et du Vietnam ne cachent pas leur respect pour la puissance de feu de l'artillerie et de l'armée de l'air française.

⁵⁰ Greg LOCKHART, *Nation in arms: The origins of the people's army of Vietnam*, Sydney, Allen and Unwin in association with the Asian Studies Association of Australia, 1989.

⁵¹ *Bo tong tham muu*, p. 414.

Bien entendu, il n'y avait pas que de l'armement chinois. Vo Nguyen Giap souligne à juste titre l'importance des armes abandonnées par les Français lors des batailles de 1950 et le rôle joué par la petite « industrie d'armement » mise en place par la RDVN.⁵² En effet, en 1950 le Corps expéditionnaire laissa à Giap 1.300 tonnes de munitions à Lang Son et 10.000 armes furent perdues dans la bataille de Cao Bang. Selon le général Salan, la perte de la RC4 en 1950 procura suffisamment d'armes au Viet Minh pour « équiper une division ».⁵³ Les obus pris à Lang Son allaient s'avérer très utiles « plus tard ».⁵⁴ Selon les Vietnamiens, les Chinois les pourvoaient de la plupart du matériel d'artillerie de montagne de 75mm et des mortiers de 105mm. Mais la RPC ne pouvait pas leur fournir suffisamment d'armes anti-aériennes et anti-chars avant 1953.⁵⁵ Ce n'est peut-être pas étonnant : fin 1950, les Chinois avaient grandement besoin de ces armes en Corée afin de protéger leurs propres troupes contre la puissance aérienne redoutable des Etats-Unis.

Les conseillers chinois

Pour administrer leur aide, les Chinois envoyèrent des conseillers au Vietnam. Ho Chi Minh et d'autres chefs communistes avaient entretenu des contacts avec le PCC depuis les années 1920. Ho connaissait de longue date Zhou Enlai, ainsi que les deux autres conseillers supérieurs envoyés au Vietnam, Chen Geng et Wei Guoqing.⁵⁶ Lors de sa visite à Beijing au début de 1950, Ho Chi Minh demanda au PCC d'envoyer des conseillers chinois au Vietnam. Il sollicita en particulier l'envoi de Chen Geng. Avec l'agrément des deux côtés fut formé à Nanning en 1950 le « Groupement de Conseillers militaires » (*Doan co van quan su* en vietnamien) du PCC au Vietnam, placé sous la direction de Luo Guibo au début et plus tard celle de Wei Guoqing. Cette commission militaire comprenait 79 Chinois qui devaient conseiller l'Etat-Major général vietnamien, ses divisions et ses écoles militaires. Wei Guoqing fut attaché au Ministère de la Défense vietnamienne, tandis que son député, Mei Jiasheng, conseilla l'Etat-Major général et Ma Xi Fu était un expert dans les questions de ravitaillement. D'autres conseillers chinois furent détachés auprès des

⁵² VO NGUYEN GIAP, *Duong toi*, pp. 109, 138.

⁵³ Raoul SALAN, *Mémoires : Le Viet-minh mon adversaire*, Paris, Presses de la Cité, 1971, p. 171 et GRAS, *Histoire de la guerre d'Indochine*, p. 353-54. A Lang Son, le régiment 174 fit savoir à la Défense nationale qu'il avait pu récupérer environ 3.000 tonnes de matériel de guerre, dont 400 tonnes de munitions. Télégramme décrypté dans CCFAEO, EM/2B, no. 5766/FAEO/2S, 'Régiment 174, Lang Son, à Défense nationale', le 25 novembre 1950, valeur : A, document daté du 14 novembre 1950, d. 63, c. 10H548, SHAT.

⁵⁴ VO NGUYEN GIAP, *Duong toi*, p. 95.

⁵⁵ *Bo tong tham muu*, pp. 414-415, 507 et VO NGUYEN GIAP, *Duong toi*, p. 16.

⁵⁶ VO NGUYEN GIAP, *Duong toi*, p. 14 et notre 'Entremêlements sino-vietnamiens : Réflexions sur le Sud de la Chine et la révolution vietnamienne entre les-deux-guerres', *Approches-Asie*, no. 16, (1999), pp. 81-108.

états-majors des principales divisions et régiments et contribuèrent en particulier à la modernisation de la tactique opérationnelle et des services de renseignements militaires.⁵⁷ Arrivé plus tard, Chen Geng joua un rôle très important en conceptualisant, de concert avec les Vietnamiens, les batailles frontalières de 1950 afin d'ouvrir une route vers la Chine et d'engager l'aide au Viet Minh. Des conseillers chinois allaient être présents dans la planification des plus grandes batailles au Viet Bac entre 1950 et 1954 (sauf celle de Hoa Binh en 1952).⁵⁸

Le choix du général Chen Geng est notable à plusieurs titres. D'abord, il était l'un des premiers diplômés de la célèbre Académie militaire de Whampoa dans les années vingt. En effet, c'était à ce moment-là qu'il avait fait la connaissance de Ho Chi Minh, fournissant ainsi un bel exemple de la renaissance des liens sud-chinois entre les communistes vietnamiens et chinois à partir de 1949. Fait encore plus important : les responsabilités du général Chen Geng dans le Sud-Ouest de la Chine faciliteraient les liens militaires entre le Nord-Vietnam et le Sud de la Chine. Après tout, Chen Geng fut le vice-commandant de la « Zone Militaire du Sud-Ouest » de la Chine, comprenant les provinces de Guangxi, Yunnan et Guizhou. Puisqu'il était très haut placé dans la hiérarchie militaire, il pouvait mobiliser une aide plus efficace et importante pour le Viet Minh. Ce n'est pas un hasard que Ho Chi Minh fit escale à Nan Ling, capitale de la province de Guangxi, pour rencontrer son vieil ami Chen Geng, avant de continuer à Beijing ensuite à Moscou. Ho Chi Minh demanda personnellement que Chen Geng fût envoyé au Vietnam.⁵⁹

Il est étonnant de constater que, si tout le monde parle de Vo Nguyen Giap et son rôle prédominant dans les batailles de 1950 à 1954, en fait le stratège vietnamien le mieux placé pour mener de tels combats en collaboration avec les Chinois n'était personne d'autre que le général de brigade Nguyen Son.⁶⁰ Ni Vo Nguyen Giap, ni Ho Chi Minh semblaient avoir sérieusement pensé à l'utiliser dans le Nord à partir de 1950. C'est très étonnant. Après tout, Nguyen Son avait reçu son éducation militaire dans les salles de Whampoa à Quangzhou dans les années 1920. Il parlait le chinois sans accent. Il était membre du comité central du PCC et il avait fait la Longue Marche avec Mao Zedong et Zhu De. Il avait même participé à la guerre sino-

⁵⁷ D'autres conseillers chinois importants : Wang Shiquan, conseiller militaire ; Li Manyi, conseiller politique ; et Ma Xifu, conseiller militaire. A ce sujet, nous avons consulté les sources suivantes : QIANG ZHAI, *China & the Vietnam Wars*, pp. 19-29 ; *Bo tong tham muu*, pp. 324-25, 407 ; *Nhung lan xuat quan*, pp. 21-22 ; VO NGUYEN GIAP, *Duong toi*, pp. 15, 23 ; LE VAN HIEN, *Nhat ky*, II, p. 280 ; et GUO MING (ed.), *Zhong Yue guanxi yanbian si shi nian* [40 ans de changements dans les relations sino-vietnamiennes], Nan Ling, Guangxi renmin chubanshe, 1992, p. 42.

⁵⁸ *Nhung lan xuat quan*, pp. 22-23.

⁵⁹ XU BEILAN et ZHENG PEIFEI, *Chen Gun [Chen Geng] jiangjun zhuan* [Biographie du général Chen Geng], Beijing, Jiefangjun chubanshe, 1988, pp. 580-589.

japonaise. Il fut rappelé au Vietnam en 1945 et dirigea le LK IV jusqu'en 1950, date à laquelle il fut envoyé en Chine. Nguyen Son, très apprécié par l'armée chinoise ainsi que Mao Zedong lui-même, fut très brièvement nommé conseiller militaire du Comité central du PCC auprès des Vietnamiens concernant les questions d'aide militaire et économique.⁶¹ Il est très curieux qu'il ne fût pas maintenu au Vietnam du Nord en 1950 comme chef militaire, en raison de sa grande expérience politico-militaire dans l'armée chinoise et de ses liens avec quelques conseillers chinois envoyés au Viet Bac.⁶² En fait, il serait très intéressant de savoir comment Vo Nguyen Giap put se faire maintenir en place face au poids de Nguyen Son.⁶³ L'aval de Ho Chi Minh devait compter pour quelque chose.

Coopération politico-économique

L'impact politico-économique des conseillers était loin d'être négligeable. Au début de 1951, un « groupement politique de conseil » (*doan co van chinh tri*) fut formé sous l'égide de Luo Guibo.⁶⁴ Ce comité consistait en 100 conseillers, qui fournissaient leurs expertises quant à la consolidation de l'Etat révolutionnaire vietnamien : l'économie, les transports, la réforme agraire, la police, le renseignement et l'idéologie communiste. Luo Guibo participa aux discussions du congrès du PCI en 1951, durant lequel la plate-forme politique du 'nouveau' « Parti des travailleurs vietnamiens » fut élaborée dans un sens ouvertement communiste et étroitement lié à la Chine et à l'Union soviétique. Pendant ce congrès, tout le monde se leva pour applaudir les conseillers chinois, hurlant « Vive le président Mao Zedong » et « Vive le président Ho Chi Minh ». Ho Chi Minh professa son adhésion aux idées de Mao Zedong. En effet, les idées chinoises étaient bien présentes. Dans la préparation de ce congrès, les communistes vietnamiens avaient étudié de très près le programme politique de la République populaire de la Chine.⁶⁵ Quelques mois plus tard, Ly Ban, expert du PCI quant aux questions chinoises, expliqua aux cadres

⁶⁰ de son vrai nom vietnamien, Vu Nguyen Bac, et de son nom chinois, Hong Thuy. 'Entremêlement sino-vietnamiens'.

⁶¹ Il fut vraisemblablement envoyé en Corée au sein de l'armée rouge chinoise avant de rentrer à Hanoi en 1956 (où il décéda cette même année).

⁶² Au sujet de Nguyen Son, nous nous sommes appuyés sur les sources suivantes : *Phong van cac tuong linh Viet Nam* [Entretiens avec des généraux vietnamiens], Hanoi, NXB Tre, 1998, vol. 2, pp. 123-124 et NGUYEN HOANG LUU, 'Vai su that ve cuoc doi va con nguoi tuong Nguyen Son can duoc sang to' [Quelques vérités sur la voie et la personne du général Nguyen Son qui doivent être éclaircies], *Ngay Nay* [Texas], no. 414, (le 1 juillet 1999), pp. B3-B6 ; et Pham Duy, *Hoi ky thoi cach mang khang chien*, PDC Musical Productions xuất bản, 1989, pp. 198-202.

⁶³ et de Le Thiet Hung, Nguyen Binh et Vuong Thua Vu.

⁶⁴ QIANG ZHAI, *China & the Vietnam Wars*, p. 35.

⁶⁵ LE VAN HIEN, *Nhat ky*, vol. II, pp. 186, 368, 370, 372 et HOANG TRANH, *Ho Chi Minh voi Trung Quoc*, NXB Sao Moi, 1990, p. 234 (traduit du chinois).

vietnamiens l'importance de s'appuyer sur la pensée militaire de Mao Zedong et l'armée de libération chinoise.⁶⁶ (Voir aussi sec. sud-est asiatique, chs. 3-4)

La traduction était évidemment un véhicule important au moyen duquel l'influence chinoise entraînait concrètement au Vietnam. Selon un rapport publié dans *The Spectator* en février 1954, la RDVN avait publié depuis 1945, 47 écrits sur la révolution chinoise à un tirage total de 193.880 exemplaires. Sur ce dernier chiffre, il y avait 57.305 copies portant exclusivement sur les œuvres du « président Mao Zedong ». Ho Chi Minh lui-même traduisit les écrits de Mao tels que « La Praxis » et « La Contradiction » pour résoudre quelques problèmes de « subjectivité » parmi ses cadres. D'autres œuvres chinoises traduites en vietnamien : « Au sujet du Parti » et « Comment être un bon communiste » tous deux de Liu Shaoqi et « Questions sur la réforme agraire » de Jen Pi Shih.⁶⁷ Ces traductions s'échelonnaient de là vers le reste de l'Indochine, grâce aux réseaux vietnamiens et à ceux des Huaqiao (sec. étrangers asiatiques (Huaqiao), ch. 2 et sec. indochinoise (Cmb), ch. 3).

La Chine communiste apporta aussi une contribution technique importante dans le domaine économique. Jusqu'en 1950, l'économie de guerre vietnamienne s'était greffée largement sur le village vietnamien et ses soldats paysans (sec. chinoise, ch. 1). La RDVN était confrontée à un embargo français très efficace du Delta tonkinois. Se procurer du riz n'était rien moins que facile. La monnaie était à la merci des Français. L'inflation menaçait constamment les échanges alimentaires et commerciaux. Jusqu'en 1950, Le Van Hien et son équipe s'étaient appuyés sur des études financières françaises et soviétiques et avaient utilisé une poignée de conseillers japonais, pour structurer la monnaie et les échanges et combattre l'inflation (sec. étrangers asiatiques (Japonais), ch. 2). À en croire l'ancien ministre des finances, la Chine contribua grandement à la modernisation communiste de l'économie. Deux conseillers chinois nommés « Trieu » et « Tiet Ngoc » firent des contributions particulièrement importantes dans ce domaine. Ils aidèrent les Vietnamiens à renouveler leurs impôts, leurs méthodes agricoles, leur système industriel et à refaire les effectifs du Ministère des finances. Trieu prépara en grande partie les nouveaux règlements pour la mise en place d'un nouvel impôt agricole. Cette œuvre fut soumise à l'approbation de Ho Chi Minh lui-même et le Comité central le 15 juillet 1951. En somme, ces techniciens chinois aidèrent la RDVN à stabiliser son économie, à établir l'équilibre entre les dépenses et les revenus étatiques et à créer

⁶⁶ LE VAN HIEN, *Nhat ky*, vol. II, p. 297.

⁶⁷ Jules MENKEN, 'Writings on China's Revolution Useful in Viet-Nam', *The Spectator*, (le 19 février 1954), coupure dans FO/371/112037, PRO.

une nouvelle politique commerciale pour l'intérieur et l'extérieur.⁶⁸ L'inflation baissa en grande partie grâce à ces nouvelles politiques introduites par ces conseillers chinois et à l'aide économique fournie par la Chine pour équilibrer le budget. Grâce à l'aide chinoise, la RDVN put équilibrer le budget pour la première fois dans la guerre. Cette stabilité financière était essentielle au bon fonctionnement de la guerre.⁶⁹ La réforme agraire vietnamienne doit beaucoup au modèle chinois et à ses représentants sur place.⁷⁰ Il n'y avait pas que des armes traversant la frontière sino-vietnamienne. Ces idées économiques, financières et idéologiques eurent un impact important sur le devenir historique de la RDVN. Et, encore une fois, l'idée nationaliste selon laquelle les communistes vietnamiens luttèrent tout seul contre la France doit être nuancée.

Une formation économique à l'étranger, en Chine, représentait une autre solution. En novembre 1949, avant même d'être reconnue par la RPC, Le Van Hien avait déjà envoyé une délégation économique en Chine. A partir de 1950, des spécialistes vietnamiens s'y rendirent plus souvent pour discuter de la normalisation des échanges économiques et pour étudier les questions financières. Nguyen Luong Bang, l'un des dirigeants communistes les plus haut placés, passa beaucoup de temps en Chine au début des années 1950 pour s'occuper des affaires économiques et bancaires pour le parti. En juin de la même année, un représentant partit pour le Yunnan étudier l'organisation des transports ferroviaires du Yunnan au Vietnam.⁷¹

Mais encore plus important il fallait créer une nouvelle monnaie forte pour concrétiser l'existence étatique de la RDVN tant pour faire face aux Etats associés de la France que pour montrer au monde communiste l'existence d'un Vietnam socialiste. L'ancienne monnaie avait été épuisée par l'inflation et un manque de confiance chez la population. Le Van Hien envoya une équipe spéciale en Chine en avril 1950 pour frapper la nouvelle monnaie vietnamienne sur le territoire chinois et avec l'assistance directe des Chinois. Sous les ordres de Nguyen Luong Bang, Do Van Suu et un certain « Tap » supervisèrent cette opération. La nouvelle monnaie vietnamienne sera d'abord émise en Chine, puis envoyée au Vietnam à partir de

⁶⁸ LE VAN HIEN, *Nhat ky*, vol. II, pp. 360-363, 375, 384, 404, 407, 413, 417-418, 421, 436, 440 et VO NGUYEN GIAP, *Duong toi*, p. 223.

⁶⁹ Joel HALPERN and William TURLEY, eds., *The notes of Do Xuan To, Vietnamese economics specialist assigned to the Pathet Lao in Xieng Khouang, 1968*, Bruxelles, Centre d'Etudes du Sud-Est Asiatique et de l'Extrême Orient, 1977, pp. 37, 42.

⁷⁰ QIANG ZHAI, *China & the Vietnam Wars*, pp. 38-42.

⁷¹ LE VAN HIEN, *Nhat ky*, volume II, pp. 199, 244, 262.

Quangzhou et de Nanning. Vers le début de 1951, l'imprimerie des nouveaux billets vietnamiens fut apparemment transférée à Cao Bang.⁷²

Le Van Hien reconnaît l'importance des conseils chinois dans la création de la nouvelle « Banque nationale » vietnamienne en 1951.⁷³ Grâce aux conseils chinois, le 14 mai 1951 Ho Chi Minh signa une loi transformant le Ministère de l'Economie en un Ministère de l'Industrie et du Commerce (*Bo Cong Thuong*), alors qu'un autre décret établissait le « Service des Echanges du Comité central » (*So Mau dich Trung Uong*) pour faciliter et suivre soigneusement l'aide chinoise au Vietnam et les nouveaux échanges socialistes. Grâce au soutien de la Chine communiste, un nouvel Etat socialiste vietnamien commençait économiquement à voir le jour dans le Nord. En 1952, un traité de commerce sera signé entre le gouvernement du Vietnam et celui de la Chine.⁷⁴ Le Vietnam (du Nord) était désormais relié économiquement au monde communiste par la voie chinoise (alors que le Sud se penchait de plus en plus vers l'Asie du Sud-Est non-communiste et les Etats-Unis).

Il n'est pas sûr que les Vietnamiens durent monnayer cette aide chinoise. Au début, les Chinois ne demandèrent pas aux Vietnamiens de payer.⁷⁵ Une sorte de zone de libre-échange existait sur la frontière entre 1950 et 1954.⁷⁶ Plus tard, les Vietnamiens exportaient des produits agricoles et forestiers vers la Chine communiste. En 1953, par exemple, la province de Cao Bang exporta en Chine des produits pour un total de 374.214.425 *dongs*. Cette province fut autorisée à exporter du bois pour aider à la construction de la ligne ferroviaire entre Nanning et Huu Nghi Quan. Fin 1951, un total de 121.421 traverses avait été produit.⁷⁷ Mais cela n'était pas suffisant de couvrir les grosses importations vietnamiennes de la Chine. L'opium dut être pour quelque chose dans les recettes de la résistance (sec. chinoise, ch. 1). En tout cas, les deux provinces de Cao Bang et Lang Son constituaient le nœud par lequel l'aide internationale devait entrer en Indochine du Nord.⁷⁸ C'était aussi le choix de la première bataille organisée avec les conseillers chinois.

⁷² *Ibid.*, vol. II, pp. 220-230, 256, 262, 285, 334-345.

⁷³ VO NGUYEN GIAP, *Duong toi*, p. 225 et 'Curriculum vitae de Nguyen Luong Bang envoyé par le Comité central du Lao Dong, le 11 mai 1950', d. no. 425, Comité central, APCUS.

⁷⁴ NGO VAN, 'Nho lai Hoi nghi phat trien Mau Dich Quoc Doanh nam 1952 cua Lien Khu Viet Bac' [En se souvenant de la réunion pour développer les Service économique de l'Etat en 1952 pour le LK Viet Bac], *Tap Chi Thuong Mai*, nos. 21-22, (novembre 1996), pp. 11, 30.

⁷⁵ QIANG ZHAI, *China & the Vietnam Wars*, p. 19.

⁷⁶ HUANG ZHENG, *Zhong Yue guanxi shi yanjiu jigao* [Drafts of the History of Sino-Vietnamese Relations], Nan Ling, Guangxi renmin chubanshe, 1992, p. 54.

⁷⁷ *Cao Bang lich su dau tranh vu trang cach mang (1930-1954)* [Cao Bang : Histoire d'une lutte révolutionnaire armée], Bo Chi Huy Quan Su Tinh Cao Bang, 1990, pp. 190, 206, 185-187, 204-205.

⁷⁸ *Hau can chien dich*, pp. 35-37.

Les Conseillers chinois et les batailles de Cao Bang et de Dien Bien Phu

Cao Bang, 1950

Les conseillers chinois participèrent directement à la planification des batailles frontalières en 1950.⁷⁹ Au début de cette année-là, pendant que Ho Chi Minh se rendait à Beijing et Moscou pour rencontrer Staline et Mao Zedong, le commandement vietnamien s'était préparé à enlever Lao Cai dans le Nord-Ouest afin d'ouvrir une route vers la Chine et d'exploiter le chemin de fer yunnanais, construit par la France elle-même. Nommée Le Hong Phong I, cette opération visait à créer une zone libérée reliant le Nord-Ouest, le Nord du Laos et le Sud de la Chine.⁸⁰ Or, dès son retour au Vietnam, Ho Chi Minh expliqua que l'ouverture devait passer par Cao Bang. Ho et ses alliés connaissaient très bien cette zone, y ayant vécu pendant la plupart de la Seconde guerre mondiale. Fait encore plus important pour ce choix : la province de Cao Bang était directement reliée au Guangxi, considéré comme la province chinoise la plus favorablement placée pour ravitailler le Viet Bac. Un chemin reliait Quang Uyen à la frontière chinoise, où les régiments vietnamiens revenant de Chine s'étaient concentrés en attendant leur renvoi au Vietnam. C'est dans ce contexte que le commandement réorienta son attention vers le Nord-Est du Tonkin dans la première grande bataille qui allait être appelée, Le Hong Phong II, ou la bataille de la RC4 (Cao Bang). En effet, à la mi-juillet 1950, le PCI prit la décision de se concentrer sur le Nord-Est. Les instructions furent données pour préparer une attaque vers le début du mois de septembre 1950. Tran Dang Ninh et Hoang Van Thai s'en chargèrent. Vo Nguyen Giap se vit confier la direction de la bataille par le parti.⁸¹

Les détails de cette bataille ont été traités ailleurs. Notons seulement qu'elle commença en septembre 1950, lorsque le Viet Minh attaqua le poste de Dong Khe. L'historien chinois, Qiang Zhai, montre bien le rôle joué par les Chinois dans cette première victoire sur le Corps expéditionnaire. Cependant, les Vietnamiens nient la version qui attribue la victoire de Cao Bang à la direction de Chen Geng.⁸² Selon les Vietnamiens, la direction militaire avait parfaitement deviné le déroulement de la bataille et les mouvements des troupes françaises. C'est Giap qui préférait attaquer

⁷⁹ Voir surtout le journal de CHEN GENG, *Chen Geng Re Ji (Xu)* [Le journal de Chen Geng], Beijing, Editions de l'Armée de libération, 1984.

⁸⁰ VO NGUYEN GIAP, *Duong toi*, p. 11.

⁸¹ *Ibid.*, pp. 11-12, 19. Chen Geng confirma que le PCI réorienta son plan d'attaque de Lao Kai à Cao Bang. CHEN GENG, *Chen Geng Re Ji*, p. 6.

⁸² QIANG ZHAI, *China & the Vietnam Wars*, pp. 29. HOANG TRANH, *Ho Chi Minh voi Trung Quoc*, p. 224, prétend que Chen Geng décida la stratégie pour la bataille de Cao Bang. Selon Qiang Zhai : « On the eve of the border campaign,



Luo Guibo (sur la gauche de Ho Chi Minh)

(On voit aussi Hoang Quoc Viet, Pham Van Dong et Truong Chinh
mais Vo Nguyen Giap ne s'y trouve pas)

(Qiang Zhai, *China & Vietnam*)

Dong Khe d'abord, puis That Khe, afin de pouvoir attirer les forces françaises dans ces zones périphériques et plus vulnérables pour les détruire plus facilement. La cité de Cao Bang était trop fortifiée pour être enlevée. En août, selon Giap, il avait déjà conseillé au PCI de changer de tactique. Le 12 août, Tran Dang Ninh rentra de Guangxi avec la délégation militaire chinoise, dirigée par Wei Guoqing, Mei Jiasheng et Deng Yifan (Dang Nhat Phan). Ces derniers se consultèrent avec d'autres conseillers chinois déjà sur place.⁸³ Les 25-26 août 1950, le PCI approuva le changement. Au début de septembre, Ho Chi Minh et Giap allèrent voir Chen Geng. Mais selon Vo Nguyen Giap, c'est lui qui expliqua à Chen Geng pourquoi les Vietnamiens voulaient attaquer Dong Khe d'abord au lieu de Cao Bang.⁸⁴

Le journal de Chen Geng donne une version différente. Chen Geng était arrivé au Vietnam vers le début de juillet et aurait donc été au courant des décisions stratégiques prises par les dirigeants vietnamiens au sujet des plans de Le Hong Phong I et II. Chen Geng insista sur le fait qu'il convainquit Giap que l'attaque dut être portée sur Cao Bang, comme la meilleure porte d'entrée pour accepter l'aide chinoise arrivant de Guangxi. Le général chinois ajouta dans son journal que Ho Chi Minh était d'accord avec sa stratégie, ainsi que Mao Zedong lui-même. Selon ce conseiller chinois, Ho Chi Minh lui dit clairement : « Je ne suis pas stratège militaire ; votre décision me suffira ». ⁸⁵ Au lieu d'attaquer Lao Kai, une fortification française plus redoutable, Chen Geng souligna l'intérêt qu'il y avait à enlever des postes plus petits comme Cao Bang, qui permettrait au Viet Minh de gagner une bataille importante et une victoire psychologique sur les Français. Or, au lieu de frapper la cité de Cao Bang directement, Chen Geng suggéra qu'il fallait d'abord attaquer Dong Khe et That Khe, pour attirer les forces françaises, les disperser et les anéantir. Selon le journal de Chen Geng, le 26 juillet, Ho Chi Minh donna son accord au plan de Chen Geng. Ce dernier obtint ensuite l'approbation de Mao Zedong lui-même, ensuite celle de Vo Nguyen Giap.

Or, lors d'une réunion du 24 août, d'autres dirigeants militaires exprimèrent leur désaccord avec le plan de Chen Geng. Ils y voyaient trois problèmes majeurs. Premièrement, selon Chen Geng, ces commandants ne pensaient pas que leurs

Ho visited the PAVN command center, entrusting his troops to Chen's direction ». Pour la version de Chen Geng, voir son journal CHEN GENG, *Chen Geng Re Ji*, p. 38.

⁸³ VO NGUYEN GIAP, *Duong toi*, p. 33 ; *Nhung lan xuat quan*, pp. 24-25 et *Bo tong tham muu*, pp. 356-57. Or, *Bo tong tham muu*, p. 354 (note 1), révèle que Giap consulta avec Chen Geng et Wei Guoqing concernant l'importance d'attaquer Dong Khe d'abord, et non pas Cao Bang.

⁸⁴ VO NGUYEN GIAP, *Duong toi*, pp. 41-43.

⁸⁵ CHEN GENG, *Chen Geng Re Ji*, pp. 13, 24 (pour les propos de Ho Chi Minh), mais les autorités chinoises n'ont pas reproduit le télégramme dans cette version du journal de Chen Geng sur la page 13.

troupes pouvaient vraiment prendre Cao Bang, même s'ils réussiraient à enlever les postes de Dong Khe et de That Khe. Chen Geng répondit qu'il serait plus facile pour l'armée vietnamienne, encore inexpérimentée dans ce genre de bataille classique, d'attaquer Dong Khe et That Ke que d'autres postes plus fortifiés. Le conseiller chinois répétait pourtant l'importance qu'il y avait à ne pas perdre cette première bataille. Deuxièmement, des commandants vietnamiens craignaient qu'une première attaque plus classique sur Cao Bang rende les batailles ultérieures encore plus difficiles. Troisièmement, ces officiers vietnamiens opposés à Chen Geng ne pensaient pas que leurs soldats étaient physiquement capables de gagner une telle bataille.⁸⁶ Le conseiller chinois finit par les convaincre. A la fin du mois d'août, il envoya des conseillers chinois auprès des Vietnamiens pour améliorer leur entraînement militaire et pour donner une meilleure instruction d'artillerie au 174^{ème} régiment.⁸⁷

Selon Chen Geng, la bataille de Cao Bang n'était pas la victoire que Vo Nguyen Giap prétend dans ses mémoires. En fait, ce conseiller chinois donne un bilan très peu flatteur. Les attaques n'étaient pas coordonnées. Beaucoup de dirigeants vietnamiens chargés de cette bataille refusaient d'avancer par manque de courage. Les communications entre Vo Nguyen Giap et ses subordonnés pendant la bataille étaient mauvaises. Les commandants sur place fournissaient des fausses informations à l'Etat-Major général durant les attaques. D'autres ne se rendirent même pas au champ de bataille. En bref, la discipline était encore faible et les structures de commandement hétéroclites.⁸⁸ A en croire le journal de Chen Geng, c'est lui qui organisa la deuxième attaque déterminante de Cao Bang, et qui insistait pour que les Vietnamiens continuassent la bataille en dépit des erreurs commises. Si le général chinois admit que la prise de Dong Khe avait réussi à semer la peur aux Français, « stratégiquement, la bataille était une catastrophe ». Il était surtout choqué par le fait que 267 hommes du Corps expéditionnaire avaient pu tenir bon si longtemps contre 10.000 Vietnamiens. Mais Chen Geng réserva ses critiques les plus sévères pour Vo Nguyen Giap, l'accusant de manque de courage et d'avoir renâclé à envoyer la 308^{ème} division contre les unités des colonels Charton et Lepage. Giap craignait les bombardements de l'armée de l'air. Selon le journal de ce conseiller chinois, il déclara sèchement à Giap lors de la bataille qu'il ne travaillerait plus comme son

⁸⁶ XU BEILAN et ZHENG PEIFEI, *Chen Gun [Chen Geng] jiangjun zhuan*, p. 586 et CHEN GENG, *Chen Geng Re Ji*, p. 9.

⁸⁷ XU BEILAN et ZHENG PEIFEI, *Chen Gun [Chen Geng] jiangjun zhuan*, 588.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 589.

conseiller si Vo Nguyen Giap n'attaquait pas immédiatement. Vo Nguyen Giap attaqua et gagna, mais les remarques de Chen Geng l'avait évidemment blessé.⁸⁹

Cela est la version de Chen Geng. Evidemment il y a une vraie divergence entre la version vietnamienne et celle présentée dans le journal de ce conseiller chinois. A notre connaissance, aucune publication vietnamienne n'a abordé d'une façon sérieuse le rôle joué par les conseillers chinois dans la guerre franco-vietnamienne. Confrontés par le journal de Chen Geng et d'autres sources chinoises—y compris des télégrammes—les Vietnamiens ont un intérêt évident d'aller au-delà des simples mémoires officiels, en publiant leurs propres télégrammes et document militaires.

En tout cas, l'armée vietnamienne était évidemment encore très inexpérimentée dans cette première bataille. Et c'est plutôt normal, étant donné que l'armée vietnamienne n'avait mené que des opérations de guérilla.⁹⁰ Ajoutons aussi, à la défense des Vietnamiens, que les Chinois comme Chen Geng n'avaient pas dû faire face en Chine à une armée aussi professionnelle que le Corps expéditionnaire. Quelles que fussent ses limitations, l'armée de l'air française n'était pas totalement inepte pendant la guerre franco-vietnamienne. Après la victoire sur la RC4, par exemple, Chen Geng et Ho Chi Minh discutèrent des faiblesses de l'armée vietnamienne. Ho lui demanda de faire une liste des améliorations à entreprendre dans l'armée. Il est révélateur que le premier point du rapport de Chen Geng met l'accent sur l'importance de réduire les dommages infligés par la puissance aérienne des Français. En adoptant la tactique chinoise d'attaques en vague, les stratèges vietnamiens avaient tout à fait raison de se soucier de la puissance aérienne. Sans une artillerie plus puissante et une DCA tout court, les hommes de troupes vietnamiens subiraient des pertes énormes en attaquant à la chinoise. Chen Geng insista aussi sur les améliorations à faire dans les transmissions, la discipline et dans l'entraînement de meilleurs cadres politiques pour l'armée.⁹¹ Toutefois, les Chinois n'ont pas publié les entrées du journal de Chen Geng reproduisant ce rapport, ni celles d'un second rapport demandé par Ho Chi Minh.⁹²

Dans ses souvenirs, Vo Nguyen Giap a concédé que l'armée vietnamienne avait encore des progrès à faire, reconnaissant le manque de cadres supérieurs vietnamiens, son peu d'expérience opérationnelle et le prix élevé des pertes humaines.⁹³ Il lui avait fallu quand même 10.000 hommes de troupes pour enlever le

⁸⁹ *Ibid.*, p. 593.

⁹⁰ à l'exception notable du général Nguyen Binh dans le Sud en 1949-1950.

⁹¹ *Ibid.*, p. 595.

⁹² Les pages 43-46 et 47-53 de son journal ne furent pas publiées.

⁹³ VO NGUYEN GIAP, *Duong toi*, p. 226.

camp de Dong Khe, protégé par quelques centaines de membres du Corps expéditionnaire. La puissance de feu des Français demeurait redoutable. Si bien que dans une lettre adressée à Chen Geng, Ho demanda une aide chinoise contre la puissance aérienne française, ce qui suggère que le Vietnam ne disposait toujours pas de DCA ou suffisamment d'artillerie lourde. Ho insistait aussi sur l'importance de la mobilisation des cadres et des populations dans les batailles à venir. Chen Geng fournit une documentation volumineuse sur ces questions militaires, que Ho et Giap lurent attentivement.⁹⁴

Quoi qu'il en fût, la méthode chinoise paraît avoir été très utile pour le Viet Minh dans cette nouvelle phase de la guerre. Voici comment Vo Nguyen Giap a lui-même décrit en novembre 1950 le rôle des conseillers chinois lors de la bataille de Cao Bang :

La conception militaire du camarade Mao Tse Toung [Mao Zedong] a servi de base à nos directives. Dans la campagne frontalière, la Chine communiste nous a aidé, non seulement sur le plan matériel, mais aussi moralement. Dans la direction des opérations, des camarades se sont trouvés à nos côtés avec une délégation de conseillers, nous apportant leur expérience et nous ont épaulé dans notre mission de propagande. Leur concours nous a été d'une grande utilité. La campagne de libération frontalière a été couronnée de succès, parce que nous avons respecté rigoureusement les principes fondamentaux des directives de bases. Ces principes institués par Mao Tse Toung seront relatés dans ce paragraphe pour permettre à tous les cadres de s'en imprégner. Si nous avions admis la thèse que, en attaquant les forces vitales ennemies à la frontière, nous affaiblirions les nôtres et qu'en attaquant Cao Bang nous obtiendrions des débouchés sur la route no. 3, nous aurions commis une erreur fatale. Car attaquer Cao Bang, une cité puissamment fortifiée, aurait entraîné une destruction massive de nos forces sans aucun doute. Au contraire, nous avons adopté la seconde thèse qui consistait à attaquer d'autres points névralgiques, n'en détruisant pas moins les forces vitales adverses, tout en absorbant un minimum indispensable des nôtres et de ce fait l'ennemi serait contraint de lui-même d'abandonner Cao Bang, devenu indéfendable par extension.⁹⁵

Le Van Hien a récemment confirmé que Mao Zedong et Chen Geng ont considérablement contribué à la préparation de l'offensive sur la frontière.⁹⁶ Le 9 novembre 1950, le représentant du Comité central du PCI à Beijing confia à l'ambassadeur de l'URSS que la victoire à Cao Bang était vietnamienne mais elle avait été aussi « grâce au soutien, à l'aide et la direction des camarades chinois ».⁹⁷ Cela dit, si les relations entre Chen Geng et Ho Chi Minh semblent avoir été tout compte fait amicales, certains conseillers chinois envoyés au Vietnam n'appréciaient

⁹⁴ HOANG TRANH, *Ho Chi Minh voi Trung Quoc*, pp. 230-231, citant les extraits des lettres de Ho Chi Minh.

⁹⁵ 'Rapport lu par le général, commandant en chef devant la conférence récapitulative des opérations frontalières', le 27 novembre 1950, c. 10H2372, SHAT.

⁹⁶ LE VAN HIEN, *Nhat ky*, volume II, p. 325.

⁹⁷ Traduction du document en russe : 'Copie du carnet de note de l'Ambassadeur envoyé par le camarade Kochin', daté du 9 novembre 1950, document no. 01486, d. 425, Comité central, APCUS. Ce représentant est sans doute Hoang Van Hoan.



Vo Nguyen Giap reçoit Luo Guibo à la frontière, 1950

(Qiang Zhai, *China & Vietnam*)

pas trop le personnage de Vo Nguyen Giap. Voici l'appréciation peu flatteuse de Chen Geng au sujet de Vo Nguyen Giap :

Le caractère de Vo [Nguyen Giap] est plutôt roublard ; il ne se comporte pas vraiment en parfait gentleman. Quant aux critiques faites par Luo Guibo à son sujet, Vo Nguyen Giap m'a révélé son mécontentement, mais sur la surface il lui témoignait néanmoins beaucoup d'affection. Les points faibles les plus importants des communistes vietnamiens c'est qu'ils ont peur de montrer leurs faiblesses aux autres. Il n'y a pas suffisamment d'auto-critique. Ce problème est particulièrement vrai en ce qui concerne Vo. J'ai dû le critiquer et ses collègues, mais je n'ai pas encore pu avoir une idée de leurs sentiments à mon sujet. Peut-être qu'ils attendent une occasion appropriée.⁹⁸

Encore une fois, on est frappé par l'absence du général Nguyen Son au Viet Bac à cette époque. Ce général si méconnu aurait-il pu poser une menace au pouvoir du général Vo Nguyen Giap au moment où la Chine communiste commençait à faire sentir tout son poids sur le Vietnam communiste ?

Vers le Nord-Ouest

Les conseillers chinois allaient rester près de l'Etat-Major général vietnamien lors des autres grandes batailles du Viet Bac. Faute de sources, il est toutefois difficile de déterminer avec justesse leur impact précis sur les décisions vietnamiennes. A en croire les sources vietnamiennes, les Chinois étaient présents lors des batailles du delta et celles qui échouaient dans le Nord-Est.⁹⁹ Or, les auteurs passent sous silence leur rôle dans ces batailles ultérieures dans le Delta du Tonkin, des batailles qui finirent d'ailleurs par un échec. On apprend que Wei Guoqing, le remplaçant de Chen Geng, s'inquiétait des défaites écrasantes subies par l'armée vietnamienne depuis la victoire frontalière en 1950. Il nous semble qu'en 1952, les conseillers chinois s'étaient rendus compte du fait que les hommes du Corps expéditionnaire n'étaient pas des nains, et que, sans la DCA, les attaques frontales que le PCC et le PCI avaient prôné allaient coûter très cher devant la puissance aérienne et l'artillerie française. Si bien que Luo Guibo, au nom du PCC, suggéra vers le début de 1952 que les Vietnamiens devaient arrêter les attaques de grandes envergures dans le delta en faveur de la reprise de la guérilla. Il demanda aussi que la 351^{ème} division fût envoyée en Chine pour un meilleur équipement en artillerie.¹⁰⁰ Le 28 avril 1952, lors d'une réunion du 3^{ème} plénum du Comité central, Truong Chinh critiqua la mentalité répandue dans le Parti, selon laquelle il fallait « attaquer vite pour gagner vite ».

⁹⁸ CHEN GENG, *Chen Geng Re Ji*, p. 22.

⁹⁹ VO NGUYEN GIAP, *Duong toi*, p. 169.

¹⁰⁰ *Ibid.*, pp. 259-260.

D'après le secrétaire général du Parti, cela fut une idée tout à fait erronée, voire dangereuse. Il soulignait l'importance de mener une guerre prolongée. L'armée vietnamienne n'était pas encore entrée dans la troisième phase stratégique, celle de la « contre-offensive générale ».¹⁰¹ L'aide chinoise au Viet Minh ne fut pas une 'baguette de magie' et le Corps expéditionnaire savait se défendre et se battre.

Selon Vo Nguyen Giap, les conseillers chinois attachés à son Etat-Major étaient d'accord pour concentrer les attaques vietnamiennes, dès 1952, sur le Nord-Ouest et dans des zones montagneuses d'accès difficile.¹⁰² Face à la consolidation militaire du delta par le Corps expéditionnaire, cette réorientation visait à créer une route périphérique autour du delta pour relier le Nord-Vietnam à l'inter-zone IV au centre du pays ; ouvrir une route vers l'Indochine du Sud ; et répandre la guerre vers le Laos surtout et éventuellement l'Indochine méridionale. Pendant ce temps, le Viet Minh continua à attaquer les postes français selon la stratégie chinoise, ce qui lui coûta parfois très cher en pertes humaines (la défaite contre Na San en est une preuve).¹⁰³ Selon Qiang Zhai, c'est le PCC qui eut l'idée d'attaquer le Nord-Ouest du Tonkin et le Laos du Nord. Zhou Enlai parla apparemment de ce plan avec Staline en septembre 1952 ; tous les deux voulaient apparemment que la RDVN négocie avec la France sur une position forte. Le 28 octobre 1952, Ho Chi Minh discuta avec Staline et Liu Shaoqi à Moscou des nouvelles opérations en Indochine septentrionale.¹⁰⁴

Encore une fois les sources chinoises et vietnamiennes divergent. Ce qui est sûr, c'est que les attaques vietnamiennes contre le Delta n'avaient pas été couronnées de succès. En discutant de la réorientation stratégique vers le Nord-Ouest, Vo Nguyen Giap soulignait la supériorité du Corps expéditionnaire, sa mobilité, ses fortifications défensives, sa technologie et la capacité de ses services de renseignements à s'informer sur le Viet Minh et à exploiter ses faiblesses d'une façon très efficace.¹⁰⁵ Or, encore une fois, Giap ne dit pas dans ses mémoires qui avait pris la décision de réorienter l'armée vers le Nord-Ouest. Le voyage de Ho Chi Minh à Moscou en 1952 n'y figure pas non plus ...

En tout cas, la décision sino-vietnamienne de se concentrer sur le Nord-Ouest et la route se dirigeant vers le LK IV et V, allait avoir des retombées très importantes sur

¹⁰¹ 'Truong ky khang chien tu luc canh sinh : Bao cao cua dong chi TRUONG CHINH' [La longue résistance, ou comment ne compter que sur ses propres forces : Compte-rendu du camarade TRUONG CHINH], Nghi Quyet Hoi Nghi Trung Uong lan thu III, hop tu 22 den 28/4/1952, d. II, c. 10H3992, SHAT.

¹⁰² VO NGUYEN GIAP, *Duong toi*, p. 335.

¹⁰³ *Ibid.*, pp. 335-336.

¹⁰⁴ QIANG ZHAI, *Vietnam & the Vietnam wars*, p. 37.

¹⁰⁵ VO NGUYEN GIAP, *Duong toi*, pp. 331-332.

les réseaux vietnamiens au Laos et, à un degré moindre, au Cambodge.¹⁰⁶ En 1953, grâce aux Vietnamiens et aux Chinois, la révolution laotienne put gagner sa première victoire. Les Vietnamiens et les Chinois n'allaient jamais pouvoir en dire ou faire autant pour la « révolution cambodgienne », positionnée en dehors de la portée des divisions vietnamiennes et de l'aide chinoise, ce qui allait marquer l'une des différences fondamentales entre la réussite relative des communistes vietnamiens au Laos et leur échec retentissant au Cambodge (voir sec. indochinoise, (Laos/Cmb), chs. 3 et 4, respectivement).

Les conseillers chinois et la bataille de Dien Bien Phu

Une poignée de conseillers chinois étaient aussi présents jusqu'à la célèbre bataille de Dien Bien Phu. Quelle que fût la véritable raison, le plan d'attaque du Viet Minh changea. Les attaques sur le Nord-Ouest et le Laos amèneront la France en novembre 1953 à quitter Lai Chau pour occuper le carrefour stratégique de Dien Bien Phu. Déterminés à détruire le poste de Dien Bien Phu pour des raisons autant militaires que politiques¹⁰⁷, le Politburo vietnamien approuva en décembre le plan d'attaque contre Dien Bien Phu. L'Etat-Major général vietnamien, de concert avec les conseillers chinois, étaient d'accord sur l'importance d'anéantir les Français dans cette rencontre. Vo Nguyen Giap devait commander l'opération avec l'assistance de Mei Jiasheng et de Wei Guoqing. Le 8 décembre 1953, au kilomètre 15 sur la route Tuan Giao-Muong Thanh, une discussion sino-vietnamienne s'engagea sur la façon de se battre à Dien Bien Phu. Tout le monde se rangea à l'idée de Mei Jiasheng qu'il fallait « attaquer rapidement afin de gagner rapidement » (*danh nhanh, thang nhanh*). Il fallait attaquer le poste de Dien Bien Phu avant qu'il ne fût renforcé, et procéder selon le modèle chinois des attaques « par vagues humaines ». Des sources vietnamiennes reconnaissent que l'Etat-Major général vietnamien était d'accord avec Mei Jiasheng. Les bataillons français à Dien Bien Phu étaient encore peu nombreux et sans fortifications solides. L'armée vietnamienne disposait d'une expérience nouvelle depuis Na San, de plus d'artillerie et, pour la première fois, d'une DCA. A

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 411. Selon Vo Nguyen Giap, les conseillers chinois approuvèrent la décision vietnamienne d'attaquer le Haut-Laos en 1953. Ils ne s'y rendirent pas par crainte de se trouver à l'extérieur du Vietnam. Selon Qiang Zhai, ce sont les Chinois eux-mêmes qui conseillèrent l'intervention laotienne.

¹⁰⁷ Le 28 septembre 1953, Moscou envoya une lettre à Washington exprimant son désir de baisser les tensions internationales dans une conférence à cinq (y compris la RPC). Zhou Enlai donna son aval à cette proposition et le 26 novembre Ho Chi Minh annonça que la RDVN était prêt à négocier la question indochinoise avec la France. *Nhung lan xuat quan cua Trung Quoc*, p. 30, prétend qu'en septembre 1953 le Politburo vietnamien commença à se concentrer sur Dien Bien Phu ... Dans son livre presque inconnu mais tout à fait brillant, Pierre Rocolle suggère à quel point la bataille de Dien Bien Phu était probablement liée au déroulement des négociations à Berlin et à Genève. Pierre ROCOLLE, *Pourquoi Dien Bien Phu ?* Paris, Flammarion, 1968, pp. 241-281, 325-330.

en croire Hoang Van Thai, chef de l'Etat-Major général à l'époque, l'Union soviétique avait fourni à la RDVN au début de 1953 du matériel pour pourvoir six bataillons de canons anti-aériens de 37mm (devenu le régiment 367 en avril 1953). En juin 1953, l'aide socialiste permit à l'armée vietnamienne de créer son premier régiment d'artillerie lourde (le régiment 45).¹⁰⁸ En mars 1953, les Chinois livrèrent 24 canons de 105 mm au Viet Minh. Ces canons allaient être présents à Dien Bien Phu.¹⁰⁹ L'aide extérieure semble donc avoir sensiblement changé dans son contenu durant le premier semestre de 1953.

Le 5 janvier 1954, Vo Nguyen Giap se rendit sur le front, accompagné de Wei Guoqing. Avant de partir, Ho Chi Minh avait dit à son général qu'il devait gagner cette bataille à 100%. S'il ne pouvait pas le faire, il ne devait pas engager les forces vietnamiennes.¹¹⁰ Début janvier 1954, le plan d'attaque de « *danh nhanh, thang nhanh* » fut approuvé par les autorités militaires vietnamiennes. L'attaque était prévue pour le 20 janvier 1954. Or, depuis fin novembre, le Corps expéditionnaire avait grandement augmenté ses forces à Dien Bien Phu, alors que le Viet Minh rencontrait des difficultés en matière de logistique, surtout dans le transport de l'artillerie et de la DCA sur place. Pour ces raisons, Vo Nguyen Giap repoussa l'attaque au 25 janvier, puis au 26. Et pourtant, à cette dernière date, toute son artillerie n'était toujours pas arrivée. Giap s'en inquiétait fortement. Si bien que le 26, il discuta avec Wei Guoqing de la question, suggérant qu'il fallait changer de plan d'attaque. Selon le général, on ne pouvait plus attaquer rapidement pour gagner rapidement. Vo Nguyen Giap expliquait qu'il fallait maintenant « attaquer sûrement afin d'avancer sûrement » (*danh chac, tien chac*). A ses yeux, la présence militaire des Français à Dien Bien Phu était maintenant devenue une fortification redoutable, appuyée par des chars, l'artillerie et une puissance aérienne. Sans l'artillerie et la DCA, Giap n'osait pas attaquer. Wei Guoqing lui fit remarquer que plusieurs officiers et cadres vietnamiens voulaient attaquer rapidement, avant que les Français n'aient pu se renforcer. Une mobilisation massive avait été opérée en vue de préparer les hommes pour la bataille. Reculer à ce point pouvait avoir des retombées néfastes sur le moral, ou pire encore, entraîner la dissension dans les rangs. Selon une histoire

¹⁰⁸ HOANG VAN THAI, *Dien Bien Phu chien dich lich su* [Dien Bien Phu : Une bataille historique], Hanoi, NXBQDND, 1994, pp. 15-16. On trouve quelques traces dans les œuvres de VO NGUYEN GIAP, *Duong toi*, p. 402 et *Bo tong tham muu*, p. 643. Le régiment 45 demeurait en Chine jusqu'à la « bataille hiver-printemps 1953-54 ». Il était présent à Dien Bien Phu en mai 1954.

¹⁰⁹ CFTNVN, EM/2B, no. 2548/FTNV/2, 'Le Viet Minh et la campagne de Dien Bien Phu', p. 30, le 15 juin 1954, c. C2130, SHAA et *Nhung lan xuat quan*, p. 39. Les Français établirent en décembre 1953 l'existence des canons de 37mm.

¹¹⁰ *Nhung lan xuat quan*, pp. 33-34 et HOANG MINH PHUONG, 'Ve mot cuon sach xuat ban o Trung Quoc viet ve Dien Bien Phu', *Xua va Nay*, no. 3 (04) (juin 1994), p. 14.

officielle du Vietnam, Vo Nguyen Giap voyait trois inconvénients majeurs dans une attaque prématurée : 1) le Viet Minh n'avait jamais encore pu éliminer plus qu'un bataillon renforcé ennemi stationné dans une fortification solide ; 2) le Viet Minh avait de l'artillerie et de la DCA mais il ne les avait jamais employé d'une façon coordonnée et en grande envergure (ce qui ne fut pas facile) ; 3) les troupes vietnamiennes s'étaient habituées à se battre pendant la nuit, mais jamais elles n'avaient entrepris une telle attaque contre une fortification en plein jour contre un ennemi possédant une puissance aérienne, d'artillerie et des tanks. Wei Guoqing ainsi que Hoang Van Thai finissent apparemment par se ranger à l'idée de Giap. Ce dernier réunit ensuite la Commission militaire du Parti au front, expliquant qu'il fallait annuler l'attaque, ce qui fut fait.¹¹¹ Une attaque à la chinoise prématurée aurait fortement couru le risque de répéter la défaite de Na San.¹¹²

Selon Qiang Zhai, c'est le PCC qui donna l'ordre de changer de tactique.¹¹³ L'interprétation de ce dernier, basée presque exclusivement sur des sources chinoises, nous semble peu convaincante. Le général Giap prit vraisemblablement cette décision. Mais, contrairement à ce qui est souvent écrit au Vietnam actuel, sa décision fut probablement très contestée au sein de son propre Etat-Major général. Le désaccord ne suivait pas forcément des lignes 'nationalistes' à l'époque. Selon l'interprète et l'officier de liaison entre Giap et les conseillers militaires chinois, présent dans les discussions de janvier 1954 entre Giap et Wei Guoqing, il n'y eut jamais de « débat sur la méthode de combat » entre Chinois et Vietnamiens, mais seulement un constat mutuel qu'il fallait changer de ligne en raison des circonstances.¹¹⁴ Peut-être. Quoiqu'il en fût, cette réorientation cruciale en janvier 1954 devrait nous rappeler que les Vietnamiens dirigeaient bien leur troupes et que l'aide chinoise n'était pas forcément une sinécure. Recevoir l'aide chinoise est une

¹¹¹ A ce sujet, nous avons consulté les sources suivantes : VO NGUYEN GIAP, *Dien Bien Phu*, Hanoi, NXB Chinh Tri Quoc Gia, 1994, pp. 34-35, 40-41 ; *Bo tong tham muu*, p. 750 ; HOANG VAN THAI, *Dien Bien Phu*, pp. 66-83 ; *Nhung lan xuat quan*, pp. 34-36 ; et HOANG MINH PHUONG, 'Ve mot cuon sach', p. 14. Cet événement ne se trouve pas dans le livre de Qiang Zhai, un reflet sans doute de son dépendance sur des sources chinoises. Le Deuxième bureau français était au courant de l'annulation de l'attaque le 25 janvier. Voir : 'Le Viet Minh et la campagne de Dien Bien Phu'. Bien qu'il ne parle pas des Chinois, Pierre Rocolle fournit une analyse remarquable de cette question. Voir : ROCOLLE, *Pourquoi Dien Bien Phu ?* pp. 241-256. Nos recherches ne nous permettent pas de dire que les services de renseignements militaires de la France étaient inéptes avant et durant la bataille de Dien Bien Phu.

¹¹² Georges BOUDAREL et François CAVIGLIOLI, 'Comment Giap a failli perdre la bataille de Dien Bien Phu', *Le Nouvel Observateur*, (le 8 avril 1983).

¹¹³ QIANG ZHAI, *China & the Vietnam wars*, p. 47.

¹¹⁴ HOANG MINH PHUONG, 'Ve mot cuon sach', p. 14. Il ne semble pas que Hoang Van Thai fût tout à fait d'accord avec la décision d'annuler l'attaque. C'est notre interprétation en lisant entre les lignes le récit de VO NGUYEN GIAP, *Dien Bien Phu*, p. 42. Hoang Van Thai avait étroitement collaboré avec Wei Guoqing jusqu'à cette célèbre bataille. Il serait absurde de penser qu'un quelconque différend tactique à la veille de Dien Bien Phu peut être réduit à une 'rupture historique nationaliste', divisant les choix entre les « Chinois » et les « Vietnamiens ». Mais il serait tout aussi maladroit d'écarter au nom d'une amélioration actuelle des relations sino-vietnamiennes toute possibilité de véritable malentendu ou différence sérieuse quant au déroulement de la bataille.



Vers Dien Bien Phu, 1954

(SHAA)

chose ; pouvoir s'en servir dans un moment de guerre en est une autre. La logistique vietnamienne s'avérerait absolument cruciale. Elle échoua en janvier 1954, mais pas en mai.

L'aide chinoise contribua fortement à la victoire vietnamienne à Dien Bien Phu en mai 1954. Le PCC et Mao Zedong suivirent de très près le déroulement de cette bataille, qui avait des implications tant pour les Vietnamiens que pour les Chinois. Les deux côtés voulaient une victoire totale, renforçant ainsi leur position à Genève. La Chine redoubla son aide au Viet Minh. Selon l'historien chinois Qiang Zhai, la RPC fournit plus de 200 véhicules, 3.000 fusils, 100 pièces d'artillerie, 2.4 millions de balles, 60.000 obus et fusées, ainsi que des explosifs, des médicaments et mêmes des vivres.¹¹⁵ Les Français estimèrent à 7.800 tonnes le niveau des livraisons chinoises entre décembre 1953 et le 7 mai 1954. L'essence constituait 55% de ce chiffre (3.000 fûts d'essence par mois), 23,6% pour l'intendance et 16,6% pour les munitions (plus de 100.000 obus). Les Chinois fournirent même 1.700 tonnes de riz aux troupes vietnamiennes. A la tombée de Dien Bien Phu douze Orgues de Staline arrivèrent sur place ; une unité d'Orgues y était déjà présente.¹¹⁶ Les Vietnamiens confirment la présence de cette dernière à Dien Bien Phu en mai 1954, mais seulement durant la dernière attaque générale sur le camp le 6 mai.¹¹⁷

Le modèle chinois transposé en Indochine ?

L'une des choses fascinantes qui ressort de cette étude des réseaux péninsulaires du Viet Minh est à quel point la « relation spéciale » dans l'Asie communiste était entre les communistes chinois et vietnamiens et le Nord-Vietnam et le Sud de la Chine. Ce qui frappe encore plus c'est la capacité parfois extraordinaire des communistes vietnamiens d'imiter en Indochine occidentale ce que les conseillers chinois faisaient au même moment au Vietnam septentrional. Les exemples sont presque inépuisables. En février 1950, par exemple, à peine capable d'organiser une bataille classique eux-mêmes contre le Corps expéditionnaire, le Ministère de la Défense vietnamien décida de réorganiser les unités vietnamiennes de volontaires au Laos pour qu'elles soient mieux à même de répondre « à la nouvelle situation ».¹¹⁸ Dans le Moyen-Laos, l'Etat-Major général vietnamien créa son « premier bataillon Lao-Viet » pour le Moyen-Laos *au LK IV* au moment même où la Chine aidait la

¹¹⁵ Ces chiffres furent fournis à l'auteur par Qiang Zhai. Qu'il en soit remercié ici.

¹¹⁶ 'Le Viet Minh et la campagne de Dien Bien Phu', p. 31.

¹¹⁷ *Nhung lan xuat quan*, p. 39.

¹¹⁸ *Bo tong tham muu*, p. 343.

RDVN à créer ses premières « divisions » au Yunnan et Guangxi. Et pourtant, en février 1950, l'armée vietnamienne avait déjà commencé à repenser son aide au Laos avant que l'aide chinoise n'eût même pas traversé la frontière sino-vietnamienne !

Comme les Chinois, les Vietnamiens prirent au sérieux leurs tâches internationalistes. Si les Chinois envoyèrent leurs « volontaires » en Corée, les communistes vietnamiens dépêchèrent leur propre « armée de volontaires » (*quan tinh nguyen*) au Laos et au Cambodge. Et de même que Mao Zedong demandait à ses conseillers envoyés au Vietnam de respecter les différences culturelles et les sensibilités nationalistes des Vietnamiens, de même Ho Chi Minh soulignait à ses propres « volontaires » et « conseillers » au Laos et au Cambodge l'intérêt qu'il y avait à respecter les mœurs et coutumes à l'ouest de la Chaîne annamitique. Si les Chinois les aidaient à réorganiser l'armée vietnamienne, moderniser le système bancaire et financier et parfaire l'Etat communiste, les Vietnamiens voyaient de la même façon leurs tâches à accomplir au Cambodge et au Laos. Comme les Chinois, les Vietnamiens se virent comme les agents d'une nouvelle modernité communiste.

Mais les communistes vietnamiens allèrent plus loin. La différence, comme nous l'avons déjà vu, c'est qu'en Indochine occidentale les communistes vietnamiens appliquèrent un modèle révolutionnaire où il n'y avait que très peu d'intérêt pour le communisme occidental et encore moins pour les missionnaires vietnamiens apportant la parole révolutionnaire à la sino-vietnamienne. Les idées communistes avaient toujours pu trouver un milieu plus favorable en Chine et au Vietnam qu'au Laos et au Cambodge. Après tout, si Ho Chi Minh pouvait renouveler en 1950 ses relations de longue date avec Zhou Enlai, Liu Shaoqi et le général Chen Geng, il n'y avait aucun 'révolutionnaire' laotien ou cambodgien qui était à Whampoa entre 1925 et 1927, pour ne rien dire à Yen Bay ou dans les révoltes des « Soviets Nghe Tinh » en 1930-1931. D'ailleurs, même si les Chinois comme Chen Geng se lamentaient du bas niveau militaire et idéologique des communistes vietnamiens, ils pouvaient quand même travailler avec un parti communiste vietnamien et une armée tout à fait fonctionnelle. Cela ne fut pas le cas en Indochine occidentale. A la différence des Chinois, les Vietnamiens entraient dans des pays qui n'avaient aucune histoire dite 'communiste'. Cette absence du communisme et la foi internationaliste du PCI conduisirent les communistes vietnamiens à jouer un rôle beaucoup plus direct dans les affaires révolutionnaires du Laos et du Cambodge que les Chinois envoyés dans leur propre pays ne faisaient. Plus que les Chinois au Vietnam, les Vietnamiens en Indochine occidentale contrôlaient et dirigeaient structurellement les « Comité des

Affaires du Parti » (Ban can su), les « Bo Doi » khmers et laotiens, voire l'administration et l'économie des Etats révolutionnaires en voie de développement. C'est cette combinaison d'un esprit évangélique internationaliste et un manque d'intérêt de la part des 'indigènes' indochinois et non-viet qui amenaient les communistes vietnamiens à créer, malgré eux, un mouvement révolutionnaire pour les Cambodgiens et les Laotiens—mais 'sur-contrôlé' par les Vietnamiens eux-mêmes (voir sec. indochinoise (Laos, Cmb)). Cela, à son tour, ne tarda pas à provoquer des sentiments nationalistes et des accusations d'impérialisme et d'expansionnisme de la part des Khmers et des Laos. Et pourtant, dans leurs têtes, ces internationalistes vietnamiens de 1950 se considéraient comme les plus 'politiquement correct qui soit'. Pour eux, ils travaillaient pour une utopie communiste en Indochine. Mais comme les 'colonialistes' français avant eux, ils avaient oublié de demander aux Laotiens et aux Cambodgiens s'ils voyaient cette utopie de la même façon, ou s'ils pensaient même à l'indochinoise.

Ce manque quasi total de participation de la part des Khmers et des Laotiens pour le communisme mettait les internationalistes vietnamiens convaincus devant un dilemme qui ne confrontait jamais les communistes chinois au Vietnam septentrional ou en Corée du Nord. En 1950, soit les communistes vietnamiens durent reconnaître l'échec total du communisme au Laos et au Cambodge et renoncer à leur mission internationaliste, soit il leur fallait continuer à remplir leurs tâches quelles que fussent les difficultés. Les communistes vietnamiens choisirent la deuxième voie. La similitude entre les communistes vietnamiens et les missionnaires catholiques aux pays thereavada plus de deux siècle plus tôt est frappante.

En guise de conclusion

En tout cas, les sources chinoises et vietnamiennes confirment l'importance de l'assistance chinoise au Viet Minh durant la guerre franco-vietnamienne. Il n'est en effet plus question de cacher les Chinois. Si glorieuse fût elle, la RDVN ne s'est pas battue toute seule contre la France. Comme tant d'autres guerres dans l'histoire militaire, l'aide extérieure a joué un rôle déterminant. En essayant d'occulter l'assistance chinoise afin de promouvoir une histoire farouchement nationaliste, les Vietnamiens ne font qu'escamoter une question déjà bien complexe.

Sur ce dernier point, ne commettons pas non plus l'erreur inverse qui reviendrait à conclure trop hâtivement que le soutien chinois expliquerait à lui seul la victoire vietnamienne à Diên Biên Phu. Il faudrait tout de même prendre en compte la

conjoncture très complexe de la guerre froide, l'internationalisation du problème 'indochinois' et les fluctuations de la politique métropolitaine au début de la guerre froide en Asie du Sud-Est. Il serait aussi exagéré, du point de vue historique, de croire que le Corps expéditionnaire français était nécessairement voué à l'échec en 1954. L'Etat Major vietnamien, même avec l'aval chinois, était loin de le penser. Nous ne le devrions pas non plus. De même, ne réduisons pas l'aide chinoise à de simples calculs d'armes et de munitions. Les sources disponibles ne nous permettent pas aujourd'hui de déterminer ni le tonnage ou la quantité exactes d'armes, ni leur répartition géographique, ni la date de leur livraison. Ces imprécisions nous empêchent de nous faire une idée fiable de l'importance de l'aide chinoise en fonction des batailles et d'établir une comparaison avec d'autres sources d'armements.

Cependant, tant que les ruptures du passé proche dominent les esprits de ceux qui écrivent sur le passé plus lointain, l'histoire dite « véritable » (*su that*) dans ces deux pays communistes va demeurer très controversée et sujette à toutes les interprétations. En dépit d'une amélioration diplomatique entre la Chine et le Vietnam depuis quelques années, l'apport de guerre chinois constitue un champ de mémoire encore miné. Dans ce contexte dominé par la polémique, cet essai ne représente qu'une tentative modeste de mieux comprendre, à travers quelques nouvelles publications, et à froid, une question historique aussi importante que complexe. Sa connaissance, à moins de rester en l'état fragmentaire, mérite des recherches complémentaires de tous les côtés. Les Vietnamiens en particulier, face à des publications soviétiques et chinoises qui ne suivent plus « la ligne internationaliste », ont certainement un intérêt à publier leurs télégrammes, instructions militaires et documents diplomatiques, de manière à faire la lumière sur les événements. Mais une chose est désormais sûre, que les inventeurs de la « vérité/su that » le veuille ou non : les communistes vietnamiens n'étaient pas seuls pendant la guerre franco-vietnamienne.¹¹⁹ Il existe un contexte asiatique dans la guerre franco-vietnamienne qu'il serait périlleux d'oublier ...

¹¹⁹ Les autorités vietnamiennes ont récemment reconnu que des volontaires communistes de la Corée du Nord sont morts pendant la guerre vietnamo-américaine. *Agence France Presse*, (le 6 avril 2000), via Clarinet.

Conclusion

Giap se plaisait à dire que les Vietnamiens connaissaient le Kampuchéa comme leur poche. Giap n'hésitait pas à exhiber des cartes d'état-major extrêmement bien faites ; il me présentait des colonels d'état-major, spécialistes du Kampuchéa, qui étaient capables de désigner les yeux fermés les plus petits points d'eau en saison sèche.

—Norodom Sihanouk¹

Vo Nguyen Giap prononça cette phrase devant Sihanouk au lendemain du coup d'Etat à Phnom Penh en 1970, qui avait renversé le prince et ouvert la voie à une attaque américaine contre les bases vietnamiennes dans le Nord-Est du Cambodge et dans le Sud-Laos. En effet, les stratèges militaires américains souhaitaient depuis longtemps porter leurs attaques sur les routes-clés de ces deux pays qui ravitaillaient la célèbre piste Ho Chi Minh débouchant sur le Vietnam du Sud. L'un des pires cauchemars pour les militaires communistes était donc sur le point de se réaliser avec la mise à l'écart du prince. La neutralité bienveillante de Sihanouk explique aussi pourquoi les communistes vietnamiens avaient toujours cherché à convaincre les Khmers Rouges de ne pas renverser le prince pour instaurer un régime communiste. Sihanouk savait parfaitement bien depuis « la première guerre d'Indochine » que les communistes vietnamiens n'avaient pas de réserves théoriques concernant son remplacement par un régime révolutionnaire favorable à Hanoi. En se penchant vers Hanoi depuis la mi-1954, il voulait s'assurer que la RDVN serait si reconnaissante pour des services déjà rendus que les Vietnamiens n'envahiraient pas Phnom Penh une fois les Américains partis. Les communistes vietnamiens lui devaient effectivement énormément.

Le général Vo Nguyen Giap n'exagérait pas la connaissance du Cambodge que possédait son armée. Ses services de renseignements militaires connaissaient l'Indochine de l'ouest probablement mieux que le Deuxième Bureau français ou leurs homologues américains. Ce lien entre le savoir géographique que détenait les Vietnamiens au sujet du Cambodge et l'approvisionnement de l'effort de guerre dans le Sud du Vietnam n'était pas nouveau. Comme nous l'avons vu, le général Nguyen Binh avait expliqué au Ministère de la Défense en 1951 à

quel point il était important de construire le front indochinois du sud afin de se préparer à une éventuelle coupure de l'Indochine en deux. Nguyen Binh avait déjà compris les dangers qu'engendreraient un isolement et un étouffement de la résistance sud-vietnamienne causés par une expansion américaine dans l'Asie du Sud-Est continentale à travers la Thaïlande et le Cambodge en réaction à la victoire communiste en Chine méridionale. La riposte navale, terrestre et aérienne de l'armée américaine en Corée laissait penser à Nguyen Binh qu'un scénario similaire pouvait se produire en Indochine. A partir de 1950, l'Etat-Major du Nam Bo avait commencé à dessiner les cartes du Nord-Est du Cambodge et du Sud-Laos, bien plus méticuleusement qu'ils ne l'avaient fait jusqu'alors. En fait, le Parti Communiste Indochinois (PCI) et l'armée avaient déjà tracé la piste Ho Chi Minh au début de l'année 1950. Sihanouk devait déjà le savoir.

Ce que les stratèges vietnamiens revenant de Genève n'avaient pas prévu, c'était que Sihanouk allait adopter une politique de 'neutralité' et que, ce faisant, il maintiendrait les Etats-Unis en dehors du Cambodge, ce qui permettrait l'existence d'un couloir vital pour maintenir les liens entre le Nord et le Sud-Vietnam par l'épine dorsale de l'Indochine.² Mais il n'y avait pas que le Cambodge. Le Bas-Laos était aussi vital pour les Vietnamiens que le Nord-Est du Cambodge. Et la piste Ho Chi Minh n'aurait jamais pu fonctionner sans l'aide massive de la Chine et de l'Union Soviétique. Comme pendant la guerre franco-vietnamienne, les « volontaires » chinois furent envoyés au Vietnam pour contribuer à l'entraînement et à l'effort de guerre. De même que des hommes de troupes de la Corée du Sud se battaient pour le compte de la République du Vietnam, les pilotes et techniciens de la Corée du Nord se mirent au travail pour la RDVN.³ Aux débouchés de la Piste Ho Chi Minh, les Huaqiao aidaient à acheminer du riz, des médicaments et des armes vers la résistance du Sud. Des jonques chinoises permettaient à la section maritime de la Piste Ho Chi Minh d'atteindre Sihanoukville. Les conducteurs de camions cambodgiens apportaient les armes jusqu'à la frontière vietnamienne à partir des ports. Les guerres pour le Vietnam ne furent jamais limitées au seul « Vietnam ». Sihanouk le savait mieux que tout autre dirigeant asiatique. Il est temps d'associer l'Asie et les acteurs asiatiques à notre analyse de ces trente ans de guerre pour le

¹ Cité par BUI XUAN QUANG, *La troisième guerre d'Indochine, 1975-1999 : Sécurité et géopolitique en Asie du Sud-Est*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 115, note 108.

² C'est la raison pour laquelle il est très important de savoir si un accord secret fut obtenu après Genève entre la RDV et Sihanouk pour permettre aux Vietnamiens d'agir clandestinement à l'est du Cambodge en échange d'un engagement à ne pas tenter de renverser Sihanouk, comme on l'avait fait auparavant. Voir sec. indochinoise (Cmb), ch. 4



**Le prince Sihanouk avec Zhou Enlai
Cambodge, 1956**

(Qiang Zhai, China & Vietnam)

Vietnam. Vu dans ce contexte géo-historique, les distinctions entre « guerre d'Indochine » et « guerre du Vietnam » n'ont guère de sens. Force est de constater que la vraie « guerre péninsulaire » commença en 1950, et qu'elle n'allait pas s'arrêter de l'être pendant la 'période américaine'. Bien au contraire. Les attaques contre les bases vietnamiennes dans le Nord-Est du Cambodge et dans le Sud du Laos allaient en donner la meilleure preuve.

L'histoire péninsulaire et les réseaux asiatiques de la guerre franco-vietnamienne

En entreprenant cette thèse, nous avons essayé de souligner la valeur d'une approche régionale pour mieux comprendre la complexité historique de la guerre franco-vietnamienne de 1945 à 1954. Nous avons tenté d'avancer l'idée que cette approche est utile d'un point de vue méthodologique pour l'étude de la guerre en ce qu'elle permet d'introduire la géographie dans le tableau historique, qu'elle associe des facteurs culturels et géographiques, met en évidence des synchronismes temporels possibles et nous libère des rigidités des historiographies nationalistes et coloniales sans nécessairement sacrifier l'événement. Nous avons aussi tenté de démontrer les mérites d'une démarche qui fait place aux variables asiatiques dans notre étude analytique de la mécanique de la guerre, de l'expansion du communisme, du fonctionnement du commerce et de la nature des transferts technologiques et militaires. L'Occident eut certes un rôle important, mais nous dresserions un tableau incomplet si nous omettions le rôle des acteurs asiatiques. Pour que l'étude soit plus complète, il fallait par ailleurs prendre en compte l'analyse des moyens par lesquels toute une série d'activités, d'idées et de conceptions de la région furent menées géographiquement, filtrées socialement et diffusées culturellement à mesure que leur lieu d'implantation dans la région changea.

Avant de conclure, il est sans doute utile de résumer quelques unes des idées majeures avancées pour chacune des différentes zones géographiques présentées et selon les différents niveaux d'analyse que nous avons utilisés pour ordonner méthodiquement notre étude du contexte asiatique de la guerre franco-vietnamienne. Rappelons que nous avons organisé notre analyse de la nature régionale de la guerre franco-vietnamienne en quatre principaux secteurs géographiques. Il s'agit : 1) de la nature indochinoise de la guerre ; 2) du rôle des étrangers asiatiques au Vietnam ; 3) du contexte sud-est asiatique de la guerre ; 4) des rapports entre la Chine du Sud et la guerre franco-vietnamienne.

³ 'The Koreans and the Vietnam war', *Indochina Chronology*, no. 2, vol. XIX, (avril-juillet 2000), pp. 33-34.

Cela en tête, nous avons ensuite divisé notre analyse de ces zones en cinq principaux niveaux d'activités qui s'entremêlent aussi dans le temps et l'espace. Ces cinq niveaux constituent les structures matérielles qui ont fait vivre ces réseaux de guerre. Il s'agit : 1) des caractéristiques de l'immigration vietnamienne, chinoise et japonaise à travers la péninsule ; 2) de l'élaboration par les Vietnamiens d'un commerce de guerre par voie terrestre et maritime avec le sud de la Chine et l'Asie du Sud-Est ; 3) de la mise en place de réseaux révolutionnaires et administratifs vietnamiens à travers la péninsule ; 4) des opérations militaires régionales et enfin 5) des relations diplomatiques à l'échelle régionale et internationale.

Notre idée, en recourant à cette approche, était de tenter de montrer un peu mieux la complexité du contexte asiatique et l'intérêt méthodologique qu'il y a à aller au-delà des frontières de l'Etat-Nation. Car, aucune nation n'est une île ; *a fortiori*, pas en temps de guerre. Le Vietnam n'est pas une exception. Le penchant du Vietnam pour « l'Indochine » en est un cas révélateur.

Les réseaux vietnamiens en Indochine

On ne peut pas nier l'importance du Laos et du Cambodge pour la sécurité nationale du Vietnam en guerre. Comme nous l'avons vu à maintes reprises dans cette thèse, l'Indochine occidentale jouait un rôle essentiel dans la défense du Vietnam contre les attaques française et, plus tard, américaines. Mais la sécurité n'est pas, en soi, la seule explication. Le Vietnam communiste croyait profondément en sa mission en Indochine occidentale. En effet, au début, l'implantation du communisme au Laos et au Cambodge fut surtout le fait des Vietnamiens. Il y avait très peu de communistes laotiens et khmers dans les sections du PCI avant 1945. A partir des années 1920, les Vietnamiens s'étaient appuyés bien davantage sur les émigrés vietnamiens de l'ouest de la Cordillère annamitique (*Truong Son*) que sur les 'intellectuels radicaux' laotiens et khmers. Il n'y eut pas de révolutionnaires laotiens et cambodgiens à Whampoa en 1925-1927. Aucun d'entre eux ne fournit non plus d'aide aux Vietnamiens à Yen Bay ou lors des insurrections des « Soviets Nghe-Tinh » en 1930-1931. Cette absence contrastait avec le rôle joué par les internationalistes chinois et vietnamiens dans la construction des mouvements communistes au Cambodge, au Laos, en Thaïlande et en Malaisie.

La nature vietnamienne du communisme indochinois à la veille de la Seconde Guerre Mondiale était telle que, lorsque les Vietnamiens, dirigeant le PCI depuis la Thaïlande, tentèrent de déclencher la partie laotienne de leur révolution indochinoise de 1945, il devint vite évident qu'il s'agissait d'une révolution vietnamienne et plus particulièrement Viet kieu. Le fait que le PCI prenait appui sur un ancien courant d'immigration vietnamienne dans la péninsule pour ses activités révolutionnaires faisait qu'il était structurellement difficile pour lui de greffer le communisme au Laos et au Cambodge selon un mode national, laotien ou khmer. La première tentative d'implanter le communisme en Indochine occidentale était bel et bien le fait des Vietnamiens. La prise en main venait à la fois du Vietnam et de l'extérieur via les Viet kieu au Laos, au Cambodge et, plus encore, en Thaïlande. Le communisme en Indochine occidentale naquit dans un plus large contexte vietnamien traversant la partie orientale de la péninsule indochinoise.

Le rôle des Vietnamiens dans la diffusion du communisme au Laos et au Cambodge fut ensuite renforcé par des directives venues « d'en haut ». Bon gré mal gré, les communistes vietnamiens croyaient vraiment en la « révolution indochinoise » et en la validité des commandements « internationalistes » expliquant et justifiant leur évangélisation 'en-bas'. Ils croyaient tout aussi fort en leur mission communiste internationale en Indochine que les Catholiques vietnamiens qui avaient diffusé le message du Christ dans le monde theravada aux XVII et XVIIIème siècles. Dans la logique communiste vietnamienne, il n'était pas inconcevable de prendre le pouvoir au Laos en août 1945. C'était une obligation internationaliste, juste et bonne. Bien sûr, cette croyance religieuse en leur mission révolutionnaire en Indochine occidentale les rendait tout aussi aveugles que les Catholiques sur le fait qu'existaient d'autres nations, d'autres cultures, d'autres personnes qui ne voulaient avoir à faire ni au communisme, ni au Catholicisme, surtout prêchés chez eux en vietnamien.

En termes d'historiographie des révolutions et de la révolution communiste en particulier, la « Révolution Laotienne d'Août 1945 » est, en fait, très importante. Car, c'est l'un des très rares exemples où la prise du pouvoir avait été tentée par des communistes qui n'étaient pas Laotiens, dans un pays qui n'était pas le 'leur', contre le gré d'autres nationalistes ethniquement lao et des familles royales qui n'étaient même pas les leurs. Il ne s'agit pas d'un « impérialisme rouge » vietnamien. Cela existait, mais ce n'est pas suffisant comme explication. Il s'agit aussi d'un parti communiste vietnamien qui croyaient dur comme fer au

credo communiste et dans leur bon droit de le diffuser en Indochine. Une telle révolution aurait pu trouver son équivalent dans une « Révolution d'août » lancée par les Huaqiao à Hanoi ou à Saigon en 1945 ou dans une tentative des catholiques vietnamiens pour promouvoir une révolution religieuse à Phnom Penh ou à Vientiane à partir de leurs bases dans le Nord-Est de la Thaïlande.

L'un des éléments qui émerge de notre étude est l'existence d'une sorte d'évangélisme religieux propre aux communistes vietnamiens. Cette croyance en une mission internationaliste en « Indochine » était réelle et elle a modelé les actions des communistes vietnamiens jusqu'aux années 1980, voire plus longtemps encore. Mais comme dans tout fondamentalisme religieux qui ne suscite pas beaucoup de conversions, on passe vite à la fiction. Une sorte « d'usine à rêves », pour reprendre l'expression d'Alexander Woodside au sujet d'une période précédente⁴, se fit jour dans les perceptions qu'avaient les communistes vietnamiens de leurs relations avec le Laos et le Cambodge. Leur foi modelait leurs actions d'une manière que les nationalistes vietnamiens non-communistes, à l'instar du Catholique Ngo Dinh Diem, n'auraient jamais essayé de réaliser. Malgré l'échec structurel et culturel patent de la tentative des Vietnamiens pour greffer le communisme au Laos et au Cambodge, les communistes vietnamiens persévérèrent—même en temps de guerre et de grande pauvreté—contre vents et marées, dans leur rêve de convertir toute l'Indochine au communisme. Ils peinaient pour bâtir une administration révolutionnaire. Contre toute attente, ces 'révolutionnaires' vietnamiens créèrent des gouvernements de résistance et des partis *pour* le Laos et *pour* le Cambodge, afin de les opposer aux Etats-Associés de la France. Et ils le firent avant même qu'il ne fût certain que l'armée vietnamienne gagnerait la guerre contre les Français.

Une telle attitude soulève des questions passionnantes sur la manière dont les conceptions communistes internationalistes se sont associées avec des croyances chinoises et vietnamiennes (et coréennes) plus profondément enracinées. A bien des égards, les radicaux vietnamiens se voyaient comme les porteurs d'une nouvelle modernité en Indochine, partie intégrante d'une plus grande famille basée à Moscou mais soudée en Asie par la Chine. En Indochine, à la différence de la Chine et de la Corée, les Vietnamiens devaient traverser une ligne de fracture ethno-culturelle, que ce mot « Indo-Chine » saisit si bien. Les communistes

vietnamiens se voyaient chargés du rôle de civiliser les parties reculées de l'Indochine pour apporter une nouvelle culture aux moins développés. Ils durent pour cela greffer le communisme dans un monde theravada qui n'était pas toujours familier ou accueillant. Mais ils persistaient religieusement, convaincus de leur bon droit, et de leur 'mission indochinoise'. Rien ne paraissait plus légitime que d'aider les populations « indochinoises » à construire une administration révolutionnaire, à développer l'alphabétisation et l'éducation de la jeunesse, à construire le parti, etc. Mais transposée dans les mains des Vietnamiens et dans un monde historiquement hostile à l'expansion vietnamienne, cette évangélisation pouvait prendre une allure impérialiste, *sans même* que les internationalistes le voulussent.

L'esprit civilisateur du discours internationaliste vietnamien ressemble aussi à celui de la colonisation française. Tous deux se conçoivent comme modernes, culturellement avancés et destinés à sauver les pays moins développés des menaces étrangères. Il est facile de condamner les « missions civilisatrices » françaises et vietnamiennes, mais il peut s'avérer bien plus utile, d'un point de vue historique et méthodologique, de tenter de se demander d'où viennent ces notions de supériorité et pourquoi elles ont persisté si longtemps, malgré leur manque patent de convertis. Il y a aussi un parallèle à explorer en profondeur entre l'ardente conviction 'coloniale' française et la conviction 'communiste' des Vietnamiens que leur action était historiquement justifiée et qu'ils agissaient en toute légitimité en Indochine. Il est également important d'étudier plus en profondeur les raisons pour lesquelles les Français et les Vietnamiens ont eu tant de mal à comprendre qu'ils n'étaient pas 'seuls' en Indochine. Les « relations spéciales » et les notions de « missions civilisatrices » ne disparaissent pas facilement.⁵ Il vaut la peine de se demander pourquoi.

Mais derrière les discours, le zèle et les mythes, la réalité pouvait se faire sentir, car le manque total d'intérêt que les Laotiens et les Khmers manifestèrent à l'égard du communisme ou, du moins dans sa version importée par les Vietnamiens, força ces derniers, à se reposer structurellement davantage encore sur les Viet kieu et à envoyer des cadres du Vietnam dans ces pays. Un autre signe de faiblesse était que les communistes s'appuyaient sur des métis tels Kaysone Phomvihan et des Khmers-Vietnamiens nés au Sud-Vietnam, tels Son Ngoc Minh.

⁴ Alexander B. WOODSIDE, *Vietnam and the Chinese model : A comparative study of Vietnamese and Chinese government in the first half of the nineteenth century*, Cambridge, Harvard University Press, 2^{ème} édition, 1988, pp. 253-54.

⁵ Nous nous permettons de citer notre étude : *Indochinese past perfect : Communist Vietnam's revolutionary historiography on Laos (1975-1995)*, intervention faite lors de la 7^{ème} « International Conference on Thai Studies », les 4-8 juillet 1999, Amsterdam, Pays-Bas.

Ils étaient, par leur double culture et leur bilinguisme, bien placés pour comprendre les concepts négociés à travers ces réseaux révolutionnaires vietnamiens. Ils durent même reconnaître que le pouvoir de la monarchie sur les masses était plus grand que celui de Marx et de Lénine. Leurs tentatives désespérées pour conquérir Souphanouvong et surtout Phetsarath trahissaient la faiblesse de leur appel à la constitution d'un gouvernement nationaliste, créé par les Vietnamiens et mené par eux. Mais il suffisait tout simplement de reconnaître que le nombre de membres laotiens et khmers était infime par rapport aux Vietnamiens et même aux Chinois. Les tout-puissants « Comités des Cadres du Parti » au Laos et au Cambodge étaient dominés de haut en bas par les Vietnamiens et les Viet kieu. Structurellement, le communisme laotien et cambodgien est né (ou mort-né ?) dans ces réseaux vietnamiens.

Il y avait une autre réalité. Elle était induite par la victoire des communistes chinois en octobre 1949 et les démarches françaises qui suivaient pour commencer à décoloniser les « Etats-Associés de l'Indochine ». Ces faits accélérèrent la construction du communisme en Indochine occidentale. En 1950, les communistes vietnamiens constituèrent en toute hâte deux gouvernements de résistance pour le Laos et le Cambodge. Militairement, si les Vietnamiens jouèrent un rôle crucial pour transformer la guerre en une guerre d'Indochine en attaquant le Laos en 1953 et en 1954, ce sont les Chinois qui le leur permirent. Sans l'aide des Chinois, les Vietnamiens n'auraient jamais été capables de gagner le Laos, ni d'installer un parti révolutionnaire laotien et un gouvernement à Sam Neua. A bien des égards, l'Etat laotien qui existe aujourd'hui doit autant aux communistes chinois qu'aux Vietnamiens. Même le communisme indochinois a un contexte régional qui ne peut être séparé des changements survenus ailleurs dans les réseaux indochinois du PCI.

Or, le choix de Sam Neua n'était pas seulement le fait des Chinois. Ce gouvernement laotien révolutionnaire était situé, en termes géographiques, sur l'axe de la guerre nord-sud et sur la route d'approvisionnement qui reliait le Viet Bac au LK IV pour les Vietnamiens par la périphérie du delta du Tonkin. Le radicalisme laotien était confortablement positionné par rapport aux opérations militaires vietnamiennes dans le nord et placé sur une jonction stratégiquement favorable. Cette situation permit aussi, lors des opérations militaires dans le Laos en 1953 et en 1954, de fournir les forces nécessaires pour commencer à bâtir un Etat révolutionnaire pour les Laotiens. Sur le plan économique, ce n'est sans doute pas par hasard que Sam Neua était stratégiquement placé sur les principales routes de l'opium menant de LK

IV au sud de la Chine. Les Vietnamiens avaient déjà utilisé l'opium pour les aider à financer leur économie de guerre.

Pourtant, ce qui apparaît, à travers l'étude de ce secteur indochinois, c'est que le projet révolutionnaire vietnamien fut un échec avant 1954. Le nombre total de laotiens et de khmers convertis demeura très faible. Si le communisme remportait un 'succès relatif' pour le « Pathet Lao » à Genève, c'était du fait des positions militaires importantes des Vietnamiens ou peut-être même des pressions diplomatiques de la Chine communiste à Genève. Ce fut néanmoins un 'échec presque total' pour le Cambodge, non seulement à cause des accords de Genève qui forçaient les révolutionnaires vietnamiens et cambodgiens à quitter le Cambodge, mais aussi parce que les Vietnamiens trébuchaient sur un manque d'intérêt pour le message communiste, tel qu'il était formulée par le Vietnam. Comme l'admit au début des années 1950 l'un des directeurs du « Comité des Affaires du Parti du Cambodge », la force militaire allait être un élément-clé pour modifier la situation de la révolution.

Si nous ne nions pas l'émergence d'un communisme national dans ces deux pays, au contraire, nous devons néanmoins tenir compte d'un ensemble de faits qui suggèrent fortement que les communistes vietnamiens furent les agents du communisme et que le communisme n'était pas téléologiquement destiné à émerger au Laos ou au Cambodge au début des années 1950. Ce n'était qu'une possibilité parmi d'autres. Une fois encore, le contraste est flagrant avec la Corée, le Vietnam et la Chine où le communisme avait trouvé des soutiens locaux bien avant la Seconde Guerre Mondiale. Ceci, en retour, doit mettre en évidence le danger qu'on court à mettre dans le même panier le communisme laotien et le communisme vietnamien, chinois et coréen. On ne saurait le faire. Ce n'est qu'en analysant ce contexte géo-historique asiatique complexe que l'on peut repérer les similarités et les différences au sein du « communisme asiatique ». Nous pensons que ce serait commettre une grave erreur méthodologique que de faire comme si le communisme se propagea aussi facilement et de la même manière parmi les intellectuels laotiens et khmers qu'en Chine et au Vietnam. Il peut s'avérer plus intéressant de se demander pourquoi le communisme fut si faible à l'ouest de la Chaîne annamitique et d'étudier ce qui se produit lorsque le communisme est imposé dans les pays « indochinois » aux cultures, aux sociétés, aux traditions intellectuelles et aux histoires très différentes. Au Cambodge, les Vietnamiens perdirent tout contact avec les communistes khmers qui divisèrent leur peuple. Au Laos, les communistes gardèrent de meilleurs contacts.

Mais il n'est pas sûr qu'ils bénéficieront à long terme du maintien du communisme au Laos, pas plus que les Français ne gagnèrent à la prolongation de leurs « relations spéciales » avec le Vietnam.

Enfin, peu de preuves, voire aucune, ne viennent confirmer la thèse selon laquelle les communistes chinois et vietnamiens étaient déjà en désaccord au début des années 1950 au sujet de l'expansion vietnamienne au Laos et au Cambodge. Comme nous l'avons vu, c'est probablement le contraire qui était vrai. Nous devons donc prendre garde à ne pas appliquer les clichés habituels sur l'animosité historique éternelle entre Chinois et Vietnamiens à un passé trop proche. Cette idée fit l'affaire des communistes hyper-nationalistes à la fin des années 1970, mais cela ne fait que rendre plus confuse une situation déjà complexe à l'époque. Selon de nouvelles sources chinoises, lors de la rencontre cruciale qui succéda à celle de Genève entre Zhou Enlai et Ho Chi Minh, en juillet 1950, Zhou Enlai confia que les Chinois n'avaient que récemment compris qu'il y avait trois nations distinctes en Indochine. Jusqu'alors, dit Zhou, les Chinois pensaient « qu'il y avait qu'un seul pays ... et que les Khmers étaient une minorité nationale ».⁶ Ce propos est possible. Alors que la plupart des négociateurs occidentaux s'étaient sans doute moqué des propos de Pham Van Dong défendant avec virulence et passion les gouvernements révolutionnaires laotien et khmer (qui n'existèrent jamais que sur le papier), *dans son esprit*, Pham Van Dong se battait becs et ongles pour obtenir quelque chose pour ces « gouvernements frères ». Il croyait tout aussi sincèrement que Ho Chi Minh et le Politburo au dogme internationaliste indochinois. Pour les Vietnamiens, il s'agissait d'une cause qui ne pouvait être sacrifiée. Les considérations relatives à la sécurité comptaient, à coup sûr, mais ce n'était pas tout.

En ce faisant, les communistes vietnamiens contribuèrent aussi à l'expansion du communisme en Asie du Sud-Est et jouèrent un rôle dans l'émergence des premiers soubresauts de la Guerre Froide en Asie. L'intérêt des Vietnamiens pour le Cambodge et le Laos fut certainement motivé par des considérations relatives à la sécurité, mais comme nous l'avons montré dans cette thèse, leur croyance en l'internationalisme constituait un facteur crucial de motivation. Il en avait été de même lorsque le PCC fournit de l'aide aux communistes vietnamiens en 1950. En manquant l'analyse du camp asiatique et, dans ce cas

⁶ 'Zhou-Ho meeting, Liuzou, le 3 juillet 1954, cité par LI HAIWEN, 'Restoring peace in Indochina at the Geneva conference', intervention faite lors du colloque sur « The Cold War in Asia », Hong Kong, Cold War International History

précis, du rôle des Vietnamiens dans l'expansion du communisme vers l'ouest, on échoue à comprendre la complexité de la Guerre Froide en Asie et le rôle que les Vietnamiens y jouèrent. Il est temps de faire sortir de la polémique la question du « communisme indochinois » pour la faire revenir à l'histoire. L'on peut aussi observer les limites méthodologiques des simples oppositions entre « colonisateurs » et « colonisés », entre, uniquement, Français et Vietnamiens, et de toutes les simplifications sur la Guerre Froide qui consistent à expliquer les décisions asiatiques seulement comme des réactions aux Américains. Il peut s'avérer aussi utile, sur le plan historique, d'abandonner la tendance qu'on a à considérer les communistes-nationalistes vietnamiens comme des 'victimes' de forces plus importantes et commencer à les traiter comme des acteurs historiques à part entière, aussi responsables de leurs actes que les Français, les Américains, les Chinois, les Russes etc. Enfin, il est peut-être temps d'envisager aussi d'autres visions de la région que celles, « indochinoises », des Vietnamiens. Le fait que Sihanouk soit de retour au trône à Phnom Penh et que le Laos soit en quête de symboles nationalistes qui aient une valeur plus profonde, 'réelle' et durable que Marx et Lénine, doit rappeler aux internationalistes vietnamiens que 'leur' vision de l'Indochine n'est pas unique, et n'est pas forcément applicable aux situations différentes de leurs voisins.

Asiatiques étrangers

Si la section que nous avons consacrée à l'Indochine met en évidence à quel point les Vietnamiens ont eu tendance à intervenir au-delà de leurs frontières au nom de la modernité révolutionnaire et afin de bâtir des Etats communistes neufs et des armées au Laos et au Cambodge, les Vietnamiens s'étaient eux-mêmes tournés vers d'autres Asiatiques résidant au Vietnam pour qu'ils les aident à améliorer leurs propres structures étatiques, leurs échanges commerciaux, et surtout, pour acquérir une science militaire moderne dont le système colonial avait privé le Vietnam pour des raisons évidentes.

La section consacrée aux Asiatiques étrangers se fonde sur deux études de cas : le rôle des déserteurs japonais et des populations Huaqiao dans l'armée et l'appareil d'Etat de la RDVN. L'étude des activités peu connues des conseillers japonais était destinée à montrer comment des 'Asiatiques' pouvaient servir d'intermédiaires valables au Viet Minh en temps de guerre

pour moderniser le pays. Le propos consacré aux Huaqiao a démontré le soutien bien plus ambigu de ces groupes chinois au Viet Minh et leur place difficile dans ce nouvel Etat vietnamien.

Il n'y a rien de choquant à trouver des soldats japonais passés au Viet Minh durant la guerre contre les Français. Compte tenu de la fragilité de l'armée vietnamienne dans les premiers jours de la guerre, la RDVN utilisa des étrangers pour lui permettre de mieux faire face d'une part à la faiblesse de ses moyens militaires *au début des hostilités*, d'autre part à la supériorité technique et militaire de son adversaire. En incorporant des recrues japonaises, la RDVN tentait de combler le fossé technique et militaire qui séparait son armée de l'armée française. Leurs contributions furent particulièrement importantes dans trois domaines majeurs : militaire, technico-scientifique et bancaire. La première était, de loin, la plus notable, mais les deux autres ne doivent pas être sous-estimées non plus.

Si leur nombre fut très limité vers 1950, leur participation a peut-être été plus importante qu'on ne le pense. Par exemple, des officiers japonais passés au Viet Minh occupaient des positions importantes de conseillers des Etats-Majors de l'armée bien avant que les conseillers chinois, comme Chen Geng, n'arrivent, en 1950. Nguyen Son, Nguyen Binh, Vuong Thua Vu et Vo Nguyen Giap avaient des conseillers japonais dans leurs Etats-Majors. Les idées japonaises étaient introduites aussi par l'intermédiaire de certains officiers supérieurs stationnés dans les écoles militaires. Les Japonais enseignaient le tir et le lancement des grenades ainsi que les techniques élémentaires pour l'entraînement des cadres supérieurs militaires, exercices de compagnies et de bataillons, dispersion, assaut, attaque, combat de nuit et, surtout, l'encadrement des hommes de troupes. Nous avons étudié l'exemple important des officiers japonais, tels Takuo Ishii et Igawa, qui aidèrent le général Nguyen Son à entraîner ses officiers à Quang Ngai aux combats techniques, aux renseignements militaires et à la formation de bases de guerre contre un corps expéditionnaire largement supérieur. Nous savons aussi qu'ils commandèrent des troupes vietnamiennes en bataille contre les Français. La présence de ces officiers japonais dans les écoles militaires du Viet Minh constituait un atout technique et militaire pour la RDVN *au début de la guerre*, alors que les besoins militaires de l'Etat vietnamien rendaient la situation critique. Cette 'voie japonaise' est importante, car elle montre qu'il existait alors un ancien canal 'asiatique', grâce auquel une

science militaire moderne put pénétrer au Vietnam. Cela nous autorise à nuancer le mythe journalistique selon lequel l'instituteur Vo Nguyen Giap entra dans une librairie à Hanoi à la fin des années 1930, lut 'Clausewitz', eut la révélation de l'art militaire et devint un général exceptionnel.

Il apparaît aussi que les Japonais jouèrent probablement un rôle important dans le traitement des questions monétaires. On sait que l'argent est un puissant nerf de la guerre, et quelle importance cruciale eut la bataille menée par les Vietnamiens sur le terrain économique quand les Français tentaient de saper les ressources financières du Viet Minh. Bien que limitée, notre étude sur le rôle monétaire de ces conseillers japonais nous laisse penser qu'il pourrait bien être encore supérieur à ce que nous avons suggéré. Encore une fois, ce transfert technique avait commencé bien avant l'arrivée au Vietnam des conseillers chinois et souligne ainsi l'intérêt qu'il y a à étudier l'action des étrangers au service de l'armée et de l'Etat de la RDVN. Il s'agit d'un sujet ô combien passionnant pour l'histoire militaire comparative, d'autant plus que la présence d'étrangers au service d'armées nationales est un phénomène bien connu en Europe. C'est aussi en étudiant cette question dans ce contexte plus large que nous commençons à voir comment les Vietnamiens appliquèrent ces techniques militaires à leurs propres missions « modernes » au Laos et au Cambodge, particulièrement par la création d'armées 'révolutionnaires' au Laos et au Cambodge et d'académies militaires. En effet, toute la question du transfert d'une science militaire moderne aux armées révolutionnaires vietnamienne, laotienne et khmère doit être analysée en tenant compte de ces mouvements asiatiques peu étudiés, particulièrement ceux qui provenaient du Japon et de la Chine. Après tout, la grande majorité des généraux vietnamiens dirigeant l'armée de la RDVN et les académies militaires étaient diplômés de l'Académie de Whampoa et avaient servi dans les armées du GMD et du PCC.⁷

Les Huaqiao constituent un cas parallèle 'interne' éclairant avec les Japonais. Mais, contrairement à ces derniers, des milliers d'émigrés chinois avaient vécu pendant des siècles en Indochine et, plus précisément, dans le Sud-Vietnam. Ils avaient contribué à 'faire' le Sud du pays avec les Vietnamiens. Ils avaient tendance à être profondément engagés dans le commerce et concentrés dans les centres urbains majeurs et les ports de Haiphong et de Saigon-Cholon. Leur collaboration avec le Viet Minh fut bien plus ambiguë et limitée que

celle des « Nouveaux Vietnamiens » (*Viet Nam Moi*, les Japonais). D'abord, ils étaient davantage partie intégrante du Vietnam que les soldats japonais lors de la traversée de l'Indochine après la Seconde Guerre Mondiale. Ensuite, ils étaient restés globalement neutres durant l'occupation japonaise de l'Indochine française. Enfin, la majorité d'entre eux vivait dans des zones urbaines qui furent rapidement placées sous contrôle militaire français vers la fin de l'année 1945 dans le Sud et au début de l'année 1947 dans le Nord. Parce que la RDVN n'avait jamais été capable d'exercer son pouvoir sur eux ou sur leurs activités, les Huaqiao ne considérèrent jamais que leurs intérêts étaient forcément liés à la révolution vietnamienne. Aussi longtemps que les Français gardaient le pouvoir et que le PCC restait loin au nord, les Huaqiao préférèrent demeurer neutres. Le fait que la majorité des Chinois étaient commerçants ne les incitait pas à se jeter dans les bras du PCI.

D'autres raisons expliquent la position plus ambiguë des Huaqiao. La plus importante tient à leur statut légal spécial et contesté dans le système colonial français. Les Chinois conservèrent des privilèges spéciaux grâce à l'accord franco-chinois de 1946 et aussi du simple fait que des nations véritablement « nationales » et « indépendantes » n'existaient pas encore au Laos, au Cambodge, et plus particulièrement, au Vietnam. Elles ne pouvaient donc pas définir les lois relatives à la « nationalité » des Chinois. L'ambiguïté était également présente dans la politique de la RDVN à l'égard des Huaqiao. Non seulement le nouvel Etat vietnamien ne contrôlait pas la majorité des Huaqiao territorialement, mais même pour ces Chinois qui se trouvaient sous son contrôle, il fallut faire des efforts remarquables pour qu'ils honorent les statuts juridiques établis par les RDVN. Les problèmes causés par le régime du PCC local de « Doc Lap » révélèrent clairement que l'internationalisme partagé par les communistes chinois et vietnamiens risquerait de se dissoudre et que les voies nationales pourraient l'emporter lorsqu'il s'agirait de définir la « nationalité » des « ressortissants nationaux » de chaque « nation ». Ce n'est qu'en octobre 1949 qu'un accord put être obtenu entre le PCI et le PCC, autorisant les Chinois du Sud-Vietnam à rejoindre le *Lao Dong*. Pourtant, il apparaît que les questions de la « nationalité » et de la « citoyenneté » ne furent jamais résolues par le PCC et le PCI jusqu'au lendemain des accords de Genève. Même si le RPC avait reconnu la RDVN en 1950, le gouvernement révolutionnaire vietnamien ne pouvait toujours pas définir la place des Huaqiao dans son nouvel Etat. Tous ces problèmes légaux

⁷ On peut citer, parmi d'autres, les noms suivants : Lê Thiết Hùng, Nguyễn Bình, Vương Thừa Vũ, Nguyễn Sơn, Hoàng Sâm,

soulignaient les difficultés qui allaient survenir lorsque de nouveaux Etats-Nations commenceraient à prendre le contrôle de mouvements historiques trans-nationaux en définissant qui appartenait à la nouvelle nation et qui en était exclu.

Mais la RDVN était satisfaite de pouvoir tourner à son avantage la nature trans-nationale des réseaux Huaqiao en temps de guerre. En effet, le domaine dans lequel les Huaqiao étaient le mieux insérés était le commerce. Ici, l'idéologie comptait peu, voire pas du tout. Et l'existence d'une multitude de connexions et d'identités chinoises pouvait constituer un atout. Comme nous l'avons vu, les Huaqiao ont joué un rôle important d'intermédiaires dans le commerce intérieur du Viet Minh avec les marchés français étrangers de Saigon-Cholon, ainsi que ceux de Haiphong, Hong-Kong et Bangkok. Ils aidèrent à acheminer des biens de la RDVN, surtout du riz, du Transbassac à Saigon-Cholon pour les exporter à l'étranger. Les Chinois furent aussi essentiels au Viet Minh pour la production de poivre dans la province de Kampot du Sud-Ouest du Cambodge. Ils contribuèrent indirectement à financer la construction d'une administration révolutionnaire au Cambodge. Au nord, les Huaqiao étaient aussi des intermédiaires-clés pour le commerce et le transport de l'opium destiné à la vente au sud de la Chine et en Thaïlande. Enfin, les Chinois furent des acteurs cruciaux dans le commerce maritime de LK IV et V avec les villes portuaires du Sud de la Chine, comme Hong Kong, Macao, Canton et Hainan. Sans cette collaboration commerciale des Chinois et leurs réseaux trans-nationaux, le Viet Minh aurait vu son commerce de guerre sévèrement entravé. De plusieurs manières, le commerce révolutionnaire du Viet Minh suivait des réseaux commerciaux chinois traditionnels, ce qui reflète la présence du contexte asiatique dans lequel prenait place le commerce de guerre de la RDVN durant le conflit franco-vietnamien.

La véritable aide apportée par les Chinois au Viet Minh ne s'est pas mise en place via les réseaux des Huaqiao dans le Nanyang, mais bien plutôt grâce à la victoire des communistes chinois sur le continent. La Chine méridionale comptait plus pour le Viet Minh que les Chinois de souche vivant 'à l'intérieur' du Vietnam. Or, l'impossibilité pour le PCC de s'appuyer sur ses réseaux Huaqiao au Vietnam contrastait fortement avec la forte confiance que le PCI avait en les Viet kieu au Laos, au Cambodge et en Thaïlande pour promouvoir ses intérêts révolutionnaires. Si les Vietnamiens déplorèrent la tentative du PCC pour exporter la Révolution Culturelle via les réseaux Huaqiao, les communistes vietnamiens pourraient peut-

être songer aux moyens par lesquels ils ont déstabilisé le gouvernement de Sihanouk en exportant leur propre révolution au Laos et au Cambodge à travers les Viet kieu avant 1954. De plusieurs manières, ce qui gêne les nationalistes vietnamiens au sujet des Huaqiao correspond à ce qui provoque l'ire des hyper-nationalistes khmers et laotiens concernant les Viet-kieu. Encore une fois, les Vietnamiens ne sont pas toujours les victimes. Ils sont aussi les acteurs.

Le Vietnam, entre Sud-Est Asiatique et Sud de la Chine

Les relations de la RDVN avec l'Asie du Sud-Est étaient aussi complexes que ses relations avec les autres parties de l'Asie. Mais elles furent aussi probablement celles qui furent le moins couronnées de succès. Au départ, le Viet Minh voyait dans la Thaïlande une source régionale d'armes et de possible soutien diplomatique. La RDVN bénéficiait d'une vague importante de solidarité de la part des membres du Seri Thai d'après guerre qui arrivèrent au pouvoir suite à la sécession temporaire de Pibul après la Seconde Guerre Mondiale. Pourtant, la détermination française à reconstruire l'Indochine *ante bellum* au lendemain de la défaite japonaise constituait une garantie que les Thaïlandais de tous bords politiques continueraient à soutenir le Viet Minh jusqu'à ce que d'autres considérations idéologiques remplacent l'anticolonialisme dans la politique extérieure thaïlandaise. Grâce au soutien de Pridi Banomyong, le Viet Minh fut capable de recruter des hommes parmi les Viet kieu, d'acheter et de manier des armes et d'établir une délégation gouvernementale à Bangkok. Cet accès était crucial pour maintenir une ouverture vitale vers la région et son commerce, surtout pour le Sud-Vietnam et, dans une moindre mesure, pour le centre du pays. Si le coup d'Etat de novembre 1947 et le retour au pouvoir de Pibul au milieu de la même année força le Viet Minh à commencer à pousser ses réseaux sud-est asiatiques en Indochine, les vietnamiens purent faire du commerce de manière clandestine jusqu'en 1951, sans que Pibul, qui le savait, ne les en empêchât.

Sur le plan diplomatique, les relations extérieures de la RDVN avec l'Asie non-communiste furent un échec. D'abord, la diplomatie tendait à être chaotique et désorganisée. La guerre franco-vietnamienne rendait évidemment les choses très difficiles. En l'absence de tout contact régulier avec le gouvernement et du fait du manque de directives claires en général, les diplomates locaux devaient souvent prendre leurs propres décisions, espérant

qu'elles seraient confirmées par le gouvernement. Un autre problème venait du fait que les Français pouvaient faire d'importantes concessions aux Chinois et aux Indiens afin qu'ils revoient à la baisse le soutien qu'ils apportaient à la RDVN au niveau international. Malgré ses sentiments très anticolonialistes, Nehru refusait de soutenir les Vietnamiens contre les Français autrement qu'à travers un « soutien moral ». Nehru était aussi engagé dans des négociations au sujet de l'avenir de Pondichéry. Bref, la *realpolitik* et les intérêts nationaux concernaient autant les pays asiatiques que l'Occident. Enfin, les nations asiatiques non-communistes comme l'Inde ou l'Indonésie étaient conscientes du foyer communiste que constituait la RDVN ; elles percevaient le risque de voir les négociations qu'elles menaient pour acquérir leurs propres indépendances menacées et, plus tard, le danger d'une expansion communiste dans la région. A l'opposé de l'Indonésie, la RDVN échoua largement à gagner le soutien diplomatique de la région, du monde et des Nations Unies. En 1950, la RDVN n'avait été reconnue par aucun pays asiatique non-communiste. La question vietnamienne n'avait pas été prise au sérieux par les Etats-Unis et les Nations Unies. Les efforts vietnamiens pour mener à bien la constitution d'un front régional asiatique échouèrent aussi.

Les relations difficiles de la RDVN avec l'Asie du Sud-Est non-communiste après la victoire du PCC en Chine mettaient en évidence les problèmes rencontrés par un Etat anti-colonialiste dirigé par des communistes lorsqu'il s'agissait de gagner le soutien diplomatique de pays non-communistes qui partageaient son anti-colonialisme mais pas sa foi idéologique. La reconnaissance de la République d'Indonésie, anti-communiste, par les Etats-Unis et l'Union Soviétique, le rappelait douloureusement à Ho Chi Minh et ses partisans. Et le soutien massif des Indiens à l'Indonésie qui contrastait fortement avec le manque de soutien dont jouissait Ho Chi Minh, conduisit à un renforcement de l'isolement régional du Vietnam. Nulle part ce dilemme entre « communisme » et « anti-colonialisme » ne peut être mieux perçu qu'à travers le choix que les Etats non-communistes de la région durent faire en 1950 entre l'Etat-Associé du Vietnam et celui de la RDVN, entre Bao Dai et Ho Chi Minh, leurs dirigeants. Ils hésitaient à soutenir un gouvernement vietnamien contrôlé par les communistes de crainte que cet acte ne mette en péril leurs propres intérêts. Leur positionnement par rapport à la RDVN constituait l'un des tests majeurs pour ces anti-colonialistes asiatiques dans la Guerre Froide en Asie. Pourtant, il serait faux de penser que les Etats-Unis, la France ou « l'Occident » menaient la barque en lieu et place des Asiatiques. Si l'Indonésie et l'Inde refusaient de

reconnaître la RDVN, il n'en est pas moins significatif qu'ils rechignèrent à reconnaître les « Etats-Associés d'Indochine », malgré la très forte pression occidentale. On peut aussi observer à la lumière de cette rupture au sujet du Vietnam en 1950 comment les Indonésiens et les Indiens commencèrent à essayer de prendre la tête d'une troisième voie, non-alignée, entre les deux camps de la Guerre Froide.⁸

On peut aussi se demander dans quelle mesure cette répugnance pour le communisme était en partie une réaction contre les dangers représentés par une alliance idéologique entre les communistes chinois et vietnamiens en Asie. Si l'on a beaucoup traité de l'antipathie historique des Vietnamiens à l'égard de la Chine, les événements de 1950 ont montré comment les nationalistes communistes pouvaient s'allier à la Chine suivant des lignes « internationalistes » (voir *supra*). C'est ce lien avec le communisme chinois, qui remonte aux années 1920, qui continue de causer des difficultés au Vietnam pour se faire accepter pleinement dans un sud-est asiatique profondément non-communiste. Cette contradiction n'a pas complètement disparu aujourd'hui.

En tout cas, l'absence de soutien non-communiste pour la cause de la RDVN entre 1945 et 1950, combinée à la méfiance de l'Union Soviétique et du Parti Communiste Français à l'égard du PCI, nous aident à comprendre pourquoi la victoire du PCC en 1949 et son soutien diplomatique et militaire en faveur de la RDVN à partir de 1950 furent si importants historiquement pour les réseaux diplomatiques vietnamiens. Malgré tous les efforts des Vietnamiens auprès des Etats asiatiques non-communistes, seule la relation révolutionnaire avec la Chine communiste porta ses fruits dans toute l'Asie. En effet, le ferme internationalisme des communistes chinois, tels Mao Zedong, Zhou Enlai et Liu Shaoqi, était bien plus important pour mettre fin à l'isolement du Viet Minh que l'anticolonialisme exprimé en Asie non-communiste, mais jamais mis en oeuvre concrètement. Quels que fussent les liens entre Ho Chi Minh et la famille de Nehru ou même avec Hatta avant la Seconde Guerre Mondiale, ce sont les relations forgées entre Ho Chi Minh et ses disciples et les communistes chinois bien avant 1945 qui ont primé. Une fois encore, « les relations spéciales » en Asie sont sino-vietnamiennes, et non pas « indochinoises » ou « sud-est asiatiques ». Mise à l'écart par toutes les autres nations dans le monde (en contraste avec l'Indonésie), la RDVN aurait reçu

⁸ Il serait intéressant de conduire une recherche plus approfondie afin de déterminer dans quelle mesure l'idée de Bandoung en 1955 et le Mouvement des non-alignés peut trouver ses racines dans ce difficile problème d'exister et de choisir entre les deux camps.

un coup terrible si le PCC avait refusé de la soutenir comme l'avait fait Staline au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale. Les communistes vietnamiens doivent beaucoup aux Chinois qui les ont reconnus en 1950 et ont obtenu du reste du monde communiste qu'il fasse de même. Les dirigeants du PCC, Mao Zedong, Zhou Enlai et Liu Shaoqi négocièrent le retour du Vietnam dans le monde communiste et sa reconnaissance par l'Union Soviétique et Staline en particulier. Il nous faut être prudent à l'égard des récits publiés après 1979 au sujet des relations sino-vietnamiennes qui insistent sur les anciens mythes du chauvinisme et de l'expansionnisme chinois, ainsi que sur les relations 'intimes' du PCI avec l'Union Soviétique. C'est plutôt le contraire qui était vrai en 1950. Le PCC n'a pas 'largué' le PCI en 1950. C'est tout le contraire.

On peut toutefois noter avec ironie qu'en reconnaissant la RDVN, le PCC mit Ho Chi Minh et son gouvernement dans une situation très inconfortable. D'une part, l'aide militaire massive apportée par les Chinois et la reconnaissance diplomatique obligèrent le PCI à déplacer les opérations extérieures de l'Asie du Sud-Est en Chine du Sud. Ce changement améliora considérablement la situation militaire du Viet Minh au nord de l'Indochine et même jusqu'au bas du Centre-Vietnam, où une division fut en effet créée en décembre 1952. D'autre part, cette reconnaissance des communistes chinois, précisément, introduisit la Guerre Froide en Asie du Sud-Est et plaça le Vietnam aux avant-postes d'une guerre idéologique en Asie qui aurait pu connaître un développement aussi violent qu'en Corée.⁹ Le problème venait du fait que l'alliance entre le Vietnam et la Chine communistes renforçait les craintes américaines (et celles des asiatiques non-communistes) d'une possible expansion en péninsule indochinoise. Les tentatives simultanées du PCI pour créer des gouvernements de résistance laotien et khmer en opposition aux Etats-Associés d'Indochine ne contribuèrent pas à les rassurer. L'invasion par les Nord-coréens du sud de la Corée en Juin 1950 ne fit qu'accentuer ces craintes, suivie par les interventions vietnamiennes au Laos en 1953 et 1954. Cela ouvrit la voie à un accroissement de la puissance de feu et de puissance navale des Etats-Unis dans la région.

A la différence de la Corée, le Vietnam était positionné d'une telle manière que le déclenchement d'une situation de type coréen, avec une intervention chinoise au nord de l'Indochine, aurait provoqué une guerre régionale bien plus large dans l'Asie du Sud-Est péninsulaire. On a plus de mal à expliquer les interventions militaires fortes et spectaculaires

⁹ Les rapports du Général Nguyễn Bình l'établissent très clairement. Voir : sec. indochinoise (Cmb), ch. 4.

de la RDVN au Laos en 1953 et, de nouveau, en 1954. Si elles étaient destinées à forcer les Français à quitter le Delta puis à se disperser et à s'engager dans la défense du Laos à Dien Bien Phu, ces interventions massives au Laos venaient non seulement confirmer les craintes américaines des « dominos » en pleine Guerre Froide, mais aussi, comme nous l'avons vu, elles vinrent sans aucun doute confirmer aux yeux des asiatiques non-communistes qu'il existait une menace réelle causée par l'alliance idéologique et militaire sino-vietnamienne. Bien qu'une recherche plus approfondie doive être menée sur le voyage de Ho à Moscou en 1952, notre recherche nous conduit à avancer l'hypothèse que ces attaques au Laos étaient destinées à consolider le communisme laotien le long d'une route stratégique plus importante qui reliait le Nord et le Sud-Vietnam. Il est possible qu'après les défaites subies par l'armée de Vo Nguyen Giap dans le Delta, il fut établi que le seul moyen de lancer une véritable contre-offensive générale consistait à passer par la colonne vertébrale de l'Indochine. Le Laos serait absolument crucial pour relier le nord au sud de l'Indochine. Ceci, alors, contribue à mieux expliquer pourquoi la Piste Ho Chi Minh avait pris une telle importance avant 1959.

Quelle que fût la difficulté de leur situation, les communistes vietnamiens faisaient leurs propres choix. Sur le plan idéologique, les communistes vietnamiens choisirent de rejoindre le PCC et l'Union Soviétique. Si une recherche plus approfondie est nécessaire, les archives vietnamiennes et russes suggèrent que les Vietnamiens ont décliné les ouvertures discrètes des Américains qui auraient mené à une possible 'Titoïsation' de Ho et du PCI et du « problème indochinois » dans sa globalité. Ho Chi Minh et son parti choisirent le camp communiste. Dès lors, à partir de 1950, il devint clair que le Vietnam communiste ne faisait pas partie des nations non-alignées qui émergeaient dans le monde et qu'il ne jouerait pas le rôle qu'avait rempli Tito pour les Américains. « L'école des occasions manquées » a peut-être eu raison au sujet du Vietnam, mais jusqu'à ce qu'on en ait confirmation, nous devons aussi maintenir l'hypothèse selon laquelle les Américains ne jetèrent peut-être pas nécessairement le PCI dans les bras du PCC et de l'URSS. Les communistes vietnamiens ont bien pu souhaiter rejoindre ce monde par eux-mêmes.

La question intéressante, toutefois, consiste à se demander dans quelle mesure l'isolement stupéfiant de la RDVN et l'échec de sa politique extérieure entre 1945 et 1949 l'ont convaincu que le seul moyen d'échapper à une défaite assurée ou à la marginalisation entière était de rejoindre la Chine et l'URSS. De même, il serait intéressant de savoir ce que Ho avait espéré

gagner en termes stratégiques en essayant d'établir des relations diplomatiques avec l'Inde et l'Indonésie, si tard, en 1951. Cela aurait fourni au Vietnam une relation importante avec le monde asiatique non-aligné qui aurait peut-être permis à l'Indonésie et à l'Inde en particulier de conserver un rôle vital dans la gestion du problème indochinois et d'aider à contrecarrer la trop grande dépendance du Vietnam à l'égard de la Chine. Et cela aurait permis à l'Inde d'éviter d'être mise de côté sur la scène diplomatique asiatique par les Chinois pour les cinquante années suivantes.

En termes économiques, la Guerre Froide mit fin aux opérations commerciales du Viet Minh dans le sud-est asiatique, dès que le PCC commença à envoyer une importante aide militaire à la RDVN et à lier les trois provinces du sud, Yunnan, Guangxi et Guangdong au Nord-Vietnam. Cela conduisit les Thaïlandais et les Français à accroître leur surveillance dans le Golfe de Thaïlande et à interdire au Viet Minh l'accès aux populations Viet kieu qui jouaient un rôle crucial, situées dans les provinces du nord qui entouraient l'Indochine de l'ouest, surtout Udon Thani, Nakhon Phanom, Nong Khai et Ubon Ratchathani. A bien des égards, il existait une vraie relation entre les provinces orientales de la Thaïlande et la résistance vietnamienne dans le Centre et dans le Sud du Vietnam d'une part, et entre les trois provinces de la Chine méridionale et la résistance dans le Nord-Vietnam, d'autre part. Entre ces zones, il devint beaucoup plus difficile à partir de 1950 pour le Viet Minh de continuer à naviguer le long des côtes. En réaction à la victoire du PCC, les Américains et les Français accrurent leur surveillance navale dans les Mers du Sud. La perte du front occidental en Thaïlande et l'installation de cette surveillance maritime renforcée obligèrent les Vietnamiens à déplacer leurs réseaux régionaux de commerce vers l'intérieur, et jouer les voies terrestres et fluviales au sein de l'Indochine. Ceci, aussi, contribua à renforcer l'aménagement de la Piste Ho Chi Minh à l'intérieur de l'Indochine, cette même route qui avait d'abord été conçue comme une route côtière d'approvisionnement.

En gardant une perspective régionale à l'esprit, en se focalisant sur les structures matérielles des réseaux asiatiques du Viet Minh, nous pouvons commencer à voir comment des changements majeurs survenus « au sommet », au niveau international, ont pu avoir un impact au niveau local. Ces mouvements de la mer à la terre, de l'Asie du Sud-Est et de la Thaïlande au sud de la Chine, et le déplacement simultané à l'intérieur de l'Indochine s'étaient bien matérialisés. Si l'on adopte une perspective géo-historique et si l'on tient compte des différents

réseaux en présence, on constate que ce n'est pas par accident que la Piste Ho Chi Minh fût mise en marche en 1950. Cela faisait parfaitement sens. C'est aussi la raison pour laquelle les colonels de Vo Nguyen Giap connaissaient si bien la géographie de l'Indochine. Sans la mer et sans la Thaïlande, le seul moyen de maintenir les liens entre le nord et le Sud-Vietnam était de passer par le Sud du Laos et l'Est du Cambodge.

A partir de 1950, les opérations asiatiques du Viet Minh n'avaient plus lieu en Asie du Sud-Est. Elles avaient été déplacées vers la Chine méridionale. C'est dans ce contexte que le Viet Bac et le Laos devinrent des champs de bataille cruciaux dans le conflit vietnamien. C'est aussi à partir de ce moment-là que les trois provinces de la Chine méridionale—Yunnan, Guangxi et Guangdong—firent partie intégrante des réseaux asiatiques en péninsule septentrionale. La décision d'attaquer Cao Bang en 1950 fut prise autant pour permettre un meilleur accès aux voies de transport et aux rivières navigables chinoises qu'en fonction des positions françaises au Vietnam du Nord. L'existence du chemin de fer du Yunnan constitua un facteur-clé lorsque fut décidé de déplacer le lieu de distribution de l'aide au Viet Minh à Lao Cai, au début de l'année 1954. Le point que nous voudrions mettre en avant ici, c'est qu'aucune de ces opérations en Asie, surtout les opérations militaires, ne s'arrêtaient aux frontières nationales. Des milliers de soldats vietnamiens étaient entraînés dans les provinces de Yunnan. Presque toutes les divisions de la RDVN étaient armées par et souvent en Chine méridionale. Le ministère vietnamien de la Défense installa son école d'officiers en Chine du Sud. Les hôpitaux accueillaient des blessés vietnamiens du côté chinois de la frontière. Vue du côté vietnamien, les trois provinces méridionales de la Chine étaient partie intégrante de la guerre franco-vietnamienne.

La question du niveau des échanges commerciaux avec l'Asie du Sud-Est et le Sud de la Chine entre 1945 et 1950 est un sujet particulièrement important pour approfondir la recherche. D'abord, elle est cruciale pour mieux comprendre l'importance économique de l'extérieur pour le mouvement interne de guérilla contre les Français jusqu'en 1950 (et contre tout autre pays, sur ce point). S'il n'y a pas de doute sur le fait que le Viet Minh dépendait de l'extérieur pour approvisionner sa résistance, les tonnages de ravitaillement semblent être particulièrement faibles, en rien comparables à ce que les Chinois allaient fournir entre 1950 et 1954 (voir la section chinoise, ch.3). Ce faible niveau de commerce d'armes avec l'Asie du Sud-Est et la Chine du Sud jusqu'en 1950 était dû autant aux efficaces opérations militaires

françaises qu'à la mauvaise comptabilité vietnamienne et à une possible corruption. Si ce commerce était faible, alors il convient de prêter une plus grande attention à l'étude du commerce du Viet Minh avec les marchés urbains « étrangers » de Saïgon-Cholon, Hue et Hanoi, contrôlés par les Français. Il peut s'avérer que la majeure partie des importations-clés du Viet Minh venaient en fait des 'Français' et non des 'Chinois communistes'. Un faible niveau de commerce avec l'Asie du Sud-Est aurait rendu plus importante l'utilisation des réseaux Huaqiao dans le Sud-Vietnam. Enfin, et c'est une question que nous n'avons pas étudiée, il serait très utile de mesurer l'importance du rôle des ateliers locaux de construction d'armes pour maintenir en vie la guérilla. Même si ces petites industries d'armes ne produisent jamais de l'artillerie lourde et des DCA, il se peut qu'elles aient aidé le Viet Minh à tenir jusqu'à ce que « la révolution chinoise ne gagne le sud de la Chine ». Enfin, cela soulève aussi la question du véritable rôle économique du commerce de l'opium en termes de financement de la guerre vietnamienne contre les Français et de la construction d'un Etat révolutionnaire au Laos. Selon nous, son rôle a dû être très important.

Pour finir, s'il s'avère que le commerce avec toutes ces 'zones étrangères' était minime, tout juste suffisant pour maintenir en vie la guérilla, alors cela signifierait que le Viet Minh a peut-être été dans une situation diplomatique et militaire bien plus désespérée que nous n'avons pu le croire. Si telle est la vérité, cela voudrait dire que l'aide militaire et diplomatique fournie par le PCC à partir de 1950 était cruciale pour sauver le Viet Minh d'une guerre de guérilla incapable de gagner une grande bataille et d'une possible marginalisation, voire pire si l'on songe au mépris de Staline à l'égard du PCI. Il est possible que le commerce extérieur de guerre avec l'Asie avant 1950 était juste suffisant pour faire fonctionner la guérilla, mais non pour obtenir une quelconque victoire d'importance contre le Corps expéditionnaire. On oublie souvent que les DCA et l'artillerie fournies par les Chinois et les Soviétiques étaient utilisés dans la bataille de Dien Bien Phu avec une efficacité impressionnante. Sans l'artillerie, la DCA et l'entraînement fournis par les Chinois depuis 1950, le résultat à Dien Bien Phu en 1954 aurait pu être différent.¹⁰

Sur le plan diplomatique, lorsque Ho quitta Beijing pour Moscou en janvier 1950, il passa par les réseaux révolutionnaires chinois, de même que les Laotiens et les Khmers passaient par les réseaux indochinois des Vietnamiens. C'est grâce à cette voie chinoise que Ho put

retrouver le soutien du monde communiste. Les nationalistes vietnamiens qui gardent en mémoire les événements de 1979 affirment que les Chinois les manipulaient habilement dans les relations de la RDVN avec Moscou en servant de boîte postale du PCI et en prenant le contrôle de ses rapports avec l'URSS au début des années 1950.¹¹ C'est certainement possible. Mais ce qu'il ne faudrait pas oublier non plus, c'est à quel point les communistes vietnamiens avaient besoin du PCC pour se rapprocher des Soviétiques à l'époque.¹² Sans la reconnaissance diplomatique des Chinois et le soutien communiste trouvé auprès de Staline, la RDVN aurait été condamnée à un isolement tel qu'elle n'en avait jamais connu. Sans les Chinois, il n'est pas sûr que le gouvernement de Ho Chi Minh aurait été reconnu par l'URSS. Considérant le fait que l'URSS n'avait pas eu de scrupules à reconnaître l'Indonésie non-communiste, bien qu'elle écrasât le PKI en 1948, la possibilité que Moscou reconnaisse les Etats-Associés d'Indochine a dû traverser l'esprit de beaucoup de Vietnamiens. Si les Américains et les Chinois avaient trouvé un moyen de neutraliser les Etats indochinois afin d'assurer la sécurité du RPC au sud et d'apaiser les craintes qu'avaient les Etats-Unis d'une expansion communiste au Laos et au Cambodge, la RDVN se serait trouvée dans une situation critique. Notre propos ici n'est pas de spéculer à n'en plus finir, mais de mettre en évidence les dangers de prendre pour argent comptant les téléologies nationalistes et d'étudier ces problèmes dans un mouvement qui avance du passé vers le présent plutôt que de chercher à forcer le présent à s'accorder au passé.

En tout cas, il est temps d'intégrer le soutien des Chinois au contexte de la guerre franco-vietnamienne pour la simple et bonne raison qu'ils en étaient partie intégrante. A partir de 1950, le Vietnam, ou au moins le Vietnam septentrional, était lié à un monde communiste qui s'étendait de l'Elbe à la mer de la Chine du Sud. Il s'agissait d'un phénomène nouveau par rapport à la politique extérieure traditionnelle du Vietnam, bien que la relation avec la Chine ne le fût pas. Le Vietnam intensifiait son contrôle sur l'Indochine en employant tous les

¹⁰ Giap reconnaît aujourd'hui les lourdes pertes subies par ses troupes lors de batailles contre les positions françaises, surtout l'efficacité de l'artillerie et de la DCA françaises.

¹¹ « *L'art de la diplomatie chinoise était tel que nous nous contentions souvent de suivre leurs conseils. En 1952-53, nos rapports avec les responsables soviétiques restaient souvent beaucoup trop émotionnels. Au sein de l'ambassade, nous ignorions tout de la stratégie générale de nos partenaires vis-à-vis de notre lutte* ». Benoît De TREGLODE, 'La victoire communiste chinoise et le déplacement des réseaux diplomatiques de la République démocratique du Viêt Nam vers Beijing, (1950-54)', *Revue Historique des Armées*, à paraître.

¹² Mais, aussi longtemps que les Vietnamiens n'ouvrent pas leurs archives, il sera difficile de prendre au sérieux les affirmations vietnamiennes, à la lumière des preuves apportées par les archives de l'ex-bloc soviétique.

moyens que nous avons analysés dans cette thèse. Mais le Vietnam allait perdre ses contacts avec l'Asie du Sud-Est non-communiste pour presque cinquante ans.

Notre recherche ne fait que confirmer celles de Qiang Zhai et de Chen Jian. Il n'est plus question, en effet, de masquer le rôle des Chinois dans cette guerre péninsulaire. Si glorieuse fût-elle, la RDVN ne se battait pas toute seule contre la France. Comme pour tant d'autres guerres dans l'histoire militaire, l'aide extérieure a joué un rôle déterminant. En essayant d'occulter l'assistance chinoise afin de promouvoir une histoire farouchement nationaliste, les Vietnamiens ne font qu'escamoter une question déjà bien complexe. Sans l'aide chinoise, jamais l'armée vietnamienne n'aurait pu mettre en place et armer quatre divisions en une seule année, procurer un enseignement militaire techniquement sophistiqué à ses officiers, encadrer et diriger un corps de bataille, tout compte fait impressionnant, et perfectionner ses services de renseignement, de chiffre et de décryptage ; bref transformer une armée de guérilla en une armée de plus en plus moderne. A partir de 1950, l'armée vietnamienne pouvait enfin sortir des forêts et se confronter directement au Corps expéditionnaire français sur le terrain. La 308^{ème} division de Vuong Thua Vu lançait désormais des attaques tant au Viet Bac qu'au Laos. C'est l'aide chinoise qui donna aux Vietnamiens leur sens de l'espace indochinois et leur capacité à étendre la greffe communiste au Cambodge et au Laos, surtout dans les zones où leur puissance militaire était la plus marquante (surtout au Laos).

Cela dit, gardons nous de commettre l'erreur inversé qui reviendrait à conclure trop hâtivement que le soutien chinois expliquerait à lui seul la victoire vietnamienne à Dien Bien Phu. Il faudrait en effet prendre en compte la conjoncture très complexe de la Guerre Froide, l'internationalisation du problème 'indochinois' et les fluctuations de la politique métropolitaine au début de la Guerre Froide en Asie du Sud-Est. Il serait aussi exagéré, du point de vue historique, de croire que le Corps expéditionnaire français était nécessairement voué à l'échec en 1954.

L'Armée du Peuple Vietnamien savait comment lutter et conduire une armée moderne. Ce n'était pas un mince exploit, particulièrement en temps de guerre ! En effet, une future recherche sur l'aide chinoise pourrait peut-être permettre d'étudier plus en détail l'impact de l'entraînement des officiers par les Chinois, du transfert de notions-clés de la science militaire, de l'entraînement classique à la guerre, de l'utilisation de l'artillerie etc. L'une des problématiques les plus notables de notre étude du contexte asiatique de la guerre franco-

vietnamienne est la question des transferts techniques par les voies asiatiques, qui dénotaient de la stupéfiante capacité de l'armée vietnamienne à faire siennes ces idées et à les adapter à leur propre situation militaire. N'oublions pas que la RDVN luttait contre un ennemi qui était, à notre avis, bien supérieur au GMD. Et, quelles que fussent ses limites, l'aviation française était bien plus menaçante que celle des nationalistes chinois. Il serait aussi intéressant de mesurer l'impact des conseils apportés par les Chinois sur le plan économique et sur la réorganisation du système monétaire des Vietnamiens. Si l'aide économique apportée par les Chinois fut cruciale pour équilibrer le budget, il conviendrait de pousser la recherche plus loin pour mieux comprendre comment cet Etat vietnamien put diminuer l'inflation considérable entre 1950 et 1951. Ce contrôle accrut également la capacité à se battre de l'armée vietnamienne.

Ce n'est que récemment que le Vietnam communiste a redécouvert ses voisins de l'Asie du Sud-Est, symbolisées par l'entrée du Vietnam dans l'ASEAN¹³ en 1995. Si l'on y vit le signe d'une victoire pour la politique extérieure du Vietnam, on parle moins du fait que ce rassemblement régional avait été formé à la fin des années 1960 pour s'opposer à l'expansion du communisme en Indochine, qui avait alors comme pôle de rayonnement principal Hanoi. Mais il apparaît une fois de plus que les communistes vietnamiens ont du mal à décider entre l'Asie non-communiste et une Chine qui partage la même idéologie et un commun passé révolutionnaire.¹⁴ Malgré la guerre régionale de 1979 et l'existence de nationalismes communistes tout à fait xénophobes, les communistes vietnamiens ont récemment renouvelé leurs « relations spéciales » avec la Chine communiste.¹⁵ En même temps, les Vietnamiens vont contribuer bientôt à célébrer le vingt-cinquième anniversaire de l'Etat communiste du Laos qu'ils ont aidé à créer, à construire et à mettre au pouvoir, avec le soutien de cette même Chine. Suivant la ligne des communistes chinois, les Vietnamiens ont même signé un traité commercial avec le maître du « monde capitaliste internationaliste », les Etats-Unis.

¹³ Association of South East Asian Nations.

¹⁴ Voir NAYAN CHANDA, 'Friend or Foe? Hanoi has embarked on a controversial policy of closer ties with its oldest enemy—China', *Far Eastern Economic Review*, (le 22 juin 2000), www.feer.com.

¹⁵ 'Chinese leaders congratulate Vietnam on 55th anniversary', *Xinhua News Agency*, (1 septembre 2000).

En essayant d'avoir le meilleur des deux mondes, sans véritablement choisir une voie claire en Asie, le Vietnam court le risque de se trouver marginalisé à nouveau. Cette voie double qui traduit une indécision comporte aussi le danger de conduire les nations asiatiques non-communistes, notamment l'Asie du Sud-Est, à mettre en doute l'engagement du Vietnam en faveur des principes de l'ASEAN et à s'interroger sur la politique du Vietnam à l'égard de la Chine, ainsi que sur ses liens encore plus 'spéciaux' avec le Laos. Il est possible que les autres Etats devront apprendre à vivre avec cette bifurcation unique en son genre de la politique extérieure du Vietnam, surtout si le développement économique permet au pays de se renforcer sans abandonner ses convictions communistes.

Mais ce qui risque de nuire à l'insertion du Vietnam dans la région, ce sont les relations que le Vietnam maintient avec le Laos dit 'communiste'. Pour le meilleur ou pour le pire, et aussi folle que les Occidentaux et les Asiatiques non-communistes puissent trouver cette relation, les dirigeants communistes vietnamiens haut placés, particulièrement ceux qui s'occupent des renseignements et de la défense, y croient toujours dur comme fer. L'idée que le Laos puisse être neutre entre la Thaïlande, la Chine et le Vietnam ne vient guère à l'esprit des Vietnamiens. Que le Laos puisse être 'décommunisé' est aussi difficile à admettre pour beaucoup de dirigeants Vietnamiens que la 'décolonisation' le fut pour les Français au sujet de l'Indochine après 1945. Les stratèges communistes vietnamiens doivent néanmoins être très attentifs à bien traiter ce problème récent des « troubles » au Laos, qu'ils soient véritablement des manifestations politiques ou non.¹⁶ Car, une décision dite « internationaliste » d'envoyer au Laos une aide à ce petit frère rouge pouvait être interprétée très différemment non seulement pas l'Asie non-communiste mais aussi par la Chine communiste.¹⁷ Si le traité signé entre les partis communistes vietnamien et laotien en 1977 reste encore valable pour deux ans, le monde a radicalement changé depuis. Les Vietnamiens doivent tenir compte de ce fait et comprendre qu'une action « internationaliste » en Asie aujourd'hui, particulièrement au Laos, conduirait à leur isolement par l'ASEAN, la Chine communiste et sans doute l'Occident. Les communistes vietnamiens ne peuvent pas se permettre d'être à nouveau exclus de l'Asie.

Le contexte asiatique dans lequel les communistes vietnamiens vivent aujourd'hui n'est pas le même que celui qu'ils avaient connu pendant les années de guerre. Il va falloir beaucoup

¹⁶ 'Lao leader holds crisis meetings', *Far Eastern Economic Review*, (1^{er} 31 août 2000).

¹⁷ SETH MYDANS, 'An Indochina Flashback : Old Tremors Rock Laos', *New York Times*, (20 juillet 2000), <http://www.nytimes.com/library/world/asia/072000/laos-econ.html>.

d'imagination pour faire naviguer le bateau vietnamien dans ce nouveau monde asiatique. Ironiquement, le Vietnam communiste se trouve aujourd'hui dans la situation inverse de ce qu'elle avait été il y a 50 ans. Le communisme a disparu à Moscou et en Europe orientale. Ses relations avec la Chine sont encore loin d'être ce qu'elles avaient été en 1950. Enfin, le Vietnam communiste se trouve même faire partie d'un groupement régional non-communiste, capitaliste et opposés à l'expansion chinoise vers les Mers du Sud. Vu dans ce contexte plus large et sur la longue durée, la politique extérieure du Vietnam communiste demeure ambiguë en Asie. Curieusement, cinq ans après avoir tenté de faire partie de l'Asie du Sud-Est non-communiste, le Vietnam a récemment essayé de resserrer ses relations avec la Chine, le Laos et les anciens pays communistes de l'Europe orientale. A bien des égards, le Vietnam communiste n'a pas tout à fait trouvé sa place dans le monde, et même pas dans son 'propre monde', l'Asie.

Bibliographie

Le contexte asiatique de la guerre franco-vietnamienne (1945-1954)

Cette bibliographie est divisée thématiquement selon les quatre zones géographiques qui constituent la structure de cette thèse, c'est-à-dire : l'Indochine, l'Asie du Sud-Est, les Etrangers asiatiques et la Chine. Tous les livres mentionnés dans le texte consacrés à chacun des secteurs géographiques se trouvent dans les sections bibliographiques correspondantes ci-dessous. Pourtant, du fait du chevauchement de certaines sources consultées de même que de certaines régions étudiées, le lecteur trouvera quelques répétitions dans cette bibliographie.

Il disposera aussi d'une rubrique montrant les instruments de travail et les ouvrages plus généraux consacrés utilisés dans ce travail. Pour les sources d'archives utilisées dans ce travail, nous renvoyons le lecteur à notre section intitulée : « sources ». Dans cette thèse, par respect pour les noms de famille dans nombre de cultures asiatiques, nous avons mentionné en majuscules leur nom complet.

I. Instruments de travail

A. Bibliographies

CLAMMER, John R., 'French studies on the Chinese in Indochina : A bibliographical survey', *Journal of Southeast Asian Studies*, volume XII, no. 1, (mars 1981), pp. 15-26.

GAY, Bernard, *Bibliographie du Laos*, Paris, BEFEO, à paraître. Nous avons consulté la section intitulée : 'La bibliographie des ouvrages et articles sur le Laos publiés en langue vietnamienne de 1975 jusqu'à 1996'.

GUILLAUME, Xavier, 'Répertoire des thèses françaises concernant l'Asie du Sud-Est (1884-1977)', *Cahiers de l'Asie du Sud-Est*, no. 3, (1^{er} semestre 1978), pp. 23-87.

Inventaire des livres imprimés vietnamiens, 1960-1979, Paris, Bibliothèque nationale, 1987.

LAFONT, P-B., *Les recherches en sciences humaines sur le Laos : Actes de la Conférence Internationale, organisée à Vientiane les 7-10 décembre 1993*, Paris, Publications du Centre d'Histoire et Civilisations de la Péninsule indochinoise, 1994.

LAFONT, P-B., *Bibliographie du Laos, Tome I (1666-1961)*, Paris, PEFEO, 2^{ème} édition, 1978.

LAFONT, P-B., *Bibliographie du Laos, Tome II (1962-1975)*, Paris, PEFEO, 1978.

NGUYEN THE ANH, *Bibliographie critique sur les relations entre le Viet-Nam et l'Occident*, Paris, G.-P. Maisonneuve & Larose, 1967.

RUSCIO, Alain, *La première guerre d'Indochine, 1945-1954*, Bibliographie, Paris, Editions l'Harmattan, 1987.

Sách nhà xuất bản Quân Đội Nhân Dân, 1947-1997 [Publication des Editions de l'Armée populaire], Hanoi, NXBQĐND, 1997.

Tổng mục lục Tạp Chí Quốc Phòng Toàn Dân (4-1948—4-1998) » [Index général de la Revue de la Défense nationale »] Hanoi, NXBQĐND, 1998.

TRAN THI KIM SA, *Bibliography on Vietnam, 1954-1964/Thư tịch về Việt Nam, 1954-1964*, Saigon, National Institute of Administration, 1965.

B. Dictionnaires, ouvrages biographiques et répertoires

BARTKE, Wolfgang, *Biographical dictionary and analysis of China's party leadership, 1922-1988*, München, K.G. Saur, 1990.

Bộ Tổng Tham Mưu, *Từ điển Việt-Lào quân sự* [Dictionnaire militaire vietnamo-laotien], Hanoi, NXBQĐND, 1992.

CHALIAND, Gérard et Arnaud BLIN, *Dictionnaire de stratégie militaire des origines à nos jours*, Saint-Amand-Montrond (Cher), Librairie Académique Perrin, 1998.

Cơ Quan Chính Trị quân tình nguyện tại Cam-Pu-Chia, *Tự học tiếng Khơ-me* [Apprendre le khmer par soi-même], 1984.

Commandement et Chef en Indochine, État-Major, Inter-armées et des Forces Terrestres, 3ème Bureau, *Étude sur la Plaine des Joncs (1945-1952), croquis et photographies*, s.d.

CORVISIER, André, *Dictionnaire d'art et d'histoire militaires*, Paris, Presses Universitaires de France, 1988.

COURTOIS, Stéphane et Marc LAZAR, *Le communisme*, Paris, MA Editions, 1987.

DAO DUY ANH, *Giản yếu Hán-Việt từ điển* [Dictionnaire Han-Viet : Précis], Paris, NXB Minh Tân, 1950.

DE WITT WILLCOX, Cornélis, *A French-English military technical dictionary with a supplement containing recent military and technical terms*, Washington, Government Printing Office, 1917.

DUIKER, William, *Historical dictionary of Vietnam*, Lanham (EU), The Scarecrow Press, Inc., 2^{ème} édition, 1998.

GENIBREL, J.F.M., *Dictionnaire annamite-français*, Saigon, Imprimerie de la Mission à Tân Định 2^{ème} édition, 1898.

GOUIN, Eugène, *Dictionnaire vietnamien, chinois*, Saigon, IDEO, 1957.

LE DUY LUONG, *Từ điển Việt-Lào* [Dictionnaire vietnamien-laotien], Hanoi, NXBST, 1992.

NGUYEN Q. THANG et NGUYEN BA THE, *Từ điển nhân vật lịch sử Việt-Nam* [Dictionnaire des figures historiques du Vietnam], Hanoi, NXBKHXH, 1992.

STUART-FOX, Martin et Mary KOOYMAN, *Historical dictionary of Laos*, Asian Historical Dictionaries, no. 6, Londres, The Scarecrow Press, Inc., 1992.

Trung-Tâm Tinh-Báo Hồn-Hợp, *Tiểu sử và hình ảnh các nhân vật quan trọng trong ủy ban trung-ương MTDTGPMN [Mặt trận dân tộc giải phóng miền Nam]*, [Biographies et photographies des figures importantes dans le Comité central « Front national de libération du Sud »], deux volumes.

Từ điển bách khoa quân sự [Dictionnaire encyclopédique de l'armée vietnamienne], Hanoi, NXBQĐND, 1996.

U.S. Military Assistance Command, Vietnam, *VC/NVA terminology glossary*, deux volumes, 3^{ème} édition, préface datée du 8 juillet 1971.

C. Bibliographies et sources électroniques

Asia Source, Asia Society : <http://www.asiasource.org/news/>

Bibliography of Asian Studies : <http://bas.umdl.umich.edu/b/bas/> Ann Arbor, Michigan, site de l'Association of Asian Studies.

Cold War International History Project : <http://cwihip.si.edu/> The Woodrow Wilson Center, Washington, D.C.

Edwin Moise Vietnam War Bibliography : <http://hubcap.clemson.edu/~eemoise> Historien américain de la guerre franco-américaine. Université de Clemson, Georgia.

Indochina Center : <http://www.OCF.Berkeley.EDU/~sdenney/> The Indochina Center of the University of California, Berkeley.

Laos Virtual Library : <http://www.global.lao.net/laoVL.html>

Library of Congress (Etats-Unis) : <http://lcweb.loc.gov/catalog/> Bibliothèque nationale des Etats-Unis, Washington, D.C.

National Archives and Records Administration : <http://www.nara.gov/> Site pour les Archives nationales des Etats-Unis. Très utile pour chercher de nombreux fonds d'archives avant de se rendre sur place.

The New York Times on the Web : <http://www.nytimes.com/library/>

Online Computer Library Center : <http://www.oclc.org/oclc/menu/home1.htm> Moteur de recherche extrêmement utile pour chercher des articles et revues par auteur, sujet et thème.

Proquest : <http://www.bellhowell.infolearning.com/proquest/> Moteur de recherche très puissant pour chercher des articles et revues par auteur, sujet et thème.

The National Bureau of Asian Research : <http://www.nbr.org/> Centre de recherche et de bibliographies sur l'Asie, Seattle, Washington.

D. Documents officiels du Parti Communiste Vietnamien

Ban Nghiên Cứu Lịch Sử Đảng trực thuộc Ban Chấp Hành Trung Ương Đảng Lao Động Việt Nam, *Ba mươi lăm năm đấu tranh của Đảng, Tập II* [Les trente cinq ans de lutte du Parti, vol. II], Hanoi, NXBST, 1972.

Ban Nghiên Cứu Lịch Sử Đảng Trung Ương, *Những sự kiện Đảng, Tập I* [Les événements historiques du Parti, vol. I], Hanoi, NXBST, 1976.

Ban Nghiên Cứu Lịch Sử Quân Đội Nhân Dân thuộc Cục Chính Trị, *Lịch sử quân đội nhân dân Việt Nam* [Histoire de l'armée populaire du Vietnam], Hanoi, NXBQĐND, 1974.

Bộ Quốc Phòng, *Lịch sử cuộc kháng chiến chống thực dân Pháp, (1945-1954)* [Histoire de la résistance contre le colonialisme français (1945-1954)], Hanoi, NXBQĐND, 1994.

Cuộc kháng chiến thần thánh của nhân dân Việt Nam, Tập I-IV, [La résistance sacrée du peuple vietnamien, vols. I-IV], Hanoi, NXBST, 1960.

Đảng Cộng Sản Việt Nam Ban Chấp Hành Trung Ương, *Văn kiện Đảng về kháng chiến chống thực dân Pháp, Tập I, (1945-1950)* [Les documents du Parti concernant la résistance contre le colonialisme français, vol. I, (1945-1950)], Hanoi, NXBST, 1986.

Đảng Cộng Sản Việt Nam Ban Chấp Hành Trung Ương, *Văn kiện Đảng về kháng chiến chống thực dân Pháp, Tập II (1951-1954)* [Les documents du parti concernant la résistance contre le colonialisme français, vol. II, (1951-1954)], Hanoi, NXBST, 1988.

Đảng Lao Động Việt-Nam, *Ba mươi năm đấu tranh của Đảng, Tập I* [Trente ans de lutte, vol. I], s.l., Ban Tuyên Giáo Trung Ương và Ban Nghiên Cứu Lịch Sử Đảng, s.d.

HO CHI MINH, *Hồ Chí Minh : Toàn tập, 1945-1947* [Ho Chi Minh : Œuvres complètes, 1945-1947], Hanoi, NXBST, 1984.

Lịch sử Đảng cộng sản Việt Nam, Trích văn kiện Đảng, Tập I [Histoire du parti communiste vietnamien, extraits des documents du parti, volume I], Hanoi, NXB Sách Giao khoa Mác Lê-Nin, 1979.

Văn kiện Đảng về kháng chiến chống thực dân Pháp, Tập I, (1945-1950) [Documents du Parti sur la résistance contre le colonialisme français, volume I (1945-1950)], Hanoi, NXBST, 1986.

E. Documents officiels sur microfilm

Confidential U.S. State Department Central Files, Frederick, Maryland, University Publications of America (consulté) :

—Indochina : Internal Affairs, 1945-1949 (10 bobines)

—Indochina : Internal Affairs, 1950-1954 (44 bobines)

II. Journaux et Revues

Nous avons consulté des articles de presse et des études scolaires provenant des journaux et les revues suivantes. Nous n'avons pas effectué de dépouillements complets. Nous n'avons pas cité dans notre bibliographie les articles de presse de l'époque.

A. Journaux

Agence France Presse

The Australian

Bangkok Chronicle

Bangkok Post

Bangkok Tribune

Bình Minh

Chiến Khu

Chiến Thắng

Chroniques khmères

Cờ Giải Phóng

Công-Giáo Đông-Thịnh

Cửu Quốc

Đại Việt

Dân Chủ

Dân Thanh

Độc Lập

Echo du Vietnam (L')

Hải-Phòng

International Herald Tribune

La Jeunesse

La Patrie Lao

Liberty

Manila Times

Ngày Nay

Nhân Dân

Opinion-Impartial (L')

Quốc Gia

Rèn Luyện

Statesman

Suphap Burut

The Nation

Thái Bình Dương

Thông Tin

Tiếng Nói Miền Tây

Tiếng Súng Kháng Địch

Tin Lao

Vietnam News Service

B. Revues

Approches-Asie

Asian Journal of Political Science

Asian Survey

Bulletin of Concerned Asian Scholars

The China Quarterly

Diplomatic History

Etnofoor

Etudes polémologiques

Foreign Broadcast Information Service

France-Asie
France-Indochine
Guerres Mondiales et Conflits Contemporainse
Hérodote
Historia
Indochine
Indochine Sud-Est Asiatique
Indonesia
Journal Asiatique
Journal of Asian Studies
Journal of Contemporary Asia
Journal of Military History
Journal of Southeast Asian Studies
Journal of the South Seas Society
Modern Asian Studies
Nghiên Cứu Lịch Sử
Nghiên Cứu Đông Nam Á
Pacific Affairs
Péninsule
La Revue d'Histoire de la Deuxième Guerre Mondiale
La Revue Française d'Histoire d'Outre-mer
La Revue Historique des Armées
La Revue Maritime
Série Études et Documents Études Indochinoises
Sud-Est
Sud-Est Asiatique
Sự kiện và nhận chứng
Tạp Chí Cộng Sản
Tạp Chí Khoa Học

Tạp Chí Lịch Sử Đảng

Tạp Chí Lịch Sử Quân Sử

Tạp Chí Thương Mại

Tạp Chí Xưa và Nay

Tập San Sử Địa

Les Temps Modernes

Vietnam Commentary

The Vietnam Review

III. Ouvrages généraux

A. Approches, problématiques et historiographie

ARON, Raymond, *Introduction à la philosophie de l'histoire : Essai sur les limites de l'objectivité historique*, nouvelle édition, revue et annotée par Sylvie Mesure, Paris, Gallimard, 1986.

AYMARD, Maurice, et. al., *Lire Braudel*, Paris, Editions La Découverte, 1988.

BAYLIN, Bernard, 'La géohistoire de Braudel : une relecture critique', dans Jacques REVEL, *Fernand Braudel et l'histoire*, Paris, Hachette Littératures, 1999, pp. 73-80.

BRAUDEL, Fernand, *A history of civilizations*, New York, Penguin Books, traduit par Richard MAYNE, 1993.

BRAUDEL, Fernand, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV-XVIIème siècle: 1. Les structures du quotidien*, Paris, Librairie Armand Colin, 1979.

BRAUDEL, Fernand, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, livre I, Armand Colin Editeur, 9^{ème} édition, (Livre de Poche).

CAMROUX, David et Jean-Luc DOMENACH, *L'Asie retrouvée*, Paris, Editions du Seuil, 1997.

COURTOIS, Stéphane, et. al., *Le livre noir du communisme : Crimes, terreur, répression*, Paris, Robert Laffont, 1997.

DOSSE, François, *L'histoire en miettes : Des « Annales » à la « nouvelle histoire »*, Paris, Editions La Découverte, 1987.

EMMERSON, Donald K., 'Southeast Asia : What's in a name?', *Journal of Southeast Asian Studies*, vol. XV, no. 1, (mars 1984), pp. 1-21.

FARGE, Arlette, *Le goût de l'archive*, Paris, Editions du Seuil, 1989.

HENNINGER, Laurent, éd., *Histoire militaire et sciences humaines*, Paris, Editions Complexe, 1999.

- 'Indochine : guerre des socialismes, morts des peuples', dans *Les Temps Modernes*, no. 402, (janvier 1980), no. spécial.
- LACOSTE, Yves, *La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre*, Paris, Maspéro, 1976.
- LACOSTE, Yves, 'A l'angle de l'Asie : Le problème Vietnam-Cambodge', *Hérodote*, no. 49/70, (2^{ème} trimestre, 1988), pp. 3-20.
- LOMBARD, Denys, 'Networks and synchronisms in Southeast Asian History', *Journal of Southeast Asian Studies*, vol. 26, no. 1, (mars 1995), pp. 10-16.
- LOMBARD, DENYS, 'Une autre « Méditerranée » dans le Sud-Est Asiatique', *Hérodote*, no. 88, (1^{er} trimestre 1998), pp. 184-193.
- LOMBARD, Denys, *Le carrefour javanais, Essai d'histoire globale, I : Les limites de l'occidentalisation ; II : Les réseaux asiatiques ; III : L'héritage des royaumes concentriques*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1990.
- LOMBARD, Maurice, *Espaces et réseaux du haut moyen âge*, Paris-Le Haye, Le Savoir Historique 2, Mouton, 1972.
- MARIS PARIBATRA, 'For a greater cultural exchange between Asian nations', *Văn Hóa Á-Châu*, no. (avril 1958), pp. 78-81.
- NEPOTE, Jacques, 'Pour une reconstruction de l'histoire du Cambodge', *ASEMI*, vol. XV, nos. 1-4, (1984), pp. 69-101.
- NEPOTE, Jacques, 'Quelle histoire, pour quels Vietnamiens ?', *Péninsule*, 11/12, (1985-1986), pp. 7-26.
- NGUYEN THE ANH, 'Dans quelle mesure le XVIII^{ème} siècle a-t-il été une période de crise dans l'histoire de la péninsule indochinoise?', dans NGUYEN THE ANH et Alain FOREST, eds., *Guerre et paix en Asie du Sud-Est*, Paris, L'Harmattan, 1998, pp. 159-173.
- NGUYEN THE ANH, 'Quelques remarques sur l'état des études historiques sur le Vietnam', *Approches-Asie*, no. 15, (1997), pp. 3-15.
- NGUYEN THE ANH et Alain FOREST, eds., *Guerre et paix en Asie du Sud-Est*, Paris, L'Harmattan, 1998.
- NOIRIEL, Gérard, *Qu'est-ce que l'histoire contemporaine ?* Paris, Hachette, 1998.
- 'Qui finance les révolutions?', *Historia*, (mars 2000), no. thématique.
- REVEL, Jacques, *Fernand Braudel et l'histoire*, Paris, Hachette Littératures, 1999.
- REYNOLDS, Craig J., 'A New Look at Old Southeast Asia', *Journal of Southeast Asian Studies*, vol. 54, no. 2, (mai 1995), pp. 419-446.
- SANJAY SUBRAHMANYAM, 'Connected histories : Notes towards a reconfiguration of early modern Eurasia', *Modern Asian Studies*, vol. 31, no. 3, (1997), pp. 735-762.
- SMITH, Ralph, 'The Vietnam war 'from both sides' : The crisis of 1967-68 in perspective', intervention faite lors de la conférence de l'*Association of Asian Studies*, (mars 1998).

- SMITH, Ralph, 'Visions of the future : East Asia in 1943 and 1993', intervention faite à l'occasion de la *The Fourth Huang Hsing Foundation Distinguished Lecture in Asian Studies*, Asian Studies College, St Antony's College, University of Oxford, (1^{er} 4 novembre 1997), pp. 1-32.
- SOUTHGATE, Beverley, *History : What & why : Ancient, modern, and postmodern perspectives*, Londres, Routledge, 1996.
- SUMMERS, Harry G., Jr., *On strategy: A critical analysis of the Vietnam War*, Novato [Etats-Unis], Presidio Press, 2^{ème} édition, 1995.
- TERTRAIS, Hugues, 'Enjeux : Un état des recherches sur l'histoire du Vietnam', *Vingtième Siècle*, (octobre-décembre 1993), pp. 97-113.
- WANG GUNGWU, *Community and nation : Essays on Southeast Asia and the Chinese*, Kuala Lumpur, Heinemann Educational Books (Asia) Ltd., 1981.
- WANG GUNGWU, 'Allies and friends : Culture in Asia-Pacific state relations', *Asian Journal of Political Science*, vol. 5, no. 2, (décembre 1997), pp. 23-36.
- WOLTERS, O.W., *History, culture, and region in Southeast Asian perspectives*, Singapour, Institute of Southeast Asian Studies, 1982.
- WANG GUNGWU, *Community and nation : China, Southeast Asia and Australia*, Sydney, Allen and Unwin, 2^{ème} édition, 1992.

B. Contexte historique

- BENICHOU, Marcel, 'Communism and nationalism : The « different » communism', *Vietnam Commentary*, no. 15, (mai-juin 1990), pp. 8-11.
- BENICHOU, Marcel, 'Communisme et nationalisme', dans *Ho Chi Minh : L'Homme et son héritage*, Paris, Đường Mới/La voie nouvelle, (1990), pp. 117-150.
- BENICHOU, Marcel, *Une destruction d'idées reçues : Le Vietnam (1972-1982)*, Montpellier, Université de Paul Valéry, 1986, thèse de doctorat ès-lettres.
- Bộ Quốc Phòng, *Phong trào Nam Tiến, (1945-1946)*, [Mouvement vers le Sud], Hanoi, NXBQĐND, 1997.
- BOUDAREL, Georges, 'L'extrême-gauche asiatique et le mouvement national vietnamien (1905-1925)', dans Pierre BROCHEUX, *Histoire de l'Asie du Sud-Est : Révoltes, réformes, révolutions*, Paris, Presses Universitaires de Lille, 1981, pp. 165-92.
- BUI XUAN QUANG, 'L'Asie en guerre', *Etudes polémologiques*, no. 52, (avril 1989), pp. 5-148.
- CHEN CHING-HO, 'Les « missions officielles dans les Ha châu » ou « Contrées méridionales » de la première période des Nguyen', *Bulletin de l'Ecole française d'Extrême-Orient*, tome 81, (1994), pp. 101-149.
- 'The Cold War in Asia', *Bulletin Cold War International History Project*, no. spécial, (hiver 1995-1996), pp. 232-265.

- FOREST, Alain, *Les missionnaires français au Tonkin et au Siam XVIIe-XVIIIe siècles : Analyse comparée d'un relatif succès et d'un total échec*, Paris, L'Harmattan, 1998, trois volumes.
- FRANCHINI, Philippe, *Les guerres d'Indochine*, Paris, Pygmalion, 1988, 2 tomes.
- GOSCHA, Christopher E., 'Entremêlements sino-vietnamiens : Réflexions sur le Sud de la Chine et la révolution vietnamienne entre les-deux-guerres', *Approches-Asie*, no. 16, (1999), pp. 81-108.
- KHIN SOK, *Le Cambodge entre le Siam et le Vietnam (de 1775 à 1860)*, Paris, EFEO, 1991.
- LI TANA, *Nguyen Cochinchina : Southern Vietnam in the Seventeenth and Eighteenth centuries*, Ithaca, Southeast Asia Program Publications, 1998.
- MURRAY, Dian H., *Pirates of the South China coast, 1790-1810*, Stanford, Stanford University Press, 1987.
- NGUYEN THE ANH et Alain FOREST, éd., *Guerre et paix en Asie du Sud-Est*, Paris, L'Harmattan, 1998.
- NGUYEN THE ANH, 'Asie du Sud-Est', dans ROTERMUND, Hartmut O., et. al., *L'Asie orientale et méridionale aux XIXe et Xxe siècles*, Paris, Nouvelle Clio, PUF, 1999, pp. 313-405.
- QUINN-JUDGE, Sophie, 'Ho Chi Minh : New perspectives from the Comintern files', *Viet Nam : Sources et approches*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 1996, pp. 172-87.
- RUSCIO, Alain, *Dien Bien Phu, La fin d'une illusion*, Paris, L'Harmattan, 1986.
- TRANKELL, Ing-Britt et Laura SUMMERS, *Facets of power and its limitations: Political cultural in Southeast Asia*, Uppsala, Uppsala Studies in Cultural Anthropology, 1998.
- VINH SINH, ed., *Phan Bội Châu and the Đông-Du movement*, New Haven, The Lac-Viet series, no. 8, 1988.
- WOODSIDE, Alexander Barton, *Vietnam and the Chinese model : A comparative study of Vietnamese and Chinese government in the first half of the Nineteenth century*, Cambridge, Harvard University Press, 2^{ème} édition, 1988.

C. La comparaison chinoise et sud-est asiatique

- CHEN YUNG-FA, 'The blooming poppy under the red sun : The Yan'an way and the opium trade', dans Tony SAICH et Hans VAN DE VEN, éd., *New perspectives on the Chinese communist revolution*, New York, M.E. Sharp, 1995, pp. 263-298.
- CRIBB, Robert, 'Opium and the Indonesian Revolution', *Modern Asian Studies*, vol. 22, no. 4, (1988), pp. 701-722.
- CRIBB, Robert, 'Political Dimensions of the Currency Question 1945-1947', *Indonesia*, no. 31, (1981), pp. 113-136.
- CRIBB, Robert, *Gangsters and revolutionaries : The Jakarta people's militia and the Indonesian revolution, 1945-1949*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1991.

- GUILLERMAZ, Jacques, *Le parti communiste chinois au pouvoir 1949-1972*, Paris, Payot, 1972.
- KAMPEN, Thomas, *Mao Zedong, Zhou Enlai and the evolution of the Chinese communist leadership*, Copenhagen, NIAS, 2000.
- MACFARQUHAR, Roderick, éd., *The politics of China : The eras of Mao and Deng*, Cambridge, University of Cambridge Press, 2^{ème} édition, 1997.
- MARGOLIN, Jean-Louis, 'Chine : Une longue marche dans la nuit', dans Stéphane COURTOIS, et. al., *Le livre noir du communisme : Crimes, terreur, répression*, Paris, Robert Laffont, 1997, pp. 497-597.
- PEPPER, Suzanne, *Civil war in China : The political struggle, 1945-1949*, New York, Rowman & Littlefield Publishers, Inc., 2^{ème} édition, 1999.
- SAICH, Tony and Hans VAN DE VEN, eds. *New perspectives on the Chinese communist revolution*, New York, M.E. Sharp, 1995.
- SCALAPINO, Robert A., éd., *The communist revolution in Asia : Tactics, goals, and achievements*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, Inc., 1965.
- TWANG PECK YANG, *The Chinese business elite in Indonesia and the transition to independence, 1940-1950*, Kuala Lumpur, Oxford University Press, 1998.
- WOODSIDE, Alexander Barton, 'Nationalism and poverty in the breakdown of Sino-Vietnamese relations', *Pacific Affairs*, no. 3, vol. 52, (automne 1979), pp. 381-409.
- WOODSIDE, Alexander Barton, *Vietnam and the Chinese model : A comparative study of Vietnamese and Chinese government in the first half of the Nineteenth century*, Cambridge, Harvard University Press, 2^{ème} édition, 1988.

D. « L'intérieur » : Le Vietnam en guerre

- AGERON, Charles-Robert et Philippe DEVILLERS, eds., *Les guerres d'Indochine de 1945 à 1954, Les Cahiers de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, no. 34, (June 1996), no. spécial.
- BODINIER, Gilbert, *Indochine, 1947: Règlement politique ou solution militaire, Textes et documents*, Vincennes, SHAT, 1989.
- Bộ Phần Thượng trực Ban Nghiên Cứu, Tổng Kết Lịch Sử Công An Nhân Dân Phía Nam, *Công An Nam Bộ trong kháng chiến chống thực dân Pháp xâm lược* [La police du Nam Bo pendant la résistance contre le colonialisme envahisseur français], [Hanoi ?], NXB Công An Nhân Dân, 1993.
- Bộ Quốc Phòng, *Lịch sử kháng chiến chống thực dân Pháp, (1945-1954)* [Histoire de la résistance contre le colonialisme français (1945-1954)], Hanoi, NXBQĐND, 1994.
- Bộ Quốc Phòng, *Thống kê các chiến dịch trong kháng chiến chống Pháp, kháng chiến chống Mỹ* [Statistiques des batailles de la résistance anti-française et anti-américaine], vol. I, Hanoi, Viện Lịch Sử Quân Sự Việt Nam, 1993.

- Bộ Tổng Tham Mưu, *Lịch sử Bộ tổng tham mưu trong kháng chiến chống Pháp (1945-1954)* [Histoire de l'Etat-Major général pendant la résistance contre la France], Hanoi, Bộ Tổng Tham Mưu, 1991.
- Bộ Tư Lệnh Quân Khu 9, *Quân khu 9 : 30 năm kháng chiến (1945-1975)* [La zone de guerre 9 : 30 ans de résistance (1945-1975)], Hanoi, NXBQĐND, 1996.
- BROCHEUX, Pierre, 'L'économie de résistance vietnamienne, 1945-1954', dans Charles-Robert AGERON and Philippe DEVILLERS, eds., *Les guerres d'Indochine de 1945 à 1954, Les Cahiers de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, no. 34, (June 1996), pp. 77-94.
- BUI TIN, 1945-1999, *Vietnam, La face cachée du régime*, Paris, Editions Kergour, 1999, préface de Jean LACOUTURE, traduit par Marc BLOCH à partir de la version anglaise, traduite du vietnamien par Judy STOWE.
- CHANDA, NAYAN, *Brother enemy : The war after the war*, Orlando, Harcourt Brace Jovanovich, 1986.
- CHASSIN, L.M., *Aviation Indochine*, Paris, Amiot Dumont, 1954.
- Chiến thắng Điện Biên Phủ, Ký sự* [La bataille victorieuse de Dien Bien Phu : Chronique historique], Hanoi, NXBQĐND, 1964, vols. I-II.
- COGAN, Charles G., 'L'attitude des Etats-Unis à l'égard de la guerre d'Indochine', dans Maurice VAISSE, (sous la direction de), *L'armée française dans la guerre d'Indochine*, Paris, Editions Complexe, 2000, pp. 51-88.
- Cuộc kháng chiến thần thánh của nhân dân Việt Nam, Tập I-IV*, [La résistance sacrée du peuple vietnamien, vols. I-IV], Hanoi, NXBST, 1960.
- DESPUECH, Jacques, *Le trafic des piastres*, Paris, La Table Ronde, 1953.
- DEVILLERS, Philippe, *Paris-Saigon-Hanoi : Archives de la guerre, 1944-1947*, Paris, Editions Gallimard, 1988.
- DEVILLERS, Philippe et Jean LACOUTURE, *End of a War : Indochina 1954*, New York, Frederick A. Praeger, 1969.
- DEVILLERS, Philippe, *Histoire du Viet-Nam de 1940 à 1952*, Paris, Éditions du Seuil, 1952.
- DUIKER, William J., *Communist road to power in Vietnam*, Boulder, Westview Press, 1981.
- Essential Matters : A History of the Cryptographic Branch of the People's Army of Viet-Nam, 1945-1975*, traduit par David W. GADDY, publié dans la série *United States cryptologic history*, Special Series, no. 5, Center for Cryptologic History, National Security Agency, [Etats-Unis], 1994.
- FALL, Bernard B., *Hell in a very small place : The siege of Dien Bien Phu*, New York, De Capo Press Inc., 1966.
- FALL, Bernard, *Le Viet-Minh: La République démocratique du Viet-Nam (1945-1960)*, Librairie FNSP, 1960.

- GRAS, Yves, *Histoire de la guerre d'Indochine*, Paris, Editions Denoël, 2^{ème} édition, 1992.
- GUILLEMOT, François, 'Réflexions sur l'existence du mouvement nationaliste vietnamien : Le cas du Đại Việt (années 1940-1950)', Paris, EPHE (IVème section), DEA, 1998.
- Hậu cần chiến dịch trong kháng chiến chống thực dân Pháp (1945-1954)* [Service de l'arrière aux batailles durant la résistance contre le colonialisme français], Hanoi, NXBQĐND, 1994.
- Hội Đồng Biên Soạn Lịch Sử Nam Trung Bộ Kháng Chiến, *Nam Trung Bộ kháng chiến 1945-1975* [La résistance dans le Trung Bo méridional, 1945-1975], Hanoi, NXB Chính Trị Quốc Gia, 1995, 2^{ème} édition, révisée et augmentée.
- Hồi ký Trường Sơn* [Souvenirs de la cordillère annamite], Hanoi, NXB Hội Nhà Văn, 1994.
- KARNOW, Stanley, *Vietnam : A History*, New York, Viking, 1983.
- KOBURGER, Charles W., Jr. *The French navy in Indochina: Riverine and coastal forces, 1945-1954*, New York: Praeger, 1991.
- LABRUHE, J., 'Dragage d'Indochine', *La Revue Maritime*, (avril 1947), p. 468.
- LE GIAN, *Những ngày sóng gió : Hồi ký* [Les jours de tempête : Mémoires], Hanoi, NXBTN, 1985.
- LE TRONG TAN, *Từ Đông Quân đến Điện Biên, Hồi ức*, [De Dong Quan jusqu'à Dien Bien, Souvenirs], Hanoi, NXBQĐND, 1994.
- LE VAN HIEN, *Nhật ký của một bộ trưởng* [Journal d'un ministre], Danang, NXB NXB Đà Nẵng, 1995, vols. I-II.
- Lịch sử bộ đội thông tin liên lạc quân khu 7, Miền Đông Nam Bộ (1945-1995)* [Histoire des troupes de liaison de la zone de guerre 7, L'Est du Nam Bo (1945-1995)], Hanoi, NXBQĐND, 1995.
- Lịch sử Sài Gòn, Chợ Lớn, Gia Định kháng chiến (1945-1975)* [Histoire de la résistance à Saigon, Cholon, Gia Dinh (1945-1975)], Saigon, NXBTPHCM, 1994.
- LOCKHART, Greg, *Nation in arms : The origins of the People's army of Vietnam*, Sydney, Allen and Unwin, 1989.
- MARR, David G., *Vietnam 1945 : The quest for power*, Berkeley: University of California Press, 1995.
- MARR, David G., 'Was there a peaceful window of opportunity in Vietnam, August-September 1945?', dans Peter DENNIS, *1945: War and peace in the Pacific*, Canberra, Australian War Memorial, 1999, pp. 106-126.
- NAVARRE, Henri, *Agonie de l'Indochine (1953-1954)*, nouvelle édition, Paris, Librairie Plon, 1956.

- Nghệ An : Lịch sử kháng chiến chống thực dân Pháp xâm lược, (1945-1954)* [Nghệ An : Histoire de la résistance contre l'invasion du colonialisme français, (1945-1954)], Bộ Chỉ Huy Quân Sự Tỉnh Nghệ An, 1997.
- NGUYEN HUNG, *Nguyễn Bình : Huyền thoại và sự thật* [Nguyen Binh : Mythe et réalité], Hanoi, NXB Văn Học, 1995.
- NGUYEN THE ANH, *Monarchie et fait colonial au Viet-Nam (1875-1925) : Le crépuscule d'un ordre traditionnel*, Paris, L'Harmattan, 1992.
- NGUYEN TIEN LANG, *Les Vietnamiens : I, Les chemins de la révolte*, Paris, Amiot/Dumont, 1953.
- PATTI, Archimedes, *Why Vietnam ? Prelude to America's albatross*, Berkeley, University of California Press, 1980.
- PHAM DUY, *Hồi ký thời cách mạng kháng chiến* [Mémoires de la révolution et de la résistance], PDC Musical Productions, 1989.
- PHAN HOANG, *Phỏng vấn các tướng lĩnh Việt Nam, Tuyển tập* [Entretiens avec des généraux vietnamiens, œuvres sélectionnées], Hanoi, NXB Trẻ, 1998, volumes 1-3.
- PIKE, Douglas, *PAVN : People's army of Vietnam*, London, Brassey's Defence Publishers, 1986.
- Quân khu 4 : Lịch sử kháng chiến chống thực dân Pháp xâm lược (1945-1954)* [Zone de guerre 4 : Histoire de la résistance contre l'invasion du colonialisme français], Hanoi, NXBQĐND, 1990.
- SABATTIER, Gabriel, *Le destin de l'Indochine : Souvenirs et documents, 1941-1951*, Paris, Librairie Plon, 1952.
- SMITH, Ralph B., 'China and Southeast Asia : The revolutionary perspective, 1951', *Journal of Southeast Asian Studies*, no. 1, vol. XIX, (mars 1988), pp. 97-110.
- SMITH, R.B., *An international history of the Vietnam war : Revolution versus containment, 1955-1961*, New York, St. Martin's Press, 1983.
- SMITH, R. B., 'The Japanese period in Indochina and the coup of 9 March 1945', *Journal of Southeast Asian Studies*, no. 2, vol. IX, (September 1978), pp. 268-301.
- SONG HAO, *Về những vấn đề công tác chính trị* [Au sujet des questions de travail politique], Hanoi, NXBQĐND, 1975.
- Sư đoàn 304* [La 304^{ème} division], vol. I, Hanoi, NXBQĐND, 1980.
- TONNESSON, Stein, 'The outbreak of war in Indochina 1946', Oslo, International Peace Research Institute, thèse, 1982.
- TONNESSON, Stein, 1946, *Le déclenchement de la guerre d'Indochine : Les vèpres tonkinoises du 19 décembre*, Paris, L'Harmattan, 1987.

Trận đánh ba mươi năm : Ký sự lịch sử [Trente ans de bataille : Chronique historique], volume I, Hanoi, NXBQĐND, 1983.

TRINQUIER, Roger, *Le temps perdu*, Paris, Albin Michel, 1978.

TURLEY, William S., 'Thai-Vietnamese Rivalry in the Indochina Conflict', dans Lawrence E. GRINTER and Young Whan KIHIL, (éds.), *East Asian conflict zones : Prospects for regional stability and de-escalation*, New York, St. Martin's Press, 1987, pp. 149-76.

TURLEY, William S., 'Vietnam/Indochina : Hanoi's challenge to Southeast Asian regional order', dans Young Whan KIHIL and Lawrence E. GRINTER (eds.), *Asian - Pacific Security : Emerging challenges and responses*, Boulder, Colorado: Westview Press, 1986, pp. 177-200.

TURLEY, William S., 'Vietnam's strategy for Indochina and security in Southeast Asia', Young Whan KIHIL and Lawrence E. GRINTER (éds.), *Security, strategy, and policy responses in the Pacific rim*, Boulder, Colorado, Lynne Rienner Publishers, 1989.

TURLEY, William S., éd., *Vietnamese communism in Comparative Perspective*. Boulder: Westview Press, 1980.

VAISSE, Maurice (sous la direction de), *L'armée française dans la guerre d'Indochine*, Paris, Editions Complexe, 2000.

VESIN, Dominique, 'Les ambiguïtés de la mise en place de structures étatiques dans un contexte de guerre : Le cas de l'émission monétaire en République démocratique du Vietnam de la prise du pouvoir au lendemain de la création de la Banque nationale (1945-1953)', *Série Études et Documents Études Indochinoises*, IV, (mai 1995), pp. 97-109.

VO NGUYEN GIAP, *Chiến đấu trong vòng vây, Hồi ức* [Lutter dans une situation d'encerclement : Souvenirs], Hanoi, NXBQĐND, 1995.

VUONG THUA VU, *Trưởng thành trong chiến đấu : Hồi ký* [Mûri dans la lutte : Mémoires], Hanoi, NXBQĐND, 1979.

ZERVOUDAKIS, Alexander, 'L'adaptation des services de renseignements', dans Maurice VAISSE, (sous la direction de), *L'armée française dans la guerre d'Indochine*, Paris, Editions Complexe, 2000, pp. 199-231.

ZERVOUDAKIS, Alexander, '*Nihil mirare, nihil contemptare, omnia intelligere* : Franco-Vietnamese intelligence in Indochina, 1950-1954', *Intelligence and National Security*, vol. 13, no. 1, (printemps 1998), pp. 195-231.

E. Thèses et études inédites

BOURDEAUX, Pascal, 'Le mouvement Hòa Hảo, (1920-1955) : Etude d'une secte du bouddhisme rénové dans le Viet Nam méridional, Paris, EPHE, IVème section, DEA, septembre 1998.

BRADLEY, Mark Philip, 'Imagining Vietnam and America : Vietnamese radicalism, the United States and the cultural construction of the Cold War, 1919-1950', Cambridge, thèse, Université d'Harvard, 1995.

- CALKINS, Laura Marie, 'Sino-Viet Minh relations, 1948-1952', Londres, thèse, Université de Londres, SOAS, 1990.
- EFIMOVA, L.M., 'Towards the establishment of diplomatic relations between the USSR and the Republic of Indonesia, 1947-1948', intervention présentée lors de la *EUROSEAS Conference*, Hambourg, (septembre 1998).
- FALL, Bernard, 'Political development of Viet-Nam, VJ-Day to the Geneva cease-fire', thèse, Graduate School of Syracuse University, October 1954.
- FOSTER, Anne L., 'Alienation and cooperation : European, Southeast Asian, and American perceptions of anti-colonial rebellion, 1919-1937', Ithaca, thèse, Unité de Cornell, 1995.
- GOSCHA, Christopher E., *Indochinese past perfect : Communist Vietnam's revolutionary historiography on Laos (1975-1995)*, intervention faite lors de la 7^{ème} « International Conference on Thai Studies », les 4-8 juillet 1999, Amsterdam, Pays-Bas.
- GUILLEMOT, François, 'Réflexions sur l'existence du mouvement nationaliste vietnamien : Le cas du Đại Việt (années 1940-1950)', Paris, EPHE (IV^e section), DEA, 1998.
- GUNN, Geoffrey Charles, 'Road through the mountains : The origins of nationalism and communism in Laos, 1930-1954', Melbourne, thèse, Monash University, 1985.
- IVARSSON, Soren, 'Bringing Laos into existence : Laos between Indochina and Siam, 1860-1945', Copenhague, thèse, Université de Copenhague, février 1999.
- JOHNSEN, Inge, *La reconnaissance de la République populaire de Chine par la France en 1964*, Hosten, Mémoire de maîtrise, Université d'Oslo, 1999.
- LE DINH THONG, 'Les « relations spéciales » en Indochine', Nanterre, thèse, Université de Nanterre, Paris X, 1994.
- MALANDRI, Pierre, 'Le moral de la Légion étrangère dans la guerre d'Indochine', Paris, Mémoire de maîtrise d'Histoire, Université de Paris X, Nanterre, octobre 1995.
- MISRA-BESNARD Kamakshi, 'Le mouvement nationaliste en Inde. Le cas de Chandernagor : Le premier maillon de la décolonisation française, 1905-1952', Nantes, thèse, Université de Nantes, 1998, deux volumes.
- MURDOCH, John B., *Transnationalism across the Mekong : The formation and period of exile of the Lao Issara*, (décembre 1972), papier inédit.
- NGOC-DIEP THI TRINH, 'Indonesia's Foreign Policy toward Vietnam', Ithaca, thèse, Université de Cornell, 1995,
- NIKSCH, Larry Allen, 'United States foreign policy in Thailand's World War II peace settlements with Great Britain and France', Washington, D.C., thèse, Université de Georgetown, 1976.
- QUINN, Kenneth Michael, 'The origins and development of radical Cambodian communism', Baltimore, thèse, Université de Maryland, 1982.
- QUINN-JUDGE, Sophie, 'The return of Nguyen Ai Quoc : The path to the eighth plenum', intervention faite au colloque : « Moving beyond the war : New directions in the study of Vietnam », Université de Pennsylvanie, (le 31 mars au 1 avril 2000).

- REYERS, Robert, 'Phetsarath et le Lao Issara : Une étude des débuts du nationalisme au Laos', Amsterdam, Mémoire de maîtrise, Université d'Amsterdam, 1989.
- SKINNER, George William, 'A study of Chinese community leadership in Bangkok, together with an historical survey of Chinese society in Thailand', Ithaca, thèse, Université de Cornell, 1954.
- TONNESSON, Stein, 'The outbreak of war in Indochina 1946', Oslo, thèse, International Peace Research Institute, 1982.
- TREGLODE, Benoît (de), '« Héros nouveau » et « combattant d'émulation » en République démocratique du Viet Nam, 1948-1964', Paris, thèse, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1999, deux tomes.
- YANG KUISONG, 'Mao Zedong and the war in Indochina', intervention faite lors de l'« International Workshop on New Evidence on China, Southeast Asia and the Vietnam War », Hong Kong, les 11-12 janvier 2000,
- YANG KUISONG, 'Mao Zedong and the war in Indochina', intervention faite lors de l'« International Workshop on New Evidence on China, Southeast Asia and the Vietnam War », Hong Kong, les 11-12 janvier 2000.

IV. Le Contexte asiatique de la guerre franco-vietnamienne

A. Le contexte indochinois de la guerre

1. Généralités sur le Laos et le Cambodge

- Bộ Quốc Phòng, *Lịch sử cuộc kháng chiến chống thực dân Pháp, (1945-1954)* [Histoire de la résistance contre le colonialisme français (1945-1954)], Hanoi, NXBQĐND, 1994.
- BUI XUAN QUANG, *La troisième guerre d'Indochine, 1975-1999 : Sécurité et géopolitique en Asie du Sud-Est*, Paris, L'Harmattan, 2000.
- CAO XUAN PHO, et. al., *Văn hóa ba nước Đông Dương* [La culture des trois pays de l'Indochine], Hanoi, NXB Văn Hóa, 1992.
- CHANDA, NAYAN, *Brother enemy : The war after the war*, Orlando, Harcourt Brace Jovanovich, 1986.
- DISCHAMPS, J.M., *Tam tam sur le Mékong : Avec les guérillas laotiennes*, Saigon, S.I.L.I., 1948.
- GOSCHA, Christopher E., *Indochinese past perfect : Communist Vietnam's revolutionary historiography on Laos (1975-1995)*, intervention faite lors de la 7^{ème} « International Conference on Thai Studies », les 4-8 juillet 1999, Amsterdam, Pays-Bas.
- GOSCHA, Christopher E., *Vietnam or Indochina ? Contesting concepts of space in Vietnamese nationalism (1885-1954)*, Copenhagen, NIAS, 1995.
- HEMERY, Daniel, 'Inconstante Indochine ... L'invention et les derives d'une catégorie géographique', *Revue française d'Histoire d'Outre-Mer*, nos. 326-327, tome 87, (1^{er} semestre, 2000), pp. 137-158.

- HOANG VAN THAI, 'Về quan hệ hợp tác đặc biệt giữa ba dân tộc Đông Dương' [Au sujet des relations spéciales de coopération entre les trois pays d'Indochine], *Tạp Chí Cộng Sản*, (janvier 1982), pp. 11-15.
- LE DINH THONG, 'Les « relations spéciales » en Indochine', Nanterre, thèse, Université de Nanterre, Paris X, 1994.
- MORRIS, Stephen J., *Why Vietnam invaded Cambodia: Political culture and the causes of war*, Stanford, Stanford University Press, 1999.
- NATTAWUT SUTTHISONGKHRAM, *Nai Khuang Aphaiwong kap Phak Prachathipatai* [Nai Khuang Aphaiwong et le parti démocrate], Bangkok, Rangsin, 1979.
- PHAM NGUYEN LONG, éd., *Hòa hợp dân tộc ở Việt Nam, Lào, Campuchia* [Concorde nationale entre le Laos, le Cambodge et le Vietnam], Hanoi, NXBKHXH, 1991.
- PHAM SANG, 'Chủ tịch Hồ Chí Minh và đường cách mạng giải phóng dân tộc ở các nước Đông Dương' [Président Ho Chi Minh et le chemin révolutionnaire de la libération nationale de l'Indochine], *Tạp Chí Lịch Sử Đảng*, no. 1, (1993), pp. 11-15.
- PHAN THUONG HIEN, 'Về quy luật liên minh ba nước Đông Dương' [Au sujet de la loi d'alliance entre les trois pays indochinois], *Tạp Chí Cộng Sản*, no. 2, (février 1987), pp. 97-102.
- PHUONG-LAN, *Nhà cách mạng Tạ Thu Thâu, 1906-1945* [Le révolutionnaire Ta Thu Thau], Saigon, Nhà Sách Khai-Trí, 1973.
- ROLLAND, Pierre, *Contre guérilla*, Paris, Editions Louvoi, 1956.
- SUCHIN TANTIKUN, *Ratthaprahan PS 2490* [Le coup de 1947], Bangkok, Samakhom Sangkhomsat Haeng Prathet Thai, 1972.
- TONGAS, Gérard, *J'ai vécu dans l'enfer communiste au Nord Viêt-Nam et j'ai choisi la liberté*, Paris, Nouvelles Editions Debresse, 1960.
- TRINH DINH KHAI, *Décolonisation du Viet Nam : Un avocat témoigne*, Paris, Editions l'Harmattan, 1994.
- TRINH VAN THAO, *L'école française en Indochine*, Paris, Karthala, 1995.
- TRUONG CHINH, 'On Kampuchea', *Vietnam News Agency*, (le 24 novembre 1979), dans *FBIS*, (le 28 novembre 1979), pp. K6-K8.
- VO NGUYEN GIAP, *Đường tới Điện Biên Phủ* [Le chemin se dirigeant vers Dien Bien Phu], Hanoi, NXBQĐND, 1999.
- WOODSIDE, Alexander Barton, *Vietnam and the Chinese model: A comparative study of Vietnamese and Chinese government in the first half of the Nineteenth century*, Cambridge, Harvard University Press, 1988, 2^{ème} édition.
- WOODSIDE, Alexander Woodside, 'Nationalism and the poverty in the breakdown of Sino-Vietnamese relations', *Pacific Affairs*, no. 3, vol. 53, (automne 1979), pp. 381-409.

2. Le Laos

ADAMS, Nina S. et Alfred W. McCOY, eds., *Laos : War and revolution*, New York, Harper and Row, 1970.

Autobiography of prince Souphanouvong, Kuala Lumpur, Malaysia Mining Corporation Berhad, 1989.

BANK, Aaron, *From OSS to green berets*, New York, Pocket Books, 1986.

Bộ Tổng Tham Mưu, *Lịch sử Bộ tổng tham mưu trong kháng chiến chống Pháp (1945-1954)* [Histoire de l'Etat-Major général pendant la résistance contre la France], Hanoi, Bộ Tổng Tham Mưu, 1991.

'Brief biography and revolutionary activities of comrade Kaysone Phomvihane', *Pasason*, (le 13 décembre 1990), traduit en anglais dans *Foreign Broadcast Information Service, Southeast Asia*, (le 3 janvier 1991), p. 52.

BROWN, MacAlister et Joseph J. ZASLOFF, *Apprentice revolutionaries : The communist movement in Laos, 1930-1985*, Stanford [E.U.], Hoover Institution Press, 1986.

CAPLY, Michel [Jean DEUVE], 'Le Japon et l'indépendance du Laos (1945)', *Revue d'Histoire de la Deuxième Guerre Mondiale*, (1971), pp. 67-82.

CAPLY, Michel [Jean DEUVE], *Guérilla au Laos*, Paris, Presses de la Cité, première édition, 1966.

Chiến thắng Điện Biên Phủ, Ký sự [La bataille victorieuse de Dien Bien Phu : Chronique historique], Hanoi, NXBQĐND, 1964, vols. I-II.

CREVECŒUR (de), Jean Boucher, *La libération du Laos, 1945-1946*, Vincennes, SHAT, 1985.

DANG BICH HA, et al., *Lược sử nước Lào* [Une esquisse historique du Laos], Hanoi, NXBKHXH, 1978.

DAO VAN TIEN, 'Tình cảm Việt-Lào và ước mơ của đoàn quân Tây Tiến' [Les sentiments vietnamo-laotiens et le rêve du groupement militaire « mouvement vers l'Ouest], *Tạp Chí Khoa Học*, (1991), [no. spécial consacré aux relations vietnamo-laotienne], p. 51.

DEUVE, Jean, '1947-1948 : La lutte contre le Vietminh au Siam. Une opération d'agit-prop', *Guerres Mondiales et conflits contemporains*, no. 176, (1994), pp. 21-38.

DEUVE, Jean, *Guérilla au Laos*, Paris, Editions L'Harmattan, 2^{ème} édition, 1997.

DEUVE, Jean, *Le Laos, 1945-1949, Contribution à l'histoire du mouvement Lao Issala*, Montpellier, Université de Paul Valéry, s.d.

DEUVE, Jean, *Le royaume du Laos 1949-1965 (Histoire événementielle de l'indépendance à la guerre américaine)*, Paris, EFEO, 1984.

- DOMMEN, Arthur J. et George W. DALLEY, 'The OSS in Laos : The 1945 Raven mission and American policy', *Journal of Southeast Asian Studies*, vol. 22, no. 2, (septembre 1991), pp. 327-346.
- 'Đồng chí Trần Tố Chân, (1900-1948)' [Comrade Tran To Chan (1900-1948)], *Tạp Chí Lịch Sử Đảng*, no. 5, (1994), p. 59.
- EVANS, Grant, 'Charisma without a cult & a cult without charisma : Two Lao revolutionary leaders', *Etnofoor*, à paraître.
- EVANS, Grant, 'Political cults in East and Southeast Asia', dans Ing-Britt TRANKELL et Laura SUMMERS, *Facets of power and its limitations : Political cultural in Southeast Asia*, Uppsala, Uppsala Studies in Cultural Anthropology, 1998, pp. 21-43.
- EVANS, Grant, *The politics of ritual and remembrance : Laos since 1975*, Chiang Mai, Silkworm Books, 1998.
- FALL, Bernard B., 'The Pathet Lao : A « Liberation » Party', dans Robert A. SCALAPINO, éd., *The communist revolution in Asia : Tactics, goals, and achievements*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, Inc., 1965.
- FURUTA MOTOO, 'The Vietnamese political movement in Thailand : Legacy of the Dong-du movement', dans VINH SINH, éd., *Phan Bội Châu and the Đông-Du movement*, New Haven, The Lac-Viet series, no. 8, 1988, pp. 150-181.
- GUNN, Geoffrey Charles, *Political struggles in Laos (1930-1954) : Vietnamese communist power and the Lao struggle for national independence*, Bangkok, Editions Duang Kamol, 1988.
- GUNN, Geoffrey Charles, *Rebellion in Laos : Peasant and politics in a colonial backwater*, Boulder, (EU), Westview Press, 1990.
- HANNAH, Norman B., *The key to failure : Laos and the Vietnam war*, Lanham (Etats-Unis), Madison Books, 1987.
- HOAI NGUYEN, *Nước Lào : Đất Nước-Con Người* [Le Laos : Le pays et son peuple], s.l., NXB Thuận Hóa, 1995.
- HOANG VAN HOAN, *Giọt nước trong biển cả : Hồi ký cách mạng* [Une goutte d'eau dans l'océan : Mémoires révolutionnaires], Beijing, Tin Việt Nam, 1986.
- HOANG VAN THAI, *Cuộc tiến công chiến lược Đông-Xuân* [L'attaque stratégique de l'hiver-printemps, 1953-1954], Hanoi, NXBQĐND, 1984.
- HOANG VAN THAI, *Đại đoàn Đồng Bằng* [La division du Delta], volume I, Hanoi, NXBQĐND, 1966.
- HOANG XUAN BINH, '1945 : Từ Huế ra Hà Nội' [1945 : De Huế à Hanoi], dans *Giải phóng quân Huế, 1945* [La libération militaire de Hue, 1945], Hanoi, NXB Lao Động, 1994.

- Hội Đồng Biên Soạn Lịch Sử Nam Trung Bộ Kháng Chiến, *Nam Trung Bộ kháng chiến 1945-1975* [La résistance dans le Trung Bo méridional, 1945-1975], Hanoi, NXB Chính Trị Quốc Gia, 1995, 2^{ème} édition, révisée et augmentée.
- LAI PHI HUNG, 'Hàng thân Xuphanuvong, Nhà lãnh đạo cách mạng', [Le prince Souphanouvong, leader de la révolution], *Nghiên Cứu Đông Nam Á* no. 1 (1), (1993), p. 113.
- LANGER, Paul F. et Joseph J. ZASLOFF, *North Vietnam and the Pathet Lao : Partners in the Struggle for Laos*, Cambridge, Harvard University Press, 1970.
- LE MANH TRINH, 'Trở về tổ quốc' [Retour à la patrie], *Tạp Chí Lịch Sử Đảng*, no. 4, (avril 1991), pp. 18-20.
- LE MANH TRINH, *Cuộc vận động cứu quốc của Việt kiều ở Thái-lan (Góp vào tài liệu lịch sử cách mạng Việt Nam)* [La mobilisation du salut national des Viet kieu en Thaïlande (Contribution à la documentation sur la révolution vietnamienne)], Hanoi, NXBST, 1961.
- LE QUOC SAN, 'Chi đội hải ngoại 4 (Chi đội Trần Phú)' [Le détachement d'outre-mer no. 4 (ou le détachement Tran Phu)], dans Bộ Quốc Phòng, *Phong trào Nam Tiến, (1945-1946)*, [Mouvement vers le Sud], Hanoi, NXBQĐND, 1997, pp. 274-290.
- LE QUOC SAN, 'Chi đội hải ngoại 4', dans *Mùa thu rồi, Ngày ham ba* [L'automne est arrivé : Le 23], vol. II, section III, Hanoi, NXB Chính Trị Quốc Gia, 1996, pp. 247-258.
- LE TRONG TAN, *Từ Đông Quan đến Điện Biên, Hồi ức*, [De Dong Quan jusqu'à Dien Bien, Souvenirs], Hanoi, NXBQĐND, 1994.
- 'Lettre du prince Souphanouvong au prince Phetsarath', no. 3235/KT, Bangkok, le 10 mai 1949, signée Tiao SOUPHANOUVONG, lettre reproduite par Joseph ZASLOFF dans III. Document, *Approches-Asie*, no. 10, nouvelle série, (1989-1990), p. 211.
- MANGKRA SOUVANNAPHOUMA, *L'agonie du Laos*, Paris, Plon, 1976.
- MARUIER, Jean, 'Na San : Echec à Giap', *Historia*, hors série 25, (1972), pp. 44-52.
- Nghệ An : Lịch sử kháng chiến chống thực dân Pháp xâm lược, (1945-1954)* [Nghệ An : Histoire de la résistance contre l'invasion du colonialisme français, (1945-1954)], Bộ Chỉ Huy Quân Sự Tỉnh Nghệ An, 1997.
- NGO DANG TRI, 'Hà Tĩnh với chiến dịch Trung Lào (Đông Xuân 1953-1954) [Ha Tinh et la bataille du Moyen-Laos], *Tạp Chí Lịch Sử Quân Sự*, no. 3, (1993), pp. 25-27.
- NGO DANG TRI, 'Mối quan hệ giữa Thanh-Nghệ-Tĩnh với Lào trong kháng chiến chống thực dân Pháp xâm lược, (1945-1954)' [Les relations entre [les provinces de] Thanh [Hoa]-Nghệ [An]-[Ha]-Tĩnh et le Laos pendant la résistance contre le colonialisme français (1945-1954)], *Nghiên Cứu Đông Nam Á*, no. 2 (15), (1994), p. 10.

- NGUYEN DINH NHON, 'Chủ tịch Hồ Chí Minh với hội nghị cán bộ liên minh nhân dân Việt-Lào năm 1952' [Le président Ho Chi Minh et la Réunion des Cadres de l'Alliance populaire vietnamo-laotienne en 1952], *Tạp Chí Lịch Sử Đảng*, no. 1, (1993), pp. 41-43.
- NGUYEN HAO HUNG, 'Từ cuộc tổng khởi nghĩa tháng 8-1945 đến sự ra đời của Cộng Hòa Nhân Dân Lào' [De l'insurrection générale d'août 1945 à la fondation de la République démocratique populaire Lao], *Thông Tin Khảo Học Xã Hội*, no. 8, (1979), pp. 59-69.
- NGUYEN KIEN GIANG, *Việt-nam : Năm đầu tiên sau cách mạng tháng tám (tháng tám 1945-tháng chạp 1946)* [Vietnam : La première année après la révolution d'août (août 1945 à décembre 1946)], Hanoi, NXBST, 1961.
- NGUYEN TU QUY, 'Gặp lại Hoàng thân Xuphanuvong trên một đoàn đường lịch sử' [En rencontrant encore une fois le prince Souphanouvong sur une étape historique], *Tạp Chí Khoa Học*, (le 2 février 1991), pp. 44-45.
- Những chặng đường thắng lợi của cách mạng Lào* [Les étapes victorieuses de la révolution laotienne], Hanoi, NXBST, 1977 (préface datée d'août 1976).
- Office of Strategic Service, China Theatre, SI Branch, APC 627, reproduit dans Hearing before the Committee of Foreign Relations, United States Senate, Ninety-Second Congress, Second Session, les 9-11 mai 1972, *Causes, origins, and lessons of the Vietnam war*, Washington [D.C.], US Government Printing Office, 1973.
- OUN SANANIKONE, *Khwamlang khong Khaphacao Thao Oun "Tinyen" Chananikon* [Les expériences ultérieures de Thao Oun ou Sananikone, « Pieds froids »], traduit du lao, Bangkok, Dang Kamon, 2520 [1977].
- PATTI, Archimedes, *Why Vietnam ? Prelude to America's albatross*, Berkeley, University of California Press, 1980.
- POOLE, Peter A., 'Notes and comment : Thailand's Vietnamese refugees : Can they be assimilated?' *Pacific Affairs*, nos. 3-4, vol. 40, (automne-hiver 1967-1968), pp. 324-332.
- Quan hệ Việt-Lào, Lào-Việt* [Les relations vietnamo-laotiennes], Hanoi, NXB Chính Trị Quốc Gia, 1993.
- Quân khu IV : Lịch sử kháng chiến chống thực dân Pháp xâm lược, (1945-1954)* [Zone de guerre IV : Histoire de la résistance contre les envahisseurs français (1945-1954)], Hanoi, NXBQĐND, 1990.
- ROCHET, Charles, *Pays Lao : Le Laos dans la tourmente, 1939-1945*, Paris, Jean Vigneau Editeur, 1946.
- SAVENGH PHINITH, *Histoire du pays lao de la préhistoire à la république*, Paris, L'Harmattan, 1998.
- SISANA SISANE, 'Kansuop thi Thakhek' [La lutte à Thakhek], dans SUPHOT DANTRAKUN, *Caw Suphanuvong : Phunam patiwat* [Le prince Souphanouvong :

Un dirigeant révolutionnaire], traduit du lao en thaï, s.l., Nonthaburi, Sathaban Withiyasat Sangkhom, 2533 [1990].

SISANA SISANE, *Kaysone Phomvihane : Homme du peuple*, Vientiane, Comité des Sciences Sociales, 1991, (en lao). Nous tenons à remercier Monsieur le Professeur Grant EVANS pour la traduction des extraits relatifs à notre sujet.

SON TUNG, *Con người và con đường* [L'homme et le chemin], Hanoi, NXBPN, 1976.

SONG HAO, *Dưới ngọn cờ vinh quang của Đảng, Hồi ký* [Sous le drapeau glorieux du parti], Hanoi, NXBQĐND, 1965.

STUART-FOX, Martin, *A history of Laos*, London, Cambridge University Press, 1997.

SUPHOT DANTRAKUN, *Caw Suphanouvong : Phunam Patiwat* [Prince Souphanouvong: Un dirigeant révolutionnaire], Nonthaburi, Sathaban Withiyasat Sangkhom, 2533 [1990].

SUPHOT DANTRAKUN, *Khabuan kankuchat*, [Le mouvement d'indépendance], Bangkok, Catcamnai doi congcitiambunset, préface datée de 1979.

TONNESSON, Stein, *The Vietnamese revolution of 1945 : Roosevelt, Ho Chi Minh and de Gaulle in a world at war*, London, SAGE, 1991.

TRAN HUY LIEU, *Tài liệu tham khảo cách mạng tháng tám : Tổng khởi nghĩa ở Hà Nội và các địa phương, quyển 1-2* [Matériaux pour l'histoire de la révolution d'août : Les soulèvements à Hanoi et dans les campagnes], Livre 1-2, Hanoi, NXBSH, 1960.

TRAN VAN DINH, 'The Birth of the Pathet Lao', dans Nina S. ADAMS et Alfred W. MCCOY, eds., *Laos : War and revolution*, New York, Harper and Row, 1970, pp. 424-438.

TRAN XUAN CAU, 'Cách mạng tháng tám Lào năm 1945' [La révolution d'août de 1945 au Laos], *Nghiên Cứu Lịch Sử*, no. 163, (juillet-août 1975), pp. 28-46.

TUNG LAM, 'Việt kiều tại Ai-Lao qua các thời đại' [Les Viet kieu au Laos à travers le temps], *Tập San Sử Địa*, no. 16, (octobre-décembre 1969).

VALMY (Lieutenant), 'Laos 1945 : La rébellion Lao-issarak éclate à Vientiane', *France-Indochine*, no. 98, (juin 1953), p. 170.

VAN LINH, *Trên đất bạn, Truyện*, [Au pays des amis, Un récit de nouvelles], Hanoi, NXBQĐND, 1978.

VICHITR LULITANOND, 'An open letter from a Free-Thaï : The Free-Thaï movement and the communist party of Thailand', annexe IV de Pridi Banomyong, *Political and military tasks of the Free-Thaï movement to regain national sovereignty and independence, letter to Phra Bisal-Sukhumvit*, s.l., Amarin Press, juin 1979, p. 71.

VO NGUYEN GIAP, *Chiến đấu trong vòng vây, Hồi ức* [Lutter dans une situation d'encerclement : Souvenirs], Hanoi, NXBQĐND, 1995.

VO NGUYEN GIAP, *Điện Biên Phủ*, Hanoi, NXB Chính Trị Quốc Gia, 1994.

VO NGUYEN GIAP, *Đường tới Điện Biên Phủ* [Le chemin se dirigeant vers Dien Bien Phu], Hanoi, NXBQĐND, 1999.

WICHAN CHAMPISI, *Yuan ophayop kap khammankhong khong chat* [Les réfugiés vietnamiens et la sécurité nationale], Bangkok, Samnakngan Odiastor, 2519 [1976].

XINGTHOONG XINGAPANNHA, 'Việt-Lào đoàn kết chiến đấu bảo vệ thành phố Thakhek' [La lutte unifiée des Laotiens et Vietnamiens pour défendre la ville de Thakhek], *Tạp Chí Lịch Sử Đảng*, no. 6, (1990), pp. 53-56.

3. Le Cambodge

ABDOUL-CARIME, Nasir, 'Réflexion sur le régime sihanoukien: La monopolisation du Verbe par le pouvoir royal', *Péninsule*, no. 31 (1995) (2), pp. 77-97.

Bộ Quốc Phòng, *Lịch sử cuộc kháng chiến chống thực dân Pháp (1945-1954)* [Histoire de la résistance contre le colonialisme français (1945-1954)], Hanoi, NXBQĐND, 1994.

Bộ Quốc Phòng, *Phong trào Nam Tiến, (1945-1946)*, [Mouvement vers le Sud], Hanoi, NXBQĐND, 1997.

Bộ Tổng Tham Mưu, *Lịch sử Bộ tổng tham mưu trong kháng chiến chống Pháp (1945-1954)* [Histoire de l'Etat-Major général pendant la résistance contre la France], Hanoi, Bộ Tổng Tham Mưu, 1991.

CHANDLER, David P., *A History of Cambodia*, Boulder, Westview Press, 1983.

CHANDLER, David P., 'The Kingdom of Kampuchea, March-October 1945 : Japanese-sponsored Independence in Cambodia in World War II', *Journal of Southeast Asian Studies*, no. 1, vol. 17, (mars 1986), pp. 80-93.

CHANDLER, David P., *The tragedy of Cambodian history : Politics, war and revolution since 1945*, New Haven, Yale University Press, 1991.

CHANDLER, David P., *Brother number one : A political biography of Pol Pot*, Boulder, Westview Press, 1992.

DAM MANH QUE, 'Tiểu đoàn hải ngoại Cửu Long II' [Le bataillon d'outre-mer du Mékong II], dans *Mùa thu rồi, Ngày hăm ba* [L'automne est arrivé : Le 23], vol. II, section III, Hanoi, NXB Chính Trị Quốc Gia, 1996, 1996, pp. 259-268.

DAO MANH DUE, 'Tiểu đoàn hải ngoại Cửu Long 2' [Le bataillon d'outre-mer du Mékong 2], dans Bộ Quốc Phòng, *Phong trào Nam Tiến, (1945-1946)*, [Mouvement vers le Sud], Hanoi, NXBQĐND, 1997, pp. 252-260.

DEBRE, François, *Cambodge : La révolution de la forêt*, Paris, Flammarion, 1976.

DOAN THANH, et. al., 'Đại đội Cao Miên Việt kiều cứu quốc quân (24-9-1945 – 11-1946)' [La compagnie de l'Armée de salut des émigrés vietnamiens du Cambodge],

- dans Bộ Quốc Phòng, *Phong trào Nam Tiến, (1945-1946)*, [Mouvement vers le Sud], Hanoi, NXBQĐND, 1997, pp. 220-234.
- FOREST, Alain, *Les missionnaires français au Tonkin et au Siam XVIIe-XVIIIe siècles : Analyse comparée d'un relatif succès et d'un total échec*, Paris, L'Harmattan, 1998, trois volumes.
- HEDER, Stephen, 'Kampuchea's Armed Struggle : The origins of an independent revolution', *Bulletin of Concerned Asian Scholars*, no. 1, vol. 11, (janvier-mars 1979), pp. 2-23.
- HO SI TUI, 'Sự ra đời và hoạt động của bộ đội độc lập số 1' [La naissance et les activités de la troupe indépendante no. 1], dans Bộ Quốc Phòng, *Phong trào Nam Tiến, (1945-1946)*, [Mouvement vers le Sud], Hanoi, NXBQĐND, 1997, pp. 242-245.
- HOANG NGUYEN, 'Tôi tham gia đoàn cán bộ đối ngoại đầu tiên đi Đông Nam Á' [J'ai participé à la première délégation de cadres extérieurs envoyée en Asie du Sud-Est], *Nghiên Cứu Đông Nam Á*, no. 1, (1991), pp. 51-52.
- HOANG XUAN BINH, 'Bộ đội hải ngoại số 3 Quang Trung' [Troupe d'Outre-Mer no. 3 dit Quang Trung], dans Bộ Quốc Phòng, *Phong trào Nam Tiến, (1945-1946)*, [Mouvement vers le Sud], Hanoi, NXBQĐND, 1997, pp. 261-273.
- Kaev Meah, *Chamlaoey X pravoat nov knong chuor patevoat robah lek X* [Réponse d'X : Histoire du no. X dans les rangs révolutionnaires], Tuol Seng, confession daté du 9 octobre 1976.
- KHY PHANRA, 'La communauté vietnamienne au Cambodge à l'époque du protectorat français (1863-1953)', tome I, Paris, thèse, Université de la Sorbonne Nouvelle, Paris III, 1974.
- KIERNAN, Ben, 'Conflict in the Kampuchean communist movement', *Journal of Contemporary Asia*, no. 1/2, vol. 10, (1980), pp. 7-74.
- KIERNAN, Ben, 'Origins of Khmer communism', *Southeast Asian Affairs*, 1981. Singapour, Institute of Southeast Asian Affairs, 1981, pp. 161-80.
- KIERNAN, Ben, *How Pol Pot came to power : A history of communism in Kampuchea, 1930-1975*, London, Verso, 1985.
- LE CHAU BA, 'Anh hùng liệt sĩ Ngô Thất Sơn' [Le héros martyr Ngo That Son], dans Bộ Quốc Phòng, *Phong trào Nam Tiến, (1945-1946)*, [Mouvement vers le Sud], Hanoi, NXBQĐND, 1997, pp. 246-251.
- LE HONG, *Việt kiều ở Kampuchea* [Les Viet kieu au Cambodge], Saigon, NXB Trí Đảng, 1971.
- LE QUOC SAN, 'Chi đội hải ngoại 4 (Chi đội Trần Phú)' [Le détachement d'outre-mer no. 4 (ou le détachement Tran Phu)], dans Bộ Quốc Phòng, Viện Lịch Sử, *Phong trào Nam Tiến, (1945-1946)*, [Mouvement vers le Sud], Hanoi, NXBQĐND, 1997, pp. 274-290.

LE QUOC SAN, 'Chi đội hải ngoại 4', dans *Mùa thu rồi, Ngày ham ba* [L'automne est arrivé : Le 23], vol. II, section III, Hanoi, NXB Chính Trị Quốc Gia, 1996, pp. 247-258.

Nam Bộ thành đồng tổ quốc đi trước về sau, Hồi ký kháng chiến chống thực dân Pháp, 1945-1954 [Nam Bo, forteresse imprenable, partis les premiers et rentrés les derniers], Hanoi, NXB Chính Trị Quốc Gia, 1999.

NGUYEN HAO HUNG, 'Liên minh chiến đấu Việt Nam-Campuchia, một nhân tố bảo đảm thắng lợi của cách mạng Campuchia trong thời kỳ chống Pháp, 1945-1954' [L'alliance de lutte des Vietnamiens-Laotiens-Cambodgiens comme un facteur garantissant la victoire de la révolution cambodgienne pendant la période de résistance contre les Français, 1945-1954], dans *Hội Nghị Khoa Học về quan hệ Việt Nam-Campuchia trong Lịch Sử* [Conférence scientifique sur les relations vietnamo-cambodgiennes dans l'histoire], HCMV, UBKH XHVN, 1980.

NGUYEN SONG TUNG, 'Bài luận của đồng chí Nguyễn Song Tùng về chiến tranh Campuchia tại Hội Nghị tổng kết chiến lược do Bộ Tổng tư lệnh triệu tập tại Hà Nội năm 1964' [Texte du camarade Nguyen Song Tung sur la guerre au Cambodge à la Conférence sur le bilan stratégique organisée par le Commandement général à Hanoi en 1964], Hanoi, Thư Viện Quân Đội Nhân dân, sao lục, 1986.

POOLE, Peter A., 'The Vietnamese in Cambodia and Thailand : Their role in interstate relations', *Asian Survey*, no. 4, vol. 14, (avril 1974), pp. 325-37.

Presse et de l'Information du Ministère des Affaires étrangères du Kampuchéa démocratique, *Livre noir : faits et preuves des actes d'agression et d'annexion du Vietnam contre le Kampuchéa*, Paris, Editions du Centenaire, 1978.

Bộ Tư Lệnh Quân Khu 9, *Quân khu 9 : 30 năm kháng chiến (1945-1975)* [La zone de guerre 9 : 30 ans de résistance (1945-1975)], Hanoi, NXB QĐND, 1996.

Quân tình nguyện Việt-Nam ở Campuchia thời kỳ 1945-1954 [L'armée de volontaires vietnamiens au Cambodge durant la période 1945-1954], Cà Mau, NXB Mũi Cà Mau, Lưu hành nội bộ, 1998.

TANG THIEN KIM, 'Quá trình hình thành và chiến đấu của Cao Miên Việt kiều Cứu Quốc Quân, (1945-1946)' [Le processus de la formation et la lutte de l'armée de salut des émigrés du Cambodge (1945-1946)], dans Bộ Quốc Phòng, *Phong trào Nam Tiến, (1945-1946)*, [Mouvement vers le Sud], Hanoi, NXB QĐND, 1997, pp. 191-192.

THANH DAM, 'Nhân dân Campuchia chống đế quốc Pháp' [Le peuple cambodgien contre l'impérialisme français], dans TUYET DAO, éd., *Tìm hiểu đất nước Campuchia anh hùng* [Essai sur l'héroïque pays du Cambodge], Hanoi, NXB UBKH XH, 1979.

TRAN VAN GIAU, 'Các « Chi đội Nam Tiến » và các « Chi đội Việt kiều »' [Les détachements du Nam Tien et les détachements des Viet kieu], dans Bộ Quốc Phòng,

Phong trào Nam Tiến, (1945-1946), [Mouvement vers le Sud], Hanoi, NXBQĐND, 1997, pp. 19-23.

TRUONG CHINH, 'On Kampuchea', *Vietnam News Agency*, (le 24 novembre 1979), dans *FBIS*, (le 28 novembre 1979), pp. K6-K8.

B. Les Asiatiques étrangers: Les Huaqiao et les Déserteurs japonais

1. Déserteurs japonais

50 năm trường lục quân trung học Quảng Ngãi, 1.6.1946-1.6.1996 [50^{ème} anniversaire [de la fondation de] l'Académie de l'armée de terre à Quang Ngai], s.l., Ban liên lạc Bắc-Trung-Nam, 1994.

Bộ Tổng Tham Mưu, *Lịch sử Bộ tổng tham mưu trong kháng chiến chống Pháp (1945-1954)* [Histoire de l'Etat-Major général pendant la résistance contre la France], Hanoi, Bộ Tổng Tham Mưu, 1991.

BUI DIEM, avec David CHANOFF, *In the jaws of history*, Bloomington, Indiana University Press, 2ème éd., 1999.

DARCOURT, Pierre, *Bay Vien : Le maître de Cholon*, Paris, Hachette, 1977.

DAVID, Gilbert, *Chroniques secrètes d'Indochine (1928-1946) : Le cardinal*, Paris, L'Harmattan, 1994. Un livre sujet à caution.

DO VAN TUAN, 'Chiến Sĩ Việt Nam Mới : Toshio Komaya-Nguyễn Quang Thục' [Le soldat et nouveau vietnamien Toshio Komaya-Nguyen Quang Thuc], *Sự kiện và nhận chứng*, no. 70, (octobre 1999), p. 27.

DOYON, Jacques, *Les soldats blancs de Ho Chi Minh : Les transfuges anti-fascistes et les communistes français dans le camp du Viet-Minh*, Paris, Fayard, 1973.

FURUTA MOTO et OKA KAZUAKI, 'Tù binh lính quân đội thiên hoàng đến chiến sĩ Việt Minh' [D'un soldat de l'armée impériale à un combattant dans le Viet Minh], dans VAN TAO, éd., *Cách mạng tháng tám : Một số vấn đề lịch sử* [La révolution d'août : Quelques problèmes historiques], Hanoi, NXBUBKHXH, 1995, pp. 314-323.

GILLIN, Donald G. avec Charles ETTER, 'Staying On: Japanese Soldiers and Civilians in China, 1945-1949', *Journal of Asian Studies*, vol. XLII, no. 3, (mai 1983), pp. 497-518.

GUIGUES, Claude, 'Les étrangers chez le Viet Minh', *Indochine, Sud-Est Asiatique*, no. 14, (janvier 1953), p. 51.

HERAIL, Francine, et. al., *Histoire du Japon*, Le Coteau, Editions Horvath, 1990.

HOANG TON VAN, 'Việt Nam máu lửa' [Le Vietnam en flammes], *Đại Việt*, no. 9, [1994], pp. 64-70.

- KIYOKO KURUSU NITZ, 'Independence without nationalists ? The Japanese and Vietnamese nationalism during the Japanese period, 1940-45', *Journal of Southeast Asian Studies*, no. 1, vol. 15, (mars 1984), pp. 108-133.
- LAITINEN, Kauka, 'Yamada Nagamasa : A Japanese warrior in the service of the Ayudhya kingdom in the 17th Century', dans MARJA-LEENA, éd., *Southeast Asia : Contemporary perspectives*, Helsinki, Finnish Association of East Asian Studies, 1990.
- LE VAN HIEN, *Nhật ký của một bộ trưởng* [Journal d'un ministre], Đà Nẵng, NXB Đà Nẵng, 1995, vols. I-II.
- MALANDRI, Pierre, 'Le moral de la Légion étrangère dans la guerre d'Indochine', Paris, Mémoire de maîtrise d'Histoire, Université de Paris X, Nanterre, octobre 1995.
- MICHIO TAKEYAMA, *Harp of Burma*, traduit en anglais par Howard Hibbet, Rutland, Etats-Unis, Charles E. Tuttle, Co., 28^{ème} éd., 1999.
- MINH NGOC-NAKAHARA, 'Nhớ tướng Nguyễn Sơn' [A la mémoire du général Nguyen Son], *Xưa và Nay*, no. 38, (avril 1997), pp. 9-10.
- NGO VAN CHIEU, *Journal d'un combattant viet-minh*, Paris, Editions du Seuil, 1955.
- NGUYEN HUNG, *Nguyễn Bình : Huyền thoại và sự thật* [Nguyen Binh : Mythe et réalité], Hanoi, NXB Văn Học, 1995.
- PERI, N., 'Essai sur les relations du Japon et de l'Indochine aux XVI^e et XVII^e siècles', *BEFEO*, tome XXIII, (1923), pp. 1-126.
- SERGENT, Pierre, *Un étrange Monsieur Frey* Paris, Fayard, 1982.
- TAKAO FUSAYAMA, *A Japanese memoir of Sumatra 1945-46: Love and hatred in the liberation war*, Ithaca, Cornell Modern Indonesia Project, 1993.
- THAI-LAN, *Ai giết trung tướng Nguyễn Bình ?* [Qui a tué le général de division Nguyen Binh ?], Saigon, 1959.
- TRAN DAI NGHIA, 'A paragon of virtue', *The Saigon Times*, (les 23-29 août 1997), pp. 14-15.
- TRAN KIM TRUC, *Tôi giết Nguyễn Bình : Hồi ký của tham mưu trưởng trung đoàn 25 Bình Xuyên* [J'ai tué Nguyen Binh : Souvenir du chef de l'Etat-Major du régiment 25 du Binh Xuyen], Saigon, Đồng Nai, 1972.
- Tướng Nguyễn Sơn* [Le général Nguyen Son], Hanoi, NXB Lao Động, 2^{ème} éd., 1995.
- VINH SINH, 'Komatsu and French Indochina', à paraître dans le journal japonais, *Sekai*.
- VUONG THUA VU, *Trưởng thành trong chiến đấu : Hồi ký* [Mûri dans la lutte : Mémoires], Hanoi, NXBQĐND, 1979.
- WARD, IAN, *The killer they called a god*, Singapour, Media Masters, 2^{ème} éd., 1993.

YAMAMOTO MASEKO, *Betonamu ni Kieta ani* [Mon frère disparu au Vietnam], Tokyo, Nishida Shoten, 1999. Nous remercions les professeurs VINH SINH et KYOICHI TACHIGAWA de nous avoir traduit quelques extraits de ce mémoire.

YOSHIKAKI ISHIZAWA, 'Les quartiers japonais dans l'Asie du Sud-Est au XVII^{ème} siècle', in NGUYEN THE ANH et Alain FOREST, eds., *Guerre et paix en Asie du Sud-Est*, Paris, L'Harmattan, 1998, pp. 85-94.

YUICHI TSUCHIHASHI, *Gunpuku seikatsu no omoide* [Mémoires des quarante ans de ma vie en uniforme], Tokyo, Centre de Keiso Shuppan, 1985.

2. Huaqiao

AMER, Ramses, 'Vietnam and its Chinese minority : From socialist transformation and exodus to economic renovation and reintegration', *Journal of the South Seas Society*, vol. 53, (décembre 1998), pp. 101-127.

GASPARDONE, Emile, 'Un Chinois des Mers du Sud : Le fondateur de Ha-Tien', *Journal Asiatique*, (1952), pp. 363-385.

H.D., 'Phong trào người Hoa ở đô thị Sài-gòn' [Le mouvement des Hoas dans la ville de Saigon], dans *Mùa thu rồi, Ngày hăm ba* [L'automne est arrivé : Le 23], vol. II, section III, Hanoi, NXB Chính Trị Quốc Gia, 1996, pp. 468-469.

Hà Giang : Lịch sử kháng chiến chống thực dân Pháp, (1945-1954) [Hà Giang : Histoire de la résistance contre le colonialisme français, (1945-1954)], [Hanoi ?], Bộ Chỉ Huy Quân Sự Tỉnh Hà Giang, 1994.

HOANG TRANH (HUANG ZHENG), *Hồ Chí Minh với Trung Quốc*, NXB Sao Mới, 1990.

LE VAN HIEN, *Nhật ký của một bộ trưởng* [Journal d'un ministre], Đà Nẵng, NXB Đà Nẵng, 1995, vols. I-II.

LIN HUA, *Chiang Kai-Shek, De Gaulle contre Hồ Chí Minh, Việt-Nam 1945-1946*, Paris, L'Harmattan, 1994.

NGUYEN THE ANH, 'L'immigration chinoise et la colonisation du delta du Mékong', *The Vietnam Review*, no. 1, (Autumn-Winter 1996), pp. 154-177.

NGUYEN XUAN LANG, 'Vấn đề quốc tịch của người Hoa ở Việt-Nam' [La question de la nationalité des Chinois au Vietnam], *Luật Học*, no. 3 (23), (1978), pp. 8-13.

PANG ZI, 'Chroniques vietnamiennes : En mission dans le Vietnam en guerre', *Bainian Chao*, [Le mouvement du siècle], (décembre 1999), (en chinois). Traduit en français par Elise TANG.

PHAM DAN (TRUONG LAI), 'Công tác Hoa vận thời chống Pháp ở Nam Bộ' [Le travail de mobilisation des Huaqiao dans le Nam Bo pendant la résistance anti-française], dans *Nam Bộ thành đồng tổ quốc đi trước về sau, Hồi ký kháng chiến chống thực dân*

Pháp, 1945-1954 [Nam Bo, forteresse imprenable, partis les premiers et rentrés les derniers], Hanoi, NXB Chính Trị Quốc Gia, 1999., pp. 298-302.

PURCELL, Victor, *The Chinese in Southeast Asia*, Oxford, Oxford University Press, 1951.

QIANG ZHAI, *China & the Vietnam wars, 1950-1975*, Chapel Hill, North Carolina University Press, 2000.

Quân khu 4 : Lịch sử kháng chiến chống thực dân Pháp xâm lược (1945-1954) [Zone de guerre 4 : Histoire de la résistance contre l'invasion du colonialisme français], Hanoi, NXB QĐND, 1990.

QUOC THUY, *Vấn đề dân tộc* [La question nationale], Hanoi, Nhà Sách Đại Chung, 1946, [daté du 16 septembre 1945].

REYNOLDS, Bruce, '« International orphans »—The Chinese in Thailand during World War II', *Journal of Southeast Asian Studies*, no. 2, vol. 28, (septembre 1997), pp. 365-388.

SALMON, Claudine, 'The contribution of the Chinese to the development of Southeast Asia : A new appraisal', *Journal of Southeast Asian Studies*, no. 1, vol. 12, (mars 1981), pp. 260-275.

TROLLIET, Pierre, 'Les Chinois en Asie du Sud-Est', *Hérodote*, no. 21, (avril-juin 1981), pp. 68-83.

TSAI MAW-KUEY, *Les Chinois au Sud-Vietnam*, Paris, Bibliothèque Nationale, 1968.

WANG GUNGWU, 'South China perspectives on overseas Chinese', *The Australian Journal of Chinese Affairs*, no. 13, (janvier 1985), pp. 69-84.

YEN CHING HWANG, *The Overseas Chinese and the 1911 Revolution : With special reference to Singapore and Malaya*, London, Oxford University Press, 1976.

YONG CH'ING FATT et R.B. MCKENNA, *The Kuomintang movement in British Malaya*, Singapour, Singapore University Press, 1990.

ZHANG VAN (TRUONG VAN HOA), éd., *The 50th anniversary souvenir magazine of the Chinese Chamber of Commerce of South Vietnam*, Cholon, 1955 (en chinois). Nous tenons à remercier Li Tana qui nous a aimablement traduit des extraits du premier document.

C. Le contexte sud-est asiatique

ABU HANNIFAH, *Tales of a revolution*, Sydney, Angus and Robertson, Education, 1972.

AURIOL, Vincent, *Mon septennat, 1947-1954*, Paris, Gallimard, 1970.

'Bác Hồ trả lời báo Praxathipatay (Dân Chủ) của Thái-lan' [L'Oncle Ho répond au journal thaï Démocratie], *Nghiên Cứu Đông Nam Á* no. 2, (7), (1992), pp. 77-78.

Ban Nghiên Cứu Lịch Sử Quân Đội Nhân Dân thuộc Cục Chính Trị, *Lịch sử quân đội nhân dân Việt Nam* [Histoire de l'armée populaire du Vietnam], Hanoi, NXB QĐND, 1974.

- 'Bình luận việc Liên Xô nhìn nhận Việt Nam' [Commentaire sur la reconnaissance du Vietnam par l'Union Soviétique], *Cần Thơ Xuân*, [1950].
- BRADLEY, Mark Philip, 'Imagining Vietnam and America : Vietnamese radicalism, the United States and the cultural construction of the Cold War, 1919-1950', Cambridge, Université d'Harvard, thèse de troisième cycle, 1995.
- BUI QUANG TUNG, 'Contribution à l'étude des colonies vietnamiennes en Thaïlande', *France-Asie*, no. 148, (1958), pp. 438-451.
- CAMPBELL, John C., et al., *The United States in world affairs, 1947-1948*, New York, Harper and Row, 1948.
- CELERIER, P., 'Le Parti Communiste Indochinois', *Indochine-Sud-est Asiatique*, no. 28, (avril 1954), pp. 19-21.
- CHAU LONG, 'Việt kiều tại Thái-Lan' [Les Viet kieu en Thaïlande], *Tập San Sử Địa*, no. 16, (octobre-décembre 1969), pp. 137-40.
- COAST, John, *Some aspects of Siamese politics*, New York, Institute of Pacific Relations, 1953.
- COLBERT, Evelyn, 'Reconsiderations : The road not taken : Decolonization and independence in Indonesia and Indochina,' *Foreign Affairs*, (avril 1973), pp. 145-160.
- COLBERT, Evelyn, *Southeast Asia in international politics, 1941-1956*, Ithaca, Cornell University Press, 1977.
- COULET, Georges, *Les sociétés secrètes en terre d'Annam*, Saigon, Imprimerie Commerciale C. Ardin, 1926.
- CRIBB, Robert, 'Opium and the Indonesian revolution', *Modern Asian Studies*, no. 4, vol. 22, (1988), pp. 701-722.
- CRIBB, Robert, 'Political dimensions of the currency question 1945-1947', *Indonesia*, no. 31, (1981), pp. 113-136.
- 'Cuộc hành trình của chủ tịch Hồ Chí Minh sang Pháp năm 1946' [Le voyage du président Ho Chi Minh en France en 1946], *Tạp Chí Cộng Sản*, no. 5, (mai 1986), pp. 52-58, 67.
- DEUVE, Jean, *Le royaume du Laos, 1949-1965 (Histoire événementielle de l'indépendance à la guerre américaine)*, Paris, EFEO, 1984.
- DUIKER, William, *Ho Chi Minh*, manuscrit, à paraître fin 2000. Nous tenons à remercier Professeur Duiker qui nous a aimablement communiqué son manuscrit avant publication.
- FLOOD, Thadeus, 'Vietnamese refugees in Thailand : Minority manipulation in counter-insurgency', *Bulletin of Concerned Asian Scholars*, no. 3, vol. 9, (juillet-septembre 1977), pp. 31-47.
- FUJIO HARA, 'Leaders of the Malayan communist party during the anti-Japanese war', intervention présentée lors de la *Second International Malaysian Studies Conference*, Kuala Lumpur, University of Malaya, (du 2 au 4 août 1999).

- GOSCHA, Christopher E., 'L'Indochine repensée par les « Indochinois » : Pham Quynh et les deux débats de 1931 sur l'immigration, le fédéralisme et la réalité de l'Indochine', *La Revue Française d'Histoire d'Outre-mer*, vol. 82, no. 309, (1995), pp. 421-53.
- GOSCHA, Christopher E., *Thailand and the Southeast Asian networks of the Vietnamese revolution (1885-1954)*, Surrey (Angleterre), Curzon Press, 1999.
- HAMMER, Ellen J., *The struggle for Indochina : 1940-1955*, Stanford, Stanford University Press, 1954.
- HANNA PAPANEEK, 'Note on Soedjatmoko's recollections of a historical moment : Sjahrir's reaction to Ho Chi Minh's 1945 call for a free peoples federation,' *Indonesia*, no. 49, (avril 1990), pp. 30-31.
- HARDY, Andrew, 'Migration and Mobilisation : The Repatriation of Vietnamese from Thailand (1960-1964), à paraître fin 2000.
- HASEMAN, John B., *The Thai resistance movement during the Second World War*, DeKalb, Northern Illinois University, 1978.
- HEDER, Steve, 'Thai-Indochinese relations in the Pridi period', papier inédit, Cornell University, décembre 1972.
- HO CHI MINH, *Hồ Chí Minh : Toàn tập, 1945-1947* [Ho Chi Minh : Œuvres complètes, 1945-1947], Hanoi, NXBST, 1984.
- HO SI TUI, 'Sự ra đời và hoạt động của bộ đội độc lập số 1' [La naissance et les activités de la troupe indépendante no. 1], dans Bộ Quốc Phòng, *Phong trào Nam Tiến, (1945-1946)*, [Mouvement vers le Sud], Hanoi, NXBQĐND, 1997, pp. 235-245.
- HOANG NGUYEN, 'Tôi tham gia đoàn cán bộ đối ngoại đầu tiên đi Đông Nam Á' [J'ai participé à la première délégation de cadres extérieurs envoyée en Asie du Sud-Est], *Nghiên Cứu Đông Nam Á*, no. 1, (1991), pp. 51-52.
- HOANG VAN HOAN, *Giọt nước trong biển cả : Hồi ký cách mạng* [Une goutte d'eau dans l'océan : Mémoires révolutionnaires], Beijing, NXB Tin Việt Nam, 1986.
- India and Southeast Asia*, s.l., The Publications Division, Ministry of Information and Broadcasting, Government of India, s.d.
- JOYAUX, François, *La Chine et le règlement du premier conflit d'Indochine, Genève 1954*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1979.
- KALIDAS NAG, *New Asia*, Calcutta, Prajna Bharati, 1947.
- KALIDAS NAG, *Discovery of Asia*, Calcutta, Institute of Asian-African Relations, 1957.
- Kangwon sutthai khong Pridi Banomyong' [Le dernier souci de Pridi Banomyong], dans *Pridi Banomyong*, [une collection spéciale d'articles sur la vie de Pridi publiée par les éditeurs du journal, *Matichon*, commémorant la mort de Pridi en 1983], Bangkok, Samnakphim Matichon, la préface est datée de juin 1983.
- KEYES, Charles, Isan : *Regionalism in northeastern Thailand*, Ithaca, University of Cornell, Southeast Asia Data Paper, no. 65, (1967).

- KHACHATPHAI BURUTPHAT, *Yuan Ophayop* [L'immigration vietnamienne]. Bangkok, Duang Kamol, 1981.
- KHONTHI SUKAMONKHON, *Kanwithesobai khong Thai* [Politique étrangère thaïe], Bangkok, La Presse universitaire de Thammasat, 2528 [1985].
- KOPKUA SUWANNATHAT-PHIAN, *Nayobaitangprathet khong rathaban Phibun Songkhram, PS 2481-2487* [The Foreign Policy of the Phibun Songkhram Government, 1938-1944], Bangkok, Thai Khadi Research Institute, 2532 [1989].
- LABROUSSE, Serge (de), *Economie maritime indochinoise. Politique du cabotage en Indochine*, Saigon, Imprimerie Française d'Outre-Mer, Saigon, 1950.
- LAM NHAT DOI, 'Tài liệu khoa học thuộc phòng lịch sử liên quan Lào-Việt' [Documents scientifiques du bureau d'histoire sur les relations vietnamo-laotiennes], *Tạp Chí Khoa Học*, (décembre 1991), p. 41.
- LE MANH TRINH, 'Trở về tổ quốc' [Retour à la patrie], *Tạp Chí Lịch Sử Đảng*, no. 4, (avril 1991), pp. 18-20.
- LE MANH TRINH, *Cuộc vận động cứu quốc của Việt kiều ở Thái-lan (Góp vào tài liệu lịch sử cách mạng Việt Nam)* [La mobilisation du salut national des Viet kieu en Thaïlande (Contribution à la documentation sur la révolution vietnamienne)], Hanoi, NXBST, 1961.
- LE VAN HIEN, *Nhật ký của một bộ trưởng* [Journal d'un ministre], Đà Nẵng, NXB Đà Nẵng, 1995, vols. I-II.
- LE XUAN KHOA, 'Hội-Nghị Liên-Lạc Á-Châu năm 1947 và những vấn đề văn hóa' [La conférence asiatique de 1947 et des questions culturelles], *Văn Hóa Á-Châu*, no. 1, (avril 1958), p. 67.
- Lịch sử bộ đội thông tin liên lạc quân khu 7, Miền Đông Nam Bộ (1945-1995)* [Histoire des troupes de liaison de la zone de guerre 7, L'Est du Nam Bo (1945-1995)], Hanoi, NXBQĐND, 1995.
- LOCKHART, Greg, *Nation in arms : The origins of the People's Army of Vietnam*, Sydney, Allen and Unwin, 1989, pp. 234-242.
- MAI THE CHAU, *Freedom Movement in Viet-Nam*, New Delhi, Indian Council of World Affairs, 1947.
- MOHAMMED HATTA, *Portrait of a patriot*, La Haye, Mouton Publishers, 1972.
- MORDAL, Jacques, *Marine Indochine*, Paris, Amiot-Dumont, 1953.
- MOTOO FURUTA, 'The Indochina Communist Party's division into three parties : Vietnamese communist policy towards Cambodia and Laos, 1948-1951', dans TAKASHI SHIRAISHI et MOTOO FURUTA, *Indochina in the 1940s and 1950s*, Ithaca, Southeast Asia Data Paper, 1992, pp. 143-163.
- MUSCAT, Robert J., *Thailand and the United States : Development, security, and foreign aid*, New York, Columbia University Press, 1990.

- NAICHANTHANA, X.O. Group: *Rangphainai Khabuan Seri Thai* [Groupe X.O : L'histoire interne du mouvement Seri Thai], Bangkok, Chethaburut Publishers, 2522 [1979].
- NGOC-DIEP THI TRINH, 'Indonesia's Foreign Policy toward Vietnam', Ithaca, thèse, Cornell University, 1995.
- NGUYEN KIEN GIANG, *Việt-nam : Năm đầu tiên sau cách mạng tháng tám (tháng tám 1945-tháng chạp 1946)* [Vietnam : La première année après la révolution d'août (août 1945 à décembre 1946)], Hanoi, NXBST, 1961.
- NUECHTERLEIN, Donald E., *Thailand and the struggle for Southeast Asia*, Ithaca, Cornell University Press, 1965.
- OSBORNE, Milton, *Southeast Asia : An introductory history*, Sydney, George Allen & Unwin, 1979.
- OUN SANANIKONE, *Banthuk pracamwan-hetkan khong Thao Oun* [Journal privé de Thao Oun], dans HCFIC, SDECE, BI, no. 4181SR, 'Copie du journal privé de Thao Oun', écrit en français, c. 10H606, SHAT [journal rédigé en français]. .
- PAKEM, B., *India-Burma relations*, New Delhi, Omsons Publications, 1992.
- PHUONG-LAN, *Nhà cách mạng Tạ Thu Thâu, 1906-1945* [Le révolutionnaire Ta Thu Thau], Saigon, Nhà Sách Khai-Trí, 1973.
- POOLE, Peter A., *The Vietnamese in Thailand: A historical perspective*, Ithaca, Cornell University Press, 1970.
- POUJADE, Jean, *Les jonques des chinois du Siam*, Fascicule I, Documents d'Ethnographie Navale, Paris, Guthier-Villars, Impr Éditeurs, 1946.
- Pridi Banomyong, *Chiwit phanphuan khong khaphacao lae 21 pi thi liphai nai sathanarat ratsadon Cin* [Ma vie mouvementée et 21 ans d'exil dans la République populaire de la Chine], traduit du français par Camnong Phakhuanwut et Phonthip Toyai, s.l., 1974.
- Quân tình nguyện Việt-Nam ở Campuchia thời kỳ 1945-1954* [L'armée de volontaires vietnamiens au Cambodge durant la période 1945-1954], Cà Mau, NXB Mũi Cà Mau, Lưu hành nội bộ, 1998.
- RANDOLPH, R. Sean, *The United States and Thailand, Alliance dynamics, 1950-1985*, Berkeley, Institute of East Asian Studies, University of California, 1986.
- REMME, Tilman, *Britain and regional cooperation in South-East Asia, 1945-49*, London, Routledge, LSE, 1995.
- SARDESAI, D.R., *Indian foreign policy in Cambodia, Laos, and Vietnam, 1947-1964*, Berkeley, University of California Press, 1968.
- SMITH, Harris R., *OSS : The secret history of America's first Central Intelligence Agency*, Berkeley, University of California Press, 1972.
- SMITH, Ralph B., 'China and Southeast Asia : The revolutionary perspective, 1951', *Journal of Southeast Asian Studies*, no. 1, vol. 19, (mars 1988), pp. 97-110.

- SONSAK NGAMKHAONKULAKIT, *Khabuan kanserithai kap khwamkhatyaeng thang kanmuang phainai prathet Thai rawang PS 2481-2492* [Le mouvement du Thai Libre Free Thai et les conflits politiques pendant la période entre 1938 et 1949], Bangkok, Sathaban Esia Suksa, Mahawithayalai Chulalongkorn, 2531 [1988].
- STOWE, Judith A., *Siam becomes Thailand*, London, Hurst & Company, 1991.
- Sự liên quan giữa Hoa-Việt*, [Les connexions sino-vietnamiennes], NXB Thông Tin, 1950.
- SURYONO DARUSMAN, *Recollections of Suryono Darusman : Singapore and the Indonesian revolution, 1945-1950*, Singapour, Institute of Southeast Asian Studies, 1992.
- THAK CHALOEMTIARANA, éd., *Thai politics : Extracts and documents, 1932-1957, vol. I*, Bangkok, Social Science Association of Thailand, 1978.
- THAK CHALOEMTIARANA, *Thailand : The politics of despotic paternalism*. Bangkok, Social Science Association of Thailand, Thammasat University, 1979.
- THOMPSON, Virginia et Richard ADLOFF, *The left wing in Southeast Asia*, New York, William Sloane Associates, 1950.
- TON THAT THIEN, *India and South East Asia, 1947-1960*, Genève, Librairie Droz, 1963.
- TRAN HUY LIEU, *Tài liệu tham khảo cách mạng tháng tám : Tổng khởi nghĩa ở Hà Nội và các địa phương, quyển 1-2* [Matériaux pour l'histoire de la révolution d'août : Les soulèvements à Hanoi et dans les campagnes], Livres 1 et 2, Hanoi, NXBSH, 1960.
- TRUONG CHINH, *Cách mạng dân chủ mới Đông Dương* [La nouvelle révolution démocratique en Indochine], extraits du discours adressé à la 5^{ème} plénum des cadres, daté de 8-16 août 1948, d. PCI, 1951, 1422, c. 10H3978, SHAT.
- TWANG PECK YANG, *The Chinese business elite in Indonesia and the transition to independence, 1940-1950*, Kuala Lumpur, Oxford University Press, 1998.
- Văn kiện Đảng về kháng chiến chống thực dân Pháp, tập II (1951-1954)* [Documents du parti concernant la résistance contre le colonialisme français, volume II, (1951-1954)], Hanoi, NXBST, 1988.
- VO NGUYEN GIAP, *Nhiệm vụ quân sự trước mắt chuyển sang Tổng Phấn Công* [Les tâches militaires urgentes pour la transition à la contre-offensive générale], daté de 1950, p. 37, c. 10H5443, SHAT.
- WARREN, William, *The legendary American : The remarkable career and strange disappearance of Jim Thompson*, Boston, Houghton Mifflin Company, 1970.
- YOJI AKASHI, 'Lai Teck, Secretary General of the Malayan Communist Party, 1939-1947', *Journal of the South Seas Society*, vol. 49, (1994), pp. 57-103.
- ZHANG SHU GUANG, *Deterrence and strategic culture : Chinese-American confrontations, 1949-1958*, Ithaca, Cornell University Press, 1992.

D. Le contexte chinois

- ADIBEKOV, Grant, 'The Comintern following its formal dissolution (1943-1944)', *Voprosy Istorii, Voprosy Istorii*, no. 8, (1997).
- Bộ Tổng Tham Mưu, *Lịch sử Bộ tổng tham mưu trong kháng chiến chống Pháp (1945-1954)* [Histoire de l'Etat-Major général pendant la résistance contre la France], Hanoi, Bộ Tổng Tham Mưu, 1991.
- BAIL, René, *Indochine, 1953-1954, Les combats de l'impossible*, Paris-Limoges, Charles Lavauzelle, 1985.
- Ban Khoa Học Hậu Cần, *Công tác hậu cần một số trận đánh trong kháng chiến chống Pháp, (1945-1954)* [Les tâches de ravitaillement : Quelques batailles pendant la résistance contre la France (1945-1954)], Lưu Hành Nội Bộ, [Hanoi ?], Tổng cục Hậu Cần, 1982.
- BERGOT, Erwan, *Commandos de choc en Indochine : Services secrets en Indochine, 1945-1954*, Paris, Editions Grasset et Fasquelle, 1975.
- Bộ Quốc Phòng, *Lịch sử quân giới Việt Nam thời kỳ kháng chiến chống thực dân Pháp, (1945-1954)* [Histoire de l'armement militaire du Vietnam pendant la résistance contre le colonialisme français], Hanoi, NXB Lao Động, 1990.
- Bộ Quốc Phòng, *Thống kê các chiến dịch trong kháng chiến chống Pháp, kháng chiến chống Mỹ* [Statistiques des batailles de la résistance anti-française et anti-américaine], vol. I, Hanoi, Viện Lịch Sử Quân Sự Việt Nam, 1993.
- BOUDAREL, Georges, 'Influences and idiosyncracies in the line and practice of the Vietnam Communist Party', dans William S. TURLEY, éd., *Vietnamese communism in comparative perspective*, Boulder, Westview Press, 1980, pp. 137-169.
- BOUDAREL, Georges et François CAVIGLIOLI, 'Comment Giap a failli perdre la bataille de Dien Bien Phu', *Le Nouvel Observateur*, (le 8 avril 1983).
- BOUDAREL, Georges, 'L'idéocratie importée au Vietnam avec la Maoïsme', dans *La bureaucratie au Vietnam*, Paris, L'Harmattan, 1983, pp. 31-106.
- BOUDAREL, Georges, 'La diaspora et les exilés vietnamiens', *Relations internationales*, no. 54, (été 1988), pp. 231-54.
- BOURGEOIS, Marcel, *Itinéraire d'un coq de combat*, publié par l'auteur, à titre privé, 1995.
- BUKHARKIN, I.B., 'Kremli và Hồ Chí Minh' [Le Kremlin et Ho Chi Minh], *Xưa và Nay*, no. 55, (septembre 1998), pp. 4-5.
- Cao Bằng lịch sử đấu tranh vũ trang cách mạng, (1930-1954)* [Cao Bang : Histoire de la lutte révolutionnaire armée], Bộ Chỉ Huy Quân Sự Tỉnh Cao Bằng, 1990.
- CHASSIN, L.M., *La Conquête de la Chine par Mao Tse-Tung (1945-1949)*, Paris: Payon, 1952.
- CHEAH BOON KHENG *From PKI to the Comintern, 1925-1941: The apprenticeship of the Malayan communist party*, Ithaca, Southeast Asia Program, 1992.

- CHEN GENG, *Chen Geng Re Ji (Xu)* [Le journal de Chen Geng], Beijing, Editions de l'Armée de libération, 1984. Extraits traduits en anglais par Joseph Lee et Stan Tan.
- CHEN JIAN, 'China and the first Indochina war, 1950-1954', *The China Quarterly*, no. 133, (mars 1993), pp. 85-110.
- CHEN JIAN, 'China's involvement in the Vietnam war, 1964-69', *The China Quarterly*, no. 142, (juin 1995), pp. 356-387.
- CHEN JIAN, *China's road to the Korean war*, New York, Columbia University Press, 1994.
- CHEN JIAN, 'The myth of America's « Lost chance » in China : A Chinese perspective in light of new evidence', *Diplomatic History*, no. 1, vol. 21, (hiver 1997), pp. 77-86.
- CRIBB, Robert, 'Opium and the Indonesian Revolution', *Modern Asian Studies*, 22, 4, (1988), pp. 701-722.
- DANG VAN VIET, *Đường số 4, Con đường lửa, Hồi ký* [La route no. 4, la route en feu, mémoires], Cao Bang, Viện Lịch Sử Quân Sự Việt Nam, 1987.
- DANG VAN VIET, *La R.C. 4 : Campagne des frontières (1947-1950)*, Hanoi, Editions en langues étrangères, 1990.
- DINH PHU XUAN, 'Hồ Sơ Hồ Chí Minh' [Le dossier Ho Chi Minh], *Quế Mẹ*, no. 109, (avril-mai 1990), pp. 51-53.
- DO QUANG HUNG, 'Bác Hồ mùa xuân 1950 ...' [L'oncle Ho au printemps de 1950...], *Xưa và Nay*, no. 75, (mai 2000), pp. 5-6, 19.
- DO QUANG HUNG, 'Những người Xô-Viết đầu tiên ở Việt Nam', *Nhân Dân*, no. 34, (février 2000), pp. 50-51.
- DOAN TRONG TRUYEN (sous la direction de), *L'Edification d'une économie nationale indépendante au Vietnam (1945-1965)*, Hanoi, Editions en Langues Etrangères, 2^{ème} édition, 1966.
- DOYON, Jacques, *Les soldats blancs de Hồ Chí Minh*, Paris, Fayard, 1973.
- DUIKER, William J., *China and Vietnam: The roots of conflict*, Berkeley, Institute of East Asian Studies, University of California, Berkeley, 1986.
- EFIMOVA, L.M., 'Towards the establishment of diplomatic relations between the USSR and the Republic of Indonesia, 1947-1948', intervention faite lors du colloque « EUROSEAS Conference », (septembre 1998).
- FACON, Patrick, 'L'armée de l'air et la guerre d'Indochine (1945-1954)', *Revue Historique des Armées*, no. 4, (1990), pp. 95-107.
- FIGUERES, Léo, *Je reviens du Viet-Nam libre, Notes de voyage*, Paris, 1950.
- FIGUERES, Léo, *Jeunesse militante*, Paris, Editions sociales, 1971.
- GADDIS, John Lewis, *We now know : Rethinking Cold War history*, Oxford, Oxford University Press, 1997.

- GOSCHA, Christopher E., 'Entremêlements sino-vietnamiens : Réflexions sur le Sud de la Chine et la révolution vietnamienne entre les-deux-guerres', *Approches-Asie*, no. 16, (1999), pp. 81-108.
- GRAS, Yves, 'L'adaptation de l'armée de l'air : vecteur d'inadaptation ?', dans Maurice VAISSE, (sous la direction de), *L'armée française dans la guerre d'Indochine*, Paris, Editions Complexe, 2000, pp. 315-347.
- GRAS, Yves, *Histoire de la guerre d'Indochine*, Paris, Denoël, 2^{ème} édition, 1992.
- GUO MING, éd., *Zhong Yue guanxi yanbian si shi nian* [40 ans de changements dans les relations sino-vietnamiennes], Nan Ling, Guangxi renmin chubanshe, 1992. Extraits traduits en anglais par Joseph Lee.
- Hà Giang : Lịch sử kháng chiến chống thực dân Pháp, (1945-1954)* [Ha Giang : Histoire de la résistance contre le colonialisme français, (1945-1954)], [Hanoi ?], Bộ Chỉ Huy Quân Sự Tỉnh Hà Giang, 1994.
- HALPERN, Joel et William TURLEY, traducteurs et eds, *The notes of Do Xuan To, Vietnamese economics specialist assigned to the Pathet Lao in Xieng Khouang, 1968*, Bruxelles, Centre d'Etudes du Sud-Est Asiatique et de l'Extrême Orient, 1977.
- HAN SUYIN, *Le siècle de Zhou Enlai : Le mandarin révolutionnaire*, Paris, Editions Stock, 1993.
- Hậu cần chiến dịch trong kháng chiến chống thực dân Pháp (1945-1954)* [Service de l'arrière aux batailles durant la résistance contre le colonialisme français], Hanoi, NXBQĐND, 1994.
- HOANG MINH PHUONG, 'Về một cuốn sách xuất bản ở Trung Quốc viết về Điện Biên Phủ' [A propos d'un livre sur Dien Bien Phu publié en Chine], *Xưa và Nay*, no. 3 (04) (juin 1994), p. 14.
- HOANG TRANH (HUANG ZHENG), *Hồ Chí Minh với Trung Quốc* [Ho Chi Minh et la Chine], NXB Sao Mới, 1990.
- HOANG VAN HOAN, *Giọt nước trong biển cả : Hồi ký cách mạng* [Une goutte d'eau dans l'océan : Mémoires révolutionnaires], Beijing, Tin Việt Nam, 1986.
- HOANG VAN THAI, *Điện Biên Phủ : Chiến dịch lịch sử* [Dien Bien Phu : Une bataille historique], Hanoi, NXBQĐND, 1994.
- HOANG VAN THAI, et. al. *Con đường cách mạng, Hồi ký* [Le chemin de la révolution, Mémoires], Hanoi, NXBTN, 1970.
- HUANG ZHENG, *Ho Zhiming [Ho Chih Ming] yu Zhongguo* [Ho Chi Minh et la Chine], Beijing, Jiefangjun chubanshe, 1987.
- HUANG ZHENG, *Zhong Yue guanxi shi yanjiu jigao* [Esquisse historique des relations sino-vietnamiennes], Nanling, Guangxi renmin chubanshe, 1992. Extraits traduits en anglais par Joseph Lee.
- JOHNSEN, Inge, 'La reconnaissance de la République populaire de Chine par la France en 1964', Hosten, mémoire de maîtrise, Universitetet i Oslo, 1999.

- JOYAUX, François, *La chine et le règlement du premier conflit d'indochine, genève 1954*, Paris, Publications de la sorbonne, 1979.
- JOYAUX, François, 'A Propos des Relations Sino-Vietminh en 1950-1954', *Enjeux et Puissances: Pour une histoire des relations internationales au XX^e siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, Série Internationale-29, Université de Paris I, 1986, pp. 331-346.
- KHROUCHTCHEV, Nikita, *Mémoires inédits*, traduit de l'anglais par Pierre GIRARD, Paris, Pierre Belfond, 1991.
- KING C. CHEN, *Vietnam and China*, Princeton, Princeton University Press, 1969.
- LE PAGE, Marcel, *Cao Bang, La tragique épopée de la colonne Le Page*, Paris, Nouvelles Editions Latines, 1981.
- LE VAN HIEN, *Nhật ký của một bộ trưởng* [Journal d'un ministre], Đà Nẵng, NXB Đà Nẵng, 1995, vols. I-II.
- LIU SHAOQI, *Internationalism and nationalism*, Beijing, Foreign Languages Press, 3^{ème} édition, 1951.
- LIU TIANJUN, *Zhong yuegong guanxi de chongtu cengmian—ruogan de yenjiu* [Les niveaux de conflit dans les relations sino-vietnamiennes : Une étude de quelques problèmes], Taipei, Shangwu, 1984. Extraits traduits en anglais par Janet Geok Hoon.
- LOCKHART, Greg, *Nation in arms : The origins of the people's army of Vietnam*. Sydney, Allen and Unwin in association with the Asian Studies Association of Australia, 1989.
- LONDON, Artur, *Aux sources de l'aveu*, Paris, Editions Gallimard, 1997.
- LUO FANGMING GUOMING et LI BAIYIN, eds., *Xiandai zhongyue guanxi ziliao xuanbian* [Matériaux sur les relations contemporaines entre la Chine et le Vietnam (octobre 1949—1978)], Beijing, Shishi Publishers, 1986. Extraits traduits en anglais par Janet Geok Hoon.
- Manuscripts de Liu Shaoqi, Depuis l'établissement [de la Chine], (juillet 1949—mars 1950)*, Beijing, Zhongyang Wenxian, 1998. Extraits traduits en anglais par Janet Geok Hoon.
- NGO VAN, 'Nhớ lại hội nghị phát triển mậu dịch quốc doanh năm 1952 của Liên Khu Việt Bắc' [Souvenir de la Conférence sur le commerce d'Etat en 1952 pour le LK Viet Bac], *Tạp Chí Thương Mại*, nos. 21-22, (novembre 1996), pp. 11, 30.
- NGUYEN HOANG LUU, 'Vài sự thật về cuộc đời và con người tướng Nguyễn Sơn cần được sáng tạo' [Quelques vérités sur la voie et la personne du général Nguyễn Sơn qui doivent être éclaircies], *Ngày Nay* [Texas], no. 414, (le 1 juillet 1999), pp. B3-B6.
- NGUYEN THUONG DAT, 'Ngoại thương trong thời kỳ hình thành và xây dựng' [Commerce extérieur dans un moment de formation et de construction], *Tạp Chí Thương Mại*, nos 21-22, (novembre 1996), p. 20.

- NIOLLET, Dominique, *Epopée des douaniers en Indochine (1874-1954)*, Paris, Editions Kailash, 1998.
- PHAM DUY, *Hồi ký thời kỳ cách mạng kháng chiến* [Mémoires de la révolution et de la résistance], PDC Musical Productions, 1989.
- PHAN HOANG, *Phỏng vấn các tướng lĩnh Việt Nam, Tuyển tập* [Entretiens avec des généraux vietnamiens, œuvres sélectionnées], Hanoi, NXB Trẻ, 1998, volumes 1-3.
- QIANG JIANG, *Zai shenmi di zhangzheng zhong—Zhongguo junshi guwentun fu Yuenan zhengzhangji* [Une guerre mystérieuse— Une chronique des conseillers militaires chinois envoyés au Vietnam], Hebi, Hunan renmin chubanshe, 1992. Extraits traduits en anglais par Joseph Lee.
- QIANG ZHAI, 'Transplanting the Chinese model : Chinese military advisors and the First Vietnam war, 1950-1954', *The Journal of Military History*, 57, (octobre 1993), pp. 689-715.
- QIANG ZHAI, *China & the Vietnam wars, 1950-1975*, Chapel Hill [Etats-Unis], The University of North Carolina Press, 2000.
- QUINN-JUDGE, Sophie, 'The return of Nguyen Ai Quoc : The path to the eighth plenum', intervention faite au colloque : « Moving beyond the war : New directions in the study of Vietnam », Université de Pennsylvanie, (le 31 mars au 1 avril 2000).
- ROCOLLE, Pierre, *Pourquoi Dien Bien Phu ?* Paris, Flammarion, 1968.
- ROLAND, André, *L'action dans l'ombre avant Dien Bien Phu*, Paris, Editions du Dauphin, 1971.
- ROY, Jules, *La bataille de Dien Bien Phu*, Paris, Juilliard, 1963.
- RUSCIO, Alain, *Les communistes français et la guerre d'Indochine, 1944-1954*, Paris, L'Harmattan, 1985.
- SALAN, Raoul, *Mémoires : Le Viet-minh mon adversaire*, Paris, Presses de la Cité, 1971.
- SHENG, Michael, 'The triumph of internationalism : CCP-Moscow relations before 1949', *Diplomatic History*, no. 1, vol. 21, (hiver 1997), pp. 95-104.
- Sự thật về những lần xuất quân của Trung Quốc và quan hệ Việt-Trung* [La vérité sur le déploiement de l'armée chinoise et les relations sino-vietnamiennes], Danang, NXB Danang, 1996.
- THAI QUANG TRUNG, *Collective leadership and factionalism : An essay on Ho Chi Minh's legacy*, Singapour : Institute of Southeast Asian Studies, 1985.
- Tiểu đoàn 308 trong kháng chiến chống Pháp, (1949-1954)* [Le régiment 308 pendant la résistance anti-française], Ha Noi, NXBQĐND, 1996.
- Tình hình thế giới* [La situation mondiale], Bình Thuận XB, s.d., d. 4^{ème} partie, c. 10H3978, SHAT.
- Trận đánh ba mươi năm : Ký sự lịch sử* [Trente ans de bataille : Chronique historique], volume I, Hanoi, NXBQĐND, 1983.

- TRAN NGOC DANH, *Tiểu sử Hồ chủ-tịch* [Biographie du président Ho], Paris, Chi-Hội Liên-Việt Pháp, 1949.
- TREGLODE, Benoît (de), 'La victoire communiste chinoise et le déplacement des réseaux diplomatiques de la République démocratique du Viêt Nam vers Beijing, (1950-54)', *Revue Historique des Armées*, à paraître.
- TREGLODE, Benoît (de), 'Premiers contacts entre le Vietnam et l'Union soviétique, (1947-1948)', *Approches-Asie*, no. 16, (1999), pp. 125-135.
- TU SON, 'Từ chuyến vi hành của một chủ-tịch nước...' [Le voyage incognito d'un président], *Tia Sáng* [Berlin], no. 26, (1994), pp. 31-34.
- TURLEY, William S., éd., *Vietnamese communism in comparative perspective*, Boulder, Westview Press, 1980.
- VO NGUYEN GIAP, *Chiến đấu trong vòng vây, Hồi ức* [Lutter dans une situation d'encerclement : Souvenirs], Hanoi, NXBQĐND, 1995.
- VO NGUYEN GIAP, *Điện Biên Phủ*, Hanoi, NXB Chính Trị Quốc Gia, 1994.
- VO NGUYEN GIAP, *Đường tới Điện Biên Phủ* [Le chemin se dirigeant vers Dien Bien Phu], Hanoi, NXBQĐND, 1999.
- VU THU HIEN, *Đêm giữa ban ngày* [La nuit en plein jour], Californie, Văn Nghệ, 1997.
- 'Vượt « Thập Vạn Đại Sơn » giúp bạn' [En traversant les dix mille montagnes pour aider notre ami], *Xưa và Nay*, no. 3 (04) (juin 1994), p. 25.
- WESTAD, Odd Arne, 'Losses, chances, and myths : The United States and the creation of the Sino-Soviet alliance, 1945-1950', *Diplomatic History*, no. 1, vol. 21, (hiver 1997), pp. 105-116.
- WESTAD, Odd Arne, 'Unwrapping the Stalin-Mao talks : Setting the record straight', *Cold War International History Project Bulletin*, nos. 6-7, (hiver 1995-1996), pp. 23-24.
- WESTAD, Odd Arne, et. al., *77 conversations between Chinese and foreign leaders on the wars in Indochina, 1964-1977*, working paper no. 22, Washington, D.C., Cold War International History Project, The Woodrow Wilson Center, 1998. Version acrobat: <http://cwihp.si.edu/working%20papers-pdf.htm>.
- WOLTON, Thierry, *Le KGB en France*, Paris, Bernard Grasset, 1986.
- XU BEILAN et ZHENG PEIFEI, *Chen Gun [Chen Geng] jiangjun zhuan* [Biographie du général Chen Geng], Beijing, Jiefangjun chubanshe, 1988. Extraits traduits en anglais par Joseph Lee.
- YANG KUISONG, 'Mao Zedong and the war in Indochina', intervention faite lors de l'« International Workshop on New Evidence on China, Southeast Asia and the Vietnam War », Hong Kong, les 11-12 janvier 2000.
- YOJI AKASHI, 'Lai Teck, Secretary general of the Malayan communist party, 1939-1947', *Journal of the South Seas Society*, vol. 49, (1994), pp. 62-63.

YONOSUKE NAGAI et AKIRA IRIYE, éds., *The origins of the Cold War in Asia*. New York, Columbia University Press, 1977.

ZERVOUDAKIS, Alexander, 'Vinh Yen', *Revue Historique des Armées*, no. 1, (1994), pp. 54-60.

Aperçus biographiques des principaux personnages

APHAIWONG, KHUANG : voir KHUANG APHAIWONG

BAO AN : Sudiste. Moine bouddhiste vietnamien, il officia au temple Nang Loern de Bangkok. Maîtrise du thaïlandais et peut-être du chinois. Avait la nationalité thaïlandaise. L'un des membres les plus importants de la délégation de la RDVN. Chargé du commerce clandestin et des relations avec les *Viet kieu*.

CAO HONG LANH : Probablement né à Haiphong ou à Saigon. Bonne maîtrise du chinois. Formé à l'Académie militaire de Whampoa, puis par Ho Chi Minh dans la « Ligue de la jeunesse » (*Thanh Nien*) au milieu des années 1920. Membre influent du PCI en Chine du Sud et en Thaïlande au début des années 1930. Connaissait bien Hoang Van Hoan. Membre du PCC. Organisa des routes d'approvisionnement entre le Vietnam et la Thaïlande en 1945-1946. Partit à Bangkok en 1948 pour établir des contacts avec le PCC. Mit en place un Bureau du Parti pour l'Outre-mer à Hong Kong en 1949. A la tête du consulat de la RDVN à Canton à partir de 1950.

CHEN GENG : Chinois. Né en 1903 dans une famille cultivée et aisée de la province de Hunan. Etudia à l'Académie Militaire de Whampoa à Guangzhou où il rencontra Ho Chi Minh. Conseiller chinois envoyé par le PCC dans le Viet Bac pour aider l'armée vietnamienne. Chef du Gouvernement Provincial de Yunnan et commandant du District Militaire Provincial de Yunnan. Arrivé au Vietnam en juillet 1950. Joua un rôle crucial dans la planification et la direction de la bataille victorieuse contre les Français à Cao Bang et à Lang Son et dans l'ouverture d'une frontière avec le sud de la Chine. Quitta le Vietnam fin 1950.

CHIANG KAI-SHEK (1887-1975) : Homme d'Etat chinois et commandant militaire, à la tête du Parti Nationaliste Chinois, GMD, et chef du gouvernement nationaliste chinois. Battu par le PCC en 1949, il fuit vers Taiwan.

DANG HOAN BON, (1901-1991): Chinois de Hainan, issu d'une famille riche de propriétaires terriens, gros commerçant de Saigon-Cholon. Etudia le droit à Shanghai et devint un célèbre journaliste et intellectuel dans les années 1930. De retour à Saigon pendant la révolution d'Août, il fit don de tous les biens qu'il possédait à Cholon au gouvernement vietnamien et rejoignit le Viet Minh. Il joua un rôle important en tentant de gagner le soutien des *Huaqiao* lors de la guerre d'indépendance du Vietnam. S'installa dans le Nord-Vietnam après 1954.

DUNG VAN PHUC : Homme du sud. S'enfuit de sa prison avec Tran Van Giau en 1940. Partit en Thaïlande. Chargé des opérations quotidiennes du Comité d'approvisionnement du Nam Bo. Remplit aussi les charges de commissaire politique et agent de liaison entre Bangkok et le Nam Bo pour les affaires commerciales. De retour au Vietnam vers 1950-1951.

DUONG VAN GIAO (1894?- 1945) : Né dans le Sud-Vietnam. Avocat. Etudia en France dans les années 1920. Ami proche de Pridi Banomyong en France. Ensemble, ils formèrent

« l'Association pour l'amitié et la solidarité asiatique ». Egalement ami de Jawaharlal Nehru. Partit en Thaïlande vers 1940. Travailla même au cabinet de Pridi. Après qu'il eut quitté le « Parti Constitutionnaliste Indochinois », à la fin des années 1920, on le perdit de vue. Il refit surface en 1940 à la tête d'un mouvement d'indépendance appuyé par des Japonais. Recherché par les Français, il partit à Bangkok en 1942 où il constitua un bureau extérieur de la « Ligue pour la Restauration du Viet Nam » (*Viet Nam Phuc Quoc Dong Minh Hoi*). Rencontra souvent Pibul Songkram et Pridi Banomyong. Retourna au Vietnam après le coup d'Etat du 9 mars. Assassiné au moment où débutait la Révolution d'août menée par le Viet Minh.

HO CHI MINH (1890-1969) : De son vrai nom, Nguyen Tat Thanh. Né dans la province de Nghe An. Conversait avec aisance en thaï avec le Général Salan en 1945. Partit en France en 1911 et demeura en Occident presque dix ans. Adopta le nom de Nguyen Ai Quoc. Membre fondateur du Parti Communiste Français. Envoyé à Moscou en 1923 pour se former à la fonction d'agent du Komintern. Retourna en Chine du Sud à la fin de l'année 1924 et constitua la « Ligue de la jeunesse » (*Thanh Nien*) un an plus tard à Canton. Au début de l'année 1930, il créa le Parti Communiste Vietnamien. Arrêté à Hong-Kong en 1931. Libéré en 1933. Resta en Union Soviétique jusqu'en 1938. Retourna en Chine méridionale en passant par Yan'an. En 1941, lors d'une session plénière du Comité Central du PCI, il présida la réunion qui mit en place le Viet Minh. Devint Président de la République Démocratique du Viet-Nam en 1945.

HOANG NGUYEN : Exécuta une mission importante du PCI en Birmanie en 1948 destinée à rompre l'isolement diplomatique du PCI et à essayer de prendre contact avec le PCC. Remplit la fonction d'officier d'information à Rangoon jusqu'en 1950. Etait en rapport avec les communistes chinois. Travailla à la nouvelle ambassade de la RDVN en 1951.

HOANG VAN HOAN (1905-1991) : Né dans la province de Nghe An. Parlait couramment chinois et thaï. Rejoignit les rangs de la « Ligue de la Jeunesse » (*Thanh Nien*) à Quangzhou (Canton). Formé par Ho Chi Minh au milieu des années 1920. Arrivé en Thaïlande en 1928, où il réalisa un travail au service de la révolution pour le PCI et le Komintern jusqu'en 1935. Travailla ensuite en Chine du Sud jusqu'à son retour au Vietnam du Nord en 1945. Homme de confiance de Ho Chi Minh. Nommé sous-secrétaire d'Etat à la Défense Nationale, puis chef du Département Politique. Devint membre du Comité Central du PCI et fut envoyé en Thaïlande en 1948 pour diriger les relations extérieures du PCI avec le reste de l'Asie et du monde. En 1950, nommé ambassadeur de la RDVN en République Populaire de Chine.

HOUL SAKHAN : Khmer, né en 1911 dans la province de Siem Reap. Commerçant en riz et paddy avant 1946.

HUU THINH : Né en 1923 à Phnom Penh. Sous-lieutenant de l'armée indochinoise. Déserta le 27 août 1948 et rejoignit une bande Khmer Issarak et Viet Minh. En relation avec Son Ngoc Minh. Assassiné par Put Chay le 28 Janvier 1951.

ISHII TAKUO : Déserteur japonais passé au Viet Minh en 1945. Formé à l'école d'élite Nakano, possédait une maîtrise exceptionnelle des méthodes de guerre japonaises les plus modernes et des techniques de la guerre clandestine. Avait commandé au sein de l'Etat-Major de la 55^{ème} division et participé lui-même à la difficile prise de Rangoon. Enseigna à

l'Académie militaire de Quang Ngai. Commanda des unités vietnamiennes en guerre contre le Corps expéditionnaire. Mourut lors d'une bataille en 1952.

KAYSONE PHOMVIHAN : Né en 1920 dans la province de Savannakhet. Métis lao-vietnamien. Fils d'un « bureaucrate indochinois ». Parle couramment vietnamien et laotien. Parle un peu français. Etudia le droit à Hanoi, mais abandonna. Influencé par les manifestations nationalistes à Hanoi en 1945. Actif dans le Lao Issara, au sud du Laos ; rejoignit probablement le « Comité de Résistance du Laos de l'Est ». Travailla très intimement à partir de 1948 avec les dirigeants militaires vietnamiens, y compris Vo Nguyen Giap. Homme de confiance des communistes vietnamiens qui lui apportaient leur soutien. Devint membre du PCI en 1949. Avec l'appui des Vietnamiens, il créa la brigade de Latsavong. Présent au Premier Congrès laotien en Août 1950, il fut nommé Ministre de la Défense.

KHAMMAO VILAY (Xieng Mao): Né à Luang Prabang en 1892. Etudia en France au sein de l'Ecole pratique de Commerce. Rejoignit l'administration française au Laos en 1917. Devint Premier Ministre du Lao Issara en Octobre 1945. Très proche collaborateur de Phetsarath. Dirigea le gouvernement en exil avec Phetsarath jusqu'en 1949, année où il décida de le dissoudre, et retourna au Laos.

KHAMTAY SIPHANDON : Né en 1924 dans une famille paysanne. Postier sous le régime français. Rejoignit le Lao Issara en Octobre 1945. Travailla dans les affaires militaires dans les Bolovens. Collabora intimement avec les Vietnamiens, en compagnie de Sithon Kommmandam. Participe au Congrès pour la Création du Gouvernement de Résistance Laotien.

KHUANG APHAIWONG (1903-1968) : Thaï d'origine khmère. Né dans la province de Battambang. Parlait couramment khmer, avait des compétences en langues française et anglaise. Descendant de la branche Aphaiwong de la famille royale cambodgienne. A étudié à Paris. Grâce à des réseaux familiaux et commerciaux, il avait des intérêts de pouvoir dans l'ouest du Cambodge. En tant que chef du Parti Démocratique, il exerça une forte pression pour ne pas rendre ces territoires aux Français en 1945-46. Soutint divers groupes de Khmers de l'Issarak ainsi que le Viet Minh. Partenaire commercial important du Viet Minh. Premier Ministre entre Novembre 1947 et Avril 1948.

KIYOSHI KOMATSU : Né le 13 Juin 1900 à Kobe. Venu en France en 1921, il fut l'un des plus célèbres écrivains japonais de culture française. Put se targuer de l'amitié d'André Malraux et même de Georges Bidault. Fit la connaissance de Ho Chi Minh à Paris en 1921. Travailla pendant l'occupation japonaise avec divers groupes vietnamiens qui réclamaient l'indépendance nationale. Après la prise du pouvoir par le Viet Minh, en novembre 1945, il vint à Hanoi et y créa un « Comité International d'Aide et de Soutien au Gouvernement de la RDVN ».

LE DUAN (1907-1986) : Né dans la province centrale de Quang Tri. Rejoignit le PCI dès sa naissance. Arrêté par les Français, puis libéré en 1936. Travailla pour le PCI dans le centre du Vietnam et entra au Comité Central. Arrêté de nouveau en 1940 et libéré lors de la révolution d'août 1945. En 1946, le Bureau Politique du PCI le choisit comme l'un des membres essentiels du parti qui devait mener la résistance dans le Nam Bo. Lors du deuxième Congrès du PCI, il devint membre du Comité Exécutif Permanent et du Bureau Politique du PCI. Entre

1946 et 1954, il fut secrétaire du « Comité territorial » du PCI et secrétaire du Comité central du Parti dans le Sud de l'Indochine. Avec Nguyen Thanh Son et Le Duc Tho, il prit toutes les principales décisions concernant la politique menée au Cambodge.

LE DUC THO (1911-1992) : Né à Nam Dinh. Commença ses activités révolutionnaires à la fin des années 1920. Arrêté par les Français en 1930, libéré de prison en 1945. Devint membre suppléant du Comité Central du PCI, puis membre à part entière. Responsable des affaires du Parti dans le Bac Bo. Envoyé en 1948 au sud, adjoint au sein du *Xu Uy* sous Le Duan. Lors du second Congrès du PCI, il fut nommé au Comité Central Exécutif et adjoint de Le Duan. En 1955, il devint membre du Bureau Politique.

LE HY : Homme du Nam Bo. Maîtrise de l'anglais et du français. En charge du service d'information de la RDVN à Bangkok en 1945-1948. Avait de bons rapports avec les Américains à Bangkok, particulièrement avec Alexander MacDonald. Egalement représentant lors des discussions avec les diplomates soviétiques à Bangkok. Partit à Moscou en 1948 où il engagea des discussions non officielles avec les Soviétiques. Partit ensuite à Prague. Travailla pour Tran Ngoc Danh. Exclu du PCI au début des années 1950.

LE MANH TRINH (1896-1983) : Né dans la province de Nghe An ou de Nghe Tinh. Parlait couramment thaï et peut-être chinois. Formé par Ho Chi Minh à Canton en 1926 ou 1927. Renvoyé en Thaïlande pour administrer les affaires révolutionnaires avec les Viet kieu, où il joua un rôle-clé, et pour travailler au sein du Parti Communiste Siamois. L'un des cadres les plus importants du PCI en Thaïlande avant et après la Seconde Guerre Mondiale. Mena une mission importante en Birmanie dans la zone IV en 1948. Architecte-clé de la greffe du communisme au Laos.

LE QUOC SAN (1920-) : Mena les activités du Viet Minh à Savannakhet en Août 1945. Fin 1946, il fut l'artisan du transfert du détachement Tran Phu de la Thaïlande au Nam Bo.

LEAV KEO MUNI : Khmer originaire de Siem Reap. Commerçant en bambous. Sous les Thaïlandais, entre 1941 et 1946, il fut nommé chef de son village. Après restitutions des provinces aux Français, devint affilié à l'Issarak de Dap Chuon. Très actif dans le Nord-Ouest.

PIGNON, Léon : administrateur au Tonkin de 1933 à 1936, combattant en France en 1939-1940, rejoignit Alger et participa à la Conférence de Brazzaville. De 1945 à 1950, en Indochine, il occupa les postes de conseiller auprès du Commissaire de France au Tonkin, de Commissaire Fédéral, de Commissaire de la République au Cambodge et, enfin, de Haut-Commissaire de France en Indochine.

LIU SHAOQI : Né en 1898 dans la province de Hunan, en Chine. Connut Ho Chi Minh en Chine méridionale dans les années 1920. Participa à la Longue Marche. Vice-Président du « Conseil Militaire Révolutionnaire du Peuple ». Soutint fermement la RDVN et le PCI en 1949-50.

LUO GUIBO : Après la révolution chinoise, fut directeur du « Bureau Général de la Commission Militaire Centrale du PCC ». Principal conseiller politique chinois au Vietnam.

Chef du « Groupement des conseillers politiques ». Délégué du PCC auprès du Comité Central du PCI et du Lao Dong. Devint le premier ambassadeur de la RPC au Vietnam en 1954.

MAI LAM : Agent extérieur de haut-rang. Partit en Birmanie avec Hoang Nguyen au début de l'année 1948. Envoyé pour son travail en Thaïlande pour s'occuper des questions du Laos et du Cambodge. Remplit ensuite des tâches politico-militaires importantes pour le PCI au Cambodge.

MAI THE CHAU (CHAU LUONG) : Maîtrise de l'anglais. Etudia en France dans les années 1930. Echoua à Madagascar en 1940 lors de son retour en Indochine. Là, il partit travailler pour les Britanniques qui le mutèrent en Inde où il oeuvra au sein leur « Service d'Information ». En août 1945, il partit à Calcutta puis à New Delhi où il devint représentant de la RDVN à partir de fin 1946. Assista à la Conférence des Relations Inter-asiatiques de 1947. Rejoignit Hoang Van Hoan à l'ambassade de la RDVN à Beijing en 1951.

MAI VAN QUANG : Né dans la province de Nghe An. Bonne maîtrise du Thaï. Formé par Hoang Van Hoan. Très tôt membre du PCI en Thaïlande. Joua un rôle important, mais extrêmement secret en Thaïlande à la fin des années 1940 et dans les affaires révolutionnaires laotiennes.

NEHRU, JAWAHARLAL (1889-1964) : dirigeant nationaliste indien et homme d'Etat qui fut le premier Premier Ministre de l'Inde indépendante (1947-1967) ; à la tête des nations non-alignées durant la Guerre Froide. Très solidaire des Vietnamiens dans leur combat contre les Français, il ne voulait cependant pas soutenir la RDVN militairement ou diplomatiquement. Méfiance à l'égard de la RDVN, surtout après la victoire des communistes en Chine rendant possible une expansion communiste chinoise en Asie aux dépens de l'Inde.

NGO THAT SON (nom khmer : Ney Soen Sichan) : *Viet kieu* du Cambodge parlant couramment le khmer. Membre du PCI. Formation d'officier à l'école militaire de Son Tay. Retourné au Cambodge avec Tran Van Giau, on le chargea d'entraîner et d'équiper les premières unités de *Viet kieu* au Cambodge occidental pour se battre au Nam Bo, y compris la « Troupe indépendante no.1 ». Joua un rôle important pour le PCI dans la diffusion du communisme dans l'Est du Cambodge. Arrêté par les Français. Mort en prison.

NGUYEN BINH (1904-1951) : Né à Haiphong. Parlait couramment chinois. De son vrai nom Nguyen Phuong Thao. Arrêté en 1929 par les Français, libéré en 1934. Peu de connaissances sur son lieu de résidence jusqu'à 1945, lorsqu'il retourna à Haiphong en charge de l'armée révolutionnaire. Probablement formé à Whampoa. Envoyé dans le sud pour remplacer Tran Van Giau en 1945. Dirigea les affaires militaires dans la zone VII. Nommé général de division en 1948 en charge de toutes les affaires militaires dans le Nam Bo. Rappelé dans le Nord après avoir sacrifié une précieuse main-d'œuvre lors d'attaques contre le Corps expéditionnaire en 1950. Tué lors d'une embuscade dans le Nord-Est du Cambodge en septembre 1951 alors qu'il rejoignait le Nord.

NGUYEN DUC QUY : Né dans le Centre-Vietnam. Parlait couramment thaï et avait des compétences en chinois, en anglais et en français. Travailla avec le Viet Minh dans le Viet Bac durant la Seconde Guerre Mondiale Connut Vo Nguyen Giap et assista peut-être à la

conférence de Tran Trao en Août 1945. Choisi représentant de la RDVN en Thaïlande et dans l'Asie du Sud-Est. Après un possible voyage en Thaïlande en 1945, il retourna à Bangkok au milieu de l'année 1946 où il fonda la délégation de la RDVN pour la Thaïlande et l'Asie du Sud-Est. Rencontra un grand nombre d'hommes d'affaires, de diplomates et d'hommes politiques asiatiques et occidentaux. Membre secret du PCI. Bonnes relations de travail avec Hoang Van Hoan. Expulsé de Thaïlande en juin 1951. Après un bref voyage à Rangoon, de retour au Vietnam, il fut premier secrétaire de l'ambassade de la RDVN à Moscou en 1952.

NGUYEN DUC THUY : Né probablement dans le Nord-Vietnam. Bonne maîtrise du chinois. Très tôt membre du PCI et, peut-être, du PCC. En charge des relations secrètes avec le PCC. A partir de 1945, en charge du Bureau des Affaires Chinoises de la RDVN et chef du Bureau du Commerce Extérieur du Bac Bo. Avec Cao Hong Lanh et Hoang Van Hoan, il fut probablement l'un des experts chinois les plus importants du Vietnam. A peut-être initié les discussions avec les communistes chinois pour obtenir la reconnaissance de la RDVN en 1950. Mena une mission importante qui visant à rencontrer les Vietnamiens non-communistes et les dirigeants du GMD en Chine méridionale au début de l'année 1947.

NGUYEN SON (1908-1956) : Né près de Hanoi. Parlait couramment le chinois. Formé à l'Académie Militaire de Whampoa ; membre du PCC. Participe à la Longue Marche avec le PCC et devint officier de l'Armée Rouge. Retourna au Vietnam en 1945. Formé à l'académie militaire de Quang Ngai, géra les affaires militaires de LK IV, jusqu'en 1950, date à laquelle il rentra en Chine pour renseigner les conseillers chinois qui allaient au Vietnam. Alla peut-être en Corée du Nord. Retourna au Vietnam en 1956 et mourut peu après.

NGUYEN THANH SON (né en 1910) : Né dans la province de Can Tho dans le Sud-Vietnam. De son vrai nom Nguyen Van Tay. En 1926, il entra à l'Académie Militaire de Whampoa et rejoignit les rangs de Ho Chi Minh. Retourna au Vietnam où il traduit des écrits communistes chinois en vietnamien. Arrêté en 1930, envoyé à Poulo Condor. Libéré en 1936. Devint membre du Comité Territorial du Sud du PCI en 1945 et Vice-Président du Comité Administratif du Peuple de Nam Bo. Rappelé à Hanoi début 1946. Chargé d'armer le Sud, d'ouvrir des lignes d'approvisionnement vers la Thaïlande et l'Asie du Sud-Est et de mettre en place une résistance cambodgienne pro-RDVN. En 1948, il prit le contrôle du Bureau des Affaires Extérieures et élaborer un plan pour bâtir un gouvernement de résistance cambodgien. Ses projets devinrent réalité à partir de 1949-50. L'une des « mains cambodgiennes » les plus influentes du PCI, en charge de l'ensemble du « Front Cambodgien » à partir de 1949, en collaboration avec Vu Huu Binh. Devint général vers 1952 et dirigea la commission de la RDVN chargée de l'application des Accords de Genève dans le Sud.

NGUYEN VAN LONG : Homme du Sud. Bonne maîtrise du thaï, peut-être aussi du chinois. Exerçait des activités extrêmement secrètes. Formé dans les bases du PCI dans le Nord-Est de la Thaïlande au début des années 1930. Peut-être envoyé en Union Soviétique. Travailla pour les services secrets japonais en Thaïlande durant la Seconde Guerre Mondiale et rejoignit même le « gouvernement de résistance » pro-japonais de Duong Van Giao. Connaissait Pibul Songkram et Pridi Banomyong. Après la Seconde Guerre Mondiale, travailla intimement avec les cadres en Thaïlande. Envoyé dans le Nord de la Birmanie pour commencer à établir des liaisons avec le Vietnam septentrional et à contribuer à organiser les éléments Lao Issara pro-RDVN. Joua un rôle important dans la construction du communisme au Laos.

NORODOM CHANTAREANGSEY : Prince. Né en 1924. Fils du Prince Norodom Chantalekha et petit-fils du roi Norodom. Echoua dans ses études. Déserta son poste dans l'armée royale, passa en Thaïlande et fit partie des groupements Issarak. Relations fragiles avec le Viet-Minh. Spécialiste en piraterie.

NOUHAK PHOUMSAVAN : Né à Savannakhet en 1916. Maîtrise du vietnamien. Travailla d'abord comme chauffeur routier pour des entrepreneurs chinois avant de monter sa propre entreprise de transports qui fonctionna entre le Laos et le Centre-Vietnam à partir des années 1930. Recruté par le Viet Minh vers 1945. Chargé du Comité de l'Est pour l'Indépendance du Laos. Travailla très intimement avec des communistes dans le LK IV. Rejoignit le PCI à la fin des années 1940. Les Vietnamiens lui attribuèrent des positions importantes. Devint Ministre de l'Economie au sein du gouvernement de résistance laotien.

OUN SANANIKONE : Né à Vientiane en 1907. Vétérinaire de profession. Dirigea une entreprise de tissage de la soie à Sam Neau. Durant la Seconde Guerre Mondiale, il partit en Thaïlande où il collabora au gouvernement de Pibul Songkram. Rejoignit le mouvement Lao-pen-Lao en 1945 et travailla aussi avec le Seri Thai de Pridi Banomyong. Avait de très bons rapports avec tous les courants de la direction thaï. Avait aussi des relations très proches avec d'anciens officiers américains OSS. Continua ses activités commerciales en Thaïlande. Chassé du Lao Issara en 1948. Amnistié, il retourna au Laos.

PACH CHOEUN : Cambodgien, né en 1896. Servit d'interprète en France pendant la Seconde Guerre Mondiale. Secrétaire des résidences, démissionnaire en 1923, commerçant. Directeur-gérant de *Nagaravatta* de 1936 à 1942. Fit partie du « complot nationaliste » de 1942 à Phnom Penh. Incarcéré à Poulo Condor, libéré par les Japonais en mars 1945. Devint Ministre de l'Economie nationale dans le cabinet de Son Ngoc Thanh. S'enfuit au Sud-Vietnam après l'arrestation de ce dernier. Collabora brièvement avec le Viet Minh. Se soumit aux autorités françaises le 9 Avril 1946.

PHAM NGOC THACH (1911-1968) : Né à Phan Thiet. Parlait couramment français; avait des compétences en anglais. Etudia à Chasseloup Laubat et à l'Ecole de Médecine de Hanoï. Vint en France en 1933 où il devint médecin. Se maria à une femme française et retourna vivre à Rach Gia. Rejoignit également le PCI au début des années 1940, organisa un mouvement de jeunesse sous les Japonais (*Thanh Nien Tien Phong*) et mit ses forces au service de la révolution à Saïgon en août 1945. Nommé sous-secrétaire d'Etat de la RDVN et « ministre plénipotentiaire » chargé de l'Asie et au-delà. Contribua à constituer les délégations de la RDVN à Bangkok et à Rangoon. Rencontra les délégués soviétiques à Bern en 1947. L'un des quelques diplomates compétents de la RDVN auxquels on faisait réellement confiance. Mais il ne gravit pas la hiérarchie du Parti après 1954.

PHAM VAN BACH (1910-1987) : Né dans la province de Tra Vinh, au Sud-Vietnam. Parlait couramment le français. Avocat reconnu, diplômé de l'Université de Lyon vers 1936. Proche De Tran Van Giau. Prit la direction du Comité du Peuple du Sud, en remplacement de Giau, fin 1945. Il dirigea ensuite le CRA pendant le reste de la guerre. Bien que considéré comme non-communiste, il a sans doute adhéré au Parti secrètement pour occuper une position si importante et bénéficier de la confiance de communistes aussi influents que Le Duan, Le Duc

Tho et Nguyen Thanh Son. En 1950-51, à Bangkok, sa femme fit défection pour soutenir le gouvernement de Bao Dai.

PHETSARATH (1890-1957) : Né à Luang Prabang. Parlait français couramment. Etudia dans un lycée français et à l'Ecole coloniale. Retourna au Laos à la fin des années 1910 et travailla pour le Résident Supérieur. En 1931, devint Inspecteur des Affaires politiques et administratives. En 1931, il prit une position très hostile à l'égard de l'immigration vietnamienne accrue et appela au renforcement du sentiment nationaliste laotien. Rejeta les conceptions française et vietnamienne de Fédération Indochinoise. Après la capitulation japonaise, réaffirma son désir d'une unité et d'une indépendance du Laos. Bien qu'opposé aux Vietnamiens, il avait besoin d'eux pour ses plans anti-coloniaux. Devint Président d'honneur du Gouvernement Provisoire Lao Issara le 12 octobre 1945. Fuit en Thaïlande après la nouvelle occupation française du Laos au milieu de l'année 1946. Dirigea le gouvernement de résistance en exil là-bas. Sollicité par les Français et les Vietnamiens pour rallier leurs causes concurrentes en Indochine, il déclina ces propositions.

PHOUMI NOSAVAN : Né en 1920 à Savannakhet, travailla au sein de la bureaucratie coloniale au Laos avant de rejoindre le Lao-pen-Lao puis le Lao Issara. Travailla intimement avec le Viet Minh dans le nord-est de la Thaïlande et à LK IV. Sa personnalité et son travail avec les Vietnamiens causèrent une crise au sein Lao Issara en 1948, qui conduisit presque à la rupture des relations entre les Vietnamiens et le Lao Issara. Lâché par les Vietnamiens, il se rallia aux forces franco-laotiennes et retourna au Laos.

PHOUMI VONGVICHIT : Né en 1909 dans la province de Xieng Khouang, fils de fonctionnaire, il travailla lui-même au sein de la bureaucratie indochinoise. En Septembre, il coopéra avec des forces françaises qui furent parachutées. Mais il rejoignit le Lao Issara et travailla ensuite très étroitement avec le Viet Minh et le PCI. Présent lors de la création du Gouvernement de résistance laotien en août 1950. Nommé Ministre de l'Intérieur et Vice-Premier Ministre du gouvernement.

PIBUL SONGKRAM (Maréchal Luang, 1897-1964) : D'origine sino-thaïlandaise. Compétences en français. Formé à l'Ecole d'Artillerie Française de Fontainebleau de 1920 à 1927. Rejoignit le groupe de Thaïlandais, à l'époque en France, qui renversa la monarchie absolue. Occupa de nombreux postes au sein de cabinets dans les années 1930. Consacra la majeure partie de sa carrière à reconquérir des 'territoires perdus' au Laos au Cambodge durant l'expansion japonaise en Asie du sud-est. Avec l'appui des Japonais, il reconquit de vastes parts du Cambodge et du Laos. Revint au pouvoir en 1948, maintint une politique de solidarité à l'égard du commerce du Viet Minh et de la 'diplomatie' de la RDVN. Pibul avait des intérêts commerciaux dans les échanges avec la RDVN. Après la victoire des communistes en Chine, il abandonna son discret soutien à la RDVN et reconnu l'Etat du Vietnam mené par Bao Dai.

POK KHUN (Phra PHISSET PHANIT) : Khmer. Né en 1904 à Phnom Penh. Lié à la famille Aphaiwong par mariage. Parlait couramment thaïlandais et français. Fin 1940, proclamé chef du Parti Khmer Libre destiné à évincer les Français et à créer un Cambodge indépendant. Fermement soutenu par Pibul Songkram et Khuang Aphaiwong. Continua à travailler parmi divers groupes Khmers Issarak basés dans les provinces de Surin et Battambang. Etait un

membre-clé du « Comité de Libération du Peuple Cambodgien » soutenu par les Vietnamiens, remplaçant Dap Chhuon en 1949. Mais pas nécessairement Viet Minh.

PRIDI BANOMYONG (1900-1983) : D'origine sino-thaïlandaise. Parlait bien français. Etudia en France en 1920-27, obtint un doctorat à la Sorbonne. Ami proche de Duong Van Giao et d'autres Asiatiques étudiant en France à cette époque. Participe au renversement de la monarchie absolue en Thaïlande en 1932. Occupe des postes-clés dans des cabinets au cours des années 1930. Chef du Seri Thai à Bangkok. En relation étroite avec les dirigeants de la résistance du Nord-Est, tels Tiang Sirikhan et Thongin Buripat. Fut Premier ministre d'août à mars 1946. Très solidaire du mouvement d'indépendance vietnamien. Fournit un soutien armé, permit à la RDVN d'agir diplomatiquement et militairement en Thaïlande. Soutint la Ligue de l'Asie du sud-est au milieu de l'année 1947. Evincé de la scène politique par le coup d'Etat de novembre 1947 qui ramena Pibul au pouvoir. Vit en exil en Chine de 1949 à 1970. Partit ensuite à Paris où il mourut.

SANGWORN SUWANNAKIT (1901-1973) : Membre dirigeant du groupe naval qui soutint fermement Pridi Banomyong. Fut pendant la Seconde Guerre Mondiale un dirigeant de poids du Seri Thai et un ami intime de Pridi, en charge de la police militaire et à la tête des principales bases navales. Devint, fin 1945, Vice-Ministre de la Défense dans le gouvernement intérimaire de Thawee Bunyaket. Nommé Adjudant Général des Forces Armées, puis Chef de la Police. On considérait qu'il avait un contrôle absolu sur les dépôts d'armes du Seri Thai.

SIEV HENG : Khmer né dans la province de Tra Vinh dans le Sud-Vietnam actuel. Collabora étroitement avec le Viet Minh et devint membre du PCI. Actif dans le Nord-Ouest du Cambodge.

SON NGOC MINH (né vers 1904) : Khmer, Vietnamien ou Métis. Bonne maîtrise du vietnamien. Aussi connu sous son nom vietnamien, Pham Van Hua. Dans les années 1930-31, exerça le métier de pêcheur sur le Tonlé Sap. Commença en 1936 à travailler dans la maison d'édition de Nguyen Thanh Son appelée *Dong Phuong* (l'Orient), à My Tho. Influencé par les idées révolutionnaires de Son à l'époque. Selon les Français, il créa une cellule communiste en 1939 à Svay Rieng. Vécut en Thaïlande en 1941-42. Soutint Son Ngoc Thanh après le coup d'Etat du 9 mars 1945. Après le retour des Français, il se réfugia dans la province de Rach Gia où Nguyen Thanh Son était actif. En 1948, de source française, il adopta le nom de Son Ngoc Minh et réorganisa la résistance à Takéo en collaboration avec Nguyen Thanh Son. Ce dernier le choisit comme responsable pour la mise en œuvre de ses plans pour créer un Etat révolutionnaire et le nomma président de nombreuses organisations de résistance cambodgiennes créées par les Vietnamiens, dont le Comité Central Provisoire du Mouvement pour la Libération du Peuple Cambodgien. Il reçut sa formation révolutionnaire à l'Institut de Truong Chinh à Rach Gia. Passa au Nord-Vietnam après les accords de Genève.

SON NGOC THANH : Né en 1900. Khmer de souche, né dans la province de Tra Vinh. Etudia au sein du système éducatif franco-vietnamien dans le Sud-Vietnam. Parlait couramment vietnamien et français. L'un des principaux intellectuels cambodgiens contemporains. L'un des rares Khmers n'appartenant pas à la famille royale qui ait étudié en France. Travailla dans la bureaucratie indochinoise et à la Bibliothèque royale de Phnom Penh. Fonda le journal nationaliste *Nagaravatta*. Organisa un « complot » nationaliste à Phnom Penh.

en 1942. Fuit en Thaïlande, puis retourna après le coup du 9 Mars pour diriger le gouvernement cambodgien déclaré indépendant par les Japonais. Arrêté par les Français et envoyé en exil en France. Retourna au Cambodge en 1951 où il reprit ses activités nationalistes.

SOUPHANOUVONG, Prince (1909-1995) : Né à Luang Prabang. Demi-frère de Pethsarath. Parlait couramment français. Etudia au Lycée Albert Sarraut, puis fit des études d'ingénieur des travaux publics à Paris. Envoyé à Vinh pour travailler dans la bureaucratie indochinoise pour construire des ponts. Epousa Le Thi Ky Nam, fille d'un mandarin vietnamien. Recruté par le Comité du Peuple de Trung Bo en Août 1945, il voyagea dans la même voiture que Bao Dai vers Hanoï pour rencontrer Ho Chi Minh en vue d'une coopération lao-vietnamienne accrue. Renvoyé au Laos par la RDVN/PCI en Septembre. Devint Ministre des Affaires Etrangères du gouvernement Lao Issara formé en octobre 1945. Obligé de s'exiler en Thaïlande après la bataille de Thakhek. Travailla avec diverses factions anticolonialistes et royalistes. S'appuya fortement sur ses contacts vietnamiens en Thaïlande. De 1946 à 1949, Ministre des Affaires Etrangères et Commandant en chef de l'armée Lao Issara. A la mi-1949, créa le « Comité de résistance du Laos ». Lorsque les principaux nationalistes laotiens retournèrent au Laos en 1948-50, Souphanouvong s'appuya encore davantage sur la RDVN sur les plans militaire et diplomatique. Partit pour le Vietnam en Décembre 1949 et travailla avec les Vietnamiens pour organiser le Congrès National Laotien d'août 1950. Ne rejoignit le PCI qu'en 1953. Président du Laos de 1975 à 1986.

THONGIN BURIPHAT (mort en 1949) : Né dans le Nord-Est de la Thaïlande. Représentant de la province de Ubon de 1933 à 1949. Dirigeant du Seri Thai et proche de Pridi. Ministre, membre du Cabinet, d'août 1945 à Janvier 1946. Fondateur du Parti *Sahacheep*. Soutien fidèle du Viet Minh. Travailla avec Tran Van Giau et Vu Huu Binh. Etait aussi le ferme partisan d'une autonomie accrue du Nord-Est. Mourut en détention préventive en mars 1949.

TIANG SIRIKHAN (mort en 1952) : Né dans le Nord-Est de la Thaïlande. Etudia à Bangkok. Représentant du Sakhon Nakhon de 1938 à 1952. Dirigeant du Seri Thai dans le Nord-Est. Partisan d'une autonomie accrue de l'Isaan. Fidèle soutien de la RDVN, il faisait des échanges commerciaux avec le Viet Minh. Fournit au Viet Minh des contacts-clés avec des dirigeants officiels et des commerçants laotiens, thaïlandais et américains. Secrétaire Général de la Ligue de l'Asie du Sud-Est. Disparut à la fin des années 1940.

TRAN NGOC DANH : Originaire du Centre-Vietnam. Membre des Komsomol en URSS. Rejoignit le PCI en 1931. Incarcéré entre 1932 et 1945. Membre suppléant du Comité Central du PCI, député, ministre plénipotentiaire. Petit-frère de Tran Phu. Exerça la fonction de représentant de la RDVN à Paris entre 1946 et 1949. Relations étroites avec le PCF et, notamment Jacques Duclos. Partit à Prague. Attaqua Ho Chi Minh et le PCI dans une série de lettres virulentes au PCUS. Mit en péril les relations du PCI avec Moscou et les partis communistes est-européens.

TRAN VAN GIAU (1911-) : Né au Sud-Vietnam. Bonne maîtrise du français, connaissance vague du russe, sans doute. Fréquenta l'école française d'élite Chasseloup-Laubat à Saigon. Intellectuel très occidentalisé. En 1928, partit en France poursuivre ses études à Toulouse. Converti au communisme, proche du PCF, qui l'envoya à Moscou pour perfectionner sa

formation révolutionnaire. De retour à Saigon en 1933, il joua un rôle-clé pour consolider les organisations révolutionnaires. Incarcéré deux fois. En septembre 1945, rassembla divers groupes nationalistes, religieux et communistes au sein du Comité de Résistance du Sud. Rappelé à Hanoi en novembre 1945, puis envoyé en Thaïlande pour acheter des armes, renforcer les mouvements de résistance alliés cambodgiens et laotiens, et entrer en contact avec les Thaïlandais. L'un des représentants de la RDVN à la Conférence Inter-asiatique de New Delhi en 1947. Il n'était pas proche des cadres du PCI dans le Nord-Est de la Thaïlande. Rappelé au Nord-Vietnam à la fin des années 1940. Dirigea un journal du Parti ensuite. Ne gravit plus la hiérarchie du Parti à partir de ce moment-là.

TRAN VAN LUAN (1910-) : Né à Saigon. Bonne maîtrise du français, connaissance de l'anglais. Etudia dans un lycée d'Aix-en-Provence avant de poursuivre ses études universitaires de pharmacie à Montpellier et de peinture à Paris sous la direction d'André Lhote. Entra peut-être en contact avec le PCF à cette époque. Retourna à Saigon en 1938 et se maria. Devint membre du PCI au début des années 1940 et rejoignit le Mouvement de Jeunesse d'Avant-Garde (*Thanh Nien Tien Phong*) en 1945. Envoyé à Bangkok en 1946 où il travailla au service de la propagande et des affaires diplomatiques. En 1948, il devint représentant de la RDVN au sein de sa nouvelle délégation à Rangoon et assista à ce titre à la Conférence de la Jeunesse Sud-Est Asiatique. En excellents termes avec un grand nombre de dirigeants birmanes et de dirigeants militaires. Chargé de gérer la participation de la RDVN aux conférences internationales. Restait à Rangoon jusqu'aux années 1950.

TRUONG CHINH (1907-1988) (Dang Xuan Khu) : Né en 1907 dans une famille éduquée de Nam Dinh. Etudia au Lycée Albert-Sarraut à Hanoi. Enseignant, très tôt membre du PCI. Passa six ans en prison, condamné pour ses activités révolutionnaires. En 1941, devint Secrétaire Général du PCI. Admirateur de la révolution chinoise.

VO NGUYEN GIAP (1910-) : Né dans la province de Quang Binh. Maîtrise parfaite du français et, peut-être, connaissance d'une ou deux langues des minorités des hautes terres. Etudia d'abord dans la fameuse « Ecole Nationale » de Hue, puis fit des études de philosophie au Lycée Albert-Sarraut. Rejoignit le Parti du « Nouveau Vietnam » (*Tan Viet*) dans les années 1920, puis le PCI. Incarcéré par les Français pour ses activités révolutionnaires. Enseigna la géographie et l'histoire à Hanoi et fut actif dans les mouvements révolutionnaires pendant la période du Front Populaire. Après une répression policière, Giap fut en Chine méridionale en 1940, probablement sur l'ordre du Comité Central du PCI qui cherchait à établir des contacts avec le Komintern. Entra en contact avec Ho Chi Minh. Après la Révolution d'août, Giap devint Ministre de l'Intérieur, puis il fut nommé à la tête du Ministère de la Défense et Commandant en chef de l'armée vietnamienne. Architecte de la stratégie de guerre indochinoise, il fut le vainqueur de la bataille de Dien Bien Phu en 1954.

VU HUU BINH : Ancien sous-officier de la Garde Indigène de Vientiane dans les années 1930. Maîtrise du laotien et du thaï. Passa en Thaïlande en 1940 ou 1941. Devint officier de l'Armée Royale Thaïlandaise. Connaissait Phin Chunahawan et Pibul Songkram. Egalement membre secret du PCI. Aida à reconstruire les bases révolutionnaires d'avant-guerre du Parti le long du Mékong à partir de 1945. Il joua un rôle-clé pour faciliter les contacts diplomatiques et commerciaux entre la RDVN et les gouvernements Seri Thai de Bangkok. Dirigea les activités militaires du Viet Minh en Thaïlande. On le transféra au Front Cambodgien en 1950.

VUONG THUA VU (1910-1980) : Membre du VNQDD, formé au sein de l'académie militaire du Parti Nationaliste Chinois. Parlait le chinois parfaitement. Passa au Viet Minh au début des années 1940 et devint un officier-clé dans la préparation de la guerre contre les Français fin 1946. Commandant adjoint de la zone IV en 1947-1948. En 1948, devint commandant de la 308^{ème} division, nouvellement créée. Entre 1949 et 1954, il dirigea cette division lors de nombreuses batailles, dont celles du Haut-Laos et de Dien Bien Phu.

ZHOU ENLAI (1898-1976) : Né à Jiangsu, en Chine. Etudia au Japon, en France et en Allemagne. Très tôt membre du PCC. Connut Ho Chi Minh en France et à Quangzhou dans les années 1920. Amitié solide entre les deux hommes. Fut Vice-Président de la Commission Militaire et membre du Comité Central du PCC. Soutint fermement le Viet Minh entre 1950 et 1954. Fut Ministre des Affaires étrangères entre 1949 et 1958.